



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>

**Harvard College
Library**



**FROM THE BEQUEST OF
FRANCIS BROWN HAYES**

Class of 1839

OF LEXINGTON, MASSACHUSETTS

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

X^e SÉRIE.

PARTIE SUPPLÉMENTAIRE.

TOME DIXIÈME,

CONTENANT

LES DÉCRETS ET ARRÊTÉS D'INTÉRÊT LOCAL OU PARTICULIER

PUBLIÉS

PENDANT LE 2^e SEMESTRE DE L'ANNÉE 1852

DEPUIS LE 1^{er} JUILLET JUSQU'AU 1^{er} DÉCEMBRE INCLUS.

N^{os} 259 A 290.

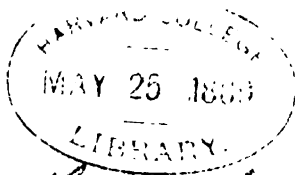
W
PARIS.

IMPRIMERIE IMPÉRIALE.

AVRIL 1853.

~~John H. H. H.~~

72 70.35



Hayes fund.

45-121
1869

TABLE

CHRONOLOGIQUE

*Des Décrets et Arrêtés contenus dans le tome X de la
X^e Série du Bulletin des Lois, partie supplémentaire.*

DATES des décrets et arrêtés.	TITRES DES DÉCRETS ET ARRÊTÉS.	NUMÉROS des Bulle- tins.	PAGES.
	ACTES ANTÉRIEURS AU 2^e SEMESTRE 1852.		
<i>4 Juillet 1829.</i>	ORDONNANCE qui approuve le règlement de la société des antiquaires établie à Paris.	269	334
<i>5 Avril 1848.</i>	ARRÊTÉ du ministre de la justice admettant une personne à jouir des droits de citoyen français.....	289	929
<i>43.</i>	ARRÊTÉS du ministre de la justice admettant trois personnes à jouir des droits de citoyen français	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>19.</i>	ARRÊTÉ du ministre de la justice admettant une personne à jouir des droits de citoyen français	<i>Ibid.</i>	930
<i>20.</i>	ARRÊTÉ du ministre de la justice admettant une personne à jouir des droits de citoyen français	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>21.</i>	ARRÊTÉ du ministre de la justice admettant deux personnes à jouir des droits de citoyen français	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	DÉCRET admettant une personne à jouir des droits de citoyen français.	290	984
<i>1^{er} Mai.</i>	ARRÊTÉ du ministre de la justice admettant deux personnes à jouir des droits de citoyen français	289	930
<i>2.</i>	ARRÊTÉ du ministre de la justice admettant deux personnes à jouir des droits de citoyen français	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>6.</i>	ARRÊTÉS du ministre de la justice admettant deux personnes à jouir des droits de citoyen français	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	DÉCRET admettant une personne à jouir des droits de citoyen français.....	290	984

DATES des décrets et arrêtés.	TITRES DES DÉCRETS ET ARRÊTÉS.	NUMÉROS des Bulletin.	PAGES.
25 Mai 1848.	ARRÊTÉS du ministre de la justice admettant trois personnes à jouir des droits de citoyen français	289	931
27.	ARRÊTÉS du ministre de la justice admettant trois personnes à jouir des droits de citoyen français	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
5 Juin.	ARRÊTÉ du ministre de la justice admettant une personne à jouir des droits de citoyen français	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
15.	ARRÊTÉS du ministre de la justice admettant deux personnes à jouir des droits de citoyen français	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	DÉCRET admettant une personne à jouir des droits de citoyen français	290	984
22.	ARRÊTÉ du ministre de la justice admettant une personne à jouir des droits de citoyen français	289	931
1 ^{er} Avril 1849.	ARRÊTÉ du Prince-Président admettant une personne à jouir des droits de citoyen français	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
14 Juin	ARRÊTÉ du Prince-Président admettant une personne à jouir des droits de citoyen français	<i>Ibid.</i>	932
9 Août.	DÉCRET admettant une personne à jouir des droits de citoyen français	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
22.	DÉCRET admettant une personne à jouir des droits de citoyen français	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
25.	DÉCRET admettant une personne à jouir des droits de citoyen français	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
29 Sept.	DÉCRET admettant une personne à jouir des droits de citoyen français	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
27 Déc.	DÉCRET admettant une personne à jouir des droits de citoyen français	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
2 Octobre 1850.	STATUTS du sous-comptoir des denrées coloniales	260	57
19 Janvier 1851.]	DÉCRET admettant une personne à établir son domicile en France pour y jouir des droits civils tant qu'elle y résidera	289	932
28.	DÉCRET admettant deux personnes à jouir des droits de citoyen français	<i>Ibid.</i>	933

DATES des décrets et arrêtés.	TITRES DES DÉCRETS ET ARRÊTÉS.	NUMÉROS des Bulle- tins.	PAGES.
31 Janvier 1851.	DÉCRET admettant une personne à établir son domicile en France pour y jouir des droits civils tant qu'elle y résidera.	289	933
15 Mai.	DÉCRET admettant une personne à établir son domicile en France pour y jouir des droits civils tant qu'elle y résidera.	Ibid.	Ibid.
7 Juin.	DÉCRET admettant une personne à jouir des droits de citoyen français.	Ibid.	Ibid.
10.	DÉCRET admettant une personne à établir son domicile en France pour y jouir des droits civils tant qu'elle y résidera.	Ibid.	Ibid.
19.	DÉCRET admettant une personne à établir son domicile en France pour y jouir des droits civils tant qu'elle y résidera.	Ibid.	Ibid.
8 Sept.	DÉCRET admettant une personne à établir son domicile en France pour y jouir des droits civils tant qu'elle y résidera.	Ibid.	934
20.	DÉCRET admettant trois personnes à établir leur domicile en France pour y jouir des droits civils tant qu'elles y résideront.	Ibid.	Ibid.
23.	DÉCRET admettant une personne à établir son domicile en France pour y jouir des droits civils tant qu'elle y résidera.	Ibid.	Ibid.
30.	DÉCRET admettant deux personnes à établir leur domicile en France pour y jouir des droits civils tant qu'elles y résideront.	Ibid.	Ibid.
17 Octobre	DÉCRET admettant trois personnes à établir leur domicile en France pour y jouir des droits civils tant qu'elles y résideront.	Ibid.	Ibid.
22.	DÉCRET admettant six personnes à établir leur domicile en France pour y jouir des droits civils tant qu'elles y résideront.	Ibid.	935
31.	DÉCRET admettant trois personnes à établir leur domicile en France pour y jouir des droits civils tant qu'elles y résideront.	Ibid.	Ibid.
11 Nov.	DÉCRET admettant une personne à jouir des droits de citoyen français.	Ibid.	Ibid.
14.	DÉCRET admettant une personne à jouir des droits de citoyen français.	Ibid.	936
Idem.	DÉCRET admettant quatre personnes à établir		

DATES des décrets et arrêtés.	TITRES DES DÉCRETS ET ARRÊTÉS.	NUMÉROS des Bulle- tins.	PAGES.
	leur domicile en France pour y jouir des droits civils tant qu'elles y résideront.....	289	936
17 Nov. 1851.	DÉCRET admettant trois personnes à jouir des droits de citoyen français.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
22 Nov.	DÉCRET admettant quatre personnes à établir leur domicile en France pour y jouir des droits civils tant qu'elles y résideront.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
28.	DÉCRET admettant six personnes à établir leur domicile en France pour y jouir des droits civils tant qu'elles y résideront.....	<i>Ibid.</i>	937
1 ^{re} Déc.	DÉCRET admettant une personne à établir son domicile en France pour y jouir des droits civils tant qu'elle y résidera.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
16.	DÉCRET admettant sept personnes à établir leur domicile en France pour y jouir des droits civils tant qu'elles y résideront.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
26.	DÉCRET admettant six personnes à établir leur domicile en France pour y jouir des droits civils tant qu'elles y résideront.....	<i>Ibid.</i>	938
19 Janvier 1852.	DÉCRET admettant deux personnes à établir leur domicile en France pour y jouir des droits civils tant qu'elles y résideront.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
28.	DÉCRET admettant une personne à établir son domicile en France, pour y jouir des droits civils tant qu'elle y résidera.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
31.	DÉCRET admettant une personne à jouir des droits de citoyen français.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
2 Février.	DÉCRET autorisant le sieur Meyer, Suisse, naturalisé Français, à prendre du service militaire en Suisse sans perdre la qualité et les droits de citoyen français.....	<i>Ibid.</i>	939
4.	DÉCRET admettant deux personnes à jouir des droits de citoyen français.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Iidem.</i>	DÉCRET admettant trois personnes à établir leur domicile en France pour y jouir des droits civils tant qu'elles y résideront.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
13.	DÉCRET admettant une personne à établir son domicile en France pour y jouir des droits civils tant qu'elle y résidera.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
1 ^{re} Mars.	DÉCRETS qui autorisent l'acceptation de legs..	268	320

DATES des décrets et arrêtés.	TITRES DES DÉCRETS ET ARRÊTÉS.	NUMÉROS des Bulle- tins.	PAGES.
1 ^{er} Mars 1852.	Décret admettant huit personnes à établir leur domicile en France pour y jouir des droits civils tant qu'elles y résideront	289	939
5.	Décret portant que le sieur <i>de Tulle de Villefranche</i> , qui a perdu la qualité de Français en prenant sans autorisation du service militaire en Autriche, est autorisé à rentrer en France, et admis à y établir son domicile pour jouir des droits civils tant qu'il y résidera . .	<i>Ibid.</i>	940
<i>Idem.</i>	Décret admettant une personne à jouir des droits de citoyen français	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
6.	Décret de nominations dans l'ordre de la Légion d'honneur	280	676
8.	Décrets qui autorisent l'acceptation de legs . .	268	321
12.	Décrets qui autorisent l'acceptation de legs . .	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	Décret admettant trois personnes à établir leur domicile en France pour y jouir des droits civils tant qu'elles y résideront	289	940
15.	Décret contenant des nominations dans la Légion d'honneur	262	121
17.	Décrets admettant trois personnes à jouir des droits de citoyen français	289	941
18.	Décrets qui autorisent l'acceptation de legs, et érigent une chapelle en oratoire particulier .	268	321 et 322
19.	Décret qui fixe le mode d'exploitation de bois communaux	281	699
20.	Décrets qui autorisent l'acceptation de legs . .	268	322 et 323
21.	Décret contenant des nominations dans la Légion d'honneur	262	122
22.	Décret portant révocation de l'ordonnance qui a admis le sieur <i>Nausbaum</i> à fixer son domicile en France	289	941
23.	Décrets qui autorisent l'acceptation de legs . .	268	323
26.	Décret qui autorise l'acceptation d'une donation	268	323
<i>Idem.</i>	Décret admettant six personnes à établir leur domicile en France pour y jouir de leurs droits civils tant qu'elles y résideront	289	941

DATES des décrets et arrêtés.	TITRES DES DÉCRETS ET ARRÊTÉS.	NUMÉROS des Bulletin. s.	PAGES.
28 Mars 1852. 4 Avril.	Décret contenant des nominations dans la Légion d'honneur.....	262	122
	Décret contenant des nominations dans la Légion d'honneur.....	<i>Ibid.</i>	123
5. <i>Idem.</i>	Décrets qui érigent des églises en succursales.	268	323
	Décrets qui autorisent l'acceptation de dons et legs.....	<i>Ibid.</i>	324
10.	Décrets qui autorisent l'acceptation de dons et legs.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
12.	Décret contenant des nominations dans la Légion d'honneur.....	262	124
13.	Décrets qui autorisent l'acceptation de dons et legs.....	268	326
14.	Décrets qui autorisent l'acceptation de dons et legs.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
16.	Décret admettant six personnes à établir leur domicile en France pour y jouir des droits civils tant qu'elles y résideront.....	289	942
17.	Décret qui autorise l'acceptation de legs....	268	327
18.	Décret de promotions et de nominations dans la Légion d'honneur.....	262	125
19.	Décret admettant deux personnes à jouir des droits de citoyen français.....	289	942
23.	Décrets de promotions et de nominations dans la Légion d'honneur.....	262	126
25.	Décrets contenant des nominations dans la Légion d'honneur.....	<i>Ibid.</i>	127
<i>Idem.</i>	Décrets divers contenant des promotions et nominations dans l'ordre de la Légion d'honneur.....	264	201
26.	Décrets qui autorisent l'acceptation de legs...	268	327 à 330
27.	Décrets qui autorisent l'acceptation de dons et legs....	<i>Ibid.</i>	
28.	Décrets divers qui autorisent le passage dans les bois.....	259	26
<i>Idem.</i>	Décret qui érigent des églises en succursales.	268	331
30.	Décret admettant sept personnes à établir leur domicile en France pour y jouir des droits civils tant qu'elles y résideront.....	289	942
<i>Idem.</i>	Décret admettant une personne à établir son		

DATES des décrets et arrêtés.	TITRES DES DÉCRETS ET ARRÊTÉS.	NUMÉROS des Bulletin.	PAGES.
	domestique en France pour y jouir des droits civils tant qu'elle y résidera.	290	984
2 Mai 1852.	Décret qui nomme commandeur de l'ordre national de la Légion d'honneur M. Ory (Jean-Louis-Auguste), colonel d'artillerie.	262	128
Idem.	Décrets divers contenant des promotions et nominations dans l'ordre de la Légion d'honneur.	264	201
3.	Décret de promotions et nominations dans la Légion d'honneur.	262	128
Idem.	Décrets qui autorisent l'acceptation de legs.	260	371 à 374
Idem.	Décret admettant deux personnes à jouir des droits de citoyen français.	289	943
4.	Décrets qui érigent diverses églises en succursales.	269	374
5.	Décrets qui autorisent la vente d'une coupe de bois.	259	27
Idem.	Décret qui autorise le droit de pâturage dans les montagnes et vacants domaniaux situés sur le territoire de la commune d'Anzat (Ariège).	259	Ibid.
Idem.	Décrets qui fixent le mode d'exploitation de coupes de bois dans les bois communaux.	Ibid.	28
Idem.	Décret qui autorise la délivrance de coupes de bois.	Ibid.	29
Idem.	Décrets divers autorisant des défrichements.	Ibid.	30
Idem.	Décrets divers autorisant le pacage dans les bois.	Ibid.	30 et 31
6.	Décret qui autorise l'acceptation de legs.	259	374
10.	Décrets de nominations et de promotions dans la Légion d'honneur.	262	128 et 135
Idem.	Décrets divers contenant des nominations dans l'ordre de la Légion d'honneur.	264	202 à 215
Idem.	Décrets de nominations dans l'ordre de la Légion d'honneur.	265	236 à 243
11.	Décret réintégrant dans la qualité de Français le sieur Babilha-Lacotte.	289	943
12.	Décret de nominations dans l'ordre de la Légion d'honneur.	265	243

DATES. des décrets et arrêtés.	TITRES DES DÉCRETS ET ARRÊTÉS.	NUMÉROS des Bulletin. s.	PAGES.
12 Mai 1852.	DÉCRETS qui autorisent l'acceptation de legs..	269	374 à 376
13.	DÉCRETS divers autorisant des délivrances de coupes de bois.....	262	135
Idem.	DÉCRET qui règle l'exploitation de bois.....	Ibid.	Ibid.
Idem.	DÉCRET qui approuve le procès-verbal de déli- mitation des bois de la commune de Grand- Châtel (Jura).....	Ibid.	136
Idem.	DÉCRET qui soumet des bois au régime forestier.	Ibid.	Ibid.
Idem.	DÉCRETS divers qui autorisent des défriche- ments.....	263	162
Idem.	DÉCRETS divers autorisant le pacage dans les bois.....	Ibid.	162 et 163
Idem.	DÉCRET admettant neuf personnes à établir leur domicile en France pour y jouir des droits civils tant qu'elles y résideront.....	289	943
14.	DÉCRETS de nominations et promotions dans l'ordre de la Légion d'honneur.....	265	243 à 251
19.	DÉCRET admettant quatre personnes à établir leur domicile en France pour y jouir des droits civils tant qu'elles y résideront.....	289	944
24.	DÉCRETS qui autorisent l'acceptation de legs...	269	376
25.	DÉCRET admettant quatre personnes à établir leur domicile en France pour y jouir des droits civils tant qu'elles y résideront.....	289	944
26.	DÉCRETS divers qui autorisent des délivrances de bois.....	263	164
Idem.	DÉCRET qui règle l'exploitation de bois.....	Ibid.	Ibid.
Idem.	DÉCRETS divers qui soumettent au régime fores- tier, ou déclarent qu'ils en seront affranchis, plusieurs bois communaux.....	Ibid.	164 et 165
Idem.	DÉCRETS qui autorisent le pacage dans les bois.....	Ibid.	165 et 166
27.	DÉCRET admettant cinq personnes à jouir des droits de citoyen français.....	289	944
28.	DÉCRETS qui autorisent l'acceptation de legs..	269	376 à 379
1 ^{er} Juin.	DÉCRETS qui érigent en succursales les églises de plusieurs communes.....	Ibid.	379 et 380
Idem.	DÉCRET qui érige des églises en succursales ...	270	383

DATES des décrets et arrêtés.	TITRES DES DÉCRETS ET ARRÊTÉS.	NUMÉROS des Bulle- tins.	PAGES.
2 juin 1852.	DÉCRETS divers qui autorisent des délivrances de bois.....	263	167 et 168
<i>Idem.</i>	DÉCRETS qui autorisent l'exploitation de coupes de bois dans plusieurs communes	264	215
<i>Idem.</i>	DÉCRETS divers autorisant des défrichements..	<i>Ibid.</i>	216
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui fixe le mode d'exploitation d'une forêt communale.....	265	261
<i>Idem.</i>	DÉCRETS divers qui soumettent au régime forestier des bois communaux.....	<i>Ibid.</i>	261 à 263
<i>Idem.</i>	DÉCRETS divers autorisant le pacage dans des bois communaux.....	<i>Ibid.</i>	263
<i>Idem.</i>	DÉCRETS autorisant le pacage dans des bois communaux.....	271	416
4.	DÉCRET de nominations dans la Légion d'honneur	269	368
7.	DÉCRET qui accorde des pensions de retraite à quinze personnes du département de la marine	260	33
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui accorde des pensions de retraite à trente-neuf personnes du département de la marine.....	<i>Ibid.</i>	36
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise l'acceptation de legs.....	262	136
<i>Idem.</i>	DÉCRETS qui autorisent l'acceptation de dons et legs.....	270	384
<i>Idem.</i>	DÉCRET admettant sept personnes à établir leur domicile en France pour y jouir des droits civils tant qu'elles y résideront.....	289	945
10.	DÉCRET portant prorogation de la durée de la société anonyme formée au Havre sous la dénomination de <i>compagnie des paquebots à vapeur entre le Havre et Caen</i>	260	40
12.	DÉCRET de promotion dans l'ordre de la Légion d'honneur.....	265	251
16.	DÉCRET qui nomme M. <i>Bremer</i> chevalier de la Légion d'honneur	269	368
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui règle l'exploitation d'une forêt communale	271	417
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise des délivrances de coupes de bois.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui soumet au régime forestier des bois communaux.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>

DATE des décrets et arrêtés.	TITRES DES DÉCRETS ET ARRÊTÉS.	NUMÉROS des Bulle- tins.	PAGES.
16 Juin 1852.	Décrets divers autorisant des délivrances de coupes de bois.....	271	418 à 420
<i>Idem.</i>	Décrets divers autorisant le pacage dans des bois communaux.....	<i>Ibid.</i>	420 et 421
<i>Idem.</i>	Décrets admettant une personne à jouir des droits de citoyen français.....	289	945
17.	DéCRET qui nomme M. Thiebaut chevalier de de la Légion d'honneur.....	265	252
<i>Idem.</i>	Décrets qui autorisent l'acceptation de dons et legs.....	270	285 et 386
<i>Idem.</i>	Décrets qui autorisent l'acceptation de dons et legs.....	<i>Ibid.</i>	396
21.	Décrets qui autorisent l'acceptation de dons et legs.....	<i>Ibid.</i>	387
<i>Idem.</i>	DéCRET réglant l'exploitation de coupes de bois.	271	422
<i>Idem.</i>	Décrets qui autorisent des délivrances de coupes de bois.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	Décrets autorisant le pacage dans des bois communaux.....	<i>Ibid.</i>	423
22.	DéCRET qui nomme M. le général Boullé grand officier de la Légion d'honneur.....	265	252
23.	DéCRET portant autorisation de la société anonyme formée à Paris sous la dénomination de le Pilote.....	259	2
<i>Idem.</i>	DéCRET portant autorisation de la société anonyme formée au Havre sous la dénomination de les Antilles, compagnie d'assurances maritimes.....	<i>Ibid.</i>	12
<i>Idem.</i>	DéCRET qui approuve des modifications aux statuts de la compagnie du pont d'Avignon, sur la Durance.....	<i>Ibid.</i>	23
<i>Idem.</i>	DéCRET portant autorisation de la caisse d'épargne établie à Collioure (Pyrénées-Orientales).....	260	53
<i>Idem.</i>	DéCRET portant autorisation au sieur Nava d'établir son domicile en France pour y jouir des droits civils tant qu'il y résidera.....	285	811
<i>Idem.</i>	DéCRET admettant trois personnes à jouir des droits de citoyen français.....	289	945

DATES des décrets et arrêtés.	TITRES DES DÉCRETS ET ARRÊTÉS.	NUMÉROS des Bulletin. tiques.	PAGES.
23 Juin 1852.	Décret admettant sept personnes à établir leur domicile en France pour y jouir des droits civils tant qu'elles y résideront.	289	945
26.	Décret qui autorise un défrichement.	271	417
28.	Décret autorisant la conservation de moulins et l'établissement d'une prise d'eau.	289	32
Idem.	Décrets qui règlent les droits d'octroi dans plusieurs communes.	280	62
Idem.	Décret qui établit dans la commune de Gonesse, arrondissement de Pontoise (Seine-et-Oise), une foire aux moutons.	284	216
Idem.	Décret qui autorise la délivrance de coupes de bois.	271	423
Idem.	Décret portant suspension de délivrance de coupes de bois.	Ibid.	Ibid.
Idem.	Décrets relatifs à l'aménagement de bois communaux.	274	424
Idem.	Décrets divers autorisant le pacage dans les bois	271	} 424 et 425
29.	Décret qui autorise la conservation d'une usine à fer.	261	
Idem.	Décret qui règle le régime des eaux de plusieurs moulins.	Ibid.	Ibid.
Idem.	Décret qui accepte la renonciation à la concession d'une mine de houille.	Ibid.	Ibid.
Idem.	Décrets qui autorisent l'acceptation de dons et legs.	270	} 387 à 389
Idem.	Décret autorisant le sieur Sautter à accepter la qualité de consul du Grand-Duché de Toscane près la Confédération suisse sans perdre la qualité et les droits de citoyen français. . .	289	
Idem.	Décret admettant cinq personnes à établir leur domicile en France pour y jouir des droits civils tant qu'elles y résideront.	Ibid.	Ibid.
2 ^e SEMESTRE DE 1852.			
1 ^{er} Juillet	Décret qui érige en succursale l'église de la commune de Saint-Thomas (Drôme).	270	389
3.	Décret qui accorde une pension à un ancien conseiller d'état.	268	54

DATES des décrets et arrêtés.	TITRES DES DÉCRETS ET ARRÊTÉS.	NUMÉROS des Bulletin, tins,	PAGES.
3 Juillet 1852.	DÉCRET qui règle les droits d'octroi dans la commune de Saint-Denis (Seine).....	260	62
Idem.	DÉCRET déterminant la partie du canton de Côte-Girardet où sera pris le quart de réserve à asseoir dans les bois communaux de Choetelet (Doubs).....	271	425
Idem.	DÉCRET portant fixation d'une coupe affouagère.	Ibid.	Ibid.
Idem.	DÉCRET relatif à l'aménagement de bois communaux.....	Ibid.	Ibid.
Idem.	DÉCRET qui règle l'aménagement de bois communaux.....	272	446
Idem.	DÉCRET qui autorise des délivrances de coupes de bois.....	271	446 et 447
Idem.	DÉCRETS divers autorisant le pacage dans les bois.....	272	447 et 448
7.	DÉCRETS autorisant l'établissement et la conservation d'usines.....	261	102 et 103
Idem.	DÉCRETS statuant sur l'exploitation et l'aménagement de bois.....	272	448 et 449
Idem.	DÉCRET approuvant les procès-verbaux de délimitation de diverses forêts.....	Ibid.	449 et 453
Idem.	DÉCRETS divers autorisant le pacage dans les bois.....	Ibid.	453
Idem.	DÉCRET admettant une personne à jouir des droits de citoyen français.....	289	946
Idem.	DÉCRET admettant une personne à jouir des droits de citoyen français.....	Ibid.	Ibid.
Idem.	DÉCRET admettant deux personnes à établir leur domicile en France pour y jouir des droits civils tant qu'elles y résideront.....	Ibid.	947
8.	DÉCRET qui accorde une pension à un ancien concierge de bâtiments militaires.....	259	1
Idem.	DÉCRET qui érige des églises en succursales...	270	389
Idem.	DÉCRETS qui autorisent l'acceptation de dons et legs.....	Ibid.	389 et 390
Idem.	DÉCRET qui autorise l'acceptation de legs.....	278	635
10.	DÉCRET qui accorde à soixante-cinq militaires des pensions de retraite à titre d'ancienneté de service.....	261	65

DATES des décrets et arrêtés.	TITRES DES DÉCRETS ET ARRÊTÉS.	NUMÉROS des Bulle- tins.	PAGES.
10 Juillet 1852.	DÉCRET qui accorde à trente-quatre militaires des pensions de retraite pour blessures ou infirmités.....	261	72
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui accorde des pensions à quatre-vingt-une veuves de militaires.....	<i>Ibid.</i>	78
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui accorde des secours annuels aux orphelins de quatre militaires.....	<i>Ibid.</i>	86
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui accorde à quarante-cinq militaires des pensions de retraite à titre d'ancienneté de service.....	<i>Ibid.</i>	88
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui accorde à soixante-cinq militaires des pension de retraite à titre d'ancienneté de service.....	<i>Ibid.</i>	94
<i>Idem.</i>	DÉCRETS qui autorisent l'acceptation de dons et legs.....	270	390 et 391
13.	DÉCRETS qui autorisent l'acceptation de dons et legs.....	<i>Ibid.</i>	391
16.	DÉCRET qui autorise l'inscription au trésor public de neuf pensions civiles et militaires..	260	55
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui accorde une indemnité temporaire à un ancien conseiller d'état.....	<i>Ibid.</i>	55
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui règle les droits d'octroi dans la commune de Belleville (Seine).....	<i>Ibid.</i>	63
<i>Idem.</i>	DÉCRETS de nominations et de promotions dans l'ordre de la Légion d'honneur.....	265	252
<i>Idem.</i>	DÉCRET réglant l'exploitation de coupes de bois.	272	454
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise la délivrance de coupes de bois.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	DÉCRETS relatifs à l'aménagement de bois et forêts.....	<i>Ibid.</i>	454 et 455
<i>Idem.</i>	DÉCRET autorisant le pacage dans les bois....	<i>Ibid.</i>	455
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise des délivrances de coupes de bois.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
17.	DÉCRETS de nominations et de promotions dans la Légion d'honneur.....	267	288
<i>Idem.</i>	DÉCRET de nomination dans l'ordre de la Légion d'honneur.....	286	819
18.	DÉCRETS contenant des nominations et promotions dans l'ordre de la Légion d'honneur..	265	255

DATES des décrets et arrêtés,	TITRES DES DÉCRETS ET ARRÊTÉS,	NUMÉROS des Bulle- tins.	PAGES.
19 Juillet 1852.	DÉCRETS de nominations et de promotions dans l'ordre de la Légion d'honneur.....	265	256
Idem.	DÉCRET de promotion dans l'ordre de la Légion d'honneur.....	290	982
23.	DÉCRETS contenant des nominations et des pro- motions dans la Légion d'honneur.....	265	257
24.	DÉCRET qui autorise l'acceptation de dons et legs.....	270	391
Idem.	DÉCRET admettant trois personnes à jouir des droits de citoyen français.....	289	947
Idem.	DÉCRET admettant dix personnes à établir leur domicile en France pour y jouir des droits civils tant qu'elles y résideront.....	Ibid.	Ibid.
Idem.	DÉCRETS qui autorisent la conservation d'usines.	269	369
Idem.	DÉCRET rapportant celui du 31 mars 1851, au- torisant l'établissement d'un haut fourneau..	Ibid.	Ibid.
Idem.	DÉCRET acceptant la renonciation à des conces- sions de mines.....	Ibid.	Ibid.
25.	DÉCRETS de nominations et de promotions dans la Légion d'honneur.....	267	290
26.	DÉCRET qui accorde une pension à un conseiller de préfecture, secrétaire général.....	262	105
Idem.	DÉCRET qui accorde une pension à un ancien préfet.....	263	137
Idem.	DÉCRETS autorisant la vente de coupes de bois..	272	456
Idem.	DÉCRET qui distraint des bois du régime fores- tier.....	Ibid.	Ibid.
Idem.	DÉCRETS divers autorisant des délivrances de coupes de bois.....	Ibid.	457
Idem.	DÉCRETS divers autorisant des défrichements..	Ibid.	Ibid.
Idem.	DÉCRET qui soumet au régime forestier des bois communaux.....	Ibid.	458
Idem.	DÉCRETS autorisant le pacage dans des bois communaux.....	Ibid.	Ibid.
Idem.	DÉCRETS qui autorisent l'acceptation de dons et legs.....	278	635 et 636
27.	DÉCRETS qui érigent des églises en chapelles de secours.....	270	392
28.	DÉCRET contenant des dispositions relatives au		

DATE des décrets et arrêtés.	TITRES DES DÉCRETS ET ARRÊTÉS.	NUMÉROS des Bulletin, tins.	PAGES.
	prolongement du canal de l'Aithet dérivé de l'Adour (Hautes-Pyrénées).....	269	370
28 Juillet 1852.	DÉCRET qui accepte la renonciation à la concession de mines.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise l'établissement d'usine...	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui établit une association syndicale...	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	DÉCRETS qui autorisent l'acceptation de dons et legs.....	270	392
<i>Idem.</i>	DÉCRET affranchissant du régime forestier des bois communaux.....	272	459
<i>Idem.</i>	DÉCRETS qui autorisent des défrichements....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui soumet au régime forestier des bois communaux.....	<i>Ibid.</i>	460
29.	DÉCRET qui approuve des modifications aux statuts de la compagnie d'assurances sur la vie la Nationale.....	263	138
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant autorisation de la société anonyme formée à Paris sous la dénomination de Société des terrains et entrepôts du bassin Vanban au Havre.....	<i>Ibid.</i>	140
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise l'acceptation de legs....	279	652
30.	DÉCRET portant autorisation de la société anonyme formée à Paris sous la dénomination de Société anonyme du chemin de fer de Melkouse à Thann.....	263	152
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui approuve les statuts de la société de crédit foncier autorisée par le décret du 28 mars 1852 pour le ressort de la cour d'appel de Paris.....	264	169
31.	DÉCRET réintégrant dans la qualité de Français le sieur Cayron, qui avait accepté, sans autorisation, des fonctions publiques conférées par un gouvernement étranger.....	289	948
1 ^{er} Août	DÉCRETS qui autorisent l'acceptation de dons et legs.....	270	393
2.	DÉCRET qui autorise l'acceptation de donations.	279.	652
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise l'acceptation d'un legs...	280	683
<i>Idem.</i>	DÉCRET de promotion dans l'ordre de la Légion d'honneur.....	287	855

DATES des décrets et arrêtés.	TITRES DES DÉCRETS ET ARRÊTÉS.	NUMÉROS des Bulle- tins.	PAGES.
4 Août 1852.	DÉCRET qui accorde des pensions à quarante- deux veuves de militaires.....	262	106
Idem.	DÉCRET qui accorde à soixante et quinze mili- taires des pensions à titre d'ancienneté de service.....	Ibid.	110
Idem.	DÉCRET qui autorise l'inscription, au trésor pu- blic, de cent trois pensions civiles et mili- taires.....	Ibid.	118
Idem.	DÉCRETS divers autorisant des défrichements....	272	460
Idem.	DÉCRETS divers autorisant le pacage dans les bois.....	273	487 et 488
Idem.	DÉCRET admettant une personne à établir son domicile en France pour y jouir des droits civils tant qu'elle y résidera.....	289	948
5.	DÉCRET qui établit une association syndicale pour les travaux d'abaissement du lac de Nantua.....	269	370
Idem.	DÉCRETS portant des concessions de mines....	Ibid.	Ibid.
Idem.	DÉCRETS qui établissent des foires dans plusieurs communes ou changeant l'époque de celles déjà existantes.....	278	634
Idem.	DÉCRETS qui autorisent l'acceptation de dons et legs.....	280	683
6.	DÉCRETS de promotions et de nominations dans l'ordre de la Légion d'honneur.....	287	855
7.	DÉCRET portant autorisation de la société d'assu- rances mutuelles contre la mortalité des bes- taux formée à Maroilles (Nord) sous la dé- nomination de la Marollaise.....	268	301
Idem.	DÉCRET portant autorisation de la caisse d'é- pargne établie à Céret.....	271	397
Idem.	DÉCRET portant autorisation de la caisse d'é- pargne établie à Bailleul (Nord).....	273	461
Idem.	DÉCRET portant autorisation de la caisse d'é- pargne établie à Bergues (Nord).....	Ibid.	462
Idem.	DÉCRETS de promotions et de nominations dans la Légion d'honneur.....	280	676 à 682
10.	DÉCRET qui accorde des pensions de retraite à onze personnes du département de la ma- rine.....	267	269

DATE des décrets et arrêtés.	TITRES DES DÉCRETS ET ARRÊTÉS.	NUMÉROS des Bulletin.	PAGE.
10 Août 1852.	DÉCRET de nomination dans l'ordre de la Légion d'honneur.....	280	682
11.	DÉCRET qui accorde à trente-cinq militaires des pensions de retraite pour blessures ou infirmités.....	265	217
Idem.	DÉCRET qui accorde à quatre-vingt-cinq militaires des pensions de retraite à titre d'ancienneté de service.....	Ibid.	223
Idem.	DÉCRET qui accorde à quinze militaires des pensions de retraite à titre d'ancienneté de service.....	Ibid.	234
Idem.	DÉCRET de nomination dans l'ordre de la Légion d'honneur.....	280	683
Idem.	DÉCRET de promotions et de nominations dans l'ordre de la Légion d'honneur.....	288	880
12.	DÉCRET qui autorise l'inscription au trésor public de deux cent quatre-vingt-quatorze pensions militaires.....	263	159
Idem.	DÉCRET qui modifie l'octroi de la commune de Bourges.....	Ibid.	161
Idem.	DÉCRETS de nominations et de promotions dans la Légion d'honneur.....	265	257 et 258
Idem.	DÉCRET qui prescrit le recapage de bois incendiés.....	273	488
Idem.	DÉCRET qui autorise des délivrances de coupes de bois.....	Ibid.	489
Idem.	DÉCRET qui règle l'aménagement de bois communaux.....	Ibid.	490
Idem.	DÉCRETS divers autorisant des défrichements..	Ibid.	Ibid.
Idem.	DÉCRET admettant douze personnes à établir leur domicile en France pour y jouir des droits civils tant qu'elles y résideront.....	289	948
14.	DÉCRETS de nominations et de promotions dans la Légion d'honneur.....	265	260 et 261
Idem.	DÉCRET qui accorde des pensions de retraite à vingt et une personnes du département de la marine.....	267	270
Idem.	DÉCRET qui accorde des pensions aux veuves et orphelins de vingt-neuf personnes du département de la marine.....	Ibid.	275

DATE des décrets et arrêtés.	TITRES DES DÉCRETS ET ARRÊTÉS.	NUMÉROS des Bulletin. tiés.	PAGES.
14 Août 1852. <i>Idem.</i>	Décrets de nominations et de promotions dans la Légion d'honneur.....	267	290 à 300
<i>Idem.</i>	Décret qui érige en chapelle de secours l'église d'Harlincourt, canton et arrondissement de Saint-Pol (Pas-de-Calais).....	270	393
<i>Idem.</i>	Décrets qui autorisent l'acceptation de dons et legs.....	<i>Ibid.</i>	394 à 396
<i>Idem.</i>	Décret qui autorise le pacage dans des bois communaux.....	274	523
<i>Idem.</i>	Décret réglant l'exploitation de bois communaux.....	273	421
<i>Idem.</i>	Décret qui affranchit du régime forestier un bois communal.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	Décrets divers autorisant le pacage dans des bois communaux.....	<i>Ibid.</i>	491 et 492
<i>Idem.</i>	Décrets divers autorisant le pacage dans des bois.....	275	531 et 532
15.	Décret contenant une promotion d'officier dans l'ordre de la Légion d'honneur.....	274	519
<i>Idem.</i>	Décrets de promotion et de nomination dans l'ordre de la Légion d'honneur.....	288	881
16.	Décret qui érige en chapelle de secours l'ancienne église curiale de la ville de Saint-Denis (Seine).....	271	426
18.	Décrets divers qui règlent des droits d'octroi dans plusieurs communes.....	263	161
<i>Idem.</i>	Décret qui fixe le mode d'exploitation de bois communaux.....	275	532
<i>Idem.</i>	Décret qui autorise le pacage dans des bois communaux.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	Décret qui autorise la commune de Brin (Meurthe) à défricher des bois.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	Décret de nomination dans l'ordre de la Légion d'honneur.....	288	881
20.	Décret de nomination dans l'ordre de la Légion d'honneur.....	280	683
21.	Décret qui accorde des pensions aux veuves et orphelins de vingt personnes du département de la marine.....	267	280

DATES des décrets et arrêtés.	TITRES DES DÉCRETS ET ARRÊTÉS.	NUMÉROS des Bulle- tins.	PAGES.
21 Août 1852.	Décret qui accorde des pensions de retraite à dix-neuf personnes du département de la marine.....	267	282
Idem.	Décrets qui règlent le régime des eaux.....	269	370
Idem.	Décrets relatifs à des quarts de réserve et à l'exploitation de coupes de bois.....	276	552
Idem.	Décret relatif à l'aménagement de bois communaux.....	Ibid.	Ibid.
Idem.	Décret de nomination dans l'ordre de la Légion d'honneur.....	288	881
Idem.	Décret admettant quatre personnes à jouir des droits de citoyen français.....	289	949
22.	Décret de nomination dans l'ordre de la Légion d'honneur.....	288	881
25.	Décret autorisant la conservation d'usines....	269	371
Idem.	Décret autorisant le défrichement de bois communaux.....	276	553
Idem.	Décret admettant une personne à établir son domicile en France pour y jouir des droits civils tant qu'elle y résidera.....	290	984
Idem.	Décret admettant six personnes à établir leur domicile en France pour y jouir des droits civils tant qu'elles y résideront.....	289	949
26.	Décrets qui autorisent l'acceptation de dons et legs.....	280	684.
28.	Décret qui accorde des pensions aux veuves de dix personnes du département de la marine.....	267	284
Idem.	Décret qui accorde des pensions de retraite à onze personnes du département de la marine.....	Ibid.	286
Idem.	Décret qui accorde une indemnité temporaire à un ancien maître des requêtes au Conseil d'état.....	268	313
Idem.	Décret qui autorise l'inscription, au trésor public, de cent dix-neuf pensions civiles, militaires et à titre de récompense nationale....	Ibid.	314
Idem.	Décret de nominations dans la Légion d'honneur.....	269	368

DATES des décrets et arrêtés.	TITRES DES DÉCRETS ET ARRÊTÉS.	NUMÉROS des Bulle- tins.	PAGES.
28 Août 1852.	DÉCRET autorisant la délivrance de coupes de bois.....	276	553
Idem.	DÉCRET relatif à l'aménagement de bois communaux.....	Ibid.	Ibid.
30.	DÉCRETS qui autorisent l'acceptation de dons et legs.....	271	426
Idem.	DÉCRET qui érige en chapelle de secours la chapelle de Notre-Dame-de-la-Garde (Côtes-du-Nord) et autorise l'acceptation d'une donation.....	Ibid.	Ibid.
Idem.	DÉCRET de promotion et de nominations dans l'ordre de la Légion d'honneur.....	288	882
31.	DÉCRETS autorisant la conservation d'usines....	269	371
Idem.	DÉCRET qui règle le régime des eaux.....	Ibid.	Ibid.
Idem.	DÉCRET portant concession de mines de fer...	Ibid.	Ibid.
Idem.	DÉCRET de promotion dans l'ordre de la Légion d'honneur.....	288	882
1 ^{er} Sept.	DÉCRET qui autorise la création d'un bureau de bienfaisance dans la commune de Rumilly-les-Vaudes (Aube).....	273	463
Idem.	DÉCRET autorisant l'établissement d'usines....	274	524
Idem.	DÉCRET qui règle le régime des eaux.....	Ibid.	Ibid.
Idem.	DÉCRET qui établit une association syndicale relativement à un canal d'arrosage.....	Ibid.	Ibid.
Idem.	DÉCRETS qui autorisent l'acceptation de dons et legs.....	275	535 à 537
Idem.	DÉCRET qui autorise l'établissement d'une chapelle domestique.....	Ibid.	537
Idem.	DÉCRETS qui érigent des églises en chapelles..	Ibid.	Ibid.
Idem.	DÉCRET qui autorise la délivrance de coupes de bois.....	276	553
Idem.	DÉCRET qui autorise le pacage dans des bois communaux.....	Ibid.	Ibid.
Idem.	DÉCRET qui fixe l'aménagement d'une forêt domaniale.....	Ibid.	554
Idem.	DÉCRETS divers autorisant l'acceptation de legs.	289	972 et 973
2.	DÉCRET qui autorise l'acceptation de dons et legs.....	271	427
3.	DÉCRET qui approuve des modifications aux sta-		

DATE des décrets et arrêtés.	TITRES DES DÉCRETS ET ARRÊTÉS.	NUMÉROS des Bulle- tins.	NOMINÉ
	tuts de la société d'assurances mutuelles im- mobilières contre l'incendie pour les dépar- tements de Seine-et-Oise et de la Seine (Paris excepté).....	266	265
4 Sept. 1852.	DÉCRET qui reconnaît comme établissement d'utilité publique la société nationale des an- tiquaires de France.....	269	333
Idem.	DÉCRET qui reconnaît comme établissement d'u- tilité publique la société des sciences natu- relles du département de la Charente-Infé- rieure.....	Ibid.	334
Idem.	DÉCRETS de promotions dans l'ordre de la Légion d'honneur.....	274	519
Idem.	DÉCRET admettant dix personnes à établir leur domicile en France pour y jouir des droits civils tant qu'elles y résideront.....	289	949
Idem.	DÉCRET admettant une personne à établir son domicile en France pour y jouir des droits civils tant qu'elle y résidera.....	290	984
5.	DÉCRET qui accorde à quinze militaires des pensions de retraite à titre d'ancienneté de service.....	268	316
7.	DÉCRETS qui autorisent l'acceptation de dons et legs.....	275	537
8.	DÉCRET qui règle les droits d'octroi dans deux communes.....	269	369
Idem.	DÉCRET qui accorde une pension à un ancien commissaire spécial de police.....	271	398
Idem.	DÉCRET qui accorde des pensions de retraite à trente-quatre personnes du département de la marine.....	275	525
Idem.	DÉCRET qui accorde des pensions aux veuves de six personnes du département de la ma- rine, et un secours annuel à un orphelin...	275	528
Idem.	DÉCRET qui autorise des délivrances de coupes de bois.....	276	555
Idem.	DÉCRET qui approuve les procès-verbaux de dé- limitation de forêts.....	277	613
Idem.	DÉCRET de nominations dans l'ordre de la Lé- gion d'honneur.....	288	882

DATE des décrets et arrêtés.	TITRES DES DÉCRETS ET ARRÊTÉS.	NUMÉROS des Bulle- tins.	PAGE PAGES.
9 Sept. 1852.	Décret qui érige une église en chapelle de se- cours.....	275	538
Idem.	Décret qui autorise l'acceptation de dons et legs.....	Ibid.	538 à
10.	MODIFICATIONS aux statuts du sous-comptoir des chemins de fer.....	270	540
11.	Décret portant autorisation de la société ano- nyme formée à Paris sous la dénomination de Compagnie du chemin de fer de Paris à Caen et à Cherbourg.....	269	381
Idem.	Décret qui autorise l'inscription au trésor pu- blic d'une pension civile et de cent trenta- cinq pensions militaires.....	Ibid.	335
Idem.	Décret portant autorisation de la société ano- nyme formée à Paris sous la dénomination de Compagnie du chemin de fer de Dijon à Beaune.....	271	366
Idem.	Décret de promotions et de nominations dans l'ordre de la Légion d'honneur.....	288	309
Idem.	Décret admettant cinq personnes à établir leur domicile en France, pour y jouir des droits civils tant qu'elles y résideront.....	289	882
12.	Décret qui accorde des pensions de réforme à quatre officiers.....	272	950
Idem.	Décret qui accorde des pensions à soixante-six veuves de militaires.....	Ibid.	429
Idem.	Décret qui accorde des secours annuels aux orphelins de sept militaires.....	Ibid.	430
Idem.	Décret qui accorde à quarante-cinq militaires des pensions de retraite à titre d'ancienneté de service.....	Ibid.	438
Idem.	Décret portant autorisation de la société de crédit foncier formée à Marseille pour les départements situés dans le ressort de la Cour d'appel d'Aix.....	273	440
13.	Décret qui accorde une pension à un ancien préfet.....	271	464
Idem.	Décret qui admet une personne à jouir des droits de citoyen français.....	277	415
Idem.	Décrets qui établissent des foires dans plu-		613

Dates des décrets et arrêtés.	TITRES DES DÉCRETS ET ARRÊTÉS.	numéros des Bulletin.	pages.
13 Sept. 1852.	Plusieurs communes ou changent l'époque de celles déjà existantes DÉCRET autorisant l'acceptation de legs.	278 289	634 973
14.	DÉCRETS de promotions dans l'ordre de la Légion d'honneur.	286	819
Idem.	DÉCRET autorisant l'acceptation d'un legs.	289	974
15.	DÉCRET portant une nomination dans l'ordre de la Légion d'honneur.	274	520
Idem.	DÉCRET contenant une nomination dans l'ordre de la Légion d'honneur.	283	769
Idem.	DÉCRET de nomination dans l'ordre de la Légion d'honneur.	286	820
Idem.	DÉCRET de nomination dans l'ordre de la Légion d'honneur.	288	884
Idem.	DÉCRET de nomination dans l'ordre de la Légion d'honneur.	289	912
16.	DÉCRET de nominations dans l'ordre de la Légion d'honneur.	288	884
17.	DÉCRET qui accorde une pension à un ancien sous-préfet.	273	484
Idem.	DÉCRETS de nominations dans l'ordre de la Légion d'honneur.	289	912
18.	DÉCRET de nomination dans l'ordre de la Légion d'honneur.	288	884
19.	DÉCRET de promotion dans l'ordre de la Légion d'honneur.	Ibid.	Ibid.
20.	DÉCRET de promotions et de nominations dans l'ordre de la Légion d'honneur.	Ibid.	Ibid.
22.	DÉCRET qui accorde une pension à un ancien préfet.	273	485
Idem.	DÉCRET qui accorde une pension à un ancien préfet.	Ibid.	486
Idem.	DÉCRET qui accorde à quatre-vingt-quatre militaires des pensions de retraite à titre d'ancienneté de service.	274	493
Idem.	DÉCRET qui accorde à trente-cinq militaires des pensions de retraite pour blessures et infirmités.	Ibid.	503
Idem.	DÉCRET qui accorde une pension à un ancien sous-préfet.	Ibid.	509

DATES des décrets et arrêtés.	TITRES DES DÉCRETS ET ARRÊTÉS.	NUMÉROS des Bulletin. tise.	PAGES.
22 Sept. 1852.	DÉCRETS qui règlent les droits d'octroi dans plusieurs communes.....	274	520 à 523
Idem.	DÉCRETS qui règlent l'exploitation de coupes de bois communaux.....	277	616
Idem.	DÉCRET qui soumet au régime forestier des bois communaux.....	Ibid.	Ibid.
Idem.	DÉCRET autorisant des délivrances de coupes de bois.....	Ibid.	Ibid.
Idem.	DÉCRET de nomination dans l'ordre de la Légion d'honneur.....	288	887
23.	DÉCRET de nomination dans l'ordre de la Légion d'honneur.....	Ibid.	888
24.	DÉCRET qui autorise l'établissement d'une usine	274	524
Idem.	DÉCRET autorisant l'acceptation de legs.....	289	974
25.	DÉCRET de nomination dans l'ordre de la Légion d'honneur.....	286	820
Idem.	DÉCRETS de nominations dans l'ordre de la Légion d'honneur.....	288	888
26.	DÉCRET qui accorde des pensions à quarante-deux veuves de militaires.....	274	510
Idem.	DÉCRET qui règle les droits d'octroi de la commune de Verdun (Meuse).....	Ibid.	523
Idem.	DÉCRET réglant l'exploitation de coupes de bois.	277	617
Idem.	DÉCRETS divers statuant sur l'aménagement de bois communaux.....	Ibid.	Ibid.
Idem.	DÉCRET qui soumet des bois communaux au régime forestier.....	Ibid.	618
Idem.	DÉCRET réglant l'exploitation de bois communaux.....	Ibid.	Ibid.
Idem.	DÉCRET prescrivant le repeuplement de diverses friches de bois communaux.....	Ibid.	Ibid.
Idem.	DÉCRET réglant l'exploitation de bois communaux.....	Ibid.	619
Idem.	DÉCRET autorisant la vente d'une coupe de bois.	Ibid.	Ibid.
Idem.	DÉCRET qui autorise un défrichement.....	Ibid.	Ibid.
Idem.	DÉCRET qui autorise la délivrance de coupes de bois.....	Ibid.	Ibid.
Idem.	DÉCRETS autorisant l'acceptation de legs et bénéfices.....	289	974
27.	DÉCRET qui approuve des modifications aux sta-		

DATES des décrets et arrêtés.	TITRES DES DÉCRETS ET ARRÊTÉS.	NUMÉROS des Bulle- tins.	PAGES.
27 Sept. 1852.	tuts de la compagnie du chemin de fer de Paris à Orléans.....	276	541
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant autorisation de la société d'as- surance mutuelle immobilière contre l'in- cendie, formée à Marseille pour les départe- ments des Bouches-du-Rhône, du Var, de Vaucluse et des Basses-Alpes.....	280	653
<i>Idem.</i>	DÉCRET de nomination dans l'ordre de la légion d'honneur.....	288	888
<i>Idem.</i>	DÉCRET admettant deux personnes à jouir des droits de citoyen français.....	289	950
<i>Idem.</i>	DÉCRET admettant cinq personnes à établir leur domicile en France pour y jouir des droits civils tant qu'elles y résideront.....	<i>Ibid.</i>	951
28.	DÉCRETS de nominations et de promotions dans la Légion d'honneur.....	274	520
<i>Idem.</i>	DÉCRETS de promotions et de nominations dans l'ordre de la Légion d'honneur.....	285	820
<i>Idem.</i>	DÉCRETS de promotions et de nominations dans l'ordre de la Légion d'honneur.....	288	889 à 892
29.	DÉCRET de promotion dans l'ordre de la Légion d'honneur.....	289	912
30.	DÉCRET qui accorde à vingt-cinq militaires des pensions de retraite à titre d'ancienneté de service.....	274	514
<i>Idem.</i>	DÉCRET relatif à l'aménagement de bois com- munaux.....	277	620
<i>Idem.</i>	DÉCRETS de nominations dans l'ordre de la Lé- gion d'honneur.....	286	822
<i>Idem.</i>	DÉCRETS de promotions et de nominations dans l'ordre de la Légion d'honneur.....	289	912 et 913 975
<i>Idem.</i>	DÉCRET autorisant l'acceptation de legs.....	<i>Ibid.</i>	975
1 ^{er} Octobre	DÉCRET de promotion dans l'ordre de la Lé- gion d'honneur.....	286	822
<i>Idem.</i>	DÉCRETS de nominations dans l'ordre de la Lé- gion d'honneur.....	289	913
2.	DÉCRET relatif au service des pompes funèbres dans la ville de Paris.....	277	557
<i>Idem.</i>	DÉCRET de nomination dans l'ordre de la Lé- gion d'honneur.....	286	822

DATES des décrets et arrêtés.	TITRES DES DÉCRETS ET ARRÊTÉS.	NUMÉROS des Bulle- tins.	PAGES.
2 Octobre 1852.	DÉCRET fixant une nouvelle date pour la foire annuelle de la commune de Méru.....	289	971
3.	DÉCRET qui autorise l'inscription, au trésor pu- blic, de dix-sept pensions militaires et d'une pension civile.....	278	621
Idem.	DÉCRET qui statue sur les droits d'octroi de la commune d'Évreux.....	Ibid.	633
Idem.	DÉCRETS relatifs à l'aménagement de bois com- munaux.....	282	731
Idem.	DÉCRET de nomination dans l'ordre de la Légion d'honneur.....	289	913
4.	DÉCRETS de promotions et de nominations dans l'ordre de la Légion d'honneur.....	Ibid.	Ibid.
5.	DÉCRET qui accorde des pensions de retraite à trente-huit personnes du département de la marine.....	280	669
Idem.	DÉCRET qui accorde des pensions aux veuves de huit personnes du département de la marine, et un secours annuel à un orphelin.....	Ibid.	672
Idem.	DÉCRET contenant une nomination dans l'ordre de la Légion d'honneur.....	283	769
Idem.	DÉCRET de promotions et de nominations dans l'ordre de la Légion d'honneur.....	289	917 et 918
6.	DÉCRET de nominations dans l'ordre de la Lé- gion d'honneur.....	286	822
Idem.	DÉCRETS de nominations dans l'ordre de la Lé- gion d'honneur.....	289	918
7.	DÉCRET de nomination dans l'ordre de la Lé- gion d'honneur.....	Ibid.	Ibid.
8.	DÉCRETS réglant l'exploitation de bois commu- naux.....	282	732
Idem.	DÉCRETS réglant l'exploitation de bois commu- naux.....	283	769 et 770
Idem.	DÉCRET relatif à l'aménagement de bois com- munaux.....	Ibid.	771
Idem.	DÉCRETS autorisant la délivrance de coupes de bois.....	Ibid.	771 et 772
Idem.	DÉCRET autorisant la vente d'une coupe de bois.	Ibid.	772

DATES des Décrets et arrêtés.	TITRES DES DÉCRETS ET ARRÊTÉS.	NUMÉROS des Bulletin. tins.	FACES.
8 Octobre 1852.	Décret autorisant l'exploitation de coupes de bois	283	772
<i>Idem.</i>	Décret autorisant un défrichement de bois...	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	Décret autorisant la vente d'une coupe de bois.	<i>Ibid.</i>	773
<i>Idem.</i>	Décrets autorisant le pacage dans des bois...	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	Décret de nominations dans l'ordre de la Légion d'honneur.....	286	823
<i>Idem.</i>	Décrets de promotions et de nominations dans l'ordre de la Légion d'honneur.....	289	918
10.	Décret autorisant l'association syndicale du Ruisset à contracter un emprunt.....	286	828
<i>Idem.</i>	Décrets autorisant la conservation d'usines...	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	Décret de nominations dans l'ordre de la Légion d'honneur.....	289	923
<i>Idem.</i>	Décret admettant quatre personnes à jouir des droits de citoyen français.....	<i>Ibid.</i>	951
<i>Idem.</i>	Décret admettant cinq personnes à établir leur domicile en France pour y jouir des droits civils tant qu'elles y résideront.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	Décrets établissant des foires dans diverses communes.....	290	985
<i>Idem.</i>	Décrets fixant de nouvelles dates aux foires de diverses communes, et portant suppression de plusieurs foires.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	Décrets divers autorisant l'acceptation de legs.	<i>Ibid.</i>	987
11.	Décret de nomination dans l'ordre de la Légion d'honneur.....	286	823
12.	Décret de promotions et de nominations dans l'ordre de la Légion d'honneur.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	Décret de nomination dans l'ordre de la Légion d'honneur.....	289	923
13.	Décret de nomination dans l'ordre de la Légion d'honneur.....	<i>Ibid.</i>	924
14.	Décret de nomination dans l'ordre de la Légion d'honneur.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
15.	Décrets de promotions et de nominations dans l'ordre de la Légion d'honneur.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	Décret de nomination dans l'ordre de la Légion d'honneur.....	290	982

DATES des décrets et arrêtés.	TITRES DES DÉCRETS ET ARRÊTÉS.	NUMÉROS des Bulle- tins.	PAGES.
18 Octobre	Décret qui autorise l'inscription, au trésor pu-		
1852.	blic, de deux pensions de donataires....	279	637
Idem.	Décret qui autorise l'inscription, au trésor pu-		
Idem.	blic, d'une pension de veuve de vétéran du	Ibid.	638
Idem.	camp de Juliers.....	283	774 et
Idem.	Décrets réglant l'exploitation de forêts domaniales.....	Ibid.	775
Idem.	Décret approuvant une modification de bor-	Ibid.	775
Idem.	nage de bois.....	Ibid.	775 et
Idem.	Décret réglant l'exploitation de bois.....	Ibid.	776
Idem.	Décret de promotions et de nominations dans	289	927
Idem.	l'ordre de la Légion d'honneur.....	290	982
Idem.	Décret de promotions et de nominations dans	279	640
20.	l'ordre de la Légion d'honneur.....	Ibid.	644
Idem.	Décret qui accorde des pensions à quarante-	Ibid.	651
Idem.	deux veuves de militaires.....	278	622
Idem.	Décret qui accorde à cinquante-cinq militaires	282	701
Idem.	des pensions de retraite à titre d'ancienneté	283	776 à
Idem.	de service.....	Ibid.	778
Idem.	Décret qui règle les droits d'octroi de la com-	Ibid.	778
Idem.	mune de Puteaux.....	Ibid.	778 et
Idem.	Décret portant autorisation de la société ano-	Ibid.	779
Idem.	nyme formée à Paris sous la dénomination	Ibid.	779
Idem.	de Compagnie du Palais de l'Industrie.....	285	811 et
Idem.	Décret portant autorisation de la société de		812
Idem.	crédit foncier formée à Nevers, pour les		
Idem.	départements de la Nièvre, du Cher et de		
Idem.	l'Allier.....		
Idem.	Décrets relatifs à l'aménagement de bois com-		
Idem.	munaux,.....		
Idem.	Décrets autorisant des défrichements de bois.		
Idem.	Décrets autorisant des délivrances de coupes		
Idem.	de bois.....		
Idem.	Décret autorisant le pacage dans des bois com-		
Idem.	munaux.....		
Idem.	Décrets autorisant le pacage dans des bois		
Idem.	communaux.....		

DATES des décrets et arrêtés.	TITRES DES DÉCRETS ET ARRÊTÉS.	NUMÉROS des Bulle- tins.	PAGES.
20 Octobre 1852.	DÉCRET admettant cinq personnes à établir leur domicile en France pour y jouir des droits civils tant qu'elles y résideront.....	289	951
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui érige une église en chapelle et autorise l'acceptation d'un legs.....	<i>Ibid.</i>	975
23.	DÉCRETS qui autorise la création d'un bureau de bienfaisance dans la commune de Saint-Joseph-des-Bancs (Ardèche).....	282	723
<i>Idem.</i>	DÉCRETS qui autorisent l'acceptation de legs et érigent une église en chapelle de secours...	289	975
27.	DÉCRET qui accorde des pensions de réforme à trois officiers.....	282	723
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui accorde des pensions de retraite à seize personnes du département de la marine.....	287	829
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui accorde des pensions aux veuves de quatre personnes du département de la marine.....	<i>Ibid.</i>	830
<i>Idem.</i>	DÉCRET admettant huit personnes à établir leur domicile en France, pour y jouir des droits civils tant qu'elles y résideront.....	289	952
28.	DÉCRET qui accorde une pension à un ancien conseiller de préfecture, secrétaire général.	282	725
<i>Idem.</i>	DÉCRET autorisant l'acceptation d'un legs...	283	780
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui supprime le bureau de bienfaisance des communes réunies du Vaux et du Falga (Haute-Garonne), et crée un bureau de bienfaisance dans chacune de ces communes...	289	893
<i>Idem.</i>	DÉCRETS qui érigent des églises en chapelles...	<i>Ibid.</i>	976
<i>Idem.</i>	DÉCRETS autorisant l'acceptation de legs....	290	988
29.	DÉCRETS qui érigent une chapelle en chapelle de secours et autorisent l'acceptation de legs.	289	976
30.	DÉCRET qui accorde des pensions à trente-deux postillons.....	282	726
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise l'inscription au trésor public de cent vingt-six pensions civiles et militaires.....	283	733
<i>Idem.</i>	DÉCRET de promotion dans l'ordre de la Légion d'honneur.....	286	824

DATES des décrets et arrêtés.	TITRES DES DÉCRETS ET ARRÊTÉS.	NUMÉROS des Bulletin. s.	PAGES.
30 Octobre 1852.	DÉCRETS qui règlent l'exploitation des bois et forêts.....	286	825
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui soumet au régime forestier des bois communaux.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	DÉCRET approuvant un procès-verbal de délimi- tation de bois communaux.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	DÉCRETS autorisant des défrichements de bois.	<i>Ibid.</i>	825 et
<i>Idem.</i>	DÉCRETS autorisant des délivrances de coupes de bois.....	<i>Ibid.</i>	826
<i>Idem.</i>	DÉCRETS autorisant le pacage dans des bois...	<i>Ibid.</i>	826
3 Nov.	DÉCRET qui accorde une pension à un ancien stationnaire des lignes télégraphiques.....	282	729
<i>Idem.</i>	DÉCRET autorisant l'acceptation de legs.....	290	988
5.	DÉCRET qui accorde à un officier une pension de retraite à titre d'ancienneté de service...	283	734
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui approuve des modifications aux sta- tuts de la compagnie des mines de Decise...	<i>Ibid.</i>	736
6.	DÉCRET autorisant des modifications dans le sys- tème hydraulique d'un moulin.....	286	828
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui modifie le décret réglementaire d'un moulin.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant autorisation de la société ano- nyme formée à Paris, sous la dénomination de <i>Compagnie des chemins de fer du Midi et du</i> <i>canal latéral à la Garonne</i>	281	685
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui règle le régime des eaux de plusieurs usines.....	286	828
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui accorde des pensions de retraite à trente et une personnes du département de la marine.....	287	832
<i>Idem.</i>	DÉCRET autorisant le pacage dans des bois com- muniaux.....	<i>Ibid.</i>	859
<i>Idem.</i>	DÉCRET autorisant le pacage dans des bois com- munaux.....	289	955
<i>Idem.</i>	DÉCRET approuvant des procès-verbaux de déli- mitation de forêts.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	DÉCRETS qui autorisent des délivrances de coupe de bois.....	<i>Ibid.</i>	957 à 959
<i>Idem.</i>	DÉCRETS autorisant le pacage dans des bois com- munaux.....	<i>Ibid.</i>	959 et 960

DATES des décrets et arrêtés.	TITRES DES DÉCRETS ET ARRÊTÉS.	NUMÉROS des Bulle- tins.	PAGES.
6 Nov. 1852.	DÉCRET autorisant l'exploitation de coupes de bois	289	960
<i>Idem.</i>	DÉCRET autorisant la délivrance d'une coupe de bois	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
7.	DÉCRET admettant neuf personnes à établir leur domicile en France pour y jouir des droits civils tant qu'elles y résideront	<i>Ibid.</i>	952
8.	DÉCRET qui accorde une pension à un ancien préfet	282	730
<i>Idem.</i>	DÉCRET de nominations dans l'ordre de la Légion d'honneur	290	982
10.	DÉCRET qui autorise l'inscription, au trésor public, d'une pension de donataire	285	797
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise l'inscription, au trésor public, d'une pension à titre de récompense nationale	<i>Ibid.</i>	798
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise l'inscription, au trésor public, d'une pension de veuve de vétérans du camp de Juliers	<i>Ibid.</i>	799
<i>Idem.</i>	DÉCRET réglant les droits d'octroi de la commune de Rochefort (Charente-Inférieure).	<i>Ibid.</i>	811
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise l'inscription, au trésor public, de trois pensions de donataires	286	813
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui autorise l'inscription, au trésor public, de deux cent quatre-vingt-trois pensions militaires, d'une pension civile et d'une pension à titre de récompense nationale	<i>Ibid.</i>	814
<i>Idem.</i>	DÉCRETS de promotions et de nominations dans l'ordre de la Légion d'honneur	<i>Ibid.</i>	824
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui accorde des pensions de retraite à quarante-trois personnes du département de la marine	287	836
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui accorde des pensions de retraite à vingt-six personnes du département de la marine	<i>Ibid.</i>	842
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui accorde des pensions aux veuves de onze personnes du département de la marine.	<i>Ibid.</i>	846
<i>Idem.</i>	DÉCRET admettant quatre personnes à établir		

DATES des décrets et arrêtés.	TITRES DES DÉCRETS ET ARRÊTÉS.	NUMÉROS des Bulle- tins.	PAGES.
10 Nov. 1852.	leur domicile en France pour y jouir des droits civils tant qu'elles y résideront..... Décrets homologuant et rendant exécutoires des arrêtés des préfets de la Charente-Infé- rieure et de la Dordogne pour la pêche flu- viale.....	289	953
Idem.	Décret autorisant la délivrance d'une coupe extraordinaire de bois.....	Ibid.	961
Idem.	Décret réglant la vente d'une coupe extraor- dinaire de bois.....	Ibid.	Ibid.
Idem.	Décret fixant une nouvelle date à la foire de la commune de Cancale.....	Ibid.	Ibid.
11.	Décret autorisant l'acceptation d'une donation.	290	986
Idem.	Décret qui autorise l'acceptation de legs....	283	780
Idem.	Décrets autorisant l'acceptation de legs et do- nations.....	289	976
Idem.	Décret qui autorise la création d'un hospice dans la commune de Mazamet (Tarn).....	290	988 et 989
12.	Décrets de nominations dans l'ordre de la Légion d'honneur.....	285	800
17.	Décrets autorisant l'acceptation de legs.....	290	983
Idem.	Décret portant modifications des règlements d'octroi de deux communes.....	Ibid.	989
Idem.	Décret autorisant la délivrance de coupes ex- traordinaires de bois.....	289	954
Idem.	Décret homologuant un projet de cantonne- ment.....	Ibid.	962
Idem.	Décret réglant l'exploitation de bois commu- naux.....	Ibid.	Ibid
Idem.	Décret qui distrait des terrains du régime fo- restier.....	Ibid.	963
Idem.	Décret qui affranchit des terrains du régime forestier.....	Ibid.	Ibid.
Idem.	Décret autorisant des défrichements de bois..	Ibid.	964
Idem.	Décret autorisant des délivrances de coupes de bois.....	Ibid.	Ibid.
18.	Décret portant autorisation de la société aso-	Ibid.	Ibid.

DATES des décrets et arrêtés.	TITRES DES DÉCRETS ET ARRÊTÉS.	NUMÉROS des Bulletin. tiques.	PAGES.
18 Nov. 1852.	seine formée à Paris sous la dénomination de Société générale de crédit mobilier. Décret qui approuve des modifications aux statuts de la compagnie du chemin de fer de Lyon à Avignon, laquelle prendra désormais la dénomination de Compagnie du chemin de fer de Lyon à la Méditerranée.	284	781
19.	Décret établissant des foires dans diverses communes.	283	741
20.	Décret qui accorde des pensions de retraite à vingt personnes du département de la marine.	290	886
Idem.	Décret qui accorde des pensions aux veuves et orphelins de dix personnes du département de la marine.	287	848
Idem.	Décrets qui autorisent l'acceptation de donations.	Ibid.	852
Idem.	Décret de nominations dans l'ordre de la Légion d'honneur.	289	977
22.	Décret qui autorise la création d'un hospice dans la ville de Vaux-sur-Seine.	290	983
Idem.	Décret portant prorogation de la société d'assurances mutuelles immobilières contre l'incendie formée à Valence.	289	894
Idem.	Décret autorisant l'acceptation de legs.	290	981
23.	Décret qui accorde une pension à un ancien préfet.	Ibid.	990
24.	Décret admettant quatre personnes à établir leur domicile en France pour y jouir des droits civils tant qu'elles y résideront.	285	801
Idem.	Décret admettant quatre personnes à établir leur domicile en France pour y jouir des droits civils tant qu'elles y résideront.	289	853
Idem.	Décret autorisant deux nouveaux hauts fourneaux dans une usine à fer.	Ibid.	871
Idem.	Décret autorisant le maintien d'une saline.	Ibid.	Ibid.
Idem.	Décret modifiant un décret relatif à un moulin.	Ibid.	Ibid.
Idem.	Décret établissant une association syndicale relativement à une irrigation de terrain.	Ibid.	Ibid.

DATES des décrets et arrêtés.	TITRES DES DÉCRETS ET ARRÊTÉS.	NUMÉROS des Bulle- tins.	PAGES.
25 Nov. 1852.	DÉCRET qui accorde une pension à un ancien préfet.....	285	802
Idem.	DÉCRET qui accorde une pension à un ancien sous-préfet.....	Ibid.	803
Idem.	DÉCRET qui accorde une pension à un ancien conseiller de préfecture, secrétaire général.	Ibid.	804
Idem.	DÉCRET qui accorde une pension à un ancien conseiller de préfecture.....	Ibid.	805
26.	DÉCRETS réglant les droits d'octroi de plusieurs communes.....	289	954
Idem.	DÉCRET qui soumet des bois au régime forestier.....	Ibid.	965
Idem.	DÉCRET autorisant l'exploitation dans une forêt d'une coupe affouagère.....	Ibid.	Ibid.
Idem.	DÉCRETS autorisant des délivrances de coupes de bois.....	Ibid.	965 à 968
Idem.	DÉCRET réglant l'exploitation de forêts domaniales.....	Ibid.	968
Idem.	DÉCRET autorisant la délivrance d'une coupe extraordinaire de bois.....	Ibid.	969
29.	DÉCRET qui accorde une pension à un ancien préfet.....	285	806
Idem.	DÉCRETS érigeant des églises en chapelles et autorisant l'établissement d'une chapelle domestique.....	289	977
Idem.	DÉCRETS autorisant l'acceptation de legs.....	290	990 et 991
30.	DÉCRET qui reconnaît, comme établissement d'utilité publique, la société d'horticulture de Paris et centrale de France.....	289	894
Idem.	DÉCRETS réglant l'exploitation de forêts domaniales.....	Ibid.	969 et 970
Idem.	DÉCRETS autorisant l'acceptation de legs, et érigeant des églises en chapelles.....	Ibid.	978
Idem.	DÉCRET de nomination dans l'ordre de la Légion d'honneur.....	290	984
1 ^{er} Déc.	DÉCRET qui accorde une pension à un ancien préfet.....	285	807

DATES des décrets et arrêtés.	TITRES DES DÉCRETS ET ARRÊTÉS.	NUMÉROS des Bulletin. s.	PAGES.
1 ^{er} Déc. 1852.	DÉCRET qui accorde une pension à un ancien conseiller de préfecture.....	285	809
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui accorde une pension à un ancien stationnaire des lignes télégraphiques.....	<i>Ibid.</i>	810
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui accorde une pension à un ancien chef de bureau à la préfecture de Constantine.....	286	818
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui accorde des pensions à dix-huit veuves de militaires.....	288	861
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui accorde à quatre-vingt-cinq militaires des pensions de retraite, à titre d'ancienneté de service.....	<i>Ibid.</i>	864
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui accorde à vingt-cinq militaires des pensions de retraite à titre d'ancienneté de service.....	<i>Ibid.</i>	876
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui approuve des modifications aux statuts de la société anonyme formée à Paris sous la dénomination de <i>Compagnie des houillères de la Chazotte et du Treuil réunies</i>	289	895
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui approuve des modifications aux statuts de la société d'assurances mutuelles immobilières contre l'incendie formée à Rouen, pour les départements de la Seine-Inférieure et de l'Eure.....	<i>Ibid.</i>	898
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui approuve des modifications aux statuts de la société d'assurances mutuelles mobilières contre l'incendie, formée à Rouen pour les départements de la Seine-Inférieure et de l'Eure.....	<i>Ibid.</i>	905
<i>Idem.</i>	DÉCRETS autorisant le déplacement d'un moulin et l'établissement d'un moulin à farine....	<i>Ibid.</i>	971
<i>Idem.</i>	DÉCRET qui modifie le règlement d'un moulin.	<i>Ibid.</i>	972
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant règlement de la rivière d'Iton et organisation de syndicats.....	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Idem.</i>	DÉCRET portant création d'une commission appelée à statuer sur les réclamations relatives		

DATES des décrets et arrêtés.	TITRES DES DÉCRETS ET ARRÊTÉS.	NUMÉROS des Bulletin. tins.	PAGES.
1 ^{er} Déc. 1852. <i>Idem.</i> <i>Idem.</i>	À la fixation du périmètre des terrains qui profiteront des travaux de la digue construite sur la Drôme.	289	972
	DÉCRET portant prorogation du délai accordé pour le dessèchement d'un étang.	<i>Ibid.</i>	<i>Ibid.</i>
	DÉCRET autorisant l'acceptation de legs.	290	991
	DÉCRETS fixant de nouvelles dates aux foires de diverses communes, et établissant une foire à Largentièrre.	<i>Ibid.</i>	987

FIN DE LA TABLE CHRONOLOGIQUE DU TOME 2, PARTIE SUPPLÉMENTAIRE.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

PARTIE SUPPLÉMENTAIRE.

N° 259.

N° 6863. — *DÉCRET qui accorde une Pension à un ancien Concierge de bâtiments militaires.*

Du 8 Juillet 1852.

LOUIS-NAPOLÉON, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu, 1° les lois des 22 août 1790 et 15 germinal an xi [5 avril 1803], et le décret du 13 septembre 1806 concernant la liquidation des fonctionnaires et employés non sujets à retenues au profit d'une caisse spéciale de retraite;

2° L'article 4 de l'arrêté consulaire du 15 floréal an xi [5 mai 1803];

3° Les articles 25, 26 et 30 de la loi de finances du 25 mars 1817, et l'article 3 de l'ordonnance du 20 juin suivant;

4° Les titres présentés par le sieur Canal, pour établir ses droits à une pension civile, desquels il résulte qu'il est âgé de soixante et seize ans et qu'il compte plus de trente années de services effectifs;

5° La fixation établie, d'après la révision du Conseil d'état, de la pension comprise dans le présent décret, et l'avis du ministre des finances, en date du 30 juin dernier, portant qu'il a reconnu la légalité de cette fixation et la possibilité d'imputer la pension proposée sur le fonds affecté par l'article 30 de la loi du 25 mars 1817 aux pensions pour services civils;

Considérant qu'en sa qualité de concierge des bâtiments militaires à Carcassonne; le sieur Canal ne contribuait à aucun fonds spécial de retenues pour pensions;

Sur le rapport du ministre de la guerre,

X^e Série.

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Il est accordé au sieur *Canal*, dénommé au tableau ci-après, une pension annuelle et viagère fixée, conformément aux indications de ce tableau, à la somme de cent onze francs :

NUMÉRO D'ORDRE.	NOM et prénom.	EMPLOI civile.	DATE et lieu de naissance.	DURÉE des services au jour de la liquida- tion.	DURÉE des services au jour de la liquida- tion.			TRAITEMENT moyen des quatre dernières années.	MONTANT de la pension.	BASES légales de la fixation.	DATE de la jouissance.	OBSER- VATION
					Ann.	Mois.	Jours.					
Unique.	CANAL (Densy).	Commer- ge des bâ- timents militaires à Carcas- sonne (Aude).	2 août 1775, à Carcas- sonne (Aude).	Carcas- sonne (Aude).	37	4	15	300 ^f	111 ^f	Lois des 22 août 1790, 5 avril 1803, et décret du 13 sep- tembre 1806.	Payable à compter du premier jour du semestre qui suivra l'inscription au trésor, con- formément à l'arrêté consu- laire du 15 floréal an IX.	
								TOTAL.	111			

2. Cette pension sera inscrite au livre des pensions civiles au trésor public, avec jouissance du jour indiqué au tableau qui précède.

3. Les ministres de la guerre et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Au palais des Tuileries, le 8 Juillet 1852.

Signé LOUIS-NAPOLÉON.

*Le Ministre de la marine et des colonies, chargé par intérim
du département de la guerre,*

Signé THÉODORE DUCOS.

N° 6864. — DÉCRET portant autorisation de la Société anonyme formée à Paris sous la dénomination de le Pilote.

Du 23 Juin 1852.

LOUIS-NAPOLÉON, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce;

Vu les articles 29 à 37, 40 et 45 du Code de commerce ;

Le Conseil d'état entendu,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. La société anonyme formée à Paris sous la dénomination de *le Pilote* est autorisée.

Sont approuvés les statuts de ladite société, tels qu'ils sont contenus dans l'acte passé, le 10 juin 1852, devant M^{re} Ducloux et son collègue, notaires à Paris, lequel acte restera annexé au présent décret.

2. La présente autorisation pourra être révoquée, en cas de violation ou de non-exécution des statuts approuvés, sans préjudice des droits des tiers.

3. La société sera tenue de remettre, tous les six mois, un extrait de son état de situation au ministère de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce, au préfet de la Seine, au préfet de police, à la chambre de commerce et au greffe du tribunal de commerce de Paris.

4. Le ministre de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce, est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Bulletin des lois, inséré au Moniteur et dans un journal d'annonces judiciaires du département de la Seine.

Fait au palais des Tuileries, le 23 Juin 1852.

Signé LOUIS-NAPOLÉON.

Par le Président :

Le Ministre de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce,

Signé F. DE PERSIGNY.

Par-devant M^{re} Ducloux et son collègue, notaires à Paris,

A comparu :

M. Boudon (Paul-Jacques-Antoine), demeurant à Paris, rue Laffitte, n° 8;

Lequel a exposé ce qui suit :

Par acte passé les 9, 10, 24 et 25 mars 1852, devant M^{re} Ducloux et son collègue, notaires à Paris, il a été formé, entre les personnes qui ont comparu à cet acte et qui sont dénommées à l'article 5 des statuts ci-après, un projet de société anonyme d'assurances maritimes;

L'article 27 de cet acte nomme directeur provisoire de la société, sauf

confirmation ultérieure de l'assemblée générale des actionnaires, M. Paul-Jacques-Antoine Bouden ; l'article 47 est ainsi conçu :

« M. Bouden est nommé commissaire à l'effet d'obtenir du Gouvernement le décret d'autorisation.

« En cas de démission dudit sieur Bouden, le plus fort actionnaire le remplace, et, en cas de refus, celui qui le suit.

« Il est autorisé à consentir toutes les modifications qui pourraient être réclamées par le Gouvernement, et à passer tous actes à cet effet. »

Dans cet état, le comparant, à des qualités qu'il s'agit, voulant se conformer aux observations qui lui ont été faites, déclare arrêter, ainsi qu'il suit, la rédaction définitive des statuts de la société.

STATUTS.

DUT, DURÉE ET SIÈGE DE LA SOCIÉTÉ.

ART. 1^{er}. Il est formé, entre les propriétaires des actions créées à l'article 5 ci-après, une société anonyme sous la dénomination de *le Pilote*, compagnie d'assurances contre les risques de navigation maritime et intérieure.

2. L'objet de la société est d'assurer contre les risques de navigation maritime et intérieure et ceux de transport par terre, en tant qu'ils se rattachent à des assurances de navigation contractées par la compagnie, et de faire des prêts à la grosse, dont le maximum sera fixé par le conseil d'administration dans les limites des paragraphes 5 et 6 du présent article; dans aucun cas, les prêts cumulés avec les assurances ne pourront dépasser cette limite.

Elle peut, assurer les risques de guerre avec l'autorisation du conseil d'administration.

La création d'agences dans les départements pourra avoir lieu en vertu d'une délibération du conseil d'administration.

Toutes opérations autres que celles spécifiées au présent article sont formellement interdites à la société.

Le maximum des assurances sur un seul navire est fixé à quatre pour cent du capital social, soit quarante mille francs pour les risques ordinaires; à deux pour cent du même capital, soit vingt mille francs pour les risques de guerre pouvant survenir, et un pour cent, soit dix mille francs pour les risques de guerre survenus.

En cas de perte d'une partie du fonds social excédant celle déterminée par le dernier paragraphe de l'article 30, le maximum ci-dessus fixé sera calculé sur le capital restant.

3. La durée de la société est fixée à trente années, à partir de la date du décret qui l'aura autorisée, sauf les cas de dissolution déterminés ci-après.

4. Le siège de la société est à Paris.

CAPITAL SOCIAL, ACTIONS, ACTIONNAIRES ET VERSEMENTS.

5. Le fonds social est fixé à un million de francs et divisé en deux cents actions de cinq mille francs chacune.

Un actionnaire ne peut posséder en son nom plus de dix actions.

Les deux cents actions représentant le fonds social sont souscrites par les ci-après dénommés dans les proportions suivantes :

MM.

André (Louis), manufacturier, rue Saint-Lazare, n° 71, cinq actions, ci.	5
André frères, négociants, rue des Fossés-du-Temple, n° 34, trois actions, ci.	3
Baudinet aîné, négociant, rue de la Paix, n° 7, cinq actions, ci.	5
Baudinet jeune, négociant, avenue de Marigny, n° 29, cinq actions, ci.	5
Belle (D.), avocat, rue des Beaux-Arts, n° 15, trois actions, ci.	3
Billet, manufacturier, rue du Sentier, n° 23, cinq actions, ci.	5
Bondou, assureur maritime, rue Laffitte, n° 8, dix actions, ci.	10
Brassac, négociant, rue Thibault-aux-Dez, n° 20, cinq actions, ci.	5
Castel et compagnie, négociants, rue d'Enghien, n° 19, deux actions, ci.	2
Clerc, J. Kaiser et compagnie, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 22, deux actions, ci.	2
Coste, caissier de la maison Moittezier, rue d'Enghien, n° 12, deux actions, ci.	2
Daireaux, négociant, passage Violet, n° 4, cinq actions, ci.	5
Damonrette, négociant, rue de Trévise, n° 37, trois actions, ci.	3
Dandré (F.), négociant, rue Montmartre, n° 169, trois actions, ci.	3
Desbordes, négociant, rue de la Douane, n° 3, sept actions, ci.	7
Dubied, négociant, rue Vivienne, n° 3, cinq actions, ci.	5
Dupuytren, négociant, rue des Jeûneurs, n° 23, deux actions, ci.	2
Durand, négociant, rue Hauteville, n° 51, trois actions, ci.	3
Duvernoy, négociant, rue du Temple, n° 198, trois actions, ci.	3
Farenc, négociant, place de la Bourse, n° 36, deux actions, ci.	2
Fère (Victor), négociant, rue Sainte-Croix-de-la-Bretonnerie, n° 50, deux actions, ci.	2
Gautreau, négociant, rue de l'Arcade, n° 55, deux actions, ci.	2
Germain Thibaut, négociant, rue des Jeûneurs, n° 34, cinq actions, ci.	5
Gros, négociant, rue Neuve-Saint-Augustin, n° 8, quatre actions, ci.	4
Gaillhou jeune (Les fils de), négociants, rue du Faubourg-Poissonnière, n° 40 bis, cinq actions, ci.	5
Hébert, négociant armateur, cité Trévise, n° 3, cinq actions, ci.	5
Hennequin et compagnie, négociants, rue de Cléry, n° 19, deux actions, ci.	2
Honnegger, négociant, rue d'Enghien, n° 26, deux actions, ci.	2
D'Ivernois-Besson, négociant, rue Buffault, n° 22, cinq actions, ci.	5
Jager-Smith, négociant, rue d'Enghien, n° 30, deux actions, ci.	2
Lafargue (Victor), négociant, rue Meslay, n° 28, trois actions, ci.	3
Lefebvre (G.), ancien agent de change, rue Choiseul, n° 18, dix actions, ci.	10
Leverd, négociant, rue de la Douane, n° 3, cinq actions, ci.	5
Leuba, négociant, rue d'Enghien, n° 12, dix actions, ci.	10
Luxy (Veuve), propriétaire, rue Bergère, n° 25, trois actions, ci.	3
Mazurier jeune et ses fils, négociants armateurs, boulevard Poissonnière, n° 20, cinq actions, ci.	5
Mitjan et compagnie, négociants, rue Hauteville, n° 30, cinq actions, ci.	5
Michaud et Prélis, négociants, rue Hauteville, n° 13, deux actions, ci.	2
Montandon (M ^{lle}), rentière, rue Richer, n° 80, deux actions, ci.	2
Morra, négociant, rue du Faubourg-Saint-Denis, n° 23, quatre actions, ci.	4

Nicquet, négociant, boulevard Poissonnière, n° 14, cinq actions, ci....	5
Ogereau, négociant, rue des Petites-Ecuries, n° 30, dix actions, ci....	10
Poullain frères, négociants, rue Bergère, n° 25, cinq actions, ci.....	5
Renouard (E.), négociant, rue de l'Échiquier, n° 17, deux actions, ci..	2
Rodriguez et Menendez, négociants, rue du Faubourg-Poissonnière, n° 40 bis, cinq actions, ci.....	5
Siéber, négociant, boulevard Poissonnière, n° 20, cinq actions, ci.....	5
Vieira (E.-J.), négociant armateur, rue Richer, n° 46, cinq actions, ci..	5

TOTAL..... 200

6. Vingt pour cent, soit mille francs par action, seront versés par les actionnaires dans le mois qui suivra la date du décret d'autorisation.

Les actions ne seront remises aux titulaires qu'après le versement de ce premier cinquième.

7. Chaque actionnaire souscrit, en outre, l'obligation de verser jusqu'à concurrence du surplus, sur la demande qui en sera faite par le conseil d'administration, et d'opérer ce versement dans le délai fixé par la demande.

A défaut de versement, dans les cas et dans les délais ci-dessus prescrits, soit du premier cinquième, soit des fonds dont il aura été fait appel ultérieurement, les actions du retardataire seront vendues à ses frais, risques et périls par le ministère d'un agent de change près la bourse de Paris, dix jours après un acte de mise en demeure extrajudiciaire resté sans effet.

L'actionnaire profitera de l'excédant ou sera tenu du déficit, suivant le résultat de la vente, le tout sans préjudice, pour la société, de la faculté qu'elle conserve de poursuivre le retardataire par les voies de droit.

8. Conformément à l'article 33 du Code de commerce, les actionnaires ne sont passibles que de la perte du montant de leur intérêt dans la société.

9. En cas de faillite d'un actionnaire, s'il n'est pas donné caution, le conseil d'administration fait vendre ses actions par le ministère d'un agent de change, sans qu'il soit besoin d'autres formalités qu'un simple avertissement par lettre adressée huit jours à l'avance au syndic de la faillite.

Sur le produit de la vente, la compagnie prélève ce qui peut lui être dû, intérêts et frais; le surplus, s'il y en a, est remis au syndic de la faillite; s'il y a déficit, la société en poursuit la rentrée par les voies de droit.

10. Dans le cas de décès d'un actionnaire, ses héritiers ont six mois pour présenter un remplaçant ou désigner celui d'entre eux qui deviendra titulaire de chaque action.

Les nouveaux actionnaires doivent être agréés, conformément à l'article 13 ci-après, ou fournir la garantie prescrite par l'article 14.

Faute de satisfaire à ces dispositions, les actions sont vendues, comme il est dit à l'article 9, aux frais, risques et périls des héritiers ou ayants droit de l'actionnaire décédé.

La faillite, le décès ou l'incapacité d'un actionnaire ne peuvent amener, dans aucun cas, la dissolution de la société.

Les héritiers, créanciers ou ayants droit de l'actionnaire ne peuvent faire apposer les scellés sur les livres ou valeurs de la société, les frapper d'opposition, ni en requérir l'inventaire.

Ils sont tenus de s'en rapporter aux comptes arrêtés dans les formes prescrites par les présents statuts.

11. Tout actionnaire est tenu d'élire à Paris un domicile où toutes notifications lui sont valablement faites.

Aucun transfert ni mutation d'actions ne sont admis sans l'accomplissement de cette formalité.

12. Les actions sont nominatives; elles sont détachées d'un registre à souche et portent un numéro d'ordre; elles sont signées par deux membres du conseil d'administration et par le directeur.

13. La cession des actions s'opère par une déclaration de transfert inscrite sur un registre tenu à cet effet, et signée du cédant et du cessionnaire, ou de leurs mandataires.

Pour la validité du transfert à l'égard de la société, le cessionnaire doit être agréé préalablement par une délibération du conseil d'administration prise au scrutin secret, à la majorité des membres présents, à moins qu'il ne fournisse la garantie déterminée par l'article 14. La présente disposition sera transmise sur toutes les actions.

Le directeur mentionne au dos du titre l'accomplissement de cette formalité.

Dans le cas de refus d'admission, le conseil d'administration n'est pas tenu de faire connaître ses motifs.

14. Ne sont pas soumis au scrutin d'admission les cessionnaires qui transfèrent à la société, en garantie des fonds restant à verser sur chaque action, une valeur égale en fonds publics français.

Le directeur mentionne, au dos du titre, la garantie fournie par le cessionnaire.

Lorsque la société touche les intérêts des fonds ainsi transférés en son nom, elle les verse immédiatement entre les mains des actionnaires qui les lui ont transférés.

Dans le cas où le paiement des fonds non versés est garanti par un transfert de fonds publics français, si l'actionnaire ne répond pas, dans le délai fixé par l'article 7, aux appels de fonds faits par le conseil d'administration, ce conseil fait vendre les valeurs transférées, jusqu'à concurrence de la somme due par l'actionnaire, et il n'y a lieu à l'application de l'article 7 qu'en cas d'insuffisance des valeurs transférées à la société.

ADMINISTRATION.

15. La société est administrée par un conseil composé de neuf membres.

16. Les administrateurs sont nommés et peuvent être révoqués par l'assemblée générale des actionnaires, à la majorité des deux tiers des voix des membres présents; leurs fonctions sont gratuites; toutefois, il peut leur être alloué des jetons de présence, dont la valeur est déterminée par l'assemblée générale.

La durée des fonctions des administrateurs est de trois ans. Le conseil d'administration est renouvelé tous les ans par tiers; les membres sortants sont désignés par le sort pendant les deux premières années, et ensuite par l'ancienneté; ils peuvent être réélus.

Les administrateurs doivent être domiciliés à Paris, et posséder en leur nom personnel, ou en celui de leur maison de commerce, cinq actions qui restent inaliénables pendant la durée de leurs fonctions.

17. Le conseil d'administration nomme annuellement dans son sein, à sa première réunion, un président, un vice-président et un secrétaire, qui peuvent être réélus.

Il s'assemble au moins une fois par mois, et, en outre, toutes les fois que les intérêts de la société l'exigent.

18. Les délibérations du conseil doivent être prises par cinq administrateurs au moins et à la majorité des voix.

En cas d'empêchement ou d'absence du président et du vice-président, les administrateurs désignent un président pour la séance.

Les délibérations du conseil sont transcrites sur un registre tenu à cet effet.

19. Si une place d'administrateur devient vacante, le conseil d'administration y pourvoit provisoirement, en attendant la plus prochaine assemblée générale, qui procède à la nomination définitive. L'administrateur ainsi nommé n'exerce que pendant le temps qui restait à courir à son prédécesseur.

20. Le conseil d'administration détermine le mode de placement des fonds, et ordonne la vente ou l'emploi des titres de la société.

Il ordonne les appels de fonds dans les cas et dans les limites prévus par l'article 7.

Il statue sur l'admission des cessionnaires des actions transférées.

Il fixe le maximum de la valeur que la société peut assurer et prêter sur chaque navire dans la limite déterminée par l'article 2.

Il peut autoriser le directeur à souscrire les risques de guerre, sans pouvoir cependant dépasser, sur chaque navire, le maximum déterminé par le même article 2.

Le conseil d'administration arrête les conditions générales des polices d'assurance.

Il nomme les agents de la société; il les révoque, fixe leurs traitements et salaires ainsi que les dépenses générales de l'administration.

Il fait les règlements particuliers de l'administration.

Il se fait représenter, au moins une fois par trimestre, un état de situation de la société.

Il fixe le montant des pertes et dommages à payer par la société.

Il arrête les comptes de la société, sauf l'approbation de l'assemblée générale.

Il peut traiter, transiger et compromettre sur tous les intérêts de la société. Il peut aussi déléguer ses pouvoirs, mais seulement par un pouvoir spécial et pour une ou plusieurs affaires déterminées, et pour le cas où il s'agirait de plaider, transiger ou compromettre sur des contestations relatives au règlement des sinistres.

Il nomme, chaque mois, un administrateur de service qui surveille toutes les opérations de la société, prend connaissance des écritures, et en fait son rapport au conseil d'administration.

21. Les administrateurs de la société ne contractent, à raison de leurs fonctions, aucune obligation personnelle ni solidaire relativement aux engagements de la société.

Ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

DIRECTION.

22. La société a un directeur qui est nommé et peut être révoqué par l'as-

semblée générale, à la majorité des deux tiers des voix des membres présents.

Il doit être titulaire, en son nom personnel, de dix actions, qui sont inaliénables pendant la durée de ses fonctions et jusqu'après l'apurement de ses comptes.

23. Le directeur a le droit d'assister aux réunions du conseil d'administration et y a voix consultative.

Il est chargé de la gestion des affaires de la société, et de l'exécution des délibérations et arrêtés du conseil d'administration.

Il effectue les recettes et dépenses de la société.

Il nomme et révoque les personnes employées dans les bureaux.

Il signe les polices d'assurances, règle et arrête les conditions particulières de ces contrats, et vérifie les comptes de ristournes.

Il soumet au conseil d'administration le règlement des pertes et dommages à la charge de la société.

Il opère immédiatement la réassurance des sommes qui excéderaient le maximum fixé par le conseil d'administration, comme il est dit à l'article 20, paragraphe 4, ainsi que celle des risques que le conseil croirait devoir ne pas garder.

Les actions judiciaires sont exercées au nom de la société, poursuites et diligences du directeur.

24. En cas de décès ou de démission du directeur, le conseil d'administration pourvoit provisoirement à son remplacement jusqu'à la première réunion de l'assemblée générale.

Le conseil d'administration, convoqué spécialement pour cet objet par le président, peut suspendre le directeur et pourvoir à son remplacement provisoire; dans ce cas, la décision du conseil doit être prise à la majorité de cinq voix au moins.

L'assemblée générale est convoquée dans un délai de vingt jours au plus tard, pour statuer définitivement.

25. En cas de maladie ou d'absence du directeur, il est provisoirement remplacé par un mandataire, nommé par le conseil d'administration.

26. Le traitement fixe du directeur et la part qui peut lui être attribuée dans les bénéfices sont fixés par l'assemblée générale.

27. M. Paul-Jacques-Antoine Boudon est nommé directeur de la société, sauf confirmation par la première assemblée générale, qui sera convoquée, au plus tard, dans le mois qui suivra l'autorisation de la société.

28. La négociation des valeurs appartenant à la société ne peut être effectuée qu'avec la signature d'un administrateur et celle du directeur.

Les fonds et autres valeurs appartenant à la société sont déposés dans une caisse à deux clefs, dont l'une reste entre les mains de l'administrateur de service et l'autre dans celle du directeur.

INVENTAIRES, BÉNÉFICES, RÉSERVES.

29. Les comptes de la société sont arrêtés au 30 juin et au 31 décembre de chaque année, et soumis, après l'examen du conseil d'administration, à l'approbation de l'assemblée générale.

30. Sur les bénéfices nets, il est fait un prélèvement destiné à former un

A^e Série. — Partie suppl.

1..

fonds de réserve. Ce prélèvement est de la moitié desdits bénéfices, jusqu'à ce que la réserve ait atteint cent mille francs. Au-dessus de ce chiffre, il est réduit à un quart. Toute attribution à la réserve cesse dès qu'elle a atteint trois cent mille francs.

Si, après avoir été complété, le fonds de réserve vient à être entamé, les retenues ci-dessus prescrites reprennent leur cours. Le surplus des bénéfices est réparti également entre toutes les actions.

En cas de perte excédant le dixième du capital social, le conseil d'administration exige des actionnaires, conformément à l'article 7, les versements nécessaires pour rétablir et maintenir le fonds de roulement à son chiffre primitif de deux cent mille francs.

31. A chaque semestre, le compte rendu des opérations de la société est imprimé et distribué aux actionnaires.

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE.

32. Il y a de droit une assemblée générale tous les six mois.

L'assemblée est convoquée par lettres adressées au domicile des actionnaires au moins dix jours à l'avance, et par un avis inséré également dix jours à l'avance, dans deux journaux du département de la Seine désignés pour la publication des actes de société conformément à la loi.

33. En outre, l'assemblée générale peut être convoquée extraordinairement par le conseil d'administration, dans la forme prescrite par l'article précédent. La convocation est obligatoire lorsqu'elle est demandée par des actionnaires représentant le quart du fonds social.

34. Le bureau se compose d'un président, d'un secrétaire et de deux scrutateurs, choisis parmi les actionnaires présents et nommés à la majorité des voix.

Le bureau provisoire est formé par trois membres du conseil d'administration; le directeur en est le secrétaire.

35. Les délibérations sont prises à la majorité des voix, sauf les cas où les présents statuts exigent une majorité exceptionnelle.

En cas de partage, la voix du président est prépondérante.

La propriété d'une ou deux actions donne une voix;

Celle de trois à cinq actions, deux voix;

Celle de six actions ou d'un plus grand nombre donne trois voix.

Cette dernière proportion ne peut être dépassée, quel que soit le nombre d'actions que possède ou représente un actionnaire.

36. Tout actionnaire peut se faire représenter à l'assemblée générale par un actionnaire muni de ses pouvoirs.

Une maison de commerce ne peut se faire représenter aux assemblées générales que par un seul de ses membres.

37. L'assemblée générale représente tous les actionnaires; ses décisions, prises dans les limites des présents statuts, sont obligatoires pour tous, même pour les absents. Pour que ses délibérations soient valables, l'assemblée doit être composée du tiers au moins des actionnaires, représentant la moitié au moins des actions.

Dans le cas où l'assemblée ne satisfait pas à cette condition, il est procédé immédiatement à une seconde convocation dans la forme prescrite par l'article 32; et, dans cette nouvelle réunion, elle peut délibérer, quel que soit le nombre des membres présents et des actions représentées, mais seulement

sur les objets à l'ordre du jour de la première, et indiqués dans les lettres de convocation.

38. L'assemblée générale pourvoit, chaque année, dans sa réunion du mois de février, au remplacement des administrateurs sortants. La première nomination se fera dans la première assemblée générale qui sera convoquée après le décret d'autorisation de la société.

L'assemblée générale entend, discute et arrête les comptes de la société, et détermine, s'il y a lieu, la quotité du dividende à répartir.

Elle prend toutes délibérations sur toutes les affaires de la société, en se conformant aux présents statuts.

39. L'assemblée générale, spécialement convoquée à cet effet, peut, à la majorité des voix des trois quarts des membres présents ou représentés, possédant les deux tiers au moins des actions, adopter toutes modifications aux présents statuts. Ces modifications ne sont exécutoires qu'après l'approbation du Gouvernement.

40. Les décisions prises en assemblée générale sont inscrites sur un registre tenu à cet effet, et signé par les membres du bureau, ou au moins par la majorité d'entre eux.

Une feuille de présence, destinée à constater le nombre des actionnaires existant à l'assemblée et celui des actions représentées par chacun d'eux, demeure annexée à la minute du procès-verbal, ainsi que les pouvoirs; elle est signée par chaque actionnaire.

DISSOLUTION, LIQUIDATION ET DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

41. En cas de perte du quart du fonds social, l'assemblée générale peut prononcer la dissolution de la société, à la majorité fixée par l'article 39. La dissolution a lieu, de plein droit, en cas de perte de la moitié du fonds social.

42. Un an avant l'époque fixée pour l'expiration de la société, les actionnaires, réunis en assemblée générale, décideront s'il y a lieu de demander au Gouvernement la prorogation de la société. En cas d'affirmative, la décision de la majorité n'obligera pas la minorité; mais les actionnaires dissidents seront tenus d'accepter le remboursement de leurs actions d'après le dernier inventaire.

43. Dans tous les cas de dissolution, l'assemblée générale nomme trois commissaires liquidateurs, et fixe leur traitement et leurs pouvoirs.

44. Les trois commissaires liquidateurs font réassurer tous les risques non encore éteints.

À l'expiration de l'année qui suivra la dissolution, il sera fait un état estimatif des risques non encore éteints, des pertes et sinistres non réglés, et des valeurs actives non réalisées.

Les actionnaires devront, sur la demande des commissaires liquidateurs, effectuer les versements nécessaires pour opérer le paiement des dettes de la société, jusqu'à concurrence du montant de leurs actions; à défaut des versements demandés, les actions seront vendues, comme il est dit à l'article 7.

45. Dans le cas de contestations à raison des affaires sociales, soit entre les actionnaires et la société, soit entre les actionnaires eux-mêmes, elles sont jugées par des arbitres, conformément aux articles 51 et suivants du Code de commerce.

Pour faire mentionner et publier les présentes partout où besoin sera, tous pouvoirs sont donnés au porteur d'une expédition ou d'un extrait.

Dont acte :

Fait et passé à Paris en l'étude de M^e Ducloux,

L'an 1852, le 10 juin;

Et a le comparant signé avec les notaires après lecture.

Ensuite est écrit :

« Enregistré à Paris, troisième bureau, le 10 juin 1852, folio 69 verso, case 7. Reçu cinq francs, et cinquante centimes pour décime. Signé *Favre*. »

Vu pour être annexé au décret du 23 juin 1852, enregistré sous le n^o 2284.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé F. DE PERSIGNY.

N^o 6865. — *DÉCRET portant autorisation de la Société anonyme formée au Havre sous la dénomination de les Antilles, compagnie d'assurances maritimes.*

Du 23 Juin 1852.

LOUIS-NAPOLÉON, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce,

Vu les articles 29 à 37, 40 et 45 du Code de commerce;

Le Conseil d'état entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La société anonyme formée au Havre (Seine-Inférieure) sous la dénomination de *les Antilles, compagnie d'assurances maritimes*, est autorisée.

Sont approuvés les statuts de ladite société, tels qu'ils sont contenus dans l'acte passé, le 11 juin 1852, devant M^e Marcel et son collègue, notaires au Havre, lequel acte restera annexé au présent décret.

2. La présente autorisation pourra être révoquée, en cas de violation ou de non-exécution des statuts approuvés, sans préjudice des droits des tiers.

3. La société sera tenue de remettre, tous les six mois, un extrait de son état de situation au ministère de l'intérieur, de

l'agriculture et du commerce, au préfet du département de la Seine-Inférieure, à la chambre de commerce et au greffe du tribunal de commerce du Havre.

4. Le ministre de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Bulletin des lois, inséré au Moniteur et dans un journal d'annonces judiciaires du département de la Seine-Inférieure.

Fait au palais des Tuileries, le 23 Juin 1852.

Signé LOUIS-NAPOLÉON.

Par le Président :

Le Ministre de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce,

Signé F. DE PERSIGNY.

Et aujourd'hui,

Par-devant M^r Eugène Marcel et son collègue, notaires au Havre, soussignés,

A comparu :

M. Charles-Célestin Quignon, directeur d'assurances, demeurant au Havre, place Louis XVI, arcades Sud;

Lequel a exposé ce qui suit :

Par acte passé les 1^{er} et 2 avril 1852, par-devant M^r Marcel, notaire soussigné, et l'un de ses collègues, il a été formé, entre les personnes qui ont comparu à cet acte et qui sont dénommées à l'article 15 des statuts ci-après, un projet de société anonyme d'assurances maritimes.

Les articles 28 et 49 dudit acte sont ainsi conçus :

« Art. 28. M. Quignon est nommé directeur de la société, sauf confirmation par la première assemblée générale, qui sera convoquée au plus tard dans les trois mois qui suivront l'autorisation de la société.

« Art. 49. Tous pouvoirs nécessaires sont conférés à M. Quignon, directeur, à l'effet de consentir tous les changements qui seraient demandés par le Gouvernement, et faire dresser, en conséquence, tous actes modificatifs des présents auxquels ces changements pourront donner lieu. »

Dans cet état, le comparant, es qualités qu'il agit, voulant se conformer aux observations qui lui ont été faites, déclare arrêter ainsi qu'il suit la rédaction définitive des statuts de la société.

DÉNOMINATION, BUT, DURÉE ET SIÈGE DE LA SOCIÉTÉ.

Art. 1^{er}. Il est formé, entre les personnes dénommées en l'article 15 ci-

après, une société anonyme sous la dénomination de *les Antilles, compagnie d'assurances maritimes*.

Le siège de la société est au Havre.

2. L'objet de la société est d'assurer contre tous les risques de la navigation maritime et intérieure.

Toutes opérations étrangères aux assurances des risques de navigation maritime et intérieure lui sont formellement interdites.

3. La durée de la société est fixée à vingt années, à partir de la date de l'arrêté qui l'aura autorisée, sauf les cas de dissolution déterminés ci-après.

4. Le maximum des assurances sur un seul risque est fixé à six pour cent du capital social pour les risques ordinaires, à trois pour cent du même capital pour les risques de guerre pouvant survenir, et à un et demi pour cent du même capital pour les risques de guerre survenus.

CAPITAL SOCIAL, ACTIONS, CONSTITUTION DÉFINITIVE DE LA SOCIÉTÉ.

5. Le capital social est fixé à six cent mille francs et divisé en six cents actions de mille francs chacune.

Les six cents actions représentant le capital de six cent mille francs sont souscrites par les personnes dénommées et dans les proportions énoncées en l'article 15 ci-après.

Le fonds social pourra être augmenté au moyen de la création d'actions nouvelles, qui ne pourront être émises au-dessous du pair.

Cette augmentation du fonds social ne pourra avoir lieu qu'en vertu d'une délibération de l'assemblée générale, dans les formes et dans les conditions déterminées par l'article 41 ci-après.

6. Chaque actionnaire est tenu de verser en espèces, dans le mois qui suivra l'autorisation par le Gouvernement de la présente société anonyme, le quart du montant de ses actions, soit deux cent cinquante francs par action.

Les actions ne seront remises aux titulaires qu'après le versement de ce premier quart.

Chaque actionnaire souscrit en outre l'obligation de verser, s'il y a lieu, jusqu'à concurrence des trois autres quarts, dans les dix jours de la demande qui en sera faite par le conseil d'administration.

7. Conformément à l'article 33 du Code de commerce, les actionnaires ne sont passibles que de la perte du montant de leur intérêt dans la société.

8. A défaut de paiement, dans le délai fixé par l'article 6, soit du premier quart, soit des appels de fonds ultérieurs, le conseil d'administration fait vendre publiquement les actions en souffrance par le ministère d'un agent de change, sans autres formalités judiciaires qu'un simple avertissement adressé, huit jours à l'avance, à l'actionnaire en retard et un avis inséré, également huit jours à l'avance, dans le journal d'annonces légales désigné conformément à la loi, le tout aux frais du retardataire. Sur le produit de la vente, le conseil d'administration prélève ce qui est dû à la société y compris les intérêts par chaque jour de retard. L'excédant, s'il y en a, est remis à qui de droit; en cas de déficit, des poursuites ultérieures sont exercées pour le complément.

9. En cas de faillite d'un actionnaire, s'il n'est pas donné caution, le conseil d'administration fait vendre ses actions par le ministère d'un agent de change, sans qu'il soit besoin d'autres formalités qu'un simple avertissement, adressé huit jours à l'avance au syndic de la faillite.

Sur le produit de la vente la compagnie prélève ce qui peut lui être dû; le

surplus, s'il y en a, est remis au syndic de la faillite; s'il y a déficit, la société en poursuit la rentrée par les voies de droit.

10. Dans le cas de décès d'un actionnaire, ses héritiers ont six mois pour présenter un remplaçant ou désigner celui d'entre eux qui deviendra titulaire de chaque action.

Les nouveaux possesseurs doivent être agréés conformément à l'article 13 ci-après, ou fournir la garantie prescrite par l'article 14.

Faute de satisfaire à ces dispositions, les actions sont vendues comme il est dit en l'article 9, aux risques et périls des héritiers ou ayants droit de l'actionnaire décédé.

La faillite, le décès ou l'incapacité d'un actionnaire ne peuvent amener, dans aucun cas, la dissolution de la société.

Les héritiers ou ayants droit de l'actionnaire ne peuvent faire apposer les scellés sur les livres ou valeurs de la société, les frapper d'opposition ni en requérir l'inventaire.

Ils sont tenus de s'en rapporter aux comptes arrêtés dans les formes prescrites par les présents statuts.

11. Tout actionnaire est tenu d'élire au Havre un domicile où toutes notifications lui sont valablement faites.

Aucun transfert ni mutation ne sont admis sans l'accomplissement de cette formalité.

12. Les actions sont nominatives; elles sont détachées d'un registre à souche et portent un numéro d'ordre; elles sont signées par le président du conseil d'administration et par le directeur.

13. La cession d'actions s'opère par une déclaration de transfert inscrite sur un registre tenu à cet effet et signé du cédant et du cessionnaire ou de leur mandataire.

Pour la validité du transfert à l'égard de la société, le cessionnaire doit, sauf l'exception ci-après, être agréé préalablement par une délibération du conseil d'administration prise au scrutin secret et à la majorité des membres présents.

Dans le cas de refus d'agrément, le conseil n'est pas tenu de faire connaître ses motifs.

Le directeur mentionne au dos du titre l'accomplissement de cette formalité.

14. Ne sont pas soumis au scrutin d'admission les cessionnaires qui, en garantie des fonds restant à verser sur chaque action, transfèrent une valeur égale en fonds publics français.

Le directeur mentionne au dos du titre la garantie fournie par le cessionnaire.

Lorsque la société touche les intérêts des fonds ainsi transférés en son nom, elle les verse immédiatement entre les mains des actionnaires qui les lui auront transférés.

Dans le cas où le paiement des fonds non versés est garanti par un transfert de fonds publics français, si l'actionnaire ne répond pas, dans le délai fixé par l'article 6, aux appels de fonds faits par le conseil d'administration, le conseil lui vendre les valeurs transférées à la société jusqu'à concurrence de la somme due par l'actionnaire, et il n'y a lieu à l'application de l'article 8 qu'en cas d'insuffisance des valeurs transférées à la société.

15. Les six cents actions composant le capital social sont cotées par les ci-après nommés en leurs qualités respectives, dans les proportions suivantes :

MM.	Actions.	Francs.
1° Valié et compagnie, pour dix actions ou dix mille francs, ci.	10	10,000
2° Masurier jeune et ses fils, dix actions ou dix mille francs, ci.	10	10,000
3° Sprunglin, dix actions ou dix mille francs, ci.	10	10,000
4° Dufour et compagnie, dix actions ou dix mille francs, ci..	10	10,000
5° H. Dufaitelle, dix actions ou dix mille francs, ci.	10	10,000
6° J. Irasque, dix actions ou dix mille francs, ci.	10	10,000
7° Barbulée, dix actions ou dix mille francs, ci.	10	10,000
8° J. Winslow et compagnie, dix actions ou dix mille francs, ci.	10	10,000
9° Hoffmann, dix actions ou dix mille francs, ci.	10	10,000
10° C.-B. Matenas, vingt et une actions ou vingt et un mille francs, ci.	21	21,000
11° Bourquin, dix-neuf actions ou dix-neuf mille francs, ci..	19	19,000
12° Patin, huit actions ou huit mille francs, ci.	8	8,000
13° H. Lecomte, huit actions ou huit mille francs, ci.	8	8,000
14° Ch. Dose, cinq actions ou cinq mille francs, ci.	5	5,000
15° J. Lecadre, cinq actions ou cinq mille francs, ci.	5	5,000
16° Demondesez, cinq actions ou cinq mille francs, ci.	5	5,000
17° J. Dechallenge, cinq actions ou cinq mille francs, ci. ...	5	5,000
18° Pinguet frères et compagnie, cinq actions ou cinq mille francs, ci.	5	5,000
19° H. Perret et compagnie, cinq actions ou cinq mille francs, ci.	5	5,000
20° L. Peltier, cinq actions ou cinq mille francs, ci.	5	5,000
21° Lebreccq, cinq actions ou cinq mille francs, ci.	5	5,000
22° J.-J. Edou, quatre actions ou quatre mille francs, ci.	4	4,000
23° Westphalen, quatre actions ou quatre mille francs, ci..	4	4,000
24° P. Bauche, quatre actions ou quatre mille francs, ci.	4	4,000
25° Reculard, quatre actions ou quatre mille francs, ci.	4	4,000
26° Ch. Ruault, quatre actions ou quatre mille francs, ci. ...	4	4,000
27° Porot, quatre actions ou quatre mille francs, ci.	4	4,000
28° Veuve Laborda et compagnie, quatre actions ou quatre mille francs, ci.	4	4,000
29° Hart, quatre actions ou quatre mille francs, ci.	4	4,000
30° Bergain et compagnie, quatre actions ou quatre mille francs, ci.	4	4,000
31° De Courchets, quatre actions ou quatre mille francs, ci..	4	4,000
32° Troussel, quatre actions ou quatre mille francs, ci.	4	4,000
33° A. Vieillard, trois actions ou trois mille francs, ci.	3	3,000
34° Morière, trois actions ou trois mille francs, ci.	3	3,000
35° A. Postel et ses fils, deux actions ou deux mille francs, ci.	2	2,000
36° Escoffier, deux actions ou deux mille francs, ci.	2	2,000
37° Fouashe, deux actions ou deux mille francs, ci.	2	2,000
38° A. Aches, deux actions ou deux mille francs, ci.	2	2,000
39° Decorde, deux actions ou deux mille francs, ci.	2	2,000
40° C. Quignon, comparant, en son nom personnel, pour vingt actions ou vingt mille francs, ci.	20	20,000

Et au nom de MM.

	Actions.	Francs.
1° Étienne, pour cinq actions ou cinq mille francs, ci.	5	5,000
2° Morin, deux actions ou deux mille francs, ci.	2	2,000
3° Lecœur, deux actions ou deux mille francs, ci.	2	2,000
4° Legoux, deux actions ou deux mille francs, ci.	2	2,000
5° Luard, quinze actions ou quinze mille francs, ci.	15	15,000
6° Donnet aîné, cinq actions ou cinq mille francs, ci.	5	5,000
7° Dupart, dix actions ou dix mille francs, ci.	10	10,000
8° M.-Alf. Noël, deux actions ou deux mille francs, ci.	2	2,000
9° Bayeux, deux actions ou deux mille francs, ci.	2	2,000
10° Leccane, quatre actions ou quatre mille francs, ci.	4	4,000
11° Primois frères, deux actions ou deux mille francs, ci. .	2	2,000
12° Potel, deux actions ou deux mille francs, ci.	2	2,000
13° Fontaine, deux actions ou deux mille francs, ci.	2	2,000
14° Gallot, deux actions ou deux mille francs, ci.	2	2,000
15° Alex. Duval, deux actions ou deux mille francs, ci.	2	2,000
16° A. Decaen, deux actions ou deux mille francs, ci.	2	2,000
17° Eug. Soleuge, deux actions ou deux mille francs, ci.	2	2,000
18° M ^{me} G. de Saint-Ursin, deux actions ou deux mille francs, ci.	2	2,000
19° M ^{me} de Bernetz, cinq actions ou cinq mille francs, ci. .	5	5,000
20° Pichonnier, deux actions ou deux mille francs, ci.	2	2,000
21° Deseville, cinq actions ou cinq mille francs, ci.	5	5,000
22° Langlois, vingt actions ou vingt mille francs, ci.	20	20,000
23° Aug. Paulmier, deux actions ou deux mille francs, ci.	2	2,000
24° Ch. Paulmier, quatre actions ou quatre mille francs, ci. .	4	4,000
25° Rousselet frères, deux actions à chacun, ou quatre mille francs, ci.	4	4,000
26° Ravanel frères, deux actions, ou deux mille francs, ci. .	2	2,000
27° Berjot, deux actions ou deux mille francs, ci.	2	2,000
28° Mondebare, six actions ou six mille francs, ci.	6	6,000
29° Ch. Paysant, dix actions ou dix mille francs, ci.	10	10,000
30° Debrupte et fils, trois actions ou trois mille francs, ci. .	3	3,000
31° Magdelaine, vingt actions ou vingt mille francs, ci.	20	20,000
32° Chauvin, deux actions ou deux mille francs, ci.	2	2,000
33° Crevel, quatre actions ou quatre mille francs, ci.	4	4,000
34° Sauvage, deux actions ou deux mille francs, ci.	2	2,000
35° Toubou père, deux actions ou deux mille francs, ci.	2	2,000
36° Toubou fils, trois actions ou trois mille francs, ci.	3	3,000
37° Gilbert, dix actions ou dix mille francs, ci.	10	10,000
38° Ch. Devic, quatre actions ou quatre mille francs, ci.	4	4,000
39° Pailargue, deux actions ou deux mille francs, ci.	2	2,000
40° Beaujour (David), deux actions ou deux mille francs, ci. .	2	2,000
41° P. Paysant, deux actions ou deux mille francs, ci.	2	2,000
42° J.-F. Gantier, dix actions ou dix mille francs, ci.	10	10,000
43° Étienne, huit actions ou huit mille francs, ci.	8	8,000
44° Lemoine, quatre actions ou quatre mille francs, ci.	4	4,000
45° Beziers, quatre actions ou quatre mille francs, ci.	4	4,000
46° Violard fils, quatre actions ou quatre mille francs, ci. .	4	4,000
47° F. Lée, six actions ou six mille francs, ci.	6	6,000
48° Lahayes (Paul), trois actions ou trois mille francs, ci. .	3	3,000

	Actions.	Francs.
49° Aumont, cinq actions ou cinq mille francs, ci.....	5	5,000
50° Guillaouet (Léon), quatre actions ou quatre mille francs, ci.....	4	4,000
51° Grusse-Lair, six actions ou six mille francs, ci.....	6	6,000
52° Lapersonne, quatre actions ou quatre mille francs, ci....	4	4,000
53° Guy, quatre actions ou quatre mille francs, ci.....	4	4,000
54° Mottelay, cinq actions ou cinq mille francs, ci.....	5	5,000
55° H. Bonnel, quatre actions ou quatre mille francs, ci....	4	4,000
56° Marquant, deux actions ou deux mille francs, ci.....	2	2,000
57° Meignac, deux actions ou deux mille francs, ci.....	2	2,000
58° J. de Cormelier, huit actions ou huit mille francs, ci....	8	8,000
59° G. Delabarthe, six actions ou six mille francs, ci.....	6	6,000
60° F. Marie, cinq actions ou cinq mille francs, ci.....	5	5,000
61° Bures aîné, deux actions ou deux mille francs, ci.....	2	2,000
62° S. Eminel, seize actions ou seize mille francs, ci.....	16	16,000
63° C. Lefoulon, quinze actions ou quinze mille francs, ci..	15	15,000
64° M ^{me} de Camisy, vingt actions ou vingt mille francs, ci....	20	20,000
65° Lerouvillois, quatre actions ou quatre mille francs, ci....	4	4,000

TOTAL égal aux actions souscrites, six cents actions, ci. 600

TOTAL égal au capital de la société, six cent mille francs, ci. 600,000

ADMINISTRATION.

16. La société est représentée par l'assemblée générale des actionnaires; elle est administrée par un conseil composé de six membres.

17. Les administrateurs sont nommés et peuvent être révoqués par l'assemblée générale des actionnaires; leurs fonctions sont gratuites, sauf les jetons de présence qui peuvent leur être accordés; la valeur et le nombre de ces jetons sont déterminés par l'assemblée générale.

Les administrateurs sont remplacés tous les ans par tiers et peuvent être réélus. Les membres sortants sont désignés par le sort pour les deux premières années et ensuite par l'ancienneté.

Les administrateurs doivent être domiciliés au Havre, et posséder en leur nom personnel ou en celui de leur maison de commerce cinq actions; qui restent inaliénables pendant la durée de leurs fonctions.

18. Le conseil d'administration nomme annuellement dans son sein, un président, un vice-président et un secrétaire, qui peuvent être réélus; il s'assemble une fois par mois, et, en outre, toutes les fois que les intérêts de la société l'exigent ou qu'il en est requis par le directeur.

19. Les délibérations du conseil doivent être prises par quatre administrateurs au moins, à la majorité des voix; en cas de partage, la voix du président est prépondérante.

En cas d'empêchement ou d'absence du président et du vice-président, les administrateurs désignent un président pour la séance.

Les délibérations du conseil sont transcrites sur un registre tenu à cet effet.

20. Si une place d'administrateur devient vacante, le conseil d'administration y pourvoit provisoirement en attendant la plus prochaine assemblée générale, qui procède à la nomination définitive.

L'administrateur ainsi nommé ne peut exercer que pendant le temps qui resterait à courir à son prédécesseur.

21. Le conseil d'administration déterminera le mode de placement des fonds de la société.

Il ordonne les appels de fonds;

Il statue sur l'admission des cessionnaires des actions transférées, sauf le cas où ils fournissent la garantie prescrite par l'article 14.

Il fixe le maximum de la valeur que la société pourra assurer sur chaque navire dans la limite déterminée par l'article 4.

Il autorise le directeur à souscrire les risques de guerre survenant ou pouvant survenir, sans pouvoir cependant dépasser les limites fixées par l'article 4.

Il arrête les conditions générales des polices d'assurance.

Il nomme, sur la présentation du directeur, les agents de la société; il les révoque, fixe leurs traitements et salaires ainsi que les dépenses générales de l'administration.

Il fait les règlements particuliers de l'administration.

Il se fait représenter au moins une fois par trimestre un état de situation de la société.

Il fixe le montant des pertes et dommages qui doivent être payés par la compagnie.

Il arrête les comptes de la société, sauf l'approbation de l'assemblée générale.

Il peut traiter, transiger et compromettre sur tous les intérêts de la société; il peut aussi déléguer ses pouvoirs, mais seulement pour une ou plusieurs affaires déterminées, et pour le cas où il s'agirait de plaider, transiger ou compromettre sur des contestations relatives au règlement des sinistres.

Il nomme chaque mois un ou plusieurs de ses membres chargés de s'entendre avec le directeur sur les faits importants qui peuvent survenir dans l'intervalle des réunions du conseil.

L'administrateur de service surveille toutes les opérations de la société, prend connaissance de ses écritures quand bon lui semble, et en fait son rapport au conseil d'administration.

22. Les administrateurs de la société ne contractent, à raison de leurs fonctions, aucune obligation personnelle ni solidaire relativement aux engagements de la société; ils ne sont responsables que de l'exécution de leurs mandats.

23. MM. *Eugène Masurier,*
Sprungin,
A. Dufour,
Hoffmann,
J. Barbulée,
Et Lecomte

sont nommés membres du conseil d'administration, sauf confirmation par la première assemblée générale, qui sera convoquée dans les trois mois au plus tard, de l'autorisation du Gouvernement.

DIRECTION.

24. La société a un directeur qui est nommé et peut être révoqué par l'assemblée générale, à la majorité absolue des voix des membres présents.

Le directeur doit être titulaire, en son nom personnel, de dix actions qui

sont inaliénables pendant la durée de ses fonctions et jusques après l'apurement de ses comptes.

25. Le traitement du directeur et la part qui peut lui être attribuée dans les bénéfices sont fixés par l'assemblée générale.

26. Le directeur a le droit d'assister aux assemblées du conseil d'administration et y a voix consultative.

Il est chargé de la gestion des affaires de la société, en se conformant aux dispositions prescrites par les présents statuts, ainsi que de la correspondance générale et de l'exécution des délibérations et arrêtés du conseil d'administration.

Il est chargé des recettes et des dépenses de la société; il dirige le travail des bureaux, nomme et révoque les personnes qui y sont employées.

Il souscrit les polices d'assurances, règle et arrête les conditions particulières de ces contrats, et vérifie les comptes de ristourne, le tout avec l'assentiment du président du conseil d'administration ou de l'administrateur de service.

Il soumet au conseil d'administration et aux commissaires délégués le règlement des pertes et dommages à la charge de la société.

Il opère immédiatement la réassurance des sommes qui excéderaient le maximum fixé par le conseil d'administration, comme il est dit en l'article 21, ainsi que celle des risques que le conseil croirait ne devoir pas garder.

Les actions judiciaires sont exercées au nom de la société, poursuite et diligence du directeur.

27. En cas de décès ou de démission du directeur, le conseil d'administration pourvoit provisoirement à son remplacement jusqu'à la première réunion de l'assemblée générale.

Le conseil d'administration, convoqué spécialement pour cet objet par le président, peut suspendre le directeur et pourvoir à son remplacement provisoire; dans ce cas, la décision du conseil doit être prise par une majorité au moins de quatre voix.

L'assemblée générale est convoquée dans un délai de vingt jours au plus tard, pour statuer définitivement.

28. En cas de maladie ou d'absence du directeur, il est provisoirement remplacé par une personne déléguée à cet effet par le conseil d'administration.

29. La négociation des valeurs appartenant à la société ne peut être effectuée qu'avec la signature d'un administrateur et celle du directeur.

30. Les fonds et valeurs de la société sont déposés dans une caisse à deux clefs, dont une reste entre les mains du président du conseil d'administration ou de l'administrateur de service, et la seconde entre celles du directeur.

INVENTAIRE. — BÉNÉFICES. — RÉSERVE.

31. Les comptes de la société seront arrêtés aux 30 juin et 31 décembre de chaque année, et soumis, après l'examen du conseil d'administration, à l'approbation de l'assemblée générale, qui a lieu dans le courant du mois suivant.

32. Sur les bénéfices nets de chaque semestre, avant toute répartition de dividende, il est fait un prélèvement d'un quart destiné à former un fonds de réserve; cette retenue cesse dès que la réserve s'élève au quart du fonds social.

33. après avoir été complété, le fonds de réserve vient à être entamé, la retenue ci-dessus prescrite reprend son cours.

Le surplus des bénéfices est réparti entre toutes les actions.

En cas d'insuffisance de bénéfices à la fin d'un semestre, il sera puisé dans le fonds de réserve une somme suffisante pour distribuer à chaque action un dividende de deux et demi pour cent sur le quart versé.

Et s'il ne se trouvait ni bénéfice, ni fonds de réserve, il n'y aurait lieu à aucune répartition.

En cas de perte d'un dixième du fonds social, le conseil d'administration exigera des actionnaires les versements nécessaires pour rétablir et maintenir le fonds de roulement à son chiffre primitif.

33. A chaque semestre, le compte rendu des opérations de la société est imprimé pour être distribué aux actionnaires.

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE.

34. L'assemblée générale représente l'universalité des actionnaires. Ses délibérations, prises dans la limite des présents statuts, sont obligatoires pour tous, même pour les actionnaires absents ou dissidents.

35. L'assemblée générale se réunit de droit dans les mois de janvier et de juillet de chaque année.

Elle peut en outre être convoquée extraordinairement par le conseil d'administration toutes les fois que les intérêts de la société l'exigent; le conseil d'administration est tenu de la réunir lorsque la convocation en est demandée par des actionnaires représentant le quart du fonds social.

Dans tous les cas, l'assemblée générale est convoquée par lettres adressées, au moins quinze jours à l'avance, au domicile des actionnaires, et par un avis inséré, également quinze jours à l'avance, dans le journal désigné pour la publication des actes de la société, conformément à la loi.

36. Les actionnaires présents nomment parmi eux à la majorité des voix le président, les deux scrutateurs et le secrétaire de l'assemblée.

Le bureau provisoire est formé par trois membres du conseil d'administration : le directeur en est le secrétaire.

37. Tout actionnaire a le droit d'assister aux assemblées générales, mais il n'a voix délibérative qu'autant qu'il est titulaire de deux actions au moins.

La propriété de deux à neuf actions donne droit à une voix;

Celle de dix à dix-neuf actions, à deux voix;

Celle de vingt à vingt-neuf actions, à trois voix;

Et celle de trente actions et plus, à quatre voix, sans que, dans aucun cas, l'actionnaire puisse avoir plus de quatre voix, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède ou qu'il représente.

38. Tout actionnaire peut se faire représenter à l'assemblée générale par un actionnaire muni de ses pouvoirs.

Une maison de commerce ne peut se faire représenter aux assemblées générales que par un seul de ses membres.

39. Pour que ses délibérations soient valables l'assemblée générale doit être composée de moitié au moins des actionnaires ayant droit de vote et représentant moitié au moins des actions.

Dans le cas où cette condition n'est pas remplie, l'assemblée est de nouveau convoquée à vingt jours d'intervalle dans la forme prescrite par l'article 35 et, dans cette nouvelle réunion, elle peut délibérer quel que soit le nombre des actionnaires présents et des actions représentées, mais seulement sur les objets portés à l'ordre du jour de la première réunion et indiqués dans les lettres de convocation.

40. L'assemblée générale entend, discute et arrête les comptes de la société et détermine, s'il y a lieu, la quotité du dividende à répartir.

Elle procède chaque année, dans sa réunion du mois de janvier, au renouvellement partiel du conseil d'administration, et pourvoit, quand il y a lieu, aux vacances accidentelles qui peuvent être survenues dans le sein du conseil, par suite de décès, démission ou autre cause.

Elle prend toutes délibérations sur les objets qui lui sont soumis par le conseil d'administration ou le directeur, et sur toutes les affaires de la société, en se conformant aux présents statuts.

41. L'assemblée générale, spécialement convoquée à cet effet peut, à la majorité des votes des trois quarts des membres présents ou représentés, posédant deux tiers au moins des actions, augmenter le fonds social, apporter aux présents statuts toutes les modifications dont l'expérience ferait reconnaître l'utilité; les décisions, dans ce cas, ne sont exécutoires qu'après l'approbation du Gouvernement.

42. Les décisions prises en assemblée générale sont transcrites sur un registre tenu à cet effet et signé par les membres du bureau.

DISSOLUTION. — LIQUIDATION ET DISPOSITIONS DIVERSES.

43. En cas de perte du quart du fonds social, l'assemblée générale peut prononcer la dissolution de la société, à la majorité fixée par l'article 41; la dissolution a lieu de plein droit en cas de perte de moitié du fonds social.

44. Un an avant l'époque fixée pour l'expiration de la société, les actionnaires, réunis en assemblée générale, décideront s'il y a lieu de demander au Gouvernement la prorogation de la société; en cas d'affirmative, la décision de la majorité n'oblige pas la minorité; les actionnaires dissidents sont tenus d'accepter le remboursement de leurs actions d'après le dernier inventaire.

45. Dans le cas de dissolution de la société, l'assemblée générale nomme trois commissaires liquidateurs dont elle fixe les traitements et les pouvoirs.

46. Les trois commissaires liquidateurs sont réassurer tous les risques non encore éteints.

A l'expiration de l'année qui suivra l'époque où la dissolution aura été prononcée, il sera fait un état estimatif des risques non encore éteints, des pertes et sinistres non réglés, et des valeurs actives non réalisées.

Les actionnaires devront, sur la demande des commissaires liquidateurs, effectuer les versements nécessaires pour opérer le payement des dettes de la société jusqu'à concurrence du montant de leurs actions.

A défaut des versements demandés, les actions seront vendues comme il est dit en l'article 8.

47. Dans le cas de contestation à raison des affaires sociales, soit entre les actionnaires et la société, soit entre les actionnaires eux-mêmes, elles seront jugées par des arbitres, conformément aux articles 51 et suivants du Code de commerce.

Dont acte :

Fait et passé au Havre, en l'étude, l'an 1852, le 11 juin;

Et le comparant a signé avec les notaires après lecture.

La minute porte cette mention :

« Enregistré au Havre, le 11 juin 1852, folio 165 recto, case 7. Reçu deux francs, décime vingt centimes. Signé Lemaréchal. »

Vu pour être annexé au décret du 23 juin 1852, enregistré sous le numéro 2287.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé F. DE PERSIGNY.

N° 6866. — Décret qui approuve des modifications aux Statuts de la Compagnie du pont d'Avignon sur la Durance.

Du 23 Juin 1852.

LOUIS-NAPOLÉON, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce;

Vu l'ordonnance du 2 juillet 1837, portant autorisation de la société anonyme formée à Lyon (Rhône), sous la dénomination de *Compagnie du pont d'Avignon sur la Durance*, et approbation de ses statuts;

Vu la délibération prise par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la compagnie, dans la séance du 25 mars 1850;

La section d'administration de la commission consultative entendue (séance du 7 janvier 1852).

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La nouvelle rédaction des articles 7, 8 et 17 des statuts de la compagnie du pont d'Avignon sur la Durance, est approuvée telle qu'elle est contenue dans l'acte passé, les 13 et 15 avril 1852, devant M^e Piaton et son collègue, notaires à Lyon, lequel acte restera annexé au présent décret.

2. Le ministre de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Bulletin des lois*, inséré au *Moniteur*, et dans un journal d'annonces judiciaires des départements du Rhône et de Vaucluse.

Fait au palais des Tuileries, le 23 Juin 1852.

Signé LOUIS-NAPOLÉON.

Par le Président :

Le Ministre de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce,

Signé F. DE PERSIGNY.

Par-devant M^e Piaton et son collègue, notaires, à Lyon, soussignés,

Ont comparu :

1^o M. *Marcellin-Rolland de Ravel*, ingénieur des ponts et chaussées, demeurant à Lyon, quai Monsieur, n^o 121 ;

2^o M. *Louis-Charles-Henry-Robert-Dieudonné Monroe* dit *Roë*, avocat à la cour d'appel de Lyon, demeurant à Lyon, place Bellecour, n^o 4 ;

3^o M. *Antoine de Jessé*, propriétaire, demeurant à Lyon, place Bellecour, n^o 7 ;

4^o M. *Vital-Boulard de Gatellier*, propriétaire, demeurant à Lyon, rue Sala, n^o 15 ;

5^o Et M. *Joseph Nugue*, propriétaire, demeurant à Lyon, rue du Plat, n^o 9,

Agissant en qualité d'administrateurs de la société anonyme du pont d'Avignon sur la Durançe, autorisés par ordonnance du 2 juillet 1837, élus à ces fonctions par délibération de l'assemblée générale de ladite société, en date, savoir : pour M. *Rolland de Ravel*, du 8 février 1848 ; pour M. *Monroe*, du 1^{er} février 1849 ; pour M. *de Jessé*, du 11 février 1850 ; pour M. *de Gatellier*, du 11 février 1851 ; et pour M. *Nugue*, du 14 février 1852 ;

Extrait des trois premières délibérations ci-dessus énoncées a été déposé pour minute à M^e *Hennequin*, prédécesseur immédiat de M^e *Piaton*, l'un des notaires soussignés, suivant acte reçu par lui et son collègue, notaires à Lyon, le 14 janvier 1851 ;

Et un extrait des délibérations des 11 février 1851 et 14 février 1852, reste ci-annexé, après avoir été certifié véritable par les comparants et revêtu d'une mention d'annexe par les notaires ;

Lesquels ont exposé ce qui suit :

Par une délibération prise, le 25 mars 1850, et dont un extrait a été déposé pour minute audit M^e *Hennequin*, suivant acte dressé par lui et son collègue, les 5 et 27 avril 1850, l'assemblée générale des actionnaires de la société anonyme du pont d'Avignon sur la Durançe, régulièrement convoquée et constituée, a voté diverses modifications à apporter aux statuts de cette société.

L'article 17 desdits statuts investit le conseil d'administration du droit de représenter la société pour tout ce qui peut la concerner.

Aujourd'hui les comparants, des qualités qu'ils agissent, voulant se conformer aux observations qui leur ont été faites par le Gouvernement, déclarent que la rédaction des articles 7, 8 et 17 des statuts de la compagnie sera, à l'avenir, ainsi conçue :

« Art. 7. Les produits du péage seront appliqués, chaque année,

« 1^o Par prélèvement et préférence, aux frais de gestion et d'administration, et à l'entretien du pont en bon état de service et aux réparations ordinaires ;

« 2^o A la formation d'une réserve, comme il sera dit à l'article 8 ;

« 3^o Et enfin tout l'excédant sera réparti, à titre de dividende, aux actionnaires, dans la seconde quinzaine de juillet et de janvier de chaque année.

« Les dividendes qui, au bout de cinq ans, n'auront pas été touchés par les actionnaires, feront retour à la masse sociale.

« Art 8. Une réserve sera formée pour subvenir aux cas imprévus et aux réparations extraordinaires.

« Elle consistera dans un prélèvement annuel de deux mille francs.

« Les capitaux ainsi prélevés seront employés en valeurs publiques de France ayant cours à la bourse et portant intérêt ; les intérêts de ces valeurs seront

capitalisés de la même manière et ajoutés à la réserve pour en accroître le fonds.

« Toutes les fois que par l'accumulation et la capitalisation successive, le compte des fonds de réserve présentera un solde net de quatre-vingt mille francs, le prélèvement annuel sera suspendu et la somme qui y est affectée sera employée, ainsi que les intérêts du capital de réserve, à augmenter les dividendes à répartir aux actions.

« Ce prélèvement ne recommencera que lorsque, par la survenance de grosses réparations ou de cas imprévus, ledit fonds de réserve sera réduit à une somme moindre de quatre-vingt mille francs.

« Enfin, le fonds social de réserve qui existera à la fin de la société et après la remise du pont au Gouvernement sera distribué aux porteurs d'actions dans la proportion du nombre de leurs actions.

« Art. 17. Les fonctions du conseil d'administration embrassant tout ce qui est relatif à l'organisation et à la surveillance du service dudit pont et à son entretien en bon état, au recouvrement et au contrôle des recettes, aux différends avec des tiers ou avec des actionnaires, aux traités et transactions à passer, aux compromis et nominations d'arbitres, aux remises à accorder, aux payements à faire pour réparation et entretien, et généralement pour toutes dépenses : à cet effet, le conseil est spécialement autorisé dans le cas prévu par l'article 8, c'est-à-dire, dans le cas de réparations extraordinaires qui nécessiteraient l'emploi d'une partie du fonds de la réserve, à vendre ou à engager tout ou partie des rentes ou valeurs publiques de France, formant la réserve dont il est parlé à l'article 8 des présents statuts, lesquelles valeurs sont ou seront inscrites sous le nom de la compagnie du pont d'Avignon sur la Durance; en un mot, tout ce qui pourra être utile et nécessaire pour gérer et exploiter dans le but et dans la limite des présents statuts, et dans le sens le plus étendu, les intérêts de la société et toutes les affaires qui en dépendent; à l'effet de quoi les pouvoirs les plus amples lui sont conférés; enfin, il représente la société dans tout ce qui peut la concerner tant en justice que hors.

« Les présents pouvoirs renferment essentiellement celui d'affirmer le pont, ferme qui pourra être consentie aux prix et pour le temps que les administrateurs jugeront convenables, et sans qu'ils soient astreints à faire des enchères publiques, sauf l'approbation de l'assemblée générale.

« Les délibérations du conseil d'administration seront prises à la majorité absolue des voix. Tous les actes émanés du conseil d'administration auront lieu au nom du conseil d'administration de la société du pont d'Avignon sur la Durance, et devront être signés par trois administrateurs au moins. »

Dont acte :

Fait et passé à Lyon pour chacun des comparants en sa demeure,
L'an 1852, les 13 et 15 avril.

Lecture faite, les comparants ont signé avec les notaires.

Au bas est cette mention :

« Enregistré à Lyon, bureau n° 1, le 16 avril 1852, folio 56 verso, case 6.
« Reçu deux francs et vingt centimes pour décime. Signé Antoine. »

Suit la teneur de l'annexe.

Vu pour être annexé au décret du 23 juin 1852, enregistré sous le n° 2285.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé F. DE PASTRY.

N° 6687. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) qui autorise la commune de Kiffis (Haut-Rhin) à défricher vingt-neuf hectares trente-deux ares de parcoures, savoir : vingt-six hectares quatre-vingt-sept ares du canton Bahallen, et deux hectares quarante-quatre ares au canton Ebelé, à la charge de séparer de la forêt cette dernière parcelle, au moyen d'un fossé dont les dimensions seront déterminées par les agents forestiers. (Du 28 Avril 1852.)

N° 6868. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) portant :

ART. 1^{er}. Les habitants des communes d'Annot, Auzet, Barles, Beaumou, la Mure, Verdaches et le Vernet (Basses-Alpes) sont autorisés, pendant cinq ans, à faire pacager leurs bêtes à laine dans les cantons de bois qui seront reconnus défensables par les agents forestiers locaux, à la charge, par lesdits habitants, de se conformer aux dispositions des articles de la huitième section du titre III du Code forestier, et à celles des articles 118, 119 et 120 de l'ordonnance réglementaire du 1^{er} août 1827; de faire chaque année, aux temps et saison convenables, dans les cantons indiqués, les améliorations qui seront reconnues nécessaires par les agents forestiers, de concert avec le maire, pour réparer ou prévenir les dommages qui pourraient résulter de l'exercice du pacage.

Les communes d'Annot, Auzet, et cinq autres, seront, en outre, tenues de satisfaire aux conditions spéciales proposées par l'administration des forêts.

2. Le nombre des bêtes à laine admises au parcours ne pourra excéder celui qui sera fixé par les agents forestiers, et publié avec les états des cantons défensables.

3. Cette autorisation sera révoquée pour cause d'abus ou d'incompatibilité du pacage avec la prospérité du bois où il sera exercé. (Du 28 Avril 1852.)

N° 6869. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) portant :

ART. 1^{er}. Les communes d'Arras et de Sireix (Hautes-Pyrénées) sont autorisées, pendant cinq ans, à faire pacager leurs bêtes à laine, savoir :

La commune d'Arras, dans les bois qu'elle possède en propre, et dans ceux dont elle est propriétaire par indivis avec la commune de Sireix;

La commune de Sireix, dans les bois qu'elle possède par indivis avec la commune d'Arras. Toutefois, le droit de pacage ne sera exercé que dans les cantons de bois qui seront reconnus défensables par les agents forestiers locaux, à la charge, par lesdits habitants, de se conformer aux dispositions des articles de la huitième section du titre III du Code forestier, et à celles des articles 118, 119 et 120 de l'ordonnance réglementaire du 1^{er} août 1827; de faire chaque année, aux temps et saison convenables, dans les cantons indiqués, les améliorations qui seraient reconnues nécessaires par les agents forestiers, pour réparer ou prévenir les dommages qui pourraient résulter de l'exercice du pacage.

Lesdites communes seront, en outre, tenues de satisfaire aux conditions spéciales proposées par l'administration des forêts.

2. Le nombre des bêtes à laine admises au parcours ne pourra excéder celui qui sera fixé par les agents forestiers, et publié avec les états des cantons défensables.

3. Cette autorisation sera révoquée pour cause d'abus ou d'incompatibilité du pacage avec la prospérité du bois où il sera exercé. (Du 28 Avril 1852.)

N° 6870. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) portant,

1° Que l'administration forestière est autorisée à mettre en vente, pour l'exercice 1852, dans la forêt domaniale de Chabrières (Creuse), partie traitée en futaie, une coupe extraordinaire de neuf cent cinquante-quatre arbres;

2° Que la vente sera effectuée en deux lots. (Du 5 Mai 1852.)

N° 6871. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) qui autorise l'administration forestière à mettre en vente, pour l'exercice 1852, dans la forêt domaniale de Chabaud (Creuse), partie traitée en futaie, une coupe extraordinaire de trente-deux arbres. (Du 5 Mai 1852.)

N° 6872. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) portant :

ART. 1^{er}. L'administration forestière est autorisée à mettre en vente, en six années consécutives et par portions égales, à partir de 1852, dans la forêt domaniale du Breuil (Haute-Loire), aux cantons Sagne, Grande-Sagne, Petite-Sagne et Senoir, douze cent quatre-vingts pins de l'âge de cent quarante à cent cinquante ans.

2. L'ordonnance du 19 septembre 1845 est et demeure rapportée. (Du 5 Mai 1852.)

N° 6873. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) portant :

ART. 1^{er}. Les habitants de la commune d'Auzat (Ariège) usagers dans les montagnes et vacants domaniaux situés sur le territoire de cette commune, sont autorisés à jouir de leurs droits de pâturage, non-seulement pour les bestiaux à leur propre usage, mais encore pour ceux dont ils font commerce, ou même qui appartiennent à des communes étrangères.

2. Cette autorisation est accordée pour neuf années, sauf renouvellement, s'il y a lieu.

Le nombre total des animaux introduits au pâturage ne pourra dépasser cent cents pour les bêtes à cornes, et quarante mille pour les bêtes à laine.

3. Il sera payé, pour les bestiaux destinés au commerce, une redevance de cinquante centimes par bête à cornes, et de quinze centimes par bête à laine.

Cette redevance sera versée chaque année dans la caisse du domaine, dans le mois qui suivra l'introduction au pâturage.

4. Les dispositions de l'article 73 du Code forestier ne seront pas appliquées aux bestiaux admis au pâturage; mais le maire devra dresser, conformément à l'article 118 de l'ordonnance réglementaire du 1^{er} août 1827, un état distinct des bestiaux dont les habitants font commerce, ou qui appartiennent à des communes étrangères.

Le garde général vérifiera l'exactitude de cet état, au moyen des documents recueillis dans les bureaux des douanes.

Un double en sera remis au directeur des domaines, chargé d'assurer le recouvrement des redevances dues par les usagers.

5. Les bestiaux conduits au pâturage ne pourront pénétrer dans l'intérieur des parties boisées, ni en approcher à moins de cent mètres, sous les peines portées par l'article 76 du Code forestier.

6. Il sera procédé par le garde général, contrairement avec le maire, à la reconnaissance et désignation des chemins conduisant au parcours; ces passages, d'une largeur de vingt à vingt-cinq mètres, seront clos, aux frais de la commune, partout où le besoin s'en fera sentir, et délimités partout ailleurs par des marques évidentes avec de la chaux.

Ces reconnaissance et désignation seront constatées par un procès-verbal, dont un double restera entre les mains du maire.

7. Il n'est point dérogé aux articles 72, 76, 77 du Code forestier, 118 et 120 de l'ordonnance réglementaire du 1^{er} août 1827, qui continueront d'être appliquées.

8. La présente autorisation est de pure tolérance; elle pourra toujours être révoquée en cas d'abus ou d'incompatibilité avec le bon entretien des terrains domaniaux d'Auzat. (Du 5 Mai 1852.)

N° 6874. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) portant ce qui suit :

Le quart juste de la contenance des bois communaux de Laissac (Aveyron), à prendre dans le meilleur fonds, sera distrait pour former la réserve, conformément aux dispositions de l'article 93 du Code forestier, et délimité sur le terrain, par des bornes, ou de toute autre manière; le surplus sera divisé en deux séries de taillis : l'une, composée du canton Lafage, s'exploitera en quinze coupes annuelles d'égale étendue; l'autre, composée du canton des Palanges, s'exploitera en dix-huit coupes annuelles, à la révolution de dix-huit ans. (Du 5 Mai 1852.)

N° 6875. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) portant ce qui suit :

La partie des bois communaux de Hässeren (Haut-Rhin), peuplée de chêne et châtaignier mélangés, formera une série spéciale d'exploitations, et s'exploitera par coupes annuelles du vingt-cinquième de l'étendue totale; la première coupe ne sera délivrée qu'en 1861.

La commune de Hässeren est autorisée à exploiter, 1° en six années consécutives, à partir de 1852, les neuf hectares de taillis de châtaignier qu'elle possède aux cantons Hehlbourg et Schlossberg de ses bois; 2° en trois années consécutives et par portions égales, à partir de 1858, par forme de recavage, les plantations de bois feuillus exécutées dans ce dernier canton.

La futaie rémésuse de Straffen formera la réserve, et ne sera exploitée que pour satisfaire aux besoins extraordinaires ou imprévus de la commune. (Du 5 Mai 1852.)

N° 6876. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) portant :

ART. 1^{er}. L'administration des forêts est autorisée à délivrer aux communes et établissements propriétaires de bois dans le département de la Haute-Garonne les coupes extraordinaires ci-après désignées, savoir :

NOM des communes propriétaires de bois.	SITUATION et nature des coupes extraordinaires.				CONSIDÉRATIONS sous lesquelles les exploitations devront avoir lieu.
	Noms des cantons où les coupes seront assises.	Étendue des coupes à exploiter par contenances.	Nombre d'arbres à exploiter en jardinant ou par détailerie.	Quantité de stères sans déduction du nombre d'arbres.	
		h. ar.			
1. Aussun...	Hassou.....	6 00	"	"	L'exploitation s'effectuera en plusieurs années et par forme de coupes sombre, claire et définitive. La commune sera tenue de faire délimiter le quart de réserve de sa forêt et de la faire séparer par des bornes de la partie affectée aux coupes ordinaires. Cette coupe sera délivrée en nature, par portions égales, en 1852 et 1853, et les deux coupes ordinaires affectées à ces deux exercices seront mises en vente au profit de la caisse municipale.
2. Castillon-de-Loubert.	Devant-Caze, Cubère et Mont-de-Lya.	"	750	"	
3. Comaril.....	Bodet-Béail.....	2 00	"	"	
4. Maysigne.....	.....	"	50	"	
5. Espéron.....	La partie restant à exploiter	4 00	"	"	
6. Monlaur.....	Pignas.....	2 00	"	"	
7. Peyrass.....	La réserve.....	18 04	"	"	
8. Portet-Lachen.	.....	"	30	"	
9. Saint-André.	La réserve.....	7 00	"	"	

2. La vente ou la délivrance en nature et l'exploitation des coupes extraordinaires ci-dessus mentionnées auront lieu conformément aux dispositions générales prescrites tant par le Code forestier que par l'ordonnance réglementaire du 1^{er} août 1827, et les communes et établissements publics propriétaires seront tenus de faire effectuer les travaux d'amélioration et d'entretien reconnus nécessaires par les agents forestiers.

3. Les demandes formées par les communes de Poulat-Taillebourg et Propriary sont rejetées. (Du 5 Mai 1852.)

N° 6877. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) qui autorise la commune de Marciilly-sus-Seine (Marne) à défricher onze hectares vingt ares de bois qui lui appartiennent au canton de Vaulion. (Du 5 Mai 1852.)

N° 6878. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) qui autorise la commune de Ronvaux (Meuse) à défricher vingt-deux hectares de ses bois. (Du 5 Mai 1852.)

N° 6879. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) qui autorise la commission administrative de l'hospice de Saint-Pol (Pas-de-Calais) à défricher trois hectares sept ares de bois situés sur la commune de Ramécourt, et appartenant audit établissement. (Du 5 Mai 1852.)

N° 6880. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) qui autorise la commune de Brebotte (Haut-Rhin) à défricher une parcelle vide d'une étendue de vingt-quatre ares, dépendant de la forêt dont elle est propriétaire. (Du 5 Mai 1852.)

N° 6881. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) qui autorise la commune de Raddon (Haute-Saône) à défricher dix-sept hectares quarante-cinq ares, à prendre dans les coupes n° 9 et 10 de la forêt communale. (Du 5 Mai 1852.)

N° 6882. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) portant :

ART. 1^{er}. Les habitants des communes de Montperzat et du Lauzet (Basses-Alpes) sont autorisés, pendant cinq ans, à faire pacager leurs bêtes à laine dans les cantons de bois qui seront reconnus défensables par les agents forestiers locaux, à la charge, par lesdits habitants, de se conformer aux dispositions des articles de la huitième section du titre III du Code forestier, et à celles des articles 118, 119 et 120 de l'ordonnance réglementaire du 1^{er} août 1827; de faire chaque année, aux temps et saison convenables, dans les cantons indiqués, les améliorations qui seront reconnues nécessaires par les agents forestiers, de concert avec le maire, pour réparer ou prévenir les dommages qui pourraient résulter de l'exercice du pacage.

La commune du Lauzet sera, en outre, tenue de satisfaire aux conditions spéciales proposées par l'administration des forêts.

2. Le nombre des bêtes à laine admises au parcours ne pourra excéder celui qui sera fixé par les agents forestiers, et publié avec les états des cantons défensables.

3. Cette autorisation sera révoquée pour cause d'abus ou d'incompatibilité du pacage avec la prospérité du bois où il sera exercé. (Du 5 Mai 1852.)

N° 6883. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) portant :

ART. 1^{er}. Les habitants des communes d'Ouzous et d'Agos-Vidalos (Hautes-Pyrénées) sont autorisés, pendant cinq ans, à faire pacager leurs bêtes à laine dans la forêt appelée *Dizy* qui leur appartient par indivis.

Les habitants de la commune d'Agos-Vidalos sont, en outre, autorisés à jouir des mêmes avantages dans la forêt dont cette commune est seule propriétaire. Toutefois, le droit de pacage ne pourra s'exercer que dans les cantons qui seront reconnus défensables par les agents forestiers locaux, à la charge, par lesdits habitants, de se conformer aux dispositions des articles de la huitième section du titre III du Code forestier, et à celles des articles 118, 119 et 120 de l'ordonnance réglementaire du 1^{er} août 1827; de faire chaque année, aux temps et saison convenables, dans les cantons indiqués, les améliorations qui seront reconnues nécessaires par les agents forestiers, pour réparer ou prévenir les dommages qui pourraient résulter de l'exercice du pacage.

Lesdites communes seront, en outre, tenues de satisfaire aux conditions spéciales proposées par l'administration des forêts.

2. Le nombre des bêtes à laine admises au parcours ne pourra excéder celui qui sera fixé par les agents forestiers, et publié avec les états des cantons défensables.

3. Cette autorisation sera révoquée pour cause d'abus ou d'incompatibilité du pacage avec la prospérité du bois où il sera exercé. (Du 5 Mai 1852.)

N° 6884. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) portant :

ART. 1^{er}. Les habitants des communes de Saint-Pastous et de Boo-Silher (Hautes-Pyrénées), sont autorisés, pendant cinq ans, à faire pacager leurs bêtes à laine dans les cantons de bois qui seront reconnus défensables par les agents forestiers locaux, à la charge, par lesdits habitants, de se conformer aux dispositions des articles de la huitième section du titre III du Code forestier, et à celles des articles 118, 119 et 120 de l'ordonnance réglementaire du 1^{er} août 1827; de faire chaque année, aux temps et saison convenables, dans les cantons indiqués, les améliorations qui seront reconnues nécessaires par les agents forestiers, pour réparer ou prévenir les dommages qui pourraient résulter de l'exercice du pacage.

Lesdites communes seront, en outre, tenues de satisfaire aux conditions spéciales proposées par l'administration des forêts.

2. Le nombre des bêtes à laine admises au parcours ne pourra excéder celui qui sera fixé par les agents forestiers, et publié avec les états des cantons défensables.

3. Cette autorisation sera révoquée pour cause d'abus ou d'incompatibilité du pacage avec la prospérité du bois où il sera exercé. (Du 5 Mai 1852.)

N° 6885. — DÉCRETS DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signés par le ministre des travaux publics) qui autorisent,

- 1° Le sieur *Dujardin*, à conserver son moulin, commune d'Arnières (Eure);
- 2° Le sieur *Grenier*, à conserver son moulin, commune de Neuilly (Eure).
- 3° Le sieur *Vergnes*, à établir une prise d'eau pour irrigations dans la rivière d'Aude, commune de Quillan (Aude). (Du 28 Juin 1852.)



Certifié conforme :

Paris, le 19^e Juillet 1852,

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire
d'état au département de la Justice,*

ABBATUCCI.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie nationale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

PARTIE SUPPLÉMENTAIRE.

N° 260.

N° 6886. — *Décret qui accorde des Pensions de retraite à quinze personnes du Département de la Marine.*

Du 7 Juin 1852.

LOUIS-NAPOLÉON, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de la marine et des colonies, et après les vérifications prescrites en exécution de la loi de finances du 25 mars 1817;

Vu les crédits ouverts au budget de la caisse des invalides de la marine, exercice 1852, pour l'inscription des pensions nouvelles,

Décrète :

ART. 1^{er}. Il est accordé à chacune des personnes dénommées au tableau ci-après une pension de retraite fixée conformément aux indications de ce tableau, savoir :

2. La dépense annuelle de treize mille huit cent quarante-neuf francs, qui résultera de la concession des quinze articles de pensions de retraite compris dans le tableau ci-après sera acquittée sur les fonds de la caisse des invalides de la marine.

3. Le ministre de la marine et des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 7 Juin 1852.

Signé LOUIS-NAPOLÉON.

Par le Prince-Président :

Le Ministre secrétaire d'état de la marine et des colonies,

Signé THÉODORE DUCLOS.

NOM ET PRÉNOM.	NAISSANCE.		CHARG.	SERVICES effectifs.			CAMPAGNES			TOTAL	
	Décl.	Lieu.		Ann.	Mois.	Jours.	Ann.	Mois.	Jours.	Ann.	Mois.
1 BARON MARRIER DE LA GATINIERE (Charles-Jean-Jacques).	11 janv. 1794.	Fontainebleau (Seine-et-Marne).	Commissaire général de la marine.	43	7	17	"	7	"	50	"
2 DORTCH DE TESSAN (Louis-Urbain).	25 août 1804.	Vigan (Gard).	Ingénieur hydrographe de 1 ^{re} classe.	31	6	13	3	"	"	34	6
3 FABRE-LAMAURELLE (François-Justin).	31 oct. 1777.	La Chata (B.-du-Rhône).	Trésorier des invalides de la marine de 4 ^e classe.	35	2	26	3	8	9	38	11
4 WEBB (Pierre-Jonathan-Charles-William).	20 nov. 1809.	La Rochelle (Charente-Infér.).	Conducteur de travaux de 1 ^{re} classe.	19	4	18	8	1	26	27	6
5 LIGER (Michel-Jérôme)...	15 juin 1790.	Mabry (Seine-Inférieure).	Maître mécanicien à 1,800 fr.	27	15	13	4	4	5	32	"
6 GOUILLAN (Grégoire).....	3 fév. 1791.	Toulon (Var).	Maître mâture à 1,500 fr.	45	"	8	"	"	"	45	"
7 FABRE (Jean-Louis).....	17 mai 1799.	Marseille (B.-du-Rhône).	Commis aux vivres embarquant.	37	8	2	16	1	18	53	9
8 BERNARD (Charles-Guillaume).	18 oct. 1801.	Toulon (Var).	Deuxième maître de manœuvre.	29	8	13	13	10	25	43	7
9 BRUNET (Frédéric).....	7 nov. 1800.	Idem.	Cog embarquant à 36 fr.	26	3	27	14	8	5	41	"
10 THOMAS (Barthélemy-Louis).	16 fév. 1789.	Idem.	Ouvrier charpentier.	46	2	16	"	5	"	47	"
11 VIAL (Jean-Baptiste)....	17 juill. 1799.	Idem.	Idem.	37	2	8	10	8	17	42	6
12 TURNET (Jean-Romain)...	28 mars 1795.	Sixfours (Var).	Idem.	31	11	16	"	"	"	32	11
13 JOUGLAS (Pierre-François).	15 fév. 1796.	Idem.	Ouvrier callat.	35	8	7	"	"	"	39	"
14 RISTRUCCI (Jean-François)	1822.	Noceta (Corse).	Soldat d'infanterie de marine.	7	6	26	3	"	"	10	"
15 GILLESSE (Joseph).....	11 juill. 1796.	Pont-sur-Meuse (Meuse).	Garde chienne.	31	4	1	"	"	"	31	"

NOTES IGALES de la fonction de la pension.	GRADE sur lequel la pension est réglée.	ANCIENNETÉ de la pension.	NOM des titulaires.	OBSERVATIONS.
Lei du 28 août 1832.	Commissaire général, (5° en sus pour plus de 12 ans d'activité dans ce grade)	4,800	La Haye.	
Idem.	Ingénieur de 1 ^{re} classe.	2,526	Desir.	
Idem.	Traitier des Invalides de 4 ^e classe.	979	La Gâtée.	
Idem.	Conducteur de travaux de 1 ^{re} classe réunissant plus de 9 ans de service à la mer et dans les colonies. (In- firmes provenant du ser- vice et restant la nuit hors d'état d'y rester et de pourvoir à sa subsis- tance.)	651	La Rochelle.	
Idem.	Maître à 1,500 francs et au-dessus réunissant plus de 6 ans de navigation à bord des bâtiments de l'E- tat. (5° en sus pour plus de 12 ans d'activité dans ce grade.)	893	Toulon.	
Idem.	Maître à 1,500 francs et au-dessus.	900	Idem.	
Idem et ordonnance de mars 1836.	Maître au-dessus de 1,500 francs: (5° en sus pour plus de 12 ans d'ac- tivité dans le grade de com- mis aux vivres.)	840	Idem.	
Lei du 18 avril 1831.	Deuxième maître (5° en sus pour plus de 12 ans d'activité dans ce grade.)	467	Idem.	
Idem et ordonnance de mars 1836.	Matelot,	280	Idem.	
Idem du 18 avril 1831 et ordonnance 1836.	Idem.	206	Idem.	
Idem.	Idem.	289	Idem.	
Idem.	Idem.	235	Idem.	
Idem.	Idem.	273	Idem.	
Lei du 12 avril 1831.	Soldat. (Infirmes pro- venant du service et met- tant en militaire hors d'état d'y rester et de pourvoir à sa subsistance.)	200	Idem.	
Idem.	Soldat.	207	Idem.	
TOTAL.....		13,846		

N° 6887. — DÉCRET qui accorde des Pensions de retraite à trente-neuf personnes du Département de la Marine.

Du 7 Juin 1852.

LOUIS NAPOLEON, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre de la marine et des colonies, et après les vérifications prescrites en exécution de la loi de finances du 25 mars 1817;

Vu les crédits ouverts au budget de la caisse des invalides de la marine, exercice 1852, pour l'inscription des pensions nouvelles,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est accordé à chacune des personnes dénommées au tableau ci-après une pension de retraite fixée conformément aux indications de ce tableau.

NOM ET PRÉNOMS.	NAISSANCE.		GRADE.	SERVICES effectifs.			CAMPAGNES			TOTAL	
	Dates.	Lieux.		Ans.	Mois.	Jours.	Ans.	Mois.	Jours.	Ans.	Mois.
1 GUILLEVIN (Toussaint-Jean-Louis-Kermadégilde).	29 mars 1792.	Agray (Morbihan).	Capitaine de vaisseau.	45	3	8	15	"	1	60	3
2 GASIAS (Jean-Baptiste-Victor).	26 fév. 1805.	Toulon (Var).	Chirurgien de la marine de 1 ^{re} classe.	28	11	14	19	8	4	39	7
3 TOUSSAINT (Gabriel-Marie-Eugène).	24 janv. 1808.	Lagnion (Côte-du-Nord).	Idem.	29	5	27	6	11	28	36	5
4 DE RAINE (Louis-Paul).	9 avril 1799.	Verpailles (Seine-et-Oise).	Commissaire adjoint de la marine.	30	10	3	3	"	19	33	10
5 CAUVIN (André-Maxime).	26 nov. 1789.	Ollioules (Var).	Maître canonnier à 1,500 francs.	43	5	17	14	2	3	57	7
6 FOUQUE (Joseph-Victor).	13 nov. 1801.	Toulon (Var).	Idem.	33	11	29	6	8	3	40	8
7 PELAT (Louis-Jean-Baptiste).	19 août 1786.	Idem.	Maître calfat à 1,300 francs.	51	10	29	9	4	12	61	1
8 SCOWARNEC dit LABRANCHE (Joseph-Marie).	7 juin 1800.	Mérlaix (Finistère).	Maître canonnier.	35	"	"	11	9	4	46	
9 BAUCHÈRE (Jean-Marie-Joseph-Noël).	25 déc. 1800.	Saint-Lunaire (Ille-et-Vilaine).	Maître de timonerie.	29	2	22	13	8	7	42	1
10 SIBRAIL (Noël).	19 juin 1801.	Brest (Finistère).	Maître calfat.	34	9	19	11	1	24	45	1
11 PONS (Jean-Joseph).	12 oct. 1805.	Toulon (Var).	Idem.	32	1	22	11	10	5	43	1
12 PONT (Jacques-Thimothé).	27 août 1801.	Idem.	Idem.	34	3	24	12	9	25	47	

2. La dépense annuelle de vingt-cinq mille six cent quarante et un francs, qui résultera de la concession des trente-neuf articles de pensions de retraite compris dans le tableau ci-après, sera acquittée sur les fonds de la caisse des invalides de la marine.

3. Le ministre de la marine et des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au au palais des Tuileries, le 7 Juin 1852.

Signé LOUIS-NAPOLÉON.

Par le Prince-Président :

Le Ministre secrétaire d'état de la marine et des colonies,

Signé THEODORE DUCOS.

DÉCRET LÉGALES de la fixation de la pension.	GRADE sur lequel la pension est réglée.	FIXATION de la pension.	DOMICILE des titulaires.	OBSERVATIONS.
Loi du 18 avril 1831.	Capitaine de vaisseau.	3,000 ^f	Lorient.	
<i>Idem.</i>	Officier de santé de 1 ^{re} classe réunissant plus de 6 ans de navigation à bord des bâtiments de l'État. (5 ^e en sus pour plus de 12 ans d'activité dans ce grade.)	2,339	Toulon.	
<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>	2,245	Lannion (quartier de Morlaix).	
<i>Idem.</i> et ordonnance du 10 décembre 1847.	Capitaine de corvette.	1,597	Lorient.	
Loi du 18 avril 1831.	Maître à 1,500 francs et au-dessous.	1,000	Toulon.	
<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>	913	<i>Idem.</i>	
<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i> (5 ^e en sus pour plus de 12 ans d'activité dans ce grade.)	1,200	<i>Idem.</i>	
<i>Idem.</i>	Maître au-dessous de 1,500 francs. (5 ^e en sus pour plus de 12 ans d'activité dans ce grade.)	840	Brest.	
<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>	815	<i>Idem.</i>	
<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i> o	840	<i>Idem.</i>	
<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>	828	Toulon.	
<i>Idem.</i>	Maître au-dessous de 1,500 francs.	700	<i>Idem.</i>	

NOM ET PRÉNOMS.	NATISSANCE.		GRADES.	ANNÉES EFFECTIF.			CAMPAGNES			TOTAL	
	Date.	Lieu.		Ann.	Mois.	Jours.	Ann.	Mois.	Jours.	Ann.	Mois.
13 GARET (Jean-Baptiste)...	23 juin 1801.	Toulon (Var).	Maître voilier.	37	"	28	13	"	21	50	"
14 BERNARD (Vincent-Hic- sinte).	8 juin 1801.	Le Seyne (Var).	Idem.	37	"	5	17	6	24	44	"
15 BRUNET (Guillem).....	29 mars 1804.	Moulis (Gironde).	Maître armurier.	27	7	1	6	8	18	34	"
16 BRASON (Joseph-Marie)...	29 déc. 1790.	Toulon (Var).	Deuxième maître de manœuvre.	45	5	5	18	9	12	64	"
17 AILBAVS (Joseph-Hy- pélite).	14 déc. 1800.	St-Fours (Var).	Deuxième maître calfat.	27	9	9	15	11	28	43	"
18 PILLES (Jean-Jacques- d'Aumery).	30 sept. 1797.	Toulon (Var).	Contre-maitre char- pentier.	47	"	19	"	"	"	47	"
19 PASTIER (Jean-Baptiste-An- dré-Antoine).	30 oct. 1788.	Idem.	Contre-maitre cal- fat.	46	1	9	7	7	22	53	"
20 POMER (Pierre-Bonaven- ture-Antoine).	23 fév. 1787.	Idem.	Contre-maitre por- teur.	47	3	14	8	9	21	56	"
21 GARNIER (Jean-Baptiste- François-de-Paul).	26 mars 1784.	Idem.	Idem.	50	3	19	4	2	8	54	"
22 MARTINHO (Jean-Laurent- Romain).	22 juin 1797.	St-Fours (Var).	Idem.	34	10	6	"	2	"	35	"
23 MIOLIS (Honoré).....	9 mars 1789.	Toulon (Var).	Ouvrier charpen- tier.	44	"	8	1	"	"	45	"
24 GUYON (Laurent-Victor)...	10 sept. 1791.	St-Fours (Var).	Idem.	33	7	17	11	7	13	45	"
25 AUDIBERT (Jean-Joseph- Paul).	25 janv. 1785.	Saillons (Var).	Idem.	34	4	29	12	"	"	46	"
26 ETIENNE (Pierre-Bernard).	25 nov. 1795.	Lavours (Italie).	Idem.	35	6	"	8	6	26	44	"
27 BRAUSSIER (Jean-Antoine- Estienne).	28 mars 1795.	St-Fours (Var).	Idem.	36	11	28	1	10	3	38	"
28 TREVENOT (Antoine-Fran- çois).	5 janv. 1798.	Toulon (Var).	Idem.	31	3	27	2	8	2	33	"
29 LAURE (Jacques-Joseph- César).	11 août 1792.	Idem.	Idem.	38	4	22	"	2	"	39	"
30 ISOARD (Joseph-Romain).	25 janv. 1795.	St-Fours (Var).	Ouvrier calfat.	40	5	14	"	"	"	40	"
31 DISDIER (Pierre).....	30 sept. 1797.	Embrun (Hautes-Alpes).	Sergent de garde- chirurgien.	30	6	7	"	"	"	32	"
32 DENNET (Louis).....	11 mai 1798.	Merilles (Côte-d'Or-Nord).	Caporal de garde- chirurgien.	30	10	25	1	"	"	31	"
33 VÉNER (Nicolas).....	8 janv. 1822.	Mérlébach (Moselle).	Soldat d'infan- terie de marine.	8	8	14	3	"	"	12	"
34 DELAPORTE (Louis-Hy- acinthe-Joseph).	30 janv. 1798.	Arras (Pas-de-Calais).	Garde-chirurgien.	31	2	28	12	"	"	43	"
35 EYHARD (Pierre).....	31 déc. 1798.	Avignon (Vaucluse).	Idem.	31	6	6	11	"	"	42	"

ANNEES LÉGALES de la fixation de la pension.	GRADE sur lequel la pension est réglée.	FIXATION de la pension.	NOMINALE des titulaires.	OBSERVATIONS.
Loi du 14 avril 1831.	Maître en-dessous de 1,500 francs. (5 ^e en sus pour plus de 12 ans d'ac- tivité dans ce grade.)	840 ^f	Toulon.	
Idem.	Maître en-dessous de 1,500 francs.	696	Idem.	
Idem.	Maître en-dessous de 1,500 francs. (5 ^e en sus pour plus de 12 ans d'ac- tivité dans ce grade.)	712	Idem.	
Idem.	Deuxième maître.	400	Idem.	
Idem.	Idem.	391	Idem.	
Loi du 18 avril 1831 et 24 novembre 1843.	Contre-maître. (5 ^e en sus pour plus de 12 ans d'activité dans ce grade.)	480	Idem.	
Idem.	Contre-maître.	400	Idem.	
Idem.	Contre-maître. (5 ^e en sus pour plus de 12 ans d'activité dans ce grade.)	480	Idem.	
Idem.	Contre-maître.	400	Idem.	
Idem.	Idem.	325	Idem.	
Idem.	Matelot.	300	Idem.	
Idem.	Idem.	300	Idem.	
Idem.	Idem.	300	Idem.	
Idem.	Idem.	295	Idem.	
Idem.	Idem.	289	Idem.	
Idem.	Idem.	245	Idem.	
Idem.	Idem.	222.	Idem.	
Idem.	Idem.	277.	Idem.	
Loi du 11 avril 1831.	Sergent.	269	Idem.	
Idem.	Caporal. (5 ^e en sus pour plus de 12 ans d'activité dans ce grade.)	278	Idem.	
Idem.	Soldat. (Infirmité pro- venant du service et met- tant ce militaire hors d'état d'y rester et de pourvoir à sa subsistance.)	290	Idem.	
Idem.	Soldat.	268	Idem.	
Idem.	Idem.	208	Idem.	

NOMS ET PRÉNOMS.	NAISSANCE.		GRANDES.	SERVICES effectifs.			CAMPAGNES			TOTAL	
	Dates.	Lieux.		Ann.	Mois.	Jours.	Ann.	Mois.	Jours.	Ann.	Mois.
6 CASPARY (Jean).....	De 1789 à 1793.	Keiserlautern (Bavière).	Garde-chiourme.	35	2	17	3	"	"	38	2
7 BOMBLÉ (Narcisse-Cons- tantin).	28 oct. 1800.	Lambesc (Bouches du-R.).	Idem.	34	"	15	2	"	"	36	"
8 POTIER (René-Julien-Fran- çois).	3 déc. 1798.	Montdevert (Ille-et-Vilaine).	Idem.	30	11	8	5	"	"	35	11
9 VETRANDON (Jacques-Phi- lippe).	24 sept. 1796.	Périgueux (Dordogne).	Tambour de gar- des-chiourmes.	32	10	15	"	"	"	32	10

N° 6888. — *DÉCRET portant prorogation de la durée de la Société anonyme formée au Havre sous la dénomination de Compagnie des Paquebots à vapeur entre le Havre et Caen.*

Du 10 Juin 1852.

LOUIS-NAPOLÉON, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce;

Vu l'ordonnance du 25 juin 1837 qui a autorisé la société anonyme formée au Havre, sous la dénomination de *Compagnie des paquebots à vapeur entre le Havre et Caen*;

Vu l'article 41 de ses statuts, contenant faculté pour l'assemblée générale de délibérer sur la prorogation de la société;

Vu la demande de prorogation formée en exécution de la délibération prise par l'assemblée générale des actionnaires, dans la séance du 21 août 1830;

Vu les articles 29 à 37, 40 et 45 du Code de commerce;

Le Conseil d'état entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La durée de la société anonyme formée au Havre (Seine-Inférieure) sous la dénomination de *Compagnie des paquebots à vapeur entre le Havre et Caen*, est prorogée pour vingt années à partir du 25 juin 1852.

Sont approuvés les nouveaux statuts de ladite société, tels qu'ils sont contenus dans l'acte passé, le 29 mai 1852, devant M^r Marcel et son collègue, notaires au Havre (Seine-Inférieure), lequel acte restera annexé au présent décret,

DÉSIGNATION de la fonction de la pension.	GRADE sur lequel la pension est réglée.	FIXATION de la pension.	DOMICILE des titulaires.	OBSERVATIONS.
Loi du 11 avril 1831.	Soldat.	241 ^f	Toulon.	
Idem.	Idem.	230	Idem.	
Idem.	Idem.	230	Estrelles (Ille-et-Vilaine).	
Idem.	Idem.	214	Toulon.	
	TOTAL.....	25,642		

2. La présente autorisation pourra être révoquée, en cas de violation ou de non-exécution des statuts approuvés, sans préjudice des droits des tiers.

3. La société sera tenue de remettre, tous les six mois, un extrait de son état de situation au ministère de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce, aux préfets des départements de la Seine-Inférieure et du Calvados, aux chambres de commerce et aux greffes des tribunaux de commerce du Havre et de Caen.

4. Le ministre de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Bulletin des lois, inséré au Moniteur, et dans un journal d'annonces judiciaires des départements de la Seine-Inférieure et du Calvados.

Fait au palais des Tuileries, le 10 Juin 1852.

Signé LOUIS-NAPOLÉON.

Par le Président :

Le Ministre des travaux publics, chargé par intérim du département de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce,

Signé N. LEFEBVRE-DURUFLÉ.

Compagnie des paquebots à vapeur entre le Havre et Caen.

Par-devant M^e Engène Marcel et son collègue, notaires au Havre, soussignés,

Ont comparu

MM.

Dufaitelle, Bénard, Meardra, Escoffier, Brindejone, demeurant au Havre,

Et MM.

Brard-Suriray, Étienne, Thomine-Desmazures, de Boislamert, Bayeux, demeurant à Caen ;

X^e Série. — Partie suppl.

2.

Et M. *Alexandre Bortin*, demeurant au Havre ;

Agissant, les premiers, comme membres du conseil d'administration, et le dernier comme directeur de la compagnie des paquebots à vapeur entre le Havre et Caen, autorisée par ordonnance du 25 juin 1837, et ce, aux termes de l'article 38 de l'acte des 25 et 26 août 1850, ci-après énoncé, ledit article ainsi conçu :

« Les actionnaires nomment, pour leur mandataire, MM. les membres du conseil actuel d'administration, auxquels ils donnent pouvoir, conjointement avec le directeur, de suivre l'homologation des présents statuts auprès du Gouvernement, et ils les autorisent même à accepter toutes les modifications qui seraient exigées, à passer tous actes et généralement à faire ce que les circonstances exigent.

« MM. les membres du conseil d'administration pourront déléguer un ou plusieurs d'entre eux pour l'accomplissement total ou partiel du présent mandat. » Et, en outre, aux termes de l'article 5 d'un acte des 28 mai et 1^{er} juin 1851, ci-après relaté, ledit article ainsi conçu : « Il est bien entendu que le droit de déléguer leurs pouvoirs à un ou plusieurs d'entre eux autorise les administrateurs à faire cette délégation au directeur. »

Lesquels ont exposé ce qui suit :

L'article 41 des statuts approuvés par l'ordonnance précitée porte :

« Qu'un an avant l'expiration du terme fixé pour la durée de la société, les actionnaires, réunis en assemblée générale, délibéreront sur la convenance d'un renouvellement de la société, mais que la décision qui serait prise à cet effet n'engagerait que les actionnaires y adhérent. »

En vertu de cet article, et la société devant, à défaut de prorogation, arriver à terme le 25 juin 1852, les actionnaires ont été convoqués en assemblée générale le 21 août 1850, et, à cet effet, il a été adressé à chacun d'eux, au domicile par lui élu, une lettre de convocation en date du 9 août 1850, et en outre, il a été inséré un avis dans le journal du Havre, le 11 août 1850, et dans le journal *l'Intérêt Public*, de Caen, le 14 du même mois, le tout conformément aux dispositions des articles 26 et 27 des statuts approuvés.

Et ledit jour 21 août, l'assemblée générale se trouvant composée d'actionnaires réunissant trois cent soixante et quatorze actions sur cinq cents, et représentant, par conséquent, plus de la moitié du fonds social, s'est constituée sous la présidence de M. *Brard-Surivay*, vice-président du conseil d'administration, et, considérant que le délai d'une année énoncé dans l'article 41 ci-dessus n'est qu'un délai extrême que l'on peut attendre, mais que l'on peut devancer, et qu'il est de la plus extrême urgence de délibérer immédiatement sur le renouvellement de la société, a décidé :

- 1° Que la société sera prorogée ;
- 2° Que le projet des statuts modifiés qui lui était soumis est adopté ;
- 3° Et que ledit projet sera déposé dans l'étude des notaires de la société pour recevoir l'adhésion individuelle des actionnaires.

En conséquence, par actes des 25 et 26 août 1850, devant M^e *Marcel*, notaire soussigné, au Havre ; du 16 septembre 1850 au 14 octobre 1851, devant M^e *Vinneboux* et son collègue, notaires à Caen, et du 18 février 1851, devant M^e *Longuemare*, notaire à Caen, les statuts modifiés ont été convertis en acte public, et, par acte des 28 mai et 1^{er} juin 1851, devant le même notaire soussigné, au Havre, il a été apporté quelques additions et modifications auxdits statuts.

Enfin, par divers actes passés en l'étude des susdits notaires, au Havre et à

Caen, et dont les dates sont relatées dans un acte passé devant M^e Moncel, notaire au Havre, le 30 octobre 1851, il a été établi que cent cinquante et un actionnaires anciens, possédant..... 467 actions,

Sept actionnaires anciens, pour.... 21 actions	ensemble. 88
Deux actionnaires nouveaux, pour.. 12	

(en remplacement des actionnaires actuels, au nombre de dix-sept, pour pareil nombre de trente-trois actions, qui n'ont pas fait connaître leur intention), ont adhéré auxdits statuts, étant expliqué ici que les actionnaires dissidents seront liquidés d'après le dernier inventaire de la société.

En cet état, les comparants, faisant droit aux observations qui leur ont été faites par l'administration, ont réuni en un seul acte les dispositions statutaires contenues dans les actes précités des 25 et 26 août 1850, 28 mai, 1^{er} juin 1851, et usant des pouvoirs qui leur ont été conférés, ont arrêté ainsi qu'il suit la rédaction nouvelle des statuts destinés à régir, à partir du 25 juin 1852, la compagnie des paquebots à vapeur entre le Havre et Caen :

STATUTS.

DÉNOMINATION, OBJET, DURÉE.

Art. 1^{er}. La société anonyme constituée au Havre par acte passé, le 24 mai 1837, par-devant M^e Labarbe et son collègue, notaires en ladite ville, sous la dénomination de *Compagnie des paquebots à vapeur entre le Havre et Caen*, et autorisée par une ordonnance royale du 25 juin 1837, est prorogée pour vingt années, à partir du 25 juin 1852.

Dans le cas de pertes qui absorberaient plus de la moitié du fonds social, la société pourra être dissoute par une délibération de l'assemblée générale des actionnaires.

Dans le cas de perte des trois quarts du fonds social, la dissolution aurait lieu de plein droit.

2. L'objet principal de la société est la navigation à vapeur entre le Havre et Caen pour le transport des voyageurs et des marchandises, et pour le remorquage de chalands et des navires à voiles.

Les bateaux de la compagnie pourront, en outre, avec l'autorisation du conseil d'administration, être employés à toute autre navigation.

3. Le siège et le domicile de la société restent fixés au Havre; il y a une agence à Caen.

Toutefois, le domicile social pourra être ultérieurement transféré à Caen, si les intérêts de la compagnie l'exigent, et par une délibération de l'assemblée générale des actionnaires, prise conformément à l'article 40.

4. La durée de la société pourra être de nouveau prorogée à l'expiration du terme fixé par les présents statuts, conformément aux dispositions de l'article 47.

FONDS SOCIAL.

5. Le fonds social demeure fixé à cinq cent mille francs, divisés en cinq cents actions de mille francs chacune, dont le montant a été intégralement versé.

Il pourra être augmenté par une délibération de l'assemblée générale des actionnaires, prise conformément à l'article 40 des présents statuts, et au moyen de la création d'actions nouvelles, qui ne pourront être émises au-delà du pair.

Ces cinq cents actions appartiennent aux personnes ci-après dénommées, et dans les proportions suivantes :

MM.

Olivier Aze, trois actions, ci.....	3
P.-E. Aze, une action, ci.....	1
Auger, deux actions, ci.....	2
Brunion, une action, ci.....	1
Banwils, quatre actions, ci.....	4
Bénard, une action, ci.....	1
Brard-Suriray, dix-neuf actions, ci.....	19
Bréban, une action, ci.....	1
Bayeux, deux actions, ci.....	2
Buret, dix actions, ci.....	10
Brione, une action, ci.....	1
Boutey, deux actions, ci.....	2
Beryot, une action, ci.....	1
Bouffey, une action, ci.....	1
Crével, une action, ci.....	1
De Fontette, dix actions, ci.....	10
De Coursanne, quatre actions, ci.....	4
De Boislamert, six actions, ci.....	6
P. de Grieu, une action, ci.....	1
A. de Grieu, une action, ci.....	1
L. de Grieu, une action, ci.....	1
De la Fontaine, une action, ci.....	1
Danfresne, une action, ci.....	1
Davoult, une action, ci.....	1
Acb. Duval, deux actions, ci.....	2
Alexandre Duval, deux actions, ci.....	2
Durand, deux actions, ci.....	2
Decaen, une action, ci.....	1
Defaucomberge, deux actions, ci.....	2
Grasse-d'Agneaux, deux actions, ci.....	2
A. Dascher, une action, ci.....	1
Dascher aîné, une action, ci.....	1
A. Devic, trois actions, ci.....	3
Duparc, cinq actions, ci.....	5
Delépine, une action, ci.....	1
J.-A. Devic, deux actions, ci.....	2
Étienne, onze actions, ci.....	11
Escolasse, une action, ci.....	1
Frigard, deux actions, ci.....	2
Frémont, une action, ci.....	1
Goulard, une action, ci.....	1
Fichet, une action, ci.....	1
Gosselin, deux actions, ci.....	2
Gilbert, quatre actions, ci.....	4
Guy, deux actions, ci.....	2
Delaville-Guéard, trois actions, ci.....	3
Gaugain, quatre actions, ci.....	4
L.-F. Guillard, six actions, ci.....	6

E. Guillard, une action, ci.....	1
Hubie, deux actions, ci.....	2
Hamelette, quatre actions, ci.....	4
Hervant, deux actions, ci.....	2
Hazard, une action, ci.....	1
M ^{me} veuve Lemancel, deux actions, ci.....	2
Hardel, sept actions, ci.....	7
F.-C. Jardin, une action, ci.....	1
E. Jardin, deux actions, ci.....	2
M ^{me} veuve Jardin, une action, ci.....	1
L. Jardin, femme Josselle, une action, ci.....	1
Lahaye, sept actions, ci.....	7
Lepersonne, deux actions, ci.....	2
Laveur, dix actions, ci.....	10
Lemoine, deux actions, ci.....	2
Lee, quatre actions, ci.....	4
Leferon de Longcamp, une action, ci.....	1
Lemanissier, trois actions, ci.....	3
Lair, vingt actions, ci.....	20
Leblond, douze actions, ci.....	12
Dumousselle-Lepelletier, quatre actions, ci.....	4
Lequerru, six actions, ci.....	6
Lafosse, deux actions, ci.....	2
Lerouvillois, deux actions, ci.....	2
Larouneur, deux actions, ci.....	2
Lecavellier, deux actions, ci.....	2
Lechevalier, une action, ci.....	1
A. Lamiday, une action, ci.....	1
J. Lamiday, une action, ci.....	1
Lemarchand, une action, ci.....	1
Lamolte, deux actions, ci.....	2
Lefebvre, une action, ci.....	1
Leprovost, une action, ci.....	1
Longuet, une action, ci.....	1
Langlois, une action, ci.....	1
Lefrançois, deux actions, ci.....	2
Lefoulon, une action, ci.....	1
Liot, deux actions, ci.....	2
Lamaire, une action, ci.....	1
Lesot, deux actions, ci.....	2
Legoust, une action, ci.....	1
Lemare, une action, ci.....	1
Lecroix, cinq actions, ci.....	5
Moudehars père, cinq actions, ci.....	5
Moudehars fils, deux actions, ci.....	2
Maigiac, huit actions, ci.....	8
L. Morant, une action, ci.....	1
Mofray, deux actions, ci.....	2
Masieu, une action, ci.....	1
Marais, deux actions, ci.....	2
Morin, six actions, ci.....	6

Mézières, deux actions, ci.....	3
Mannodry, une action, ci.....	1
Morel, une action, ci.....	1
Méroug, six actions, ci.....	6
M ^{me} veuve Martin, trois actions, ci.....	3
Noël, trois actions, ci.....	3
Planquette, deux actions, ci.....	2
Paillargue, une action, ci.....	1
Pottier, une action, ci.....	1
Postel, cinq actions, ci.....	5
Peet, deux actions, ci.....	2
Philippe, une action, ci.....	1
Quetel, une action, ci.....	1
J. Retbüt, une action, ci.....	1
Le Relout, deux actions, ci.....	2
Ravenel, deux actions, ci.....	2
M ^{me} veuve Roger, quatre actions, ci.....	4
J.-J. Roussette, quatre actions, ci.....	4
Ed. Roussette, deux actions, ci.....	2
Suriray, trois actions, ci.....	3
Seigneurrie, deux actions, ci.....	2
Seminel, deux actions, ci.....	2
Josson, trois actions, ci.....	3
Thierré, quatre actions, ci.....	4
Tanquerel, une action, ci.....	1
Vinnebaux, six actions, ci.....	6
Eug. Vautier, une action, ci.....	1
L. Vautier, une action, ci.....	1
Victor Vautier, deux actions, ci.....	2
Roger Duval, seize actions, ci.....	16
Thominé-Desmazure, neuf actions, ci.....	9
M ^{me} veuve Durrieu, deux actions, ci.....	2
Benard, six actions, ci.....	6
Gilles, huit actions, ci.....	8
Bachelier, trois actions, ci.....	3
Piqueseu, trois actions, ci.....	3
Mousset, neuf actions, ci.....	9
A.-A. Lecadre, quatre actions, ci.....	4
J. Lecadre, quatre actions, ci.....	4
Lesueur, quatre actions, ci.....	4
Capron, une action, ci.....	1
Auzou, six actions, ci.....	6
Jolly, quatre actions, ci.....	4
Longer, deux actions, ci.....	2
Buquet, six actions, ci.....	6
Bertin, dix actions, ci.....	10
M ^{me} veuve Lamarre, une action, ci.....	1
Desnouette, deux actions, ci.....	2
Poirier, une action, ci.....	1
Brostrom, deux actions, ci.....	2
Dufaitelle, quatre actions, ci.....	4

Tafette, une action, ci.....	1
Pernotte, deux actions, ci.....	2
M ^{me} veuve Lerouillois, deux actions, ci.....	2
Justin, une action, ci.....	1
Delauay, une action, ci.....	1
Escoffier, une action, ci.....	1
Méardra, cinq actions, ci.....	5
Briadejone, six actions, ci.....	6
De Bouisambert, quatre actions, ci.....	4
Démetille, huit actions, ci.....	8

TOTAL, cinq cents actions, ci..... 500

6. Les actions sont nominatives et extraites d'un registre à souche; elles doivent être signées par le directeur et par deux administrateurs, l'un du Havre et l'autre de Caen.

7. La cession des actions s'opère par une déclaration de transfert, inscrite sur les registres de la société, et signée du cédant ou de son fondé de pouvoir.

8. Dans le cas de création d'actions nouvelles, le montant des actions doit être payé aux époques et dans les proportions déterminées par le conseil d'administration.

Faute de paiement aux époques fixées, l'intérêt est dû, pour chaque jour de retard, à raison de cinq pour cent l'an, et, quinze jours après un avertissement par lettre resté sans effet, les actions des retardataires sont vendues publiquement, à la bourse du Havre, par le ministère d'un agent de change, et aux risques et périls de l'actionnaire en retard, qui, suivant le résultat de la vente, profite de l'excédant, s'il y en a, tous frais et intérêts déduits, ou demeure passible du déficit.

Dans le cas de transfert d'une action, avant sa libération complète, le cédant est garant solidaire de son cessionnaire.

9. La possession d'une ou de plusieurs actions entraîne de droit adhésion aux présents statuts.

Chaque actionnaire, à défaut de domicile réel, soit au Havre, soit à Caen, est tenu d'élire, dans l'une de ces deux villes, un domicile, où toutes notifications et significations lui soient valablement faites.

10. Chaque action est indivisible, et la société ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chaque action.

Dans le cas de décès ou de faillite d'un actionnaire, ses héritiers ou créanciers doivent se faire représenter par une seule personne vis-à-vis de la société, et ne peuvent exiger aucune pièce, titre ou inventaire extraordinaire; ils sont tenus de s'en rapporter aux comptes et inventaires de la société.

11. Les actionnaires ne sont responsables des engagements de la société que jusqu'à concurrence du montant de leurs actions.

ADMINISTRATION.

12. La société est représentée par l'assemblée générale de ses actionnaires constituée comme il est dit ci-après.

Elle est administrée par un conseil et par un directeur.

13. Le conseil d'administration est composé de dix membres, dont cinq

doivent être pris parmi les actionnaires du Havre, et cinq parmi ceux de la ville de Caen.

14. Les membres du conseil d'administration sont nommés par l'assemblée générale; leurs fonctions sont gratuites.

15. La durée des fonctions des administrateurs est de cinq ans; ils sont renouvelés par cinquième, chaque année, l'un des deux membres sortants parmi les administrateurs du Havre, et l'autre parmi ceux de Caen. L'ancienneté détermine l'ordre de sortie des administrateurs à remplacer.

Les administrateurs sortants peuvent être indéfiniment réélus.

16. Dans le cas de retraite, décès ou empêchement permanent d'un ou de plusieurs administrateurs, le conseil pourvoit provisoirement à leur remplacement jusqu'à la première assemblée générale, qui procède à la nomination définitive.

Toutefois si, par l'effet d'une cause quelconque, le nombre des administrateurs nommés par l'assemblée générale était réduit à moins de cinq, l'assemblée devrait être immédiatement convoquée pour compléter le conseil.

Les membres nommés en exécution des dispositions qui précèdent ne demeurent en fonctions que pendant le temps restant à courir sur l'exercice de leurs prédécesseurs.

17. Le conseil nomme, chaque année, un président et un vice-président, qui peuvent être indéfiniment réélus.

Ces nominations sont faites à la majorité absolue, au premier tour de scrutin, et ensuite à la majorité relative.

Le président est pris parmi les administrateurs de la ville du Havre, et le vice-président parmi ceux de la ville de Caen.

18. Le conseil d'administration se réunit aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige, et au moins une fois tous les trois mois.

Les réunions ont lieu au Havre. Les administrateurs de Caen sont tenus de s'y rendre; des lettres de convocation, indiquant l'ordre du jour, leur sont adressées quinze jours au moins avant celui de la réunion.

19. La présence de sept administrateurs au moins est nécessaire pour valider les délibérations.

Les délibérations sont prises à la majorité des membres. En cas de partage, la voix du président est prépondérante. Aucune délibération ne peut être prise à une majorité de moins de quatre voix.

20. Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour l'administration de la société et l'exploitation de l'entreprise.

Il fait les traités et marchés de toute nature relatifs à l'achat, à la construction ou à l'armement des navires.

Il arrête les règlements de service, les tarifs et leur mode de perception.

Il règle la composition du personnel de l'administration, des équipages et des services, et détermine les attributions.

Il propose à l'assemblée générale la nomination du directeur de la compagnie; nomme directement l'agent de Caen, et sur la présentation du directeur, tous les autres employés et agents de l'administration et des services.

Il peut proposer à l'assemblée générale la révocation du directeur et prononcer provisoirement sa suspension.

Il fixe les dépenses générales de l'administration et des services, et détermine, sauf l'approbation de l'assemblée générale, l'emploi du fonds de réserve et des fonds disponibles, ainsi que les traitements fixes et proportion-

nels, et les autres avantages qui peuvent être attribués au directeur et à l'agent de Caen.

Il fixe les appointements des autres employés et agents de l'administration et des services.

Il autorise :

Tous achats et ventes d'objets mobiliers;

Tous compromis et transactions, et toutes actions judiciaires;

Toutes décharges et toutes mainlevées d'oppositions ou d'inscriptions hypothécaires;

Tous retraits de fonds et tous transferts de rentes et valeurs appartenant à la société.

Il entend et règle les comptes du directeur; fixe les dividendes à répartir; vérifie les livres, le portefeuille et la caisse, et surveille la gestion du directeur; il désigne, s'il y a lieu, les banquiers de la société; enfin, il décide, dans la limite des statuts, sur tous les objets relatifs à l'administration de la société.

21. Aucune acquisition ou aucun transfert de rentes ne peuvent être effectués qu'avec la signature de deux administrateurs, à moins d'une délégation expresse du conseil à cet effet.

22. Les membres du conseil d'administration ne contractent, à raison de leurs fonctions, aucune obligation personnelle ni solidaire, relativement aux engagements de la société; ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

DIRECTION ET AGENCE DE CAEN.

23. Le directeur est nommé et peut être révoqué par l'assemblée générale, sur la proposition du conseil d'administration.

Il doit être propriétaire de dix actions, qui sont inaliénables pendant la durée de ses fonctions, et dont les titres demeurent déposés en l'étude du notaire de la société, au Havre, à titre de garantie de sa gestion, et jusqu'après l'apurement de ses comptes.

24. Le directeur est chargé, sous l'autorité du conseil d'administration, de la gestion des affaires de la société et de l'exécution des délibérations et décisions du conseil.

Il propose la nomination et la révocation de tous les employés et agents, autres que l'agent de Caen, et la fixation de leurs attributions, traitements, salaires et avantages;

Il signe les marchés et traités de toute nature;

Il propose les règlements de service et les tarifs;

Il effectue les ventes et achats d'objets mobiliers;

Il dirige et surveille la construction et l'armement des navires;

Il opère les transactions et compromis;

Il suit les actions judiciaires;

Il règle et paye les dépenses, et il opère les recettes et donne quittance;

Il signe les décharges et mainlevées;

Il opère et signe, avec deux administrateurs, à moins d'une délégation expresse, les achats, retraits ou transferts de rentes et valeurs pour compte de la société;

Il dresse, chaque semestre, les 1^{er} octobre et 1^{er} avril, le bilan de la société.

Enfin, il dirige le travail des bureaux, signe la correspondance, fait les convocations et fait tous actes conservatoires.

25. Le directeur assiste aux séances du conseil et prend part à ses délibérations, avec voix délibérative.

26. Dans le cas de maladie, absence de quelque durée ou empêchement du directeur, ses fonctions sont provisoirement exercées par le président du conseil d'administration, et, à défaut, par un administrateur ou un employé délégué à cet effet par le conseil.

27. Dans le cas de décès, retraite ou démission du directeur, le conseil d'administration pourvoit provisoirement à son remplacement jusqu'à la première réunion de l'assemblée générale, qui doit être convoquée dans le délai d'un mois pour statuer définitivement.

28. M. Alexandre Bertin, négociant au Havre, est le directeur de la compagnie, sauf ratification par la première assemblée générale.

29. L'agent de Caen doit être propriétaire de quatre actions, qui demeurent affectées à la garantie de sa gestion, et dont les titres, inaliénables pendant toute la durée de ses fonctions, restent déposés en l'étude du notaire de la société, à Caen, jusqu'après l'apurement de ses comptes.

À défaut d'actions, il doit fournir, à la satisfaction du conseil d'administration, une garantie d'au moins quatre mille francs.

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE.

30. L'assemblée générale se compose de tous les actionnaires.

Chaque actionnaire a le droit de se faire représenter à l'assemblée générale, mais seulement par un autre actionnaire. Une maison de commerce ne peut être représentée que par une seule personne.

Les pouvoirs doivent être remis au président avant l'ouverture de la séance.

31. L'assemblée générale ne peut délibérer valablement si elle n'est composée d'actionnaires possédant ou représentant la moitié plus une au moins des actions de la société.

32. Dans le cas où, sur une première convocation, les actionnaires présents ne remplissent pas la condition ci-dessus exprimée, il est procédé à une seconde convocation, à quinze jours au moins d'intervalle.

Les délibérations prises dans cette seconde réunion sont valables, quel que soit le nombre des actionnaires présents et des actions représentées ou possédées par les membres présents; mais elles ne doivent porter que sur les objets à l'ordre du jour de la première réunion, et ne peuvent, dans aucun cas, s'appliquer aux objets spéciaux énoncés dans l'article 40.

Les lettres de convocation pour la seconde réunion doivent rappeler textuellement cette disposition.

33. L'assemblée générale se réunit de droit au mois de juin de chaque année, au siège de la société.

Elle est, en outre, convoquée extraordinairement toutes les fois que l'intérêt de la société l'exige, ou que la demande en est faite par le conseil.

34. Les convocations ordinaires et extraordinaires sont faites par lettres adressées, quinze jours au moins à l'avance, au domicile de chaque actionnaire au Havre ou à Caen, et par un avis inséré, au moins cinq jours d'avance, dans les journaux du Havre et de Caen désignés en exécution de l'article 42 du Code de commerce modifié par la loi du 31 mars 1833.

Les lettres et avis de convocation indiquent les objets à l'ordre du jour de la réunion.

35. Le conseil d'administration forme le bureau provisoire de l'assemblée.

Aussitôt après l'ouverture de la séance, l'assemblée constitue son bureau définitif, qui est composé d'un président, de deux secrétaires et d'un secrétaire.

Les nominations des membres du bureau sont faites à la majorité relative.

L'assemblée, si elle le juge à propos, peut instituer définitivement le bureau provisoire.

36. Les délibérations de l'assemblée générale sont prises à la majorité des voix des membres présents. Dans le cas de partage, la majorité appartient à l'opinion qui représente le plus grand nombre d'actions.

37. Chaque actionnaire a autant de voix qu'il possède ou représente d'actions, sans que la même actionnaire puisse avoir plus de dix voix, quel que soit le nombre des actions qu'il possède ou qu'il représente.

38. Aucune proposition ne peut être mise en délibération avant l'épuisement de l'ordre du jour indiqué dans les lettres de convocation, à moins d'une urgence reconnue par l'assemblée.

39. L'assemblée générale nomme les administrateurs en remplacement de ceux dont les fonctions sont expirées ou qu'il y a lieu de remplacer par suite de décès, retraite ou autre cause.

Sur la proposition du conseil d'administration, elle statue sur la nomination ou la révocation du directeur.

Sur la fixation des traitements fixe et proportionnel et des autres avantages qui peuvent être attribués tant au directeur qu'à l'agent de Caen.

Elle prononce, en se référant dans les limites des statuts, sur tous les intérêts de la société.

40. L'assemblée générale, sur la proposition du conseil général d'administration, statue, en outre :

Sur les questions d'emprunt;

Sur la translation éventuelle du domicile social à Caen;

Sur la dissolution facultative et la liquidation de la compagnie;

Sur l'augmentation du fonds social et sur toutes additions ou modifications à introduire dans les statuts.

Les délibérations relatives aux divers objets énumérés au présent article ne peuvent être prises que par une assemblée réunissant les deux tiers au moins des actions et à une majorité des deux tiers des voix.

Les mêmes délibérations, à l'exception de celles qui sont relatives aux questions d'emprunts et à la dissolution de la société, ne sont exécutoires qu'après avoir été approuvées par le Gouvernement; et tous pouvoirs sont donnés d'avance au conseil d'administration et au directeur pour en suivre l'homologation après de lui, pour consentir toutes modifications qui y seraient apportées par le Gouvernement et pour passer tous actes en conséquence.

41. Les délibérations de l'assemblée générale prises conformément aux statuts, obligent tous les actionnaires.

Elles sont constatées par des procès-verbaux signés par les membres du bureau.

Les ampliations ou extraits des délibérations, soit de l'assemblée générale, soit du conseil d'administration, et toutes copies ou extraits de pièces à produire en justice, ou ailleurs, sont certifiés par le directeur.

COMPTES. — BÉNÉFICES.

42. Le compte-sommaire des opérations de la compagnie, arrêté le 1^{er} octobre et le 1^{er} avril de chaque année, pour le semestre écoulé, après avoir été soumis au conseil d'administration et vérifié et approuvé par lui, est imprimé et distribué à chaque actionnaire; revêtu de la signature du président du conseil et de celle du directeur.

43. Lors de la formation de chaque bilan, le conseil d'administration détermine le chiffre de la réduction à faire subir au compte du matériel.

Sur les bénéfices nets constatés, il fixe :

La somme à porter à la réserve,

Le dividende à payer à chaque action (article 20).

44. La somme à porter à la réserve ne peut être au-dessous de cinq pour cent des bénéfices nets; elle peut être déterminée bien au-dessus par le conseil d'administration.

45. Le maximum du fonds de réserve est fixé à la moitié du fonds social.

Lorsque ce maximum est atteint, le prélèvement destiné à le former est suspendu. Il reprend cours aussitôt que le fonds de réserve est descendu au-dessous de ce chiffre.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

46. Toutes contestations qui pourront s'élever entre les sociétaires à raison des affaires sociales seront jugées par des arbitres, conformément aux articles 51 et suivants du Code de commerce.

47. Une année au moins avant l'expiration du terme fixé pour la durée de la société, les actionnaires, réunis en assemblée générale, seront appelés à délibérer sur la convenance d'une nouvelle prorogation.

La délibération à intervenir à cet effet doit être prise dans les formes et sous les conditions prescrites par les deux derniers paragraphes de l'article 40, et elle n'est obligatoire que pour les actionnaires adhérents. Quant aux actionnaires non-adhérents, soit par refus, soit pour cause d'absence ou autrement, leurs droits sont réglés d'après la moyenne des bilans des deux dernières années avant l'expiration de la société, sans qu'ils puissent provoquer aucune expertise, vente ou licitation des valeurs mobilières ou immobilières appartenant à la compagnie.

48. Dans le cas de dissolution de la société par une cause quelconque; le mode et la durée de la liquidation seront réglés par l'assemblée générale, qui prononcera la liquidation, et qui nommera en même temps un ou plusieurs liquidateurs.

Dont acte :

Fait et passé au Havre dans les bureaux de la société, l'an 1852, le 29 mai, et le comparant a signé avec les notaires après lecture.

La minute des présentes, demeurée en la possession dudit M^r Marol, notaire, porte la mention suivante :

« Enregistré au Havre, le 31 mai 1852, folio 155 recto, case 6. Reçu cinq francs, décime cinquante centimes. Signé Lemaréchal. »

Vu pour être annexé au décret du 10 juin 1851, enregistré sous le n^o 2195.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé F. DE PERSIGNY.

N° 6889. — *DÉCRET portant autorisation de la Caisse d'épargne établie à Collioure (Pyrénées-Orientales).*

Du 23 Juin 1852.

LOUIS-NAPOLÉON, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce;

Vu les délibérations du conseil municipal de Collioure (Pyrénées-Orientales), en date des 16 août 1851 et 4 avril 1852;

Vu les lois des 5 juin 1835 et 31 mars 1837, 22 juin 1845 et 30 juin 1851, et l'ordonnance du 28 juillet 1846 relatives aux caisses d'épargne;

La section des travaux publics, de l'agriculture et du commerce du Conseil d'état entendue,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La caisse d'épargne établie à Collioure (Pyrénées-Orientales) est autorisée.

Sont approuvés les statuts de ladite caisse, tels qu'ils sont contenus dans la délibération du conseil municipal de Collioure, en date du 4 avril 1852, dont une expédition conforme restera déposée aux archives du ministère de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce.

2. La présente autorisation sera révoquée en cas de violation ou de non-exécution des statuts approuvés, sans préjudice des droits des tiers.

3. La caisse d'épargne de Collioure sera tenue de remettre, au commencement de chaque année, au ministère de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce, et au préfet du département des Pyrénées-Orientales, un extrait de son état de situation arrêté au 31 décembre précédent.

4. Le ministre de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Bulletin des lois, inséré au Moniteur et dans un journal d'annonces judiciaires du département des Pyrénées-Orientales.

Fait au palais des Tuileries, le 23 Juin 1852.

Signé LOUIS-NAPOLÉON.

Par le Président :

Le Ministre de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce,

Signé F. DE PERSIGNY.

N° 6890. — *Décret qui accorde une Pension à un ancien Conseiller d'Etat.*

Du 3 Juillet 1852.

LOUIS-NAPOLÉON, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu le décret en date du 25 mars 1852, relatif aux pensions ou indemnités temporaires qui peuvent être accordées aux membres non remplacés de l'ancien Conseil d'état;

Vu la demande et les pièces produites par M. *Béhic*, ancien conseiller d'Etat;

Vu l'avis émis le 29 juin dernier par la section des finances du Conseil d'état;

Sur le rapport du ministre des finances,

Décret :

ART. 1^{er}. Il est accordé à M. *Béhic* (*Louis-Henri-Armand*), né le 15 janvier 1809, à Paris (département de la Seine), ex-conseiller d'Etat, une pension annuelle et viagère de quatre mille neuf cent un francs, en récompense de vingt et un ans et vingt-sept jours de services publics.

2. Cette pension sera payée à Paris, où réside le titulaire, et la jouissance en commencera à courir du 3 décembre 1851, date de la cessation du traitement d'activité dudit fonctionnaire.

3. Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 3 Juillet 1852.

Signé LOUIS-NAPOLÉON.

Par le Président de la République :

Le Ministre des finances,

Signé BINEAU.

N° 6891. — *Décret qui accorde une Indemnité temporaire à un ancien Conseiller d'état.*

Du 16 Juillet 1852.

LOUIS-NAPOLÉON, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu le décret en date du 25 mars 1852, relatif aux pensions ou indemnités temporaires qui peuvent être accordées aux membres non replacés de l'ancien Conseil d'état;

Vu la demande présentée et les pièces produites par M. Pons (de l'Hérault), ancien conseiller d'état;

Vu l'avis émis le 29 juin dernier par la section des finances du Conseil d'état;

Sur le rapport du ministre des finances,

Décrète :

ART. 1^{er}. Il est accordé à M. Pons (de l'Hérault) (André), né le 12 juin 1772 à Cette, département de l'Hérault, ex-conseiller d'état, une indemnité temporaire de deux mille sept cent quatre-vingts francs, en récompense de quinze ans un mois dix-huit jours de services publics.

2. Cette indemnité sera payée à Paris, où réside le titulaire, qui en conservera la jouissance pendant un temps égal à la durée de ses services, du 3 décembre 1851 au 22 janvier 1867.

3. Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 16 Juillet 1852.

Signé LOUIS-NAPOLÉON.

Par le Président de la République :

Le Ministre des finances,

Signé BINEAU.

N° 6892. — *Décret qui autorise l'inscription, au Trésor public, de neuf Pensions civiles et militaires.*

Du 16 Juillet 1852.

LOUIS-NAPOLÉON, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu le titre IV de la loi du 25 mars 1817, et l'ordonnance rendue le 20 juin suivant, pour en assurer l'exécution;

Vu l'ordonnance du 12 août 1820;

Vu la situation du crédit de deux millions de francs ouvert pour l'inscription des pensions militaires par l'article 29 du décret du 17 mars dernier, portant fixation du budget pour l'exercice 1852;

Vu la situation du crédit de trois millions de francs ouvert pour l'inscription des pensions civiles par l'article 30 de la loi du 25 mars 1817;

Sur le rapport du ministre des finances,

DÉCRETS DE CONCESSIION de pensions à inscrire.				NATURE DES PENSIONS À INSCRIRE.
Nombres des Bulletins des lois où sont insérées les pensions.	Dates des envoi et décrets.	Numéro d'ordre de chaque décret.	Numéro d'ordre de l'insertion de chaque décret au Bulletin des lois.	
Bulletin n° 254, partie supplémentaire.	8 juin 1852.....	"	6755	Indemnité temporaire à M. VIVIER, ancien président de la section de législation au Conseil d'état.
Bulletin n° 255, partie supplémentaire.	21 juin 1852.....	"	6779	Pensions viagères à MM. DUBOIS et de JOYEUX, anciens conseillers d'Etat.
Bulletin n° 256, partie supplémentaire.	28 juin 1852.....	"	6806	Indemnités temporaires à MM. BOUCHER LEROUX, ancien conseiller d'état et FARRAS ancien maître des requêtes.
État supplémentaire, n° 325.	Idem	"	6807	Pension de retraite à M. VIAL DE MACHET, ancien conseiller maître honoraire à la Cour des comptes.
	30 juin 1852.....	"	"	Pensions militaires d'origine antérieure à la loi du 25 mars 1817.
				TOTAL.....

2. Toutes ces pensions seront payées suivant le mode établi pour celles de même nature précédemment inscrites, et la jouissance en commencera à courir du jour indiqué pour chacune d'elles dans les décrets qui viennent d'être signalés.

3. Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 16 Juillet 1852.

Signé LOUIS-NAPOLÉON.

Par le Président :

Le Ministre des finances,

Signé BUREAU.

DÉCRÈTE ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les neuf pensions civiles et militaires comprises, pour une somme totale de vingt-quatre mille vingt-sept francs dans les Bulletins des lois n° 254, 255 et 256 (partie supplémentaire), et rappelées au tableau ci-après, avec l'indication des décrets qui les ont accordées et la désignation des crédits sur lesquels l'inscription en est imputée, seront inscrites au livre des pensions du trésor public.

NOMS DES LOIS et décrets en vertu desquels les pensions ont été accordées.	DÉSIGNATION DES CRÉDITS sur lesquels sont imputées les pensions					
	civiles. (3,000,000 francs.)			militaires. (2,000,000 francs.)		
	Loi du 25 mars 1817.			Décret du 17 mars 1852.		
	Parties.	Sommes.	Parties.	Sommes.	Parties.	Sommes.
25 mars 1852 (décret).	1	5,156 ^f	"	"	1	5,156 ^f
Idem.	2	8,378	"	"	2	8,378
Idem.	3	4,103	"	"	3	4,103
22 août 1790 (loi)	1	6,000	"	"	1	6,000
13 septembre 1806 (décret).	"	"	3	390 ^f	3	390
28 fructidor an VII (loi).	"	"	3	390 ^f	3	390
.....	6	23,627	3	390	9	24,027

N° 6893. — *Statuts du Sous-Comptoir des Denrées coloniales.*

Du 2 Octobre 1850.

Par-devant M^e Esné et son collègue, notaires à Paris, soussignés,

Ont comparu,

M. Édouard Besnier de la Pontonerie, demeurant à Paris, rue de Verneuil, n° 52, agissant comme directeur du sous-comptoir de garantie dont les attributions seront ci-après déterminées, nommé à cette fonction, qu'il déclare accepter, par arrêté de M. le ministre des finances, en date du 31 août dernier;

Et, en cette qualité, M. Besnier de la Pontonerie, autorisé par le même arrêté à concourir à l'acte de société qui doit établir les statuts d'un nouveau sous-comptoir de denrées coloniales, en remplacement de celui dont la dissolution a été approuvée par décision ministérielle du 9 août dernier;

Le tout conformément au décret du Gouvernement provisoire rendu le 24 mars 1848;

A l'appui de ses pouvoirs, M. Besnier de la Pontonerie a représenté une ampliation de l'arrêté ministériel et une copie des décrets précités, lesquelles pièces sont demeurées annexées à la minute des présentes, après que, sur la première, il a été fait mention de son annexe, et que la seconde a été certifiée véritable par M. Besnier de la Pontonerie, d'une part;

Et,

1° M. Michel-Edouard Mondette, employé, demeurant à Paris, rue Saint-Denis, n° 380, agissant au nom et comme mandataire spécial à l'effet des présentes de M. Laurent-Sébastien-Eugène Larrien, négociant, demeurant à Paris, rue des Petites-Écuries, n° 44, suivant la procuration qu'il lui a donnée par acte sous signature privée, en date, à Paris, du 20 septembre 1850, non encore enregistré, mais qui le sera en même temps que la minute des présentes, l'original de cet acte est demeuré annexé à ladite minute des présentes, après avoir été certifié véritable par le mandataire, ce qui a été constaté par une mention signée de lui et des notaires;

2° M. Louis-Alexandre-Edmond Gaillon, raffineur, demeurant à la Villette, rue et place Mogador;

3° M. Louis-Gervais Guillechon, courtier de commerce, demeurant à Paris, rue Montholon, n° 10;

4° M. Théophile Jaillon, demeurant à Paris, rue Hoché, n° 13, l'un des membres de la maison Jaillon, Monnier et compagnie, fabricants de savons et d'acides stéariques, à la Villette, rue de Thionville, n° 6;

5° M. Brutus-Joseph Pavy, négociant en trois-six, demeurant à la Villette, rue de Flandre, n° 31;

6° M. Charles Camus, négociant, demeurant à Paris, rue de Vendôme, au Marais, n° 34;

Lesquels voulant organiser un sous-comptoir de garantie près le comptoir national d'escompte de Paris, en exécution du décret du 24 mars 1848, et de l'arrêté ministériel du 31 août dernier, ont arrêté les statuts de ce sous-comptoir de la manière suivante :

ART. 1^{er}. Il est formé une société anonyme pour l'établissement d'un sous-comptoir spécial de garantie près le comptoir national d'escompte de Paris.

Les opérations de ce sous-comptoir s'appliquent exclusivement au commerce et à l'industrie des denrées coloniales, des sucs, de l'épicerie, de la droguerie, des teintures, couleurs, huiles, suifs, savons, produits chimiques, cuirs, eaux-de-vie, esprits et trois-six.

Sa durée est la même que celle du comptoir national d'escompte de Paris : elle doit, en conséquence, expirer le 18 mars 1857.

En cas de prorogation de l'existence du comptoir, la durée du sous-comptoir pourra être prorogée, conformément aux dispositions de l'article 22 des présents statuts.

Toutefois, ce terme sera nécessairement limité à la durée de la société du comptoir national d'escompte.

Le siège de la société sera à Paris, provisoirement rue Grétry, n° 2.

2. Le fonds social sera de cinq cent mille francs, représentés par cinq mille actions de cent francs.

Les actions sont au porteur, le montant en sera payé intégralement.

La société sera constituée dès que mille actions auront été souscrites.

3. Le fonds social du sous-comptoir n'est pas destiné à la réalisation de

l'escompte, mais seulement à garantir ses opérations envers le comptoir d'escompte de Paris; en conséquence, les fonds constituant le capital social seront versés au comptoir, au taux d'intérêt fixé par la banque de France pour les escomptes ordinaires.

En dehors de l'exécution de cette garantie, le fonds social du sous-comptoir ne pourra subir d'autres réductions que celles nécessitées par les frais et dépenses de l'établissement, tels qu'ils seront établis par le conseil d'administration, avec l'approbation du directeur, dans le cas seulement où ils ne seraient pas couverts par les bénéfices du sous-comptoir.

4. Les actionnaires du sous-comptoir ne sont responsables de ses engagements que jusqu'à concurrence des actions souscrites.

DES OPÉRATIONS DU SOUS-COMPTOIR.

5. Les opérations du sous-comptoir commenceront aussitôt que la société aura été constituée.

Le sous-comptoir ne pourra se livrer à aucune opération de quelque nature que ce soit, si ce n'est comme intermédiaire du comptoir principal, l'actif du sous-comptoir étant exclusivement affecté à la garantie des négociations admises par le comptoir d'escompte.

6. Les opérations du sous-comptoir consisteront à procurer aux commerçants et industriels rangés dans les catégories spécifiées et limitées par l'article 1^{er}, soit par engagement direct, soit par aval, soit par endossement, l'escompte de leurs titres et effets de commerce auprès du comptoir de Paris, moyennant des sûretés données au sous-comptoir, par voie de nantissement sur marchandises, récépissés des magasins de dépôt, titres et autres valeurs.

Les opérations du sous-comptoir ne s'appliqueront à aucun autre genre de commerce ou d'industrie que celui pour lequel il a été institué.

7. Le sous-comptoir ne présentera à l'escompte que des effets dont l'échéance ne pourra excéder quatre-vingt-dix jours ni être à moins de cinq jours.

DIVIDENDES. — RÉSERVE.

8. Les bénéfices du sous-comptoir appartiennent exclusivement aux actionnaires.

Le trente juin de chaque année, les comptes seront arrêtés et balancés; il sera réparti, s'il y a lieu, un dividende aux actionnaires; ce dividende se composera des bénéfices nets et réalisés.

Lorsque ces bénéfices s'élèveront à plus de six pour cent du capital réalisé, il sera exercé sur l'excédant une retenue des deux tiers, dont le montant sera employé à former un fonds de réserve. Le surplus pourra être réparti également entre toutes les actions.

Si le dividende d'une ou de plusieurs années n'atteignait pas six pour cent du capital réalisé, la somme nécessaire pour le porter à cette proportion, sera empruntée au fonds de réserve.

À l'expiration de la société et après liquidation de ses engagements, la réserve sera partagée entre toutes les actions.

DE L'ADMINISTRATION DU SOUS-COMPTOIR.

9. Le sous-comptoir sera administré par un conseil composé de six membres, indépendamment d'un directeur qui sera nommé par le ministre des finances.

Le directeur préside le conseil.

En cas d'absence du directeur, il est autorisé à déléguer tout ou partie de ses pouvoirs, à celui des administrateurs qui sera désigné par le conseil d'administration.

Conformément à l'article 3 du décret constitutif des sous-comptoirs, le comptoir national nommera un délégué qui suivra les opérations du sous-comptoir et lui en rendra compte.

10. Les fonctions des administrateurs sont gratuites, le directeur a seul droit à un traitement.

11. Les administrateurs sont nommés par l'assemblée générale. Ils sont renouvelés par tiers chaque année et sont rééligibles.

Les membres sortant les deux premières années sont désignés par le sort. Provisoirement, et pour la première année, sont administrateurs MM. *Larrieu, Gaillon, Guillochon, Jaillon, Pavy et Camus*, tous prénommés.

En cas de décès ou retraite, par quelque motif que ce soit, d'un des administrateurs, dans le cours de la première année, ou dans l'intervalle de deux assemblées générales annuelles, il sera pourvu à son remplacement par une délibération du conseil d'administration.

12. Chacun des administrateurs, avant d'entrer en fonctions, est tenu de justifier qu'il est propriétaire de vingt actions, lesquelles demeurent inaliénables pendant la durée de ses fonctions et sont affectées à la garantie de sa gestion.

Ces actions sont déposées à la caisse de l'établissement.

13. Le conseil d'administration est chargé de la gestion de l'établissement.

Sur la proposition du directeur, le conseil d'administration nomme le caissier et les employés; il peut les révoquer.

Il autorise, dans les limites des statuts, toutes opérations du sous-comptoir, en détermine les conditions; il arrête les règlements de son régime intérieur; il fixe, sur la proposition du directeur, l'organisation des bureaux, les traitements et les salaires, les dépenses d'administration.

Nulle opération ne pourra être faite qu'avec l'approbation du conseil d'administration et du directeur du sous-comptoir.

14. Le conseil d'administration tient registre de ses délibérations, lesquelles, après que leur rédaction a été approuvée, sont signées par le directeur et l'un des administrateurs présents à la séance.

15. Le conseil d'administration se réunit une fois par quinzaine, et toutes les fois que le directeur le juge nécessaire.

16. Aucune délibération ne peut avoir lieu sans le concours du directeur et de trois administrateurs au moins.

Les résolutions sont prises à la majorité absolue des voix, la voix du directeur ou de l'administrateur qui le remplace est prépondérante en cas de partage.

17. Le compte annuel des opérations du sous-comptoir à présenter à l'assemblée générale est arrêté par le conseil d'administration et présenté en son nom par le directeur.

Ce compte est imprimé et remis aux ministres des finances et du commerce, au comptoir national d'escompte et à chacun des membres de l'assemblée générale.

DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE.

18. Les actionnaires du sous-comptoir sont représentés par l'assemblée

générale. Cette assemblée se compose de tous les actionnaires, quel que soit le nombre d'actions qu'ils possèdent.

Pour avoir droit de faire partie de l'assemblée générale, les actionnaires devront déposer leurs actions au siège de la société, dix jours au moins avant celui de la réunion.

Il leur sera délivré en échange un récépissé nominatif qui leur servira de carte d'entrée à l'assemblée générale.

19. L'assemblée générale se réunit une fois par an, dans le courant du mois de juillet.

Elle est convoquée et présidée par le directeur, les deux plus forts actionnaires présents rempliront les fonctions de scrutateurs.

Le bureau désigne le secrétaire.

20. Il est rendu compte à l'assemblée générale de toutes les opérations du sous-comptoir.

Elle procède ensuite à l'élection des administrateurs qu'il y a lieu de nommer, en remplacement de ceux dont les fonctions sont expirées ou devenues vacantes. Ces nominations ont lieu par bulletin secret et individuel, à la majorité absolue des suffrages des membres présents.

Après deux tours de scrutin, s'il ne s'est pas formé de majorité absolue, l'assemblée procède au scrutin de ballottage entre les deux candidats qui ont obtenu le plus de suffrages au second tour. Lorsqu'il y a égalité de voix au scrutin de ballottage, l'actionnaire le plus anciennement inscrit est préféré, et en cas d'égalité, l'avantage appartient au plus âgé.

Les délibérations de l'assemblée générale ne sont valables dans une première réunion que par la présence d'un nombre d'actionnaires étrangers au conseil d'administration, égal au double de celui des membres du conseil présents à l'assemblée générale.

Dans le cas où, après une première convocation, ce nombre n'est pas atteint, il est fait à quinzaine une convocation nouvelle; et les membres présents à cette réunion peuvent délibérer valablement, quel que soit leur nombre, mais seulement sur les objets qui ont été mis à l'ordre du jour de la première réunion.

Dans ce dernier cas, le délai prescrit pour le dépôt des actions au porteur est réduit à cinq jours.

Les convocations ont lieu seulement par insertions faites dans l'un des journaux judiciaires et deux au moins des journaux politiques.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

21. Les actions judiciaires sont exercées au nom du conseil d'administration, pourvues et diligence du directeur.

22. Les modifications aux présents statuts, dont l'expérience aura fait connaître la nécessité, devront être proposées par le conseil d'administration à l'assemblée générale, extraordinairement convoquée à cet effet, et délibérées par elle à la majorité des membres de l'Assemblée et des trois quarts en somme des actions présentées.

Les modifications adoptées ne seront exécutoires qu'après l'approbation du gouvernement.

23. Conformément au décret du 24 mars 1848, le présent acte de société est dispensé exceptionnellement de l'avis du Conseil d'état, et de toute autre formalité que de son insertion au Bulletin des lois dans la quinzaine de sa date complémentaire.

CONSTITUTION DÉFINITIVE DE LA SOCIÉTÉ.

Les comparants déclarent que, mille huit actions de la présente société ayant été souscrites, la société est dès ce moment constituée, conformément à l'article 2 des statuts.

Dont acte :

Fait à Paris en l'étude pour MM. *Beauir de la Pottierie, Guillea, Mendotte, Guillochon, Pary et Camus*, et en sa demeure susindiquée pour *M. Jaillon*;

L'an 1850 les 26 et 27 septembre, 1^{er} et 2 octobre, et après lecture les parties ont signé avec les notaires.

En marge est écrit :

« Enregistré à Paris, huitième bureau, le 2 octobre 1850, folio 162 recto, cases 5, 6, 7 et 8. Reçu deux francs, et vingt centimes de décime. Signé *Maillet*. »

N° 6894. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) portant ce qui suit :

1^{er} Est autorisé l'établissement d'un nouveau bureau pour la perception de l'octroi de Nantes, département de la Loire-Inférieure.

Ce bureau sera placé à la gare du chemin de fer.

2^o Les bestiaux admis à traverser la commune de Clermont-Ferrand, département du Puy-de-Dôme, ou amenés aux foires et marchés, ne pourront être introduits dans le rayon de l'octroi qu'autant que le propriétaire ou conducteur se sera muni d'un passe-debout ou d'un laissez-passer, et qu'il aura consigné ou fait cautionner les sommes suivantes, savoir :

Par tête de bœuf.....	25 00
— de vache.....	16 00
— de veau.....	3 50
— de mouton, de brebis ou chèvre.....	2 00
— d'agneau, de chevreau ou de cochon de lait.....	1 00
— de porc.....	6 00

Les mêmes sommes seront exigées pour les bestiaux entrant dans les limites de la perception qui seront reconnus manquer aux charges des propriétaires, lors des recensements prescrits par l'article 36 du règlement de l'octroi, dont la sortie ne pourrait être valablement justifiée.

Les tarifs et règlements en vigueur ainsi que l'ordonnance de conversion du 9 février 1847, ainsi modifiée, cesseront, conformément à l'article 2 de ladite ordonnance, d'être exécutoires au 1^{er} janvier 1857. (Du 26 Juin 1852.)

N° 6895. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) portant que les taxes de sept francs trente-quatre centimes par tête de bœuf, et de trois francs soixante-sept centimes par cent kilogrammes de viande dépecée, actuellement perçues à l'octroi de la commune de Saint-Denis, département de la Seine, continueront à être exigées audit octroi jusqu'au 1^{er} janvier 1853. (Du 3 Juillet 1852.)

N° 6896. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) portant ce qui suit :

A partir de la publication du présent décret, et jusqu'au 1^{er} janvier 1862, la perception de l'octroi établi dans la commune de Belleville, département de la Seine, sera opérée conformément aux tarifs et règlements ci-annexés. (Du 16 Juillet 1852.)



Certifié conforme :

Paris, le 28^e Juillet 1852,

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire
d'état au département de la Justice,*

ABBATUCCI.

Cette date est celle de la réception du Bulletin
au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie nationale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

PARTIE SUPPLÉMENTAIRE.

N° 261.

N° 6897. — *DÉCRET qui accorde à soixante-cinq Militaires des Pensions de retraite à titre d'ancienneté de service.*

Du 10 Juillet 1852.

LOUIS-NAPOLÉON, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu, 1° les articles 25 et 26 de la loi du 25 mars 1817, et l'article 3 de l'ordonnance du 20 juin suivant ;

2° La loi du 11 avril 1831, sur les pensions de l'armée de terre ;

3° Les lois sur les crédits affectés à l'inscription des pensions militaires au trésor public ;

4° La fixation, établie d'après la révision du Conseil d'état, des pensions de retraite comprises dans le présent décret, portant le n° 42 ;

5° L'avis du ministre des finances, en date du 24 juin 1852, exprimant qu'il a reconnu la légalité de cette fixation, et la possibilité d'imputer les pensions proposées, montant à la somme de vingt mille soixante et quinze francs, sur le crédit d'inscription ouvert pour l'année 1852 ;

Sur le rapport du ministre de la guerre,

DÉCRÈTE :

Art. 1^{er}. Il est accordé à chacun des soixante-cinq militaires désommés au tableau ci-après une pension de retraite fixée conformément aux indications de ce tableau (1), savoir :

(1) Les titulaires de ces pensions ne devront se pourvoir, soit près du payeur, soit près du ministère des finances, pour réclamer leur certificat d'inscription, qu'un mois après l'insertion du présent décret au Bulletin des lois.

	NOMS ET PRÉNOMS.	NAISSANCE.		GRANDES, armes, etc.	SERVICES effectifs.			CAMPAGNES		
		Dates.	Lieux.		Ann.	Mois.	Jours.	Ann.	Mois.	Jours.
1	OLIER (Augustin).....	31 déc. 1796.	Marzials (Aveyron).	Sergent au 3 ^e ré- giment d'infanterie de ligne.	33	"	19	3	"	36
2	DALMAR (Yves).....	28 4 ^e avril 1799.	Pithulieu (Côte-du-Nord).	Idem au 36 ^e idem.	26	6	16	5	"	31
3	SOULRI (Jean-Baptiste-Jo- seph).	2 juillet 1797.	Toulouse (Haute-Garonne).	Idem au 5 ^e idem.	33	9	26	1	"	31
4	HALTY (Antoine).....	11 déc. 1798.	Hatten (Bas-Rhin).	Idem au 34 ^e idem.	33	"	16	8	"	41
5	AUDY (Pierre).....	10 juill. 1799.	Bugue (Dordogne).	Idem au 70 ^e idem.	31	6	17	3	"	34
6	BONNETTE (Jean).....	6 sept. 1798.	La Cammignat (Aude).	Sergent au 5 ^e ré- giment d'infanterie légère.	31	6	19	1	0	31
7	MUNIER (Jean-Pierre)...	13 déc. 1799.	Badonviller (Moselle).	Idem au 20 ^e idem.	31	"	18	3	"	34
8	BUISINE (Henry-Louis)...	17 sept. 1798.	Lille (Nord).	Soldat au 33 ^e ré- giment d'infanterie de ligne.	31	"	17	17	"	46
9	TATAR (Jacques-Louis)...	18 fév. 1798.	Esquibecq (Nord).	Idem.	31	6	17	1	"	31
10	MANSUY (Joseph-Pierre)...	11 juill. 1801.	Aix (B.-du-Rhône).	Adjudant sous-offi- cier au 7 ^e régiment de cuirassiers.	34	6	15	3	"	37
11	PONS (Louis-Gabriel)...	17 mars 1779.	Sigean (Aude).	Gardien de batterie à la Nouvelle. (Di- rect ^{re} de Perpignan.)	33	6	16	5	"	38
12	PIRE (Joseph) (1).....	18 mars 1804.	Forest (Belgique).	Maître ouvrier à la manufacture d'ar- mes de Metz.	32	"	17	"	"	31
13	SCHLICHTER (Joseph)...	11 avril 1803.	Beaumont (Doubs).	Maréchal des logis au 12 ^e régiment d'artillerie.	33	"	20	10	"	43
14	PIREY (Thomas-Joseph).	23 sept. 1800.	Pontoise (Seine-et-Oise).	Maître ouvrier à la manufacture d'ar- mes de Tulle.	33	1	11	"	"	33
15	SAVOUX (Pierre).....	26 mars 1791.	Tulle (Corrèze).	Idem.	45	1	20	"	"	45
16	TAYSER (Jean).....	8 oct. 1803.	Idem.	Idem.	31	2	9	"	"	31
17	HILLAIRE.....	13 janv. 1799.	Châtellerault (Vienne).	Maître ouvrier à la manufacture d'armes de Châtellerault.	31	2	15	"	"	31
18	STABL (Jean-Baptiste)...	18 fév. 1799.	Boërsch (Bas-Rhin).	Idem.	32	6	16	"	"	32
19	JULIEN (André) (2).....	17 avril 1794.	Boussoit- sur-Haine (Belgique).	Ouvrier à la ma- nufacture d'armes de Châtellerault.	31	4	1	"	"	31
20	KOPP (Michel).....	26 sept. 1802.	Klingenthal (Bas-Rhin).	Idem.	33	7	18	"	"	33
21	MANICOURT (Charles)....	14 nov. 1800.	Charleville (Ardennes).	Idem.	35	6	17	"	"	34

(1) S'est porté pour sa réintégration. — (2) Fils de l'Empire.

ARTICLES de la loi du 22 avril 1831 applicables à cette fonction.	GRADE sur lequel la pension est réglée.	QUANTITÉ de la pension.	FONCTION actuelle des titulaires.	ÉPOQUE de l'entrée en jouissance de leur pension.	DOMICILE des titulaires.
9 et 10.	Sergent.	299 ^f (a)	En activité.	15 avril 1852.	Milhau (Aveyron).
9, 10 et 11.	Sergent. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	354 (a)	Idem.	1 ^{er} mai 1852.	Mézières (Ardennes).
Idem.	Idem.	345 (a)	Détaché au dépôt de recrutement de l'Isère.	8 avril 1852.	
Idem.	Idem.	404 (a)	En activité.	22 avril 1852.	Strasbourg (Bas-Rhin).
Idem.	Idem.	345 (a)	Idem.	10 mai 1852.	Égues (Dordogne).
Idem.	Idem.	327 (a)	Idem.	1 ^{er} juin 1852.	Carcassonne (Aude).
Idem.	Idem.	341 (a)	Idem.	10 avril 1852.	Bedonville (Meurthe).
9 et 10.	Soldat.	293 (a)	Idem.	14 mai 1852.	Lille (Nord).
Idem.	Idem.	215 (a)	Idem.	10 avril 1852.	Dunkerque (Nord).
Idem.	Adjudant sous-officier.	480 (a)	Idem.	15 avril 1852.	Dôle (Jura).
9 et 11.	Gardien de batterie. (Ayant 12 ans d'acti- vité dans ce grade.)	468 (a)	Idem.	3 mai 1852.	Sigeau (Aude).
Idem.	Maître ouvrier (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	323 (a)	Idem.	5 avril 1852.	Mutzig (Bas-Rhin).
9 et 10.	Marichal des logis.	351 (a)	Idem.	1 ^{er} mai 1852.	Paris (Seine).
9, 10 et 11.	Maître ouvrier. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	332 (a)	Idem.	16 mai 1852.	Tulle (Corrèze).
Idem.	Idem.	440 (a)	Idem.	Idem.	Idem.
Idem.	Idem.	344 (a)	Idem.	Idem.	Idem.
9 et 10.	Maître ouvrier.	261 (a)	Idem.	Idem.	Châtellerauld (Vienne).
9, 10 et 11.	Maître ouvrier. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	327 (a)	Idem.	28 mai 1852.	Boersch (Bas-Rhin).
9 et 10.	Ouvrier.	208 (a)	Idem.	18 mai 1852.	Roubaix (Nord).
Idem.	Idem.	220 (a)	Idem.	16 mai 1852.	Châtellerauld (Vienne).
Idem.	Idem.	230 (a)	Idem.	1 ^{er} juin 1852.	Idem.

À la condition que les arrérages ne commenceront qu'à dater du jour où le titulaire aura été rayé des
des d'activité.

NOM ET PRÉNOMS.	NAISSANCE.		GRANDES, armes, etc.	SERVICES effectifs.			CAMPAGNES		
	Dates.	Lieux.		Ans.	Mois.	Jours.	Ans.	Mois.	Jours.
22 RIBAUFOSENT (Jean-Étienne-Renold).	22 nov. 1799.	Ferrière- la-Grande (No d).	Ouvrier à la ma- nufacture d'armes de Châtellerault.	35	2	15	"	"	31
23 OUBERGER (Nicolas).....	6 déc. 18 2.	Rouveniler (Bas-Rhin).	Ouvrier à la ma- nufacture d'armes de Mutzig.	31	"	20	"	"	31
24 VINCENT (Jean-Baptiste).	19 juin 1793.	Saint-Jean-Bon- nesfoud (Loire).	Ouvrier à la ma- nufacture d'armes de Saint-Étienne.	31	6	16	"	"	31
25 ZYMEREN (Louis).....	31 mai 1795.	M. Ilkirch (Bas Rhin).	Ouvrier à la fon- derie de Toulouse.	30	7	23	"	"	31
26 HUC (François).....	12 janv. 1798.	Montpellier (Hérault).	Tambour-major au 1 ^{er} régiment du génie.	36	3	27	"	"	31
27 BESSIERE (Barthélemy)...	19 avril 1798.	Idem.	Sergent au 3 ^e ré- giment du génie.	31	9	28	3	"	31
28 EISOTTE (Auguste-Joseph).	23 fév. 1799.	Arras (Pas-de-Calais).	Caporal au 3 ^e ré- giment du génie.	31	4	2	17	"	4
29 CHAPRON (René).....	7 déc. 1797.	Chalonnas (Maine-et-Loire).	Sergent-major.	31	"	18	1	"	"
30 PIRAREHOMORÉ.....	4 mars 1790.	Rochefort (Charente-Infér.).	Idem.	30	8	17	4	4	3
31 TRÉBULT (Étienne)....	19 août 1791	Troyes (Aube).	Idem.	33	"	16	1	"	3
32 BALRINE (Jacques-Abra- ham-Barthélémy).	10 mars 1797.	Saint-Cyr-en-Val (Loiret).	Sergent.	31	6	16	4	"	1
33 BRIDEAU (Joseph-Jean- M.-re).	17 mai 1803	Rennes (Ille-et-Vilaine).	Idem.	30	6	17	4	"	1
34 VAUTHIER (Jean-Nicolas).	15 déc. 1801	Remouville (Vosges).	Idem.	31	2	4	5	"	1
35 CÔSSEON (Romain).....	10 avril 1795.	Leigle (Oran).	Idem.	31	2	21	5	"	1
36 ANDRÉ (Théodore).....	25 janv. 1797.	Longuyon (Moselle).	Idem.	31	"	15	8	"	1
37 BERNARDINI (Don-Jean)...	7 déc. 1783.	Fozzano (Corse).	Idem.	33	6	17	11	"	"
38 PERI (Ange-Marie).....	9 janv. 1787.	Ajaaccio (Corse).	Idem.	30	1	22	25	"	"
39 DUMARIL (Denis).....	12 oct. 1801.	Frémenville (Meurthe).	Idem.	31	2	17	20	"	"
40 PÉVAREY (Jean-Pierre).	20 juill. 1800.	Vaudrémont (Doubs).	Idem.	30	8	24	"	"	"
41 BEYMOND CHAPELLON (Louis).	14 janv. 1798.	Saint-Arrey (Isère).	Sergent à la 5 ^e compagnie de canon- niers vétérans.	31	"	20	"	"	"
42 PAGEAUX (Jean-Louis)...	5 mars 1798.	Longepierre (Saône-et-Loire).	Brigadier à la 3 ^e compagnie de cava- liers vétérans.	3	6	15	3	"	"

ARTICLE 60 de la loi du 20 mai 1851 applicable à cette fonction.	GRADE sur lequel la pension est réglée.	QUANTITÉ de la pension.	POSITION actuelle des titulaires.	ÉPOQUE de l'entrée en jouissance de leur pension.	DOMICILE des titulaires.
9 et 10.	Ouvrier..	228 ^f (a)	En activité.	16 mai 1852.	Perrière-la-Grande (Nord).
Idem.	Idem.	213 (a)	Idem.	1 ^{er} mai 1852.	Rosenviller (Bas-Rhin).
Idem.	Idem.	210 (a)	Idem.	5 avril 1852.	Saint-Étienne (Loire).
Idem.	Idem.	215 (a)	Idem.	1 ^{er} juin 1852.	Toulon (Haute-Garonne).
10 et 11.	Tambour - major. (Ayant 12 ans d'acti- vité dans ce grade.)	450 (a)	Idem.	16 mai 1852.	Metz (Moselle).
Idem.	Sergent. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	354 (a)	Idem.	15 avril 1852.	Idem.
Idem.	Caporal. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	397 (a)	Idem.	Idem.	Velu (Pas-de-Calais).
Idem.	Sergent-major. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	402 (a)	En activité à la 1 ^{re} compagnie de sous- officiers vétérans.	Idem.	Chalonnnes (Métz-et-Moselle).
Idem.	Idem.	426 (a)	Idem.	25 avril 1852.	La Rochelle (Charente-Inférieure).
9 et 10.	Sergent major.	345 (a)	Idem à la 3 ^e idem.	6 mai 1852.	Molay (Seine-et-Marne).
10 et 11.	Sergent. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	354 (a)	Idem à la 2 ^e idem.	20 mai 1852.	Perle (Seine).
Idem.	Idem.	345 (a)	Idem.	25 avril 1852.	Idem.
Idem.	Idem.	359 (a)	Idem.	29 avril 1852.	Idem.
Idem.	Idem.	359 (a)	Idem à la 2 ^e idem.	15 mai 1852.	Chapelle-Yvon (Oise).
Idem.	Idem.	366 (a)	Idem à la 3 ^e idem.	16 mai 1852.	Saint-Denis (L'Inde).
Idem.	Idem.	435 (a)	En activité à la 3 ^e compagnie de su- siliens vétérans.	1 ^{er} mai 1852.	Potenza (Corse).
Idem.	Idem.	480 (a)	Idem.	7 avril 1852.	Ajaccio (Corse).
9 et 10.	Sergent.	400 (a)	En activité à la 2 ^e compagnie de ca- nonniers vétérans.	24 avril 1852.	Buono (Côte-d'Or).
10 et 11.	Sergent. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	309 (a)	Idem à la 3 ^e idem.	Idem.	S ^t -Jean-Pied-de-Port (Basses-Pyrénées).
Idem.	Idem.	314 (a)	En activité.	20 mai 1852.	Perpignan (Pyrénées-Orientales).
Idem.	Brigadier. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	293 (a)	Idem.	1 ^{er} mai 1852.	Navilly (Saône-et-Loire).

94 à la condition que les ardeurs ne commenceront qu'à dater du jour où le titulaire aura été rayé des comp-
tes d'activité.

NOMS ET PRÉNOMS.	NAISSANCE.		GRADE.	SERVICES effectifs.			CAMPAGNES.			
	Dates.	Lieux.		Ann.	Mois.	Jours.	Ann.	Mois.	Jours.	Ann.
53 GAILLY (Jean-Baptiste)...	9 déc. 1791.	Esperboquet (Pas-de-Calais).	Caporal.	32	8	19	"	"	"	31
54 FLAHERD (Eugène).....	29 oct. 1795.	Belleville (Rh.-ne).	Idem.	31	8	29	12	"	"	41
55 RICHARD (François).....	23 déc. 1796.	Vill. menfroy (Haute-Saône).	Idem.	33	"	16	2	"	"	35
56 GUYOUX (Jean-Marie)...	26 mars 1791.	Morlaix (Finistère).	Idem.	31	"	16	3	6	"	34
57 YRIBON (Jacques).....	20 juill. 1800.	Metz (Moselle).	Idem.	31	"	18	1	"	"	31
58 BROS (Nicolas).....	17 fév. 1797.	Arbas (Haute-Garonne).	Idem.	30	6	17	1	"	"	31
59 RUFFY (François-Joseph).	29 déc. 1801.	Benfeld (Bas-Rhin).	Idem.	30	6	16	6	"	"	36
60 AMBERT (Pierre-Paul)...	19 mai 1799.	Mende (Lozère).	Soldat à la 1 ^{re} compagnie de fusil- liers vétérans.	31	"	19	3	"	"	34
61 BONNIN (Réné-Pierre)...	30 juin 1801.	Cholet (Maine-et-Loire).	Idem.	30	3	4	"	"	"	3
62 DUPONT (Prosper).....	17 oct. 1796.	Rouen (Seine-Inférieure).	Idem.	31	7	14	4	"	"	35
63 GUENEAU (Jean-Baptiste).	24 oct. 1798.	Espeaux (Gers).	Idem.	31	6	17	6	"	"	37
64 NICOLAS.....	29 avril 1796.	Bourges (Cher).	Idem.	31	8	17	7	"	"	38
65 PICHESOT (Étienne).....	14 déc. 1797.	Saizieu (Côte-d'Or).	Idem.	30	9	7	2	"	"	32
66 BOURSTALLER (Jean- Pierre).....	10 déc. 1797.	Strasbourg (Bas-Rhin).	Idem à la 3 ^e idem.	30	6	19	9	"	"	39
67 GALINIER (Joseph).....	17 nov. 1797.	Carcassonne (Aude).	Idem.	30	6	16	1	"	"	31
68 JACQUEMIN (Charles-Jo- seph).....	14 avril 1798.	Ainville (Vosges).	Idem.	31	"	16	1	"	"	31
69 JOSSE (Anne-Angustine- Charles).....	26 mars 1786.	Villiers-le-Bel (Seine-et-Oise).	Soldat à la 1 ^{re} compagnie de canon- niers vétérans.	32	6	16	2	"	"	34
70 LIONS (Pierre-Louis-Si- mon).....	4 avril 1798.	Requestrane (Var).	Idem à la 4 ^e idem.	32	"	18	1	"	"	32
71 GIUDICELLI (Pierre-An- toine).....	2 juillet 1797.	Sainte-Lucie (Corse).	Idem à la 5 ^e idem.	31	"	16	"	"	"	31
72 LEBRE (Jean-Frédéric- Guillaume-Charles) (1).	6 sept. 1795.	Hargenode (Bucld d'Anhalt- Bernbourg).	Idem.	30	8	28	7	"	"	37
73 DARAN (François).....	12 avril 1793.	L'Isle-Jourdain (Gers).	Sergent.	30	9	2	1	"	"	31
74 LADARNE (Jean).....	26 nov. 1796.	Saint-Georges-de- Pommiers (Cher).	Caporal.	32	"	16	"	"	"	32

(1) Naturalisé Français.

(2) A la condition que les arrérages ne commenceront qu'à dater du jour où le titulaire aura été re-
contrôlé d'activité. — (3) Idem, et sauf déduction des sommes qu'il aurait touchées sur la pension de 252
qui lui a été accordée le 15 septembre 1850, compte la présente année. — (4) A la condition que les ar-

ARTICLE de la loi du 11 avril 1831 applicables à cette loi.	GRADE sur lequel la pension est réglée.	QUANTITÉ de la pension.	POSITION actuelle des titulaires.	ÉPOQUE de l'entrée en jouissance de leur pension.	DÉSIGNATION des titulaires.
1. 10 et 11.	Coporal. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	285 ^f (a)	En activité à la 2 ^e compagnie de fusiliers vétérans. <i>Idem</i> à la 3 ^e <i>idem</i> .	25 avril 1852.	Paris (Seine).
<i>Idem</i> .	<i>Idem</i> .	365 (a)	<i>Idem</i> .	6 avril 1852.	Belleville. (Rhône.)
<i>Idem</i> .	<i>Idem</i> .	304 (a)	<i>Idem</i> .	25 mai 1852.	Vesoul (Haute-Saône.)
<i>Idem</i> .	<i>Idem</i> .	300 (a)	En activité à la 2 ^e compagnie de canonniers vétérans. <i>Idem</i> à la 4 ^e <i>idem</i> .	19 mai 1852.	Brus (Finistère).
<i>Idem</i> .	<i>Idem</i> .	282 (a)	<i>Idem</i> à la 5 ^e <i>idem</i> .	15 avril 1852.	Strasbourg (Bas-Rhin.)
<i>Idem</i> .	<i>Idem</i> .	278 (a)	<i>Idem</i> à la 5 ^e <i>idem</i> .	5 mai 1852.	Toulouse (Haute-Garonne.)
<i>Idem</i> .	<i>Idem</i> .	314 (a)	<i>Idem</i> .	12 mai 1852.	Ornand (Dube).
2 et 10.	Soldat.	223 (a)	En activité.	25 avril 1852.	Villefranche (Aveyron).
<i>Idem</i> .	<i>Idem</i> .	208 (a)	<i>Idem</i> .	21 avril 1852.	Cholet (Maine-et-Loire).
<i>Idem</i> .	<i>Idem</i> .	230 (a)	<i>Idem</i> .	16 mai 1852.	Rouen (Seine-Inférieure).
<i>Idem</i> .	<i>Idem</i> .	240 (a)	<i>Idem</i> .	26 avril 1852.	Lombes (Gers).
<i>Idem</i> .	<i>Idem</i> .	243 (a)	<i>Idem</i> .	1 ^{er} mai 1852.	Poitiers (Vienne).
<i>Idem</i> .	<i>Idem</i> .	215 (a)	<i>Idem</i> .	6 avril 1852.	Saülieu (Côte-d'Or).
<i>Idem</i> .	<i>Idem</i> .	250 (a)	<i>Idem</i> .	25 mai 1852.	Strasbourg (Bas-Rhin).
<i>Idem</i> .	<i>Idem</i> .	210 (a)	<i>Idem</i> .	8 avril 1852.	Perpignan (Pyrénées-Orientales).
<i>Idem</i> .	<i>Idem</i> .	213 (a)	<i>Idem</i> .	27 mai 1852.	Augeville (Vosges).
<i>Idem</i> .	<i>Idem</i> .	225 (a)	<i>Idem</i> .	12 avril 1852.	Cherbourg (Manche).
<i>Idem</i> .	<i>Idem</i> .	213 (a)	<i>Idem</i> .	1 ^{er} mai 1852.	Toulon (Var).
<i>Idem</i> .	<i>Idem</i> .	208 (a)	<i>Idem</i> .	12 mai 1852.	Corte (Corse).
<i>Idem</i> .	<i>Idem</i> .	240 (a)	<i>Idem</i> .	1 ^{er} avril 1852.	Montpellier (Hérault).
3. 10 et 11.	Sergent. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	318 (b)	Jouit d'une pension de retraite.	26 mai 1850.	Gimont (Gers).
<i>Idem</i> .	Coporal. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	282 (a)	<i>Idem</i> .	11 août 1851.	Péage-de-Roussillon. (Isère).

Il commencera qu'à dater du jour où le titulaire aura été rayé des contrôles d'activité, et sans déduction des sommes payées depuis ladite époque sur la pension de 255 francs qui lui a été accordée le 19 janvier 1852 et qui se présente annuellement.

NOM ET PRÉNOMS.	NAISSANCE.		GRADES, armes, etc.	SERVICES effectifs.			CAMPAIGNES			TOTAL.
	Dates.	Lieux.		Ann.	Mois.	Jours.	Ann.	Mois.	Jours.	
65 LÉVÉQUE (Jean-Baptiste).	1 ^{er} oct. 1802.	Épinal (Vosges).	Brigadier.	30	4	6	2	—	—	32

2. Ces pensions seront inscrites au trésor public, avec jouissance du jour indiqué à chaque article du tableau qui précède.

3. Avant le premier paiement de ces pensions, les titulaires seront tenus de produire au payeur un certificat du sous-intendant militaire de leur département, énonçant le temps pendant lequel ils auraient reçu, sur les fonds de la guerre ou de l'hôtel des invalides, depuis l'époque de jouissance indiquée ci-dessus, un traitement militaire ou une allocation incompatible avec une pension militaire, pour que le même temps leur soit déduit sur le décompte à faire des arrérages de leur pension.

Ce certificat indiquera si les titulaires sont passibles d'une retenue pour débet envers le trésor public, envers l'administration du corps dont ils font partie, etc. afin qu'elle soit continuée dans la proportion relative à la quotité de leur pension.

4. Les ministres de la guerre et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 10 Juillet 1852.

Signé LOUIS-NAPOLÉON.

Le Ministre de la guerre, par intérim,
Signé THÉODORE DECOS.

N° 6898. — *Décret qui accorde à trente-quatre Militaires des Pensions de retraite pour blessures et infirmités.*

Du 10 Juillet 1852.

LOUIS-NAPOLÉON, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,
Vu, 1° les articles 25 et 26 de la loi du 25 mars 1817, et l'article 3 de l'ordonnance du 20 juin suivant;

2° La loi du 11 avril 1831 sur les pensions de l'armée de terre;

3° Les lois sur les crédits affectés à l'inscription des pensions militaires au trésor public;

4° La fixation, établie d'après la révision du Conseil d'état, des pensions de retraite comprises dans le présent décret, portant le n° 43;

5° L'avis du ministre des finances, en date du 24 juin 1852,

ARTICLES de la loi du 11 avril 1831 applicables à cette fixation.	GRADE sur lequel la pension est réglée.	QUANTITÉ de la pension.	POSITION actuelle des titulaires.	ÉPOQUE de l'entrée en jouissance de leur pension.	DONNÉES des titulaires.
9, 10 et 11.	Brigadier. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	285 ^f (a)	Jouit d'une pen- sion de retraite.	1 ^{er} décembre 1851.	Pontchâteau (Loire-Inférieure).
	TOTAL.....	20,075			

(a) A la condition que les arrérages ne commenceroient qu'à dater du jour où le titulaire aura été rayé des contrôles d'activité, et sauf déduction des sommes qu'il aurait touchées depuis ladite époque sur la pension de 275 francs qui lui a été accordée le 29 février 1852 et que la présente annule.

espérant qu'il a reconnu la légalité de cette fixation, et la possibilité d'imputer les pensions proposées, montant à la somme de dix mille deux cent trois francs, sur le crédit d'inscription ouvert pour l'année 1852 ;

Sur le rapport du ministre de la guerre,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est accordé à chacun des trente-quatre militaires dénommés au tableau ci-après une pension de retraite fixée conformément aux indications de ce tableau (1).

2. Ces pensions seront inscrites au trésor public, avec jouissance du jour indiqué à chaque article du tableau qui suit.

3. Avant le premier paiement de ces pensions, les titulaires seront tenus de produire au payeur un certificat du sous-intendant militaire de leur département, énonçant le temps pendant lequel ils auraient reçu, sur les fonds de la guerre ou de l'hôtel des invalides, depuis l'époque de jouissance indiquée ci-après, un traitement militaire ou une allocation incompatible avec une pension militaire, pour que le même temps leur soit déduit sur le décompte à faire des arrérages de leur pension.

Ce certificat indiquera si les titulaires sont passibles d'une retenue pour dette envers le trésor public, envers l'administration du corps dont ils font partie, etc. afin qu'elle soit continuée dans la proportion relative à la quotité de leur pension.

4. Les ministres de la guerre et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 10 Juillet 1852.

Signé LOUIS-NAPOLÉON.

Le Ministre de la guerre, par intérim,

Signé THÉODORE DUCOS.

(1) Les titulaires de ces pensions ne devront se pourvoir, soit près du payeur, soit près du ministre des finances, pour réclamer leur certificat d'inscription au trésor, qu'un mois après l'insertion du présent décret au Bulletin des lois.

NOM ET PRÉNOM.	NAISSANCE.		GRADE, armes, etc.	SERVICES effectifs.			CAMPAGNES			TOTAL	
	Dates.	Lieu.		Ans.	Mois.	Jours.	Ans.	Mois.	Jours.	Ans.	Mois.
1. PADRO (José-Mamers) (1).	17 août 1803.	Lugo (Espagne).	Capitaine au 2 ^e ré- giment de la légion étrangère.	11	7	21	24	"	"	35	7
2. MOITY (Désiré-Célestin) ..	28 fév. 1826.	Soleuses (Nord).	Soldat au 7 ^e ré- giment d'artillerie.	4	"	26	"	"	"	4	"
3. MOUILLANT (Antoine)	2 avril 1824.	Issertaux (Puy-de-Dôme).	Sergent au 22 ^e ré- giment d'infanterie légère.	6	8	9	5	"	"	11	8
4. BERTY-FAGOT (Henri) ...	6 fév. 1825.	Saint-Géaire (Isère).	Soldat au 22 ^e ré- giment d'infanterie légère.	5	4	10	5	"	"	10	4
5. BARREY (Antoine)	18 mars 1825.	Roanne (Loire).	Soldat au régi- ment des novices.	7	2	20	16	"	"	23	2
6. BERNARD (Jean-Laurent) .	27 nov. 1825.	Reims (Marne).	Caporal au régi- ment des novices.	6	"	8	12	"	"	18	"
7. LAPOINTE (Pierre)	9 juin 1826.	La Roche-foucauld (Charente).	Maréchal des lo- gis au 1 ^{er} régiment de carabiniers.	4	6	9	"	"	"	4	6
8. ANNETHER (Joseph-Alexan- dre).	7 janv. 1809.	Strasbourg (Bas-Rhin).	Maréchal des lo- gis au 3 ^e régiment de chasseurs d'Afrique.	20	"	28	10	"	"	30	"
9. SURBAU (Pierre-Alexis) ...	10 oct. 1825.	Myron (Charente-Infér.)	Soldat au 4 ^e esca- dron du train des équipages militaires.	5	6	22	1	"	"	6	6
10. DEROUET (Auguste-Ro- main).	30 juill. 1828.	Boissillé-Ménard (Maine-et-Loire).	Soldat au 4 ^e ba- taillon de chasseurs à pied.	2	1	1	4	"	"	6	1
11. HÉLAIN (Alexis-Désiré) ..	5 oct. 1826.	Cametours (Manche).	Sergent au 16 ^e ré- giment d'infanterie de ligne.	4	6	16	6	"	"	10	6
12. SANSON (Julien)	17 sept. 1827.	Bréhan-Loudéac (Morbihan).	Soldat au 9 ^e ré- giment d'infanterie de ligne.	2	"	16	"	"	"	2	"
13. ROSSARD (Louis)	18 mai 1826.	Peyratte (Deux-Sèvres).	Idem au 20 ^e idem.	7	8	5	12	"	"	19	8
14. ORSONI (Pétrarque)	13 janv. 1825.	Croce (Corse).	Idem au 63 ^e idem.	6	"	16	"	"	"	6	"
15. PEYRARD (Jean)	20 fév. 1828.	Saint-Didier- la-Seaube (Haute-Loire).	Soldat au 10 ^e ba- taillon de chasseurs à pied.	2	"	19	"	"	"	2	"
16. LELIEVRE (Jean)	21 sept. 1826.	Cruille (Meurthe).	Soldat au 1 ^{er} ré- giment de carabiniers.	4	9	28	"	"	"	4	9

(1) En instance pour sa naturalisation. — (a) A la condition que les arrérages ne commenceront qu'à dater
jour où il aura été rayé des contrôles d'activité, et sans déduction du prix des journées pendant lesquelles il a

ARTICLES de la loi du 11 avril 1831 applicables à cette fonction.	GRADE sur lequel la pension est réglée.	QUANTITÉ de la pension.	POSITION actuelle des titulaires.	ÉPOQUE de l'entrée en jouissance de leur pension.	DOMICILE des titulaires.
Honores et infirmités. 17 et 18.	Capitaine.	1,320 ^f (a)	En activité.	1 ^{er} mai 1852.	Guémes (division de Constantine), (Algérie).
Honores et infirmités jugées par le conseil de santé des armées équivalentes à l'attribution de deux nombres. 15 et 18.	Soldat.	365 (b)	Idem.	16 mai 1852.	Solesmes (Nord).
Amputation d'un membre. 15 et 18.	Sergent.	400 (b)	Idem.	1 ^{er} mai 1852.	Isortaux (Pay-de-Dôme).
Honores et infirmités jugées par le conseil de santé des armées équivalentes à l'attribution d'un nombre. 15 et 18.	Soldat.	300 (b)	Idem.	Idem.	Saint-Géoirs (Isère).
Amputation d'un membre. 15 et 18.	Sergent.	400 (b)	Idem.	Idem.	Roanne (Loire).
Idem.	Caporal.	340 (b)	Idem.	Idem.	Poitiers (Vienne).
Idem.	Maréchal des logis.	400 (b)	Idem.	Idem.	La Rochefoucauld (Charente).
Idem.	Idem.	400 (b)	A l'hôpital de Constantine.	16 septembre 1851.	Strasbourg (Bas-Rhin).
Idem.	Soldat.	300 (b)	En activité.	16 mai 1852.	Muron (Charente-Inférieure).
Honores et infirmités jugées par le conseil de santé des armées équivalentes à l'attribution d'un nombre. 15 et 18.	Idem.	300 (b)	Idem.	Idem.	Bouillé-Ménard (Maine-et-Loire).
Honores et infirmités jugées par le conseil de santé des armées équivalentes à l'attribution d'un nombre. 15 et 18.	Sergent.	333 (b)	Idem.	11 mai 1852.	Cametours (Manche).
Idem.	Soldat.	213 (b)	Idem.	15 mai 1852.	Croisin (Morbihan).
Idem.	Idem.	300 (b)	Idem.	1 ^{er} mai 1852.	Payratte (Deux-Sèvres).
Idem.	Idem.	233 (b)	Idem.	23 mai 1852.	Croce (Corse).
Idem.	Idem.	213 (b)	Idem.	1 ^{er} mai 1852.	Saint-Didier-la-Beau (Haute-Loire).
Idem.	Idem.	295 (b)	Idem.	Idem.	Cresille (Meurthe).

est traité dans un hôpital militaire. — (b) A la condition que les arrérages ne commenceront qu'à dater du jour où il aura été rayé des contrôles d'activité ou aura cessé d'être traité dans un hôpital militaire.

	NOMS ET PRÉNOMS.	NAISSANCES.		GRADUS, armes, etc.	SERVICES effectifs.			CAMPAGNES			TOTAL	
		Dates.	Lieux.		Ans.	Mois.	Jours.	Ans.	Mois.	Jours.	Ans.	Mois.
7	GRESS (Antoine).....	10 mai 1825.	Leubach (Bas-Rhin).	Soldat au 2 ^e ré- giment de dragons.	5	6	16	"	"	"	5	6
8	HENNEQUIN (Jean-Nicolas).	14 fév. 1807.	Longeville-les- Saint Avold. (Moselle).	Maréchal des logis au 3 ^e régiment de chasseurs d'Afrique.	25	11	6	22	"	"	47	11
9	FOPIAU (Jean-Baptiste)...	21 oct. 1810.	Gimut (Gers).	Gendarme à la compagnie du Gers.	20	9	13	"	"	"	30	9
10	CHANDARIÈRE (Jean)....	2 sept. 1828.	Abzac (Gironde).	Soldat au 2 ^e ré- giment du génie.	3	2	2	6	"	"	9	2
11	DAVID (Charles).....	4 juill. 1815.	Cloyes (Eure-et-Loir).	Soldat au 4 ^e es- cadron du train des équipages militaires.	4	"	16	"	"	"	4	"
12	POMMIER (Jean-Antoine- Victor).	9 fév. 1812.	Le Puy (Haute-Loire).	Soldat au 22 ^e rég- iment d'infanterie de ligne.	20	9	23	7	"	"	27	9
13	JOURO (Étienne-Julien- Marie).	7 sept. 1820.	Quintin (Côtes-du-Nord).	Idem au 46 ^e idem.	9	11	17	"	"	"	9	11
14	LE MARC (Louis).....	30 avril 1824.	Rosporien (Finistère).	Idem au 61 ^e idem.	6	5	11	"	"	"	6	5
15	SIMON (Pierre).....	9 sept. 1827.	Saint-Martial-de- Vilaterne (Charente-Infér.).	Soldat au 8 ^e régi- ment d'infanterie lé- gère.	3	10	11	3	"	"	6	10
16	JARVAIS (Charles).....	9 fév. 1826.	Augeis (Maine-et-Loire).	Idem au 13 ^e idem.	4	"	11	3	"	"	7	"
17	DECRET (Jules-François).	6 juill. 1827.	Châtillon- de-Michille (Ain).	Soldat au 2 ^e ba- taillon de chasseurs à pied.	4	1	10	5	"	"	9	1
18	CARSELIER (François)....	14 fév. 1825.	La Rochelle (Charente-Infér.).	Caporal au 2 ^e ba- taillon d'infanterie légère d'Afrique.	4	7	17	4	"	"	8	7
19	LELORE (Jean-Jacques)...	20 août 1827.	Tocqueville- sur-Eu (Seine-Inférieure).	Soldat au 1 ^{er} ré- giment de carabi- niers.	3	10	12	"	"	"	3	10
20	GERELOT (François).....	4 oct. 1824.	Veux (Seine-et-Loire).	Soldat au 5 ^e régi- ment de lanciers.	4	6	8	"	"	"	4	6
21	VALÉRIAN (Louis-Alexan- dre).	25 déc. 1824.	Laludelle (Oise).	Soldat au 3 ^e régi- ment de chasseurs.	6	6	5	"	"	"	6	5
22	CARALP (Jacques).....	1804.	Prat (Ariège).	Gendarme à la compagnie de l'A- riège.	25	11	21	"	"	"	35	11
23	EMERWEIN (François-Jo- seph).	28 mars 1801.	Rittershoffen (Bas-Rhin).	Idem du Haut-Rhin.	26	5	5	"	"	"	26	5
24	CAVAILLIÉ (Antoine)....	1 ^{er} sept 1821.	Glenat (Cantal).	Claïron au batail- lon de sapeurs-pom- piers de la ville de Paris.	9	4	29	1	"	"	10	4

ARTICLES de la loi du 11 avril 1831 applicables à cette fraction.	GRADE sur lequel la pension est réglée.	QUOTITE de la pension.	POSITION actuelle des titulaires.	ÉPOQUE de l'entrée en jouissance de leur pension.	DOMICILE des titulaires.
Blessures et infirmités déclarées à la perte de l'usage d'un membre. 16 et 18. Idem.	Soldat.	230 ^f (a)	En activité.	7 mai 1852.	Laubach (Bas-Rhin).
Blessures et infirmités déclarées à la perte de l'usage d'un membre. 16 et 18. Idem.	Maréchal des logis.	400 (a)	Idem.	1 ^{er} mai 1852.	Metz (Moselle).
Blessures et infirmités déclarées à la perte de l'usage d'un membre. 11, 16 et 18. Blessures et infirmités déclarées à la perte de l'usage d'un membre. 16 et 18. Idem.	Gendarme. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	340 (a)	Idem.	Idem.	Gisors (Gers).
Blessures et infirmités déclarées à la perte de l'usage d'un membre. 16 et 18. Idem.	Soldat.	248 (a)	Idem.	19 mai 1852.	Abzac (Gironde).
Blessures et infirmités déclarées à la perte de l'usage d'un membre. 16 et 18. Idem.	Idem.	223 (a)	Idem.	14 mai 1852.	Villebent (Loire-et-Cher).
Blessures et infirmités déclarées à la perte de l'usage d'un membre. 17 et 18. Idem.	Idem.	200 (a)	Idem.	16 mai 1852.	Le Puy (Haute-Loire).
Blessures et infirmités déclarées à la perte de l'usage d'un membre. 17 et 18. Idem.	Idem.	200 (a)	Idem.	15 mai 1852.	Quintin (Côtes-du-Nord).
Blessures et infirmités déclarées à la perte de l'usage d'un membre. 17 et 18. Idem.	Idem.	200 (a)	Idem.	1 ^{er} mai 1852.	H. spo den (Finistère).
Blessures et infirmités déclarées à la perte de l'usage d'un membre. 17 et 18. Idem.	Idem.	200 (a)	Idem.	Idem.	Saint-Marial (Charente-Inférieure).
Blessures et infirmités déclarées à la perte de l'usage d'un membre. 17 et 18. Idem.	Idem.	200 (a)	Idem.	Idem.	Saumur (Maine-et-Loire).
Blessures et infirmités déclarées à la perte de l'usage d'un membre. 17 et 18. Idem.	Idem.	200 (a)	Idem.	Idem.	Martignat (Ain).
Blessures et infirmités déclarées à la perte de l'usage d'un membre. 17 et 18. Idem.	Caporal.	210 (a)	Dans ses foyers.	23 août 1851.	Bordeaux (Gironde).
Blessures et infirmités déclarées à la perte de l'usage d'un membre. 17 et 18. Idem.	Soldat.	200 (a)	En activité.	1 ^{er} mai 1852.	Torquerville (Seine-Inférieure).
Blessures et infirmités déclarées à la perte de l'usage d'un membre. 17 et 18. Idem.	Idem.	200 (a)	Idem.	Idem.	Verjux (Saône-et-Loire).
Blessures et infirmités déclarées à la perte de l'usage d'un membre. 17 et 18. Idem.	Idem.	200 (a)	A l'hôpital de Saint-Michel (Meuse).	1 ^{er} janvier 1852.	Oncenbray (Oise).
Blessures et infirmités déclarées à la perte de l'usage d'un membre. 11, 17 et 18. Idem.	Gendarme. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	240 (a)	En activité.	1 ^{er} mai 1852.	La Bastide-de-Seron (Ariège).
Blessures et infirmités déclarées à la perte de l'usage d'un membre. 11, 17 et 18. Idem.	Idem.	240 (a)	Idem.	Idem.	Hatten (Bas-Rhin).
Blessures et infirmités déclarées à la perte de l'usage d'un membre. 17 et 18.	Clairon.	200 (a)	Idem.	16 mai 1852.	Paris (Seine).
	TOTAL...	10,203			

(a) A la condition que les atteintes ne commenceront qu'à dater du jour où il aura été rayé des contrôles d'activité ou aura cessé d'être traité dans un hôpital militaire.

N° 6899. — *DÉCRET qui accorde des Pensions à quatre-vingt-une Veuves de Militaires.*

Du 10 Juillet 1852.

LOUIS-NAPOLÉON, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu, 1° les articles 25 et 26 de la loi du 25 mars 1817, et l'article 3 de l'ordonnance du 20 juin suivant;

2° Le titre III de la loi du 11 avril 1831, sur les pensions de l'armée de terre, qui détermine les conditions auxquelles les veuves de militaires sont susceptibles d'obtenir des pensions;

3° Les lois sur les crédits affectés à l'inscription des pensions militaires au trésor public;

4° La fixation, établie d'après la révision du Conseil d'état, des pensions comprises dans le présent décret, portant le n° 44;

5° L'avis du ministre des finances, en date du 30 juin 1852, exprimant qu'il a reconnu la légalité de cette fixation, et la possibilité d'imputer les pensions proposées, montant à la somme de vingt et un mille quatre cent soixante et quinze francs, sur le crédit d'inscription de 1852;

Sur le rapport du ministre de la guerre,

NOMBRE D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des militaires.	GRADES.	DATE			CONDITIONS dans lesquelles se trouvait le militaire décédé, ou circonstances de son décès.
			de la cessation de l'activité.	du mariage.	du décès.	
1	DILLON (Théobald).....	Intendant militaire.	Le jour du décès.	16 janvier 1856.	12 oct. 1851.	En possession de droits à pension de retraite.
2	CLAUDE dit NANCY (Anne-Phi- libert-François).	Colonel.....	8 juin 1848.	21 juin 1831.	16 janv. 1852.	En jouissance de la pen- sion de retraite.
3	COLLIN dit LA PERRIÈRE (Fren- çois-Gabriel-Jules).	Idem.....	31 oct. 1833.	29 sept. 1819.	25 janv. 1852.	Idem.....
4	COUCHE (Jean-Pierre).....	Idem.....	15 février 1853.	16 sept. 1811.	22 janvier 1852.	Idem.....
5	MAILLARD (Édouard-Louis)..	Idem.....	20 mars 1832.	16 juin 1814.	5 déc. 1851.	Idem.....
6	MUSNIER DE MAUNOY (Louis- Pierre).	Idem.....	Le jour du décès.	31 mai 1814.	26 oct. 1851.	En possession de droit à pension de retraite.
7	LAJAILLE (Christophe-Désiré).	Lieutenant-colonel..	7 janvier 1826.	3 janvier 1817.	31 mars 1852.	En jouissance de la pen- sion de retraite.
8	GABALDA (Jean-Joseph-Fran- çois).	Chef de bataillon...	24 mai 1833.	21 avril 1817.	12 oct. 1851.	Idem.....
9	GARSON (Marie-Antoine)....	Idem.....	10 avril 1839.	29 janvier 1817.	21 janvier 1852.	Idem.....
10	MARBY (Harmodius-Schwede).	Idem.....	20 mars 1839.	13 nov. 1839.	20 nov. 1851.	Idem.....
11	MARIANI (Jean-Thomas)....	Idem.....	10 février 1846.	22 juillet 1824.	19 déc. 1852.	Idem.....

DÉCRET :

Art. 1^{er}. Il est accordé à chacune des quatre-vingt-une veuves de militaires dénommées au tableau ci-après une pension fixée conformément aux indications de ce tableau (1).

2. Ces pensions seront inscrites au trésor public, avec la jouissance de l'époque indiquée à chaque article du tableau qui suit.

3. Les ministres de la guerre et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 10 Juillet 1852.

Signé LOUIS-NAPOLÉON.

Le Ministre de la guerre, par intérim,

Signé THÉODORE DUCOS.

(1) Les titulaires de ces pensions ne devront se pourvoir, soit près du payeur, soit près du ministère des finances, pour réclamer leur certificat d'inscription au trésor, qu'un mois après l'insertion du présent décret au Bulletin des lois.

NOMS ET PRÉNOMS des veuves.	NAISSANCE.		QUANTITÉ de la pension.	ÉPOQUE de l'entrée ou jouissance de la pension.	DOMICILE.
	Dates.	Lieux.			
PERMONT (Louise-Élisabeth)...	8 février 1800.	Paris (Seine).	1,000 ^f	12 octobre 1851.	Paris (Seine).
DE VALENTIN (Catherine-Adèle) (1).	8 avril 1786.	Moscou (Russie).	750	16 janvier 1852.	Idem.
FONCELA PRIST (Antoinette-Françoise).	26 février 1792.	Sapozero (Cher).	750	25 janvier 1852.	Idem.
FLEURY (Marie-Éléonore).....	23 août 1792.	Paris (Seine.)	750	22 janvier 1852.	Versailles (Seine-et-Oise).
DE CAUX (Anne-Joséphine).....	5 janvier 1792.	Idem.	750	5 déc. 1851.	Paris (Seine).
DE JOURNÉ (Amdie-Cécile-Tre-dor).	15 mars 1794.	Idem.	750	26 octobre 1851.	Idem.
BOURNAZ (Angélique-Rosalie)..	10 mars 1790.	Idem.	600	31 mars 1852.	Passy (Seine).
BOULANGER (Aline-Rose).....	15 février 1795.	Nailloux (Haute-Garonne).	500	12 octobre 1851.	Nailloux (Haute-Garonne)
MORIS (Marie-Élisabeth).....	1 ^{er} octobre 1796.	La Croix-aux-Bois (Ardennes).	600	21 janvier 1852.	Reims (Marne).
LAVALLÉ (Agathe-Laurine).....	12 mars 1818.	Calvi (Corse).	500	20 nov. 1851.	Calvi (Corse).
BOULANGER (Angèle-Marie).....	8 juin 1802.	Saint-Antonine (Corse).	500	19 déc. 1851.	Corte (Corse).

(1) Le mari était Français.

NOMS ET PRÉNOMS des militaires.	GRADE.	DATE			CONDITIONS dans lesquelles se trouvait le militaire décédé ou circonstances de son d
		de la cessation de l'activité.	du mariage.	du décès.	
12 MARQUIAND (Jacques)	Chef de bataillon ..	16 mai 1831.	29 avril 1830.	23 mars 1832.	En jouissance de la pen- sion de retraite.
13 BARRÉ (Jean-Louis)	Chef d'escadron	22 août 1833.	26 mars 1830.	25 mars 1832.	Idem
14 DUCLOS DU THULLIOL (Ga- briel-Léonard)	Idem	4 mars 1837.	11 nov. 1832.	10 mars 1832.	Idem
15 BARRÉ (André-Noël)	Major	28 nov. 1831.	25 janvier 1833.	29 février 1832.	Idem
16 BARBOTEAU (Pierre)	Capitaine	24 août 1825.	9 juin 1818.	17 février 1830.	Idem
17 BOUVIER (Louis-Jean-Bap- tiste)	Idem	1 ^{er} juill 1812.	12 juin 1808.	16 février 1832.	Idem
18 CARIN (Ange-François)	Idem	19 oct. 1841.	11 sept. 1815.	10 janvier 1832.	Idem
19 COLLIN (Jean-Baptiste)	Idem	11 juin 1830.	24 nov. 1824.	9 oct. 1831.	Idem
20 CUVELIER (Louis-Joseph)	Idem	26 sept. 1846.	29 déc. 1832.	13 mars 1832.	Idem
21 DELAMERIE (François-Nico- las)	Idem	23 août 1836.	23 déc. 1815.	11 juin 1836.	Idem
22 GOUT (Joseph)	Idem	8 août 1830.	23 juill et 1832.	7 février 1832.	Idem
23 GRUERE (Denis)	Idem	15 oct. 1831.	26 février 1832.	31 mars 1832.	Idem
24 DE LAGARDE (Jean-Louis- François)	Idem	3 mars 1844.	9 oct. 1816.	17 sept. 1831.	Idem
25 LAIR (Jacques)	Idem	31 oct. 1848.	24 août 1837.	9 mars 1832.	Idem
26 LAURENCIN (Antoine)	Idem	Le jour même décès.	8 oct. 1816.	6 août 1831.	Mort en Afrique d'essou- ffement.
27 MAIREZ (Pierre-Nicolas)	Idem	6 août 1839.	11 oct. 1815.	16 avril 1832.	En jouissance de la pen- sion de retraite.
28 PERRIER (Nicolas Sébastien) ..	Idem	4 janvier 1815.	17 mai 1809.	18 février 1832.	Idem
29 SEBOUFFIN (Jean-Baptiste) ..	Idem	1 ^{er} janvier 1835.	20 mai 1832.	18 août 1831.	Idem
30 RIGALL (Damien-Eusèbe-An- toine)	Idem	6 janvier 1843.	24 juillet 1816.	2 février 1832.	Idem
31 LAMBERT (Louis-Nicolas-Fé- lix)	Lieutenant	6 avril 1833.	13 nov. 1794.	18 nov. 1831.	Idem
32 MAILLOT (Claude-Joseph)	Idem	25 avril 1816.	25 oct. 1803.	10 fév. 1830.	Idem
33 PATTE (François-Maxime)	Idem	1 ^{er} juillet 1837.	10 juillet 1816.	11 nov. 1831.	Idem
34 DUCOUDRAY (Nicolas-Cathe- rin)	Garde d'artillerie de 1 ^{re} classe.	10 juin 1835.	2 nov. 1819.	31 mars 1832.	Idem
35 RETÉ (Louis-Baptiste)	Sous-chef ouvrier d'état.	9 février 1844.	12 avril 1815.	8 janvier 1832.	Idem
36 LOUIS (Claude)	Garde du train des équipages mili- taires de 4 ^e classe.	9 juin 1837.	16 avril 1822.	28 mars 1832.	Idem

NOM ET PRÉNOMS des veuves.	NAISSANCE.		QUOTITÉ de la pension.	ÉPOQUE de l'entrée en jouissance de la pension.	DOMICILE.
	Dates.	Lieux.			
MORT (Julienne)	28 août 1794.	Avalon (Yonne).	500 ^f	23 mars 1852.	Avalon (Yonne).
EL (Marie-Sophie)	12 mars 1786.	Paris (Seine).	500	25 mars 1852.	Paris (Seine).
MOT LEBLANC (Anne)	16 sept. 1805.	Limoges (Haute-Vienne).	500	10 mars 1852.	Chaptelat (Haute-Vienne).
MOT (Marie-Anne)	19 juillet 1775.	Niort (Deux-Sèvres).	500	29 février 1852.	Niort (Deux-Sèvres).
MAURE (Françoise)	24 février 1775.	Angoulême (Charente).	400	17 février 1852.	Angoulême (Charente).
MULLA (Jeanne-Marie) (1) ...	3 nov. 1788.	Bassano (Italie).	400	16 février 1852.	Vitry-le-François (Marne).
MOTTA (Marie-Françoise) (1) ..	11 janvier 1787.	Saint-Maurice (Savoie).	400	20 janvier 1852.	Macon (Saône-et-Loire).
MOT (Lucie)	5 février 1807.	Saint-Clair (Gers).	400	9 octobre 1851.	Mauvein (Gers).
MOT (Jeanne-Marie)	5 sept. 1805.	Paris (Seine).	400	13 mars 1852.	Paris (Seine).
MOT (Ferdinand-Eugénie) ..	4 octobre 1796.	Quevillon (Seine-Inférieure).	400	Du jour qui sera fixé par le ministre des finan- ces (a).	Rouen (Seine-Inférieure).
MOTTA (Catherine-Antoinette- Floristine)	24 mars 1812.	Cous-la-Grandville (Moselle).	400	7 février 1852.	Cous-la-Grandville (Moselle).
MOTTA (Jeanne-Marie-Car- line)	8 sept. 1796.	Comblanc (Moselle).	400	31 mars 1852.	Charleville (Ardennes).
MOTTA (Marguerite-Élie- nora)	20 avril 1789.	Beaulieu (Corrèze).	400	17 sept. 1851.	Saint-Céré (Lot).
MOT (Marie-Adélaïde)	19 sept. 1806.	Bernay (Eure).	400	9 mars 1852.	Saint-Clair-d'Arcy (Eure).
MOT (Marie-Josephine)	15 mai 1818.	Bourg-du-Péage (Drôme).	400	6 août 1851.	Lyon (Rhône).
MOTTA (Françoise-Josephe) ..	12 octobre 1792.	Philippeville (Ardennes).	400	16 avril 1852.	Dijon (Côte-d'Or).
MOT (Marie-Sophie)	30 août 1784.	Paris (Seine).	400	18 février 1852.	Paris (Seine).
MOTTA (Marie)	3 août 1799.	Sainte-Foi (Haute-Garonne).	400	18 août 1851.	Risamees (Haute-Garonne).
MOT (Anne)	26 sept. 1797.	Metz (Moselle).	400	2 février 1852.	Carat (Pyénées-Orientales).
MOT (Marie-Françoise)	8 déc. 1774.	Lens-le-Sauvage (Jura).	300	13 nov. 1851.	Macornay (Jura).
MOTTA (Jeanne-Marguerite) ...	20 juillet 1780.	Mailleroncourt (Haute-Saône).	300	10 février 1850.	Hautvillers (Haute-Saône).
MOTTA (Françoise-Gabriel-Ju- lie)	7 avril 1797.	Guise (Aisne).	300	11 nov. 1851.	Fresnoy-le-Grand (Aisne).
MOTTA (Marie-Anne-Adé- laïde)	16 déc. 1798.	Sedan (Ardennes).	300	31 mars 1852.	Bessancourt (Doubs).
MOTTA (Marie-Anne-Fran- çoise)	17 février 1804.	Perpignan (Pyénées-Orientales).	250	8 janvier 1852.	Grenade (Haute-Garonne).
MOTTA (Marie-Louise)	23 nov. 1786.	Houlbec-Cocherel (Eure).	150	28 mars 1852.	Vernon (Eure).

(1) La mari était Française. — (a) La demande de l'intéressé a été produite en temps utile.

P Série. — Partie suppl.

NOM ET PRÉNOM des militaires.	GRADÉS.	DATE			CONDITIONS dans lesquelles se trouvait le militaire décédé ou circonstances de son
		de la cessation de l'activité.	du mariage.	du décès.	
37 BERNARD-JEYVOI (Jean-Etienne).	Sergent-major.....	15 août 1844.	9 août 1840.	13 février 1851.	En jouissance de la p de retraite.
38 GUYVAT (Jean-François-Blaise).	Portier-contigne de 3 ^e classe.	Le jour du décès.	3 fév. 1840.	26 mars 1851.	En possession de à la pension de traite.
39 ACQUAVIVA (Ange-Antoine).	Sergent.....	19 février 1851.	8 nov. 1847.	8 avril 1851.	En jouissance de la p de retraite.
40 AUVRAT (Victor).....	Idem.....	24 mai 1846.	3 avril 1837.	18 sept. 1851.	Idem.....
41 DECORBE (Jean-Louis).....	Idem.....	21 janvier 1844.	10 mars 1806.	24 déc. 1851.	Idem.....
42 DESMONTS (Pierre-Victor-Mo-deste).	Idem.....	22 janvier 1837.	9 avril 1813.	26 déc. 1851.	Idem.....
43 PADINI dit COLONBANI (Léon).	Idem.....	30 juin 1839.	8 oct. 1838.	24 déc. 1851.	Idem.....
44 RIDEAU (Jean).....	Idem.....	24 janvier 1848.	(A) 18 déc. 1842.	21 déc. 1851.	Idem.....
45 CLEUVENOT (Guérin).....	Maréchal des logis.	2 juillet 1841.	27 oct. 1819.	7 janvier 1852.	Idem.....
46 FRIÉDERICH (Jacques).....	Idem.....	7 juin 1849.	24 juin 1825.	24 oct. 1851.	Idem.....
47 MEVANT (François).....	Idem.....	19 avril 1843.	18 avril 1821.	15 février 1822.	Idem.....
48 MASSON (Jean).....	Idem.....	Le jour du décès.	28 oct. 1823.	5 mars 1852.	En possession de à la pension de traite.
49 MILLER (Jean-Baptiste).....	Idem.....	19 février 1841.	11 février 1812.	31 déc. 1851.	En jouissance de la p de retraite.
50 OUBAT (Pierre-Gabriel).....	Idem.....	Idem.	20 déc. 1824.	28 nov. 1852.	Idem.....
51 REYHEL (Abraham).....	Idem.....	17 février 1840.	24 oct. 1826.	6 avril 1852.	Idem.....
52 TARTIER (Jean-Baptiste).....	Idem.....	4 janvier 1835.	1 ^{er} février 1815.	7 nov. 1851.	Idem.....
53 BARRÉ (François-Nicolas).....	Caporal.....	20 sept. 1804.	7 nov. 1815.	19 février 1820.	Idem.....
54 BERTIN (Jean-Baptiste).....	Brigadier.....	2 ^o oct. 1814.	3 mai 1800.	10 juin 1849.	Idem.....
55 DUC (Jean-Pierre).....	Idem.....	17 sept. 1834.	8 août 1823.	28 déc. 1851.	Idem.....
56 LAMBERT (Augustin).....	Idem.....	Le jour du décès.	25 octobre 1843.	3 déc. 1851.	Tué dans un service mandé.
57 LE BASTON (François-Ignace).	Idem.....	2 août 1820.	16 nov. 1818.	14 août 1851.	En jouissance de la p de retraite.

(A) Moins de deux ans de mariage, mais il existe un enfant issu de ce mariage.

(B) Moins de deux ans de mariage, mais il existe des enfants issus de ce mariage.

NOM ET PRÉNOM des veuves.	NAISSANCE.		QUOTITÉ de la pension.	ÉPOQUE de l'entrée en jouissance de la pension.	DOMICILE.
	Dates.	Lieux.			
ET (Félicie).....	20 juillet 1807.	Saurat (Ardèche).	150 ^c	13 février 1852.	Bavaud (Tarn).
ET (Julie).....	9 oct. 1814.	La Petite-Pierre (Bas-Rhin).	100	26 mars 1851.	La Petite-Pierre (Bas-Rhin).
LEMAIRE (Marie).....	6 oct. 1813.	Belgodard (Corse).	100	8 avril 1851.	Calvi (Corse).
LEON (Catherine).....	19 mars 1815.	La Verpillière (Isère).	100	18 sept. 1851.	Tarascon (Bouches-du-Rhône)
LEON (Marie - Anne - Séra- phine).....	13 juillet 1786.	Beaumont (Loiret).	100	24 déc. 1851.	Paris (Seine).
LEON (Marie-Antoinette)...	19 mars 1786.	Conde (Nord).	100	26 déc. 1851.	Idem.
LEON (Marie-Joséphine)....	13 sept. 1816.	Suippes (Marne).	100	23 déc. 1851.	Brignoles (Var).
LEON (Marie).....	9 avril 1815.	Napellon (Vendée).	100	21 déc. 1851.	Montreuil (Tarn-et-Garonne)
LEON (Amélie-Blonde).....	13 mars 1797.	Freney (Sarthe).	100	7 janvier 1852.	Freney (Sarthe).
LEON (Julie-Marguerite)....	5 mai 1802.	Massy (Oise).	100	22 oct. 1851.	Massy (Oise).
LEON (Angèle-Marie).....	20 août 1792.	Bastia (Corse).	100	16 février 1852.	Blaye (Gironde).
LEON (Isabelle).....	6 avril 1800.	Périgueux (Dordogne).	100	5 mars 1852.	Mucidan (Dordogne).
LEON (Thérèse).....	5 juillet 1787.	Auch (Gers).	100	31 déc. 1851.	Toulouse (Haute-Garonne)
LEON (Agathe-Hélène).....	21 avril 1803.	Maubeuge (Nord).	100	25 nov. 1851.	Arras (Pas-de-Calais).
LEON (Elisabeth).....	9 juin 1796.	Lure (Haute-Saône).	100	6 avril 1852.	Trévoux (Ain).
LEON (Marie-Catherine)....	19 sept. 1776.	Umpéau (Eure-et-Loir).	100	7 nov. 1851.	Orléans (Loiret).
LEON (Florence-Émilie)....	9 oct. 1786.	Briz (Manche).	100	19 février 1852.	Cherbourg (Manche).
LEON (Rose-Élisabeth).....	1 ^{re} juin 1781.	L'Hôtellerie (Calvados).	100	Du jour qui sera fixé par le ministre des finan- ces.	Lillebonne (Seine-Inférieure)
LEON (Justine-Apolline)...	12 nov. 1800.	Agneux (Manche).	100	25 déc. 1851.	Saint-Lô (Manche).
LEON (Marianne-Portance)...	11 oct. 1823.	Aiglon (Var).	100	5 déc. 1851.	Grasse (Var).
LEON (Kin Beth-Suzanne)...	23 nov. 1790.	Saint-Germain-en-Laye (Seine-et-Oise).	100	24 août 1851.	Grenelle (Seine).

NOM ET PRÉNOMS des militaires.	GRADES.	DATE			CONDITIONS dans lesquelles se trouvait le militaire décédé ou circonstances de son
		de la cessation de l'activité.	du mariage.	du décès.	
58 LEMUEUX (Jean-François)...	Brigadier	Le jour du décès.	25 juillet 1839.	7 déc. 1851.	Mort à la suite de blessures reçues dans un combat commandé.
59 BAUDRY (Réné).....	Idem.	19 juin 1834.	10 avril 1850.	11 mars 1852.	En jouissance de la pension de retraite.
60 GODFROY (Pierre).....	Idem.	31 août 1810.	1803- 1804.	4 janvier 1850.	Idem.....
61 APÈLLE (Jean-Baptiste)....	Gendarme.	4 janvier 1845.	4 mai 1818.	25 oct. 1851.	Idem.....
62 BERTHEY (François).....	Idem.	Le jour du décès.	14 mars 1848.	26 juillet 1851.	Mort en Afrique d'une maladie endémique.
63 BÉZIAT (Joseph).....	Idem.	25 mai 1844.	15 juin 1834.	2 février 1852.	En jouissance de la pension de retraite.
64 CHANPAGNEUX (Anne-Vincent).	Idem.	10 mai 1829.	11 janvier 1814.	8 sept. 1851.	Idem.....
65 CHART (Vincent).....	Idem.	4 avril 1821.	5 février 1812.	31 mars 1852.	Idem.....
66 DESMOUTIERS (Michel).....	Idem.	25 avril 1830.	28 juin 1799.	5 mars 1851.	Idem.....
67 DUPOUX (Pierre).....	Idem.	4 janvier 1840.	8 avril 1818.	23 déc. 1851.	Idem.....
68 GILLET (Jean-Pierre).....	Idem.	4 janvier 1835.	7 juin 1814.	Idem.	Idem.....
69 LANDRAN (François - Michel-Daniel).	Idem.	8 août 1850.	20 octobre 1818.	31 mai 1851.	Idem.....
70 LAVESAN (Jean).....	Idem.	18 sept. 1833.	11 avril 1809.	21 déc. 1851.	Idem.....
71 LECOMTE (Joseph).....	Idem.	28 nov. 1833.	29 mai 1817.	31 mars 1851.	Idem.....
72 LELU (Mathurin-Guillaume-François).	Idem.	31 janvier 1842.	16 oct. 1815.	9 déc. 1851.	Idem.....
73 MOREL (Jacques-François)...	Idem.	23 janvier 1847.	9 juin 1811.	22 janvier 1852.	Idem.....
74 RABIER (Jean-Baptiste)....	Idem.	Le jour du décès.	14 nov. 1846.	8 nov. 1851.	Tué dans un service commandé.
75 COURBON (Jean-Baptiste)....	Maître ouvrier.....	25 juillet 1827.	18 janvier 1804.	29 février 1852.	En jouissance de la pension de retraite.
76 JOSET (Nicolas).....	Idem.	16 déc. 1831.	21 oct. 1798.	27 nov. 1851.	Idem.....
77 PERRAUD (Jean).....	Idem.	27 oct. 1835.	5 mai 1819.	18 nov. 1849.	Idem.....
78 SCHNEIDER (Antoine).....	Idem.	2 avril 1849.	18 sept. 1821.	27 nov. 1851.	Idem.....
79 VIOLE (Jean-Baptiste).....	Idem.	30 juin 1839.	4 juillet 1810.	6 déc. 1851.	Idem.....
80 KARCHER (Friedric).....	Ouvrier d'état.....	Le jour du décès.	29 avril 1834.	27 février 1852.	En possession de la pension de retraite.
81 HARDY (Jean-Baptiste).....	Ouvrier de manufacture d'armes de guerre.	20 février 1835.	24 nov. 1813.	22 janvier 1852.	En jouissance de la pension de retraite.

NOM ET PRÉNOMS des VEUVES.	NAISSANCE.		QUOTITÉ de la pension.	ÉPOQUE de l'entrée en jouissance de la pension.	Domicile.
	Dates.	Lieux.			
BARA (Françoise-Antoinette)...	6 août 1812.	Rémalard (Orne).	100 ^f	7 ^{de} déc. 1851.	Nogent-sur-Vernisson (Orne).
BLAIS (Louise).....	17 oct. 1779.	Moncontour (Deux-Sèvres).	100	11 mars 1852.	Angoulême (Charente).
BRUN (Mathilde-Rose-Louise)	5 octobre 1782.	Paris (Seine).	100	4 janvier 1850.	Paris (Seine).
BRY (Marie).....	16 juin 1798.	Aumetz (Mortelle).	100	25 oct. 1851.	Aumetz (Moselle).
BRY (Marie-Dorile).....	13 oct. 1827.	Saint-Gervais (Drôme).	100	26 juillet 1851.	Valence (Drôme).
BRY (Louise).....	11 août 1808.	Lagrasse (Aude).	100	2 février 1852.	Lesignan (Aude).
CAEN (Marie-Sébastienne)...	30 janvier 1783.	Culan (Cher).	100	8 sept. 1851.	Culan (Cher).
CAEN (Marguerite).....	18 déc. 1786.	Bleale (Haute-Loire).	100	31 mars 1852.	Bleale (Haute-Loire).
CAEN (Anne-Rose).....	8 août 1788.	Aix (Bouches-du-Rhône).	100	5 mars 1851.	Aix (Bouches-du-Rhône).
CAEN (Madeleine).....	25 sept. 1793.	Brioude (Haute-Loire).	100	23 déc. 1851.	Paris (Seine).
CAEN (Marie-Marguerite).....	18 juillet 1793.	Courtonner (Orne).	100	Idem.	Courtonner (Orne).
CAEN (Marie-Désirée).....	3 octobre 1800.	Lassay (Mayenne).	100	31 mai 1851.	Fiers (Orne).
CAEN (Antoinette-Émilie)...	26 juin 1787.	Bordeaux (Gironde).	100	21 déc. 1851.	Vouvray (Indre-et-Loire).
CAEN (Anne-Rose).....	11 avril 1786.	Semmadon (Haute-Saône).	100	31 mars 1851.	Semmadon (Haute-Saône).
CAEN (Marie-Genoëvre).....	20 mars 1787.	Choyes (Eure-et-Loir).	100	9 déc. 1851.	Blois (Loir-et-Cher).
CAEN (Marie-Rosalie).....	27 janvier 1791.	Caen (Calvados).	100	22 janvier 1852.	Caen (Calvados).
CAEN (Sophie).....	1 ^{re} août 1825.	Marvejols (Lozère).	100	8 nov. 1851.	Marvejols (Lozère).
CAEN.....	3 nov. 1787.	Rochevaillée (Loire).	100	29 février 1852.	Valbenoitte (Loire).
CAEN (Marie-Alexis).....	4 août 1778.	Nouzon (Ardennes).	100	27 nov. 1851.	Nouzon (Ardennes).
CAEN (Claudine).....	17 février 1784.	Saint-Étienne (Loire).	100	18 nov. 1849.	Le Coteau (Loire).
CAEN (Marie-Anne).....	19 juin 1797.	Saint-Nabor (Bas-Rhin).	100	27 nov. 1851.	Châtellerault (Vienne).
CAEN (Anne-Virginie).....	4 juin 1786.	Tulle (Corrèze).	100	6 déc. 1851.	Tulle (Corrèze).
CAEN (Marguerite).....	21 avril 1803.	Strasbourg (Bas-Rhin).	100	27 février 1852.	Strasbourg (Bas-Rhin).
CAEN (Jeanne-Françoise).....	13 janvier 1785.	This (Ardennes).	100	22 janvier 1852.	Étion (Ardennes).
TOTAL.....			31,475		

N° 6909. — *DÉCRET qui accorde des Secours annuels aux Orphelins de quatre Militaires.*

Du 10 Juillet 1852.

LOUIS-NAPOLÉON, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu, 1° les articles 25 et 26 de la loi du 25 mars 1817, et l'article 3 de l'ordonnance du 20 juin suivant;

2° Le titre III de la loi du 11 avril 1831, sur les pensions de l'armée de terre, qui détermine les conditions auxquelles les orphelins de militaires sont susceptibles d'obtenir des secours annuels;

3° Les lois sur les crédits affectés à l'inscription des pensions militaires au trésor public;

4° La fixation, établie d'après la révision du Conseil d'état des secours annuels compris dans le présent décret, portant le n° 45;

NOMBRE D'ORPHELINS	NOMS ET PRÉNOMS des père et mère.	GRADE.	DATES			CIRCONSTANCES du décès des père et mère.
			du mariage des père et mère.	de la cessation de l'activité du père.	du décès des père et mère.	
1	DELANOGNE (Alandre-Paul-François)(1).	Sous-intendant militaire.	12 mars 1833.	Le jour du décès.	26 août 1851.	Mort en Afrique de léra morbes.
2	GARNIER (Nicolas-Joseph).	Capitaine.....	18 juillet 1829.	22 octobre 1855.	26 janvier 1852. 5 février 1841.	En jouissance de la sion de retraite.
3	Et dame HENRY (Claire-Adine).	.....	.....	.....	.....	.....
3	RENAUD (Laurent).....	Capitaine.....	12 déc. 1843.	9 décembre 1861.	7 janvier 1852. 24 mars 1848.	En jouissance de la sion de retraite.
4	Et dame GUYE (Marie-Victoire-Fleury).	.....	.....	.....	.....	.....
4	DEPOUCHEL (Augustin-Amédée).	Médecin ordinaire..	28 avril 1834.	Le jour du décès.	30 oct. 1846. 22 nov. 1851.	En possession de droit pension de retraite.
	Et dame LINTSCHENRIDER (Jeanne-Catherine).	.....	.....	.....	.....	En jouissance de la pen de veuve.

(1) Ce secours annuel a été liquidé en faveur desdits orphelins par suite de jugement en date du 18 juin qui a prononcé la séparation de corps des père et mère, et qui exclut la veuve du droit à la pension.

2. Ces secours annuels seront inscrits au trésor public, avec jouissance de l'époque indiquée à chaque article du tableau qui précède, et seront payés jusqu'à ce que le plus jeune des orphelins ait atteint l'âge de vingt et un ans accomplis.

3. Les ministres de la guerre et des finances sont chargés,

5° L'avis du ministre des finances, en date du 30 juin 1852, exprimant qu'il a reconnu la légalité de cette fixation, et la possibilité d'imputer les secours annuels proposés, montant à la somme de deux mille cinquante francs, sur le crédit d'inscription ouvert pour l'année 1852;

Sur le rapport du ministre de la guerre,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est accordé aux orphelins de chacun des quatre militaires dénommés au tableau ci-après un secours annuel fixé conformément aux indications de ce tableau (1), savoir :

(1) Les titulaires de ces secours annuels ne devront se pourvoir, soit près du payeur, soit près du ministre des finances, pour réclamer leur certificat d'inscription au trésor, qu'un mois après l'insertion du présent décret au Bulletin des lois.

NOMS ET PRÉNOMS des orphelins.	DATES de naissance des orphelins.	LIEUX de naissance des orphelins.	QUANTITÉ du secours annuel.	NOMS DES TUTEURS des orphelins.	DOMICILE.	ÉPOQUES de l'entrée en jouissance des secours annuels.
DELABOCHÉ (Paul-Auguste- Camille).	16 juillet 1839.	Stenay (Moselle).	750 ^f	M ^{me} DELABOCHÉ, tutrice légale.	Batignolles (Seine).	25 août 1851.
(Adèle-Eulalie)..	10 oct. 1843.	Alger (Afrique).				
DELABOCHÉ (Émile-Sigis- mond-Antoine).	7 déc. 1854.	Paris (Seine).	400	M. GARNIER.....	Paris (Seine).	25 février 1852.
(Léonie - Claise- Marie).	21 janv. 1841.	Idem.				
DELABOCHÉ (Angélique-Engé- nie-Marie-Anne).	22 nov. 1844.	Idem.	400	M. SEVE.....	Bordeaux (Gironde).	7 janvier 1852.
DELABOCHÉ (Marguerite).	18 juillet 1857.	Idem.	500	M ^{me} MANGEAU, seule des orphelins.	Metz (Moselle).	22 nov. 1851.
(Marie).....	10 mars 1840.	Idem.				
		Total....	2,050			

chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 10 Juillet 1852.

Signé LOUIS-NAPOLÉON.
Le Ministre de la guerre, par intérim,
Signé THÉODORE DUCOS.

N° 6901. — Décret qui accorde à quarante-cinq Militaires des Pensions de retraite à titre d'ancienneté de service.

Du 10 Juillet 1852.

LOUIS-NAPOLÉON, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu, 1° les articles 25 et 26 de la loi du 25 mars 1817, et l'article 3 de l'ordonnance du 20 juin suivant;

2° La loi du 11 avril 1831, sur les pensions de l'armée de terre;

3° Les lois sur les crédits affectés à l'inscription des pensions militaires au trésor public;

4° La fixation, établie d'après la révision du Conseil d'état, des pensions de retraite comprises dans le présent décret, portant le n° 46;

5° L'avis du ministre des finances, en date du 3 juillet 1852,

NOM ET PRÉNOMS.	NAISSANCE.		GRADES, armes, etc.	SERVICES effectifs.			CAMPAGNES			TOTAL	
	Dates.	Lieux.		Ans.	Mois.	Jours.	Ans.	Mois.	Jours.	Ans.	Mois.
1 CLAVEL (Jean-François) ..	28 juin 1794.	Paymeras (Vaucluse).	Portier consigne de 1 ^{re} classe à Metz.	37	10	7	3	"	"	40	10
2 BOUVIÉ (Jean-Pierre-Fré- déric-Salomé).	29 juin 1801.	Bitche (Moselle).	Idem de 3 ^e classe à Calvi.	30	4	5	6	"	"	36	4
3 VALAT (Jacques).....	3 sept. 1797.	Souillac (Lot).	Chef de bataillon au 74 ^e régiment d'in- fanterie de ligne.	33	3	13	7	"	"	40	3
4 THIELLEMENT (Bon-Louis).	6 mars 1796.	Barbonne- Fayelle (Marne).	Major au 52 ^e ré- giment d'infanterie de ligne.	33	3	16	9	"	"	42	3
5 HENRIARD PIGOLLET (Jean- Prosper).	28 avril 1795.	Puiscerteau, commune de Neuicq (Charente-Infér.).	Idem au 62 ^e idem.	39	1	24	2	"	"	41	1
6 GARAS (Louis-Augustin) ..	8 juill. 1799.	Nérac (Lot-et-Garonne).	Capitaine au 25 ^e régiment d'infante- rie légère.	30	6	17	3	"	"	33	6
7 BASTIDÉ (Antoine-Joseph- Catherine).	26 avril 1799.	Saint-Genès (Aucyon).	Capitaine d'habil- lement au 41 ^e régi- ment d'infanterie de ligne.	35	3	23	4	"	"	39	3
8 BATSALLE (Théodore)....	1 ^{er} fév. 1803.	Dax (Landes).	Capitaine au 41 ^e régiment d'infante- rie de ligne.	30	4	21	12	"	"	42	4
9 PRIEUR (Jean-Baptiste)...	16 avril 1802.	Givry (Saône-et-Loire).	Idem au 44 ^e idem.	32	7	20	12	"	"	44	7
10 MAURIZOT (François)....	2 mars 1800.	Apt (Vaucluse).	Idem au 60 ^e idem.	31	2	4	1	"	"	32	2
11 LEROUX (Victor).....	6 oct. 1804.	Paris (Seine).	Idem au 62 ^e idem.	30	8	9	16	6	"	47	2

exprimant qu'il a reconnu la légalité de cette fixation, et la possibilité d'imputer les pensions proposées, montant à la somme de soixante et un mille quatre cent quarante francs, sur le crédit d'inscription ouvert pour l'année 1852 ;

Sur le rapport du ministre de la guerre,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est accordé à chacun des quarante-cinq militaires dénommés au tableau ci-après une pension de retraite fixée conformément aux indications de ce tableau, savoir (1) :

(1) Les titulaires de ces pensions ne devront se pourvoir, soit près du payeur, soit près du ministre des finances, pour réclamer leur certificat d'inscription au trésor, qu'un mois après l'insertion du présent décret au Bulletin des lois.

ARTICLES de la loi du 11 avril 1852 applicables à cette fixation.	GRADE sur lequel la pension est réglée.	QUANTITÉ de la pension.	POSITION actuelle des titulaires.	ÉPOQUE de l'entrée en jouissance de leur pension.	DOMICILE des titulaires.
9, 10 et 11.	Portier consigne de 1 ^{re} classe. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	615 ^f (a)	En activité.	4 avril 1852.	"
Idem.	Portier consigne de 3 ^e classe. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	359 (a)	Idem.	26 mai 1852.	Paris (Seine).
9 et 10.	Chef de bataillon.	1,765 (a)	Idem.	25 mai 1852.	Soults (Haut-Rhin).
Idem.	Major.	1,813 (a)	Idem.	1 ^{er} juin 1852.	Metz (Moselle).
Idem.	Idem.	1,788 (a)	Idem.	25 mai 1852.	Anville (Charente).
Idem.	Capitaine.	1,280 (a)	Idem.	15 juin 1852.	Toulouse (Haute-Garonne).
9, 10 et 11.	Capitaine. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	1,668 (a)	Idem.	25 mai 1852.	Saint-Genies (Aveyron).
Idem.	Idem.	1,740 (a)	Idem.	Idem.	Pau (Basses-Pyrénées).
Idem.	Idem.	1,800 (a)	Idem.	26 mai 1852.	Limas (Seine-et-Oise).
9 et 10.	Capitaine.	1,250 (a)	Idem.	21 mai 1851.	Apt (Vaucluse).
Idem.	Idem.	1,650 (a)	Idem.	25 mai 1852.	Paris (Seine).

(1) A la condition que les arrérages ne commenceront qu'à dater du jour où le titulaire aura été rayé des cadres d'activité.

ARTICLE 22 de la loi du 11 mai 1831 applicables à cette section.	GRADE sur lequel la pension est réglée.	QUANTITÉ de la pension.	POSITION actuelle des titulaires.	ÉPOQUE de l'entrée ou jouissance de leur pension.	DOMICILE des titulaires.
9, 10 et 11.	Capitaine. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	1,624 ¹ (a)	En activité.	25 mai 1852.	Mouftrienah (Mont-Rhin).
9 et 10.	Major.	1,650 (a)	Dans ses foyers.	21 mai 1852.	Courcelles (Seine-et-Oise).
Idem.	Capitaine.	1,350 (a)	En activité.	26 mai 1852.	Metz (Moselle).
9, 10 et 11.	Capitaine. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	1,536 (a)	Idem.	26 mai 1852.	Bouzonville (Moselle).
9 et 10.	Sous-lieutenant.	850 (a)	Idem.	26 mai 1852.	"
9, 10 et 11.	Capitaine. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	1,836 (a)	Idem.	26 mai 1852.	Metz (Moselle).
Idem.	Idem.	1,776 (a)	Idem.	26 mai 1852.	Angers (Maine-et-Loire).
Idem.	Idem.	1,884 (a)	Idem.	Idem.	"
Idem.	Garde d'artillerie de 1 ^{re} classe. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	1,116 (a)	Idem.	18 mai 1852.	Châtelleraut (Vienne).
Idem.	Garde d'artillerie de 2 ^e classe (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade).	1,308 (a)	Dans ses foyers.	16 mai 1852.	Médéah (Algérie).
9 et 10.	Chef d'escadron.	1,650 (a)	En non-activité.	23 mars 1852.	La Chaussée (Marnes).
9, 10 et 11.	Chef d'escadron. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	2,380 (b)	Idem.	27 février 1852.	Le Mans (Sarthe).
Idem.	Capitaine (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	1,452 (c)	Idem.	13 janvier 1852.	La Peyre, commune de Balvès (Aude).
Idem.	Idem.	1,524 (d)	Idem.	10 avril 1852.	Versailles (Seine-et-Oise).
Idem.	Idem.	1,452 (e)	Idem.	13 janvier 1852.	Bourges (Cher).
Idem.	Idem.	1,400 (f)	Idem.	26 mai 1852.	Vitry-le-François (Marnes).
Idem.	Idem.	1,584 (g)	Idem.	24 mai 1852.	Saint-Lô (Manche).
Idem.	Idem.	1,500 (h)	Idem.	25 avril 1852.	Boucouville (Seine).
Idem.	Adjudant d'administration en 1 ^{re} . (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	1,410 (i)	Idem.	2 avril 1852.	Vitry-le-François (Marnes).

des sommes perçues depuis le 26 mai 1852 à titre de solde de non-activité. Dans cette pension est confondue celle de son fiancé qui a été accordée au titulaire le 20 août 1844, et que la présente annule. — (g) Sans déduction des sommes perçues depuis le 21 mai 1852 à titre de solde de non-activité — (h) Sans déduction des sommes perçues depuis le 25 avril 1852 à titre de solde de non-activité. — (i) Sans déduction des sommes perçues depuis le 2 avril 1852 à titre de solde de non-activité.

RUMÉROS D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS.	NAISSANCE.		GRANDES, armes, etc.	SERVICES effectifs.			CAMPAGNES			TOT.	
		Dates.	Lieux.		Ans.	Mois.	Jours.	Ans.	Mois.	Jours.	Ans.	Mois.
31	CORNVAU D'OFFEMONT (Auguste-René).	15 sept. 1805.	Paris (Seine).	Lieutenant de cavalerie.	30	2	3	"	"	"	30	
32	FOUQUE DESLOGES (Alexis-Améd.)	20 fév. 1799.	Avranches (Manche).	Idem.	30	4	8	"	"	"	30	
33	D'ANVIN DE HARDENTHUN (Frédéric).	23 déc. 1802.	Abbeville (Somme).	Sous-lieutenant de cavalerie.	30	3	11	"	"	"	30	
34	CAROUIN TRIVILLE (Bernard-Louis-Herman-Ernest).	23 fév. 1802.	Castelnandary (Aude).	Idem.	30	3	13	1	"	"	31	1
35	DE LA FASCHERIE VAUCROULT (Paul-Auguste-Louis).	7 déc. 1801.	Monteville (Calvados).	Idem.	30	1	17	"	"	"	30	1
36	HUGONNAUD DE BOYAT (Louis-Adolphe).	13 juill. 1803.	Brigueuil (Charente).	Idem.	30	5	20	"	"	"	30	5
37	LE PRIEUR (Frédéric-Pierre-Gaspard).	15 sept. 1802.	Bourbonne (Haute-Marne).	Idem.	30	2	22	1	"	"	31	2
38	POIRRY (Jean-Baptiste) ..	27 déc. 1797.	Colligny (Marne).	Chef de bataillon d'infanterie.	32	9	25	17	"	"	49	9
39	GOURNAY (Charles)	24 mars 1793.	Paris (Seine).	Chef d'escadron de gendarmerie.	42	"	16	7	"	"	49	"
40	JONAS (Charles)	11 oct. 1800.	Lyon (Rhône).	Capitaine d'infanterie.	35	1	28	2	"	"	37	1
41	TARDIU (Pierre)	27 nov. 1800.	Millas (Pyr.-Orientales).	Idem.	33	"	16	15	"	"	48	"
42	PINGEX (Frédéric)	28 déc. 1799.	Bakarach (Doubs).	Lieutenant au train des équipages militaires.	31	4	14	13	"	"	44	4
43	SOUTAIS (Thomas)	5 juin 1796.	Espère (Lot).	Garde du génie de 1 ^{re} classe.	34	3	15	6	"	"	40	3
44	THEUVENIN (Joseph-François).	3 avril 1797.	Longeville (Moselle).	Idem de 2 ^e classe.	34	6	22	2	"	"	36	6
45	TESTARD (Jean-Guillaume).	19 fév. 1792.	Phalabourg (Meurthe).	Fouquier.	37	10	13	7	"	"	44	10

(a) Sauf déduction des sommes perçues depuis le 13 janvier 1852 à titre de congé illimité. — (b) Sauf déduction des sommes perçues depuis le 13 février 1852 à titre de congé illimité. — (c) Sauf déduction des sommes perçues depuis le 13 janvier 1852 à titre de congé illimité. — (d) Sauf déduction des sommes perçues depuis le 10 avril 1852 à titre de congé illimité. — (e) Sauf déduction des sommes perçues depuis le 13 janvier 1852 à titre de congé illimité. — (f) Sauf déduction des sommes perçues depuis le 27 février 1852 à titre de congé illimité. — (g) A la condition que les arrérages ne commenceront qu'à dater du jour où le titulaire aura été rayé des contrôles d'activité, et sans déduction des sommes qu'il aurait touchées, depuis ladite époque, sur la pension de 1,975 francs qui lui a été accordée par décret du 26 décembre 1851, et que la présente annule. — (h) A la condition que les arrérages ne commenceront qu'à dater du jour où le titulaire aura été rayé des contrôles d'activité, et sans déduction des sommes qu'il aurait touchées, depuis ladite époque, sur la pension de 1,963 francs, qui lui a été accordée le 9 décembre 1851, et que la présente annule. — (i) A la condition que les arrérages ne commenceront qu'à dater du jour où le titulaire aura été rayé des contrôles d'activité, et sans déduction des sommes qu'il aurait touchées, depuis ladite époque, sur la pension de 2,330 francs qui lui a été accordée le 9 décembre 1851, et que la présente annule. — (j) A la condition que les arrérages ne commen-

ARTICLES de la loi du 11 avril 1831 applicables à cette fonction.	GRADE sur lequel la pension est réglée.	QUANTITÉ de la pension.	POSITION actuelle des titulaires.	ÉPOQUE de l'entrée en jouissance de leur pension.	DOMICILE des titulaires.
9, 10 et 11.	Lieutenant. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	972 ^f (a)	En congé illimité.	13 janvier 1852.	Compiègne (Oise).
Idem.	Idem.	972 (b)	Idem.	13 février 1852.	Danville (Eure).
Idem.	Sous-lieutenant. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	732 (c)	Idem.	13 janvier 1852.	Ochencourt (Somme).
Idem.	Idem.	756 (d)	Idem.	10 avril 1852.	Tréville (Aude).
Idem.	Idem.	732 (d)	Idem.	Idem.	Cérances (Manche).
Idem.	Idem.	732 (e)	Idem.	13 janvier 1852.	Brigueuil (Charente).
Idem.	Idem.	756 (f)	Idem.	27 février 1852.	Paris (Seine).
9 et 10.	Chef de bataillon.	2,000 (g)	Jouit d'une pension de retraite.	10 décembre 1851.	Château-Chinon (Nièvre).
Idem.	Chef d'escadron.	1,988 (h)	Idem.	6 octobre 1851.	Paris (Seine).
Idem.	Capitaine.	1,350 (i)	Idem.	9 décembre 1851.	Lyon (Rhône).
Idem.	Idem.	1,570 (j)	Idem.	13 décembre 1851.	Perpignan (Pyrénées-Orientales).
Idem.	Lieutenant.	1,090 (k)	Idem.	15 février 1852.	Paris (Seine).
9, 10 et 11.	Garde de 1 ^{re} et 2 ^e classe du génie. (Ayant 12 ans d'activité dans ces deux grades.)	1,212 (l)	Idem.	21 février 1852.	Versailles (Seine-et-Oise).
Idem.	Garde de 2 ^e classe du génie. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	1,128 (m)	Idem.	6 février 1852.	Lucet (Deux-Sèvres).
Idem.	Fourrier. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	436 (n)	Idem.	30 décembre 1851.	Montrouge (Seine).
	TOTAL.....	61,440			

avant qu'il dater du jour où le titulaire aura été rayé des contrôles d'activité, et sauf déduction des sommes qu'il aurait touchées, depuis ladite époque, sur la pension de 1,550 francs qui lui a été accordée le 8 février 1852, et que la présente annule. — (h) A la condition que les arrérages ne commenceront qu'à dater du jour où le titulaire aura été rayé des contrôles d'activité, et sauf déduction des sommes qu'il aurait touchées, depuis ladite époque, sur la pension de 1,070 francs qui lui a été accordée le 12 avril 1852, et que la présente annule. — (i) A la condition que les arrérages ne commenceront qu'à dater du jour où le titulaire aura été rayé des contrôles d'activité, et sauf déduction des sommes qu'il aurait touchées, depuis ladite époque, sur la pension de 1,010 francs qui lui a été accordée le 12 avril 1852, et que la présente annule. — (m) A la condition que les arrérages ne commenceront qu'à dater du jour où le titulaire aura été rayé des contrôles d'activité, et sauf déduction des sommes qu'il aurait touchées, depuis ladite époque, sur la pension de 888 fr. qui lui a été accordée le 12 avril 1852, et que la présente annule. — (n) A la condition que les arrérages ne commenceront qu'à dater du jour où le titulaire aura été rayé des contrôles d'activité, et sauf déduction des sommes qu'il aurait touchées, depuis ladite époque, sur la pension de 426 francs qui lui a été accordée le 13 janvier 1852, et que la présente annule.

2. Ces pensions seront inscrites au trésor public avec jouissance du jour indiqué à chaque article du tableau qui précède.

3. Avant le premier paiement de ces pensions, les titulaires seront tenus de produire au payeur un certificat du sous-intendant militaire de leur département, énonçant le temps pendant lequel ils auraient reçu, sur les fonds de la guerre ou de l'hôtel des invalides, depuis l'époque de jouissance indiquée ci-dessus, un traitement militaire ou une allocation incompatible avec une pension militaire, pour que le même temps leur soit déduit sur le décompte à faire des arrérages de leur pension.

Ce certificat indiquera si les titulaires sont passibles d'une retenue pour débet envers le trésor public, envers l'administration du corps dont ils font partie, etc. afin qu'elle soit continuée dans la proportion relative à la quotité de leur pension.

4. Les ministres de la guerre et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 10 Juillet 1852.

Signé LOUIS-NAPOLÉON.

Le Ministre de la guerre, par intérim,

Signé THÉODORE DUCOS.

N° 6902. — *Décret qui accorde à soixante-cinq Militaires des Pensions de retraite à titre d'ancienneté de service.*

Du 10 Juillet 1852.

LOUIS-NAPOLÉON, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu, 1° les articles 25 et 26 de la loi du 25 mars 1817, et l'article 3 de l'ordonnance du 20 juin suivant;

2° La loi du 11 avril 1831, sur les pensions de l'armée de terre;

3° Les lois sur les crédits affectés à l'inscription des pensions militaires au trésor public;

4° La fixation, établie d'après la révision du Conseil d'état, des pensions de retraite comprises dans le présent décret, portant le n° 47;

5° L'avis du ministre des finances, en date du 3 juillet 1852, exprimant qu'il a reconnu la légalité de cette fixation et la possibilité d'imputer les pensions proposées, montant à la somme de

vingt et un mille cinq cent treize francs, sur le crédit d'inscription ouvert pour l'année 1852;

Sur le rapport du ministre de la guerre,

DÉCRÈT :

ART. 1^{er}. Il est accordé à chacun des soixante-cinq militaires dénommés au tableau ci-après une pension de retraite fixée conformément aux indications de ce tableau (1).

2. Ces pensions seront inscrites au trésor public, avec jouissance du jour indiqué à chaque article du tableau qui suit.

3. Avant le premier payement de ces pensions, les titulaires seront tenus de produire au payeur un certificat du sous-intendant militaire de leur département, énonçant le temps pendant lequel ils auraient reçu, sur les fonderies de la guerre ou de l'hôtel des invalides, depuis l'époque de jouissance indiquée ci-dessus, un traitement militaire ou une allocation incompatible avec une pension militaire, pour que le même temps leur soit déduit sur le décompte à faire des arrérages de leur pension.

Ce certificat indiquera si les titulaires sont passibles d'une retenue pour débet envers le trésor public, envers l'administration du corps dont ils font partie, etc. afin qu'elle soit continuée dans la proportion relative à la quotité de leur pension.

4. Les ministres de la guerre et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 10 Juillet 1852.

Signé LOUIS-NAPOLÉON.

Le Ministre de la guerre, par intérim,

Signé THÉODORE DUCOS.

(1) Les titulaires de ces pensions ne devront se pourvoir, soit près du payeur, soit près du ministre des finances, pour réclamer leur certificat d'inscription au trésor, qu'un mois après l'insertion du présent décret au Bulletin des lois.

NOM ET PRÉNOM.	NAISSANCE.		GRADES, armes, etc.	SERVICES effectifs.			CAMPAGNES		
	Dates.	Lieux.		Ans.	Mois.	Jours.	Ans.	Mois.	Jours.
1 FROCK (Jean-François)...	29 avril 1801.	Lambesalloe (Finistère).	Sergent au 24 ^e ré- giment d'infanterie de ligne.	31	3	10	3	"	"
2 COQUELIN (Gilbert).....	29 juin 1799.	Saint-Pierre- le-Moutier. (Nièvre).	Idem au 66 ^e idem.	30	9	21	11	"	"
3 LANGELET (Louis-Marie)..	18 janv. 1803.	Paris (Seine).	Soldat au 24 ^e ré- giment d'infanterie légère.	33	3	28	"	"	"
4 MEUNIER (Philibert).....	20 avril 1803.	Bourg (Ain).	Brigadier au 1 ^{er} régiment de chas- seurs d'Afrique.	30	6	23	24	"	"
5 MONROVE (Nicolas).....	12 juin 1799.	Fixem (Moselle).	Soldat au 1 ^{er} ré- giment de hussards.	30	8	29	3	"	"
6 AUTREMER MALLEY (Jean).	26 janv. 1798.	Le P ^{re} de- Banche (Puy-de-Dôme).	Sergent, brigadier à la compagnie de gendarmérie du Puy- de-Dôme.	32	"	17	1	"	"
7 SANSE (Valentin).....	28 janv. 1798.	Kegonne (Pyrénées-Orient.)	Sergent, gendar- me à la compagnie de l'Aude.	31	2	18	3	"	"
8 MORSEL (Nicolas-François).	25 mars 1799.	Vesoul (Haute-Saône).	Maréchal des lo- gis, brigadier à la compagnie de gen- darmérie de l'Eure.	31	2	13	1	"	"
9 BOITARD (Silvain).....	1 ^{er} avril 1797.	Buzançais (Indre).	Maréchal des lo- gis, gendarme à la compagnie de Seine- et-Oise.	30	1	8	1	"	"
10 DOR (Michel).....	14 sept. 1800.	Pont-Pierre (Moselle).	Maréchal des lo- gis, gendarme à la compagnie des Bas- ses-Pyrénées.	30	2	14	1	"	"
11 GRASSET (Réné).....	4 avril 1798.	La Chapelle- Saint-Florent (Maine-et-Loire).	Maréchal des lo- gis, gendarme à la compagnie de Maine- et-Loire.	30	4	20	1	"	"
12 LANGREUX (Claude)....	3 mars 1799.	Meursanges (Côte-d'Or).	Maréchal des lo- gis, gendarme à la compagnie de la Côte-d'Or.	31	3	3	1	"	"
13 BURGATH (Adolphe).....	30 mai 1799.	Strasbourg (Bas-Rhin).	Maréchal des logis, garde à la garde ré- publicaine de Paris.	35	4	23	1	"	"
14 CABÉ (Jean).....	25 mai 1793.	Cabanes (Ariège).	Caporal, gendar- me à la compagnie de l'Ariège.	39	2	3	3	"	"
15 VIDAL (Étienne).....	22 mars 1794.	Meyrueis (Lot).	Caporal, gendar- me à la compagnie d'Ille-et-Vilaine.	37	4	19	2	"	"
16 GROUET (James-Louis)...	2 déc. 1800.	Caen (Calvados).	Brigadier à la compagnie de gen- darmérie des Deux- Sèvres.	30	8	27	"	"	"

ARTICLES de la loi du 11 avril 1831 applicables à cette fraction.	GRADE sur lequel la pension est réglée.	QUANTITÉ de la pension.	POSITION actuelle des titulaires.	ÉPOQUE de l'entrée en jouissance de leur pension.	DOMICILE des titulaires.
9. 10 et 11.	Sergent. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	341 ^f (a)	En activité.	18 mai 1852.	Paris (Seine).
Idem.	Idem.	408 (a)	Idem.	27 mai 1852.	Pau (Basses-Pyrénées).
9 et 10.	Soldat.]	218 (a)	Idem.	Idem.	Paris (Seine).
9. 10 et 11.	Brigadier. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	408 (a)	Idem.	Idem.	Neuville-sur-Renon (Ain).
9 et 10.	Soldat.	220 (a)	Idem.	Idem.	Metz (Moselle).
9. 10 et 11.	Sergent. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	332 (a)	Idem.	25 mai 1852.	La Roche-Blanche (Puy-de-Dôme).
Idem.	Idem.	341 (a)	Idem.	21 mai 1852.	Belcaire (Aude).
Idem.	Maréchal des logis. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	323 (a)	Dans ses foyers.	6 mars 1852.	Brogie (Eure).
Idem.	Idem.	314 (a)	Idem.	11 mai 1852.	Mantes (Seine-et-Oise).
Idem.	Idem.	314 (a)	Idem.	16 janvier 1852.	Ries (Basses-Alpes).
Idem.	Idem.	314 (a)	Idem.	6 mars 1852.	Pouancé (Maine-et-Loire).
Idem.	Idem.	323 (a)	Idem.	1 ^{er} mai 1852.	Auxonne (Côte-d'Or).
9 et 10.	Maréchal des logis.	299 (a)	Idem.	11 mai 1852.	Paris (Seine).
9. 10 et 11.	Caporal. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	354 (a)	En activité.	21 mai 1852.	Severdun (Ardennes).
Idem.	Idem.	332 (a)	Dans ses foyers.	1 ^{er} mars 1852.	Vitré (Ille-et-Vilaine).
9 et 10.	Brigadier.	226 (a)	Idem.	11 mai 1852.	Saint-Maxent (Deux-Sèvres).

À la condition que les arrérages ne commenceront qu'à dater du jour où le titulaire aura été rayé des contrôles.

Série. — Partie suppl.

NOM ET PRÉNOMS.	NAISSANCE.		GRANDES, armes, etc.	SERVICES effectifs.			CAMPAGNES.		
	Dates.	Lieux.		Ann.	Mois.	Jours.	Ann.	Mois.	Jours.
17 BERTHOMIEU (François) ..	17 mai 1801.	Lodève (Hérault).	Brigadier, gen- darme à la com- pagnie de gendarmes vétérans.	30	"	21	"	"	"
18 BOLOMER (Jean-Claude).	17 janv. 1798.	Civria (Jura).	Brigadier, gen- darme à la com- pagnie de l'Ardèche.	31	8	16	"	"	"
19 FARALICQ (Joseph)	31 oct. 1803.	Lure (Haute-Saône).	Brigadier, gen- darme à la com- pagnie de la Seine.	30	5	13	"	"	"
20 HAQUEN (Nicolas)	16 nov. 1799.	Saint-Mihiel (Meuse).	Brigadier, gen- darme à la com- pagnie de la Haute- Marne.	30	6	29	"	"	"
21 LETEMBLE (Pierre-Fran- çois-Denis-Parfait) ..	10 oct. 1797.	Montaubon (Somme).	Brigadier, gen- darme à la com- pagnie de l'Oise.	31	2	11	"	"	"
22 ROBERT (Frédéric-Charles).	12 déc. 1801.	Bouxwiller (Bas-Rhin.)	Brigadier, gen- darme à la com- pagnie du Loiret.	30	9	3	"	"	"
23 HANDEVILLE (Frédéric-Nar- cisse) ..	29 mai 1799.	Moussaines (Eure).	Gendarme à la com- pagnie de la Seine- Inférieure.	30	2	14	"	"	"
24 MAZADE (Jean-André)	5 sept. 1788.	Antraignes (Ardèche).	Idem de l'Ardèche.	32	8	27	7	"	"
25 STIL (Jean)	6 mai 1799.	Saint-Avold (Moselle).	Idem de la Seine.	31	2	21	"	"	"
26 FORTIER (François-Jean) ..	2 fév. 1799.	Châtellerault (Vienne).	Gendarme à la 1 ^{re} compagnie de gendarmes vétérans.	30	2	18	"	"	"
27 BAREPANT (Gaspard) (1) ..	26 mars 1803.	Bergamo (Italie).	Sergent-major, chef de musique au 2 ^e régiment du gé- nie.	31	9	8	"	"	"
28 DINUSO (Vincent-Antoine- Carmicus) (2) ..	2 sept. 1800.	Capoue (Deux-Siciles).	Soldat au 1 ^{er} ré- giment du génie.	30	10	13	"	8	15
29 COLIN (François)	25 nov. 1800.	Saint-Dié (Vosges).	Adjudant sous- officier.	31	2	23	3	"	"
30 PEINGET (Jean)	23 oct. 1797.	Pierrefaite (Haute-Marne).	Sergent-major.	31	"	17	"	"	"
31 LEVILLOY (Jean-Michel) ..	20 juill. 1800.	Jouy-aux-Arches (Moselle).	Maréchal des lo- gis.	30	10	9	"	"	"
32 ALEXANDRE (Philippe)	30 août 1797.	Colmar (Haut-Rhin).	Sergent.	31	16	16	7	"	"
33 BOISSIN (Jean)	26 mai 1798.	Vernon (Ardèche).	Idem.	30	8	13	9	"	"
34 BONNEFON (Jean-Gilles) ..	8 fév. 1797.	Versailles (Seine-et-Oise).	Idem.	30	7	6	5	"	"
35 COATEMBAY (Pierre)	13 mars 1794.	Langoss (Côte-du-Nord).	Idem.	31	9	11	5	"	"

(1) Né Français. — (2) Naturalisé Français.

ARTICLES de la loi du 11 avril 1831 applicables à cette fraction.	GRADE sur lequel la pension est réglée.	QUOTITÉ de la pension.	POSITION actuelle des titulaires.	ÉPOQUE de l'entrée en jouissance de leur pension.	DOMICILE des titulaires.
9. 10 et 11.	Brigadier. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	275 ^f (a)	Dans ses foyers.	26 avril 1852.	Montpellier (Hérault).
Idem.	Idem.	286 (a)	Idem.	26 janvier 1852.	Viviers (Ardèche).
Idem.	Idem.	282 (a)	Idem.	21 mai 1852.	Beaucon (Dube).
Idem.	Idem.	271 (a)	Idem.	16 septembre 1851.	Langres (Haute-Marne).
Idem.	Idem.	275 (a)	Idem.	11 mai 1852.	Abbeourt (Oise).
Idem.	Idem.	278 (a)	Idem.	26 avril 1852.	Sully-sur-Loire (Loiret).
Idem.	Gendarme. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	243 (a)	Idem.	11 mai 1852.	Rosier (Seine-Inférieure).
Idem.	Idem.	297 (a)	En activité.	1 ^{er} juin 1852.	Antraignes (Ardèche).
Idem.	Idem.	261 (a)	Dans ses foyers.	1 ^{er} février 1852.	Paris (Seine).
Idem.	Idem.	243 (a)	En activité.	16 mai 1852.	Mont-sur-Guesne (Vienne).
9 et 10.	Sergent-major.	320 (a)	Idem.	18 mai 1852.	Montpellier (Hérault).
Idem.	Soldat.	210 (a)	Idem.	Idem.	Idem.
9. 10 et 11.	Adjudant-sous-officier. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	534 (a)	En activité à la 3 ^e compagnie de sous-officiers vétérans.	Idem.	Saint-Dié (Vosges).
Idem.	Sergent-major. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	390 (a)	Idem à la 1 ^{re} idem.	10 juin 1852.	Strasbourg (Bas-Rhin).
Idem.	Maréchal des logis. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	309 (a)	Idem.	21 mai 1852.	Paris (Seine).
9 et 10.	Sergent.	318 (a)	Idem à la 2 ^e idem.	18 juin 1852.	Idem.
9. 10 et 11.	Sergent. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	390 (a)	Idem.	21 mai 1852.	Vernon (Ardèche).
9 et 10.	Sergent.	295 (a)	Idem.	Idem.	Paris (Seine).
9. 10 et 11.	Sergent. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	363 (a)	Idem à la 3 ^e idem.	Idem.	Lannion (Côtes-du-Nord).

(*) A la condition que les arrérages ne commenceront qu'à dater du jour où le titulaire aura été rayé des cadres d'activité.

NOM ET PRÉNOM.	NAISSANCE.		GRADES, armes, etc.	SERVICES effectifs.			CAMPAGNES			TOT.	
	Dates.	Lieux.		Ann.	Mois.	Jours.	Ann.	Mois.	Jours.	Ann.	Mois.
36 COULOIGNER (Laurent-Marie).	20 déc. 1796.	Lampaul (Finistère).	Sergent.	30	9	4	5	"	"	35	"
37 DEMOYEN (François).....	8 mai 1799.	Arracourt (Meurthe).	Idem.	31	1	25	2	"	"	33	"
38 LAMBERT (Jean-Auguste).	29 oct. 1803.	Sedan (Ardennes).	Idem.	30	9	20	"	"	"	30	"
39 LE LAN (Jean).....	17 juin 1784.	Saint-Nolf (Morbihan).	Idem.	33	"	16	13	"	"	45	"
40 MICHÉ (Louis-Pierre)....	5 août 1798.	Grues (Vendée).	Idem.	30	10	15	2	"	"	32	20
41 NICOLAS (Benoît).....	1 ^{er} fév. 1797.	Saint-Denis-sur-Coise (Loire).	Idem.	33	5	16	22	"	"	55	5
42 WALCKIERS (Eugène-Alexandre-Joseph).	15 nov. 1797.	Berlaimont (Nord).	Maréchal des logis.	30	7	29	2	"	"	32	"
43 MARNIERES (Laurent)....	6 mars 1790.	Bourbonne-les-Bains. (Haute-Marne).	Brigadier.	30	8	3	4	"	"	34	2
44 LECLEUC (Jean-Baptiste-Réné).	7 avril 1798.	Châteaugiron (Ille-et-Vilaine).	Idem.	30	9	"	14	"	"	44	9
45 ANDRÉ (Jean-Baptiste)...	26 déc. 1794.	Badonviller (Meurthe).	Soldat à la compagnie de fusiliers vétérans.	31	"	17	17	"	"	48	"
46 BAILLEHARAT (Laurent).	9 sept. 1795.	Chaillac (Indre).	Soldat à la 1 ^{re} compagnie de fusiliers vétérans.	30	4	27	5	"	"	35	4
47 JACOB (Dominique).....	27 janv. 1799.	Château-Salins (Meurthe).	Idem.	30	8	4	7	"	"	37	2
48 MAYOT (Louis).....	1 ^{er} nov. 1799.	Orange (Vaucluse).	Idem.	30	10	20	5	"	"	35	10
49 CONVEANCE (Marc-Étienne).	18 juin 1801.	Montreuil-sur-Mer (Pas-de-Calais).	Idem à la 2 ^e idem.	30	7	27	2	"	"	32	7
50 MARANG (Jean).....	21 janv. 1798.	Bezange-la-Petite (Meurthe).	Idem.	31	3	29	"	"	"	31	3
51 TISSERANT (Nicolas-Joseph).	7 mars 1797.	Gérardmer (Vosges).	Idem.	30	9	1	23	"	"	53	"
52 CLARIS (Auguste-Joseph).	19 déc. 1794.	Estaires (Nord).	Idem à la 3 ^e idem.	31	4	28	20	"	"	51	4
53 MANEROY (Simon) (1)...	27 oct. 1801.	Posen (Prusse).	Idem.	30	9	13	5	"	"	35	5
54 MARTINETTI (Nicolas)...	30 déc. 1794.	Campo (Corse).	Idem.	32	11	8	18	"	"	50	11
55 LECREUX (Jean-Pierre-Gilbert).	18 mars 1785.	Cantal-Maison (Somme).	Gendarme, soldat à la 3 ^e compagnie de fusiliers vétérans.	30	7	29	8	"	"	38	"
56 RADWACHER (François-Antoine).	4 fév. 1801.	Molsheim (Bas-Rhin).	Caporal à la 4 ^e compagnie de canonniers vétérans.	31	6	16	5	"	"	36	"
57 LAMBERT (Augustin).....	10 avril 1798.	Charleville (Ardennes).	Soldat à la 1 ^{re} compagnie de canonniers vétérans.	31	"	21	"	"	"	31	"
58 LEROUVILLON (Pierre-Jean)	21 janv. 1796.	Lessey (Manche).	Idem.	30	6	20	"	"	"	30	"

(1) S'est pourvu pour sa naturalisation.

ARTICLES de la loi du 22 avril 1831 applicables à cette fonction.	GRADE sur lequel la pension est réglée.	QUANTITÉ de la pension.	POSITION actuelle des titulaires.	ÉPOQUE de l'entrée en jouissance de leur pension.	DONNÉE des titulaires.
p. 10 et 11.	Sergent. (Ayant 22 ans d'activité dans ce grade.)	354 ¹ (a)	En activité à la 3 ^e compagnie de sous-officiers vétérans.	29 mai 1854.	Grandville (Manche).
Idem.	Idem.	332 (a)	Idem.	26 mai 1852.	Arrescourt (Meurthe).
Idem.	Idem.	309 (a)	Idem.	18 mai 1852.	Melun (Seine-et-Marne).
Idem.	Idem.	440 (a)	Idem.	26 mai 1852.	Paris (Seine).
Idem.	Idem.	327 (a)	Idem.	23 mai 1852.	Idem.
Idem.	Idem.	480 (a)	Idem.	Idem.	Mucidan (Dordogne).
Idem.	Maréchal des logis. (Ayant 22 ans d'activité dans ce grade.)	327 (a)	Idem.	28 mai 1852.	Arthes (Basses-Pyrénées).
Idem.	Brigadier. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	300 (a)	En activité à la 1 ^{re} compagnie de fusiliers vétérans.	23 mai 1852.	Bourbonne (Haute-Marne).
Idem.	Idem.	372 (a)	Idem à la 2 ^e idem.	18 mai 1852.	Rennes (Illa-et-Vilaine).
9 et 10.	Soldat.	293 (a)	En activité.	23 mai 1852.	Badonviller (Meurthe).
Idem.	Idem.	228 (a)	Idem.	21 mai 1852.	Paris (Seine).
Idem.	Idem.	240 (a)	Idem.	18 mai 1852.	Château-Salins (Meurthe).
Idem.	Idem.	280 (a)	Idem.	23 mai 1852.	Orange (Vaucluse).
Idem.	Idem.	215 (a)	Idem.	29 mai 1852.	Perpignan (Pyrénées-Orientales).
Idem.	Idem.	208 (a)	Idem.	21 mai 1852.	Melun (Seine-et-Marne).
Idem.	Idem.	300 (a)	Idem.	28 mai 1852.	Gérardmer (Vosges).
Idem.	Idem.	800 (a)	Idem.	21 mai 1852.	Villeneuve-d'Agen (Lot-et-Garonne).
Idem.	Idem.	230 (a)	Idem.	Idem.	Parthenay (Deux-Sèvres).
Idem.	Idem.	300 (a)	Idem.	Idem.	Ajaccio (Corse).
9, 10 et 11.	Gendarme. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	294 (a)	Idem.	18 mai 1852.	Agen (Lot-et-Garonne).
Idem.	Caporal. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	314 (a)	Idem.	1 ^{er} juin 1852.	Strasbourg (Bas-Rhin).
9 et 10.	Soldat.	208 (a)	Idem.	18 mai 1852.	Cherbourg (Manche).
Idem.	Idem.	205 (a)	Idem.	21 mai 1852.	Lezay (Manche).

À la condition que les arrérages ne commenceront qu'à dater du jour où le titulaire aura été rayé des contrôles d'activité.

	NOMS ET PRÉNOMS.	NAISSANCE.		GRANDES, armes, etc.	SERVICES effectifs.			CAMPAGNES			TOTAL	
		Date.	Lieux.		Ans.	Mois.	Jours.	Ans.	Mois.	Jours.	Ans.	Mois.
59	LEHOUDEC (Pierre).....	...1798.	Band (Morbihan).	Soldat à la 2 ^e compagnie de canon- niers vétérans.	32	2	1	3	6	"	35	"
60	COUZY (Jean).....	10 oct. 1798.	Lagnepie (Tara-et-Gar.).	Caporal à la 3 ^e compagnie de ca- nonniers vétérans.	31	1	"	8	"	"	39	"
61	MARTIN (Jéan-François- Théodore).	2 juin 1801.	Strasbourg (Bas-Rhin).	Soldat à la 3 ^e compagnie de ca- nonniers vétérans.	31	1	"	27	"	"	58	"
62	VILLEMINOT (Pierre).....	11 sept. 1798.	Vezet (Haute-Saône).	Sergent à la 3 ^e compagnie de ca- nonniers vétérans.	31	10	22	"	"	"	31	10
63	ZERR (Étienne).....	26 déc. 1798.	Mothern (Bas-Rhin).	Soldat à la 5 ^e compagnie de ca- nonniers vétérans.	30	8	6	9	"	"	39	8
64	VANLEENBERGHE (Fra- ternité).	19 juin 1794.	Dechy (Nord).	Capitaine, ex-com- mandant de place.	40	7	6	7	"	"	47	7
65	OTTAVIANI (Barthélemy)..	3 janv. 1791.	Monte (Corse).	Portier consigne de 2 ^e classe au Havre.	34	1	18	7	"	"	41	"

(a) A la condition que les arrérages ne commenceront qu'à dater du jour où le titulaire aura été rayé des ca

N° 6963. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des travaux publics) qui autorise le sieur *Lemire* à conserver et tenir en activité son usine à fer, communes de Clairvaux et de Vertambor (Jura). (Du 30 Juin 1852.)

N° 6964. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des travaux publics) qui règle le régime des eaux du moulin des sieurs *Kircher* et *Rohmer*, commune d'Ebersmunster (Bas-Rhin). (Du 30 Juin 1852.)

N° 6965. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des travaux publics) qui accepte la renonciation des sieurs *Worms*, *Tocquard*, *Bourdôt* et *Contant* à la concession de la mine de houille de Rozières (Vosges). (Du 30 Juin 1852.)

N° 6966. — DÉCRETS DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signés par le ministre des travaux publics) qui autorisent,

1° Le syndicat du canal de Vaucluse, à emprunter une somme de seize mille francs (Vaucluse);

2° Les sieurs *Marcot*, *Cerfon* et *Ancel* aîné, à établir une usine à filocher la laine, commune de Varangeville (Meurthe);

ARTICLES de la loi du 11 avril 1831 applicables à cette fixation.	GRADE sur lequel la pension est réglée.	QUOTITÉ de la pension.	POSITION actuelle des titulaires.	ÉPOQUE de l'entrée en jouissance de leur pension.	DOMICILE des titulaires.
9 et 10.	Soldat.	230 ^f (a)	En activité.	21 mai 1852.	Brest (Finistère).
9, 10 et 11.	Caporal. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	332 (a)	Idem.	1 ^{er} juin 1852.	Laguerpie (Tarn-et-Garonne).
9 et 10.	Soldat.	300 (a)	Idem.	21 mai 1852.	Bône (Algérie).
9, 10 et 11.	Sergent. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	318 (a)	Idem.	28 mai 1852.	Bayonne (Basses-Pyrénées).
9 et 10	Soldat.	250 (a)	Idem.	Idem.	Strasbourg (Bas-Rhin).
9, 10 et 11.	Capitaine. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	1,872 (b)	Jouit d'une pen- sion de retraite.	10 février 1852.	Béthune (Pas-de-Calais)
Idem.	Portier consigné de 2 ^e classe. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	498 (a)	En activité.	23 avril 1852.	Paris (Seine).
	TOTAL.....	21,513			

réelles d'activité. — (b) Idem et sauf déduction des sommes qu'il aurait touchées sur la pension de 1,824 fr. qui lui a été accordée le 12 avril 1852, et que la présente annule.

3° Les sieurs Bodet, Maubert et Macquet, à conserver trois moulins, commune de Linars (Charente) ;

4° La dame veuve Ponsard, à conserver son moulin, commune d'Ormay (Haute-Saône). (Du 7 Juillet 1852.)



Certifié conforme :

Paris, le 4^e Août 1852,

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire
d'état au département de la Justice,*

ABBATUCCI.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin
au ministère de la Justice.

IMPRIMERIE NATIONALE. — 4 Août 1852.

BULLETIN DES LOIS
DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.
PARTIE SUPPLÉMENTAIRE.

N° 262.

N° 6907. — DÉCRET qui accorde une Pension à un ancien Conseiller de préfecture, Secrétaire général.

Du 26 Juillet 1852.

LOUIS-NAPOLÉON, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'intérieur;

Vu les lois des 22 août et 15 germinal an XI [5 avril 1803], sur les pensions civiles, et le décret réglementaire du 13 septembre 1806;

Vu l'arrêté consulaire du 15 floréal an XI [5 mai 1803];

Vu les titres produits par M. Jolivot (Jean-Benigne), ancien conseiller de préfecture, secrétaire général de Saône-et-Loire, desquels il résulte qu'il est né à Beaune le 4 septembre 1785, et qu'il compte trente-deux ans deux mois et vingt-six jours de services;

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 16 juillet 1852;

La section des finances du Conseil d'état entendue,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est accordé à M. Jolivot, ancien conseiller de préfecture, secrétaire général, une pension annuelle et viagère de quatre cent trente-huit francs (438^f).

2. Cette pension sera inscrite au trésor public, au nom de M. Jolivot, et lui sera payée à Mâcon, à partir du premier jour du semestre qui suivra cette inscription.

3. Les ministres de l'intérieur et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 26 Juillet 1852.

Signé LOUIS-NAPOLÉON.

Par le Prince-Président :

Le Ministre de l'intérieur,

Signé F. DE PERSIGNY.

N° 6908. — *DÉCRET qui accorde des Pensions à quarante-deux Veuves de Militaires.*

Du 4 Août 1852.

LOUIS-NAPOLÉON, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu, 1° les articles 25 et 26 de la loi du 25 mars 1817, et l'article 3 de l'ordonnance du 20 juin suivant;

2° Le titre III de la loi du 11 avril 1831, sur les pensions de l'armée de terre, qui détermine les conditions auxquelles les veuves de militaires sont susceptibles d'obtenir des pensions;

3° Les lois sur les crédits affectés à l'inscription des pensions militaires au trésor public;

4° La fixation, établie d'après la révision du Conseil d'état des pensions comprises dans le présent décret, portant le n° 48;

NOMBRES D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des militaires,	GRADES.	DATE			CONDITIONS dans lesquelles se trouve le militaire décédé, ou circonstances de son décès
			de la cessation de l'activité.	du mariage.	du décès.	
1	DE VARAIGNE (Auguste-Marie-Ferdinand).	Général de brigade.	8 juin 1848.	28 oct. 1826.	10 avril 1852.	En jouissance de la pension de retraite.
2	ESCANDE (Michel-Émile)....	Colonel.....	22 juin 1849.	21 février 1827.	6 août 1849.	Idem.....
3	DE BLAY (Antoine-Henry-Gaspard).	Lieutenant-colonel..	2 déc. 1831.	18 janvier 1798.	6 nov. 1849.	Idem.....
4	DEURLABORDE (Jean-Joseph).	Chef d'escadron....	25 sept. 1834.	19 mai 1817.	2 déc. 1851.	Idem.....
5	DUCASSE (Joseph).....	Idem.....	14 oct. 1822.	12 août 1816.	6 déc. 1851.	Idem.....
6	AYASSE (Jean-Claude).....	Capitaine.....	14 ^{er} oct. 1836.	20 février 1833.	8 mai 1852.	Idem.....
7	CAMENA D'ALMEIDA (Diégo-Joseph-Rebello).	Idem.....	14 mai 1840.	17 nov. 1829.	11 février 1852.	Idem.....
8	CAPÉLAN (François-Jacques-Thimothée-Henri-Frédéric)	Idem.....	1 ^{er} juillet 1833.	29 nov. 1820.	9 avril 1852.	Idem.....
9	DIOUX (Jean-Pierre).....	Idem.....	4 déc. 1851.	18 août 1834.	23 mars 1852.	Idem.....
10	DUBOURG (Guillaume).....	Idem.....	28 février 1827.	25 juin 1810.	7 déc. 1851.	Idem.....
11	GUILLAUME (Nicolas).....	Idem.....	7 mars 1830.	9 mai 1821.	2 mars 1852.	Idem.....
12	HEISER (Auguste).....	Idem.....	Le jour du décès.	27 janvier 1836.	23 sept. 1851.	En possession de droits de pension de retraite.
13	HENRY (Charles-Étienne)...	Idem.....	31 mai 1838.	30 déc. 1818.	31 mars 1852.	En jouissance de la pension de retraite.
14	JUGLANT DE LARDINIER (Michel).	Idem.....	31 oct. 1815.	21 juillet 1808.	24 février 1852.	Idem.....
15	PILLERO (François).....	Idem.....	25 avril 1834.	12 mai 1816.	14 déc. 1845.	Idem.....

5^e L'avis du ministre des finances, en date du 30 juillet 1852, exprimant qu'il a reconnu la légalité de cette fixation, et la possibilité d'imputer les pensions proposées, montant à la somme de treize mille cinq cents francs, sur le crédit d'inscription de 1852;

Sur le rapport du ministre de la guerre,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est accordé à chacune des quarante deux veuves de militaires dénommées au tableau ci-après une pension fixée conformément aux indications de ce tableau (1), savoir :

(1) Les titulaires de ces pensions ne devront se pourvoir, soit près du payeur, soit près du ministre des finances, pour réclamer leur certificat d'inscription au trésor, qu'un mois après l'insertion du présent décret au Bulletin des lois.

NOMS ET PRÉNOMS des veuves.	NAISSANCE.		QUOTITÉ de la pension.	ÉPOQUE de l'entrée en jouissance de la pension.	DOMICILE.
	Dates.	Lieux.			
THOMET (Louise-Palmire)...	3 oct. 1802.	Paris (Seine).	1,000 ^f	10 avril 1852.	Paris (Seine).
LEBE (Honorée-Jurie-Marie)...	18 août 1804.	Toulon (Var).	750	6 août 1849.	Toulon (Var).
LEBARI (Louise) (1).....	21 juin 1779.	Véronne (Lombardie).	600	6 nov. 1849.	Pezenas (Hérault).
LEBOS (Marie).....	10 mai 1801.	Montpellier (Hérault).	500	2 déc. 1851.	Montpellier (Hérault).
L. (Jeanne).....	30 nov. 1792.	Nérac (Lot-et-Garonne).	500	6 déc. 1851.	Nérac (Lot-et-Garonne).
LE (Marguerite).....	18 février 1809.	Avignon (Vaucluse).	400	8 mai 1852.	Avignon (Vaucluse).
LEIN (Jeanne).....	12 sept. 1811.	Verdun (Meuse).	400	11 février 1852.	Verdun (Meuse).
LENGERON (Marie-Marguerite-Virginie).....	4 oct. 1794.	Henrichemont (Cher).	400	9 avril 1852.	Henrichemont (Cher).
LENET (Anne).....	10 juillet 1811.	Auzonne (Côte-d'Or).	400	23 mars 1852.	Dijon (Côte-d'Or).
LENET (Marthe).....	9 oct. 1786.	Dax (Landes).	400	7 déc. 1851.	Lafox (Lot-et-Garonne).
LENE (Marie-Sophie).....	8 avril 1777.	Lunéville (Meurthe).	400	2 mars 1852.	Montpellier (Hérault).
LENET (Euphémie-Clémence- Anne).....	7 mai 1811.	Liffot-le-Grand (Vosges).	400	23 sept. 1851.	Liffot-le-Grand (Vosges).
LELA (Marie-Véronique).....	17 mars 1794.	La Vacquerie (Hérault).	400	31 mars 1852.	Saint-Félix-de-Rodas (Hérault).
LENGERON DE ROHNEFORT (Marie- Anne-Sophie).....	29 oct. 1772.	La Rochefoucauld (Charente).	400	24 février 1852.	La Rochefoucauld (Charente).
LENET (Clotilde).....	9 août 1797.	Bagnères (Hautes-Pyrénées).	400	Du jour qui sera fixé par le ministre des finances.	Bagnères (Hautes-Pyrénées).

(1) Le mari était Français.

NUMÉROS D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des militaires.	GRADÉS.	DATE			CIRCUMSTANCES dans lesquelles se trouvait le militaire décédé, ou circonstances de son décès.
			de la cessation de l'activité.	du mariage.	du décès.	
16	PIVAT (Pierre-Angaste).....	Capitaine.....	10 août 1841.	4 mai 1855.	22 mars 1852.	En jouissance de la pension de retraite.
17	QUILLET (Louis-Gédéon)....	Idem.....	1 ^{er} mai 1813.	6 nov. 1809.	15 mars 1852.	Idem.....
18	DE TOURREAU (Joseph-Marie-Ajax).	Idem.....	23 sept. 1858.	6 mai 1853.	27 février 1852.	Idem.....
19	ZUERSACH (Joseph-Jules)....	Idem.....	25 janvier 1849.	4 août 1838.	23 déc. 1851.	Idem.....
20	BALLAT (Antoine).....	Lieutenant.....	18 sept. 1833.	26 janvier 1829.	12 mai 1849.	Idem.....
21	GALLAN (Jean-Baptiste).....	Idem.....	Le jour du décès.	12 sept. 1851.	14 déc. 1851.	Mort des suites d'une fièvre intermittente contractée aux bords du et 4 décembre à Paris (1851).
22	GODEY (Pierre).....	Idem.....	2 oct. 1829.	31 janvier 1827.	2 mai 1852.	En jouissance de la pension de retraite.
23	GURRY DÉCASSAS (Jean-Baptiste).	Idem.....	5 janvier 1820.	28 avril 1801.	12 janvier 1852.	Idem.....
24	THOUROUDE (Eugène-Vincent).	Idem.....	Le jour du décès.	29 juin 1840.	11 déc. 1850.	Mort à Paris des suites d'une maladie endémique contractée à Cayenne.
25	PASQUIER (Joseph-Philippe-Adolphe).	Chirurgien inspecteur.	Le jour du décès.	2 mai 1838.	4 janvier 1852.	En possession de droits la pension de retraite.
26	BOYER (Louis).....	Chirurgien-major..	23 mars 1816.	29 oct. 1811.	5 mai 1851.	En jouissance de la pension de retraite.
27	PENNET (Jules-Armand)....	Adjudant sous-officier.	8 juin 1850.	26 oct. 1843.	3 avril 1851.	Idem.....
28	MARSTRACCI (Antoine).....	Sergent.....	Le jour du décès.	4 juin 1841.	15 déc. 1851.	Mort en Afrique d'une maladie endémique.
29	BILE (Georges).....	Maréchal des logis.	19 février 1851.	6 nov. 1828.	10 février 1852.	En jouissance de la pension de retraite.
30	BLUMLEIN (Jean-Michel)....	Idem.....	31 janvier 1821.	22 nov. 1802.	28 mars 1852.	Idem.....
31	CHARPY (Jacques).....	Idem.....	15 février 1832.	11 juin 1818.	7 février 1852.	Idem.....
32	HABERT (Edme-Symphorien).	Idem.....	30 août 1844.	23 avril 1810.	16 mai 1852.	Idem.....
33	LÉMAIRE (Jules-Toussaint)..	Idem.....	Le jour du décès.	6 février 1837.	4 déc. 1851.	Tué dans un service commandé.
34	MAZURE (Antoine-Marie)....	Idem.....	1 ^{er} juin 1841.	19 nov. 1816.	11 janvier 1852.	En jouissance de la pension de retraite.
35	DUPONT (André).....	Caporal.....	20 janvier 1838.	12 février 1816.	7 mars 1852.	Idem.....
36	SÉROL (Antoine).....	Idem.....	18 mars 1813.	27 mai 1811 (A).	2 août 1851.	Idem.....
37	BRUNET (François-Toussaint-Isidore).	Brigadier.....	7 janvier 1834.	21 mai 1818.	2 janvier 1852.	Idem.....
38	DRAPOTTIN (Louis-François-Joseph).	Idem.....	3 juin 1843.	5 mai 1819.	24 mai 1851.	Idem.....
39	PIROIS (Antoine).....	Idem.....	2 janvier 1846.	8 mai 1827.	24 juillet 1851.	Idem.....
40	PORRE (Jacques-Joseph)....	Idem.....	7 janvier 1839.	23 juillet 1817.	4 avril 1852.	Idem.....

(A) Moins de deux ans de mariage, mais il existe un enfant de ce mariage.

NOMS ET PRÉNOMS des VEUVES.	NAISSANCE.		QUANTITÉ de la pension.	ÉPOQUE de l'entrée en jouissance de la pension.	DOMICILE.
	Déces.	Lieux			
LAPEYRIÈRE (Douce-Pétronille)	2 janvier 1796.	Agen (Lot-et-Garonne).	400 ^f	22 mars 1852.	Agen (Lot-et-Garonne).
LELLIE (Catherine-Henriette- François).	18 sept. 1787.	Arras (Pas-de-Calais).	400	15 mars 1852.	Arras (Pas-de-Calais).
LEMON (Marie-Charlotte-Clarisse- Henriette).	11 oct. 1806.	Le Puy (Haute-Loire).	400	27 février 1852.	Suzette (Vaucluse).
LEMAST (Eugénie-Salomé)....	26 août 1801.	Strasbourg (Bas-Rhin).	400	23 déc. 1851.	Strasbourg (Bas-Rhin).
LEMAST (Louis-Jacquette).....	21 mai 1799.	Brest (Finistère).	300	12 mai 1852.	Brest (Finistère).
LEMAN (Catherine-Camille)...	14 juin 1819.	Valence (Tarn-et-Garonne).	300	14 déc. 1851.	Valence (Tarn-et-Garonne).
LEPEYTER (Marie-Anne)....	17 mai 1796.	Tannay (Ardennes).	300	2 mai 1852.	Tannay (Ardennes).
LENGY DESVINGES (Catherine).	28 nov. 1778.	Monthron (Charente).	800	12 janvier 1852.	Monthron (Charente).
LENGY (Louise).....	17 janvier 1818.	Lombes (Gers).	300	11 déc. 1850.	Lombes (Gers).
LEOLIE (Louise-Henriette- Alexandrine) (1).	17 juin 1817.	Chokier (Belgique).	900	4 janvier 1852.	Paris (Seine).
LEOT (Marguerite).....	7 oct. 1789.	Verdun (Meuse).	500	5 mai 1851.	Verdun (Meuse).
LELIE (Léocadie-Désirée)....	3 mai 1814.	Saint-Python (Nord).	150	3 avril 1851.	Saint-Python (Nord).
LEMETTE (Louise-Hortense)...	12 déc. 1811.	La Tour-du-Pin (Isère).	100	15 déc. 1851.	Constantine (Afrique).
LEMON (Marie).....	21 nov. 1804.	Nay (Basses-Pyrénées).	100	10 février 1852.	Nay (Basses-Pyrénées).
LEMOY (Adolphe-Nicolas-Jo- seph).	3 sept. 1784.	Cambrai (Nord).	100	28 mars 1852.	Cambrai (Nord).
LEMON (Marie-Généreuse).....	1 ^{er} juillet 1785.	Platibois-du-Miroir (Doubs).	100	7 février 1852.	Besançon (Doubs).
LEMY (Marie-Anne).....	2 nov. 1788.	Saint-Florentin (Yonne).	100	16 mai 1851.	Saint-Florentin (Yonne).
LEMY (Catherine).....	12 déc. 1817.	Saint-Pourçain (Allier).	100	4 déc. 1851.	Saint-Pourçain (Allier).
LEMY (Gilberte).....	8 mars 1797.	Beaune (Puy-de-Dôme).	100	11 janvier 1852.	Beaune (Puy-de-Dôme).
LEMY (Catherine).....	16 janvier 1797.	Nîmes (Gard).	100	7 mars 1852.	Avignon (Vaucluse).
LEMY (Julie-Félicité-Thérèse)	2 mars 1788.	Volandry (Loire).	100	2 août 1851.	La Guillotière (Rhône).
LEMY (Marie-Anne-Françoise- Louise).	25 oct. 1795.	Saint-Pierre-sur-Dives (Calvados).	100	2 janvier 1852.	Saint-Pierre-sur-Dives (Calvados).
LEMY (Marie-Madeleine-Jos- ephine).	24 juillet 1783.	Lihns (Oise).	100	24 mai 1851.	Saint-Anide (Seine-et-Marne).
LEMY (Marie-Anne).....	15 sept. 1798.	Laigues (Côte-d'Or).	100	24 juillet 1851.	Villeneuve-sur-Yonne (Yonne).
LEMY (Marie-Françoise).....	28 mars 1794.	Perpignan (Pyrénées-Orientales).	100	4 avril 1852.	Hyères (Var).

(1) Le mari était Français.

NUMÉROS D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des militaires.	GRANDES.	DATE			CONVERSION dans laquelle se trouvait le militaire déc ou circonstances de sa
			de la cessation de l'activité.	du mariage.	du décès.	
41	ANOUÏLE (Jean-François)...	Généraliste.....	14 juin 1846.	4 déc. 1836.	25 sept. 1851.	En jouissance de la de retraite.
42	ECOLAN (François).....	Idem.....	5 mars 1836.	30 juin 1817.	15 mars 1852.	Idem.....

2. Ces pensions seront inscrites au trésor public, avec la jouissance de l'époque indiquée à chaque article du tableau qui précède.

3. Les ministres de la guerre et des finances sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 4 Août 1852.

Signé LOUIS-NAPOLÉON.

Le Ministre de la guerre,

Signé A. DE SAINT-ARNAUD.

N° 6909. — *DÉCRET qui accorde à soixante et quinze Militaires des Pensions à titre d'ancienneté de services.*

Du 4 Août 1852.

LOUIS-NAPOLÉON, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Vu, 1° les articles 25 et 26 de la loi du 25 mars 1817, et l'article 3 de l'ordonnance du 20 juin suivant;

2° La loi du 12 avril 1831, sur les pensions de l'armée de terre;

3° Les lois sur les crédits affectés à l'inscription des pensions militaires au trésor public;

4° La fixation, établie d'après la révision du Conseil d'état, des pensions de retraite comprises dans le présent décret, portant le n° 4;

5° L'avis du ministre des finances, en date du 30 juillet 1852, exprimant qu'il a reconnu la légalité de cette fixation et la possibilité d'imputer les pensions proposées, montant à la somme de quatre-vingt-quinze mille deux cent trente et un francs, sur le crédit d'imputation ouvert pour l'année 1852;

Sur le rapport du ministre de la guerre,

Noms et surnoms des veuves.	NAISSANCE.		Montant de la pension.	Époque de l'entrée en jouissance de la pension.	Domicile.
	Dates.	Lieux.			
DERTY (Gabrielle).....	20 mars 1819.	Clermont (Ariège).	100 ^f	25 sept. 1851.	Prat (Ariège).
FUEN (Louise-Jeanne).....	1 ^{er} juillet 1798.	Yffrinco (Côtes-du-Nord).	100	13 mars 1852.	Rennes (Ille-et-Vilaine).
		TOTAL.....	13,600		

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Il est accordé à chacun des soixante et quinze militaires dénommés au tableau ci-après une pension de retraite fixée conformément aux indications de ce tableau (1).

2. Ces pensions seront inscrites au trésor public, avec jouissance du jour indiqué à chaque article du tableau qui suit.

3. Avant le premier paiement de ces pensions, les titulaires seront tenus de produire au payeur un certificat du sous-intendant militaire de leur département, énonçant le temps pendant lequel ils auraient reçu, sur les fonds de la guerre ou de l'hôtel des invalides, depuis l'époque de jouissance indiquée ci-après, un traitement militaire ou une allocation incompatible avec une pension militaire, pour que le même temps leur soit déduit sur le décompte à faire des arrérages de leur pension.

Ce certificat indiquera si les titulaires sont passibles d'une retenue pour débet envers le trésor public, envers l'administration du corps dont ils font partie, etc. afin qu'elle soit continuée dans la proportion relative à la quotité de leur pension.

4. Les ministres de la guerre et des finances sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 4 Août 1852.

Signé LOUIS-NAPOLÉON.

Le Ministre de la guerre,

Signé A. DE SAINT-ARNAUD.

(1) Les titulaires de ces pensions ne devront se pourvoir, soit près du payeur, soit près du ministre des finances, pour réclamer leur certificat d'inscription au trésor, qu'un mois après l'insertion du présent décret au Bulletin des lois.

NOM ET PRÉNOM.	NAISSANCE.		GRADE, armes, etc.	SERVICES effectifs.			CAMPAGNES			TOT.	
	Dates.	Lieux.		Ann.	Mois.	Jours.	Ann.	Mois.	Jours.	Ann.	Mois.
1 BÉDEAU (Marie-Alphonse).	19 août 1804.	Vertou (Loire-Inférieure).	Général de division.	31	7	4	24	"	"	55	-
2 CHANGARNIER (Nicolas- Anne-Théodore).	26 avril 1793.	Autun (Saône-et-Loire).	Idem.	37	4	25	23	"	"	60	"
3 JULIEN (Armand-Joseph- Edouard).	13 déc. 1798.	Lille (Nord).	Général de brigade.	37	6	16	4	"	"	41	"
4 D'AVRANCHES-D'HAUGÉRAU- VILLE (Amédée-Louis- Antoine-Charles-Jean- Baptiste).	29 mai 1792.	Précy-sur-Oise (Oise).	Sous-intendant militaire.	40	4	20	7	"	"	47	"
5 DUPLESSIX PÉGASSE (Ger- main-Pierre-Marie-Louis)	12 mai 1792.	Morlaix (Finistère).	Idem.	30	"	"	18	"	"	48	"
6 MATHIEU DE BOISSAC (Charles-Henry-Eugène)	24 juill. 1787.	Bordeaux (Gironde).	Colonel, comman- dant de place à Rochefort.	44	4	4	6	"	"	50	1
7 TRIBERT (Florimont)....	22 mai 1794.	La Ferté-Milon (Aisne).	Chef d'escadron d'état-major.	38	1	25	7	"	"	45	1
8 COQ (Pierre-Joseph)....	11 août 1800.	Belfort (Haut-Rhin).	Chef de bataillon au 2 ^e régiment d'in- fanterie de ligne.	32	6	16	9	"	"	41	6
9 DUNESNIL (Edme).....	15 fév. 1794.	Colombé-Lafosse (Aube).	Idem.	33	"	24	14	"	"	47	"
10 ABROT (Antoine-Pascal)..	9 avril 1800.	Grange-sur-Aube (Marne).	Capitaine.	30	3	12	7	"	"	37	3
11 MARTIN (Claude-Joseph- Martin).	22 nov. 1798.	Herpalmont (Vosges).	Capitaine au 15 ^e régiment d'infante- rie de ligne.	32	6	16	10	"	"	42	6
12 TURIN (Charles-Hyacinthe- Claude).	1 ^{er} juill. 1802.	Rennes (Ille-et-Vilaine).	Idem au 21 ^e idem.	31	9	5	6	"	"	37	9
13 GAUTHÉ (Charles-Jacques).	23 oct. 1797.	Remouille (Loire-Inférieure).	Idem au 23 ^e idem.	33	6	16	16	"	"	49	6
14 JOUSSERLIN (Pierre-Fran- çois).	1 ^{er} mai 1796.	Saint-Christophe (Indre-et-Loire).	Idem au 26 ^e idem.	33	2	15	7	"	"	40	2
15 GAIROARD (Antoine).....	8 août 1802.	La Cadrière (Var).	Idem au 27 ^e idem.	30	7	1	3	"	"	33	7
16 ROUAULT DE LA HAUTIERE (Ulysse-Théophile).	7 juin 1798.	Saint-Malo (Ille-et-Vilaine).	Idem au 45 ^e idem.	38	9	9	8	6	"	47	2
17 LARFÈUIL (Auguste).....	17 juin 1798.	Sens (Yonne).	Idem au 53 ^e idem.	32	10	16	1	"	"	33	10
18 OLIVIER (Marie-Prosper- Stanislas-Marcelin).	4 avril 1803.	Montagnac (Hérault).	Idem au 58 ^e idem.	31	2	11	15	"	"	46	2
19 DE TOURREAU (Charles- Gabriel-Léopold).	2 août 1802.	Sarriens (Vaucluse).	Idem au 72 ^e idem.	31	10	16	3	"	"	34	10
20 FOURNIER (Louis-Joseph).	11 mai 1798.	Bicche-St-Vaast. (Pas-de-Calais).	Capitaine au 8 ^e ré- giment d'infanterie légère.	35	7	9	14	"	"	49	7
21 CANAT (François-Alexandre)	19 mai 1799.	Paris (Seine).	Capitaine au 13 ^e régiment d'infante- rie de ligne.	30	6	16	8	"	"	38	6
22 DUROC DE MAUROUT (Marie- Marc-Théodore).	1 ^{er} déc. 1801.	MauROUT (Lot).	Idem au 24 ^e idem.	30	3	12	9	"	"	39	3
23 GRINAUD (Jacques-Antoine- Baile).	13 juin 1798.	Sigaux (Var).	Idem au 33 ^e idem.	30	2	29	6	"	"	36	2

AN DES ARRÊTÉS 1 ^{re} loi de la retraite, art. 1 ^{er} de la loi du 21 avril 1851 applicables à cette loi.	GRADE sur lequel la pension est réglée.	QUANTITÉ de la pension.	POSITION actuelle des titulaires.	ÉPOQUE de l'entrée en jouissance de leur pension.	DOMICILE des titulaires.
9 et 10.	Général de division.	6,000 ^a (a)	En disponibilité.	5 juin 1852.	Paris (Seine). Idem.
Idem.	Idem.	6,000 (a)	Idem.	Idem.	Idem.
Idem.	Général de brigade.	3,600 (a)	Idem.	29 juin 1852.	Idem.
9, 10 et 11.	Sous-intendant mili- taire. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade)	3,510 (b)	En activité.	15 juin 1852.	Idem.
9 et 10.	Sous-intendant mili- taire.	2,940 (b)	Idem.	16 juin 1852.	"
9, 10 et 11.	Colonel. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	3,600 (b)	Idem.	10 juin 1852.	"
9 et 10.	Chef d'escadron.	1,868 (b)	Idem à l'état-major de la place de Paris.	1 ^{er} juillet 1852.	Paris (Seine). La Flèche (Sarthe).
9, 10 et 11.	Capitaine. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade et moins de 2 ans dans celui de chef de bataillon.)	1,728 (b)	En activité.	Idem.	
9 et 10.	Chef de bataillon.	1,938 (b)	Idem.	1 ^{er} mai 1852.	Versailles (Seine-et-Oise).
9, 10 et 11.	Capitaine. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	1,620 (b)	Idem.	17 juin 1852.	Granges (Marne).
Idem.	Idem.	1,752 (b)	Idem.	30 juin 1852.	Herpelmont (Vosges).
Idem.	Idem.	1,832 (b)	Idem.	17 juin 1852.	Montfort (Ille-et-Vilaine).
Idem.	Idem.	1,920 (b)	Idem.	24 juin 1852.	Brest (Finistère).
Idem.	Idem.	1,692 (b)	Idem.	17 juin 1852.	Tours (Indre-et-Loire).
Idem.	Idem.	1,636 (b)	Idem.	Idem.	Versailles (Seine-et-Oise).
Idem.	Idem.	1,860 (b)	Idem.	Idem.	Lorient (Morbihan).
Idem.	Idem.	1,836 (b)	Idem.	21 juin 1852.	Auxerre (Yonne).
Idem.	Idem.	1,836 (b)	Idem.	15 juin 1852.	Lodève (Hérault).
Idem.	Idem.	1,560 (b)	Idem.	18 juin 1852.	Sarriens (Vaucluse).
Idem.	Idem.	1,920 (b)	Idem.	15 juin 1852.	Vesoul (Haute-Saône).
9 et 10.	Capitaine.	1,380 (b)	Idem.	17 juin 1852.	Paris (Seine).
Idem.	Idem.	1,390 (b)	Idem.	15 juin 1852.	Cabare (Lot).
Idem.	Idem.	1,830 (b)	Idem.	5 juin 1852.	Signes (Var).

(a) A la condition que les arrérages ne commenceront qu'à dater du jour où le titulaire aura cessé de recevoir
sa pension de disponibilité. — (b) A la condition que les arrérages ne commenceront qu'à dater du jour où le titulaire
aura été rayé des contrôles d'activité.

NOMBRES D'ORDRE	NOMS ET PRÉNOMS.	NAISSANCE.		SERVICES, armes, etc.	SERVICES effectifs.			CAMPAGNES			TOTAL	
		Dates.	Lieux.		Ans.	Mois.	Jours.	Ans.	Mois.	Jours.	Ans.	Mois.
24	MARQUET (Jean-Baptiste).	22 nov. 1800.	Rametuelle (Var).	Capitaine au 33 ^e régiment d'infanterie de ligne.	30	3	7	14	"	"	44	3
25	CARRIERE (Henry-Aimé)...	22 avr. 1801.	Vahon (Lozère).	Idem au 34 ^e idem.	30	6	18	5	"	"	35	6
26	FREQUERRE (Louis).....	21 août 1799.	Lyon (Rhône).	Idem au 54 ^e idem.	35	1	27	2	"	"	37	1
27	BOULSAGUET (Jean-Pierre).	5 mars 1801.	Lauzerte (Tarn-et-Garonne)	Idem au 69 ^e idem.	35	3	10	1	"	"	34	3
28	VICTOR (Bertrand).....	14 août 1799.	Clarae, près Nay (Basses Pyrénées).	Capitaine au 15 ^e régiment d'infanterie légère.	31	"	25	16	"	"	47	"
29	FAULCON (Charles-Paulin).	6 mars 1804.	Poitiers (Vienne).	Capitaine au 9 ^e régiment de cuirassiers.	30	3	11	"	"	"	31	3
30	RONCHAUD (Claude-Annet- Charles).	28 janv. 1800.	Gannat (Allier).	Capitaine au 7 ^e régiment de dragons.	30	3	25	1	"	"	31	3
31	MOULY (Prosper - Joseph- Baptiste).	31 août 1803.	Libourne (Gironde).	Capitaine au 4 ^e régiment de chasseurs à cheval.	30	6	16	3	"	"	33	6
32	CASTET (Jean-Paul-Élizabeth).	31 déc. 1800.	Saint-Léonant (Haute-Garonne).	Idem au 5 ^e idem.	30	10	9	14	"	"	44	10
33	JALABERT (Jean).....	6 mars 1800.	La Grasse (Aude).	Capitaine au 1 ^{er} régiment de chasseurs d'Afrique.	30	8	11	25	"	"	55	8
34	PELLETIER (Hyppolite-Dominique) (1).	14 déc. 1796.	Simmern (Suisse).	Lieutenant à la compagnie de gendarmes de la Charente.	38	6	16	2	"	"	40	6
35	CARAYON (Jean-Louis-Joseph).	26 janv. 1794.	Wabre (Tarn).	Capitaine d'artillerie en résidence fixe à Toulouse.	41	2	22	22	6	"	63	8
36	CARROZ (Alexandre-Henry).	29 oct. 1804.	Valence (Drôme).	Capitaine d'artillerie, commandant cette arme à Bonifacio.	30	6	16	5	"	"	25	6
37	LOUVEROT (François).....	4 avr. 1794.	Rolampont (Haute-Marne).	Garde d'artillerie de 1 ^{re} classe à la fonderie de Douai.	39	"	16	3	"	"	42	"
38	ARTEL (Guillaume).....	16 sept. 1800.	Brast (Finistère).	Sergent au 21 ^e régiment d'infanterie de ligne.	30	6	16	3	"	"	33	6
39	FOURCADE (Dominique)...	5 sept. 1800.	Tarbes (Hautes-Pyrénées)	Sergent au 14 ^e régiment d'infanterie légère.	30	6	16	"	"	"	30	6
40	SCHAUER (Antoine).....	22 fév. 1804.	Wiewersheim (Bas-Rhin).	Brigadier trompette au 2 ^e escadron de train des parcs d'artillerie.	30	3	12	"	"	"	20	3
41	HOUSSEIN (Pierre - Joseph).	10 août 1786.	Maubenge (Nord).	Ouvrier à la manufacture d'armes de Châtellerault.	31	6	16	"	"	"	31	6

(1) Fils de François.

ANCIENNETÉ de la loi du 22 avril 1831 Spéciales ou communes.	GRADE sur lequel la pension est réglée.	QUANTITÉ de la pension.	SITUATION actuelle des titulaires.	ÉPOQUE de l'entrée en jouissance de leur pension.	DOMICILE des titulaires.
9 et 10.	Capitaine.	1,490 ^f (a)	En activité.	15 juin 1852.	Ramatuelle (Var).
Idem.	Idem.	1,320 (a)	Idem.	25 juin 1852.	Ythron (Lozère).
Idem.	Idem.	1,350 (a)	Idem.	16 juin 1852.	Bayonne (Basses-Pyrénées).
Idem.	Idem.	1,290 (a)	Idem.	Idem.	Montauban (Tarn-et-Garonne).
Idem.	Idem.	1,550 (a)	Idem.	10 juin 1852.	May (Basses-Pyrénées).
Idem.	Idem.	1,230 (a)	Idem.	17 juin 1852.	Le Mans (Sarthe).
Idem.	Idem.	1,230 (a)	Idem.	15 juin 1852.	Taillebourg (Charente-Inférieure).
Idem.	Idem.	1,280 (a)	Idem.	20 juin 1852.	Bordeaux (Gironde).
Idem.	Idem.	1,500 (a)	Idem.	15 juin 1852.	Damiette (Afrique), subdivision de Médéah.
Idem.	Idem.	1,500 (a)	Idem.	Idem.	Alger). Hyères (Var).
Idem.	Lieutenant.	1,020 (a)	Idem.	10 juin 1852.	"
9 et 10.	Capitaine. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	1,920 (a)	Idem.	15 juin 1852.	Castres (Tarn).
9 et 10.	Capitaine.	1,320 (a)	Idem.	10 juin 1852.	Chatusauge (Drôme).
9 et 11.	Garde d'artillerie de 1 ^{re} classe. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	1,260 (a)	Idem.	7 juin 1852.	Donai (Nord).
Idem.	Sergent. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	336 (a)	Idem.	1 ^{er} juin 1852.	Dijon (Côte-d'Or).
Idem.	Idem.	309 (a)	Idem.	22 juin 1852.	Paris (Seine).
9 et 10.	Brigadier-trompette.	223 (a)	Idem.	20 juin 1852.	Toulon (Haute-Garonne).
Idem.	Ouvrier.	210 (a)	Idem.	15 juin 1852.	Haubeuge (Nord).

(a) À la condition que les arrérages ne commenceront qu'à dater du jour où le titulaire aura été revêtu des fonctions d'activité.

NOM ET PRÉNOMS.	NAISSANCE.		GRADES, armes, etc.	SERVICES effectifs.			CAMPAGNES			1
	Dates.	Lieux.		Ans.	Mois.	Jours.	Ans.	Mois.	Jours.	
42 BAUDET (Louis-Auguste).	11 juill. 1799.	Mont-S ^t -Sulpice (Yonne).	Sergent.	30	6	16	10	"	"	40
43 ROCHÉ (André).....	7 mars 1799.	La Blachère (Ardèche).	Idem.	30	7	6	1	"	"	31
44 VERDUNOIS (Jean-François- Auguste).	31 juill. 1803.	Foix (Ariège).	Idem.	30	6	16	1	"	"	31
45 ALBA (Jean-Pierre-Michel- Sernin).	28 nov. 1801.	Villeneuve (Haute-Garonne).	Idem.	31	10	9	1	"	"	32
46 SARRAIL (Jean).....	8 avril 1796.	Charritte-de-Bes (Basses-Pyrénées).	Idem.	30	1	27	2	"	"	32
47 PILLON (Joseph).....	4 juin 1798.	Sappoy (Isère).	Idem.	32	"	16	2	"	"	34
48 ALAINE (Pierre).....	26 oct. 1801.	Châlons (Marne).	Sergent à la 2 ^e compagnie de fusiliers vétérans.	31	"	16	1	"	"	32
49 BRIÈRE (Jean-Gilbert)...	14 déc. 1794.	Paris (Seine).	Soldat à la 1 ^{re} compagnie de fusiliers vétérans.	31	"	16	7	"	"	38
50 COUËN (Nicolas).....	15 mai 1797.	Basoges (Vendée).	Idem.	30	6	16	2	"	"	32
51 DEVAUX (Claude-Marie-Ni- colas).	10 juin 1800.	Lyon (Rhône).	Idem à la 2 ^e idem.	31	1	2	1	"	"	32
52 DATTS (Antoine).....	25 sept. 1798.	Sen (Landes).	Idem.	30	8	2	"	"	"	30
53 GUNPERT (Louis-Joseph).	28 janv. 1796.	Lille (Nord).	Idem.	31	"	16	2	"	"	33
54 MULLER (Henry).....	4 mars 1796.	En Pologne.	Caporal.	32	"	16	3	"	"	35
55 VILLEDIEU (François)...	4 déc. 1796.	Saint-Andréol- de-Bourlène (Ardèche).	Soldat à la 2 ^e com- pagnie de fusiliers vétérans.	30	6	16	2	"	"	32
56 DESALINIER (Jean-Baptis- te).	6 juill. 1801.	Bonifaccio (Corse).	Idem à la 3 ^e idem.	32	"	16	14	"	"	46
57 DIEUDONNÉ (Pierre-Nico- las).	15 oct. 1798.	Haours (Somme).	Idem.	31	1	22	28	"	"	59
58 GAULIN (François).....	3 fév. 1797.	Bayonne (B.-Pyrénées).	Idem.	30	6	16	2	"	"	32
59 LESOURNE (Alain).....	8 mars 1790.	Saint-Aignan (Morbihan).	Idem.	31	"	16	1	"	"	32
60 RICHARD (Jean).....	22 avril 1797.	Tullens (Isère).	Idem.	30	6	16	11	"	"	41
61 RUOX (Jean-François)...	7 juin 1799.	Champis (Ardèche).	Idem.	30	6	16	9	"	"	39
62 POIGNAN (François-Marie).	2 mars 1794.	Rennes (Ile-et-Vilaine).	Sergent à la 2 ^e compagnie de canon- niers vétérans.	31	3	22	8	"	"	39
63 ALLARD (Claude-François).	21 juin 1796.	Chamans (Jura).	Soldat à la com- pagnie des vétérans du génie.	30	2	19	2	"	"	32

ARTICLES de la loi du 11 avril 1851 applicables à cette fonction.	GRANDES sur lequel la pension est réglée.	QUANTITÉ de la pension.	POSITION actuelle des titulaires.	ÉPOQUE de l'entrée en jouissance de leur pension.	DOMICILE des titulaires.
9, 10 et 11.	Sergent. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	399 ^c (a)	En activité à la 1 ^{re} compagnie de sous- officiers vétérans.	28 juin 1852.	Mont-Saint-Sulpice (Yonne).
Idem.	Idem.	318 (a)	Idem.	1 ^{er} juin 1852.	Joyeuse (Ardèche).
Idem.	Idem.	318 (a)	Idem.	10 juin 1852.	Toulouze (Haute-Garonne).
9 et 10.	Sergent.	278 (a)	En activité à la 2 ^e compagnie de sous- officiers vétérans.	22 juin 1852.	Villefranche (Haute-Garonne).
9, 10 et 11.	Sergent. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	320 (a)	Idem.	1 ^{er} juin 1852.	Paris (Seine).
Idem.	Idem.	341 (a)	En activité à la 3 ^e compagnie de sous- officiers vétérans.	27 juin 1852.	Mont-de-Marsan (Landes).
Idem.	Idem.	323 (a)	En activité.	Idem.	Paris (Seine).
9 et 10.	Soldat.	243 (a)	Idem.	22 juin 1852.	Grenelle (Seine).
Idem.	Idem.	225 (a)	Idem.	20 juin 1852.	Banques (Vendée).
Idem.	Idem.	223 (a)	Idem.	6 juin 1852.	Paris (Seine).
Idem.	Idem.	208 (a)	Idem.	7 juin 1852.	Bar-le-Duc (Meuse).
Idem.	Idem.	219 (a)	Idem.	20 juin 1852.	Lille (Nord).
9, 10 et 11.	Caporal. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	304 (a)	En activité à la 2 ^e compagnie de sa- piliers vétérans.	5 juillet 1852.	Cahors (Lot).
9 et 10.	Soldat.	215 (a)	En activité.	4 juin 1852.	Saint-Andréol- de-Boutières (Ardèche).
Idem.	Idem.	288 (a)	Idem.	15 juin 1852.	Lons-le-Saunier (Doubs).
Idem.	Idem.	300 (a)	Idem.	9 juin 1852.	Nacours (Somme).
Idem.	Idem.	218 (a)	Idem.	24 juin 1852.	Bayonne (Basses-Pyrénées).
Idem.	Idem.	213 (a)	Idem.	14 juin 1852.	Paris (Seine).
Idem.	Idem.	260 (a)	Idem.	9 juin 1852.	Granchèze (Isère).
Idem.	Idem.	250 (a)	Idem.	27 juin 1852.	Valence (Drôme).
9, 10 et 11.	Sergent. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	386 ^c (a)	Idem.	1 ^{er} juin 1852.	Lorient (Morbihan).
9 et 10.	Soldat.	218 (a)	Idem.	5 juin 1852.	Lyon (Rhône).

(a) A la condition que les arrérages ne commenceront qu'à dater du jour où le titulaire aura été rayé des contrôles d'activité.

NUMÉROS D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS.	NAISSANCE.		GRADES, armes, etc.	SERVICES effectifs.			CAMPAGNES			TOTAL.
		Dates.	Lieux.		Ans.	Mois.	Jours.	Ans.	Mois.	Jours.	
64	CHABANEL (Pierre-Auguste).	21 nov. 1800.	Ozès (Gard).	Capitaine d'infanterie.	31	6	10	2	"	"	33
65	FUCHS (François-Antoine).	25 sept. 1801.	Bolleveiller (Haut-Rhin).	Idem.	30	"	12	5	"	"	35
66	SENARD (Jean-Étienne)...	14 mars 1787.	Dôle (Jura).	Idem.	30	"	"	9	"	"	39
67	FLEURIOT (Achille-Joseph-Arnaud).	14 fév. 1801.	Falaise (Calvados).	Capitaine de gendarmierie.	30	3	11	"	"	"	30
68	MARTIN (Jean-Baptiste-Léonard).	4 déc. 1795.	Tard (Nièvre).	Capitaine de cavalerie.	30	"	"	"	"	"	30
69	DE LAMY (Marie-Julien)...	13 oct. 1801.	Saint-Julia (H.-Garonne).	Sous-lieutenant de cavalerie.	30	2	14	"	"	"	30
70	ZILL DE ZILL (Louis-François-Ancet).	22 mars 1801.	Ossy (Calvados).	Idem.	30	3	16	"	"	"	30
71	CÉCILLE (Marie-Joseph)...	20 mars 1796.	Mossou (Côte-d'Or).	Capitaine d'infanterie.	32	4	6	10	"	"	42
72	ROTTÉE (Hugues-François).	23 déc. 1797.	Verberie (Oise).	Idem.	30	6	17	16	"	"	46
73	GIMELLE (Pierre-Louis)...	6 nov. 1790.	S ^t -Bonnet-Elvert (Corrèze).	Chirurgien-major.	43	2	28	4	"	"	47
74	RIPERT (Étienne).....	14 nov. 1796.	Correns (Var).	Caporal.	35	"	15	1	"	"	36
75	CARCASSONA (Antoine-François).	3 fév. 1789.	Err (Pyrénées-Or.).	Maréchal des logis.	32	6	16	4	"	"	36

(a) Sauf déduction des sommes perçues depuis le 28 mai 1852 à titre de solde de non-activité. — (b) Sauf déduction des sommes perçues depuis le 27 mai 1852 à titre de solde de non-activité. — (c) A la condition que les arrérages ne commenceront qu'à dater du jour où le titulaire aura cessé de recevoir la solde de non-activité. — (d) Sauf déduction des sommes perçues depuis le 13 janvier 1852 à titre de solde de non-activité. — (e) Sauf déduction des sommes perçues depuis le 13 janvier 1852 à titre de solde de congé illimité. — (f) A la condition que les arrérages ne commenceront qu'à dater du jour où le titulaire aura été rayé des contrôles d'activité, et sans déduction des sommes qu'il aurait touchées, depuis ladite époque, sur la pension de 4,728 francs qui lui a été allouée le 15 mars 1852, et que la présente annule. — (g) A la condition que les arrérages ne commenceront qu'à dater du jour où le titulaire aura été rayé des contrôles d'activité, et sans déduction des sommes qu'il aurait touchées depuis ladite époque, sur la pension de 1,520 francs qui lui a été accordée le 8 février 1852, et que la présente annule.

N° 6910. — DÉCRET qui autorise l'inscription, au Trésor public, de cent trois-Pensions civiles et militaires.

Don 4 Août 1852.

LOUIS-NAPOLÉON, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,
Vu le titre IV de la loi du 25 mars 1817, et l'ordonnance rendue
le 20 juin suivant pour en assurer l'exécution;

ARTICLES de la loi du 11 août 1834 sur les pensions.	GRADE sur lequel la pension est réglée.	QUANTITÉ de la pension.	POSITION actuelle des titulaires.	ÉPOQUE de l'entrée en jouissance de leur pension.	DOMICILE des titulaires.
9, 10 et 11.	Capitaine. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	1,524 ^f (h)	En non-activité.	26 mai 1852.	Avignon (Vaucluse).
9 et 10.	Capitaine.	1,300 (h)	Idem.	27 mai 1852.	Pau (Basses-Pyrénées).
Idem.	Idem.	1,386 (h)	Idem.	28 mai 1852.	Tours (Indre-et-Loire).
Idem.	Idem.	1,210 (h)	Idem.	28 mars 1852.	Rouen (Seine-Inférieure).
9, 10 et 11.	Capitaine. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	1,440 (h)	Idem.	13 janvier 1852.	Orléans (Nièvre).
Idem.	Sous-lieutenant. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	732 (h)	Idem.	19 avril 1852.	Revel (Haute-Garonne).
Idem.	Idem.	732 (h)	En congé illimité.	13 janvier 1852.	Paris (Seine).
Idem.	Capitaine. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	1,740 (h)	Jouit d'une pension.	15 mars 1852.	Mosson (Côte-d'Or).
9 et 10.	Capitaine.	1,540 (h)	Idem.	15 décembre 1851.	Beaune (Côte-d'Or).
9, 10 et 11.	Chirurgien-major. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	2,365 (h)	Idem.	27 février 1852.	Paris (Seine).
Idem.	Caporal. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	321 (h)	Idem.	5 août 1851.	Genève (Var).
Idem.	Maréchal des logis. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	363 (h)	Idem.	10 novembre 1851.	Perpignan (Pyrénées-Orientales).
TOTAL.....		25,231			

remise. Cette pension, dans la fixation de laquelle il a été fait application de l'article 4 de la loi du 12 avril 1831, ne peut, d'après l'article 27 de la même loi, être cumulée avec un traitement civil d'activité. — (h) A la condition que les intéressés ne commenceront qu'à dater du jour où ils auront été rayés des contrôles d'activité, et sauf déduction des sommes qu'il aurait touchées, depuis ladite époque, sur la pension de 2,295 francs qui lui a été accordée le 2 août 1852, et que la présente annule. — (i) A la condition que les intéressés ne commenceront qu'à dater du jour où le titulaire aura été rayé des contrôles d'activité, et sauf déduction des sommes qu'il aurait touchées, depuis ladite époque, sur la pension de 304 francs qui lui a été accordée le 19 janvier 1852, et que la présente annule. — (j) A la condition que les intéressés ne commenceront qu'à dater du jour où le titulaire aura été rayé des contrôles d'activité, et sauf déduction des sommes qu'il aurait touchées, depuis ladite époque, sur la pension de 354 francs qui lui a été accordée le 19 janvier 1852, et que la présente annule.

Vu l'ordonnance du 12 août 1820;

Vu la situation du crédit de deux millions ouvert pour l'inscription des pensions militaires, par l'article 29 du décret du 17 mars 1852, portant fixation du budget pour l'exercice 1852;

Vu la situation du crédit de trois millions de francs ouvert, pour l'inscription des pensions civiles, par l'article 30 de la loi du 25 mars 1817;

Sur le rapport du ministre des finances,

Décrets ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les cent trois pensions civiles et militaires comprises pour une somme totale de quarante mille quatre cent cinquante quatre francs dans les Bulletins des lois n^{os} 257, 259

DÉCRETS DE CONCESSION DE PENSIONS À INSCRIRE.				
Numéro du Bulletin des lois où sont insérées les pensions.	Dates des décrets.	Numéro d'ordre de chaque décret.	Numéro d'ordre de l'insertion de chaque décret au Bulletin des lois.	NATURE DES PENSIONS À INSCRIRE.
Bulletin n ^o 257, partie supplémentaire.	16 juin 1852.	40	6880	Pensions de retraite pour infirmités à des militaires de l'armée active.....
	18 juin 1852.	41	6881	Pensions de retraite pour ancienneté à des militaires de l'armée active.
Bulletin n ^o 259, partie supplémentaire.	8 juillet 1852.	"	6883	Pensions de retraite à M. CANAL, ancien commandant de bâtiments militaires.....
Bulletin n ^o 260, partie supplémentaire.	8 juillet 1852.	"	6890	Pension viagère à M. BÉGIN, ancien conseil d'Etat.....
	18 juillet 1852.	"	6891	Indemnité temporaire à M. PONS, ancien conseiller d'Etat.....
				TOTAL.....

2. Toutes ces pensions seront payées suivant le mode établi pour celles de même nature précédemment inscrites, et la jouissance en commencera à courir du jour indiqué pour chacune d'elles dans les décrets qui viennent d'être signalés.

3. Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 4 Août 1852.

Signé LOUIS-NAPOLÉON.

Par le Prince-Président:

Le Ministre des finances,

Signé BINHAU,

et 160 (partie supplémentaire), et rappelées au tableau ci-après, avec l'indication des décrets qui les ont accordées et la désignation des crédits sur lesquels l'inscription en est imputée, seront inscrites au livre des pensions du trésor public.

DES LOIS ET DÉCRETS en vertu desquels les pensions ont été accordées.	DÉSIGNATION DES CRÉDITS sur lesquels sont imputées les pensions						TOTAL par décret.
	civiles. (8,000,000 francs.)		militaires. (2,000,000 francs.)				
	(Loi du 25 mars 1857.)		(Décret du 17 mars 1852.)				
	Parties.	Sommes.	Parties.	Sommes.	Parties.	Sommes.	
11 août 1851 (loi).	"	28,416	25	28,416	25	28,416	
Idem.	"	14,244	45	14,244	45	14,244	
20 août 1850 (loi) 1 septembre 1850 (Décret).	1	111	"	"	1	111	
25 mars 1857 (Loi).	1	4,901	"	"	"	4,901	
Idem.	1	2,780	"	"	"	2,780	
.....	3	7,792	100	42,660	105	40,454	

N° 1911. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre de la guerre) qui nomme chevaliers de l'ordre national de la Légion d'honneur.

M. Pigeon (Jacques), capitaine au huitième régiment d'infanterie de ligne, directeur de la colonie agricole de Gastonville, province de Constantine; il compte vingt-six années de service effectif, huit campagnes, dont six en Afrique; a fait preuve de beaucoup de zèle et d'un grand dévouement dans la direction de la colonie de Gastonville, qu'il administre depuis sa fondation, en 1848.

M. Agat (Jean), capitaine au huitième régiment d'infanterie légère, directeur de la colonie agricole de Novi, province d'Alger; il compte vingt-neuf années de service effectif, sept campagnes, dont six en Afrique, et administre avec distinction depuis plus de deux ans la colonie de Novi.

M. Rabouan (Louis), lieutenant au deuxième régiment d'infanterie légère, ancien directeur de la colonie agricole de Saint-Leu, province d'Oran; il compte dix-huit années de service effectif, cinq campagnes; a rempli avec beaucoup de zèle, depuis 1848 jusqu'au mois de janvier 1852, époque de sa

rentrée en France, les fonctions de directeur de la colonie de Saint-Louis, et a rendu, dans ce poste, des services signalés.

M. Milroux (Jean-Anne-Eloy), capitaine au deuxième régiment du génie, directeur de la colonie agricole de Saint-Louis, province d'Oran; il compte dix-sept années de service effectif, cinq campagnes en Afrique; a installé et dirigé, depuis 1848, de la manière la plus remarquable, sous tous les rapports, la colonie de Saint-Louis. (Du 15 Mars 1852.)

N° 6912. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contresigné par le ministre de la guerre) qui nomme chevaliers de l'ordre national de la Légion d'honneur,

M. Bondet (Jean-Baptiste-Isidor), capitaine au soixante et deuxième régiment d'infanterie de ligne; vingt-neuf ans de service effectif et deux campagnes.

M. D'Escadie (Anne-Casimir-Fortune), lieutenant au quinzième régiment d'infanterie légère; quinze ans de service effectif et cinq campagnes; a enlevé, le 5 décembre 1851, à la tête de sa section, une barricade rue du Petit-Carreau.

M. Brunet (François), lieutenant au troisième bataillon de chasseurs à pied; seize ans de service effectif et huit campagnes; blessé d'un coup de feu au pied droit au combat de Trouza (Afrique), le 22 septembre 1845.

M. Galais (Pierre), sapeur au troisième bataillon de chasseurs à pied; dix-sept ans de service effectif et huit campagnes; blessé, le 7 juin 1842, d'un coup de feu à la partie latérale du cou dans un combat contre les Beni-Menasser.

M. Passebois (César), capitaine au huitième bataillon de chasseurs à pied; vingt et un ans de service effectif.

M. Bullier (Pontus), sous-lieutenant au huitième bataillon de chasseurs à pied; dix-huit ans de service effectif et huit campagnes.

M. Manjier (François-Antoine), capitaine au premier régiment de lanciers; vingt-quatre ans de service effectif et deux campagnes.

M. Establan (François-Dièze), lieutenant au premier régiment de lanciers; trente et un ans de service effectif et trois campagnes.

M. Lystrou (Hippolyte-Aristide), capitaine au septième régiment de lanciers; vingt et un ans de service effectif et trois campagnes.

M. Nicolas (Louis-Denis-Victor), maréchal des logis au septième régiment de lanciers; vingt et un ans de service effectif.

M. Gillet (Jean-François), gendarme à la compagnie des Landes (division légion); dix-neuf ans de service effectif; blessé du bras droit par suite d'un coup de feu reçu en poursuivant un désarmé. (Du 31 Mars 1852.)

N° 6913. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contresigné par le ministre de la guerre) qui nomme dans l'ordre national de la Légion d'honneur, savoir :

OFFICIER.

M. Bar (Auguste), chef de bataillon au trente-troisième régiment d'infanterie de ligne; trente-sept ans de service effectif et quatre campagnes.

chevalier du 10 août 1843, s'est distingué pendant les événements de décembre dernier.

• CHEVALIERS.

M. Bonnesœur (Louis-Silvain), capitaine au vingt-huitième régiment d'infanterie de ligne; vingt et un ans de service effectif et deux campagnes; s'est distingué à Lyon en 1834 et en juin 1848 à Paris.

M. André (Joseph), sergent au trente-troisième régiment d'infanterie de ligne; onze ans de service effectif et dix campagnes.

M. Esportelle (Hippolyte), capitaine au cinquante-huitième régiment d'infanterie de ligne; vingt ans de service effectif et neuf campagnes.

M. Roy (Camille dit Benjamin), sergent au seizième régiment d'infanterie légère; six ans de service effectif et six campagnes; amputé de la jambe droite par suite d'un coup de feu reçu en Algérie.

M. Barthon de Montbas (François-Alphonse), capitaine au sixième régiment de chasseurs; vingt-quatre ans de service effectif.

M. Lepeltier (Jean-Pierre-Léonard), adjudant sous-officier au sixième régiment de chasseurs; vingt-trois ans de service effectif.

M. Rossetti (Gustave-Victor-Scipion-Marie-Joseph), capitaine au huitième régiment de hussards; vingt ans de service effectif.

M. Lavret (Louis-Pierre), maréchal des logis au huitième régiment de hussards; vingt-deux ans de service effectif. (Du 28 Mars 1852.)

N° 6914. — DÉCRET DE PARLEMENT approuvant la Déclaration (soussignée par le ministre de la guerre) qui nomme dans l'ordre national de la Légion d'honneur, savoir :

OFFICIERS.

M. Boulanger (Louis-Marie), chef de bataillon au troisième régiment d'infanterie de ligne; chevalier du 27 avril 1840; trente-deux ans de service effectif et dix-sept campagnes.

M. Jacquot-Durand (Joseph), chef d'escadron au septième régiment d'artillerie, commandant l'artillerie du troisième arrondissement des fortifications de Paris; chevalier du 27 avril 1840; trente-deux ans de service effectif et six campagnes.

CHEVALIERS.

M. Dumas (Louis-Maxime), capitaine d'habillement du troisième régiment d'infanterie de ligne; vingt-cinq ans de service effectif et une campagne.

M. Eymieux (François), lieutenant au troisième régiment d'infanterie de ligne; vingt-quatre ans de service effectif et une campagne.

M. Brillonet (Pierre), sergent au troisième régiment d'infanterie de ligne; seize ans de service effectif.

M. Blanquet de Rouville (Hippolyte-Charles-Dominique-Marie), capitaine au cinquante-huitième régiment d'infanterie de ligne; vingt-trois ans de service effectif et trois campagnes.

M. Lacaze (Jean-François-Auguste), capitaine au quarante-neufième régiment d'infanterie de ligne; vingt-trois ans de service effectif et deux campagnes.

M. Batras (Claude-Denis), sergent-major, chef de musique du quarante-neufième régiment d'infanterie de ligne; vingt ans de service effectif.

M. Terson de Paleville (Gabriel), capitaine au trentième régiment d'infanterie de ligne; vingt et un ans de service effectif.

M. Anonilh (François), capitaine au trentième régiment d'infanterie de ligne; vingt-deux ans de service effectif.

M. Guyot (Georges-Claude-Étienne), capitaine adjudant-major au quarante-deuxième régiment d'infanterie de ligne; seize ans de service effectif, dix campagnes et une blessure.

M. Robert (François), capitaine au quarante-deuxième régiment d'infanterie de ligne; vingt-trois ans de service effectif et une campagne.

M. Saulnier (Robert), chirurgien-major au quarante-deuxième régiment d'infanterie de ligne; vingt-quatre ans de service effectif.

M. Landriève (Eugène), chef d'escadron au septième régiment de dragons; vingt-neuf ans de service effectif et deux campagnes.

M. Lejeune (Jean-Joseph-Alexandre), capitaine au septième régiment de dragons; vingt-cinq ans de service effectif.

M. Dillon (Charles-Auguste), capitaine au premier régiment de chasseurs; vingt-neuf ans de service effectif et trois campagnes.

M. Riandet (Benoit-Pierre), lieutenant au premier régiment de chasseurs; vingt-neuf ans de service effectif et quatre campagnes.

M. Laforce (Joseph), maréchal des logis au sixième régiment d'artillerie (seizième batterie); dix-huit ans de service effectif et trois campagnes.

M. Cognard (Pierre-Laurent), maréchal des logis au septième régiment d'artillerie (seizième batterie); vingt-neuf ans de service effectif.

M. Collard (Alfred-Joseph), capitaine en premier au dixième régiment d'artillerie (seizième batterie); vingt et un ans de service effectif et deux campagnes.

M. Piedfort (François), capitaine en second à la troisième compagnie d'ouvriers d'artillerie; vingt et un ans de service effectif.

M. Maladry (Isidor-Casimir), lieutenant au troisième escadron du train des ponts d'artillerie; vingt et un ans de service effectif.

M. Avillon (Jean-Marie), capitaine trésorier du vingt-septième régiment d'infanterie de ligne; vingt-deux ans de service effectif et quatre campagnes.

M. Houbert (Léon-Dolphe-Marie), capitaine au vingt-septième régiment d'infanterie de ligne; vingt-cinq ans de service effectif.

M. Rousseau (Jean), grenadier au vingt-septième régiment d'infanterie de ligne; cinq ans de service effectif; grièvement blessé le 4 décembre 1851.
(Du 4 Avril 1852.)

N° 6915. — DÉCRET DU PRINCE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre de la guerre) qui nomme dans l'ordre national de la Légion d'honneur, savoir :

OFFICIERS.

M. Lepic (Jacques-Félix-Auguste), chef d'escadron au onzième régiment de chasseurs; vingt-trois ans de service effectif et quatre campagnes; chevalier du 26 août 1840; cité à l'ordre de la division d'Oran en 1840.

M. Martin (Jean-Alphonse), chef d'escadron au septième régiment d'artillerie; vingt-neuf ans de service effectif et deux campagnes; chevalier du 17 janvier 1833.

CHEVALIERS.

M. *Chevallier (François-Pierre)*, capitaine au quarante-neuvième régiment d'infanterie de ligne; vingt-neuf ans de service effectif et deux campagnes; blessé d'un coup de feu à la tête, en 1830 en Afrique.

M. *Dupeyre (François-Marie-Benoît)*, chef de bataillon au troisième régiment d'infanterie légère; vingt-huit ans de service effectif et une campagne.

M. *Darieu (Paul-Lucien)*, capitaine au troisième régiment d'infanterie légère; vingt ans de service effectif et sept campagnes.

M. *Vasseur (François-Joseph-Jean)*, lieutenant au cinquième bataillon de chasseurs à pied; quinze ans de service effectif et dix campagnes.

M. *Jobbé (Claude-Toussaint)*, lieutenant au sixième régiment de lanciers; vingt et un ans de service effectif.

M. *Georges (Nicolas)*, maréchal des logis au sixième régiment de lanciers; vingt-huit ans de service effectif.

M. *Leclercq (Aimé-Louis-Joseph)*, chirurgien-major au onzième régiment de chasseurs; vingt-huit ans de service effectif et deux campagnes.

M. *Aper (Charles-Eugène)*, lieutenant au onzième régiment de chasseurs; vingt-sept ans de service effectif.

M. *Collet (François)*, maréchal des logis au septième régiment d'artillerie (troisième batterie); vingt et un ans de service effectif.

M. *Parisel (Jean-Baptiste)*, maréchal des logis au septième régiment d'artillerie (quatorzième batterie); vingt-six ans de service effectif et deux campagnes. (Du 12 Avril 1852.)

N° 6916. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre de la guerre) qui nomme dans l'ordre national de la Légion d'honneur, savoir :

OFFICIERS.

M. *Frontgous (Auguste-Paul-Joseph)*, major de la garde républicaine; chevalier du 15 août 1846; trente-cinq ans de service effectif, deux campagnes.

M. *de Lacondamine (Charles-Nicolas-Joseph)*, chef d'escadron d'artillerie; commandant le bataillon des sapeurs-pompiers de Paris; chevalier du 15 avril 1840; trente-six ans de service effectif, quatre campagnes et une blessure dans un incendie.

CHEVALIERS.

M. *Biérix (Férol)*, maréchal des logis à la compagnie de la Seine (première légion de gendarmerie); trente-quatre ans de service effectif.

M. *Quer (Jean-Marie)*, sous-lieutenant au premier bataillon de gendarmerie mobile; vingt-cinq ans de service effectif, quatre campagnes.

M. *Theinard (Pierre)*, brigadier au premier bataillon de gendarmerie mobile; vingt-huit ans de service effectif, six campagnes.

M. *Lavois (Jean)*, brigadier au premier bataillon de gendarmerie mobile; onze ans de service effectif, une campagne; blessé à la main droite le 4 décembre 1851.

M. *Roger (Léon-Pierre)*, sous-lieutenant au deuxième bataillon de gendarmerie mobile; vingt-six ans de service effectif; grièvement blessé d'une chute de cheval dans un service commandé.

M. *Houlès (Jean-Pierre)*, maréchal des logis au deuxième bataillon de gendarmerie mobile; vingt-neuf ans de service effectif, trois campagnes.

M. *Doulmet (Jean-François)*, lieutenant à la garde républicaine; vingt-huit ans de service effectif, une campagne.

M. *Pernet (Jean-Baptiste-Célestin)*, lieutenant à la garde républicaine; vingt-neuf ans de service effectif; cité à l'ordre du jour en 1839; blessé le 24 février 1848.

M. *Vaillant (Pierre-Nicolas-Moderste)*, dit *Pierre*, maréchal des logis à la garde républicaine; vingt-sept ans de service effectif; cité à l'ordre du jour en 1848.

M. *Mangin (Nicolas)*, maréchal des logis à la garde républicaine; vingt-huit ans de service effectif.

M. *Lacour (Clément)*, brigadier à la garde républicaine; vingt-cinq ans de service effectif, huit campagnes.

M. *Gaibert (Martin-André)*, sergent au bataillon des sapeurs-pompiers de Paris; trente-deux ans de service effectif, une campagne.

M. *de Willermoin (Charles-Rodolphe-Eugène)*, trésorier au bataillon des sapeurs-pompiers de Paris (emploi civil); vingt-huit ans de service effectif.

M. *Bert (Marie-Eugène-Ferdinand)*, chirurgien-major du douzième de dragons; vingt-deux ans de service effectif, quatre campagnes.

M. *Caron (Pierre-Louis)*, lieutenant au douzième régiment de dragons; vingt-quatre ans de service effectif.

M. *Guttin (Edme)*, garde d'artillerie de première classe à la direction de Paris; vingt-cinq ans de service effectif, une campagne. (Du 18 Avril 1862.)

N° 6917. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre de la guerre) qui nomme dans l'ordre national de la Légion d'honneur, savoir :

OFFICIERS.

M. *Boisliet (Guillaume-François)*, capitaine au huitième régiment d'infanterie de ligne; trente-cinq ans de service effectif et onze campagnes; chevalier du 27 avril 1834; s'est particulièrement distingué dans le commandement de sa compagnie à l'arrière-garde de la colonne rentrée à Bougie après avoir essuyé une horrible tourmente.

M. *Salignac Fénelon (Jules-Victor-Anatole)*, chef d'escadron au premier régiment de spahis; dix-sept ans de service effectif et dix campagnes; chevalier du 25 janvier 1846.

M. *Augeraud (Charles)*, capitaine en premier d'artillerie, chef du bureau arabe de première classe de Sétif; vingt ans de service effectif et onze campagnes; chevalier du 6 août 1843; a plusieurs fois dirigé avec énergie et intelligence des goums en pays kabyle.

CHEVALIERS.

M. *Hunolt (Louis)*, lieutenant au huitième régiment d'infanterie de ligne; dix-sept ans de service effectif et six campagnes; quoique blessé, il a cédé un cheval à un soldat qu'il a sauvé.

M. *Andoni (Jean)*, sergent au huitième régiment d'infanterie de ligne; vingt-quatre ans de service effectif et onze campagnes; a vingt fois exposé sa vie pour sauver ses grenadiers.

M. *Tampier (Auguste-Éloi)*, capitaine adjudant-major au troisième bataillon

Infanterie Nègre d'Afrique, seize ans de service effectif et dix campagnes; a déployé une énergie et un dévouement infatigables pour sauvegarder ses soldats.

M. Payer (Alfred-Auguste-Charles-Emmanuel), lieutenant au deuxième régiment de la légion étrangère, adjoint au bureau arabe de première classe de ~~l'Algérie~~ (province de Constantine); quatorze ans de service effectif et dix campagnes; a fait preuve d'un zèle remarquable.

M. de Constant (Edouard-Jean-Louis), lieutenant au troisième régiment de spahis; quinze ans de service effectif et quatre campagnes; s'est signalé par son dévouement à l'arrière-garde.

M. Abbes-ben-Soliman, spahis au troisième régiment; dix-sept ans de service effectif, six campagnes et deux blessures; a fait preuve d'un remarquable dévouement.

M. Gandil (Fabier-Pierre-Edmond), capitaine en deuxième au sixième régiment d'artillerie, chef du bureau arabe de Tenès (province d'Alger); treize ans de service effectif et six campagnes; dirige d'une manière remarquable, sous tous les rapports, les affaires arabes qui lui sont confiées.

M. Faidherbe (Louis-Léon-César), capitaine à l'état-major de génie; quinze ans de service effectif et neuf campagnes; a fait preuve d'un grand dévouement.

M. Comabrieu (Charles-Honoré), chirurgien aide-major de deuxième classe; quatorze ans de service effectif et quatre campagnes; s'est fait remarquer dans plusieurs circonstances par son dévouement.

M. Agostini (Ignace-Joseph), maréchal des logis à la dix-septième légion de gendarmerie; vingt-sept ans de service effectif; a opéré la destruction du bandit corse *Padovani*, fléau de sa contrée. (Du 23 Avril 1852.)

N° 6918. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre de la guerre) qui nomme chevaliers de l'ordre national de la Légion d'honneur, les militaires dont les noms suivent, savoir :

M. de Ziélski (Charles-Alexandre-Maximilien), capitaine au sixième régiment d'infanterie de ligne; vingt-sept ans de service effectif et dix campagnes.

M. Adam (Benoît), capitaine trésorier du dix-neuvième régiment d'infanterie de ligne; vingt-trois ans de service effectif et trois campagnes.

M. Dupui-Montbrun (Alexandre), capitaine au trente-septième régiment d'infanterie de ligne; vingt-trois ans de service effectif et trois campagnes.

M. de Condé (Auguste-Victor), capitaine au trente-huitième régiment d'infanterie de ligne; vingt-huit ans de service effectif et six campagnes.

M. Vincent (Jean-François), capitaine au cinquante et unième régiment d'infanterie de ligne; vingt-huit ans de service effectif et dix campagnes.

M. Besière (Étienne-Marie-Eugène), lieutenant au cinquante-sixième régiment d'infanterie de ligne; vingt ans de service effectif et dix campagnes.

M. Giraud (Jean-Baptiste-Joseph), capitaine au sixième bataillon de chasseurs à pied; deux ans de service effectif et quatre campagnes.

M. Cazeneuve (Anne-Hilaire-Antoine-Paul-Gaulbert-Marie-Frédéric), capitaine au premier régiment de carabiniers; vingt et un ans de service effectif.

M. Malet (Jean-Eugène-Alphonse-Napoléon), capitaine adjudant-major au deuxième régiment de carabiniers; vingt et un ans de service effectif.

M. Haté (Jean-Baptiste), maréchal des logis au septième régiment d'artillerie (troisième batterie); vingt et un ans de service effectif. (Du 25 Avril 1852.)

N° 6919. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre de la guerre) qui nomme commandeur de l'ordre national de la Légion d'honneur **M. Olry (Jean-Louis-Auguste)**, colonel du quatorzième régiment d'artillerie; officier du 1^{er} mai 1850; quarante-trois années de service effectif et treize campagnes. (Du 2 Mai 1852.)

N° 6920. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre de la guerre) qui nomme dans l'ordre national de la Légion d'honneur, savoir :

COMMANDEUR.

M. Roquancourt (Jean-Thomas), colonel au corps d'état-major, officier du 31 mai 1846; quarante-deux ans de service effectif et trois campagnes.

OFFICIER.

M. Jaspert (Adolphe), colonel du quarante-sixième régiment d'infanterie de ligne; chevalier du 30 avril 1839; trente-quatre ans de service effectif et onze campagnes.

CHEVALIER.

M. Loquet (Jean-Baptiste), gendarme à pied à la compagnie du Morbihan (sixième légion); vingt-trois ans de service effectif et quatre campagnes; grièvement blessé d'un coup de feu au ventre dans une lutte contre un insoumis condamné par contumace à la peine de mort. (Du 3 Mai 1852.)

N° 6921. — DÉCRETS DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signés par le ministre de la guerre) qui nomment dans l'ordre national de la Légion d'honneur, savoir :

GRANDS OFFICIERS.

M. Korte (Pierre-Christien), général de division commandant la division de cavalerie de réserve de l'armée de Paris; commandeur du 17 août 1841; quarante-sept ans de service effectif, seize campagnes et cinq blessures.

M. Cavaignac (Antoine-Louis-Stanislas), général de brigade commandant le département de Seine-et-Oise; commandeur du 25 juin 1849; quarante-cinq ans de service effectif et quinze campagnes.

COMMANDEURS.

M. Buisson d'Armandy (Aimé-Prosper-Édouard-Chérubin-Nicéphore), général de brigade commandant l'artillerie en Algérie; officier du 11 novembre 1837; quarante et un ans de service effectif et quatorze campagnes.

M. *de Grenchy* (Victor), général de brigade disponible; officier du 1^{er} octobre 1839; trente-neuf ans de service effectif et trois campagnes.

M. *Partouneaux* (François-Maurice-Emmanuel), général de brigade commandant la brigade de cavalerie à Paris; officier du 14 avril 1844; trente-cinq ans de service effectif et une campagne.

M. *Niel* (Adolphe), général de brigade, membre du comité des fortifications; officier du 17 avril 1845, trente-trois ans de service effectif et six campagnes.

M. *Renaufre* (Florent-Charles-Gaillaume), intendant militaire de la quinzième division; officier du 4 juin 1831; quarante et un ans de service effectif, six campagnes et trois blessures.

M. *Griffon* (Jacques-Bertrand), colonel commandant de place de 1^{re} classe à Lyon; officier du 16 août 1850; quarante ans de service effectif et trois campagnes.

M. *Bicard de Villeneuve* (Marie-Thérèse-Amand-Constant), colonel chef de la quatorzième légion de gendarmerie; officier du 10 décembre 1849; trente-huit ans de service effectif, dix campagnes et deux blessures.

M. *Lemyre* (Charles), colonel du vingt-troisième régiment d'infanterie légère; officier du 17 janvier 1833; trente-huit ans de service effectif et six campagnes.

M. *d'Esté* (Antoine-Achille), colonel du vingt-cinquième régiment d'infanterie de ligne; officier du 20 décembre 1843; vingt-huit ans de service effectif et quatorze campagnes.

M. *Pontevès* (Louis-Jean-Baptiste-Edmond), colonel du soixante et quinzième régiment d'infanterie de ligne; officier du 26 avril 1846; vingt-neuf ans de service et douze campagnes.

M. *Laner* (François-Xavier), colonel du premier régiment de spahis; officier du 23 janvier 1848; trente-huit ans de service effectif et neuf campagnes.

M. *de Porton* (Henry), colonel du quatrième régiment de chasseurs; officier du 3 mars 1840; vingt-quatre ans de service effectif et dix-sept campagnes.

M. *Lyentey* (Antoine-Nicolas), colonel directeur d'artillerie à Besançon; officier du 30 août 1842; quarante-deux ans de service; huit campagnes et une blessure.

M. *Sorel* (Pierre-Louis-Honoré), colonel du génie, secrétaire du comité des fortifications; officier du 14 janvier 1833; quarante-trois ans de service effectif, six campagnes et une blessure.

M. *Grégoire* (Joseph-Marie), colonel directeur des parcs des équipages militaires; officier du 17 avril 1845; quarante-quatre ans de service effectif et sept campagnes.

OFFICIERS.

Corps d'état-major.

M. *Hessard* (Paul-Michel), chef d'escadron employé au dépôt de la guerre; chevalier du 25 avril 1840; trente-six ans de service effectif et une campagne.

M. *Sers* (David-Marie), chef d'escadron employé à l'état-major de la septième division militaire; chevalier du 28 novembre 1828; trente-huit ans de service effectif et cinq campagnes.

M. Plée (*Barthélemy-Louis*), chef d'escadron; chevalier du 28 avril 1841; trente-deux ans de service effectif et deux campagnes.

Intendance militaire.

M. Dupont (*Joseph*), sous-intendant militaire de première classe à Oran; chevalier du 22 juin 1823, trente-huit ans de service effectif et six campagnes.

M. Colondre (*Jules-Jean-Baptiste-Jacques*), sous-intendant militaire de deuxième classe à Carcassonne; chevalier du 17 avril 1838; trente-sept ans de service et sept campagnes.

État-major des places.

M. Zens (*Henri-Auguste-Marie*), chef de bataillon commandant de place de deuxième classe à Belle-Ile-en-Mer; chevalier du 30 avril 1836; trente-huit ans de service effectif et douze campagnes.

M. Farinole (*Joseph-Marie*), chef de bataillon commandant de place de deuxième classe à Bonifacio; chevalier du 10 avril 1832; cinquante ans de service effectif et sept campagnes.

M. Siméon (*François-Napoléon*), chef de bataillon commandant de place de deuxième classe à Batna; chevalier du 27 avril 1834; trente-trois ans de service effectif et treize campagnes. *

Gendarmerie.

M. Beaugrand (*Charles-Henri-Philidor*), chef d'escadron commandant la compagnie de Seine-et-Oise (première légion); chevalier du 20 avril 1839; trente-six ans de service effectif.

M. Gérard (*Alexandre*), chef d'escadron commandant la compagnie du Calvados (quatrième légion); chevalier du 25 avril 1840; trente-six ans de service effectif, trois campagnes et une blessure.

Infanterie.

M. Granchamp (*Jules-Barthélemy*), colonel du trente-huitième régiment d'infanterie de ligne; chevalier du 15 février 1840; vingt-cinq ans de service effectif, treize campagnes et dix-sept blessures.

M. de Lostange de Saint-Albère (*Henri-Antoine*), lieutenant-colonel du soixante-sixième régiment d'infanterie de ligne; chevalier du 14 avril 1844; trente-deux ans de service et trois campagnes.

M. Lamotte Vedel de Termes (*Jérôme*), colonel du soixante et troisième régiment de ligne; chevalier du 20 avril 1839; trente-six ans de service effectif et sept campagnes.

M. Sarrauton (*Charles-Auguste*), chef de bataillon au soixante et quinzième régiment d'infanterie de ligne; chevalier du 19 avril 1843; vingt-neuf ans de service effectif et vingt-trois campagnes.

M. Castoul (*Félix*), chef de bataillon au quatrième régiment d'infanterie légère; chevalier du 27 décembre 1830; trente-huit ans de service effectif et cinq campagnes.

M. Thomas (*Joseph-Victor*), colonel du onzième régiment d'infanterie légère; chevalier du 30 avril 1836; vingt-deux ans de service effectif et quatorze campagnes.

M. Sol (*Édouard-Hippolyte-Pierre*), colonel du vingt-deuxième régiment

d'infanterie légère; chevalier du 16 septembre 1844; trente ans de service effectif et huit campagnes.

M. Pellé (Jean-Baptiste), chef du bataillon de tirailleurs indigènes d'Oran; chevalier du 3 janvier 1842; vingt et un ans de service effectif, vingt et une campagnes et cinq blessures.

Cavalerie.

M. Adam (Antoine-Nicolas), chef d'escadron au deuxième régiment de cuirassiers; chevalier du 9 juin 1831; trente-huit ans de service effectif et deux campagnes.

M. Emmanuel (Charles-Frédéric), lieutenant-colonel au quatrième régiment de cuirassiers; chevalier du 18 février 1844; dix-neuf ans de service effectif et seize campagnes.

M. de Mont-Rond (Pierre-Alexandre-François), colonel du dixième régiment de dragons; chevalier du 7 janvier 1833; trente-sept ans de service effectif et cinq campagnes.

M. Tallet (Isidore-Joseph), lieutenant-colonel du deuxième régiment de chasseurs d'Afrique; chevalier du 18 septembre 1844; vingt-huit ans de service effectif et dix-huit campagnes.

Remontes.

M. Biannié d'Argentré (André-Joseph-Achille), chef d'escadron de cavalerie; chevalier du 30 avril 1836; trente-sept ans de service effectif et trois campagnes.

Artillerie. — État-major.

M. Tuchant (Louis-Auguste), chef d'escadron d'artillerie, directeur de la fonderie de Strasbourg; chevalier du 5 mai 1833; quarante-deux ans de service effectif et sept campagnes.

M. Chicoyneau de Lavalette (Absinthe), chef d'escadron, sous-directeur d'artillerie à Nantes; chevalier du 17 janvier 1833; trente-huit ans de service effectif et trois campagnes.

M. David (Nicolas-Henry), lieutenant-colonel d'artillerie, directeur de la fonderie de Douai; chevalier du 30 mai 1837; quarante et un ans de service effectif et deux campagnes.

M. Lemulier (Henry), chef d'escadron commandant l'artillerie du quatrième arrondissement des fortifications de Paris; chevalier du 17 janvier 1833; trente et un ans de service effectif et une campagne.

Troupes.

M. Beret (Henry-Edmond), lieutenant-colonel du premier régiment d'artillerie; chevalier du 24 juillet 1823; quarante ans de service effectif et quatre campagnes.

M. Braire (François), colonel du sixième régiment d'artillerie; chevalier du 5 mai 1833; quarante-deux ans de service effectif et huit campagnes.

M. Quincy (Étienne-Adèle), chef d'escadron au treizième régiment d'artillerie; chevalier du 8 septembre 1823; trente-deux ans de service effectif et quatre campagnes.

Génie.

M. Denidport (Étienne-Vincent), lieutenant-colonel chef du génie à Mézières;

chevalier du 13 novembre 1832; quarante-deux ans de service effectif et deux campagnes.

M. Lebaron (*Albert-Eugène*), lieutenant-colonel chef du génie en Algérie; chevalier du 27 avril 1838; trente-quatre ans de service effectif et quatre campagnes.

M. Vivien (*André-Jules-Mathieu*), lieutenant-colonel du troisième régiment du génie; chevalier du 14 novembre 1843; trente-six ans de service effectif et cinq campagnes.

Officiers de santé.

M. Faure (*Anselme-Claude-Nicolas*), médecin principal de première classe; chevalier du 28 avril 1841; trente-trois ans de service effectif et six campagnes.

M. Troy (*Dominique*), médecin-major de première classe au dixième régiment d'artillerie; chevalier du 30 mai 1837; quarante ans de service effectif et onze campagnes.

Recrutement

M. Daumas (*Xavier-Jules-Adolphe*), chef d'escadron de cavalerie commandant le dépôt de recrutement de la Seine-Inférieure; chevalier du 28 mai 1841; vingt-trois ans de service effectif, treize campagnes et trois blessures.

M. Courier (*François-Marie-Hippolyte*), chef de bataillon d'infanterie commandant le dépôt de recrutement de la Loire-Inférieure; chevalier du 11 juin 1831; trente-neuf ans de service effectif, cinq campagnes et une blessure.

Justice militaire

M. Carpentin (*Victor-Adolphe-Théodore*), major en retraite, commissaire du Gouvernement près le conseil de guerre de la neuvième division militaire; chevalier du 20 avril 1839; trente et un ans de service effectif et campagnes.

Chefs arabes.

Si-Bou-Alem-Ben-Cherifa, bach-agma du Djendel; chevalier du 23 mai 1845; dix ans de service effectif.

Si-Mohamed-Ben-Hadri, kaid en premier des Flitta; chevalier du 10 janvier 1841; dix-sept ans de service effectif.

CHEVALIERS.

Invalides.

M. Piétri (*Côme*) lieutenant sous-adjutant-major à l'hôtel des Invalides; vingt et un ans de service effectif et cinq campagnes.

M. Girardin (*Jean-Baptiste*), soldat invalide; trente et un ans de service effectif et six campagnes.

M. Gonnot (*Claude-Nicolas*), sergent-major invalide, six ans de service effectif, trois campagnes et quatre blessures.

M. Labrayère (*Pierre*), adjudant sous-officier invalide; huit ans de service effectif, six campagnes et une blessure.

M. Tignolet (*François*), sergent invalide; sept ans de service effectif et sept campagnes, grièvement blessé à la main droite.

M. Callegari (Antoine), caporal invalide; sept ans de service effectif, six campagnes et une blessure.

M. Ferro (Paul-Michel-Antoine), sergent invalide; quatorze ans de service effectif et six campagnes; grièvement blessé à la jambe droite.

Corps d'état-major.

M. Malot (Édouard-Joseph-Désiré-Marie), capitaine d'état-major, aide de camp du général Boullé; vingt-trois ans de service effectif.

M. Davout (Jules-Pierre-Alexandre), capitaine d'état-major, employé à la carte de France; vingt-trois ans de service effectif.

M. de Cholet (Martin), capitaine d'état-major, employé à la carte de France; vingt-deux ans de service effectif.

M. Bouchérat (Auguste-Claude), capitaine, à la disposition du gouverneur général de l'Algérie; vingt et un ans de service effectif et trois campagnes.

M. Hartang (Edmond-Henri-David), capitaine, à la disposition du gouverneur général de l'Algérie; treize ans de service effectif et sept campagnes.

M. Rozier de Linage (Joseph-Alphonse-Amédée), capitaine professeur à l'école d'état-major; vingt et un ans de service effectif.

Intendance militaire.

M. de Las Cases (Joseph-Sébastien-François-Dieudonné-Augustin), sous-intendant militaire de deuxième classe, à Auxerre; vingt ans de service effectif et cinq campagnes.

M. Lebrun (Carme-Jacques-Charles-François-Modestino), sous-intendant militaire de deuxième classe, à Philippeville; vingt-trois ans de service effectif et quatre campagnes.

M. Boismier Saint-Maixant (Charles-François-Alfred), adjoint de première classe à l'intendance militaire, à Arras; vingt ans de service effectif et cinq campagnes.

État-major des places.

M. Conflant (Remy-Félics), lieutenant adjudant de place, à Blidah; trente-deux ans de service effectif et dix campagnes.

M. Lamoré (Jean-Baptiste), lieutenant secrétaire archiviste de la quatorzième division militaire; trente-quatre ans de service effectif et neuf campagnes.

M. Petetin (Claude-Antoine), sous-lieutenant secrétaire archiviste de la place de Paris; trente-deux ans de service effectif, deux campagnes et une blessure.

M. Paresys (Jean-Baptiste-Joseph), portier consigne de première classe, à Lille; quarante-deux ans de service effectif, sept campagnes et une blessure.

M. Druet (François-Joseph), portier consigne de première classe, à Arras; trente-sept ans de service effectif, huit campagnes et une blessure.

Troupes d'administration.

M. Adam (Jean-Baptiste), lieutenant au bataillon d'ouvriers d'administration; vingt-sept ans de service effectif et trois campagnes.

M. Pajean (Jean-Baptiste), lieutenant en premier, adjoint au commandant du parc de réparations des équipages, à Philippeville; vingt et un ans de service effectif et douze campagnes.

M. Francis (Guillaume), lieutenant au troisième escadron des équipages militaires ; vingt-neuf ans de service effectif et dix campagnes.

M. Cossard (Jean-Edouard), maréchal des logis chef au troisième escadron des équipages militaires ; vingt et un ans de service effectif et onze campagnes.

Service de santé.

M. Bernet (Baptiste), médecin-major de deuxième classe au trente-sixième régiment d'infanterie de ligne ; vingt-cinq ans de service effectif et neuf campagnes.

M. Mottet (Antoine-Charles-Pierre), médecin-major de deuxième classe aux ambulances de la division de Constantine ; trente ans de service effectif et huit campagnes.

M. Cabrol (Jean-François-Hyacinthe-Bernard), médecin-major de deuxième classe à l'hôpital du Val-de-Grâce ; dix-huit ans de service effectif et treize campagnes.

M. Bouffar (Jacques-Auguste), médecin-major de deuxième classe aux ambulances de la division de Constantine ; vingt ans de service effectif et treize campagnes.

M. Barthélemy (Jean-Baptiste-Pierre), médecin aide-major de deuxième classe aux files Porquerolles ; trente-huit ans de service effectif et dix campagnes.

M. Arrers (Victor), pharmacien-major de première classe à l'hôpital militaire de Perpignan ; vingt-huit ans de service effectif et dix campagnes.

M. l'abbé Froment (Jean-Baptiste), aumônier de troisième classe à l'hôpital militaire de Belfort ; trente-trois ans de services civils et militaires effectifs et trois campagnes ; blessé de deux coups de feu à Magdebourg ; a eu un cheval tué sous lui à Lutzen en 1813 ; officier de l'Université.

M. Saint-Blancat (Jean-Pierre), infirmier-major, sergent aux ambulances de la division d'Oran ; vingt-trois ans de service effectif et douze campagnes.

Officiers d'administration.

M. Bourdin (Jules-François-Fortuné), comptable de première classe des hôpitaux militaires à Cambrai ; vingt-cinq ans de service effectif et quinze campagnes.

M. Vallé (Joseph), adjudant en premier du service des hôpitaux militaires à la division de Constantine ; vingt-huit ans de service effectif et huit campagnes.

M. Reygolliet (Marie-Elophé), comptable de première classe de l'habillement et du campement à la division d'Oran ; vingt et un ans de service effectif et sept campagnes.

M. Aubert de Lamogère (Victor-Eugène), comptable de deuxième classe des subsistances militaires ; vingt-sept ans de service effectif et treize campagnes.

Recrutement

M. Villard (Jacques-Pierre), capitaine au troisième régiment d'infanterie de ligne, commandant le dépôt de recrutement de la Drôme ; trente-deux ans de service effectif et une campagne.

M. Rieffel (Edouard), lieutenant au quarante-neuvième régiment d'infanterie de ligne, employé au dépôt de recrutement du Lot ; dix-huit ans de ser-

vice effectif; s'est distingué pendant l'insurrection de Lyon en 1849 et dans les événements survenus dans le Lot à la suite du 2 décembre.

M. *Vallée (Jules)*, sergent au vingtième régiment d'infanterie de ligne détaché au dépôt de recrutement de Seine-et-Oise; dix-neuf ans de service effectif, dix campagnes et une blessure.

Justice militaire.

M. *Ayot (Aymard)*, rapporteur près le premier conseil de guerre de la dix-neuvième division militaire (chef de bataillon d'infanterie en retraite); trente-quatre ans de service effectif.

M. *Lemoine (Etienne)*, ancien greffier de l'ex-conseil de révision de la septième division militaire; vingt-sept ans de service effectif.

M. *Rialland (François)*, capitaine au quatrième régiment d'infanterie de ligne, commandant l'établissement disciplinaire de Lambessa; vingt-cinq ans de service effectif et cinq campagnes. (*Du 10 Mai 1852.*)

N° 6922. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) portant ce qui suit :

La réduction totale prescrite par le décret du 8 décembre 1851, sur les coupes affouagères à délivrer à la commune de Venizy (Yonne), s'effectuera en six années au lieu de trois; en conséquence, chaque coupe annuelle sera, de 1852 à 1857, réduite d'un sixième.

Le susdit décret est rapporté en ce qu'il a de contraire aux dispositions qui précèdent. (*Du 13 Mai 1852.*)

N° 6923. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) qui rapporte les dispositions du décret du 5 novembre 1851, en ce qui concerne la coupe extraordinaire à délivrer aux hameaux de Lamortière et Fontaine-au-Bron, commune de Vauchamps (Marne). (*Du 13 Mai 1852.*)

N° 6924. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) portant ce qui suit :

Les bois communaux d'Ignaux (Ariège) seront soumis au mode d'exploitation par furetage réglé.

Le quart de la contenance totale, à prendre dans le canton Del-Bac-d'Ignaux, sera distrait pour former la réserve, conformément aux dispositions de l'article 93 du Code forestier; le surplus sera divisé en douze coupes ordinaires. Il sera fait chaque année, dans l'une des coupes, une exploitation comprenant, sur chaque cépée des taillis, la moitié seulement des tiges; cette exploitation se renouvellera, dans la même coupe, tous les douze ans, de façon que l'exploitation complète des cépées s'accomplisse en vingt-quatre ans, et que les tiges enlevées soient toujours âgées de douze à vingt-quatre ans. (*Du 13 Mai 1852.*)

N° 6925. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) qui approuve le procès-verbal de délimitation des bois de la commune de Grand-Châtel (Jura.). (Du 13 Mai 1852.)

N° 6926. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) portant ce qui suit :

Sont soumis au régime forestier cinq hectares de bois appartenant à la commune de Saint-Julien (Doubs), au canton dit *le Grand-Bois*.

Ladite commune est autorisée à défricher quatre hectares de ses bois au canton dit *le Chénois*.

Le quart en réserve des bois de Saint-Julien sera porté à la contenance de trente-trois hectares cinquante-sept ares. (Du 13 Mai 1852.)

N° 6927. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce) qui autorise la commission administrative de l'hospice de Tarare (Rhône) à accepter le legs universel, évalué à 71,000 francs, fait à cet établissement par le sieur *Thomas-André Baronnat*. (Du 7 Juin 1852.)



Certifié conforme :

Paris, le 19^e Août 1852,

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire
d'état au département de la Justice,*

ABBATUCCI.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Imprimerie nationale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

PARTIE SUPPLÉMENTAIRE.

N° 263*.

N° 6928. — *DÉCRET qui accorde une Pension à un ancien Préfet.*

Du 26 Juillet 1852.

LOUIS-NAPOLÉON, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'intérieur;

Vu les lois des 22 août 1790 et 15 germinal an xi [5 avril 1803] sur les pensions civiles, et le décret réglementaire du 13 septembre 1806;

Vu la loi du 19 juin 1849, et l'arrêté consulaire du 15 floréal an xi [5 mai 1803];

Vu les titres produits par M. *Langlois d'Amilly (Jules-Hyacinthe)*, ancien préfet de l'Orne, desquels il résulte qu'il est né à Paris le 25 nivôse an iii [14 janvier 1795], et que, s'il ne compte pas trente ans de services et soixante ans d'âge, il établit, par certificat de médecins, qu'au jour de son remplacement il était atteint d'infirmités graves contractées dans l'exercice de ses fonctions, et qui l'auraient empêché de les continuer;

Vu l'acte de notoriété constatant que sa position de fortune lui rend nécessaires les secours de l'État;

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 16 juillet dernier;
La section des finances du Conseil d'état entendue,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est accordé à M. *Langlois d'Amilly*, ancien préfet de l'Orne, à raison d'un traitement de seize mille francs : dont il a joui pendant les quatre dernières années de son activité, une pension annuelle et viagère de deux mille six cent soixante-sept francs (2,667^f).

* Voyez un Erratum à la fin de ce Numéro.

2. Cette pension sera inscrite au trésor public au nom de M. Langlois d'Amilly, et lui sera payée à Paris à partir du premier jour du semestre qui suivra cette inscription,

3. Les ministres de l'intérieur et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 26 Juillet 1852.

Signé LOUIS-NAPOLÉON.

Par le Prince-Président :

Le Ministre de l'intérieur,

Signé F. DE PERSIGNY.

N° 6929. — DÉCRET qui approuve des modifications aux statuts de la Compagnie d'assurances sur la vie la Nationale.

Du 29 Juillet 1852.

LOUIS-NAPOLÉON, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce;

Vu l'ordonnance du 31 janvier 1821 qui autorise la compagnie royale d'assurances sur la vie aujourd'hui la Nationale, et l'ordonnance du 23 mai 1830, qui a approuvé les nouveaux statuts de cette compagnie;

Vu la délibération prise, le 31 mars 1847, par l'assemblée générale des actionnaires de ladite compagnie;

Le Conseil d'état entendu (séance du 9 février 1848),

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les modifications aux articles 30 et 31 des statuts de la compagnie d'assurances sur la vie la Nationale sont approuvées telles qu'elles sont contenues dans l'acte passé les 4, 7, 9, 12 et 14 juin 1852, devant M^e Yver et son collègue, notaires à Paris, lequel acte restera annexé au présent décret.

2. Le ministre de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Bulletin des lois, inséré au Moniteur et dans un journal d'annonces judiciaires du département de la Seine.

Fait au palais des Tuileries, le 29 Juillet 1852..

Signé LOUIS-NAPOLÉON.

Par le Président :

Le Ministre de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce,

Signé F. DE PERSIGNY.

Par-devant M^e *Henri-Joseph Yver*, et son collègue, notaires à Paris, sous-signés,

Ont comparu :

1^o M. *Jaques Lefebvre*, banquier, demeurant à Paris, rue du Faubourg-Poissonnière, n° 60 ;

2^o M. *Antoine Odier*, banquier, demeurant à Paris, boulevard Poissonnière, n° 15 ;

3^o M. le comte *Michel-Frédéric Pillet-Will*, banquier, demeurant à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 70 ;

4^o M. *Narcisse Lafond*, propriétaire, demeurant à Paris, rue de Grenelle-Saint-Germain, n° 73 ;

5^o M. le baron *Jean-Henri Hottinguer*, banquier, demeurant à Paris, rue Bergère, n° 11 ;

6^o M. le baron *James de Rothschild*, banquier, demeurant à Paris, rue Laffitte, n° 15 ;

7^o M. *Auguste Dassiér*, banquier, demeurant à Paris, rue de la Victoire, n° 54 ;

8^o M. *Pierre-Firmin Lestapis*, ancien banquier, demeurant à Paris, rue de la Tour-des-Dames, n° 2 ;

9^o M. *Louis-Jules Mallet*, banquier, demeurant à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 13 ;

10^o M. *Joseph Périer*, banquier, demeurant à Paris, rue Laffitte, n° 17 ;

11^o M. *Joseph-Henri Davillier*, banquier, demeurant à Paris, rue Chauchat, n° 5 ;

12^o M. *Charles-Gabriel le Begue*, comte de *Germiny*, propriétaire, demeurant à Paris, rue de Lille, n° 71 ;

13^o M. *César-Armand-Anatole*, comte de la *Panouse*, propriétaire, demeurant à Paris, rue du Faubourg-Saint-Honoré, n° 29 ;

14^o M. *Jean-Félix de Ville*, propriétaire, demeurant à Paris, rue de Ménars n° 3.

M. *Lefebvre*, président du conseil d'administration,

Et M. *de Ville*, directeur de la *Nationale*, compagnie anonyme d'assurances sur la vie, dont le siège est à Paris, rue de Ménars, n° 3, et dont les statuts ont été établis par acte passé devant M^e *Juge*, qui en a gardé minute, et son collègue, notaires à Paris, les 15 et 17 mai 1830, enregistré, et autorisés par ordonnance royale en date du 23 du même mois de mai sous le nom de *Compagnie royale* ;

Lesquels, agissant en leurs qualités de membres du conseil d'administration de ladite compagnie, et spécialement autorisés par une délibération de l'assemblée générale des actionnaires de ladite compagnie, qui sera ci-après énoncée,

Ont exposé et arrêté ce qui suit :

L'article 55 des statuts de la compagnie d'assurances sur la vie, approuvés par ordonnance royale du 23 mai 1830, porte que les changements aux statuts que le conseil d'administration reconnaît inutiles sont proposés par le conseil à l'assemblée générale, et que ces changements, si l'assemblée les adopte, sont soumis à l'approbation du Gouvernement.

En conséquence, et en conformité des dispositions dudit article 55, le conseil d'administration et l'assemblée générale des actionnaires de la compagnie convoqués, constitués et délibérant conformément aux prescriptions des sta-

tuts ont proposé et arrêté diverses modifications aux articles 30 et 31, lesquelles modifications se trouvent consignées dans deux délibérations en date du 24 mars et du 31 du même mois 1847.

Extrait de chacune de ces délibérations, après avoir été certifié sincère et véritable par M. le président du conseil d'administration et M. le directeur, restera ci-annexé, et sera enregistré avant ou en même temps que les présentes.

Aujourd'hui les comparants, voulant se conformer aux observations qui leur ont été faites par le Gouvernement, arrêtent ainsi qu'il suit la rédaction définitive desdites modifications.

Il est ajouté à l'article 30 des statuts un sixième paragraphe ainsi conçu :

« La compagnie est également autorisée à employer ces fonds en actions de la Banque de France et en obligations d'emprunts contractés par des chemins de fer auxquels l'État aura garanti un minimum d'intérêt. »

Il est ajouté à l'article 31 un second paragraphe ainsi conçu :

« Il peut donner mainlevée de toutes inscriptions et oppositions, se désister de toutes actions personnelles, ainsi que de tous privilèges et actions résolutoires, le tout avec ou sans payement. »

Mention des présentes est consentie partout où besoin sera.

Dont acte : fait et passé à Paris, au siège de la compagnie, pour MM. *Périer, Davillier, Lafond et de Ville*; et pour toutes les autres parties en leurs demeures respectives susindiquées,

L'an 1852, les 4, 7, 9, 12 et 14 juin.

Et après lecture faite, les comparants ont signé avec les notaires.

Ensuite se trouve la mention d'enregistrement suivante :

« Enregistré à Paris, deuxième bureau, le 19 juin 1852, folio 63 recto, cases 1 et 2. Reçu cinq francs, et cinquante centimes de dixième. Signé *Sonnet*. »

Suit la teneur des annexes.

Vu pour être annexé au décret du 29 juillet 1852, enregistré sous le n° 2485.

*Le Ministre des travaux publics, chargé par intérim
du département de l'intérieur,*

Signé *Magne*.

N° 6930. — *DÉCRET portant autorisation de la Société anonyme formée à Paris sous la dénomination de Société des terrains et entrepôts du bassin Vauban, au Havre.*

Du 29 Juillet 1852.

LOUIS-NAPOLÉON, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,
Sur le rapport du ministre de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce;

Le Conseil d'état entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La société anonyme formée à Paris sous la déno-

mination de *Société des terrains et entrepôts du bassin Vauban, au Havre*, est autorisée.

Sont approuvés les statuts de ladite société, tels qu'ils sont contenus dans l'acte passé, les 29 et 30 juin 1852, devant M^r *Acloque* et son collègue, notaires à Paris, lequel acte restera annexé au présent décret.

2. La présente autorisation pourra être révoquée, en cas de violation ou de non-exécution des statuts approuvés, sans préjudice des droits des tiers.

3. La société sera tenue de remettre, tous les six mois, un extrait de son état de situation au ministère de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce, au préfet du département de la Seine-Inférieure, au préfet de police, à la chambre de commerce et aux greffes des tribunaux de commerce de Paris et du Havre.

4. Le ministre de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Bulletin des lois, inséré au Moniteur et dans un journal d'annonces judiciaires des départements de la Seine et de la Seine-Inférieure.

Fait au palais des Tuileries, le 29 Juillet 1852.

Signé LOUIS-NAPOLÉON.

Par le Président :

Le Ministre de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce,

Signé F. DE PERSIGNY.

Par-devant M^r *Charles-André-Louis Acloque* et son collègue, notaires à Paris, soussignés,

Ont comparu :

1^o M. *André-Jean-Joseph Périer*, banquier, l'un des régents de la Banque de France, agissant au nom et comme seul chef de la maison *Périer frères*, demeurant à Paris, rue Laflitte, n° 23;

2^o M. *Henry Pellapra*, ancien receveur général des finances, demeurant à Paris, quai Malaquais, n° 17;

3^o M. *Alexandre-Etienne Trubert*, ancien notaire à Paris, propriétaire, demeurant à Paris, rue de Miromesnil, n° 31,

Agissant, tant en son nom personnel qu'au nom et comme mandataire de M. *Raymond Larrabure*, propriétaire, demeurant à Argagnon, aux termes de la procuration qu'il lui a donnée suivant acte passé devant M^r *Dufourcq*, notaire à Orthez, en présence de témoins, le 12 juin courant, dont le brevet original, dûment enregistré et légalisé, est demeuré ci-annexé après avoir été comparant certifié véritable, et signé tant par lui que par lesdits notaires,

4° M. *Louis-Jules Mallet*, banquier, agissant au nom et comme l'un des chefs de la maison *Mallet frères et compagnie*, demeurant à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 13;

5° M. *Henri-Frédéric Fontenilliat*, receveur général des finances du département de la Gironde, l'un des régents de la Banque de France, demeurant à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 7;

6° M^{me} *Jeanne-Catherine Manskopf*, propriétaire, veuve de M. *Christian-Wilhem Lutteroth*, demeurant à Paris, place Vendôme, n° 14,

Ladite dame agissant comme ayant seule droit à la part et portion revenant audit feu sieur *Lutteroth*, son mari, dans la société ci-après indiquée, ainsi qu'il résulte d'un acte de partage en date du 11 juin 1849, reçu par M^e *Chatelein*, notaire à Paris;

7° M. *Alexandre-Roland Gosselin*, propriétaire, demeurant à Paris, rue de Tivoli, n° 16;

8° M. *Marie-Casimir-Auguste de Gourcuff*, propriétaire, directeur de la Compagnie d'assurances générales, demeurant à Paris, rue de Richelieu, n° 87,

Lesquels ont exposé ce qui suit :

Aux termes d'un acte fait en quinze originaux et sous-signatures privées, en date, à Paris, du 13 juillet 1838, et sur lequel est la mention suivante : « Enregistré à Marly-le-Roi, le 14 juillet 1838 folio 1^{er}, verso, cases 6, 7, 8 et 9. Reçu cinq francs et cinquante centimes pour dixième. Signé *Bonnefond*;

Un desquels originaux a été déposé pour minute audit M^e *Acloque*, suivant acte reçu par lui et son collègue ce-jourd'hui même, et qui sera enregistré avant ou en même temps que ces présentes;

Il a été fait une association commerciale en participation,

Entre :

1° M. *Louis-Jules Mallet*, au nom de la maison *Mallet frères*, demeurant à Paris;

2° M. *Marie-Casimir-Auguste de Gourcuff*, demeurant à Paris;

3° M. *Alexandre-Étienne Trubert*, ancien notaire, demeurant à Paris;

4° M. *Raymond Larrabure*, propriétaire, demeurant à Paris;

5° M. *Alexandre-Roland Gosselin*, demeurant à Paris;

6° M. *Henri-Frédéric Fontenilliat*, alors receveur de la Loire-Inférieure;

7° M. *Henry Pellapra*, demeurant à Paris;

8° M. *André-Jean-Joseph Périer*, au nom de la maison *Périer frères*, demeurant à Paris;

9° M. *Nicolas-François Lefèvre*, aîné, au nom de la société *Lefèvre et compagnie*, demeurant au Havre;

10° M. *Nicolas-Georges Palfray*, ancien notaire, membre du conseil municipal du Havre;

11° M. *Charles-Aimé-Joseph*, comte de *Le Hon*, propriétaire, demeurant à Paris;

12° M. *Christian-Wilhem Lutteroth*, propriétaire, demeurant à Paris;

13° M. *Joseph-Louis-Michel de Saint-Albin*, ancien receveur général des finances, demeurant à Paris;

14° M. *Henri-Joseph Gismot*, demeurant à Paris;

15° Et M. *Louis Rijsaud*, alors agent de change, demeurant à Paris.

Cette société en participation avait pour objet l'achat, la mise en valeur et la vente de divers terrains situés commune de Graville-l'Éure, canton d'In-

gouvillie, arrondissement du Havre, département de la Seine-Inférieure, au nord et au sud du bassin Vauban.

Il a été dit dans cet acte que l'intérêt commun serait représenté, à l'égard des tiers, par M. Joseph Périer; qu'il serait seul tous les actes de gestion, soumettrait seul toutes les instances, et que tous les actes d'achats, ventes ou autres, faits en son nom ou au nom de sa maison de banque, en exécution ou dans les limites de ladite convention, seraient toujours réputés de plein droit faits pour le compte et dans l'intérêt de ladite association.

L'article 13 du même acte de société est ainsi conçu :

« Les coparticipants se réservent de convertir la présente association en société anonyme, si cette transformation est jugée utile d'après le vote des deux tiers des intérêts. Dans ce cas, le projet de statuts devra être voté à la même majorité; puis l'assemblée nommera immédiatement deux commissaires spéciaux, à l'effet de poursuivre l'obtention de l'autorité royale. »

Le 19 septembre 1850, tous les associés ont été convoqués, à la diligence de M. Joseph Périer, en assemblée générale, pour délibérer sur la conversion de leur société en société anonyme. Sur cette convocation, MM. Mallet frères, M^{me} veuve Lathorot, M. Trubert, M. Larrabure, M. de Gourcuff, M. Pellapra, M. Fontenilliat, M. Gisquet, M. Roland Gosselin et M. André-Jean-Joseph Périer, seul chef de la maison de banque Périer frères, tous présents ou dûment représentés à cette assemblée, et représentant à eux seuls plus des trois quarts de l'intérêt social, ont, à l'unanimité, arrêté la conversion prévue de leur société en participation en société anonyme, ainsi que le projet des statuts destinés à la régir. Aujourd'hui les comparants, voulant se conformer aux observations qui leur ont été faites par l'administration, déclarent arrêter ainsi qu'il suit la rédaction définitive des statuts de la société anonyme :

NATURE ET OBJET DE LA SOCIÉTÉ. — SON SIÈGE. — SA DURÉE.

ART. 1^{er}. Il est formé entre les personnes dénommées à l'article 5 ci-après une société anonyme pour l'objet qui va être indiqué. Cette société régira toutes les personnes qui deviendront propriétaires des actions ci-après créées.

2. La société est constituée sous le titre de *Société des terrains et entrepôts du bassin Vauban, au Havre*.

Le siège de la société est établi à Paris.

3. L'objet de la société est la mise en valeur et l'exploitation des terrains et constructions désignés dans l'article 5 ci-après, dont la société en participation est déclarée propriétaire par les comparants, et dont il est fait apport à la présente société.

La société a encore pour objet la construction de tous les édifices, maisons d'habitation, magasins et autres travaux qui seront jugés utiles, la jouissance desdites constructions, comme celle des terrains eux-mêmes, et généralement toutes les opérations qui pourront faciliter la mise en valeur et l'exploitation des biens apportés dans la société.

La société anonyme pourra aussi, après s'être fait autoriser par l'assemblée générale des actionnaires, soumissionner auprès du Gouvernement la construction et l'exploitation des magasins docks, qui seraient destinés à servir d'entrepôt réel ou fictif à la ville du Havre.

Les comparants déclarent que la propriété desdits immeubles est régulièrement établie, que le prix en a été intégralement payé, et qu'ils sont francs et libres de tous privilèges et hypothèques, ainsi qu'ils s'obligent d'en justi-

fier par tous titres, états de transcription, pièces de purge et autres à ce nécessaires, dont ils feront remise, à leurs frais, à la société anonyme.

4. La durée de la société est fixée à vingt années, à partir du jour de la date du décret qui l'aura autorisée.

A l'expiration de ce terme, la société continuera d'exister si la prorogation est votée par l'assemblée générale de l'avant-dernière année, et par un nombre d'actionnaires représentant au moins les deux tiers du capital social.

Cette assemblée devra être convoquée un an au moins avant l'expiration de la société.

Les délibérations contenant prorogation ne seront exécutoires qu'après avoir été approuvées par le Gouvernement.

CAPITAL DE LA SOCIÉTÉ EN ACTIONS.

5. Le capital social consiste :

Premièrement dans les immeubles dont suit la désignation,

En la commune de Gravelle-l'Eure, arrondissement du Havre, département de la Seine-Inférieure,

1° Un grand corps de construction formant divers magasins élevés d'un premier étage et ayant une cour intérieure de vingt mètres de largeur sur cent vingt mètres de longueur, contenant le tout, en superficie, neuf mille huit cent trente-deux mètres, ci..... 9,832^m 00^e

2° Deux autres corps de bâtiment ayant chacun cinq magasins, contenant chacun en superficie quinze cent cinquante-deux mètres, soit ensemble trois mille cent quatre mètres, ci. 3,104 00

Toutes ces constructions sont situées sur le quai sud du bassin Vauban, en ladite commune de Gravelle l'Eure, et servent de succursale à l'entrepôt réel de la ville du Havre, aux termes d'un contrat, passé le 27 mars 1844, entre M. le maire du Havre et M. Joseph Périer, au nom de la société qu'il représente, lequel contrat, dûment approuvé par l'autorité supérieure, a été enregistré au Havre le 25 mars 1845.

3° Un grand terrain situé derrière les magasins susdésignés, et aussi sur le quai sud du bassin Vauban, contenant quatorze mille quatorze mètres, ci..... 14,014 00

4° Un autre terrain à l'ouest des constructions également en façade sur le quai sud du bassin Vauban, contenant dix-huit cent quatre-vingt-dix-sept mètres, ci..... 1,897 00

5° Un autre terrain au nord du bassin Vauban, en façade sur le quai Colbert et sur la rue Casimir-Périer, contenant trois mille six cent vingt et un mètres, ci..... 3,621 00

6° Un terrain situé au sud du dock projeté, et longeant le chemin de cinq mètres de largeur qui doit limiter le dock, contenant deux mille trois cent douze mètres, ci..... 2,312 00

7° Deux autres terrains situés au sud du dock projeté, séparés par une rue de dix mètres, allant du dock à la rue de l'Eglise-de-l'Eure, l'un à l'ouest de cette rue, contenant six mille cent soixante et onze mètres, ci..... 6,171^m 00^e.

L'autre à l'est de cette même rue, divisé en

deux parties, contenant quatre mille sept cent cinquante-deux mètres trente centimètres....

4,232^m 30^c10,923^m 30^c

Et 8° Trois autres cantons de terres avec mesures, situés en la même commune de Gravelle-l'Eure, l'une rue du Pont-Rouge, contenant seize cent soixante-deux mètres, ci.....

1,662 00

L'autre, même rue, contenant quinze cent sept mètres, ci.....

1,507 00

Et le troisième sept mille huit cent soixante-sept mètres, ci.....

7,867 00

Soit, ensemble, onze mille trente-six mètres,

ci.....

11,036 00

11,036 00

TOTAL général de la contenance des biens ci-dessus désignés, cinquante-six mille sept cent trente-neuf mètres trente centimètres, le tout conformément aux plans qui en ont été dressés en quatre originaux, timbrés au droit de un franc vingt-cinq centimes, et qui seront enregistrés avant ou avec ces présentes, l'un desquels originaux est demeuré ci-annexé, et chacun des autres sera annexé à autant d'expéditions à délivrer des présentes, après avoir été des comparants certifiés véritables et signés en présence desdits notaires et après que dessus mention de cette annexe a été faite par lesdits notaires,

ci.....

56,739 30

Deuxièmement, et dans une somme de cinquante-six mille francs appartenant à ladite société en participation.

Troisièmement, dans deux créances, l'une de huit mille quatre cent trente-sept francs dus par le sieur *Nicolas-Constant Lecavelier*, au Havre, montant du prix de la vente de sept cent soixante-sept mètres de terrains au sud du dock projeté, consentie par un contrat en date des 18 et 20 février 1849, reçu par *M^r Marcel*, notaire au Havre, et l'autre de deux mille sept cent quarante-six francs trente-deux centimes, exigible sans intérêt, le 1^{er} août 1852, et résultant d'un solde de compte dû par *M. Alexandre Eyriès*, à Gravelle-l'Eure.

Quatrièmement, enfin, dans une autre créance de la somme de quatre mille neuf cent vingt-sept francs due par ledit sieur *Lecavelier*.

Ce capital social ainsi composé est divisé en quatre mille neuf cent vingt-deux actions nominatives ou au porteur, aux choix des actionnaires, numérotées de un à quatre mille neuf cent vingt-deux, lesquelles sont attribuées et réparties entre les divers intéressés ci-après nommés, ainsi qu'ils le déclarent, de la manière suivante:

1° A la maison de banque Périer frères, neuf cent vingt-quatre actions, ci.....	924
2° A M. Pellapra, huit cent quarante actions, ci.....	840
3° A M. Trubert, quatre cent vingt actions, ci.....	420
4° A M. Fontenillat, quatre cent six actions, ci.....	406
5° A M. Larrabure, trois cent quatre-vingt-six actions, ci.....	386
6° A la maison Mallet frères, trois cent trente-six actions, ci....	336
7° A M ^{me} veuve Lutteroth, trois cent trente-six actions, ci.....	336

X^e Sério. — Partie suppl.

7..

8° A M. Roland-Gosselin, trois cent trente-six actions, ci.....	336
9° A M. Lehon ou ses représentants et ayants cause, trois cent trente-six actions, ci.....	336
10° A M. de Gourcuff, quatre-vingt-dix-huit actions, ci.....	98
11° Aux héritiers, représentants ou ayants cause de feu M. Louis Rigaud, cent soixante-huit actions, ci.....	168
12° A M. Gisquet, quatre-vingt-quatre actions.....	84
13° Aux héritiers, représentants ou ayants cause de MM. Lefevre et compagnie, quatre-vingt-quatre actions, ci.....	84
14° Aux héritiers, représentants ou ayants cause de feu M. Palfray, quatre-vingt-quatre actions, ci.....	84
15° A M. de Saint-Albin ou ses représentants et ayants cause, quatre-vingt-quatre actions, ci.....	84
TOTAL égal aux actions à délivrer, quatre mille neuf cent vingt-deux actions, ci.....	4,912

6. La société entrera en jouissance des biens présentement apportés, à compter de la remise qui en sera faite par qui de droit à l'assemblée générale, qui sera convoquée dans les trois mois de l'autorisation de la société, et dans laquelle sera nommé le conseil d'administration définitif; elle aura droit à tous les revenus desdits biens non encore payés à cette époque, quel que soit le temps pendant lequel ils auront couru, et elle ne sera tenue d'aucune des charges qui pourraient grever l'ancienne société, de quelque nature qu'elles soient, l'apport social étant fait libre de toutes charges antérieures.

Un procès-verbal constatant l'établissement de la propriété et la purge des hypothèques par la société anonyme devra être dressé par le premier conseil d'administration de la société anonyme.

Les titres d'actions ne seront délivrés et les actions ne seront transmissibles qu'après l'autorisation de la société et la justification de l'accomplissement des conditions qui précèdent, relativement à la garantie du fonds social.

7. La conversion des actions en actions nominatives ou en actions au porteur sera passible d'un droit de cinquante centimes par chaque action, lequel droit sera perçu au profit de la société, à titre d'indemnité de frais de mutation.

Toutefois, il n'en sera pas dû pour la première délivrance des actions.

Les actions seront extraites d'un registre à souche qui devra, ainsi que les actions, être revêtu de la signature de deux administrateurs et du directeur.

Les actions sont indivisibles, et la société ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chaque action. Les copropriétaires par indivis seront, en conséquence, tenus de désigner l'un d'entre eux pour les représenter dans toutes les affaires de la société, ainsi qu'aux assemblées générales.

La mort naturelle ou civile, l'interdiction ou la déconfiture d'aucun des associés ne peuvent entraîner la dissolution de la société.

Les héritiers ou ayants cause des actionnaires ne pourront, sous quelque prétexte que ce soit, provoquer l'apposition des scellés sur les biens et valeurs de la société, ni s'immiscer en aucune manière dans son administration. Ils devront, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux délibérations de l'assemblée générale.

8. Chaque action donne droit à un quatre mille neuf cent vingt-deuxième de tout l'avoir social.

Les actionnaires ne seront soumis à aucun appel de fonds, et ne seront passibles que de la perte du montant de leur intérêt, conformément à l'article 33 du Code de commerce.

La souscription ou la possession d'une ou de plusieurs actions entraîne de plein droit l'adhésion aux présents statuts.

Les droits et obligations attachés à l'action suivront le titre dans quelques mains qu'il passe.

La cession des actions nominatives s'opère par une déclaration de transfert inscrite sur les registres de la société, et signée du cédant et du cessionnaire ou de leurs mandataires.

La cession des actions au porteur s'opère par la tradition du titre.

Le transfert des actions entraîne de plein droit tous les intérêts et dividendes qui s'y rattachent et non encore payés.

DE L'ADMINISTRATION DE LA SOCIÉTÉ.

9. La société est administrée par un conseil composé de cinq membres; il y a un directeur placé sous les ordres du conseil.

Les fonctions de membres du conseil sont gratuites.

Ils reçoivent pour leur présence au conseil des jetons dont la valeur sera fixée par l'assemblée générale.

10. Les administrateurs doivent être propriétaires de vingt actions au moins. Ces actions, qui seront nominatives, demeureront inaliénables pendant la durée de leurs fonctions.

Elles seront déposées dans la caisse de la société.

11. MM. *Joseph Périer, Jules Mallet, Trubert, Fontenillat et de Gourcuff*, sont désignés provisoirement pour exercer les fonctions d'administrateurs de la société, sauf confirmation par la première assemblée générale des actionnaires, qui aura lieu dans les trois premiers mois qui suivront l'autorisation de la société, ainsi qu'il est dit à l'article 6.

L'assemblée générale procédera, chaque année, au remplacement de l'un des administrateurs; l'administrateur sortant sera, pendant les quatre premières années, désigné par le sort, et ensuite par l'ancienneté.

La durée des fonctions des administrateurs sera de cinq ans, toutefois celle des fonctions des premiers administrateurs nommés sera réglée par le sort, comme il est dit au paragraphe précédent.

Les administrateurs sortants peuvent toujours être réélus.

12. Le conseil d'administration nomme parmi ses membres un président et un vice-président.

La durée de leurs fonctions est d'une année; ils peuvent être réélus.

13. Si l'une des places d'administrateur vient à vaquer, le conseil d'administration y nomme provisoirement.

L'assemblée générale procède à l'élection dans sa prochaine réunion.

14. Le conseil d'administration se réunit au moins une fois par mois ou plus souvent, s'il le juge à propos.

Pour qu'une délibération soit valable, trois membres au moins doivent assister au conseil, et le procès-verbal doit être signé par la majorité des membres présents. En cas de partage, la voix du président est prépondérante.

15. Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour l'administration de la société.

Il délibère et statue sur toutes les affaires de la société, et décide toutes les opérations qu'il juge utiles pour l'objet détaillé dans l'article 3 ci-dessus.

Il propose à l'assemblée générale la nomination du directeur, chargé, sous sa surveillance, de la gestion des intérêts de la société.

Il a le droit de le suspendre et de le remplacer provisoirement.

Il détermine l'emploi de la réserve et des fonds disponibles; il vend et aliène les valeurs mobilières de toute nature appartenant à la société. Il peut également, avec l'autorisation expresse et préalable de l'assemblée générale, contracter tous emprunts et effectuer tous achats et ventes d'immeubles.

Il reçoit tous prix de ventes mobilières et immobilières, et généralement toutes sommes tant en capitaux que frais, intérêts et autres revenus.

Il donne toutes quittances et consent la mainlevée et radiation de toutes inscriptions privilégiées ou hypothécaires et de toute opposition.

Il nomme, congédie ou destitue tous les employés de la compagnie; il fixe leurs traitements et salaires ainsi que les dépenses générales de l'administration, toutes lesquelles dépenses seront soumises à l'approbation de l'assemblée générale, réservée par l'article 23 ci-après.

Il convoque l'assemblée générale quand il le juge utile, indépendamment de la réunion annuelle prévue par le même article 23.

Il peut traiter, transiger et compromettre sur tous les intérêts de la société.

16. Les contrats de toute nature, les transferts de rentes sur l'État ou autres valeurs, les titres des actions de la société, les pouvoirs et procurations, et enfin tous autres engagements de la société, pour être obligatoires, doivent être signés par deux administrateurs et le directeur.

DE LA DIRECTION.

17. Le directeur est placé sous les ordres du conseil d'administration. Il assiste aux délibérations du conseil et y a voix consultative.

Il signe avec un administrateur la correspondance, les mandats sur la Banque et les endossements des effets de commerce.

Il aura droit à un traitement dont le montant sera fixé par l'assemblée générale, sur la proposition du conseil d'administration.

Les actions judiciaires seront exercées sur ses poursuites et diligences, au nom de la société.

Il remplit, en outre, toutes les fonctions qui lui seront attribuées par le conseil d'administration, qui prendra, à cet égard, une délibération spéciale.

M. Charles le Lasseur, propriétaire, demeurant à Paris, rue Laffitte, n° 23, exerce provisoirement les fonctions de directeur, sauf confirmation par la première assemblée générale, comme il est dit à l'article 11.

18. Conformément à l'article 32 du Code de commerce, les membres du conseil d'administration ne contractent, à raison de leur gestion, aucune obligation personnelle ni solidaire relativement aux engagements de la société; ils ne répondent, ainsi que le directeur, que de l'exécution du mandat qu'ils ont reçu.

DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE.

19. L'assemblée générale représente l'universalité des actionnaires : ses décisions sont obligatoires pour tous, même pour les absents.

20. L'assemblée générale se compose,

1° Des propriétaires de dix actions au porteur, qui les auront déposées à ladite société dix jours avant celui fixé pour la réunion de l'assemblée;

2° Des propriétaires de dix actions nominatives.

21. L'assemblée générale est convoquée par délibération du conseil d'administration.

Elle est présidée par le président du conseil d'administration ou par celui des membres du conseil que le président aura désigné. Les deux plus forts actionnaires parmi les membres présents seront scrutateurs.

Le secrétaire est désigné par le bureau de l'assemblée.

Les administrateurs ne peuvent être ni scrutateurs, ni secrétaire, si ce n'est au refus de tous les autres actionnaires présents, ou en cas d'insuffisance dans le nombre de ces derniers.

Une délibération non terminée peut être continuée au lendemain sur l'avis qui en est donné, séance tenante, par le président de l'assemblée.

Dans ce cas, l'assemblée devra continuer à remplir toutes les conditions exigées par les statuts pour la validité d'une délibération.

22. Pour que les délibérations de l'assemblée soient valables, les membres présents doivent représenter la moitié au moins de l'intérêt social.

Dans le cas contraire, l'assemblée est de nouveau convoquée dans la forme et les délais prévus par l'article 28. Cette nouvelle assemblée ne peut délibérer que sur les objets mis à l'ordre du jour de la première, lequel est constaté par le procès-verbal de la séance du conseil d'administration dans laquelle la convocation aura été décidée; ses décisions sont valables, quel que soit le nombre des membres présents et la portion d'intérêt social représentée par eux.

23. L'assemblée générale se réunit de droit dans le mois de mars de chaque année.

Le conseil d'administration lui rend compte, par l'organe de l'un de ses membres, des opérations de la société pendant l'année écoulée.

L'assemblée entend ensuite le rapport des commissaires nommés par elle, selon l'article 26 ci-après, et elle examine et approuve, s'il y a lieu, les comptes rendus ainsi que les propositions qui lui sont faites sur la répartition des dividendes et toutes autres matières.

24. Les délibérations de l'assemblée générale sont prises à la majorité des voix des membres présents.

Les votes sont exprimés par assis et levé et comptés par tête, à moins que le scrutin secret ne soit demandé.

Toutes les fois qu'il y a lieu au scrutin secret, il est compté à chaque actionnaire autant de voix qu'il a de fois dix actions, sans toutefois que le nombre de voix puisse excéder le nombre de cinq pour un seul individu. Tout actionnaire ayant droit de voter peut se faire représenter par un mandataire membre de l'assemblée lui-même, et les voix du mandant sont comptées à ce mandataire indépendamment de ses voix personnelles, sans que la réunion puisse dépasser le nombre de dix.

25. L'assemblée nomme par voie de scrutin secret aux places d'administrateur qui se trouvent vacantes par décès, démission ou expiration de fonctions. Si les deux premiers tours de scrutin ne donnent pas de majorité absolue, il y a ballottage entre les deux candidats qui au deuxième tour de scrutin ont réuni le plus de suffrages.

Dans toutes les élections, en cas d'égalité de suffrages, celui qui possède le

plus d'actions est préféré, et si, sur ce fait, il y a encore égalité, la préférence est donnée au plus âgé.

26. Chaque année, l'assemblée choisit parmi ses membres autres que ceux du conseil d'administration, deux commissaires qui seront chargés de vérifier les comptes à présenter à l'assemblée suivante.

Ces commissaires reçoivent du conseil d'administration toutes les communications et explications qui leur paraissent nécessaires. Ils font leur rapport à l'assemblée générale.

Ce rapport est préalablement communiqué au conseil.

27. L'assemblée générale peut, sur la proposition du conseil d'administration, adopter les modifications qu'elle jugera utile de faire aux statuts, et même ordonner la dissolution anticipée de la société; mais dans ces deux cas, comme dans ceux où, d'après le paragraphe 5 de l'article 15, elle est appelée à approuver des emprunts, achats, échanges ou ventes d'immeubles, l'assemblée doit être convoquée spécialement, et ses décisions, pour être obligatoires, doivent être prises au scrutin secret, dans une assemblée représentant au moins les deux tiers de l'intérêt social, et par une majorité dépassant la moitié de cet intérêt.

Les modifications aux statuts ne seront exécutoires qu'après avoir obtenu l'approbation du Gouvernement.

28. Les avis de convocation des assemblées doivent être publiés au moins quinze jours à l'avance dans deux des journaux d'annonces légales de chacune des villes de Paris et du Havre, désignés conformément à la loi. Il est en outre adressé des lettres individuelles de convocation aux titulaires d'actions nominatives.

Les lettres de convocation devront faire connaître l'objet des délibérations.

DES COMPTES ANNUELS ET RÉPARTITION DES DIVIDENDES.

29. Il est fait chaque année un inventaire général de l'actif et du passif de la société.

Les comptes annuels sont arrêtés par le conseil d'administration et soumis aux deux commissaires dont il est parlé en l'article 26, quinze jours au moins avant la réunion de l'assemblée.

30. Dans le cas où, par suite de l'aliénation d'une partie de ses immeubles, la société jugerait convenable de rembourser une partie du capital de chaque action, ce remboursement ne pourra avoir lieu qu'en vertu d'une délibération de l'assemblée générale prise conformément aux dispositions de l'article 27 ci-dessus, et qui ne sera exécutoire qu'après l'approbation du Gouvernement.

Cette modification du capital sera publiée.

31. Les recettes de revenus seront appliquées en première ligne, à éteindre les frais et dépenses d'administration de toute nature, et le surplus constituera le dividende à répartir.

L'assemblée générale, sur la proposition du conseil d'administration, pourra réserver une partie des dividendes d'une année pour les besoins futurs de la société, sauf à en faire une répartition ultérieure.

Toute répartition de dividendes est mentionnée au dos de l'action par un timbre spécial.

DISSOLUTION DE LA SOCIÉTÉ ET LIQUIDATION.

32. La société pourra être dissoute avant le terme de sa durée, en se con-

formant aux dispositions de l'article 27, mais aucune distribution de capitaux composant alors l'actif de la société ne pourra être faite entre les actionnaires que six mois après que cette dissolution aura été publiée conformément à la loi et dans un des journaux mentionnés dans l'article 28.

L'assemblée générale fixe le mode de liquidation et nomme les liquidateurs. Il en sera de même à l'expiration de la société.

33. Les commissaires liquidateurs peuvent être choisis parmi les administrateurs dont les fonctions expirent par le fait de la mise en liquidation.

Ils ont les mêmes pouvoirs que le conseil d'administration.

Tous actes émanés d'eux, pour être obligatoires, doivent être signés par deux commissaires au moins.

34. Si par démission, décès ou autres causes, la commission de liquidation cesse d'être au complet, l'assemblée générale est convoquée sur-le-champ afin de pourvoir aux vacances.

35. A l'expiration de chacune des années qui suivent la dissolution de la société, le compte de liquidation doit être rendu à l'assemblée.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

36. Si la société n'avait pas à sa disposition un capital suffisant provenant des valeurs réalisées, soit pour constructions de nouveaux magasins, soit pour la commission des docks-entrepôts, l'assemblée générale, délibérant ainsi qu'il est dit à l'article 27, pourra décider, sur la proposition du conseil d'administration, que le capital sera augmenté par l'émission de nouvelles actions, dont elle fixera le nombre et le prix moyennant lequel elles seront émises. Toutefois, cette décision ne deviendra définitive qu'après l'approbation du Gouvernement, auquel sera soumise la liste des souscripteurs de toutes les nouvelles actions.

Les actions qui ne seraient pas souscrites par d'anciens actionnaires seront négociées pour le compte de la société, mais sans que cette négociation puisse jamais se faire au-dessous du capital pour lequel elles seront émises.

CONTESTATIONS.

37. Les contestations entre associés et pour raison de la société seront jugées conformément aux articles 51 et suivants du Code de commerce.

38. Dans le cas de contestation tout actionnaire non domicilié à Paris devra faire élection de domicile à Paris, et toutes notifications et assignations seront valablement faites au domicile par lui élu, sans avoir égard à la distance de la demeure réelle.

A défaut d'élection de domicile, cette élection aura lieu de plein droit, pour les notifications judiciaires et extrajudiciaires, au parquet du procureur de la République près le tribunal de première instance de la Seine.

Le domicile élu formellement, ou implicitement comme il vient d'être dit, entrainera attribution de juridiction aux tribunaux compétents du département de la Seine.

39. Tous pouvoirs sont donnés au porteur d'un extrait des statuts approuvés par le Gouvernement pour le faire publier partout où besoin sera.

Dont acte :

Fait et passé à Paris, pour M^{me} Lutteroth en sa demeure, et pour les autres parties, rue Laffitte, n° 23, en la demeure de M. Joseph Périer :

L'an 1852, les 29 et 30 juin.

Et après lecture, les parties ont signé avec les notaires.

Ensuite est écrit :

« Enregistré à Paris, cinquième bureau, le 6 juillet 1852, folio 77 verso, cases 8 et suivantes. Reçu cinq francs, décime cinquante centimes. Signé *Morin*. »

Vu pour être annexé au décret du 29 juillet 1852, enregistré sous le n° 2486.

*Le Ministre des travaux publics, chargé par intérim
du département de l'intérieur,*

Signé *MAGNE*.

N° 6931. — *DÉCRET portant autorisation de la Société anonyme formée à Paris sous la dénomination de Société anonyme du Chemin de fer de Mulhouse à Thann.*

Du 30 Juillet 1852.

LOUIS-NAPOLÉON, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce;

Vu la loi du 17 juillet 1837, aux termes de laquelle la concession du chemin de fer de Mulhouse à Thann a été accordée à M. *Nicolas Kœchlin* père, et le cahier des charges qui y est annexé;

Vu les articles 29 à 37, 40 et 45 du Code de commerce;

Le Conseil d'état entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La société anonyme formée à Paris sous la dénomination de *Société anonyme du chemin de fer de Mulhouse à Thann* est autorisée.

Sont approuvés les statuts de ladite société, tels qu'ils sont contenus dans l'acte passé, les 3, 5 et 10 juillet 1852, devant M^{rs} *Tarquet* et son collègue, notaires à Paris, lequel acte restera annexé au présent décret.

2. La société est substituée à tous les droits comme à toutes les obligations qui dérivent pour M. *Nicolas Kœchlin* de la loi du 17 juillet 1837 et du cahier des charges qui y est annexé.

3. La présente autorisation pourra être révoquée, en cas de violation ou de non-exécution des statuts approuvés, sans préjudice des droits des tiers.

4. La société sera tenue de remettre, tous les six mois, un extrait de son état de situation au ministère de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce, au préfet de police, aux préfets des départements de la Seine et du Haut-Rhin, aux chambres

de commerce de Paris et de Mulhouse, et aux greffes des tribunaux de commerce de Paris, Colmar et Mulhouse.

5. Le ministre de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Bulletin des lois, inséré au Moniteur et dans un Journal d'annonces judiciaires des départements de la Seine et du Haut-Rhin.

Fait au palais des Tuileries, le 30 Juillet 1852.

Signé LOUIS-NAPOLÉON.

Par le Président :

Le Ministre de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce,

Signé F. ~~ON~~ PERSIGNY.

Par-devant M^{re} Philibert-Louis-René Turquet et son collègue, notaires à Paris, soussignés,

Ont comparu :

M. François Zickel, propriétaire, demeurant à Mulhouse (Haut-Rhin), agissant au nom et comme mandataire de M. Nicolas Kachlin, manufacturier, demeurant à Mulhouse, en vertu de la procuration qu'il lui a donnée, aux termes d'un acte passé devant M^{re} Sandherr et son collègue, notaires à Mulhouse, le 18 septembre 1838, enregistré;

M. Kachlin, administrateur gérant de la société en commandite, fondée, aux termes d'un acte passé devant M^{re} Hailig et son collègue, notaires à Paris, le 19 juillet 1837, qui sera ci-après énoncé, sous la raison sociale *Nicolas Kachlin et compagnie*, et connue sous la dénomination de *Compagnie du chemin de fer de Mulhouse à Thann*;

Observation faite que M. Kachlin a donné sa démission d'administrateur gérant; que cette démission a été acceptée, mais sous la condition que M. Kachlin continuerait ses fonctions jusqu'à ce que la société en commandite aurait été convertie en société anonyme, ainsi que le tout est constaté par une délibération des actionnaires de ladite société, prise le 14 janvier 1850, ci-après énoncée;

M. Paul-Benoît Moussset, propriétaire, demeurant à Paris, rue Blanche, n° 74;

M. Auguste Pouget, propriétaire, demeurant à Paris, rue d'Antin, n° 3;

M. Jean-François Nicolle père, propriétaire, demeurant à Paris, rue de la Madeleine, n° 3;

Ce dernier a été représenté par M. Alfred Nicolle, son fils, avocat, demeurant à Paris, mêmes rue et numéro, en vertu de la procuration qu'il lui a donnée par acte sous seing privé, en date du 3 juillet présent mois, non enregistré, mais qui le sera en même temps que les présentes;

MM. Moussset, Pouget et Nicolle père, composant à eux trois la majorité des membres de la commission de la commandite de la société du chemin de fer de Mulhouse à Thann; nommés à cette qualité par deux délibérations des ac-

tionnaires de ladite société, réunis en assemblée générale, la première, du 14 janvier 1850, et la deuxième, du 16 juin 1851;

M. l'administrateur gérant et MM. les commissaires, chargés par la première de ces délibérations de préparer et réaliser des statuts pour la conversion de la société en commandite en société anonyme;

Expédition de la procuration de M. Kächlin, certifiée véritable par M. Zickel, l'original de la procuration par M. Nicolle père à son fils, et un extrait de chacune des deux délibérations ci-dessus énoncées, délivrées par M. Mousset, président, et M. Nicolle fils, secrétaire, et certifiées véritables par les comparants, et non encore enregistrés, mais qui le seront en même temps que ces présentes, sont demeurés ci-annexés, après avoir été revêtus d'une mention d'annexe par les notaires soussignés,

Lesquels ont exposé ce qui suit :

Aux termes d'une loi du 17 juillet 1837, M. Nicolas Kächlin père a été déclaré concessionnaire du chemin de fer de Mulhouse à Thann. Cette concession a été obtenue pour quatre-vingt-dix-neuf ans, à compter dudit jour 17 juillet 1837, et sous les conditions exprimées au cahier des charges annexé à la loi ci-dessus rappelée;

Par acte passé le 19 juillet 1837 devant M^e Hailig, notaire à Paris, rue d'Antin, n^o 9, il a été formé entre mondit sieur Kächlin et MM. Mathieu Dollfus, manufacturier; Jean Risler, négociant; Pierre-Étienne Caman, propriétaire; Gustave Lehr père, négociant, tous demeurant à Paris, une société en commandite pour la construction et l'exploitation du chemin de fer de Mulhouse à Thann.

La raison sociale était Nicolas Kächlin et compagnie; M. Kächlin était le seul gérant responsable de la société.

Le fonds social, fixé à deux millions six cent mille francs, était divisé en cinq mille deux cents actions de cinq cents francs.

L'article 27 de ces statuts contenus audit acte est ainsi conçu :

« La présente société pourra être convertie en société anonyme.

« L'administrateur en fonctions et les commissaires en exercice à l'époque où la demande sera formée sont constitués mandataires de tous les intéressés à l'effet de suivre l'obtention de l'ordonnance d'autorisation.

« Ces mandataires auront le droit de consentir toutes les modifications aux présents statuts, réclamées par l'autorité pour parvenir à cette autorisation.

« L'assemblée générale, composée dans la forme ordinaire fixée par l'article 17, aura le droit de délibérer, à la simple majorité, sur toutes les questions auxquelles donnera lieu cette conversion, et de disposer de l'actif social pour en faire l'apport à la société nouvelle, avec tous les pouvoirs appartenant à un propriétaire capable et maître de ses droits. »

En exécution de cet acte de société, qui a été publié dans la forme prescrite par le Code de commerce, le fonds social, intégralement versé par les actionnaires, a été employé, conformément à l'acte de société, à la construction et à l'établissement du chemin de fer, lequel a été reçu par le Gouvernement et livré à la circulation à partir du 1^{er} septembre 1839.

Mais la société ayant dû faire des travaux supplémentaires, des agrandissements de constructions et des acquisitions de matériel, elle a été conduite à contracter un emprunt de quatre cent mille francs, autorisé suivant délibération des actionnaires en date du 29 mars 1840.

Cet emprunt, divisé en quatre cents actions de mille francs, portant un

intérêt annuel de cinq pour cent, a été stipulé remboursable par amortissement avec les ressources ordinaires de la société, à partir du 1^{er} juillet 1846 au 1^{er} juillet 1860.

La somme de quatre cent mille francs provenant de cet emprunt a été employée conformément aux délibérations de l'assemblée générale des actionnaires, savoir :

Au payement des travaux supplémentaires, agrandissements de constructions et acquisitions de matériel déjà mentionnés, et le supplément au rachat de deux cent trente-trois actions de la société et de dix obligations de l'emprunt.

Par suite du tirage au sort fait dans l'assemblée générale des actionnaires de l'année 1849, l'une des obligations que la compagnie avait rachetées lui a été remboursée, et le montant de ce remboursement, versé dans la caisse sociale, s'est ainsi confondu avec l'actif de la société.

Aujourd'hui les comparants, agissant dans les qualités susdites d'administrateur et de membres de la commission (ces derniers nommés par deux délibérations déjà énoncées : la première, du 14 janvier 1850, et la deuxième, du 16 juin 1851), et en exécution de la première de ces deux délibérations, prise à l'effet de convertir la société en commandite en société anonyme, déclarent arrêter ainsi qu'il suit les statuts de cette nouvelle société.

STATUTS.

FORMATION. — OBJET. — DURÉE. — DÉNOMINATION. — SIÈGE DE LA SOCIÉTÉ.

ART. 1^{er}. Il est formé une société anonyme ayant pour objet l'exploitation et la jouissance des produits du chemin de fer de Mulhouse à Thann, conformément à la loi du 17 juillet 1837 et au cahier des charges qui y est annexé.

Cette société commencera à partir du jour où elle aura été autorisée et finira en même temps que la concession, c'est-à-dire le 17 juillet 1936.

Elle prend la dénomination de *Société anonyme du chemin de fer de Mulhouse à Thann*.

Le siège de la société est établi à Paris.

FONDS SOCIAL. — ACTIONS.

2. Le fonds social consiste dans le droit à l'exploitation et à la jouissance du chemin de fer de Mulhouse à Thann, jusqu'à l'expiration de la concession, et dans la propriété de tout ce qui compose l'actif de la société en commandite formée par acte du 19 juillet 1837, déduction faite du passif tel qu'il résultera du dernier inventaire de ladite société.

Il est divisé en cinq mille deux cents actions donnant droit chacune à un cinq mille deux centièmes des produits.

La société anonyme prend à sa charge et garantit à M. Kœchlin le payement des intérêts et de l'amortissement des obligations provenant de l'emprunt de quatre cent mille francs autorisé suivant délibération de l'assemblée générale des actionnaires en date du 29 mars 1840, et non rachetées, sans préjudice, de recours subsidiaire des porteurs d'obligations à l'égard de M. Kœchlin.

La délivrance des nouveaux titres ne devra avoir lieu qu'après que la société aura été dûment autorisée et nommée des valeurs composant son actif; la remise de ces valeurs sera faite par les comparants, agissant au nom de la société en

commandite lors de la première assemblée générale qui se réunira après que le décret d'autorisation sera intervenu ; les actions seront délivrées en échange de celles de la commandite et ces dernières seront détruites. Il sera dressé procès-verbal de l'opération.

Les comparants déclarent que la concession du chemin de fer est apportée franche et libre de tous privilèges et hypothèques du chef des concessionnaires primitifs et de la société en commandite.

3. Les actions sont au porteur ; elles sont extraites d'un registre à souche, numérotées de un à cinq mille deux cents ; elles sont signées par deux administrateurs et doivent être frappées du timbre sec de la société.

4. Chaque action est indivisible dans le cas de copropriété d'une action par plusieurs ; les copropriétaires sont tenus de se faire représenter par l'un d'eux.

Dans aucun cas, les créanciers, héritiers ou ayants droit d'un actionnaire ne peuvent faire apposer aucun scellé, former une opposition, exiger aucun inventaire extraordinaire ni provoquer de licitation vis-à-vis de la société ; ils sont tenus de s'en rapporter aux comptes arrêtés par l'assemblée générale des actionnaires comme leur auteur aurait été tenu de le faire.

5. La cession des actions s'opère par la tradition du titre.

Elle emporte de plein droit cession des dividendes de l'année et des dividendes échus et non payés.

Toutefois, les dividendes qui n'auraient pas été touchés dans les cinq ans de leur exigibilité seront prescrits au profit de la société.

6. Les droits et obligations résultant des présents statuts suivront l'action dans quelque main qu'elle passe.

Conformément à l'article 33 du Code de commerce, les actionnaires ne sont passibles que de la perte de leurs intérêts dans la société.

ASSEMBLÉES GÉNÉRALES.

7. L'assemblée générale des actionnaires se réunit ordinairement tous les ans au mois de mars.

8. L'assemblée générale représente l'universalité des actionnaires ; les décisions prises dans les limites des présents statuts sont obligatoires pour tous, même par ceux qui n'y ont pas concouru.

9. L'assemblée générale est convoquée par un avis inséré, quinze jours avant la réunion, dans les journaux de Paris et de Mulhouse désignés pour la publication des actes de société en exécution de la loi.

10. L'assemblée générale choisit parmi ses membres son président, les deux scrutateurs et le secrétaire.

11. Tout propriétaire de dix actions a voix délibérative à l'assemblée et peut se faire représenter par un autre actionnaire.

Dix actions donnent une voix, vingt en donnent deux, trente en donnent trois. Nul ne peut être porteur de pouvoirs d'actionnaires s'il n'est actionnaire lui-même, aucun actionnaire ne peut avoir plus de trois voix ; néanmoins le mandataire peut cumuler les actions de son mandant avec les siennes propres, sans qu'il puisse jamais représenter plus de six voix.

12. L'assemblée générale ne peut délibérer valablement si elle n'est composée d'actionnaires représentant la moitié au moins des actions. Si, sur une première convocation, l'assemblée générale ne satisfait pas à cette condition, il en est convoqué immédiatement une nouvelle dans la forme et les délais prescrits par l'article 9, et cette nouvelle assemblée peut délibérer valablement, quel que soit le nombre des membres présents et des actions représentées.

mais seulement sur les objets à l'ordre du jour de la première réunion, lequel ordre du jour aura dû être constaté par les registres de l'administration dans le procès-verbal de la séance qui aura fixé la convocation.

Les délibérations sont prises à la majorité absolue des voix des membres présents, elles sont transcrites sur un registre spécial tenu à cet effet et signées par les membres du bureau.

Une feuille de présence destinée à constater le nombre des membres assistant à l'assemblée, et celui des actions représentées par chacun d'eux, demeure annexé à la minute du procès-verbal ainsi que les pouvoirs.

13. L'assemblée générale arrête tous les ans les comptes des recettes et des dépenses, ainsi que l'inventaire de l'actif et du passif de la société.

Elle détermine le chiffre des bénéfices disponibles, préside au tirage au sort des obligations à rembourser, détermine ensuite le montant des dividendes à répartir aux actionnaires, procède quand il y a lieu au renouvellement du conseil d'administration et délibère sur les emprunts, et en général, dans la limite des présents statuts, sur toutes les questions qui peuvent intéresser la société.

Les délibérations de l'assemblée générale prises conformément aux statuts obligent les actionnaires. Elles sont constatées par des procès-verbaux signés par les membres du bureau ou au moins par la majorité d'entre eux.

Les extraits de ces procès-verbaux à produire en justice ou ailleurs sont certifiés par le président de l'assemblée générale.

Une feuille de présence destinée à constater le nombre des membres assistant à l'assemblée générale et celui des actions représentées par chacun d'eux demeure annexée à la minute du procès-verbal ainsi que les pouvoirs. Cette feuille est signée par chaque actionnaire entrant en séance.

ADMINISTRATION DE LA SOCIÉTÉ.

14. La société est administrée par un conseil composé de trois membres.

Les membres de ce conseil sont nommés par l'assemblée générale des actionnaires à la majorité absolue des voix des membres présents. Nul ne peut être nommé membre du conseil d'administration s'il n'est propriétaire d'au moins vingt-cinq actions. Ces actions, inaliénables pendant la durée de ses fonctions, seront déposées chez le banquier de la société.

Les fonctions des administrateurs sont gratuites; toutefois, il peut leur être alloué des jetons de présence dont la valeur est déterminée par l'assemblée générale.

La durée des fonctions des administrateurs est de trois ans.

Les membres sortants peuvent être réélus.

Il sera pourvu chaque année au remplacement d'un des administrateurs.

Le sort désignera, la première et la deuxième année, celui des administrateurs nommés dans la première assemblée générale qui devra être remplacé.

En cas de décès ou de démission d'un des trois administrateurs, les deux autres membres du conseil d'administration nommeront eux-mêmes celui des actionnaires qui devra remplacer le décédé ou démissionnaire jusqu'à la prochaine assemblée des actionnaires.

Mais si deux places d'administrateurs venaient à vaquer en même temps, l'administrateur restant serait tenu de convoquer immédiatement une assemblée générale des actionnaires appelés à remplacer les administrateurs dont les places se trouveraient vacantes.

En cas de vacance simultanée des trois places d'administrateurs, l'assem-

blée générale sera, dans les formes et dans les délais de l'article 9, convoquée sur l'initiative de tout propriétaire de dix actions au moins.

Dans les divers cas ci-dessus, les avis de convocation feront une mention spéciale de la circonstance qui nécessitera la réunion de l'assemblée générale.

15. Les administrateurs choisiront parmi eux un président et un secrétaire.

Le conseil d'administration se réunit toutes les fois que l'intérêt de la société l'exige.

Les délibérations sont prises à la majorité des voix, aucune délibération n'est valable si deux administrateurs au moins n'y ont concouru, et si, dans le cas où deux seulement sont présents, elle n'est prise à l'unanimité.

16. Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour gérer les affaires de la société. Il est spécialement chargé de veiller à l'exécution de tous les traités et baux en cours d'exécution, de pourvoir à l'accomplissement des conditions de la concession, à l'organisation du service, à la perception des produits du chemin de fer, aux dépenses d'entretien, de réparation et de reconstruction.

Il représente la société vis-à-vis des tiers, il agit en son nom auprès des administrations publiques, des tribunaux et de toutes les autorités.

Il peut traiter, transiger, compromettre pour tous les intérêts de la société.

17. Il convoque les assemblées ordinaires et extraordinaires des actionnaires dans la forme prescrite par l'article 9.

Il rend annuellement compte de sa gestion à l'assemblée générale des actionnaires et lui présente en même temps le compte général des opérations et de la situation de la société.

18. Le conseil d'administration pourra désigner un ou deux de ses membres pour le représenter, et les membres par lui désignés pourront faire, au nom de la société, tous les actes pour lesquels le conseil d'administration leur aura délégué ses pouvoirs.

19. Conformément à l'article 32 du Code de commerce, les administrateurs ne contractent, à raison de leur gestion, aucune obligation personnelle ni solidaire, relativement aux engagements de la société; ils ne répondent que de l'exécution de leur mandat.

INVENTAIRE. — PARTAGE DES PRODUITS. — RÉSERVE.

20. Il sera fait tous les ans un inventaire de l'actif et du passif de la société. Cet inventaire est soumis à l'approbation de l'assemblée générale.

21. Sur le produit du chemin de fer on prélèvera chaque année les sommes nécessaires :

1° Aux dépenses et aux frais d'administration de la société;

2° A l'amortissement successif de l'emprunt;

3° Au service de l'intérêt des obligations non encore remboursables;

4° Au prélèvement de cinq pour cent destinés à constituer un fonds de réserve qui sera affecté aux dépenses imprévues : quand ce fonds de réserve aura atteint cent mille francs, le prélèvement de cinq pour cent pourra être suspendu; il reprendra son cours aussitôt que le fonds de réserve sera descendu au-dessous de ce chiffre;

5° A la répartition des dividendes entre les actionnaires.

22. Les obligations provenant de l'emprunt mentionné au paragraphe 3 de l'article 2 qui ont été rachetées par la société en commandite, et les actions dont cette société a également opéré le rachat seront considérées comme faisant partie du fonds de réserve.

23. Elles pourront être négociées en vertu d'une délibération de l'assemblée générale pour le produit en être employé aux besoins de la société.

MODIFICATION ÉVENTUELLE DES STATUTS.

24. Dans le cas où l'expérience ferait connaître l'utilité d'apporter des modifications aux présents statuts, ces modifications pourront être valablement adoptées par une assemblée générale, convoquée spécialement à cet effet, dans la forme déterminée par l'article 9 des présents statuts.

Dans ce cas, les délibérations devront être prises à la majorité des deux tiers des actionnaires présents, représentant les deux tiers au moins des actions.

Elles ne sont exécutoires qu'après avoir été approuvées par le Gouvernement.

CONTESTATIONS.

25. Dans le cas de contestation, soit entre les actionnaires et la société, soit entre les actionnaires eux-mêmes, elles seront jugées à Paris, par des arbitres, conformément aux articles 51 et suivants du Code de commerce.

Dont acte :

Fait et passé à Paris, en l'étude dudit M^e Turquet, sise rue d'Antin, n° 9, l'an 1852, les 3, 5 et 10 juillet.

Et lecture faite les comparants ont signé avec les notaires.

Enregistré à Paris, troisième bureau, le 13 juillet 1852, folio 582, case 7. Reçu cinq francs cinquante centimes. Signé Favre.

Suit la teneur des annexes.

Vu pour être annexé au décret du 30 juillet 1852, enregistré sous le n° 2530.

*Le Ministre des travaux publics, chargé par intérim
du département de l'intérieur,*

Signé **MAONE.**

N° 6932. — *DÉCRET qui autorise l'inscription, au Trésor public, de deux cent quatre-vingt-quatorze Pensions militaires.*

Du 12 Août 1852.

LOUIS-NAPOLÉON, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu le titre IV de la loi du 25 mars 1817, et l'ordonnance rendue le 20 juin suivant pour en assurer l'exécution;

Vu l'ordonnance du 12 août 1820;

Vu la situation du crédit de deux millions ouvert pour l'inscription des pensions militaires par l'article 29 du décret du 17 mars dernier, portant fixation du budget pour l'exercice 1852;

Sur le rapport du ministre des finances,

Décret ce qui suit :

Art. 1^{er}. Les deux cent quatre-vingt-quatorze pensions mili-

taires comprises pour une somme totale de cent trente-six mille sept cent cinquante-six francs, dans le Bulletin des lois n° 261 (partie supplémentaire), et rappelées au tableau ci-après, avec l'indication des décrets qui les ont accordées et la désignation des crédits sur lesquels l'inscription en est imputée, seront inscrites au livre des pensions du trésor public.

DÉCRETS DE CONCESSION de pensions à inscrire.				NATURE DES PENSIONS à inscrire.	DATE de la loi en vertu de laquelle les pensions ont été accordées.	DÉSIGNATION de crédit sur lequel sont imputées les pensions militaires. — Décret du 17 mars 1852.	
Numéro du Bulletin des lois où sont insérées les pensions.	Dates des décrets.	Numéro d'ordre de chaque décret.	Numéro d'ordre de l'insertion de chaque décret au Bulletin des lois.			Parties.	Somme.
Bulletin n° 261, partie supplé- mentaire.	10 juill. 1852.	42	6897	Pensions de retraite pour an- cienneté à des militaires de l'armée active.	11 avril 1831 (loi)	65	20,075
	<i>Idem.</i>	43	6898	Pensions de retraite pour in- firmités à des militaires de l'armée active.	<i>Idem.</i>	34	20,105
	<i>Idem.</i>	44	6899	Pensions à des veuves de mi- litaires.	<i>Idem.</i>	81	21,475
	<i>Idem.</i>	45	6900	Secours annuels à des orphel- ins de militaires.	<i>Idem.</i>	4	2,054
	<i>Idem.</i>	46	6901	Pensions de retraite pour an- cienneté à des militaires de l'armée active.	<i>Idem.</i>	45	61,144
	<i>Idem.</i>	47	6902	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>	65	21,515
TOTALS.....				.....	.....	294	136,754

2. Toutes ces pensions seront payées suivant le mode établi pour celles de même nature précédemment inscrites, et la jouissance en commencera à courir du jour indiqué pour chacune d'elles dans les décrets qui viennent d'être signalés.

3. Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 12 Août 1852.

Signé LOUIS-NAPOLÉON.

Par le Président :

Le Ministre des finances,

Signé BINEAU.

N° 6933. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) portant :

ART. 1^{er}. Le règlement supplémentaire ci-annexé pour la perception de l'octroi de la commune de Bourges (Cher) est approuvé.

2. Le règlement ainsi modifié, de même que le tarif en vigueur, continueront de recevoir leur exécution jusqu'au 1^{er} janvier 1857, époque déterminée par l'ordonnance du 24 décembre 1846, sauf, toutefois, en ce qui concerne la perception des taxes additionnelles dont la durée a été limitée au 31 décembre 1852 par ordonnance du 9 avril 1843. (Du 12 Août 1852.)

N° 6934. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) portant :

ART. 1^{er}. A partir de la publication du présent décret, et jusqu'au 1^{er} janvier 1863, il sera perçu à l'octroi de la commune de Castelnaudary (Aude) une taxe additionnelle d'un décime par franc sur tous les droits compris au tarif, les vins et l'alcool exceptés.

2. Le produit de ladite taxe additionnelle sera exclusivement affecté au remboursement d'emprunts légalement contractés.

3. Pour l'exécution des dispositions de l'article qui précède, l'administration municipale sera tenue de justifier, à la régie des contributions indirectes, de l'emploi du produit des centimes additionnels à l'octroi : à cet effet, le compte général de ce produit, tant en recettes qu'en dépenses, devra être présenté à ladite régie par l'administration municipale, à l'expiration du délai fixé par l'article 1^{er} du présent décret, et, en outre, quand besoin sera.

4. Le règlement en vigueur, de même que le tarif réduit en exécution du décret du 17 mars dernier, et modifié par les articles qui précèdent, seront exécutoires jusqu'au 1^{er} janvier 1863. (Du 18 Août 1852.)

N° 6935. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) portant ce qui suit :

1^{er} A partir de la publication du présent décret, le droit sur les vins, tant en cercles qu'en bouteilles, sera perçu à l'octroi de la commune de Brioude, à raison de quatre-vingts centimes par hectolitre.

Le tarif appliqué, le 1^{er} mai 1852, conformément aux dispositions du décret du 17 mars de la même année, ainsi modifié, continuera d'être exécuté dans toutes les autres dispositions.

2^o A partir de la publication du présent décret, les taxes perçues antérieurement à l'exécution du décret du 17 mars 1852, seront rétablies à l'octroi de la commune de Châlons-sur-Marne, sauf en ce qui concerne les vins en cercles et en bouteilles dont le droit est réduit de un franc soixante centimes à un franc par hectolitre.

Le tarif modifié par le paragraphe qui précède, de même que le règlement en vigueur, cesseront d'être exécutoires le 1^{er} janvier 1856, époque déterminée par l'ordonnance royale du 25 décembre 1845 pour la durée des actes de la perception. (Du 18 Août 1852.)

N° 6936. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) qui autorise la commune d'Arc-et-Senans (Doubs) à défricher une contenance de quatre-vingt-huit hectares trente-cinq ares, dont elle est propriétaire. (Du 13 Mai 1852.)

N° 6937. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) qui autorise la commune de Mécleuves (Moselle) à défricher les deux cantons de bois qui lui appartiennent dits *Hautperroy* et *Haie-de-Quoud*, contenant ensemble neuf hectares trente ares trente centiares. (Du 13 Mai 1852.)

N° 6938. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) portant :

ART. 1^{er}. Sont soumis au régime forestier six hectares de terrain appartenant à la commune d'Ernolsheim (Bas-Rhin), situés au canton dit *Schweyberg*, et contigus au canton de la forêt communale dit *Bergwald*.

2. La commune d'Ernolsheim est autorisée à défricher cinq hectares de ses bois au canton dit *Stockwald*, mais sous la condition expresse que l'exploitation des bois et le défrichement ne pourront être exécutés qu'après que le repeuplement des six hectares, soumis au régime forestier par l'article précédent, aura été effectué et constaté par les agents forestiers. (Du 13 Mai 1852.)

N° 6939. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) qui autorise la commune de Waldolwisheim (Bas-Rhin) à défricher cinq hectares de ses bois au canton *Muthock*. (Du 13 Mai 1852.)

N° 6940. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) qui autorise la commission administrative des hospices de Mantes (Seine-et-Oise) à défricher trois hectares quatre-vingts ares de bois qui appartiennent à ces établissements et qui sont situés au canton des Brosses, commune de Magnanville. (Du 13 Mai 1852.)

N° 6941. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) portant :

ART. 1^{er}. Les habitants de la commune de Luçq (Hautes-Pyrénées) sont autorisés, pendant cinq ans, à faire pacager leurs bêtes à l'aise dans les cantons de bois qui seront reconnus défensables par les agents forestiers locaux, à la charge, par lesdits habitants, de se conformer aux dispositions des articles de la huitième section du titre II du Code forestier, et à celles des articles 118, 119 et 120 de l'ordonnance réglementaire du 1^{er} août 1827; de faire chaque année, aux temps et saison convenables, dans les cantons indiqués, les améliorations qui seront reconnues nécessaires par les agents forestiers, de concert avec le maire, pour réparer ou prévenir les dommages qui pourraient résulter de l'exercice du pacage.

Ladite commune sera, en outre, tenue de satisfaire aux conditions spéciales proposées par l'administration des forêts.

2. Le nombre de bêtes à laine admises au parcours ne pourra excéder celui qui sera fixé par les agents forestiers, et publié avec les états des cantons défensables.

3. Cette autorisation sera révoquée pour cause d'abus ou d'incompatibilité du pacage avec la prospérité du bois où il sera exercé. (Du 13 Mai 1852.)

N° 6912. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) portant :

ART. 1^{er}. Les habitants de la commune de Cabris (Var) sont autorisés, pendant cinq ans, à faire pacager leurs bêtes à laine dans les cantons de bois qui seront reconnus défensables par les agents forestiers locaux, à la charge, par lesdits habitants, de se conformer aux dispositions des articles de la huitième section du titre III du Code forestier, et à celles des articles 118, 119 et 120 de l'ordonnance réglementaire du 1^{er} août 1827; de faire chaque année, aux temps et saison convenables, dans les cantons indiqués, les améliorations qui seront reconnues nécessaires par les agents forestiers, pour réparer ou prévenir les dommages qui pourraient résulter de l'exercice du pacage.

La commune de Cabris sera, en outre, tenue de satisfaire aux conditions spéciales proposées par l'administration des forêts.

2. Le nombre de bêtes à laine admises au parcours ne pourra excéder celui qui sera fixé par les agents forestiers, et publié avec les états des cantons défensables.

3. Cette autorisation sera révoquée pour cause d'abus ou d'incompatibilité du pacage avec la prospérité du bois où il sera exercé. (Du 13 Mai 1852.)

N° 6943. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) portant :

ART. 1^{er}. Les habitants des communes de Lioux, Taillade et Gignac (Vaucluse) sont autorisés, pendant cinq ans, à faire pacager leurs bêtes à laine dans les cantons de bois qui seront reconnus défensables par les agents forestiers locaux, à la charge, par lesdits habitants, de se conformer aux dispositions des articles de la huitième section du titre III du Code forestier, et à celles des articles 118, 119 et 120 de l'ordonnance réglementaire du 1^{er} août 1827; de faire chaque année, aux temps et saison convenables, dans les cantons indiqués, les améliorations qui seront reconnues nécessaires par les agents forestiers, pour réparer ou prévenir les dommages qui pourraient résulter de l'exercice du pacage.

2. Le nombre des bêtes à laine admises au parcours ne pourra excéder celui qui sera fixé par les agents forestiers, et publié avec les états des cantons défensables.

3. Cette autorisation sera révoquée pour cause d'abus ou d'incompatibilité du pacage avec la prospérité du bois où il sera exercé. (Du 13 Mai 1852.)

N° 6944. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) portant,

1° Que l'administration des forêts est autorisée à délivrer à la commune de Téthieu (Landes) une coupe extraordinaire de trois cents arbres, à prendre au canton Cassiada, des bois qui lui appartiennent;

2° Que la vente et l'exploitation de cette coupe auront lieu conformément aux dispositions générales prescrites tant par le Code forestier que par l'ordonnance réglementaire du 1^{er} août 1827;

3° Que, pendant quatre années consécutives, à partir de 1852, les coupes ordinaires à délivrer à la commune seront réduites de cent soixante et quinze stères. (Du 26 Mai 1852.)

N° 6945. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) portant,

1° Que l'administration des forêts est autorisée à délivrer à la commune de Biffontaine (Vosges) une coupe extraordinaire de mille stères, à prendre dans la forêt communale du lieu, parmi les bois déperissants;

2° Que la délivrance et l'exploitation de cette coupe auront lieu conformément aux dispositions générales prescrites tant par le Code forestier que par l'ordonnance réglementaire du 1^{er} août 1827;

3° Que, pendant six années consécutives, à partir de 1852, les délivrances annuelles ordinaires seront réduites de cent cinquante stères. (Du 26 Mai 1852.)

N° 6946. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) portant,

1° Que l'hospice de Liancourt (Oise) est autorisé à exploiter la parcelle de ses bois dite de *Catenoy*, d'une étendue de quarante-deux ares;

2° Que l'exploitation de cette coupe s'effectuera conformément aux dispositions générales prescrites tant par le Code forestier que par l'ordonnance réglementaire du 1^{er} août 1827. (Du 26 Mai 1852.)

N° 6947. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) qui soumet au régime forestier le bois dit de *Chaveyriat*, contenant sept hectares soixante et onze ares, appartenant à la commune de Chaveyriat (Ain). (Du 26 Mai 1852.)

N° 6948. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) qui soumet au régime forestier le bois dit *Bragazeau*, contenant vingt-huit hectares quatre-vingt-quinze ares, appartenant à la commune de Clermont (Aude). (Du 26 Mai 1852.)

N° 6949. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) qui soumet au régime forestier les bois ci-après

désignés, d'une contenance totale de deux cent quatre-vingt-neuf hectares cinquante-deux ares, appartenant à la commune de Villard-de-Lans (Isère), savoir :

1° Cantons de Pinet et Chalimont, les parcelles cadastrales n° 278 à 291, la partie sud de la parcelle n° 295, jusqu'à concurrence de neuf hectares soixante et quinze ares, et les parcelles n° 296, 297 et 299; le tout d'une contenance de deux cent vingt hectares trois ares;

2° Canton du Pot-de-la-Fougères, les parcelles cadastrales n° 300 à 304, contenant soixante-cinq hectares neuf ares;

3° Canton des Ravières, les parcelles cadastrales n° 522, 523 et 524, contenant quatre hectares quarante ares. (Du 26 Mai 1852.)

N° 6950. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) qui soumet au régime forestier le bois dit *Gaisy*, contenant huit hectares douze ares, appartenant au village de Cham-boulevre, section de la commune de Vorey (Haute-Loire). (Du 26 Mai 1852.)

N° 6951. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) qui soumet au régime forestier les bois de la commune de Senthem (Haut-Rhin), d'une contenance, évaluée à cent cinq hectares quatre-vingt-un ares, y compris le canton dit *Nockenwald*, contenant six hectares. (Du 26 Mai 1852.)

N° 6952. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) qui affranchit du régime forestier cent quatre-vingt-dix hectares deux ares de vides compris jusqu'ici dans la forêt communale de Banne (Ardèche), savoir : vingt-quatre hectares trente-neuf ares au canton dit *Bois-Nègre*, et cent soixante-cinq hectares soixante-trois ares au canton dit *Combe-Longue*. (Du 26 Mai 1852.)

N° 6953. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) qui affranchit du régime forestier les bois dits *la Vayssière*, *l'Issartine*, *Lapeyrière* et *Lundarne*, contenant ensemble cent hectares quarante-sept ares, appartenant à la section de Boyne, commune de Rivière (Aveyron). (Du 26 Mai 1852.)

N° 6954. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) portant :

ART. 1^{er}. Les habitants de la commune de Pardeilhian (Hérault) sont autorisés, pendant cinq ans, à faire pacager leurs bêtes à laine dans le canton de bois dit *Mascassel* reconnu défensable par les agents forestiers locaux, à la charge, par lesdits habitants, de se conformer aux dispositions des articles de la huitième section du titre III du Code forestier, et à celles des articles 118, 119 et 120 de l'ordonnance réglementaire du 1^{er} août 1827; de faire chaque

année, aux temps et saison convenables, dans les cantons indiqués, les améliorations qui seront reconnues nécessaires par les agents forestiers, pour réparer ou prévenir les dommages qui pourraient résulter de l'exercice du pacage.

2. Le nombre des bêtes à laine admises au parcours ne pourra excéder celui qui sera fixé par les agents forestiers, et publié avec les états des cantons défensables.

3. Cette autorisation sera révoquée pour cause d'abus ou d'incompatibilité du pacage avec la prospérité du bois où il sera exercé. (Du 26 Mai 1852.)

N° 6955. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) portant :

ART. 1^{er}. Les habitants de la commune de Merlheu (Hautes-Pyrénées) sont autorisés, pendant cinq ans, à faire pacager leurs bêtes à laine dans les cantons de bois dits *Anibets* et *Graves*, reconnus défensables par les agents forestiers locaux, à la charge, par lesdits habitants, de se conformer aux dispositions des articles de la huitième section du titre III du Code forestier, et à celles des articles 118, 119 et 120 de l'ordonnance réglementaire du 1^{er} août 1827; de faire chaque année, aux temps et saison convenables, dans les cantons indiqués, les améliorations qui seront reconnues nécessaires par les agents forestiers, pour réparer ou prévenir les dommages qui pourraient résulter de l'exercice du pacage.

La commune de Merlheu sera, en outre, tenue de satisfaire aux conditions spéciales proposées par l'administration des forêts.

2. Le nombre des bêtes à laine admises au parcours ne pourra excéder celui qui sera fixé par les agents forestiers, et publié avec les états des cantons défensables.

3. Cette autorisation sera révoquée pour cause d'abus ou d'incompatibilité du pacage avec la prospérité du bois où il sera exercé. (Du 26 Mai 1852.)

N° 6956. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) portant :

ART. 1^{er}. Les habitants des communes de Grambois, Menerbe et Bonnieux (Vaucluse) sont autorisés, pendant cinq ans, à faire pacager leurs bêtes à laine dans les cantons de bois qui seront reconnus défensables par les agents forestiers locaux, à la charge, par lesdits habitants, de se conformer aux dispositions des articles de la huitième section du titre III du Code forestier, et à celles des articles 118, 119 et 120 de l'ordonnance réglementaire du 1^{er} août 1827; de faire chaque année, aux temps et saison convenables, dans les cantons indiqués, les améliorations qui seront reconnues nécessaires par les agents forestiers, pour réparer ou prévenir les dommages qui pourraient résulter de l'exercice du pacage.

2. Le nombre des bêtes à laine admises au parcours ne pourra excéder celui qui sera fixé par les agents forestiers, et publié avec les états des cantons défensables.

3. Cette autorisation sera révoquée pour cause d'abus ou d'incompatibilité du pacage avec la prospérité du bois où il sera exercé. (Du 26 Mai 1852.)

N° 6957. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) portant,

1° Que l'administration des forêts est autorisée à délivrer à la commune de Belvianes-et-Cavirac (Aude) une coupe extraordinaire de cent vingt stères, à prendre dans la forêt communale parmi les arbres dépérissants ou surabondants des cantons du Bac, de la Soulane et de la Lizière;

2° Que la vente et l'exploitation de cette coupe auront lieu conformément aux dispositions générales prescrites tant par le Code forestier que par l'ordonnance réglementaire du 1^{er} août 1827. (Du 2 Juin 1852.)

N° 6958. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) portant,

1° Que l'administration des forêts est autorisée à délivrer à la commune de Saint-Geours-d'Auribat (Landes) une coupe extraordinaire de dix mètres cubes de bois de service, à prendre dans la forêt de cette commune parmi les arbres les plus mûrs;

2° Que la délivrance et l'exploitation de cette coupe auront lieu conformément aux dispositions générales prescrites tant par le Code forestier que par l'ordonnance réglementaire du 1^{er} août 1827.

3° Que, pendant trois années consécutives, à partir de l'exercice 1852, les coupes ordinaires à délivrer à la commune seront réduites à vingt arbres. (Du 2 Juin 1852.)

N° 6959. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) portant,

1° Que l'administration des forêts est autorisée à délivrer à la commune de Villeroncourt (Meuse) une coupe extraordinaire de six hectares, à prendre dans la partie la plus âgée du quart de réserve des bois de cette commune;

2° Que la vente et l'exploitation de cette coupe auront lieu conformément aux dispositions générales prescrites tant par le Code forestier que par l'ordonnance réglementaire du 1^{er} août 1827. (Du 2 Juin 1852.)

N° 6960. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) portant,

1° Que l'administration des forêts est autorisée à délivrer à la commune de Chasnay (Nièvre) une coupe extraordinaire de trente-trois hectares trente-quatre ares, formant la totalité du quart de réserve des bois de cette commune;

2° Que la vente et l'exploitation de cette coupe auront lieu en deux années consécutives par portions égales, conformément aux dispositions générales prescrites tant par le Code forestier que par l'ordonnance réglementaire du 1^{er} août 1827;

3° Qu'il sera prélevé, sur le prix de vente une somme de huit cents francs, pour l'exécution de l'aménagement de la forêt communale. (Du 2 Juin 1852.)

N° 6961. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) portant,

1° Que l'administration des forêts est autorisée à délivrer à la commune de Chamoux (Yonne) une coupe extraordinaire de huit hectares, à prendre dans le quart de réserve de la forêt qui lui appartient;

2° Que la vente et l'exploitation de cette coupe auront lieu conformément aux dispositions générales prescrites tant par le Code forestier que par l'ordonnance réglementaire du 1^{er} août 1827. (Du 2 Juin 1852.)

Erratum. Bulletin des lois, partie supplémentaire, n° 134, page 43, 11^e ligne, au lieu de M. Fabre (Sigismond), né à Plancherine (Savoie) le 22 janvier 1788, employé, demeurant à Paris (Seine), lisez M. Favre (Sigismond), né à Plancherine (Savoie) le 22 janvier 1788, employé, demeurant à Paris (Seine).



Certifié conforme :

Paris, le 30^e Août 1852,

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire
d'état au département de la Justice,*

ABBATUCCI.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie nationale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS
DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.
PARTIE SUPPLÉMENTAIRE.
N° 264.

N° 6962. — DÉCRET qui approuve les Statuts de la Société de Crédit foncier autorisée par le Décret du 28 mars 1852 pour le ressort de la Cour d'appel de Paris.

Du 30 Juillet 1852.

LOUIS-NAPOLÉON, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,
Sur le rapport du ministre de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce;

Vu le décret du 28 février 1852, sur l'établissement des sociétés de crédit foncier;

Vu le décret du 28 mars suivant, qui autorise une société de crédit foncier pour le ressort de la cour d'appel de Paris;

Vu les statuts présentés par cette société;

Le Conseil d'état entendu,

DICTE :

ART. 1^{er}. Les statuts de la société de crédit foncier autorisée par le décret du 28 mars 1852 sont approuvés tels qu'ils sont contenus dans les actes passés les 24, 26 et 29 juillet 1852, devant M^e Noël et son collègue, notaires à Paris, lesquels resteront annexés au présent décret.

2. Ladite société sera soumise et devra se conformer en tout point aux dispositions du règlement d'administration publique à intervenir, en vertu de l'article 49 du décret du 28 février 1852 précité.

La présente approbation pourra être retirée, et la société être contrainte à se liquider dans les cas prévus par ledit règlement.

3. Le ministre de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce.
X^e Série.

merce et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Bulletin des lois, inséré au Moniteur et dans un journal d'annonces judiciaires de chacun des départements compris dans la circonscription de ladite société.

Fait au palais des Tuileries, le 30 Juillet 1852.

Signé LOUIS-NAPOLÉON.

Par le Président :

Le Ministre de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce,

Signé F. DE PERSIGNY.

Par-devant M^{rs} *Victoire-François-Casimir Noël et Philbert-Louis-Benoît Tarquet*, son collègue, notaires à Paris, soussignés,

Ont comparu :

M. *Édouard Dronyn de Lhuys*, vice-président du Sénat, demeurant à Paris, rue Neuve-de-Luxembourg, n° 21 ;

M. le comte *Xavier Branicki*, propriétaire, demeurant à Paris, rue Neuve-des-Mathurins, n° 38 ;

M. le prince *Eustache Sapieha*, propriétaire, demeurant à Paris, rue Royale-Saint-Honoré, n° 8 ;

M. *Adolphe d'Eichthal*, banquier, demeurant à Paris, rue Basse-du-Rempart, n° 30 ;

M. *Émile Péreire*, directeur du chemin de fer de Paris à Saint-Germain, demeurant à Paris, rue d'Amsterdam, n° 5 ;

M. *Louis Dufour*, banquier, demeurant à Paris, rue Richer, n° 15, au nom de la maison de banque *Paccard-Dufour et compagnie*, dont le siège est à Paris, rue Richer, n° 15, et dont il a la signature sociale ;

M. *Adolphe de Waru*, banquier, demeurant à Paris, rue Drouot, n° 4 ;

M. le comte *Charles de Plancy*, député, demeurant à Paris, rue Saint-Lazare, n° 7 ;

M. *Achille Fould*, sénateur, demeurant à Paris, rue Bergère, n° 18 ;

M. *Léopold Javal*, banquier, demeurant à Paris, rue Chauchat, n° 14 ;

M. *Antoine-Pierre Hély-d'Oissel*, ancien conseiller d'état, demeurant à Paris, rue d'Anjou-Saint-Honoré, n° 32 ;

M. *Louis-Gabriel-Léonce-Guilhand de Lavergne*, ancien député, professeur d'économie rurale à l'Institut national agronomique, demeurant à Paris, place de la Madeleine, n° 8,

Agissant,

1° En son nom personnel ;

2° Au nom et comme mandataire verbal, ainsi qu'il le déclare, en se faisant et portant fort de M. le comte de *Gasparin*, ancien pair de France, ancien ministre de l'intérieur, demeurant à Paris, rue de Courcelles ;

M. le général comte *Stanislas-Dunin Wonsowicz*, propriétaire, demeurant à Paris, rue Neuve-des-Mathurins, n° 33 ;

M. *Charles-Léopold Rhodé*, propriétaire, demeurant à Paris, rue Saint-Lazare, n° 126;

M. *Adolphe Dailly*, maître de la poste aux chevaux de Paris, y demeurant, rue Pigale, n° 2;

M. *Louis Wolowski*, ancien représentant, demeurant à Paris, rue Bergère, n° 29;

M. *Jean-François-Constant (dit Fernand) Bartholony*, auditeur au Conseil d'état, demeurant à Paris, rue de la Rochefoucault, n° 12,

« Agissant au nom et comme mandataire de M. *Jean-François Bartholony*, président du conseil d'administration du chemin de fer d'Orléans, demeurant à Paris, rue de la Rochefoucault, n° 12, en vertu d'un pouvoir sous seing privé, en date, à Genève, du 12 juillet 1852 »;

M. *Wolowski*, déjà nommé,

Agissant au nom et comme mandataire de,

« 1° M. *Léon-Léonard-Joseph Faucher*, membre de l'Institut, demeurant à Paris, rue Blanche, n° 10, en vertu d'un pouvoir sous seing privé, en date, à Ems, du 16 juillet 1852;

« 2° M. *Jean-Florian, comte Hervé de Kergerlay*, député au Corps législatif, demeurant à Paris, rue de Varennes, n° 58, en vertu d'un pouvoir sous seing privé, en date, à Paris, du 18 juillet 1852;

« 3° Et M. *Hippolyte Passy*, ancien ministre, demeurant à Paris, rue Neuve-des-Mathurins, suivant pouvoir sous seing privé, en date, à Paris, du 18 avril 1852 »;

M. *Maurice-Charles Laurent*, propriétaire, demeurant à Paris, place Vendôme, n° 16,

Agissant au nom et comme mandataire de,

« 1° M. *Denis, comte Benoist d'Azy*, ancien représentant, demeurant à Paris, rue Pigale, n° 12, suivant pouvoir sous seing privé, en date, à Paris, du 19 juillet 1852;

« 2° M. *Henri-Charles-Philippe de Noailles, duc de Mouchy*, député au Corps législatif, demeurant à Paris, rue d'Astorg, n° 10, suivant pouvoir sous seing privé, en date, à Paris, du 15 juillet 1852;

« 3° M. *Rodolphe-Auguste Darblay aîné*, ancien député, demeurant à Paris, rue de Lille, n° 74, suivant pouvoir sous seing privé, en date, à Noyen-sur-Seine, du 25 juillet 1852;

« 4° M. *Aimé-Stanislas Darblay jeune*, député au Corps législatif, demeurant à Paris, rue des Vieilles-Étuves, n° 16, suivant pouvoir sous seing privé, en date, à Paris, du 22 juillet 1852;

« 5° M. *Laurent Cotelle*, notaire honoraire, ancien maire du sixième arrondissement de Paris, ancien député, officier de la Légion d'honneur, demeurant à Paris, rue Neuve-des-Mathurins, n° 62, suivant pouvoir sous seing privé, en date, à Paris, du 20 juillet 1852;

« 6° M. *Alphonse-Valentin Vaysse de Renneville*, ancien conseiller d'état, demeurant à Paris, rue de Babylone, suivant pouvoir sous seing privé, en date, à Paris, du 10 juillet 1852 »;

M. *Philippe-Victor Thibault*, clerc de notaire, demeurant à Paris, rue de Choiseul, n° 2,

« Agissant au nom et comme mandataire de M. *Jean-Victor Thibault*, ancien notaire à Paris, y demeurant, rue de Choiseul, n° 2, en vertu de la procuration qu'il lui a donnée, suivant acte passé devant M^r *Saint-Jean* et son collègue, notaires à Paris, le 24 juillet 1852, enregistré »;

M. Jules-Victor Levassor, principal clerc de notaire, demeurant à Paris, rue de la Paix, n° 17,

« Agissant au nom et comme mandataire de M. Charles-Ernest-Irénée, comte de « Brasses, propriétaire, demeurant à Bois-le-Roi, commune de Griselles (Loiret), suivant pouvoir sous seing privé, en date, à Bois-le-Roi, du 15 juillet « 1852 »;

M. le comte Xavier Branicki, déjà nommé,

« Agissant au nom et comme se faisant et portant fort de M. le comte « Charles-Marie-Olivier de Chappedelaine, propriétaire, demeurant à Paris, rue « Saint-Lazare, n° 102. »

Les originaux des pouvoirs ci-dessus-énoncés, sauf les deux dont il va être parlé, timbrés au droit de trente-cinq centimes, qui seront enregistrés en même temps que ces présentes, certifiés véritables par les mandataires, sont demeurés annexés aux présentes, après avoir été revêtus d'une mention d'annexe par les notaires soussignés.

Le pouvoir de M. Hippolyte Passy, non timbré ni enregistré, mais qui le sera en même temps que ces présentes, est également demeuré annexé aux présentes, après avoir été certifié véritable par le mandataire.

Le brevet original de la procuration de M. Thibault est demeuré ci-annex après mention.

Lesquels ont exposé ce qui suit :

Aux termes d'un décret rendu par le Président de la République, le 28 mars 1852, les comparants ont été autorisés à fonder une société de crédit foncier par application des décrets des 28 février et 28 mars 1852.

Le capital de cette société doit être porté à vingt-cinq millions de francs divisés en cinquante mille actions de cinq cents francs.

Le placement de vingt mille de ces actions suffit pour la constitution définitive de la société.

Le cercle de ses opérations s'étend aux sept départements du ressort de la cour d'appel de Paris.

Aucune autre autorisation de société de crédit foncier ne peut être accordée pour la même circonscription pendant vingt-cinq ans à dater de la publication du décret du 28 mars dernier.

Enfin, les statuts de la nouvelle société doivent être soumis à l'approbation du Gouvernement dans le délai d'un mois à partir de la publication du décret d'autorisation, et la constitution définitive réalisée dans le délai de deux mois à compter de l'homologation des statuts.

Les comparants, voulant user du droit qui leur est accordé, en satisfaisant aux conditions qui leur sont imposées, ont arrêté de la manière suivante les statuts de la société qu'ils ont été autorisés à former.

STATUTS.

TITRE I^{er}.

CONSTITUTION DE LA SOCIÉTÉ. — SON OBJET. — SA DÉNOMINATION. —
SA DURÉE. — SON SIÈGE.

ART. 1^{er}. Les comparants fondent par ces présentes, sauf l'approbation du Gouvernement, une société anonyme, qui existera entre tous les propriétaires des actions créées ci-après.

2. La société a pour objet :

1° De prêter sur hypothèque aux propriétaires d'immeubles situés dans les sept départements du ressort de la cour d'appel de Paris (Seine, Seine-et-Oise, Seine-et-Marne, Eure-et-Loir, Aube, Marne et Yonne), des sommes remboursables, par les emprunteurs, au moyen d'annuités comprenant les intérêts, l'amortissement, ainsi que les frais d'administration;

2° D'appliquer, avec l'autorisation du Gouvernement, tout autre système ayant pour objet de faciliter les prêts sur immeubles et la libération des débiteurs;

3° De créer, pour une valeur égale à celle des engagements hypothécaires souscrits à son profit, des obligations produisant un intérêt annuel, remboursables par la voie du tirage au sort, avec ou sans lots et primes, et portant le titre d'*obligations foncières*;

4° De négocier ces obligations;

5° De recevoir en dépôt, sans intérêt, les sommes destinées à être converties en obligations foncières.

3. La société prend la dénomination de *Banque foncière de Paris, société de crédit foncier*.

4. La durée de la société est de quatre-vingt-dix-neuf ans à partir de l'homologation des présents statuts.

5. Son siège et son domicile sont établis à Paris.

TITRE II.

APPORT DE LA CONCESSION.

6. Les comparants apportent à la société et lui abandonnent, sans réserve et au même titre qu'ils l'ont eux-mêmes reçu, le bénéfice de l'autorisation qui leur a été accordée par le décret du 28 mars 1852.

En conséquence, la société demeure subrogée aux droits et avantages résultant de ce décret, à la charge de se conformer aux obligations qu'il impose.

TITRE III.

FONDS SOCIAL, ACTIONS, VERSEMENTS.

7. Le fonds social est fixé à vingt-cinq millions de francs.

Il est affecté à la garantie des engagements sociaux et spécialement des obligations foncières.

8. Le fonds social se divise en cinquante mille actions de cinq cents francs chacune.

Une première série de vingt mille actions est seule émise, quant à présent.

Ces actions sont réparties, entre les souscripteurs ci-dessous dénommés, dans les proportions suivantes :

MM.

André (César-Ernest), membre de la commission municipale de Paris, faubourg Poissonnière, n° 30, cinq cents actions, ci.....	500
Comte d'Andigné (Louis-Marie-Auguste-Fortuné), rue de Verneuil, n° 33, cinquante actions, ci.....	50
Vicomte d'Andigné, rue de Verneuil, n° 33, cinquante actions, ci...	50
Arles-Dufour (François-Barthélemy), membre du conseil général du commerce, à Lyon, cent actions, ci.....	100

M. Aureau (François-Éléonor), rue d'Amsterdam, n° 3, vingt actions, ci.....	20
Audenet (Adolphe-Jean), banquier, faubourg Poissonnière, n° 25, vingt actions, ci.....	20
Auzouy (Raymond-Édouard-Alphonse), rue d'Isly, n° 8, dix actions, ci.....	10
Banès (A.), ancien directeur de la <i>Providence</i> , rue Cadet, n° 8, cinquante actions, ci.....	50
Barde (Auguste), de Genève, deux cents actions, ci.....	100
Bartholomy (Jean-François), président du conseil d'administration du chemin de fer d'Orléans, rue de la Rochefoucault, n° 12, quinze cents actions, ci.....	1,500
Bartholomy (Constant), rue de la Rochefoucault, n° 12, quinze cents actions, ci.....	1,500
Barrier (Hippolyte), rue des Champs-Élysées, n° 14, dix actions, ci.....	10
Comte de la Baume (Charles), rue de Courcelles, n° 20, cent actions, ci.....	100
Beaussier fils (Alexandre-Joseph), boulevard Poissonnière, n° 12, quarante actions, ci.....	40
Comte Benoist d'Azy (Denis), ancien représentant, rue Pigale, n° 12, cent actions, ci.....	100
Vicomte de Berthould (Edmond), dix actions, ci.....	10
Bischoffsheim, Goldschmidt et compagnie, banquiers, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 26, cent actions, ci.....	10
Blount (Ed.), banquier, rue Basse-du-Rempart, n° 48, cinquante actions, ci.....	50
Bossange (Hector), commissionnaire en librairie, quasi Voltaire, n° 25, dix actions, ci.....	10
Boullon (Paul), Placette, à Abbeville, dix actions, ci.....	10
De Bousquet (Charles-Laurent), rue d'Anjou-Saint-Honoré, n° 17, deux cent cinquante actions, ci.....	250
Brachelet (Alcide-Désiré), ancien avoué, rue d'Antin, n° 15, dix actions, ci.....	10
Comte Branicki (Xavier), rue Neuve-des-Mathurins, n° 38, trois mille quatre cents actions, ci.....	3,400
Comte de Brosses (Charles-Ernest), rue de Varennes, n° 48, cent actions, ci.....	100
Prince Bonaparte (Napoléon), ancien représentant, rue d'Alger, n° 10, cinquante actions, ci.....	50
Baron de Cardon de Sandrans (Paul-William-Philippe), rue du Cherche-Midi, n° 88, trente actions, ci.....	30
Cavaignac de Baragne (Jacques-Marie), général de division en retraite, cinquante actions, ci.....	50
Chabrier (Laurent-Ernest), rue d'Amsterdam, n° 52, vingt-cinq actions, ci.....	25
Comte de Chappedelaine (Charles-Marie-Olivier), rue Saint-Lazare, n° 102, deux cents actions, ci.....	200
Chavance-Malotet (Laurent), propriétaire à Vitry-le-François, dix actions, ci.....	10

Cheuvreux (Casimir), juge au tribunal de commerce de Paris, rue Saint-Georges, n° 51, cent actions, ci.....	100
Cibiel (Vincent), ancien député, avenue Gabrielle, n° 24, cent cinquante actions, ci.....	150
Comte Cieszkowski (Auguste), député aux états de Prusse, propriétaire en Provence, dix actions, ci.....	10
Collet (Jean-Pierre), ancien directeur de la Monnaie, quai d'Orsay, n° 25, cent actions, ci.....	10
Prince Callimaki (Alexandre), ambassadeur de la Sublime-Porte, rue des Champs-Élysées, n° 5, cent actions, ci.....	100
Cotelle (Laurent), ancien député, rue Tronchet, n° 28, cinquante actions, ci.....	
Dabrin (Adolphe-Pierre), ancien avoué, rue de Cléry, n° 23, dix actions, ci.....	10
Dailly (Adolphe), maître de la poste aux chevaux de Paris, rue Pigale, n° 2, cinquante actions, ci.....	50
Darblay aîné (Rodolphe-Auguste), ancien député, rue de Lille, n° 74, cent actions, ci.....	100
Darblay jeune (Aimé-Stanislas), député au Corps législatif, rue des Vieilles-Étuves, n° 16, cent quarante actions, ci.....	140
Darcy (Hugues-Léon), ancien préfet, rue Rumsford, n° 8, quarante actions, ci.....	40
Comte Daru (Napoléon), ancien pair de France, rue de Lille, n° 75, cent actions, ci.....	100
Delabante (Adrien), rue Laffitte, n° 35, deux cents actions, ci.....	200
Delaroche (Paul), peintre d'histoire, quarante actions, ci.....	40
Delicourt (Étienne), fabricant de papiers peints, rue de Charenton, n° 157, dix actions, ci.....	10
Desbordes (Henri-Beau), rue Samson, n° 3, vingt-cinq actions, ci...	25
Drouillard (Nicolas-Marie-Hippolyte), banquier, rue de Grammont, n° 21, cinquante actions, ci.....	50
Drouyn de Lhuys (Édouard), vice-président du Sénat, rue de Luxembourg, n° 21, cent actions, ci.....	100
M ^{me} Dubac, veuve Cottu, rue de Miroménil, n° 18, cent actions, ci.....	100
Dufour (Gabriel-Michel), avocat à la Cour de cassation, rue Gaillon, n° 12, cinquante actions, ci.....	50
Dumesnil (Antoine-Jules), membre du conseil général du Loiret, rue Saint-Lazare, n° 36, vingt actions, ci.....	20
Dupont (Pierre-Isaac-Adolphe), rue Tronchet, n° 11, vingt actions, ci.....	20
Dutrone (Henri-Philippe-Auguste), conseiller honoraire à la cour d'Amiens, rue Notre Dame-de-Lorette, n° 54, trente actions, ci..	30
D'Eichthal (Adolphe), banquier, rue Basse-du-Rempart, n° 30, cinq cents actions, ci.....	500
Esmein (Jean-Baptiste-Gaston), ancien notaire à Nantes, rue du Helder, n° 6, vingt actions, ci.....	20
Eynard (Gabriel), à Genève, vingt actions, ci.....	20
Faucher (Léon), ancien ministre, rue Blanche, n° 10, cent actions, ci.....	100
Ferrère (Prosper), Fenchurch-Street, n° 173, à Londres, cent actions, ci.....	100

Firino , receveur général des Bouches-du-Rhône, à Marseille, quatre-vingts actions, ci.....	80
Carlos-Forel (Pierre-Louis-Joseph), ancien représentant, rue Neuve-du-Luxembourg, n° 48, vingt actions, ci.....	20
Fould (Achille), sénateur, rue Bergère, cinquante actions, ci.....	50
Galezowski (Séverin), docteur, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 27, deux cents actions, ci.....	200
Galopin-Ducloux (Jacques-Charles), faubourg Saint-Honoré, n° 29, cinquante actions, ci.....	50
De Gascq , président de chambre à la cour des comptes, quai Malaquais, n° 19, vingt actions, ci.....	20
Gerlié , cinq actions, ci.....	5
Comte de Germiny , receveur général de la Seine-Inférieure, cinquante actions, ci.....	50
Guillermos , trente actions, ci.....	30
Gerosme (Gilles-Innocent), rentier, rue Saint-Nicolas-d'Antin, n° 6, dix actions, ci.....	10
Guichardet (Alphonse-Nicolas), rue Notre-Dame-des-Victoires, n° 38, dix actions, ci.....	10
Hammond (Josias), rue Saint-Lazare, n° 36, vingt actions, ci.....	20
Hély-d'Oissel (Antoine-Pierre), ancien conseiller d'état, rue d'Anjou-Saint-Honoré, n° 32, cent actions, ci.....	100
Hermel (Edmond-Marc), docteur-médecin, rue du Port-Mahon, n° 7, quatre actions, ci.....	4
Baron Hesmivy d'Auribeau (Alphonse), rue Saint-Lazare, n° 36, cinquante actions, ci.....	50
Heuxey-Deneirouse (Charles-Léopold), manufacturier, rue des Fossés-Montmartre, n° 16, quarante actions, ci.....	40
Docteur Jaslikowski , rue de la Victoire, n° 47, vingt actions, ci...	20
Javal (Léopold), banquier, boulevard Poissonnière, n° 14, cent actions, ci.....	100
Johnston (Nathaniel), à Bordeaux, cinquante actions, ci.....	50
Jusserand (Francisque), ancien représentant, à Riom (Puy-de-Dôme), quarante actions, ci.....	40
Comte Hervé de Kergorlay (Jean-Florian), député, rue de Varennes, n° 58, cinquante actions, ci.....	50
De Lagrenée (Théodose-Marie-Melchior-Joseph), ancien pair de France, rue de Las-Cases, n° 7, cinquante actions, ci.....	50
De l'Alliance , rue du Cherche-Midi, n° 17, cinq actions, ci.....	5
Lambot de Fougères (René-François-Gustave), rue de la Ferme, n° 30, dix actions, ci.....	10
Laurent (Abel), agent de change, rue Notre-Dame-des-Victoires, n° 38, cinquante actions, ci.....	50
Laurent (Maurice-Charles), place Vendôme, n° 16, deux cents actions, ci.....	200
Laurent , pour Auguste Guillemin, quarante actions, ci.....	40
De Lavergne (Léonce), professeur à l'institut agronomique de Versailles, cinquante actions, ci.....	50
Lecointe-Desarts et compagnie , banquiers, rue de Provence, n° 34, deux cents actions, ci.....	200

Lefebvre, ancien notaire, à la Source-du-Rolin, près Orléans, vingt actions, ci.....	20
Leroux (Émile), avocat, rue Neuve-des-Mathurins, n° 6, vingt actions, ci.....	20
Leroy de Chabrol et compagnie, banquiers, rue Lepelletier, n° 14, trois cents actions, ci.....	300
Levé (Édouard-Denis), rue des Trois-Frères, n° 18, dix actions, ci..	10
Levrat (Hippolyte), rue d'Enghien, n° 11, vingt actions, ci.....	20
Levret (Hippolyte-Louis), faubourg Saint-Honoré, n° 83, cent actions, ci.....	100
Loquet (René-Augustin), place Lafayette, n° 18, vingt actions, ci.	20
Prince Joseph Labomirski, place de la Madeleine, n° 10, quatre cents actions, ci.....	400
Kœchlin (Abraham), manufacturier, à Darnetal, près Rouen, cinquante actions, ci.....	50
Maccartan (Félix), propriétaire, rue Richelieu, n° 47, dix actions, ci.....	10
Ad. Marcuard et compagnie, banquiers, rue Bergère, n° 18, soixante et quinze actions, ci.....	75
Martin (Pierre), recteur honoraire, cité Gaillard, n° 3, dix actions, ci.....	10
Menestrier-Donat, membre du conseil général de l'Oise, rue Saint-Lazare, n° 7, vingt actions, ci.....	20
Mikulski (Isidore), rue Saint-Nicolas-d'Antin, n° 6, cinquante actions, ci.....	50
Masson (Léon), ancien préfet à Amiens, trente actions, ci.....	30
Vicomte de Milhau (Henri-Louis-Gabriel), rue Mondovi, n° 4, dix actions, ci.....	10
Mirabaud (Jacques), à Genève, quarante actions, ci.....	40
Mirabaud (Henri), rue Richer, n° 15, dix actions, ci.....	10
De Montebello (Alfred), rue Laffitte, n° 23, trois cents actions, ci..	300
Comte de Morel (Alphonse), rue Roquépine, n° 10, quarante actions, ci.....	40
Morier (Gilbert-François-Jacques), rue Taitbout, n° 37, dix actions, ci.....	10
Duc de Mouchy (Henri-Charles-Philippe de Noailles), député au Corps législatif, rue d'astorg, n° 10, cent actions, ci.....	100
Moussette (Paul-Benoist), rentier, rue Blanche, n° 74, seize actions, ci.....	16
Manier, à Genève, quarante actions, ci.....	40
Ahain-Nicquet (Jules), rue Mauconseil, n° 30, vingt actions, ci....	20
Niquet (Pierre-Joseph), rue Montholon, n° 13, vingt actions, ci....	20
Nouton (Jean-Germain-Henri), ancien conseiller d'état, rue Saint-Roch, n° 29, trente actions, ci.....	30
Nowinski (Romuald), rue Neuve-des-Mathurins, n° 10, deux cents actions, ci.....	200
Oger (Victor-Union), ancien député, rue Desèze, n° 10, vingt-cinq actions, ci.....	25
Okrynski (Victor), rue Royale-Saint-Honoré, n° 13, cent cinquante actions, ci.....	150

Sal, Oppenheim et compagnie, banquiers, à Cologne, cent cinquante actions, ci.....	150
B. Paccard, Dufour et compagnie, banquiers, rue Richer, n° 15, quatre cents actions, ci.....	400
Paccard-Ador et compagnie, banquiers, à Genève, deux cents actions, ci.....	200
Comte de la Panouze (César-Armand-Anatole), rue du Faubourg-Saint-Honoré, n° 29, vingt-cinq actions, ci.....	25
Paravey, ancien conseiller d'état, rue des Petites-Écuries, n° 44, cinquante actions, ci.....	50
Passy (Antoine), ancien député, rue Pigale, n° 6, vingt actions, ci..	20
Passy (Edgard), rue Neuve-des-Mathurins, n° 34, trente actions, ci.	30
Passy (Hippolyte), ancien ministre, rue Neuve-des-Mathurins, quarante actions, ci.....	40
Passy (Justin-Félix), conseiller maître à la cour des comptes, rue des Saints-Pères, n° 61, dix actions, ci.....	10
Pereire (Émile et Isaac), rue d'Amsterdam, n° 5, sept cent quatre-vingt-dix actions, ci.....	790
Perignon (Louis-Alfred), ancien conseiller d'état, rue de Grammont, n° 17, cinquante actions, ci.....	50
Pichot (Amédée), directeur de la Revue britannique, rue de Londres, n° 38, vingt-cinq actions, ci.....	25
Baron de Plancy (Charles), député, rue Saint-Lazare, n° 7, quarante actions, ci.....	40
Général Poncet, ancien représentant, rue de Vaugirard, n° 58, vingt actions, ci.....	20
Comte Poniatowski, rue Tronchet, n° 21, cinquante actions, ci....	50
Pourian (Florent-Élie), rue de la Madeleine, n° 50, vingt actions, ci.....	20
Puslowski (W.-J.-A.), rue Neuve-Saint-Augustin, n° 10, six cents actions, ci.....	600
De Rainneville (Alphonse-Valentin), ancien conseiller d'état, rue de Babylonne, cent quarante-cinq actions, ci.....	145
Docteur Récanier, rue du Regard, n° 1, vingt actions, ci.,.....	20
Comte de Reculot (Edme), ministre plénipotentiaire à Hanovre, rue des Champs-Élysées, n° 5, quarante actions, ci.....	40
Comte de Riancourt (Roger-Philippe-Marie-Adrien), rue de Lille, n° 79, vingt actions, ci.....	20
Ph. Roget et fils, banquiers, à Genève, cent actions, ci.....	100
Roget (Louis), à Genève, vingt actions, ci.....	20
Rhoné (Charles-Léopold), rue Saint-Lazare, n° 126, vingt actions, ci.....	20
Rozet (Jules-Augustin), rue Neuve-du-Luxembourg, n° 37, cent actions, ci.....	100
Comte Ryszczewski (Léon), place Vendôme, n° 4, deux cents actions, ci.....	200
De Sainte-Marie, inspecteur général d'agriculture, boulevard Montmartre, n° 16 et 18, vingt actions, ci.....	20
Prince Sapieha (Eustache), rue Royale-Saint-Honoré, n° 8, deux cents actions, ci.....	200
Sauvaine-Barthelemy (Antoine-François-Xavier), marquis de Barthe-	

lemy, ancien pair de France, rue de la Ferme-des-Mathurins, n° 58, cinquante actions, ci.....	50
M ^{me} Salvage de Faverolles, vingt-cinq actions, ci.....	25
Sav (Horace), membre de la chambre du commerce de Paris, rue Boursault, n° 11, trente actions, ci.....	30
Baron de Schwiter (Louis-Auguste), rue Royale-Saint Honoré, n° 13, dix actions, ci.....	10
Saison (Alphonse-Jean-Baptiste), rue Neuve-Saint-Augustin, n° 69, dix actions, ci.....	10
Sollier, agent comptable du syndicat des agents de change, rue de Ménars, vingt-cinq actions, ci.....	25
Comte Szembek (Joseph), place Vendôme, hôtel du Rhin, cent actions, ci.....	100
Tanski (Joseph), rue Castiglione, n° 8, quarante actions, ci.....	40
Thery (Jules), négociant, rue Bergère, n° 37, dix actions, ci.....	10
Thibault (Adolphe-Ferdinand), ancien notaire à Melun, rue de l'Arcade, n° 14, soixante actions, ci.....	60
Thibault (Jean-Victor), ancien notaire à Paris, rue de Choiseul, n° 2, cent quatre-vingt-cinq actions, ci.....	185
Thurneysen (Charles), banquier, rue Neuve-de-Luxembourg, n° 47, cinquante actions, ci.....	50
Tissier (Félix), avoué, rue Rameau, n° 4, quarante actions, ci.....	40
Duc de Valmy, ancien député, rue de Bourgogne, n° 35, cent actions, ci.....	100
De Valois (Auguste-Jacques-Omer), régent de la Banque, rue Joubert, n° 31, dix actions, ci.....	10
Vander-Hoeven (Robert), rue Saint-Georges, n° 47, cinquante actions, ci.....	50
De Vatry (Alphée), ancien député, rue Notre-Dame-de-Lorette, n° 20, cinquante actions, ci.....	50
De Vernes (Félix) et compagnie, banquiers, rue de Ménars, n° 4, soixante et quinze actions, ci.....	75
Vaudrey (Paul-Émile), rue Cadet, n° 16, vingt-cinq actions, ci.....	25
Comte Walewski (Alexandre), ambassadeur à Londres, deux cents actions, ci.....	200
Walewska (Anna), place de la Madeleine, n° 21, cent actions, ci.....	100
De Waru (Adolphe), banquier, rue Drouot, n° 4, cent actions, ci..	100
West (Jean-Louis-Gérard), président du conseil d'administration du chemin de fer de Strasbourg à Bâle, rue Bergère, n° 29, cent actions, ci.....	100
Wolowski (Louis), ancien représentant, rue Bergère, n° 29, cent cinquante actions, ci.....	150
Wolowski (Casimir), rue Blanche, n° 12, cent soixante actions, ci..	160
Général comte Wonsowicz (Stanislas-Dunin), rue Neuve-des-Mathurins, n° 33, deux cents actions, ci.....	200
TOTAL, vingt mille actions, ci.....	2000

9. Les trente mille actions restantes seront successivement émises, sur la décision du conseil d'administration, au fur et à mesure des besoins de la

société, de manière à ce que le fonds de garantie se maintienne dans la proportion d'au moins cinq millions pour chaque cent millions d'obligations émises.

Les nouvelles actions ne peuvent être livrées au-dessous du pair.

10. Les porteurs des actions antérieurement émises ont un droit de préférence, dans la proportion des titres par eux possédés, à la souscription au pair des actions à émettre.

Ceux d'entre eux qui n'ont pas un nombre d'actions suffisant pour en obtenir au moins une dans la nouvelle émission peuvent se réunir pour exercer leur droit.

Un règlement, arrêté par le conseil d'administration, fixe les délais et les formes dans lesquels le bénéfice des dispositions qui précèdent peut être réclamé.

11. Les titres définitifs d'actions sont au porteur.

Les actions se transmettent par simple tradition.

Elles sont extraites d'un registre à souche, numérotées et revêtues de la signature de deux administrateurs et de celle du directeur.

Elles portent le timbre de la compagnie.

12. Tout actionnaire peut déposer ses titres dans la caisse sociale, et réclamer en échange un récépissé nominatif.

Le conseil d'administration règle la forme des récépissés et les droits auxquels le dépôt peut donner lieu au profit de la compagnie.

13. Chaque action donne droit, dans la propriété de l'actif social et dans le partage des bénéfices, à une part proportionnelle au nombre des actions mises.

14. Toute action est indivisible; la société ne reconnaît qu'un propriétaire pour une action.

15. Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre dans quelques mains qu'il passe.

La possession d'une action emporte de plein droit adhésion aux statuts de la société et aux décisions de l'assemblée générale.

16. Les héritiers ou créanciers d'un actionnaire ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, provoquer l'apposition des scellés sur les biens et valeurs de la société, en demander le partage ou la licitation, ni s'immiscer en aucune manière dans son administration; ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux délibérations de l'assemblée générale.

17. Le montant des actions est payable à Paris, aux termes qui sont fixés par le conseil d'administration.

Pour les vingt mille actions actuellement souscrites, les versements auront lieu comme il suit :

Dix pour cent, ou cinquante francs par action, au moment même de la souscription ;

Quarante pour cent, soit deux cents francs, vingt jours après l'insertion au Moniteur du décret d'autorisation des présents statuts ;

Et les derniers cinquante pour cent, conformément aux appels faits par le conseil d'administration, au moyen d'annonces insérées, un mois à l'avance, dans deux des journaux de Paris désignés pour la publication légale des actes de société.

Ces derniers cinquante pour cent devront être appelés en totalité lorsque

le chiffre des emprunts aura atteint cinquante millions, ou, au plus tard, dans le délai d'une année, à partir du décret approubatif des présents statuts.

18. Le premier versement est constaté par un simple récépissé non négociable.

Lors du second versement, il est remis au souscripteur un certificat provisoire portant un numéro d'ordre, et sur lequel les paiements ultérieurs sont inscrits, à l'exception du dernier, qui se constate par l'échange du certificat provisoire contre le titre définitif de l'action.

19. Le titre provisoire se négocie par un transfert, inscrit sur les registres de la compagnie, et signé par le cédant et le cessionnaire.

Mention du transfert est faite au dos du titre par le directeur de la société.

La compagnie peut exiger que la signature des parties soit certifiée par un agent de change.

Le souscripteur primitif et ses cessionnaires restent engagés jusqu'au paiement intégral de l'action.

20. Toute somme dont le paiement est retardé porte intérêt de plein droit en faveur de la société, à raison de cinq pour cent par an, à compter du jour de l'exigibilité, sans demande en justice.

21. À défaut de versement à l'échéance, les numéros des titres en retard sont publiés comme défaillants dans les deux journaux désignés sous l'article 17. Quinze jours après cette publication, la société a le droit de faire procéder à la vente des actions à la Bourse de Paris, par le ministère d'un agent de change, pour le compte et aux risques et périls du retardataire.

Cette vente peut être faite en masse ou en détail, soit un même jour, soit à des époques successives, sans mise en demeure et sans aucune formalité judiciaire.

Les certificats provisoires des actions ainsi vendues deviennent nuls de plein droit; il en est délivré aux acquéreurs de nouveaux sous les mêmes numéros.

Tout certificat qui ne porte pas mention régulière des versements exigibles, cesse d'être négociable.

Cette condition est mentionnée sur les titres provisoires.

Les mesures autorisées par le présent article ne font pas obstacle à l'exercice simultané, par la compagnie, des moyens ordinaires de droit.

22. Le prix provenant de la vente, déduction faite des frais, appartient à la compagnie, et s'impute, dans les termes de droit, sur ce qui lui est dû par l'actionnaire exproprié, qui reste passible de la différence, s'il y a déficit, mais qui profite de l'excédant, s'il en existe.

23. Les actionnaires ne sont engagés que jusqu'à concurrence du capital de chaque action; au delà, tout appel de fonds est interdit.

TITRE IV.

CONSEIL D'ADMINISTRATION, DIRECTEUR, CENSEURS.

24. La société est administrée par un conseil; un directeur est chargé de l'exécution de ces décisions.

Les opérations sont surveillées par des censeurs.

CONSEIL D'ADMINISTRATION.

25. Le conseil d'administration se compose de vingt membres nommés par l'assemblée générale des actionnaires.

Il se renouvelle par cinquième chaque année.

Les membres sortants sont désignés par le sort pour les quatre premières années, et ensuite par l'ordre d'ancienneté.

Ils peuvent toujours être réélus.

26. En cas de vacance, le conseil pourvoit provisoirement au remplacement.

L'assemblée générale, lors de sa première réunion, procède à l'élection définitive.

L'administrateur ainsi nommé en remplacement d'un autre ne demeure en fonctions que pendant le temps qui restait à courir de l'exercice de son prédécesseur.

27. Chaque administrateur doit, dans la huitaine de sa nomination, déposer dans la caisse de la société cinquante actions, qui restent inaliénables pendant la durée de ses fonctions.

28. Les fonctions des administrateurs sont gratuites.

Ils reçoivent des jetons de présence, dont l'assemblée générale fixe la valeur.

29. Chaque année le conseil nomme, parmi ses membres, un président et trois vice-présidents.

En cas d'absence du président et des vices-présidents, il désigne, pour chaque séance, celui des membres présents qui doit remplir les fonctions de président.

Le président et les vice-présidents peuvent toujours être réélus.

30. Le conseil d'administration se réunit au siège social aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige, et au moins deux fois par mois.

31. La présence de sept membres au moins est nécessaire pour la composition régulière du conseil.

Les noms des membres présents sont constatés en tête du procès-verbal de la séance.

32. Les délibérations sont prises à la majorité des membres présents; en cas de partage, la voix du président est prépondérante.

Quand la majorité n'est pas formée de cinq membres au moins, la minorité peut demander le renvoi à une autre séance.

Dans ce cas, les convocations adressées aux membres du conseil d'administration font connaître l'objet de la délibération, et, à cette nouvelle séance, la décision est prise à la simple majorité.

Nul ne peut voter par procuration dans le sein du conseil.

33. Les délibérations sont constatées par des procès-verbaux inscrits sur un registre tenu au siège de la société, et signés par le président et deux autres administrateurs.

Les copies et extraits de ces délibérations, à produire en justice ou ailleurs, sont certifiés par le président du conseil ou le membre qui en remplit les fonctions.

34. Par dérogation à l'article 25, le premier conseil d'administration sera composé de MM.

Ernest André, ancien banquier, membre de la commission municipale de Paris;

François Bartholony, président de la compagnie du chemin de fer d'Orléans;

Comte Benoist d'Azy, ancien représentant;

Comte Xavier Branicki, propriétaire;

Adolphe d'Eichthal, banquier, membre de la commission municipale de Paris;

Adolphe Dailly, maître de poste de Paris;

Darblay aîné, ancien député;

Drouyn de Lhuys, vice-président du Sénat;

Léon Faucher, ancien ministre;

Hély-d'Oissel, ancien conseiller d'état;

Léonce de Lavergne, professeur à l'institut agronomique de Versailles;

Amédée Leroy, banquier;

Duc de Mouchy, député;

Émile Pereire, directeur du chemin de fer de Saint-Germain;

Perignon, ancien conseiller d'état;

De Raineville, ancien conseiller d'état;

Prince Sapieha, propriétaire;

Thibault, ancien notaire.

Ils sont autorisés à s'adjoindre les membres qui doivent compléter avec eux le nombre fixé par l'article 25.

35. Le renouvellement de ce premier conseil ne commencera qu'à partir de la sixième année sociale.

Il s'opérera suivant le mode établi par l'article 25.

36. Le conseil a les pouvoirs les plus étendus pour l'administration des affaires de la compagnie, et notamment :

Il autorise, par ses délibérations, tous traités, transactions, compromis, retraits de fonds, transferts de rentes sur l'État et autres valeurs; emprunt sur dépôt d'obligations foncières de la compagnie; achat d'objets mobiliers, de créances et autres droits incorporels pour le recouvrement des créances de la société; cessions des mêmes droits, avec ou sans garanties, désistement d'hypothèque, abandons de tous droits réels ou personnels; mainlevée d'oppositions ou d'inscriptions hypothécaires, avec ou sans paiement; enfin, toutes actions judiciaires, tant en demandant qu'en défendant.

Il autorise l'achat, s'il y a lieu, des biens immeubles pour y établir le siège de la société, ainsi que la dépense du mobilier et les frais de premier établissement.

Il autorise également l'acquisition par adjudication des biens immobiliers pour assurer le recouvrement des créances de la société.

Toutefois, celle-ci ne pourra s'en rendre adjudicataire pour une somme excédant de plus du quart le montant de sa créance en principal, intérêts en retard et accessoires.

Il autorise enfin, à l'amiable ou aux enchères, la vente et l'échange des mêmes biens, pourvu qu'en cas d'échange la soule à payer par la compagnie n'excede pas le quart de la valeur de l'immeuble échangé.

Il arrête les conditions générales des contrats, et prononce sur l'admission ou le réjet de toute demande d'emprunt.

Il autorise l'achat des obligations de la compagnie, et les avances sur dépôt d'obligations foncières d'autres compagnies de crédit foncier.

Il détermine l'emploi des fonds libres dans les limites ci-dessus déterminées.

Il fait les règlements de la compagnie.

Il autorise les dépenses de l'administration.

Il nomme le directeur et le révoque dans les formes prescrites par l'article 39.

Il nomme, sur la proposition du directeur, les sous-directeurs, les agents et employés de la compagnie; il les révoque.

Il détermine leurs attributions.

Il fixe leurs traitements, salaires et gratifications, et, s'il y a lieu, le chiffre de leurs cautionnements. Il en autorise la restitution.

Il arrête les comptes qui doivent être soumis à l'assemblée générale.

Il fixe provisoirement le dividende ainsi que la part de bénéfice affectée chaque année, tant au fonds de réserve qu'au supplément de traitement du directeur et des sous-directeurs, et aux gratifications des employés de la compagnie.

Il fait un rapport à l'assemblée des actionnaires sur les comptes et sur la situation des affaires sociales.

37. Le conseil peut déléguer tout ou partie de ses pouvoirs à un ou plusieurs de ses membres, par un mandat spécial, pour des objet déterminés ou pour un temps limité.

38. Le membres du conseil d'administration ne contractent, à raison de leur gestion, aucune obligation personnelle. Ils ne répondent que de l'exécution de leur mandat.

DIRECTEUR.

39. Le directeur est nommé par le conseil d'administration, sauf l'approbation de M. le ministre de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce.

Il peut être révoqué par le conseil, réuni à cet effet sur une convocation spéciale. La révocation ne peut être prononcée qu'à la majorité de onze voix au moins.

40. Le directeur est secondé dans ses fonctions par un ou deux sous-directeurs nommés sur sa présentation, et révocables par le conseil.

41. Le directeur est chargé, sous l'autorité du conseil d'administration, de la gestion des affaires sociales.

Il représente la société vis-à-vis des tiers pour l'exécution des décisions du conseil, et exerce toutes les actions judiciaires.

Il signe la correspondance.

Il signe, conjointement avec un administrateur, l'endossement et l'acquit des effets et les quittances des sommes dues à la compagnie, les transferts de rentes sur l'État et effets publics appartenant à la société, les mandats sur la banque, les désistements d'hypothèques et mainlevée d'inscriptions, les actes d'acquisition, vente et échange de propriétés mobilières et immobilières, les transactions, marchés, et généralement tous actes portant engagement de la part de la compagnie.

Il signe, conjointement avec deux administrateurs, les titres provisoires et définitifs des actions, ainsi que les obligations foncières.

Il dirige le travail des bureaux.

Il a droit de suspendre tous les employés ou agents, sauf à en réserver, dans le délai de quinze jours, au conseil d'administration.

42. Le directeur assiste aux séances du conseil d'administration et y a voix consultative.

Les sous-directeurs peuvent y être appelés.

43. Le directeur peut, avec l'autorisation du conseil d'administration, constituer des mandataires pour un ou plusieurs objets déterminés.

44. En cas d'empêchement, maladie, absence, retraite, décès ou révocation du directeur, ses fonctions sont provisoirement remplies, soit par un des administrateurs, soit par un des sous-directeurs désigné par le conseil.

45. Le directeur doit être propriétaire de cent actions de la société;

Chacun des sous-directeurs, de cinquante.

Ces actions demeurent affectées par privilège à la garantie de leur gestion. Elles sont inaliénables pendant la durée de leurs fonctions, et mises en dépôt dans une caisse à trois clefs, dont une reste entre les mains du président du conseil d'administration.

Après l'apurement du compte général, qui suit la cessation des fonctions, soit du directeur, soit des sous-directeurs, les actions formant leur cautionnement sont restituées aux ayants droit sur un décision du conseil.

46. Les traitements du directeur et des sous-directeurs sont fixés par le conseil d'administration.

Il peut, en outre, leur être attribué par l'assemblée générale, sur la proposition du conseil, une part dans les bénéfices nets excédant cinq pour cent du capital des actions émises.

47. Est nommé directeur de la société, sauf l'approbation de M. le ministre de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce, M. Louis Wolowski, ancien représentant.

CENSEURS.

48. Les censeurs sont nommés par l'assemblée générale. Ils sont au nombre de trois.

Leurs fonctions durent trois années; ils se renouvellent par tiers. Ils sont toujours rééligibles.

Le sort désigne les membres sortant les deux premières années.

En cas de décès ou de retraite d'un des censeurs, il sera pourvu immédiatement à son remplacement provisoire par les censeurs en exercice.

Les dispositions des articles 27, 28 et 35 des présents statuts sont applicables aux censeurs comme aux administrateurs.

49. Les censeurs sont chargés de veiller à la stricte exécution des statuts.

Ils ont droit d'assister aux séances du conseil, avec voix consultative.

Ils contrôlent la création des obligations foncières et leur émission.

Ils examinent les inventaires et les comptes annuels.

Ils présentent, à ce sujet, leurs observations à l'assemblée générale, lorsqu'ils le jugent à propos.

Les livres, la comptabilité, et généralement toutes les écritures sociales doivent leur être communiquées à toute réquisition.

Ils peuvent, à quelque époque que ce soit, vérifier l'état de la caisse de la société.

Ils ont le droit, quand leur décision est prise à l'unanimité, de requérir une convocation extraordinaire de l'assemblée générale.

TITRE V.

ASSEMBLÉES GÉNÉRALES.

50. L'assemblée générale, régulièrement constituée, représente l'universalité des actionnaires.

Elle se compose des deux cents plus forts actionnaires, dont la liste est arrêtée par le conseil d'administration vingt jours avant la convocation ordinaire ou extraordinaire de l'assemblée. Les actionnaires inscrits sur les registres de la société, par suite du dépôt de leurs actions dans la caisse sociale, trois mois avant la confection de la liste, peuvent seuls y figurer.

Jusqu'à l'émission totale du capital de vingt-cinq millions, l'assemblée

générale sera formée d'un nombre des plus forts actionnaires correspondant au chiffre du capital émis, dans la proportion de huit par chaque million.

Les quatre-vingts plus forts actionnaires seront appelés à la première assemblée générale qui suivra le décret approubatif des présents statuts.

En cas de concours, pour l'admission sur la liste, entre deux actionnaires possesseurs du même nombre d'actions, la préférence est accordée au plus anciennement inscrit.

La liste des déposants et celle des membres appelés à faire partie de l'assemblée sont tenues à la disposition de tous les actionnaires qui veulent en prendre connaissance. Ces listes portent, à côté du nom de chaque actionnaire, le nombre des actions qu'il a déposées.

Le jour de la réunion, la seconde de ces listes est déposée sur le bureau.

51. Nul ne peut se faire représenter à l'assemblée que par un mandataire membre de l'assemblée.

52. L'assemblée générale se réunit de droit chaque année au siège de la société, dans le courant du mois d'avril.

Elle se réunit, en outre, extraordinairement toutes les fois que le conseil d'administration en reconnaît l'utilité.

53. Les convocations sont faites, quinze jours avant la réunion, par un avis inséré dans deux des journaux de Paris désignés pour la publication des actes de société, et par lettres adressées, à la diligence du directeur, aux actionnaires ayant droit d'assister à l'assemblée.

54. L'assemblée est régulièrement constituée lorsque les membres présents sont au nombre de quarante et réunissent dans leurs mains le dixième des actions émises.

55. Si cette double condition n'est pas remplie sur une première convocation, il en est fait une seconde, au moins à quinze jours d'intervalle.

Dans ce cas, le délai entre la convocation et le jour de la réunion est réduit à dix jours.

Les membres présents à la seconde réunion délibèrent valablement, quels que soient leur nombre et celui de leurs actions, mais seulement sur les objets à l'ordre du jour de la première.

56. L'assemblée est présidée par le président ou un des vice-présidents du conseil d'administration, et, à leur défaut, par l'administrateur que le conseil désigne.

Les deux plus forts actionnaires présents, et, sur leur refus, ceux qui les suivent dans l'ordre de la liste, jusqu'à acceptation, sont appelés à remplir les fonctions de scrutateurs.

Le bureau désigne le secrétaire.

57. Les délibérations sont prises à la majorité des voix des membres présents.

Chacun d'eux a autant de voix qu'il possède de fois quarante actions, sans que personne puisse en avoir plus de cinq en son nom personnel, ni plus de dix tant en son propre nom que comme mandataire.

Tout membre de l'assemblée générale a droit à une voix, lors même que le nombre de ses actions ne s'élève pas à quarante.

58. L'ordre du jour est arrêté par le conseil d'administration ; il n'y sera porté que les propositions émanant de ce conseil ou des censeurs, et celles qui auront été communiquées au conseil d'administration, quinze jours au moins avant la convocation de l'assemblée générale, avec la signature de dix membres de cette assemblée.

Aucun autre objet que ceux à l'ordre du jour ne peut être mis en délibération.

59. L'assemblée générale entend le rapport du conseil d'administration sur la situation des affaires sociales.

Elle entend également, s'il y a lieu, les observations des censeurs.

Elle discute, approuve ou rejette les comptes.

Elle fixe le dividende, la part de bénéfices affectée au fonds de réserve et celle à distribuer au directeur et aux sous-directeurs, à titre de supplément de traitement.

Elle nomme les administrateurs et censeurs, toutes les fois qu'il y a lieu de les remplacer.

Elle délibère sur les propositions du conseil d'administration relatives à l'augmentation du fonds social, à la prolongation de la durée de la société, aux modifications à faire aux statuts, à la réunion d'autres compagnies à la banque foncière et à la dissolution anticipée, s'il y a lieu.

Enfin, elle prononce souverainement sur tous les intérêts de la compagnie, et confère, par ses délibérations, au conseil d'administration, les pouvoirs nécessaires pour les cas qui n'auraient pas été prévus.

60. Les délibérations de l'assemblée, prises conformément aux statuts, obligent tous les actionnaires, même absents ou dissidents.

61. Elles sont constatées par des procès-verbaux inscrits sur un registre spécial et signés par la majorité des membres composant le bureau.

Une feuille de présence, destinée à constater le nombre des membres assistant à l'assemblée et celui de leurs actions, demeure annexée à la minute du procès-verbal. Elle est revêtue des mêmes signatures.

62. La justification à faire, vis-à-vis des tiers, des délibérations de l'assemblée, résulte de copies ou extraits certifiés conformes par le président du conseil d'administration ou par celui de ses collègues qui en remplit les fonctions.

TITRE VI.

DES CONDITIONS DU PRÊT.

63. La société ne prête que sur première hypothèque.

Sont considérés comme faits sur première hypothèque les prêts au moyen desquels doivent être remboursées des créances déjà inscrites, lorsque par l'effet de ce remboursement l'hypothèque de la compagnie vient en première ligne et sans concurrence.

Dans ce cas, la société conserve entre ses mains valeur suffisante pour opérer ce remboursement.

64. Les prêts ne sont réalisés qu'après l'accomplissement des formalités prescrites par le titre IV, chapitre 1^{er}, du décret du 28 février 1852, pour la purge des hypothèques légales dont l'existence est connue, sauf le cas de subrogation par la femme, et des hypothèques inconnues, des actions résolutoires et rescisoires, et des privilèges non inscrits.

65. Ne sont point admis au bénéfice des prêts faits par la compagnie :

1° Les théâtres ;

2° Les mines et carrières ;

3° Les immeubles indivis, si l'hypothèque n'est établie sur la totalité de ces immeubles, du consentement de tous les copropriétaires ;

4° Ceux dont l'usufruit et la nue propriété ne sont pas réunis, à moins du consentement de tous les ayants droit à l'établissement de l'hypothèque.

66. La compagnie n'accepte pour gage que les propriétés d'un revenu durable et certain.

67. Le montant du prêt ne peut dépasser la moitié de la valeur de l'immeuble hypothéqué.

Il sera, au plus, du tiers de la valeur pour les propriétés plantées en vigne et pour les bois.

Les bâtiments des usines et fabriques ne seront estimés qu'en raison de leur valeur indépendante de leur affectation industrielle.

Dans aucun cas, l'annuité au service de laquelle l'emprunteur s'engage ne peut être supérieure au revenu total de la propriété.

68. Le maximum des prêts consentis à un même emprunteur ne peut dépasser un million.

La compagnie ne consent pas de prêt inférieur à trois cents francs.

69. Le taux de l'intérêt des sommes prêtées est fixé par le conseil d'administration. Il ne peut dépasser cinq pour cent.

70. L'emprunteur contracte avec la compagnie l'obligation de se libérer par annuités payables en espèces, de manière que l'extinction de la dette soit opérée dans un délai de vingt ans au moins et de cinquante ans au plus.

71. L'annuité comprend :

1° L'intérêt ;

2° L'amortissement calculé sur le taux de l'intérêt et la durée du prêt :

3° Et une allocation annuelle qui ne peut excéder soixante centimes par cent francs, pour frais d'administration.

72. Les annuités sont payables moitié au 30 juin et moitié au 31 décembre de chaque année.

Le conseil d'administration pourra fixer d'autres époques pour ces paiements.

Au moment du prêt, la compagnie retient sur le capital l'intérêt applicable au temps à courir jusqu'à la première échéance semestrielle.

73. Conformément à l'article 28 du décret du 28 février 1852, tout semestre non payé à l'échéance porte intérêt de plein droit et sans mise en demeure, au profit de la compagnie, sur le pied de cinq pour cent par an.

Il en est de même des frais de poursuite liquidés ou taxés faits par la compagnie, pour arriver au recouvrement de sa créance.

74. En outre, le défaut de paiement d'un semestre rend exigible la totalité de la dette, un mois après la mise en demeure.

75. Les débiteurs ont le droit de se libérer par anticipation, en tout ou en partie.

Les remboursements anticipés seront effectués, au choix des emprunteurs, soit en numéraire, soit en obligations foncières de la compagnie, de même nature que les titres émis en représentation de l'emprunt contracté.

Ces obligations sont reçues au pair et doivent être immédiatement frappées du timbre d'annulation. Il en est tenu un compte spécial sur les livres de la compagnie, de manière à ce que leurs numéros puissent prendre part aux tirages successifs.

Les fonds provenant des remboursements anticipés seront employés, jusqu'à due concurrence, à amortir ou à racheter les obligations foncières.

Les paiements anticipés donnent lieu au profit de la compagnie à une indemnité qui ne peut dépasser trois pour cent du capital remboursé par anticipation.

76. L'emprunteur est tenu de dénoncer à la compagnie dans le délai d'un mois :

Les détériorations subies par sa propriété ;

Les aliénations partielles ou totales qu'il peut avoir faites ;

Et toute atteinte apportée à la possession ou à la propriété et qui peut intéresser les droits de la compagnie.

Si les faits ci-dessus sont de nature à compromettre les intérêts de la compagnie, elle peut, conformément à l'article 32 du décret du 28 février 1852, exiger son remboursement intégral.

Dans le cas où ces faits n'auraient pas été dénoncés dans le délai fixé ci-dessus, la société aura droit, en outre, à l'indemnité déterminée par le dernier paragraphe de l'article 75.

77. La dette deviendrait également exigible en cas de dissimulation par l'emprunteur des causes d'hypothèque légale qui peuvent grever, de son chef, les biens donnés en garantie.

78. En cas d'aliénation de l'immeuble hypothéqué à la compagnie, le débiteur doit substituer le nouveau propriétaire dans ses obligations vis-à-vis de la société.

79. Toutes les propriétés affectées à la garantie de la société qui sont susceptibles de périr par le feu, doivent être assurées contre l'incendie aux frais de l'emprunteur.

L'acte de prêt contient transport de l'indemnité en cas de sinistre.

L'assurance doit être maintenue pendant toute la durée du prêt.

La banque foncière peut demander que l'assurance soit faite en son nom et le montant des charges annuelles acquitté par ses mains.

Dans ce cas le chiffre des indemnités est augmenté d'autant.

80. En cas de sinistre, l'indemnité est touchée directement par la banque foncière.

Si dans un délai d'un an à partir du règlement du sinistre, l'emprunteur a fait rétablir l'immeuble dans son état primitif, la société devra lui remettre la somme qu'elle aura reçue pour indemnité ; à défaut par lui d'avoir usé de cette faculté dans ledit délai, la société aura le droit de retenir ladite indemnité et de l'imputer sur le montant de sa créance comme paiement fait par anticipation. Dans ce dernier cas, il n'y aura pas lieu pour la société de percevoir l'indemnité de trois pour cent stipulée par le dernier paragraphe de l'article 75.

Lorsque, dans ce dernier cas, la banque juge que, par l'effet du sinistre, ses sûretés sont compromises pour ce qui lui reste dû, elle peut en exiger le paiement.

81. Tout propriétaire qui demande à contracter un emprunt doit produire :

1° Les titres de propriété de son immeuble ;

2° La copie certifiée de la matrice cadastrale ;

3° Les baux ou l'état des locations, s'il en existe, avec indication des fermages et loyers payés d'avance ;

4° La déclaration signée par lui des revenus et des charges ;

5° La cote des contributions de l'année courante, ou, à son défaut celle de la dernière année ;

6° La police d'assurance contre l'incendie ;

7° Un état d'inscription constatant la situation hypothécaire ;

8° La déclaration de son état civil, s'il est ou a été marié, ou tuteur.

82. Après examen de ces documents, le conseil d'administration fait procéder, s'il y a lieu, à une estimation de l'immeuble offert en garantie.

83. L'évaluation de l'immeuble est faite sur la double base du revenu net et du prix vénal.

84. Lorsque le conseil est fixé sur la régularité de la propriété et sur la solidité du gage, il détermine la proportion du prêt à faire, et il est procédé à la réalisation du contrat conditionnel conformément à l'article 8 du décret du 28 février 1852.

85. Après l'accomplissement des formalités de purge prescrites par le décret du 28 février 1852, titre IV, un acte est fait à la suite du contrat conditionnel constatant sa nullité ou sa réalisation définitive, suivant qu'il s'est révélé une inscription ou un droit réel grevant l'immeuble hypothéqué.

Dans le premier cas, cet acte est signé par la compagnie seule et contient mainlevée de l'inscription prise à son profit.

Dans le second cas, l'acte est signé par la compagnie et par l'emprunteur; il énonce l'accomplissement des formalités, la ramène des valeurs formant le montant du prêt et le point de départ des intérêts.

Le visa des obligations foncières est donné en vertu de l'acte de réalisation définitive du prêt.

86. Les frais du contrat conditionnel, de l'inscription hypothécaire, de la purge, de l'acte annulant le contrat conditionnel et de la radiation de l'inscription sont, dans tous les cas, à la charge de l'emprunteur.

TITRE VII

DES OBLIGATIONS FONCIÈRES.

87. Les obligations foncières sont créées conformément aux dispositions des articles 13 et 14 du décret du 28 février 1852 et du paragraphe 2, article 3, du décret du 28 mars suivant.

En conséquence, elles ne peuvent dépasser le montant des engagements hypothécaires souscrits par les propriétaires d'immeubles en faveur de la compagnie.

88. Les porteurs des obligations foncières n'ont d'autre action, pour le recouvrement des capitaux et intérêts exigibles, que celle qu'ils peuvent exercer directement contre la société.

89. La valeur des obligations foncières est de mille francs. Elles peuvent être subdivisées en coupures dont la moindre est de cent francs.

90. Elles portent un intérêt annuel dont le taux est fixé par le conseil d'administration à l'époque de leur création.

Cet intérêt est payable chaque année ou par semestres.

L'intervalle entre le versement des annuités par les emprunteurs et le paiement des intérêts aux porteurs des obligations, sera au moins de trois mois.

91. Les obligations foncières sont représentées par des titres extraits d'un registre à souche.

Ils sont signés par deux membres du conseil et par le directeur.

Ils sont frappés du timbre de la société.

92. Les paiements des intérêts sont contrôlés par l'apposition d'un timbre sur les obligations, quand celles-ci ne sont pas accompagnées de coupons représentatifs des intérêts.

Ces coupons après leur épuisement, sont remplacés par une nouvelle feuille.

93. Les obligations foncières sont au porteur.

94. Le conseil d'administration peut autoriser le dépôt et la conservation des titres dans la caisse sociale.

Ils sont remplacés, jusqu'au retrait, par un certificat de dépôt nominatif.

Le conseil d'administration détermine les conditions, le mode de délivrance et les frais des certificats de dépôt.

95. Les obligations foncières sont classées par séries, dont chacune comprend toutes les obligations créées au même taux d'intérêt.

Elles n'ont pas d'époque fixe d'amortissement pour le capital.

Elles sont appelées au remboursement par la voie d'un tirage au sort qui a lieu par semestre ou annuellement.

Chaque tirage comprend le nombre d'obligations nécessaire pour assurer l'amortissement des obligations dans le même temps que celui du capital prêté.

96. Les sommes payées par les emprunteurs à titre d'amortissement sont appliquées à la série dont font partie les obligations émises en représentation de l'emprunt qu'ils ont contracté.

97. Des lots et primes peuvent être attachés aux obligations remboursées. Le conseil d'administration en détermine l'importance et la répartition.

98. Chaque semestre, le conseil d'administration procède, en présence des censeurs, au tirage au sort des obligations appelées au remboursement.

Toutes les obligations de même série participent aux chances du tirage, sans distinction de l'époque de leur création.

Les coupures d'obligations sont réunies par groupes de mille francs dont chacun reçoit un numéro qui est admis au tirage.

99. Dans la huitaine de l'opération, les numéros sortis sont affichés au siège de la société et insérés dans deux des journaux désignés pour la publication des actes de société.

100. Les obligations désignées par le sort sont remboursées au pair avec intérêts, et s'il y a lieu avec prime, au siège de la société, au jour indiqué par la publication.

A compter de ce jour, les intérêts attachés aux obligations remboursables cessent de plein droit.

101. Les obligations foncières remboursées ou revenant à la société par suite du remboursement anticipé, sont immédiatement frappées d'un timbre indiquant qu'elles sont annulées et retirées de la circulation.

Mention est faite, sur la souche, de leur annulation.

Elles sont enfermées dans une caisse pour être détruites, par le directeur, en présence d'un membre du conseil d'administration et d'un des censeurs.

Il est dressé procès-verbal de cette opération.

Ce procès-verbal est signé par toutes les personnes dont la présence est obligatoire.

TITRE VIII.

INVENTAIRE ET COMPTES ANNUELS.

102. L'année sociale commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre.

Le premier exercice comprendra le temps écoulé entre la date du décret approuvant les présents statuts et le 31 décembre 1853.

A la fin de chaque année sociale un inventaire général de l'actif et du passif est dressé par les soins du directeur.

Les comptes sont arrêtés par le conseil d'administration.

Ils sont soumis à l'assemblée, qui les approuve ou les rejette, et fixe le dividende après avoir entendu le rapport du conseil d'administration et les observations des censeurs.

Si les comptes ne sont pas approuvés séance tenante, l'assemblée peut nommer des commissaires chargés de les examiner et de faire un rapport à la prochaine réunion.

TITRE IX.

PARTAGE DES BÉNÉFICES.

103. Les produits, déduction faite des frais d'administration, sont appliqués en première ligne à payer les intérêts des obligations foncières, le capital de celles que le sort a désignées pour le remboursement et les lots et primes.

L'excédant constitue les bénéfices.

Sur ces bénéfices, on prélève annuellement la somme nécessaire pour distribuer un premier dividende de vingt-cinq francs par action.

Un second prélèvement, qui ne peut excéder vingt pour cent du surplus est affecté, dans la proportion déterminée par l'assemblée générale, au fonds de réserve et au supplément de traitement du directeur et des sous-directeurs.

Ce qui reste est réparti, entre toutes les actions émises, à titre de dividende.

Le payement des dividendes se fait annuellement, aux époques fixées par le conseil d'administration.

Toutefois, le conseil peut autoriser, à l'expiration du premier semestre, une distribution provisoire de douze francs cinquante centimes par action.

104. Tout dividende qui n'est pas réclamé dans les cinq ans de son exigibilité est prescrit au bénéfice de la société.

TITRE X.

FONDS DE RÉSERVE.

105. Le fonds de réserve se compose de l'accumulation des sommes produites par le prélèvement annuel opéré sur les bénéfices, en exécution de l'article 104.

Lorsque le fonds de réserve atteint le cinquième du fonds social souscrit, le prélèvement affecté à sa création cesse de lui profiter. Il reprend son cours si la réserve vient à être entamée.

Quand le prélèvement cesse d'être versé au fond de réserve, il est employé au bénéfice des emprunteurs, et affecté à éteindre une partie de leur dette, d'après un règlement arrêté par le conseil d'administration.

Le fonds de réserve est destiné à parer aux événements imprévus.

En cas d'insuffisance des produits d'une année pour fournir un dividende de vingt-cinq francs par action, la différence peut être prélevée sur le fonds de réserve.

L'emploi des capitaux appartenant au fonds de réserve est réglé par le conseil d'administration.

TITRE XI.

MODIFICATIONS AUX STATUTS.

106. L'assemblée générale peut, sur l'initiative du conseil d'administration,

et sans l'approbation du Gouvernement, apporter aux présents statuts les modifications reconnues utiles.

Elle peut notamment autoriser :

- 1° L'augmentation du capital social;
 - 2° L'extension des opérations de la société;
 - 3° La prolongation de sa durée;
 - 4° La réunion à la banque foncière d'une ou plusieurs autres compagnies organisées dans le même but;
 - 5° La faculté de traiter avec des compagnies d'assurances sur la vie, françaises ou étrangères, pour faciliter la libération de la propriété foncière.
- Dans ces divers cas, les convocations doivent contenir l'indication sommaire de l'objet de la réunion.
- La délibération n'est valable qu'autant qu'elle réunit les deux tiers des voix des membres présents.

En vertu de cette délibération, le conseil d'administration est, de plein droit, autorisé à suivre auprès du Gouvernement l'obtention de son approbation aux modifications adoptées, consentir les changements qui seraient exigés et réaliser les actes qui doivent les consacrer.

TITRE XII.

DISSOLUTION. — LIQUIDATION.

107. En cas de perte de moitié du capital social souscrit, la dissolution de la société peut être prononcée, avant l'expiration du délai fixé pour sa durée, par une décision de l'assemblée générale.

Le conseil d'administration, dans le cas de perte ci-dessus prévu, est tenu de soumettre à l'assemblée générale la question de savoir s'il y a lieu de prononcer la dissolution. Cette délibération pourra aussi être provoquée dans les formes déterminées par l'article 58.

Le mode de convocation et de délibération prescrit par l'article 106 pour les modifications aux statuts est applicable à ce cas.

108. A l'expiration de la société ou en cas de dissolution anticipée, l'assemblée générale, sur la proposition du conseil d'administration, règle le mode de liquidation et nomme un ou plusieurs liquidateurs, avec pouvoir de vendre, soit aux enchères, soit à l'amiable, les biens meubles et immeubles de la société.

Le mode de liquidation et le choix des liquidateurs sont soumis à l'approbation du ministre de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce.

L'assemblée générale est convoquée d'urgence pour régler le mode de liquidation et faire le choix des liquidateurs, comme il est dit ci-dessus. A défaut par elle d'avoir, au jour fixé pour sa réunion, ou dans une seconde assemblée convoquée dans le cas prévu par l'article 55, statué sur ces mesures, ou si, sa délibération n'ayant pas été approuvée par le ministre, une nouvelle assemblée ne la modifie pas dans le sens indiqué par le Gouvernement, le mode de liquidation et le choix des liquidateurs auront lieu conformément aux dispositions du règlement d'administration publique à intervenir en exécution de l'article 49 du décret du 28 février 1852.

Après l'expiration ou la dissolution anticipée de la société, les liquidateurs devront continuer les opérations en cours jusqu'à l'exécution complète de toutes les obligations que la société avait contractées.

Toutefois, les liquidateurs pourront, en vertu d'une délibération de l'assem-

blée générale approuvée par le ministre de l'intérieur, faire le transport à une autre société des droits, actions et obligations de la compagnie dissoute.

Pendant le cours de la liquidation, les pouvoirs de l'assemblée générale se continuent comme pendant l'existence de la société. Elle a notamment le droit d'approuver les comptes de la liquidation et d'en donner quittance.

La nomination des liquidateurs met fin aux pouvoirs des administrateurs, des directeurs et des censeurs.

TITRE XIII.

CONTESTATIONS.

109. Toutes les contestations qui peuvent s'élever entre les associés sur l'exécution des présents statuts sont soumises à la juridiction des tribunaux de Paris.

Les contestations touchant l'intérêt général et collectif de la société ne peuvent être dirigées, soit contre le conseil d'administration ou l'un de ses membres, soit contre le directeur, qu'au nom de la masse des actionnaires et en vertu d'une délibération de l'assemblée générale.

Tout actionnaire qui veut provoquer une contestation de cette nature doit en faire, quinze jours au moins avant la prochaine assemblée générale, l'objet d'une communication au conseil d'administration, qui est tenu de mettre la proposition à l'ordre du jour de cette assemblée.

Si la proposition est repoussée par l'assemblée, aucun actionnaire ne peut la reproduire en justice dans son intérêt particulier; si elle est accueillie, l'assemblée générale désigne un ou plusieurs commissaires pour suivre la contestation.

Les significations auxquelles donne lieu la procédure sont adressées uniquement aux commissaires.

Aucune signification individuelle ne peut être faite aux actionnaires.

TITRE XIV.

PUBLICATIONS.

110. Pour faire publier les présents statuts partout où besoin sera, tous pouvoirs sont donnés au porteur d'une expédition.

111. Les dispositions du règlement d'administration publique à intervenir, aux termes de l'article 49 du décret du 28 février 1852, sont applicables aux présents statuts.

DISPOSITION TRANSITOIRE.

112. MM. Drouyn de Lhuys, A. d'Eichthal et Wolewski sont constitués mandataires de tous les intéressés à l'effet de suivre l'obtention du décret approuvatif des présents statuts, consentir les modifications exigées par le Gouvernement, et signer tous les actes nécessaires pour la constitution définitive de la société.

Ils agiront valablement à la majorité.

Le décès, la retraite ou tout autre empêchement de l'un d'eux n'apportera aucune altération aux pouvoirs des autres.

Donné acte :

Fait et passé à Paris en l'étude dudit M^r Tarnet, notaire, pour MM. le comte Branicki, le prince Sapieha, Percire, de Plancy, de Lavergne, Wolewski,

Bartholony, Laurent, Thibault, Levassor, et en leur demeures pour chacun des autres comparants,

L'an 1852, les 24 et 26 juillet.

Et après lecture les comparants ont signé avec les notaires.

Ensuite est cette mention :

« Enregistré à Paris, deuxième bureau, le 27 juillet 1852, folio 25. recto, cases 3, 4, 5, 6, 7 et 8. Reçu cinq francs pour société, six francs pour frais pouvoirs, et un franc dix centimes pour décime. Signé *Sonnac*. »

Suit la teneur des annexes.

PREMIÈRE ANNEXE.

Je soussigné *Jean-François Bartholony*, président du conseil d'administration de *chemin de fer d'Orléans*, demeurant à Paris, rue de la Rochefoucauld, n° 12,

Donne pouvoir à *M. Jean-François-Constant (dit Fernand) Bartholony*, rue de la Rochefoucauld, n° 12,

De, pour moi et en mon nom, concourir à l'acte constitutif de la société anonyme de la banque foncière de Paris, y faire et constater l'apport, conjointement avec les autres fondateurs, des concessions, privilège et autorisation accordés par le décret du 28 mars 1852; constater ma souscription, arrêter toutes les autres dispositions des statuts, en adoptant d'ailleurs la rédaction proposée au Gouvernement et qui sera agréée par lui;

Passer et signer tous actes nécessaires, et faire remplir, s'il y a lieu, toutes formalités, soit avant, soit après la signature par les parties, et l'approbation du Gouvernement.

Fait à Genève, le 12 juillet 1852.

Bon pour pouvoir. Signé *Fz. Bartholony*.

Ensuite est cette mention :

« Enregistré à Paris, deuxième bureau, le 27 juillet 1852, folio 68. recto, case 3. Reçu deux francs, vingt centimes de dixième. Signé *Sonnac*. »

DEUXIÈME ANNEXE.

Je soussigné *Léon-Léonard-Joseph Faucher*, membre de l'Institut, demeurant à Paris, rue Blanche, n° 10,

Donne pouvoir à *M. Louis Wolowski*, ancien représentant,

De, pour moi et en mon nom, concourir à l'acte constitutif de la société anonyme de la banque foncière de Paris, y faire et constater l'apport, conjointement avec les autres fondateurs, des concessions, privilège et autorisation accordés par le décret du 28 mars 1852; constater ma souscription, arrêter toutes les autres dispositions des statuts, en adoptant d'ailleurs la rédaction proposée au Gouvernement et qui sera agréée par lui;

Passer et signer tous actes nécessaires et faire remplir, s'il y a lieu, toutes formalités, soit avant, soit après les signatures par les parties et l'approbation du Gouvernement.

Fait à Paris, le 16 juillet 1852.

Bon pour pouvoir. Signé *Léon Faucher*.

Ensuite est cette mention :

« Enregistré à Paris, deuxième bureau, le 27 juillet 1852, folio 28. recto, case 4. Reçu deux francs, vingt centimes de dixième. Signé *Sonnac*. »

TROISIÈME ANNEXE.

Je soussigné *Jean-Florian Hervé de Kergorlay*, député au Corps législatif,
Donne pouvoir à *M. Wolowski*, directeur de la société de la banque
foncière de Paris,

De, pour moi et en mon nom, concourir à l'acte constitutif de la société
anonyme de la banque foncière de Paris, y faire et constater l'apport, conjointement
avec les autres fondateurs, des concessions, privilège et autorisation
accordés par le décret du 28 mars 1852; constater ma souscription, arrêter
toutes les autres dispositions des statuts, en adoptant d'ailleurs la rédaction
proposée au Gouvernement et qui sera agréée par lui;

Passer et signer tous actes nécessaires et faire remplir, s'il y a lieu, toutes
formalités, soit avant, soit après la signature par les parties et l'approbation
du Gouvernement.

Fait à Paris, le 18 juillet 1852.

Bon pour pouvoir. Signé *H. de Kergorlay*.

Ensuite est cette mention :

« Enregistré à Paris, deuxième bureau, le 27 juillet 1852, folio 68 verso,
« case 5. Reçu deux francs, vingt centimes de dixième. Signé *Sonnet*. »

QUATRIÈME ANNEXE.

Forcé de m'absenter pour un temps dont je ne puis prévoir la durée, je
donne à *M. Wolowski* pouvoir de signer pour moi les résolutions et décisions
à prendre par l'association du crédit foncier, et je le prie de vouloir bien
accepter ce pouvoir.

Paris, le 18 avril 1852. Signé *H. Passy*.

Accepté le pouvoir ci-dessus. Signé *Wolowski*.

Ensuite est cette mention :

« Visé pour timbre à Paris, deuxième bureau, le 27 juillet 1852, n° 1113.
« Reçu trente-cinq centimes, plus cinq francs à titre d'amende et cinquante cen-
« times de dixième, et enregistré le même jour, folio 68 verso, case 6. Reçu
« deux francs, vingt centimes de dixième. Signé *Sonnet*. »

CINQUIÈME ANNEXE.

Je soussigné *Denis, comte Benoist d'Azy*, ancien représentant, demeurant à
Paris, rue Pigale, n° 12,

Donne pouvoir à *M. Maurice Charles Laurent*, propriétaire, demeurant à
Paris, place Vendôme, n° 16,

De, pour moi et en mon nom, concourir à l'acte constitutif de la société
anonyme de la banque foncière de Paris, y faire et constater l'apport, con-
jointement avec les autres fondateurs, des concessions, privilège et autorisa-
tion accordés par le décret du 28 mars 1852; constater ma souscription,
arrêter toutes les autres dispositions des statuts, en adoptant, d'ailleurs, la ré-
daction proposée au Gouvernement et qui sera agréée par lui;

Passer et signer tous actes nécessaires, et faire remplir, s'il y a lieu, toutes
formalités, soit avant, soit après la signature par les parties et l'approbation
du Gouvernement.

Fait à Paris, le 19 juillet 1852.

Bon pour pouvoir. Signé *Benoist d'Azy*.

Ensuite est cette mention :

« Enregistré à Paris, deuxième bureau, le 27 juillet 1852, folio 68 verso, case 7. Reçu deux francs, vingt centimes de dixième. Signé Sonnet. »

SIXIÈME ANNEXE.

Je soussigné *Henri-Charles-Philippe de Noailles*, duc de *Monchy*, député au Corps législatif, demeurant à Paris, rue d'Astorg, n° 10,

Donne pouvoir à *M. Charles Laurent*, propriétaire, demeurant à Paris, place Vendôme, n° 16,

De, pour moi et en mon nom, concourir à l'acte constitutif de la société anonyme de la banque foncière de Paris, y faire et constater l'apport, conjointement avec les autres fondateurs, des concessions, privilège et autorisation accordés par le décret du 28 mars 1852; constater ma souscription, arrêter toutes les autres dispositions des statuts, en adoptant, d'ailleurs, la rédaction proposée au Gouvernement et qui sera agréée par lui;

Passer et signer tous actes nécessaires, et faire remplir, s'il y a lieu, toutes formalités, soit avant, soit après la signature par les parties et l'approbation du Gouvernement.

Fait à Paris, le 15 juillet 1852.

Bon pour pouvoir. Signé *Noailles*, duc de *Monchy*.

Ensuite est cette mention :

« Enregistré à Paris, deuxième bureau, le 27 juillet 1852, folio 68 verso, case 8. Reçu deux francs, vingt centimes de dixième. Signé Sonnet. »

SEPTIÈME ANNEXE.

Je soussigné *A. R. Darblay aîné*, ancien député, demeurant à Paris, rue de Lille, n° 74,

Donne pouvoir à *M. Maurice-Charles Laurent*, propriétaire, demeurant à Paris, place Vendôme, n° 16,

De, pour moi et en mon nom, concourir à l'acte constitutif de la société anonyme de la banque foncière de Paris, y faire et constater l'apport, conjointement avec les autres fondateurs, des concessions, privilège et autorisation accordés par le décret du 28 mars 1852; constater ma souscription, arrêter toutes les autres dispositions des statuts, en adoptant, d'ailleurs, la rédaction proposée au Gouvernement et qui sera agréée par lui;

Passer et signer tous actes nécessaires, et faire remplir, s'il y a lieu, toutes formalités, soit avant, soit après la signature par les parties et l'approbation du Gouvernement.

Fait à Noyen-sur-Seine, le 15 juillet 1852.

Bon pour pouvoir. Signé *Darblay aîné*.

Ensuite est cette mention :

« Enregistré à Paris, deuxième bureau, le 27 juillet 1852, folio 68 verso, case 9. Reçu deux francs, vingt centimes de dixième. Signé Sonnet. »

HUITIÈME ANNEXE.

Je soussigné *Aimé-Stanislas Darblay jeune*, député au Corps législatif, demeurant à Paris, rue des Vieilles-Étuves, n° 16,

Donne pouvoir à *M. Maurice-Charles Laurent*, propriétaire, demeurant à Paris, place Vendôme, n° 16,

De, pour moi et en mon nom, concourir à l'acte constitutif de la société anonyme de la banque foncière de Paris, y faire et constater l'apport, conjointement avec les autres fondateurs, des concessions, privilège et autorisation accordés par le décret du 28 mars 1852; constater ma souscription, arrêter toutes les autres dispositions des statuts, en adoptant, d'ailleurs, la rédaction proposée au Gouvernement et qui sera agréée par lui;

Passer et signer tous actes nécessaires et faire remplir, s'il y a lieu, toutes formalités, soit avant, soit après la signature par les parties et l'approbation du Gouvernement.

Fait à Paris, le 22 juillet 1852.

Bon pour pouvoir. Signé Darblay jeune.

Ensuite est cette mention :

« Enregistré à Paris, deuxième bureau, le 27 juillet 1852, folio 69 recto, case 1^{re}. Reçu deux francs, et vingt centimes de dixième. Signé Sonnet. »

NEUVIÈME ANNEXE.

Je soussigné *Léon Cotelle*, notaire honoraire, ancien maire du sixième arrondissement de Paris, ancien député, officier de la Légion d'honneur, demeurant à Paris, rue Neuve-des-Mathurins, n° 62,

Donne pouvoir à M. *Maurice-Charles Laurent*, propriétaire, demeurant à Paris, place Vendôme, n° 16,

De, pour moi et en mon nom, concourir à l'acte constitutif de la société anonyme de la banque foncière de Paris, y faire et constater l'apport, conjointement avec les autres fondateurs, des concessions, privilège et autorisation accordés par le décret du 28 mars 1852; constater ma souscription, arrêter toutes les autres dispositions des statuts, en adoptant, d'ailleurs, la rédaction proposée au Gouvernement et qui sera agréée par lui;

Passer et signer tous actes nécessaires, et faire remplir, s'il y a lieu, toutes formalités, soit avant, soit après la signature par les parties et l'approbation du Gouvernement.

Fait à Paris, le 20 juillet 1852.

Bon pour pouvoir. Signé Cotelle.

Ensuite est cette mention :

« Enregistré à Paris, deuxième bureau, le 27 juillet 1852, folio 69 recto, case 2. Reçu deux francs, vingt centimes de dixième. Signé Sonnet. »

DIXIÈME ANNEXE.

Je soussigné *Alphonse-Valentin Vaysse de Rainneville*, ancien conseiller d'état, demeurant à Paris, rue de Babylone,

Donne pouvoir à M. *Maurice-Charles Laurent*, propriétaire, demeurant à Paris, place Vendôme, n° 16,

De, pour moi et en mon nom, concourir à l'acte constitutif de la société anonyme de la banque foncière de Paris, y faire et constater l'apport, conjointement avec les autres fondateurs, des concessions, privilège et autorisation accordés par le décret du 28 mars 1852; constater ma souscription, arrêter toutes les autres dispositions des statuts, en adoptant, d'ailleurs, la rédaction proposée au Gouvernement et qui sera agréée par lui;

Passer et signer tous actes nécessaires, et faire remplir, s'il y a lieu, toutes formalités, soit avant, soit après la signature par les parties et l'approbation du Gouvernement.

Fait à Paris, le 20 juillet 1852.

Bon pour pouvoir. Signé *De Rainneville*.

Ensuite est cette mention :

« Enregistré à Paris, deuxième bureau, le 27 juillet 1852, folio 69 recto, case 3. Reçu deux francs, vingt centimes de dixième. Signé *Sonnét*. »

ONZIÈME ANNEXE.

Par-devant *M^e Jean-Louis Saint-Jean* et son collègue, notaires à Paris, soussignés,

A comparu :

M. Jean-Victor Thibault, ancien notaire à Paris, propriétaire, y demeurant rue de Choiseul, n° 2 ;

Lequel a, par ces présentes, constitué, pour son mandataire spécial,

M. Philippe-Victor Thibault, son neveu, demeurant à Paris, rue de Choiseul, n° 2,

Auquel il donne pouvoir de, pour lui et en son nom, prendre connaissance des statuts de la banque foncière de Paris, approuver lesdits statuts, y faire toutes modifications que le mandataire jugera convenables, signer tous actes de société ;

Souscrire pour le constituant le nombre d'actions que le mandataire jugera convenable ;

S'obliger au paiement desdites actions dans les termes des statuts ;

Aux effets ci-dessus passer et signer tous actes, élire domicile, substituer, et généralement faire ce que le mandataire jugera convenable.

Dont acte :

Fait et passé à Paris, en l'étude, l'an 1852, le 24 juillet.

Et a, le comparant, signé avec les notaires après lecture.

Signé *Thibault*, *Saint-Jean* et *Roquebert*, ces deux derniers notaires.

Ensuite est cette mention :

« Enregistré à Paris, le 26 juillet 1852, sixième bureau, volume 234, folio 59 recto, case 1^{re}. Reçu deux francs vingt centimes. Signé illisiblement. »

DOUZIÈME ANNEXE.

Je soussigné *Charles-Ernest Irénée*, comte de *Brosses*, propriétaire, demeurant à Bois-le-Roi, commune de Griselles (Loiret),

Donne pouvoir à *M. Jules-Victor Levassor*, principal clerc de notaire, demeurant à Paris, rue de la Paix n° 17.

De, pour moi et en mon nom, concourir à l'acte constitutif de la société anonyme de la banque foncière de Paris, y faire, constater l'apport et conjointement avec les autres fondateurs, des concessions, privilège et autorisation accordés par le décret du 28 mars 1852 ; constater ma souscription, arrêter toutes les autres dispositions des statuts, en adoptant, d'ailleurs, la rédaction proposée au Gouvernement et qui sera agréée par lui ;

Passer et signer tous actes nécessaires et faire remplir s'il y a lieu toutes formalités, soit avant, soit après la signature par les parties et l'approbation du Gouvernement.

Fait à Bois-le-Roi, le 15 juillet 1852.

Bon pour pouvoir. Signé *E. de Brosses*.

Ensuite est cette mention :

« Enregistré à Paris, deuxième bureau, le 27 juillet 1852, folio 69 recto, case 4. Reçu deux francs, vingt centimes de dixième. Signé *Sonnét*. »

Par-devant M^{rs} *Victoire-François-Casimir Noël* et *Philbert-Louis-René Turquet*, son collègue, notaires à Paris, soussignés,

Ont comparu :

1^o M. *Adolphe d'Eichthal*, banquier, demeurant à Paris, rue Basse-du-Rempart n^o 30;

2^o M. *Louis Wolowski*, ancien représentant, demeurant à Paris, rue Bergère n^o 29,

Constitués mandataires, à l'effet de suivre l'obtention du décret approubatif des statuts de la banque foncière de Paris, société de crédit foncier;

Lesquels, en vertu des pouvoirs qui leur sont conférés aux termes de l'article 112 de l'acte de société reçu les 24 et 26 juillet 1852, par les notaires soussignés et dont la minute précède,

Ont arrêté dans les termes suivants, d'après les indications du Gouvernement, la rédaction des articles 50, 86 et 87, desdits statuts:

« Art. 50. L'assemblée générale, régulièrement constituée, représente l'universalité des actionnaires.

« Elle se compose des deux cents plus forts actionnaires dont la liste est arrêtée par le conseil d'administration vingt jours avant la convocation ordinaire ou extraordinaire de l'assemblée. Les actionnaires inscrits sur les registres de la société par suite du dépôt de leurs actions dans la caisse sociale, trois mois avant la confection de la liste, peuvent seuls y figurer.

« Le récépissé dans ce cas est délivré gratuitement.

« Jusqu'à l'émission totale du capital de vingt-cinq millions, l'assemblée générale sera formée d'un nombre des plus forts actionnaires correspondant au chiffre du capital émis, dans la proportion de huit par chaque million.

« Les quatre-vingts plus forts actionnaires seront appelés à la première assemblée générale qui suivra le décret approubatif des statuts.

« En cas de concours, pour l'admission sur la liste entre deux actionnaires possesseurs du même nombre d'actions, la préférence est accordée au plus anciennement inscrit.

« La liste des déposants et celle des membres appelés à faire partie de l'assemblée sont tenues à la disposition de tous les actionnaires qui veulent en prendre connaissance. Ces listes portent, à côté du nom de chaque actionnaire, le nombre des actions qu'il a déposées.

« Le jour de la réunion, la seconde de ces listes est déposée sur le bureau.

« Art. 86. Les frais du contrat de prêt, de l'acte définitif, de l'inscription hypothécaire et de la purge, sont à la charge de l'emprunteur.

« Les frais du contrat additionnel, de l'inscription hypothécaire, de la purge de l'acte annulant le contrat conditionnel et de la radiation de l'inscription, sont, dans tous les cas, à la charge de l'emprunteur.

« Art. 87. Les obligations foncières sont créées conformément aux dispositions des articles 13 et 14 du décret du 28 février 1852, et du paragraphe 2, article 3, du décret du 28 mars suivant.

« Elles ne peuvent dépasser le montant des engagements hypothécaires souscrits par les propriétaires d'immeubles en faveur de la compagnie. »

Dont acte :

Fait et passé à Paris, en l'étude dudit M^r *Turquet*, notaire, l'an 1852, le 29 juillet.

Et, lecture faite, les comparants ont signé avec les notaires.

Ensuite est cette mention :

« Enregistré à Paris, deuxième bureau, le 29 juillet 1852, folio 29 recto, cases 2 et 3. Reçu cinq francs, et cinquante centimes de dixième. Signé «*Souret.*» »

Vu pour être annexé au décret du 30 juillet 1852, enregistré sous le n° 2519.

*Le Ministre des travaux publics, chargé par intérim
du département de l'intérieur,*

Signé **MAGNE.**

N° 6963. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre de la guerre) qui nomme dans l'ordre national de la Légion d'honneur les militaires dont les noms suivent, savoir :

OFFICIER.

(Pour prendre rang du 21 avril 1852.)

M. Garet (Étienne-Pierre), major du quarante et unième régiment d'infanterie de ligne; trente-deux ans de service effectif et sept campagnes; chevalier du 21 juillet 1841.

CHEVALIERS.

(Pour prendre rang du 21 avril 1852.)

M. Lévêque (Antoine), capitaine au vingt-septième régiment d'infanterie de ligne; vingt-neuf ans de service effectif et une campagne.

M. Carayol (Henri-Augustin), capitaine au cinquante-huitième régiment d'infanterie de ligne; vingt et un ans de service effectif et quinze campagnes.

M. De la Cornillère (Charles-Augustin), chef d'escadron commandant la compagnie de gendarmerie du Loiret (deuxième légion); vingt-huit ans de service effectif.

M. Edme (Alexandre-Joseph), brigadier à la compagnie de gendarmerie de Loir-et-Cher (septième légion); vingt-cinq ans de service effectif; titulaire de deux médailles d'honneur.

(Pour prendre rang du 22 avril 1852.)

M. Venesbus (Louis-Henri-Joseph), gendarme à la compagnie du Loiret (deuxième légion); trente et un ans de service effectif et une campagne. (Du 25 Avril 1852.)

N° 6964. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre de la guerre) qui nomme dans l'ordre national de la Légion d'honneur, savoir :

OFFICIER.

M. Auzouy (Pierre-François-Henri), chef de bataillon commandant le neuvième bataillon de chasseurs à pied; vingt-quatre ans de service effectif, douze campagnes et une blessure; chevalier du 19 août 1843.

CHEVALIERS.

M. Witzmann (Georges), sergent au trente et unième régiment d'infanterie de ligne; vingt ans de service effectif et trois campagnes.

M. Alexandre (Hippolyte), capitaine adjudant-major au quarante-troisième régiment d'infanterie de ligne; vingt ans de service effectif et cinq campagnes.

X^e Série. — Partie suppl.

M. *Baverel (Claude-Antoine)*, capitaine au quarante-quatrième régiment d'infanterie de ligne; trente ans de service effectif et cinq campagnes.

M. *Guichard (Joseph-Pierre-Auguste)*, capitaine au sixième régiment d'infanterie légère; vingt-sept ans de service effectif et sept campagnes.

M. *Tisseire (Joseph-Philippe-Adolphe)*, capitaine au dix-neuvième régiment d'infanterie légère; vingt et un ans de service effectif et sept campagnes.

M. *Casse (Joseph)*, capitaine d'habillement du sixième régiment de cuirassiers; vingt-trois ans de service effectif.

M. *Frémicourt (Charles-Amédée Eugène)*, capitaine au septième régiment de cuirassiers; vingt et un ans de service effectif.

M. *Gariel (Louis-Étienne)*, maréchal des logis au septième régiment d'artillerie (quatrième batterie); seize ans de service effectif et dix campagnes.
(Du 2 Mai 1852.)

N° 6965. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre de la guerre) qui nomme chevaliers de l'ordre national de la Légion d'honneur, savoir :

GENDARMERIE.

Première légion.

M. *Marchand (Jean-Antoine)*, lieutenant à la compagnie de Seine-et-Marne; vingt-neuf ans de service effectif.

M. *Blancvillain (Jean-Adolphe)*, gendarme à la compagnie de Seine-et-Oise; trente ans de service effectif et quinze campagnes.

Deuxième légion.

M. *Luard (Jules-Amand)*, maréchal des logis à la compagnie de l'Orne; vingt-huit ans de service effectif et une campagne.

M. *Gauthier (Pierre-Louis)*, brigadier à la compagnie de la Sarthe; trente et un ans de service effectif et une campagne.

M. *Morin (René)*, maréchal des logis à la compagnie d'Eure-et-Loir; trente-deux ans de service effectif et une campagne.

Troisième légion.

M. *Varon (Jean-Louis-Marie-Victor)*, lieutenant à la compagnie de la Somme; trente ans de service effectif.

M. *Girardet (Félix-Victor)*, maréchal des logis à la compagnie de la Seine-Inférieure; trente-deux ans de service effectif.

M. *Reins (Ange-Paul)*, gendarme à la compagnie de la Seine-Inférieure; vingt-huit ans de service effectif et neuf campagnes.

M. *Spétebroodt (Modeste-Jean-Louis)*, gendarme à la compagnie de l'Oise; trente-deux ans de service effectif et une campagne.

M. *Ribet (Auguste-Marin-Marseille)*, lieutenant à la compagnie de l'Eure; vingt-trois ans de service effectif.

Quatrième légion.

M. *Demengeot (Claude-Valentin-Prosper)*, lieutenant à la compagnie de la Mayenne; vingt-six ans de service effectif et une campagne.

M. *Crosen (Jean)*, maréchal des logis à la compagnie du Calvados; vingt-sept ans de service effectif et trois campagnes.

M. *Legal (François)*, maréchal des logis à la compagnie de la Manche; trente ans de service effectif et trois campagnes.

Cinquième légion.

M. Carme (Jules-André), lieutenant à la compagnie du Finistère; vingt-neuf ans de service effectif.

M. Le Roux (Yves), gendarme à la compagnie des Côtes-du-Nord; trente-six ans de service effectif, quatre campagnes et deux blessures.

M. de Colnet (Eugène), capitaine à la compagnie d'Ille-et-Vilaine; trente et un ans de service effectif et vingt-trois campagnes.

M. Martin (Joseph-Julien-Marie), maréchal des logis à la compagnie d'Ille-et-Vilaine; vingt-six ans de service effectif.

Sixième légion.

M. Alloa (Georges-Claude), lieutenant à la compagnie du Morbihan; vingt-cinq ans de service effectif et deux campagnes.

M. Branin (Constantin-Hippolyte-Joseph), maréchal des logis à la compagnie du Morbihan; trente-trois ans de service effectif et quatre campagnes.

M. Audo (Joseph), gendarme à la compagnie du Morbihan; trente-huit ans de service effectif et deux campagnes.

M. Vézinet (Charles-Napoléon), lieutenant-trésorier de la compagnie de Maine-et-Loire; vingt-huit ans de service effectif et six campagnes.

M. Petitdidier (Pierre), maréchal des logis à la compagnie de la Loire-Inférieure; trente-quatre ans de service effectif et trois campagnes.

M. Chataud (Joseph), gendarme à la compagnie de la Loire-Inférieure; trente-sept ans de service effectif et deux campagnes.

Septième légion.

M. Trochet (Louis), brigadier à la compagnie d'Indre-et-Loire; trente et un ans de service effectif et deux campagnes.

M. Fillaudoux (Pierre), brigadier à la compagnie de Loir-et-Cher; trente et un ans de service effectif.

M. Latour (Joseph-Michel), brigadier à la compagnie de la Vienne; trente-deux ans de service effectif.

Huitième légion.

M. Becqué (Jean-Baptiste-Antoine-Amédée-Lucien), lieutenant à la compagnie de l'Allier; vingt-cinq ans de service effectif et une campagne.

M. Valadier (Jean-Baptiste), maréchal des logis à la compagnie du Puy-de-Dôme; vingt-huit ans de service effectif et quatorze campagnes.

M. Truchot (Lazare), brigadier à la compagnie de la Nièvre; trente-deux ans de service effectif.

Neuvième légion.

M. Crenay (Jean-Théophile), lieutenant à la compagnie de la Vendée; vingt-huit ans de service effectif.

M. Truche (Auguste-François), gendarme à la compagnie de la Vendée; vingt-huit ans de service effectif.

M. Gay (Étienne-Ferdinand), maréchal des logis à la compagnie des Deux-Sèvres; trente-deux ans de service effectif.

M. Roques (François), maréchal des logis à la compagnie de la Charente-Inférieure; trente-deux ans de service effectif.

Dixième légion.

M. Desmanges (Jean), maréchal des logis à la compagnie de la Gironde; vingt-neuf ans de service effectif et trois campagnes.

M. Couste (André), maréchal des logis à la compagnie de la Charente; vingt-trois ans de service effectif, une campagne et une blessure.

M. Hamm (Jacques), gendarme à la compagnie des Basses-Pyrénées; vingt-huit ans de service effectif et trois campagnes.

M. Lassenay (Louis-André), maréchal des logis à la compagnie des Basses-Pyrénées; vingt-six ans de service effectif et deux campagnes.

Onzième légion.

M. Marsoulan (Jacques-Marie), maréchal des logis à la compagnie de la Dordogne; quarante ans de service effectif.

M. Pialut (Jean-Louis-Xavier), lieutenant à la compagnie de la Creuse; vingt-trois ans de service effectif.

M. Muller (Louis-François-Laurent), gendarme à la compagnie de la Creuse; trente-six ans de service effectif et deux campagnes.

M. Pinton (François), gendarme à la compagnie de la Creuse; trente-deux ans de service effectif et quatre campagnes.

Douzième légion.

M. Labarthe (Raymond), brigadier à la compagnie du Lot; trente ans de service effectif et six campagnes.

M. Moisset (Jean-Antoine), brigadier à la compagnie de l'Aveyron; vingt-deux ans de service effectif et quatre campagnes.

M. Hall (Jacques), lieutenant-trésorier à la compagnie du Cantal; vingt-cinq ans de service effectif et douze campagnes.

M. Gilles (François), maréchal des logis à la compagnie du Cantal; trente-sept ans de service effectif et deux campagnes.

Treizième légion.

M. Moniez (Philippe-Joseph), brigadier à la compagnie de la Haute-Garonne; trente-trois ans de service effectif et quatre campagnes.

M. Datas (Paul-Hugues), maréchal des logis à la compagnie du Gers; trente et un ans de service effectif.

M. Moreau (Pierre-Louis), brigadier à la compagnie du Gers; trente et un ans de service effectif et quatre campagnes.

Quatorzième légion.

M. Boyer (Louis-Dominique), lieutenant-trésorier de la compagnie de l'Ariège; trente-deux ans de service effectif et une campagne.

M. Jouane (Jacques-Paul-Joseph), maréchal des logis à la compagnie de l'Ariège; trente-trois ans de service effectif.

M. Dasan (Alexandre-Marie-Omer), maréchal des logis à la compagnie du Tarn; vingt-huit ans de service effectif et trois campagnes.

M. Marimpoey (Joseph), maréchal des logis à la compagnie de l'Aude; vingt-cinq ans de service effectif.

Quinzième légion.

M. Hubert (Jean-Louis), capitaine-trésorier de la compagnie du Gard; vingt-neuf ans de service effectif.

M. Cultin (Nicolas), gendarme à la compagnie du Gard; trente-six ans de service effectif et deux campagnes.

M. Vallon (Jean-Pierre), gendarme à la compagnie de l'Ardèche; trente-deux ans de service effectif et une campagne.

M. Robert (*François*), maréchal des logis à la compagnie de la Lozère; vingt-huit ans de service effectif et une campagne.

Seizième légion.

M. Jeannel (*Claude-Nicolas-Gabriel*), lieutenant à la compagnie de Vaucluse; vingt-neuf ans de service effectif.

M. Peyrard (*Alexis-Joseph*), maréchal des logis à la compagnie de Vaucluse; trente-cinq ans de service effectif.

M. Magnet (*François*), brigadier à la compagnie du Var; trente-quatre ans de service effectif et une campagne.

Dix-septième légion.

M. Goguelat (*Jean-Baptiste*), lieutenant à la troisième compagnie de la Corse; vingt-huit ans de service effectif.

M. Graziani (*Charles-Michel*), gendarme à la troisième compagnie de la Corse; vingt-huit ans de service effectif.

M. Salicetti (*Antoine-Ours*), maréchal des logis à la deuxième compagnie de la Corse; trente-trois ans de service effectif.

M. Colombani (*Jean-François*), gendarme à la première compagnie de la Corse; trente-sept ans de service effectif et une campagne.

Dix-huitième légion.

M. Bouvard (*Mario-Balthazar*), capitaine-trésorier de la compagnie de l'Isère; vingt-neuf ans de service effectif et une campagne.

M. Bandran (*Félix-Joseph*), brigadier à la compagnie de l'Isère; vingt-neuf ans de service effectif.

M. Rochebrun (*Jean-Étienne*), maréchal des logis à la compagnie des Basses-Alpes; trente-huit ans de service effectif.

Dix-neuvième légion.

M. Gardien (*Nicolas-Georges*), lieutenant-trésorier de la compagnie de la Haute-Loire; trente-quatre ans de service effectif.

M. Mercier (*Benetti*), brigadier à la compagnie de la Haute-Loire; vingt-huit ans de service effectif et une campagne.

Vingtième légion.

M. Leprovost (*Jean-François*), lieutenant-trésorier de la compagnie de l'Yonne; vingt-neuf ans de service effectif et une campagne.

M. Prin (*Isidore-Framence*), gendarme à la compagnie de l'Yonne; vingt-trois ans de service effectif et cinq campagnes.

M. Ducros (*François*), lieutenant à la compagnie de l'Aube; trente et un ans de service effectif et une campagne.

Vingt et unième légion.

M. Maréchal (*Georges-Léopold*), lieutenant à la compagnie du Doubs; vingt-six ans de service effectif.

M. Gillot (*François-Joseph*), brigadier à la compagnie du Doubs; trente et un ans de service effectif.

M. Sachon (*Jean-Honoré*), maréchal des logis à la compagnie du Jura; vingt-cinq ans de service effectif et deux campagnes.

M. Simonin (*Nicolas-François*), maréchal des logis à la compagnie de la Haute-Saône; vingt-huit ans de service effectif et une campagne.

Vingt-deuxième légion.

M. Henry (François-Joseph), gendarme à la compagnie de la Haute-Marne; vingt-neuf ans de service effectif, trois campagnes et quatre blessures.

M. Cardinal (Bernard), gendarme à la compagnie de la Haute-Marne; vingt-trois ans de service effectif.

M. Hamel (Nicolas), brigadier à la compagnie des Vosges; trente-quatre ans de service effectif.

Vingt-troisième légion.

M. Fournier (Pierre-François), lieutenant-trésorier de la compagnie de la Meuse; vingt-neuf ans de service effectif.

M. Wayer (Jean), maréchal des logis à la compagnie de la Meuse; trente et un ans de service effectif et deux campagnes.

M. Lesage (Pierre-Antoine), brigadier à la compagnie de la Marne; trente-deux ans de service effectif et trois campagnes.

M. Noirjean (Dominique), gendarme à la compagnie de la Moselle; vingt-huit ans de service effectif et trois campagnes.

Vingt-quatrième légion.

M. Wantier (Pierre-Téophilo-Joseph), maréchal des logis à la compagnie de l'Aisne; trente-quatre ans de service effectif.

M. Tacquet (Pierre-François), gendarme à la compagnie du Pas-de-Calais; vingt-sept ans de service effectif et dix campagnes.

M. Wiart (Benott-Joseph), maréchal des logis à la compagnie du Nord; trente-deux ans de service effectif.

Vingt-cinquième légion.

M. Touret (Jean-Antoine), lieutenant-trésorier de la compagnie du Haut-Rhin; trente ans de service effectif et trois campagnes.

M. Hermann (Jean), gendarme à la compagnie du Bas-Rhin; trente-six ans de service effectif.

M. Ley (Florentin), gendarme à la compagnie du Haut-Rhin; vingt-huit ans de service effectif et une blessure.

Légion d'Afrique.

M. L'Herbier (Victor-Désiré), lieutenant-trésorier de la quatrième compagnie de la légion d'Afrique; vingt-quatre ans de service effectif et six campagnes.

M. Aubert (Nicolas-Alexandre), brigadier à la quatrième compagnie de la légion d'Afrique; dix-huit ans de service effectif et treize campagnes.

M. Gindre (Claude-Joseph-Léonor), maréchal des logis à la première compagnie de la légion d'Afrique; vingt-trois ans de service effectif et treize campagnes.

M. Santucci (Paul-Simon), maréchal des logis à la troisième compagnie de la légion d'Afrique; vingt et un ans de service effectif et dix-huit campagnes.

M. Loeffler (René-Etienne), gendarme à la troisième compagnie de la légion d'Afrique; vingt-six ans de service effectif et seize campagnes.

Gen darmerie mobile.

M. Meuler (Jean), maréchal des logis au deuxième bataillon de gendarmerie mobile; vingt-sept ans de service effectif et huit blessures.

Gendarmerie coloniale.

M. *Ronnefont* (*Joseph-Placide*), gendarme à la Guadeloupe; vingt-sept ans de service effectif et onze campagnes.

M. *Camet* (*François*), gendarme à l'île de la Réunion; vingt-neuf ans de service effectif et quatre campagnes.

M. *Lecourt* (*Pierre-René*), brigadier dans le détachement de l'Océanie; vingt et un ans de service effectif et seize campagnes.

Gendarmes vétérans.

M. *Thironia* (*Adrien-Aimé*), capitaine commandant la deuxième compagnie de gendarmes vétérans; vingt-deux ans de service effectif.

Infanterie.

M. *Cavarez* (*Pierre-Adrien*), capitaine au premier régiment d'infanterie de ligne; vingt-neuf ans de service effectif et trois campagnes.

M. *Supervielle* (*Charles-René-Stanislao*), capitaine adjudant-major au premier régiment d'infanterie de ligne; dix-neuf ans de service effectif et six campagnes.

M. *Hayère* (*Jean-Marie*), sergent au deuxième régiment d'infanterie de ligne; dix-sept ans de service effectif et sept campagnes.

M. *Gentin* (*Jean-Auguste*), capitaine au deuxième régiment d'infanterie de ligne; vingt-cinq ans de service effectif et cinq campagnes.

M. *Patron* (*Pierre*), capitaine adjudant-major au quatrième régiment d'infanterie de ligne; vingt-cinq ans de service effectif et trois campagnes.

M. *Labuze* (*Pierre*), capitaine au quatrième régiment d'infanterie de ligne; vingt-trois ans de service effectif et trois campagnes.

M. *Bessy* (*Vincent*), capitaine au cinquième régiment d'infanterie de ligne; vingt-six ans de service effectif et sept campagnes.

M. *Chanlaire* (*François-Nicolas*), capitaine au cinquième régiment d'infanterie de ligne; vingt-deux ans de service effectif et sept campagnes.

M. *Cristiani* (*Jean*), sous-lieutenant au sixième régiment d'infanterie de ligne; vingt-six ans de service effectif.

M. *Roadier* (*Louis*), capitaine au septième régiment d'infanterie de ligne; vingt-cinq ans de service effectif et deux campagnes.

M. *Ramond de la Croisette* (*Charles-Louis*), capitaine adjudant-major au septième régiment d'infanterie de ligne; vingt ans de service effectif et une campagne.

M. *Pequignot* (*Jean-Etienne*), capitaine au huitième régiment d'infanterie de ligne; vingt ans de service effectif, sept campagnes et une blessure; amputé de la jambe.

M. *Grognot* (*Jean*), capitaine au neuvième régiment d'infanterie de ligne; vingt-six ans de service effectif et trois campagnes.

M. *Coudert* (*Pierre*), sergent au neuvième régiment d'infanterie de ligne; vingt-quatre ans de service effectif et sept campagnes.

M. *Mocquery* (*Achille-Prospér*), capitaine au dixième régiment d'infanterie de ligne; vingt-cinq ans de service effectif et une campagne.

M. *Brasport* (*Jean-Augustin*), sergent au dixième régiment d'infanterie de ligne; vingt-sept ans de service effectif et une campagne.

M. *Gosse* (*Denis-Auguste*), capitaine au onzième régiment d'infanterie de ligne; vingt et un ans de service effectif et quatre campagnes.

M. Langel (*André*), sergent au onzième régiment d'infanterie de ligne; dix-sept ans de service effectif, dix campagnes et une blessure.

M. Charlier (*Jean-Baptiste*), capitaine au douzième régiment d'infanterie de ligne; dix-neuf ans de service effectif et douze campagnes.

M. Durand (*Michel-Hubert*), capitaine au douzième régiment d'infanterie de ligne; vingt ans de service effectif et neuf campagnes.

M. Germetz (*Louis-Pierre*), capitaine au treizième régiment d'infanterie de ligne; vingt-huit ans de service effectif et quatre campagnes.

M. Guizard (*Raymond*), capitaine au treizième régiment d'infanterie de ligne; vingt-neuf ans de service effectif et douze campagnes.

M. Labarthe (*Joseph-Gustave*), capitaine au quinzisième régiment d'infanterie de ligne; vingt-cinq ans de service effectif.

M. Gentil (*Armand-Pierre*), caporal au quinzisième régiment d'infanterie de ligne; vingt-huit ans de service effectif et neuf campagnes.

M. Ponsard (*Jean-Napoléon*), chef de bataillon au seizième régiment d'infanterie de ligne; vingt-cinq ans de service effectif et une campagne.

M. de Forbin (*Théodore-Adrien*), capitaine au seizième régiment d'infanterie de ligne; vingt et un ans de service effectif et huit campagnes.

M. Sauvage (*Louis-Gustave*), capitaine au dix-septième régiment d'infanterie de ligne; vingt-cinq ans de service effectif et deux campagnes.

M. Arnaud (*Antoine-Casimir*), sergent au dix-septième régiment d'infanterie de ligne; vingt-six ans de service effectif.

M. Deras (*Augustin-Benoît*), capitaine au dix-huitième régiment d'infanterie de ligne; vingt-huit ans de service effectif et une campagne.

M. Sorrel (*Joseph*), lieutenant au dix-huitième régiment d'infanterie de ligne; dix-neuf ans de service effectif; s'est particulièrement distingué lors de l'insurrection de Neuvy (Nièvre).

M. Desmarets (*Théodore-Vincent-François*), capitaine au dix-neuvième régiment d'infanterie de ligne; seize ans de service effectif et huit campagnes.

M. Périgault (*Constant-Étienne*), capitaine au vingtième régiment d'infanterie de ligne; dix-neuf ans de service effectif, six campagnes et une blessure.

M. Mutin (*Antoine*), capitaine au vingtième régiment d'infanterie de ligne; vingt ans de service effectif, trois campagnes et une blessure.

M. Million (*Jean-François*), capitaine au vingt et unième régiment d'infanterie de ligne; vingt-quatre ans de service effectif.

M. Glaiser (*Philippe-Jacques*), soldat-musicien au vingt et unième régiment d'infanterie de ligne; vingt-neuf ans de service effectif et quatre campagnes.

M. Lemoine (*Claude*), capitaine au vingt-deuxième régiment d'infanterie de ligne; vingt-neuf ans de service effectif et six campagnes.

M. Maître (*Prosper*), sergent maître-armurier au vingt-deuxième régiment d'infanterie de ligne; vingt-deux ans de service effectif et neuf campagnes.

M. Bouvet (*Étienne-Balthazar*), capitaine au vingt-troisième régiment d'infanterie de ligne, dix-huit ans de service effectif et six campagnes.

M. Esson (*Alphonse-Casimir-Frédéric-Lucien*), capitaine au vingt-troisième régiment d'infanterie de ligne; vingt-trois ans de service effectif et sept campagnes.

M. Bontront (*Marie-Eugène*), capitaine au vingt-quatrième régiment d'in-

fanterie de ligne; vingt-deux ans de service effectif, neuf campagnes et une blessure.

M. *Dadoy (Hippolyte)*, capitaine au vingt-quatrième régiment d'infanterie de ligne; vingt et un ans de service effectif, cinq campagnes et une blessure.

M. *Gullaud (Pierre-Marie-Éléonor)*, caporal de musique au vingt-cinquième régiment d'infanterie de ligne; vingt-trois ans de service effectif.

M. *Roques (Jean-Pierre-Célestin)*, capitaine d'habillement au vingt-cinquième régiment d'infanterie de ligne; vingt-sept ans de service effectif et quatre campagnes.

M. *Thomas (André-Joseph)*, capitaine au vingt-sixième régiment d'infanterie de ligne; vingt ans de service effectif, huit campagnes et deux blessures.

M. *Desprelles (Alphonse)*, capitaine au vingt-sixième régiment d'infanterie de ligne; vingt et un ans de service effectif, sept campagnes et une blessure.

M. *Kayser (André)*, capitaine au vingt-septième régiment d'infanterie de ligne; trente-quatre ans de service effectif et quatre campagnes.

M. *Lauer (Eugène)*, capitaine au vingt-huitième régiment d'infanterie de ligne; vingt-quatre ans de service effectif et quatre campagnes.

M. *Barrière (François-Alphonse-Eugène)*, capitaine adjudant-major au vingt-neuvième régiment d'infanterie de ligne; vingt ans de service effectif.

M. *Osmont (Amant-Modeste-Jacques)*, sergent au vingt-neuvième régiment d'infanterie de ligne; vingt-six ans de service effectif.

M. *Valentin (Marie-Benjamin-Célestin-Napoléon)*, capitaine adjudant-major au trente et unième régiment d'infanterie de ligne; vingt ans de service effectif et sept campagnes.

M. *Mutschler (François-Charles)*, lieutenant au trente-deuxième régiment d'infanterie de ligne; vingt-trois ans de service effectif et dix campagnes.

M. *Delpy (Jean)*, sergent au trente-deuxième régiment d'infanterie de ligne; vingt-huit ans de service effectif et quatre campagnes.

M. *Simon (Joseph-François)*, sous-lieutenant au trente-quatrième régiment d'infanterie de ligne; vingt-sept ans de service effectif et une campagne.

M. *Halty (Antoine)*, sergent au trente-quatrième régiment d'infanterie de ligne; trente-deux ans de service effectif et huit campagnes.

M. *Fournier (Pierre)*, capitaine au trente-cinquième régiment d'infanterie de ligne; dix-huit ans de service effectif et deux campagnes.

M. *Brigodiot (Jean)*, capitaine au trente-cinquième régiment d'infanterie de ligne; vingt-trois ans de service effectif et cinq campagnes.

M. *Bertrand (Jean-Étienne-Pascal)*, capitaine au trente-sixième régiment d'infanterie de ligne; vingt-cinq ans de service effectif et huit campagnes.

M. *Vernhès (Étienne)*, sergent au trente-sixième régiment d'infanterie de ligne; trente-trois ans de service effectif et cinq campagnes.

M. *Sémidé (Nicolas)*, lieutenant au trente-septième régiment d'infanterie de ligne; vingt-quatre ans de service effectif et quatre campagnes.

M. *Rogé (Louis-Pierre)*, sergent au trente-huitième régiment d'infanterie de ligne; vingt-six ans de service effectif et onze campagnes.

M. *Michant (Jean-Pierre)*, capitaine d'habillement au trente-neuvième régiment d'infanterie de ligne; vingt-trois ans de service effectif et une campagne.

M. *Rustael (Joseph-Marie-Nicolas)*, capitaine au trente-neuvième régiment d'infanterie de ligne; vingt-cinq ans de service effectif et deux campagnes.

M. *Vivens (François)*, capitaine au quarantième régiment d'infanterie de ligne; vingt-huit ans de service effectif.

M. *Thirion (Conrad-Amédée)*, capitaine au quarantième régiment d'infanterie de ligne; trente ans de service effectif et quatre campagnes.

M. *Gazagnaire (Antoine)*, capitaine au quarante et unième régiment d'infanterie de ligne; vingt et un ans de service effectif et huit campagnes.

M. *Fraiboulet de Kerleadec (Théodore-Eugène)*, lieutenant au quarante et unième régiment d'infanterie de ligne; sept ans de service effectif et deux campagnes; s'est distingué lors de l'insurrection de Neuvy (Nièvre).

M. *Castro (Théobald-Alfred)*, capitaine au quarante-troisième régiment d'infanterie de ligne; vingt-deux ans de service effectif et six campagnes.

M. *Rauzy (Raymond)*, sergent au quarante-quatrième régiment d'infanterie de ligne; vingt-cinq ans de service effectif et une campagne.

M. *Perot (François-Raymond)*, capitaine au quarante-cinquième régiment d'infanterie de ligne; vingt-quatre ans de service effectif et huit campagnes.

M. *Detroye (Pierre-Jean-Baptiste)*, capitaine au quarante-cinquième régiment d'infanterie de ligne; vingt-cinq ans de service effectif.

M. *Ponchon (Jean-Jacques)*, capitaine-trésorier du quarante-sixième régiment d'infanterie de ligne; vingt-deux ans de service effectif.

M. *Lacombe (Joseph)*, capitaine au quarante-sixième régiment d'infanterie de ligne; dix-neuf ans de service effectif et quatre campagnes.

M. *Bonneirat (André)*, sergent au quarante-septième régiment d'infanterie de ligne; vingt-six ans de service effectif et quatre campagnes.

M. *Pouzeau (Jean)*, capitaine au quarante-septième régiment d'infanterie de ligne; vingt ans de service effectif et sept campagnes.

M. *Mastranchart (Antoine)*, lieutenant au quarante-huitième régiment d'infanterie de ligne; dix-neuf ans de service effectif et sept campagnes.

M. *Barjon (Simon-Louis-Paul)*, capitaine au quarante huitième régiment d'infanterie de ligne; vingt et un ans de service effectif et huit campagnes.

M. *Cadiot (Paul-Désiré)*, capitaine au quarante-neuvième régiment d'infanterie de ligne; vingt-cinq ans de service effectif et deux campagnes.

M. *Pellegrin (Claude-Louis-Alphonse)*, capitaine au cinquantième régiment d'infanterie de ligne; vingt-huit ans de service effectif et deux campagnes.

M. *Thioudet (Henri-Antoine)*, sergent au cinquantième régiment d'infanterie de ligne; vingt-neuf ans de service effectif et deux campagnes.

M. *Raadin (Étienne)*, sergent-major vagemestre au cinquante et unième régiment d'infanterie de ligne; vingt-six ans de service effectif et sept campagnes.

M. *Montussac (Pierre-François)*, capitaine au cinquante-deuxième régiment d'infanterie de ligne; vingt-cinq ans de service effectif.

M. *Benoit (Antoine-Félix-Adrien)*, capitaine au cinquante-deuxième régiment d'infanterie de ligne; vingt et un ans de service effectif.

M. *Barrère (Jean-Bertrand)*, lieutenant au cinquante-troisième régiment d'infanterie de ligne; vingt-trois ans de service effectif et onze campagnes.

M. *Willemin (Étienne)*, capitaine au cinquante-troisième régiment d'infanterie de ligne; vingt et un ans de service effectif et dix campagnes.

M. *Salviagnol (Jean-Pierre)*, capitaine au cinquante-quatrième régiment d'infanterie de ligne; vingt-cinq ans de service effectif et deux campagnes.

M. *Barchat (François)*, sergent au cinquante-quatrième régiment d'infanterie de ligne; vingt-quatre ans de service effectif.

M. Français (Alexis), capitaine au cinquante-cinquième régiment d'infanterie de ligne; vingt-cinq ans de service effectif et quatre campagnes.

M. Perriat (Louis-Hippolyte-Marie), capitaine au cinquante-cinquième régiment d'infanterie de ligne; vingt-quatre ans de service effectif et deux campagnes.

M. Lugon (Joseph), sergent-major au cinquante-sixième régiment d'infanterie de ligne; vingt-huit ans de service effectif et neuf campagnes.

M. Delaveane (Jean-Pierre-Joseph), capitaine-trésorier du cinquante-septième régiment d'infanterie de ligne; trente ans de service effectif et six campagnes.

M. Biétry (François), capitaine au cinquante-septième régiment d'infanterie de ligne; vingt-huit ans de service effectif et cinq campagnes.

M. Mercurin (Honoré Joseph), capitaine au cinquante-neuvième régiment d'infanterie de ligne; vingt-quatre ans de service effectif et deux campagnes.

M. Genia (Pierre-Louis), capitaine au cinquante-neuvième régiment d'infanterie de ligne; vingt et un ans de service effectif et cinq campagnes.

M. Saussède (François), capitaine au soixantième régiment d'infanterie de ligne; vingt-quatre ans de service effectif.

M. Baux (Achille-Quentin-Léon), capitaine au soixantième régiment d'infanterie de ligne; vingt-trois ans de service effectif.

M. Contelait (Marie-Antoine-Murcel), capitaine au soixante et unième régiment d'infanterie de ligne; vingt ans de service effectif et onze campagnes.

M. Ranchia (Victor-Régis), voltigeur au soixante et unième régiment d'infanterie de ligne; seize ans de service effectif et dix campagnes.

M. Castelbon (César), capitaine au soixante-deuxième régiment d'infanterie de ligne; vingt et un ans de service effectif et sept campagnes.

M. Charry (Jean), capitaine au soixante-deuxième régiment d'infanterie de ligne; vingt-cinq ans de service effectif et quatre campagnes.

M. Rochetin (Jean-Louis), capitaine adjudant-major au soixante-troisième régiment d'infanterie de ligne; vingt-cinq ans de service effectif et cinq campagnes.

M. Gete (Claude-Napoléon), capitaine au soixante-troisième régiment d'infanterie de ligne; dix-neuf ans de service effectif et dix campagnes.

M. Grousteau (Isidore-Joseph), lieutenant au soixante-quatrième régiment d'infanterie de ligne; dix-neuf ans de service effectif et sept campagnes.

M. Barbéry (Jacques-Xavier), capitaine au soixante-cinquième régiment d'infanterie de ligne; vingt-cinq ans de service effectif et six campagnes.

M. Simonnot (Barthélemy), sergent au soixante-cinquième régiment d'infanterie de ligne; vingt-huit ans de service effectif et deux campagnes.

M. Molle (Jean-Louis), capitaine au soixante-sixième régiment d'infanterie de ligne; vingt-neuf ans de service effectif et sept campagnes.

M. Richard (Louis-Napoléon-Joseph), sergent au soixante-sixième régiment d'infanterie de ligne; vingt-sept ans de service effectif et neuf campagnes.

M. Douvillé (Louis-Erasmus), capitaine au soixante-septième régiment d'infanterie de ligne; vingt-trois ans de service effectif.

M. Roussel (Joseph-Ignace-Eugène), capitaine au soixante-septième régiment d'infanterie de ligne; vingt-six ans de service effectif.

M. Vaur (Raymond), capitaine au soixante-huitième régiment d'infanterie de ligne; vingt-sept ans de service effectif et deux campagnes.

M. Azy (Joseph), sous-lieutenant au soixante-huitième régiment d'infanterie de ligne; vingt-trois ans de service effectif et quatre campagnes.

M. Hardy (*Marie-Christophe-Édouard*), capitaine au soixante-neuvième régiment d'infanterie de ligne; vingt-quatre ans de service effectif et quatre campagnes.

M. Antoine (*Baptiste*), sergent maître-armurier au soixante-neuvième régiment d'infanterie de ligne; ving-sept ans de service effectif.

M. Richalley (*Floréal*), capitaine au soixante et dixième régiment d'infanterie de ligne; vingt-six ans de service effectif.

M. Guyon de Bellevue (*François*), capitaine d'habillement du soixante et dixième régiment d'infanterie de ligne; vingt-trois ans de service effectif et une campagne.

M. Raffalli (*Dominique*), capitaine au soixante et onzième régiment d'infanterie de ligne; vingt-six ans de service effectif.

M. Verne (*Louis-Frédéric*), capitaine au soixante et onzième régiment d'infanterie de ligne; vingt-six ans de service effectif et deux campagnes.

M. Lafosse (*Jean*), capitaine au soixante et douzième régiment d'infanterie de ligne; vingt-six ans de service effectif.

M. Boute (*Jean-Pierre*), capitaine au soixante et treizième régiment d'infanterie de ligne; vingt-trois ans de service effectif.

M. Lalange (*Pierre*), tambour-major au soixante et treizième régiment d'infanterie de ligne; vingt-trois ans de service effectif.

M. Lanne (*Bernard*), capitaine au soixante et quatorzième régiment d'infanterie de ligne; vingt-sept ans de service effectif et une campagne.

M. Dulac (*Émile*), capitaine au soixante et quatorzième régiment d'infanterie de ligne; vingt-deux ans de service effectif et sept campagnes.

M. Roussel (*Jean-Louis-Marc*), capitaine au soixante et quinzième régiment d'infanterie de ligne; vingt-cinq ans de service effectif.

M. Hardouin-Duparc (*Julien-Auguste*), capitaine au soixante et quinzième régiment d'infanterie de ligne; vingt et un ans de service effectif.

M. Genty (*Évariste-Paul*), chef de bataillon au premier régiment d'infanterie légère; vingt-trois ans de service effectif et cinq campagnes.

M. Martinot (*Jean-Baptiste-Théodore*), capitaine-trésorier du premier régiment d'infanterie légère; vingt-huit ans de service effectif et une campagne.

M. Durruty (*Bertrand*), capitaine au deuxième régiment d'infanterie légère; vingt-six ans de service effectif.

M. Mourey (*Jean*), sergent au deuxième régiment d'infanterie légère; vingt-deux ans de service effectif et cinq campagnes.

M. Baldini (*Jérôme-Marie*), capitaine adjudant-major au quatrième régiment d'infanterie légère; vingt-cinq ans de service effectif.

M. Duprez (*Louis-Henri-Théophile*), capitaine au quatrième régiment d'infanterie légère; vingt-cinq ans de service effectif.

M. Simon (*Jean-Fleury*), capitaine au cinquième régiment d'infanterie légère; vingt et un ans de service effectif (passé au troisième régiment de zouaves).

M. Pinel (*Louis-Alphonse*), sergent au cinquième régiment d'infanterie légère; vingt-cinq ans de service effectif.

M. Blanc (*Jean-Louis-Prosper*), capitaine au septième régiment d'infanterie légère; vingt-trois ans de service effectif et quatre campagnes.

M. Prunaire (*Gaillaume*), sergent au septième régiment d'infanterie légère; vingt-quatre ans de service effectif.

M. Venencie (*Étienne-Gabriel*), capitaine au huitième régiment d'infanterie légère; vingt et un ans de service effectif et douze campagnes.

M. Triard (Isidore-Joseph), sergent au huitième régiment d'infanterie légère; vingt-trois ans de service effectif et douze campagnes.

M. Lavigne (Jacques), capitaine au neuvième régiment d'infanterie légère; vingt-six ans de service effectif et quatre campagnes.

M. Beigbeder (Pierre), sergent-major au neuvième régiment d'infanterie légère; vingt-six ans de service effectif.

M. Jantet (Louis), capitaine au dixième régiment d'infanterie légère; vingt-trois ans de service effectif et cinq campagnes.

M. Chamard (Louis-Julien-Joseph), capitaine au dixième régiment d'infanterie légère; vingt et un ans de service effectif et cinq campagnes.

M. Segnier (Thomas-Jacques), capitaine au onzième régiment d'infanterie légère; vingt-six ans de service effectif et onze campagnes.

M. Thierry (Louis-Joseph), capitaine au onzième régiment d'infanterie légère; vingt-six ans de service effectif et dix campagnes.

M. Huz de Lacolombe (Frédéric-Michel-Clément), capitaine au douzième régiment d'infanterie légère; vingt et un ans de service effectif et sept campagnes.

M. Marsot (Nicolas), capitaine d'habillement du douzième régiment d'infanterie légère; vingt-sept ans de service effectif et quatre campagnes.

M. Bonnami (Joseph-Mathieu), capitaine au treizième régiment d'infanterie légère; vingt et un ans de service effectif et dix campagnes.

M. Sourceau (Jean-Charles), capitaine au treizième régiment d'infanterie légère; vingt-trois ans de service effectif et onze campagnes.

M. Lemoannier (Louis-Saturnin), capitaine au quatorzième régiment d'infanterie légère; vingt-trois ans de service effectif et une campagne.

M. Albert (Hilaire-Polidor), capitaine au quatorzième régiment d'infanterie légère; vingt et un ans de service effectif.

M. Filhol de Camas (Armand), capitaine au quinzième régiment d'infanterie légère; dix-neuf ans de service effectif et huit campagnes.

M. Garroust (Pierre-Joseph), sergent-major chef de musique au seizième régiment d'infanterie légère; vingt-cinq ans de service effectif et cinq campagnes.

M. Daix (Jean-Louis), capitaine au seizième régiment d'infanterie légère; vingt-six ans de service effectif et trois campagnes.

M. Meyer (Benott), capitaine adjudant-major au dix-septième régiment d'infanterie légère; vingt ans de service effectif et sept campagnes.

M. Reboul (Étienne), sergent-major vauquemestre au dix-septième régiment d'infanterie légère; vingt-trois ans de service effectif et huit campagnes.

M. Jourda de Vauxfoletier (Marie-Pierre-Antoine-Régis), chef de bataillon au dix-huitième régiment d'infanterie légère; vingt-deux ans de service effectif.

M. Langlade (Jacques), sergent au dix-huitième régiment d'infanterie légère; vingt et un ans de service effectif.

M. Baudesson de Richebourg (Pierre-Henri-Quentin), chef de bataillon au dix-neuvième régiment d'infanterie légère; vingt-sept ans de service effectif.

M. Aubry (Nicolas), capitaine au vingtième régiment d'infanterie légère; vingt-cinq ans de service effectif et deux campagnes.

M. Pouget (Pierre-Auguste), capitaine au vingtième régiment d'infanterie légère; vingt-cinq ans de service effectif et deux campagnes.

Hoecker (Edouard-Jean), capitaine au vingt et unième régiment d'infanterie légère; vingt-huit ans de service effectif et trois campagnes.

M. Rouquette (Étienne), sergent-major vauquemestre au vingt et unième régiment d'infanterie légère; vingt-trois ans de service effectif.

M. Kobler (Paul), capitaine au vingt-deuxième régiment d'infanterie légère; dix-neuf ans de service effectif et six campagnes.

M. Gayot (Alexandre), capitaine au vingt-deuxième régiment d'infanterie légère; vingt-trois ans de service effectif et trois campagnes.

M. Billiet (Anthelme), lieutenant au vingt-troisième régiment d'infanterie légère; vingt-cinq ans de service effectif et une campagne.

M. Sirjean (Étienne), capitaine au vingt-troisième régiment d'infanterie légère; vingt-cinq ans de service effectif et cinq campagnes.

M. Julien (Antoine), capitaine au vingt-quatrième régiment d'infanterie légère; trente ans de service effectif et une campagne.

M. Massé (Charles-François), capitaine-trésorier du vingt-quatrième régiment d'infanterie légère; vingt-cinq ans de service effectif et une campagne.

M. Berger (François-Napoléon), chef de bataillon au vingt-cinquième régiment d'infanterie légère; vingt-deux ans de service effectif et deux campagnes.

M. Ardourel (Jean-François), capitaine au vingt-cinquième régiment d'infanterie légère; vingt-neuf ans de service effectif et cinq campagnes.

M. Mongin (Louis-Philibert), capitaine au premier bataillon de chasseurs à pied; dix-sept ans de service effectif et six campagnes.

M. Dunogué (Jean-Hilaire-Alphonse), capitaine au quatrième bataillon de chasseurs à pied; vingt-quatre ans de service effectif et deux campagnes.

M. Barthélemy (Étienne-Émile), lieutenant au septième bataillon de chasseurs à pied; vingt et un ans de service effectif et deux campagnes.

M. Piazza (Joseph), sous-lieutenant au neuvième bataillon de chasseurs à pied; quinze ans de service effectif, treize campagnes et une blessure.

M. Casteignau-Pruto (Pierre), capitaine au dixième bataillon de chasseurs à pied; dix-neuf ans de service effectif et huit campagnes.

M. Gitareux (Pierre-Jean-Joseph), capitaine au premier régiment de zouaves; dix-neuf ans de service effectif, dix-sept campagnes et une blessure.

M. Berlier (Pierre-André-Hercule-Stanislas), capitaine au premier régiment de zouaves; quinze ans de service effectif et dix campagnes.

M. Poulet (Charles-Jean), capitaine au deuxième régiment de zouaves; vingt-neuf ans de service effectif et quatorze campagnes.

M. Klein (Pierre-Joseph), sergent au deuxième régiment de zouaves; huit ans de service effectif, neuf campagnes et une blessure.

M. Merlin (Jean), sergent au troisième régiment de zouaves; huit ans de service effectif, neuf campagnes et une blessure.

M. Ardouin (Jules-César), capitaine-major du premier bataillon d'infanterie légère d'Afrique; dix-sept ans de service effectif et dix-sept campagnes.

M. Mangenot (Charles-Médard), sergent au deuxième bataillon d'infanterie légère d'Afrique; vingt-neuf ans de service effectif et dix campagnes.

M. Martin (François), lieutenant au troisième bataillon d'infanterie légère d'Afrique; dix-huit ans de service effectif et dix-neuf campagnes.

M. Ransan (Bernard), sergent à la troisième compagnie de fusiliers de discipline; dix-neuf ans de service effectif et dix campagnes.

M. Lantieri (Barthélemy-Prosper-Vincent), lieutenant à la cinquième compagnie de fusiliers de discipline; seize ans de service effectif et onze campagnes.

M. Gayda (Jean), sergent à la troisième compagnie de pionniers de discipline, dix-huit ans de service effectif et dix-sept campagnes.

M. Koslowski (Jean-Félix-Thomas), capitaine d'habillement du premier régiment de la légion étrangère; quatorze ans de service effectif, quinze campagnes et une blessure.

M. Danzer (Conrad), sergent au premier régiment de la légion étrangère; dix-sept ans de service effectif, dix-huit campagnes et une blessure.

M. Hachet de Labédoyère (César-Henry), capitaine au deuxième régiment de la légion étrangère; vingt et un ans de service effectif et douze campagnes.

M. Angeli (Simon-Brando), sergent au deuxième régiment de la légion étrangère; vingt ans de service effectif et sept campagnes.

M. Respaud (Raymond), sergent-clairon au bataillon de tirailleurs indigènes d'Alger; quatorze ans de service effectif et treize campagnes.

M. Nizard (Edme-François-Alexandre-Marie), capitaine au bataillon de tirailleurs indigènes d'Oran; vingt ans de service effectif et seize campagnes.

M. Regnault (Marie-Georges), sergent-clairon au bataillon de tirailleurs indigènes de Constantine; vingt-neuf ans de service effectif et neuf campagnes.

M. Palad (Paal), sergent à la première compagnie de sous-officiers vétérans; vingt-neuf ans de service effectif et quatre campagnes.

M. Bellier (Jean-Pierre), fusilier à la première compagnie de fusiliers vétérans; vingt-deux ans de service effectif et vingt-deux campagnes. (Du 10 Mai 1852.)

N° 6966. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) portant,

1° Que les dix hectares, formant le restant exploitable de la coupe extraordinaire autorisée dans les bois communaux de Montgesoye (Doubs) par décret du 9 janvier 1851, seront mis en vente en une seule année;

2° Que le décret du 9 janvier 1851 est, en conséquence, rapporté en ce qu'il a de contraire aux dispositions qui précèdent. (Du 2 Juin 1852.)

N° 6967. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) portant ce qui suit :

La commune de Pierrefontaine (Doubs) est autorisée à vendre, en 1852, en un seul lot, et dans les formes ordinaires, la coupe extraordinaire de cinquante-trois hectares quatre-vingt-quinze ares, dont la délivrance lui est accordée par le décret du 9 janvier 1851. ●

Ce décret est, en conséquence, rapporté en ce qu'il a de contraire aux dispositions qui précèdent. (Du 2 Juin 1852.)

N° 6968. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) portant,

1° Que la commune de Lening (Meurthe) est autorisée à exploiter une coupe extraordinaire de soixante et quinze ares, à prendre au canton Boubelbèche de sa forêt;

2° Que la délivrance et l'exploitation de cette coupe auront lieu conformément aux dispositions générales prescrites tant par le Code forestier que par l'ordonnance réglementaire du 1^{er} août 1827. (Du 2 Juin 1852.)

N° 6969. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) qui autorise la commune de Bouxviller (Bas-Rhin) à défricher quarante hectares de ses bois au canton dit *Oberholz*. (Du 2 Juin 1852.)

N° 6970. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) qui autorise la commune de Moernach (Haut-Rhin) à défricher trois parcelles de terrains boisés qui lui appartiennent, savoir : la première, contenant deux hectares trente-huit ares cinquante-quatre centiares, situées au canton Obéré-Strueth; la seconde, contenant treize ares soixante centiares, située au canton Niédéré-Strueth, et la troisième, contenant soixante ares, située au canton Beym-Brückleim. (Du 2 Juin 1852.)

N° 6971. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce) qui établit dans la commune de Gonesse, arrondissement de Pontoise (Seine-et-Oise), une foire aux moutons qui se tiendra le 16 août de chaque année. (Du 28 Juin 1852.)



Certifié conforme :

Paris, le 2^e Septembre 1852,

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire
d'état au département de la Justice,*

ABBATUCCI.

• Cette date est celle de la réception du Bulletin
au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie nationale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

PARTIE SUPPLÉMENTAIRE.

N° 265.

N° 6972. — *DÉCRET qui accorde à trente-cinq Militaires des Pensions de retraite pour blessures et infirmités.*

Du 11 Août 1852.

LOUIS-NAPOLÉON, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu, 1° les articles 25 et 26 de la loi du 25 mars 1817, et l'article 3 de l'ordonnance du 20 juin suivant ;

2° La loi du 11 avril 1831, sur les pensions de l'armée de terre ;

3° Les lois sur les crédits affectés à l'inscription des pensions militaires au trésor public ;

4° La fixation, établie d'après la révision du Conseil d'état des pensions de retraite comprises dans le présent décret, portant le n° 50 ;

5° L'avis du ministre des finances, en date du 9 août 1852, exprimant qu'il a reconnu la légalité de cette fixation, et la possibilité d'imputer les pensions proposées, montant à la somme de treize mille neuf cent dix francs, sur le crédit d'inscription ouvert pour l'année 1852 ;

Sur le rapport du ministre de la guerre,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est accordé à chacun des trente-cinq militaires dénommés au tableau ci-après une pension de retraite fixée conformément aux indications de ce tableau (1), savoir :

(1) Les titulaires de ces pensions ne devront se pourvoir, soit près du payeur, soit près du ministre des finances, pour réclamer leur certificat d'inscription au trésor, qu'un mois après l'insertion du présent décret au Bulletin des lois.

NOM ET PRÉNOMS.	NAISSANCE.		GRADES, armes, etc.	SERVICES effectifs.			CAMPAGNES			TOTAL	
	Dates.	Lieux.		Ans.	Mois.	Jours.	Ans.	Mois.	Jours.	Ans.	Mois.
1 RICHEN (Augustin-Jean-Joseph-Charles).	16 avril 1810.	Guémar (Haut-Rhin).	Capitaine au 10 ^e ré- giment de dragons.	23	7	•	1	•	•	24	7
2 SORET (Marie-Joseph-Athanase-Eugène).	21 mars 1811.	Vireux-Wallerand (Ardennes).	Capitaine de ca- valerie.	21	11	28	•	•	•	21	11
3 DESA (Guillaume)	4 avril 1802.	Messillac (Loire-Inférieure).	Lieutenant au 1 ^{er} ré- giment de chasseurs.	29	•	21	1	•	•	30	•
4 BOUVIER (Louis-Adolphe-Frédéric) (1).	10 nov. 1808.	Novarre (Piedmont).	Lieutenant à la com- pagnie de gendarme- rie de la Marine.	25	7	5	•	•	•	25	7
5 ROT (Cemille-Benjamin).	29 juin 1827.	Vannes (Morbihan).	Sergent au 16 ré- giment d'infanterie légère.	6	11	25	11	•	•	17	11
6 ALLARY (Barthelemy-Fré- déric).	11 mai 1815.	Peyrolles (Bouches-du-R.)	Caporal au 1 ^{er} ré- giment du génie.	15	2	14	30	•	•	45	2
7 CHAUVENAU (Maurice)	1 ^{er} août 1827.	Brain-sur- Allennes (Maine-et-Loire).	Soldat au 4 ^e ré- giment d'infanterie de ligne.	3	11	19	•	•	•	3	11
8 MANIÈRES (Jean-Auguste).	12 juin 1829.	Thiron-Gardaie (Eure-et-Loir).	Idem au 7 ^e idem.	1	6	11	•	•	•	1	6
9 BAUDRY (Pierre-Marie) . . .	31 mai 1827.	La Guyonnière (V. deé).	Idem au 65 ^e idem.	4	•	8	•	•	•	4	•
10 VICINOMITZ (François) . .	19 mars 1826.	Ciboure (Basses-Pyrénées).	Soldat au 4 ^e es- cadron du train des équipages militaires.	4	8	1	•	•	•	4	8
11 TIRONNEAU (Pierre)	25 janv. 1816.	Fay (Sarthe).	Soldat au 2 ^e ba- taillon d'infanterie légère d'Afrique.	9	6	9	10	•	•	19	6
12 BERLIAT (Chrude)	28 fév. 1827.	Dinardoux (Isère).	Soldat au 9 ^e ré- giment d'infanterie de ligne.	4	•	16	8	•	•	12	•
13 BLIND (Étienne)	19 juill. 1826.	Soudardorf (Haut-Rhin).	Idem au 20 ^e idem.	4	6	17	7	•	•	11	6
14 COUDERC (Louis)	29 sept. 1827.	Mercues (Lot).	Idem au 43 ^e idem.	4	•	15	6	•	•	10	•
15 PÈRE (Pierre)	8 février 1827.	Condom (Gers).	Idem.	4	•	16	6	•	•	10	•
16 PEYRECAVE (Pierre)	22 juill. 1827.	Lassevetat (Gers).	Idem.	4	•	16	6	•	•	10	•
17 TOURNER (Pierre)	11 juill. 1828.	Piurin (Finistère).	Soldat au 24 ^e ré- giment d'infanterie légère.	2	3	24	•	•	•	2	3

(1) Fils de François. — (2) A la condition que les arrérages ne commenceront qu'à dater du jour où il aura été rayé des contrôles d'activité, et sauf déduction du prix des journées pendant lesquelles il aura été traité dans un hôpital mi-
taire. — (3) A la condition que les arrérages ne commenceront qu'à dater du jour où il aura été rayé des contrôles d'a-

LIÈRE DES DROITS à la pension de retraite, et articles de la loi du 11 avril 1831 applicables à cette fixation.	GRADE sur lequel la pension est réglée.	QUANTITÉ de la pension.	POSITION actuelle des titulaires.	ÉPOQUE de l'entrée en jouissance de leur pension.	DOMICILE des titulaires.
Cécité complète. 15 et 18.	Capitaine.	1,600 ^(a)	En activité.	9 juin 1852.	Dignac (Charente).
Blessures et infirmités évaluées à la perte de l'usage d'un membre. 15 et 18.	Idem.	1,600 (b)	En non-activité.	Idem.	Commercy (Meuse).
Idem.	Lieutenant.	1,200 (a)	En activité.	Idem.	Paris (Seine).
Paralysie générale entraînée par le cours il de santé des armées équivalente à la perte de deux membres. 15 et 18.	Idem.	1,200 (a)	Idem.	16 juin 1852.	Witry-François (Marne).
Amputation d'un membre. 15 et 18.	Sergent.	800 (c)	Idem.	26 juin 1852.	Vannes (Morbihan).
Amputation d'un membre. 11, 15 et 18.	Caporal. (Ayant 13 ans d'activité dans ce grade.)	408 (b)	Concierge des bâ- timents militaires à Philippeville.	12 juin 1852.	Peyrilles (Bouches-du-Rhône).
Amputation d'un membre. 15 et 18.	Soldat.	800 (c)	En activité.	9 juin 1852.	Brain-sur-Allouettes (Maine-et-Loire).
Idem.	Idem.	300 (c)	Idem.	28 juin 1852.	Thiron-Gardais (Eure-et-Loir).
Idem.	Idem.	300 (c)	Idem.	Idem.	Longeron (Maine-et-Loire).
Idem.	Idem.	800 (c)	Idem.	25 juin 1852.	Elbours (Basses-Pyrénées).
Blessures et infirmités évaluées à la perte de l'usage de deux membres. 15 et 18.	Idem.	800 (c)	Idem.	8 juin 1852.	Le Mans (Sarthe).
Blessures et infirmités évaluées à la perte de l'usage d'un membre. 15 et 18.	Idem.	263 (c)	Idem.	6 juillet 1852.	Cremieu (Isère).
Idem.	Idem.	260 (c)	Idem.	10 juin 1852.	Sonderdorf (Haut-Rhin).
Idem.	Idem.	258 (c)	Idem.	5 juillet 1852.	Mercus (Lot).
Idem.	Idem.	253 (c)	Idem.	Idem.	Condom (Gers).
Idem.	Idem.	253 (c)	Idem.	Idem.	Lassquevat (Gers).
Idem.	Idem.	213 (c)	Dans ses foyers.	23 août 1852.	Plourin (Finistère).

est, sans déduction tant du prix des journées pendant lesquelles il aurait été traité dans un hôpital militaire, que des sommes perçues depuis cette époque à titre de solde de non-activité. — (c) A la condition que les arrérages ne commencent qu'à dater du jour où il aura été rayé des contrôles d'activité ou aura cessé d'être traité dans un hôpital militaire.

NOMS ET PRÉNOMS.	NAISSANCE.		GRADÉS, armes, etc.	SERVICES effectifs.			CAMPAGNES			TOTAL	
	Dates.	Lieux.		Ans.	Mois.	Jours.	Ans.	Mois.	Jours.	Ans.	Mois.
MINSOX (Jacques).....	25 mars 1821.	Bidestruff (Meurthe).	Soldat au régi- ment des sapeurs.	9	4	23	18	"	"	27	4
BARTHELEMY (Martin)...	23 fév. 1806.	Arc-sur Tille (Côte-d'Or).	Maréchal des lo- gis à la compagnie de gendarmerie de Maine-et-Loire.	24	1	11	"	"	"	24	1
FONTANAUX (François)...	3 août 1801.	Aigues-Vives (Ardèche).	Brigadier, gendarme à la compagnie de l. Lozère.	29	2	1	"	"	"	29	2
DELIVY (Pierre-Sébastien- Julien).	24 déc. 1817.	La Ferté-Milon (Aisne).	Soldat au batail- lon d'ouvriers d'ad- ministration.	12	6	6	14	"	"	26	6
GALLIER (Jean).....	3 janv. 1820.	Cuzac-Cahardès (Aude).	Caporal au 8 ^e ré- giment d'infanterie de ligne.	9	11	4	2	"	"	11	11
GRAND (Jacques).....	9 fév. 1826.	Bethonvillier (Haut-Rhin).	Soldat au 3 ^e ré- giment d'infanterie de ligne.	5	2	17	1	"	"	6	2
BAQUIÉ (Antoine).....	6 mai 1816.	Garanon (Ardèche).	Soldat au 15 ^e ré- giment d'infanterie légère.	4	8	2	"	"	"	4	8
DUMEL (François-Hippo- lite).	9 août 1828.	Chambry (Meurthe).	Soldat au 2 ^e ré- giment de lanciers.	2	3	1	"	"	"	2	3
BARTHEL (François-Xavier)	11 sept. 1824.	Hattendorf (Bas-Rhin).	Soldat au 1 ^{er} ré- giment de hussards.	4	1	21	"	"	"	4	1
POINDEBON (Théodore)...	17 mai 1828.	Le Lieré-la- Vieville. (Ain).	Idem.	2	11	16	"	"	"	2	11
BOUILLON (Julien - Jean- Marie).	26 janv. 1807.	Montenay (Mayenne).	Sergent, gendarme à la compagnie de Maine-et-Loire.	23	6	26	"	"	"	23	6
COLLEAU (François-Honoré)	16 mai 1800.	Loches (Indre-et-Loire).	Gendarme à la com- pagnie d'Indre-et- Loire.	29	3	18	"	"	"	29	3
BOUYER (Joseph).....	25 fév. 1809.	Thoirigné (Mayenne).	Idem de la Mayenne.	21	6	8	1	"	"	22	6
JOCTEUR (Jean-Pierre)...	14 oct. 1806.	Meyrieu (Isère).	Idem des Landes.	24	6	"	"	"	"	24	6
HENRY (Joseph).....	4 oct. 1800.	Heming (Meurthe).	Idem de la Meuse.	30	8	12	"	"	"	30	8
3 DESNOES (François-Joseph- Marie).	24 sept. 1815.	Merdrignac (Côte-du-Nord).	Soldat au 3 ^e esca- dron du train des équipages militaires	14	3	6	18	"	"	32	3

LISTES DES DROITS à la pension de retraite, et articles de la loi du 11 avril 1831 applicables à cette fixation.	GRADE sur lequel la pension est réglée.	QUOTITÉ de la pension.	POSITION actuelle des titulaires.	ÉPOQUE de l'entrée en jouissance de leur pension.	DOMICILE des titulaires.
Blessures et infirmités évaluées à la perte de l'usage d'un membre. 16 et 18. <i>Idem.</i>	Soldat.	300 ^f (a)	En activité.	3 juin 1852.	Nancy (Meurthe).
	Maréchal des logis.	400 (a)	<i>Idem.</i>	25 juin 1852.	Pouancé (Maine-et-Loire).
Blessures et infirmités évaluées à la perte de l'usage d'un membre. 11, 16 et 18. Blessures et infirmités évaluées à la perte de l'usage d'un membre. 16 et 18.	Brigadier. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	408 (a)	<i>Idem.</i>	12 juin 1852.	Florac (Lozère).
Blessures et infirmités évaluées à la perte de l'usage d'un membre. 16 et 18.	Soldat.	300 (a)	Dans ses foyers.	8 novembre 1851.	Soissons (Aisne).
Blessures et infirmités. 17 et 18. <i>Idem.</i>	Caporal.	220 (a)	En activité.	26 juin 1852.	Cuzac-Cabardès (Aude).
<i>Idem.</i>	Soldat.	300 (a)	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>	Paris (Seine).
<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>	300 (a)	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>	Garonon (Ariège).
<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>	300 (a)	<i>Idem.</i>	25 juin 1852.	Chambrey (Meurthe).
<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>	300 (a)	<i>Idem.</i>	26 juin 1852.	Huttendorf (Bas-Rhin).
<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>	300 (a)	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>	Poisieux (Aisne).
Blessures et infirmités. 11, 17 et 18. <i>Idem.</i>	Sergent. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	300 (a)	<i>Idem.</i>	25 juin 1852.	Maulevrier (Maine-et-Loire).
<i>Idem.</i>	Gendarme. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	240 (a)	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>	Bléré (Indre-et-Loire).
<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>	240 (a)	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>	Meyenne (Mayenne).
<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>	240 (a)	<i>Idem.</i>	9 juin 1852.	Pau (Basses-Pyrénées).
<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>	246 (a)	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>	Commercy (Mosue).
Blessures et infirmités. 17 et 18.	Soldat.	213 (a)	<i>Idem.</i>	11 juin 1852.	Merdignac (Châtes-du-Nord).

a) A la condition que les arrérages ne commenceront qu'à dater du jour où il aura été rayé des contrôles d'activité ou aura cessé d'être traité dans un hôpital militaire.

NOM ET PRÉNOM.	NAISSANCE.		GRADES, armes, etc.	SERVICES effectifs.			CAMPAGNES			TOTAL.		
	Dates.	Lieut.		Ans.	Mois.	Jours.	Ans.	Mois.	Jours.	Ans.	Mois.	Jours.
34 LE CARDINAL (Jean-Noël).	19 fév. 1826.	Le Fœil (Côtes-du-Nord).	Infirmier, soldat à la compagnie d'infirmiers militaires de la 6 ^e division.	4	6	13	"	"	"	4	6	13
35 AËPI (Charles-David) ...	30 déc. 1825.	Mulhouse (Haut-Rhin).	Soldat au 7 ^e ré- giment de hussards.	3	"	24	"	"	"	3	"	24

2. Ces pensions seront inscrites au trésor public, avec jouissance du jour indiqué à chaque article du tableau qui précède.

3. Avant le premier paiement de ces pensions, les titulaires seront tenus de produire au payeur un certificat du sous-intendant militaire de leur département, énonçant le temps pendant lequel ils auraient reçu, sur les fonds de la guerre ou de l'hôtel des invalides, depuis l'époque de jouissance indiquée ci-dessus, un traitement militaire ou une allocation incompatible avec une pension militaire, pour que le même temps leur soit déduit sur le décompte à faire des arrérages de leur pension.

Ce certificat indiquera si les titulaires sont passibles d'une retenue pour débêt envers le trésor public, envers l'administration du corps dont ils font partie, etc. afin qu'elle soit continuée dans la proportion relative à la quotité de leur pension.

4. Les ministres de la guerre et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait à Saint-Cloud, le 11 Août 1852.

Signé LOUIS-NAPOLÉON.

Le Ministre de la guerre,

Signé A. DE SAINT-ARNAUD.

NOMS DES PROPRIÉTAIRES à la pension de retraite, et articles de la loi de 11 avril 1831 applicables à cette fixation.	GRADE sur lequel la pension est réglée.	QUANTITÉ de la pension.	POSITION actuelle des titulaires.	ÉPOQUE de l'entrée en jouissance de leur pension.	DOMICILE des titulaires.
Blessures et infirmités. 17 et 18.	Soldat.	300 ^f (a)	En activité.	12 juin 1852.	Le Feil (Côtes-du-Nord).
Idem.	Idem.	300 (a)	Dans ses foyers.	17 avril 1850.	Paris (Seine).
	TOTAL.....	13,910			

(a) A la condition que les arrérages ne commenceront qu'à dater du jour où il aura été rayé des contrôles d'activité ou aura cessé d'être traité dans un hôpital militaire.

N° 6973. — DÉCRET qui accorde à quatre-vingt-cinq Militaires des Pensions de retraite à titre d'ancienneté de service.

Du 11 Août 1852.

LOUIS-NAPOLÉON, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu, 1° les articles 25 et 26 de la loi du 25 mars 1817, et l'article 3 de l'ordonnance du 20 juin suivant;

2° La loi du 11 avril 1831, sur les pensions de l'armée de terre;

3° Les lois sur les crédits affectés à l'inscription des pensions militaires au trésor public;

4° La fixation, établie d'après la révision du Conseil d'état, des pensions de retraite comprises dans le présent décret, portant le n° 51;

5° L'avis du ministre des finances, en date du 9 août 1852, exprimant qu'il a reconnu la légalité de cette fixation et la possibilité d'imputer les pensions proposées, montant à la somme de cinquante-sept mille six cent soixante et un francs, sur le crédit d'inscription ouvert pour l'année 1852;

Sur le rapport du ministre de la guerre,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Il est accordé à chacun des quatre-vingt-cinq militaires dénommés au tableau ci-après une pension de retraite fixée conformément aux indications de ce tableau (1), savoir :

(1) Les titulaires de ces pensions ne devront se pourvoir, soit près du payeur, soit près du ministre des finances, pour réclamer leur certificat d'inscription au trésor, qu'un mois après l'insertion du présent décret au Bulletin des lois.

NOMINÉS SOLDAT	NOMS ET PRÉNOMS.	NAISSANCE.		GRADES, armes, etc.	SERVICES effectifs.			CAMPAGNES			TOTALS.		
		Dates.	Lieux.		Ans.	Mois.	Jours.	Ans.	Mois.	Jours.	Ans.	Mois.	Jours.
1	KOENIG (John - Chrétien-Guillaume) (1).	14 fév. 1792.	Halle (Saxe).	Lieutenant - colonel, commandant de place à Neufbrisach.	44	1	8	17	"	"	61	1	8
2	ARAGO (Pierre-Jean-Victor).	8 avril 1792.	Estagel (Pyrénées-Or.).	Chef d'escadron, commandant de place à l'Île-d'Aix.	43	"	"	3	"	"	46	"	"
3	VANCHELLE (Pierre-Charles-François).	27 nov. 1802.	Perpignan (Pyrénées-Or.).	Capitaine au 16 ^e régiment d'infanterie légère.	30	3	10	8	"	"	38	3	10
4	LANES (Jean)	14 sept. 1794.	Castillon (Ariège).	Capitaine au 4 ^e régiment d'infanterie de ligne.	30	7	11	6	"	"	36	7	11
5	CONNES (Claude)	3 janv. 1799.	Valence (Tarn-et-Gar.).	Idem au 31 ^e idem.	30	3	9	15	"	"	45	3	9
6	ANGEUD (Louis-Engène) ..	26 août 1804.	Carpentras (Vaucluse).	Idem au 59 ^e idem.	31	"	19	11	"	"	42	"	19
7	ABADIE (Jean - Thomas-Léon).	5 mars 1800.	Toulon (Var).	Idem au 67 ^e idem.	30	5	16	9	1	15	39	7	1
8	COLLIN (François)	22 juill. 1799.	Achatel (Moselle).	Idem au 69 ^e idem.	31	10	5	7	"	"	38	10	5
9	LABAT (Pierre)	27 déc. 1799.	Hagetan (Landes).	Capitaine au 6 ^e régiment d'infanterie légère.	30	6	21	13	"	"	43	6	21
10	ARDOUREL (Jean-François).	16 avril 1800.	Villefranche (Aveyron).	Idem au 25 ^e idem.	30	"	14	7	"	"	37	"	14
11	PISSOT (Jean-Baptiste-Philippe).	5 mai 1799.	Cheminon (Marnes).	Chef d'escadron au 10 ^e régiment de cuirassiers.	34	10	"	"	"	"	34	10	"
12	COLLIN (François)	25 oct. 1800.	Buñières-les-Belmonts (Haute-Marnes).	Capitaine au 6 ^e lanciers.	31	3	19	1	"	"	32	3	19
13	LADURÈRE (Laurent-Gabriel-Augustin).	26 mars 1799.	Le Puy (Haute-Loire).	Capitaine au 9 ^e régiment de chasseurs.	32	1	"	6	"	"	38	1	"
14	ZERLAUT (François - Joseph).	14 janv. 1801.	Neufbrisach (Haut-Rhin).	Capitaine au 7 ^e régiment de hussards.	34	8	17	"	"	"	36	8	17
15	JABOUILLE (Edme - Thomas) (2).	8 oct. 1796.	Liège (Belgique).	Capitaine à la compagnie de gendarmerie de la Vienne.	32	"	18	"	"	"	34	"	18
16	CHARLOT (Jacques - François-Albin).	13 juill. 1801.	Voiron (Isère).	Capitaine au 3 ^e régiment du génie.	34	4	15	13	"	"	47	4	15
17	BAREY (Réné-Louis-Baptiste).	4 mars 1787.	Paris (Seine).	Garde principal du génie au dépôt des fortifications.	46	11	8	4	"	"	50	11	8
18	DE BROSSARD (Charlemagne).	20 fév. 1803.	Blangy (Seine-Inférieure).	Capitaine de cavalerie.	30	4	25	1	"	"	31	4	25
19	LAMON (Jean)	3 août 1798.	Oléac-Débat (Hautes-Pyrénées).	Sergent au 9 ^e régiment d'infanterie légère.	30	6	16	8	"	"	38	6	16
20	GRANIER (Charles-Fleury).	21 mars 1797.	Montmirat (Gard).	Maréchal des logis au 4 ^e régiment de cuirassiers.	30	6	16	"	"	"	32	6	16

(1) Naturalisé Français. — (2) Fils de Français.

(a) A la condition que les arrérages ne commenceront qu'à dater du jour où le titulaire aura été rayé des contrôles d'activité. — (b) Idem. Cette pension dans la fixation de laquelle il a été fait application de l'article 4 de la loi du

ARTICLES de la loi du 11 avril 1831 applicables à cette fonction.	GRADE sur lequel la pension est réglée.	QUANTITÉ de la pension.	POSITION actuelle des titulaires.	ÉPOQUE de l'entrée en jouissance de leur pension.	DOMICILE des titulaires.
9, 10 et 11.	Lieutenant-colonel. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade).	2,880 ^(a)	En activité.	18 juin 1852.	"
9 et 10.	Chef d'escadron.	1,913 (a)	Idem.	15 juin 1852.	Passy (Seine).
9, 10 et 11.	Capitaine. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	1,644 (a)	Idem.	17 juin 1852.	Toulon (Var).
9 et 10.	Capitaine.	1,340 (a)	Idem.	15 juin 1852.	Castillon (Ariège).
Idem.	Idem.	1,510 (a)	Idem.	19 juin 1852.	Val-de- (Tarn-et-Garonne).
Idem.	Idem.	1,450 (a)	Idem.	21 juin 1852.	Rennes (Ille-et-Vilaine).
Idem.	Idem.	1,400 (a)	Idem.	20 juin 1852.	Flassans (Var).
Idem.	Idem.	1,380 (a)	Idem.	15 juin 1852.	Achatel (Moselle).
Idem.	Idem.	1,480 (a)	Idem.	Idem.	Hagetmau (Landes).
Idem.	Idem.	1,350 (a)	Idem.	21 juin 1852.	Quimper (Finistère).
Idem.	Chef d'escadron.	1,625 (a)	Idem.	20 juin 1852.	Saint-Michel (Meuse).
Idem.	Capitaine.	1,250 (a)	Idem.	1 ^{er} juillet 1852.	Langres (Haute-Marne).
Idem.	Idem.	1,370 (a)	Idem.	25 juin 1852.	Le Puy (Haute-Loire).
Idem.	Idem.	1,340 (a)	Idem.	Idem.	Schélestadt (Bas-Rhin).
Idem.	Idem.	1,290 (a)	Idem.	5 juillet 1852.	"
9, 10 et 11.	Capitaine. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade).	1,860 (a)	Idem.	20 juin 1852.	Grenoble (Isère).
Idem.	Garde principal. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade).	1,680 (b)	Idem.	11 juin 1852.	Paris (Seine).
9 et 10.	Capitaine.	1,230 (c)	En non-activité.	13 janvier 1852.	Le Tréport (Seine-Inférieure).
9, 10 et 11.	Sergent. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade).	381 (a)	En activité.	10 juin 1852.	Tarbes (Hautes-Pyrénées).
9, et 10.	Maréchal de logis.	273 (a)	Idem.	8 juillet 1852.	Montmirat (Gard).

11 avril 1831, ne peut d'après l'article 27 de la même loi, être cumulée avec un traitement civil d'activité. —
 f) Sauf déduction des sommes perçues, depuis le 13 janvier 1852, à titre de solde de non-activité.

NOM ET PRÉNOM.	NAISSANCE.		GRANDES, ARMES, etc.	SERVICES effectifs.			CAMPAGNES			TOTAUX.		
	Dates.	Lieus.		Ann.	Mois.	Jours.	Ann.	Mois.	Jours.	Ann.	Mois.	Jours.
21 BERNARD (Jean-Baptiste).. 1800.	17 juin 1800.	Anzac (Charente).	Sergent, gendar- me à la compagnie de la Haute-Vienne.	30	4	7	2	"	"	32	4	7
22 JACQUES (Jean)..... 1801.	29 sept. 1801.	Saint-Jean- de-Bruel (Aveyron).	Sergent, gendar- me à la compagnie de l'Aveyron.	33	7	6	1	"	"	34	7	6
23 PRADAL (Jean-Baptiste).. 1796.	9 janv. 1796.	Narbonne (Aude).	Sergent, gendar- me à la compagnie du Gard.	32	10	7	2	"	"	34	10	7
24 ROCHON (Pierre-Nicolas).. 1799.	12 mai 1799.	Aouste (Ardennes).	Sergent, gendar- me à la compagnie des Ardennes.	30	1	28	4	"	"	34	1	28
25 BAZIER (Auguste)..... 1799.	19 janv. 1799.	Angers (Maine-et-Loire).	Maréchal des logis à la compagnie de gendarmerie de la Loire.	33	10	27	1	"	"	34	10	27
26 BRAZIER (François-Augus- tin).	29 mai 1800.	Paris (Seine).	Idem.	32	3	18	"	"	"	32	3	18
27 CLAUDE (Jean-Nicolas).. 1799.	29 août 1799.	La Houssière (Vosges).	Idem de Vosges.	31	"	3	3	"	"	34	"	3
28 COUSIN (Antoine)..... 1798.	9 août 1798.	La Châtelaine-sous Rougemont (Haut-Rhin).	Idem d'Eure-et- Loir.	32	9	18	1	"	"	33	9	18
29 NAURIN (Jean)..... 1795.	25 déc. 1795.	Souvigné (Deux-Sèvres).	Idem d'Indre-et- Loire.	30	2	20	"	"	"	30	2	20
30 PERRON (Jean-François).. 1798.	8 fév. 1798.	Révigny (Jura).	Idem du Doubs.	32	5	23	1	"	"	33	5	23
31 VALLÉE (Martin)..... 1799.	16 juill. 1799.	Evres (Indre-et-Loire).	Idem d'Indre-et- Loire.	30	6	16	1	"	"	31	6	16
32 VÉZÉ (François)..... 1801.	25 avr. 1801.	Silly-sur-Nied (Moselle).	Idem du Morbihan.	30	7	16	"	"	"	30	7	16
33 LEBLANC (Nicolas-Augus- tin).	9 mai 1799.	Reims (Marne).	Maréchal des lo- gis, brigadier au 1 ^{er} bataillon de gendar- merie mobile.	31	6	22	1	"	"	32	6	22
34 BÉNECH (Jean)..... 1796.	4 mar. 1796.	Epelais (Tarn-et-Gar.)	Maréchal des lo- gis, gendarme à la compagnie de Tarn- et-Garonne.	31	6	4	"	"	"	31	6	4
35 MILLANT (Ponce)..... 1799.	4 déc. 1799.	Sommanche (Ardennes).	Maréchal des lo- gis, gendarme à la compagnie des Ar- dennes.	31	6	16	"	"	"	31	6	16
36 ROUSSEL (Jacques-Mario- Augustin).	13 mar. 1798.	Bacreville (Pas-de-Calais).	Maréchal des lo- gis, gendarme à la compagnie du Pas- de-Calais.	32	9	20	1	"	"	33	9	20
37 SECRET (Louis)..... 1791.	20 déc. 1791.	Montcaen (Côte-d'Or).	Maréchal de lo- gis, gendarme à la 1 ^{re} compagnie de gendarmerie vélocité.	34	4	16	2	"	"	36	4	16

ARTICLES de la loi du 11 avril 1831 applicables à cette fixation.	GRADE sur lequel la pension est réglée.	QUANTITÉ de la pension.	POSITION actuelle des titulaires.	ÉPOQUE de l'entrée en jouissance de leur pension.	DOMICILE des titulaires.
9, 10 et 11.	Sergent. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	328 ^f (a)	Dans ses foyers.	21 février 1852.	Limoges (Haute-Vienne).
Idem.	Idem.	345 (a)	Idem.	26 avril 1852.	Rodez (Aveyron).
Idem.	Idem.	345 (a)	Idem.	21 mai 1852.	Lausselle (Gard).
Idem.	Idem.	341 (a)	Idem.	17 mai 1852.	Signy-l'Abbaye (Ardennes).
9 et 10.	Maréchal des logis.	288 (a)	Idem.	Idem.	Coteau (Loire).
9, 10 et 11.	Maréchal des logis. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	343 (a)	Idem.	Idem.	Saint-Jean-Bonnefond (Loire).
Idem.	Idem.	316 (a)	Idem.	1 ^{er} février 1852.	Ventron (Vosges).
Idem.	Idem.	316 (a)	Idem.	16 mai 1852.	Orléans (Loiret).
9 et 10.	Maréchal des logis.	254 (a)	Idem.	26 avril 1852.	Niort (Deux-Sèvres).
9, 10 et 11.	Maréchal de logis. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	332 (a)	Idem.	16 mai 1852.	Grey-de-Ville (Haute-Saône).
Idem.	Idem.	318 (a)	Idem.	21 juin 1852.	Loches (Indre-et-Loire).
Idem.	Idem.	309 (a)	Idem.	26 février 1852.	Auray (Morbihan).
Idem.	Idem.	327 (a)	Idem.	11 avril 1852.	Vanves (Seine).
Idem.	Idem.	314 (a)	Idem.	16 mai 1852.	Espalais (Tarn-et-Garonne).
Idem.	Idem.	318 (a)	En activité.	1 ^{er} juillet 1852.	Vouziers (Ardennes).
Idem.	Idem.	336 (a)	Dans ses foyers.	26 mai 1852.	Ardres (Pas-de-Calais).
Idem.	Idem.	359 (a)	Idem.	1 ^{er} mai 1852.	Mirebeau (Côte-d'Or).

(a) À la condition que les ayants droit ne commenceront qu'à dater du jour où le titulaire aura été rayé des contrôles d'activité.

NOM ET PRÉNOM.	NAISSANCE.		GRANDES, armes, etc.	SERVICES effectifs.			CAMPAGNES			TOTAUX.		
	Dates.	Lieux.		Ans.	Mois.	Jours.	Ans.	Mois.	Jours.	Ans.	Mois.	Jours.
38 LAVERDURE (Jean-Charles).	21 mars 1796.	Choisy-au-Bacq (Oise).	Caporal, gendar- me à la compagnie de la Somme.	31	11	28	"	"	"	31	11	28
39 LEBREUX (Auguste)...	26 mars 1798.	Vailly (Aisne).	Brigadier, gen- darmerie à la 2 ^e com- pagnie de gendarmes vétérans.	30	6	16	1	"	"	31	6	16
40 NYPOLI (André-Claude)...	16 janv. 1799.	Messimy (Ain).	Brigadier à la com- pagnie de gendar- merie de l'Ain.	31	1	19	"	"	"	31	1	19
41 PEGNOT (Jean-Pierre)...	24 fév. 1798.	Boys (Doubs).	Idem du Cher.	32	3	14	1	"	"	33	3	14
42 ROMIGNOT (Jean-Joseph)...	2 janv. 1802.	Thionville (Moselle).	Brigadier au 2 ^e bataillon de gendar- merie mobile.	31	"	21	23	"	"	54	"	21
43 AUDIN (Philippe-Joseph).	13 avr. 1800.	Bavay (Nord).	Brigadier, gen- darmerie à la com- pagnie de l'Oise.	30	5	19	"	"	"	30	5	19
44 DÉBARNAUD (Pierre)....	15 janv. 1796.	Saint-Hilaire (Aude).	Brigadier, gen- darmerie à la com- pagnie du Tarn.	33	1	5	2	"	"	35	1	5
45 KISSEL (Joseph).....	2 oct. 1797.	Vaucourt (Meurthe).	Brigadier, gen- darmerie à la com- pagnie de la Gironde.	30	9	21	"	"	"	30	9	21
46 LESSE (Adolphe-Joseph).	2 déc. 1802.	Nantes (Loire-Inférieure).	Brigadier, gen- darmerie à la com- pagnie du Var.	30	11	23	1	11	15	32	11	8
47 PETROUXY (Joseph).....	8 fév. 1794.	Monclar (Tarn-et-Garonne)	Brigadier, gen- darmerie à la com- pagnie de Tarn-et-Ga- ronne.	31	11	24	1	"	"	32	11	24
48 SAUSSEY (François-Pascal)	24 mars 1799.	Villafleur (Seine-Inférieure).	Brigadier, gen- darmerie à la com- pagnie de l'Aube.	31	3	15	1	"	"	32	3	15
49 ASERER (Florent).....	9 nov. 1798.	Marmoutier (Bas-Rhin).	Gendarme à la compagnie de la Charente-Inférieure.	32	4	29	"	"	"	32	4	29
50 DUFFRÈS (Jean-Fortuné)...	3 août 1797.	Saint-André- de-Valborgne (Gard).	Idem du Gard.	31	3	2	2	"	"	33	3	2
51 FERRÉ (François).....	23 juill. 1789.	Boyer (Saône-et-Loire).	Gendarme à la 2 ^e compagnie de gen- darmes vétérans.	32	"	17	10	"	"	42	"	17
52 NÉLATON (Jean-Claude)...	15 fév. 1800.	Chay (Doubs).	Gendarme à la com- pagnie de Maine-et- Loire.	30	4	2	"	"	"	30	4	2
53 PASSOT (Antoine).....	25 juin 1797.	S ^t -Christophe (Rhône).	Idem de la Vendée.	31	4	3	"	"	"	31	4	3
54 ROULLOT (Georges).....	20 fév. 1799.	Pierrefontaine (Doubs).	Idem de l'Ain.	31	4	4	1	"	"	32	4	4
55 ROTTIER (François - An- toine).	25 fév. 1791.	La Ferté-S ^t -Ambin (Loiret).	Idem du Loiret.	31	4	13	2	"	"	33	4	13
56 SEUVY (Adolphe-Jean)...	27 fév. 1803.	Soussac (Lot).	Idem du Cantal.	30	1	24	6	"	"	36	1	24

ARTICLES de la loi du 11 avril 1831 applicables à cette fixation.	GRADE sur lequel la pension est réglée.	QUANTITÉ de la pension.	POSITION actuelle des titulaires.	ÉPOQUE de l'entrée en jouissance de leur pension.	DOMICILE des titulaires.
9, 10 et 11.	Caporal. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	278 ^t (a)	Dans ses foyers.	21 mai 1852.	Omicourt (Somme).
Idem.	Brigadier. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	278 (a)	En activité.	11 juin 1852.	Corbeny (Aisne).
Idem.	Idem.	275 (a)	Dans ses foyers.	11 mai 1852.	Messimy (Ain).
9 et 10.	Brigadier.	241 (a)	Idem.	16 décembre 1851.	Châteaumeillant (Cher).
9, 10 et 11.	Brigadier. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	408 (a)	Idem.	16 juin 1852.	Perpignan (Pyrénées-Orientales).
Idem.	Idem.	268 (a)	Idem.	21 mai 1852.	Agnez (Oise).
Idem.	Idem.	304 (a)	En activité.	9 juin 1852.	Saint-Paul (Tarn).
Idem.	Idem.	271 (a)	Dans ses foyers.	26 avril 1852.	Macau (Gironde).
Idem.	Idem.	286 (a)	Idem.	11 mai 1852.	Uzès (Gard).
Idem.	Idem.	286 (a)	Idem.	Idem.	Valence-d'Agen (Tarn-et-Garonne).
Idem.	Idem.	282 (a)	Idem.	21 avril 1852.	Vendevre (Aube).
Idem.	Gendarme. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	255 (a)	En activité.	25 juin 1852.	Marans (Charente-Inférieure).
Idem.	Idem.	261 (a)	Dans ses foyers.	11 mai 1852.	Barjac (Gard).
Idem.	Idem.	315 (a)	En activité.	10 sept. 1851.	Paris (Seine).
Idem.	Idem.	243 (a)	Dans ses foyers.	16 décembre 1851.	Les Ponts-de-Cé (Maine-et-Loire).
Idem.	Idem.	249 (a)	Idem.	26 avril 1852.	Montaigu (Vendée).
Idem.	Idem.	255 (a)	Idem.	Idem.	Pierre-Fontaines-les-Blamons (Doubs).
Idem.	Idem.	261 (a)	Idem.	Idem.	Ouzouer (Loiret).
Idem.	Idem.	279 (a)	Idem.	16 mai 1852.	Cahors (Lot).

(a) A la condition que les arrérages ne commenceront qu'à dater du jour où le titulaire aura été payé des contributions d'activité.

NOMBRES D'INDIGES.	NOMS ET PRÉNOMS.	NAISSANCE.		GRANDES, armes, etc.	SERVICES effectifs.			CAMPAGNES			TOTAUX.		
		Date.	Lieux.		Ans.	Mois.	Jours.	Ans.	Mois.	Jours.	Ans.	Mois.	Jours.
57	SERRES (Julien)	8 janv. 1796.	Montech (Tarn-et-Gar.).	Gendarme à la compagnie de Tarn- et-Garonne.	36	7	14	"	"	"	36	7	14
58	VAVASSEUR (Pierre-Alexis)	28 juin 1793.	Nanteuil- les-Meaux (Seine-et-Marne).	Idem de Maine- et-Loire.	31	"	26	"	"	"	33	"	26
59	LEYMARIE (Martial).....	11 juin 1806.	Tulle (Corrèze).	Maître ouvrier à la manufacture d'ar- mes de Tulle.	36	"	16	"	"	"	36	"	16
60	SEVIER (Léonard) (1)....	17 oct. 1786.	Cherotte (Belgique).	Idem.	31	"	17	"	"	"	31	"	17
61	BARDIER (Honoré).....	18 nov. 1797.	Cabanès (Bouches-du-Rhône).	Sergent.	32	8	7	14	"	"	44	8	7
62	CARON (Pierre - Jacques- André).	24 nov. 1799.	Wallon-Cappel (Nord).	Idem.	30	3	14	24	"	"	52	5	14
63	CELARIÉ (Guillaume)....	22 déc. 1793.	Saint-Céré (Lot).	Idem.	31	"	16	18	"	"	49	"	16
64	PEVIT (Jean-Marie-Hyppo- lite).	20 mars 1800.	Reims (Marne).	Idem.	30	3	20	4	"	"	34	3	20
65	VON DER BURG (Barthold- Philippe-Auguste-Jules) (1)	10 août 1793.	Vannfried (Hesse-Cassel).	Idem.	31	"	16	8	"	"	39	"	16
66	DORÉ (Pierre).....	21 oct. 1795.	Cognac (Charente).	Sergent à la 3 ^e com- pagnie de canon- niers vétérans.	31	"	19	"	"	"	31	"	19
67	BASSEY (Jean-Mathurin).	21 nov. 1798.	Plestan (Côtes-du-Nord).	Caporal.	31	"	15	17	"	"	48	"	15
68	ESMEU (Pierre-Antoine).	5 août 1795.	Meulens (Basses-Alpes).	Idem.	31	8	26	"	"	"	33	8	26
69	BERRAST (Antoine - Éloy- Joseph-Louis).	1 ^{er} déc. 1796.	Morbecque (Nord).	Soldat libéré de la 1 ^{re} compagnie de fusiliers-vétérans.	30	6	21	"	"	"	36	6	21
70	DUSART (Louis-Joseph)...	3 oct. 1796.	Lille (Nord).	Soldat à la 1 ^{re} compagnie de fusil- liers vétérans.	31	3	6	1	"	"	32	3	6
71	GACON (Jean-Étienne)....	26 sept. 1797.	Pantusières (Loire).	Idem.	31	6	16	4	"	"	35	6	16
72	KLIFFEL (Jean-Georges)...	18 mars 1785.	Volf (Ba-Rhin).	Idem à la 2 ^e idem.	30	3	19	7	"	"	37	3	19
73	HÄCKENSTEN (André)....	28 mars 1796.	Strasbourg (Bas-Rhin).	Brigadier.	31	"	16	3	"	"	34	"	16
74	MARCHAND (Jean-Baptiste)	30 mars 1799.	Jouy (Eure-et-Loir).	Sergent à la 2 ^e compagnie de ca- nonniers vétérans.	31	"	16	16	"	"	47	"	16
75	BURDEIGNON (Jean-Glaude)	25 juill. 1798.	Chesary (Ain).	Soldat à la 3 ^e com- pagnie de canon- niers vétérans.	31	6	16	7	"	"	38	6	16
76	RUEZ (Antoine).....	19 juin 1797.	Pont-à-Mousson (Meurthe).	Idem.	31	"	16	1	"	"	32	"	16

(1) S'est pourvu sans en réclamation.

ARTICLES de la loi du 11 avril 1831 applicables à cette fraction.	GRADE sur lequel la pension est réglée.	QUOTITÉ de la pension.	POSITION actuelle des titulaires.	ÉPOQUE de l'entrée en jouissance de leur pension.	DOMICILE des titulaires.
9, 10 et 11.	Gendarme. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	382 ^f (a)	Dans ses foyers.	21 mai 1852.	La Française (Tarn-et-Garonne).
Idem.	Idem.	261 (a)	Idem.	6 mars 1852.	Salz (Vienne).
Idem.	Maître ouvrier. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	359 (a)	En activité.	27 juin 1852.	Tulle (Corrèze).
Idem.	Idem.	314 (a)	Idem.	5 juillet 1852.	Trignac (Corrèze).
9 et 10.	Sergent.	363 (a)	En activité à la 6 ^e compagnie de sous-officiers vétérans.	26 juin 1852.	L'Isle (Vaucluse).
9, 10 et 11.	Sergent. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	480 (a)	Idem.	Idem.	Mont-de-Maran (Landes).
Idem.	Idem.	476 (a)	Idem.	20 juillet 1852.	Villeneuve-d'Agen (Lot-et-Garonne).
Idem.	Idem.	341 (a)	Idem.	25 juin 1852.	Châtelleraut (Vienne).
Idem.	Idem.	386 (a)	Idem.	4 juillet 1852.	Paris (Seine).
Idem.	Idem.	314 (a)	En activité.	26 juin 1852.	Le Château (Ile d'Oleron) (Charente-Inférieure).
Idem.	Caporal. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	397 (a)	En activité à la 3 ^e compagnie de fusiliers vétérans.	5 juillet 1852.	Saint-Briac (Côtes-du-Nord).
Idem.	Idem.	293 (a)	Idem.	26 juin 1852.	Moolans (Basses-Alpes).
9 et 10.	Soldat.	205 (a)	Dans ses foyers.	30 mars 1851.	Bordeaux (Gironde).
Idem.	Idem.	213 (a)	En activité.	26 juin 1852.	Lille (Nord).
Idem.	Idem.	230 (a)	Idem.	4 juillet 1852.	Montrison (Loire).
Idem.	Idem.	258 (a)	Idem.	26 juin 1852.	Volf (Bapthine).
9, 10 et 11.	Brigadier. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	296 (a)	En activité à la 6 ^e compagnie de sous-officiers vétérans.	4 juillet 1852.	"
Idem.	Sergent. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	456 (a)	En activité.	8 juillet 1852.	Paris (Seine).
9 et 10.	Soldat.	215 (a)	Idem.	26 juillet 1852.	Narbonne (Basses-Pyrénées).
Idem.	Idem.	213 (a)	Idem.	8 juillet 1852.	Pont-à-Mousson (Meurthe).

(a) A la condition que les sous-officiers et soldats n'ont qu'à dater du jour où le titulaire aura été rayé des contrôles d'activité.

NOMMES D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS.	NAISSANCE.		GRANDES, armes, etc.	SERVICES effectifs.			CAMPAGNES			TOTAUX.		
		Dates.	Lieux.		Ans.	Mois.	Jours.	Ans.	Mois.	Jours.	Ans.	Mois.	Jours.
17	BLANC (Antoine).....	9 déc. 1791.	Saint-Geniez- le-Bas (Hérault).	Colonel d'artillerie.	43	11	16	6	"	"	49	11	16
18	POUDRA (Noël-Germinal).	19 avril 1794.	Paris (Seine).	Chef d'escadron au corps d'état-major.	42	6	17	4	"	"	46	6	17
19	LE GAL (Yves).....	5 mars 1798.	Melrand (Morbihan).	Capitaine aux sa- peurs-pompiers.	36	1	7	1	"	"	37	1	7
20	MAUPIN (François-Xavier).	2 janv. 1796.	Angécourt (Oise).	Lieutenant de gen- darmarie.	36	9	18	2	"	"	38	9	18
21	MONTRELS (Auguste).....	10 fév. 1796.	Le Vigan (Gard).	Idem.	37	"	22	2	"	"	39	"	22
22	MEURIER (Joseph).....	15 sept. 1798.	Pont-de- Beauvoisin (Isère).	Idem.	30	6	17	1	"	"	31	6	17
23	GALINIER (Pierre).....	17 mars 1792.	Castelnaudary (Aude).	Pharmacien - major.	33	9	19	4	"	"	37	9	19
24	BARRENE (Bernard).....	7 déc. 1793.	Avriebat (Hautes-Pyrénées)	Sergent.	34	"	17	3	"	"	37	"	17
25	JAMES (Honoré-François).	16 nov. 1799.	Saint-Ambrax (Gard).	Maréchal des logis.	34	1	13	2	"	"	36	1	13

(a) A la condition que les arrérages ne commenceront qu'à dater du jour où le titulaire aura été rayé des contrôles d'activité, et sauf déduction des sommes perçues, depuis ladite époque, sur la pension de 2,970 francs qui lui a été accordée le 19 février 1851, et que la présente annule. — (b) A la condition que les arrérages ne commenceront qu'à dater du jour où le titulaire aura été rayé des contrôles d'activité, et sauf déduction des sommes perçues, depuis ladite époque, sur la pension de 1,900 francs qui lui a été accordée le 3 mai 1851, et que la présente annule. — (c) A la condition que les arrérages ne commenceront qu'à dater du jour où le titulaire aura été rayé des contrôles d'activité, et sauf déduction des sommes perçues, depuis ladite époque, sur la pension de 1,300 francs qui lui a été accordée le 26 décembre 1851, et que la présente annule. — (d) A la condition que les arrérages ne commenceront qu'à dater du jour où le titulaire aura été rayé des contrôles d'activité, et sauf déduction des sommes perçues, depuis ladite époque, sur la pension de 980 francs qui lui a été accordée le 9 décembre 1851, et que la présente annule. — (e) A la condition que les arrérages ne commenceront qu'à dater du jour où le titulaire aura été rayé des contrôles d'activité, et sauf déduction des sommes perçues, depuis ladite époque, sur la pension de 970 fr.

2. Ces pensions seront inscrites au trésor public, avec jouissance du jour indiqué à chaque article du tableau qui précède.

3. Avant le premier paiement de ces pensions, les titulaires seront tenus de produire au payeur un certificat du sous-intendant militaire de leur département, énonçant le temps pendant lequel ils auraient reçu, sur les fonds de la guerre ou de l'hôtel des invalides, depuis l'époque de jouissance indiquée ci-dessus, un traitement militaire ou une allocation incompatible avec une pension militaire, pour que le même temps leur soit déduit sur le décompte à faire des arrérages de leur pension.

Ce certificat indiquera si les titulaires sont passibles d'une

ARTICLES de la loi du 11 avril 1831 applicables à cette fixation.	GRADE sur lequel la pension est réglée.	QUOTITÉ de la pension.	POSITION actuelle des titulaires.	ÉPOQUE de l'entrée en jouissance de leur pension.	DOMICILE des titulaires.
9 et 10.	Colonel.	3,000 ^f (a)	Jouit d'une pension.	4 février 1852.	.
Idem.	Chef d'escadron.	1,925 (b)	Idem.	22 avril 1852.	Paris (Seine).
Idem.	Capitaine.	1,350 (c)	Idem.	27 décembre 1851.	Brie-Comte-Robert (Seine-et-Marne).
Idem.	Lieutenant.	980 (d)	Idem.	13 janvier 1852.	Orléans (Loiret).
Idem.	Idem.	990 (e)	Idem.	17 octobre 1851.	Nîmes (Gard).
Idem.	Idem.	840 (f)	Idem.	17 janvier 1852.	Nevers (Nièvre).
9, 10 et 11.	Pharmacien - major. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	2,040 (g)	Idem.	3 mars 1852.	Besançon (Doubs).
Idem.	Sergent. (Ayant 22 ans d'activité dans ce grade.)	368 (h)	Idem.	1 ^{er} février 1848.	Lagor (Basses-Pyrénées).
Idem.	Maréchal des logis. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	359 (i)	Idem.	16 décembre 1851.	Le Vigan (Gard).
	TOTAL	57,661			

qui lui a été accordée le 9 décembre 1851, et que la présente annule. — (f) A la condition que les arrérages ne commenceront qu'à dater du jour où le titulaire aura été rayé des contrôles d'activité, et sauf déduction des sommes perçues, depuis ladite époque, sur la pension de 820 francs qui lui a été accordée le 15 mars 1852, et que la présente annule. — (g) A la condition que les arrérages ne commenceront qu'à dater du jour où le titulaire aura été rayé des contrôles d'activité, et sauf déduction des sommes perçues, depuis ladite époque, sur la pension de 2,010 francs qui lui a été accordée le 3 mai 1852, et que la présente annule. — (h) A la condition que les arrérages ne commenceront qu'à dater du jour où le titulaire aura été rayé des contrôles d'activité, et sauf déduction des sommes perçues, depuis ladite époque, sur la pension de 285 francs qui lui a été accordée le 26 avril 1848, et que la présente annule. — (i) A la condition que les arrérages ne commenceront qu'à dater du jour où le titulaire aura été rayé des contrôles d'activité, et sauf déduction des sommes perçues, depuis ladite époque, sur la pension de 350 francs qui lui a été accordée le 19 février 1852, et que la présente annule.

retenue pour débet envers le trésor public, envers l'administration du corps dont ils font partie, etc. afin qu'elle soit continuée dans la proportion relative à la quotité de leur pension.

4. Les ministres de la guerre et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait à Saint-Cloud, le 11 Août 1852.

Signé LOUIS-NAPOLÉON.

Le Ministre de la guerre,

Signé A. DE SAINT-ARNAUD.

N° 6974. — DÉCRET qui accorde à quinze Militaires des Pensions de retraite à titre d'ancienneté de service.

Du 11 Août 1852.

LOUIS-NAPOLÉON, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,
Vu, 1° les articles 25 et 26 de la loi du 25 mars 1817, et l'article 3 de l'ordonnance du 20 juin suivant;

2° La loi du 11 avril 1831, sur les pensions de l'armée de terre;

3° Les lois sur les crédits affectés à l'inscription des pensions militaires au trésor public;

4° La fixation, établie d'après la révision du Conseil d'état, des pensions de retraite comprises dans le présent décret, portant le n° 52;

5° L'avis du ministre des finances, en date du 9 août 1852,

NOMBRES D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS.	NAISSANCE.		GRADES, ETRES, etc.	SERVICES effectifs.			CAMPAGNES			TOTAUX.		
		Dates.	Lieux.		Ann.	Mois.	Jours.	Ann.	Mois.	Jours.	Ann.	Mois.	Jours.
1	BOULLÉ (Philippe-Marie).	23 juin 1790.	Plumeret (Morbihan).	Général de brigade.	45	"	22	11	"	"	56	"	22
2	CAVARNAC (Antoine-Louis-Stanislas).	28 juin 1790.	Paris (Seine).	Idem.	45	6	2	19	"	"	64	6	2
3	PERTUIS (Léon-Amable).	9 mars 1795.	Auxerre (Yonne).	Colonel au corps de l'état-major.	37	9	27	1	"	"	38	9	27
4	TILLY (Charles-Edouard).	8 déc. 1794.	Liméil-Brevannes (Seine-et-Oise).	Lieutenant-colonel au corps de l'état-major.	41	3	3	10	3	"	51	6	3
5	CRIFFAUT (Isidore).....	14 juill. 1799.	Prauthoy (Haute-Marne).	Capitaine, commandant de place à Days.	35	2	17	16	"	"	51	2	17
6	BARTHELEMY (Honoré-Armand).	22 mai 1792.	Pézenas (Hérault).	Colonel du 2° régiment d'infanterie légère.	39	"	16	7	"	"	46	"	16
7	GRAY-COUVALETTE (Gabriel).	14 avril 1797.	Grand-Bourg (Creuse).	Capitaine au 16° régiment d'infanterie de ligne.	36	6	17	4	"	"	40	6	17
8	TARDIF (Henry-Lazare-Casimir).	3 mars 1799.	Aix (Bouch.-du-Rhône).	Idem au 42° idem.	36	7	"	2	"	"	38	7	"
9	BIROUSTE (Jean-Maximilien).	29 juin 1797.	Clermont (Hérault).	Idem au 50° idem.	35	6	25	5	"	"	40	6	25
10	GARDIEN (Pierre-Nicolas-Benoît).	18 oct. 1797.	Châtel-sur-Moselle (Vosges).	Capitaine au 14° régiment d'infanterie légère.	31	3	14	"	"	"	31	3	14
11	FOURNES (Jean-Baptiste).	12 août 1796.	Toulouse (Haute-Garonne).	Idem au 15° idem.	33	6	17	9	"	"	42	6	17
12	MOURET (François-César).	22 déc. 1798.	Vervé (Belgique).	Idem au 21° idem.	35	1	1	3	"	"	38	1	1
13	DARTIGUE (Jean).....	4 janv. 1803.	Villeneuve (Landes).	Capitaine au 18° régiment d'infanterie de ligne.	31	6	16	2	"	"	33	6	16
14	HOUEL (Léonard-François).	25 nov. 1802.	Caen (Calvados).	Capitaine au 8° régiment de lanciers.	30	3	6	"	"	"	30	3	6
15	GA (Charles-Émile), dit GENTIL.	4 sept. 1804.	Luttenbourg (Bas-Rhin).	Trompette-major au 3° régiment de dragons.	31	6	16	1	"	"	32	6	16

exprimant qu'il a reconnu la légalité de cette fixation, et la possibilité d'imputer les pensions proposées, montant à la somme de trente-mille six cent quarante et un francs, sur le crédit d'inscription ouvert pour l'année 1852.

Sur le rapport du ministre de la guerre,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est accordé à chacun des quinze militaires dénommés au tableau ci-après une pension de retraite fixée conformément aux indications de ce tableau (1), savoir :

(1) Les titulaires de ces pensions ne devront se pourvoir, soit près du payeur, soit près du ministre des finances, pour réclamer leur certificat d'inscription au trésor, qu'un mois après l'insertion du présent décret au Bulletin des lois.

ARTICLES de la loi de 11 avril 1831 applicables à cette fixation.	GRADE sur lequel la pension est réglée.	QUANTITÉ de la pension.	POSITION actuelle des titulaires.	ÉPOQUE de l'entrée en jouissance de leur pension.	DOMICILE des titulaires.
9 et 10.	Général de brigade.	4,000 ^f	"	24 juin 1852.	Vannes (Morbihan).
Idem.	Idem.	4,000	"	29 juin 1852.	Compiègne (Oise).
Idem.	Colonel.	2,670 (a)	En disponibilité.	30 juillet 1852.	Paris (Seine).
Idem.	Lieutenant-colonel.	2,400 (a)	Idem.	20 juillet 1852.	Idem.
9, 10 et 11.	Capitaine. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	1,920 (a)	En congé.	1 ^{er} juillet 1852.	Dijon (Côte-d'Or).
9 et 10.	Colonel.	2,895 (a)	En activité.	14 juillet 1852.	Nîmes (Gard).
9, 10 et 11.	Capitaine. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	1,704 (a)	Idem.	5 juillet 1852.	Haute-Contz (Moselle).
Idem.	Idem.	1,656 (a)	Idem.	Idem.	Aix (Bouches-du-Rhône).
Idem.	Idem.	1,704 (a)	Idem.	10 juillet 1852.	Bourg (Ain).
Idem.	Idem.	1,476 (a)	Idem.	5 juillet 1852.	Arras (Pas-de-Calais).
Idem.	Idem.	1,752 (a)	Idem.	20 juillet 1852.	Perpignan (Pyrénées-Orientales).
Idem.	Idem.	1,644 (a)	Idem.	5 juillet 1852.	"
9 et 10.	Capitaine.	1,280 (a)	Idem.	20 juillet 1852.	S ^t -Martin-de-Saignaux (Landes).
Idem.	Idem.	1,210 (a)	Idem.	1 ^{er} juillet 1852.	Paris (Seine).
Idem.	Trumpette-major.	320 (a)	Idem.	15 juillet 1852.	Strasbourg (Bas-Rhin).
	TOTAL.....	30,641			

(a) À la condition que les arrérages ne commenceront qu'à dater du jour où le titulaire aura été rayé des contrôles d'activité.

2. Ces pensions seront inscrites au trésor public, avec jouissance du jour indiqué à chaque article du tableau qui précède.

3. Avant le premier paiement de ces pensions, les titulaires seront tenus de produire au payeur un certificat du sous-intendant militaire de leur département, énonçant le temps pendant lequel ils auraient reçu sur les fonds de la guerre, ou de l'hôtel des invalides, depuis l'époque de jouissance indiquée ci-dessus, un traitement militaire ou une allocation incompatible avec une pension militaire, pour que le même temps leur soit déduit sur le décompte à faire des arrérages de leur pension.

Ce certificat indiquera si les titulaires sont passibles d'une retenue pour débet envers le trésor public, envers l'administration du corps dont ils font partie, etc. afin qu'elle soit continuée dans la proportion relative à la quotité de leur pension.

4. Les ministres de la guerre et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait à Saint-Cloud, le 11 Août 1852.

Signé LOUIS-NAPOLÉON.

Le Ministre de la guerre,

Signé A. DE SAINT-ARNAUD.

N° 6975. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre de la guerre), qui nomme chevaliers de l'ordre national de la Légion d'honneur les militaires dont les noms suivent, savoir:

CAVALERIE.

M. *Bacquoy (Aimé)*, capitaine au premier régiment de cuirassiers; vingt-cinq ans de service effectif.

M. *Prevez (Jean-Pierre-Antoine)*, capitaine au deuxième régiment de cuirassiers; vingt-six ans de service effectif.

M. *Huber (Henri)*, lieutenant au troisième régiment de cuirassiers; vingt-huit ans de service effectif.

M. *Viala (Jean-Joseph-Théophile)*, lieutenant au quatrième régiment de cuirassiers; vingt-quatre ans de service effectif.

M. *Dapas (Pierre-Auguste-Louis-Antoine)*, capitaine au cinquième régiment de cuirassiers; vingt et un ans de service effectif.

M. *Donnat (François)*, lieutenant au huitième régiment de cuirassiers; vingt-six ans de service effectif et deux campagnes.

M. *Borreleuier* (*Papoul-Léon*), capitaine adjudant-major au neuvième régiment de cuirassiers; vingt-six ans et demi de service effectif.

M. *Canchois* (*Louis-Joseph*), lieutenant au dixième régiment de cuirassiers; vingt-cinq ans de service effectif et une campagne.

M. *Poupart* (*Achille-Paul*), lieutenant au premier régiment de dragons; vingt-huit ans de service effectif.

M. *Melber* (*Charles-Eugène*), capitaine adjudant-major au deuxième régiment de dragons; vingt-trois ans de service effectif.

M. *Louis* (*Nicolas*), lieutenant au troisième régiment de dragons; vingt-quatre ans de service effectif.

M. *Nowian* (*Jean-Marie-Baptiste*), capitaine-trésorier du quatrième régiment de dragons; vingt ans de service effectif.

M. *Lantelme* (*Jean*), sous-lieutenant au cinquième régiment de dragons; vingt-six ans de service effectif.

M. *Dejean* (*Jean-Pierre*), brigadier au sixième régiment de dragons; vingt-huit ans de service effectif et quatre campagnes.

M. *Lamoureux* (*Louis*), capitaine au huitième régiment de dragons; vingt et un ans de service effectif.

✶ M. *Robert de Saint-Vincent* (*Albéric-François*), major du neuvième régiment de dragons; vingt-six ans de service effectif.

M. *Rougebief* (*Antoine-Denis-Théodore*), lieutenant au dixième régiment de dragons; vingt-deux ans de service effectif.

M. *Pauly* (*Pierre-Joseph*), lieutenant au onzième régiment de dragons; vingt-deux ans de service effectif et trois campagnes.

M. *Stive* (*Silvain-Joseph*), sous-lieutenant au deuxième régiment de lanciers; vingt-six ans de service effectif.

M. *Servais* (*Louis-Eugène*), capitaine-trésorier du troisième régiment de lanciers; vingt et un ans de service effectif.

M. *Niewiaris* (*Antoine-Joseph-Toussaint*), capitaine d'habillement du quatrième régiment de lanciers; vingt et un ans de service effectif.

M. *Chevallier de la Bigotière* (*Louis-Léopold*), lieutenant au cinquième régiment de lanciers; quinze ans de service effectif et six campagnes.

M. *Gauquelin d'Espallières* (*Eugène-Valéry*), capitaine au huitième régiment de lanciers; vingt et un ans de service effectif et deux campagnes.

M. *Fleury* (*Auguste-Fortuné*), capitaine d'habillement du premier régiment de chasseurs; vingt-deux ans de service effectif et trois campagnes.

M. *Massabeau* (*Jean*), maréchal des logis au deuxième régiment de chasseurs; trente-deux ans et demi de service effectif et deux campagnes.

M. *Hatry* (*Alexandre-Jacques-Gustave*), capitaine instructeur au troisième régiment de chasseurs; vingt-six ans de service effectif.

M. *Gaiban-Dumont* (*Amand-Alexandre-Camille-Marie*), capitaine au cinquième régiment de chasseurs; vingt-six ans de service effectif et trois campagnes.

M. *Bigault-d'Arvaucourt* (*Nicolas*), capitaine au sixième régiment de chasseurs; vingt-deux ans de service effectif et quatre campagnes.

M. *Moizin* (*Stanislas-Adolphe-Joseph*), capitaine adjudant-major au septième régiment de chasseurs; vingt-neuf ans de service effectif et une campagne.

M. *Albertini* (*Louis-Alexandre*), capitaine au huitième régiment de chasseurs; vingt-quatre ans de service effectif et treize campagnes.

M. *Dumesrel* (*Louis-Joseph*), maréchal des logis au neuvième régiment de chasseurs; vingt-huit ans et demi de service effectif et six campagnes.

M. *Montigny (Jean-François-Alphonse)*, capitaine au dixième régiment de chasseurs; vingt-six ans de service effectif.

M. *Guilhemin (Étienne)*, capitaine adjudant-major au douzième régiment de chasseurs; vingt-trois ans de service effectif.

M. *Delmas de Lacoste (Jean-Louis)*, capitaine du treizième régiment de chasseurs; vingt-deux ans de service effectif.

M. *De Villers (Dominique-Marie-Ernest)*, major au premier régiment de hussards; vingt-trois ans de service effectif.

M. *Perdrix (Paul)*, capitaine au deuxième régiment de hussards; vingt-quatre ans de service effectif et six campagnes.

M. *Biot (Jean-Baptiste)*, trompette-major au troisième régiment de hussards; vingt-six ans de service effectif.

M. *De Brémond (Jacques-Joseph-Henri)*, capitaine adjudant-major au quatrième régiment de hussards; vingt-cinq ans de service effectif.

M. *Périmony (Pascal-Josué)*, sous-lieutenant au quatrième régiment de hussards; vingt-six ans et demi de service effectif.

M. *Husson (Louis-Gustave)*, capitaine au cinquième régiment de hussards; dix-neuf ans de service effectif et trois campagnes.

M. *Bourdillon (Louis)*, lieutenant au sixième régiment de hussards; neuf ans et demi de service effectif.

M. *Renand (Paul-Alexandre)*, maréchal des logis au septième régiment de hussards; vingt ans de service effectif et six campagnes.

M. *Mauduit (Évariste-Albéric-Adolphe)*, capitaine d'habillement au neuvième régiment de hussards; vingt et un ans de service effectif.

M. *Harmand (Hector-François)*, capitaine instructeur à l'école de cavalerie; vingt et un ans de service effectif.

M. *Guillaumot (Simon-Louis-Frédéric)*, lieutenant au premier régiment de chasseurs d'Afrique; vingt-deux ans de service effectif et quinze campagnes.

M. *Clovis (Constance-Étienne)*, maréchal des logis au premier régiment de chasseurs d'Afrique; vingt et un ans et demi de service effectif et quinze campagnes.

M. *Lejaste (Aristide-Aubin)*, capitaine au deuxième régiment de chasseurs d'Afrique; vingt-deux ans de service effectif et sept campagnes.

M. *Larchevêque (Jules-Denis)*, brigadier au deuxième régiment de chasseurs d'Afrique; quinze ans de service effectif et quatorze campagnes.

M. *Rigau (Antoine-Édouard)*, major du troisième régiment de chasseurs d'Afrique; vingt-trois ans de service effectif et deux campagnes.

M. *Richard (Jean)*, maréchal des logis au troisième régiment de chasseurs d'Afrique; neuf ans de service effectif, huit campagnes et une blessure.

M. *Lalondre (Adolphe)*, capitaine au quatrième régiment de chasseurs d'Afrique; dix-sept ans de service effectif et douze campagnes.

M. *Petit-Pas (Jean-François)*, maréchal des logis au quatrième régiment de chasseurs d'Afrique; quinze ans de service effectif et douze campagnes.

M. *Hue de Mathan (Edgard)*, chef d'escadron au premier régiment de spahis; vingt-six ans et demi de service effectif et deux campagnes.

M. *Guillier (Jean-Baptiste)*, maréchal des logis au premier régiment de spahis; dix-sept ans de service effectif et douze campagnes.

M. *De France (Jean-Alexandre-Ernest)*, chef d'escadron au deuxième régiment de spahis; vingt ans et demi de service effectif et deux campagnes.

M. *Brunvarlet (Jean-Louis)*, capitaine au troisième régiment de spahis; vingt-cinq ans et demi de service effectif et huit campagnes.

M. *Artisson (Jean-Pierre)*, maréchal des logis à la troisième compagnie de cavaliers de remonte; trente et un an et demi de service effectif et cinq campagnes.

Remonte générale.

M. *Poumier (Charles)*, capitaine au deuxième régiment de chasseurs; dix-huit ans de service effectif et quatre campagnes.

M. *Boreux (Antoine-Jules)*, capitaine au deuxième régiment de chasseurs; vingt-huit ans et demi de service effectif et une campagne.

Vétérinaires.

M. *Berthe (Jean-Louis-Auguste)*, vétérinaire en premier au neuvième régiment de chasseurs; seize ans de service effectif et onze campagnes.

M. *Dorléans (Louis-Georges)*, vétérinaire en premier au onzième régiment de chasseurs; trente et un ans de service effectif.

ARTILLERIE.

État-major et établissements.

M. *Martenet (François-Joseph-Agis)*, capitaine en premier, sous-inspecteur adjoint des forges du nord-est, à Metz; vingt-quatre ans de service effectif.

M. *Bossa (Louis-Octave)*, capitaine en premier, adjoint à l'inspecteur des forges, à Paris, vingt-trois ans de service effectif et une campagne.

M. *Martin (Eugène)*, capitaine en premier, sous-directeur de la fonderie de Douai; vingt-trois ans de service effectif.

M. *Dorgeon (Silvain)*, capitaine en premier, sous-directeur de la manufacture d'armes de Châtellerauld; vingt et un ans de service effectif et sept campagnes.

M. *René (Philippe-Louis)*, capitaine en premier, adjoint au chef de la section du matériel de l'arme au ministère de la guerre; vingt-deux ans de service effectif.

M. *Solcille (Jean-Charles-François)*, capitaine en premier, aide de camp de M. le général de division de la Hite, vingt ans de service effectif et deux campagnes.

M. *Besson (Bruno)*, garde principal au dépôt central; vingt-quatre ans de service effectif.

M. *Pignieuille (François)*, garde à la direction de Saint-Omer; trente-six ans de service effectif.

M. *Bernard (Antoine)*, contrôleur d'armes à la direction de Grenoble; trente et un ans de service effectif.

M. *Walboth (Jean-Baptiste)*, garde à la direction de Perpignan; quarante ans de service effectif et trois campagnes.

M. *Gobert (Joseph)*, chef ouvrier d'état à la direction de Rennes; trente-trois ans de service effectif et trois campagnes.

M. *Sorbets (Augustin)*, garde à la direction de Strasbourg; trente-quatre ans de service effectif.

M. *Vergès dit Moura (Pierre)*, garde à la direction de Montpellier; vingt-neuf ans de service effectif et onze campagnes.

Troupes.

M. *Le Carayer de Lainsecq (Ambroise-Charles-Eugène)*, capitaine en premier

au premier régiment d'artillerie; vingt ans de service effectif et quatre campagnes.

M. *Picrey (Gabriel-Henry)*, maréchal des logis au premier régiment d'artillerie; vingt-neuf ans de service effectif et six campagnes.

M. *Chevallier (Jules)*, capitaine en premier au deuxième régiment d'artillerie; vingt et un ans de service effectif et six campagnes.

M. *Drouet (Habert-Maxime-Prudent)*, adjudant sous-officier au deuxième régiment d'artillerie; vingt-sept ans de service effectif.

M. *Lafaille (Jean-Gabriel)*, capitaine en premier au troisième régiment d'artillerie; quinze ans de service effectif et six campagnes.

M. *Hussenet (Nicolas)*, maréchal des logis au troisième régiment d'artillerie; vingt et un ans de service effectif et sept campagnes.

M. *Esparre (Pierre-Louis)*, capitaine en second au quatrième régiment d'artillerie; vingt et un ans de service effectif, quatre campagnes et une blessure.

M. *Gaboche (Augustin-Benoîné)*, maréchal des logis au quatrième régiment d'artillerie; vingt-trois ans de service effectif et une campagne.

M. *De Pistoris (Jean-Julien-Fulcrand-Charles)*, capitaine en premier au cinquième régiment d'artillerie; vingt et un ans de service effectif et une campagne.

M. *Souchon (Charles-Frédéric)*, capitaine en second au cinquième régiment d'artillerie; dix-huit ans de service effectif et onze campagnes.

M. *Bremon (Jean-Baptiste)*, sous-officier au cinquième régiment d'artillerie; vingt et un ans de service effectif.

M. *Marion (Charles-Étienne-Gabriel)*, capitaine en premier au sixième régiment d'artillerie; vingt-trois ans de service effectif et trois campagnes.

M. *Laburandrie (Claude)*, maréchal des logis au sixième régiment d'artillerie; vingt-quatre ans de service effectif.

M. *Guillaume (Claude)*, artificier au septième régiment d'artillerie; dix-huit ans de service effectif et huit campagnes; s'est distingué au siège de Rome.

M. *Peris (Jean-Claude)*, adjudant sous-officier au septième régiment d'artillerie; seize ans de service effectif et sept campagnes.

M. *Authier (François-Hippolyte)*, capitaine en premier au huitième régiment d'artillerie; vingt-cinq ans de service effectif et deux campagnes.

M. *Sols (Antoine)*, maréchal des logis au huitième régiment d'artillerie; vingt-huit ans de service effectif et une campagne.

M. *Garnier-Kérnault (Edouard-Charles-Marie)*, capitaine en premier au neuvième régiment d'artillerie; vingt-quatre ans de service effectif.

M. *Jalabert (Pierre-Narcisse)*, maréchal des logis au neuvième régiment d'artillerie; vingt-trois ans de service effectif et deux campagnes.

M. *Maillot (Charles-Henri)*, capitaine en premier au dixième régiment d'artillerie; vingt-deux ans de service effectif.

M. *Roelly (Laurent)*, trompette au dixième régiment d'artillerie; vingt-neuf ans de service effectif et sept campagnes.

M. *Meinadier (Ernest-Pierre-Jacques)*, capitaine en premier au onzième régiment d'artillerie; vingt-trois ans de service effectif.

M. *Maitre (Jean-Claude)*, maréchal des logis au onzième régiment d'artillerie; vingt-neuf de service effectif et une campagne.

M. *Marie (Honoré-Désiré)*, capitaine en premier au douzième régiment d'artillerie; vingt-six ans de service effectif.

M. Frison (*Pierre-Joseph-Célestin*), capitaine en second au douzième régiment d'artillerie; vingt et un ans de service effectif et quatre campagnes.

M. Ronzy (*Jean-Eustache*), maréchal des logis au douzième régiment d'artillerie; vingt-cinq ans de service effectif.

M. Monnot-Arbilleur (*Jean-Joseph*), capitaine en premier au treizième régiment d'artillerie; vingt ans de service effectif et quatre campagnes.

M. Fourcade (*Pierre*), maréchal des logis chef au treizième régiment d'artillerie; quatorze ans de service effectif et neuf campagnes.

M. Degorge (*Constant-Albert-Joseph*), capitaine en second au quatorzième régiment d'artillerie; vingt-quatre ans de service effectif et cinq campagnes.

M. Liouville (*Charles*), adjudant sous-officier au quatorzième régiment d'artillerie; vingt-trois ans de service effectif.

M. Montaigne (*Jean-Nicolas*), capitaine en second au quinzième régiment d'artillerie (pontonniers); vingt-six ans de service effectif et une campagne.

M. Laurent (*Stanislas*), sergent-major au quinzième régiment d'artillerie (pontonniers); vingt et un ans de service effectif et quatre campagnes.

M. Bascle de Lagrèze (*Sylvestre-Apollonie-Jules*) capitaine en premier à la sixième compagnie d'ouvriers; vingt ans de service effectif et cinq campagnes.

M. Renard (*Jean-Baptiste*), sergent-major à la douzième compagnie d'ouvriers; vingt-deux ans de service effectif et trois campagnes.

Train des parcs d'artillerie.

M. Guinehen (*Mathurin*), maréchal des logis au premier escadron du train des parcs d'artillerie; vingt-six ans de service effectif et cinq campagnes.

M. Saganan (*Bernard*), brigadier-trompette au deuxième escadron du train des parcs d'artillerie; trente ans de service effectif et une campagne.

M. Testevin (*Jean*), lieutenant au troisième escadron du train des parcs d'artillerie; vingt-sept ans de service effectif et trois campagnes.

M. Fonsart (*Dauphin-Thomas*), capitaine au quatrième escadron du train des parcs d'artillerie; vingt-sept ans de service effectif.

Compagnie de canonniers vétérans.

M. Baille (*Désiré-Alexandre-Céleste*), capitaine en premier commandant la cinquième compagnie de canonniers vétérans; vingt-quatre ans de service effectif.

GÉNIE.

État-major.

M. Potel (*Jean-Pierre-Amédée*), capitaine de première classe, à Saintes; vingt-deux ans de service effectif et deux campagnes.

M. Lejeune (*Jules*), capitaine de première classe, à Landrecies; vingt ans de service effectif et quatre campagnes.

M. Blondeau (*Oscar-Adrien-Joseph-Camille*), capitaine de première classe à l'école régimentaire de Metz; vingt ans de service effectif et trois campagnes.

M. Grasset (*Pierre-Antoine-Térence*), capitaine de première classe à Calais; vingt-deux ans de service effectif et trois campagnes.

M. Dantancoort (*Pierre-Jules*), capitaine de première classe au dépôt des fortifications, à Paris, vingt-quatre ans de service effectif et deux campagnes.

M. Benoit (*Louis-Xavier*), capitaine de première classe à l'école d'application de Metz : vingt ans de service effectif et quatre campagnes.

Gardes du génie.

M. Taponnot (*Cléode*), garde de première classe à Paris (administration); trente-deux ans de service effectif et deux campagnes.

M. Bigot (*Charles-François*), garde de première classe à Thionville; trente-trois ans de service effectif et une campagne.

M. Bailly (*Hyppolyte-François-Joseph*), garde de première classe à Paris (ministère de la guerre); vingt-six ans de service effectif et deux campagnes.

M. Héringre (*Fidèle-Frédéric*), garde principal à Paris (direction); trente-six ans de service effectif et une campagne.

M. Donop (*Charles-Nicolas-Joseph*), garde de première classe à Abbeville; trente-quatre ans de service effectif et une campagne.

M. Coiffier (*Gustain-Louis-Victor*), garde de première classe à Sedan; vingt-deux ans de service effectif et onze campagnes.

M. Poncé (*Marie-Désiré-Alfred*), garde de première classe en Algérie; vingt-trois ans de service effectif et quatorze campagnes.

M. Rigal (*François-Auguste-Adrien*), garde de deuxième classe en Algérie; vingt et un ans de service effectif et dix-sept campagnes.

Troupes.

M. Courtin (*Firmin*), capitaine en second au premier régiment en Algérie; vingt et un ans de service effectif et cinq campagnes.

M. Justel (*Antoine*), maréchal des logis au premier régiment en Algérie; quatorze ans de service effectif et quatorze campagnes.

M. Mosse (*Georges*), sergent au premier régiment en Algérie; dix-huit ans de service effectif et onze campagnes.

M. Rivière (*Jean-Camille*), lieutenant en premier au deuxième régiment à Paris, treize ans de service effectif et huit campagnes.

M. Joly (*Jean-Victor*), sergent au deuxième régiment à l'armée d'Italie; neuf ans de service effectif et cinq campagnes.

M. Bedos (*Jean-César*), maréchal des logis au deuxième régiment en Algérie; vingt ans de service effectif et dix-sept campagnes.

M. Lesecq (*Jean-Baptiste-Victor*), capitaine en second au troisième régiment à Montpellier; quinze ans de service effectif et six campagnes.

M. Bourlier (*Louis-Joseph*), caporal au troisième régiment à Montpellier; treize ans de service effectif et sept campagnes.

M. Tissot (*Jean*), maître ouvrier au troisième régiment à Montpellier; vingt ans de service effectif et neuf campagnes.

Chefs arabes.

M. Si-Mokhtar-ben-Deikha, caïd des Ouled-Sellem et des Ouled-Derradj-Cheraga; huit ans de service effectif et cinq campagnes.

M. Si-Siman-ben-Ziam, hakem de la ville de Milianah; dix ans de service effectif et cinq campagnes. (*Du 10 Mai 1852.*)

N° 6976. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre de la guerre), qui nomme chevalier de l'ordre national de la Légion d'honneur *M. Choizelat (Gustave-Antoine-Marie)*, lieutenant au soixante-quatrième régiment d'infanterie de ligne, adjoint au bureau arabe de première classe de Milianah; il compte onze ans de service effectif et dix campagnes. (Du 10 Mai 1852.)

N° 6977. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre de la guerre) qui nomme chevaliers de l'ordre national de la Légion d'honneur les chefs arabes ci-après désignés, savoir :

M. Sy-Mohammed-es-Saïd-ben-Aty-Chérif, aga de Chellata (province d'Alger); il a contribué à la pacification des tribus kabyles de l'Oued-Sabél supérieur, et a combattu les agitateurs qui tentaient de soulever le pays.

M. El-Akhdar-ben-Ahmed-ben-Mohamed-el-Mekrasi, fils du khalifa de la Medjana (province de Constantine), appartient à la famille la plus considérable de la province de Constantine; sert avec dévouement, et a mérité les éloges des généraux qu'il a suivis dans des expéditions.

M. Ahmed-Khodja-Ould-ben-Achour, neveu du cheik Bou-Akkas, un des principaux chefs du Ferdjona (province de Constantine); quatorze ans de service effectif; a fait preuve de zèle et de dévouement dans les expéditions qu'il a suivies, a commandé avec distinction le Ferdjonna pendant l'absence du cheik Bou-Akkas. (Du 12 Mai 1852.)

N° 6978. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contresigné par le ministre de la guerre) qui nomme dans l'ordre national de la Légion d'honneur les militaires dont les noms suivent, savoir :

OFFICIERS.

M. Digne (François), chef d'escadron, commandant la compagnie de gendarmerie de la Gironde; quarante et un ans de service effectif, cinq campagnes, deux blessures; chevalier du 7 juin 1832.

M. Portanier de la Rochette (Claude-Jean-Eugène), chef de bataillon au sixième régiment d'infanterie légère; trente et un ans de service effectif, deux campagnes; chevalier du 18 septembre 1847.

M. Michaux (Étienne-Jules), chef d'escadron instructeur à l'école de cavalerie; vingt-sept ans de service effectif; chevalier du 17 avril 1845.

M. Roget (Adolphe-Alcide), chef d'escadron au deuxième régiment d'artillerie, commandant les batteries montées de la division d'occupation en Italie; trente ans de service effectif, neuf campagnes; chevalier du 17 août 1841.

M. Ohier (Marie-Paul-Antoine), chef d'escadron au cinquième régiment d'artillerie; vingt-cinq ans de service effectif, cinq campagnes; chevalier du 6 mars 1846.

CHEVALIERS.

Gendarmerie.

M. Boiteux (Jean-Ignace), maréchal des logis à la compagnie de la Seine; trente et un ans de service effectif.

M. Quero (*Vincent-Julien*), brigadier à la compagnie de gendarmerie de la Seine ; trente-deux ans de service effectif, quatre campagnes.

M. Thiriet (*Jean-Baptiste*), brigadier à la compagnie de gendarmerie de la Seine ; trente et un ans de service effectif, deux campagnes.

M. Mentrel (*Charles-Jean-Baptiste-Honoré*), brigadier à la compagnie de gendarmerie de la Seine ; trente-trois ans de service, une campagne.

M. Vely (*Jules-Désiré-Louis-Guistain*), lieutenant à la compagnie de Seine-et-Oise ; vingt-cinq ans de service effectif.

M. Rousseau (*Juvénal*), maréchal des logis à la compagnie de Seine-et-Oise ; trente-deux ans de service effectif.

M. Brozier (*Jean-Baptiste*), maréchal des logis à la compagnie de Seine-et-Marne ; trente-deux ans de service effectif.

M. David (*Pierre*), sous-lieutenant à la compagnie d'Eure-et-Loir ; vingt-cinq ans de service effectif.

M. Deschamps (*Jean-Isidore-Frédéric*), lieutenant à la compagnie de l'Orne ; vingt-neuf ans de service effectif, une campagne.

M. Oudard (*Jean-Baptiste*), lieutenant à la compagnie de la Sarthe ; vingt-quatre ans de service effectif, douze campagnes.

M. Vacher (*Pierre*), lieutenant trésorier de la compagnie du Loiret ; vingt-cinq ans de service effectif, une campagne.

M. de Lagrange (*Jacques*), lieutenant à la compagnie du Calvados ; vingt ans de service effectif.

M. Legrand (*Jacques-Arnaud-Victor*), lieutenant à la compagnie de la Manche ; vingt ans de service effectif, une campagne.

M. Moy (*Mathurin*), maréchal des logis à la compagnie du Finistère ; vingt-quatre ans de service effectif, cinq campagnes, une blessure.

M. Lamblin (*Charles-Félix*), lieutenant à la compagnie d'Indre-et-Loire ; vingt-quatre ans de service effectif.

M. Cetto (*Benoît-François-Victor*), sous-lieutenant à la compagnie de Loir-et-Cher ; vingt-huit ans de service effectif, dix-neuf campagnes.

M. Agar (*Alain*), lieutenant à la compagnie de la Vienne ; vingt-six ans de service effectif.

M. Rollin de Courtaillet (*Alfred*), lieutenant à la compagnie de l'Indre ; vingt-trois ans de service effectif.

M. Flaget (*François-Étienne*), capitaine à la compagnie du Puy-de-Dôme ; vingt-six ans de service effectif, deux campagnes.

M. Klain (*Jean*), lieutenant à la compagnie du Cher ; vingt-six ans de service effectif.

M. Fayolles (*Jean-Joseph*), maréchal des logis à la compagnie du Cher ; vingt-neuf ans de service effectif, quatorze campagnes.

M. Sigrist (*François-Joseph*), sous-lieutenant à la compagnie des Deux-Sèvres ; trente et un ans de service effectif, une campagne.

M. Grogneuf (*Jean-Baptiste*), lieutenant-trésorier de la compagnie de la Charente-Inférieure ; vingt-six ans de service effectif.

M. Demasgontier (*Louis-Nicolas*), lieutenant à la compagnie de la Charente ; vingt-six ans de service effectif.

M. Germoy (*Henry*), lieutenant à la compagnie des Landes ; vingt-quatre ans de service effectif, deux campagnes.

M. Wenner (*Jean-Pierre*), lieutenant à la compagnie des Basses-Pyrénées ; seize ans de service effectif, dix campagnes.

M. Richard (*Martial*), lieutenant à la compagnie de la Haute-Vienne; vingt ans de service effectif.

M. Hallard (*Pierre*), lieutenant à la compagnie de la Dordogne; vingt-neuf ans de service effectif.

M. Viala (*Jean-Baptiste*), lieutenant à la compagnie de la Corrèze; vingt et un ans de service effectif.

M. Dubus (*Magloire-Napoléon*), lieutenant à la compagnie du Lot; vingt-trois ans de service effectif.

M. Boissenot (*Jean-Jacques-Alexis*), capitaine à la compagnie de Lot-et-Garonne; vingt-neuf ans de service effectif.

M. Moireau (*Louis-Auguste*), lieutenant à la compagnie de l'Aveyron; vingt-six ans de service effectif, onze campagnes.

M. Desmier (*Philippe-Paul-Émeri-Marie-Adrien*), capitaine à la compagnie de Tarn-et-Garonne; vingt-six ans de service effectif.

M. Olleris (*Jean*), lieutenant à la compagnie des Hautes-Pyrénées; vingt-huit ans de service effectif.

M. Alary (*Pierre*), lieutenant à la compagnie de l'Aude; vingt-trois ans de service effectif.

M. Drapeau (*Pierre-André-Napoléon*), lieutenant à la compagnie du Tarn; vingt-quatre ans de service effectif.

M. Roger (*Jean*), lieutenant à la compagnie de l'Ardèche; vingt-neuf ans de service effectif.

M. Chantavoine (*François*), capitaine à la compagnie de l'Hérault; vingt-sept ans de service effectif.

M. Vidal (*Jean-Hippolyte*), capitaine trésorier de la compagnie des Bouches-du-Rhône; trente-trois ans de service effectif.

M. Innocenzi (*Joseph-Louis*), lieutenant à la première compagnie de la Corse; vingt-sept ans de service effectif.

M. Bernard (*François*), sous-lieutenant trésorier de la deuxième compagnie de la Corse; vingt-cinq de service effectif.

M. Simoni (*Michel-Antoine*), sous-lieutenant à la quatrième compagnie de la Corse; vingt-six ans de service effectif.

M. Saint-Marc (*Auguste-Aimé*), capitaine à la compagnie de la Drôme; vingt-neuf ans de service effectif, une campagne.

M. Dumesme (*Jean-Émile-Edmond*), lieutenant à la compagnie des Hautes-Alpes; vingt et un ans de service effectif, quatre campagnes.

M. Richand (*Jean-Baptiste*), lieutenant à la compagnie du Rhône; trente-trois ans de service effectif, une campagne.

M. Motinot (*Joseph*), gendarme à la compagnie du Rhône; vingt-neuf ans de service effectif, quatre campagnes, neuf citations.

M. Terrel (*Benott*), lieutenant à la compagnie de Saône-et-Loire; vingt-sept ans de service effectif.

M. Arnaud (*Jean-François-Marie-Adolphe*), lieutenant trésorier de la compagnie de la Loire; vingt-neuf ans de service effectif, trois campagnes.

M. Coquet (*André*), brigadier à la compagnie de la Côte-d'Or; trente-deux ans de service effectif, une campagne.

M. Audouin (*Paul*), lieutenant à la compagnie de l'Aube; vingt-sept ans de service effectif; s'est distingué pendant les événements de décembre.

M. Leroux (*Louis*), lieutenant à la compagnie de la Haute-Saône; vingt et un ans de service effectif, trois campagnes.

M. *Crespia* (*Jacques-Pierre-Désiré*), lieutenant trésorier de la compagnie du Jura; vingt-huit ans de service effectif, cinq campagnes.

M. *Baridon* (*Louis-Joseph*), lieutenant à la compagnie de l'Ain; vingt-quatre ans de service effectif.

M. *Pleux* (*Joseph-Nicolas*), lieutenant à la compagnie de la Meurthe; vingt-neuf ans de service effectif, une campagne.

M. *Dapala* (*François-Maurice-Xavier*), lieutenant à la compagnie des Vosges; vingt-neuf ans de service effectif.

M. *Brocard* (*Dominique*), lieutenant à la compagnie de la Haute-Marne; dix-neuf ans de service effectif, douze campagnes.

M. *Mauginet* (*François*), lieutenant à la compagnie de la Moselle; vingt-sept ans de service effectif.

M. *Deval* (*Charles-François*), capitaine à la compagnie de la Marne; vingt-quatre ans de service effectif.

M. *Laire* (*Jean-Nicolas*), gendarme à la compagnie de la Marne; trente ans de service effectif.

M. *Weick* (*Henri*), sous-lieutenant à la compagnie des Ardennes; vingt-quatre ans de service effectif.

M. *Machu* (*Victor-Pascal*), lieutenant à la compagnie du Pas-de-Calais; trente-quatre ans de service effectif.

M. *Tordoux* (*Louis-Joseph-Célestin*), lieutenant à la compagnie du Nord; vingt-neuf ans de service effectif.

M. *Borgomano* (*Dominique-Antoine*), lieutenant à la compagnie de l'Aisne; vingt-trois ans de service effectif, une campagne.

M. *Duvernoy* (*Jean-Thomas*), lieutenant à la compagnie du Bas-Rhin; vingt ans de service effectif, cinq campagnes.

M. *Remy* (*Laurent-Félix*), sous-lieutenant au deuxième bataillon de gendarmerie mobile; vingt-deux ans de service effectif, une campagne.

Infanterie.

M. *Haquin* (*Pierre-Adolphe*), lieutenant au premier régiment d'infanterie de ligne; vingt et un ans de service effectif, six campagnes.

M. *Blazy* (*Étienne*), lieutenant au deuxième régiment d'infanterie de ligne; vingt-deux ans de service effectif, cinq campagnes.

M. *Vigneaux* (*Hippolyte*), sous-lieutenant au deuxième régiment d'infanterie de ligne; quinze ans de service effectif, sept campagnes.

M. *Lefèvre* (*Antoine-Félix*), sous-lieutenant au cinquième régiment d'infanterie de ligne; dix-huit ans de service effectif, neuf campagnes.

M. *Weissamburger* (*Valentin*), lieutenant au septième régiment d'infanterie de ligne; dix-neuf ans de service effectif, sept campagnes, une blessure.

M. *Beaumont* (*Louis-Pierre*), lieutenant au dixième régiment d'infanterie de ligne; dix-neuf ans de service effectif, quatre campagnes.

M. *Pourpre* (*Marcelin-Cachet*), lieutenant au deuxième régiment d'infanterie de ligne; seize ans de service effectif, huit campagnes.

M. *Pillard* (*Jean*), lieutenant au quinzième régiment d'infanterie de ligne; vingt-six ans de service effectif, quatre campagnes.

M. *de Philip* (*Louis-Honoré-Adrien*), capitaine au dix-septième régiment d'infanterie de ligne; vingt-quatre ans de service effectif.

M. *Royer* (*Jean-Jacques-Luc-Antoine*), lieutenant au dix-septième régiment d'infanterie de ligne; vingt-cinq ans de service effectif, deux campagnes.

M. *Augier (Jean-Charles)*, capitaine au vingt et unième régiment d'infanterie de ligne; vingt-trois ans de service effectif, quatre campagnes.

M. *Gau (Jacques)*, lieutenant au vingt-deuxième régiment d'infanterie de ligne; vingt-sept ans de service effectif, six campagnes.

M. *Grilland (François)*, sous-lieutenant au vingt-cinquième régiment d'infanterie de ligne; vingt-six ans de service effectif, cinq campagnes.

M. *Lefebvre (Sigismond-Hermann)*, lieutenant au vingt-septième régiment d'infanterie de ligne; vingt et un ans de service effectif.

M. *Gazilhac (Étienne-François)*, capitaine au vingt-neuvième régiment d'infanterie de ligne; vingt et un ans de service effectif.

M. *Bonnet (Justin-Michel)*, capitaine au trente-deuxième régiment d'infanterie de ligne; vingt-trois ans de service effectif, huit campagnes.

M. *Jordis (Jérôme-François)*, capitaine au trente-quatrième régiment d'infanterie de ligne; vingt et un ans de service effectif.

M. *Crave (Nicolas-Eugène)*, lieutenant au trente-cinquième régiment d'infanterie de ligne; vingt et un ans de service effectif.

M. *Boutinard (Jean)*, sous-lieutenant au trente-sixième régiment d'infanterie de ligne; vingt-trois ans de service effectif, cinq campagnes.

M. *Quais (Louis-François)*, lieutenant au quarante et unième régiment d'infanterie de ligne; dix-neuf ans de service effectif, huit campagnes.

M. *Letellier (Jean-Louis-Charles)*, lieutenant au quarante-cinquième régiment d'infanterie de ligne; vingt et un ans de service effectif.

M. *Darmasin (Pierre)*, lieutenant au quarante-sixième régiment d'infanterie de ligne; vingt ans de service effectif.

M. *Pinelli (Joseph-Marie)*, capitaine au quarante-septième régiment d'infanterie de ligne; vingt et un ans de service effectif, cinq campagnes.

M. *Rouaut (Jean-Pierre)*, lieutenant au quarante-septième régiment d'infanterie de ligne; vingt-trois ans de service effectif, trois campagnes.

M. *Dejort (Julien-Arène)*, capitaine au cinquantième régiment d'infanterie de ligne; vingt-cinq ans de service effectif, deux campagnes.

M. *Begant (Jacques)*, sous-lieutenant au cinquantième régiment d'infanterie de ligne; vingt-quatre ans de service effectif.

M. *Castor (Jean-Patrice)*, lieutenant au cinquante-quatrième régiment d'infanterie de ligne; vingt-cinq ans de service effectif, deux campagnes.

M. *Mingaud (Jean-Joseph-François-Casimir)*, capitaine au cinquante-septième régiment d'infanterie de ligne; vingt-quatre ans de service effectif.

M. *Dernaule (Louis-Joseph)*, sous-lieutenant au cinquante-neuvième régiment d'infanterie de ligne; vingt et un ans de service effectif, quatre campagnes.

M. *Dufréne (Vincent)*, lieutenant au soixantième régiment d'infanterie de ligne; vingt-trois ans de service effectif, cinq campagnes.

M. *Dupont (Floury)*, lieutenant au soixante-deuxième régiment d'infanterie de ligne; vingt-six ans de service effectif, sept campagnes.

M. *Dufourc-d'Hargerville (André-Louis-Théodore)*, capitaine au soixante-quatrième régiment d'infanterie de ligne; vingt ans de service effectif, cinq campagnes.

M. *Sarrail (Jean-Marguerite)*, lieutenant au soixante-quatrième régiment d'infanterie de ligne; vingt et un ans de service, six campagnes.

M. *Eigot (Victor)*, lieutenant au soixante-sixième régiment d'infanterie de ligne; vingt-six ans de service effectif, sept campagnes.

M. *Merre (Louis-Hippolyte-Stanislas)*, lieutenant au soixante-septième régi-

ment d'infanterie de ligne; vingt et un ans de service effectif, cinq campagnes.

M. *Malgouyré (Hippolyte)*, capitaine au soixante-huitième régiment d'infanterie de ligne, vingt-trois ans de service effectif, six campagnes.

M. *Fille (Jean-Pascal-Laurent)*, capitaine au soixante-neuvième régiment d'infanterie de ligne; trente ans de service effectif, une campagne.

M. *Richard (Joseph)*, lieutenant au soixante-neuvième régiment d'infanterie de ligne; vingt-quatre ans de service effectif, trois campagnes.

M. *Espaignac (Jean-Bernard-Victor)*, lieutenant au soixante et dixième régiment d'infanterie de ligne; vingt ans de service effectif, cinq campagnes.

M. *de Razout (Pierre-Gaspard)*, lieutenant au soixante et onzième régiment d'infanterie de ligne; vingt ans de service effectif.

M. *Bauf (Joseph-Antoine)*, capitaine au soixante et treizième régiment d'infanterie de ligne; trente et un ans de service effectif.

M. *Cadeillan (Jean)*, lieutenant au soixante et treizième régiment d'infanterie de ligne; vingt et un ans de service effectif.

M. *Bayeux (Erphile-Adolphe)*, lieutenant au soixante et quatorzième régiment d'infanterie de ligne; vingt et un ans de service effectif, cinq campagnes.

M. *Moureaux (Noël)*, tambour-major du soixante et quatorzième régiment d'infanterie de ligne; vingt-sept ans de service effectif.

M. *Girardeau (Jean-François-Théodore)*, lieutenant au premier régiment d'infanterie légère; vingt ans de service effectif.

M. *Eraac (François-Joseph)*, lieutenant au deuxième régiment d'infanterie légère; vingt et un ans de service effectif, cinq campagnes.

M. *de Glapion (Georges-Hippolyte)*, capitaine au cinquième régiment d'infanterie légère, vingt et un ans de service effectif.

M. *Haget dit Cazenave (Pierre)*, lieutenant au cinquième régiment d'infanterie légère; vingt-six ans de service effectif, cinq campagnes.

M. *Demengeot (Joseph-Jules)*, lieutenant au septième régiment d'infanterie légère; dix-sept ans de service effectif, sept campagnes.

M. *Beaudouin (Henri-Edmond)*, capitaine au huitième régiment d'infanterie légère; onze ans de service effectif, cinq campagnes; a pris part à des expéditions nombreuses et à des travaux topographiques importants.

M. *Leroy (Apollon-Albert-Germain-Napoléon)*, capitaine au neuvième régiment d'infanterie légère; vingt-deux ans de service, six campagnes.

M. *Mandary (Jean-Baptiste)*, lieutenant au neuvième régiment d'infanterie légère; vingt-neuf ans de service effectif.

M. *Cayré (Jean-Baptiste)*, lieutenant au dixième régiment d'infanterie légère; vingt et un ans de service effectif, dix campagnes.

M. *Ferré (Pierre)*, sous-lieutenant au onzième régiment d'infanterie légère; vingt ans de service effectif.

M. *Grand (Louis-Isidore)*, lieutenant au douzième régiment d'infanterie légère; vingt ans de service effectif, cinq campagnes.

M. *Chevaillier (Louis-Joseph)*, lieutenant au treizième régiment d'infanterie légère; vingt et un ans de service effectif, sept campagnes.

M. *Houssin (Jean-Marie)*, sous-lieutenant au quatorzième régiment d'infanterie légère; seize ans de service effectif, six campagnes.

M. *Debard (Antoine)*, capitaine au seizième régiment d'infanterie légère; vingt-cinq ans de service effectif, quatre campagnes.

M. Laberns (Louis-Marie), sous-lieutenant au seizième régiment d'infanterie légère; vingt-cinq ans de service effectif, six campagnes.

M. Peloni (Ange-Pascal), lieutenant au dix-septième régiment d'infanterie légère; vingt-neuf ans de service effectif.

M. Boscher (Louis), capitaine au dix-huitième régiment d'infanterie légère; vingt-quatre ans de service effectif.

M. Picard (Gabriel-Séraphy), lieutenant au vingtième régiment d'infanterie légère; vingt-deux ans de service effectif, deux campagnes.

M. Bigarré-Villedanet (Louis-Fortuné), sous-lieutenant au vingt et unième régiment d'infanterie légère; vingt et un ans de service effectif, quatre campagnes.

M. Naus (Adrien-Henri), lieutenant au vingt-deuxième régiment d'infanterie légère; dix-huit ans de service effectif, douze campagnes, une blessure.

M. Bertrand (Jean-Joseph), lieutenant au vingt-quatrième régiment d'infanterie légère; vingt-trois ans de service effectif.

M. Pitté (Jean-Baptiste-François), capitaine au vingt-cinquième régiment d'infanterie légère; vingt et un ans de service effectif, cinq campagnes.

M. Guimar (Jean-Louis), capitaine au troisième bataillon de chasseurs à pied; dix-sept ans de service effectif, trois campagnes.

M. Chapelais (Charles-Joseph), sous-lieutenant porte-drapeau du premier régiment de zouaves; vingt ans de service effectif, onze campagnes.

M. Ben-Aouda-ben-Kaddour, sergent au premier régiment de zouaves.

M. Boyer (Prosper-Désiré), capitaine au deuxième régiment de zouaves; dix-sept ans de service effectif, six campagnes.

M. Pousson (Jean-Guillaume), lieutenant au deuxième régiment de zouaves; vingt-quatre ans de service effectif, douze campagnes.

M. Saint-Martin (Jean-Marie), capitaine au troisième régiment de zouaves; vingt-quatre ans de service effectif, cinq campagnes, une blessure.

M. Pernot (Ovide-Célestin), sous-lieutenant au troisième régiment de zouaves; dix ans de service effectif, trois campagnes, deux blessures.

M. Dahoux (Jean-René), capitaine au troisième bataillon d'infanterie légère d'Afrique; vingt et un ans de service effectif, quatorze campagnes.

M. Tardy de Montravel (Jean-Marie-Albert), lieutenant au premier régiment de la légion étrangère; vingt-trois ans de service effectif, quatorze campagnes.

M. Gautier (Jules-Auguste-Oscar), lieutenant au deuxième régiment de la légion étrangère; douze ans de service effectif, onze campagnes, une blessure.

M. Godinot de Vilairs (Eugène-Adolphe-Pierre), capitaine adjudant-major aux tirailleurs indigènes de Constantine; seize ans de service effectif, six campagnes.

M. Mecaoud-ben-Mohammed, lieutenant aux tirailleurs indigènes d'Alger; dix ans de service effectif, onze campagnes, une blessure.

M. Derroja (Jacques-François-Benoît), lieutenant à la deuxième compagnie de pionniers de discipline; dix-huit ans de service effectif, huit campagnes.

M. Bertin (Jean), lieutenant à la deuxième compagnie de sous-officiers vétérans; vingt-sept ans de service effectif, sept campagnes.

Cavalerie.

M. Juia (Joseph-Ferdinand), capitaine au troisième régiment de cuirassiers; vingt et un ans de service effectif.

M. *Raures* (*Jean-Louis*), capitaine au quatrième régiment de cuirassiers; vingt ans de service effectif, une campagne.

M. *Bartin* (*Jean-Baptiste*), maréchal des logis au cinquième régiment de cuirassiers; vingt-cinq ans de service effectif.

M. *Willemia* (*François*), capitaine au huitième régiment de cuirassiers; vingt et un ans de service effectif.

M. *Canchois* (*Zecharie-Marie*), capitaine au dixième régiment de cuirassiers; vingt-deux ans de service effectif, une campagne.

M. *Dalquerra* (*Pierre-Bernard*), capitaine au premier régiment de dragons; vingt et un ans de service effectif.

M. *Pieplus* (*Pierre-Emile*), capitaine au cinquième régiment de dragons; vingt ans de service effectif.

M. *Perchet* (*Léon-Nicolas*), capitaine au sixième régiment de dragons; vingt-huit ans de service effectif.

M. *Raynaud* (*Philippe-François*), capitaine au neuvième régiment de dragons; vingt et un ans de service effectif.

M. *Jovart* (*Namance-Antoine*), capitaine au dixième régiment de dragons; vingt et un ans de service effectif.

M. *Gentil de la Breuille* (*Paul-Alexandre-Léon*), capitaine au deuxième régiment de lanciers; vingt et un ans de service effectif.

M. *Pavy* (*Hyacinthe-Joseph*), maréchal des logis au deuxième régiment de lanciers; vingt-trois ans de service effectif.

M. *Sautereau* (*Pierre-François-Jacques-Noël*), sous-lieutenant au troisième régiment de lanciers; seize ans de service effectif, neuf campagnes.

M. *Collon* (*Étienne-François*), capitaine adjudant-major au cinquième régiment de lanciers; vingt et un ans de service effectif.

M. *Rabiat* (*Constant-Léonard*), capitaine au huitième régiment de lanciers; vingt et un ans de service effectif.

M. *Mosmann* (*Pierre-Ignace-Désiré*), lieutenant au deuxième régiment de chasseurs; vingt ans de service, quatre campagnes.

M. *Ratouis* (*Achille*), capitaine au neuvième régiment de chasseurs; vingt-cinq ans de service effectif, trois campagnes.

M. *Tilliard* (*Adolphe-Jules*), capitaine au premier régiment de hussards; quinze ans de service effectif.

M. *Izard* (*Guillaume-Isidore*), capitaine au troisième régiment de hussards; vingt-quatre ans de service effectif.

M. *Landry* (*Alfred*), capitaine au sixième régiment de hussards; vingt ans de service effectif, une campagne.

M. *Michel* (*François-Gabriel*), capitaine au sixième régiment de hussards; vingt et un ans de service effectif, deux campagnes.

M. *d'Avrange d'Haugtrauville* (*Charles-François-Melchior-Léopold*), capitaine au septième régiment de hussards; vingt ans de service effectif.

M. *de Cotta* (*Charles-Paul-Comsary*), chef d'escadron au neuvième régiment de hussards; vingt-cinq ans de service effectif, trois campagnes.

M. *Renaud* (*François-Alexis*), sous-lieutenant au premier régiment de chasseurs d'Afrique; douze ans de service effectif, onze campagnes.

M. *Fourest* (*Gérard-Étienne-Hubert*), lieutenant au deuxième régiment de chasseurs d'Afrique; dix-neuf ans de service effectif, quatorze campagnes.

M. *Laville* (*Antoine-Léon*), lieutenant au troisième régiment de chasseurs d'Afrique; quatorze ans de service effectif, dix campagnes.

M. Colin (*Marie-Germain-François-Clovis*), capitaine au quatrième régiment de chasseurs d'Afrique; quinze ans de service effectif, seize campagnes.

M. Morel (*Alphonse-Auguste*), sous-lieutenant au premier régiment de spahis; onze ans de service effectif, dix campagnes.

M. Vilain (*Antoine*), spahis au premier régiment; douze ans de service effectif, onze campagnes, une blessure.

M. Sanzède (*Louis-Mathieu-Frédéric*), capitaine au deuxième régiment de spahis; dix-sept ans de service effectif, quatorze campagnes.

M. Robillot (*Nicolas-Félix*), sous-lieutenant au deuxième régiment de spahis; sept ans de service effectif, huit campagnes.

M. Gigault (*Paul*), sous-lieutenant à la troisième compagnie de cavaliers de remonte; vingt-six ans de service effectif.

Artillerie.

M. d'Hostel (*Louis-Antoine-Gaston*), capitaine en premier au quatrième régiment d'artillerie; vingt-six ans de service effectif.

M. Brady (*Louis-Paul*), capitaine en second au septième régiment d'artillerie; douze ans de service effectif.

M. Leroy (*Nicolas*), maréchal des logis au neuvième régiment d'artillerie; vingt et un ans de service effectif.

M. Maury (*Louis-Adolphe*), capitaine en premier à l'école de pyrotechnie; vingt et un ans de service effectif.

M. Bombard (*Jean-Marie*), maître artificier à l'école de pyrotechnie; trente ans de service effectif, une campagne.

M. Desain (*Napoléon*), sergent-fourrier à la première compagnie de canoniers vétérans; vingt-quatre ans de service effectif; a sauvé, au péril de sa vie, plusieurs naufrages en 1842.

M. Dubois (*Charles-Alexandre-Joseph*), lieutenant au premier escadron du train des parcs d'artillerie; vingt-neuf ans de service effectif, une campagne.

M. Martin (*Vallier-Marie*), lieutenant au deuxième escadron du train des parcs d'artillerie; vingt-deux ans de service effectif, sept campagnes.

Génie.

M. Pousquier (*Jean-Jacques-Frédéric*), sergent-major chef de mitraille du premier régiment du génie; dix-neuf ans de service effectif, trois campagnes.

Troupes d'administration.

M. Douais (*Jacques-Joseph*), capitaine en premier, major du troisième escadron des équipages militaires; dix-neuf ans de service effectif, dix campagnes.

Service de santé.

M. Fourquet (*Victor-Eugène*), médecin aide-major de première classe à l'hôpital militaire de Strasbourg; vingt et un ans de service effectif, sept campagnes. (Du 14 Mai 1862.)

N° 6979. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contresigné par le ministre de la guerre) qui nomme officier de l'ordre national de la Légion d'honneur M. Collinon (*Edouard-Louis*), chef de bataillon au deuxième

régiment de la légion étrangère, commandant supérieur du cercle de Biskara; cet officier supérieur compte vingt et un ans de service effectif, seize campagnes et deux blessures; il a été nommé chevalier de la Légion d'honneur le 22 avril 1847. (Du 12 Juin 1852.)

N° 6980. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre de la guerre) qui nomme chevalier de l'ordre national de la Légion d'honneur M. Thiébault (*Charles-Auguste-Hippolyte*), major du cinquante-cinquième régiment d'infanterie de ligne; cet officier supérieur compte vingt-six ans de service effectif. (Du 17 Juin 1852.)

N° 6981. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre de la guerre) qui nomme grand-officier de l'ordre national de la Légion d'honneur M. le général de brigade Boullé (*Philippe-Marie*), commandant la deuxième subdivision de la seizième division militaire; cet officier général compte quarante-cinq années de service effectif, douze campagnes et une blessure; il a été nommé commandeur de la Légion d'honneur le 3 octobre 1836. (Du 22 Juin 1852.)

N° 6982. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre de la guerre) qui nomme dans l'ordre national de la Légion d'honneur, savoir :

OFFICIERS.

M. Guérin (*Mathieu-Jean-Fromental*), chef d'escadron commandant la gendarmerie de la Guadeloupe; chevalier du 14 septembre 1831; trente-neuf ans de service effectif, six campagnes.

M. Tristan-Legros (*Louis-Victor*), chef de bataillon au premier régiment de la légion étrangère; chevalier du 2 septembre 1846; dix-huit ans de service effectif, dix campagnes.

M. Legrand (*Frédéric*), chef d'escadron au deuxième régiment de chasseurs d'Afrique; chevalier du 6 août 1843; vingt-quatre ans de service effectif et dix-huit campagnes; s'est distingué aux combats des 15 mai et 24 juin.

CHEVALIERS.

M. Vacquier (*Honoré-Jean-Baptiste-Victor*), lieutenant au soixante-huitième régiment d'infanterie de ligne; vingt ans de service effectif et quatre campagnes; s'est distingué au combat du 15 juin.

M. Janvier (*Silvain*), sergent au soixante-huitième régiment d'infanterie de ligne; dix-huit ans de service effectif et huit campagnes; blessé au combat du 5 juin; s'est distingué.

M. Bracquemart (*Elie*), sous-lieutenant au septième régiment d'infanterie légère; quatorze ans de service effectif, une campagne; blessé au combat du 15 juin; s'est distingué.

M. Doineau (*Auguste-Edouard*), lieutenant au troisième régiment de zouaves; dix ans de service effectif et neuf campagnes.

M. Blénowski (*François*), capitaine au premier régiment de la légion étran-

gère; quinze ans de service effectif et seize campagnes; a enlevé, à la tête de sa compagnie, une position occupée par les Kabyles.

M. Mohrzechi (Louis-Napoléon-Pantaléon), capitaine au premier régiment de la légion étrangère; dix-huit ans de service effectif, quinze campagnes, une blessure; quatre fois cité.

M. Chanzy (Antoine-Eugène-Alfred), capitaine au premier régiment de la légion étrangère; douze ans de service effectif et dix campagnes; cité à l'ordre de l'armée en 1847.

M. Fraazini (Siro-Antoine), lieutenant au premier régiment de la légion étrangère; vingt et un ans de service effectif et douze campagnes; déjà cité; a enlevé, à la tête de sa compagnie, une position occupée par les Kabyles.

M. Foucher (Élie), sous-lieutenant au deuxième régiment de chasseurs d'Afrique; seize ans de service effectif et treize campagnes; s'est distingué aux combats des 15 mai et 24 juin.

M. Bauvieux (Jacques-Philippe), sous-lieutenant au deuxième régiment de spahis; six ans de service effectif, quatre campagnes; blessé au combat du 15 mai; a eu deux chevaux tués sous lui.

M. Loudin (Joseph-Adrien), maréchal des logis au deuxième régiment de spahis; treize ans de service effectif, treize campagnes; s'est distingué au combat du 10 avril 1852.

M. Pellissier (Adolphe-Victor), capitaine au quatorzième régiment d'artillerie; vingt-trois ans de service effectif, deux campagnes.

M. Bertrand (Jules), sergent-major au troisième régiment du génie, quatorze ans de service effectif et neuf campagnes; a escaladé le premier la redoute d'El-Mekée.

M. Delay (Ange-Laurent-Auguste), médecin aide-major de première classe; treize ans de service effectif et huit campagnes; s'est distingué le 24 juin; déjà cité après le combat du 15 mai; décoré d'une médaille d'honneur pour sa conduite pendant le choléra. (Du 16 Juillet 1852.)

N° 6083. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre de la guerre) qui nomme dans l'ordre national de la Légion d'honneur, savoir :

COMMANDEUR.

M. de Puibusque (Jacques), colonel, chef d'état-major de la cinquième division militaire; quarante-deux ans de service effectif et quatre campagnes; officier de la légion d'honneur du 24 avril 1842.

OFFICIERS.

M. Dubost (Auguste-Henri), chef de bataillon commandant la place de Phalsbourg; trente-quatre ans de service effectif et neuf campagnes; chevalier du 28 septembre 1843.

M. Bonnet (Jacques-François), chef de bataillon au vingt-neuvième régiment d'infanterie de ligne; vingt-neuf ans de service effectif et sept campagnes; chevalier du 9 novembre 1845.

M. Dabin (Jacques-François), chef de bataillon au vingt-neuvième régiment d'infanterie de ligne; trente-quatre ans de service effectif et six campagnes; chevalier du 24 avril 1842.

M. Bassin (Hippolyte-Pierre), major du soixante et treizième régiment d'in-

fanterie de ligne; vingt-neuf ans de service effectif et onze campagnes; chevalier du 22 avril 1847.

M. Delant (*Leonard*), major du septième régiment de cuirassiers; trente-trois ans de service effectif et une campagne; chevalier du 24 avril 1842.

M. Michaud (*Jean-Baptiste-Justin*), chef d'escadron d'artillerie, employé à la poudrerie de Metz; quarante et un ans de service effectif et une campagne; chevalier du 30 avril 1835.

M. Chevalier (*Louis-Alexandre*), chef de bataillon au deuxième régiment du génie; trente-cinq ans de service effectif et douze campagnes; chevalier du 27 avril 1838.

CHEVALIERS.

M. Pruvost (*François-Joseph*), lieutenant secrétaire-archiviste de la quatrième division militaire; trente-deux ans de service effectif et dix-neuf campagnes.

M. Roux (*Antoine-Augustin*), lieutenant adjudant de place à Verdun; vingt-neuf ans de service effectif et une campagne.

M. Guenon (*Denis*), lieutenant adjudant de place à Metz; trente-deux ans de service effectif et cinq campagnes.

M. Bauller (*Michel-Charles-Alexandre*), portier-consigne de deuxième classe à Vitry-le-François; trente ans de service effectif et une campagne.

M. Loutré (*Jean-Michel*), brigadier à la compagnie de gendarmerie de la Meurthe (vingt-deuxième légion); trente ans de service effectif et une campagne.

M. Igier (*Nicolas-François*), capitaine à la compagnie de gendarmerie de la Meuse (vingt-troisième légion); vingt-huit ans de service effectif.

M. Cauvert (*Claude-Victor-Amédée*), capitaine au septième régiment d'infanterie de ligne; vingt-cinq ans de service effectif et deux campagnes.

M. Chauvin (*Joseph-Auguste*), capitaine au vingt-neuvième régiment d'infanterie de ligne; vingt et un ans de service effectif.

M. Châtel (*Auguste-Alexandre*), sergent au vingt-neuvième régiment d'infanterie de ligne; vingt ans de service effectif et sept campagnes.

M. Bichet (*Louis-Gilbert-Alexandre*), capitaine au vingt-troisième régiment d'infanterie de ligne; vingt et un ans de service effectif et six campagnes.

M. Barbier (*Paul-Auguste*), chef de bataillon au neuvième régiment d'infanterie légère; vingt et un ans de service effectif et trois campagnes.

M. Picamül (*Jean-Marie*), capitaine au neuvième régiment d'infanterie légère; vingt-cinq ans de service effectif et deux campagnes.

M. Duplessis (*Antoine-Siméon*), capitaine d'habillement du premier régiment de cuirassiers; vingt-trois ans de service effectif.

M. Frunçon (*Jean*), maréchal des logis au premier régiment de cuirassiers; vingt-cinq ans de service effectif.

M. Croquet-Belligny (*Joseph-Gustave*), capitaine au troisième régiment de chasseurs; vingt-quatre ans de service effectif.

M. Darand (*Damien*), capitaine au troisième régiment de chasseurs; vingt-huit ans de service effectif.

M. Guérard (*Charles-Antoine*), capitaine au neuvième régiment de chasseurs; vingt-deux ans de service effectif et quatre campagnes.

M. Deber (*Antoine-Maryseville*), maréchal des logis au neuvième régiment de chasseurs; vingt-neuf ans de service effectif et trois campagnes.

M. Lafrance (*Napoléon-Jean-Julien*), garde d'artillerie de deuxième classe; vingt-quatre ans de service effectif et deux campagnes.

M. Douet (Louis), maître artificier à l'école de pyrotechnie de Metz; vingt-neuf ans de service effectif et dix campagnes.

M. Hugonnet (Victor), capitaine en premier au premier régiment d'artillerie; vingt-cinq ans de service effectif et une campagne.

M. Chevreul (Charles), capitaine en premier au sixième régiment d'artillerie, vingt-quatre ans de service effectif.

M. Monzon (Jean-Pierre), sous-chef ouvrier d'état du génie à l'arsenal de Metz; trente-neuf ans de service effectif et deux campagnes.

M. Ansons (Félix-Louis), capitaine au deuxième régiment du génie; quinze ans de service effectif et six campagnes.

M. Boars (Pascal-Ferdinand), lieutenant au soixante-huitième régiment d'infanterie de ligne, détaché au dépôt de recrutement des Vosges; vingt-six ans de service effectif et cinq campagnes.

M. de Püs (François-Guillaume-Auguste), officier d'administration comptable de première classe à l'hôpital militaire de Nancy; vingt-neuf ans de service effectif et cinq campagnes. (Du 18 Juillet 1852.)

N° 6984. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre de la guerre) qui nomme dans l'ordre national de la Légion d'honneur, savoir :

COMMANDEUR.

M. Dupuis (Pierre-Hyacinthe), colonel, chef de la vingt-cinquième légion de gendarmerie; trente-neuf ans de service effectif et quatre campagnes; officier du 22 août 1850.

OFFICIERS.

M. Larcher (Anacharsis-Jean-Jack), chef d'escadron d'état-major; trente-neuf ans de service effectif et deux campagnes; chevalier du 14 septembre 1831.

M. Delaperche (Marie-Antoine-Prosper), chef d'escadron commandant la place de Wissembourg; trente-quatre ans de service effectif et cinq campagnes; chevalier du 7 mai 1839.

M. Hériard-Pigollet (Jean-Prosper), major du soixante-deuxième régiment d'infanterie de ligne; trente-neuf ans de service effectif et trois campagnes; chevalier du 5 mai 1833.

M. Cordier (Joseph-Eugène-Alexandre), chef d'escadron au cinquième régiment de lanciers; vingt-cinq ans de service effectif et une campagne; chevalier du 29 septembre 1841.

M. Chopin (René-Mathieu-Fulgence), chef d'escadron au onzième régiment d'artillerie; vingt-huit ans de service effectif et deux campagnes; chevalier du 29 juillet 1840.

M. Pradal (Augustin), colonel du quatorzième régiment d'artillerie (pontonniers); quarante-deux ans de service effectif et sept campagnes; chevalier du 17 janvier 1833.

M. Perin (Pierre-Antoine-Marsel), lieutenant-colonel du quinzième régiment d'artillerie (pontonniers); quarante ans de service effectif et deux campagnes; chevalier du 18 avril 1834.

CHEVALIERS.

M. *Heina (Marie-Louis-Amédée)*, sous-intendant militaire de deuxième classe; vingt-quatre ans de service effectif.

M. *Chauffrey (Jean-Jacques-Léon-Edouard)*, capitaine adjudant de place à Belfort; trente et un ans de service effectif.

M. *Elimer (Paul-Eugène)*, sous-lieutenant secrétaire-archiviste de place à Strasbourg; trente et un ans de service effectif et six campagnes.

M. *Witt (Sébastien)*, lieutenant à la compagnie de gendarmerie du Bas-Rhin (vingt-cinquième légion); vingt ans de service effectif.

M. *Brigandat (Louis-Auguste-Arsène)*, capitaine au soixante-deuxième régiment d'infanterie de ligne; vingt-cinq ans de service effectif et six campagnes.

M. *Corriger (Baptiste-Alphonse-Amédée)*, capitaine au dix-septième régiment d'infanterie légère; vingt-quatre ans de service effectif et six campagnes.

M. *Foulquie (François)*, sergent au dix-septième régiment d'infanterie légère; vingt-huit ans de service effectif et neuf campagnes.

M. *Camus (Étienne)*, capitaine au vingt-quatrième régiment d'infanterie légère; vingt-deux ans de service effectif.

M. *de Frevol d'Aubignac de Ribains (Hyacinthe-Jules-Eugène)*, capitaine adjudant-major au quatrième régiment de cuirassiers; vingt et un ans de service effectif.

M. *Durand (Robert-Léopold)*, capitaine d'habillement du quatrième régiment de cuirassiers; vingt-deux ans de service effectif et une campagne.

M. *Godet (Adolphe-Théodore)*, lieutenant au cinquième régiment de lanciers; vingt et un ans de service effectif.

M. *Bouillin (Élie)*, garde d'artillerie de deuxième classe à l'école d'artillerie de Strasbourg; trente-neuf ans de service effectif et deux campagnes.

M. *Croyn Adolphe-Victor-Joseph)*, garde d'artillerie de deuxième classe à la fonderie de Strasbourg; vingt-neuf ans de service effectif.

M. *Clément (François-Joseph)*, capitaine d'habillement du onzième régiment d'artillerie; vingt-six ans de service effectif et une campagne.

M. *Méric de Bellefon (Sébastien)*, capitaine en premier au douzième régiment d'artillerie; vingt-quatre ans de service effectif.

M. *Lair (Jacques)*, maréchal des logis au douzième régiment d'artillerie; vingt-neuf ans de service effectif.

M. *Salles (Jean)*, lieutenant en premier au quinzième régiment d'artillerie (pontonniers); vingt-six ans de service effectif.

M. *Dufour (Louis)*, caporal au quinzième régiment d'artillerie (pontonniers); vingt et un ans de service effectif et treize campagnes.

M. *Bouteille (Jean-Nicolas)*, capitaine en premier à la neuvième compagnie d'ouvriers d'artillerie; vingt-quatre ans de service effectif.

M. *Bolu (Claude-Antoine)*, médecin-major de deuxième classe à l'hôpital militaire de Strasbourg; vingt-deux ans de service effectif et cinq campagnes.

M. *Landry (Jean-Félix)*, officier d'administration comptable de deuxième classe des subsistances militaires à Strasbourg; dix-neuf ans de service effectif et douze campagnes. (Du 19 Juillét 1852.)

N° 6985. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre de la guerre) qui nomme dans l'ordre national de la Légion d'honneur les militaires dont les noms suivent, savoir :

OFFICIERS.

M. Souham (*Jean-Baptiste*), sous-intendant militaire de deuxième classe à Lunéville; trente-six ans de service effectif; chevalier du 20 avril 1839.

M. Mathieu d'Abincourt (*Louis-Théophile*), chef d'escadron au sixième régiment de dragons; trente-sept ans de service effectif et trois campagnes; chevalier du 18 avril 1834.

M. Vauthier (*Auguste-Charles-Édouard*), lieutenant-colonel du deuxième régiment de chasseurs; trente et un ans de service effectif et six campagnes; chevalier du 20 avril 1839.

CHEVALIERS.

M. Schlincker (*François-Joseph-Léopold*), capitaine au troisième régiment de dragons; vingt-deux ans de service effectif.

M. Liandon (*Charles-Barthélemy*), médecin-major de deuxième classe au troisième régiment de dragons; vingt et un ans de service effectif et une campagne.

M. Glaizal (*Marcel-Auguste-Jean-Antoine*), capitaine au sixième régiment de dragons; vingt-cinq ans de service effectif.

M. Debernât (*Jean-Bertrand-Joseph*), maréchal des logis au deuxième régiment de chasseurs; vingt et un ans de service effectif et trois campagnes.

M. Boul (*Benjamin-Bertrand*) lieutenant au huitième régiment de chasseurs; vingt-sept ans de service effectif et une campagne.

M. Picot-Lapeyrouse (*Philippe-Georges-Charles*), capitaine au premier régiment d'artillerie; vingt-trois ans de service effectif.

M. Bajolet (*Nicolas*), adjudant sous-officier au premier régiment d'artillerie; vingt-huit ans de service effectif.

M. Fromant (*Georges*), lieutenant au premier escadron du train des parcs d'artillerie; vingt-neuf ans de service effectif.

M. Urbain (*François*), garde principal du génie à Lunéville; trente-huit ans de service effectif et une campagne.

M. Muret (*Jean-Jacques*), garde principal du génie à Toul; trente-neuf ans de service effectif et une campagne. (*Du 23 Juillet 1852.*)

N° 6986. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) qui nomme commandeur de l'ordre national de la Légion d'honneur **M. Savin de Surgy** (*André-Charles-Siméon*), président de chambre à la cour des comptes; officier depuis sept ans; quarante-cinq ans de services. (*Du 12 Août 1852.*)

N° 6987. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) qui nomme officiers de l'ordre national de la Légion d'honneur,

M. Servaux (*Émile-Joseph-Vincent*), chef de la division du contentieux des finances; vingt ans de services; chevalier depuis sept ans.

M. Langevin (*Achille*), administrateur des postes, trente-six ans de services; chevalier depuis douze ans. (*Du 12 Août 1852.*)

N° 6988. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) qui nomme chevaliers de l'ordre national de la Légion d'honneur,

M. *Lempereur de Guerny*, conseiller référendaire de première classe à la cour des comptes; vingt-six ans de services.

M. *Bailly (Paul)*, inspecteur des finances; dix-huit ans de services, tant en France qu'en Algérie, où il a rendu des services spéciaux.

M. *Rousse (Pierre)*, chef de bureau au ministère des finances; trente-neuf ans de services.

M. *Clauzel (Edmond)*, receveur général des finances du département de l'Aude; vingt et un ans de services.

M. *Dartaud (Pierre-Hermann)*, payeur du trésor public dans le département de Maine-et-Loire; vingt-trois ans de services.

M. *Drouet (Charles-Léon)*, directeur des contributions directes dans le département du Pas-de-Calais; trente-neuf ans de services.

M. *de la Chabossière (Narcisse-Thomas)*, directeur des contributions directes dans le département de la Gironde; trente-six ans de services.

M. *Ramond-Gontaud (Jacques)*, chef de bureau à l'administration des douanes; vingt ans de services.

M. *Bonard (Jean-Achille)*, directeur des douanes à Perpignan; trente-six ans de services.

M. *Esnault (Étienne-Désiré)*, régisseur de la manufacture des tabacs à Paris; quarante ans de services.

M. *Ecoffet (Antoine-Louis-Eugène-François)*, directeur des contributions indirectes dans le département du Haut-Rhin; trente-deux ans de services.

M. *Garnier de Kérigant (François-Jean-Marie)*, directeur des contributions indirectes dans le département des Côtes-du-Nord; trente-neuf ans de services.

M. *Valleray (Narcisse-René)*, chef de bureau à l'administration de l'enregistrement et des domaines; quarante ans de services.

M. *Avril (Maurice)*, directeur de l'enregistrement et des domaines dans le département de la Loire-Inférieure; trente-cinq ans de services.

M. *Certes (François-Adolphe)*, chef de bureau à l'administration des forêts; vingt-deux ans de services.

M. *de Mecquenem (Charles-Marie-Roland)*, conservateur des forêts à Metz; vingt-cinq ans de services.

M. *Broquet (Jean-Philippe)*, inspecteur des postes dans le département de la Seine-Inférieure; vingt-neuf ans de services. (Du 12 Août 1852.)

N° 6989. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice) qui nomme dans l'ordre national de la Légion d'honneur, savoir :

OFFICIERS.

M. *Ferey*, président de chambre à la cour d'appel de Paris; vingt-huit ans de services; chevalier depuis 1841.

M. *Garrisson*, président de chambre à la cour d'appel de Toulouse; quarante et un ans de services, dont dix-neuf comme président de chambre; chevalier depuis 1832.

M. *Maurice*, président de chambre à la cour d'appel de Douai; quarante

et un an de services, dont onze comme conseiller et neuf comme président ; chevalier depuis 1825.

M. Collinet de Lasalle, conseiller à la cour d'appel de Nancy ; vingt-neuf ans de services, dont vingt et un comme conseiller ; chevalier depuis 1845.

CHEVALIERS.

M. Donnoderie, président de chambre à la cour d'appel d'Agen ; trente-trois ans de services, dont vingt et un comme conseiller et cinq comme président.

M. Lardour, conseiller à la cour d'appel d'Alger ; vingt-trois ans de services.

M. Dubeux, procureur général près la cour d'appel d'Aix ; durée des services douze ans ; services exceptionnels rendus dans divers ressorts et dans des circonstances difficiles, et notamment au 2 décembre.

M. Dessieu, conseiller à la cour d'appel d'Amiens ; six ans de services militaires ; vingt-deux ans de services judiciaires.

M. Chevalier, procureur de la République près le tribunal d'Angers ; vingt ans de services.

M. Pietra-Santa, procureur de la République près le tribunal de première instance d'Ajaccio (Corse) ; trente et un ans de services.

M. Rein, président du tribunal de première instance de Baume (Doubs) ; vingt-trois ans de services.

M. Blondeau, conseiller à la cour d'appel de Bordeaux ; trente-deux ans de services, dont vingt comme conseiller.

M. Lemor, président du tribunal de première instance de Châteauroux (Indre) ; vingt-deux ans de services.

M. Daigremont de Saint-Maximeux, vice-président du tribunal de première instance de Caen (Calvados) ; vingt-huit ans de services.

M. Adam, vice-président du tribunal de première instance de Strasbourg ; vingt-huit ans de services.

M. Guillemot, conseiller à la cour d'appel de Dijon ; trente-cinq ans de services.

M. Marcellin, président du tribunal de première instance de Nyons (Drôme) ; trente-neuf ans de services dont seize comme président.

M. Cohadon, président du tribunal de première instance d'Ussel (Corrèze) ; quarante ans de services, dont vingt comme président.

M. Populus, conseiller à la cour d'appel de Lyon ; vingt-sept ans de services.

M. Clémey, juge de paix du canton de Sarreguemines (Moselle) ; six ans de services militaires, trente-quatre ans de services judiciaires.

M. Buscaillon, président du tribunal de première instance de Béziers (Hérault) ; vingt-deux ans de services.

M. de Gleizes de la Blaque, conseiller à la cour d'appel de Nîmes ; vingt-sept ans de services.

M. Pichon du Gravier, conseiller à la cour d'appel d'Orléans ; trente-six ans de services.

M. Barbet, juge d'instruction au tribunal de première instance de Bayonne (Basses-Pyrénées) ; vingt-deux ans de services.

M. Savary, président du tribunal de première instance de Saintes (Charente-Inférieure) ; vingt-sept ans de services.

M. Jollivet, avocat général à la cour d'appel de Riom; trente-sept ans de services.

M. Calemard de Genestoux, conseiller à la cour d'appel de Riom; trente-sept ans de services.

M. Dumesnil, juge de paix du canton de Saint-Romain-de-Bolbec (Seine-Inférieure); dix ans de services administratifs; vingt ans de services judiciaires. (Du 14 Août 1852.)

N° 6990. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) qui nomme chevalier de l'ordre national de la Légion d'honneur M. Saulnier (Charles), receveur particulier des finances, pour sa conduite en décembre dernier. (Du 14 Août 1852.)

N° 6991. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre de l'instruction publique et des cultes) qui nomme officier de l'ordre national de la Légion d'honneur M. Lelat, membre de l'Institut, membre du conseil supérieur de l'instruction publique, député au Corps législatif, médecin à l'hospice de la Salpêtrière. (Du 14 Août 1852.)

N° 6992. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre de l'instruction publique et des cultes) qui nomme chevaliers de l'ordre national de la Légion d'honneur,

M. Godron, recteur de l'académie départementale de l'Hérault.

M. Grelland, professeur à la faculté de droit de Poitiers.

M. Estor, professeur à la faculté de médecine de Montpellier, membre du jury médical.

M. Legeay, professeur honoraire à la faculté des lettres de Grenoble.

M. Legrand, proviseur au lycée Saint-Louis.

M. Capelle, professeur de cinquième au lycée Charlemagne. (Du 14 Août 1852.)

N° 6993. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre de l'instruction publique et des cultes) qui nomme chevalier de l'ordre national de la Légion d'honneur M. Renier (Léon), bibliothécaire à la bibliothèque de la Sorbonne, chargé par le ministre de l'instruction publique de plusieurs missions scientifiques en Algérie. (Du 14 Août 1852.)

N° 6994. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre de l'instruction publique et des cultes) qui nomme chevalier de l'ordre national de la Légion d'honneur M. Fleury, proviseur du lycée de Douai. (Du 14 Août 1852.)

N° 6995. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé

par le ministre de l'instruction publique et des cultes) qui nomme officier de l'ordre national de la Légion d'honneur M^r de Prilly, évêque de Châlons-sur-Marne. (Du 14 Août 1852.)

N° 6996. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre de l'instruction publique et des cultes) qui nomme chevaliers de l'ordre national de la Légion d'honneur ,

M^r Bernard Buissas, évêque de Limoges.

M^r de Bonnechose, évêque de Carcassonne.

M. l'abbé Bauvoy, curé de Bône (Afrique).

M. l'abbé Godefroy, desservant de l'église de Notre-Dame-de-Bon-Secours (près Rouen). (Du 14 Août 1852.)

N° 6997. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) portant :

ART. 1^{er}. Un agent ou un arpenteur forestier, désigné à cet effet, procédera immédiatement, et d'après les instructions de l'administration des forêts, aux opérations relatives à l'aménagement de la totalité des bois appartenant à la commune d'Arnancourt (Haute-Marne). Le quart juste de la contenance de ces bois, à prendre dans le canton des Chanaux, sera distrait pour former la réserve, conformément aux dispositions de l'article 93 du Code forestier; le surplus, divisé en treize coupes ordinaires, s'exploitera dans une révolution de vingt-six années; ces coupes seront fixées sur le terrain et désignées sur le plan par des numéros et par le nombre d'hectares dont chacune d'elles se composera.

2. Ces opérations seront constatées par des procès-verbaux et des plans dont expéditions devront être remises à l'administration des forêts, au conservateur, à l'agent chef de service et à la commune propriétaire. (Du 2 Juin 1852.)

N° 6998. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) qui soumet au régime forestier le bois dit *Lanadet*, d'une contenance évaluée à soixante et un hectares trente-quatre ares, appartenant à la commune de Cantoin (Aveyron). (Du 2 Juin 1852.)

N° 6999. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) qui soumet au régime forestier les bois de la commune de Bouvante (Drôme), d'une contenance évaluée à trois cent six hectares neuf ares, savoir : cent quatre-vingt-quatorze hectares soixante et treize ares, au canton dit *le Pionnier*, et cent douze hectares trente-six ares au canton dit *la Frachilla*. (Du 2 Juin 1852.)

N° 7000. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) qui soumet au régime forestier trente-six hectares de bois appartenant à la commune de Cronce (Haute-Loire),

savoir : vingt-sept hectares, situés aux cantons Chaffage et Roche-la-Garde, et dix hectares, situés au canton Combenevre. (Du 2 Juin 1852.)

N° 7001. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) qui soumet au régime forestier les bois ci-après désignés, appartenant à divers villages ou sections de la commune de Tence (Haute-Loire), et contenant ensemble soixante et onze hectares quatre-vingt-trois ares, savoir : 1° bois de Genebrouze, n° 1258 de la section D du plan cadastral, appartenant au village du Mas, et contenant vingt et un hectares cinquante-deux ares; 2° bois de Genebrouze n° 1257, même section, appartenant au village de Beaux, et contenant dix-huit hectares soixante et dix ares; 3° bois de Lafaye n° 1499, 1501, 1505, 1517, 1518 de la même section, appartenant aux villages dits *Plaine* et *le Pin*, et contenant vingt hectares; 4° bois de la Coste-Chaude n° 46, 50, 56, 78, 85, 95 et 1078 de la section E, appartenant aux villages dits *la Bauche*, *la Chaumette* et *Chaumargeais*, contenant huit hectares quinze ares; 5° bois de la Passa-de-Cousaye n° 1125, 1157, 1173 et 1405 de la section E, appartenant au village de la Chaumette, et contenant deux hectares trente-sept ares; 6° bois de la Coste-Penard, n° 1298 de la même section, appartenant au village de la Bauche, et contenant un hectare huit ares. (Du 2 Juin 1852.)

N° 7002. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) qui soumet au régime forestier les bois de la commune de Lautenbachzell (Haut-Rhin), contenant deux cent quarante et un hectares quarante-sept ares, y compris les cantons Windbrecht, Reunaeker, Engenborn et Felzenback. (Du 2 Juin 1852.)

N° 7003. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) qui soumet au régime forestier vingt-cinq hectares soixante ares de bois appartenant à la commune de Vieux-Ferrette (Haut-Rhin), et situés, savoir : quatre hectares soixante et seize ares au canton Grouswald, et vingt hectares quatre-vingt-quatre ares au canton Rœstel. (Du 2 Juin 1852.)

N° 7004. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) qui soumet au régime forestier les bois de la commune de Sultzren (Haut-Rhin), d'une contenance évaluée à mille trente-cinq hectares vingt-sept ares, y compris les cantons dits *Hörnleskopf*, *Sillmattwald*, *Stempfré* et *Burmetsmiss*. (Du 2 Juin 1852.)

N° 7005. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) qui soumet au régime forestier les bois de la commune de Hohroth (Haut-Rhin), d'une contenance évaluée à trois cent neuf hectares quatre-vingt-sept ares, y compris les cantons Rehberg, Winckelitt, Leugthal et Gumbach-Wedelé. (Du 2 Juin 1852.)

N° 7006. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) qui soumet au régime forestier les bois dits *le Collongeot et la Brochette*, contenant ensemble cinq hectares cinquante-deux ares quatre-vingts centiares, appartenant le premier au village de Corcelles, et le second au village d'Ontry, annexes de la commune d'Ozenay (Saône-et-Loire). (Du 2 Juin 1852.)

N° 7007. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) portant :

ART. 1^{er}. Les habitants de la commune d'Hérépian (Hérault) sont autorisés, jusqu'au 31 décembre 1853, à faire pacager leurs bêtes à laine dans les cantons de bois qui seront reconnus défensables par les agents forestiers locaux, à la charge, par lesdits habitants, de se conformer aux dispositions des articles de la huitième section du titre III du Code forestier, et à celles des articles 118, 119 et 120 de l'ordonnance réglementaire du 1^{er} août 1827; de faire chaque année, aux temps et saison convenables, dans les cantons indiqués, les améliorations qui seront reconnues nécessaires par les agents forestiers, pour réparer ou prévenir les dommages qui pourraient résulter de l'exercice du pacage.

2. Le nombre des bêtes à laine admises au parcours ne pourra excéder celui qui sera fixé par les agents forestiers, et publié avec les états des cantons défensables.

3. Cette autorisation sera révoquée pour cause d'abus ou d'incompatibilité du pacage avec la prospérité du bois où il sera exercé. (Du 2 Juin 1852.)

N° 7008. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) portant :

ART. 1^{er}. Les habitants de la commune de Bégaar (Landes) sont autorisés, pendant cinq ans, à faire pacager leurs bêtes à laine dans les cantons de bois qui seront reconnus défensables par les agents forestiers locaux, à la charge, par lesdits habitants, de se conformer aux dispositions des articles de la huitième section du titre III du Code forestier, et à celles des articles 118, 119 et 120 de l'ordonnance réglementaire du 1^{er} août 1827; de faire chaque année, aux temps et saison convenables, dans les cantons indiqués, les améliorations qui seront reconnues nécessaires par les agents forestiers, pour réparer ou prévenir les dommages qui pourraient résulter de l'exercice du pacage.

2. Le nombre des bêtes à laine admises au parcours ne pourra excéder celui qui sera fixé par les agents forestiers, et publié avec les états des cantons défensables.

3. Cette autorisation sera révoquée pour cause d'abus ou d'incompatibilité du pacage avec la prospérité du bois où il sera exercé. (Du 2 Juin 1852.)

N° 7009. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) portant :

ART. 1^{er}. Les habitants de la commune de Mimizan (Landes) sont autorisés, pendant cinq ans, à faire pacager leurs bêtes à laine dans les

cantons de bois qui seront reconnus défensables par les agents forestiers locaux, à la charge, par lesdits habitants, de se conformer aux dispositions des articles de la huitième section du titre III du Code forestier, et à celles des articles 118, 119 et 120 de l'ordonnance réglementaire du 1^{er} août 1827; de faire chaque année, aux temps et saison convenables, dans les cantons indiqués, les améliorations qui seront reconnues nécessaires par les agents forestiers, pour réparer ou prévenir les dommages qui pourraient résulter de l'exercice du pacage.

2. Le nombre des bêtes à laine admises au parcours ne pourra excéder celui qui sera fixé par les agents forestiers, et publié avec les états des cantons défensables.

3. Cette autorisation sera révoquée pour cause d'abus ou d'incompatibilité du pacage avec la prospérité du bois où il sera exercé. (Da 2 Juin 1852.)



Certifié conforme:

Paris, le 6^e Septembre 1852,
*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire
d'état au département de la Justice,*
ABBATUCCI.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin
au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Imprimerie nationale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

PARTIE SUPPLÉMENTAIRE.

N° 266.

N° 7010. — *DÉCRET qui approuve des modifications aux Statuts de la Société d'assurances mutuelles immobilières contre l'incendie, pour les départements de Seine-et-Oise et de la Seine (Paris excepté).*

Du 3 Septembre 1852.

LOUIS-NAPOLÉON, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce;

Vu l'ordonnance du 23 mai 1847, qui autorise la société d'assurances mutuelles immobilières contre l'incendie pour les départements de Seine-et-Oise et de la Seine (Paris excepté) et approuve les statuts;

Vu les modifications proposées auxdits statuts par délibération du conseil général de la société, en date des 18 décembre 1850 et 17 décembre 1851;

Le Conseil d'état entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les modifications aux articles 9, 10 et 11 des statuts de la société d'assurances mutuelles immobilières contre l'incendie pour les départements de Seine-et-Oise et de la Seine (Paris excepté), formée à Paris, sont approuvées telles qu'elles sont contenues dans l'acte passé, le 25 août dernier, devant M^e Galin, substituant M^e Faiseau-Lavanne, et son collègue, notaires à Paris, lequel acte restera annexé au présent décret.

2. Le ministre de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Bulletin des lois, inséré au Moniteur et dans un jour-

N° Série.

nal d'annonces judiciaires des départements de la Seine et de Seine-et-Oise.

Fait au palais des Tuileries, le 3 Septembre 1852.

Signé LOUIS-NAPOLÉON.

Par le Prince-Président :

Le Ministre de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce,

Signé F. DE PERSIGNY.

Par-devant M^e Galin et son collègue, notaires à Paris, soussignés; ledit M^e Galin substituant M^e Faiseau-Lavigne, aussi notaire à Paris, momentanément absent,

Ont comparu :

1^o M. Alexandre-Henry Angar, directeur de la société d'assurances mutuelles de Seine et Seine-et-Oise (Paris excepté), demeurant à Paris, rue Blane, n^o 32;

2^o M. Louis Minguet, propriétaire, demeurant à Paris, rue de Bourgogne, n^o 44;

3^o M. Jacques-Honoré-Isidore Recappé, propriétaire, membre du conseil général de Seine-et-Oise, officier de la Légion d'honneur, demeurant à Argenteuil (Seine-et-Oise), rue de Calais;

4^o M. Barny, marquis de Perouse (Antoine-Louis-René-Prosper), propriétaire, chevalier de Saint-Louis et de la Légion d'honneur, demeurant à Nogent-sur-Marne,

Lesquels ont exposé ce qui suit :

Par délibération du conseil général de la société d'assurances mutuelles immobilières contre l'incendie pour les départements de la Seine et de Seine-et-Oise (Paris excepté), constitué conformément aux articles 21, 22 et 31 des statuts, diverses modifications auxdits statuts ont été adoptées à l'unanimité.

Par la même délibération, tous pouvoirs ont été donnés aux comparants à l'effet de former toute demande en approbation desdites modifications, et de consentir et accepter tous changements qui seraient demandés, passer et signer tous actes à cet effet.

Aujourd'hui, les comparants, voulant se conformer aux observations qui leur ont été faites, ont, en vertu du mandat ci-dessus, déclaré arrêter définitivement la rédaction des articles 9, 10, 11 et 21 des statuts de ladite société ainsi qu'il suit :

DURÉE DU CONTRAT D'ASSURANCE.

« Art. 9. Les assurances sont contractées pour la durée de la société; néanmoins, la société ou le sociétaire peut rompre l'assurance à la fin de chaque période de quatre années, en se prévenant réciproquement au moins trois mois à l'avance.

« La déclaration de l'assuré sociétaire qu'il entend se retirer de la société sera faite, soit par lui-même, soit par un fondé de pouvoirs, au siège social, dans les bureaux de la direction, où il en sera donné récépissé, ou par une notification extrajudiciaire, signée de lui ou de son mandataire.

« La déclaration de la société qu'elle entend faire cesser l'assurance, sera notifiée à l'assuré par acte extrajudiciaire.

« Selon les circonstances, le conseil d'administration décidera si de certaines assurances peuvent être admises pour des périodes moindres que celles de quatre ans ci-dessus déterminées.

« Tout engagement commence le premier jour de l'année sociale. — On ajoute à la première période quadriennale les mois restant à courir de l'année dans laquelle l'adhésion a été admise.

« L'assurance produit ses effets actifs ou passifs à dater du premier jour du mois qui suit celui dans lequel l'admission a été prononcée.

« Les quittances annuelles devront porter la mention de l'année d'assurance, dans laquelle se trouve le sociétaire, et celle dans laquelle expirera la période quadriennale.

« Le présent article sera transcrit sur chaque police.

CAUSES DE RÉSOLUTION DU CONTRAT D'ASSURANCE.

« Art. 10. Le contrat d'assurance est résolu :

« 1° Par l'expiration du délai fixé par les statuts pour la durée de la société, ou par l'expiration du temps pour lequel l'engagement a été souscrit dans certains cas spéciaux, comme il est dit en l'article précédent;

« 2° Par les déclarations facultatives de résiliation, ou décisions de sortie d'assurances, réglées par l'article précédent;

« 3° Par la destruction totale des immeubles assurés;

« 4° Par une décision que le conseil d'administration pourra prendre, à défaut du paiement de la cotisation et des autres charges sociales, deux mois après une sommation demeurée infructueuse et sans autre formalité;

« 5° A l'égard de l'usufruitier, par la fin de l'usufruit;

« 6° Pour le fermier et le locataire, par l'expiration de leur jouissance;

« 7° Pour les créanciers, par l'extinction de son droit d'hypothèque ou d'antichrèse;

« 8° Enfin, par la cessation de l'intérêt en vue duquel l'assurance aurait été faite par un tiers, et dans les cas qui n'auraient pas été prévus ci-dessus.

« Néanmoins, les sommes ou déjà payées, ou dues à l'époque de la résolution, demeurent acquises à la société.

« L'assurance, pour les recours de voisins, cesse en même temps que l'assurance principale de l'immeuble.

EFFETS DU CONTRAT D'ASSURANCE EN CAS D'ALIÉNATION DE L'IMMEUBLE.

« Art. 11. En cas d'aliénation de l'immeuble assuré, le sociétaire doit imposer à son acquéreur la condition d'exécuter sa police d'assurance. A défaut par lui d'avoir rempli cette obligation, le contrat d'assurance continue de droit pour une année; le vendeur est considéré comme assureur officieux au profit de l'acquéreur, et il reste tenu, envers la société, au paiement des charges sociales pendant l'exercice qui suit celui dans le courant duquel a eu lieu l'aliénation.

« Art. 12. Le conseil général représente l'universalité des sociétaires.

« Il se compose de soixante et dix propriétaires assurés pour les valeurs les plus considérables : vingt-cinq sont pris dans le département de la Seine (Paris excepté), vingt-cinq dans celui de Seine-et-Oise et vingt dans les deux départements indistinctement.

« Les membres ainsi désignés peuvent se faire représenter, soit par un père,

« un fils, un beau-père, un gendre, ou la personne chargée par mandat de
« gérer les propriétés assurées, et, en cette qualité, porteur des polices d'assu-
« rance, soit par un autre sociétaire ayant au moins vingt mille francs de valeurs
« assurées.

« Aucun mandataire ne pourra représenter plus d'une personne. »

Dont acte :

Fait et passé à Paris, rue Bleue, n° 32, au siège de ladite société d'assu-
rance,

L'an 1852, le 25 août.

Et ont, les comparants, signé avec les notaires après lecture faite des pré-
sentes qui seront portées sur les répertoires de M^{rs} Galin et Faiseau-Lavanne,
et resteront à ce dernier.

Ensuite est écrit :

« Enregistré à Paris, septième bureau, le 27 août 1852, folio 30 verso,
« cases 4, 5 et 6. Reçu cinq francs, et cinquante centimes pour décime. Signé
« Molinier. »

Vu pour être annexé au décret du 3 septembre 1852, enregistré sous le
n° 2740.

Le Ministre de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce,

Signé F. DE PERSIGNY.



Certifié conforme :

Paris, le 9^e Septembre 1852,

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire
d'état au département de la Justice,*

ABBATUCCI.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin
au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Imprimerie
nationale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

PARTIE SUPPLÉMENTAIRE.

N° 267.

N° 7011. — *DÉCRET qui accorde des Pensions de retraite à onze personnes du Département de la Marine.*

Du 10 Août 1852.

LOUIS-NAPOLÉON, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre de la marine et des colonies, et après les vérifications prescrites en exécution de la loi de finances du 25 mars 1817 :

Vu les crédits ouverts au budget de la caisse des invalides de la marine, exercice 1852, pour l'inscription des pensions nouvelles,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est accordé à chacune des personnes dénommées au tableau ci-après une pension de retraite fixée conformément aux indications de ce tableau.

2. La dépense annuelle de quatorze mille trois cent soixante quatre francs, qui résultera de la concession des onze articles de pensions de retraite compris dans le tableau d'autre part, sera acquittée sur les fonds de la caisse des invalides de la marine.

3. Le ministre de la marine et des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 10 Août 1852.

Signé LOUIS-NAPOLÉON.

Par le Prince-Président :

Le Ministre Secrétaire d'état de la marine et des colonies,

Signé THÉODORE DUCOS.

NOMES D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS.	NAISSANCE.		GRADES.	Services effectifs.			CAMPAGNES			TOT.	
		Dates.	Lieux.		Ans.	Mois.	Jours.	Ans.	Mois.	Jours.	Ans.	Mois.
1	LACOMBE (François).....	11 avril 1791.	Limoges (Haute-Vienne).	Préfet apostolique à la Guadeloupe aux appointements euro- péens de 4,000 fr.	35	4	23	15		22	50	
2	OLLIVIER (Pierre).....	3 sept. 1787.	Maure (Ille-et-Vilaine).	Supérieur ecclé- siastique aux îles St- Pierre et Miquelon, aux appointements européens de 2,400 ^l .	56	1	11	13	2	17	49	
3	CHEVÉ (Amand-Claude)..	19 fév. 1795.	Donarnenez (Finistère).	Chirurgien de la marine de 1 ^{re} classe.	38	8		10	8		49	
4	GOLFIER (Auguste-Louis).	3 avril 1803.	Saint-Brieuc Côtes-de-Nord).	Idem.	29		5	6	6	3	37	
5	CABON DE MÉSORMEL (Alexandre-Clet-René- Marie).	27 sept. 1805.	Plouescat (Finistère).	Idem.	25	6	24	15		4	40	
6	CASTEL (Honoré-Denis) ..	27 sept. 1792.	Saint-Tropez (Var).	Enseigne de vais- seau auxiliaire.	25	3	13	20	10	9	46	
7	PRAVIEUX (Jean-Marie-Be- noît).	13 juin 1824.	Réguy (Loire).	Maître mécanicien à 120 fr.	8	4	22	2	2	16	10	
8	LE CORRE (Jean-Louis) ..	15 avril 1800.	Lorient (Morbihan).	Maître armurier.	34	6	11	12	9	13	47	
9	ROMAN (Joseph-François).	24 nov. 1794.	Rasteau (Vaucluse).	Capitaine d'armes de 1 ^{re} classe.	31	7	14	5	9		37	
10	BINARD (Louis-Jules-Hya- cinthe-Edmond).	3 nov. 1809.	Brest (Finistère).	Idem.	26	1	19	8	11	2	35	
11	LE BITOUZÉ (Jean-Victor).	1 ^{er} avril 1801.	Cherbourg (Manche).	Deuxième maître charpentier.	26	7	27	3	8	15	30	

N° 7012. — DÉCRET qui accorde des Pensions de retraite à vingt et un personnes du Département de la Marine.

Du 14 Août 1852.

LOUIS-NAPOLÉON, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre de la marine et des colonies, et après

DROITS LÉGAUX de la fixation de la pension.	GRADE sur lequel la pension est réglée.	FIXATION de la pension.	CONSEIL des titulaires.	REMARQUES.
Loi du 18 avril 1831.	Par assimilation au grade de capitaine de corvette à raison de ses émoluments.	2,000 ^f	Paris.	
Idem.	Lieutenant de vaisseau par assimilation de traite- ment.	1,600	Saint-Servan.	
Idem.	Officier de santé de 1 ^{re} classe réunissant plus de 6 ans de navigation à bord des bâtiments de l'Etat. (5 ^e en sus pour plus de 12 ans d'activité dans ce grade.)	2,400	Brest.	
Idem.	Idem.	2,170	Idem.	
Idem.	Officier de santé de 1 ^{re} classe réunissant plus de 9 ans de service à la mer et dans les colonies.	1,889	Idem.	
Idem.	Enseigne de vaisseau.	1,200	Toulon.	
Idem.	Maitre au-dessous de 1,500 francs. Infirmité provenant du service et le mettant hors d'état d'y res- ter et de pourvoir à sa sub- sistance.	500	Idem.	
Idem.	Maitre au-dessous de 1,500 francs. (5 ^e en sus pour plus de 12 ans d'ac- tivité dans ce grade.)	440	Brest.	
Loi du 18 avril 1831 et décret du 11 octobre 1836.	Maitre au-dessous de 1,500 francs. (5 ^e en sus pour plus de 12 ans d'ac- tivité dans le grade de ca- pitaine d'armes de 2 ^e et de 1 ^{re} classe.)	748	Rastau (Vaucluse).	
Idem.	Idem.	721	Brest.	
Loi du 18 avril 1831.	Deuxième maitre.	290	Cherbourg.	
	TOTAL.....	14,364		

les vérifications prescrites en exécution de la loi de finances du 25 mars 1817;

Vu les crédits ouverts au budget de la caisse des invalides de la marine, exercice 1852, pour l'inscription des pensions nouvelles,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Il est accordé à chacune des personnes dénommées au tableau ci-après une pension de retraite fixée conformément aux indications de ce tableau.

NOMBRES D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS.	NAISSANCE.		GRAD.	SERVICES effectifs.			CAMPAGNES.			TOTAL.	
		Dates.	Lieux.		Ans.	Mois.	Jours.	Ans.	Mois.	Jours.	Ans.	Mois.
1	LEFROTTE DE LA GARENNE (Prosper-David-Sauveur).	23 juin 1795.	Toulon (Var).	Capitaine de fré- gate.	43	8	8	17	"	26	60	9
2	DE GRAVE (Hicinte-Marie- Ulric).	20 sept. 1803.	Narbonne (Aude).	Idem.	30	7	27	5	6	7	36	2
3	SERGEANT (Michel-Ray- mond).	9 août 1798.	Rochefort (Charente-Infér.).	Chirurgien de la marine de 1 ^{re} classe.	25	6	6	12	7	28	38	2
4	WEISS (Jean-Baptiste- François).	13 mai 1778.	Paris (Seine).	Receveur du do- maine à Pondichéry aux appointements européens de 2,400 ^f .	31	2	15	10	"	19	41	3
5	DAVEN (Louis-Saint-Victor)	1 ^{er} avril 1794.	La Basse-Terre (Guadeloupe).	Pharmacien de la marine de 2 ^e classe.	35	7	21	"	"	"	35	7
6	CARO (Jean-Baptiste)...	9 oct. 1780.	Noyal-Pontivy (Morbihan).	Maître de timo- nerie.	43	2	13	23	9	12	66	11
7	FOURNEL (Jacques-Pro- per).	8 nov. 1801.	Rennes (Ille-et-Vilaine).	Idem.	28	2	20	13	9	20	42	"
8	FRICAUD (Pierre).....	18 juin 1800.	Saint-Savinien (Charente-Infér.).	Maître voilier.	35	4	5	14	7	1	49	11
9	QUINIOU (Jean-François- Marie).	23 juin 1801.	Brest (Finistère).	Idem.	34	4	17	10	9	3	45	1
10	CHIROT (Jean-François-Jo- seph).	15 déc. 1809.	Idem.	Capitaine d'armes de 2 ^e classe.	28	1	6	6	"	20	34	3
11	GUYOMARD (Jean-Théodore)	8 juin 1801.	Idem.	Deuxième maître de manœuvre.	35	9	23	15	3	16	51	1
12	OMÈS (Jean-François)...	14 mars 1801.	Idem.	Idem.	30	3	1	10	8	10	40	11
13	TILLOY (Jean-François- Pierre-Barthelemy).	21 mars 1801.	Cberbourg (Manche).	Idem.	31	1	26	11	11	13	43	1
14	LE DORNEUR (Toussaint- Pierre).	24 mars 1799.	Miniac-Morvan (Côtes-du-Nord).	Idem.	26	4	19	5	6	17	31	11
15	MAUVUIT (Jacques).....	5 mai 1796.	S ^t -Germain- le-Vicomte (Manche).	Lieutenant de gen- darmérie maritime.	33	3	13	1	"	"	34	3
16	FRANÇOIS (Claude).....	29 mars 1777.	Hablainville (Meurthe).	Gendarme mari- time (ancien caporal de l'armée de terre).	51	9	18	18	"	"	69	9
17	LE FAUCHEUR (Guillaume).	2 juin 1797.	Gerusson (Côtes-du-Nord).	Sergent de gardes chiourmes.	31	3	23	"	"	"	31	3
18	DESlandes (François)...	26 nov. 1798.	Trémblervif (Loir-et-Cher).	Caporal de gardes chiourmes.	30	6	5	8	"	"	36	6
19	RESPIGNET (Rénée-Antoine)	4 nov. 1798.	Brest (Finistère).	Idem.	31	1	26	"	"	"	32	1

BASES LÉGALES de la fixation de la pension.	GRADE sur lequel la pension est réglée.	FIXATION de la pension.	DEVENUE des titulaires.	OBSERVATIONS.
Loi du 18 avril 1831.	Capitaine de frégate.	2,400 ¹	Toulon.	
Idem.	Idem.	2,135	Paris.	
Idem.	Officier de santé de 1 ^{re} classe réunissant plus de 6 ans de navigation à bord des bâtiments de l'État. (5 ^e en sus pour plus de 12 ans d'activité dans ce grade)	2,195	Toulon.	
Loi du 18 avril 1831 et décret du 12 janvier 1835.	Agent des finances aux appointements de 2,400 fr.	1,600	Paris.	
Loi du 18 avril 1831.	Officier de santé de 2 ^e classe. (5 ^e en sus pour plus de 12 ans d'activité dans ce grade.)	1,095	La Basse-Terre (Guadeloupe).	
Idem.	Maître au-dessous de 1,500 fr. (5 ^e en sus pour plus de 12 ans d'activité dans ce grade.)	840	Lorient.	
Idem.	Maître au-dessous de 1,500 fr.	670	Brest.	
Idem.	Maître au-dessous de 1,500 fr. (5 ^e en sus pour plus de 12 ans d'activité dans ce grade.)	840	Idem.	
Idem.	Maître au-dessous de 1,500 fr.	700	Idem.	
Loi du 18 avril 1831 et décret du 11 octobre 1836.	Maître au-dessous de 1,500 fr. (5 ^e en sus pour plus de 12 ans d'activité dans le grade de capitaine d'armes de 2 ^e classe.)	712	Idem.	
Loi du 18 avril 1831.	Deuxième maître. (5 ^e en sus pour plus de 12 ans d'activité dans ce grade.)	480	Idem.	
Idem.	Idem.	444	Idem.	
Idem.	Deuxième maître.	386	Cherbourg.	
Idem.	Deuxième maître. (5 ^e en sus pour plus de 12 ans d'activité dans ce grade.)	362	Brest.	
Loi du 11 avril 1831.	Lieutenant.	386	Lorient.	
Loi du 11 avril 1831 et décret du 20 janvier 1831.	Caporal. (5 ^e en sus pour plus de 12 ans d'activité dans ce grade et dans la gendarmerie.)	408	Cherbourg.	En remplacement de celle de 360 francs réglée par décret du 19 mai 1852.
Loi du 11 avril 1831.	Sergent.	260	Brest.	
Idem.	Caporal.	259	Idem.	
Idem.	Idem.	227	Idem.	

NOM ET SURNOM.	NAISSANCE.		GRADE.	SERVICES effectifs.			CAMPAGNES			TOTAUX	
	Date.	Lieu.		Ans.	Mois.	Jours.	Ans.	Mois.	Jours.	Ans.	Mois.
MANCHE (Pierre).....	9 déc. 1799.	Lons-lès-Saunier (Jura).	Garde-chiourme.	30	10	6	25	"	"	45	10
HUGUET (François)....	1 ^{er} janv. 1800.	Luzenac (Ariège).	Idem.	28	"	"	11	"	"	39	"
GUIBAL (Victor).....	20 mars 1796.	Florac (Lozère).	Idem.	31	10	25	10	"	"	41	10
MUNICH (François-Joseph)	28 avril 1799.	Mühlbach (Bas-Rhin).	Idem.	31	7	28	11	"	"	42	7
HUCLIER (François)....	8 oct. 1798.	Saint-Hilaire (Nord).	Idem.	32	1	23	7	"	"	39	1
JOSE (Joseph).....	15 mars 1798.	Lanténegon (Morbihan).	Idem.	32	8	21	6	"	"	38	8
BUCQUET (Alexandre-Joseph).	7 mai 1798.	Arras (Pas-de-Calais).	Idem.	31	3	7	6	"	"	37	3
AUTRET (François)....	18 juin 1793.	Commana (Finistère).	Idem.	30	9	20	3	"	"	33	9
MORICH (Olivier).....	3 juillet 1796.	Remungol (Morbihan).	Idem.	31	6	22	1	"	"	32	6
GALGUEN (Mathurin-Louis)	10 nov. 1800.	Quimperlé (Finistère).	Idem.	32	1	28	"	"	"	32	1
LE CORN (Charles-Marie).	16 nov. 1796.	Brest (Finistère).	Idem.	31	3	6	"	"	"	31	3
REPIN (Julien-Joseph)...	16 avril 1798.	Saint-Vincent-du-Louvier (Sartre).	Idem.	30	"	5	"	"	"	30	"

2. La dépense annuelle de dix-neuf mille sept cent quarante-quatre francs, qui résultera de la concession des trente et un articles de pensions de retraite compris dans le tableau ci-dessus, sera acquittée sur les fonds de la caisse des invalides de la marine.

3. Le ministre de la marine et des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 14 Août 1852.

Signé LOUIS-NAPOLÉON.

Par le Prince-Président :

Le Ministre Secrétaire d'État de la marine et des colonies,

Signé THEODORE DUCOS.

RAMES LÉGALES de l'inscription de la pension.	GRADE sur lequel la pension est réglée.	FILATION de la pension.	DOMICILE des titulaires.	OBSERVATIONS.
Loi du 11 avril 1831.	Soldat.	279 ^f	Brest.	
Lois des 11 et 18 avril 1831.	Soldat réunissant plus de 9 ans de service aux co- lonies.	270	Idem.	
Loi du 11 avril 1831.	Soldat.	260	Rochefort.	
Idem.	Idem.	263	Brest.	
Idem.	Idem.	246	Idem.	
Idem.	Idem.	242	Idem.	
Idem.	Idem.	236	Idem.	
Idem.	Idem.	219	Idem.	
Idem.	Idem.	213	Idem.	
Idem.	Idem.	211	Idem.	
Idem.	Idem.	206	Idem.	
Idem.	Idem.	200	Idem.	
	TOTAL.....	19,744		

N° 7013. — *DÉCRET qui accorde des Pensions aux Veuves et Orphelins de vingt-neuf personnes du Département de la Marine.*

Du 14 Août 1852.

LOUIS-NAPOLÉON, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre de la marine et des colonies, et après les vérifications prescrites en exécution de la loi de finances du 25 mars 1817;

Vu les crédits ouverts au budget de la caisse des invalides de la marine, exercice 1852, pour l'inscription des pensions annuelles,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est accordé à chacune des personnes dénommées au tableau ci-après une pension ou un secours annuel fixés conformément aux indications de ce tableau:

NUMÉROS D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des maris.	GRADÉS.	DATES		CIRCONSTANCES du décès.	NOMS ET PRÉNOMS des veuves.
			de la cessation de l'ac- tivité.	du décès.		
1	DUCREST DE VILLENEUVE (Alexandre-Louis).	Contre-amiral.	10 avril 1848.	22 mars 1852.	Mort titulaire d'une pension de retraite.	DUVAREL (Antoinette-Philippine-Laure).
2	GIBELIN (Esprit-Michel-Toussaint-Sextius).	Procureur général à la cour d'appel de Pondichéry.	20 avril 1849.	4 mars 1852.	Idem.	ENJALRIC (Marie-Louise-Séraphine).
3	GARIBOU (Joseph-Paul-Étienne).	Capitaine de vaisseau.	16 juin 1844.	9 mars 1852.	Idem.	PORTANTIER (Joséphine-Antoinette).
4	FIROUZI (Antoine-Joseph).	Chirurgien de la marine de 1 ^{re} classe.	1 ^{er} sept. 1841.	21 avril 1852.	Idem.	SARDOU (Marie-Élisabeth-Rose).
5	GURIN (Pierre-Augustin).	Lieutenant de vaisseau.	1 ^{er} nov. 1817.	28 fév. 1852.	Idem.	SEVOILLE (Thérèse-Judith).
6	DE TRÉDERN (Toussaint-Mario-Gabriel).	Idem.	22 janv. 1852.	22 janv. 1852.	Mort en possession de droits à une pension de retraite.	DELAUNAY (Eulalie-Pauline-Marie).
7	POULLAIN (Nicolas-Jean-Benjamin).	Sous-commissaire de la marine.	13 sept. 1848.	15 avril 1852.	Mort titulaire d'une pension de retraite.	LARRIER (Barbe-Louise-Antoinette-Marie).
8	ALIZANT (Louis-Paschal).	Commis principal de la marine.	4 juill. 1839.	15 fév. 1852.	Idem.	ALLONCLE (Marguerite-Cécile-Amande).
9	VIGNAL (Jacques).....	Chef de comptabilité.	9 sept. 1851.	9 sept. 1851.	Mort en possession de droits à une pension de retraite.	BIBOU (Marie-Anne-Françoise-Cécile).
10	CHÉREL (François).....	Maître poulieur à 1,800 fr.	19 avril 1852.	19 avril 1852.	Idem.	BERTRAND (Marie-Henriette).
11	PLAGNE (Judative-Paul)..	Maître canonier.	1 ^{er} mars 1845.	10 avril 1852.	Mort titulaire d'une pension de retraite.	MARILLY (Magdeleine-Victoire-Philippine).
12	GUYON (Jean-Charles)...	Maître voilier.	23 oct. 1815.	16 déc. 1851.	Idem.	CHARRON (Marie).....
13	GUILLET (Raymond-Vincent).	Idem.	5 mars 1827.	24 mars 1852.	Idem.	CARAL (Marie-Eudisie).
14	RAINAUD (Jean-Antoine)..	Pilote côtier.	31 août 1844.	29 mars 1852.	Idem.	DUREC (Élisabeth)...
15	POURQUIER (Étienne)...	Deuxième maître charpentier.	31 juill. 1827.	10 fév. 1852.	Idem.	PEROUIL (Claire-Suzanne).
16	GILBERT (Alexandre-Marie).	Deuxième maître calfat.	7 oct. 1852.	7 oct. 1851.	Mort des suites d'une dysenterie contractée aux Antilles, où cette maladie est endémique.	LE GALL (Françoise-Yvonne).
17	GOUVENS (Jean-Laurent)..	Contre-maître charpentier.	21 mai 1852.	21 mai 1852.	Mort des suites d'une dysenterie contractée dans la forêt de la Floride, où cette maladie est endémique.	LANGLOIS (Marguerite-Pauline).
18	FRECHÉ (François).....	Quartier-maître de manœuvre.	30 sept. 1826.	26 mars 1852.	Mort titulaire d'une pension de retraite.	GARNIER (Marie-Blanche).

NAISSANCE.		DATES	ANNÉES DE MARIAGE	QUOTITÉ		BASES LÉGALES
Dates.	Lieux.	du mariage.	antérieures à la cessation d'activité du mari, ou nombre d'enfants existants de ce mariage antérieur.	des pensions.	DOMICILE.	de fixation.
19 déc. 1789.	Paris (Seine).	15 nov. 1834.	Plus de 2 ans.	1,000 ^f	Paris.	Loi du 18 avril 1831.
12 oct. 1818.	Nîmes (Gard).	15 nov. 1837.	Plus de 5 ans.	2,000	Marseille.	Loi du 18 avril 1831 et ordonnances des 17 août et 24 no- vembre 1824.
11 déc. 1796.	Gonfaron (Var).	24 nov. 1814.	Plus de 2 ans.	750	Toulon.	Loi du 18 avril 1831.
1 ^{er} oct. 1796.	Toulon (Var).	1 ^{er} mai 1813.	Idem.	500	Idem.	Idem.
3 avril 1771.	Saint-Tropez (Var).	6 juillet 1796.	Idem.	400	Saint-Tropez.	Idem.
7 mars 1822.	Guémenot (Morbihan).	19 avril 1847.	Idem.	400	Nantes.	Idem.
11 déc. 1796.	Brest (Finistère).	21 nov. 1821.	Idem.	400	Brest.	Idem.
12 juill. 1788.	Maron (Charente-Inférieure).	15 oct. 1812.	Idem.	300	Rochefort.	Idem.
9 déc. 1798.	La Basse-Terre (Guadeloupe).	26 sept. 1827.	Idem.	300	La Basse-Terre (Guadeloupe).	Idem.
6 janv. 1790.	Lorient (Morbihan).	26 avril 1813.	Idem.	250	Lorient.	Idem.
7 mars 1814.	La Seyne (Var).	6 mai 1835.	Idem.	175	Toulon.	Idem.
1 août 1784.	Fouras (Charente-Inférieure).	4 oct. 1806.	Idem.	175	Royan.	Idem.
9 oct. 1785.	Marseille (Bouches-du-Rhône).	5 sept. 1808.	Idem.	175	Toulon.	Idem.
9 janv. 1786.	Antibes (Var).	22 fév. 1816.	Idem.	175	Antibes.	Idem.
10 avril 1778.	Six-Fours (Var).	25 oct. 1801.	Idem.	100	La Seyne.	Idem.
1 janv. 1822.	Brest (Finistère).	12 avril 1847.	Idem.	100	Brest.	Idem.
19 juin 1822.	S ^t -Aubin-des-Bois (Calvados).	1 ^{er} sept. 1842.	Idem.	100	Idem.	Idem.
8 avril 1783.	Cazères (Haute-Garonne).	26 nov. 1809.	Idem.	100	Cazères (Haute-Garonne).	Idem.

NOM ET PRÉNOM des maris et des père et mère.	GRADÉS.	DATES		CIRCONSTANCES de décès.	NOM ET PRÉNOM des veuves et des orphelins.
		de la cessation de l'ac- tivité.	du décès.		
19 CARLAVIN (Jacques).....	Quartier-maitre de manoeuvre.	31 mars 1848.	15 nov. 1851.	Mort titulaire d'une pension de retraite.	REUSSEZ (Marie-Claire)
20 LE MEILLOUR (Joseph-Mi- chel).	Matelot.	12 fév. 1852.	12 fév. 1852.	Mort en possession de droits à une pen- sion de retraite.	LE FLOCH (Vincente-Louis)
21 COLLOX (Pierre).....	Ouvrier char- pentier.	22 fév. 1852.	22 fév. 1852.	Idem.	PISSARD (Marie).....
22 NORMANT (Jean-Marie)...	Ouvrier saïfat.	21 mars 1852.	21 mars 1852.	Idem.	LE MAITRE (Florentin Anne-Julienne).
23 CARRÉ (Jean-François)...	Ouvrier perceur.	22 avril 1852.	22 avril 1852.	Mort des suites d'un accident résul- tant du service.	LECORTE (Josephine-Vi- ginie).
24 ALLIER (Jean).....	Capitaine d'ar- tillerie de marine	20 mai 1849.	14 fév. 1852.	Mort titulaire d'une pension de retraite.	MARCHEL (Émilie-Chri- stine).
25 OLIVIER (André-François)	Sergent d'ar- tillerie de marine	31 mars 1852.	14 mars 1852.	Idem.	DROUILLARD (Marie-Ma- deleine).
26 CAPRUPY (Jean).....	Soldat d'infan- terie de marine.	12 fév. 1852.	12 fév. 1852.	Mort des suites d'affections endémi- ques contractées à la Guadeloupe.	BONJOUR (Marie-Anne)...
27 CARTANNE (Charles).....	Tambour d'in- fanterie de ma- rine.	31 juill. 1852.	31 juill. 1851.	Mort des suites d'une dysenterie contractée à la Mar- tinique, où cette ma- ladie est endémique.	BONNEFANT (Aimée-Ém- ilie).
PENSION D'ORPHELINS JUSQU'À L'ÂGE DE 10 ANS.					
28 { ALLANTOUX (Georges)....	Enseigne de vaisseau.	23 déc. 1849.	23 déc. 1849.	Mort des suites d'une hépatite con- tractée sur les côtes occidentales d'Afri- que, où cette maladie est endémique.	ALLANTOUX (Albert-Joseph)
veuf de					
GUÉRIN (Sophie-Zélie)...			12 nov. 1840.		(Virginie)...
29 { KUTSCHNER (Hervé-Henry).	Maitre armurier.	13 déc. 1846.	13 déc. 1846.		KUTSCHNER (Eugène-A-
marié à					mand).
FRABLOU (Marie-Jeanne).			8 déc. 1851.	Morte titulaire d'une pension.	

2. La dépense annuelle de neuf millesoixante et quinze francs, qui résultera de la concession des vingt-neuf articles de pensions de veuves et d'orphelins compris dans le tableau ci-dessus, sera acquittée sur les fonds de la caisse des invalides de la marine.

3. Le ministre de la marine et des colonies est chargé de

NAISSANCE.		DATE	ANNÉES DE MARIAGE antérieures à la cessation d'activité du mari, ou nombre d'enfants existants de ce mariage antérieur.	QUOTITÉ des pensions.	DOMICILE.	BASES LÉGALES de la fixation.
Date.	Lieux.	du mariage.				
10 avril 1806.	Grasse (Var).	10 juill. 1837.	Plus de 2 ans.	100 ^t	Caunes (quartier d'Antibes).	Loi du 18 avril 1831.
16 oct. 1799.	Pontivy (Morbihan).	22 fév. 1841.	Idem.	100	Lorient.	Idem.
18 août 1803.	Breilay (Charente-Inférieure).	26 juin 1839.	Idem.	100	Nochéfort.	Lois des 18 avril 1831 et 24 novembre 1848.
6 nov. 1809.	Valognes (Manche).	17 oct. 1846.	Idem.	100	Brest.	Idem.
11 fév. 1811.	Tourthouville-Hague (Manche).	3 nov. 1849.	Idem.	100	Octeville (quartier de Charbourg).	Idem.
13 nov. 1800.	Brest (Finistère).	7 sept. 1818.	Idem.	400	Lorient.	Loi du 11 avril 1831.
7 oct. 1775.	Tonnay-Charente (Charente-Inférieure).	5 janv. 1797.	Idem.	100	Saumur (Maine-et-Loire).	Idem.
2 juin 1807.	Irvillac (Finistère).	31 oct. 1842.	Idem.	100	Brest.	Idem.
18 août 1821.	Brest (Finistère).	10 août 1841.	Idem.	100	Fort de France (Martinique).	Idem.
VIINGT NEUF ANS ACCOMPLIS.						
17 juill. 1836.	Port-Louis (Morbihan).	14 oct. 1836.	Idem.	300	Port-Louis (quartier de Lorient).	Loi du 18 avril 1831.
5 fév. 1838.	Bombé (Morbihan).					
4 juill. 1843.	Brest (Finistère).	18 oct. 1841.	Idem.	175	Brest.	Idem.
TOTAL.....				9,075		

L'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.
Fait au palais de Saint-Cloud, le 14 Août 1852.

Signé LOUIS-NAPOLÉON.

Par le Prince-Président :

Le Ministre Secrétaire d'état de la marine et des colonies,

Signé THÉODORE DUCOS.

**N° 7014. — Décret qui accorde des Pensions aux Veuves
et Orphelins de vingt personnes du Département de la Marine.**

Du 21 Août 1852.

LOUIS-NAPOLÉON, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre de la marine et des colonies, et après
les vérifications prescrites en exécution de la loi de finances du
25 mars 1817 :

Vu les crédits ouverts au budget de la caisse des invalides de la
marine, exercice 1852, pour l'inscription des pensions annuelles,

DÉCRÈTE :

**ART. 1^{er}. Il est accordé à chacune des personnes dénommées
au tableau ci-après une pension ou un secours annuel fixés
conformément aux indications de ce tableau.**

NOMBRES D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des maris.	GRADES.	DATES		CIRCONSTANCES	NOMS ET PRÉNOMS des veuves.
			de la cessation de l'ac- tivité.	du décès.		
1	BLAISE (Jean-Jacques)...	Commis de ma- rins.	31 déc. 1831.	4 août 1850.	Mort titulaire d'une pension de re- traite.	CARO (Marie-Louise- phie).
2	BARRÉ (Georges).....	Maître de ma- nœuvre.	18 nov. 1839.	7 janv. 1852.	Idem.	DUFOUR (Marie-Joséph)
3	DUCASSOU (François-René)	Idem.	4 nov. 1836.	6 nov. 1851.	Idem.	LEFRANC (Marie-Michel)
4	STÉPHAN (Julien-Laurent)	Maître canon- nier.	9 fév. 1850.	5 mai 1852.	Idem.	LE GUEN (Margueri- Louise).
5	MARTIN (François).....	Idem.	29 fév. 1845.	31 mai 1852.	Idem.	BREARD (Rosalie-Mar- Anne).
6	LIBAUDIÈRE (Théodore- Joschim).	Maître de tim- onerie.	12 avril 1832.	8 déc. 1851.	Idem.	RAVIN (Joseph-Prudence)
7	PISTON (François-Antoine).	Maître char- pentier.	2 juin 1826.	13 mai 1852.	Idem.	GIMBERT (Marie-Anne).
8	REYNAUD (Antoine-Pierre)	Deuxième mai- tre de manœuvre.	8 mai 1849.	11 mars 1852.	Idem.	CASTELLAN (Hypolite).
9	PICNOT (Louis-Sébastien).	Deuxième mai- tre de timone- rie.	17 janv. 1829.	30 avril 1852.	Idem.	QUÉLINER (Marie-An- Marguerite).
10	SIBINEL (Salomon-Marie).	Deuxième mai- tre canonnier.	28 nov. 1849.	6 mai 1852.	Idem.	BERNARD (Marie-Nicole).
11	LARARD (Jean-Adolphe)..	Idem.	4 fév. 1852.	4 fév. 1852.	Mort en posses- sion de droits à une pension de retraite.	LE GORF (Marie-Loui- Virgine).
12	ENARD (Louis-Joseph-Mar- rie).	Deuxième mai- tre charpentier.	14 sept. 1851.	14 sept. 1851.	Idem.	GOUËS (Jeanne-Margueri- te).
13	BABIN (Antoine).....	Quartier-mai- tre de manœuvre.	23 mai 1850.	23 mai 1850.	Mort d'une dys- enterie contractée à la Guyane, où cette maladie est endémi- que.	FORT (Jeanne).....

2. La dépense annuelle de deux mille six cent cinquante francs, qui résultera de la concession des vingt articles de pensions de veuves et d'orphelins compris dans le tableau ci-après, sera acquittée sur les fonds de la caisse des invalides de la marine.

3. Le ministre de la marine et des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 21 Août 1852.

Signé LOUIS-NAPOLÉON.

Par le Prince-Président :

Le Ministre Secrétaire d'état de la marine et des colonies,

Signé THÉODORE DUCOS.

NAISSANCE.		DATE du mariage.	ANNÉES DE MARIAGE antérieures à la cessation d'activité du mari, ou nombre d'enfants existants de ce mariage antérieur.	QUANTITÉ des pensions.	PONCEILE.	BASES LÉGALES de la fixation.
Dates.	Lieux.					
10 mars 1785.	Noyal (Morbihan).	26 déc. 1810.	Plus de 2 ans.	300 ^f	Lorient.	Loi du 18 avril 1831.
17 nov. 1783.	Lorient (Morbihan).	6 janv. 1804.	Idem.	175	Rennes (Ile-et-Vilaine).	Idem.
7 fév. 1792.	S ^t -Pierre-Quilbignon (Finistère).	25 fév. 1812.	Idem.	175	Roscoff (quartier de Morlaix).	Idem.
23 mai 1809.	Brest (Finistère).	1 ^{er} déc. 1830.	Idem.	175	Brest.	Idem.
22 avril 1815.	Toulon (Var).	21 mars 1832.	Idem.	175	Toulon.	Idem.
28 jan v. 1783.	Les Sables-d'Olonne (Vendée).	15 sept. 1806.	Idem.	175	Les Sables-d'Olonne	Idem.
20 sept. 1773.	Toulon (Var).	27 mars 1794.	Idem.	175	Toulon.	Idem.
2 juin 1797.	Antibes (Var).	3 sept. 1827.	Idem.	100	La Seyne.	Idem.
22 déc. 1761.	Roscoff (Finistère).	13 nov. 1805.	Idem.	100	Brest.	Idem.
18 mai 1807.	Brest (Finistère).	7 déc. 1830.	Idem.	100	Idem.	Idem.
19 août 1822.	Idem.	28 mai 1845.	Idem.	100	Idem.	Idem.
1 août 1805.	Milinae (Finistère).	27 nov. 1826.	Idem.	100	Nem.	Idem.
1 ^{er} fév. 1805.	Rocheport (Charente-Inférieure).	9 mai 1840.	Idem.	100	Rocheport.	Idem.

NOMER D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des maris et de pères et mères.	GRADES.	DATES		CIRCONSTANCES du décès.	NOMS ET PRÉNOMS des veuves et des orphelins.
			de la cessation de l'ac- tivité.	du décès.		
14	LIGNON (Joseph-Marie)...	Boulangier em- barquant.	2 oct. 1844.	14 avril 1852.	Mort titulaire d'une pension de retraite.	GUICOU (Marie-Élisabeth).
15	DÉSHERBO (Jacques).....	Coq embar- quant.	6 août 1842.	29 mai 1852.	Idem.	FOURN (Marie-Gabrielle).
16	JOURDAN (Joseph-Robert- Nazaire).	Ouvrier char- pentier.	5 mai 1852.	5 mai 1852.	Mort en posses- sion de droits à une pension de retraite.	GRAS (Marie-Louise-Mar- guerite-Delphine).
17	AUDIERET (Pierre-Jacques- Célestine).	Ouvrier per- ceur.	13 avril 1849.	21 mars 1852.	Mort titulaire d'une pension de retraite.	GAUDENARD (Marie-Mag- delaine-Françoise).
18	CURIEN (Louis-Joseph-Jac- ques).	Sergent, d'ar- tillerie de marine	26 fév. 1852.	26 fév. 1852.	Mort de la dys- senterie contractée à la Guadeloupe, où cette maladie est épi- démique.	DUROUR (Marie-Rosalie)..
19	BENGER (Jean-Baptiste)...	Brigadier dé- gendarmerie ma- ritime.	16 mars 1838.	26 avril 1852.	Mort titulaire d'une pension de retraite.	COUSIN (Pauline-Ursule)..
PENSION D'ORPHELINS JUSQU'À L'ÂGE						
20	LE GALGUER (Pierre-Fran- çois-Désiré-Républicain) veuf de	Deuxième maî- tre de manœuvre.	8 sept. 1843.	24 fév. 1852.	Mort titulaire d'une pension de retraite.	LE GALGUER (Pierre-Fran- çois).
	LEMOINE (Marie-Fran- çoise).	.....	.....	31 déc. 1840.	.....	..... (Françoise-Marie)

N° 7015. — DÉCRET qui accorde des Pensions de retraite à dix-neuf personnes du Département de la Marine.

Du 21 Août 1852.

LOUIS-NAPOLÉON, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de la marine et des colonies, et après les vérifications prescrites en exécution de la loi de finances du 25 mars 1817.

Vu les crédits ouverts au budget de la caisse des invalides de la marine, exercice 1852, pour l'inscription des pensions nouvelles,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est accordé à chacune des personnes dénommées au tableau ci-après une pension de retraite fixée conformément aux indications de ce tableau.

NATISSANCES.		DATE	ANNÉES DE MARIAGE antérieures à la cessation d'activité du mari, ou nombre d'enfants existants de ce mariage antérieur.	QUOTITÉ des pensions.	DOMICILE.	BASES LÉGALES de la fixation.
Date.	Lieu.	mariage.				
1 ^{er} juill. 1797.	La Seyne (Var).	17 juin 1818.	Plus de 2 ans.	100 ^f	La Seyne.	Loi du 18 avril 1831.
28 Sév. 1796.	Brest (Finistère).	28 mai 1822.	Idem.	100	Brest.	Idem.
26 mai 1816.	Six-Fours (Var).	27 oct. 1834.	Idem.	100	Six-Fours (quartier de la Seyne).	Lois des 18 avril 1831 et 24 novem- bre 1848.
29 oct. 1794.	Idem.	9 juill. 1818.	Idem.	100	Toulon.	Idem.
20 mars 1827.	Cherbourg (Manche).	31 oct. 1849.	Idem.	100	Cherbourg....	Loi du 11 avril 1831.
4 nov. 1813.	Brest (Finistère).	22 déc. 1829.	Idem.	100	Brest.	Idem.
DE VINGT ET UN ANS ACCOMPLIS.						
26 mai 1838.	Lorient (Morbihan).	27 juin 1827.	Idem.	100	Lorient.	Loi du 18 avril 1831.
29 juin 1840.			TOTAL.....	2,650		

2. La dépense annuelle de neuf mille six cent seize francs, qui résultera de la concession des dix-neuf articles de pensions de retraite compris dans le tableau ci-après, sera acquittée sur les fonds de la caisse des invalides de la marine.

3. Le ministre de la marine et des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 21 Août 1852.

Signé LOUIS-NAPOLÉON.

Par le Prince-Président :

Le Ministre Secrétaire d'état de la marine et des colonies,

Signé THÉODORE DUCOS.

NOMBRES D'ORDRES.	NOMS ET PRÉNOMS.	NAISSANCE.		GRADES.	SERVICES effectifs.			CAMPAIGNES			TOTAL.		
		Dates.	Lieux.		Ann.	Mois.	Jours.	Ann.	Mois.	Jours.	Ann.	Mois.	Jours.
1	BONNET (Pierre-François).	16 mai 1799.	La Celle-sur-Nièvre (Nièvre).	Agent administratif.	42	6	26	"	"	"	42	6	26
2	PRIBONNELLY (Joseph-François-Noël-Ferdinand).	26 déc. 1800.	Marseille (B.-du-Rhône).	Maître de timonerie.	28	7	26	15	6	20	44	2	10
3	PARIS (Julien-Constant)..	27 juin 1801.	Lorient (Morbihan).	Deuxième maître canonnier.	34	7	23	11	6	12	46	2	1
4	LE GALL (René-Marie)...	14 août 1801.	Brest (Finistère).	Idem.	32	3	14	11	4	12	43	7	20
5	DUPONT (Jean-Pierre-Marie).	17 oct. 1799.	Elbeuf (Seine-Inférieure).	Idem.	31	7	9	11	7	25	43	8	1
6	COQUET (Joseph).....	18 juill. 1799.	Bordeaux (Gironde).	Idem.	28	9	12	15	7	11	42	4	25
7	SAVARY (Pierre).....	12 janv. 1801.	Saint-Seurin-d'Uzet (Charente-Infér.).	Idem.	28	9	1	9	1	7	37	10	1
8	TUAL (Nicolas-Marie)....	9 août 1799.	Onenont (Finistère).	Idem.	26	3	18	9	5	15	35	9	1
9	NICOLAS (Pierre-Jacques-Marie).	25 août 1800.	Brest (Finistère).	Idem.	31	8	8	12	8	28	44	"	0
10	LE PORT (CADO).....	7 mai 1801.	Erdeven (Morbihan).	Idem.	27	8	6	13	7	23	41	3	25
11	MESSAGEUR (Henry-Marie).	9 août 1800.	Lamballeec (Finistère).	Deuxième maître charpentier.	34	9	23	9	4	13	44	2	0
12	VALENTIN (Jean-Marie)..	18 mars 1801.	Brest (Finistère).	Idem.	32	6	27	8	7	9	41	2	0
13	RUAUD (Jean-Bon-Aimé)..	20 déc. 1801.	Cherbourg (Manche).	Idem.	31	5	23	7	6	"	38	11	25
14	LÉOST (Jean-François)...	9 janv. 1801.	Brest (Finistère).	Idem.	32	7	25	12	2	24	44	10	15
15	KYOAL (Guillaume-Louis).	23 oct. 1800.	Saint-Pierre-Quilbignon (Finistère).	Deuxième maître calfet.	35	8	14	10	4	16	46	1	0
16	MASSÉ (Louis-Antoine)..	30 mai 1801.	Rochefort (Charente-Infér.).	Deuxième maître voilier.	35	"	28	11	2	22	48	3	20
17	EYARREC (Jean-Claude)..	18 déc. 1800.	Brest (Finistère).	Idem.	30	9	8	13	5	28	44	8	0
18	LECHAT (Philibert).....	24 nov. 1800.	Charleville (Ardennes).	Deuxième maître mécanicien.	32	5	24	7	5	10	39	11	0
19	GODÉ (Guillaume).....	6 avril 1799.	Prat (Côtes-du-Nord).	Ouvrier chauffeur.	28	10	16	11	4	21	40	8	0

N° 7016. — DÉCRET qui accorde des Pensions aux Veuves de dix personnes du Département de la Marine.

Du 28 Août 1852.

LOUIS-NAPOLÉON, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre de la marine et des colonies, et après

BASIS LÉGALES de la fixation de la pension.	GRADE sur lequel la pension est réglée.	FIXATION de la pension.	DOMICILE des titulaires.	OBSERVATIONS.
Loi du 18 avril 1831 et ordonnance du 23 décembre 1847.	Sous-commissaire.	1,451 ^f	Guérigay (Nièvre).	
Loi du 18 avril 1831.			Toulon.	
<i>Idem.</i>	Maître au-dessous de 1,500 francs. (5° en sus pour plus de 12 ans d'ac- tivité dans ce grade.)	831	Lorient.	
<i>Idem.</i>	Deuxième maître (5° en sus pour plus de 12 ans d'activité dans ce grade.)	480	Brest.	
<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>	468	Brest.	
<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>	464	<i>Idem.</i>	
<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>	457	Bordeaux.	
<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>	416	Rocheport.	
<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>	397	Brest.	
<i>Idem.</i>	Deuxième maître.	393	<i>Idem.</i>	
<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>	372	Lorient.	
<i>Idem.</i>	Deuxième maître. (5° en sus pour plus de 12 ans d'activité dans ce grade.)	473	Brest.	
<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>	446	<i>Idem.</i>	
<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>	426	Cherbourg.	
<i>Idem.</i>	Deuxième maître.	399	Brest.	
<i>Idem.</i>	Deuxième maître. (5° en sus pour plus de 12 ans d'activité dans ce grade.)	480	<i>Idem.</i>	
<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>	480	Rocheport.	
<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>	473	Brest.	
<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>	434	Marseille.	
Loi du 18 avril 1831 et ordonnance du 28 no- vembre 1845.	Mataiot.	276	Lorient.	
	TOTAL	9,616		

les vérifications prescrites en exécution de la loi de finances du 25 mars 1817 ;

Vu les crédits ouverts au budget de la caisse des invalides de la marine, exercice 1852, pour l'inscription des pensions annuelles,

Décès :

ART. 1^{er}. Il est accordé à chacune des personnes dénommées au tableau ci-après une pension annuelle fixée conformément aux indications de ce tableau.

2. La dépense annuelle de deux mille cinq cent trente-trois francs, qui résultera de la concession des dix articles de pensions de veuves compris dans le tableau ci-après, sera acquittée sur les fonds de la caisse des invalides de la marine.

NUMÉROS D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des maris.	GRADÉS.	DATES		CIRCONSTANCES du décès.	NOMS ET PRÉNOMS des veuves.
			de la cessation de l'ac- tivité.	du décès.		
1	SÉRÉCHAULT (Élie).....	Conseiller à la cour d'appel de la Martinique.	18 nov. 1851.	18 nov. 1851.	Mort de la fièvre jaune à la Martini- que, où cette maladie est endémique.	PRETIZHAN (Clandine-Zo- sine).
2	CAVELIER (Amand).....	Lieutenant de vaisseau.	1 ^{er} nov. 1817.	18 mars 1852.	Mort titulaire d'u- ne pension de re- traite.	DELABOCHÉ (Félicité-Vic- toire).
3	PROS (Étienne-Toussaint)	Commis de ma- rine.	18 nov. 1841.	17 avril 1852.	<i>Idem.</i>	BRISSET (Modeste-Ernest)
4	COURTIN (Jacques-François)	Maître méca- nicien à 150 fr.	13 fév. 1848.	13 fév. 1848.	Mort en possession de droits à une pen- sion de retraite.	GENSOULEN (Rose-Alexan- dine).
5	SERANE (Jean-Baptiste).	Maître de ma- nœuvre.	21 juin 1830.	14 juin 1852.	Mort titulaire d'u- ne pension de re- traite.	MARTIN (Anne-Marie)...
6	JOSSERAN (Pierre).....	<i>Idem.</i>	7 nov. 1832.	24 mai 1852.	<i>Idem.</i>	BOHAUD (Anne-Gabriel)...
7	NIKIFORO (Stéphanie)...	Deuxième mai- tre de manœuvre.	23 août 1848.	21 déc. 1850.	<i>Idem.</i>	LEGUILLOUX (Victoire-Jean- ne-Marie).
8	LE DORNEUR (Toussaint- Pierre).	<i>Idem.</i>	30 mars 1852.	30 mars 1852.	Mort en posses- sion de droits à une pension de retraite.	ROMOU (Armande-Mauri- cette).
9	GOUJARD (Joseph).....	Deuxième mai- tre charpentier.	3 juin 1851.	3 juin 1851.	<i>Idem.</i>	ROCHE (Madeleine).....
10	CHRISTOPHE (Étienne- Amédée).	Ouvrier char- pentier.	16 mai 1852.	16 mai 1852.	<i>Idem.</i>	FÉRAUD (Marie-Louise)...

N^o 7017. — *Décret qui accorde des Pensions de retraite à onze personnes du Département de la Marine.*

Du 28 Août 1852.

LOUIS NAPOLEON, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre de la marine et des colonies, et après

B. n° 267.

(287)

3. Le ministre de la marine et des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 28 Août 1852.

Signé LOUIS-NAPOLÉON.

Par le Prince-Président ;

Le Ministre Secrétaire d'état de la marine et des colonies,

Signé THÉODORE DUCOS.

NAISSANCE.		DATE du mariage.	ARRÊTÉ DE RAYONNEMENT antérieures à la cessation d'activité du mari, ou nombre d'enfants existants de ce mariage antérieur.	QUOTITÉ des pensions.	DOMICILE.	BASES LÉGALES de la fixation.
Départ.	Lieux.					
23 sept. 1896.	Saint-Gengoux- le-Royal (Saône-et-Loire).	12 avril 1884.	Plus de 2 ans.	833	Saint-Gengoux- le-Royal (Saône-et-Loire).	Loi de 18 avril 1881, décret du 28 mars 1849 et or- donnance du 23 sep- tembre 1814.
29 janv. 1799.	Hayre (Seine-Inférieure).	31 mai 1804.	Idem.	400	Tonnepins (Lot-et-Garonne).	Loi du 18 avril 1831.
29 mars 1790.	Niort (Deux-Sèvres).	2 mai 1809.	Idem.	360	Rozen.	Idem.
4 juin 1847.	Solide-Farède (Var).	24 avril 1839.	Idem.	250	Toulon.	Idem.
31 août 1791.	Camps (Var).	7 mars 1816.	Idem.	175	Idem.	Idem.
24 mars 1790.	La Seyne (Var).	21 août 1816.	Idem.	175	La Seyne.	Idem.
14 fév. 1843.	Saint-Malo (Ille-et-Vilaine).	13 janv. 1841.	Idem.	100	Saint-Malo.	Idem.
19 oct. 1841.	Quimper (Finistère).	8 août 1832.	Idem.	100	Brest.	Idem.
5 juill. 1791.	Tonnay-Charente (Charente-Inférieure).	21 juin 1820.	Idem.	100	Rocheport.	Idem.
7 nov. 1848.	Toulon (Var).	4 août 1831.	Idem.	100	Toulon.	Lois des 18 avril 1831 et 24 novembre 1848.
TOTAL....				2,533		

les vérifications prescrites en exécution de la loi de finances du 25 mars 1827.

Vu les crédits ouverts au budget de la caisse des invalides de la marine, exercice 1852, pour l'inscription des pensions nouvelles,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est accordé à chacune des personnes dénommées au tableau ci-après une pension de retraite fixée conformément aux indications de ce tableau.

2. La dépense annuelle de quatre mille six cent dix-neuf francs, qui résultera de la concession des onze articles de pensions de retraite compris dans le tableau ci-après, sera acquittée sur les fonds de la caisse des invalides de la marine.

3. Le ministre de la marine et des colonies est chargé de

NOMINOS D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS.	NAISSANCE.		GRANDES.	SERVICES effectifs.			CAMPAGNES			TOTAL.		
		Dates.	Lieux.		Ans.	Mois.	Jours.	Ans.	Mois.	Jours.	Ans.	Mois.	Jours.
1	MADÉC (Théodore-Auguste)	24 mai 1798.	Brest (Finistère).	Magasinier embarquant à 90 fr.	30	5	3	16	6	14	46	11	17
2	BERRY (François-Marie)..	17 juin 1802.	Idem.	Maître charpentier.	33	10	20	9	8	"	43	6	20
3	PIELLES (Jean-Jacques-Alexandre).	30 sept. 1787.	Toulon (Var).	Contre-maître charpentier ayant servi plus de 2 ans comme maître.	47	"	19	"	"	"	47	"	19
4	GIRARD (Louis).....	10 déc. 1799.	La Rochelle (Charente-Infér.)	Deuxième maître voilier.	30	4	"	12	8	13	43	"	13
5	JACO (Luc).....	5 juillet 1792.	Plémour (Morbihan).	Contre-maître charpentier.	42	10	10	"	"	"	42	10	10
6	LE BEUMER (Nicolas-Marie)	30 oct. 1787.	Saint-Servan (Ille-et-Vilaine).	Aide contre-maître charpentier.	25	11	21	1	"	"	26	11	21
7	DE HAUVISSON (Louis-Lubin).	20 déc. 1777.	Paris (Seine).	Matelot.	29	10	20	25	10	8	52	8	28
8	GAUVIER (Pierre).....	12 août 1771.	Gouaix (Seine-et-Marne).	Ouvrier charpentier.	56	5	25	5	"	"	61	5	11
9	HANMELIN (Aimable-Siméon-Hervé).	18 fév. 1794.	Cherbourg (Manche).	Idem.	28	3	11	"	"	"	28	3	11
10	AUDOIN (Jean-Baptiste).	27 mai 1789.	Vasterville (Manche).	Idem.	25	7	25	1	"	"	26	7	25
11	DUDAL (Louis-Philippe)..	1 ^{er} mai 1831.	Lorient (Morbihan).	Ouvrier d'artillerie de marine.	2	9	19	"	"	"	2	9	19

N° 7018. — DÉCRETS INDIVIDUELS DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signés par le ministre des travaux publics) qui nomment dans l'ordre national de la Légion d'honneur :

B. n° 267. (289)

l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 28 Août 1852.

Signé LOUIS-NAPOLÉON.

Par le Prince-Président :

Le Ministre Secrétaire d'état de la marine et des colonies,

Signé THÉODORE DUCOS.

BASES LÉGALES de la fixation de la pension.	GRADE sur lequel la pension est réglée.	FIXATION de la pension.	DOMICILE des titulaires.	OBSERVATIONS.
Loi du 18 avril 1831 et ordonnance du 11 octobre 1836.	Maître au-dessous de 1,500 francs.	700 ^f	Brest.	En remplacement de celle de 480 fr. réglée par décret du 7 juin 1852.
Loi du 18 avril 1831.	Maître au-dessous de 1,500 francs. (5° en sus pour plus de 12 ans d'ac- tivité dans ce grade.)	823	Idem.	
Lois des 18 avril 1831 et 24 novembre 1848.	Maître au-dessous de 1,500 francs.	671	Toulon.	
Loi du 18 avril 1831.	Deuxième maître. (5° en sus pour plus de 12 ans d'activité dans ce grade.)	462	Brest.	
Lois des 18 avril 1831 et 24 novembre 1848.	Contre-maître. (5° en sus pour plus de 12 ans d'ac- tivité dans ce grade.)	461	Lorient.	
Idem.	Aide. (5° en sus pour plus de 12 ans d'activité dans ce grade.)	278	Idem.	
Loi du 18 avril 1831.	Matelot.	300	Brest.	
Lois des 18 avril 1831 et 24 novembre 1848.	Idem.	300	Rochefort.	
Idem.	Idem.	216	Cherbourg.	
Idem.	Idem.	208	Idem.	
Loi du 11 avril 1831.	Soldat. (Blessure reçue au service et mettant ce militaire hors d'état d'y restoir et de pourvoir à sa subsistance.)	200	Lorient.	
TOTAL.....		4,619		

COMMANDEUR.

M. le comte de Ségur, président du conseil d'administration de la compagnie
du chemin de fer de Paris à Strasbourg.

OFFICIERS.

M. *Jaquiné*, ingénieur en chef des ponts et chaussées de première classe, chargé de la quatrième section du chemin de fer de Paris à Strasbourg.

M. *Vaignier*, inspecteur en chef de la voie du chemin de fer de Paris à Strasbourg.

CHEVALIERS.

M. *Duhoux*, ingénieur ordinaire des ponts et chaussées de première classe, attaché au service de la quatrième section du chemin de fer de Paris à Strasbourg.

M. *Viller*, ingénieur ordinaire des ponts et chaussées de deuxième classe, attaché au service de la troisième section du chemin de fer de Paris à Strasbourg.

M. *Lyautey*, ingénieur ordinaire des ponts et chaussées de deuxième classe, attaché au service de la quatrième section du chemin de fer de Paris à Strasbourg.

M. *Sirohl*, directeur du chemin de fer de Strasbourg à Bâle.

M. *Hallopeau*, chef de l'exploitation du chemin de fer de Paris à Strasbourg.

M. *Lemoine*, ingénieur civil, attaché aux travaux du chemin de fer de Paris à Strasbourg.

M. *Bertrand*, conducteur des ponts et chaussées de première classe, précédemment attaché au service de la quatrième section du chemin de fer de Paris à Strasbourg, et actuellement employé aux travaux du canal de la Marne-au-Rhin. (Du 17 Juillet 1852.)

N° 7019. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre de l'instruction publique et des cultes) qui nomme chevalier de l'ordre national de la Légion d'honneur M^r *Menjaud*, évêque de Nancy. (Du 25 Juillet 1852.)

N° 7020. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre de la marine et des colonies) qui nomme dans l'ordre national de la Légion d'honneur, savoir :

COMMANDEURS.

M. *Degendé* (*Joseph-Marie-Eugène*), capitaine de vaisseau; trente-neuf ans de services effectifs, quinze ans de bénéfice de campagne; officier le 10 décembre 1849.

M. *Gatier* (*Pierre*), capitaine de vaisseau; quarante ans de services effectifs, quatorze ans de bénéfice de campagne; officier le 16 décembre 1842.

M. *Mallet* (*Louis-Stanislas*), capitaine de vaisseau; quarante et un ans de services effectifs, quinze ans de bénéfice de campagne; officier le 18 juillet 1849.

OFFICIERS.

M. *Ferrand* (*Pierre-Joseph-Raphaël*), capitaine de vaisseau; quarante ans de services effectifs, douze ans de bénéfice de campagne; chevalier le 26 avril 1831.

M. Rouvroy de Saint-Simon (*Robert-Louis-Adolphe*), capitaine de vaisseau; trente-trois ans de services effectifs, dix ans de bénéfice de campagne; chevalier le 1^{er} janvier 1835.

M. de Chabannes-Curlon (*Octave-Pierre-Antoine*), capitaine de vaisseau; trente et un ans de services effectifs, neuf ans de bénéfice de campagne; chevalier le 30 mai 1837.

M. Chaigneau (*François-Paul*), capitaine de vaisseau; vingt-neuf ans de services effectifs, treize ans de bénéfice de campagne; chevalier le 30 avril 1840.

M. Bassière (*Victor-Marie-Louis*), capitaine de vaisseau; trente et un ans de services effectifs; douze ans de bénéfice de campagne; chevalier le 30 avril 1839.

M. Protet (*Auguste-Léopold*), capitaine de frégate, gouverneur du Sénégal; vingt-sept ans de services effectifs; dix ans de bénéfice de campagne; chevalier le 29 avril 1838.

M. Simonet de Maisonneuve (*Louis-Alexandre-Amédée*), capitaine de frégate; vingt-cinq ans de services effectifs, huit ans de bénéfice de campagne; chevalier le 17 novembre 1835.

M. Richard-Bichin de Coudrecourt (*Édouard-Antoine*), lieutenant-colonel au troisième régiment d'infanterie de marine; vingt-sept ans de services effectifs, dix-huit ans aux colonies, une campagne de guerre; chevalier le 28 avril 1842.

M. Turbez (*Hippolyte-François-Zacharie*), chef de bataillon au troisième régiment d'infanterie de marine; trente-neuf ans de services effectifs, vingt-six ans aux colonies, quatre campagnes de guerre; chevalier le 30 avril 1833.

M. Cros (*Joseph*), ingénieur de première classe; vingt-neuf ans de services effectifs, vingt-sept mois de mer; chevalier le 30 avril 1839.

M. Gerbido (*César-Auguste*), commissaire de marine; quarante-cinq ans de services effectifs; chevalier le 29 avril 1828.

M. Pénaud (*Pierre*), contrôleur, secrétaire du conseil d'amirauté; trente ans de services effectifs, quatre ans à la mer; chevalier le 28 avril 1841.

M. Plagne (*Bernard*), premier pharmacien en chef; vingt-huit ans de services effectifs, trois ans aux colonies; chevalier le 29 octobre 1826.

M. Mesnard (*Jean-François-Camille*), chirurgien de première classe; trente-cinq ans de services effectifs, huit ans à la mer; chevalier le 3 août 1828.

M. Dussaut (*Pierre-Claude-Evariste*), chef du bureau des dépenses d'outre-mer; quarante ans de services; chevalier le 30 avril 1839.

CHEVALIERS.

M. Rejou (*Jacques-Félix*), capitaine de frégate; vingt-quatre ans de services effectifs, huit ans de bénéfice de campagne.

M. Aregneudeau (*Émile*), capitaine de frégate; vingt-deux ans de services effectifs, six ans de bénéfice de campagne.

M. Hélain (*Auguste-Jean*), lieutenant de vaisseau; vingt-trois ans de services effectifs, six ans de bénéfice de campagne.

M. Astié (*François-Xavier*), lieutenant de vaisseau; vingt-quatre ans de services effectifs, sept ans de bénéfice de campagne.

M. de Tournadre (*Antoine-Gabriel-Adrien-Alphonse*), lieutenant de vaisseau; vingt-trois ans de services effectifs, neuf ans de bénéfice de campagne.

M. de Méjanès (*Marc-Antoine-Édouard-Alphonse*), lieutenant de vaisseau; vingt-trois ans de services effectifs, dix ans de bénéfice de campagne.

M. Bertin (Hilarion), lieutenant de vaisseau; vingt-deux ans de services effectifs, sept ans de bénéfice de campagne.

M. Gallay (Victor-Amédée), lieutenant de vaisseau; vingt-cinq ans de services effectifs, onze ans de bénéfice de campagne.

M. Cuisinier-Delisle (Nicolas-Aristide), lieutenant de vaisseau; vingt-quatre ans de services effectifs, neuf ans de bénéfice de campagne.

M. Jaubert de Passa (Adolphe-Hippolyte), lieutenant de vaisseau; vingt-quatre ans de services effectifs, huit ans de bénéfice de campagne.

M. Arnoux (Louis), lieutenant de vaisseau; vingt-deux ans de services effectifs, huit ans de bénéfice de campagne.

M. Brehier (Gustave), lieutenant de vaisseau; dix-huit ans de services effectifs, huit ans de bénéfice de campagne.

M. Aillaud (Joseph-Adolphe), lieutenant de vaisseau; vingt ans de services effectifs, huit ans de bénéfice de campagne.

M. Ménard (Félix-Alexandre), lieutenant de vaisseau; vingt-deux ans de services effectifs, neuf ans de bénéfice de campagne.

M. Narbonne (Noël-Frédéric), lieutenant de vaisseau; vingt ans de services effectifs, neuf ans de bénéfice de campagne.

M. Souzy (François-Jules), lieutenant de vaisseau; vingt ans de services effectifs, huit ans de bénéfice de campagne.

M. Thiebaut (Joseph-Auguste), lieutenant de vaisseau; vingt ans de services effectifs; huit ans de bénéfice de campagne.

M. Royer (Eugène-Jean), lieutenant de vaisseau; dix-neuf ans de services effectifs, huit ans de bénéfice de campagne.

M. Carpentier (Augustin-Isidore-Alfred), lieutenant de vaisseau; dix-neuf ans de services effectifs, six ans de bénéfice de campagne.

M. Poulin (Charles-Louis), lieutenant de vaisseau; vingt-six ans de services effectifs, dix ans de bénéfice de campagne.

M. Petit (Michel-César), lieutenant de vaisseau; trente-huit ans de services effectifs, quatorze ans de bénéfice de campagne.

M. Dulcis (Louis-Armand-Charles), lieutenant de vaisseau; dix-huit ans de services effectifs, cinq ans de bénéfice de campagne.

M. Sallot des Noyers (Alexandre-Étienne-Denis), lieutenant de vaisseau; seize ans de services effectifs, sept ans de bénéfice de campagne.

M. Rideau (Henri-Aimé-Philibert-Alexandre), lieutenant de vaisseau; dix-huit ans de services effectifs, huit ans de bénéfice de campagne.

M. Jan de la Gillardaie (Jules-Marie), lieutenant de vaisseau; seize ans de services effectifs, sept ans de bénéfice de campagne.

M. Libaudière (Henri), lieutenant de vaisseau; dix-sept ans de services effectifs, huit ans de bénéfice de campagne.

M. Garraud (Gustave-Aristide-Léopold), lieutenant de vaisseau; quinze ans de services effectifs, six ans de bénéfice de campagne.

M. Garbe (Antoine), lieutenant de vaisseau; vingt-deux ans de services effectifs, huit ans de bénéfice de campagne.

M. Duprat (Joseph-Édonard), lieutenant de vaisseau; seize ans de services effectifs, sept ans de bénéfice de campagne.

M. Bourdais (Edme-Adrien), lieutenant de vaisseau; seize ans de services effectifs, sept ans de bénéfice de campagne.

M. Herout (François-Germain-Victor), lieutenant de vaisseau; dix-huit ans de services effectifs, huit ans de bénéfice de campagne.

M. Souville (*Joseph-Eugène*), lieutenant de vaisseau; quinze ans de services effectifs, sept ans de bénéfice de campagne.

M. Coulomb (*Honoré-Pierre-Antoine*), lieutenant de vaisseau; vingt-huit ans de services effectifs, onze ans de bénéfice de campagne.

M. Blandin (*Théophile-Eugène*), enseigne de vaisseau; seize ans de services effectifs, six ans de bénéfice de campagne.

M. Brossard (*Charles-Paul*), enseigne de vaisseau; onze ans de services effectifs, deux ans et demi de bénéfice de campagne; services distingués au Sénégal, mission périlleuse dans le fleuve; trois fois proposé.

M. Lapeyre-Bellair (*Pierre-Germain*), capitaine en premier d'artillerie de marine; vingt-trois ans de services effectifs, dix ans de navigation, et deux ans et demi de séjour aux colonies.

M. Blandinières (*Louis-Justin-Ignace*), capitaine en premier d'artillerie de marine; vingt et un ans et demi de services effectifs, dix ans de navigation et deux ans de séjour aux colonies.

M. Ternet (*Grégoire*), capitaine en premier d'artillerie de marine; vingt-quatre ans de services effectifs, trois ans et demi de séjour aux colonies.

M. Simon (*Antoine-Henri*), capitaine en premier d'artillerie de marine; vingt-neuf ans et demi de services effectifs, dix ans et demi de navigation, et cinq ans de séjour aux colonies.

M. Ricard (*René*), adjudant sous-officier d'artillerie de marine; vingt ans de services effectifs, douze ans d'embarquement et de séjour aux colonies.

M. Eldin (*Louis-Ernest*), sergent d'artillerie de marine; vingt ans de services effectifs, et six ans et demi de séjour aux colonies, une campagne de guerre en Océanie.

M. Framery (*Louis-Germain*), chef ouvrier d'État; quarante et un ans de services effectifs.

M. Delmas (*Antoine*), ouvrier d'État; vingt et un ans de services effectifs, quatre ans de séjour aux colonies, un an de navigation et une campagne de guerre.

M. Trosin (*Jean-Louis*), maître artificier; trente-quatre ans de services effectifs, huit ans de navigation et deux campagnes de guerre.

M. Ribaud (*Joseph-Philippe*), garde d'artillerie de première classe, contrôleur d'armes; trente-sept ans de services effectifs, six ans de navigation et deux ans de séjour aux colonies.

M. Thuillier (*Charles*), lieutenant-trésorier de la première compagnie de gendarmerie maritime; trente-cinq ans de services effectifs et deux campagnes en Afrique.

M. Pontet (*Jean-Baptiste*), brigadier à la deuxième compagnie de gendarmerie maritime; quarante ans de services effectifs, cinq ans de navigation en temps de guerre, une blessure.

M. Reboul (*François*), capitaine, aide de camp du général inspecteur de l'infanterie de marine; vingt ans de services effectifs, dix ans aux colonies.

M. Tricot (*Jean-Alexandre*), capitaine au premier régiment d'infanterie de marine; vingt et un ans de services effectifs, huit ans aux colonies, quatre campagnes de guerre.

M. Mayer (*Antoine*), capitaine adjudant-major au premier régiment d'infanterie de marine; vingt-quatre ans de services effectifs, dix ans aux colonies.

M. Allias (*Jean-Maurice-Achille*), capitaine adjudant-major; vingt ans de services effectifs, dix ans aux colonies, une campagne de guerre.

M. Foucard (Mathieu-Adolphe), lieutenant au premier régiment d'infanterie de marine; vingt-quatre ans de services effectifs, sept ans aux colonies, cité à l'ordre du jour pour sa belle conduite dans le naufrage de la Loire.

M. Gouet (Pierre-Auguste), chirurgien aide-major au premier régiment d'infanterie de marine; vingt-trois ans de services effectifs, sept ans aux colonies, sept ans de navigation.

M. Clair (Jean-Jacques-Louis), sergent-major au premier régiment d'infanterie de marine; vingt et un ans de services effectifs, quatre ans aux colonies, une campagne de guerre.

M. Aurnai (Charles-Pierre), capitaine au deuxième régiment d'infanterie de marine; trente ans de services effectifs, quatorze ans aux colonies.

M. Étienne (Charles-Romain), capitaine au deuxième régiment d'infanterie de marine; vingt-cinq ans de services effectifs, cinq ans aux colonies, trois ans de navigation.

M. Weber (Léonard), capitaine au deuxième régiment d'infanterie de marine; dix-sept ans de services effectifs, dix ans aux colonies.

M. Petot (Thomas), sergent au deuxième régiment d'infanterie de marine; quinze ans de services effectifs, quatorze ans aux colonies.

M. Mayer (François-Louis), capitaine adjudant-major au troisième régiment d'infanterie de marine; vingt-six ans de services effectifs, huit ans aux colonies, trois campagnes de guerre.

M. Leclerc (Émanuel-Édouard), capitaine au troisième régiment d'infanterie de marine; vingt-deux ans de services effectifs, dix ans aux colonies, cinq campagnes de guerre.

M. Gomand (Henri-Victor-Adrien), capitaine adjudant-major au troisième régiment d'infanterie de marine; vingt-quatre ans de services effectifs, quatorze ans aux colonies.

M. Colomb (Joseph-Vincent-Christophe), capitaine adjudant-major au troisième régiment d'infanterie de marine; vingt et un ans de services effectifs, huit ans aux colonies, une campagne de guerre.

M. Huet (Louis), capitaine trésorier au troisième régiment d'infanterie de marine; dix-huit ans de services effectifs, six ans aux colonies, deux campagnes de guerre.

M. Médoni (Marius-Pierre-Antoine-François), capitaine au troisième régiment d'infanterie de marine; vingt-huit ans de services effectifs, huit ans aux colonies, une campagne de guerre.

M. Clausse (Jean-Dominique), lieutenant au troisième régiment d'infanterie de marine; trente ans de services effectifs, huit ans aux colonies, cinq campagnes de guerre.

M. Delabarre (Charles-Hippolyte), lieutenant au troisième régiment d'infanterie de marine; vingt-sept ans de services effectifs, sept ans aux colonies, six campagnes de guerre.

M. Tabon (Antoine-Pierre-Victor), sergent-major au troisième régiment d'infanterie de marine; vingt-quatre ans de services effectifs, neuf ans aux colonies.

M. Héloin (Philibert-Louis), lieutenant à la compagnie de discipline de la marine (cadre armé); vingt et un ans de services effectifs, sept ans aux colonies, quatre campagnes de guerre.

M. Dégis (Henri-Louis-Guyot), sous-marinier adjoint de la marine; trente-six ans de services.

M. *Dodin-Dubrouil* (Louis-Joseph) commissaire-adjoint de la marine; vingt et un ans de services.

M. *Thèse* (Pierre-Hippolyte-Célestin), commissaire-adjoint de la marine; trente-trois ans de services.

M. *Duparc* (Jean-Popont-Léon), sous-commissaire; vingt-neuf ans de services.

M. *Le Carpentier* (Léon-Etienne), sous-commissaire; vingt-sept ans de services.

M. *Guiraut* (Jean-Adolphe), sous-commissaire; vingt-huit ans de services.

M. *Vidal de Lauzun* (Victor), sous-commissaire; vingt-huit ans de services.

M. *Lemoine* (Jean-Baptiste-Yves-Léon), sous-commissaire; trente ans de services.

M. *Bran* (Joseph-François), sous-commissaire; vingt-cinq ans de services.

M. *Astruc* (Claude-Marie), sous-commissaire; quarante ans de services.

M. *Levicair* (Victor), sous-commissaire; trente et un ans de services.

M. *Lambert* (Alphonse-Henri), sous-commissaire; vingt-huit ans de services.

M. *Berger* (Charles-Auguste), sous-commissaire; trente ans de services.

M. *Derviller* (François-Louis), sous-commissaire; vingt-sept ans de services.

M. *Racord* (Jean-Baptiste), sous-commissaire; trente ans de services.

M. *Garcin* (Pierre-Henri-Antoine), sous-commissaire; vingt-trois ans de services.

M. *Reynaud* (Jean-Baptiste-Esprit-Bonaventure), sous-commissaire; trente et un ans de services.

M. *Creven-Kerverson* (Vincent-Marie), sous-commissaire; trente-quatre ans de services.

M. *Omnès* (Nicolas-Henri-Aristide), sous-commissaire; trente-deux ans de services.

M. *Rit* (Jean), sous-commissaire; vingt-six ans de services.

M. *Thomas* (Marie-Esprit-Constant), sous-commissaire; trente ans de services.

M. *Jolidon* (Girard-François-Xavier), sous-contrôleur; vingt-huit ans de services, dont quatorze à la mer.

M. *Fillieux* (Émile-Charles), sous-contrôleur; trente-six ans de services, dont trois et demi à la mer.

M. *Morrein* (Brutus), agent administratif principal; trente-six ans de services.

M. *Machenaud* (Jean-Baptiste-Philippe-d'Élite), agent administratif; vingt-huit ans de services.

M. *Bazan* (Patrice), agent administratif; quarante ans de services.

M. *Morel* (Nestor), agent comptable principal; trente ans de services.

M. *Delorisse* (François-Léonidas), agent comptable; trente-six ans de services.

M. *Petulpain* (Louis-Adolphe), agent comptable; trente-six ans de services;

M. *Lecoat* (François-Éléonore-Éphémé), sous-agent comptable; vingt-huit ans de services.

M. *Barrellier* (Auguste), chirurgien de première classe; vingt-quatre ans de services.

M. *Buisson* (Gabriel-Édouard-Adolphe), chirurgien de première classe; vingt-quatre ans de services.

M. *Assa* (Victor-Honoré), chirurgien de première classe; vingt-cinq ans de services.

M. Cabon de Mesormel (*Alexandre-Clot-René-Marie*), chirurgien de première classe; vingt-six ans de services.

M. Cavalier (*Louis-Arnéde*), pharmacien de première classe; trente ans de services.

M. Fontaine (*Constant-Ferdinand*), pharmacien de première classe; trente-neuf ans de services.

M. Marchand (*Louis-Marie*), pharmacien de deuxième classe; trente ans de services.

M. Naudet (*Antoine-Isidore-Dorothée*), commissaire-rapporteur près les tribunaux maritimes; cinquante-quatre ans de services.

M. l'abbé Ricardi (*Nicolas-Edouard*), aumônier du vaisseau *le Bayard*.

M. Sire (*Louis*), professeur d'hydrographie, ancien aspirant de marine; quarante-quatre ans de services effectifs.

M. Pollier (*Jean-Marie-Pierre*), professeur d'hydrographie, ancien marin; cinquante et un ans de services effectifs.

M. Peragallo (*Pierre-Blaise-Marie*), trésorier des invalides de la marine; trente-six ans de services.

M. Garnier (*Jean-François*), sous-chef du bureau des gens de mer; trente-sept ans de services.

M. Renaud (*Claude-Marie-Eugène-Napoléon*), sous-chef du bureau de la comptabilité centrale; vingt-six ans de services tant en France qu'aux colonies.

M. Carteron (*Louis*), garde-magasin du dépôt des cartes et plans de la marine; vingt-six ans de services.

M. Hardy (*Louis*), maître voilier entretenu; quarante-cinq ans de services.

M. Gautier (*Jean-Baptiste-Joseph*), maître poulieur entretenu; quarante ans de services.

M. Saïre (*Auguste*), maître charpentier entretenu; trente-huit ans de services.

M. Raud (*François-Louis*), maître chaudronnier entretenu; trente-cinq ans de services.

M. Rossel (*Thomas-César-Théodore*), maître perceur entretenu; trente et un ans de services.

M. Consolin (*Barthélemy-Joseph*), maître voilier entretenu; vingt-neuf ans de services.

M. Daniel (*Jean-Claude-Félix*), maître monteur entretenu; vingt-cinq ans de services.

M. Livois (*Charles-Auguste*), conducteur des travaux hydrauliques de première classe; trente et un ans de services.

M. Kohn (*Jacques*), conducteur des forges et fonderies de première classe; trente-sept ans de services.

M. Prévost (*Jean*), portier-consigne; quarante-trois ans de services et huit campagnes sous l'Empire.

M. Gautier (*Jean*), premier maître de timonerie; vingt-cinq ans de services effectifs, quinze ans à la mer.

M. Ventré (*André-Sébastien*), premier maître de manœuvre; vingt-six ans de services effectifs, vingt-deux ans de mer.

M. Bouzet (*Laurent-Jacques*), maître charpentier; vingt-trois ans de services effectifs, vingt-deux ans de mer.

M. Cavalier (*Antoine-Alexandre*), premier maître de timonerie; vingt ans de services effectifs, seize ans de mer.

M. Bonae (*Jean-Henri*), premier maître de timonerie; vingt-huit ans de services effectifs, vingt-quatre ans de mer.

M. Sérié (*Louis-Théodore*), premier maître canonnier; dix-neuf ans de services effectifs, seize ans de mer.

M. Lamort (*Claude*), premier maître de manœuvre; dix-neuf ans de services effectifs, dix-sept ans de mer.

M. Martini (*Emmanuel*), capitaine d'armes de première classe; vingt-cinq ans de services effectifs, dix-huit ans de mer.

M. Larel (*Amédée-Félix*), premier maître de manœuvre; trente et un ans de services effectifs, vingt-trois ans de mer.

M. Bodet (*Pierre*), capitaine d'armes de première classe; vingt-trois ans de services effectifs, douze ans de mer.

M. Laguieray (*François*), premier maître de manœuvre; vingt-six ans de services effectifs, vingt ans de mer.

M. Fusillet (*Charles-Marie*), maître armurier; vingt et un ans de services effectifs, onze ans de mer.

M. Barthélemy (*Pierre-Léonard*), maître voilier; vingt-quatre ans de services effectifs, vingt ans de mer.

M. Cagnolaro (*André-Joseph-Séraphin*), premier maître mécanicien; dix-huit ans de services effectifs, onze ans de mer.

M. Pallier (*Guillaume-Marie*), premier maître mécanicien; dix-neuf ans de services effectifs, dix-sept ans de mer.

M. Leroy (*Pierre-François-Ferdinand*), deuxième maître de timonerie; faits de guerre (Obligado).

M. Luigi (*François-Marie*), deuxième maître canonnier; faits de guerre à Taïti.

M. Touriange (*Jean*), premier maître canonnier; faits de guerre (expédition de Rome).

M. Tributien (*Jean-Marie-René-Michel*), quartier-maître de timonerie; faits de guerre à Taïti.

M. L'Huillier (*Jean-Baptiste*), matelot de troisième classe; faits de guerre (journées de juin 1848).

M. Gabis (*Victor*), maître calfat; vingt-huit ans de services effectifs, vingt ans de mer.

M. Carion (*Sébastien-Jean-Louis*), maître charpentier; trente-deux ans de services effectifs, dix-neuf ans de mer.

M. Belot (*René-Marie*), maître voilier; vingt-sept ans de services effectifs; vingt-deux ans de mer.

M. Lestir (*Toussaint*), deuxième maître de manœuvre; trente-deux ans de services effectifs, vingt-huit ans de mer.

M. Antonio Longi, pilote grec; vingt-trois ans de services effectifs sur les bâtiments de la station du Levant.

M. Troude (*Jean-Jacques*), capitaine au long cours, syndic des gens de mer à Pont-Audemer; trente-trois ans de services; actes de sauvetage; décoré d'une médaille d'or.

M. Godefroy (*Edouard-Désiré*), deuxième maître de manœuvre, syndic des gens de mer à Morlaix; vingt-cinq ans de services; actes de dévouement.

M. Paqué (*Denis-Marie*), capitaine au long cours, ancien chef de timonerie; vingt-cinq ans de services; blessé dans le combat de la frégate la *Thétis*, le 11 novembre 1808.

M. Letellier (*Joseph-Prosper*), capitaine au long cours; trente-cinq ans de

navigation sur les bâtiments de l'État et du commerce; actes de dévouement.

M. Poirier (Pierre-Marie), capitaine au long cours; vingt ans de services à l'État et au commerce; actes de courage et de dévouement; décoré d'une médaille d'or.

M. Conseil (Jules-Aimé), capitaine au long cours, ancien aspirant de marine; actes de dévouement; travaux sur la télégraphie nautique; invention d'appareils de sauvetage; décoré d'une médaille d'argent.

M. Couturier (Louis-François), syndic des gens de mer à l'Île-aux-Moines; trente ans de services; a assisté à deux combats; amputé d'une jambe.

M. Nicaise (Joseph-François-Michel), maître au cabotage, ancien chef de timonerie; vingt-neuf ans de navigation à l'État et au commerce.

M. Maigre (Étienne), maître au cabotage; nombreux actes de courage et de dévouement; décoré de médailles d'or et d'argent.

M. Benoit (Hilaire-Louis-Marie), maître au cabotage; vingt-huit ans de navigation à l'État et au commerce; actes de dévouement; décoré d'une médaille d'argent.

M. Jaffrain (Pierre-Mathurin), maître au cabotage; trente-quatre ans de services à l'État et au commerce; campagnes de Russie et de Prusse; décoré de médailles d'or et d'argent.

M. Gontard (Jacques), pilote lamaneur; vingt-sept ans de navigation à l'État et au commerce; actes de courage et de dévouement.

M. Lefebvre (Jacques-Charles), pilote lamaneur; trente-six ans de navigation à l'État et au commerce; nombreux actes de sauvetage; décoré de médailles d'or et d'argent.

M. Navarre (Pierre-Joseph), quartier-maître de manœuvre; mis à l'ordre du jour de l'armée d'Afrique, lors de la prise de Bougie; actes de sauvetage.

M. Le Petit (Pierre-Auguste), patron des douanes; nombreux faits de sauvetage; décoré de médailles d'or et d'argent.

M. Lecoq (Adolphe-Jean-Baptiste), matelot lamaneur; nombreux faits de sauvetage; décoré de médailles d'or et d'argent.

M. Renouf (Jacques-Charles), matelot de troisième classe; actes de courage et de dévouement; décoré de médailles d'or et d'argent.

M. Sarda-Garriga (Joseph-Napoléon), commissaire général à la Guyane française, chargé de la direction supérieure des établissements pénitentiaires.

M. Bougerel (Louis-Bruno-Sextius), conseiller à la cour d'appel de la Martinique; vingt-cinq ans de services.

M. Baffer (Lucien-François), premier substitut du procureur général à la Guadeloupe; treize ans de services aux colonies; depuis 1848, a rempli deux fois l'intérim des fonctions de procureur général.

M. Mayan (Nicolas-Philibert), inspecteur du service des douanes à la Martinique, ancien militaire; quarante-deux ans de services, une campagne; sort aux colonies depuis dix-huit ans.

M. Deschamps (Joseph-Nicolas), commissaire-adjoint de la marine à Bôrbon; trente-deux ans de services.

M. Lahaye (Louis-Joseph-Médard-Adolphe), sous-commissaire de la marine à la Guadeloupe; dix-neuf ans de services effectifs, dont sept à la mer et douze aux colonies.

M. Collas (Auguste-Mario-Alcibiade), chirurgien de première classe, chef du service de santé dans l'Inde; dix-neuf ans de services effectifs, dont dix à la mer et quatre aux colonies.

M. Rotoul (Ernest), chirurgien auxiliaire à la Martinique; dévouement pendant l'épidémie de 1850 à la Guyane française.

M. March (Bernard), maître pilote, à la Guyane; vingt-cinq ans de services; dévouement pendant l'épidémie de 1850.

M. Desis (Jules), maître charpentier entreteins de troisième classe, à la Martinique; vingt-six ans de services.

M. Alphonsi (Jean-Augustin), garde principal du génie en Océanie; dix-huit ans de services, neuf campagnes de guerre, quatre en Algérie et cinq à Mayotte.

M. Coytier (Ange-Armand), chef de bureau à la direction de l'intérieur à la Martinique, faisant fonctions de secrétaire général; vingt-cinq ans de services.

M. Madey d'Escoublant (Charles-Gustave), maire de la commune de Sainte-Anne, à la Martinique; trente-sept ans de fonctions municipales en France et aux colonies; a contribué puissamment au maintien du travail depuis 1848.

M. Jammes (Jean-Baptiste), maire de la commune de la Goyave, à la Guadeloupe; services dévoués dans ses fonctions; s'est distingué lors du naufrage de la Loire.

M. de Matharel, inspecteur des finances; a rempli deux missions aux Antilles et pris une part active aux travaux de la commission coloniale. (Du 14 Août 1852.)

N° 7021. — DÉCRETS INDIVIDUELS DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signés par le ministre des travaux publics) qui nomment dans l'ordre national de la Légion d'honneur :

OFFICIERS.

M. Chalot, chef de division du ministère des travaux publics, chevalier de la Légion d'honneur depuis le 22 février 1848.

M. Michal (Zoroastre-Alexis), ingénieur en chef des ponts et chaussées de première classe, chargé de la direction du service spécial de la Seine, deuxième et troisième section, et des travaux de restauration des ponts de Paris; trente et un ans de services; chevalier depuis le 1^{er} mai 1838.

CHEVALIERS.

M. Grangez, chef de bureau au ministère des travaux publics; vingt-sept ans de services.

M. Guyot (Jérôme-Eugène), ingénieur en chef des ponts et chaussées de deuxième classe, chargé du service du département de la Haute-Loire; vingt-trois ans de services.

M. Olivier (Adolphe-Edouard), ingénieur en chef des ponts et chaussées de deuxième classe, chargé du service ordinaire du département du Loiret; vingt-trois ans de services.

M. Fénelon, ingénieur en chef de première classe au corps des mines; vingt-huit ans de services.

M. Sallebert (Romain-Joseph-Marie), ingénieur des ponts et chaussées de première classe, attaché au service spécial d'irrigations, dessèchements et usines dans le département du Calvados; vingt et un ans de services.

M. Conche (*Charles-Henri-François*), ingénieur ordinaire de première classe au corps des mines; professeur du cours de chemins de fer et de constructions industrielles à l'École nationale des mines, auteur de publications sur la partie métallurgique et l'exploitation des chemins de fer français et étrangers, et de mémoires sur les matériaux employés dans la construction des chemins de fer. (Du 14 Août 1852.)

N° 7021. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des travaux publics) portant que **M. Joly**, ingénieur ordinaire des ponts et chaussées, attaché au service du canal latéral à la Garonne, est nommé chevalier de l'ordre national de la Légion d'honneur, à raison de sa belle et courageuse conduite lors des événements de décembre 1851. (Du 14 Août 1852.)



Certifié conforme :

Paris, le 18^e Septembre 1852,

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire
d'état au département de la Justice,*

ABBATUCCI.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Imprimerie nationale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

PARTIE SUPPLÉMENTAIRE.

N° 268.

N° 7023. — *DÉCRET portant autorisation de la Société d'assurances mutuelles contre la mortalité des Bestiaux formée à Maroilles (Nord) sous la dénomination de la Marollaise.*

Du 7 Août 1852.

LOUIS-NAPOLÉON, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce;

Le Conseil d'état entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La société d'assurances mutuelles contre la mortalité des bestiaux formée à Maroilles (Nord) sous la dénomination de *la Marollaise* est autorisée.

Sont approuvés les statuts de ladite société, tels qu'ils sont contenus dans l'acte passé, le 14 mai 1851, devant M^e Azambre, notaire à Maroilles, et son collègue, notaire à Landrecies, lequel acte restera annexé au présent décret.

2. La présente autorisation pourra être révoquée, en cas de violation ou de non-exécution des statuts approuvés, sans préjudice des droits des tiers.

3. La société sera tenue de remettre, au commencement de chaque année, au ministère de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce et au préfet du département du Nord, un extrait de son état de situation, arrêté au 31 décembre précédent.

4. Le ministre de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera

X^e Série.

publié au Bulletin des lois, inséré au Moniteur et dans un journal d'annonces judiciaires du département du Nord.

Fait au palais des Tuileries, le 7 Août 1852.

Signé LOUIS-NAPOLÉON.

Par le Président :

Le Ministre de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce,

Signé F. DE PENSIGNY.

Par-devant M^e Azambre, notaire à Maroilles, et son collègue, notaire à Landrecies, soussignés,

Est comparu :

M. Bachy (Benoît-Jacquin), propriétaire, demeurant à Maroilles,

Lequel a exposé ce qui suit :

Dans le courant de l'année 1850, un projet de société d'assurances mutuelles contre la mortalité des bestiaux avait été conçu par divers habitants de Maroilles, et un projet de statuts avait été rédigé en acte public par-devant M^e Azambre, notaire soussigné, le 24 février 1850.

M. Bachy, comparant, a été postérieurement chargé, ainsi qu'il le déclare, de faire toutes les démarches nécessaires pour arriver à la réalisation de ce projet; en conséquence, il a adressé copie des statuts à l'autorité compétente, à l'effet d'obtenir l'autorisation préalable du Gouvernement, conformément à l'article 37 du Code de commerce.

Ces statuts n'ayant pas été approuvés, ont été renvoyés, avec diverses observations, auxquelles la société s'est conformée, et un nouveau modèle de statuts a été rédigé dans l'espoir d'obtenir cette fois l'autorisation nécessaire, et pour se conformer aux termes de l'article 40 du Code de commerce, le comparant a requis les notaires soussignés de rédiger un acte authentique des statuts définitifs de la société projetée d'assurances mutuelle contre la mortalité des bestiaux, sous la dénomination de *la Marollaise*.

Après cet exposé, les notaires soussignés, prenant en considération le réquisitoire qui précède, ont rédigé de la manière suivante les statuts de ladite société, sur un modèle qui leur a été donné, représenté, et auquel ils se sont conformés en tout son contenu.

Dénomination de la société d'assurance mutuelle contre la mortalité des bestiaux :

La Marollaise, société d'assurances mutuelles contre la mortalité des bestiaux.

STATUTS.

TITRE I^{er}.

CONSTITUTION DE LA SOCIÉTÉ.

ART. 1^{er}. Il est formé par les présentes, entre les propriétaires, cultivateurs et fermiers exploitant dans l'un des deux arrondissements ci-après mentionnés, qui ont adhéré ou qui adhéreront aux présents statuts, une société d'assurances mutuelles contre la mortalité des bestiaux.

2. La société a pour dénomination *la Marollaise*, société d'assurances mutuelles contre la mortalité des bestiaux; ses opérations comprennent les arrondissements d'Avesnes et de Cambrai, département du Nord.

3. Elle a son siège à Maroilles, canton de Landrecies, arrondissement d'Avesnes (Nord).

La durée de la société est fixée à trente ans, qui commenceront à courir de la date de l'autorisation. La société ne sera définitivement constituée que du jour où il y aura pour une valeur d'au moins cent mille francs d'animaux soumis à l'assurance.

Si ce chiffre n'était pas atteint dans le délai d'une année à partir de l'autorisation, la société serait dissoute.

L'époque de la mise en activité sera déterminée par un arrêté que prendra le conseil d'administration, et dont le directeur donnera connaissance aux sociétaires, au préfet du département où est le siège de la société, et au ministre de l'agriculture et du commerce.

Si, après avoir atteint ou dépassé le chiffre de cent mille francs, les valeurs assurées venaient à descendre au-dessous de ce minimum, la dissolution de la société aurait lieu de plein droit.

Le conseil d'administration devra en informer le ministre de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce, et en donner avis au public par la voie des journaux chargés des annonces dans le département du Nord.

4. Chaque exercice social commence le 1^{er} mai et finit le 30 avril de chaque année; le premier commencera le jour même de la mise en activité de la société, conformément à l'article 3 qui précède, et finira le 30 avril suivant.

TITRE II.

OPÉRATIONS DE LA SOCIÉTÉ.

CHAPITRE I^{er}.

OBJET DE L'ASSURANCE.

5. La société a pour objet de garantir mutuellement ses membres de la perte des animaux assurés, 1° en cas de mort naturelle ou accidentelle; 2° en cas d'abatage par suite de maladie ou d'accidents, sauf pourtant les exceptions établies à l'article 6 ci-après.

L'assurance ne s'étend qu'à l'espèce bovine.

Sont compris dans cette espèce, les bœufs, vaches, taureaux, ammaïles, génisses.

Aucun animal de cette espèce ne peut être soumis à l'assurance avant l'âge de quinze mois.

6. Aucune indemnité n'est due,

1° Si l'animal meurt, soit avant midi du cinquième jour de la date de la police, soit des suites de violence ou mauvais traitements exercés par le sociétaire ou par ceux dont il est civilement responsable;

2° Soit des suites d'une maladie qui vient à se déclarer pendant les cinq jours de la date de la police;

3° S'il meurt par suite de guerre, inondation, attroupements ou tous autres cas de force majeure, excepté les dégâts causés par les loups, ou autres bêtes fauves, dont les conséquences sont aux risques de la société;

4° Si enfin le sociétaire se trouve dans le cas prévu à l'article 8 des présents statuts.

CHAPITRE II.

ADMISSION À L'ASSURANCE.

7. Tout propriétaire et détenteur de bestiaux, et toute personne ayant un intérêt réel à la conservation des animaux appartenant à l'espèce bovine, peut être sociétaire.

Toute personne peut faire assurer la propriété d'autrui, en se conformant aux conditions de l'assurance, et en déclarant la qualité en laquelle elle agit.

8. Tout sociétaire qui, par une fausse déclaration, aura induit la société en erreur sur l'étendue du risque, sera déchu de l'indemnité, conformément à l'article 6, et ne pourra rien réclamer des sommes par lui payées.

9. En cas d'assurances des mêmes bestiaux par plusieurs intéressés, les assurances réunies ne peuvent pas dépasser le montant de la valeur totale des bestiaux.

Si, au moment de son assurance, ou pendant le cours de son engagement, un sociétaire a fait assurer ses bestiaux par une autre société, il perd tout droit à une indemnité en cas de sinistre, à moins qu'il ne le déclare et ne le fasse mentionner dans sa police. Dans ce cas, la société a le droit de résilier l'assurance ou de la maintenir; si l'assurance est maintenue, la société n'intervient dans le règlement des sinistres éventuels qu'au centime le franc de la valeur assurée par elle.

10. Tout individu voulant devenir sociétaire signe un acte d'adhésion énonçant,

- 1° Les nom, prénoms, profession et demeure du proposant;
- 2° La qualité en laquelle il agit;
- 3° La désignation des bestiaux qu'il veut assurer;
- 4° Leur valeur approximative;
- 5° L'usage auquel ils sont destinés;
- 6° La durée du contrat.

L'agent de la société procède à une estimation contradictoirement avec le propriétaire, et en dresse procès-verbal, lequel est transmis à la direction avec l'adhésion.

Le conseil d'administration, à chacune de ses réunions, et, dans l'intervalle, son président ou l'un des membres délégués à cet effet, sur le vu de l'adhésion, prononce le rejet ou l'admission à l'assurance, le directeur entendu. En cas d'admission, le sociétaire reçoit une police signée du directeur ou d'un agent dûment commissionné à cet effet.

La police contient, outre les conditions particulières de l'assurance, s'il y en a, le texte entier des statuts et le numéro sous lequel le sociétaire est inscrit à l'assurance au journal de la société.

L'identité des bestiaux assurés est constatée par des marques que détermine le conseil d'administration; la police contient l'indication de ces marques, dont le prix ne peut excéder dix centimes par chaque animal assuré.

L'indemnité appartiendra au propriétaire des animaux assurés, sauf déduction des frais d'assurance qui n'auraient pas été remboursés.

11. L'engagement à l'assurance commence à courir du lendemain à midi de la signature de la police; il en est de même des effets actifs et passifs de cette assurance.

12. En cas de sinistre, s'il est constaté que les animaux assurés ne sont pas convenablement nourris, soignés et ménagés, le conseil d'administration

peut résilier l'assurance, en réservant les droits de l'assuré jusqu'au moment de la réiliation.

13. En cas de mutation dans la propriété de la totalité des animaux assurés, le contrat est résilié de plein droit; en cas de mutation partielle, on procède conformément à l'article 15.

14. Les augmentations qu'éprouvent les valeurs assurées, par suite d'achat d'animaux, d'échange ou de plus-value, se constatent par des états descriptifs et estimatifs, portant l'indication et le prix des animaux qu'on ajoute ou dont on augmente l'évaluation; les états sont, comme les adhésions, dressés contradictoirement entre l'agent et les assurés, et adressés à la direction; si l'augmentation a lieu par suite d'échange, l'état indique l'animal qui sort de l'assurance.

Quand l'assurance est contractée pour plus d'une année, il est fait, à l'expiration de chaque année, un nouvel état des animaux assurés, avec l'indication de la nouvelle valeur, dans la forme prescrite par le présent article, et avec les restrictions de l'article 19. Toute augmentation est consentie pour le temps qui court jusqu'à l'expiration de la police, à moins de nouvelle déclaration, et, à cette époque, elle est réunie aux valeurs primitivement assurées, si le sociétaire continue son assurance.

15. En cas de diminution dans les valeurs assurées, il est dressé un état par un agent, et cet état, signé du propriétaire, est envoyé à la direction; il énonce les valeurs sur lesquelles porte la diminution, et il est tenu compte de cette diminution lors des charges sociales.

16. En échange des états prescrits par les articles 14 et 15, la société renvoie, dans les huit jours, à l'assuré, un bulletin énumératif de ces changements, qui établit sa portion contributive pour la répartition des charges sociales.

17. Les formalités exigées par les articles 14, 15 et 16, sont applicables aux valeurs qui passent des mains d'un assuré dans les mains d'un autre assuré, ou dans celles d'un tiers non assuré.

18. Le sociétaire est tenu de déclarer, dans les huit jours, les changements qu'éprouvent les valeurs assurées, à peine de perdre le dixième des indemnités auxquelles il aurait droit en cas de sinistre.

19. Tout animal compris dans la police à titre d'augmentation ne donne lieu à aucune indemnité, s'il meurt avant l'expiration des dix jours qui suivent la signature du bulletin d'augmentation délivré par le directeur, à moins pourtant qu'il ne provienne d'un sociétaire entre les mains duquel il était déjà soumis à l'assurance.

CHAPITRE II.

DURÉE DE L'ASSURANCE.

20. L'assurance est contractée pour un an au moins et pour cinq ans au plus.

Elle peut cependant être réduite à six mois, quand il s'agit d'élèves ou de bestiaux d'engraissement pour la boucherie.

Elle cesse à la fin de la période pour laquelle elle a été contractée, à moins que dans les trois mois qui précèdent l'expiration de l'engagement, et un mois pour les engraisseurs, le sociétaire ne déclare, par lettre chargée et affranchie, qu'il est dans l'intention de continuer à faire partie de la société. A défaut de cette déclaration, le contrat est maintenu pour une année, pendant laquelle l'assuré est tenu de se prononcer, faute de quoi l'assurance cesse de plein droit.

à la fin de ladite année. La société a également le droit de ne point renouveler l'assurance, en le notifiant au sociétaire dans un pareil délai de trois mois, et d'un mois pour les éleveurs avant l'expiration de l'engagement, et sans être tenue d'expliquer ses motifs.

21. En cas de changement de domicile de la part d'un des sociétaires, ce dernier continue à faire partie de la société, si les animaux ne sortent pas des arrondissements ci-dessus mentionnés, comme étant ceux où la société opère, sinon l'assurance cesse immédiatement.

22. Si l'assuré vient à mourir, ses héritiers ou ayants cause profitent de son assurance jusqu'à la fin de son année courante, si la condition des animaux assurés ne subit aucun changement.

23. En cas de faillite d'un sociétaire, son assurance cesse immédiatement, sans qu'il soit nécessaire de remplir aucune formalité. Cependant, ses créanciers peuvent être admis à continuer l'assurance, mais ils doivent fournir bonne et valable caution; de plus, cette détermination doit être notifiée à la société par acte extrajudiciaire, dans le mois qui suit la déclaration de la faillite.

CHAPITRE IV.

COTISATIONS ET FRAIS D'ADMINISTRATION.

24. La contribution de chaque sociétaire aux charges sociales ne peut dépasser chaque année le maximum ci-dessous fixé, savoir :

Pour les bestiaux employés à l'engrais, huit pour cent ;

Pour les vaches laitières, six pour cent.

Il y aura une caisse particulière pour la perception de chacune de ces contributions.

Si l'intégralité du maximum n'est pas nécessaire pour l'acquittement des charges sociales, il n'est payé que la somme nécessaire pour le remboursement des sinistres.

Les appels de fonds seront faits aux époques et dans les formes ci-après indiquées.

25. Afin de pourvoir au prompt paiement des sinistres, chaque sociétaire verse, un mois après la délivrance de la police, et au commencement des années suivantes, une quotité déterminée par le conseil général, sur la proposition du conseil d'administration, de la cotisation fixée par l'article précédent, sans, toutefois, que cette quotité puisse dépasser le quart du maximum de la cotisation.

Ce fonds de prévoyance est destiné à fournir, dans le cours de l'année, des à-compte aux sociétaires qui éprouvent des sinistres, sauf liquidation définitive à la fin de l'exercice courant.

Le conseil d'administration détermine et fixe la quotité des à-compte à payer aux sociétaires dans le courant de l'année.

Les sommes composant le fonds de prévoyance peuvent être placées par le conseil d'administration pour produire intérêt au profit de la société, en laissant, toutefois, en caisse, les sommes nécessaires aux besoins du service courant.

Lorsqu'un sociétaire vient à sortir de la société pour une cause quelconque, son décompte est établi, et la somme qu'il a versée au fonds de prévoyance lui est restituée, sauf déduction de la part qu'il doit supporter dans les charges sociales antérieures à sa sortie.

Si le fonds de prévoyance est insuffisant pour le paiement des à-compte

des aux sociétaires, il est fait un ou plusieurs appels supplémentaires, dans les limites du maximum ci-dessus fixé.

Si le fonds de prévoyance est plus que suffisant pour subvenir aux charges sociales, la partie non employée vient en déduction de la contribution à payer l'année suivante.

26. Dans les deux premiers mois de chaque année, le conseil d'administration procède au règlement général de l'exercice précédent, et fixe le montant de la cotisation à payer par les sociétaires. La délibération, prise à cet effet, signée des membres présents, est inscrite sommairement en tête des quittances que la direction délivre pour le recouvrement de la cotisation. Chaque quittance établit les valeurs assurées par la société et la cotisation à payer par cent francs de valeurs assurées; au dos sont inscrits les noms des assurés qui ont éprouvé des pertes, et des indemnités qui leur ont été payées.

27. Les pièces relatives aux répartitions sont conservées à la direction. Tout sociétaire a le droit d'en demander la communication.

28. La contribution est payable sur la présentation d'une quittance signée du directeur. Le sociétaire en retard de se libérer, quinze jours après cette présentation, est contraint au paiement de la contribution par toutes les voies de droit, à la requête du directeur, et le bénéfice de l'assurance est suspendu à son égard.

En cas de non-valeur dans le recouvrement des contributions, le directeur en justifie, et les contributions irrécouvrables sont ajoutées aux charges de l'exercice suivant.

29. La société exclut toute solidarité entre ses membres; chacun d'eux n'étant tenu aux charges sociales que jusqu'à concurrence du maximum de sa part contributive.

Et si, par suite de pertes trop considérables, la totalité des sinistres ne peut être acquittée, le conseil d'administration répartit le maximum au centime le franc des pertes entre les sinistrés.

Dans ce cas, les assurés qui ont été payés comptant du montant de leurs sinistres doivent rapporter à la masse en proportion de l'excédant qu'ils ont touché.

Les sommes rapportées sont employées à compléter l'indemnité de ceux des assurés qui ne l'ont pas reçue intégralement.

CHAPITRE V.

CONSTATATION DES SINISTRES.

30. En cas de maladie ou d'accident grave survenu à des animaux assurés par la société, le sociétaire est tenu de prévenir immédiatement un vétérinaire, ou expert maréchal ou pansEUR. Tout animal qui est mort par suite de la négligence mise par le sociétaire à le faire soigner, demeure à la charge de l'assuré.

31. Si le vétérinaire ou autre personne appelée est d'avis que la maladie est grave et rend l'animal impropre à tout service, ou que le mal dont il est atteint est incurable, il en dresse procès-verbal, qui est transmis immédiatement à l'agent de la société, et celui-ci autorise la vente ou l'abatage, s'il y a lieu. S'il se déclare, parmi les bestiaux d'un assuré, une maladie épidémique nécessitant l'abatage, il est tenu d'en donner avis dans les quarante-huit heures, et par écrit, au directeur, qui prendra toutes les mesures nécessaires pour arrêter la contagion, après avoir fait dresser procès-verbal par un vétérinaire, ou expert maréchal ou pansEUR.

32. Si le mal, quoique incurable, ne nuit pas aux qualités alimentaires de la viande, le propriétaire est tenu de vendre l'animal attaqué de maladie, et l'indemnité à laquelle il a droit lui est payée, déduction faite du prix qu'il en a retiré.

Le prix de cette vente est constaté par un procès-verbal signé du sociétaire et du censeur de la commune, et visé, soit par un agent de la société, soit par le directeur.

33. Dans le cas de maladie ou d'accidents graves prévus par les articles précédents, le propriétaire de l'animal a l'option, ou d'en faire la vente de la manière indiquée à l'article ci-dessus, ou de le conserver en nature pour son compte personnel.

Dans cette dernière hypothèse, il est fait déduction, sur l'indemnité accordée au propriétaire, de la valeur qu'a alors l'animal par lui conservé.

Cette valeur se détermine par une nouvelle estimation, qui est faite contradictoirement entre le sociétaire et un agent de la société.

A partir de ce moment, l'animal ainsi conservé ne peut plus être soumis à l'assurance, pour quelque valeur que ce soit.

34. Tout sociétaire qui éprouve des sinistres est tenu de les faire constater par un vétérinaire, d'en faire dresser procès-verbal, et de le transmettre au directeur ou à l'agent de la société, dans les huit jours, avec un relevé estimatif des autres animaux assurés que le sinistre n'a pas atteints.

Si l'animal succombe tellement vite qu'il n'ait pas été possible d'appeler un homme de l'art, il en est fait mention au procès-verbal.

Faute par l'assuré d'avoir transmis ledit procès-verbal dans le délai prescrit, il est déchu de tout droit à une indemnité.

35. L'indemnité est réglée par une expertise qui détermine la valeur réelle de l'animal, abstraction faite de la dépréciation qu'il a pu subir en cas de maladie, à moins que l'assuré ne déclare, par écrit, s'en rapporter à l'expert de la société. L'estimation est faite par deux experts nommés, l'un par la société, l'autre par l'assuré; en cas de désaccord, un tiers expert est nommé par les deux premiers, et, s'ils ne peuvent s'entendre, il est procédé conformément aux dispositions du Code de procédure civile. Le tiers expert doit se renfermer dans les limites des deux premiers, sans être tenu néanmoins de se conformer à l'une ou à l'autre des deux estimations.

Les frais d'expertise sont ainsi partagés :

La société paye les experts qu'elle a nommés, et les frais des experts nommés par les assurés sont payés par eux.

Les frais de tierce expertise sont partagés par moitié.

36. La peau de l'animal mort appartient à la société, ainsi que la dépouille, et la vente en sera faite à son profit par les soins et à la diligence du directeur.

37. Si la valeur de l'estimation, au moment du sinistre, vient à dépasser la valeur déclarée dans la police et dans les bulletins d'augmentation ou de diminution, l'indemnité se calcule néanmoins sur les valeurs déclarées à la police ou dans les bulletins. Si cette valeur estimative est au-dessous au contraire de la valeur déclarée au bulletin, l'estimation servira de base au paiement.

CHAPITRE VI.

LIQUIDATION ET PAYEMENT DES INDEMNITÉS.

38. Dans la quinzaine qui suit la réception du procès-verbal d'expertise,

l'ayant droit reçoit; s'il y a lieu, sur le fonds de prévoyance, un à-compte sur la somme à laquelle l'indemnité a été fixée.

Dans le mois qui suit le règlement général des sinistres de l'exercice, les ayants droit reçoivent le complément des indemnités réglées à leur profit, sans que ces indemnités puissent dépasser les quatre cinquièmes de la valeur donnée aux animaux assurés, l'assuré restant son propre assureur pour l'autre cinquième.

39. Le directeur justifie au conseil d'administration de l'état des recettes et des paiements, et il lui est donné décharge des sommes par lui payées.

40. Si la mort de l'animal est le fait d'un tiers, la société, en remboursant sa valeur, est substituée dans le droit du propriétaire; si, au contraire, le sociétaire préfère poursuivre personnellement l'auteur du dommage, il ne lui est rien dû par la société.

Si le sociétaire reçoit du Gouvernement une indemnité applicable aux animaux sur lesquels porte l'assurance, cette indemnité vient en déduction de ce qui lui est dû par la société.

TITRE III.

ADMINISTRATION DE LA SOCIÉTÉ.

41. La société est représentée par un conseil général des sociétaires; elle est administrée par un conseil d'administration et un directeur. Dans chaque commune il est établi un censeur.

§ 1. — Conseil général.

42. Le conseil général est composé de vingt sociétaires engagés pour les plus fortes sommes.

Le conseil général sera présidé par un de ses membres, élu à la majorité des suffrages.

En cas de décès, démissions ou refus de plusieurs membres du conseil, ils sont remplacés par ceux qui les suivent immédiatement dans l'ordre du tableau dressé dans chaque commune.

43. Le conseil général se réunit à la fin de chaque année sociale, dans le mois qui suit la clôture de l'exercice; il peut être convoqué extraordinairement par le conseil d'administration; sa première réunion aura lieu dans les trois mois qui suivront l'approbation des présents statuts par le Gouvernement.

Les assemblées générales sont annoncées, huit jours à l'avance, par lettres missives adressées à chacun des membres qui composent le conseil général.

44. Le conseil délibère à la majorité absolue des suffrages; en cas de partage, la voix du président est prépondérante.

Ses délibérations ne sont valables qu'autant que la moitié plus un, au moins, de ses membres, se trouvent présents. Lorsqu'à une première réunion ce nombre n'est pas atteint, l'assemblée est renvoyée à huitaine, et les membres du conseil sont convoqués de nouveau; la seconde réunion est régulièrement constituée, quel que soit le nombre des membres présents; mais elle ne peut délibérer que sur les questions mises à l'ordre du jour de la première réunion.

Le conseil général choisit dans son sein un président, un vice-président et un secrétaire; ils sont élus à la majorité, et peuvent être réélus.

45. Le conseil général nomme le directeur; il peut le révoquer sur la proposition du conseil d'administration, et après l'avoir entendu.

Il reçoit, vérifie et arrête le compte annuel qui lui est soumis par le conseil d'administration.

Il nomme également les membres du conseil d'administration, et il statue sur toutes les propositions faites par ce conseil.

§ 2. — Conseil d'administration.

46. Le conseil d'administration est composé de huit membres nommés par le conseil général; leurs fonctions sont de quatre ans; ils sont renouvelés par quart chaque année. Le sort désigne les membres sortant les trois premières années; les membres sortants peuvent être réélus.

En cas de décès ou de démission de l'un de ses membres, le conseil d'administration peut désigner un sociétaire pour le remplacer jusqu'à la première réunion du conseil général, qui le nomme définitivement pour le temps qui reste à courir des fonctions du membre remplacé.

47. Le conseil d'administration est présidé par un de ses membres, nommé chaque année par l'ensemble du conseil, à la majorité absolue.

En cas d'absence du président, il est remplacé par le plus âgé des membres présents.

La présence de trois membres du conseil d'administration est nécessaire pour la validité des opérations du conseil. Les décisions sont prises à la majorité des voix; en cas de partage, l'avis du président est prépondérant.

48. Le conseil d'administration se réunit au moins une fois tous les deux mois, plus souvent si les besoins de la société l'exigent.

Cette convocation est faite par le président ou par le directeur; ce dernier y remplit les fonctions de secrétaire.

49. Les membres du conseil d'administration, comme ceux du conseil général, ne contractent, à raison de leurs fonctions, aucune obligation personnelle ni solidaire, relativement aux fonctions qu'ils remplissent; ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

50. Le conseil délibère sur toutes les affaires de la société; il examine et arrête provisoirement la gestion et les comptes du directeur; il vise ses registres, et se fait rendre compte de la situation de la caisse; il inspecte les opérations et les pièces de comptabilité; il arrête les états de répartition des sinistres.

Il arrête, à la fin de chaque année, la liste des plus forts assurés qui doivent composer le conseil général aux termes de l'article 42.

Enfin, le conseil, sur l'avis du directeur, fait tous les règlements d'administration qu'il juge nécessaires et les modifie, pourvu, toutefois, que ces arrêtés soient pris dans les limites des présents statuts, et ne changent en rien les conditions des sociétaires; il transige et compromet, intente ou soutient toute action judiciaire au nom de la société.

51. S'il s'agit de révoquer le directeur, le conseil sera convoqué par le président, et ne pourra valablement délibérer que si les deux tiers des membres sont présents, et à la majorité des deux tiers aussi des membres présents.

52. Sont nommés membres du conseil d'administration provisoire, sauf l'approbation du conseil général dans sa première réunion :

MM.

- 1° Briatte (Émile), propriétaire, à Maroilles;
- 2° Mercier (Jules), propriétaire et maire à Noyelles;
- 3° Bachy (Narcisse), propriétaire, à Maroilles;

4° *Appelencourt (Louis)*, propriétaire, à Locquignol;

5° *Boutteau (J.-B.)*, propriétaire, à Noyelles;

6° *Chevalier-Quinibert*, propriétaire, à Maroilles;

7° *Lécolhier-Mariscal*, propriétaire, à Taisnières;

8° *Déloné (Bénoni)*, propriétaire, à Maroilles,

Tous membres de la présente société.

§ 3. — Direction

53. Le directeur gère, sous l'autorité du conseil d'administration, toutes les affaires de la société; il nomme tous les agents; fixe leurs traitements, et peut les révoquer; il est chargé de la correspondance, de la tenue des écritures et de tous les détails de l'administration.

Il confère aux agents les pouvoirs qui leur sont nécessaires pour leurs opérations au nom de la société.

Il donne aux sociétaires tous les renseignements qui lui sont demandés.

54. Il convoque les assemblées du conseil général, en exécution des arrêtés du conseil d'administration, et assiste aux deux conseils avec voix consultative; il est aussi secrétaire des deux conseils.

55. Le directeur est soumis à un cautionnement de 5,000 francs en immeubles, qui sera consenti par acte public, aux frais du directeur, et accepté par le conseil d'administration aussitôt après l'arrêté portant approbation des présents statuts. Dans le cas où les affaires de la *Maroillaise* dépasseraient deux millions de francs, le cautionnement sera augmenté de cinq mille francs, et ainsi de suite par chaque million.

56. Le directeur est chargé, à forfait, de toutes les dépenses d'administration, telles que traitements des agents, traitement des employés à la direction, frais de bureau, d'impression, et généralement de tous les frais de sa gestion.

Le conseil général, lors de sa première réunion, fixera la quotité des centimes que chaque sociétaire devra payer au directeur par chaque cent francs de valeurs assurées, sans que, dans aucun cas, ces frais puissent dépasser annuellement un franc pour cent francs. Cette cotisation pourra être réduite lorsque le montant des valeurs assurées aura dépassé cinq cent mille francs.

Il sera payé, en outre, au directeur, un franc pour chaque police, cinquante centimes pour un bulletin d'augmentation, et dix centimes pour la marque de chaque animal.

Ces frais sont payables au moment de la délivrance de la police ou du bulletin d'augmentation.

Les frais matériels de premier établissement seront remboursés au directeur, sur un état arrêté par le conseil d'administration et approuvé par le conseil général.

Le directeur peut toujours, quand il le juge nécessaire, faire visiter par un vétérinaire les bestiaux assurés.

Les frais de ces visites sont compris dans ceux mis à la charge du directeur.

57. La révocation du directeur pourra être prononcée conformément aux articles 45 et 51 qui précèdent.

58. *M. Bachy (Benoit-Jacquin)*, comparant au présent acte, est nommé directeur de la société, sauf confirmation par le conseil général lors de sa première réunion.

§ 4. — Des censeurs.

59. Le conseil d'administration nomme, sur la présentation du directeur, un censeur par commune où la société compte des assurés. Les fonctions de censeur sont gratuites et triennales; ils peuvent être réélus et révoqués par le conseil d'administration.

Les censeurs sont chargés de surveiller les agents de la société en fonction dans leurs communes, de veiller à l'exécution des statuts et règlements d'administration, ils visent les certificats des sinistres, et transmettent leurs rapports au directeur, qui les soumet au conseil d'administration.

TITRE IV.

DISSOLUTION ET LIQUIDATION DE LA SOCIÉTÉ.

60. La société sera dissoute,

1° Par l'expiration du temps pour lequel elle est constituée;

2° Dans le cas où la valeur des bestiaux engagés à l'assurance viendrait à tomber au-dessous de cent mille francs.

61. En cas de dissolution de la société, le conseil d'administration pourvoit à sa liquidation.

62. Dans le cours ou à l'expiration de la vingt-huitième année d'exercice de la société, le conseil d'administration procédera à l'examen de la situation de la société, et proposera au conseil général de décider s'il y a lieu de proroger ladite société. La prorogation devra être adoptée par les deux tiers des membres du conseil général, et approuvée par le Gouvernement. Les dissidents pourront se retirer.

TITRE V et dernier.

63. Toutes contestations entre la société et un ou plusieurs sociétaires seront portées devant les tribunaux compétents.

64. Le conseil général peut, dans une réunion de moitié plus un de ses membres, et à la majorité des deux tiers des membres présents, introduire dans les statuts les changements qu'il croira utiles, soit d'office, soit sur la proposition du conseil d'administration ou du directeur; toutefois, ces changements ne peuvent être mis à exécution qu'après avoir reçu l'approbation du Gouvernement.

Dont acte :

Fait et passé à Maroilles, en l'étude, l'an 1852, le 14 mai;

Et le comparant a signé avec les notaires, après lecture.

Enregistré à Landrecies, le 22 mai 1852, folio 91 verso, case 3. Reçu cinq francs, décime cinquante centimes. Signé Jaffus.

Par-devant M^e Azambre, notaire à Maroilles, et son collègue, notaire à Landrecies, soussignés,

Ont comparu :

1° M. Louis Applencourt, propriétaire, demeurant au Locquignol, lieu dit Hachette;

2° M. Jean-Baptiste Bouteau, propriétaire, demeurant à Noyelles;

3° M. Jules Mercier, propriétaire, demeurant au même lieu;

4° M. Désiré Lécokier-Mariscal, propriétaire, demeurant ci-devant à Taisnières, actuellement à Noyelles;

5° M. Narcisse Bachy;

6° M. Amédée Bachy;

7° M. Quinibert-Chevalier;

8° M. Virgile Lamelin;

9° M. Bénoni-Délotet;

10° M. Émile Briatte;

11° M. Saure Wuiltrant,

Tous propriétaires, demeurant à Maroilles;

Lesquels, après lecture faite d'un acte passé devant ledit M^r Azambre, notaire à Maroilles, et son collègue, notaire à Landrecies, le 14 mai courant, enregistré, et dont minute précède, contenant les statuts d'une société d'assurance mutuelle contre la mortalité des bestiaux, sous la dénomination de *la Muroillaise*,

Ont déclaré adhérer, purement et simplement, aux statuts établis par ledit acte, et devenir membres de ladite société, aussitôt qu'elle aura été approuvée et autorisée par le Gouvernement.

Dont acte :

Fait et passé à Maroilles, en l'étude, l'an 1852, le 30 mai.

Et les comparants ont signé avec les notaires, après lecture.

Enregistré à Landrecies, le 5 juin 1852, folio 99 verso, cases 6, 7 et 8. Reçu vingt-deux francs, et deux francs vingt-cinq centimes de décime. Signé Jaffus.

Vu pour être annexé au décret du 7 août 1852, enregistré sous le n° 2609.

*Le Ministre des travaux publics, chargé par intérim
du département de l'intérieur,*

Signé P. MAGNE.

N° 7024. — *DÉCRET qui accorde une Indemnité temporaire à un ancien Maître des requêtes au Conseil d'état.*

Du 28 Août 1852.

LOUIS-NAPOLÉON, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu le décret du 25 mars 1852, relatif aux pensions ou indemnités temporaires qui peuvent être accordées aux membres non remplacés de l'ancien Conseil d'état;

Vu la demande présentée et les pièces produites par M. Lucas, ancien maître des requêtes;

Vu l'avis émis, le 11 août courant, par la section des finances du Conseil d'état;

Sur le rapport du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est accordé à M. Lucas (*Pierre-Amédée*), né le 18 mai 1802 à Gannat, département de l'Allier, ex-maître des requêtes au Conseil d'état, une indemnité temporaire de dix

huit cent-soixante et quinze francs, en récompense de dix-huit ans neuf mois et vingt-six jours de services près le Conseil d'état.

2. Cette indemnité sera payée à Paris, où réside le titulaire, qui en conservera la jouissance pendant un temps égal à la durée de ses services, du 26 janvier 1852 au 23 novembre 1870.

3. Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 28 Août 1852.

Signé LOUIS-NAPOLÉON.

Par le Président de la République :

*Le Ministre de la justice, chargé par intérim des fonctions
du Ministre des finances,*

Signé ABBATUCCI,

N° 7025.—*Décret qui autorise l'inscription au Trésor public de cent dix-neuf Pensions civile, militaires et à titre de Récompense nationale.*

Du 28 Août 1852.

LOUIS-NAPOLÉON, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu le titre IV de la loi du 25 mars 1817, et l'ordonnance rendue le 20 juin suivant pour en assurer l'exécution ;

DÉCRETS DE CONCESSON ou état de pensions à inscrire.				NATURE DES PENSIONS À INSCRIRE.	DATES DES LOIS et décrets en vertu desquels les pensions ont été accordées.
Numéros des lois et Bulletins des lois où sont insérées les pensions.	Dates des envois et décrets.	Numéro d'ordre de chaque décret.	Numéro d'ordre de l'insertion de chaque décret au Bulletin des lois.		
Bulletin n° 162, partie supplé- mentaire.	26 juill. 1852.	"	6907	Pension de retraite à M. JOUVOT (Jean- Benigne), ancien conseiller de préfec- ture.	22 août 1790 (loi) et 13 septembre 1806 (décret)
	4 août 1852.	48	6908	Pensions à des veuves de militaires.....	11 avril 1831 (loi).
	<i>Idem.</i>	49	6909	Pensions de retraite pour ancienneté à des militaires de l'armée active.	<i>Idem.</i>
État n° 16.	29 juillet 1852.	"	"	Pensions temporaires à un archelin de juin 1848.	13 juin 1850 (loi).
TOTAL.....					

Vu l'ordonnance du 2 août 1820;

Vu la situation du crédit de deux millions de francs, ouvert pour l'inscription des pensions militaires par l'article 29 du décret du 17 mars 1852, portant fixation du budget pour l'exercice 1852;

Vu la situation du crédit de trois millions ouvert pour l'inscription des pensions civiles par l'article 30 de la loi du 25 mars 1817;

Vu également la situation du crédit de sept cent douze mille six cent cinquante francs ouvert par la loi du 13 juin 1850, pour l'inscription des pensions que cette loi accorde aux citoyens blessés dans les journées de mai et de juin 1848, ainsi qu'aux familles de ceux qui ont succombé;

Sur le rapport du ministre des finances,

DÉCRÈTE ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les cent dix-neuf pensions civile, militaires et à titre de récompenses nationales, comprises, pour une somme totale de cent neuf mille huit cent soixante-neuf francs, soit dans l'état transmis par le ministre de l'intérieur, soit dans le Bulletin des lois n° 262 (partie supplémentaire), et rappelées au tableau ci-après, avec l'indication des décrets qui les ont accordées, et la désignation des crédits sur lesquels l'inscription en est imputée, seront inscrites au livre des pensions du trésor public.

DÉSIGNATION DES CRÉDITS sur lesquels sont imputées les pensions.						TOTAL PAR DÉCRET ou état.	
Civiles. (3,000,000 francs.)		Militaires. (2,000,000 francs.)		Récompenses nationales. (712,850 francs.)			
Loi du 25 mars 1817.		Décret du 17 mars 1852.		Loi du 13 juin 1850.			
Parties.	Sommes.	Parties.	Sommes.	Parties.	Sommes.	Parties.	Sommes.
1	438 ^f	"	"	"	"	1	438 ^f
"	"	42	13,500	"	"	42	13,500
"	"	75	95,231	"	"	75	95,231
"	"	"	"	1	700 ^f	1	700
1	438	117	108,731	1	700	119	109,869

2. Toutes ces pensions seront payées suivant le mode établi pour celles de même nature précédemment inscrites, et la jouissance en commencera à courir du jour indiqué pour chacune d'elles dans les décrets ou état qui viennent d'être signalés.

3. Le ministre des finances est chargé de l'exécution du

ÉTAT comprenant un Orphelin de Juin 1848 qui, ayant atteint sa huitième année, a été rayé des registres du Trésor comme étant en droit d'obtenir, jusqu'à l'âge de dix ans, l'article 3 de la loi du 13 juin 1850.

NUMÉRO D'ORDRE dans l'état n° 7, annexé à la loi du 13 juin 1850.	NOM ET PRÉNOMS de l'orphelin.	NAISSANCE.		RÉSIDENT.
		Date.	Lieu.	
N° 7.....	GOWEN (Ludovic)	30 mars 1845.	Paris (Seine).	Paris (Seine).

ARRÊTÉ le présent état à la somme de sept cents francs, montant de la pension
Paris, le 28 août 1852.

N° 7026. — *DÉCRET qui accorde à quinze Militaires des Pensions de retraite à titre d'ancienneté de service.*

Du 5 Septembre 1852.

LOUIS-NAPOLÉON, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu, 1° les articles 25 et 26 de la loi du 25 mars 1817, et l'article 3 de l'ordonnance du 20 juin suivant;

2° La loi du 11 avril 1831 sur les pensions de l'armée de terre;

3° Les lois sur les crédits affectés à l'inscription des pensions militaires au trésor public;

4° La fixation établie d'après la révision du Conseil d'état, des pensions de retraite comprises dans le présent décret, portant le n° 53;

présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois, ainsi que l'état qui y est annexé.

Fait au palais des Tuileries, le 28 Août 1852.

Signé LOUIS-NAPOLÉON.

Par le Prince-Président :

Le Ministre de la justice, chargé par intérim des fonctions de Ministre des finances,

Signé ABBATUCCI.

cessé d'avoir droit à la pension de trois cents francs liquidée en sa faveur, a
ait ans accomplis, une nouvelle pension fixée à sept cents francs, en conformité de

PENSION ÉTANTE.		NOUVELLE PENSION à inscrire.		OBSERVATIONS.
Nombre d'inscriptions.	Quantité.	Quantité.	Date de jouissance.	
2711	300 ^f	700 ^f	30 mars 1852.....	Sauf déduction des sommes payées sur la première pension postérieurement à ladite époque de jouissance.
	TOTAL.....	700		

temporaire à inscrire au nom de l'orphelin qui y est désigné.
e Ministre secrétaire d'état de la justice, chargé par intérim des fonctions de Ministre des finances,
Signé ABBATUCCI.

5° L'avis du ministre des finances, en date du 31 août 1852, exprimant qu'il a reconnu la légalité de cette fixation et la possibilité d'imputer les pensions proposées, montant à la somme de vingt-quatre mille six cent quatre-vingt-neuf francs, sur le crédit d'inscription ouvert pour l'année 1852;

Sur le rapport du ministre de la guerre,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est accordé à chacun des quinze militaires dénommés au tableau ci-après une pension de retraite fixée conformément aux indications de ce tableau (1), savoir :

(1) Les titulaires de ces pensions ne devront se pourvoir, soit près du payeur, soit près du ministre des finances, pour réclamer leur certificat d'inscription au trésor, qu'un mois après l'insertion du présent décret au Bulletin des lois.

NUMÉROS D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS.	NAISSANCE.		GRADES, armes, etc.	SERVICES effectifs.			CAMPAGNES			TOTAUX.		
		Dates.	Lieux.		Ans.	Mois.	Jours.	Ans.	Mois.	Jours.	Ans.	Mois.	Jours.
1	JACQUIN (Isidore-Zéphirin-Julie-Antoine).	15 mars 1796.	Metz (Moselle).	Chef d'escadron d'état - major.	38	1	15	4	"	"	42	1	
2	SABATIER (François-Léon-Paul).	17 mars 1798.	Montréal (Aude).	Capitaine, com- mandant de place à Pierre-Châtel.	35	5	20	16	"	"	51	5	
3	NICOLAS (Honoré-Joseph).	5 mai 1803.	Antibes (Var).	Capitaine, adju- dant de place à An- tibes.	32	3	24	12	"	"	44	3	
4	REGNAULD (Joseph-Hypo- lite).	11 juill. 1794.	Belle-Ile-en-Mer (Morbihan).	Lieutenant-colon- nel du 17 ^e régiment d'infanterie de ligne.	39	8	19	3	"	"	42	8	
5	MARTIN (Joseph-Thomas- Pierre-Émilien).	29 juin 1797.	Marseille (B.-du-Rhône).	Chef de bataillon au 3 ^e régiment d'in- fanterie de ligne.	38	10	23	6	8	15	45	7	
6	GOY (Antoine).....	2 mars 1796.	Lyon (Rhône).	Major au 7 ^e ré- giment d'infanterie lé- gère.	37	"	15	6	"	"	43	"	
7	JARDIN (Antoine).....	11 fév. 1798.	Vic (Meurthe).	Capitaine au 69 ^e régiment d'infante- rie de ligne.	31	"	19	"	"	"	31	"	
8	BLOC (Charles) (1).....	9 mars 1800.	Liège (Belgique).	Capitaine au 4 ^e bataillon de chas- seurs de pied.	30	6	25	5	"	"	35	6	
9	QUENTELOT (Jean-Nicolas- Napoléon).	10 août 1803.	Reims (Marne).	Sergent au 4 ^e ré- giment d'infanterie légère.	30	6	16	5	"	"	35	6	
10	GUENET DE SAINT-JUST (Jules-César-Alexandre).	20 juill. 1790.	Caudebec-les- Elbeuf (Seine-Inférieure)	Colonel, chef de la 17 ^e légion de gen- darmérie.	31	4	15	8	"	"	39	4	
11	CONDAT (Jean-Marie)....	1 ^{er} fév. 1794.	Pouzauc (H.-Pyénées).	Chef d'escadron à la compagnie de gen- darmérie de l'Isère.	31	9	20	2	"	"	33	9	
12	PANIER (André-Paschal)...	16 nov. 1796.	Versailles (Seine-et-Oise).	Idem de la Côte- d'Or.	35	"	18	1	"	"	36	"	
13	CARRÉ (Charles-Louis-Bar- thelemy).	14 déc. 1793.	Saint-Omer (Pas-de-Calais).	Maréchal des logis, gendarme à la com- pagnie de l'île de la Réunion.	32	"	16	13	"	"	45	"	
14	DUMAY (Fidèle-Joseph)...	11 juill. 1792.	Pontivy (Morbihan).	Colonel du génie, directeur des forti- fications au Havre.	43	10	4	2	"	"	45	10	
15	CHAUMEL (Alexandre)....	19 fév. 1802.	Libourne (Gironde).	Adjudant en 1 ^{er} de l'habillement et du campement à Al- ger.	30	4	3	4	"	"	34	4	

(1) Fils de Français.

2. Ces pensions seront inscrites au trésor public, avec jouis-
sance du jour indiqué à chaque article du tableau qui précède.

3. Avant le premier paiement de ces pensions, les titulaires

ARTICLES de la Loi du 11 avril 1831 applicables à cette fixation.	GRADE sur lequel la pension est réglée.	GÉNÉRAL de la pension.	POSITION actuelle des titulaires.	ÉPOQUE de l'entrée en jouissance de leur pension.	DOMICILE des titulaires.
9 et 10.	Chef d'escadron.	1,815 ¹ (a)	En activité à l'état major de la 6 ^e di- vision militaire.	1 ^{er} août 1852.	Metz (Moselle).
9, 10 et 11.	Capitaine. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	1,920 (a)	En activité.	Idem.	Carcassonne (Aude).
Idem.	Idem.	1,788 (a)	Idem.	15 juillet 1852.	Salon (Bouches-du-Rhône).
9 et 10.	Lieutenant-colonel.	2,190 (a)	Idem.	5 août 1852.	Nantes (Basses-Pyrénées).
Idem.	Chef de bataillon.	1,900 (a)	Idem.	1 ^{er} août 1852.	Marseille (Bouches-du-Rhône).
Idem.	Major.	1,838 (a)	Idem.	5 août 1852.	"
Idem.	Capitaine.	1,230 (a)	Idem.	10 juillet 1852.	Nancy (Meurthe).
Idem.	Idem.	1,320 (a)	Idem.	15 juillet 1852.	Montpellier (Hérault).
9, 10 et 11.	Major. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	2,244 (a)	Idem.	10 juillet 1852.	Reims (Marne).
9 et 10.	Colonel.	2,685 (a)	Idem.	15 juillet 1852.	Verailles (Seine-et-Oise).
Idem.	Chef d'escadron.	1,800 (a)	Idem.	1 ^{er} août 1852.	Bayonne-de-Bigorre (Basses-Pyrénées).
Idem.	Idem.	1,663 (a)	Idem.	10 juillet 1852.	"
9, 10 et 11.	Maréchal des logis. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	440 (a)	Idem.	1 ^{er} août 1852.	Sainte-Suzanne (Ile de la Réunion).
9 et 10.	Colonel.	2,880 (a)	Idem.	5 août 1852.	Strasbourg (Bas-Rhin).
9, 10 et 11.	Adjudant en 1 ^{er} . (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	1,068 (a)	Idem.	15 juillet 1852.	"
	TOTAL.....	24,689			

(a) A la condition que les arrérages ne commenceront qu'à dater du jour où le titulaire aura été rayé des contrôles d'activité.

seront tenus de produire au payeur un certificat du sous-intendant militaire de leur département, énonçant le temps pendant lequel ils auraient reçu, sur les fonds de la guerre ou de

l'hôtel des invalides, depuis l'époque de jouissance indiquée ci-dessus, un traitement militaire ou une allocation incompatible avec une pension militaire, pour que le même temps leur soit déduit sur le décompte à faire des arrérages de leur pension.

Ce certificat indiquera si les titulaires sont passibles d'une retenue pour débet envers le trésor public, envers l'administration du corps dont ils font partie, etc. afin qu'elle soit continuée dans la proportion relative à la quotité de leur pension.

4. Les ministres de la guerre et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait à Saint-Cloud, le 5 Septembre 1852.

Signé LOUIS-NAPOLÉON.

Le Ministre de la guerre,

Signé A. DE SAINT-ARNAUD.

N° 7027. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre de l'instruction publique et des cultes) qui autorisent l'acceptation,

1° Des legs faits par le sieur *Ricomes*, savoir : à la fabrique de l'église cathédrale de Notre-Dame, à Rodez (Aveyron), une somme de 100 francs; à la fabrique de Souyri (même département), 200 francs; au séminaire de Rodez, 100 francs; à la communauté des sœurs de Notre-Dame, à Rodez, 100 francs; aux pauvres des paroisses de Souyri, Salles et le Bourg-Banc, Onet et Ouet, 100 francs;

2° Des legs faits par le sieur *Joly*, savoir : à la fabrique de Saint-Loup (Haute-Garonne), 600 francs; au desservant de cette succursale, 300 francs; à chacun des desservants de Pechbonnieu et de Montheron, 50 francs; à la commune de Saint-Loup, 1,000 francs;

3° Des donations faites par la dame veuve *Desnost*, savoir : à la fabrique de Domjean (Manche), deux rentes, l'une de 60 francs et l'autre de 35 francs 55 centimes, et deux chapons gras, estimés 5 francs; aux pauvres de cette commune, une rente de quatre hectolitres de froment, estimés 64 francs. (Du 1^{er} Mars 1852.)

N° 7028. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre de l'instruction publique et des cultes) qui autorise l'acceptation des legs faits par la dame veuve *Berret*, savoir : à la fabrique de Pignans (Var), une somme de 3,000 francs, et à l'hospice, une pareille somme de 3,000 francs. (Du 1^{er} Mars 1852.)

N° 7029. — DÉCRETS DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contresignés par le ministre de l'instruction publique et des cultes) qui autorisent l'acceptation.

1° Du legs de 600 francs, fait à la fabrique de Jonquières, à Martigues (Bouches-du-Rhône), par la dame veuve *Donat-Conil*;

2° Du legs de 247 francs 60 centimes, fait à la fabrique de Laurelas (Côtes-du-Nord) par la dame veuve *Daniel*;

3° Des legs faits par la demoiselle *Bazalgues*, savoir : à la fabrique de Couzon (Lot), 1° une somme de 2,000 francs; 2° une rente de 10 francs, payable seulement pendant la vie de son frère; au desservant de cette succursale, une somme de 200 francs;

4° Des donations faites par la dame veuve *Tranchant*, savoir : à la fabrique de Crosnes (Seine-et-Oise), une rente de 45 francs, et aux pauvres de cette commune, une rente de 25 francs;

5° Des legs faits par le sieur *Masson*, savoir : diverses pièces de terre, estimées 5,210 francs, à la fabrique de Marcy-sur-Tille (Côte-d'Or); aux pauvres, une rente de 31 francs;

6° Des legs faits par la demoiselle *Goaye*, savoir : à chacune des fabriques d'Asnières et de Saint-Laurent-sur-Mer (Calvados), une rente de 50 francs; aux pauvres de chacune de ces deux communes, une rente de cinquante kilogrammes de pain;

7° Des legs faits par le sieur *Peyré*, savoir : au desservant de Barnique (Basses-Pyrénées), 800 francs; à la fabrique, 150 francs; et aux pauvres, 200 francs;

8° Des legs faits à la fabrique de Vigny (Seine-et-Oise) par la demoiselle *Huré*, et consistant en une somme de 2,000 francs;

9° Des donations faites par la dame veuve *Brette*, savoir : à la fabrique de Sainte-Marie-Madeleine, à Albi (Tarn), une somme de 1,500 francs, et à l'hospice d'Albi, une somme de 300 francs. (Du 8 Mars 1852.)

N° 7030. — DÉCRETS DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contresignés par le ministre de l'instruction publique et des cultes) qui autorisent l'acceptation.

1° Des legs faits par la dame veuve *Bazian-Saffrané*, savoir : à la fabrique de Marciac (Gers), 1,000 francs; aux pauvres, 400 francs;

2° Des legs faits par la demoiselle *Raty*, savoir : à la fabrique de Saint-Desiré, à Lons-le-Saunier (Jura), 2,000 francs; aux frères des Ecoles chrétiennes, à Lons-le-Saunier, 300 francs; aux pauvres, 500 francs;

3° Du legs de deux rentes de 100 francs chacune, fait à la fabrique de Duclair (Seine-Inférieure) par la demoiselle *Delahaye*. (Du 12 Mars 1852.)

N° 7031. — DÉCRETS DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contresignés par le ministre de l'instruction publique et des cultes) qui autorisent l'acceptation.

1° Du legs de biens, meubles et immeubles, estimés 3,445 fr. 80 cent., fait à la fabrique de Beynac (Dordogne) par la demoiselle *Lacoste*;

2° Des legs faits par le sieur *Rigaud*, savoir : à la fabrique de Treillières

(Livre-Instrumens) et au desservant, conjointement, une somme de 500 francs et une bibliothèque, estimée, 108 francs; aux pauvres de cette commune, une somme de 400 francs et le restant de son argent ou du produit de la vente de son mobilier, évalué à environ 350 francs;

3° Des legs faits par le sieur *Besson*, décédé évêque de Metz, savoir : au séminaire de Metz (Moselle), la rémanence de sa succession, évaluée 2,360 fr.; à l'école secondaire de Metz, 600 francs; à la caisse des prêtres âgés et infirmes de ce diocèse, 500 francs; au chapitre de la cathédrale de Metz, divers objets mobiliers, sans évaluation, et une rente de 100 francs; à la congrégation des sœurs de la Providence de Peltre (Moselle), une somme de 500 francs; à la ville de Metz, pour chacun des établissements des Orphelins, des Orphelines et des jeunes filles secourues par l'ouvroir de Saint-Anne de Metz, une somme de 400 francs. (Du 18 Mars 1852.)

N° 7032. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre de l'instruction publique et des cultes) qui,

1° Érige en oratoire particulier la chapelle construite par M^{me} veuve de *Labaulme* dans le cimetière de Bouillargues (Gard);

2° Autorise l'acceptation des legs faits par la dame veuve de *Labaulme*, savoir : à la fabrique et au desservant de Bouillargues, une pièce de terre, estimée 3,838 francs; aux pauvres, une rente annuelle de 5 francs à servir par la fabrique; aux hospices de Nîmes, 300 francs. (Du 18 Mars 1852.)

N° 7033. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre de l'instruction publique et des cultes) qui autorisent l'acceptation,

1° Du legs fait à la fabrique de Vicq (Haute-Marne) par le sieur *Monriot*, et consistant, 1° en une somme de 600 francs; 2° à recevoir chaque année de qui de droit, pour services religieux, pendant six ans une somme de 60 fr., et pendant vingt ans celle de 24 francs;

2° Du legs, 1° de quatre rentes, montant ensemble à 50 francs; 2° d'une somme de 2,000 francs, fait par le sieur *Nihard* à la fabrique de Riedisheim (Haut-Rhin);

3° Du legs d'une pièce de vigne, estimée 200 francs, fait par la dame *Gaillard* à la fabrique de Chancey (Haute-Saône);

4° Du legs, 1° de 500 francs; 2° d'une rente annuelle de 15 francs, pendant vingt ans, pour services religieux, fait à la fabrique de Caderousse (Vaucluse) par le sieur *Meyer*. (Du 18 Mars 1852.)

N° 7034. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre de l'instruction publique et des cultes) qui autorisent l'acceptation,

1° Des legs faits par le sieur *d'Amoreux*, savoir : à la fabrique de Saint-Théodorit, à Uzès (Gard), une somme de 500 francs; au curé et aux pauvres conjointement, une somme de 300 francs;

2° Du legs de 318 francs 2 centimes, fait par le sieur *Filast* à la fabrique de Saint-Clair (Manche);

3° Des legs faits par le sieur *Lecarpentier*, savoir : à la fabrique d'Agneaux (Manche), une somme de 1,200 francs; aux pauvres, celle de 200 francs;

4° Des legs faits par le sieur *Graffin*, savoir : à la fabrique de la Brulatte (Mayenne), trois pièces de pré, estimées 1,080 francs, et une somme de 45 francs à recevoir, pendant trente-six ans; des héritiers du testateur, pour l'acquit de services religieux; aux pauvres, une rente annuelle, pendant trente-six ans, de quinze doubles décalitres de blé-froment (sans évaluation). (Du 20 Mars 1852.)

N° 7035. — DÉCRETS DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signés par le ministre de l'instruction publique et des cultes) qui autorisent l'acceptation,

1° Des legs faits par la demoiselle *Bernard*, savoir : à la fabrique de l'église cathédrale de Notre-Dame, à Cambrai (Nord), une maison, estimée 4,900 fr.; et aux pauvres de Cambrai, une somme de 1,500 francs;

2° Des legs faits par le sieur *Brest*, savoir : au séminaire de Fréjus (Var), 1,000 francs; aux frères des Écoles chrétiennes établis à Toulon (Var), 600 fr.; à la fabrique de Revest (même département), divers objets mobiliers, estimés 194 francs; à la même fabrique et aux pauvres, 300 francs. (Du 20 Mars 1852.)

N° 7036. — DÉCRETS DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signés par le ministre de l'instruction publique et des cultes) qui autorisent l'acceptation,

1° Des legs faits par la dame veuve *Herrevyn*, savoir : à la fabrique de Bourbourg (Nord), un pâturage, estimé 20,500 francs; aux pauvres de Bourbourg, 2,000 francs et une part non évaluée de rentes vendues à fonds perdus; aux pauvres de Bourbourg-Campagne (même département), 1,000 francs; aux pauvres de ces deux localités, cinq cents pains d'un kilogramme, et à l'hospice de Bourbourg, deux razières de blé (point d'évaluation);

2° Des legs faits par la dame *Noël*, savoir : à la fabrique de Souillac (Lot), une somme de 400 francs, et aux pauvres, celle de 100 francs. (Du 29 Mars 1852.)

N° 7037. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre de l'instruction publique et des cultes) qui autorise l'acceptation de la donation de divers immeubles, estimés ensemble 2,700 fr., faite à la fabrique de Saint-Romain-de-Popey (Rhône) par le sieur *Neyron*. (Du 26 Mars 1852.)

N° 7038. — DÉCRETS DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signés par le ministre de l'instruction publique et des cultes) qui érigent en succursales,

1° L'église d'Aboukir, province d'Oran (Algérie);

2° L'église de la Stidia, province d'Oran (Algérie);

- 3° L'église de Smeendon, province de Constantine (Algérie);
- 4° L'église de Petit, province de Constantine (Algérie);
- 5° L'église de Chambolle, canton de Geurey, arrondissement de Dijon (Côte-d'Or). (Du 5 Avril 1852.)

N° 7039. — DÉCRETS DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signés par le ministre de l'instruction publique et des cultes) qui autorisent l'acceptation.

1° Des donations faites par la dame veuve *Mourée*, savoir : au séminaire de Soissons (Aisne), la nue propriété d'une rente de 268 francs; aux pauvres de cette ville, une pareille rente de 268 francs;

2° Des legs faits par le sieur *Griffesailles*, savoir : à la fabrique de Saint-Julien de Jordanne (Cantal), 1,000 francs, et aux pauvres, 500 francs;

3° Des legs faits par la dame veuve *Turquetil*, savoir : à la fabrique et au desservant de Sourdeval (Mayenne), conjointement, une somme de 600 francs; aux pauvres, 400 francs;

4° Du legs de divers immeubles, estimés 1,000 francs, fait par la demoiselle *Lhotellier* à la fabrique de Saint-Jean-des-Champs (Manche). (Du 5 Avril 1852.)

N° 7040. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre de l'instruction publique et des cultes) qui,

1° Érige en chapelle de secours l'église d'Aboncourt, canton et arrondissement de Château-Salins (Meurthe);

2° Autorise l'acceptation du legs de 3,000 francs, fait à la fabrique de la succursale de Manbougé, pour l'église d'Aboncourt, par la demoiselle *Mathieu*. (Du 5 Avril 1852.)

N° 7041. — DÉCRETS DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signés par le ministre de l'instruction publique et des cultes) qui autorisent l'acceptation,

1° Du legs d'immeubles, estimés 2,300 francs, fait à la fabrique de Diarville (Meurthe) par la dame *Fève*;

2° Des legs faits par le sieur *Le Godec*, savoir : à la fabrique de Guénin (Morbihan), des immeubles, estimés 3,123 francs 50 centimes; aux pauvres, des meubles et immeubles, évalués 1,440 francs;

3° Des legs faits par la dame *Boudinel*, savoir : à la fabrique de Chépy (Somme), deux pièces de terre, estimées 2,376 francs; au desservant, pour être distribuée aux pauvres, une somme de 150 francs. (Du 5 Avril 1852.)

N° 7042. — DÉCRETS DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signés par le ministre de l'instruction publique et des cultes) qui autorisent l'acceptation des donations faites aux établissements ci-après désignés, savoir :

1° A la fabrique de Cœuvres (Aisne), par la dame veuve *Simon*, une créance de 450 francs;

- 2° A la fabrique et au desservant d'Aix-en-Othe (Aube), par le sieur *Coudrot*, une somme de 2,000 francs;
 - 3° A la fabrique de Malicorne (Allier), par le sieur *Barse*, une somme de 600 francs;
 - 4° A la fabrique de Puligny (Côte-d'Or), par le sieur *Lesourd*, une somme de 600 francs;
 - 5° A la fabrique de Landelles (Calvados), par le sieur *Hertl*, une rente de 45 francs;
 - 6° A la fabrique de Saint-Exupère, à Bayeux (Calvados), par le sieur *Delamare*, une rente de 59 francs 26 centimes;
 - 7° A la fabrique de Saint-Fiacre (Côtes-du-Nord), par le sieur *Mahé*, une somme de 400 francs;
 - 8° A la fabrique de Sainte-Croix, à Cormeilles (Eure), par la demoiselle *Millet*, une somme de 312 francs 35 centimes;
 - 9° A la fabrique de Vigneux (Loire-Inférieure), par le sieur *Hersart du Baron*, deux maisons et un jardin, estimés ensemble 1,425 francs;
 - 10° A la fabrique de Saint-Hilaire-des-Landes (Mayenne), par le sieur *Germé*, une somme de 1,200 francs;
 - 11° A la fabrique de Praye (Meurthe), par la demoiselle *Florentin*, une somme de 1,300 francs;
 - 12° A la fabrique de Sartilly (Manche), par la dame veuve *Duhamel*, une rente de 48 francs;
 - 13° A la fabrique de Hambye (Manche), par le sieur *Joubert*, une rente de 50 francs;
 - 14° A la fabrique de Carentan (Manche), par la demoiselle *Bataille*, une rente de 90 francs;
 - 15° A la fabrique de Jouaville (Moselle), par la demoiselle *Guillaume*, une rente de 20 francs;
 - 16° A la fabrique de Grunkirchen (Moselle), par le sieur *de Vignasalles*, une somme de 1,800 francs;
 - 17° A la fabrique de Zimming (Moselle), par la demoiselle *Hestroffer*, une somme de 400 francs;
 - 18° A la fabrique de Florange (Moselle), par les époux *Robert*, une somme de 820 francs;
 - 19° A la fabrique de Norroy-le-Veneur (Moselle), par le sieur *Leroy*, une rente de 12 francs;
 - 20° A la fabrique de Quihou (Manche), par le sieur *Grésille*, une rente de 47 francs 25 centimes. (Du 10 Avril 1852.)
-

N° 7043. — DÉCRETS DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signés par le ministre de l'instruction publique et des cultes) qui autorisent l'acceptation des donations faites aux établissements ci-après désignés, savoir :

- 1° A la fabrique de Stenay (Meuse), par le sieur *Pierlot-Glavet*, une somme de 1,500 francs;
- 2° A la fabrique d'Hendiécourt (Meuse), par la dame veuve *Claude*, une somme de 350 francs;
- 3° A la fabrique de Dammarie (Meuse), par la demoiselle *Lagny*, une rente de 25 francs;

4° A la fabrique de Notre-Dame, à Réims (Marne), par les sieurs *Fottier, Pasque, Jesson et Rivière*, une somme de 1,000 francs;

5° A la fabrique de Poil, commune de la Roche-Millay (Nièvre), par la famille de *Rivière*, une église sise à Poil, et estimée 1,000 francs;

6° A la fabrique de Caligny (Orne), par le sieur *Radiguet*, un terrain sur lequel a été construite la chapelle dite *Notre-Dame-du-Chêne*, et estimé 18 francs;

7° A la fabrique de la Petite-Pierre (Bas-Rhin), par le sieur *Kœrt*, un terrain, estimé 100 à 120 francs;

8° A la fabrique de la Chassagne (Rhône), par la dame de *Rochechouart de Mortemart*, la jouissance et la propriété conditionnelle d'une chambre et d'une parcelle de terrain, le tout estimé 100 francs;

9° A la fabrique de Montigny-lès-Charlieux (Haute-Saône), par le sieur *Lorain*, une rente de 60 francs;

10° Au desservant et à la fabrique d'Auvers-le-Hamon (Sarthe), par la demoiselle *Pioger*, deux pièces de terre, estimées l'une 720 francs, l'autre 280 francs;

11° A la fabrique de Sablé (Sarthe), par le sieur *Couret*, une rente de 36 francs;

12° A la fabrique de Saint-Jacques-sur-Darnétal (Seine-Inférieure), par le sieur *Guerrand*, une somme de 950 francs;

13° A la fabrique de Saint-Jacques-du-Haut-Pas, à Paris (Seine), par les époux *Héricart-Ferraud*, une rente de 30 francs;

14° A la fabrique de Remiremont (Vosges), par la dame veuve *Petit-Mengin*, une rente de 63 francs;

15° A la fabrique de Derbamont (Vosges), par les sieurs *Feys*, une pièce de vigne, estimée 160 francs;

16° A la fabrique de Cheniménil (Vosges), par les sieurs *Araould et Tonsaint* et la demoiselle *Colin*, une somme de 600 francs;

17° A la fabrique de Villeneuve-l'Archevêque (Yonne), par la demoiselle *Tricher*, une somme de 1,000 francs;

18° A la fabrique de Villiers-les-Hauts (Yonne), par la dame veuve *Pichenot*, une rente de 27 francs. (Du 10 Avril 1852.)

N° 7044. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre de l'instruction publique et des cultes) qui autorise l'acceptation des legs faits par la dame veuve *Starck*, savoir : à la fabrique de Wilgottheim (Bas-Rhin), une rente de 124 francs; et aux pauvres, une somme de 100 francs. (Du 13 Avril 1852.)

N° 7045. — DÉCRETS DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signés par le ministre de l'instruction publique et des cultes) qui autorisent l'acceptation,

1° Des legs faits par le sieur *Flamant*, savoir : à la fabrique de la Dalbade, à Toulouse (Haute-Garonne), une somme de 600 francs; à la fabrique de Notre-Dame-du-Taur de la même ville, une pareille somme de 600 francs; à la fabrique de Marausan (Hérault), quatre-vingts hectolitres de vin blanc, évalués à 1,600 francs;

2° Du legs fait à la fabrique d'Eschery (Moselle), par le sieur Lerond, et consistant dans la moitié d'une pièce de terre, estimée en totalité 150 francs; de la donation de l'autre moitié de la même pièce de terre, faite à ladite fabrique par la dame veuve Lerond;

3° Du legs d'une maison et dépendances, estimées 1,500 francs, fait à la fabrique de Fréthun (Pas-de-Calais) par le sieur Forteville;

4° Des legs faits par le sieur de Madronnet de Saint-Eugène, savoir : à la communauté des sœurs de Saint-Vincent-de-Paul, établie à Chez-Pagnon, commune de Saint-Eugène (Charente-Inférieure), 1° une somme de 5,000 francs; 2° des rentes foncières, évaluées, en capital, à 4,416 francs 52 centimes, 3° une rente viagère de 380 francs, pour l'entretien de la demoiselle Baron : à la même communauté et au desservant de Saint-Eugène, une rente de 140 francs; au même desservant, une somme de 500 francs, affectée aux réparations de son église, et une autre somme de 300 francs pour être distribuée aux pauvres;

5° Des legs faits par la demoiselle Perrin, savoir : à la fabrique de Sarcey (Rhône), une somme de 500 francs, et aux pauvres, quarante décalitres de blé-seigle, évalués à 35 francs. (Du 14 Avril 1852.)

N° 7046. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre de l'instruction publique et des cultes) qui autorise l'acceptation d'une donation de trois créances, formant ensemble une somme de 8,000 francs, faite par le sieur Baradère à la communauté des Filles-de-la-Croix dites *Sœurs de Saint-André*, fondée à Tarbes (Hautes-Pyrénées). (Du 17 Avril 1852.)

N° 7047. — DÉCRETS DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signés par le ministre de l'instruction publique et des cultes) qui autorisent l'acceptation,

1° Des legs faits par la demoiselle Duthoya, savoir : au séminaire de Quimper (Finistère), 400 francs; à la fabrique de Landerneau (même département), une ferme, estimée 4,000 francs, et une somme de 200 francs; à la fabrique de Quimperlé (même département), une chaise, estimée 2 francs; à la communauté des sœurs du Saint-Sacrement dites *sœurs de la Providence*, établie à Quimper, une somme de 400 francs; à la communauté des filles de la Retraite, à Quimperlé, divers objets mobiliers, estimés 250 francs; à l'hospice de Landerneau, 300 francs; aux pauvres de cette commune, 300 francs; aux pauvres de Quimperlé, du linge et des hardes (sans estimation); aux pauvres honteux, mendiants et prisonniers pauvres de Landerneau, 300 francs;

2° Des legs faits par le sieur Laurent, savoir : à la fabrique de Burcy-en-Vaux (Meuse), une rente de 24 francs; à la fabrique de Briccy-aux-Chanoines (même département), une rente de 14 francs;

3° Du legs de 50 francs, fait à la fabrique de Gueborschœir (Haut-Rhin) par la dame veuve Binder;

4° De la donation d'une rente de 269 francs, faite à la fabrique et aux pauvres de Saint-Longis (Sarthe) par la dame veuve Lamarre. (Du 26 Avril 1852.)

N° 7048. — DÉCRETS DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signés par le ministre de l'instruction publique et des cultes) qui autorisent l'acceptation,

1° Du legs de 500 francs, fait par la demoiselle *Lasserges* à la fabrique de Saint-Michel, à Tarascon (Ariège);

2° Du legs de 400 francs, fait par le sieur *Devedeix* à la fabrique de Malleret (Creuse);

3° Du legs d'une rente de 233 francs, fait par la demoiselle *Devoyne-Dattilleul* à la fabrique de Saint-Étienne, à Caen (Calvados);

4° Du legs d'une rente de 97 francs 50 centimes, fait par la dame *Levasseur* à la fabrique de Landelles (Calvados);

5° Du legs fait par la dame veuve *Bon-Guy*, 1° à la fabrique Saint-Côme-de-Fresné (Calvados), une rente de 100 francs; 2° au desservant, divers objets mobiliers, estimés 35 francs;

6° Du legs, 1° d'une rente de 50 francs; 2° d'une somme de 400 francs, fait par la dame veuve *Desuttes* à la fabrique de Vic (Cantal);

7° Du legs de 400 francs, fait par la dame veuve *Diernat* à la fabrique de Mauriac (Cantal). (Du 26 Avril 1852.)

N° 7049. — DÉCRETS DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signés par le ministre de l'instruction publique et des cultes) qui autorisent l'acceptation,

1° Du legs, 1° d'une somme de 500 francs; 2° d'une rente de 100 francs, fait par le sieur *Boutin* à la fabrique d'Antignac (Cantal);

2° D'un legs d'argenterie, évaluée à 315 francs, fait par la demoiselle *Ferrier* au curé de la paroisse de la Daurade, à Toulouse (Haute-Garonne);

3° Du legs de cinq pièces de terre, estimées 604 francs, fait par le sieur *Macé* à la fabrique de Sainte-Marie, à Bains (Ille-et-Vilaine);

4° Du legs de 1,500 francs, fait par le sieur *Borel* à la fabrique de Mens (Isère);

5° Du legs de 1,000 francs, fait par le sieur *Daynard-Dalby de Châteaurenard* à la fabrique de Sainte-Eulalie, commune de Cauzac (Lot-et-Garonne);

6° Du legs de 5,000 francs, fait par la demoiselle *de Paussader de Bachon* à l'école secondaire du diocèse d'Aire (Landes);

7° Du legs de 400 francs, fait par le sieur *Guineau* au séminaire d'Angers (Maine-et-Loire). (Du 26 Avril 1852.)

N° 7050. — DÉCRETS DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signés par le ministre de l'instruction publique et des cultes) qui autorisent l'acceptation,

1° Du legs de 400 francs, fait par la dame *Loizelot* à la fabrique de Dampierre (Haute-Marne);

2° Du legs de 600 francs, fait par le sieur *Haot* à la fabrique de Verry (Marne);

3° Du legs de 600 francs, fait par le sieur *Removille* à la fabrique de Houdreville (Meurthe);

4° Du legs d'une rente de 400 francs, fait par le sieur *Beurtin* à la fabrique de Mazereules (Meurthe);

5° Du legs de 1,625 francs, fait par la demoiselle *Laurent* à la fabrique de Château-Salins (Meurthe);

6° Du legs d'une rente de 100 francs, à partager par moitié entre les fabriques de Bréhal et de Loreur (Manche), fait par le sieur *Delabrugère-Dural*;

7° Du legs de 1,500 francs, fait par le sieur *Ameline* à la fabrique de Villiers (Manche);

8° Du legs de trois pièces de terre et d'une pièce de pré, estimées 420 fr., fait par la demoiselle *Picard* à la fabrique de Bohal (Morbihan);

9° Du legs de 1,000 francs, fait par la dame *Chibeaux* à la fabrique de Dun (Meuse). (Du 26 Avril 1852.)

N° 7051. — DÉCRETS DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signés par le ministre de l'instruction publique et des cultes) qui autorisent l'acceptation,

1° Des legs faits par la dame veuve *Bécourt* et par la dame veuve *Levroy* à la fabrique de Monchy-Breton (Pas-de-Calais), et consistant en une pièce de terre, estimée 1,500 francs;

2° Du legs, 1° d'une somme de 100 francs; 2° d'une rente de 20 francs, fait par le sieur *Bindé* à la fabrique d'Argelos (Basses-Pyrénées);

3° Du legs d'une rente de 120 francs, fait par le sieur *Segassie* à la fabrique d'Assat (Basses-Pyrénées);

4° Du legs de 1,000 francs, fait par la demoiselle *Douffiagues* à la fabrique d'Aries-sur-Tech (Pyrénées-Orientales);

5° Du legs de deux pièces de terre, estimées 1,000 francs, fait par le sieur *Lahaille* à la fabrique de Galan (Hautes-Pyrénées);

6° Du legs de 2,900 francs, fait par le sieur *Clavé-Guilhebardet* à la fabrique de Lascazères (Hautes-Pyrénées);

7° Du legs de 804 francs 20 centimes, fait par le sieur *Cabarrou* à la fabrique de Saint-Julien, à Gerdes (Hautes-Pyrénées);

8° Du legs de 5,000 francs, fait par le sieur *Santaillier* à la fabrique de Quincié (Rhône). (Du 26 Avril 1852.)

N° 7052. — DÉCRETS DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signés par le ministre de l'instruction publique et des cultes) qui autorisent l'acceptation,

1° Du legs de 600 francs, fait par le sieur *Dorel* à la fabrique d'Ouroux (Rhône);

2° Du legs de 600 francs, fait par la demoiselle *Galand* à l'église d'Eaunbonne (Seine-et-Oise);

3° Du legs d'une rente de 30 francs, fait par la dame veuve *Michaux* à la fabrique de Saint-Germain-en-Laye (Seine-et-Oise);

4° Du legs de 2,000 francs, fait par le sieur *Auzou* à la fabrique de Gonneville (Seine-Inférieure);

5° Du legs de 500 francs, fait par la dame *Le Charvon* à la fabrique de Paley (Seine-et-Marne);

6° Du legs de 400 francs, fait par la dame *Grossemy* à la fabrique de Contalmaison (Somme);

7° Du legs d'une rente de 25 francs, fait par le sieur *Picart* à la fabrique de Cayeux (Somme);

8° Du legs d'une pièce de terre, estimée 1,000 francs, fait par la dame *Sueur* à la fabrique de Fontaine-sur-Somme (Somme);

9° Du legs, 1° d'une pièce de terre, estimée 190 francs; 2° d'une portion, évaluée 90 francs, dans une autre pièce de terre, fait par le sieur *Bollard* à la fabrique de la Chaussée-Tirancourt (Somme). (Du 26 Avril 1852.)

N° 7053. — DÉCRETS DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signés par le ministre de l'instruction publique et des cultes) qui autorisent l'acceptation,

1° Du legs de 800 francs, fait par la dame *Hugo* à la fabrique de Mazirot (Vosges);

2° Du legs d'une rente de 150 francs, fait par la demoiselle *Pelletier* aux fabriques de Smarve, de Nouaillé et de Celle-Lévescault (Vienne);

3° Du legs, 1° de linges et hardes, estimés 45 francs; 2° de deux sommes, l'une de 3,000 francs et l'autre de 2,000 francs, fait par la demoiselle *Durec* à la communauté des sœurs hospitalières de Saint-Joseph existant à Poitiers (Vienne);

4° Du legs de 4,000 francs, fait par la demoiselle *Mangeot de la Touche* à la fabrique des Sables-d'Olonne (Vendée);

5° Du legs de 400 francs, fait par la dame veuve *Poullain* à la fabrique de Chablis (Yonne);

6° Du legs de 1,000 francs, fait par la demoiselle *Romieu* à la fabrique d'Orancy (Yonne). (Du 26 Avril 1852.)

N° 7054. — DÉCRETS DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signés par le ministre de l'instruction publique et des cultes) qui autorisent l'acceptation,

1° Des legs faits par le sieur *Galtier*, savoir : au séminaire de Rodez (Aveyron), une somme de 3,700 francs; à la fabrique du Mur-de-Barrèz (même département), la moitié du restant de la succession, évaluée 1,893 fr. 87 centimes; aux pauvres de cette commune, l'autre portion de même évaluation;

2° Des donations faites par le sieur *Guihal*, savoir : à la fabrique de Chauvé (Loire-Inférieure), une portion de pièce de terre, estimée 185 francs; à cette commune, la portion de cette même pièce de terre qui a servi à l'agrandissement de l'église, et dont l'évaluation est fixée à 20 francs;

3° Des donations faites par les époux *Letort*, savoir : une pièce de pré, estimée 3,500 francs, à la fabrique de Coueron (Loire-Inférieure) et à l'hospice de cette commune, le bénéfice éventuel de cette libéralité;

4° Des legs faits par la demoiselle *Lépicié*, savoir : à la fabrique de Saint-Bazile, à Étampes (Seine-et-Oise), une somme de 1,000 francs, et au curé, 225 francs;

5° Du legs de 200 francs, fait par la dame veuve *Fournier* au desservant de l'église du Taur, à Toulouse (Haute-Garonne);

6° Du legs, réduit au quart, d'une ferme et de deux champs, évalués à 22,290 francs, soit 5,572 francs 50 centimes, fait à la fabrique de *Mardelles* (Ille-et-Vilaine) par la dame veuve *Louazel*;

7° Du legs fait par le sieur *Tessier*, savoir : à la fabrique de *Meilleraye* (Loire-Inférieure), la moitié d'une pièce de terre, estimée en totalité 900 fr.; et par la dame veuve *Tessier*, à la fabrique et au desservant de *Meilleraye*, l'autre moitié de la même pièce de terre;

8° Du legs d'une pièce de terre, estimée 489 francs 60 centimes, fait par dame *Levetreau* à la fabrique de *Persan* (Seine-et-Oise);

9° Des legs faits par le sieur *Nicoud*, savoir : à la fabrique de *Montfermeil* (Seine-et-Oise), une somme de 100 francs et un ornement d'église d'une valeur de 60 francs; et une autre somme de 480 francs pour services religieux;

10° Des legs faits par le sieur *Rainart de Brimont*, savoir : à l'archevêque de Reims (Marne), 3,000 francs; au séminaire de Reims 1,000 francs, et à l'école secondaire, 1,000 francs; à la fabrique de Notre-Dame, à Reims, 200 francs; à la fabrique de *Brimont* (même département), 300 francs; au curé de Notre-Dame, à Reims, 300 francs; au curé de la paroisse *Saint-Remy*, à Reims, 300 francs; au curé de la paroisse *Saint-Jacques* de cette ville, 100 francs; au desservant de *Saint-Maurice* (même ville), 100 francs, et à celui de *Saint-André* (même ville), 200 francs; à l'église de *Berméricourt* (même département), 100 francs; aux pauvres de *Boult-sur-Suippe* (même département), 50 francs; aux pauvres de *Berméricourt*, 30 francs; aux pauvres de *Courcy*, 100 francs; aux pauvres de *Loivres*, 50 francs, et aux pauvres de *Brimont* (même département), 1,000 francs; aux pauvres de *Beizil* (même département), 50 francs; enfin, aux pauvres de *Neufchâtel* (Aisne), 50 francs; aux pauvres de *Prouvais* (même département), 100 fr.; aux pauvres de *Menneville* (même département), 50 francs. (Du 27 Avril 1852.)

N° 7055. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre de l'instruction publique et des cultes) qui,

1° Érige en chapelle de secours la chapelle de la Retière, section de la commune de *Joué-du-Bois*, canton de *Carrouges*, arrondissement d'*Alençon* (Orne);

2° Autorise l'acceptation du legs d'une somme de 18,000 francs, fait à la fabrique de *Joué-du-Bois* et à la chapelle de la Retière par la dame veuve *Lenoir-Grundpré*. (Du 27 Avril 1852.)

N° 7056. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre de l'instruction publique et des cultes) qui érige en succursales les églises des centres de population désignés ci-après :

1° La *Casbah*, à *Alger*, province d'*Alger*;

2° Le *Fondouck*, province d'*Alger*;

3° *Béniméred*, province d'*Alger*;

4° L'*Arba*, province d'*Alger*;

- 5° Thérugas, province d'Alger;
- 6° Mouzaia-Ville, province d'Alger;
- 7° Douaouda, province d'Alger;
- 8° Le fort de l'Eau dit *la Rassanta*, province d'Alger;
- 9° Birmandreis, province d'Alger;
- 10° Valmy, province d'Oran;
- 11° Mazagran, province d'Oran;
- 12° Stora, province de Constantine;
- 13° Vallié, province de Constantine. (Du 28 Avril 1852.)

N° 7057. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre de l'instruction publique et des cultes) qui érige en cures de deuxième classe les églises succursales désignées ci-après :

- 1° Jansiers, canton de Barcelonnette (Basses-Alpes);
- 2° Andresy, canton de Poissy (Seine-et-Oise). (Du 28 Avril 1852.)

N° 7058. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre de l'instruction publique et des cultes) qui autorise l'établissement d'une succursale sous l'invocation de Saint André, à Paris, cité d'Antin, entre la rue de Provence et le boulevard. (Du 28 Avril 1852.)



Certifié conforme :

Paris, le 22^e Septembre 1852,

*Le Garde des sceaux, Ministre Secrétaire
d'état au département de la Justice,*

ABBATUCCI.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin
au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Imprimerie nationale, ou chez les directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

PARTIE SUPPLÉMENTAIRE.

N° 269*.

N° 7059. — *DÉCRET qui reconnaît comme Établissement d'utilité publique la Société nationale des Antiquaires de France.*

Du 4 Septembre 1852.

LOUIS-NAPOLÉON, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,
Sur le rapport du ministre de l'instruction publique et des cultes;
Vu la demande formée par la société nationale des antiquaires de France à l'effet d'être reconnue comme établissement d'utilité publique;

Vu l'ordonnance du 4 juillet 1829 portant approbation des statuts de cette société;

Le Conseil d'état entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La société nationale des antiquaires de France est reconnue comme établissement d'utilité publique.

2. Le ministre de l'instruction publique et des cultes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois ainsi que l'ordonnance du 4 juillet 1829 (1), portant approbation des statuts de ladite société.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 4 Septembre 1852.

Signé **LOUIS-NAPOLÉON.**

Par le Prince-Président :

Le Ministre de l'instruction publique et des cultes,

Signé **H. FORTOUL.**

* Voyez un Errata à la fin de ce Numéro.

(1) Voir ci-après.

N° 7060. — *ORDONNANCE* (1) *qui approuve le Règlement de la Société des Antiquaires établie à Paris.*

Du 4 Juillet 1829.

CHARLES, PAR LA GRÂCE DE DIEU, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE,

A tous ceux que ces présentes verront, SALUT :

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur;

Vu l'avis du comité de l'intérieur de notre conseil d'État,

NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ART. 1^{er}. Le règlement de la société royale des antiquaires établie à Paris est approuvé tel qu'il est et demeure ci-annexé.

2. Notre ministre secrétaire d'état de l'intérieur est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Donné en notre château de Saint-Cloud, le 4 Juillet de l'an de grâce 1829, et de notre règne le cinquième.

Signé **CHARLES.**

Par le Roi :

Le Ministre Secrétaire d'état au département de l'intérieur,

Signé **DE MARTIGNAC.**

N° 7061. — *DÉCRET qui reconnaît comme Établissement d'utilité publique la Société des sciences naturelles du département de la Charente-Inférieure.*

Du 4 Septembre 1851.

LOUIS-NAPOLÉON, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE ,

Sur le rapport du ministre de l'instruction publique et des cultes ;

Vu la demande formée par la société des sciences naturelles du département de la Charente-Inférieure, à l'effet d'être reconnue comme établissement d'utilité publique ;

Vu l'avis favorable du préfet de la Charente-Inférieure ;

Le Conseil d'état entendu,

(1) Voir l'article 2 du décret précédent.

DÉCRÈTS :

ART. 1^{er}. La société des sciences naturelles du département de la Charente-Inférieure est reconnue comme établissement d'utilité publique.

Ses statuts, joints au présent décret, sont approuvés.

2. Le ministre de l'instruction publique et des cultes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 4 Septembre 1852.

Signé LOUIS-NAPOLÉON.

Le Ministre de l'instruction publique et des cultes,

Signé H. FORTOUL.

N° 7062. — *DÉCRET portant autorisation de la Société anonyme formée à Paris sous la dénomination de Compagnie du Chemin de fer de Paris à Caen et à Cherbourg.*

Du 11 Septembre 1852.

LOUIS-NAPOLÉON, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce,

Vu la loi du 8 juillet 1852 qui déclare concessionnaires du chemin de fer de Paris à Cherbourg, aux clauses et conditions du cahier des charges, coté A, annexé à ladite loi : MM. de l'Espée, Benoist d'Azy, E. Simons, vicomte N. Duchâtel, Ed. Blount, de Kersaint, John Easthope, agissant tant en leur nom personnel qu'au nom de MM. William Chaplin, John Moss, William Reed, Georges Lawrence et Joseph Locke;

Vu les articles 29 à 37, 40 et 45 du Code de commerce;

Le Conseil d'état entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La société anonyme formée à Paris sous la dénomination de *Compagnie du chemin de fer de Paris à Caen et à Cherbourg* est autorisée.

Sont approuvés les statuts de ladite société tels qu'ils sont contenus dans l'acte passé le 30 août 1852 devant M^r Ducloux et son collègue, notaires à Paris, lequel acte restera annexé au présent décret.

2. La société sera soumise à toutes les obligations qui dérivent, pour les concessionnaires, tant de la loi de concession du 8 juillet 1852, que du cahier des charges, coté A, qui y est annexé.

3. La présente autorisation pourra être révoquée en cas de violation ou de non exécution des statuts approuvés, sans préjudice des droits des tiers.

4. La société sera tenue de remettre, tous les six mois, un extrait de son état de situation au ministère de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce, au préfet de police, aux préfets des départements de l'Eure, du Calvados et de la Manche, aux chambres de commerce et aux greffes des tribunaux de commerce de Paris, Caen et Cherbourg.

5. Le ministre de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Bulletin des lois, inséré au Moniteur, et dans un journal d'annonces judiciaires du département de la Seine et de chacun des départements ci-dessus désignés.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 11 Septembre 1852.

Signé LOUIS-NAPOLÉON.

Par le Président :

Le Ministre de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce,

Signé F. DE PERSIGNY.

Société anonyme du Chemin de fer de Paris à Caen et à Cherbourg.

Par-devant M^{re} Ferdinand-Léon Ducloux et son collègue, notaires à Paris, soussignés,

Ont comparu :

Premièrement, M. Henri de l'Espée, ingénieur des mines, demeurant à Paris, rue de Londres, n° 30,

Agissant au nom et comme mandataire de M. Joseph-François-Casimir de l'Espée, son père, président du conseil d'administration de la compagnie du chemin de fer de Paris à Rouen, demeurant à Paris, rue de Londres, n° 30, aux termes de sa procuration passée devant M^{re} Ducloux, l'un des notaires soussignés, le 26 août présent mois (1852), et dont le brevet original est demeuré ci-annexé après avoir été revêtu de l'annexe par lesdits notaires;

Deuxièmement, M. Samuel-Justin-Napoléon-Prosper, comte de Chasseloup-Laubat, membre du Corps législatif, demeurant à Paris, rue de la Bienfaisance, n° 11,

Agissant tant en son nom personnel comme étant l'un des administrateurs de la société ci-après, qu'au nom et comme mandataire :

1° De M. *Pierre-Paul-Ernest-Benoist d'Azy*, ingénieur, demeurant à Paris, rue Saint-Dominique-Saint-Germain, n° 67, aux termes de sa procuration sous signature privée, en date, à Paris, du 30 juillet dernier (1852), dont le brevet original, dûment timbré, sera enregistré en même temps que les présentes;

2° De M. *Ernest-Rigobert Simons*, administrateur des messageries nationales, demeurant à Paris, rue Saint-Honoré, n° 374, aux termes de sa procuration passée le 28 août présent mois (1852), devant M° *Ducloux*, l'un des notaires soussignés;

3° De M. *Édouard-Charles Blount*, banquier, demeurant à Paris, rue Basse-du-Rempart, n° 48 bis, aux termes de sa procuration sous seing privé, en date, Dieppe, du 28 août présent mois (1852), dont le brevet original sera enregistré en même temps que les présentes;

4° De M. le vicomte *Napoléon-Joseph Duchâtel*, propriétaire, demeurant à Paris, rue de l'Université, n° 17, aux termes de la procuration que mondit sieur *Duchâtel*, alors à Mayence, lui a donnée, suivant acte passé devant M. le chancelier du commissariat de France, à Mayence, le 20 août, présent mois (1852), dûment légalisé, timbré et enregistré en France;

5° De M. *Armand-Guy-Charles de Coetnempren*, comte de *Kersaint*, propriétaire, demeurant à Paris, rue d'Aguesseau, n° 15, suivant la procuration que M. le comte de *Kersaint*, alors au château du Cosquer, commune de Combrit, canton de Pont-l'Abbé (Finistère), a donnée à M. de *Chasseloup-Laubat*, par acte passé devant M° *Flamant*, notaire à Pont-l'Abbé, le 24 août présent mois (1852);

6° De sir *John Easthope*, baronnet, demeurant à Londres, n° 38, Trog-morton-street, suivant la procuration que M. *Easthope*, alors à Paris, a donnée à M. de *Chasseloup-Laubat*, par acte passé devant M° *Ducloux*, l'un des notaires soussignés, le 17 août présent mois (1852);

7° De M. *William-James Chaplin*, membre du parlement anglais, demeurant à Londres, suivant sa procuration passée devant M° *Humphery*, magistrat à Londres, le 24 août présent mois 1852;

8° De M. *William Reed*, administrateur du chemin de fer de Rouen, demeurant à Londres, aux termes de sa procuration passée ledit jour 24 août, devant M° *Humphery*;

9° De M. *Thomas-Edouard Moss*, administrateur du chemin de fer du Havre, demeurant à Liverpool, aux termes, de sa procuration passée le 24 août, présent mois, 1852, devant M° *Littledale*, maire de Liverpool;

10° Et de M. *Georges-Hall Lawrence*, administrateur du chemin de fer de Rouen, demeurant à Liverpool, suivant sa procuration passée devant M° *Haywood*, magistrat à Liverpool, le 19 août présent mois 1852;

Les brevets de ces quatre dernières procurations dûment timbrés et légalisés en France, seront enregistrés en même temps que les présentes;

Les brevets originaux des procurations données à M. de *Chasseloup-Laubat* sont demeurés ci-annexés après avoir été revêtus de la mention d'annexe par les notaires soussignés, et certifiés véritables (à l'exception de celle de M° *Easthope*) par le mandataire;

Troisièmement, et M. *Joseph Locke*, membre du parlement, ingénieur, demeurant à Londres, Lowndes-square, n° 23, de présent à Paris, logé hôtel Meurice, rue de Rivoli;

MM. de l'Espe, *Paul-Benoist d'Azy*, *Simons*, *Blount*, *Duchâtel*, de *Kersaint*, *Easthope*, *Chaplin*, *Reed*, *Moss*, *Lawrence* et *Locke*, concessionnaires du chemin

de fer de Paris à Caen et à Cherbourg, conformément à la loi de concession du 8 juillet 1852, et du cahier des charges y annexé.

Lesquels comparants, ès noms, désirant former pour l'exécution et l'exploitation dudit chemin de fer une société anonyme, ont, d'accord avec les autres personnes intéressées à cette entreprise, et en vertu des pouvoirs qu'elles leur ont donnés à cet effet, arrêté ainsi qu'il suit la rédaction définitive des statuts de ladite société.

TITRE I^{er}.

FORMATION. — OBJET. — DÉNOMINATION DE LA SOCIÉTÉ. — DOMICILE ET DURÉE.

ART. 1^{er}. Il est établi entre les comparants et les propriétaires de toutes les actions ci-après créées une société anonyme ayant pour objet l'établissement et l'exploitation du chemin de fer de Paris à Caen et à Cherbourg, conformément à la loi du 8 juillet 1852 et au cahier des charges y annexé.

Cette société prend la dénomination de *Compagnie du chemin de fer de Paris à Caen et à Cherbourg*.

2. Le siège de la société et son domicile sont établis à Paris.

3. La société commencera à partir de la date du décret qui l'aura autorisée, et finira avec la concession.

TITRE II.

DE LA CONCESSION.

4. La concession du chemin de fer de Paris à Caen et à Cherbourg ayant été accordée à MM. de l'Espée, Benoist d'Azy, E. Simons, vicomte N. Duchâtel, Ed. Bloant, de Kersaint, J. Easthope, William Chaplin, John Moss, William Reed, Georges Lawrence et Joseph Locke, comparants,

Ceux-ci mettent entièrement la société en leur lieu et place, à la charge par elle de satisfaire à toutes les clauses et obligations qui résultent pour lesdits concessionnaires du décret du 8 juillet 1852, portant concession de la ligne précitée et du cahier des charges y annexé. Les concessionnaires auront droit au remboursement des frais relatifs à l'entreprise jusqu'à la promulgation du décret approuvant des présents statuts: le compte de ces frais, appuyé de pièces justificatives, sera réglé par la première assemblée générale.

TITRE III.

FONDS SOCIAL. — ACTIONS. — VERSEMENTS.

5. Le fonds social est fixé à trente millions de francs; il est divisé en soixante mille actions de cinq cents francs chacune; ces actions, entièrement souscrites, appartenant aux personnes ci-après dénommées, dans les proportions suivantes :

SAVOIR :

MM.

Arnaud, cinquante actions, ci.....	50
Andrew (J.), vingt-cinq actions, ci.....	25
Angus, quinze actions, ci.....	15
Alleard (E.), cent cinquante actions, ci.....	150
Amory (W. H.), vingt-cinq actions, ci.....	25
Alexander (H.), vingt-deux actions, ci.....	22

M ^{me} Appert, douze actions, ci.....	12
Anquetil, quatre actions, ci.....	4
Averty, dix actions, ci.....	10
Arnoux, dix actions, ci.....	10
Aubé, cinq actions, ci.....	5
M ^{me} veuve Anfray, deux actions, ci.....	2
Audouin, dix actions, ci.....	10
M ^{me} Antoine, trois actions, ci.....	3
M ^{me} Alexandre, cinq actions, ci.....	5
Adam (Alexandre) et compagnie, quarante actions, ci.....	40
Alleard (William), cinquante actions, ci.....	50
Alleard (Thomas), vingt-cinq actions, ci.....	25
Aimé, quarante actions, ci.....	40
Adam (Edmond), quatre-vingts actions, ci.....	80
M ^{me} de Saint-Arnaud, quarante actions, ci.....	40
André, quarante actions, ci.....	40
Akermann, cent actions, ci.....	100
Alquier, cinquante actions, ci.....	50
Alaboissette, six actions, ci.....	6
Avril de Buré, deux actions, ci.....	2
Allaire, huit actions, ci.....	8
Allix, une action, ci.....	1
Blondel (H.), deux cents actions, ci.....	200
Bartholomy (François), cent vingt-cinq actions, ci.....	125
Bromilow, cent actions, ci.....	100
Bold, cinquante actions, ci.....	50
Balmer, dix actions, ci.....	10
Byrne, vingt-cinq actions, ci.....	25
Beach, cinquante actions, ci.....	50
Block, cent cinquante actions, ci.....	150
Beattie, soixante et quinze actions, ci.....	75
Boward, cinquante actions, ci.....	50
Baslow, trente actions, ci.....	30
Beach, cent actions, ci.....	100
Barlow, deux actions, ci.....	2
Brassey, cinquante actions, ci.....	50
Brosset, vingt-cinq actions, ci.....	25
M ^{me} Barbier, vingt-cinq actions, ci.....	25
De la Bruerre, trente actions, ci.....	30
Bezot, une action, ci.....	1
Beugnies, deux actions, ci.....	2
De Bertrand, vingt actions, ci.....	20
Belle, dix actions, ci.....	10
Blanchier, huit actions, ci.....	8
Biguot, quatre actions, ci.....	4
Brément, dix actions, ci.....	10
Bizeray, six actions, ci.....	6
Barreau, vingt actions, ci.....	20
Brossier, vingt-cinq actions, ci.....	25
Beaucousin, dix actions, ci.....	10
Berlioz, cinq actions, ci.....	5

Bourdon, quatre actions, ci.....	4
Boulet, vingt actions, ci.....	20
Bajolière, cinquante actions, ci.....	50
Berthier, quinze actions, ci.....	15
Bisson, deux actions, ci.....	2
Bernard (Israel), trois actions, ci.....	3
Boilleau, six actions, ci.....	6
Bigourdan, trois actions, ci.....	3
Beare, vingt-cinq actions, ci.....	25
Bouzain, trois actions, ci.....	3
Birckel, trois actions, ci.....	3
Brizemur, deux actions, ci.....	2
M ^{me} Binet, une action, ci.....	1
Begouin, quatre actions, ci.....	4
M ^{me} Bauché, cinq actions, ci.....	5
Baillet, une action, ci.....	1
Burnett, cinquante actions, ci.....	50
Bigeon, trois actions, ci.....	3
Bidault, deux actions, ci.....	2
Buddicom et compagnie, mille actions, ci.....	1,000
Bégule, dix actions, ci.....	10
Bécherel, vingt-cinq actions, ci.....	25
De Belgaric, vingt actions, ci.....	20
Buddicom (W.), cent quatre-vingt-cinq actions, ci.....	185
M ^{me} Baudier, deux actions, ci.....	2
Benyon, neuf actions, ci.....	9
Bassery, deux cent quinze actions, ci.....	215
Blount, treize cent huit actions, ci.....	1,308
Vicomte Benoist d'Azy, mille cinquante actions, ci.....	1,050
Comte de la Beaume, vingt actions, ci.....	20
Marquis de la Beaume, vingt actions, ci.....	20
M ^{lle} Bardez, cinq actions, ci.....	5
Bardez (François), cinq actions, ci.....	5
Boutier, vingt actions, ci.....	20
Bresson, quarante actions, ci.....	40
Marquis de Bedmar, quarante actions, ci.....	40
Barbet, quarante actions, ci.....	40
Bailleux de Marizy, vingt actions, ci.....	20
Baud, vingt actions, ci.....	20
Bianchi, quarante actions, ci.....	40
Marquis du Blaisel, vingt-cinq actions, ci.....	25
Boltz, cinq actions, ci.....	5
Bagier, quarante actions, ci.....	40
Bataille (Hr.), quarante actions, ci.....	40
Bonnet, vingt-cinq actions, ci.....	25
Bonds, quarante actions, ci.....	40
Bouche, dix actions, ci.....	10
Béville, deux actions, ci.....	2
De Bouville quatre-vingts actions, ci.....	80
Bousquet, quarante actions, ci.....	40
Baron de Bernon, quarante actions, ci.....	40

M ^{me} de Bernon, cent actions, ci.....	100
Bonaffé, vingt-cinq actions, ci.....	25
Broët, cent actions, ci.....	100
Bousquet, dix actions, ci.....	10
Beamish, vingt-cinq actions, ci.....	25
Baret de Lenné, trente actions, ci.....	30
Bourgoin, cent actions, ci.....	100
Bagot, vingt actions, ci.....	20
Borville, vingt actions, ci.....	20
Bouquelon, vingt actions, ci.....	20
Brodard, deux actions, ci.....	2
Blot Lecomte, une action, ci.....	1
Bessant, une action, ci.....	1
Bauchet, deux actions, ci.....	2
Bagot père, vingt actions, ci.....	20
Bandry, quatre actions, ci.....	4
Bourdon, quatre actions, ci.....	4
Barbe, quatre actions, ci.....	4
Burel, quatre actions, ci.....	4
M ^{lle} Batechou, quatre actions, ci.....	4
Marquis de Bochart de Champigny, cinquante actions, ci.....	50
M ^{re} de Beauchesne, dix actions, ci.....	10
Belin, six actions, ci.....	6
De la Briffe, deux actions, ci.....	2
Boisard, quatre actions, ci.....	4
Boudet, huit actions, ci.....	8
Bourgeois, dix actions, ci.....	10
Bécherel, cinquante actions, ci.....	50
Barbaroux, cinquante actions, ci.....	50
Blaise, cent actions, ci.....	100
Boucher, cent actions, ci.....	100
Bischoffsheim, Goldsmid et compagnie, trois cents actions, ci.....	300
Chaplin (W.-J.), deux mille quatre-vingt-deux actions, ci.....	2,082
Clarke, dix actions, ci.....	10
Clairmont (Mary), seize actions, ci.....	16
Christian, vingt actions, ci.....	20
Chancellor, cinquante actions, ci.....	50
Chapmann, deux cent cinquante actions, ci.....	250
Chaplin (A.), quarante actions, ci.....	40
Chaplin (W.-A.), cent actions, ci.....	100
Campbell Cock, soixante et quinze actions, ci.....	75
Chaxton, cent actions, ci.....	100
Crofs, vingt-cinq actions, ci.....	25
Chosson, soixante actions, ci.....	60
Charlant, dix actions, ci.....	10
M ^{me} veuve Luc Callaghan et compagnie, deux cent cinquante actions, ci.....	250
Cardon, quatre cent vingt-cinq actions, ci.....	425
Chanteloup, neuf actions, ci.....	9
Caron, quatre actions, ci.....	4
Chesnon, quinze actions, ci.....	15

Coittant Borderieux, cinquante-cinq actions, ci.....	55
Carrau, une action, ci.....	1
Chausson, cinq actions, ci.....	5
Chalamel, deux actions, ci.....	2
De Castillon (P.-Victor), dix actions, ci.....	10
Canu, une action, ci.....	1
Conseil, six actions, ci.....	6
Castaing, sept actions, ci.....	7
Collet (Charles), cinq actions, ci.....	5
Coutin, six actions, ci.....	6
De Crusy, huit actions, ci.....	8
Caumers, quatre actions, ci.....	4
Choquet, une action, ci.....	1
Claye, huit actions, ci.....	8
M ^{me} Coulon, deux actions, ci.....	2
Courtois, cinq actions, ci.....	5
Cherier, vingt actions, ci.....	20
Cernesson, quinze actions, ci.....	15
Collet, dix actions, ci.....	10
Chalandre, dix actions, ci.....	10
Cordier, quarante actions, ci.....	40
Commendeur, vingt actions, ci.....	20
De Chasseloup-Laubat, six cents actions, ci.....	600
Coin, quarante actions, ci.....	40
Clary, quarante actions, ci.....	40
Coindard, vingt actions, ci.....	20
Courpon (H.-L.), quarante actions, ci.....	40
Courpon (Alb.), vingt-cinq actions, ci.....	25
Chollat, cinquante actions, ci.....	50
Crétu, cinquante actions, ci.....	50
De Courcy, cent vingt actions, ci.....	120
Chervet, trente actions, ci.....	30
Coget (Louis), quinze actions, ci.....	15
Columbel, dix actions, ci.....	10
Cousin, une action, ci.....	1
Courtillet (Étienne), une action, ci.....	1
Courtillet (Louis), une action, ci.....	1
Chevalier, une action, ci.....	1
Chopin, une action, ci.....	1
M ^{me} Chesnon (Julie), trois actions, ci.....	3
Chartier, deux actions, ci.....	2
Chignon, quatre actions, ci.....	4
Coget (Émile), dix actions, ci.....	10
Cauet-Villet, six actions, ci.....	6
Chefdeville, quatre actions, ci.....	4
Duc de Clermont-Tonnerre, cinquante actions, ci.....	50
Marquis de Clermont-Tonnerre, vingt actions, ci.....	20
Chaplain, deux actions, ci.....	2
Général Chasseloup-Laubat, quarante actions, ci.....	40
Vicomte Duchâtel, neuf cent actions, ci.....	900
Demètre, trois cents actions, ci.....	300

Dowdal, cinquante actions, ci.....	500
Dixon, cent cinquante actions, ci.....	1500
Dennisberr, cinquante actions, ci.....	500
Devaux (Charles), cent cinquante actions, ci.....	1500
Devaux (Alexandre), cinquante actions, ci.....	500
Driver, vingt actions, ci.....	200
Dover, dix actions, ci.....	100
Davis, trente actions, ci.....	300
Dacie, trente actions, ci.....	300
Duckworth, deux cent cinquante actions, ci.....	2500
Downie et Carden, dix actions, ci.....	100
M ^{me} Dreuille, quarante-deux actions, ci.....	412
Dreuille (Jules), dix-huit actions, ci.....	180
Devaux (Prosper), cinq actions, ci.....	50
Dornier, cinquante actions, ci.....	500
Dubois, soixante actions, ci.....	600
Dassier (Auguste), cent actions, ci.....	1000
Dayraigne, vingt-cinq actions, ci.....	250
Dupuis, huit actions, ci.....	80
Desvernois, cinq actions, ci.....	50
David, cinquante actions, ci.....	500
Dumaine, neuf actions, ci.....	90
Dreyfus, cent actions, ci.....	1000
Dupont, dix actions, ci.....	100
Duvauchel, cinq actions, ci.....	50
Durand, vingt-cinq actions, ci.....	250
Dejean, douze actions, ci.....	120
De Saint-Jean, trois actions, ci.....	30
Deslandes, vingt actions, ci.....	200
Douvet, huit actions, ci.....	80
Dousy, une action, ci.....	10
Dusez, trois actions, ci.....	30
Dubray, six actions, ci.....	60
Delahaye, soixante actions, ci.....	600
Dopray, vingt actions, ci.....	200
Doux, deux actions, ci.....	20
Dupuis, trois actions, ci.....	30
Desportes, soixante-huit actions, ci.....	680
Desbleds, cinq actions, ci.....	50
De Bouis, vingt actions, ci.....	200
Delaunay, vingt actions, ci.....	200
M ^{me} Desnon, dix actions, ci.....	100
Douton, vingt-cinq actions, ci.....	250
D ^{me} Desnon, vingt-cinq actions, ci.....	250
Delahante, trois cents actions, ci.....	3000
Dupieris, vingt actions, ci.....	200
Dalmenesche, dix actions, ci.....	100
Daru, cinquante actions, ci.....	500
Comte d'Alton Shée, cinquante actions, ci.....	500
Comte Duchâtel, trois cents actions, ci.....	3000
Devillaz, dix actions, ci.....	100

Danse, cinq actions, ci.....	5
Dubos, quarante actions, ci.....	40
Delaville Leroux, quarante actions, ci.....	40
Didion, cinquante actions, ci.....	50
Darancourt, quinze actions, ci.....	15
Donald (M. Leode), dix actions, ci.....	10
Dubordel, six actions, ci.....	6
Dominé, quinze actions, ci.....	15
D'Esgrigny, dix actions, ci.....	10
Deschamps, dix actions, ci.....	10
Delhomme, cinq actions, ci.....	5
Dubois (Jules), quarante actions, ci.....	40
Delangle Delacroix, quatre-vingts actions, ci.....	80
Dailly (Alexandre), quarante actions, ci.....	40
Daniel, trente actions, ci.....	30
David (Auguste), dix actions, ci.....	10
Dehaumont, deux actions, ci.....	2
Doucerain, deux actions, ci.....	2
Delacroix, deux actions, ci.....	2
Deschesnes (Pacifique), deux actions, ci.....	2
Deschesnes (Denis), une action, ci.....	1
M ^{me} Declerc, quarante actions, ci.....	40
Delhomme (Olivier), deux actions, ci.....	2
Delhomme (Alexandre), deux actions, ci.....	2
Delhomme (Anatole), deux actions, ci.....	2
Despierres dit Lalande, sept actions, ci.....	7
Deperois, deux actions, ci.....	2
Delhomme (Charles), huit actions, ci.....	8
Daverne, dix actions, ci.....	10
Desloges-Fouques, deux actions, ci.....	2
Detourdonnet, vingt actions, ci.....	20
Duret, trois actions, ci.....	3
Delacroix (Louis), deux actions, ci.....	2
Delhomme, trente actions, ci.....	30
Dupré, vingt actions, ci.....	20
Duport, cent cinquante actions, ci.....	150
David (Charles), quarante actions, ci.....	40
David, agent de change, cent soixante actions, ci.....	160
Errington (J.-E.), trois cent treute actions, ci.....	330
Edmonson, dix actions, ci.....	10
Elwes, douze actions, ci.....	12
Elbeling, cent soixante et douze actions, ci.....	172
Escande, vingt actions, ci.....	20
Évrard, soixante et quinze actions, ci.....	75
Eusthope, quatorze cent quarante-huit actions, ci.....	1448
Elwes, cinquante actions, ci.....	50
De l'Espée, trois cent vingt-deux actions, ci.....	322
Edeline, dix actions, ci.....	10
Comte de l'Espinasse, quatre actions, ci.....	4
De l'Espée (Henri), trois cents actions, ci.....	300
Fletcher (Williams), quatre vingt-quinze actions, ci.....	95

Fletcher (Caleb), cent soixante et quinze actions, ci.....	175
French, trente actions, ci.....	30
Firth, cent cinquante actions, ci.....	150
Faulkner et compagnie, vingt-cinq actions, ci.....	25
Frown, trente actions, ci.....	30
Fontaine (J.), trente-six actions, ci.....	36
Fargis, trois actions, ci.....	3
Francken, quatre actions, ci.....	4
Fauvel, huit actions, ci.....	8
François, deux actions, ci.....	2
Fenech, cinq actions, ci.....	5
Firino, vingt actions, ci.....	20
Friedel, dix actions, ci.....	10
Faucompré, trois actions, ci.....	3
Fessart, douze actions, ci.....	12
Freville, vingt actions, ci.....	20
Finot, cinq actions, ci.....	5
Franceschini, trente actions, ci.....	30
Faron, deux actions, ci.....	2
Fargeot, deux actions, ci.....	2
Freville, vingt-cinq actions, ci.....	25
Fleurdelin, douze actions, ci.....	12
Fauche, quarante actions, ci.....	40
Fauqueux (Ambroise), quarante actions, ci.....	40
Fauqueux (Ernest), quarante actions, ci.....	40
Ferrere, trente actions, ci.....	30
Fabas, vingt actions, ci.....	20
Frazer, vingt-cinq actions, ci.....	25
Ferraboschi, vingt-cinq actions, ci.....	25
Férot, vingt-cinq actions, ci.....	25
Foucher, cinq actions, ci.....	5
Flogny, huit actions, ci.....	8
Fortin, vingt actions, ci.....	20
Floux, quatre actions, ci.....	4
Fernet, six actions, ci.....	6
Feray, cent actions, ci.....	100
Fauveau, quatre actions, ci.....	4
Frazer (J.), vingt-cinq actions, ci.....	25
Goodwin, cinq actions, ci.....	5
Grenside, huit actions, ci.....	8
Gandell, douze actions, ci.....	12
Gooch, trente-trois actions, ci.....	33
Gurney (H. E.), cent actions, ci.....	100
Gurney (S.), trois cent cinquante actions, ci.....	350
Greaves, cinquante actions, ci.....	50
Gillett, cent actions, ci.....	100
Griswood, trois cents actions, ci.....	300
Gill et compagnie, cinquante actions, ci.....	50
Godson, cent actions, ci.....	100
Griswood (G.), cinquante actions, ci.....	50
Gooch, cent soixante-sept actions, ci.....	167

Giles, cent cinquante actions, ci.....	150
Gladstone, cent cinquante actions, ci.....	150
Gillon, quarante actions, ci.....	40
Guffié, dix actions, ci.....	10
Gouin, vingt actions, ci.....	20
Guélérán, trente actions, ci.....	30
Genet, quatre actions, ci.....	4
Goupy, dix actions, ci.....	10
De Gaigneron, cinquante actions, ci.....	50
Gobin, quatre actions, ci.....	4
Gontier, dix actions, ci.....	10
Godefroy, vingt-cinq actions, ci.....	25
Gordon, dix actions, ci.....	10
Germain, dix actions, ci.....	10
Germond de Lavigne, trente-deux actions, ci.....	32
Gautier (Étienne), cinq cent quatre-vingt-quatre actions, ci.....	584
Gautier (Charles), cinquante actions, ci.....	50
Gaujac, trente-cinq actions, ci.....	35
Gurureau, cinquante et une actions, ci.....	51
Guilhem, vingt-cinq actions, ci.....	25
Gralepois, six actions, ci.....	6
Godard, huit actions, ci.....	8
Guy, une action, ci.....	1
Gautier, cinquante actions, ci.....	50
Grandin de l'Épervier, cinq actions, ci.....	5
Gervais, dix actions, ci.....	10
Guyot, cinq actions, ci.....	5
Guillaume, deux actions, ci.....	2
Godard (Ernest), dix actions, ci.....	10
Grandidier, cinquante-cinq actions, ci.....	55
Guinot, dix actions, ci.....	10
Guillaume (Félix), cinq actions, ci.....	5
Guiod, dix actions, ci.....	10
Gautray, deux cents actions, ci.....	200
Gautier (Louis), soixante et quinze actions, ci.....	75
Gautier (Joseph), douze actions, ci.....	12
Gnvelot, deux actions, ci.....	2
Guillemin, vingt-cinq actions, ci.....	25
Guillard, dix actions, ci.....	10
Gondouin, quarante actions, ci.....	40
Garofolini, quarante actions, ci.....	40
Gautier (Edmond), trente actions, ci.....	30
Gondouin-Saint-Aignan, quarante actions, ci.....	40
Giles, quatre-vingt actions, ci.....	80
Guichard, vingt actions, ci.....	20
De Goureuff, vingt actions, ci.....	20
Guillard (Guillaume), dix actions, ci.....	10
De Gasq, quarante actions, ci.....	40
Gabriel, vingt actions, ci.....	20
Gallime et compagnie, cinquante actions, ci.....	50
Gossin, huit actions, ci.....	8

Guindey, deux actions, ci.....	2
Guilbert (Pierre), une action, ci.....	1
Guilbert (Philippe), une action, ci.....	1
Goulliart (Marie), deux actions, ci.....	2
Guersent, une action, ci.....	1
Gaillard de Saint-Germain, deux actions, ci.....	2
Gaffet, six actions, ci.....	6
Gamot, deux cents actions, ci.....	200
Gervais, cinquante actions, ci.....	50
Greene et compagnie, vingt-cinq actions, ci.....	25
Hogton, cent actions, ci.....	100
Hutchinson, quatre cents actions, ci.....	400
Hopkins, quinze actions, ci.....	15
Hudson, cinq cents actions, ci.....	500
Harley, vingt actions, ci.....	20
Hedges, cinq actions, ci.....	5
Holland, vingt actions, ci.....	20
Hornby (W. P.), dix actions, ci.....	10
Hornby (J ^m), deux cents actions, ci.....	200
Hornby (H.), cinquante actions, ci.....	50
Hornby (Lugb.), deux cents actions, ci.....	200
Hornby (P. D.), cinquante actions, ci.....	50
Harker (J. C.), deux cent cinquante actions, ci.....	250
Holland (C.), cinquante actions, ci.....	50
Holderness, cinquante actions, ci.....	50
Hayes, cinquante actions, ci.....	50
Hardcastle, cinquante actions, ci.....	50
Huisch, cent actions, ci.....	100
Hottot, huit actions, ci.....	8
Hubert, dix actions, ci.....	10
Hefly, trente actions, ci.....	30
Henzey-Deneyrouge, cinquante actions, ci.....	50
M ^{me} Halphen, deux actions, ci.....	2
Hesson, dix actions, ci.....	10
Hersent, dix actions, ci.....	10
Hiss, cinq actions, ci.....	5
Ha, quatorze actions, ci.....	14
D'Hiers, deux actions, ci.....	2
Hettinguer et compagnie, deux actions, ci.....	2
Heyde, treize actions, ci.....	13
Happey, quatre actions, ci.....	4
Hamoir, vingt-cinq actions, ci.....	25
Hautier, dix actions, ci.....	10
Halphen (G.), quarante actions, ci.....	40
Hély-d'Oissel, cinquante actions, ci.....	50
Halphen (H.), quarante actions, ci.....	40
Hennau, vingt-deux actions, ci.....	22
Houdemer (Victor), une action, ci.....	1
Houdemer (Louis), une action, ci.....	1
Hervieu (Pierre), une action, ci.....	1
Hemout, une action, ci.....	1

Herissey, deux actions, ci.....	2
Halbout, deux actions, ci.....	2
Henry, cinq actions, ci.....	5
M ^{me} Horeau, dix actions, ci.....	10
Hervey, deux actions, ci.....	2
Horn, cent soixante-quatre actions, ci.....	164
D'Hauzen, deux cents actions, ci.....	200
Ives, vingt actions, ci.....	20
Irvin, vingt-cinq actions, ci.....	25
Innez, dix actions, ci.....	10
Ingrain, une action, ci.....	1
Isabelle, cinq actions, ci.....	5
Ibert, quatre actions, ci.....	4
Jackson, deux cent cinquante actions, ci.....	250
Johnson, quarante actions, ci.....	40
Jones, vingt-cinq actions, ci.....	25
Jacquot, vingt actions, ci.....	20
Jones (John), cent douze actions, ci.....	112
M ^{me} Jérôme, dix actions, ci.....	10
Jeanselme, vingt-cinq actions, ci.....	25
Julian, vingt-cinq actions, ci.....	25
Jodon, dix actions, ci.....	10
Jacottin, cinq actions, ci.....	5
Jiquin, sept actions, ci.....	7
Joly, dix actions, ci.....	10
Jullière, deux actions, ci.....	2
Jones (John), vingt-cinq actions, ci.....	25
Jordan, dix actions, ci.....	10
De Jacquemain, deux cent cinquante-cinq actions, ci.....	255
Jubelain, deux cent cinquante actions, ci.....	250
Jobit, vingt-cinq actions, ci.....	25
Juquin, dix actions, ci.....	10
Juquin, cinq actions, ci.....	5
Kersaint, cinq cent soixante-deux actions, ci.....	562
Kitson, dix actions, ci.....	10
Kollason, seize actions, ci.....	16
Koper, quatre cent cinquante actions, ci.....	450
Kollason, douze actions, ci.....	12
Kinnersby, vingt-cinq actions, ci.....	25
Kelso, vingt-cinq actions, ci.....	25
Kysœurs, vingt-cinq actions, ci.....	25
De Knyff (Anatole), sept actions, ci.....	7
Général de Knyff, quarante-cinq actions, ci.....	45
Kysœurs (Victor), cent actions, ci.....	100
Kysœurs (Jacques), cent actions, ci.....	100
Lawrence, onze cent dix actions, ci.....	1,110
Locke, dix-neuf cent soixante-deux actions, ci.....	1,962
Leese, vingt-cinq actions, ci.....	25
Lart, trente-cinq actions, ci.....	35
Lea, vingt actions, ci.....	20
Lloyd, soixante et quinze actions, ci.....	75

Legraverend, vingt-cinq actions, ci.....	25
Lerin, seize actions, ci.....	16
Lecoffe, dix actions, ci.....	10
M ^{me} de Lage, onze actions, ci.....	11
Lecomte, dix actions, ci.....	10
Lépine, dix actions, ci.....	10
Lecarpentier, deux actions, ci.....	2
Leclercq, dix actions, ci.....	10
Lepage-Moutier, deux actions, ci.....	2
Lemichel, dix actions, ci.....	10
Lessard, vingt actions, ci.....	20
Larcher, six actions, ci.....	6
Lecoin, dix actions, ci.....	10
Langlois, cinq actions, ci.....	5
Levêque, vingt-neuf actions, ci.....	29
Lathan et compagnie, cinquante actions, ci.....	50
Langlois, douze actions, ci.....	12
Level, dix-neuf actions, ci.....	19
Langlois, cinq actions, ci.....	5
Laffitte (Charles), cent actions, ci.....	100
Lemoine, une action, ci.....	1
Legrand, deux actions, ci.....	2
Lailler, une action, ci.....	1
Lenevé, deux actions, ci.....	2
Lebreton, neuf actions, ci.....	9
Lecuyer, quatre actions, ci.....	4
Lynen, vingt actions, ci.....	20
Lindo, cent vingt et une actions, ci.....	121
Lasègue, deux actions, ci.....	2
Laurent, cinq actions, ci.....	5
Lambert, cinq actions, ci.....	5
Lassence, deux cents actions, ci.....	200
Leroy, dix actions, ci.....	10
Léotard, trois actions, ci.....	3
Luneau, cinq actions, ci.....	5
Linda (H. R.), cent quatre-vingts actions, ci.....	180
Liouville, vingt actions, ci.....	20
Leclerc (E.), quarante actions, ci.....	40
Laurent, vingt-cinq actions, ci.....	25
Lafont, quarante actions, ci.....	40
De Ladoucette, quinze actions, ci.....	15
Leloup, dix actions, ci.....	10
M ^{me} de Launay, trente actions, ci.....	30
Leclerc (Émile), vingt actions, ci.....	20
Lauvray, cent actions, ci.....	100
De La Coste (Ch.), quarante actions, ci.....	40
Général de La Coste, quarante actions, ci.....	40
Leroy de Chabrol et compagnie, cinquante actions, ci.....	50
Langlois de Neuville, cinquante actions, ci.....	50
Leven, cinq actions, ci.....	5
Lenain, dix actions, ci.....	10

Lenormand, quinze actions, ci.....	15
Lepellerin (vicomte de Gauville), deux actions, ci.....	2
Langlois, cinq actions, ci.....	5
Lefebvre, six actions, ci.....	6
Lecomte (Arm.), deux actions, ci.....	2
Lecomte (Ch.), une action, ci.....	1
Legendre, onze actions, ci.....	11
Lethiais, une action, ci.....	1
Lamy, une action, ci.....	1
Lieudé (baron de Sepmanville), dix actions, ci.....	10
Lemrez, cinq actions, ci.....	5
Lucas (Ed.), deux actions, ci.....	2
Lucas (Ch.), deux actions, ci.....	2
Lefébure, une action, ci.....	1
Landrin, huit actions, ci.....	8
Lemoine, une action, ci.....	1
Lebert, deux actions, ci.....	2
Letellier, trois actions, ci.....	3
Leroy, quatre actions, ci.....	4
Leloup (Pierre), une action, ci.....	1
Lefort (père), dix actions, ci.....	10
Lavandier, six actions, ci.....	6
Leconte, dix actions, ci.....	10
Lefranc, vingt-cinq actions, ci.....	25
Laurent (Charles), cinquante actions, ci.....	50
De Lapeyrière, cinq cents actions, ci.....	500
Merland, deux actions, ci.....	2
Marquet, vingt actions, ci.....	20
Marguet, douze actions, ci.....	12
Moizy, quatre actions, ci.....	4
Murat, huit actions, ci.....	8
Martin, quatre actions, ci.....	4
Mangeot, cinq actions, ci.....	5
Menage, quatre actions, ci.....	4
Minard, vingt actions, ci.....	20
Morel, neuf actions, ci.....	9
Meulencere, huit actions, ci.....	8
Moussette, quarante actions, ci.....	40
Moinet, quinze actions, ci.....	15
Massard, quatre actions, ci.....	4
Meyer, dix actions, ci.....	10
Mabire, cinquante actions, ci.....	50
Moy, dix actions, ci.....	10
Munster, soixante-cinq actions, ci.....	65
M ^{me} Mynard, trois actions, ci.....	3
Marion-Vallée, cent actions, ci.....	100
Michaut, vingt-cinq actions, ci.....	25
Moiana, quatre cents actions, ci.....	400
Monnier, trois cents actions, ci.....	300
Morgan (S. W.), cent cinquante actions, ci.....	150
Morrice, cinquante actions, ci.....	50

Morgan (A.), vingt-cinq actions, ci.....	25
Morgan (E.), trente actions, ci.....	30
Michell, soixante et quinze actions, ci.....	75
Mastermann (J.), deux cents actions, ci.....	200
Mimardière (H.), dix actions, ci.....	10
Mimardière, quinze actions, ci.....	15
Mozley (C.), cinquante actions, ci.....	50
Mullens, soixante et quinze actions, ci.....	75
Mozley (L.), deux cents actions, ci.....	200
Morrison, cinq cents actions, ci.....	500
Moore, vingt-cinq actions, ci.....	25
Marshall, deux cents actions, ci.....	200
Milot, vingt actions, ci.....	20
Morrice, deux actions, ci.....	2
Makin-Bates, cinquante-cinq actions, ci.....	55
Morrison, deux cent soixante-six actions, ci.....	266
Morris, cinq actions, ci.....	5
Molineus, vingt actions, ci.....	20
Myers, cent actions, ci.....	100
Maxwell (G.), quinze actions, ci.....	15
Maxwell, trente-cinq actions, ci.....	35
Moss (Ed.), vingt actions, ci.....	20
Moss (Th.), mille actions, ci.....	1,000
Moss (G.-W.), deux cent cinquante actions, ci.....	250
Moss (Th.), cinq cents actions, ci.....	500
Moss (John), cent soixante-cinq actions, ci.....	165
Moss (Is.), cinq cents actions, ci.....	500
Manor, dix actions, ci.....	10
Marrow, dix actions, ci.....	10
Mozley, deux cent cinquante actions, ci.....	250
Maskell, une action, ci.....	1
De Montbrisen, vingt-sept actions, ci.....	27
M ^{me} Mayer, deux actions, ci.....	2
Moyse, six actions, ci.....	6
Maugin, six actions, ci.....	6
M ^{me} Michel, cinq actions, ci.....	5
Mayre, cinquante actions, ci.....	50
Marcilly, vingt actions, ci.....	20
Monthely, cinq actions, ci.....	5
Mialhe, dix actions, ci.....	10
Montheaux (A.), vingt actions, ci.....	20
Moret, dix actions, ci.....	10
De Montguyen, vingt actions, ci.....	20
Manuel, quarante actions, ci.....	40
Mallac, quarante actions, ci.....	40
Mollet, vingt actions, ci.....	20
Mozley, quatre-vingts actions, ci.....	80
Monet, quinze actions, ci.....	15
Martner, dix actions, ci.....	10
Monternault, vingt actions, ci.....	20
Moussette, quarante actions, ci.....	40

Masson, huit actions, ci.....	8
Mercié, dix actions, ci.....	10
M ^{lle} Marquet, dix actions, ci.....	10
Martin, dix actions, ci.....	10
Marty, deux actions, ci.....	2
Duc de Mouchy, cent actions, ci.....	100
Monteaux (N.) et fils, vingt actions, ci.....	20
Moreaux, quinze actions, ci.....	15
Mackensie, huit actions, ci.....	8
Martel, trente actions, ci.....	30
Moisy, quatre actions, ci.....	4
De Mauduit (Comte de Semerville), dix actions, ci.....	10
M ^{me} de Mathis, une action, ci.....	1
Morin, deux actions, ci.....	2
Montigny, deux actions, ci.....	2
Mouchy, trente actions, ci.....	30
Marie, deux actions, ci.....	2
Mouchard, dix actions, ci.....	10
Mires et compagnie, trois cents actions, ci.....	300
Mires (Jules), cent actions, ci.....	100
Milhaud, cent actions, ci.....	100
Nield, vingt actions, ci.....	20
Nayler, sept cent cinquante actions, ci.....	750
Nicolle, cinq actions, ci.....	5
De Naylies, dix actions, ci.....	10
Nozie, cinquante actions, ci.....	50
Norzy, quarante actions, ci.....	40
Niogret, vingt actions, ci.....	20
Nelson, vingt-cinq actions, ci.....	25
Narsot, quarante actions, ci.....	40
Noury, six actions, ci.....	6
Olivière, cent actions, ci.....	100
Ogelvie, cinquante actions, ci.....	50
Osborne, vingt actions, ci.....	20
Ogilvy, cinquante actions, ci.....	50
M ^{lle} Olivier, cinquante actions, ci.....	50
Orengo, vingt-cinq actions, ci.....	25
M ^{lle} Ozy, vingt actions, ci.....	20
M ^{me} Olivier, femme Latouche, six actions, ci.....	6
Pierce, cinquante actions, ci.....	50
Phillips, quinze actions, ci.....	15
Palmer, quatorze actions, ci.....	14
Pudeau, quinze actions, ci.....	15
Palmer (J.-M.), quinze actions, ci.....	15
Plimpson, vingt-cinq actions, ci.....	25
Parker, vingt-cinq actions, ci.....	25
Pinta, trente actions, ci.....	30
Pulley, vingt-cinq actions, ci.....	25
Pulley (J.), soixante et quinze actions, ci.....	75
Parker (F.), cent actions, ci.....	100
Power, vingt-cinq actions, ci.....	25

Peto, six cent actions, ci.....	600
Price, vingt-cinq actions, ci.....	25
Primaut, vingt actions, ci.....	20
Pesme, quinze actions, ci.....	15
Placet, neuf actions, ci.....	9
Polanowski, dix actions, ci.....	10
Pujos, cinquante actions, ci.....	50
Paulin, trente actions, ci.....	30
Peigné, quinze actions, ci.....	15
Poitout, quatre actions, ci.....	4
De Perrien, quatorze actions, ci.....	14
Pottier de Maizeray, quatre actions, ci.....	4
Porquet, vingt-cinq actions, ci.....	25
Perret, treize actions, ci.....	13
Pain, treize actions, ci.....	13
Puisségur, vingt actions, ci.....	20
Price, vingt actions, ci.....	20
Perier frères, soixante et quinze actions, ci.....	75
M ^{me} Perrier, douze actions, ci.....	12
Pringle, treize actions, ci.....	13
De Pallens, dix actions, ci.....	10
Puy, trente-sept actions, ci.....	37
Petit, cinq actions, ci.....	5
De Planhol père, quinze actions, ci.....	15
De Planhol fils, dix actions, ci.....	10
Marquis de Portes, quarante actions, ci.....	40
Poudra, huit actions, ci.....	8
Portalis, quarante actions, ci.....	40
De Perpigna, cent actions, ci.....	100
Peclet, deux actions, ci.....	2
Philippe, trente actions, ci.....	30
Protais, vingt-cinq actions, ci.....	25
Ponza, six actions, ci.....	6
Poizat, cinquante actions, ci.....	50
Pellegat, sept actions, ci.....	7
Paton, quatre-vingts actions, ci.....	80
Pattey, deux actions, ci.....	2
Petit, vingt actions, ci.....	20
Petel, quatre actions, ci.....	4
Palyart, quarante actions, ci.....	40
Preaux, dix actions, ci.....	10
Prieur, cinq actions, ci.....	5
Pizieux, quinze actions, ci.....	15
Primaut, vingt actions, ci.....	20
Paccard-Dufour et compagnie, cent vingt-cinq actions, ci.....	125
Baron Pegot, quatre cents actions, ci.....	400
M ^{me} Quenez, trois actions, ci.....	3
Quinart, vingt actions, ci.....	20
Reed, soixante et quinze actions, ci.....	75
Richardson, cent cinquante actions, ci.....	150
Routh, soixante et quinze actions, ci.....	75

Robinson, cinquante actions, ci.....	50
Rixon, cinquante actions, ci.....	50
Robert, douze actions, ci.....	12
Rogier, une action, ci.....	1
Regerat, vingt actions, ci.....	20
Roussel, trois actions, ci.....	3
Resier, dix actions, ci.....	10
Richebraque, dix actions, ci.....	10
Riout, huit actions, ci.....	8
Roux, sept actions, ci.....	7
Rey, cinq actions, ci.....	5
Rousseau, six actions, ci.....	6
Ramon, vingt actions, ci.....	20
Robert-Latour, vingt actions, ci.....	20
Rougemont de Lowemberg, quatre cent dix-huit actions, ci.....	418
Riottot, deux actions, ci.....	2
Rousseau (Eug.), trente actions, ci.....	30
Razurel, six actions, ci.....	6
Ricard, cinquante actions, ci.....	50
Rieu, cinq actions, ci.....	5
M ^{me} Reydellet, cinq actions, ci.....	5
Reed (W ^m), mille cinquante actions, ci.....	1,050
Baisson, dix actions, ci.....	10
Raymond, dix actions, ci.....	10
De Reims, soixante et dix actions, ci.....	70
De Rouffiac, trente actions, ci.....	30
Général de Rullières, trente actions, ci.....	30
Rousseau (Pierre), dix actions, ci.....	10
Richard, quatre actions, ci.....	4
Regimbart, deux actions, ci.....	2
Rougedemontant, dix actions, ci.....	10
Renard, trente actions, ci.....	30
Roussel (J.), vingt actions, ci.....	20
Renou, dix actions, ci.....	10
Rignon, dix actions, ci.....	10
Robin, dix actions, ci.....	10
Rohaut, cinq actions, ci.....	5
Renault, dix actions, ci.....	10
De Rubelles (C ^m Porlier), une action, ci.....	1
Stewart, cent actions, ci.....	100
Smale, cent actions, ci.....	100
Stephens, vingt-cinq actions, ci.....	25
Strapp, vingt actions, ci.....	20
Sternberg, cent actions, ci.....	100
Schwartz-Child et compagnie, cent cinquante actions, ci.....	150
Strutfield, soixante et quinze actions, ci.....	75
Samuel, quarante actions, ci.....	40
Smith, quarante actions, ci.....	40
Samuel (M.), quarante actions, ci.....	40
Steer et compagnie, vingt-cinq actions, ci.....	25
Sandford, deux cent quatre-vingt-dix-neuf actions, ci.....	299

Scott et Son, douze actions, ci.....	12
Surst, cinq cents actions, ci.....	500
Sheils, cent actions, ci.....	100
Sendars, cent cinquante actions, ci.....	150
Slingsby, soixante et quinze actions, ci.....	75
Général de Ségur, quarante actions, ci.....	40
Sims, quarante actions, ci.....	45
De Staplande, quarante actions, ci.....	40
De Saint-Léger, vingt-cinq actions, ci.....	25
Serchi, quarante actions, ci.....	40
Stiegler, dix actions, ci.....	10
Serchi (M.), vingt actions, ci.....	20
Saint-Léon, vingt actions, ci.....	20
De Sauville, trente actions, ci.....	30
De Sainte-Rose, vingt actions, ci.....	20
M ^{me} de Sauvigny, trois actions, ci.....	3
Simonnet, dix actions, ci.....	10
Soyer, sept actions, ci.....	7
Siméon, cinq actions, ci.....	5
Seguin, douze actions, ci.....	12
Saulé, cinq actions, ci.....	5
Serice, vingt actions, ci.....	20
De Sarcé, vingt actions, ci.....	20
Schnetz, douze actions, ci.....	12
Soulery, cinquante-cinq actions, ci.....	55
M ^{lle} Sylvain, deux actions, ci.....	2
Sedillot, vingt-cinq actions, ci.....	25
Savard, dix actions, ci.....	10
Simons, mille cinquante actions, ci.....	1,050
Sabatier, trente actions, ci.....	30
De Sauville (G.), vingt actions, ci.....	20
Sougit, sept actions, ci.....	7
M ^{me} Songeon, dix actions, ci.....	10
Sauvageot, douze actions, ci.....	12
Simon, dix actions, ci.....	10
Saintour, cinquante actions, ci.....	50
Salomon, six actions, ci.....	6
Schedig, vingt-cinq actions, ci.....	25
Schobert, six actions, ci.....	6
Schnapper frères, quarante-cinq actions, ci.....	45
Sauterre (Ernest), quatre-vingt-dix-huit actions, ci.....	98
Simonot, huit actions, ci.....	8
Stern (A.-J.) et compagnie, trois cents actions, ci.....	300
Serve, dix actions, ci.....	10
Smith, dix actions, ci.....	10
Sieulle, cinq actions, ci.....	5
Sers, dix-neuf actions, ci.....	19
De Sarcus, une action, ci.....	1
Siouret, une action, ci.....	1
Sement, une action, ci.....	1
Sanson (Louis), cinq actions, ci.....	5

Sanson (M.), quatre actions, ci.....	4
Salvandy, cent actions, ci.....	100
M ^{lle} Saignes, dix actions, ci.....	10
Solar, cent actions, ci.....	100
Seillière, trois cents actions, ci.....	300
Thibeaudeau, quatre cent quatre-vingt-quinze actions, ci.....	495
Trotman, six cents actions, ci.....	600
Tomalin, vingt-cinq actions, ci.....	25
Thompson, cent cinquante actions, ci.....	150
Turner et Arkroych, trente actions, ci.....	30
Tootal, cinquante actions, ci.....	50
Torrens, cent actions, ci.....	100
Tate, vingt actions, ci.....	20
Thomas, cent actions, ci.....	100
Tibletts, dix actions, ci.....	10
Turner, trois cents actions, ci.....	300
Togwood, vingt-cinq actions, ci.....	25
Tobias, cinquante actions, ci.....	50
Taimton, cinquante actions, ci.....	50
Turner (Charles), cinq cents actions, ci.....	500
Thompson (G.-H.), cent soixante-deux actions, ci.....	162
Thompson (S.-N.), deux cent cinquante actions, ci.....	250
Teversham, vingt-cinq actions, ci.....	25
Toché, vingt-cinq actions, ci.....	25
Thoyot, cent-vingt actions, ci.....	120
Thirault, dix actions, ci.....	10
Treilous, cinq actions, ci.....	5
Trichon, huit actions, ci.....	8
Thevenot, trois actions, ci.....	3
Taratte, six actions, ci.....	6
Thimel, trois actions, ci.....	3
Tannery, six actions, ci.....	6
M ^{lle} Thibaut, vingt actions, ci.....	20
Tornier, deux actions, ci.....	2
Truelle (P.-Évron), dix actions, ci.....	10
Thevenon, seize actions, ci.....	16
Tilliet, douze actions, ci.....	12
Tandou, cinquante actions, ci.....	50
D'Alvarès (Thomas), quinze actions, ci.....	15
Teisserenc, vingt-cinq actions, ci.....	25
Talandier, vingt actions, ci.....	20
Tenré fils et compagnie, trente actions, ci.....	30
Tharaud, vingt actions, ci.....	20
Thoyot, vingt actions, ci.....	20
De Thomassin père, quinze actions, ci.....	15
De Thomassin fils, cinq actions, ci.....	5
Thomé, huit actions, ci.....	8
Titaine (C ^{ie} de Glatigny), deux actions, ci.....	2
Touttaint (P.), une action, ci.....	1
Taillandier, six actions, ci.....	6
Tavainy, deux actions, ci.....	2

Thirouin, vingt actions, ci	20
Taillandier (Mathieu), dix actions, ci	10
Uzielle (J.), soixante et quinze actions, ci	75
Uzielle (M.), trois cents actions, ci	300
Undershell, cent actions, ci	100
Watson, Puget et compagnie, six actions, ci	6
Vigne, une action, ci	1
Wagstaff (W.), deux cent cinquante actions, ci	250
Watkin, cent actions, ci	100
Westmacott, vingt actions, ci	20
Wythes, cent actions, ci	100
Wheeler, soixante et quinze actions, ci	75
Williams, cent actions, ci	100
Wan-Oven, cinq actions, ci	5
Winter (G.), deux cents actions, ci	200
Worthington, trente actions, ci	30
Whichemae, vingt-cinq actions, ci	25
Wagstaff (J.), cent actions, ci	100
Vanhymbeeck père, huit actions, ci	8
Vincent, vingt actions, ci	20
Prince de Wagram, vingt-cinq actions, ci	25
Worms de Romilly, quatre-vingts actions, ci	80
Vuitry, trente actions, ci	13
Wells, vingt actions, ci	20
Veyra (Molina), vingt-cinq actions, ci	25
Vausser, vingt-cinq actions, ci	25
De Villiers, quatre actions, ci	4
Vallée, dix actions, ci	10
Vallet, quatre actions, ci	4
De Vandeul, deux cents actions, ci	200
Velpeau, cinq actions, ci	5
De Violaine, douze actions, ci	12
Wallut, soixante actions, ci	70
Wheble, soixante et quinze actions, ci	75
De Villeneuve-Bargement (V.), douze actions, ci	12
Veral, une action, ci	1
Vassart, une action, ci	1
Verney, dix actions, ci	10
Vannier, deux actions, ci	2
Wolff, deux cents actions, ci	200
Ybry, quarante actions, ci	40
Zwilchenbart, soixante et quinze actions, ci	76

TOTAL soixante mille actions, ci

60,000

6. Chaque action donne droit à un soixante millièmes de la propriété de l'actif social et des bénéfices de l'entreprise.

7. Après l'approbation des présents statuts et le versement de cent francs par action, il sera remis aux ayants droit des titres provisoires nominatifs.

8. Les souscripteurs originaires et les cessionnaires successifs sont solidaire-

ment garants, jusqu'à concurrence des versements des cinq premiers dixièmes du montant de chaque action.

Après le versement des cinq premiers dixièmes, les titres provisoires seront échangés contre des titres définitifs. Les titres définitifs sont au porteur; toutefois, le conseil d'administration peut autoriser la délivrance de titres nominatifs.

9. Les titres provisoires et les titres définitifs sont extraits d'un registre à souche, frappés du timbre sec de la compagnie et revêtus de la signature de deux administrateurs ou d'un administrateur et d'un employé de la compagnie, délégué à cet effet par le conseil d'administration.

Chaque paiement fait sur le montant de l'action sera constaté sur les titres.

10. La cession des actions au porteur s'opère par la tradition du titre, et celle des titres nominatifs, conformément à l'article 36 du Code de commerce.

11. Le conseil d'administration pourra autoriser le dépôt et la conservation des titres dans la caisse sociale, et déterminera la forme des certificats de dépôt, les frais auxquels ce dépôt pourra être assujéti, le mode de délivrance et les garanties dont l'exécution de cette mesure doit être entourée dans l'intérêt de la société et des actionnaires.

12. Les actions sont indivisibles et la société ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chaque action. Tous les copropriétaires d'une action seront tenus dès lors de se faire représenter auprès de la société par une seule et même personne.

13. Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre dans quelques mains qu'il passe; la possession d'une action emporte adhésion aux statuts de la société.

Les héritiers ou créanciers de l'actionnaire ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, provoquer l'apposition des scellés sur les biens et valeurs de la société, ni s'immiscer en aucune manière dans son administration; ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux délibérations de l'assemblée générale.

14. Le montant des actions est payable aux caisses qui seront désignées par le conseil d'administration, aux époques et dans les proportions déterminées par le conseil.

Le premier versement est fixé à cent francs par action. Tout appel ultérieur de fonds devra être annoncé, au moins un mois avant l'époque fixée pour le versement, dans deux des journaux d'annonces légales du département de la Seine, désignés conformément à la loi, et à Londres, dans les journaux qui seront désignés par le conseil d'administration.

Le conseil d'administration pourra autoriser la libération anticipée des actions, mais seulement par voie de mesure générale applicable à toutes les actions, et fixera le taux de l'intérêt à servir aux actionnaires sur les versements anticipés.

15. A défaut de versement aux époques déterminées, l'intérêt sera dû pour chaque jour de retard à raison de cinq pour cent par an.

La société pourra exercer l'action personnelle contre les retardataires et leurs garants; elle pourra aussi, soit distinctement de la poursuite personnelle, soit concurremment avec elle, faire vendre les actions en retard.

A cet effet, les numéros de ces actions seront publiés dans les journaux indiqués à l'article 14. A partir du quinzième jour après cette publication, la société, sans mise en demeure et sans autre formalité ultérieure, aura le droit de faire procéder à la vente des actions sur duplicata, à la bourse de Paris, et

par le ministère d'un agent de change; la vente sera faite aux risques et périls de l'actionnaire retardataire.

Les titres des actions ainsi vendues seront nuls de plein droit, et il sera délivré aux acquéreurs de nouveaux titres ayant le même numéro que les titres annulés. En conséquence, toute action qui ne portera pas la mention régulière des versements qui auraient dû être opérés cessera d'être admise à la négociation et au transfert.

L'imputation du prix à provenir de la vente après déduction des frais et intérêts dus s'opérera en commençant par les versements le plus anciennement exigibles; le déficit sera à la charge des obligés aux versements; mais dans les limites de l'article 17. L'excédant du prix de la vente, s'il y en a, appartiendra à l'actionnaire retardataire.

16. En cas de perte d'un titre nominatif, la compagnie ne peut être tenue d'en délivrer un nouveau que moyennant caution, conformément aux articles 151, 152 et 155 du Code de commerce.

Le nouveau titre sera délivré un an seulement après que la déclaration de perte aura été insérée dans les journaux désignés à l'article 14.

La caution sera déchargée un an après avoir été fournie.

La déclaration de perte sera faite dans les termes et suivant la forme qui seront indiqués par le conseil d'administration.

17. Les actionnaires ne sont engagés que jusqu'à concurrence du capital de chaque action; au delà, tout appel de fonds est interdit.

TITRE IV.

CONSEIL D'ADMINISTRATION.

18. La compagnie est administrée par un conseil composé de douze membres.

Chaque administrateur doit être propriétaire de cent actions, qui sont inaliénables pendant la durée de ses fonctions.

Les titres de ces actions sont déposés à la caisse de la société.

19. Les administrateurs sont nommés par l'assemblée générale des actionnaires; leurs fonctions durent six années; ils peuvent être réélus; leur remplacement s'opère par sixième, dans l'ordre fixé par un tirage au sort.

20. Par dérogation à l'article 19 qui précède, le premier conseil d'administration sera composé des membres dont les noms suivent :

M. Samuel-Justin-Napoléon-Prospér, comte de Chasseloup-Laubat,

M. Ernest-Rigobert Simons,

M. Henri de l'Espée,

M. le comte Charles de Kersaint,

M. le vicomte Denys-Benoist d'Azy,

Edouard Blount,

Vicomte Napoléon Duchâtel,

William Beed,

Sir John Easthope,

Thomas Moss,

William Chaplin,

George Lawrence.

Ce premier conseil ne sera soumis à aucun renouvellement jusques et y compris une année après l'époque fixée par le cahier des charges pour la mise en exploitation de la ligne entière.

21. Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour l'administration de la société.

Il passe et autorise les marchés de toute nature pour l'exécution du chemin de fer.

Il autorise les achats de terrains et immeubles nécessaires pour l'exécution et l'exploitation du chemin de fer; il règle les approvisionnements et autorise les achats de matériaux, machines et autres objets nécessaires à l'exploitation.

Il fixe les dépenses générales de l'administration.

Il autorise toute vente d'objets mobiliers.

Il autorise la revente des terrains et bâtiments qui deviennent inutiles, la recette des prix de vente.

Il autorise toutes mainlevées d'oppositions ou d'inscriptions hypothécaires, ainsi que tous désistements de privilège.

Il autorise toutes actions judiciaires et tous compromis ou transactions.

Il détermine le placement des fonds disponibles et règle l'emploi de la réserve.

Il autorise tous retraits, transferts, transports et aliénations de fonds, rentes et valeurs appartenant à la société; il donne toutes quittances.

Il arrête les règlements relatifs à l'organisation du service et à l'exploitation du chemin de fer, sous les conditions déterminées par le cahier des charges.

Il fait les traités relatifs à l'exécution de l'article 59 du cahier des charges.

Il adresse au Gouvernement toutes demandes de prolongement du chemin de fer ou d'embranchement, sauf autorisation préalable ou ratification de ces demandes par l'assemblée générale.

Il nomme ou révoque tous employés et agents, détermine leurs attributions et fixe leurs traitements et salaires; il traite, transige et compromet sur tous les intérêts de la compagnie.

Il détermine, dans les conditions du cahier des charges, les modifications à apporter au tarif, les transactions y relatives et le mode de perception des prix du tarif.

Il statue sur tous les intérêts qui rentrent dans l'administration de la société.

Il soumet à l'assemblée générale toute proposition d'emprunt.

Il lui soumet également les propositions de prolongement ou d'embranchement, de fusion ou traités avec d'autres compagnies, de prolongation ou de renouvellement de la concession, de modifications ou additions aux statuts, et notamment de l'augmentation du fonds social et de la prorogation de la société.

Il consent à tous les changements que le Gouvernement jugerait nécessaire d'apporter aux modifications et additions de statuts votés par l'assemblée générale.

22. Le conseil d'administration pourvoit à la négociation des emprunts votés par l'assemblée générale.

23. Tous pouvoirs sont, dès à présent, donnés au conseil d'administration pour négocier, au moyen de l'émission d'obligations ou de tous autres titres, pour lesquels il fixera le taux de l'intérêt et les conditions d'amortissement, l'emprunt de dix-huit millions de francs garanti par l'État, en se conformant aux dispositions des articles 4 et 8 du cahier des charges de la concession.

24. Le conseil d'administration peut, par un mandat spécial, déléguer tout ou partie de ses pouvoirs à telle personne que bon lui semble, pour un objet déterminé.

Il peut aussi conférer à un ou plusieurs de ses membres des pouvoirs permanents pour les affaires courantes journalières.

Conformément à l'article 32 du Code de commerce, les membres du conseil d'administration ne contractent, à raison de leur gestion, aucune obligation personnelle ou solidaire, relativement aux engagements de la société.

Ils ne répondent que de l'exécution de leur mandat.

26. Le conseil d'administration nomme chaque année un président et un vice-président.

En cas d'absence du président et du vice-président, le conseil désigne celui de ses membres qui doit remplir les fonctions de président.

Le président et le vice-président peuvent être réélus.

27. Le conseil d'administration se réunit aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige, et au moins une fois par mois. Les décisions sont prises à la majorité des membres présents; en cas de partage, la voix du président est prépondérante.

La présence de quatre administrateurs est nécessaire pour valider les délibérations.

Dans le cas où quatre administrateurs seulement sont présents, les délibérations ne sont valables qu'autant qu'elles sont prises à l'unanimité.

28. Nul ne peut voter par procuration dans le conseil d'administration de la compagnie.

Dans le cas où deux membres dissidents sur une question demanderaient qu'elle fût ajournée jusqu'à ce que l'opinion d'un ou de plusieurs administrateurs absents fût connue, il pourra être envoyé à tous les administrateurs absents une copie ou un extrait du procès-verbal, avec invitation de venir voter dans une prochaine réunion, dont le jour sera fixé par la lettre d'invitation et à huitaine au plus tôt, ou d'adresser par écrit leur opinion au président : celui-ci en donnera lecture au conseil, après quoi la décision sera prise à la majorité des membres présents.

Dans aucun cas, l'application de la disposition qui précède ne peut retarder l'accomplissement des obligations imposées à la compagnie par le cahier des charges de la concession, ni l'exécution des injonctions qui seraient notifiées par le Gouvernement en vertu du cahier des charges.

29. Les délibérations du conseil d'administration sont constatées par des procès-verbaux signés par le président et deux membres ayant pris part à la délibération.

Les copies ou extraits de ces délibérations à produire en justice ou ailleurs sont signés par le président ou par celui des membres qui en remplit les fonctions.

30. Les transferts de rentes et effets publics appartenant à la société, les actes d'acquisition, de vente et d'échange des propriétés immobilières de la société, les transactions, marchés et actes engageant la société, les acquits et endossements, ainsi que les mandats sur la banque et sur tous les dépositaires des fonds de la compagnie, doivent être signés par deux administrateurs, à moins d'une délégation expresse du conseil à un seul administrateur ou à toute autre personne.

31. Dans le cas où il y aurait lieu de remplacer un ou plusieurs administrateurs par suite de décès, démission ou autre cause, le conseil pourvoira lui-même à son remplacement provisoire, jusqu'à la première assemblée générale, qui nomme définitivement; l'administrateur ainsi nommé ne reste en

exercice que jusqu'à l'époque où devaient expirer les fonctions de celui qu'il remplace.

L'administrateur nommé provisoirement par le conseil d'administration a les mêmes pouvoirs que les autres membres du conseil.

32. Les administrateurs, pour indemnité de leur temps, soins et travaux, auront droit à un traitement qui sera fixé par l'assemblée générale.

TITRE V.

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE.

33. L'assemblée générale, régulièrement constituée, représente l'universalité des actionnaires : ses décisions sont obligatoires pour tous, même pour les absents.

34. L'assemblée générale des actionnaires se réunit chaque année dans le courant du mois d'avril. En outre, le conseil d'administration peut convoquer extraordinairement une assemblée générale, toutes les fois qu'il en reconnaît l'utilité.

35. Tout titulaire ou porteur de vingt actions est de droit membre de l'assemblée générale.

Nul ne peut être porteur de pouvoirs d'actionnaires s'il n'est actionnaire lui-même. La forme des pouvoirs est déterminée par le conseil d'administration.

L'assemblée générale est régulièrement constituée lorsque les actionnaires présents sont au nombre de trente, et représentent le vingtième du capital au moins.

36. Dans le cas où, sur une première convocation, les actionnaires présents ne remplissent pas les conditions ci-dessus imposées pour constituer l'assemblée générale, il est procédé à une seconde convocation, à vingt jours d'intervalle.

Les délibérations prises par l'assemblée générale, dans cette seconde réunion, sont valables, quel que soit le nombre des actionnaires présents et des actions représentées ; mais elles ne peuvent porter que sur les objets mis à l'ordre du jour de la première réunion, et indiqués dans les avis de convocation.

37. Les délibérations relatives aux emprunts, aux demandes d'embranchement ou de prolongement, à la modification des statuts, et notamment à l'augmentation du fonds social ou à la prorogation de la société, ne peuvent être prises que dans une assemblée générale réunissant le cinquième au moins du fonds social.

Dans le cas où, sur une première convocation, les actionnaires présents ne rempliraient pas les conditions imposées par le paragraphe qui précède, pour la validité des opérations de l'assemblée générale, il sera procédé à une seconde convocation, à un mois d'intervalle, ainsi qu'il est expliqué à l'article 36.

Les délibérations de l'assemblée générale réunie en vertu de cette deuxième convocation seront valables, pourvu que les actionnaires, au nombre de trente, représentent au moins le dixième du fonds social.

38. Les convocations ordinaires et extraordinaires sont annoncées par un avis inséré, trente jours au moins avant l'époque de la réunion, dans les journaux désignés en l'article 14 ci-dessus ; ce délai est réduit à quinze jours dans le cas de la deuxième convocation.

La réunion a lieu à Paris, au lieu désigné par la convocation.

Lorsque l'assemblée générale a pour objet de délibérer sur les propositions

mentionnées en l'article 36 ci-dessus, les avis de convocation doivent en faire mention.

39. Les propriétaires d'actions, domiciliés en France ou leurs fondés de pouvoirs, doivent, pour avoir droit d'assister à l'assemblée générale, déposer leurs titres et leurs procurations au siège de la compagnie, à Paris, huit jours avant l'époque fixée pour la réunion de chaque assemblée.

Les actionnaires domiciliés en Angleterre, peuvent faire le dépôt de leurs titres entre les mains des personnes qui seront désignées par le conseil d'administration, et les certificats de dépôt, de même que les procurations, devront être déposés à Paris, dans le délai de huit jours ci-dessus indiqué.

Il est remis à chaque déposant une carte d'admission. Cette carte est nominative et personnelle. Les certificats de dépôt mentionnés en l'article 11 donnent droit, par le dépôt de vingt actions ou plus, à la remise des cartes d'admission à l'assemblée générale, pourvu que le dépôt des titres ait eu lieu plus de huit jours avant l'époque fixée pour l'assemblée générale.

40. L'assemblée générale est présidée par le président ou le vice-président du conseil d'administration, et en cas d'empêchement, par le membre que le conseil d'administration aura désigné à cet effet.

Les deux plus forts actionnaires présents remplissent les fonctions de scrutateurs, et, sur leur refus, les deux plus forts actionnaires après eux, jusqu'à acception.

Le secrétaire est désigné par le bureau.

41. L'assemblée générale entend et discute les comptes et les approuve, s'il y a lieu.

Elle nomme les administrateurs en remplacement de ceux dont les fonctions sont expirées ou qu'il y a lieu de remplacer par suite de décès, de démission ou autre cause.

Elle prononce, en se renfermant dans les limites des statuts, sur tous les intérêts de la société.

Elle délibère sur les propositions qui lui sont soumises en exécution des paragraphes 17 et 18 de l'article 21 et de l'article 22, et donne au conseil d'administration tous pouvoirs nécessaires à cet effet.

Les décisions relatives aux objets mentionnés au paragraphe 18 de l'article 21 ne seront exécutoires qu'après avoir été approuvées par le Gouvernement.

42. Les délibérations de l'assemblée générale sont prises à la majorité des voix des membres présents.

Cette majorité doit être des deux tiers dans le cas où les délibérations portent sur les objets spécifiés à l'article 37, premier paragraphe.

Vingt actions donnent droit à une voix sans que le même actionnaire puisse avoir plus de vingt voix, soit par lui-même, soit comme fondé de pouvoirs.

43. Les délibérations de l'assemblée générale, prises conformément aux statuts, obligent les actionnaires.

Elles sont constatées par des procès-verbaux signés par les membres du bureau, ou au moins par la majorité d'entre eux.

Les extraits de ces procès-verbaux, à produire en justice ou ailleurs, sont certifiés par le président du conseil d'administration.

44. Une feuille de présence, destinée à constater le nombre des membres assistant à l'assemblée, et celui des actions représentées par chacun d'eux, demeure annexée à la minute de chacun des procès-verbaux, ainsi que les pouvoirs.

Cette feuille est signée par chaque actionnaire en entrant en séance.

TITRE VI.

INTÉRÊTS. — COMPTES ANNUELS. — DIVIDENDES. — FONDS DE RÉSERVE.
AMORTISSEMENT.

45. Pendant l'exécution des travaux et à partir de l'époque fixée pour les versements, jusqu'après l'achèvement de la section comprise entre Paris et Caen, il sera payé aux actionnaires un intérêt de quatre pour cent sur les sommes par eux versées.

Il sera pourvu au paiement de cet intérêt au moyen des intérêts produits par le placement des fonds de la compagnie, des produits des diverses parties de la ligne mises en exploitation, ainsi que de tous les produits accessoires de l'entreprise, et la garantie de l'État.

46. Après la mise en exploitation de la section de Paris à Caen, un inventaire général de l'actif et du passif de la société sera dressé le 31 décembre de chaque année. Cet inventaire sera soumis à l'assemblée générale des actionnaires dans le courant du mois d'avril suivant.

47. Les produits de l'entreprise serviront d'abord à acquitter les dépenses d'entretien et d'exploitation du chemin, les frais d'administration, l'intérêt et l'amortissement des emprunts qui auront pu être contractés, et, spécialement, l'intérêt et l'amortissement de l'emprunt de dix-huit millions de francs garantis par l'État, et généralement toutes les charges sociales.

48. Après le paiement des charges mentionnées dans l'article précédent, il sera prélevé, sur les bénéfices nets, une somme suffisante pour servir un intérêt de quatre pour cent aux actions formant le capital social de la compagnie; et, à défaut d'un excédant suffisant, il sera pourvu au paiement de cet intérêt au moyen des sommes reçues de l'État à raison de la garantie d'intérêt assurée au capital de trente millions de francs, aux termes des articles 5 et 8 du cahier des charges de la concession.

Cinq pour cent du produit net de l'entreprise seront affectés ensuite à la constitution d'un fonds de réserve destiné à faire face aux dépenses imprévues.

Quand ce fonds de réserve aura atteint un million cinq cent mille francs, le prélèvement de cinq pour cent pourra être suspendu. Il reprendra son cours aussitôt que le fonds de réserve sera descendu au-dessous de ce chiffre.

Le surplus des produits annuels sera réparti entre toutes les actions à titre de dividende, sauf ce qui va être stipulé ci-après pour l'amortissement des actions après l'extinction de l'emprunt de dix-huit millions de francs.

49. Lorsque l'emprunt de dix-huit millions de francs aura été intégralement remboursé, il sera prélevé sur l'excédant des produits nets annuels, une retenue destinée à constituer un fonds d'amortissement, et calculée de telle sorte, que le capital social soit complètement amorti cinq ans avant l'expiration de la concession.

L'intérêt de quatre pour cent, dont il est parlé au premier paragraphe de l'article 48, continuera d'être affecté aux actions amorties, et accroîtra ainsi progressivement le fonds d'amortissement.

La désignation des actions à amortir aura lieu au moyen d'un tirage au sort qui se fera publiquement à Paris, chaque année, à l'époque et suivant les formes déterminées par le conseil d'administration.

Les numéros des actions désignées par le sort pour être remboursées, seront publiés dans les journaux indiqués à l'article 14.

Les propriétaires des actions désignées par le tirage au sort pour le rem-

boursement, recevront, au numéraire, le capital de leurs actions et les dividendes jusqu'au jour indiqué pour le remboursement. Ils recevront, en outre, en échange des actions primitives, de nouveaux titres portant les mêmes numéros que les actions remboursées. Les porteurs de ces nouveaux titres cesseront d'avoir droit au paiement des quatre pour cent mentionnés au premier paragraphe de l'article 48; ils conserveront, du reste, les mêmes droits que les propriétaires des actions non remboursées.

S'il arrivait que, dans le cours d'une ou de plusieurs années, les produits nets de l'entreprise fussent insuffisants pour assurer le remboursement du nombre des actions à amortir, la somme nécessaire pour compléter le fonds d'amortissement serait prélevée sur les premiers produits nets des années suivantes, par préférence et antériorité à toute attribution de dividende aux actionnaires.

50. Le paiement des intérêts a lieu par semestre; le paiement des dividendes a lieu chaque année.

Les paiements des intérêts et dividendes se font aux époques et aux caisses qui seront désignées par le conseil d'administration.

Tous les intérêts et dividendes qui n'ont pas été touchés à l'expiration de cinq années, après l'époque de leur paiement dûment annoncée, comme il l'a été ci-dessus, article 14, sont acquis à la société, conformément à l'article 2277 du code Napoléon.

TITRE VII.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES. — MODIFICATIONS. — LIQUIDATION.

51. Lors de la dissolution de la société, à quelque époque et pour quelque cause qu'elle advienne, le conseil d'administration convoque immédiatement l'assemblée générale et lui soumet un projet de liquidation.

L'assemblée détermine le mode de liquidation à suivre, et nomme, s'il y a lieu, les liquidateurs.

52. A l'expiration de la concession, toutes les valeurs provenant de la liquidation seront employées avant toute répartition aux actionnaires, 1° à mettre le chemin en état d'être livré au Gouvernement dans les conditions déterminées par le cahier des charges de la concession; 2° à compléter l'amortissement des actions dans le cas où il resterait encore des actions non amorties, auquel cas la somme disponible serait également répartie entre les dites actions, jusqu'à concurrence de leur montant.

TITRE VIII.

CONTESTATIONS.

53. Toutes les contestations qui pourront s'élever pendant la durée de la société ou lors de sa liquidation, soit entre les actionnaires et la société, soit entre les actionnaires eux-mêmes, et à raison des affaires sociales, seront jugées par des arbitres, conformément aux articles 51 et suivants du Code de commerce.

54. Dans le cas de contestation, tout actionnaire doit faire élection de domicile à Paris, et toutes notifications et assignations sont valablement faites au domicile par lui élu, sans avoir égard à la distance de sa demeure réelle.

A défaut d'élection de domicile, cette élection a lieu, de plein droit, pour les notifications judiciaires et extrajudiciaires au parquet du procureur de la République près le tribunal de première instance du département de la Seine.

Le domicile élu formellement, ou implicitement comme il vient d'être dit,

entraîne attribution de juridiction aux tribunaux compétents du département de la Seine.

55. Tous pouvoirs sont donnés au porteur d'une expédition ou d'un extrait pour faire les publications et dépôts prescrits par la loi.

Dont acte :

Fait et passé à Paris, rue d'Amsterdam, n° 11, au siège de la société du chemin de fer de Rouen, l'an 1852, le 30 août.

Et ont les comparants signé avec les notaires après lecture.

Enregistré à Paris, 3^e bureau, le 31 août 1852, folio 75 recto, case 3. Reçu cinq francs et cinquante centime pour décime. Signé Favre.

Vu pour être annexé au décret du 11 septembre 1852 enregistré sous le n° 2790.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé F. DE PERSIGNY.

N° 7063. — DÉCRET qui autorise l'inscription, au Trésor public, d'une Pension civile et de cent trente-cinq Pensions militaires.

Du 11 Septembre 1852.

LOUIS-NAPOLÉON, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu le titre IV de la loi du 25 mars 1817, et l'ordonnance rendue le 20 juin suivant, pour en assurer l'exécution;

DÉCRET DE CONCESSON de pensions à inscrire.				NATURE DES PENSIONS À INSCRIRE.
Numéros des Bulletins des lois où sont insérées les pensions.	Dates des envoi en décret.	Nombre d'ordre de chaque décret.	Numéro d'ordre de l'insertion de chaque décret au Bulletin des lois.	
Bulletin n° 263, partie supplémentaire.	26 juillet 1852....	1	6926	Pension de retraite à M. LANGLOIS D'ANILL ancien préfet.
Bulletin n° 265, partie supplémentaire.	11 août 1852.....	50	6972	Pensions de retraite pour infirmités à des militaires de l'armée active.
	Idem	31	6973	Pensions de retraite pour ancienneté à des militaires de l'armée active.
	Idem	52	6974	Idem
				TOTAL.....

2. Toutes ces pensions seront payées suivant le mode établi pour celles de même nature précédemment inscrites, et la

B. n° 269.

(867)

Vu l'ordonnance du 12 août 1820;

Vu la situation du crédit de deux millions de francs ouvert pour l'inscription des pensions militaires par l'article 29 du décret du 17 mars dernier, portant fixation du budget pour l'exercice 1852;

Vu également la situation du crédit de trois millions de francs ouvert pour l'inscription des pensions civiles par l'article 30 de la loi du 25 mars 1817;

Sur le rapport du ministre des finances,

DÉCRÈTE ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les cent trente-six pensions civiles et militaires comprises, pour une somme totale de cent quatre mille huit cent soixante et dix-neuf francs dans les Bulletins des lois n° 263 et 265 (partie supplémentaire), et rappelées au tableau ci-après, avec l'indication des décrets qui les ont accordées et la désignation des crédits sur lesquels l'inscription en est imputée, seront inscrites au livre des pensions du trésor public.

DATES DES LOIS et décrets ou autres documents sur lesquels les pensions ont été accordées.	DÉSIGNATION DES CRÉDITS sur lesquels sont imputées les pensions				TOTAL par décret.	
	civiles. (3,000,000 francs.)		militaires. (3,000,000 francs.)			
	Loi du 25 mars 1817.		Décret du 17 mars 1852.			
	Parties.	Sommes.	Parties.	Sommes.	Parties.	Sommes.
28 août 1790 (loi) et 13 septembre 1806 (décret).	1	2,667 ^f	"	"	1	2,667 ^f
11 avril 1831 (loi).	"	"	35	13,910 ^f	35	13,910
Idem.	"	"	85	57,661	85	57,661
Idem.	"	"	15	30,641	15	30,641
.....	1	2,667	135	102,212	136	104,879

jouissance en commencera à courir du jour indiqué pour chacune d'elles dans les décrets qui viennent d'être signalés.

3. Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 11 Septembre 1852.

Signé LOUIS-NAPOLÉON.

Par le Président :

Le Ministre des finances,

Signé BINEAU.

N° 7064. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre de la marine et des colonies) qui nomme chevalier de l'ordre de la Légion d'honneur M. Villavicencio y Vasquez (*Mannel*), brigadier de marine, capitaine de port à Barcelone, pour les services qu'il a rendus, le 7 mars 1852, à des navires français en perdition. (Du 4 Juin 1852.)

N° 7065. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre de la marine et des colonies) qui nomme chevalier de l'ordre de la Légion d'honneur M. Gely (*Mariano*), lieutenant de vaisseau, maître constructeur principal du port de Barcelone, pour les services qu'il a rendus, le 7 mars 1852, à des navires français en perdition. (Du 4 Juin 1852.)

N° 7066. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre de la marine et des colonies) qui nomme chevalier de l'ordre national de la Légion d'honneur, pour prendre rang du 14 mai 1852, M. Bremer (*Jacques*), capitaine commandant la troisième compagnie de gendarmerie maritime; il compte vingt et un ans et neuf mois de services effectifs. (Du 16 Juin 1852.)

N° 7067. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre de la marine et des colonies) qui nomme chevaliers de l'ordre national de la Légion d'honneur, en récompense de leur courageux dévouement lors des derniers incendies qui ont éclaté à Constantinople, les officiers et officiers marins du vaisseau mixte le *Charlemagne* ci-après dénommés :

M. Turin (*Albert-Joseph-Raphaël*), lieutenant de vaisseau;
M. Bourgade (*Jean-Baptiste-Henri-Édouard*), enseigne de vaisseau;
M. Gaubert (*Joseph*), second maître de manœuvre de première classe;
M. Guérard (*André*), quartier-maître de manœuvre de première classe. (Du 28 Août 1852.)

N° 7068. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) portant ce qui suit :

1° A partir de la publication du présent décret, le vinaigre de vin, imposé au tarif de l'octroi de la commune de Dinan (Côtes-du-Nord), sera admis à l'entrepôt à domicile.

Le minimum des quantités de vinaigre au-dessous duquel la sortie ne pourra donner lieu à décharge au compte de l'entrepôt, est fixé à cinquante litres.

Pour jouir de cette faculté, les entrepositaires seront tenus de se conformer aux prescriptions du règlement en vigueur, approuvé par ordonnance du 24 décembre 1841.

2° A partir de la publication du présent décret, les bois de toute espèce, imposés au tarif de l'octroi de la commune des Andelys (Eure), seront admis à la faculté de l'entrepôt à domicile, aux conditions ci-après, savoir :

Quantités au-dessous desquelles la faculté de l'entrepôt ne	} deux cents stères.
peut être accordée.....	
Quantités au-dessous desquelles la décharge des droits à	} un stère.
la sortie ne peut être admise.....	

(Du 8 Septembre 1852.)

N° 7069. — DÉCRETS DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signés par le ministre des travaux publics) qui autorisent,

1° Le sieur *de Marmier*, à conserver son moulin avec huilerie, commune de Ray (Haute-Saône);

2° Le sieur *Vauquelin*, à conserver son moulin, commune de Bayeux (Calvados);

3° Le sieur *Mornay*, à mettre en activité une aciérie, commune de Béliet (Gironde);

4° Le sieur *Barbazan*, à ajouter un haut fourneau à son usine à fer, commune d'Uzerche et de Condat (Corrèze);

5° Le sieur *de Mandat*, comte de *Grancey*, à conserver ses usines à fer, communes de Cussey-les-Forges et de Marey-sur-Tille (Côte-d'Or). (Du 26 Juillet 1852.)

N° 7070. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des travaux publics) qui rapporte le décret du 31 mars 1851, par lequel le sieur *Bourlon de Rouvre* est autorisé à établir un haut fourneau dans la commune de Chamarandes (Haute-Marne). (Du 24 Juillet 1852.)

N° 7071. — DÉCRETS DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signés par le ministre des travaux publics) qui acceptent les renonciations,

1° Des sieurs *Blach Fries* et compagnie à la concession des mines de houille du Vernois, départements du Doubs et de la Haute-Saône;

2° Des héritiers *Maldra* à la concession des mines de manganèse de la Mothe (Dordogne). (Du 24 Juillet 1852.)

N° 7072. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des travaux publics) contenant des dispositions relatives au prolongement du canal de l'Ailhet dérivé de l'Adour, ainsi qu'à l'administration de ce canal d'arrosage (Hautes-Pyrénées). (Du 28 Juillet 1852.)

N° 7073. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des travaux publics) qui réunit en association syndicale les propriétaires de terrains arrosables situés sur la rive droite du Giessen, communes de Dieffenbach, Neubein et Thauvillé (Bas-Rhin). (Du 28 Juillet 1852.)

N° 7074. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des travaux publics) qui autorise le sieur Perrin-Moreau à établir un *bout fourneau*, commune de Vassy, et un *béard avec patteuillet*, commune de Brouseval (Haute-Marne). (Du 28 Juillet 1852.)

N° 7075. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des travaux publics) qui accepte la renonciation du sieur Bonnet à la concession des *marcs de lignite du Pied-Dauphin*, commune de Sainte-Croix-à-Lauze (Basses-Alpes). (Du 28 Juillet 1852.)

N° 7076. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des travaux publics) qui déclare l'utilité publique des travaux à exécuter dans la vallée de l'Oignin (Ain), pour l'abaissement du lac de Nantua, et réunit en association syndicale les propriétaires intéressés à cette entreprise. (Du 5 Août 1852.)

N° 7077. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des travaux publics) portant concession à la dame veuve de Clercq et au sieur Mulot, de mines de houille sises dans les communes d'Ostricourt (Nord), Leforest, Evin-Malmaison, Concelles-les-Lens, Noyelles-Godault, Henin-Lietard, Dourges, Courrières, Orgnies, Carvin, Montigny-en-Gohelle, Billy-Montigny (Pas-de-Calais) : cette concession prendra le nom de concession de Dourges. (Du 5 Août 1852.)

N° 7078. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des travaux publics) portant concession aux sieurs Bigo, Crespel, Danel et Martin Murren, de mines de houille sises dans les communes de Carvin, Orgnies, Courrières, Henin-Lietard, Bouvroy, Méricourt, Billy-Montigny, Montigny, Harnes, Sallaen, Avion, Loison, Dourges, Noyelles-sous-Lens, Fouquières-les-Lens, Aumay, Estrevilla (Pas-de-Calais) : cette concession prendra le nom de concession de Courrières. (Du 5 Août 1852.)

N° 7079. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signés par le ministre des travaux publics) qui autorisent,

1° Le sieur *Biquet*, à établir, sur le bras droit de l'Iton, un barrage et une prise d'eau pour des irrigations, commune de Damville (Eure);

2° Le sieur *Lahandès*, à établir une prise d'eau sur la rive droite de la rivière de Chassezac pour des irrigations, communes de Gravières et de Chambonas (Ardèche). (Du 24 Août 1852.)

N° 7080. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des travaux publics) portant déclaration de l'utilité publique des travaux du canal de la Llagonne, commune du même nom (Pyrénées-Orientales). (Du 24 Août 1852.)

N° 7081. — DÉCRETS DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signés par le ministre des travaux publics) qui autorisent,

1° La dame veuve *Perrat*, à conserver, avec des modifications, son usine à fer, communes de Fresnes-Saint-Mamès et de Grencourt (Haute-Saône);

2° Les sieurs *Charrière* et compagnie, à modifier leurs usines à fer, commune d'Allevard (Isère);

3° Le sieur *Austray*, à conserver sa forge à la Catalane, commune des Asques (Lot). (Du 25 Août 1852.)

N° 7082. — DÉCRETS DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signés par le ministre des travaux publics) qui autorisent,

1° Les sieurs *Légrand*, *Robert* et consorts, à conserver l'usine destinée à l'affinage et au laminage du cuivre, qu'ils possèdent dans la commune des Trois-Palis (Charente);

2° Les sieurs *Bourgeois* et *Giroud*, à conserver leur usine à fer, commune de Morez (Jura). (Du 31 Août 1852.)

N° 7083. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des travaux publics) qui règle le régime des eaux de la prise d'eau que les sieurs *Fleury* et *d'Albignac* possèdent sur le canal de Vauzeine, commune de Sergues (Vaucluse). (Du 31 Août 1852.)

N° 7084. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des travaux publics) portant concession au sieur *Thoreau* de mines de fer sises dans la commune de Villecomte (Côte-d'Or) : cette concession prendra le nom de concession de Villecomte. (Du 31 Août 1852.)

N° 7085. — DÉCRETS DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signés par le ministre de l'instruction publique et des cultes) qui autorisent l'acceptation.

1° Du legs d'une pièce de terre, estimée 3,000 francs, fait par la demoiselle *Loriaux* à la fabrique de Cagnoncles (Nord);

2° Du legs, 1° d'une somme de 3,000 francs; 2° d'immeubles, estimés 2,333 francs, fait par la dame veuve *Cahouzac* à la fabrique de Pouzols (Tarn);

3° Des legs faits par la demoiselle *de Luthère* : à la fabrique de Notre-Dame, à Tulle (Corrèze), 1,000 francs, et au curé 500 francs; à l'hospice de Tulle, 1,000 francs; aux pauvres des paroisses Notre-Dame et de Saint-Pierre, à Tulle, deux sommes, l'une de 300 francs, l'autre de 200 francs;

4° Des legs faits par le sieur *Louvot* : au chapitre de la cathédrale de Dijon (Côte-d'Or), 150 francs; au curé de Saint-Bénigne, à Dijon, 150 francs; à la fabrique de Saint-Bénigne, 1,000 francs; à la fabrique de Sombornon (même département) et au curé de cette paroisse, 1,000 francs; à la fabrique de Turcey (même département) et au desservant, 1,000 francs;

5° Des legs faits par le sieur *Coudert* : à la fabrique de Vallereuil (Dordogne), 600 francs; et aux pauvres, 400 francs. (Du 3 Mai 1852.)

N° 7086. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre de l'instruction publique et des cultes) qui,

1° Érige en chapelle de secours l'église de Gellenoncourt, canton de Saint-Nicolas-du-Port, arrondissement de Nancy (Meurthe);

2° Autorise l'acceptation de la donation d'une rente de 50 francs, faite par le sieur *Berthe de Gisancourt* à la fabrique de Drouville (même département) pour la chapelle de secours de Gellenoncourt dont elle dépend. (Du 3 Mai 1852.)

N° 7087. — DÉCRETS DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signés par le ministre de l'instruction publique et des cultes) qui autorisent l'acceptation,

1° Des legs faits par le sieur *Lefebvre* à la fabrique d'Anctoville (Manche), une rente de 25 francs, et aux pauvres, dix hectolitres d'orge, évalués à 100 francs;

2° Du legs d'une rente annuelle de 8 francs, fait par le sieur *Trousselot* à la fabrique de Pagny-la-Blanche-Côte (Meuse);

3° De la donation d'une rente de 63 francs, faite par le sieur *Huillard-Daigneaux* au desservant et à la fabrique du Désert (Calvados);

4° De la donation de deux pièces de terre, estimées 1,200 francs, faite par les époux *Rouault* à la fabrique de Penguily (Côtes-du-Nord);

5° De la donation d'une pièce de terre et vigne, estimée 4 à 500 francs, faite par le sieur *Machon* à la fabrique de Moras (Drôme);

6° De la donation de 350 francs, faite par le sieur *Lecoq* à la fabrique de Saint-Mathieu, à Quimper (Finistère);

7° De la donation de deux rentes, l'une de 296 francs et l'autre de 104 fr., faite par le sieur *Bureau-Duloré* à la fabrique de Notre-Dame, à Bordeaux (Gironde). (Du 3 Mai 1852.)

N° 7088. — DÉCRETS DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signés

par le ministre de l'instruction publique et des cultes) qui autorisent l'acceptation,

1° De la donation de 600 francs, faite par la dame veuve *Beaullet* à la fabrique de Thol-les-Millières (Haute-Marne);

2° De la donation d'une pièce de terre, estimée 916 francs 50 centimes, faite par la dame veuve *le Ponthou* à la fabrique de Roudouallec (Morbihan);

3° De la donation d'une maison et dépendances, estimées 920 francs, faite par le sieur *Fortin* à la fabrique de Saint-Seuveur-le-Vicomte (Manche);

4° De la donation d'une rente de 33 francs, faite par la demoiselle *Samson* à la fabrique de Juillet (Manche);

5° De la donation d'une rente de 20 francs, faite par la demoiselle *Hamel* à la fabrique de Saint-Clément (Manche);

6° De la donation d'une rente de 32 francs, faite par le sieur *Weyand* à la fabrique de Kœnigsmacker (Moselle);

7° De la donation d'une rente de 60 francs, faite par le sieur *Laclerc* à la fabrique de Brulange (Moselle). (Du 3 Mai 1852.)

N° 7089. — DÉCRETS DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signés par le ministre de l'instruction publique et des cultes) qui autorisent l'acceptation,

1° De la donation d'une rente de 54 francs, faite par les époux *Unge-schick* à la fabrique de Ronssy-le-Village (Moselle);

2° De la donation d'une pièce de pré, estimée 400 francs, faite par les époux *Pénzel* à la fabrique de Hœckange (Moselle);

3° De la donation de trois rentes, les deux premières de 20 francs chacune, et la troisième de 50 francs, faite par la dame veuve *Blatin* à l'église cathédrale de Notre-Dame, à Clermont (Puy-de-Dôme);

4° De la donation de 1,000 francs, faite par le sieur *Joly* à la fabrique de Long (Somme);

5° De la donation d'une rente de 25 francs, faite par la dame veuve *Dormy* à la fabrique de Saint-Jean-Baptiste, à Péronne (Somme);

6° De la donation d'une pièce de terre, estimée 200 francs, faite par les sieurs *Fey* à la fabrique de Hadol (Vosges);

7° De la donation d'une parcelle de terrain, estimée 30 francs, faite par la dame *Vauquelin* et la demoiselle *Lecarpentier* à la fabrique de Saint-Aubin-sur-Mer (Calvados). (Du 3 Mai 1852.)

N° 7090. — DÉCRETS DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signés par le ministre de l'instruction publique et des cultes) qui autorisent l'acceptation,

1° De la donation d'une maison et dépendances, estimée 8,000 francs, faite par M^{re} *Mellon-Joly*, archevêque de Sens, à l'école secondaire du diocèse de Séz (Orne);

2° Des legs faits par la dame veuve *Calvet*: à la fabrique et aux pauvres d'Unac (Ariège), une rente de 50 francs; à la fabrique et aux pauvres de Vèbre (même département), une pareille rente de 50 francs;

3° Du legs d'une rente de 400 francs, fait par la dame veuve *d'Harvilly* à la fabrique et aux pauvres de Méréglise (Eure-et-Loir);

4° Du legs de cinq parcelles de terres, estimées 1,100 francs, fait par le sieur *Fuzat* à la fabrique et aux pauvres de la fabrique de *Saint-Hamert* (Isère);

5° Du legs d'une maison et dépendances, estimées 1,300 francs, fait par la dame veuve *Foucassier* à la fabrique et aux pauvres de *Laigné* (Mayenne);

6° Du legs d'une rente de 50 francs, fait par le sieur *Delacour* au desservant, à la fabrique et aux pauvres de la *Vendelée* (Manche). (Du 3 Mai 1852.)

N° 7091. — DÉCRETS DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signés par le ministre de l'instruction publique et des cultes) qui autorisent l'acceptation,

1° Du legs d'une somme de 10,000 francs, fait par la dame *Roger* à la fabrique et à la commune de *Saint-Michel*, à *Verdun* (Tarn-et-Garonne);

2° Du legs d'immeubles, estimés 600 francs, fait par la dame *Jacquier* à la fabrique de *Clézieux* (Ain);

3° Du legs de 1,500 francs, fait par la dame *Goy* à la fabrique de *Clézieux* (Ain);

4° Du legs de deux rentes, l'une de 40 francs, l'autre de 30 francs, fait par le sieur *Moreau* à la fabrique de la *Fère-en-Tardenois* (Aisne);

5° Du legs d'une rente de 82 francs, fait par la dame veuve *Grivel* à la fabrique de *Bernières-sur-Mer* (Calvados);

6° Du legs de 1,000 francs, fait par la dame *Mignardet* à la fabrique de *Villiers-Auxois* (Côte-d'Or);

7° Des legs faits par la demoiselle *Castore*, au desservant de *Marsillac* (Lot), 600 francs, et à la fabrique, 580 francs;

8° Du legs de 700 francs, fait par la dame *Dutoussat* à la fabrique de *Bahus-Soubiran* (Landes);

9° Du legs de 800 francs, fait par la dame *Boussay* à la fabrique de *Chassev-les-Monthozon* (Haute-Saône). (Du 3 Mai 1852.)

N° 7092. — DÉCRETS DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signés par le ministre de l'instruction publique et des cultes) qui érigent,

1° En cure de deuxième classe, l'église paroissiale de *Notre-Dame de Manosque*, arrondissement de *Forcalquier* (Basses-Alpes);

2° En succursale, l'église de *Saint-Joseph*, rue *Corbeau*, n° 16, quartier du *Faubourg-du-Temple*, à *Paris* (Seine). (Du 4 Mai 1852.)

N° 7093. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre de l'instruction publique et des cultes) qui autorise l'acceptation du legs de deux fermes, estimées 14,175 francs, fait par le sieur *Laindet* au séminaire du diocèse de *Rouen* (Seine-Inférieure). (Du 6 Mai 1852.)

N° 7094. — DÉCRETS DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signés par le ministre de l'instruction publique et des cultes) qui autorisent l'acceptation,

1° Des legs faits par le sieur *Firmin* : à la fabrique de Saint-Paul-Serge, à Narbonne (Aude), une somme de 200 francs, et aux pauvres, celle égale de 200 francs;

2° Des legs faits par le sieur *de Brancas-Céreste*, savoir : au desservant et à la fabrique de Foudrain (Aisne), deux rentes, l'une de 200 francs et l'autre de 60 francs; aux pauvres de Foudrain et de Briz (même département), une rente de 200 francs;

3° Des legs faits par la demoiselle *Labbe de Saint-Georges*, savoir : au séminaire de Bourges (Cher), 1,000 francs; à l'école secondaire de Bourges, 1,000 francs; à la fabrique de Saint-Martin-d'Auxigny (même département), 100 francs; aux pauvres de Saint-Georges-sur-Moulon (même département), 200 francs;

4° Du legs d'une rente de 60 francs, fait par la dame *Guibert* à la fabrique de Saon (Calvados);

5° Du legs d'une rente de 97 francs 50 centimes, fait par la dame veuve *Lantour Dalonchamps* à la fabrique de Pontécoulant (Calvados). (Du 12 Mai 1852.)

N° 7095. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre de l'instruction publique et des cultes) qui,

1° Érige en chapelle de secours la chapelle de Notre-Dame-de-Pitié, située à Soueich, arrondissement de Saint-Gaudens (Haute-Garonne);

2° Autorise l'acceptation du legs d'une pièce de pré, estimée 200 francs, fait par le sieur *Dencausse* dit *Guironne* à la fabrique de Soueich, pour la chapelle de Notre-Dame-de-Pitié. (Du 12 Mai 1852.)

N° 7096. — DÉCRETS DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signés par le ministre de l'instruction publique et des cultes) qui autorisent l'acceptation,

1° Des legs faits par la dame veuve *Malas*, savoir : à la fabrique de Saint-Gervais, à Lectoure (Gers), 400 francs; à la fabrique de Saint-Esprit de la même ville, 400 francs; à la fabrique de Sainte-Mère (même département), 400 francs, et aux pauvres de cette commune, 300 francs;

2° Des legs faits par la dame veuve *Vernier d'Ézits*, savoir : à la fabrique de Mirabel (Gers), 1,000 francs; et aux pauvres, 1,000 francs;

3° Des legs faits par le sieur *Dupuy*, savoir : à la fabrique de Sainte-Marie, à Lit (Landes), 5,000 francs; à l'église de Saint-Vincent, à Mixe (même circonscription), 1,500 francs; aux pauvres de Lit et Mixe, 1,000 francs;

4° Du legs de 480 francs, fait par la demoiselle *Béclard* à la fabrique de Saint-Maurice, à Angers (Maine-et-Loire);

5° Des legs faits par le sieur *Condé*, savoir : à la fabrique de Saint-Brieuc-de-Mauron (Morbihan), divers objets mobiliers, évalués à 200 francs, et au desservant, la jouissance d'une pièce de terre, estimée 430 francs; aux pauvres, 100 francs;

6° Des legs faits par le sieur *Larremandy*, savoir : à la fabrique de Hasparren (Basses-Pyrénées), 400 francs, et aux pauvres, une pareille somme de 400 fr. (Du 12 Mai 1852.)

N° 7097. — DÉCRETS DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signés par le ministre de l'instruction publique et des cultes) qui autorisent l'acceptation,

1° Des legs faits par le sieur *Pantard*, savoir : au desservant de Vitrac commune de Lacalm (Aveyron), 1,000 francs; à la fabrique 800 francs; aux pauvres 400 francs;

2° Des legs, 1° de la nue propriété de deux maisons, estimées 2,500 francs; 2° d'une somme de 2,000 francs, due par la fabrique légataire au testateur; 3° de divers ornements et objets mobiliers, évalués à 750 francs, fait par le sieur *Gras* à la fabrique de Rives (Isère);

3° Des legs faits par le sieur *Collin*, savoir : au séminaire de Paris (Seine), une rente de 1,000 francs; à la fabrique de Saint-Sulpice, à Paris, et au curé de cette paroisse, une rente de 3,400 francs. (Du 12 Mai 1852.)

N° 7098. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre de l'instruction publique et des cultes) qui,

1° Érige en oratoire particulier la chapelle de Frégicourt, située sur le territoire de la paroisse de Comblès (Somme);

2° Autorise l'acceptation du legs de 600 francs, fait par la demoiselle *Felly* à la fabrique de Comblès. (Du 12 Mai 1852.)

N° 7099. — DÉCRETS DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signés par le ministre de l'instruction publique et des cultes) qui autorisent l'acceptation,

1° Des legs faits par le sieur *Bonnaterre*, savoir : à la fabrique de Sainte-Eulalie (Aveyron), deux rentes, l'une de 30 francs, l'autre de cinq litres d'huile, évalués à 7 francs 50 centimes; et aux pauvres, 100 francs;

2° Des legs faits par le sieur *Patard*, savoir : à la fabrique de Viessoix (Calvados), une rente de 109 francs 50 centimes; au desservant, 100 francs; aux pauvres, une rente de 15 francs pendant dix ans;

3° Des legs faits par le sieur *Gilard*, savoir : à la fabrique de Cazères (Haute-Garonne), 200 francs et divers objets mobiliers, évalués à 44 francs; au curé, une pièce de vigne, estimée 300 francs; aux pauvres, une somme de 200 francs. (Du 24 Mai 1852.)

N° 7100. — DÉCRETS DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signés par le ministre de l'instruction publique et des cultes) qui autorisent l'acceptation,

1° Du legs d'une rente de 200 francs, fait par la demoiselle *Petit* à la fabrique d'Archignat (Allier);

2° Des legs d'une pièce de terre, estimée 120 francs, et d'une somme de 50 francs, faits par le sieur *Vomeras* à la fabrique de Nogentel (Aisne);

3° Du legs de 1,000 francs, fait par la demoiselle *Lallemand* à la fabrique de Notre-Dame, à Laon (Aisne);

4° Du legs d'une rente de 100 francs, fait par la demoiselle *Richard* à la fabrique de Séboncourt (Aisne);

5° Du legs de 1,200 francs, fait par le sieur *Pardon* à la fabrique de Varembon (Ain);

6° Du legs de 2,000 fr., fait par le sieur *de Regnaud de Parsieu* à la fabrique de Parcioux (Ain);

7° Du legs d'une rente de 60 francs, fait à la fabrique et au curé de Tilly-sur-Seulles (Calvados) par le sieur *Féran*;

8° Du legs d'une rente de 150 francs, fait à la fabrique et au desservant de Thoisy-le-Désert (Côte-d'Or) par le sieur *de Champeaux de Thoisy*;

9° Du legs d'une rente de 60 francs, fait par le sieur *Parrod* à la fabrique de Saint-Pierre-la-Cluse (Doubs). (Du 28 Mai 1852.)

N° 7101. — DÉCRETS DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signés par le ministre de l'instruction publique et des cultes) qui autorisent l'acceptation,

1° Du legs d'une créance de 1,000 francs, fait par la dame veuve *Carie* à la fabrique de Pierrefontaine (Doubs);

2° Des legs faits par le sieur *Courtois*, savoir : à la fabrique de Nogent-le-Roi (Eure-et-Loir), 600 francs; à la fabrique de Châteauneuf (même département), 400 francs;

3° Du legs de 2,000 francs, fait par la dame veuve *Laroque* à la fabrique de Marguerittes (Gard);

4° Du legs d'une pièce de terre, estimée 1,500 francs, fait par la dame veuve *Caster* au desservant et à la fabrique de Touille (Haute-Garonne);

5° Du legs de 2,000 francs, fait par la dame veuve *Reuilly* à l'église de Romorantin (Loir-et-Cher);

6° Du legs d'une rente de 70 francs, fait par la dame veuve *le Mazurier* à la fabrique de Vains (Manche);

7° Du legs de 1,200 francs, fait par le sieur *Challier* à la fabrique de Montigny (Manche);

8° Du legs de 500 francs, fait par le sieur *Parisot* à la fabrique de Chaudenay (Haute-Marne);

9° Du legs de 500 francs, fait par le sieur *Lacoste* à la fabrique de Brienne-sur-Meuse (Meuse). (Du 28 Mai 1852.)

N° 7102. — DÉCRETS DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signés par le ministre de l'instruction publique et des cultes) qui autorisent l'acceptation,

1° Du legs de 800 francs, fait par le sieur *Faucompré-Fourmantel* à la fabrique de Saint-Maurice, à Lille (Nord);

2° Du legs d'une pièce de terre, estimée 300 francs, fait par la dame veuve *Gambiez* à la fabrique de Vendin-le-Vieil (Pas-de-Calais);

3° Du legs de 1,200 francs, fait par la demoiselle *de Viers* à la fabrique de Luzillat (Puy-de-Dôme);

4° Des legs faits par le sieur *Gousset*, savoir : à la fabrique de Breurey-les-Faverney (Haute-Saône), 220 francs; à la fabrique de Morsnay (même départ-

temont), 150 francs; à la fabrique du Val-Saint-Éloi (même département), 240 francs;

5° Du legs d'une pièce de pré, estimée 1,800 francs, fait par le sieur *Moria* à la fabrique de Saint-Clémentin (Deux-Sèvres);

6° Des legs de trois sommes, ensemble 1,465 francs 70 centimes, faits par le sieur *Cordier* à la fabrique d'Avezé (Sarthe);

7° Du legs de 1,500 francs, fait par la demoiselle *Norak* à la communauté des sœurs de la Miséricorde, à Rouen (Seine-Inférieure);

8° Du legs d'une rente de 25 francs, fait par la demoiselle *Dogimont* à la fabrique de Sainte-Radegonde (Somme);

9° Du legs d'une rente de 20 francs, fait par la dame veuve *Peyre* à la fabrique de Visan (Auch). (Du 28 Mai 1852.)

N° 7103. — DÉCRETS DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signés par le ministre de l'instruction publique et des cultes) qui autorisent l'acceptation,

1° Du legs d'une rente de 20 francs, fait par le sieur *Arnaud* à la fabrique de Visan (Auch);

2° De la donation d'une rente de 94 francs, faite par le sieur *Lerebours* à la fabrique de Notre-Dame, à Orbec (Calvados);

3° De la donation d'une rente de 76 francs, fait par les sieurs *Rappert* et *Wesmer* à la fabrique de Brettnach (Moselle);

4° De la donation d'une rente de 20 francs, fait par la dame veuve *Chardebas* à la fabrique de Vionville (Moselle);

5° De la donation d'une rente de 40 francs, faite par le sieur *Gérolé* à la fabrique de Diffembach-les-Hellimer (Moselle);

6° De la donation d'une rente de 30 francs, faite par le sieur *Rodick* à la fabrique de Halstroff (Moselle);

7° De la donation de divers immeubles, estimés 1,800 francs, fait par le sieur *Fourcade* à la maison de retraite des prêtres âgés ou infirmes du diocèse de Tarbes (Hautes-Pyrénées);

8° De la donation de divers immeubles, estimés 10,000 francs, faite par M^r *Laurence*, évêque de Tarbes, à l'école secondaire de Saint-Pé (Hautes-Pyrénées);

9° De la donation d'une pièce de terre, estimée 500 francs, faite par la dame veuve *Granier* au desservant et à la fabrique de Pompignan (Tarn-et-Garonne). (Du 28 Mai 1852.)

N° 7104. — DÉCRETS DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signés par le ministre de l'instruction publique et des cultes) qui autorisent l'acceptation,

1° Du legs de 500 francs, fait par le sieur *Forest* à la fabrique de Charleville (Ardennes);

2° Du legs d'immeubles, estimés 3,100 francs, fait par la dame *Dieudonné* à la fabrique de Morigemoulin (Meuse);

3° Du legs d'une rente de 24 francs, fait par le sieur *Gaillbert* à la fabrique de Perigny-la-Forêt (Meurthe);

4° Du legs de 1,000 francs, fait par la dame veuve *Guvellier* à la fabrique et aux pauvres d'Esquermes (Nord);

5° Du legs de 400 francs, fait par le sieur *Lamont* à la fabrique et aux pauvres de Châtenois (Haut-Rhin);

6° Du legs d'une rente de 75 francs, fait par le sieur de *Burrier* à chacune des fabriques, 1° de Manom (Moselle); 2° de Sainte-Geneviève-des-Bois (Seine-et-Oise);

7° Des legs faits par le sieur *Panem*, savoir : à la fabrique d'Escontoux (Puy-de-Dôme), 800 francs, et aux pauvres, 300 francs;

8° Des legs faits par le sieur *Hartmann* : à la fabrique d'Ammerschwir (Haut-Rhin), 1,000 francs, et à l'hospice, une pareille somme de 1,000 fr. (Du 28 Mai 1852.)

N° 7105. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre de l'instruction publique et des cultes) qui,

1° Érige en chapelle de secours l'église de Saint-Georges, à Geniéecourt, section de la commune d'Ablaincourt, canton de Chaumes (Somme);

2° Autorise l'acceptation des legs faits par le sieur *Doffin*, savoir : à la fabrique d'Ablaincourt, une pièce de terre, estimée 650 francs; trois chapels, d'une valeur de 300 francs, et une rente de 6 francs; aux pauvres de cette commune, une rente de 50 francs. (Du 28 Mai 1852.)

N° 7106. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre de l'instruction publique et des cultes) qui érige en succursales les églises de,

- 1° Belfery, commune et canton de Miramont (Lot-et-Garonne);
 - 2° Saint-Avit, canton de Mont-de-Marsan (Landes);
 - 3° Corsoli, commune de Cambia, canton de Saint-Laurent (Corse);
 - 4° Les Escudies, commune d'Arfous, canton de Dourgne (Tarn);
 - 5° Fabas, commune et canton de Villefranche (Tarn);
 - 6° Tertry, canton de Ham (Somme);
 - 7° Venharts, canton de Saint-Amand-de-Boisé (Charente);
 - 8° Bourest-sur-Tanches, canton d'Auxi-le-Château (Pas-de-Calais);
 - 9° Monbardou, canton de Matroules (Gers);
 - 10° Labarthe, canton d'Auch (Gers);
 - 11° Vincelles, canton de Louthan (Saône-et-Loire);
 - 12° Labande-sur-Drôme, canton de Caumont (Calvados);
 - 13° Lagos, canton de Clarac (Basses-Pyrénées);
 - 14° La Neuville-Saint-Pierre, canton de Froissy (Oise);
 - 15° Douapierre-sur-Chalaronne, canton de Thoissey (Ain);
 - 16° Saint-Just, canton de Bourg (Ain);
 - 17° Villefrie, canton de Vesoul (Haute-Saône). (Du 1^{er} Juin 1852.)
-

N° 7107. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre de l'instruction publique et des cultes) qui érige en succursales les églises de;

- 1° Guillos, canton de Podensac (Gironde);
- 2° Pompéjac, canton de Préchac (Gironde);
- 3° Le Tuzan, canton de Saint-Symphorien (Gironde);
- 4° Lacs, canton de la Châtre (Indre);
- 5° Chissignies, canton du Queanoy (Nord);
- 6° Rieux-en-Val, canton de Lagrasse (Aude);
- 7° Bancé, canton de Voves (Eure-et-Loir);
- 8° Charnat, canton de Clermont (Puy-de-Dôme);
- 9° La Haie-Comtesse, commune de Sourdeval-les-Bois, canton de Gavray (Manche);
- 10° Chassegney, canton de Juvigny (Manche);
- 11° Saint-Hugues-des-Chartreux, commune de Saint-Pierre-des-Chartreux, canton de Saint-Laurent-du-Pont (Isère);
- 12° Pajay, canton de Côte-Saint-André (Isère);
- 13° Lavernoy, canton de Varennes (Haute-Marne);
- 14° Le Sablon, canton de Metz (Moselle);
- 15° Murgon, canton de Roujean (Hérault);
- 16° Neure, canton de Lurey (Allier);
- 17° Louroux-sur-Beune, canton de Montmarault (Allier). (Du 1^{er} Juin 1852.)

Errata. — Le n° 857 du Bulletin des lois (1^{re} série, partie supplémentaire, tome XXX, p. 126, n° 20,927) mentionne par erreur une ordonnance royale du 5 avril 1846 (contre-signée par le ministre de l'intérieur) comme ayant autorisé l'acceptation de la donation d'une rente de 450 francs trois pour cent faite à la commune de Château-Salins (Meurthe) par M. *Dafays*. Aux termes de cette ordonnance, la délibération par laquelle le conseil municipal de Château-Salins avait voté l'acceptation de la donation dont il s'agit, aux clauses et conditions exprimées dans l'acte du 9 août 1845, n'a pas été approuvée.



Certifié conforme :

Paris, le 25^e Septembre 1852,

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire
d'état au département de la Justice,*

ABBATUCCI.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la Justice.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

PARTIE SUPPLÉMENTAIRE.

N° 270.

N° 7108. — *Modifications aux Statuts du Sous-Comptoir des Chemins de fer.*

Du 10 Septembre 1852.

Par-devant M^e *Nicolas-Joseph-Désiré Esnè* et son collègue, notaires à Paris, soussignés,

Ont comparu :

M. *Ferdinand-Jean Mars Larivière*, demeurant à Paris, rue Saint-Hyacinthe-Saint-Honoré, n° 10,

Directeur du sous-comptoir de garantie près le comptoir national d'escompte de la ville de Paris et applicable à l'industrie des chemins de fer, ayant son siège social à Paris, rue Bergère, n° 14,

Nommé à cette fonction par arrêté de M. le ministre des finances, en date du 12 août dernier;

Et M. *Jean-François-Casimir de l'Espée*, administrateur de la compagnie du chemin de fer de Paris à Rouen, demeurant à Paris, rue de Londres, n° 30,

Délégué à l'effet des présentes par délibération du conseil d'administration du sous-comptoir, prise dans la séance du 6 septembre présent mois;

Un extrait du procès-verbal de cette délibération délivré sur timbre à trente-cinq centimes par M. *Larivière*, susnommé, est demeuré annexé à la minute des présentes, après avoir été des comparants certifié véritable, et que dessus mention du tout a été faite par les notaires soussignés;

Lesquels ont exposé et arrêté ce qui suit :

En exécution de l'article 25 des statuts du sous-comptoir ainsi conçu :

« Les modifications aux présents statuts dont l'expérience aura fait reconnaître la nécessité, devront être proposées par le conseil d'administration à l'assemblée générale, extraordinairement convoquée à cet effet, et délibérées par elle à la majorité des membres de l'assemblée et des trois quarts en nombre des actions représentées.

« Les modifications ne seront exécutoires qu'après avoir obtenu l'assentiment du comptoir national et l'approbation de M. le ministre des finances. »

N° Série.

20

~~Le directeur a convoqué extraordinairement l'assemblée générale des~~
actionnaires à la date du 10 août dernier, au siège du comptoir national, à Paris, rue Bergère, n° 14.

Cette assemblée générale a eu lieu en présence de :

M. Biesta, directeur du comptoir national;

M. Pinard, sous-directeur, *idem*;

M. Ogéau, administrateur délégué, *idem*.

Et par délibération de ce jour, 10 août dernier, elle a voté à l'unanimité diverses modifications aux statuts proposées par le conseil d'administration.

Avant de soumettre ces modifications à l'approbation du ministre des finances, et sur la demande de celui-ci, les comparants viennent les réaliser et consacrer par ces présentes.

Ce qui a eu lieu de la manière suivante :

Le paragraphe 1^{er} de l'article 2 est ainsi modifié :

« Le fonds social pourra être élevé jusqu'à quatre millions, représentés par quarante mille actions de cent francs chacune, au fur et à mesure de l'ac-
« cession des compagnies nouvelles ou de l'émission de nouveaux titres par
« les compagnies anciennes. »

Le paragraphe 1^{er} de l'article 4 est remplacé par cette nouvelle disposition :

« Les compagnies de chemins de fer contribueront à la formation du fonds
« social à raison de un franc au moins par mille francs du capital nominal de
« leurs actions et de leurs obligations émises. »

Les troisième et quatrième paragraphes de l'article 10 sont réécrits en ces termes :

« Lorsque les bénéfices s'élèveront par semestre, proportionnellement au
« capital réalisé, à un taux supérieur à celui qui est fixé par la Banque de
« France pour ses escomptes ordinaires, la moitié de l'excédant sera employée
« à former un fonds de réserve, et l'autre moitié sera distribuée aux action-
« naires. »

« Si le dividende d'un ou de plusieurs semestres n'atteignait pas la limite
« fixée d'après la Banque de France, ainsi qu'il est dit ci-dessus, la somme
« nécessaire pour le porter à ce taux serait prélevée sur le fonds de réserve. »

Un nouvel article est placé à la suite de l'article 18, et est ainsi conçu :

« Art. 19. Toutes les demandes de prêt sont soumises à un comité d'es-
« compte pris dans le sein du conseil d'administration. »

Par suite, les articles 19 et suivants des statuts deviendront les articles 20 et suivants.

Annexe :

MM. Lavière et de l'Espée ont à l'instant représenté aux notaires soussignés une copie du procès-verbal de la délibération du 10 août dernier, délibérée par M. Lavière, sur timbre à un franc vingt-cinq centimes.

Ladite copie, qui sera enregistrée avec la minute des présentes, est de-
montrée à ladite minute, après avoir été des comparants certifiée vé-
ritable, signée, et que dessus mention du tout a été faite par les notaires sou-
signés.

Élection de domicile.

Pour la rédaction des présentes, les parties étaient doublement en siège au sous-comptoir.

Dont acte :

Fait et passé à Paris, au siège du sous-comptoir des chemins de fer,

L'an 1852, le 10 septembre.

Et après lecture, MM. Larivière et de l'Espée ont signé avec les notaires.

Ensuite est écrit :

« Enregistré à Paris, huitième bureau, le 11 septembre 1852, folio 12 recto, cases 1, 2 et 3; gratis. Signé Maillot. »

N° 7109. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre de l'instruction publique et des cultes) qui érige en succursales les églises de,

- 1° Angomont, canton de Baccarat (Meurthe);
- 2° Feins, canton de Briare (Loiret);
- 3° Allainville, canton d'Outharville (Loiret);
- 4° Sagelot, canton de Belvès (Dordogne);
- 5° Saint-Cirq, canton du Bagne (Dordogne);
- 6° Pouéch, commune de Moulis, canton de Saint-Girons (Ariège);
- 7° Beleta, canton de Latour (Pyrénées-Orientales);
- 8° Varennes, canton de Mirebeau (Vienne);
- 9° Prifçay, commune d'Availles, canton de Vouneuil-sur-Vienne (Vienne);
- 10° Montey-Saint-Pierre, canton de Charleville (Ardennes);
- 11° Courcelles, canton de Saint-Jean-d'Angely (Charente-Inférieure);
- 12° Saint-Pierre-du-Palais, canton de Montguyon (Charente-Inférieure);
- 13° Gesterie, commune de Broquès, canton de Saint-Rome-de-Tarn (Aveyron);
- 14° Tréguenestre, commune de Meslin, canton de Lamballe (Côtes-du-Nord);
- 15° Salpêtray, canton de Salins (Jura);
- 16° Molambos, canton d'Arbois (Jura);
- 17° Saint-Pierre-mont, canton de Rambervillers (Vosges);
- 18° Mététable, canton de Longuy (Orne);
- 19° Mesnil-le-Vicomte (Orne). (Du 1^{er} Juin 1852.)

N° 7270. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre de l'instruction publique et des cultes) qui érige en succursales les églises de,

- 1° Brumetz, canton de Neuilly-Saint-Front (Aisne);
- 2° Neudorf, banlieue de Strasbourg (Bas-Rhin);
- 3° Hohwald, canton de Barr (Bas-Rhin);
- 4° Bollwiller, canton de Soultz (Haut-Rhin);
- 5° Sombrun, canton de Maubourguet (Hautes-Pyrénées);
- 6° Peyrissas, canton d'Aurignac (Haute-Garonne);
- 7° Chavannes, canton de Saint-Donat (Drôme);

- 8° La Vraie-Croix, commune de Salinas, canton d'Elvren (Morbihan);
 9° Géry, canton de Vavincourt (Meuse);
 10° Brouy, canton de Milly (Seine-et-Oise). (Du 1^{er} Juin 1852.)
-

N° 7111. — DÉCRETS DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signés par le ministre de l'instruction publique et des cultes) qui autorisent l'acceptation,

1° Du legs d'une pièce de terre, estimée 3,000 francs, fait par les sieur et dame *Madeline* à la fabrique de Villers-Bocage (Calvados);

2° De legs faits par le sieur *Danglade*, savoir : 3,000 francs à la fabrique de Saint-Orens, à Auch (Gers); 600 francs aux pauvres de cette ville; à la maison de la Miséricorde, à Auch, une rente de 60 francs;

3° De legs faits au desservant, à la fabrique et aux pauvres de Saint-Flozier (Indre-et-Loire), savoir : par le sieur *Galland*, une somme de 7,000 francs; par la dame veuve *Galland*, celle de 500 francs;

4° Du legs d'une rente de 25 francs, fait par le sieur *Allain* à l'église de Sartilly (Mauche);

5° De legs faits par la demoiselle *de Flottin de Lafontaine*, savoir : à la fabrique de Saint-Vincent, au Lude (Sarthe), 2,000 francs; une autre somme de 375 francs et une rente de 15 francs, pour services religieux; aux pauvres du Lude, 2,000 francs;

6° De la donation d'une ferme, évaluée à 3,559 francs 25 centimes, faite par le sieur *Tirard* à la communauté des sœurs de Saint-Louis, à Vire (Calvados). (Du 7 Juin 1852.)

N° 7112. — DÉCRETS DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signés par le ministre de l'instruction publique et des cultes) qui autorisent l'acceptation,

1° Du legs d'une pièce de terre, estimée 1,800 francs, fait par la dame veuve *Baillet* à la fabrique de Douvres (Calvados);

2° Du legs de divers immeubles, estimés 3,500 francs, et de valeurs mobilières, s'élevant à 135 francs, fait par la dame *Lagneau* à la fabrique des Pillés (Drôme);

3° De legs faits par la demoiselle *le Gris de Lanrinou*, savoir : à la fabrique de Saint-Paul-de-Léon (Finistère), une propriété, estimée 5,280 francs; au séminaire de Quimper (même département), une rente de 10 francs; à la fabrique de Saint-Houardon (même département), une rente de 30 francs; à l'hospice de Landerneau (même département), une rente de 30 francs; aux pauvres de Saint-Paul-de-Léon, une rente de 35 francs;

4° De legs faits par la dame veuve *Pujo*, savoir : au curé de Nogaro (Gers), 1,000 francs; 8,000 francs à la fabrique de Nogaro; 1,000 francs aux pauvres de cette paroisse; 5,000 francs aux frères des Écoles chrétiennes établies dans cette commune;

5° Du legs de 1,000 francs, fait par la dame *Beugnot* à la fabrique de Colombier (Haute-Saône). (Du 7 Juin 1852.)

N° 7113. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre de l'instruction publique et des cultes) qui,

1° Érige en chapelle de secours la chapelle de Carmesse, commune de Neulliac, canton de Cléguéric, arrondissement de Pontivy (Morbihan);

2° Autorise l'acceptation de la donation faite par la dame *Jeanne Lebigo*t, veuve du sieur *Jérôme le Dily*, et par les sieurs *Pierre* et *Yves le Dily*, à la fabrique de Neulliac, et consistant en une pièce de terre, estimée 240 francs. (Du 7 Juin 1852.)

N° 7114. — DÉCRETS DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signés par le ministre de l'instruction publique et des cultes) qui autorisent l'acceptation,

1° De legs faits par le sieur *Taverdon*, savoir : au desservant de Bouvante-le-Bas (Drôme), une somme de 1,700 francs; aux pauvres, 179 francs;

2° De legs faits par la demoiselle *Salmon*, savoir : à la fabrique de Villeclloye (Meuse), une somme de 600 francs, et à la commune, un jardin ou une rente de 10 francs;

3° Du legs de 300 francs, fait par la dame veuve *Doguet* à la fabrique de Nébou (Manche);

4° De legs faits par le sieur *Druet*, savoir : à la fabrique de Bernes (Somme), une rente de 250 francs, et aux pauvres, une pareille rente de 250 francs;

5° De legs faits par le sieur *Desmons*, savoir : à la fabrique de Péronne-en-Melautois (Nord), une pièce de pré, estimée 600 fr., et une somme de 75 fr.; à la fabrique de Lesquin (même département), une somme de 375 francs;

6° Du legs de 6,000 fr., fait par la dame veuve *Villain* à la fabrique et aux pauvres de la paroisse de Saint-Pierre, à Beauvais (Oise). (Du 17 Juin 1852.)

N° 7115. — DÉCRETS DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signés par le ministre de l'instruction publique et des cultes) qui autorisent l'acceptation,

1° Des legs faits par le sieur *Kesboker*, savoir : à la fabrique de Sainte-Marie aux-Mines (Haut-Rhin), des biens meubles et immeubles, estimés 4,523 francs, et une somme de 250 francs; aux pauvres, le bénéfice éventuel des legs faits à ladite fabrique;

2° De legs faits par le sieur *Deshommets de Martainville*, savoir : au séminaire de Rouen (Seine-Inférieure), 3,000 francs; à chacune des fabriques de Notre-Dame de Gravenchon, de Mauquenchy, de Norville, de Rogerville, de Saint-Maurice-d'Etclan, de Saint-Martin-aux-Baux, de Saussetot-le-Mauconduit, de Vinne-merville et de Veulette (même département), une somme de 150 francs;

3° De la donation d'une rente de 600 francs, faite à la fabrique de Saussetot-le-Mauconduit et aux desservants de Saint-Martin-aux-Baux et de Vinne-merville, conjointement, par la dame veuve *Deshommets de Martainville* et son fils;

4° Du legs d'une rente de 150 francs, fait par le sieur *Biville* à la fabrique de Reyville (Seine-Inférieure), et de la donation faite à la même fabrique par la dame veuve *Biville*, d'une somme de 300 francs. (Du 17 Juin 1852.)

N° 7116. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre de l'instruction publique et des cultes) qui,

1° Autorise l'acceptation de la donation faite à la fabrique de Bouyon (Var) par les sieurs Girardy, et consistant en une chapelle dite de Saint-Roch, estimée 684 francs;

2° Brige en chapelle de secours la chapelle de Saint-Roch, commune de Bouyon, canton de Coursegoules, arrondissement de Grasse (Var). (Du 17 Juin 1852.)

N° 7117. — DÉCRETS DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signés par le ministre de l'instruction publique et des cultes) qui autorisent l'acceptation,

1° De legs faits par le sieur Viand, savoir : à la fabrique de Saint-Philbert, à Noirmoutier (Vendée), et à cette commune, conjointement, une maison et dépendances, estimées 5,000 francs, et diverses pièces de terre, évaluées à 2,000 francs; à la fabrique de l'Épine, commune de Noirmoutier, une pièce de terre, estimée 4,800 francs; à la fabrique de Barbâtre, même commune, plusieurs pièces de terre, estimées 2,400 francs; à la fabrique de la Guéri, nière, même commune, plusieurs parcelles de terre et marais, évalués à 2,100 francs; à la salle d'asile de Noirmoutier, des marais et terres d'une valeur de 3,200 francs; à l'hospice de cette ville, plusieurs immeubles, estimés 4,920 francs; aux pauvres de Noirmoutier, huit pièces de terre, d'une valeur de 2,450 francs;

2° De legs faits par la dame veuve Grillon de Cré, savoir : à la fabrique de Saint-André, à Châteauroux (Indre), 600 francs; à chacune des fabriques de Saint-Christophe et de Notre-Dame de la même ville, et d'Heugues (même département), une somme de 100 francs;

3° Du legs d'une pièce de pré, estimée 215 francs, fait à la fabrique, au desservant et aux pauvres de Hombourg-le-Haut (Moselle) par la dame Hermet. (Du 17 Juin 1852.)

N° 7118. — DÉCRETS DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signés par le ministre de l'instruction publique et des cultes) qui autorisent l'acceptation,

1° De la donation faite au séminaire de Tarbes (Hautes-Pyrénées) par M. Faymonis et M. Laurens, évêque de Tarbes, et consistant dans les portions appartenantes aux donateurs dans la propriété indivise d'une maison et de divers bâtimens, chaque portion évaluée à 4,500 francs;

2° Du legs de 500 francs, fait par la dame veuve Bugeant-Jeanet à la fabrique de la Madeleine, à Paris (Seine), et à la caisse des retraites pour les pères et mères âgés et infirmes de ce diocèse;

3° Du legs faite par la demoiselle Berier, savoir : au séminaire d'Albi (Tarn), 400 francs; à la fabrique de Saint-Salvi, à Albi, 1,000 francs; à l'hospice de cette ville; 1,200 francs;

4° Du legs, jusqu'à concurrence de moitié seulement, de diverses pièces de terre et pré, estimées ensemble 12,470 francs, fait par M. Houtet à la fabrique de Rupt (Vogues). (Du 17 Juin 1852.)

N° 7109. — DÉCRETS DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signés par le ministre de l'instruction publique et des cultes) qui autorisent l'acceptation;

1° De la donation d'une rente de 25 francs, faite par la dame *Boissid* à la fabrique de *Vic* (Cantal);

2° De la donation d'une somme de 1,000 francs, faite par le sieur *Thibord-Duchalard* à la fabrique du Château, à *Felletin* (Creuse);

3° De la donation d'une somme de 4,000 francs, faite par la dame veuve *Chomo* à la fabrique de *Saint-Ithier*, à *Sully-sur-Loire* (Loiret);

4° De la donation de 460 francs et d'une rente de 100 francs, faite par la dame veuve *Héry* à la fabrique de *Cormeçon* (Loir-et-Cher);

5° De la donation de 1,000 francs, faite par la demoiselle *Pillas* à la fabrique de *Montrevault* (Maine-et-Loire);

6° De la donation de 1,500 francs, faite par la dame veuve *Grillet* à la fabrique de *Milly* (Meuse);

7° De la donation d'une pièce de terre, évaluée 600 francs, faite par la dame veuve *Fortin* à la fabrique de la *Chapelle-Moche* (Orne). (Du 21 Juin 1852.)

N° 7120. — DÉCRETS DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signés par le ministre de l'instruction publique et des cultes) qui autorisent l'acceptation,

1° De la donation d'une somme de 600 francs, faite par le sieur *Boidin* à la fabrique de *Sainte-Marie-Kerque* (Pas-de-Calais);

2° De la donation d'une rente de 33 francs, faite par la demoiselle *Janet* à la fabrique de *Saint-Étienne-du-Mont*, à *Paris* (Seine);

3° De legs faits par le sieur *Antretre*, savoir : à la fabrique de *Bras-sur-Meuse* (Mayenne), 1,000 francs; à chacune des fabriques de *Beurg* (Maine-et-Loire), de *Rannée*, de *Drouges* et de *Chelun* (Ille-et-Vilaine), 500 francs; à ladite commune de *Rannée*, une somme de 3,000 francs. (Du 21 Juin 1852.)

N° 7121. — DÉCRETS DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signés par le ministre de l'instruction publique et des cultes) qui autorisent l'acceptation,

1° De la donation de 300 francs, faite par la demoiselle *Thas* à la fabrique de *Beaumont* (Loiret);

2° De la donation de 1,000 francs, faite par la dame veuve *Mastier* à la fabrique de *Vernou* (Indre-et-Loire);

3° De la donation d'une pièce de terre, estimée 800 francs, faite par les sieur et dame *Halgert* à la fabrique de *Basse-Rentgen* (Moselle);

4° De la donation de 3,000 francs, faite par la demoiselle *Denys* à la fabrique de *Saint-Michel*, à *Saint-Mihiel* (Meuse);

5° De la donation d'une maison et dépendances, estimées 2,000 francs, faite par le sieur *Cauffard* à l'école secondaire du diocèse de *Rouen* (Seine-Inférieure);

6° De legs faits par le sieur *Régis*, savoir : au séminaire de *Cahors* (Lot), une rente de 15 francs; à la fabrique de *Saint-Michel-de-Vers*, commune de

Comme (même département), deux rentes de 75 francs et une somme de 300 francs. (Du 30 Juin 1852.)

N° 7122. — DÉCRETS DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signés par le ministre de l'instruction publique et des cultes) qui autorisent l'acceptation,

1° De la donation d'une somme de 1,600 francs, faite par les sieur et dame *Bouleré* à la fabrique de Magny-Saint-Médard (Côte-d'Or);

2° De la donation de plusieurs immeubles, estimés 2,500 francs, faite à l'évêché de Grenoble (Isère) par M^r *Philibert de Brüllard*, évêque de ce diocèse;

3° De donations faites par les sieur et dame *Huvé*, savoir : à la fabrique de Fontenay-Mauvoisin (Seine-et-Oise), une pièce de terre, estimée 517 francs; à la fabrique de Boissy-Mauvoisin (même département), deux pièces de terre, évaluées à 519 francs 13 centimes;

4° Du legs de 400 francs, fait par la dame *Boissia* à la fabrique de Gros-pierres (Ardèche);

5° Du legs de 5,000 francs, fait par le sieur *Mercier* à la fabrique de Loyettes (Ain);

6° De legs faits par le sieur *Nézin*, savoir : à la fabrique de Plestan (Côtes-du-Nord), 500 francs, et des objets mobiliers, estimés 55 francs 60 centimes; à la fabrique de Ploufragan (même département), 500 francs, et des objets mobiliers, d'une valeur de 57 francs. (Du 30 Juin 1852.)

N° 7123. — DÉCRETS DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signés par le ministre de l'instruction publique et des cultes) qui autorisent l'acceptation,

1° De legs faits par le sieur *Peraldi*, savoir : à la fabrique de Saint-Euphrase, à Ajaccio (Corse), une somme de 600 francs; à la fabrique de Caure (même département), une somme de 400 francs;

2° Du legs d'une maison, estimée 11,200 francs, fait par le sieur *Lavey* à la fabrique de Saint-Éloi, à Bordeaux (Gironde);

3° De legs faits par le sieur *de Cè-Caupenne*, savoir : à la fabrique de Saint-Sever (Landes), une somme de 10,000 francs; à chacune des fabriques de Doazit et de Caupenne (même département), une somme de 500 francs. (Du 30 Juin 1852.)

N° 7124. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre de l'instruction publique et des cultes) qui,

1° Érige en oratoire particulier la chapelle de Brignon, commune de Saint-Macaire, canton de Montreuil-Bellay (Maine-et-Loire);

2° Autorise l'acceptation du legs d'une rente de 30 francs, fait par la dame veuve *Cator* au desservant et à la fabrique de Saint-Macaire. (Du 30 Juin 1852.)

N° 7115. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre de l'instruction publique et des cultes) qui autorisent l'acceptation,

1° De legs faits par la dame *Favreau*, savoir : à la fabrique de Lannoy (Nord), une garniture de diamants, évaluée 2,660 francs; au curé de cette paroisse, une somme de 2,000 francs;

2° Du legs de la moitié indivise, estimée 500 francs, d'une pièce de terre, fait par la dame *Caron* à la fabrique de Pierregot (Somme);

3° Du legs de 1,000 francs, fait par la dame veuve *Noury* au séminaire de Nantes (Loire-Inférieure);

4° De legs faits par le sieur *de Fanget*, savoir : au séminaire de Bayonne (Basses-Pyrénées), une somme de 200 francs; à la fabrique de Thèze (même département), une rente de 30 francs et divers objets mobiliers d'une valeur de 150 francs;

5° De la donation d'une rente de 52 francs, faite par le sieur et la dame *Delaunoy* à la fabrique de Villers-Bréteneux (Somme). (Du 30 Juin 1852.)

N° 7116. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre de l'instruction publique et des cultes) qui autorisent l'acceptation,

1° De la donation d'une somme de 700 francs et d'une rente de 15 francs, faite par le sieur et la dame *de Truchis* à la fabrique de Saint-Loup-d'Ordon (Yonne);

2° Du legs fait par le sieur *Moyon* à la fabrique de Montoir (Loire-Inférieure), jusqu'à concurrence de moitié seulement; ledit legs consistant dans le produit de la vente de tous les biens immeubles du testateur, estimés 2,868 francs 53 centimes. (Du 30 Juin 1852.)

N° 7117. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre de l'instruction publique et des cultes) qui érige en succursale l'église de la commune de Saint-Thomas, canton de Saint-Jean-en-Rey, arrondissement de Valence (Drôme). (Du 1^{er} Juillet 1852.)

N° 7118. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre de l'instruction publique et des cultes) qui érige en succursales les églises de communes ci-après désignées :

1° La Celle-sous-Gouzon, canton de Jarnage (Creuse);

2° Lassar, canton de Cebannes (Ariège). (Du 8 Juillet 1852.)

N° 7119. — DÉCRETS DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signés par le ministre de l'instruction publique et des cultes) qui autorisent l'acceptation,

1° De la donation d'une maison, estimée 20,400 francs, et de meubles et

objets mobiliers, évalués 2,920 francs, fait par la dame *Angeline* à la confrérie des *œuvres de Saint-Esprit*, au *Château (Ardèche)* ;

2° Du legs de 500 francs, fait par le sieur *David* à la fabrique de *Saint-Étienne*, à *Chinon (Indre-et-Loire)* ;

3° Du legs de 800 francs, fait par la dame veuve *Grère* à la fabrique de *Boé* (*Lot-et-Garonne*) ;

4° Du legs de trois rentes, s'élevant à 143 francs, et d'une somme de 600 francs, fait par la dame veuve *Piquet* à la fabrique de *Notre-Dame-de-Cenilly (Manche)* ;

5° Du legs d'une rente de 80 francs, fait par la dame veuve *Cacquerel* à la fabrique de *Trelly (Manche)* ;

6° Du legs d'immeubles, estimés 5,380 francs, fait par la demoiselle *Brian* au séminaire de *Metz (Moselle)*, (Du 8 Juillet 1852.)

N° 7130. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre de l'instruction publique et des cultes) qui autorisent l'acceptation,

1° Du legs de 500 francs, fait par le sieur *Louvet* à la fabrique de *Saint-Martin*, à *Dommartin-le-Saint-Père (Haute-Marne)* ;

2° Du legs de 400 francs, fait par le sieur *Madinier* à la fabrique de *Saint-Louis*, commune de *Fontaine-sur-Saône (Rhône)* ;

3° Du legs d'une pièce de terre, estimée 900 francs, fait par le sieur *Sellier* à la fabrique de *Hocquincourt (Somme)* ;

4° Des legs faits à la fabrique d'*Escarbotin-Belloy (Somme)* par les sieurs *Mahieu*, et consistant en diverses parcelles de terre, estimées ensemble 512 francs ;

5° Du legs de 2,000 francs, fait par la demoiselle *Cazé* à la fabrique de *Sarcel (Somme)* ;

6° Du legs de 500 francs, fait par le sieur *Coindard* à la fabrique de *Crèches (Saône-et-Loire)*. (Du 8 Juillet 1852.)

N° 7131. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre de l'instruction publique et des cultes) qui,

1° Érige en chapelles de secours l'église de *Miégo-Coste*, commune et canton d'*Aspet*, arrondissement de *Saint-Gaudens (Haute-Garonne)* ; l'église du *Château*, commune de *Saleich*, canton de *Salles*, arrondissement de *Saint-Gaudens* (même département), et l'église de *Saint-Maur*, commune de *Prat*, canton de *Saint-Loxier (Ariège)* ;

2° Autorise l'acceptation de legs faits par le sieur *Dupont*, ancien à la fabrique d'*Aspet* et à la chapelle de *Miégo-Coste*, deux sommes de 400 francs chacune ; à la fabrique de *Saleich* et à la chapelle du *Château*, deux sommes de 400 francs chacune ; à la fabrique de *Prat* et à la chapelle de *Saint-Maur*, également deux sommes de 400 francs chacune. (Du 8 Juillet 1852.)

N° 7132. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre de l'instruction publique et des cultes) qui,

1° Église chapelle de secours l'église de Retz, cotes et arrondissements de Lombez (Gers);

2° Autorise l'acceptation du legs d'une rente de 50 francs, fait par le sieur Vayssé à ladite chapelle. (Du 10^e Juillet 1852.)

N° 7133. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre de l'instruction publique et des cultes) qui autorisent l'acceptation,

1° De legs faits par le sieur Faaré, savoir : à la fabrique de Notre-Dame-du-Camp, à Pamiers (Ariège), une rente de 900 francs et une somme de 3,000 francs; à la fabrique de Carlat (même département), une somme de 2,000 francs; à la communauté des religieuses de Notre-Dame, à Pamiers, une somme de 6,000 francs; aux frères des Écoles chrétiennes de la même ville, une somme de 1,000 francs;

2° Du legs de 7,300 francs, fait par la dame veuve Yver à la fabrique de Saint-Ambroise, à Paris (Seine);

3° De la donation de deux rentes de 50 francs chacune, faite par la demoiselle Cariot à la fabrique de Vesly (Manche);

4° De la donation d'une rente de 55 francs, faite par la dame veuve Gilly-Lepant à la fabrique de Lacombe (Manche);

5° De la donation d'une rente de 43 francs 85 centimes, faite par les dames Maincent et Folliot, nées Mauduit, et par les sieurs Mauduit, à la fabrique de Saint-Jean-de-Dage (Manche);

6° De la donation d'une pièce de terre, estimée 1,200 francs, faite par le sieur de Gathéac à la fabrique de Landujan (Ile-et-Vilaine). (Du 10^e Juillet 1852.)

N° 7134. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre de l'instruction publique et des cultes) qui autorisent l'acceptation,

1° De legs faits par la demoiselle Parlebec, savoir : à la fabrique du Faou (Finistère), le tiers, évalué à 10,755 francs 58 centimes, du produit de la vente des meubles et immeubles appartenant à la testatrice dans la commune du Faou; la même somme, à l'hospice du Faou, et aux pauvres, celle de 100 francs;

2° Du legs d'une pièce de pré, estimée 6,500 francs, fait par le sieur Charton à la fabrique d'Anthien (Nièvre). (Du 13^e Juillet 1852.)

N° 7135. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre de l'instruction publique et des cultes) portant,

1° Que le supérieur général des frères de Saint-Yen, dits des Écoles chrétiennes, est autorisé à accepter, au nom de son institut, le legs d'une somme de 200 francs, qui a été fait à l'école dirigée par des frères de cette société à Harbenna (Angle), par le sieur Firmia, suivant codicille du 5 juillet 1851,

2° Que ladite somme sera placée en rentes sur l'État. (Du 24^e Juillet 1852.)

N° 7136. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre de l'instruction publique et des cultes) qui érigent,

1° En chapelle de secours, l'église de Saint-André-du-Gara, canton et arrondissement de la Réole (Gironde);

2° En chapelle de secours, l'église de Lavigneville, canton de Vigneulles, arrondissement de Commercy (Meuse);

3° En succursale, l'église de Confort, section de la commune de Lancrans, arrondissement de Gex (Ain). (Du 27 Juillet 1852.)

N° 7137. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre de l'instruction publique et des cultes) qui autorisent l'acceptation,

1° Du legs d'une rente de 200 francs, fait par le sieur *Pierret* à la fabrique de Saint-Sulpice, à Paris (Seine);

2° De la donation d'une rente de 22 francs 50 centimes, faite par la dame veuve *Huard* à la fabrique de Foulgogne (Calvados);

3° De la donation d'une rente de 30 francs, faite par les époux *le Bescond* à la fabrique de Brélèvenoz (Côtes-du-Nord);

4° De la donation d'une pièce de terre, estimée 900 francs, faite par la dame veuve *le Bonniac* à la fabrique de Pluzunet (Côtes-du-Nord);

5° De la donation, consistant dans les vingt et un vingt-quatrièmes de deux parcelles de terre, estimées 300 francs, faite par la famille *Delarivière* à la fabrique d'Havernas (Somme);

6° De la donation d'une rente de 24 francs, faite par la dame veuve *Pichénot* à la fabrique de Nuits-sur-Armançon (Yonne). (Du 28 Juillet 1852.)

N° 7138. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre de l'instruction publique et des cultes) qui autorisent l'acceptation,

1° Du legs d'une somme de 6,000 francs, fait par la dame veuve *de Légié* à la fabrique de Jussey (Haute-Saône);

2° Des donations, 1° d'une maison et d'autres immeubles, estimés 2,486 fr.;

2° d'une pièce de terre, d'une valeur de 858 francs, faites par le sieur *Renault* à la communauté des sœurs de la Providence établie à Saint-Denis-le-Ferment (Eure), et de la donation d'une rente de 6 francs, faite par le même donateur à la fabrique de Saint-Denis-le-Ferment;

3° Du legs de 1,000 francs, fait par le sieur *de Cès-Caupenne* au séminaire d'Aire (Landes);

4° De legs faits par la demoiselle *Conchon*, savoir : à la fabrique de Volvic (Puy-de-Dôme), 5,300 francs; aux pauvres, 2,000 francs;

5° Du legs de 2,000 francs, fait par le sieur *Delhil* à la fabrique de Saint-Hubert, commune de Durfort (Tarn-et-Garonne). (Du 28 Juillet 1852.)

N° 7139. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre de l'instruction publique et des cultes) qui autorise l'acceptation de legs faits par la demoiselle *Céleste Richion d'Adiac*, savoir : au

séminaire du Puy (Haute-Loire), 1,000 francs; à la fabrique de Notre-Dame, au Puy, deux sommes, montant ensemble à 900 francs, et une écharpe en cachemire; à l'établissement des sœurs de Saint-Vincent-de-Paul, au Puy, 1° 3,000 francs; 2° des objets mobiliers, évalués à 128 francs; à la congrégation des demoiselles de l'Instruction, au Puy, 2,000 francs; à la communauté de la Mère-Agnès, une rente de 150 francs; à la fabrique de Beaulieu (Haute-Loire) et au desservant, divers objets mobiliers, évalués à 150 fr.; au même desservant, 5,000 francs; à ladite fabrique et à la commune de Beaulieu, une rente de 200 francs; au desservant et à la fabrique de Saint-Laurent (Haute-Loire), 600 francs; à la fabrique de la Vierge-sur-Loire (même département), 100 francs; au desservant de Rosières (même département), 100 francs; aux hospices du Puy, 2,000 francs; aux pauvres de cette ville, 1° 200 francs; 2° du hâg, évalué à 150 francs; aux pauvres de Beaulieu, du hâg, évalué à 100 francs, et cinquante mesures de grain, estimées 100 francs; à la commune de Beaulieu, 150 francs, une rente de 25 francs et divers objets mobiliers, et un demi-cent de fagots (ces derniers objets sans évaluation). (Du 28 Juillet 1852.)

N° 7140. — DÉCRETS DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signés par le ministre de l'instruction publique et des cultes) qui autorisent l'acceptation,

1° De la donation d'une somme de 600 francs, faite par la dame veuve *Laden* et par les sieur et dame *Bladier* à la fabrique de Saint-Cirques-de-Malbert (Cantal);

2° Du legs d'une rente de 18 francs, pendant trente ans, fait par le sieur *Pardiac* à la fabrique de Saucats (Gironde);

3° De legs faits par le sieur *Cathala*, savoir : à la fabrique de la Livinière (Hérault), 500 francs; à la fabrique de Saint-Vincent (même département), 400 francs; à la fabrique de Parquignan, commune d'Aigues-Vives (même département), 500 francs;

4° De legs faits par la demoiselle *Lousseur de la Thieuley*, savoir : au séminaire de Paris, la rente d'un capital de 1,891 francs 84 centimes; au chapitre de Notre-Dame et à la caisse de retraite pour les prêtres âgés et infirmes, à Paris, la rente d'un capital de 1,264 francs 70 centimes. (Du 1^{er} Août 1852.)

N° 7141. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre de l'instruction publique et des cultes) qui,

1° Érige en chapelle de secours, l'église d'Herlincourt, canton et arrondissement de Saint-Pol (Pas-de-Calais);

2° Autorise l'acceptation de libéralités faites à la fabrique de Hautecloque (même département), dont dépend la chapelle d'Herlincourt, savoir : 1° par le sieur *Cauet*, le legs de deux pièces de terre et de la moitié d'une propriété, le tout estimé 2,675 fr.; 2° par la dame veuve *Cauet*, la donation de l'autre moitié de la propriété précitée, et d'une valeur de 1,200 francs. (Du 14 Août 1852.)

N° 7142. — *Décrets du Prince-Président de la République* (contre-signés par le ministre de l'instruction publique et des cultes) qui autorisent l'acceptation,

1° Du legs de 1,000 francs, fait à la fabrique de Veyre-Jabuton (Puy-de-Dôme) par le sieur *Turin-Gendré*, et de la rente d'une somme de 1 franc 50 centimes, payable par le bureau de Montcaumon de cette commune;

2° Du legs de 1,000 francs, fait par le sieur *Meiret* à la fabrique de Bouilly-en-Montagne (Côte-d'Or);

3° De la donation de divers immeubles, estimés 1,100 francs, faite par le sieur *Vialon* à la fabrique des Halles-le-Fenay (Rhône);

4° De legs faits par le sieur *Meunier*, savoir : au curé de Montfaucon (Haute-Loire), une somme de 1,000 francs, et à la fabrique, deux sommes, montant ensemble à 1,200 francs; à la fabrique de Ransources (même département), une somme de 200 francs;

5° De legs de 100,000 francs, fait par la dame veuve de *Blaz*, née *Daval* de Curzay, à l'évêque et aux titulaires vicariats de l'archêché de Poitiers (Vienne). (Du 14 Août 1852.)

N° 7143. — *Décrets du Prince-Président de la République* (contre-signés par le ministre de l'instruction publique et des cultes) qui autorisent l'acceptation,

1° Du legs d'une rente de 35 francs, fait par la dame veuve *Léto* à la fabrique de Brouvelieures (Vosges);

2° De la donation de 500 francs, faite par la demoiselle *Gaudelot* à la fabrique de Sainte-Bénigne, à Dijon (Côte-d'Or);

3° De la donation d'une rente de 75 francs, faite par la dame veuve *Berezay* à la fabrique de Brelevonnes (Côte-du-Nord);

4° De la donation d'immeubles, estimés 2,400 francs, faite par le sieur *Delacoudre* à la fabrique de Saint-Servan (Ille-et-Vilaine);

5° De la donation d'une somme de 2,000 francs, faite par la dame veuve *Raguet-Lépine* au desservant et à la fabrique de Renay (Loir-et-Cher);

6° De la donation d'un jardin, estimé 1,275 francs, faite par la demoiselle *Delerette* à la communauté des Ursulines, à Blois (Loir-et-Cher). (Du 14 Août 1852.)

N° 7144. — *Décrets du Prince-Président de la République* (contre-signés par le ministre de l'instruction publique et des cultes) qui autorisent l'acceptation,

1° De la donation faite par la dame veuve *Rocher*, savoir : à la fabrique de Couffé (Loire-Inférieure), deux rentes, l'une de 285 francs et l'autre de 500 francs; au desservant, une rente de 300 francs;

2° De la donation d'une pièce de terre, estimée 240 francs, faite par la famille *Loyet* à la fabrique de la Paclais, commune de Vigneux (Loire-Inférieure);

3° De la donation de 1,000 francs, faite par la dame veuve *Camas* à la fabrique de Saint-Étienne, à Châlons (Marne);

4°. De la donation d'une rente de 60 francs, faite par le sieur Siebert à la fabrique de Saint-Epvre (Meurthe);

5°. De la donation de 1,000 francs, faite par la dame veuve Didier à la fabrique de Recourt (Meurthe);

6°. De la donation d'une rente de 60 francs, faite par le sieur Morin à la fabrique de Saint-Vaast-le-Haut (Meurthe). (Du 16 Août 1852.)

N° 7145. — DÉCRETS DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signés par le ministre de l'instruction publique et des cultes) qui autorisent l'acceptation,

1° De la donation d'un jardin, estimé 500 francs, faite par les époux Bach à la fabrique d'Elvange (Moselle);

2° De la donation de 7,500 francs, faite par le sieur de Riberoles à la fabrique de Saint-Gervais-les-Carmes, à Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme);

3° De la donation de 580 francs, faite par le sieur Bandone à la fabrique de Guérard (Seine-et-Marne);

4° De la donation d'une maison et dépendances, estimées 2,000 francs, faite par les époux d'Harcourt à la communauté des sœurs de l'instruction chrétienne établie à Charrette (Saône-et-Loire);

5° De la donation d'une rente de 10 francs, faite par la demoiselle de Formanoir à la fabrique d'Armeau (Yonne);

6° De donations faites à la fabrique et au curé de Pierrefontaine (Doubs), 1° par le sieur Gérardot, 1,000 francs; 2° par les époux Bessignes, 1,000 fr. (Du 16 Août 1852.)

N° 7146. — DÉCRETS DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signés par le ministre de l'instruction publique et des cultes) qui autorisent l'acceptation,

1° Du legs de 500 francs, fait par le sieur Lefebvre à l'école secondaire de Noyon (Oise);

2° De la donation de trois sommes, s'élevant à 1,000 francs, faite par les époux Frick et la demoiselle Frick à la fabrique de Bischwihr (Haut-Rhin);

3° De legs faits par le sieur Nimes-Chassanis, savoir : au séminaire d'Aix (Bouches-du-Rhône), une rente de 1,000 francs pendant vingt ans; au desservant et à la fabrique de Beaux (même département), une rente de 200 fr.; au desservant de Mouries (même département), une somme de 500 francs; au desservant de Paradou (même département), une somme pareille de 500 francs;

4° De la donation d'une rente de 200 francs, faite par le sieur Morel de Campenelle à la fabrique de Notre-Dame-de-la-Chapelle, à Abbeville (Somme). (Du 16 Août 1852.)

N° 7147. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre de l'instruction publique et des cultes) qui,

1° Érige en chapelle de secours, l'église de Coutures, canton de Saint-Nicolas-de-la-Croix (Tarn-et-Garonne);

2° Autorise l'acceptation de legs faite par le sieur Taché, savoir : à la fa-

brique de Gensac, au nom de la chapelle de secours de Coutures (même département), deux rentes, montant ensemble à 42 livres; à la fabrique de Garganvillar (même département), quatre rentes, s'élevant à 202 livres; à la fabrique de Fajolles (même département), une rente de 12 livres, et au desservant, une rente de 30 livres; à la fabrique de Saint-Seuvour, à Castelsarrasin (même département), trois rentes, montant à 142 livres; à la fabrique de Castelferrus (même département), deux rentes, montant à 112 livres; à la fabrique de Montaignat (Haute-Garonne), au nom de la chapelle de secours de Notre-Dame d'Alet, une rente de 50 livres. (Du 16 Août 1852.)

N° 7143. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce) qui autorise l'acceptation;

1° D'un legs universel, évalué 57,858 francs 79 centimes, fait à l'hospice de Blamont (Meurthe) par la demoiselle *Marie Comte*;

2° Des legs faits au curé de Blamont par la même testatrice, et consistant, 1° en une somme de 1,000 francs; 2° en une maison avec ses dépendances, situées à Blamont, et estimées 10,000 francs. (Du 17 Juin 1852.)

N° 7149. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce) qui autorise l'acceptation, 1° d'un legs universel, évalué 966 francs 65 centimes, fait aux pauvres de la commune de Blamont (Lot-et-Garonne) par la dame veuve *Bézy*; 2° des legs faits par la même testatrice et consistant, 1° pour le desservant, en une somme de 200 francs, et, 2° pour la fabrique, en une somme de 100 francs. (Du 17 Juin 1852.)



Certifié conforme :

Paris, le 29^e Septembre 1852.

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire
d'état au département de la Justice,*

ABBATUCCL.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la Justice.

IMPRIMERIE NATIONALE. — 29 Septembre 1852.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

PARTIE SUPPLÉMENTAIRE.

N° 271*.

N° 7150. — *DÉCRET portant autorisation de la Caisse d'épargne établie à Céret.*

Du 7 Août 1852.

LOUIS-NAPOLÉON, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce;

Vu la délibération du conseil municipal de Céret (Pyrénées-Orientales), en date du 24 juillet 1851;

Vu les lois des 5 juin 1835 et 31 mars 1837, 22 juin 1845, 30 juin 1851, et l'ordonnance du 28 juillet 1846 relatives aux caisses d'épargne;

La section des travaux publics, de l'agriculture et du commerce du Conseil d'état entendue,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La caisse d'épargne établie à Céret (Pyrénées-Orientales) est autorisée.

Sont approuvés les statuts de ladite caisse, tels qu'ils sont contenus dans la délibération du conseil municipal de Céret, en date du 24 juillet 1851, dont une expédition conforme restera déposée aux archives du ministère de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce.

2. La présente autorisation sera révoquée en cas de violation ou de non-exécution des statuts approuvés, sans préjudice des droits des tiers.

3. La caisse d'épargne de Céret sera tenue de remettre,

* Voyez un Errata à la fin de ce Numéro.

au commencement de chaque année, au ministère de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce, et au préfet du département des Pyrénées-Orientales, un extrait de son état de situation arrêté au 31 décembre précédent.

4. Le ministre de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Bulletin des lois, inséré au Moniteur et dans un journal d'annonces judiciaires du département des Pyrénées-Orientales.

Fait au palais des Tuileries, le 7 Août 1852.

Signé LOUIS-NAPOLÉON.

Par le Président :

Le Ministre de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce,

Signé F. DE PERSIGNY.

N° 7151. — DÉCRET qui accorde une Pension à un ancien Commissaire spécial de police.

Du 8 Septembre 1852.

LOUIS-NAPOLÉON, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre de la police générale;

Vu les lois des 22 août 1790 et 15 germinal an xi [5 avril 1803], sur les pensions civiles, et le décret réglementaire du 13 septembre 1806;

Vu la loi du 19 mai 1809 et l'arrêté consulaire du 15 floréal an xi [5 mai 1803];

Vu les titres produits par M. *Thouraud (François-Florent)*, ancien commissaire spécial de police, desquels il résulte qu'il est né à Fromental (Haute-Vienne) le 4 octobre 1791, et que, s'il ne compte que vingt-sept ans onze mois neuf jours de services militaires et civils, il établit, par certificats de médecins, qu'au jour de son remplacement il était atteint d'infirmités graves, contractées dans l'exercice et à l'occasion de ses fonctions, et qui l'auraient empêché de les continuer;

Vu l'acte de notoriété, constatant que sa position de fortune lui rend nécessaires les secours de l'État;

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 21 juin 1852, de laquelle il résulte que la liquidation de la pension proposée pour M. *Thouraud* est régulière, et qu'il est possible de l'imputer sur le

crédit permanent de trois millions affecté, par l'article 50 de la loi du 25 mars 1817, à l'inscription des pensions civiles;

La section des finances du Conseil d'état entendue,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est accordé à M. *Thouraud*, ancien commissaire spécial de police, à raison d'un traitement moyen de trois mille deux cent quatre-vingt-onze francs vingt-cinq centimes, dont il a joui pendant les quatre dernières années de son activité, une pension annuelle et viagère de cinq cent quarante-neuf francs.

2. Cette pension sera inscrite au trésor public, au nom de M. *Thouraud*, et lui sera payée à Paris, à partir du premier jour du semestre qui suivra cette inscription.

3. Les ministres de la police générale et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 8 Septembre 1852.

Signé LOUIS-NAPOLÉON.

Le Ministre de la police générale,

Signé DE MAUPAS.

N° 7152. — DÉCRET portant autorisation de la Société anonyme formée à Paris sous la dénomination de Compagnie du Chemin de fer de Dijon à Besançon.

Du 11 Septembre 1852.

LOUIS-NAPOLÉON, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce,

Vu les décrets, en date du 12 février 1852, qui ont autorisé le ministre des travaux publics à concéder directement le chemin de fer de Dijon à Besançon avec embranchements sur Gray, et approuvé la concession qui en a été accordée le même jour, aux clauses et conditions du cahier des charges qui est annexé au premier de ces décrets, à M. *Auguste Bouchot*, maître de forges, ancien député, membre du conseil général du Doubs et de la chambre de commerce de Besançon, agissant tant en son nom personnel que comme fondé de pouvoirs, en vertu d'un acte fait et passé, le 21 janvier 1852, en l'étude de M^{rs} *Braghon* et son collègue, notaires à Besançon; de M. *César Convers*, maire de la ville de Besançon, membre du conseil général

du Doubs; M. *Antoine-Léon Bretillo*, banquier, président de la chambre et du tribunal de commerce de Besançon; M. *Aaron Veil-Picard*, banquier; M. *Louis de Vaalchier*, propriétaire; M. *Pierre-Joseph Jacquard*, banquier; M. *Claude-Antoine-Joseph Outhenin-Chalandre*, manufacturier; M. *Pierre-Théodore-Alphonse Amet*, banquier; M. *Pierre-Thomas Deprez*, négociant; M. *Sébastien-Didier-Félix Mairot*, banquier; M. *Edouard-Henri-Thérèse Gérard*, banquier; M. *Joseph Zeltner*, négociant; M. *Jules-Antoine Renouard de Bussièrès*, conseiller à la cour d'appel de Besançon, membre du conseil général du Doubs; M. *Jacques-Philippe Papillon*, négociant; M. *Louis de Sainte-Agathe aîné*, ancien magistrat; M. *Louis-Hippolyte Robbe*, négociant; M. *Pierre-Fidèle Longchamp*, ancien avoué, demeurant tous à Besançon;

Vu les articles 29 à 37, 40 et 45 du Code de commerce;

Le Conseil d'état entendu,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. La société anonyme formée à Paris sous la dénomination de *Compagnie du Chemin de fer de Dijon à Besançon* est autorisée.

Sont approuvés les statuts de ladite société, tels qu'ils sont contenus dans les actes passés les 17 et 24 août 1852, devant M^e *Dufour* et son collègue, notaires à Paris, lesquels actes resteront annexés au présent décret.

2. La présente autorisation pourra être révoquée, en cas de violation ou de non-exécution des statuts approuvés, sans préjudice des droits des tiers.

3. La société sera tenue de remettre, tous les six mois, un extrait de son état de situation au ministère de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce, aux préfets des départements de la Côte-d'Or et du Doubs, au préfet de police, aux chambres de commerce de Dijon et de Besançon, et aux greffes des tribunaux de commerce des mêmes villes.

4. Le ministre de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Bulletin des lois, inséré au Moniteur et dans un journal d'annonces judiciaires des départements de la Seine, de la Côte-d'Or et du Doubs.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 11 Septembre 1852.

Signé LOUIS-NAPOLÉON.

Par le Prince-Président :

Le Ministre de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce,

Signé F. DE PERSIGNY.

Statuts de la Compagnie du Chemin de fer de Dijon à Besançon.

Par-devant M^e Jean Dufour et son collègue, notaires à Paris, soussignés,

Ont comparu :

M. *Adrien-Charles Calley de Saint-Paul*, avocat, demeurant à Paris, rue Basse-du-Rempart, n° 66;

Et M. *Benedict Allegri*, banquier, demeurant à Paris, rue Richer, n° 12;

Lesquels ont dit :

Que, par décret du Prince-Président de la République, en date du 12 février 1852, M. le ministre des travaux publics a été autorisé à concéder directement le chemin de fer de Dijon à Besançon, avec embranchement d'Auxonne à Gray, aux clauses et conditions du cahier des charges annexé audit décret;

Qu'en vertu de cette autorisation, et suivant convention du même jour, approuvée par autre décret du Prince-Président de la République, M. le ministre des travaux publics, agissant au nom de l'État, a concédé le chemin de fer de Dijon à Besançon, aux clauses et conditions du décret précité et du cahier des charges y annexé, à MM. *Bouchot, Convers, Bretillot, Veil-Picard, de Vaulchier, Jacquard, Outhenin-Chalandre, Amet, Deprez, Mairot, Gérard, Zeltner, Renouard de Bussièrès, Papillon, de Saint-Agathe, Robbe et Lonchamp*, ayant agi tous, tant en leurs noms que comme s'étant portés fort de MM. *Seguin de Jallerange, Micaud, Mareschal de Longeville, Goquely père, Edouard-Henry Remy, Charmaux, Racine et Alix*;

Que, désirant former, pour l'exécution et l'exploitation dudit chemin de fer, une société anonyme, lesdits concessionnaires, d'accord avec les autres capitalistes qu'ils ont intéressés à leur entreprise,

Ont, suivant acte passé devant M^e Bragnon et son collègue, notaires à Besançon, en date du 17 avril 1852, dressé le projet de statuts de la société anonyme à laquelle ils se proposent d'apporter la concession à eux faite;

Que, par l'article 22 dudit acte de société,

MM. *Théodore Amel, Bretillot, Convers, Deprez, France, Gérard, Jacquard, Lipmann, Mairot, Outhenin-Chalandre, Papillon, Remy, Renouard de Bussièrès, Robbe, de Sainte-Agathe, comte de Vaulchier, Veil-Picard et Zeltner*,

Ont été nommés administrateurs de ladite société;

Que l'article 55 dudit acte de société est ainsi conçu :

« Le conseil d'administration constitué ci-dessus article 22 est, dès à présent, investi des pouvoirs les plus étendus pour faire, en temps opportun, toutes démarches et remplir toutes les formalités qu'il appartiendra pour obtenir l'autorisation nécessaire à la constitution de la présente société anonyme.

« A cet effet, il pourra consentir toutes modifications, suppressions et additions aux présents statuts, communiquer toutes pièces et titres, faire toutes affirmations et déclarations.

« Il aura la faculté de conférer, s'il le juge utile, à un ou plusieurs mandataires ou délégués, même en dehors de ses membres, tout ou partie des présents pouvoirs, et de faire, en général, tout ce qui sera nécessaire pour arriver à la constitution de la société. »

Que, suivant acte passé devant M^e Bragnon et son collègue, notaires à Besançon, en date du 8 juin 1852, dont une expédition légalisée est demeurée ci-annexée, après avoir été certifiée véritable et revêtue d'une mention de

cette annexe, MM. *Amet, Brétillet, Outhenin-Chalandre, Deprez, Gérard, Jacquard, Muirot, Papillon, Robbe*, comte de *Vaulchier* et *Vail-Picard*, agissant en leur dite qualité d'administrateurs de ladite compagnie, et usant des pouvoirs à eux conférés par l'article 55 susrelaté,

Ont constitué pour leurs mandataires MM. *Allegri et Calley de Saint-Paul*,

Auxquels ils ont donné les pouvoirs les plus étendus pour faire, en temps opportun, les démarches et remplir toutes les formalités qu'il appartiendra pour arriver à l'autorisation nécessaire à la constitution de la société anonyme du Chemin de fer de Dijon à Besançon;

A cet effet, consentir toutes modifications, suppressions ou additions aux statuts projetés; communiquer tous titres et pièces, faire toutes affirmations et déclarations, et faire, en général, tout ce qui conviendra;

Et qu'en vertu des pouvoirs qui leur ont été conférés, ainsi qu'il vient d'être dit, faisant droit aux observations du Gouvernement sur le projet qu'ils avaient soumis à son approbation, ils ont arrêté ainsi qu'il suit la rédaction définitive des statuts de ladite société :

TITRE 1^{er}.

OBJET ET DÉNOMINATION DE LA SOCIÉTÉ. — DOMICILE. — DURÉE.

ART. 1^{er}. Il est formé, entre les souscripteurs, propriétaires des actions ci-après créées, une société anonyme ayant pour objet l'exécution et l'exploitation du chemin de fer de Dijon à Besançon, avec embranchement sur Gray, conformément au décret du 12 février 1852, susénoncé, et au cahier des charges y annexé.

2. Cette société prend la dénomination de *Compagnie du Chemin de fer de Dijon à Besançon*.

3. Le siège de la société et son domicile sont établis et fixés à Paris.

4. La société commencera à partir de la date du décret qui l'aura autorisée et finira avec la concession.

TITRE II.

DE LA CONCESSION.

5. La concession ayant été accordée aux personnes ci-dessus dénommées, les comparants, ès dits noms, en leur qualité de concessionnaires du chemin de fer de Dijon à Besançon, avec embranchement sur Gray, mettent entièrement la société en leur lieu et place, à charge par elle de satisfaire à toutes les clauses et obligations qui résultent pour lesdits concessionnaires, tant du décret du 12 février 1852, que du cahier des charges y annexé, et du décret de concession du même jour.

TITRE III.

FONDS SOCIAL. — ACTIONS. — VERSEMENTS.

6. Le fonds social est fixé à la somme de seize millions six cent mille francs.

Il sera divisé en trente-trois mille deux cents actions de cinq cents francs chacune, dont vingt-quatre mille sont dès à présent souscrites et appartiennent aux personnes ci-après dénommées, dans les proportions suivantes,

Savoir :

1^{er} M. *Amet* (Théodore), banquier, à Besançon, deux cents actions,
ci.

2° M. Bornemann, à Hambourg, rue de la Victoire, n° 88, à Paris, cent actions, ci.....	100
3° M. Bouehot (Auguste), maître de forges, à l'Isle-sur-le-Doubs (Rhône), trois mille cent actions, ci.....	3,100
4° M. Bretillot, banquier à Besançon, deux cent soixante actions, ci.....	260
5° M. Bussièrès (Jules de), juge conseiller à la cour d'appel de Besançon, vingt actions, ci.....	20
6° M. Calley de Saint-Paul, rue Basse-du-Rempart, n° 66, à Paris, mille trois cent quarante-sept actions, ci.....	1,347
7° M. Clary (baron), rue d'Anjou-Saint-Honoré, n° 49, à Paris, cent actions, ci.....	100
8° M. Cohen (Julius), associé de M. Norvy, agent de change à Paris, cent actions, ci.....	100
9° M. Deprez (Thomas), commissiennaire à Besançon, deux cents actions, ci.....	200
10° M. J. Detrey, Mairot et compagnie, banquiers à Besançon, deux cent soixante actions, ci.....	260
11° M. Charles Devaux et compagnie, onze cents actions, ci.....	1,100
12° M. Deville (Jean-Baptiste), propriétaire et négociant à Saint-Étienne (Loire), deux mille cinq cents actions, ci.....	2,500
13° Duclos, courtier de commerce, à Paris, vingt-cinq actions, ci.....	25
14° M. France et compagnie, négociants, à Besançon, deux cents actions, ci.....	200
15° M. Gérard et compagnie, banquiers, à Besançon, deux cents actions, ci.....	200
16° et 17° M. Giroud (de l'Ain), trois cents actions, ci.....	300
18° Goldsmidt, de Londres, rue Basse-du-Rempart, n° 26, à Paris, cent cinquante actions, ci.....	150
19° M. Hutchinson (James), onze cents actions.....	1,100
20° M. Jacquard et compagnie, banquiers, à Besançon, deux cent dix actions, ci.....	210
21° MM. Japy frères, manufacturiers, à Besançon (Haut-Rhin), cinquante actions, ci.....	50
22° M. Lacroix (Julien), propriétaire, à Saint-Vincent-de-Rhins (Rhône), quatre mille quatre cent soixante et quinze actions, ci....	4,475
23° M. Lippmann (Auguste), banquier, rue Richer, n° 10, à Paris, cent soixante actions, ci.....	160
24° M. Marin, directeur des forges de l'Orme, à Rive-de-Gier, quatre cents actions, ci.....	400
25° M. Marquiset (Alfred), propriétaire, à Besançon, cent cinquante-trois actions, ci.....	153
26° M. le comte de Mérode, membre du conseil général du Doubs, cent actions, ci.....	100
27° M. le prince Murat, avenue de Saint-Cloud, à Paris, cent actions, ci.....	100
28° M. Niederhœheim et compagnie, banquiers, rue Lafitte, n° 15, à Paris, deux cent cinquante actions, ci.....	250
29° M. Oswald frères, commissionnaires, à Mulhouse, cinquante actions, ci.....	50

30° M. Outhenin-Chalandre, manufacturier à Besançon, deux cent soixante actions, ci.....	260
31° M. Palotte, maître de forges, rue de la Chaussée-d'Antin, à Paris, seize cents actions, ci.....	1,600
32° M. Papillon, négociant à Besançon, deux cents actions, ci..	200
33° M. Remy aîné, propriétaire à Besançon, deux cents actions, ci.....	200
34° M. Robb (Hyppolyte), négociant à Besançon, deux cents actions, ci.....	200
35° M. Rougemont, agent de change à Paris, vingt-cinq actions, ci.....	25
35° M. De Saint-Agathe (Louis), propriétaire à Besançon, deux cents actions, ci.....	200
37° M. Spropp-Bayd (Villiam), boulevard de la Madeleine, n° 17, à Paris, cent cinquante actions, ci.....	150
38° M. Uzielli (Mathieu), onze cents actions, ci.....	1,100
39° M. Uzielli (Théodore), onze cents actions, ci.....	1,100
40° M. le comte de Vaulchier, propriétaire à Besançon, cent soixante et dix actions, ci.....	170
41° M. Vautherin (Jules), maître de forges, à Lods (Doubs), cinquante actions, ci.....	50
42° M. Veil (Charles), négociant, à Besançon, onze cent vingt-cinq actions, ci.....	1,125
43° M. Veil-Picard et compagnie, banquiers, à Besançon, deux cent soixante actions, ci.....	260
44° M. Vieillard (Juvénal), maître de forges, à Morvillars (Haut-Rhin), cinquante actions, ci.....	50
45° M. Zeltner (Joseph), négociant, à Besançon, deux cents actions, ci.....	200
TOTAL ÉGAL, vingt-quatre mille actions, ci.....	24,000

Les neuf mille deux cents actions restantes ne seront émises qu'ultérieurement, et après l'accomplissement des conditions insérées à l'article premier du cahier des charges; elles ne pourront être émises au-dessous du pair.

Chaque action donne droit à une part proportionnelle dans la propriété de l'actif social et les produits de l'entreprise.

7. Après l'approbation des présents statuts et le versement d'un dixième par action, il sera remis aux ayants-droit des titres provisoires et nominatifs.

8. Les souscripteurs originaires et les cessionnaires successifs sont solidairement garants jusqu'à concurrence du versement des cinq premiers dixièmes du montant de chaque action.

Après le versement des cinq premiers dixièmes, les titres provisoires seront échangés contre des titres définitifs, qui seront nominatifs ou au porteur.

9. Les titres provisoires et les titres définitifs sont extraits d'un registre à souche, frappés du timbre soc de la compagnie, et revêtus de la signature de deux administrateurs, ou d'un administrateur et d'un employé de la compagnie délégué, à cet effet, par le conseil d'administration.

Chaque paiement fait sur le montant de l'action sera constaté sur les titres.

10. La cession des titres nominatifs s'opère par une déclaration de transfert

inscrite sur les registres de la compagnie, et signée du cédant et du cessionnaire ou de leur fondé de pouvoirs, et de l'un des administrateurs, ou d'une personne déléguée à cet effet par la compagnie.

Le transfert sera fait, soit à Paris, soit à Besançon, aux lieux que le conseil d'administration indiquera.

La cession des titres au porteur s'opère par la simple tradition du titre.

11. Le conseil d'administration pourra autoriser le dépôt et la conservation des titres dans la caisse sociale.

Il déterminera la forme des certificats de dépôt, les frais auxquels ce dépôt pourra être assujéti, le mode de la délivrance des certificats et les garanties dont l'exécution de cette mesure doit être entourée dans l'intérêt de la société et des actionnaires.

12. Les actions sont indivisibles et la société ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chaque action.

13. Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre dans quelques mains qu'il passe.

La possession d'une action emporte adhésion aux statuts de la société.

Les héritiers ou créanciers de l'actionnaire ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, provoquer l'apposition des scellés sur les biens et valeurs de la société, ni s'immiscer en aucune manière dans son administration. Ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux délibérations de l'assemblée générale.

14. Les vingt-quatre mille actions actuellement souscrites seront payables, savoir : deux dixièmes aussitôt après l'autorisation de la présente société, et les huit autres dixièmes de deux mois en deux mois, à compter de cette dernière époque; de sorte que le dernier dixième devra être versé seize mois après la promulgation du décret qui conférera ladite autorisation.

Le conseil d'administration fixera les époques et le mode de versement des neuf mille deux cents actions qui seront émises ultérieurement.

Les fonds seront versés à Paris, ou à Besançon, entre les mains des personnes qui seront indiquées par le conseil d'administration, au moyen d'un avis publié, quinze jours au moins d'avance, dans deux des journaux désignés pour les annonces légales de Paris et de Besançon.

15. Toutes les fois qu'il y aura lieu à des insertions dans les journaux, tant à Paris qu'à Besançon, ces insertions devront être faites dans les journaux désignés par l'autorité pour les annonces légales.

16. A défaut de versement aux époques déterminées, l'intérêt sera dû, par chaque jour de retard, à raison de cinq pour cent par an.

La société pourra exercer l'action personnelle contre les retardataires et leurs garants; elle pourra aussi, soit distinctement de la poursuite personnelle, soit concurremment avec elle, faire vendre les actions en retard..

A cet effet, les numéros de ces actions seront publiés dans deux journaux de Paris et dans un journal de Besançon. A partir du quinzième jour après cette publication, la société, sans mise en demeure et sans autre formalité ultérieure, aura le droit de faire procéder à la vente des actions, même successivement sur duplicata, à la bourse de Paris, par le ministère d'un agent de change, pour le compte et aux risques et périls des retardataires.

Les titres des actions ainsi vendues seront nuls de plein droit, et il en sera délivré aux acquéreurs de nouveaux, ayant le même numéro que les titres annulés. En conséquence, toute action qui ne portera pas la mention régulière

des versements qui auraient dû être opérés, cessera d'être admise à la négociation et au transfert.

L'imputation du prix à provenir de la vente, après déduction des frais et intérêts dus, s'opérera en commençant par les versements les plus anciennement exigibles. Le déficit sera à la charge des obligés aux versements. L'excédant, s'il en existe, appartiendra à l'actionnaire exproprié.

17. Les actionnaires ne sont engagés que jusqu'à concurrence du capital de chaque action; au delà, tout appel de fonds est interdit.

18. En cas de perte d'un titre nominatif, la compagnie ne peut être tenue d'en délivrer un nouveau que moyennant caution, conformément aux articles 151, 152 et 155 du Code de commerce.

Le nouveau titre sera délivré trois mois seulement après que la déclaration de la perte aura été insérée dans un ou plusieurs journaux de Paris ou de Besançon.

La caution sera déchargée un an après avoir été fournie.

La déclaration de perte sera faite dans les termes et suivant la forme qui seront indiqués par le conseil d'administration.

TITRE IV.

CONSEIL D'ADMINISTRATION

19. La société est administrée par un conseil composé de douze membres.

20. Chaque administrateur doit être propriétaire de cinquante actions, qui restent inaliénables pendant la durée de ses fonctions.

Les titres de ces actions sont déposés dans la caisse de la société.

21. Les administrateurs sont nommés par l'assemblée générale des actionnaires.

Leurs fonctions durent quatre années.

Ils peuvent être réélus.

Leur remplacement s'opère par quart, dans l'ordre fixé par un tirage au sort, qui aura lieu en assemblée générale, une année après la mise en exploitation de la ligne.

En cas de décès, de démission ou d'empêchement d'un membre du conseil d'administration, il est pourvu s'il y a lieu, par le conseil d'administration, à son remplacement provisoire, jusqu'à la première assemblée générale qui nomme définitivement. L'administrateur ainsi nommé ne resta en exercice que jusqu'à l'époque où devaient expirer les fonctions de celui qu'il remplace.

Quoique nommé provisoirement, l'administrateur a les mêmes pouvoirs que si sa nomination était définitive.

22. Les membres faisant partie du premier conseil d'administration resteront en fonctions jusqu'à l'expiration de l'année qui suivra la mise en exploitation de la ligne.

Le conseil désignera quatre de ses membres, pris de préférence parmi ceux qui résident à Besançon, pour surveiller d'une manière spéciale l'exécution des décisions du conseil, en ce qui concerne la construction et l'exploitation.

MM. *Bretillot, Calley de Saint-Paul, Girod (de l'Ain), Lipmann, Palotte, comte de Vaulchier, Veil-Picard et Marin*, sont nommés membres du conseil d'administration.

Les quatre autres membres seront pris parmi les dix-huit membres qui avaient composé le conseil d'administration provisoire, et désignés par eux.

Toutefois, les huit administrateurs ci-dessus nommés et les quatre autres qui restent à nommer devront être confirmés dans leurs fonctions par la première assemblée générale.

Cette assemblée générale devra être tenue dans les six semaines qui suivront le décret approbatif des présents statuts.

Les membres sortants du conseil d'administration sont rééligibles.

23. Le conseil d'administration nomme chaque année parmi ses membres, un président et un vice-président.

Ces deux membres peuvent être réélus.

En cas d'absence ou d'empêchement du président et du vice-président, le conseil désigne celui de ses membres qui doit remplir les fonctions de président.

24. Le conseil d'administration se réunit au siège de la société, toutes les fois que l'intérêt de la société l'exige, et au moins une fois par mois.

Pour que les délibérations soient valables, le nombre des membres présents doit être de quatre au moins.

Les délibérations seront prises à la majorité absolue des voix des membres présents; en cas de partage, la voix du président ou de l'administrateur qui en fait les fonctions est prépondérante.

Lorsque quatre membres seulement sont présents, les décisions doivent être prises à l'unanimité.

Les délibérations du conseil d'administration sont constatées par des procès-verbaux signés par le président et par deux membres qui y ont pris part. Elles sont transcrites sur un registre tenu à cet effet.

Les copies ou extraits de ces délibérations, à produire en justice ou ailleurs, sont signés par le président ou par celui des membres qui en remplit les fonctions.

25. Nul ne peut voter par procuration dans le conseil d'administration de la compagnie.

Dans les cas où deux membres dissidents sur une question demanderaient qu'elle fût ajournée jusqu'à ce que l'opinion d'un ou de plusieurs administrateurs fût connue, il pourra être envoyé à tous les administrateurs absents une copie ou un extrait du procès-verbal, avec invitation de venir voter dans une prochaine réunion, à jour fixe, ou d'adresser par écrit leur opinion au président. Celui-ci en donnera lecture au conseil, après quoi la décision sera prise à la majorité des membres présents.

Dans aucun cas, l'application de la disposition qui précède ne peut retarder l'accomplissement des obligations imposées à la compagnie par le cahier des charges de la concession, ni l'exécution des injonctions qui seraient notifiées par le Gouvernement, en vertu du cahier des charges.

26. Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour l'administration de la société :

Il fixe les dépenses générales de l'administration ;

Il autorise les marchés de toute nature, les achats de terrains et immeubles nécessaires pour l'exécution et l'exploitation du chemin de fer ;

Il règle les approvisionnements et autorise les achats de matériaux et machines, et autres objets nécessaires à l'exploitation ;

Il règle et autorise tous marchés et traités relatifs à la fourniture du matériel de traction et aux indemnités à payer pour cette traction ;

Il autorise tous achats et ventes d'objets mobiliers;
 Il autorise toutes mainlevées d'oppositions ou d'inscriptions hypothécaires;
 Il autorise toutes actions judiciaires, tous traités, transactions, compromis;
 Il détermine le placement des fonds disponibles, et règle l'emploi de la réserve;

Il autorise tous retraits, transferts, transports et aliénations de fonds, rentes et valeurs appartenant à la société; il donne toutes quittances;

Il arrête les règlements relatifs à l'organisation du service et à l'exploitation du chemin, sous les conditions déterminées par le cahier des charges;

Il nomme ou révoque tous employés et agents, détermine leurs attributions et fixe leurs traitements;

Il fixe et modifie, soit les tarifs, soit leur mode de perception, et fait les transactions y relatives; le tout dans les limites déterminées par le cahier des charges;

Il statue sur toutes les questions qui rentrent dans l'administration de la société;

27. Le conseil d'administration peut, avec l'approbation expresse de l'assemblée générale, effectuer la vente des immeubles jugés inutiles, et acheter des immeubles autres que ceux désignés à l'article précédent;

Il peut également, avec la même approbation, autoriser tous emprunts.

Tous pouvoirs lui sont, dès à présent, donnés pour négocier et contracter, conformément aux dispositions du cahier des charges annexé au décret du 12 février 1852, plus haut relaté, l'emprunt de cinq millions cinq cent mille francs garanti par l'État, et autorisé par ledit décret.

Cet emprunt aura lieu, quand le conseil le jugera convenable, au moyen de l'émission et de la négociation d'obligations ou autres titres, dont il déterminera la forme, le taux d'émission et les époques de négociation.

28. Le conseil d'administration peut également, mais sauf la ratification de l'assemblée générale et l'approbation du Gouvernement, négocier toute prolongation de concession, tout prolongement du chemin de fer, ou embranchement, tous traités de fusion avec d'autres compagnies de chemins de fer.

Le conseil d'administration peut déléguer la totalité ou partie de ses pouvoirs, par un mandat spécial, pour une ou plusieurs affaires déterminées;

Il peut aussi conférer à un ou plusieurs de ses membres des pouvoirs permanents pour les affaires courantes journalières.

29. Les fonctions d'administrateur sont gratuites; ils reçoivent pour chaque séance, un jeton de présence dont la valeur est déterminée par l'assemblée générale.

30. Conformément à l'article 32 du code de commerce, les membres du conseil ne contractent, à raison de leur gestion, aucune obligation personnelle ou solidaire, relativement aux engagements de la société; ils ne répondent que de l'exécution de leur mandat.

31. Les transferts de rentes et effets publics appartenant à la société, les actes d'acquisition, de vente et d'échange des propriétés immobilières de la société, les transactions, marchés et actes engageant la société, ainsi que les mandats sur la Banque et sur tous les dépositaires des fonds de la société, doivent être signés par deux administrateurs, à moins d'une délégation expresse du conseil à un seul administrateur ou à un mandataire spécial.

TITRE V.

DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE.

32. Les assemblées générales auront lieu à Paris, dans le local qui sera désigné par le conseil d'administration.

L'assemblée générale se compose de tous les actionnaires, propriétaires de vingt actions au moins.

Chaque actionnaire a autant de voix qu'il possède de fois vingt actions; néanmoins, le même actionnaire ne peut réunir plus de vingt voix, soit par lui-même, soit comme fondé de pouvoirs.

Les propriétaires d'actions au porteur doivent, pour avoir droit d'assister à l'assemblée générale, déposer leurs titres au lieu et entre les mains des personnes désignées par le conseil d'administration, quinze jours avant l'époque de la réunion fixée pour chaque assemblée; il est remis à chacun deux une carte d'admission. Cette carte est nominative et personnelle; elle constate le nombre d'actions déposées.

Les certificats de dépôts mentionnés à l'article 11 donnent droit, pour le dépôt de vingt actions ou plus, à la remise de cartes d'admission à l'assemblée générale, pourvu que le dépôt des titres ait eu lieu plus de quinze jours avant l'époque fixée pour l'assemblée générale.

33. L'assemblée générale, régulièrement constituée, représente l'universalité des actionnaires.

Ses décisions sont obligatoires pour tous, même pour les absents.

34. L'assemblée générale se réunit une fois par année;

Elle se réunit, en outre, extraordinairement, chaque fois que le conseil en reconnaît l'utilité.

Dans tous les cas, la convocation doit être faite par un avis inséré, au moins un mois avant l'époque de la réunion, dans deux journaux de Paris, et un journal de Besançon.

Lorsque l'assemblée générale a pour but de délibérer sur les emprunts, ou sur les propositions mentionnées à l'article 40 ci-après, les avis de convocation doivent en indiquer l'objet.

35. Tout actionnaire ayant droit de voter à l'assemblée générale peut se faire représenter par un mandataire, pourvu que ce mandataire soit lui-même actionnaire et membre de l'assemblée.

La forme des pouvoirs sera déterminée par le conseil d'administration. Dans tous les cas, ces pouvoirs devront être déposés quinze jours avant l'époque fixée pour la réunion, au lieu et dans les mains des personnes désignées par le conseil d'administration.

36. L'assemblée générale est présidée par le président ou le vice-président du conseil d'administration, et, à défaut, par l'administrateur désigné par le conseil.

Les deux plus forts actionnaires présents remplissent les fonctions de scrutateurs.

Le bureau désigne le secrétaire.

37. L'assemblée générale délibère valablement lorsque les actionnaires sont au nombre de trente au moins, et représentent au moins le dixième du fonds social.

Dans le cas où, sur une première convocation, les actionnaires ne rempliraient pas ces conditions, il est procédé à une deuxième convocation, à un mois d'intervalle.

Dans cette seconde réunion, l'assemblée délibère valablement, quel que soit le nombre des membres présents et des actions représentées, mais seulement sur les objets qui étaient à l'ordre du jour de la première réunion.

38. Les délibérations sont prises à la majorité des voix des membres présents ou représentés.

En cas de partage, la voix du président est prépondérante.

Toutefois, les délibérations relatives à des emprunts et aux objets déterminés à l'article 40 ne pourront être votées que dans une assemblée générale réunissant au moins le cinquième du fonds social, et à la majorité des deux tiers des membres présents, au nombre de trente au moins.

Dans le cas où, sur une première convocation, les actionnaires présents ne rempliraient pas les conditions imposées par le paragraphe qui précède pour la validité des opérations de l'assemblée générale, il sera procédé à une seconde convocation, à un mois d'intervalle.

Les délibérations de l'assemblée générale, réunie en vertu de cette deuxième convocation, seront valables pourvu que les actionnaires, au nombre de trente, représentent au moins le dixième du fonds social.

39. Lorsque le scrutin secret est réclamé par dix membres, les délibérations sont prises à la majorité des voix, comptées comme il est dit à l'article 32 ci-dessus.

40. L'assemblée générale constituée conformément à l'article 32, dans les conditions prescrites à l'article 38; et sur la proposition du conseil d'administration, délibère :

Sur les prolongements ou embranchements du chemin de fer, et sur les prolongations ou renouvellements de concession;

Sur les réunions, fusions, cessions et alliances, soit par bail, soit par ferme, soit de toute autre manière, avec d'autres compagnies de chemins de fer;

Sur les modifications ou additions aux statuts, augmentation du fonds social, prorogation ou dissolution de la société.

Elle donne les pouvoirs nécessaires pour l'exécution desdites délibérations.

Les délibérations prises sur les objets prévus au présent article ne seront exécutoires qu'après l'approbation du Gouvernement.

41. L'assemblée générale entend, discute, et s'il y a lieu approuve les comptes.

Elle nomme les administrateurs en remplacement de ceux dont les fonctions sont expirées, ou qu'il y a lieu de remplacer par suite de décès, démissions ou autres causes.

Elle prononce, en se renfermant dans les limites des statuts, sur tous les intérêts de la société.

42. Si l'expérience fait reconnaître la convenance d'apporter quelques additions ou modifications aux présents statuts, l'assemblée générale est autorisée à y pourvoir dans la forme et sous les conditions déterminées par les articles 38 et 40 ci-dessus.

Tous pouvoirs sont donnés d'avance au conseil d'administration, délibérant à la majorité, pour consentir les changements que le Gouvernement jugerait nécessaire d'apporter aux modifications et additions votées par l'assemblée générale.

43. Les délibérations de l'assemblée générale sont constatées par des procès-verbaux signés par les membres du bureau et au moins par la majorité d'entre eux.

Les extraits de ces procès-verbaux à produire partout où besoin sera sont certifiés par le président du conseil d'administration, ou par celui des membres qui en remplit les fonctions.

Une feuille de présence, destinée à constater le nombre des membres présents à l'assemblée et celui des actions représentées par chacun d'eux, demeure annexée à la minute du procès-verbal, ainsi que les pouvoirs. Cette feuille est signée par chaque actionnaire en entrant en séance.

TITRE VI.

COMPTES ANNUELS. — INTÉRÊTS. — DIVIDENDES. — FONDS DE RÉSERVE. — AMORTISSEMENT.

44. Pendant l'exécution des travaux, et au fur et à mesure de leur avancement, il sera payé annuellement aux actionnaires, à partir du décret portant autorisation de la présente société, quatre pour cent d'intérêt des sommes par eux versées, et dont emploi aura été justifié conformément au cahier des charges de la concession.

Il sera pourvu au paiement de ces quatre pour cent au moyen de l'intérêt des placements temporaires de fonds et de la garantie de quatre pour cent souscrite par l'État.

45. Après la mise en exploitation de la ligne, il sera dressé, chaque année, un inventaire général de l'actif et du passif de la société. Cet inventaire sera soumis à l'assemblée générale dans sa réunion annuelle.

Les produits de l'entreprise serviront d'abord à acquitter les dépenses d'entretien et d'exploitation du chemin, les frais d'administration, l'intérêt et l'amortissement des emprunts qui auront pu être contractés, et spécialement l'intérêt et l'amortissement des cinq millions cinq cent mille francs d'obligations garanties par l'État, et généralement toutes les charges sociales.

46. Il sera prélevé, sur les bénéfices nets, le paiement des charges mentionnées dans l'article précédent,

1° Une retenue destinée à constituer un fonds de réserve pour les dépenses extraordinaires ou imprévues.

La quotité de cette retenue ne pourra être inférieure à trois pour cent des bénéfices nets.

Dans le cas où les recettes ne seraient pas suffisantes pour assurer l'intérêt et l'amortissement garantis par l'État, aux termes du décret de concession, la compagnie devra, avant d'avoir recours à cette garantie, prélever, jusqu'à due concurrence, sur le fonds de réserve, la somme nécessaire pour y faire face.

2° Une retenue suffisante pour amortir le fonds social en quatre-vingt-onze années, qui commenceront à courir à partir de l'époque fixée pour l'achèvement des travaux, de manière que tout le capital social ait été remboursé avant les cinq dernières années de la durée de la concession, conformément au tableau d'amortissement annexé aux statuts.

3° Quatre pour cent du capital social, pour le montant en être employé à servir aux actionnaires porteurs des actions amorties et non amorties un premier dividende de quatre pour cent par an, la part afférente aux actions amorties devant être versée au fonds d'amortissement, afin de compléter la somme nécessaire pour amortir la totalité des actions.

Le surplus des produits sera réparti également entre toutes les actions amorties ou non amorties, sauf l'application de l'article 4 du cahier des

charges de la concession, aux termes duquel l'État est appelé au partage des produits de l'exploitation qui excéderont huit pour cent du capital dépensé. La portion afférente aux actions amorties sera distribuée aux propriétaires des titres qui auront été délivrés en échange de ces actions, ainsi qu'il sera dit article 48.

47. S'il arrivait que, dans le cours d'une ou de plusieurs années, les produits nets de l'entreprise fussent insuffisants pour assurer le remboursement du nombre d'actions à amortir, la somme nécessaire pour compléter le fonds d'amortissement serait prélevée sur les premiers produits nets des années suivantes, par préférence et antériorité à toutes attributions de dividende aux actionnaires.

48. Le fonds d'amortissement, composé comme il est dit dans les deux articles précédents, sera employé jusqu'à due concurrence, à compter de l'année qui suivra la mise en exploitation de la ligne, au remboursement annuel d'un nombre d'actions déterminé comme il est dit article 46.

La désignation des actions à amortir a lieu au moyen d'un tirage au sort qui se fait publiquement, chaque année, aux époques et suivant la forme déterminées par le conseil d'administration.

Les propriétaires des actions désignées par le tirage au sort pour le remboursement reçoivent en numéraire le capital effectivement versé de leurs actions entre les dividendes, jusqu'au jour indiqué pour le remboursement, et, en échange de leurs actions primitives, des actions spéciales, dans la forme qui sera déterminée par le conseil d'administration.

Ces actions spéciales donnent droit annuellement à une part proportionnelle dans le dividende mentionné au dernier paragraphe de l'article 46.

Ces actions ont, du reste, pour les attributions relatives à l'administration, et pour le vote aux assemblées générales, les mêmes droits que les actions non amorties.

Les numéros des actions désignées par le sort pour être remboursées sont publiés pour la voie des journaux.

Le remboursement du capital de ces actions est effectué à partir du 1^{er} janvier de chaque année, pour l'année qui a précédé.

49. Le paiement des intérêts prévus par l'article 44 a lieu par semestre.

Le paiement des dividendes a lieu chaque année après la réunion dans laquelle le montant en a été fixé par l'assemblée générale, sur la proposition du conseil d'administration.

50. Le paiement des intérêts et dividendes aura lieu à Paris, au siège de la société, et à Besançon aux caisses qui seront désignées, à cet effet, par le conseil d'administration. Cette désignation sera portée à la connaissance des actionnaires au moyen d'annonces dans les journaux.

Tous intérêts et dividendes qui n'ont pas été touchés à l'expiration des cinq années qui suivront l'époque de leur paiement annoncée dans les journaux, sont acquis à la société, conformément à l'article 2277 du Code Napoléon.

51. Le maximum de la réserve est fixé à la somme de cinq cent mille francs. Quand ce maximum sera atteint, le prélèvement destiné à former le fonds de réserve sera suspendu, il reprendra cours aussitôt que ce fonds sera descendu au-dessous de ce chiffre.

TITRE VII.

DISSOLUTION ET LIQUIDATION.

52. Lors de la dissolution de la société, l'assemblée générale sera imman-

diatement convoquée par le conseil d'administration et déterminera, sur sa proposition, le mode de liquidation à suivre.

Toutes les valeurs provenant de la liquidation seront employées, avant toute répartition aux actionnaires, à mettre le chemin en état d'être livré au Gouvernement, dans les conditions déterminées par le cahier des charges, et ensuite, s'il y a lieu, à compléter l'amortissement du fonds social.

TITRE VIII.

CONTESTATIONS.

53. Toutes les contestations qui pourront s'élever pendant la durée de la société, ou lors de sa liquidation, soit entre les actionnaires et la société, soit entre les actionnaires eux-mêmes, et à raison des affaires sociales, seront jugées par des arbitres, conformément aux articles 51 et suivants du Code de commerce.

54. En cas de contestation, tout actionnaire sera tenu de faire élection de domicile à Paris, et toutes notifications et assignations seront valablement faites au domicile élu, sans avoir égard à la distance de la demeure réelle.

A défaut d'élection de domicile, les notifications judiciaires et extrajudiciaires seront faites valablement au parquet du procureur de la République près le tribunal de première instance de la Seine.

Le domicile élu formellement et implicitement, comme il vient d'être dit ci-dessus, entraînera attribution de juridiction aux tribunaux du département de la Seine.

TITRE IX.

DISPOSITIONS TRANSITOIRES.

55. Le conseil d'administration est, dès à présent, investi des pouvoirs les plus étendus pour faire, en temps opportun, toutes les démarches et remplir toutes les formalités qu'il appartiendra, pour obtenir l'autorisation nécessaire à la constitution de la présente société anonyme.

A cet effet, il pourra consentir toutes modifications, suppressions et additions aux présents statuts, communiquer toutes pièces et titres, faire toutes déclarations et affirmations.

Il aura la faculté de conférer, s'il le juge utile, à un ou plusieurs mandataires ou délégués, même en dehors de ses membres, tout ou partie des présents pouvoirs, et de faire, en général, tout ce qui sera nécessaire pour arriver à la constitution de la société.

Les modifications, suppressions ou additions qui pourraient être faites en vertu des dispositions ci-dessus devront être constatées par acte authentique.

56. Pour faire publier les présentes et le décret d'autorisation, les pouvoirs nécessaires sont donnés au porteur d'une expédition.

Dont acte :

Fait et passé à Paris, en la demeure ci-dessus indiquée de M. *Allegri*, l'an 1852, le 17 août.

Et ont MM. *Calley de Saint-Paul* et *Allegri*, comparants, signé avec les notaires, après lecture faite.

Suit cette mention :

« Enregistré à Paris, troisième bureau, le 17 août 1852, folio 49 verso, case 7. Reçu cinq francs, et cinquante centimes pour décime. Signé *Fèvre*. »

Vu pour être annexé au décret du 11 septembre 1852, enregistré sous le n° 2791.

Le Ministre de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce,
Signé F. DE PESSIGNY.

Modifications aux statuts de la Société du Chemin de fer de Dijon à Besançon.

Et le 24 août 1852,

Par-devant M^e Jean Dufour et son collègue, notaires à Paris, soussignés,

Ont comparu :

M. Adrien-Charles Calley de Saint-Paul, avocat, demeurant à Paris, rue Basse-du-Rempart, n° 66;

Et M. Benedict Allegri, banquier, demeurant à Paris, rue Richer, n° 12 ;
 Lesquels,

Agissant tant en vertu des pouvoirs qui leur ont été conférés par MM. les administrateurs de la Compagnie du chemin de fer de Dijon à Besançon, suivant acte passé devant M^e Brugnon et son collègue, notaires à Besançon, le 8 juin 1852, dont une expédition légalisée est demeurée annexée à l'acte qui va être énoncé, qu'en vertu de toutes autres autorisations qui ont pu leur être donné depuis,

Ont, pour faire droit aux observations du Gouvernement, apporté les modifications suivantes aux statuts de la compagnie du chemin de fer de Dijon à Besançon, dressé par les comparants, suivant acte passé devant M^e Dufour, l'un des notaires soussignés, et son collègue, le 17 août 1852, dont la minute précède.

Ces modifications portant sur les articles ci-après :

L'article 7 d'édits statuts est ainsi conçu :

« Après l'approbation des présents statuts et le versement d'un dixième par action, il sera remis aux ayants droit des titres provisoires et nominatifs. »

Cet article est remplacé par celui qui suit :

« Art. 7. Après l'approbation des présents statuts et le versement de deux dixièmes par action, il sera remis aux ayants droit des titres provisoires et nominatifs. »

L'article 22 est remplacé par la rédaction suivante :

« Art. 22. Par dérogation à ce qui est dit à l'article précédent, les membres faisant partie du premier conseil d'administration resteront en fonction jusqu'à l'expiration de l'année qui suivra la mise en exploitation de la ligne. »

« Le conseil désignera quatre de ses membres, pris de préférence parmi ceux qui résident à Besançon, pour surveiller d'une manière spéciale l'exécution des décisions du conseil, en ce qui concerne la construction et l'exploitation. »

« MM. Théodore Amet, Bédillot, Calley de Saint-Paul, Deprez, Gimet (de l'Ain), Lipmann, Mairot, Marin, Outhenin-Chalandre, Palotte, comte de Vaulchier et Veil-Picard, sont nommés membres du conseil d'administration, sauf confirmation par la première assemblée générale. »

« Cette assemblée devra être tenue dans les six semaines qui suivront le décret approbatif des présents statuts. »

« Les membres sortants du conseil d'administration, sont rééligibles. »

Tels sont les seuls changements apportés aux statuts de ladite société; mention en sera faite partout où besoin sera.

Dont acte :

Fait et passé à Paris, en la demeure respective des comparants, les jour, mois et an susdits.

Et, après lecture faite, MM. *Calley de Saint-Paul* et *Allegri*, comparants, ont signé avec les notaires.

Suit cette mention :

« Enregistré à Paris, troisième bureau, le 24 août 1852, folio 63 recto, case 8. Reçu cinq francs cinquante centimes, décime compris. Signé *Favre*. »

Vu pour être annexé au décret du 11 septembre 1852, enregistré sous le n° 2791.

Le Ministre de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce,

Signé F. DE PERSIGNY.

N° 7153. — *DÉCRET qui accorde une Pension à un ancien Préfet.*

Du 13 Septembre 1852.

LOUIS-NAPOLÉON, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce,

Vu les lois des 22 août 1790 et 15 germinal an XI [5 avril 1803], sur les pensions civiles, et le décret réglementaire du 13 septembre 1806;

Vu la loi du 19 mai 1849, et l'arrêté consulaire du 15 floréal an XI [5 mai 1803];

Vu les titres produits par M. *Mourgues (Jean-Scipion-Anne)*, ancien préfet des Hautes-Alpes, desquels il résulte qu'il est né à Montpellier le 21 février 1772, et que, s'il ne compte que dix-sept ans trois mois sept jours de services civils et militaires, il établit, par certificat de médecins, qu'au jour de son remplacement il était atteint d'infirmités contractées dans l'exercice et à l'occasion de ses fonctions, et qui l'auraient empêché de les continuer;

Vu l'acte de notoriété constatant que sa position de fortune lui rend nécessaires les secours de l'État;

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 28 juillet 1852;

La section des finances du Conseil d'état entendue,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est accordé à M. *Scipion Mourgues*, ancien préfet des Hautes-Alpes, à raison d'un traitement de quinze mille

francs, dont il a joui pendant les quatre dernières années de son activité, une pension annuelle et viagère de deux mille cinq cents francs (2,500^f).

2. Cette pension sera inscrite au trésor public au nom de M. Mourgues, et lui sera payée à Paris, à partir du premier jour du semestre qui suivra cette inscription.

3. Les ministres de l'intérieur et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 13 Septembre 1852.

Signé LOUIS-NAPOLÉON.

Par le Prince-Président :

Le Ministre de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce,

Signé F. DE PERSIGNY.

N° 7154. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) portant :

ART. 1^{er}. Les habitants des hameaux du Mas et de Chanteruejols, sections de la ville de Mende (Lozère), et de l'hospice civil de cette ville, sont autorisés, pendant cinq ans, à faire pacager leurs bêtes à laine dans les cantons de bois qui seront reconnus défensables par les agents forestiers locaux, à la charge, par lesdits habitants, de se conformer aux dispositions des articles de la huitième section du titre III du Code forestier, et à celles des articles 118, 119 et 120 de l'ordonnance réglementaire du 1^{er} août 1827; de faire chaque année, aux temps et saison convenables, dans les cantons indiqués, les améliorations qui seront reconnues nécessaires par les agents forestiers, pour réparer ou prévenir les dommages qui pourraient résulter de l'exercice du pacage.

2. Le nombre des bêtes à laine admises au parcours ne pourra excéder celui qui sera fixé par les agents forestiers, et publié avec les états des cantons défensables.

3. Cette autorisation sera révoquée pour cause d'abus ou d'incompatibilité du pacage avec la prospérité du bois où il sera exercé. (Du 2 Juin 1852.)

N° 7155. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) portant :

ART. 1^{er}. Les habitants de la commune de Laroque (Pyrénées-Orientales) sont autorisés, pendant cinq ans, à faire pacager leurs bêtes à laine dans les cantons de bois qui seront reconnus défensables par les agents forestiers locaux, à la charge, par lesdits habitants, de se conformer aux dispositions des articles de la huitième section du titre III du Code forestier et à celles des

articles 118, 119 et 120 de l'ordonnance réglementaire du 1^{er} août 1827; de faire chaque année, aux temps et saison convenables, dans les cantons indiqués, les améliorations qui seront reconnues nécessaires par les agents forestiers, pour réparer ou prévenir les dommages qui pourraient résulter de l'exercice du pacage.

2. Le nombre des bêtes à laine admises au parcours ne pourra excéder celui qui sera fixé par les agents forestiers, et publié avec les états des cantons défensables.

3. Cette autorisation sera révoquée pour cause d'abus ou d'incompatibilité du pacage avec la prospérité du bois où il sera exercé. (Du 2 Juin 1852.)

N° 7156. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) portant ce qui suit :

Pendant une révolution transitoire de cent quatorze ans, divisée en quatre périodes, la première de vingt-quatre, et les trois autres de trente ans, la forêt communale de Fragé (Vosges) sera soumise à des exploitations ayant pour but de la convertir en futaie régulière.

Ces exploitations suivront l'ordre et la marche tracés par le projet de règlement susvisé.

L'importance des coupes ordinaires annuelles est fixée, savoir :

1° Pour les produits principaux, à deux mille deux cent quarante-quatre stères, déduction faite d'un quart pour former la réserve;

2° Pour les coupes d'éclaircie, à dix-huit hectares vingt-neuf ares. (Du 16 Juin 1852.)

N° 7157. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) qui autorise la commission administrative des hospices de Rouen (Seine-Inférieure) à défricher une parcelle de bois contenant cinquante ares, appartenant à ces établissements, et située sur le territoire de la commune de Fontaine-sous-Préaux. (Du 16 Juin 1852.)

N° 7158. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) portant qu'à l'avenir les délivrances affouagères à faire dans les bois des hameaux de la Renordie et du Chauffour, commune de Marcenat (Cantal), s'effectueront tous les ans et comprendront chaque fois le vingtième de la contenance totale de ces bois. (Du 16 Juin 1852.)

N° 7159. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) qui soumet au régime forestier, par addition aux soixante et dix-neuf hectares cinquante-neuf ares qui s'y trouvent déjà assujettis, les bois ci-après désignés, d'une contenance totale de quatre vingt-cinq hectares quarante et un ares, appartenant à la commune de la Planée (Doubs), savoir : 1° cinq hectares soixante et douze ares, situés au canton dit *Bois-de-Chaule*; 2° dix-neuf hectares soixante et quinze ares, situés au canton dit *Corné-aux-Poulains*; 3° vingt-six hectares, situés au nord du

village, près le territoire de Sainte-Colombe; 4^e et trenté-trois hectares quatre-vingt-quatorze ares contigus aux bois communaux de Bannans et Sainte-Colombe. (*Du 16 Juin 1852.*)

N° 7160. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) portant,

1° Que l'administration des forêts est autorisée à délivrer à la commune de Brécy (Aisne) une coupe extraordinaire de neuf hectares quatre-vingt-un ares, formant la moitié du quart de réserve des bois de ladite commune;

2° Que la vente et l'exploitation de cette coupe auront lieu conformément aux dispositions générales prescrites tant par le Code forestier que par l'ordonnance réglementaire du 1^{er} août 1827. (*Du 16 Juin 1852.*)

N° 7161. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) portant,

1° Que l'administration des forêts est autorisée à délivrer à la commune de Saulcy (Aube) une coupe extraordinaire de cinq hectares, à prendre dans le quart de réserve de la forêt communale qui lui appartient;

2° Que la vente et l'exploitation de cette coupe auront lieu conformément aux dispositions générales prescrites tant par le Code forestier que par l'ordonnance réglementaire du 1^{er} août 1827. (*Du 16 Juin 1852.*)

N° 7162. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) portant ce qui suit :

L'administration des forêts est autorisée à délivrer aux communes de Feux et Jussy-le-Chaudrier (Cher) les coupes extraordinaires ci-après désignées, savoir :

1° A la commune de Feux, la coupe n° 11 de la forêt communale, à la condition, toutefois, que la coupe n° 12 sera exploitée moitié pour chacun des exercices 1852 et 1853;

2° A la commune de Jussy-le-Chaudrier, une coupe de onze hectares, à prendre dans le quart en réserve de la forêt communale.

La vente et l'exploitation de ces deux coupe auront lieu conformément aux dispositions générales prescrites tant par le Code forestier que par l'ordonnance réglementaire du 1^{er} août 1827, et les communes propriétaires seront tenues de faire exécuter les travaux d'entretien et d'amélioration reconnus nécessaires par les agents forestiers. (*Du 16 Juin 1852.*)

N° 7163. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) portant,

1° Que l'administration des forêts est autorisée à délivrer à la commune d'Aubigny-en-Plaine (Côte-d'Or), pour être vendue en deux années consécutives et par portions égales, dans les formes et sous les conditions ordinaires,

une coupe extraordinaire de treize hectares, à prendre dans le quart de réserve de la forêt communale du lieu;

2° Que le décret du 19 mars 1852, qui autorise la délivrance de coupes extraordinaires dans divers bois communaux du département de la Côte-d'Or, est rapporté, en tant qu'il autorise une coupe extraordinaire de six hectares cinquante ares dans le même quart de réserve de la forêt communale d'Aubigny-en-Plaine. (Du 16 Juin 1852.)

N° 7164. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) portant,

1° Que l'administration des forêts est autorisée à délivrer au hameau de Chatellenot, commune de Terrefondrée (Côte-d'Or), une coupe extraordinaire de trois hectares douze ares, à prendre aux cantons des Troncs et de l'Anot, dépendants des bois dudit hameau;

2° Que la délivrance et l'exploitation de cette coupe auront lieu conformément aux dispositions générales prescrites tant par le Code forestier que par l'ordonnance réglementaire du 1^{er} août 1827. (Du 16 Juin 1852.)

N° 7165. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) portant,

1° Que l'administration des forêts est autorisée à délivrer à la commune de Lectoure (Gers) une coupe extraordinaire de soixante et dix-neuf hectares six ares, formant le quart de réserve des bois de cette commune;

2° Que la vente et l'exploitation de cette coupe auront lieu, en quatre années consécutives, par portions égales, et conformément aux dispositions générales prescrites tant par le Code forestier que par l'ordonnance réglementaire du 1^{er} août 1827. (Du 16 Juin 1852.)

N° 7166. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) portant,

1° Que l'administration des forêts est autorisée à délivrer à la commune d'Arcizac-Adour (Hautes-Pyrénées) une coupe extraordinaire de douze arbres, à prendre parmi les plus mûrs des bois de cette commune;

2° Que la délivrance et l'exploitation de cette coupe auront lieu conformément aux dispositions générales prescrites tant par le Code forestier que par l'ordonnance réglementaire du 1^{er} août 1827;

3° Que la commune ne recevra pas de coupe ordinaire pour les exercices 1852 et 1853. (Du 16 Juin 1852.)

N° 7167. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) portant,

1° Que l'administration des forêts est autorisée à délivrer à la ville d'Aumale (Seine-Inférieure) une coupe extraordinaire de quatre hectares, à prendre dans le quart de réserve de la forêt dont elle est propriétaire;

2° Que la vente et l'exploitation de cette coupe auront lieu conformément aux dispositions générales prescrites tant par le Code forestier que par l'ordonnance réglementaire du 1^{er} août 1827. (Du 16 Juin 1852.)

N° 7168. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) portant,

1° Que l'administration des forêts est autorisée à délivrer à la commune de Villes (Vaucluse) une coupe extraordinaire de cent hectares, à prendre dans la partie la plus âgée des bois de ladite commune;

2° Que la vente et l'exploitation de cette coupe s'effectueront en trois années consécutives et par portions égales;

3° Qu'elles auront lieu conformément aux dispositions générales prescrites tant par le Code forestier que par l'ordonnance réglementaire du 1^{er} août 1827. (Du 16 Juin 1852.)

N° 7169. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) portant:

ART. 1^{er}. Les habitants des communes de Bellaffaire, d'Archoil et de Tartonne (Basses-Alpes) sont autorisés, pendant cinq ans, à faire pacager leurs bêtes à laine dans les cantons de bois qui seront reconnus défensables par les agents forestiers locaux, à la charge, par lesdits habitants, de se conformer aux dispositions des articles de la huitième section du titre III du Code forestier, et à celles des articles 118, 119 et 120 de l'ordonnance réglementaire du 1^{er} août 1827; de faire chaque année, aux temps et saison convenables, dans les cantons indiqués, les améliorations qui seront reconnues nécessaires par les agents forestiers, pour réparer ou prévenir les dommages qui pourraient résulter de l'exercice du pacage.

Lesdites communes seront, en outre, tenues de satisfaire aux conditions spéciales que l'administration des forêts déterminera.

2. Le nombre des bêtes à laine admises au parcours ne pourra excéder celui qui sera fixé par les agents forestiers et publié avec les états des cantons défensables.

3. Cette autorisation sera révoquée pour cause d'abus ou d'incompatibilité du pacage avec la prospérité du bois où il sera exercé. (Du 16 Juin 1852.)

N° 7170. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) portant:

ART. 1^{er}. Les habitants de la commune de Labroquère (Haute-Garonne) sont autorisés, pendant cinq ans, à faire pacager leurs bêtes à laine dans les cantons de bois qui seront reconnus défensables par les agents forestiers locaux, à la charge, par lesdits habitants, de se conformer aux dispositions des articles de la huitième section du titre III du Code forestier, et à celles des articles 118, 119 et 120 de l'ordonnance réglementaire du 1^{er} août 1827; de faire chaque année, aux temps et saison convenables, dans les cantons indiqués, les améliorations qui seront reconnues nécessaires par les agents fores-

tiers, pour réparer ou prévenir les dommages qui pourraient résulter de l'exercice du pacage.

2. Le nombre des bêtes à laine admises au parcours ne pourra excéder celui qui sera fixé par les agents forestiers, et publié avec les états des cantons défensables.

3. Cette autorisation sera révoquée pour cause d'abus ou d'incompatibilité du pacage avec la prospérité du bois où il sera exercé. (Du 16 Juin 1852.)

N° 7171. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) portant :

ART. 1^{er}. Les habitants de la commune de Beaufain (Isère) sont autorisés, pendant cinq ans, à faire pacager leurs bêtes à laine dans les cantons de bois qui seront reconnus défensables par les agents forestiers locaux, à la charge, par lesdits habitants, de se conformer aux dispositions des articles de la huitième section du titre III du Code forestier, et à celles des articles 118, 119 et 120 de l'ordonnance réglementaire du 1^{er} août 1827; de faire chaque année, aux temps et saison convenables, dans les cantons indiqués, les améliorations qui seront reconnues nécessaires par les agents forestiers, pour réparer ou prévenir les dommages qui pourraient résulter de l'exercice du pacage.

2. Le nombre des bêtes à laine admises au parcours ne pourra excéder celui qui sera fixé par les agents forestiers, et publié avec les états des cantons défensables.

3. Cette autorisation sera révoquée pour cause d'abus ou d'incompatibilité du pacage avec la prospérité du bois où il sera exercé. (Du 16 Juin 1852.)

N° 7172. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) portant :

ART. 1^{er}. Les habitants de la commune de Villard-de-Lans (Isère) sont autorisés, pendant trois ans, à faire pacager leurs bêtes à laine dans les cantons de bois qui seront reconnus défensables par les agents forestiers locaux, à la charge, par lesdits habitants, de se conformer aux dispositions des articles de la huitième section du titre III du Code forestier, et à celles des articles 118, 119 et 120 de l'ordonnance réglementaire du 1^{er} août 1827; de faire chaque année, aux temps et saison convenables, dans les cantons indiqués, les améliorations qui seront reconnues nécessaires par les agents forestiers, pour réparer ou prévenir les dommages qui pourraient résulter de l'exercice du pacage.

2. Le nombre des bêtes à laine admises au parcours ne pourra excéder celui qui sera fixé par les agents forestiers, et publié avec les états des cantons défensables.

3. Cette autorisation sera révoquée pour cause d'abus ou d'incompatibilité du pacage avec la prospérité du bois où il sera exercé. (Du 16 Juin 1852.)

N° 7173. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) portant ce qui suit :

Le quart juste de la contenance totale des bois communaux de Laurens (Hérault), à prendre dans le canton Fouissau, sera distrait pour former la réserve, conformément aux dispositions de l'article 93 du Code forestier, le surplus s'exploitera en dix coupes ordinaires biennuelles, dans une révolution de vingt ans.

La totalité du canton Fouissau, formant la réserve et une partie des coupes ordinaires, sera exploitée en 1852. La première coupe régulière s'effectuera lorsque les plus vieux taillis restant après cette exploitation auront atteint l'âge de vingt ans. (Du 21 Juin 1852.)

N° 7174. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) portant ce qui suit :

L'administration des forêts est autorisée à délivrer à la ville de Münster (Haut-Rhin), dans les bois qui appartiennent à cette commune, 1° en six années consécutives et par portions égales, une coupe de trente-deux mille cinq cents stères de produits principaux; 2° en quatre années consécutives et par portions égales, une coupe par forme d'éclaircie et de nettoiemment de cent hectares.

La délivrance en nature et l'exploitation de ces coupes auront lieu conformément aux dispositions générales prescrites tant par le Code forestier que par l'ordonnance réglementaire du 1^{er} août 1827, et la ville de Münster sera tenue de faire construire une maison forestière sur l'emplacement qui sera désigné par le conservateur des forêts. (Du 21 Juin 1852.)

N° 7175. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) portant,

1° Que l'administration des forêts est autorisée à délivrer aux communes des Aires et de Villecelle (Hérault) une coupe extraordinaire de vingt-cinq hectares soixante et dix-neuf ares, à prendre dans les bois qui appartiennent par indivis à ces communes, aux cantons de Montredon et l'Escalette;

2° Que la vente et l'exploitation de cette coupe auront lieu conformément aux dispositions générales prescrites tant par le Code forestier que par l'ordonnance réglementaire du 1^{er} août 1827. (Du 21 Juin 1852.)

N° 7176. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) portant,

1° Que l'administration des forêts est autorisée à délivrer à la commune de Billy-sous-Mangiennes (Meuse), pour être exploitée en 1853, une coupe extraordinaire, taillis et futaie, de treize hectares, à prendre dans le quart de réserve de la forêt de cette commune;

2° Que les dispositions du décret du 14 décembre 1851, relatives à l'exploitation d'une coupe d'arbres dans la forêt de la commune de Billy-sous-Mangiennes, sont rapportées. (Du 21 Juin 1852.)

N° 7177. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) portant :

ART. 1^{er}. Les habitants de la commune de Turriers (Basses-Alpes) sont autorisés, pendant cinq ans, à faire pacager leurs bêtes à laine dans les cantons de bois qui seront reconnus défensables par les agents forestiers locaux, à la charge, par lesdits habitants, de se conformer aux dispositions des articles de la huitième section du titre III du Code forestier, et à celles des articles 118, 119 et 120 de l'ordonnance réglementaire du 1^{er} août 1827; de faire chaque année, aux temps et saison convenables, dans les cantons indiqués, les améliorations qui seront reconnues nécessaires par les agents forestiers, pour réparer ou prévenir les dommages qui pourraient résulter de l'exercice du pacage.

La commune de Turriers sera, en outre, tenue de satisfaire aux conditions spéciales qui seront indiquées par l'administration forestière.

2. Le nombre des bêtes à laine admises au parcours ne pourra excéder celui qui sera fixé par les agents forestiers et publié avec les états des cantons défensables.

3. Cette autorisation sera révoquée pour cause d'abus ou d'incompatibilité du pacage avec la prospérité du bois où il sera exercé. (Du 31 Juin 1851.)

N° 7178. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) portant ce qui suit :

L'administration des forêts est autorisée à délivrer à la commune d'Uhrwiller (Bas-Rhin), dans les bois qui appartiennent à ladite commune,

1° Pour être exploitées en 1852, une coupe de produits principaux de huit cent quatre-vingt-dix stères, et une coupe d'éclaircie de dix-huit hectares;

2° Pour être exploitée pendant les trois années suivantes, et par portions égales, une coupe d'éclaircie de soixante et dix hectares.

La vente ou la délivrance en nature et l'exploitation de ces diverses coupes auront lieu conformément aux dispositions générales prescrites tant par le Code forestier que par l'ordonnance réglementaire du 1^{er} août 1827.

Il sera prélevé, sur le produit des coupes d'éclaircie, et déposé à la caisse des dépôts et consignations, une somme de quatre mille cinq cents francs, destinée à couvrir les frais de construction d'une maison forestière sur l'emplacement qui sera désigné par le conservateur des forêts. (Du 28 Juin 1852.)

N° 7179. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) portant ce qui suit :

Les dispositions du décret du 6 février 1852, qui prescrivait de suspendre, pendant quatre années, les délivrances ordinaires dans la forêt communale de Tremouzey (Vosges), sont et demeurent abrogées.

Cette commune exploitera chaque année une coupe affouagère comme par le passé. (Du 28 Juin 1852.)

N° 7180. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) portant,

1° Que l'administration des forêts est autorisée à délivrer au Mandement-de-Saint-Nazaire (Drôme), dans les bois appartenant audit Mandement, une coupe extraordinaire de trois mille sept cent cinquante stères;

2° Que la vente et l'exploitation de cette coupe auront lieu conformément aux dispositions générales prescrites tant par le Code forestier que par l'ordonnance réglementaire du 1^{er} août 1827. (Du 28 Juin 1852.)

N° 7181. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) portant :

ART. 1^{er}. Un agent ou un arpenteur forestier, désigné à cet effet, procédera immédiatement, et d'après les instructions de l'administration des forêts, aux opérations relatives à l'aménagement de la totalité des bois appartenant à la commune de Lorrey (Meurthe). Le quart juste de la contenance de ces bois, à prendre dans la partie ouest, sera distrait pour former la réserve, conformément aux dispositions de l'article 93 du Code forestier; le surplus, divisé en douze coupes ordinaires, s'exploitera bisannuellement dans une révolution de vingt-quatre années : ces coupes seront fixées sur le terrain, et désignées sur le plan par des numéros et par le nombre d'hectares dont chacune d'elles se composera.

2. Ces opérations seront constatées par des procès-verbaux et des plans dont expéditions devront être remises à l'administration des forêts, au conservateur, à l'agent chef de service et à la commune propriétaire. (Du 28 Juin 1852.)

N° 7182. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) portant ce qui suit :

Le quart juste de la contenance totale des bois de la section des Villards (Puy-de-Dôme), à prendre dans la partie nord desdits bois, sera distrait pour former la réserve, conformément aux dispositions de l'article 93 du Code forestier; le surplus s'exploitera en quinze coupes ordinaires, dans une révolution de quinze ans.

Le repepage général des bois s'effectuera, dans une première période de cinq ans, en cinq coupes d'égale étendue. Les exploitations régulières ne commenceront qu'en 1862. (Du 28 Juin 1852.)

N° 7183. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) portant :

ART. 1^{er}. Les habitants de la commune de Puntous (Hautes-Pyrénées) sont autorisés, pendant cinq années, à faire pacager leurs bêtes à laine dans les cantons de bois qui seront reconnus défensables par les agents forestiers locaux, à la charge, par lesdits habitants, de se conformer aux dispositions des articles de la huitième section du titre III du Code forestier, et à celles des articles 118, 119 et 120 de l'ordonnance réglementaire du 1^{er} août 1827; de faire chaque année, aux temps et saison convenables, dans les cantons indiqués, les améliorations qui seront reconnues nécessaires par les agents forestiers, pour réparer ou prévenir les dommages qui pourraient résulter de l'exercice du pacage.

La commune de Pontous sera, en outre, tenue de satisfaire aux conditions spéciales que l'administration forestière déterminera.

2. Le nombre des bêtes à laine admises au parcours ne pourra excéder celui qui sera fixé par les agents forestiers, et publié avec les états des cantons défensables.

3. Cette autorisation sera révoquée pour cause d'abus ou d'incompatibilité du pacage avec la prospérité du bois où il sera exercé. (Du 28 Juin 1852.)

N° 7184. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) portant :

ART. 1^{er}. Les habitants de la commune Menchhoffen (Bas-Rhin) sont autorisés, pendant cinq ans, à faire pacager leurs bêtes à laine dans les cantons de bois qui seront reconnus défensables par les agents forestiers locaux, à la charge, par lesdits habitants, de se conformer aux dispositions des articles de la huitième section du titre III du Code forestier, et à celles des articles 118, 119 et 120 de l'ordonnance réglementaire du 1^{er} août 1827; de faire chaque année, aux temps et saison convenables, dans les cantons indiqués, les améliorations qui seront reconnues nécessaires par les agents forestiers, pour réparer ou prévenir les dommages qui pourraient résulter de l'exercice du pacage.

2. Le nombre des bêtes à laine admises au parcours ne pourra excéder celui qui sera fixé par les agents forestiers, et publié avec les états des cantons défensables.

3. Cette autorisation sera révoquée pour cause d'abus ou d'incompatibilité du pacage avec la prospérité du bois où il sera exercé. (Du 28 Juin 1852.)

N° 7185. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) portant que le quart de réserve à asseoir dans les bois communaux de Chotelet (Doubs), en exécution de l'article 93 du Code forestier, sera pris dans la partie est du canton Côte-Girardet, et séparé du surplus de ce canton par une tranchée et par des bornes. (Du 3 Juillet 1852.)

N° 7186. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) portant que la coupe affouagère à asseoir annuellement dans la forêt communale de Ristolas (Hautes-Alpes) se composera, à l'avenir, de quatre cents stères. (Du 3 Juillet 1852.)

N° 7187. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) portant :

ART. 1^{er}. Un agent ou un arpenteur forestier, désigné à cet effet, procédera immédiatement, et d'après les instructions de l'administration des forêts, aux opérations relatives à l'aménagement de la totalité des bois appartenant à la commune de Domèvre-sur-Durbion (Vosges). Le quart juste de la contenance de ces bois, à prendre dans le canton des Evreux, sera distrait pour former la réserve, conformément aux dispositions de l'article 93 du Code forestier; le

surplus, divisé en trente souches ordinaires, s'exploitera dans une révolution d'un même nombre d'années. Ces coupes seront fixées sur le terrain, et désignées sur le plan par des numéros et par le nombre d'hectares dont chacune d'elles se composera.

2. Ces opérations seront constatées par des procès-verbaux et des plans dont expéditions devront être remises à l'administration des forêts, au conservateur, à l'agent chef de service et à la commune propriétaire. (Du 3 Juillet 1852.)

N° 7188. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre de l'instruction publique et des cultes) qui érige en chapelle de secours, l'ancienne église curiale de la ville de Saint-Denis (Seine). (Du 16 Août 1852.)

N° 7189. — DÉCRETS DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signés par le ministre de l'instruction publique et des cultes) qui autorisent l'acceptation,

1° De la donation d'une somme de 3,000 francs, faite par la dame veuve *Maisonneuve* à la fabrique de Guéméné-Penfao (Loire-Inférieure);

2° De la donation d'une somme de 2,000 francs, faite par la dame veuve *Husson* à la fabrique de Goviller (Meurthe);

3° De la donation de créances, s'élevant à 400 francs, faite par la dame veuve *Didot* à la fabrique de Vigneulles (Meuse);

4° De la donation d'une rente de 30 francs, faite par le sieur *Prat-Marea* à la fabrique de l'église cathédrale de Tarbes (Hautes-Pyrénées);

4° De la donation d'une pièce de terre, estimée 350 francs, faite par la famille *Delmotte* à la fabrique de Chérisy (Pas-de-Calais);

6° De la donation d'une rente de 45 francs, faite par le sieur *Barthe* à la fabrique de Saint-Symphorien, à Versailles (Seine-et-Oise). (Du 30 Août 1852.)

N° 7190. — DÉCRETS DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signés par le ministre de l'instruction publique et des cultes) qui autorisent l'acceptation,

1° De la donation d'une somme de 1,200 francs, faite par le sieur *Ruminy* à la fabrique de Framerville (Somme);

2° De la donation d'une rente de 100 francs, faite par la demoiselle *Thévenin* à la fabrique de Vaubexy (Vosges);

3° De la donation de deux rentes de 300 francs chacune, faite par la demoiselle *Ferré* à la communauté des sœurs de l'Immaculée-Conception existant à Nogent-le-Rotrou (Eure-et-Loir), et au maire de cette commune. (Du 30 Août 1852.)

N° 7191. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre de l'instruction publique et des cultes) qui,

1° Érige en chapelle de secours, la chapelle de Notre-Dame-de-la-Garde, située à Kertugal, section de la commune de Saint-Quay, canton d'Étables (Côtes-du-Nord);

- 3° Autorise l'acceptation de la donation faite à la fabrique de Saint-Quay par le sieur *Videment*, et consistant dans la chapelle de Notre-Dame-de-la-Garde, ainsi que dans le terrain sur lequel elle est construite, le tout estimé 2,800 fr. (Du 30 Août 1852.)

N° 7192. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre de l'instruction publique et des cultes) qui autorise le supérieur général des frères de Saint-Yon dits *des Écoles chrétiennes*, à accepter, en ce qui concerne son institut, la donation entre-vifs d'une somme de 6,000 francs, que le sieur *Gabriel Gourraud* a faite à la ville des Sables-d'Olonne (Vendée), pour l'établissement d'une classe d'adultes dans l'école tenue par les frères de cette société. (Du 2 Septembre 1852.)

Errata. — Bulletin des lois, 1^{re} série, partie supplémentaire,

N° 8, page 384, n° 17 du tableau, 3^e colonne, au lieu de *10 mars 1787*, lisez *10 mai 1787*.

N° 160, page 68, n° 26 du tableau, 2^e colonne, au lieu de *de Lamothe (Louis)*, lisez *de Lamotte (Louis)*.

N° 197, page 1072, n° 26 du tableau, 2^e colonne, au lieu de *Genz*, lisez *Guentz*.

N° 206, page 166, n° 11 du tableau, 3^e colonne, au lieu de *21 mars 1825*, lisez *21 mai 1825*.

N° 209, page 318, n° 5 du tableau, 3^e colonne, au lieu de *3 juin 1799*, lisez *3 mai 1799*.

N° 212, page 402, n° 2 du tableau, 2^e colonne, au lieu de *de Couet-Davirier de Lorry (Anne-François-Philibert)*, lisez *de Couët du Vivier de Lorry (Anne-François-Philibert)*; page 405, n° 18 du tableau, note a, au lieu de *Sauf déduction des sommes perçues sur la pension de 223 fr. accordée le 8 juin 1850 et que la présente annule*, lisez *Sauf déduction des sommes perçues sur la pension de 233 fr. accordée le 8 juin 1850 et que la présente annule*.

N° 220, page 628, n° 5 du tableau, 2^e colonne, au lieu de *Guibert (Jean-Louis-Joachim)*, lisez *Guibert (Jean-Louis-Marius-Joachim)*; même page, n° 13 du tableau, 2^e colonne, au lieu de *Hochereau-Gassonville*, lisez *Hochereau de Gassonville*.

N° 222, page 675, n° 10 du tableau, colonne des noms et prénoms des veuves, au lieu de *Coleten (Marguerite)*, lisez *Coutelen (Marguerite)*; page 698, n° 44 du tableau, 2^e colonne, au lieu de *Jaunet (Pierre-Abraham)*, lisez *Jaunet (Charles-Abraham-Auguste)*; page 709, n° 68 du tableau, colonne des noms et prénoms des veuves, au lieu de *Dedreux (Jean-Baptiste)*, lisez *Dedreux (Aglæ)*.

N° 225, page 34, n° 8 du tableau, 2^e colonne, au lieu de *Tétard*, lisez *Testard*; page 44, n° 2 du tableau, 2^e colonne, au lieu de *Puniet de Montfort*, lisez *Puniet de Monfort*.

N° 226, page 66, n° 2 du tableau, 3^e colonne, au lieu de *18 avril 1786*, lisez *17 avril 1786*; même page, n° 6 du tableau, 2^e colonne, au lieu de *Bruneau*, lisez *Bruneau*; page 71, n° 46 du tableau, colonne de l'époque d'entrée en jouissance de la pension, au lieu de *29 septembre 1851*, lisez *29 décembre 1850*.

N° 231, page 218, n° 17 du tableau, 2^e colonne, au lieu de *Picque*, lisez *Pigne*.

N° 233, page 274, n° 8 du tableau, 2° colonne, au lieu de *de Francheschi*, lisez *de Franceschi*.

N° 239, page 386, n° 20 du tableau, 3° colonne, au lieu de *17 janvier 1798*, lisez *17 janvier 1799*; page 390, n° 63 du tableau, 2° colonne, au lieu de *Charron*, lisez *Charon*.

N° 243, page 506, n° 63 du tableau, 2° colonne, au lieu de *Vaudré*, lisez *Vaudri*.

N° 244, page 520, n° 28 du tableau, 2° colonne, au lieu de *Villajews*, lisez *Viellajews*; page 524, n° 23 du tableau, 2° colonne, au lieu de *Labouret* (*Henry-François-Anezime*), lisez *Labouret* (*Henri-François-Onézime*); page 533, n° 6 du tableau, colonne de l'époque de l'entrée en jouissance de la pension, au lieu de *4 mars 1852*, lisez *1^{er} janvier 1852*, et à la condition que les arrérages ne commenceront qu'à dater du jour où le titulaire aura été rayé des contrôles de l'hôtel des invalides.

N° 246, page 566, n° 25 du tableau, 2° colonne, au lieu de *Focanier*, lisez *Tocanier*.

N° 252, page 711, n° 54 du tableau, colonne des noms et prénoms des veuves, au lieu de *Guyard* (*Rénée-Catherine-Antoinette*), lisez *Guyard* (*Rénée-Catherine-Henristte*).



Certifié conforme :

Paris, le 2^e Octobre 1852,

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire
d'état au département de la Justice,*

ABBATUCCI.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin
au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Imprimerie nationale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

PARTIE SUPPLÉMENTAIRE.

N° 272.

N° 7193. — *DÉCRET qui accorde des Pensions de réforme à quatre Officiers.*

Du 1^{er} Septembre 1852.

LOUIS-NAPOLÉON, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu, 1° les articles 25 et 26 de la loi du 25 mars 1817, et l'article 3 de l'ordonnance du 20 juin suivant;

2° Les titres II et III de la loi du 19 mai 1834 sur l'état des officiers, et le tarif annexé à la loi du 11 avril 1831 sur les pensions de l'armée de terre;

3° Les lois sur les crédits affectés à l'inscription des pensions militaires au trésor public;

4° La fixation, établie d'après la révision du Conseil d'état, des pensions de réforme comprises dans le présent décret, portant le n° 54;

5° L'avis du ministre des finances, en date du 8 septembre 1852, exprimant qu'il a reconnu la légalité de cette fixation et la possibilité d'imputer les pensions proposées, montant à la somme de trois mille deux cent sept francs, sur le crédit d'inscription ouvert pour l'année 1852;

Sur le rapport du ministre de la guerre;

DÉCRET:

ART. 1^{er}. Il est accordé à chacun des quatre officiers de-

X^e Série.

22

nommés au tableau ci-après une pension de réforme fixée conformément aux indications de ce tableau (1).

2. Ces pensions seront inscrites au trésor public, avec la jouissance du jour indiqué à chaque article du tableau qui suit.

3. Avant le premier payement de ces pensions, les titulaires seront tenus de produire au payeur un certificat du sous-intendant militaire de leur département, énonçant le temps pendant lequel ils auraient reçu, sur les fonds de la guerre, depuis l'époque de jouissance indiquée ci-après, un traitement militaire,

(1) Les titulaires de ces pensions ne devront se pourvoir, soit près du payeur, soit près du ministre des finances, pour réclamer leur certificat d'inscription, qu'un mois après l'insertion du présent décret au Bulletin des lois.

NOMBRES D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS.	NAISSANCES.		GRANDES, armes, etc.	SERVICES EFFECTIFS		
		Dates.	Lieux.		Ans.	Mois.	J.
1	HUE (Nodun).....	25 août 1787.	(Nîmes. (Gard).	Captaine d'In- fanterie.	26	.	.
2	RINDERSAGEN (Amédée- Joseph-Henri).....	10 janvier 1786.	Paris (Seine).	Idem.	26	6	.
3	Mahrs (Guillaume-Fran- çois-Charles).....	5 février 1797.	Gonesse (Seine-et-Oise).	Lieutenant d'Ar- tillerie.	20	6	.
4	ANDRIEU (Berthelemy- Marie).....	28 mars 1813.	Paris (Seine).	Chirurgien aide- major.	20	.	.

N° 7196. — *Décret qui accorde des Pensions à soixante-neuf Veuves de Militaires.*

Donné le 28 Septembre 1855.

LOUIS-NAPOLÉON, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Vu, 1° les articles 25 et 26 de la loi du 25 mars 1817, et l'ar-
ticle 3 de l'ordonnance du 20 juin suivant;

pour que le même temps leur soit déduit sur le décompte à faire des arrérages de leur pension.

Ce certificat indiquera si les titulaires sont passibles d'une retenue pour débet envers le trésor public, envers l'administration du corps dont ils faisaient partie, etc. afin qu'elle soit continuée dans la proportion relative à la quotité de leur pension.

4. Les ministres de la guerre et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 12 Septembre 1851.

Signé LOUIS-NAPOLÉON.

Le Ministre de la guerre,

Signé A. DE SAINT-ARNAUD.

DATE de la décision qui a prononcé la mise en réforme.	QUOTITÉ de la pension de réformé.	BASES RÉGALIES applicables à cette fixation.	ÉPOQUE de l'entrée en jouissance de la pension.	DOMICILE des titulaires.	OBSERVATIONS.
4 juin 1852.	1,000 ^f	Article 18 de la loi du 19 mai 1831, et tarif annexé à celle du 11 avril 1831.	19 juin 1852.	Nîmes (Gard).	
17 janvier 1852.	1,000	<i>Idem.</i>	19 février 1852.	Paris (Seine).	Dans cette pension est confondue celle de 1,000 fr. comprise dans un décret de concession du 24 mai 1851 et qui, d'ailleurs, n'accablait celle de 1,000 francs accordée par ordonnance du 5 mars 1851.
5 juillet 1852.	560	<i>Idem.</i>	13 juillet 1852.	Belleville (Seine).	
7 avril 1852.	817	<i>Idem.</i>	28 avril 1852.	Saint-Denis (Seine).	
TOTAL...	3,387				

2° Le titre III de la loi du 11 avril 1831, sur les pensions de l'armée de terre, qui détermine les conditions auxquelles les veuves des militaires sont susceptibles d'obtenir des pensions;

3° Les lois sur les crédits affectés à l'inscription des pensions militaires au trésor public;

4° La fixation, établie d'après la révision du Conseil d'état des pensions comprises dans le présent décret, portant le n° 55;

5^e L'avis du ministre des finances, en date du 8 septembre 1852, exprimant qu'il a reconnu la légalité de cette fixation, et la possibilité d'imputer les pensions proposées, montant à la somme de vingt-trois mille cinquante francs, sur le crédit d'inscription de 1852; Sur le rapport du ministre de la guerre,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Il est accordé à chacune des soixante-six veuves de militaires dénommées au tableau ci-après une pension fixée conformément aux indications de ce tableau (1), savoir :

(1) Les titulaires de ces pensions ne devront se pourvoir, soit près du payeur, soit près du ministre des finances, pour réclamer leur certificat d'inscription au trésor, qu'un mois après l'insertion du présent décret au Bulletin des lois.

NOM ET PRÉNOM des militaires.	GRADE.	DATE			CONDITIONS dans lesquelles se trouvent le militaire décédé, ou circonstances de son décès.
		de la cessation de l'activité.	du mariage.	du décès.	
1 GÉRARD (Maurice-Étienne)...	Marschal de France.	Le jour du décès. 1816.	10 août 1816.	17 avril 1852.	
2 SOULHACON dit Bruc (Guil- — Jeanne-Rose)...	Intendant militaire.	5 février 1845.	29 juin 1848.	23 mai 1852.	En jouissance de la pen- sion de retraite.
3 MÉRAT (Pierre).....	Colonel.....	7 octobre 1836.	17 déc. 1847.	27 mars 1852.	Idem.....
4 DIDANT (Urbain).....	Chef de bataillon..	Le jour du décès. 1845.	29 mars 1845.	10 mars 1852.	En possession de droits pension de retraite.
5 MESSIER (Charles-Antoine)...	Idem.....	9 déc. 1815.	19 oct. 1801.	9 oct. 1851.	En jouissance de la pen- sion de retraite.
6 JANMÉ DE SÉCHAY (Joseph- — Luc).....	Chef d'escadron....	12 fév. 1837.	8 sept. 1812.	27 mars 1852.	Idem.....
7 CHRETIEN-DUGMONT (Ca- — mille).....	Major.....	12 juillet 1847.	16 déc. 1830.	24 déc. 1851.	Idem.....
8 AIGLE (Jean).....	Capitaine.....	2 déc. 1831.	19 mars 1822.	7 mai 1852.	Idem.....
9 ARDELOT (Toussaint).....	Idem.....	Le jour du décès. 1846.	8 juin 1846.	24 mars 1852.	Mort en Algérie d'une fièvre endémique.
10 BERNHARD (Jean-François) ..	Idem.....	26 avril 1846.	21 février 1826.	20 février 1852.	En jouissance de la pen- sion de retraite.
11 CARTHERY (Jean-Baptiste- — Pierre).....	Idem.....	30 juin 1832.	6 mars 1826.	12 mai 1852.	Idem.....
12 DE CHAMPELAIN (André-Jean)...	Idem.....	15 août 1821.	7 août 1805.	3 mai 1852.	Idem.....
13 COLLET (Nicolas).....	Idem.....	22 nov. 1811.	14 mars 1808.	27 avril 1852.	Idem.....
14 DUBOIS (Jean-Jacques).....	Idem.....	9 déc. 1851.	31 déc. 1842.	22 janvier 1852.	Idem.....
15 DUCRET (Pierre-Marie).....	Idem.....	26 mai 1846.	9 sept. 1818.	25 mai 1852.	Idem.....
16 JUCIAT (Pierre).....	Idem.....	26 sept. 1848.	21 mai 1844.	29 déc. 1851.	Idem.....
17 LARÉ (Pierre-Guillaume)...	Idem.....	1 ^{er} juillet 1837.	15 février 1811.	10 février 1852.	Idem.....
18 LESTRAVIN (Pierre-Aimable)...	Idem.....	7 janv. 1829.	26 février 1816.	21 mars 1852.	Idem.....

2. Ces pensions seront inscrites au trésor public, avec la jouissance de l'époque indiquée à chaque article du tableau qui suit.

3. Les ministres de la guerre et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 12 Septembre 1852.

Signé LOUIS-NAPOLÉON.

Le Ministre de la guerre,

Signé A. DE SAINT-ARNAUD.

NOMS ET PRÉNOMS des veuves.	NAISSANCE.		MONTANT de la pension.	ÉPOQUE de l'entrée en jouissance de la pension.	DÉPARTEMENT.
	Dates.	Lieux.			
THÉRON - THÉRON DE VA- LEUX (Louise-Rose-Aimée).	7 oct. 1839.	Paris (Seine).	6,000 ^f	17 avril 1852.	Paris (Seine).
DE CRESNY DU CARDOIR (Ade- laïde).	17 oct. 1839.	Fontainebleau (Seine-et-Marne).	1,000	23 mai 1852.	Villeneuve-d'Ornon (Gironde).
SAUTHIER-ROUCHMONT (Louise- Gabrielle).	19 avril 1792.	Amiens (Somme).	750	27 mars 1852.	Villeneuve-sur-Lot (Lot-et-Garonne).
BERNARDILLER (Marie-Salomé)...	1 ^{er} janv. 1807.	Wissenbourg (Bas-Rhin).	500	10 mars 1852.	Lyon (Rhône).
MOUTIER (Marie-Marguerite-Jo- seph).	13 août 1770.	Lille (Nord).	500	9 oct. 1851.	Amiens (Somme).
BOUCHY (Josephine-Anne-Marie).	28 août 1788.	Albi (Tarn).	500	27 mars 1852.	Laval-Roquecailles (Aveyron).
MATHÉ (Bertine-Alexandrine- Marie).	27 février 1806.	Roarbourg (Nord).	500	24 déc. 1851.	Roarbourg (Nord).
MUTILLIN (Alexandrine-Henriette).	2 ^e déc. 1795.	Paris (Seine).	400	7 mai 1852.	Nancy (Meurthe).
CHARPENTY (Amélie-Marie-Jo- sephine).	10 janvier 1820.	Perpignan (Pyénées-Orientales).	400	24 mars 1852.	Perpignan (Pyénées-Orientales).
LENGES (Lydie-Clara-Françoise- Joseph).	14 août 1806.	Valenciennes (Nord).	400	20 février 1852.	Valenciennes (Nord).
PERIN (Jeanne-Françoise).....	14 sept. 1803.	Verdun (Meuse).	400	12 mai 1852.	Verdun (Meuse).
DE FLAURY (Marie-Rosalie)....	22 déc. 1776.	Amiens (Picardie).	400	3 mai 1852.	Verailles (Seine-et-Oise).
SARRÉ (Gabrielle-Charlotte)...	29 oct. 1774.	Verailles (Seine-et-Oise).	400	27 avril 1852.	Idem.
FOURÉ (Marie-Louise).....	8 mai 1816.	Ajaccio (Corse).	400	12 janvier 1852.	S ^t -Omer-de-la-Renée (Ille-et-Vilaine).
BUCHETOT (Marie-Émile).....	15 janvier 1799.	Rochefort (Charente-Inferieure).	400	25 mai 1852.	Pau (Basses-Pyrénées).
BOUR (Jules-Thérèse-Marie)...	12 février 1815.	Boulou (Pyénées-Orientales).	400	29 déc. 1851.	Boulou (Pyénées-Orientales).
DE GUYON DE VANDERLINDEN (Alexandrine-Désirée).	6 sept. 1819.	Ros-sur-Loire (Ille-et-Vilaine).	400	10 février 1852.	S ^t -Georges-de-Gre- boignes (Ille-et-Vilaine).
SARLAT (Madeleine-Anastase)...	28 déc. 1798.	Saint-Jean-d'Angély (Charente-Inferieure).	400	21 mars 1852.	Saint-Jean-d'Angély (Charente-Inferieure).

NOM ET PRÉNOM des militaires.	GRADE.	DATE			Circumstances dans lesquelles se trouvait le militaire décédé, ou circonstances de son décès.
		de la célébration de l'activité.	de mariage.	de décès.	
19 MESTRE (Pierre).....	Captaine.....	8 sept. 1836.	24 avril 1816.	11 mars 1852.	En jouissance de la pension de retraite.
20 MIEU (Nicolas-Charlemagne).....	Idem.....	7 mars 1830.	20 nov. 1822.	11 nov. 1851.	Idem.....
21 PICARD (Pierre).....	Idem.....	25 janvier 1849.	23 mai 1838.	18 juin 1852.	Idem.....
22 POUILLARD (Pierre-Jésu-Nicolas).....	Idem.....	2 janvier 1844.	29 déc. 1828.	30 mars 1852.	Idem.....
23 TRUILLIER (Honoré).....	Idem.....	30 mars 1808.	4 nov. 1804.	16 oct. 1851.	Idem.....
24 VANDANLE (Pierre-François).....	Idem.....	2 janvier 1836.	28 nov. 1825.	26 avril 1852.	Idem.....
25 YERLIS (Jean-Antoine).....	Idem.....	Le jour du décès.	18 juin 1842.	14 janvier 1852.	Mort en Algérie d'une maladie endémique.
26 DOUET DE JOUX (Marie-Amand-Georges).....	Lieutenant.....	Idem.....	10 oct. 1843.	29 nov. 1851.	En possession de droits la pension de retraite.
27 MICHEL (Antoine-Stéphane-Casimir).....	Idem.....	14 nov. 1835.	16 juillet 1807.	5 mai 1852.	En jouissance de la pension de retraite.
28 MARINSON (Antoine-Benoît).....	Sous-lieutenant.....	1 ^{er} juillet 1834.	30 juillet 1815.	15 oct. 1840 (A).	Idem.....
29 SOUTÉ (Jean-Bernard).....	Idem.....	16 mai 1837.	1 ^{er} juillet 1804.	3 ^{er} août 1851.	Idem.....
30 VINCENZI (François-Marie-Octave).....	Idem.....	8 oct. 1833.	8 mai 1825.	23 avril 1852.	Idem.....
31 MATHEIS (Nicolas).....	Chef ouvrier d'état.....	6 mars 1842.	29 juin 1827.	5 avril 1852.	Idem.....
32 URTIER (Léon-Honoré).....	Sous-chef ouvrier d'état.....	2 février 1843.	25 avril 1816.	1 ^{er} janvier 1852.	Idem.....
33 FORTI (Pierre-Victor).....	Garde du génie de 2 ^e classe.....	19 février 1851.	18 juillet 1833.	28 février 1853.	Idem.....
34 COLMANT (Pierre-Xavier-Sébastien).....	Chirurgien-major.....	20 février 1835.	24 oct. 1814.	21 avril 1852.	Idem.....
35 MILLAT (Adrien-Françoise).....	Adjudant en premier des hôpitaux militaires.....	Le jour du décès.	16 oct. 1833.	14 déc. 1851.	Mort en Algérie d'une maladie endémique.
36 CASSIN (Joseph).....	Portier conigne de 1 ^{re} classe.....	Idem.....	7 déc. 1842.	5 février 1852.	En possession de droits la pension de retraite.
37 GACHON (François).....	Idem de 3 ^e classe.....	Idem.....	5 février 1846.	29 juillet 1851.	Mort en Algérie d'une maladie endémique.
38 NICOLAS (Jean).....	Bergent.....	8 sept. 1834.	17 mai 1827.	17 mars 1852.	En jouissance de la pension de retraite.
39 DUTARD (Pierre).....	Maréchal des logis.....	6 août 1846.	30 nov. 1825.	30 oct. 1851.	Idem.....
40 GONNET (Eugène).....	Caporal.....	19 février 1843.	27 février 1828.	5 avril 1852.	Idem.....
41 DONALD (Pierre-Ambroise).....	Idem.....	21 juin 1826.	14 août 1804.	1 ^{er} nov. 1851.	Idem.....
42 LEROY (Jean).....	Idem.....	7 mai 1816.	10 mars 1810.	1 ^{er} déc. 1851.	Idem.....
43 FORTIN (André).....	Idem.....	1 ^{er} juin 1844.	2 juin 1817.	32 janvier 1852.	Idem.....

NOMS ET PRÉNOMS des veuves.	NAISSANCE.		QUOTITÉ de la pension.	ÉPOQUE de l'entrée en jouissance de la pension.	DOMICILE.
	Dates.	Lieux.			
CENTRON (Jeanne).....	6 mars 1789.	Allemand (Lot-et-Garonne).	400	21 mars 1852.	Allemand (Lot-et-Garonne).
DELANOUE (Catherine-Alexandri- ne).	1 ^{er} août 1791.	Paris (Seine).	400	22 nov. 1851.	Nevers (Nièvre).
DEMIEN (Marguerite-Sophie)...	15 oct. 1802.	Châlons (Marne).	400	28 juin 1852.	Châlons (Marne).
ROSELLIN (Josephine-Anastasie).	26 nov. 1808.	Amiens (Somme).	400	30 mars 1852.	Gudret (Oise).
FELLEN (Hélène-Julie).....	19 mai 1782.	Charmes (Aube).	400	26 oct. 1851.	Saint-Quantin (Aisne).
DECOUET (Marie-Anne).....	4 oct. 1812.	Biesheim (Haut-Rhin).	400	26 avril 1852.	Laroche-Clermont (Haut-Rhin).
PINOT (Augustine-Thérèse).....	29 oct. 1820.	Brast (Finistère).	400	14 janvier 1852.	Sidi-bel-Abbès, pr vines d'Oran (Algérie)
BOUYAN (Jeanne-Françoise-Ody- le).	9 février 1819.	Toulousa (Haut-Garonne).	300	29 nov. 1851.	Grande (Haut-Garonne).
MAUREL (Marie-Henriette-Éléo- nore).	7 janvier 1789.	Barcelonnette (Basses-Alpes).	300	5 mai 1852.	Grande (Isère).
SAUVREY (Paule-Rosalie).....	26 janvier 1794.	Moustiers (Basses-Alpes).	250	Du jour qui commence par le ministère des finan- ces.	Belgenoitier (Var).
BELJAUT (Jeanne).....	1 ^{er} nov. 1784.	Saint-Martin-d'Oydes (Ariège).	250	31 août 1852.	Saint-Martin-d'Oydes (Ariège).
STEPHAN (Anne-Marie).....	7 déc. 1794.	Martinswiller (Bas-Rhin).	250	23 avril 1852.	Saverne (Bas-Rhin).
DUBALLER (Catherine).....	3 février 1803.	Grignola (Gironde).	300	5 avril 1852.	Grignola (Gironde).
DONAL (Marie-Françoise-Nicole)	9 nov. 1779.	Metz (Moselle).	250	1 ^{er} janvier 1852.	Metz (Moselle).
MAHIA (Marguerite-Anne-Ma- rie).	1 ^{er} avril 1819.	Albarré (Pyrénées-Orientales).	250	28 février 1852.	Sétif, province de Constantine (Algérie)
BALLIVET (Anne-Marguerite-Jo- seph).	28 janvier 1786.	Lagnedolle (Moselle).	200	21 avril 1852.	Metz (Moselle).
BOLANDER (Engèle-Charlotte)...	24 avril 1820.	Valenciennes (Nord).	200	14 déc. 1851.	Valenciennes (Nord).
KIEKEN (Victoire-Trepine- Agathe).	5 février 1808.	Rahmon (Nord).	250	5 février 1850.	Alger (Algérie).
MOMMÉ (Marie-Thérèse-Baptiste)	24 juin 1819.	Hyden (Var).	100	29 juillet 1852.	Hyden (Var).
GUICHARD (Geneviève-Pierrette).	29 sept. 1791.	Paris (Seine).	100	17 mars 1852.	Paris (Seine).
BOSCH (Marie).....	16 janvier 1809.	Brantôme (Dordogne).	100	31 oct. 1852.	Brantôme (Dordogne).
WASSON (Barbe).....	15 mars 1800.	Beyat (Nord).	200	5 avril 1852.	Beyat (Basses-Pyrénées)
REINERT (Marguerite).....	6 mars 1820.	Bayonne (Basses-Pyrénées).	100	1 ^{er} nov. 1851.	Fangouallès (Lot-et-Garonne).
COMTEAU (Jeanne-Marguerite).....	24 février 1823.	Vivry (Belgique).	100	1 ^{er} déc. 1851.	Millemont (Ardennes).
PLANCHET (Louise).....	24 février 1800.	Savines (Hautes-Alpes).	100	12 janvier 1852.	Antibes (Var).

(1) Le mari étoit Français.

NOMS ET PRÉNOMS des militaires.	GRADÉS.	DATE			CONDITIONS dans lesquelles se trouvait le militaire décédé, ou circonstance de son décès.
		de la cessation de l'activité.	du mariage.	du décès.	
QUEROY (Pierre).....	Caporal.....	18 mars 1801.	27 juin 1799 (A).	9 février 1851.	En jouissance de la pension de retraite.
BAEH (Jean-Antoine).....	Brigadier.....	22 janvier 1837.	16 mai 1816.	21 avril 1851.	Idem.....
GOMBOUX (Charles-Pierre)...	Idem.....	18 sept. 1850.	9 janvier 1841.	18 avril 1851.	Idem.....
GUILLAUME (Joseph).....	Idem.....	7 juin 1849.	15 nov. 1821.	2 février 1851.	Idem.....
JEAN (Louis).....	Idem.....	8 janvier 1834.	2 janvier 1822.	6 février 1851.	Idem.....
PATIN (Grégoire).....	Idem.....	12 février 1837.	13 oct. 1820.	3 janvier 1851.	Idem.....
CANTON (Michel).....	Soldat.....	28 mai 1834.	28 mai 1821.	18 oct. 1851.	Idem.....
HART (Jean-Joseph).....	Idem.....	7 nov. 1809.	6 juillet 1802.	27 mars 1848.	Idem.....
LEROY (Jules-Ciriague-Joseph).	Idem.....	20 mars 1850.	22 juillet 1845.	16 oct. 1851.	Idem.....
PUCOT (Paul).....	Idem.....	13 août 1831.	18 janvier 1825.	19 mai 1851.	Idem.....
BIDAN (Augustin-Armand) ..	Gendarme.....	Le jour du décès.	18 juillet 1836.	7 déc. 1851.	Tuë dans un service com- mandé.
BRESSON (Louis-Jean-Baptiste- Michel).	Idem.....	21 juillet 1831.	13 janvier 1817.	24 février 1851.	En jouissance de la pension de retraite.
DAVIDY (Jean-François-Étienne).	Idem.....	5 juillet 1836.	6 février 1805.	21 août 1849.	Idem.....
FABRY (Étienne).....	Idem.....	10 août 1828.	7 février 1809.	29 août 1851.	Idem.....
HÉRIOWER (Jean-Jacques-Isi- dore-Bonaventure).	Idem.....	28 août 1836.	9 février 1834.	7 mars 1851.	Idem.....
HÉVIN (Pierre-Charles).....	Idem.....	19 août 1831.	16 juin 1804.	11 août 1851.	Idem.....
LENNARD (Marie-Christo- phe).	Idem.....	11 oct. 1834.	22 avril 1820.	13 déc. 1851.	Idem.....
ROQUES (Marcel-Fortané)...	Idem.....	Le jour du décès.	19 juillet 1827.	1 ^{er} déc. 1851.	En possession de droits à la pension de retraite.
MALHERBE (Jean-Baptiste) ..	Idem.....	28 août 1836.	13 avril 1826.	22 mars 1850.	En jouissance de la pension de retraite.
WEISSBORN (Florent).....	Idem.....	8 juin 1832.	25 juillet 1821.	18 déc. 1851.	Idem.....
NOUVELLE (Boniface-Alenx- dre-Joseph).	Maître ouvrier de manufacture d'ar- mes de guerre.	10 juillet 1832.	21 avril 1819.	4 mars 1852.	Idem.....
RAYAU (Gabriel).....	Maître ouvrier de corps de troupe.	20 avril 1835.	8 mars 1815.	27 déc. 1851.	Idem.....
KENNY (Ignace).....	Ouvrier de manufac- ture d'armes de guerre.	5 janvier 1844.	22 oct. 1820.	31 oct. 1851.	Idem.....

A) Moins de deux ans de mariage, mais il existe un enfant issu de ce mariage.

NOMS ET PRÉNOMS des veuves.	NAISSANCE.		QUOTITÉ de la pension.	ÉPOQUE de l'entrée en jouissance de la pension.	DOMICILE.
	Dates.	Lieux			
KOONEN (Catherine) (1).....	1779.	Nimègue (Hollande).	100 ^f	9 février 1851.	Belval-Sury (Ardennes).
BRIARD (Élisabeth).....	19 déc. 1782.	Mur-de-Barres (Aveyron).	100	21 avril 1851.	Mur-de-Barres (Aveyron).
LACORTE (Élisabeth).....	23 nov. 1810.	Rouen (Seine-Inférieure).	100	18 avril 1852.	Les Sablons (Seine-et-Marne).
CROUSE (Élisabeth).....	3 mai 1789.	Anoudange (Mourthe).	100	2 février 1852.	Saint-Nicolas (Mourthe).
BAUDY (Jeanne).....	10 juillet 1796.	Rochefort (Charente-Inférieure).	100	6 février 1852.	Napoléon (Fendie).
DESVAUX (Louise).....	9 juin 1796.	Bourg (Ain).	100	3 janvier 1852.	Trévoux (Ain).
DROVAL (Marie-Jeanne).....	21 juillet 1782.	Palais (Morbihan).	100	18 oct. 1851.	Palais (Morbihan).
GOULLET (Marie-Louise).....	31 janvier 1775.	Gournay-sur-Aronde (Oise).	100	Du jour qui sera fixé par le ministre des finan- ces.	Vernueil (Oise).
CHALISTE (Augustine - Angli- que).....	8 mars 1824.	Vert-le-Grand (Seine-et-Oise).	100	16 oct. 1851.	Gondelien (Nord).
CAPILLE (Marie).....	29 août 1784.	Cancon (Lot-et-Garonne).	100	15 mai 1852.	Villeneuve-sur-Lot (Lot-et-Garonne).
VACHENASSE (Léonide-Prudence).....	28 février 1817.	Surgy (Nièvre).	100	7 déc. 1851.	Clamecy (Nièvre).
ROCHARD (Philippe).....	17 août 1796.	Gex (Ain).	100	24 février 1851.	Ambérieux (Ain).
BOURONNE (Marie-Rose).....	14 déc. 1781.	Dreux (Eure-et-Loir).	100	Du jour qui sera fixé par le mi- nistre des finances.	Dreux (Eure-et-Loir).
PALMERINO (Joseph-Anne) (1).....	25 nov. 1789.	Camerano (Italie).	100	29 août 1851.	Douéra (Algérie).
RAPHAEL (Marie-Anne).....	15 janvier 1783.	Charnecles (Puy-de-Dôme).	100	7 mars 1852.	Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme).
BAILLARD (Catherine).....	4 déc. 1779.	Monthron (Charente).	100	11 août 1851.	Monthron (Charente).
LANGELOU (Magdelaine-Pierrette).....	9 mars 1795.	Paris (Seine).	100	13 déc. 1851.	Montrouge (Seine).
ANTOINETTE.....	15 février 1798.	Carcassonne (Aude).	100	1 ^{re} déc. 1851.	Narbonne (Aude).
BELLEAU (Cécile-Magdeleine).....	24 nov. 1790.	Tours (Indre-et-Loire).	100	22 mars 1850.	Tours (Indre-et-Loire).
WALDORF (Marie-Élisabeth)...	19 déc. 1786.	Molsheim (Bas-Rhin).	100	18 déc. 1851.	Strasbourg (Bas-Rhin).
DEU (Angélique-Ferdinand-Jo- seph).....	23 février 1790.	Rousies (Nord).	100	4 mars 1852.	Rousies (Nord).
FOUCHT (Marie-Marguerite-Antoi- nette).....	5 janvier 1789.	Avignon (Vaucluse).	100	27 déc. 1851.	Marsnil (Dordogne).
ULMER (Françoise).....	2 mars 1788.	Rosheim (Bas-Rhin).	100	31 oct. 1851.	Greswiller (Bas-Rhin).
TOTAL.....			23,050		

(1) Le mari était Français.

N° 7195. — *DÉCRET qui accorde des Secours annuels aux Orphelins de sept Militaires.*

Du 12 Septembre 1852.

LOUIS-NAPOLÉON, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu, 1° les articles 25 et 26 de la loi du 25 mars 1817, et l'article 3 de l'ordonnance du 20 juin suivant;

2° Le titre III de la loi du 11 avril 1831, sur les pensions de l'armée de terre, qui détermine les conditions auxquelles les orphelins de militaires sont susceptibles d'obtenir des secours annuels;

3° Les lois sur les crédits affectés à l'inscription des pensions militaires au trésor public;

4° La fixation, établie d'après la révision du Conseil d'état des secours annuels compris dans le présent décret, portant le n° 56;

NOMBRES D'ORDRE	NOMS ET PRÉNOMS des père et mère.	GRADE.	DATES			CIRCONSTANCES du décès des père et mère.
			du mariage des père et mère.	de la cessation de l'activité du père.	du décès des père et mère.	
1	CHARTIER (Antoine-Charles).	Capitaine	4 janvier 1834.	5 juillet 1836.	19 janvier 1852.	Titulaire d'une pension de retraite.
	BOUDAN (Marie).....	.....	.....	.....	30 oct. 1840.	.....
2	MERLIN (Pierre-Antoine-Désiré).	Capitaine	12 mai 1831.	4 janvier 1845.	28 juillet 1850.	Titulaire d'une pension de retraite.
	CHARPENTIER (Élisabeth).	.....	.....	.....	7 oct. 1842.	.....
3	ROYER (Jean).....	Adjudant d'administration des hôpitaux militaires.	15 juillet 1829.	Le jour du décès.	31 janvier 1842.	En possession de droits à la pension de retraite.
	RÉMOND (Anne).....	.....	.....	.....	26 mars 1852.	Titulaire d'une pension de veuve.
4	COLIN (Jean-Joseph)....	Brigadier	26 déc. 1833.	1 ^{er} juillet 1845.	2 sept. 1851.	Titulaire d'une pension de retraite.
	GUÉRIN (Catherine)....	.....	.....	.....	25 juillet 1851.	.....
5	ROBERT (Basile).....	Gendarme.....	3 juin 1828.	7 janvier 1839.	16 juillet 1851.	Titulaire d'une pension de retraite.
	JULIEN (Scolastique)....	.....	.....	.....	15 février 1842.	.....
6	LINOWTMANNECKER (François-Nicolas).	Maître ouvrier....	8 juin 1814.	22 mars 1833.	12 janvier 1848.	Titulaire d'une pension de retraite.
	SCHUTZ (Cécile).....	.....	.....	.....	15 sept. 1851.	Titulaire d'une pension de veuve.
7	LARNEEL (André).....	Ouvrier.....	16 janvier 1809.	10 mai 1839.	29 juin 1851.	Titulaire d'une pension de retraite.
	DOLL (Jeanne).....	.....	.....	.....	1 ^{er} février 1838.	.....

5° L'avis du ministre des finances, en date du 8 septembre 1852, exprimant qu'il a reconnu la légalité de cette fixation, et la possibilité d'imputer les secours annuels proposés, montant à la somme de mille cinq cents francs, sur le crédit d'inscription ouvert pour l'année 1852;

Sur le rapport du ministre de la guerre,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est accordé aux orphelins des sept militaires dénommés au tableau ci-après un secours annuel fixé conformément aux indications de ce tableau (1), savoir :

(1) Les titulaires de ces secours annuels ne devront se pourvoir, soit près du payeur, soit près du ministre des finances, pour réclamer leur certificat d'inscription au trésor, qu'un mois après l'insertion du présent décret au Bulletin des lois.

NOMS ET PRÉNOMS des orphelins.	DATES de naissance des orphelins.	LIEUX de naissance des orphelins.	QUANTITÉ du secours annuel.	NOMS DES TUTEURS des orphelins.	DOMICILES.	ÉPOQUES de l'entrée en jouissance des secours annuels.
CRANTZEN (Noël-Charles).	23 février 1835.	Toulouse	400 ^f	M. OLAGNIER	La Flèche (Sarthe).	19 janvier 1852.
— (Claire-Marie-Clémentine).	18 sept. 1838.	(H.-Garonne)				
MERLIN (Gonsalve).....	5 avril 1832.	Thionville (Moselle).	400	M. BAR, ancien conserva- teur des hypothèques.	Thionville (Moselle).	28 juillet 1850.
— (Gabriel-Oscar)...	8 oct. 1834.	Perpignan (Pyrénées-Or.)				
ROYER (Alfred-Nicolas- Adolphe).	11 janv. 1834.	Maubeuge (Nord).	300	M. ROYER, aïeul des or- phelins.	Chooz (Ardennes).	26 mars 1852.
— (Marie-Léonie)...	25 juin 1842.	Alger (Afrique).				
COLIN (Joseph).....	17 février 1838.	Marais (Charente).	100	M. GUÉRIN.....	Niort (Deux-Sèvres)	2 sept. 1851.
ROBERT (Jean-Joseph)...	11 nov. 1834.	Valence (B.-Alpes).	100	M. ROBERT.....	Ceresse (B.-Alpes).	18 juillet 1851.
— (Maxime-Eugène).	8 nov. 1836.	Mosel (B.-Alpes).				
LIECHTNAMECKER (Appo- line).	14 mars 1833.	Mollkirch (Bas-Rhin).	100	M. LIECHTNAMECKER....	Mollkirch (Bas-Rhin).	15 sept. 1851.
— (Josephine).....	10 déc. 1836.					
LANTIER (Josephine)...	9 sept. 1831.	Ottrot-le-Bas (Bas-Rhin).	100	M. LEITNER	Ottrot-le-Bas (Bas-Rhin).	29 juin 1851.
TOTAL.....			1,500			

2. Ces secours annuels seront inscrits au trésor public, avec jouissance de l'époque indiquée à chaque article du tableau qui précède, et seront payés jusqu'à ce que le plus jeune des orphelins ait atteint l'âge de vingt et un ans accomplis.

3. Les ministres de la guerre et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 12 Septembre 1852.

Signé LOUIS-NAPOLÉON.

Le Ministre de la guerre,

Signé A. DE SAINT-ARNAUD.

N° 7196. — DÉCRET qui accorde à quarante-cinq Militaires des Pensions de retraite à titre d'ancienneté de service.

Du 12 Septembre 1852.

LOUIS-NAPOLÉON, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu, 1° les articles 25 et 26 de la loi du 25 mars 1817, et l'article 3 de l'ordonnance du 20 juin suivant;

NOMES ET PRÉNOMS.	NAISSANCE.		GRADES, armes, etc.	SERVICES effectifs.			CAMPAGNES			TOTAUX.		
	Dates.	Lieux.		Ans.	Mois.	Jours.	Ans.	Mois.	Jours.	Ans.	Mois.	Jours.
1 BERNARD (Pierre-Gabriel-Victorie).	21 mars 1788.	Calais (Pas-de-Calais).	Intendant militaire.	45	7	15	10	"	"	55	7	15
2 ARNAUD (Barthelemy)....	25 juill. 1794.	Savasse (Drôme).	Capitaine adjudant de place à Lyon.	38	2	8	2	"	"	40	2	8
3 COFFIN (Henry).....	28 mai 1796.	Welferding (Moselle).	Major au 11 ^e régiment d'infanterie de ligne.	39	9	14	5	"	"	44	9	14
4 CASTOUL (Félix).....	21 déc. 1795.	Clermont (Oise).	Chef de bataillon au 4 ^e régiment d'infanterie légère.	37	6	16	6	"	"	43	6	16
5 BARTHÈS (Pierre-Alexandre).	26 nov. 1797.	Béziers (Hérault).	Capitaine au 46 ^e régiment d'infanterie de ligne.	33	6	17	1	"	"	34	6	17
6 LEQUES (Jean).....	25 juill. 1797.	Montpellier (Hérault).	Capitaine commandant le dépôt de recrutement du Jura.	37	"	16	10	"	"	47	"	16
7 PHÉLIPOT (Jean-Baptiste-Gabriel).	19 nov. 1798.	Saint-Mhervé (Ille-et-Vilaine).	Capitaine au 25 ^e régiment d'infanterie légère.	32	8	6	6	"	"	38	8	6
8 BARTEL (Pierre).....	5 nov. 1797.	Le Fort-Barraux (Isère).	Capitaine à la 2 ^e compagnie de pionniers de discipline.	38	8	9	21	"	"	59	8	9

2° La loi du 11 avril 1831, sur les pensions de l'armée de terre;

3° Les lois sur les crédits affectés à l'inscription des pensions militaires au trésor public;

4° La fixation, établie d'après la révision du Conseil d'état, des pensions de retraite comprises dans le présent décret, portant le n° 57;

5° L'avis du ministre des finances, en date du 8 septembre 1852, exprimant qu'il a reconnu la légalité de cette fixation et la possibilité d'imputer les pensions proposées, montant à la somme de soixante mille sept cent soixante et treize francs, sur le crédit d'inscription ouvert pour l'année 1852;

Sur le rapport du ministre de la guerre,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est accordé à chacun des quarante cinq militaires dénommés au tableau ci-après une pension de retraite fixée conformément aux indications de ce tableau (1); savoir :

(1) Les titulaires de ces pensions ne devront se pourvoir, soit près du payeur, soit près du ministre des finances, pour réclamer leur certificat d'inscription au trésor, qu'un mois après l'insertion du présent décret au Bulletin des lois.

ARTICLES de la loi du 11 avril 1831 applicables à cette fixation.	GRADE sur lequel la pension est réglée.	QUANTITÉ de la pension.	POSITION actuelle des titulaires.	ÉPOQUE de l'entrée en jouissance de leur pension.	DOMICILE des titulaires.
9, 10 et 11.	Intendant-militaire. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	4,800 ^f (a)	En activité.	1 ^{er} juillet 1852.	Renescure (Nord).
Idem.	Capitaine. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	1,692 (a)	Idem.	1 ^{er} août 1852.	Lorient (Morbihan).
9 et 10.	Major.	1,875 (a)	Idem.	8 juillet 1852.	Toul (Meurthe).
Idem.	Chef de bataillon.	1,850 (a)	Idem.	21 juillet 1852.	Paris (Seine).
9, 10 et 11.	Capitaine. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	1,560 (a)	Idem.	10 juillet 1852.	Lille (Nord).
Idem.	Idem.	1,860 (a)	Idem.	24 juillet 1852.	Quinsac (Gironde).
Idem.	Idem.	1,656 (a)	Idem.	3 août 1852.	Toulon (Var).
Idem.	Idem.	1,920 (a)	Idem.	15 juillet 1852.	"

(a) A la condition que les arrérages ne commenceront qu'à dater du jour où le titulaire aura été rayé des contrôles d'activité.

NOMS ET PRÉNOMS.	Dates.	Lieux.	GRADÉS, armes, etc.	DÉTAILS.								
				Ann.	Mois.	Jours.	Ann.	Mois.	Jours.	Ann.	Mois.	Jours.
HOUDIN (Jean-Baptiste)...	23 nov. 1800.	Montargis (Loiret).	Capitaine au 15 ^e régiment d'infanterie de ligne.	30	3	15	6	"	"	36	3	15
LAFYER (Jean).....	20 avril 1793.	Salers (Cantal).	Idem au 22 ^e idem.	31	3	9	21	"	"	52	3	9
LYON (Jean-Baptiste)....	8 janv. 1800.	Châtillonet (Hauts-Marne).	Idem au 29 ^e idem.	30	3	23	5	"	"	35	3	23
OGER (Eugène-Pierre)...	27 sept. 1802.	Clamarcy (Nièvre).	Idem au 34 ^e idem.	31	8	"	6	"	"	37	8	"
SAVOYE (Pierre).....	18 fév. 1800.	Pontoise (Seine-et-Oise).	Idem au 48 ^e idem.	30	3	23	17	"	"	47	3	23
CHARPENTIER (François)..	13 sept. 1800.	Montreguienne (Moselle).	Idem au 56 ^e idem.	30	3	25	14	"	"	44	3	25
BOUCHETEL (Jean-Jacques)	25 fév. 1804.	Aubazine (Corrèze).	Capitaine au 11 ^e régiment d'infanterie légère.	30	4	17	5	"	"	35	4	17
SÉRÈS (Jean-Joseph)....	21 fév. 1797.	Marseille (Bouch.-du-Rhône).	Idem au 14 ^e idem.	36	3	6	1	"	"	37	3	6
THÉBAUT (Charles-Alexandre).	8 août 1802.	Estang (Gers).	Sous-lieutenant au 18 ^e régiment d'infanterie de ligne.	30	3	17	2	"	"	32	3	17
VENE (François-Paul)...	28 mai 1794.	Réalmont (Tarn).	Lieutenant-colonel du 10 ^e régiment de dragons.	39	7	"	7	"	"	46	7	"
CARON (Hector-Benoît-Émile).	23 déc. 1799.	Paris (Seine).	Capitaine au 1 ^{er} régiment de cuirassiers.	35	"	20	"	"	"	36	"	20
MANGIN (Jean-Baptiste-Napoléon).	5 mai 1803.	Darney (Vosges).	Idem au 2 ^e idem.	30	6	17	"	"	"	30	6	17
BIDHAULT (Antoine)....	3 juill. 1797.	Amettes (Var).	Capitaine au 1 ^{er} régiment de dragons.	32	"	16	1	"	"	33	"	16
LAURENZINI (Antoine)...	7 déc. 1798.	Riom (Puy-de-Dôme).	Capitaine au 10 ^e régiment de chasseurs.	32	6	23	"	"	"	32	6	23
BESNON (Jean-Simon)...	25 avril 1798.	Dinan (Côtes-du-Nord).	Trompette-major au 11 ^e régiment de chasseurs.	31	2	27	3	"	"	34	2	27
DEVÈUX (Antoine-Nicolas).	14 août 1789.	Strasbourg (Bas-Rhin).	Capitaine d'artillerie en résidence fixe à Avannes.	30	1	9	6	"	"	36	1	9
COSSON (Philadelphe-Marie).	12 nov. 1798.	Lorient (Morbihan).	Garde de 1 ^{re} classe des équipages militaires au parc d'Alger.	33	11	28	27	"	"	60	11	28
BROGLIN (Auguste-Joseph).	9 avril 1800.	Minges (Pas-de-Calais).	Capitaine d'infanterie.	30	2	25	3	"	"	33	2	25
PIEDANHA (Alexandre-Jacques-Antoine).	4 juin 1804.	Douai (Nord).	Idem.	30	"	9	8	"	"	38	"	9
VAUTHIER (Paul-Léon)...	21 juin 1802.	Dijon (Côte-d'Or).	Major de cavalerie.	30	"	29	7	"	"	37	"	29
MEUNIER (Charles-Laurent)	18 oct. 1803.	Nogent-l'Artaud (Aisne).	Capitaine de cavalerie.	30	"	9	3	"	"	33	"	9
LANGLET (Jean-Baptiste-Théodore).	16 août 1800.	Rouen (Seine-Inférieure).	Lieutenant de cavalerie.	30	"	17	"	"	"	30	"	17

(a) A la condition que les arrérages ne commenceront qu'à dater du jour où le titulaire aura été rayé des contrôles d'activité. — (b) Sauf déduction des sommes perçues depuis le 28 mai 1852 à titre de solde de non-activité. — (c) Sauf déduction des sommes perçues depuis le 23 juin 1852 à titre de solde de non-activité. —

ARTICLES de la loi du 11 avril 1831 applicables à cette fixation.	GRADE sur lequel la pension est réglée.	QUANTITÉ de la pension.	POSITION actuelle des titulaires.	ÉPOQUE de l'entrée en jouissance de leur pension.	DOMICILE des titulaires.
9 et 10.	Capitaine.	1,330 ^f (a)	En activité.	1 ^{er} juillet 1852.	Paris (Seine).
Idem.	Idem.	1,600 (a)	Idem.	3 juillet 1852.	Toulouse (Haute-Garonne).
Idem.	Idem.	1,320 (a)	Idem.	1 ^{er} juillet 1852.	Fontaine-Française (Côte-d'Or).
Idem.	Idem.	1,360 (a)	Idem.	Idem.	Wissembourg (Bas-Rhin).
Idem.	Idem.	1,550 (a)	Idem.	Idem.	Mézières (Ardenne).
Idem.	Idem.	1,490 (a)	Idem.	Idem.	Metz (Moselle).
Idem.	Idem.	1,320 (a)	Idem.	23 juillet 1852.	Brives (Corrèze).
Idem.	Idem.	1,350 (a)	Idem.	20 juillet 1852.	Châtellerault (Vienne).
Idem.	Sous-lieutenant.	660 (a)	Idem.	1 ^{er} juillet 1852.	Paris (Seine).
Idem.	Lieutenant-colonel.	2,310 (a)	Idem.	Idem.	Castres (Tarn).
Idem.	Capitaine.	1,310 (a)	Idem.	3 juillet 1852.	Vaugirard (Seine).
Idem.	Idem.	1,220 (a)	Idem.	1 ^{er} juillet 1852.	Darney (Vosges).
Idem.	Idem.	1,270 (a)	Idem.	26 juillet 1852.	Batignolles (Seine).
Idem.	Idem.	1,260 (a)	Idem.	25 juillet 1852.	Riom (Puy-de-Dôme).
9, 10 et 11.	Maréchal des logis, trompette. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	414 (a)	Idem.	10 juillet 1852.	Dinan (Côtes-du-Nord).
Idem.	Capitaine. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	1,596 (a)	Idem.	25 juillet 1852.	Strasbourg (Bas-Rhin).
Idem.	Garde de 1 ^{re} classe. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	1,440 (a)	Idem.	1 ^{er} juillet 1852.	Brest (Finistère).
9 et 10.	Capitaine.	1,270 (b)	En non-activité.	28 mai 1852.	Spint-Cloud (Seine-et-Oise).
Idem.	Idem.	1,360 (c)	Idem.	13 juin 1852.	Bordeaux (Gironde).
Idem.	Major.	1,688 (d)	Idem.	29 mai 1852.	Paris (Seine).
Idem.	Capitaine.	1,260 (c)	Idem.	Idem.	Arras (Pas-de-Calais).
9, 10 et 11.	Lieutenant. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	972 (f)	Idem.	25 mars 1852.	"

(a) À la condition que les arrérages ne commenceront qu'à dater du jour où le titulaire aura cessé de recevoir le solde de son activité. — (b) Sans déduction des sommes perçues depuis le 29 mai 1852 à titre de solde de non-activité. — (c) Sans déduction des sommes perçues depuis le 25 mars 1852 à titre de solde de non-activité.

NOM ET PRÉNOMS.	NAISSANCE.		GRADES, armes, etc.	SERVICES effectifs.			CAMPAGNES			TOTAL.		
	Datee.	Lieux.		Ans.	Mois.	Jours.	Ans.	Mois.	Jours.	Ans.	Mois.	Jours.
31 PACOT (Jean-Louis-François-Numa).	24 oct. 1799.	Paris (Seine).	Lieutenant à l'état-major des places.	30	"	15	26	"	"	56	"	15
32 VANNERCHOUT (Benjamin-Alibert-Ernest).	1 ^{er} nov. 1791.	Saint-Omer (Pas-de-Calais).	Ex-colonel du génie.	44	1	17	6	"	"	50	1	17
33 BREMONT (Louis-Léopold).	5 mars 1801.	Dampierre-le-Château (Marne).	Ex-chef de bataillon d'infanterie.	30	2	15	11	"	"	41	2	15
34 TASSY (Charles).....	6 mars 1798.	Arles (Bouch.-du-Rhône).	Ex-capitaine d'infanterie.	31	"	16	3	"	"	34	"	16
35 THÉRON (Jacques).....	7 sept. 1797.	Saint-Pons (Hérault).	Idem.	31	6	24	10	"	"	41	6	24
36 BARNIER (Joseph).....	5 déc. 1797.	Villechevreux (Haute-Saône).	Ex-capitaine.	33	4	13	2	"	"	35	4	13
37 OLIER (Augustin).....	31 déc. 1796.	Mazials (Aveyron).	Ex-sergent.	33	"	19	4	"	"	37	"	19
38 SENTENAC (Jean).....	6 juin 1799.	Bordes (Ariège).	Idem.	30	4	1	4	"	"	34	4	1
39 LAMBRIGOT (Joseph).....	30 juill. 1799.	Toulouse (Haut.-Garonne).	Ex-caporal.	32	7	15	2	"	"	34	7	15
40 LESCOOT (Philibert).....	15 juin 1790.	Tournaï (Sable-et-Loire).	Ex-vétérinaire en 1 ^{er} .	30	6	16	19	"	"	49	6	16
41 BLOT (Charles-Antoine)...	13 nov. 1797.	Saint-Mihiel (Meuse).	Ex-brigadier de gendarmerie.	38	1	25	3	"	"	41	1	25
42 MARCHAL (Joseph).....	10 janv. 1799.	Saint-Laurent (Meuse).	Idem.	31	4	7	1	"	"	32	4	7
43 PÉRONO (Guillaume).....	7 fév. 1789.	Grandchamp (Morbihan).	Ex-gendarme.	42	8	16	5	"	"	47	8	16
44 VAUTRIN (Jean-Pierre)...	15 fév. 1798.	Paligny (Meurthe).	Ex-sergent-major.	32	8	19	1	"	"	33	8	19
45 LAMBERT (Jean-Auguste).	29 oct. 1802.	Sedan (Ardennes).	Ex-sergent.	30	9	20	1	"	"	31	9	20

(a) Sauf déduction des sommes perçues depuis le 1^{er} août 1852 à titre de soldes de non-activité. — (b) A la condition que les arrérages ne commenceront qu'à dater du jour où le titulaire aura été rayé des contrôles d'activité, et sauf déduction des sommes qu'il aurait touchées, depuis ladite époque, sur la pension de 2,985 francs qui lui a été accordée par décret du 9 décembre 1831, et que la présente annule. — (c) A la condition que les arrérages ne commenceront qu'à dater du jour où le titulaire aura été rayé des contrôles d'activité, et sauf déduction des sommes qu'il aurait touchées, depuis ladite époque, sur la pension de 1,763 francs, qui lui a été accordée le 9 juin 1852, et que la présente annule. — (d) A la condition que les arrérages ne commenceront qu'à dater du jour où le titulaire aura été rayé des contrôles d'activité, et sauf déduction des sommes qu'il aurait touchées, depuis ladite époque, sur la pension de 1,270 francs qui lui a été accordée le 26 décembre 1851, et que la présente annule. — (e) A la condition que les arrérages ne commenceront qu'à dater du jour où le titulaire aura été rayé des contrôles d'activité, et sauf déduction des sommes qu'il aurait touchées, depuis ladite époque, sur la pension de 1,420 francs qui lui a été accordée le 9 décembre 1851, et que la présente annule. — (f) A la condition que les arrérages ne commenceront qu'à dater du jour où le titulaire aura été rayé des contrôles d'activité, et sauf déduction des sommes qu'il aurait touchées, depuis ladite époque, sur la pension de 1,290 francs qui lui a été accordée le 9 juin 1852, et que la présente annule. — (g) A la condition que les arrérages ne commenceront qu'à dater du jour où le titulaire aura été rayé des contrôles d'activité, et sauf déduction des sommes qu'il aurait touchées, depuis ladite époque, sur la pension de 299 francs qui lui a été accordée le 10 juillet 1852, et que la présente annule. — (h) A la condition que les arrérages ne commenceront qu'à dater du jour où le titulaire aura été rayé des contrôles d'activité, et sauf déduction des sommes qu'il aurait touchées, depuis ladite époque, sur la pension de 332 francs qui lui a été accordée le 19 mai 1852, et que la présente annule.

ARTICLES de la loi du 11 avril 1831 applicables à cette fixation.	GRADE sur lequel la pension est réglée.	QUOTITÉ de la pension.	POSITION actuelle des titulaires.	ÉPOQUE de l'entrée en jouissance de leur pension.	DOMICILE des titulaires.
9, 10 et 11.	Lieutenant. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	1,440 ^(a)	En non-activité.	1 ^{er} août 1852.	Asnières (Seine).
9 et 10.	Colonel.	3,000 ^(b)	Jouit d'une pension de retraite.	18 novembre 1851.	Passy (Seine).
Idem.	Chef de bataillon.	1,788 ^(c)	Idem.	29 avril 1852.	Chaufontaine (Marne).
Idem.	Capitaine.	1,290 ^(d)	Idem.	29 septembre 1851.	Maillane (Bouches-du-Rhône).
Idem.	Idem.	1,440 ^(e)	Idem.	10 décembre 1851.	Paris (Seine).
Idem.	Idem.	1,310 ^(f)	Idem.	15 avril 1852.	Villersexel (Haute-Saône).
Idem.	Sergent.	306 ^(g)	Idem.	Idem.	Milbau (Aveyron).
9, 10 et 11.	Sergent. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	341 ^(h)	Idem.	25 mars 1852.	Fénétrange (Meurthe).
9 et 10.	Caporal.	250 ⁽ⁱ⁾	Idem.	20 février 1852.	Mauléon (Basses-Pyrénées).
9, 10 et 11.	Vétérinaire en 1 ^{er} . (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	1,440 ^(j)	Idem.	6 mai 1852.	Alger (Algérie).
Idem.	Brigadier. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	347 ^(k)	Idem.	13 mars 1852.	Saint-Jean-du-Gard (Gard).
Idem.	Idem.	282 ^(l)	Idem.	1 ^{er} février 1852.	Saint-Laurent (Meuse).
Idem.	Gendarme. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	348 ^(m)	Idem.	Idem.	Vannes (Morbihan).
9 et 10.	Sergent-major.	340 ⁽ⁿ⁾	Idem.	5 janvier 1852.	Paligny (Meurthe).
9, 10 et 11.	Sergent. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	318 ^(o)	Idem.	18 mai 1852.	Melun (Seine-et-Marne).
TOTAL.....		60,773			

annale. — (i) A la condition que les arrérages ne commenceront qu'à dater du jour où le titulaire aura été rayé des contrôles d'activité, et sauf déduction des sommes qu'il aurait touchées, depuis ladite époque, sur la pension de 244 francs qui lui a été accordée le 12 avril 1852, et que la présente annule. — (j) A la condition que les arrérages ne commenceront qu'à dater du jour où le titulaire aura été rayé des contrôles d'activité, et sauf déduction des sommes qu'il aurait touchées, depuis ladite époque, sur la pension de 1,296 francs qui lui a été accordée le 9 juin 1852, et que la présente annule. — (k) A la condition que les arrérages ne commenceront qu'à dater du jour où le titulaire aura été rayé des contrôles d'activité, et sauf déduction des sommes qu'il aurait touchées, depuis ladite époque, sur la pension de 340 francs qui lui a été accordée le 24 mai 1852, et que la présente annule. — (l) A la condition que les arrérages ne commenceront qu'à dater du jour où le titulaire aura été rayé des contrôles d'activité, et sauf déduction des sommes qu'il aurait touchées, depuis ladite époque, sur la pension de 275 francs qui lui a été accordée le 26 mars 1852, et que la présente annule. — (m) A la condition que les arrérages ne commenceront qu'à dater du jour où le titulaire aura été rayé des contrôles d'activité, et sauf déduction des sommes qu'il aurait touchées, depuis ladite époque, sur la pension de 324 francs qui lui a été accordée le 26 mars 1852, et que la présente annule. — (n) A la condition que les arrérages ne commenceront qu'à dater du jour où le titulaire aura été rayé des contrôles d'activité, et sauf déduction des sommes qu'il aurait touchées, depuis ladite époque, sur la pension de 330 francs qui lui a été accordée le 19 février 1852, et que la présente annule. — (o) A la condition que les arrérages ne commenceront qu'à dater du jour où le titulaire aura été rayé des contrôles d'activité, et sauf déduction des sommes qu'il aurait touchées, depuis ladite époque, sur la pension de 309 francs qui lui a été accordée le 10 juin 1852, et que la présente annule.

2. Ces pensions seront inscrites au trésor public, avec jouissance du jour indiqué à chaque article du tableau qui précède.

3. Avant le premier paiement de ces pensions, les titulaires seront tenus de produire au payeur un certificat du sous-intendant militaire de leur département, énonçant le temps pendant lequel ils auraient reçu, sur les fonds de la guerre ou de l'hôtel des invalides, depuis l'époque de jouissance indiquée ci-dessus, un traitement militaire ou une allocation incompatible avec une pension militaire, pour que le même temps leur soit déduit sur le décompte à faire des arrérages de leur pension.

Ce certificat indiquera si les titulaires sont passibles d'une retenue pour débet envers le trésor public, envers l'administration du corps dont ils font partie, etc. afin qu'elle soit continuée dans la proportion relative à la quotité de leur pension.

4. Les ministres de la guerre et des finances sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 12 Septembre 1852.

Signé LOUIS-NAPOLÉON.

Le Ministre de la guerre,

Signé A. DE SAINT-ARNAUD.

N° 7197. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) portant :

ART. 1^{er}. Un agent ou un arpenteur forestier, désigné à cet effet, procédera immédiatement, et d'après les instructions de l'administration des forêts, aux opérations relatives à l'aménagement de la totalité des bois appartenant à la commune d'Arreux (Ardennes). Le quart juste de la contenance de ces bois, à prendre dans le canton de Gacogne et dans la partie ouest du canton Saint-Lambert, sera distrait pour former la réserve, conformément aux dispositions de l'article 93 du Code forestier; le surplus, divisé en sept coupes ordinaires, s'exploitera dans une révolution de vingt et une années, au moyen de délivrances faites de trois en trois ans : ces coupes seront fixées sur le terrain, et désignées sur le plan par des numéros et par le nombre d'hectares dont chacune d'elles se composera.

2. Ces opérations seront constatées par des procès-verbaux et des plans dont expéditions devront être remises à l'administration des forêts, au conservateur, à l'agent chef de service et à la commune propriétaire. (Du 3 Juillet 1852.)

N° 7198. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) portant que le décret collectif, en date du 27 no-

vanbre 1852; qui autorise la délivrance de coupes extraordinaires dans divers bois communaux du département de l'Aube, et, en particulier, la délivrance par anticipation, à la commune d'Urville, d'une coupe extraordinaire de ses bois, sous la condition expresse que les coupes ordinaires à délivrer, de 1852 à 1855, seront réduites d'un quart, est abrogé, en ce qui concerne l'autorisation accordée pour la commune d'Urville (Aube). (Du 3 Juillet 1852.)

N° 7199. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) portant ce qui suit :

Les dispositions du décret du 6 février 1852, qui proscrivaient de réduire d'un tiers, pendant neuf années consécutives, les délivrances ordinaires dans la forêt communale de Fontenay-le-Château (Vosges) sont et demeurent abrogées.

Cette commune continuera de recevoir la délivrance d'une coupe entière annuellement. (Du 3 Juillet 1852.)

N° 7200. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) portant :

ART. 1^{er}. Les habitants des communes d'Assas et de Saint-Bazille-de-Montmel (Hérault) sont autorisés, jusqu'au 31 décembre 1853, à faire pacager leurs bêtes à laine dans les cantons de bois qui seront reconnus défensables par les agents forestiers locaux, à la charge, par lesdits habitants, de se conformer aux dispositions des articles de la huitième section du titre III du Code forestier, et à celles des articles 118, 119 et 120 de l'ordonnance réglementaire du 1^{er} août 1827; de faire chaque année, aux temps et saisons convenables, dans les cantons indiqués, les améliorations qui seront reconnues nécessaires par les agents forestiers, pour réparer ou prévenir les dommages qui pourraient résulter de l'exercice du pacage.

2. Le nombre des bêtes à laine admises au parcours ne pourra excéder celui qui sera fixé par les agents forestiers, et publié avec les états des cantons défensables.

3. Cette autorisation sera révoquée pour cause d'abus ou d'incompatibilité du pacage avec la prospérité du bois où il sera exercé. (Du 3 Juillet 1852.)

N° 7201. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) portant :

ART. 1^{er}. Les habitants de la commune d'Iseste (Basses-Pyrénées) sont autorisés, pendant cinq ans, à faire pacager leurs bêtes à laine dans les cantons de bois qui seront reconnus défensables par les agents forestiers locaux, à la charge, par lesdits habitants, de se conformer aux dispositions des articles de la huitième section du titre III du Code forestier, et à celles des articles 118, 119 et 120 de l'ordonnance réglementaire du 1^{er} août 1827; de faire chaque année, aux temps et saisons convenables, dans les cantons indiqués, les améliorations qui seront reconnues nécessaires par les agents forestiers, pour réparer ou prévenir les dommages qui pourraient résulter de l'exercice du pacage.

La commune d'Iseste sera, en outre, tenue de satisfaire aux conditions spéciales que l'administration forestière déterminera.

2. Le nombre des bêtes à laine admises au parcours ne pourra excéder celui qui sera fixé par les agents forestiers, et publié avec les états des cantons défensables.

3. Cette autorisation sera révoquée pour cause d'abus ou d'incompatibilité du pacage avec la prospérité du bois où il sera exercé. (Du 3 Juillet 1852.)

N° 7202. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) portant :

ART. 1^{er}. Les habitants des sept communes de la vallée de Saint-Savin (Hautes-Pyrénées) sont autorisés, pendant cinq ans, à faire pacager leurs bêtes à laine dans les cantons de bois qui seront reconnus défensables par les agents forestiers locaux, à la charge, par lesdits habitants, de se conformer aux dispositions des articles de la huitième section du titre III du Code forestier, et à celles des articles 118, 119 et 120 de l'ordonnance réglementaire du 1^{er} août 1827; de faire chaque année, aux temps et saison convenables, dans les cantons indiqués, les améliorations qui seront reconnues nécessaires par les agents forestiers, pour réparer ou prévenir les dommages qui pourraient résulter de l'exercice du pacage.

2. Le nombre des bêtes à laine admises au parcours ne pourra excéder celui qui sera fixé par les agents forestiers, et publié avec les états des cantons défensables.

3. Cette autorisation sera révoquée pour cause d'abus ou d'incompatibilité du pacage avec la prospérité du bois où il sera exercé. (Du 3 Juillet 1852.)

N° 7203. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) portant :

ART. 1^{er}. La forêt domaniale de Rodlambach (Moselle), d'une contenance approximative de trois cent trente-neuf hectares quarante-quatre ares, sera traitée, à l'avenir, par la méthode des éclaircies et du réensemencement naturel.

Pendant une révolution préparatoire de vingt ans, on procédera à l'enlèvement de tous les vieux arbres mûrs, dépérissants ou nuisibles.

Le volume de la coupe annuelle est fixé à cinq cent cinquante-quatre stères.

2. Pendant la même période de vingt ans, la forêt sera soumise à des coupes d'éclaircie dont chacune comprendra le vingtième de la superficie totale. (Du 7 Juillet 1852.)

N° 7204. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) portant ce qui suit :

Le volume des coupes d'extraction d'arbres à faire annuellement dans la forêt domaniale d'Eu-Malo (Aude), pendant la période transitoire de trente ans, sera porté, à l'avenir, de quatre-vingt-un à trois cent quatre-vingts mètres cubes.

L'ordonnance du 4 octobre 1846 est, en conséquence, rapportée en ce qu'elle a de contraire à la disposition qui précède. (Du 7 Juillet 1852.)

N° 7205. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) portant ce qui suit :

Le volume des coupes d'extraction d'arbres, à faire annuellement dans la forêt domaniale de Couelle (Aude), pendant la période transitoire de trente ans, sera porté, à l'avenir, de trois cent trente-neuf à cinq cents mètres cubes.

L'ordonnance du 4 octobre 1846 est, en conséquence; rapportée en ce qu'elle a de contraire à la disposition qui précède. (Du 7 Juillet 1852.)

N° 7206. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) portant :

ART. 1^{er}. Un agent ou un arpenteur forestier, désigné à cet effet, procédera immédiatement, et d'après les instructions de l'administration des forêts, aux opérations relatives à l'aménagement de la totalité des bois appartenant à la section de Noncourt, commune de Neufchâteau (Vosges). Le quart juste de la contenance de ces bois, à prendre dans la partie attenant aux bois communaux de Bazoilles, sera distrait pour former la réserve, conformément aux dispositions de l'article 93 du Code forestier; le surplus, divisé en vingt et une coupes ordinaires, s'exploitera dans une révolution d'un même nombre d'années : ces coupes seront fixées sur le terrain et désignées sur le plan par des numéros et par le nombre d'hectares dont chacune d'elles se composera.

2. Ces opérations seront constatées par des procès-verbaux et des plans, dont expéditions devront être remises à l'administration des forêts, au conservateur, à l'agent chef de service et à la commune propriétaire. (Du 7 Juillet 1852.)

N° 7207. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) portant :

ART. 1^{er}. Un agent ou un arpenteur forestier, désigné à cet effet, procédera immédiatement, et d'après les instructions de l'administration des forêts, aux opérations relatives à l'aménagement de la totalité des bois appartenant à la commune de Noncourt (Vosges). Le quart juste de la contenance de ces bois, à prendre dans le meilleur fonds, sera distrait pour former la réserve, conformément aux dispositions de l'article 93 du Code forestier; le surplus, divisé en vingt et une coupes ordinaires, s'exploitera dans une révolution d'un même nombre d'années : ces coupes seront fixées sur le terrain, et désignées sur le plan par des numéros et par le nombre d'hectares dont chacune d'elles se composera.

2. Ces opérations seront constatées par des procès-verbaux et des plans dont expéditions devront être remises à l'administration des forêts, au conservateur, à l'agent chef de service et à la commune propriétaire. (Du 7 Juillet 1852.)

N° 7208. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) qui approuve les procès-verbaux de délimitation des forêts ci-dessous désignées :

NOMÉROS DES ARTICLES.	NOMS DES FONDES délimités.	DÉPAR- TEMENTS où ces forêts sont situées.	NATURE de la délimita- tion.	DATE du procès- verbal de délimita- tion.	DATE de la célébra- tion du procès- verbal.	COMMUNES dont les conseils municipaux ont délibéré sur les résultats de l'opération.	DATES des délibéra- tions des conseils municipaux.	AVIS spéciaux des conseils.
1	Forêt domaniale de Chambons.	Ardèche..	Générale.	15 mai 1850.	24 nov. 1851.	Sergères....	1 ^{er} mai 1852.	Approuvé.
2	Bois communaut de Bergères.	Aube....	Partielle , avec le sieur de Dampierre.	10 sept. 1851.	10 fév. 1852.			
3	Forêt domaniale du Devès de Ver- rières.	Aveyron..	Générale.	15 juill. 1851.	30 janv. 1852.			
4	Bois communaux de Chazeuil.	Côte-d'Or.	Partielle , avec M ^{re} veuve Aréant et son fils.	11 juill. 1850.	29 oct. 1851.	Chazeuil....	27 mars 1852.	Idem.
5	Bois communaux de Longchamp.	Idem....	Partielle , avec diverses propriétés particuliers.	26 juin 1845.	10 janv. 1846.	Longchamp ,	18 fév. 1847.	Idem.
6	Bois communaux de Sombard.	Idem....	Partielle , avec la propriété du sieur Gravin.	25 mai 1851.	1 ^{er} déc. 1851.	Sombard....	2 fév. 1852.	Idem.
7	Bois communaux de Villers-Patras.	Idem....	Partielle , avec M. Du- gond.	26 nov. 1850.	10 déc. 1851.	Villers-Patras	21 mars 1852.	Idem.
8	Bois communaux de Lac en Villers.	Doubs...	Générale.	31 août 1847.	8 mai 1852.	Lac ou Villers. Souspierre...	3 avril 1852. 27 nov. 1851.	Idem.
						Châteauneuf.	28 nov. 1851.	
9	Bois communaux de Châteauneuf-de- Mazas.	Drôme...	Idem....	1 ^{er} mars 1851.	10 sept. 1851.	Salettes....	28 fév. 1852.	Approuvé.
						Petit-Lac... Eyschat....	20 mars 1852. 3 avril 1852.	
10	Bois communaux de Foissac.	Gard....	Partielle , avec le sieur Espéran- dieu.	20 juin 1849.	20 déc. 1849.	Foissac....	6 avril 1852.	Approuvé.
11	Bois communaux de Saint-Gervasy.	Idem....	Partielle , avec le sieur Paul Moustar- dier.	8 février 1848.	8 juin 1848.	Saint- Gervasy.	28 mars 1852.	Idem.
12	Bois communaux de Lussan.	Idem....	Générale.	20 avril 1850.	9 août 1851.	Lussan....	15 fév. 1852.	Idem.

NOMER DES ARTICLES.	NOMS DES FORÊTS délimitées.	DÉPAR- TEMENTS où ces forêts sont situées.	NATURE de la délimita- tion.	DATE du procès- verbal de délimita- tion.	DATE de la clôture du procès- verbal.	COMMUNES dont les conseils municipaux ont délibéré sur les résultats de l'opération.	DATES des délibéra- tions des conseils municipaux.	AVIS SUCCEINÉ des conseils.
13	Bois communaux de Gignac.	Hérault..	Partielle , avec le sieur Keittenger.	17 mars 1850.	18 mars 1850.	Gignac	21 avril 1852.	Approuve.
14	Forêt domaniale de Soustou.	Landes ..	Partielle , avec la commune de Soustou.	13 oct. 1851.	30 oct. 1851.	Soustou.....	6 mai 1852.	Idem.
15	Bois communaux de Montigny.	Meurthe..	Générale amiable.	14 avril 1851.	4 juin 1851.	Montigny... Brouville... Vasqueville..	1 ^{er} mars 1852. 20 avril 1852. 23 mai 1852.	Approuvent.
16	Forêt domaniale de Prémery.	Nièvre...	Partielle , avec la commune de Sichamp et MM. de Charry et de Bizenvald.	14 oct. 1849.	22 avril 1850.	Sichamp....	22 avril 1850.	Approuve.
17	Bois communaux de Varennes-les-Ne- vers.	Idem....	Générale.	1 ^{er} juill. 1850.	1 ^{er} sept. 1851.	Varennes- les-Nevers.	9 mai 1852.	Idem.
18	Bois communaux d'Altkirch.	Rhin (Haut-).	Partielle , aux cantons Burger- wald et Closter- wald.	19 oct. 1855.	20 oct. 1855.	Altkirch...	8 août 1856.	Idem.
19	Bois communaux d'Estrimber.	Idem... ..	Partielle , avec diverses propriétés parti- culières.	1 ^{er} juill. 1850.	26 oct. 1851.	Estrimber...	14 mars 1852.	Idem.
20	Bois communaux de Francken.	Idem... ..	Générale.	3 sept. 1849.	22 juill. 1851.	Jettingen... Francken...	2 février 1852. 25 fév. 1852.	Approuvent.
21	Bois communaux d'Urcerey..	Idem....	Partielle , avec la propriété des sieurs Voisin.	27 juill. 1850.	4 fév. 1851.	Urcerey.....	2 mai 1852.	Approuve.

NOMES DES ARTICLES.	NOMS DES FORÊTS délimitées.	DÉPAR- TEMENTS où ces forêts sont situées.	NATURE de la délimita- tion.	DATE du procès- verbal de déli- mita- tion.	DATE de la clôture du procès- verbal.	COMMUNES dont les conseils municipaux ont délibéré sur les résultats de l'opération.	DATES des délibéra- tions des conseils muni- cipaux.	AVIS SUCCECT des conseils.
						Voegtens- boffen. Hueseren ... Gunsbach...	8 août 1851. 10 août 1851. Idem...	
22	Bois communaux de Vihr-au-Val.	Rhin (Haut-).	Générale.	5 août 1839.	23 avril 1849.	Griesbach... Seultzbach.. La Baroche.. Vihr-au-Val.	4 nov. 1851. 7 février 1852. 8 février 1852. 4 avril 1852.	Approuvent.
23	Bois communaux de Choye.	Seine (Haute-).	Idem.....	7 avril 1851.	6 mars 1852.	Choye.....	6 juin 1852.	Approuve.
24	Bois communaux de Saint-Bérain-sur- d'Hedne.	Seine- et-Loire.	Idem.....	10 juin 1850.	6 déc. 1850.	Saint-Jean- de-Trézy. Saint-Bérain- sur-d'Hedne. Saint-Remy..	8 février 1852. 21 mars 1852. 28 mars 1852.	Approuvent.
25	Bois du hameau de Cortelin, com- mune de Saint-Ré- my.	Idem....	Idem....	5 août 1850.	13 oct. 1850.	Givry.....	2 mai 1852.	Idem.
26	Bois communaux de Saisy.	Idem....	Idem....	17 mai 1847.	30 avril 1850.	Saisy.....	22 fév. 1852.	Approuve.
27	Bois communaux de Robion.	Vaucluse.	Idem.....	1 ^{er} juin 1850.	21 fév. 1851.	Robion.....	13 avril 1852.	Approuve, sans toutes réserves à l'égard d'une par- celle de terrain en litige avec l'Etat.
28	Bois communaux d'Ancy-le-Franc.	Yonne...	Idem.....	5 août 1844.	18 août 1850.	Ancy- le-Franc.	4 avril 1852.	Approuve.
29	Bois communaux de Cry.	Idem.....	Idem....	20 mars 1844.	7 avril 1851.	Cry.....	5 oct. 1851.	Approuve.
30	Bois communaux de Gigny.	Idem.....	Idem....	15 avril 1837.	27 avril 1837.	Gigny.....	8 février 1838 et 11 août 1843.	Conteste divers articles du pro- cès-verbal, mais le préfet a émis l'avis qu'il n'y avait pas lieu de prendre en consi- dération les pré- tentions de la commune.
31	Bois communaux de Perrigny-sur-Ar- mançon.	Idem.....	Idem....	1 ^{er} avril 1844.	7 avril 1851.	Perrigny-sur- Armançon. Pisy.....	4 avril 1852. 4 avril 1852.	Approuve.
32	Bois communaux de Pisy-et-Vassy.	Idem....	Partielle, entre les bois desdites communes	18 janv. 1847.	23 mars 1849.	Vassy- sur-Pisy.	11 avril 1852.	Approuvent.

NOMES DES FORÊTS délimitées.	DÉPARTEMENTS où ces forêts sont situées.	NATURE de la délimita- tion.	DATE du procès- verbal de délimita- tion.	DATE de la clôture du procès- verbal.	COMMUNES dont les conseils municipaux ont délibéré sur les résultats de l'opération.	DATES des améliora- tions des conseils muni- cipaux.	AVIS SPECIÉL des conseils.
33 Bois communaux de Rougemont.	Yonne...	Générale.	28 mai 1844.	8 mai 1851.	Rougemont..	4 avril 1852.	Approuvé.
34 Bois communaux de Sacy.	Idem....	Partielle, avec les propriétés du sieur Lemaire.	15 mars 1849.	26 oct. 1849.	Sacy.....	17 janv. 1852.	Idem.

(Du 7 Juillet 1852.)

N° 7209. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) portant :

ART. 1^{er}. Les habitants des hameaux de la Vaissière et de la Brugeire, communes de Rieutort (Lozère), sont autorisés, pendant cinq ans, à faire pacager leurs bêtes à laine dans les cantons de bois qui seront reconnus défensables par les agents forestiers locaux, à la charge, par lesdits habitants, de se conformer aux dispositions des articles de la huitième section du titre III du Code forestier, et à celles des articles 118, 119 et 120 de l'ordonnance réglementaire du 1^{er} août 1827; de faire chaque année, aux temps et saison convenables, dans les cantons indiqués, les améliorations qui seront reconnues nécessaires par les agents forestiers, pour réparer ou prévenir les dommages qui pourraient résulter de l'exercice du pacage.

2. Le nombre des bêtes à laine admises au parcours ne pourra excéder celui qui sera fixé par les agents forestiers, et publié avec les états des cantons défensables.

3. Cette autorisation sera révoquée pour cause d'abus ou d'incompatibilité du pacage avec la prospérité du bois où il sera exercé. (Du 7 Juillet 1852.)

N° 7210. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) portant :

ART. 1^{er}. Les habitants de la commune d'Arné (Hautes-Pyrénées) sont autorisés, pendant cinq ans, à faire pacager leurs bêtes à laine dans les cantons de bois qui seront reconnus défensables par les agents forestiers locaux, à la charge, par lesdits habitants, de se conformer aux dispositions des articles de la huitième section du titre III du Code forestier, et à celles des articles 118, 119 et 120 de l'ordonnance réglementaire du 1^{er} août 1827; de faire chaque année, aux temps et saison convenables, dans les cantons indiqués, les améliorations qui seront reconnues nécessaires par les agents forestiers, pour réparer ou prévenir les dommages qui pourraient résulter de l'exercice du pacage.

La commune d'Arné sera, en outre, tenue de satisfaire aux conditions spéciales que l'administration forestière déterminera.

2. Le nombre des bêtes à laine admises au parcours ne pourra excéder celui qui sera fixé par les agents forestiers, et publié avec les états des cantons défensables.

3. Cette autorisation sera révoquée pour cause d'abus ou d'incompatibilité du pacage avec la prospérité du bois où il sera exercé. (Du 7 Juillet 1852.)

N° 7211. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) portant,

1° Qu'à l'avenir les bois de l'église protestante de Sundhoffen (Bas-Rhin) s'exploiteront dans une révolution de vingt-quatre ans;

2° Que les coupes seront biennuelles au lieu d'être annuelles, et comprendront chacune le douzième de l'étendue totale desdits bois. (Du 16 Juillet 1852.)

N° 7212. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) portant ce qui suit :

L'administration des forêts est autorisée à délivrer à la commune de Verry (Meuse) une coupe extraordinaire de dix-neuf hectares quatre-vingt-treize ares, formant la partie la plus âgée du quart de réserve des bois de ladite commune.

La vente et l'exploitation de cette coupe auront lieu en cinq années successives, par portions égales, et conformément aux dispositions générales prescrites tant par le Code forestier que par l'ordonnance réglementaire du 1^{er} août 1827. La commune sera tenue de faire effectuer les travaux d'amélioration reconnus nécessaires par les agents forestiers. (Du 16 Juillet 1852.)

N° 7213. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) portant ce qui suit :

La coupe extraordinaire de douze hectares, autorisée dans le quart de réserve de la forêt communale de Sommeille (Meuse) par décret du 14 décembre 1851, pour être vendue en deux années consécutives et par portions égales, sera mise en vente en une seule année.

Le décret du 14 décembre 1851 est, en conséquence, rapporté en ce qu'il a de contraire aux dispositions qui précèdent. (Du 16 Juillet 1852.)

N° 7214. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) portant :

ART. 1^{er}. Un agent ou un arpenteur forestier, désigné à cet effet, procédera immédiatement, et d'après les instructions de l'administration des forêts, aux opérations relatives à l'aménagement de la totalité des bois appartenant à la commune de Lœuilley (Haute-Saône). Le quart juste de la contenance de ces bois, à prendre dans la partie sud, sera distrait pour former la réserve,

conformément aux dispositions de l'article 93 du Code forestier; le surplus, divisé en vingt-cinq coupes ordinaires, s'exploitent dans une révolution d'un même nombre d'années : ces coupes seront fixées sur le terrain et désignées sur le plan par des numéros et par le nombre d'hectares dont chacune d'elles se composera.

2. Ces opérations seront constatées par des procès-verbaux et des plans dont expéditions devront être remises à l'administration des forêts, au conservateur, à l'agent chef du service et à la commune propriétaire. (Du 16 Juillet 1852.)

N° 7215. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) portant ce qui suit :

Le volume des coupes d'extraction d'arbres à faire annuellement dans la forêt domaniale de Fanges (Aude), pendant la période transitoire de trente ans, sera porté, à l'avenir, de quatre cent soixante et onze à neuf cents mètres cubes.

L'étendue des coupes intermédiaires ou d'éclaircie sera augmentée annuellement de trois hectares cinq ares, à prendre dans les parcelles A' B', contenant ensemble soixante et seize hectares dix-sept ares.

L'ordonnance du 4 octobre 1846 est, en conséquence, rapportée en ce qu'elle a de contraire aux dispositions qui précèdent. (Du 16 Juillet 1852.)

N° 7216. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) portant :

ART. 1^{er}. Les habitants de la commune de Bettes (Hautes-Pyrénées) sont autorisés, pendant cinq ans, à faire pacager leurs bêtes à laine dans les cantons de bois qui seront reconnus défensables par les agents forestiers locaux, à la charge, par lesdits habitants, de se conformer aux dispositions des articles de la huitième section du titre III du Code forestier, et à celles des articles 118, 119 et 120 de l'ordonnance réglementaire du 1^{er} août 1827; de faire chaque année, aux temps et saison convenables, dans les cantons indiqués, les améliorations qui seront reconnues nécessaires par les agents forestiers, pour réparer ou prévenir les dommages qui pourraient résulter de l'exercice du pacage.

La commune de Bettes sera, en outre, tenue de satisfaire aux conditions spéciales que l'administration des forêts déterminera.

2. Le nombre des bêtes à laine admises au parcours ne pourra excéder celui qui sera fixé par les agents forestiers, et publié avec les états des cantons défensables.

3. Cette autorisation sera révoquée pour cause d'abus ou d'incompatibilité du pacage avec la prospérité du bois où il sera exercé. (Du 16 Juillet 1852.)

N° 7217. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) portant :

ART. 1^{er}. L'administration des forêts est autorisée à délivrer aux communes et établissements propriétaires de bois dans le département des Vosges les coupes extraordinaires ci-après désignées, savoir :

NOMES DES ARTICLES.	NOMS des communes propriétaires de bois.	SITUATION et nature des coupes extraordinaires.				CONDITIONS sous lesquelles les exploitations devront avoir lieu.
		Noms des sections où les coupes seront assises.	Étendue des coupes à exploiter par conten- ance.	Nombre d'arbres à exploiter en jardinant ou par éclaircie.	Quantité de stères sans dési- gnation du nombre d'arbres.	
1	Montmotier .	La réserve.....	h. ar. 12 00	"	"	A exploiter par ferme de taillis sous futaie, pour l'exercice 1852.
2	Les Pouillères	Mennebeugrain.....	"	"	400	
3	Laforge.....	Les parcelles D, AA et A s.	"	"	250	
4	Mortagne. ...	Les Droites.....	"	"	1,000	

2. La vente ou la délivrance en nature, et l'exploitation des coupes extraordinaires ci-dessus mentionnées auront lieu conformément aux dispositions générales prescrites tant par le Code forestier que par l'ordonnance réglementaire du 1^{er} août 1837, et les communes propriétaires seront tenues de faire effectuer les travaux d'amélioration et d'entretien reconnus nécessaires par les agents forestiers. (Du 16 Juillet 1852.)

N° 7218. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) portant ce qui suit :

La commune de Vicq (Landes) est autorisée à mettre en vente, dans sa forêt, pour l'exercice 1852, la coupe ordinaire dudit exercice, qui est de cinquante arbres, plus une coupe extraordinaire de quarante-huit arbres.

La vente et l'exploitation de ces deux coupes auront lieu conformément aux dispositions générales prescrites tant par le Code forestier que par l'ordonnance réglementaire du 1^{er} août 1837.

Il sera, en outre, délivré à la commune, à titre d'affonage, pour l'exercice 1852, cent cinquante stères de bois morts ou déperissants, à prendre également dans la forêt qui lui appartient. (Du 26 Juillet 1852.)

N° 7219. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) portant :

1° Que la commune de Maron (Meurthe) est autorisée à vendre, en 1852, une coupe extraordinaire de cinq hectares huit ares, formant le restant des taillis exploitables du quart de réserve de sa forêt;

2° Que le décret du 8 décembre 1851 est, en conséquence, abrogé en ce qu'il a de contraire aux dispositions qui précèdent. (Du 26 Juillet 1852.)

N° 7220. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) qui distrait du régime forestier quarante hectares des bois de la commune de Peyruis (Basses-Alpes), qui forment plusieurs îles de la Durance. (Du 26 Juillet 1852.)

N° 7221. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) portant,

1° Que l'administration des forêts est autorisée à délivrer aux hospices civils de Beaune (Côte-d'Or) une coupe extraordinaire de sept hectares deux ares, à prendre dans les cantons dits *Bois-Séguin*, *les Escopéaux*, *Sur-Bâtard* et *Terres-du-Bas*, dépendant des bois qui appartiennent auxdits hospices, sur le territoire des communes de Saint-Gervais et Demigny, département de Saône-et-Loire;

2° Que la vente et l'exploitation de cette coupe auront lieu conformément aux dispositions générales prescrites tant par le Code forestier que par l'ordonnance réglementaire du 1^{er} août 1827. (Du 26 Juillet 1852.)

N° 7222. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) portant ce qui suit :

L'administration des forêts est autorisée à délivrer à la commune de Thiangès (Nièvre), pour être mise en vente en 1852, dans les formes prescrites par les règlements, une coupe ordinaire des bois qui appartiennent à cette commune. Cette délivrance aura lieu sans préjudice des délivrances affouagères annuelles; toutefois, ces dernières seront réduites d'un cinquième pendant cinq années consécutives. (Du 26 Juillet 1852.)

N° 7223. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) qui autorise la commune de Belleville (Meurthe) à défricher douze hectares cinquante ares de ses bois aux cantons dits *Har-domont* et *Boulot*. (Du 26 Juillet 1852.)

N° 7224. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) qui autorise la commune de Hohwiller (Bas-Rhin) à défricher les bois qui lui appartiennent aux cantons dits *Oberwald* et *Niederwald*, d'une contenance totale de trente-cinq hectares seize ares. (Du 26 Juillet 1852.)

N° 7225. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) qui autorise la commune de Bosselshausen (Bas-Rhin) à défricher cinq hectares quarante-deux ares de ses bois au canton dit *Grossbaechelfeldbusch*. (Du 26 Juillet 1852.)

N° 7226. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) portant :

ART. 1^{er}. La commune de Fréjus (Var) est autorisée à défricher cinq cent vingt-quatre hectares quatre-vingt-quatre ares des bois et terrains qui lui appartiennent, savoir :

1° Cent cinquante-trois hectares cinquante-sept ares aux cantons dits *Care-basse*, *la Seyne* et *la Légue*;

- 2° Dix-sept hectares vingt-huit ares au canton des Darbonnières;
 - 3° Cent vingt et un hectares soixante-cinq ares au canton d'Ambon;
 - 4° Soixante-deux hectares quatre-vingt-deux ares au canton dit le Reyran;
 - 5° Quarante-quatre hectares vingt-trois ares au canton dit la Gardette;
 - 6° Et cent vingt-cinq hectares vingt-neuf ares au canton dit Gonfaron.
2. Sont soumis au régime forestier deux cent cinquante hectares de bois appartenant à ladite commune, savoir : cent hectares au canton la Peyrière et cent cinquante hectares aux cantons Manpasset et Maretrache. (Du 26 Juillet 1852.)

N° 7227. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) qui soumet au régime forestier les bois de la commune de Chaux (Haut-Rhin), dont la contenance est évaluée à deux cent quarante-quatre hectares trente-trois ares. (Du 26 Juillet 1852.)

N° 7228. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) portant :

ART. 1^{er}. Les habitants de la commune de Monassut (Basses-Pyrénées) sont autorisés, pendant cinq ans, à faire pacager leurs bêtes à laine dans les cantons de bois qui seront reconnus défensables par les agents forestiers locaux, à la charge, par lesdits habitants, de se conformer aux dispositions des articles de la huitième section du titre III du Code forestier, et à celles des articles 118, 119 et 120 de l'ordonnance réglementaire du 1^{er} août 1827; de faire chaque année, aux temps et saison convenables, dans les cantons indiqués, les améliorations qui seront reconnues nécessaires par les agents forestiers, pour réparer ou prévenir les dommages qui pourraient résulter de l'exercice du pacage.

Ladite commune sera, en outre, tenue de satisfaire aux conditions spéciales que l'administration des forêts déterminera.

2. Le nombre des bêtes à laine admises au parcours ne pourra excéder celui qui sera fixé par les agents forestiers, et publié avec les états des cantons défensables.

3. Cette autorisation sera révoquée pour cause d'abus ou d'incompatibilité du pacage avec la prospérité du bois où il sera exercé. (Du 26 Juillet 1852.)

N° 7229. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) portant :

ART. 1^{er}. Les habitants de la commune de Saint-Raphaël (Var) sont autorisés, pendant cinq ans, à faire pacager leurs bêtes à laine dans les cantons de bois qui seront reconnus défensables par les agents forestiers locaux; à la charge, par lesdits habitants, de se conformer aux dispositions des articles de la huitième section du titre III du Code forestier, et à celles des articles 118, 119 et 120 de l'ordonnance réglementaire du 1^{er} août 1827; de faire chaque année, aux temps et saison convenables, dans les cantons indiqués, les améliorations qui seront reconnues nécessaires par les agents forestiers, pour réparer ou prévenir les dommages qui pourraient résulter de l'exercice du pacage.

3. Le nombre des bêtes à laine admises au parcours ne pourra excéder celui qui sera fixé par les agents forestiers, et publié avec les états des cantons défensables.

3. Cette autorisation sera révoquée pour cause d'abus ou d'incompatibilité du pacage avec la prospérité du bois où il sera exercé. (Du 26 Juillet 1852.)

N° 7230. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) qui affranchit du régime forestier les bois dits *Landarne* et *Bois-Nègre*, contenant ensemble quatre-vingt-dix-sept hectares quatre-vingt-dix-huit ares, appartenant à la commune de Mostuéjouls (Aveyron). (Du 28 Juillet 1852.)

N° 7231. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) qui affranchit du régime forestier le bois dit *la Cousseyre*, appartenant à plusieurs sections de la commune de Perpezat (Puy-de-Dôme), et contenant onze hectares trente-quatre ares. (Du 28 Juillet 1852.)

N° 7232. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) qui autorise la commune de Roppenheim (Bas-Rhin) à défricher trois hectares quatre-vingt-un ares de ses bois. (Du 28 Juillet 1852.)

N° 7233. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) qui autorise la commune de Rœdersdorff (Haut-Rhin) à défricher vingt-neuf hectares soixante et treize ares quatre-vingts centiares de ses bois et parcours, savoir : vingt-trois hectares onze ares vingt centiares au canton Grosaritty et six hectares soixante-deux ares soixante centiares au canton Hœllerr. (Du 28 Juillet 1852.)

N° 7234. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) qui autorise la commune de Leymen (Haut-Rhin) à défricher une parcelle de ses bois, située au canton Eichwald, et contenant un hectare trente-deux ares. (Du 28 Juillet 1852.)

N° 7235. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) qui autorise la commune de Phenay (Indre) à défricher vingt-huit hectares quarante-quatre ares de ses bois, savoir : dix-neuf hectares soixante-cinq ares au canton des Briadières, et huit hectares soixante et dix-neuf ares au canton des Coings. (Du 28 Juillet 1852.)

N° 7236. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) qui soumet au régime forestier les bois de la commune d'Appriciani (Corse), d'une contenance approximative de cent

cinquante-deux hectares, dont cent cinquante hectares aux cantons Suo et Saltelle, et deux hectares au canton Manso. (Du 28 Juillet 1852.)

N° 7237. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) qui soumet au régime forestier trente-huit hectares quatre-vingt-douze ares de bois appartenant à la commune de Fays (Vosges), aux lieux dits *la Montagne-du-Village* et *Saint-Pierremont*. (Du 28 Juillet 1852.)

N° 7238. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) qui autorise la commune de Saint-Remy (Bouches-du-Rhône) à défricher douze hectares de ses bois au canton dit *la Vallongue*, et dans la partie appelée *Cotière-du-Pezon*. (Du 4 Août 1852.)

N° 7239. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) qui autorise la commune de Ringeldorf (Haut-Rhin) à défricher huit hectares de ses bois, savoir : cinq hectares exploités à blanc étoc; deux hectares peuplés de jeunes bois clairiérés de cinq à quinze ans, et un hectare peuplé de soixante et quinze vieux chênes. (Du 4 Août 1852.)



Certifié conforme :

Paris, le 4^e Octobre 1852,

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire
d'état au département de la Justice,*

ABBATUCCI.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie nationale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

PARTIE SUPPLÉMENTAIRE.

N° 273.

N° 7240. — *DÉCRET portant autorisation de la Caisse d'épargne établie à Bailleul (Nord).*

Du 7 Août 1852.

LOUIS-NAPOLÉON, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce;

Vu les délibérations du conseil municipal de Bailleul (Nord), en date des 9 novembre 1849 et 13 février 1852;

Vu les lois des 5 juin 1835, 31 mars 1837, 22 juin 1845, 30 juin 1851, et l'ordonnance du 28 juillet 1846, relatives aux caisses d'épargne;

La section des travaux publics, de l'agriculture et du commerce du Conseil d'état entendue,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La caisse d'épargne établie à Bailleul (Nord) est autorisée.

Sont approuvés les statuts de ladite caisse, tels qu'ils sont contenus dans la délibération du conseil municipal de Bailleul, en date du 13 février 1851, dont une expédition conforme restera déposée aux archives du ministère de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce.

2. La présente autorisation sera révoquée en cas de violation ou de non-exécution des statuts approuvés, sans préjudice des droits des tiers.

3. La caisse d'épargne de Bailleul sera tenue de remettre,

X^e Série.

23

au commencement de chaque année, au ministère de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce, et au préfet du département du Nord, un extrait de son état de situation arrêté au 31 décembre précédent.

4. Le ministre de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Bulletin des lois, inséré au Moniteur et dans un journal d'annonces judiciaires du département du Nord.

Fait au palais des Tuileries, le 7 Août 1852.

Signé LOUIS-NAPOLÉON.

Par le Président :

Le Ministre de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce,

Signé F. DE PERSIGNY.

N° 7241. — *DÉCRET portant autorisation de la Caisse d'épargne établie à Bergues (Nord).*

Du 7 Août 1852.

LOUIS-NAPOLÉON, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce;

Vu les délibérations du conseil municipal de Bergues (Nord), en date des 28 août 1851 et 7 avril 1852;

Vu les lois des 5 juin 1835, 31 mars 1837 et 22 juin 1845, 30 juin 1851, l'ordonnance du 28 juillet 1846 et le décret du 15 avril 1852, sur les caisses d'épargne;

La section des travaux publics, de l'agriculture et du commerce du Conseil d'état entendue,

DÉCRÈTE

ART. 1^{er}. La caisse d'épargne établie à Bergues (Nord) est autorisée.

Sont approuvés les statuts de ladite caisse, tels qu'ils sont contenus dans la délibération du conseil municipal de Bergues, en date du 7 avril 1852, dont une expédition conforme restera déposée aux archives du ministère de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce.

2. La présente autorisation sera révoquée en cas de violation

ou de non-exécution des statuts approuvés, sans préjudice des droits des tiers.

3. La caisse d'épargne de Bergues sera tenue de remettre, au commencement de chaque année, au ministre de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce, et au préfet du département du Nord, un extrait de son état de situation arrêté au 31 décembre précédent.

4. Le ministre de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Bulletin des lois, inséré au Moniteur et dans un journal d'annonces judiciaires du département du Nord.

Fait au palais des Tuileries, le 7 Août 1852.

Signé LOUIS-NAPOLÉON.

Par le Président :

Le Ministre de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce,

Signé F. DE PERSIGNY.

N° 7242. — *Décret qui autorise la création d'un Bureau de bienfaisance dans la commune de Rumilly-les-Vaudes (Aube).*

Du 1^{er} Septembre 1852.

LOUIS-NAPOLÉON, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce,

Vu le décret du 25 mars 1852;

La section de l'intérieur, de l'instruction publique et des cultes du Conseil d'état entendue,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Est autorisée la création d'un bureau de bienfaisance dans la commune de Rumilly-les-Vaudes (Aube).

2. Le ministre de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 1^{er} Septembre 1852.

Signé LOUIS-NAPOLÉON.

Le Ministre des travaux publics, chargé par intérim du département de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce,

Signé P. MAGNE.

N° 7243. — DÉCRET portant autorisation de la Société de Crédit foncier formée à Marseille pour les Départements situés dans le ressort de la Cour d'appel d'Aix.

Du 12 Septembre 1852.

LOUIS-NAPOLÉON, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce,

Vu le décret du 28 février 1852, et celui du 28 mars suivant, sur les sociétés de crédit foncier;

Le Conseil d'état entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La société de crédit foncier formée à Marseille, sous la dénomination de *Société de crédit foncier de Marseille*, pour les départements situés dans le ressort de la cour d'appel d'Aix, est autorisée.

Sont approuvés les statuts de ladite société, tels qu'ils sont contenus dans l'acte passé, le 28 août 1852, devant M^{rs} Raynouard et de Gasquet, notaires à Marseille, lequel acte restera annexé au présent décret.

2. Aucune autre autorisation de société de crédit foncier ne sera accordée pour le ressort de la cour d'appel d'Aix, savoir : avant vingt-cinq ans pour les sociétés de prêteurs, et avant quinze ans pour les sociétés d'emprunteurs, le tout à dater de la publication du présent décret.

3. Ladite société sera soumise et devra se conformer, en tous points, aux dispositions du règlement d'administration publique à intervenir, en exécution de l'article 49 du décret du 28 février 1852 précité.

La présente approbation pourra être retirée, et la société être contrainte à se liquider, dans les cas prévus par ledit règlement.

4. Le ministre de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce, et le ministre des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Bulletin des lois, et inséré au Moniteur et dans un

journal d'annonces judiciaires de chacun des départements compris dans la circonscription de ladite société.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 12 Septembre 1852.

Signé LOUIS-NAPOLÉON.

Par le Prince-Président :

Le Ministre de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce,

Signé F. DE PERSIGNY.

L'an 1852 et le 28 août,

Par-devant M^{rs} Louis-Honoré-Fortuné Raynouard et Médéric-Ernest de Gasquet, notaires à Marseille (Bouches-du-Rhône) soussignés, recevant le présent acte en double minute,

Ont comparu :

M. Jean-Baptiste Firino, receveur général des finances;

M. Edmond Canaple, ancien président du tribunal de commerce,

Et M. Fabricius Paraque, président de la chambre de commerce, demeurant tous trois à Marseille,

Lesquels ont exposés ce qui suit :

Suivant acte passé devant M^{rs} Raynouard et de Gasquet, notaires à Marseille, le 24 mai 1852, il a été fondé en cette ville, entre les comparants et les autres personnes dénommées audit acte, une société sous la dénomination de *Banque foncière de Marseille, société de crédit foncier*, pour les départements situés dans le ressort de la cour d'appel d'Aix.

Par le même acte, les fondateurs ont constitué lesdits comparants leurs mandataires à l'effet de suivre la demande en obtention du décret approbatif des statuts de ladite société, de consentir aux modifications qui seraient indiquées, et de passer et signer tous actes nécessaires pour la constitution définitive de la société.

Aujourd'hui lesdits comparants, voulant se conformer aux observations qui leur ont été faites, déclarent arrêter définitivement, ainsi qu'il suit, les statuts de la banque foncière de Marseille.

STATUTS.

TITRE I^{er}.

CONSTITUTION DE LA SOCIÉTÉ. — SON OBJET. — SA DÉNOMINATION. — SA DURÉE.
— SON SIÈGE.

ART. 1^{er}. Les comparants fondent, par ces présentes, sans l'approbation du Gouvernement, une société anonyme qui existera entre tous les propriétaires des actions créées ci-après.

2. La société a pour objet :

1° De prêter sur hypothèque aux propriétaires d'immeubles situés dans les trois départements du ressort de la cour d'appel d'Aix (les Bouches-du-Rhône, le Var et les Basses-Alpes) des sommes remboursables, par les emprunteurs,

au moyen d'annuités comprenant les intérêts, l'amortissement, ainsi que les frais d'administration;

2° D'appliquer, avec l'autorisation du Gouvernement, tous autres systèmes ayant pour objet de faciliter les prêts sur immeubles et la libération des débiteurs;

3° De créer, pour une valeur égale à celle des engagements hypothécaires souscrits à son profit, des obligations produisant un intérêt annuel, remboursables par la voie du tirage au sort, avec ou sans lots et primes, et portant le titre d'*obligations foncières*;

4° De négocier ces obligations;

5° De recevoir en dépôt, sans intérêts, les sommes destinées à être converties en obligations foncières.

La société prend la dénomination de *Banque foncière de Marseille, société de crédit foncier*.

4. La durée de la société est de quatre-vingt-dix-neuf ans à partir de l'homologation des présents statuts.

5. Son siège et son domicile sont établis à Marseille.

TITRE II.

FONDS SOCIAL. — ACTIONS. — VERSEMENT.

6. Le fonds social est fixé à trois millions de francs; il est affecté à la garantie des engagements sociaux et spécialement des obligations foncières.

7. Le fonds social se divise en six mille actions de cinq cents francs chacune.

Une première série de deux mille actions est seule émise quant à présent.

Ces deux mille actions sont réparties entre les souscripteurs ci-dessous dénommés dans les proportions suivantes :

MM.

Firino, receveur général des finances, vingt mille francs, ci.	20,000 ^f
Canaple, ancien président du tribunal de commerce, dix mille francs, ci.	10,000
Canaple (Wulfran), négociant, dix mille francs, ci.	10,000
De Montricher, ingénieur en chef des ponts et chaussées, directeur du canal de Marseille, dix mille francs, ci.	10,000
Paranque (Fabricius), président de la chambre de commerce, dix mille francs, ci.	10,000
Feraud et Honorat, négociants, dix mille francs, ci.	10,000
Buret (Pascal), négociant, administrateur de la caisse d'épargne, dix mille francs, ci.	10,000
Gayet (Jules), négociant, ancien juge au tribunal de commerce, dix mille francs, ci.	10,000
Pascal fils et compagnie, banquiers dix mille francs, ci.	10,000
Delpuget (Adolphe), juge au tribunal de commerce, dix mille francs, ci.	10,000
De Foresta (Maxence), comte, propriétaire, dix mille francs, ci.	10,000
Rodocanachi (Emmanuel), négociant, trente-six mille francs, ci.	36,000
André et Abeille, armateurs, dix mille francs, ci.	10,000
Clapier, ancien député, dix mille francs, ci.	10,000
Bedarrides et Crémieu, banquiers à Aix, quinze mille francs, ci.	15,000
Rocca (Joseph), négociant, dix mille francs, ci.	10,000

Lombardon, ancien magistrat, vingt mille francs, ci.....	20,000 ^f
Deliul-Martiny, avocat, adjoint au maire de Marseille, cinq mille francs, ci.....	5,000
Allemand, propriétaire, dix mille francs, ci.....	10,000
Massol d'André, avocat, administrateur des hospices, quinze mille francs, ci.....	15,000
Spitzer, docteur en médecine, cinq mille francs, ci.....	5,000
Baccarcich, négociant, dix mille francs, ci.....	10,000
De Piccioto (Raphaël), négociant, dix mille francs, ci.....	10,000
Chimichi (Léon), négociant, cinq mille francs, ci.....	5,000
Gavot (Marius), négociant, juge au tribunal de commerce, vingt mille francs, ci.....	20,000
Vidal (L.), propriétaire, dix mille francs, ci.....	10,000
Franchetti, propriétaire, vingt-cinq mille francs, ci.....	25,000
Roux (Charles), fabricant de savon, membre de la chambre de commerce, dix mille francs, ci.....	10,000
Alphandery jeune, négociant, dix mille francs, ci.....	10,000
Chauvier, propriétaire, dix mille francs, ci.....	10,000
Suarès, négociant, cinq mille francs, ci.....	5,000
Bensa, propriétaire, dix-sept mille cinq cents francs, ci.....	17,500
De Montluc, propriétaire, dix mille francs, ci.....	10,000
Petit, courtier de commerce, cinq mille francs, ci.....	5,000
Ripert (Léon), propriétaire, vingt-cinq mille francs, ci.....	25,000
Guillaume, propriétaire, dix mille francs, ci.....	10,000
Cohen (D. de L.), négociant, cinq mille francs, ci.....	5,000
Abeille de Perrin, négociant, dix mille francs, ci.....	10,000
Morro, courtier de commerce, cinq mille francs, ci.....	5,000
Raizinski (Roger), comte polonais, propriétaire dans la Crau, cinq mille francs, ci.....	5,000
Abram fils aîné, propriétaire, dix mille francs, ci.....	10,000
Clair, avocat à Arles, cinq mille francs, ci.....	5,000
Renoux, propriétaire, dix mille francs, ci.....	10,000
Ripert (Eugène), propriétaire, cinquante mille francs, ci.....	50,000
Salles (Ch.-Louis), banquier, juge au tribunal de commerce, dix mille francs, ci.....	10,000
Tauxin, rentier, cinq mille francs, ci.....	5,000
Matheron, lithographe, mille francs, ci.....	1,000
Delaleu, caissier central de la compagnie du chemin de fer, deux mille francs, ci.....	2,000
Lecourt, avocat, mille francs, ci.....	1,000
Couston (Étienne), restaurateur, trois mille francs, ci.....	3,000
Olive fils de Pascal, ancien négociant, dix mille francs, ci.....	10,000
Piccioni, docteur en médecine, vingt mille francs, ci.....	20,000
Lassave, propriétaire, cent cents francs, ci.....	500
M ^{me} Villard, née Giraudy, rentière, sept mille cinq cents francs, ci.....	7,500
Corail, propriétaire, cinq mille francs, ci.....	5,000
Plantin, ancien courtier de commerce, dix mille francs, ci.....	10,000
Desoliers (Charles), propriétaire, cinq mille francs, ci.....	5,000
Borne (Pierre), deux mille francs, ci.....	2,000
Borne (André), deux mille francs, ci.....	2,000
Prat (Honoré), mille francs, ci.....	1,000

Ricard (L.), cinq cents francs, ci.....	500 ^f
Ricard (Joseph), mille francs, ci.....	1,000
Augier (J.-M.), mille francs, ci.....	1,000
Pepin (Clément), deux mille francs, ci.....	2,000
De Greting (Albert), propriétaire, mille francs, ci.....	1,000
Jogand (H.-H.), six mille francs, ci.....	6,000
Joannin (Antoine), mille francs, ci.....	1,000
Peltier (Hypolite), deux mille cinq cents francs, ci.....	2,500
Mauras aîné, percepteur à Roquevaire, cinq mille francs, ci....	5,000
Laforest (A.), cinq mille francs, ci.....	5,000
Rastoin (Bernard), à Aix, mille francs, ci.....	1,000
Baraise (P.-A.), cinq cents francs, ci.....	500
Garnier, propriétaire à Brignolles, dix mille francs, ci.....	10,000
Dromel (Auguste), négociant, membre de la chambre de commerce, cinq mille francs, ci.....	5,000
Airaud, instituteur, cinq cents francs, ci.....	500
M ^{lle} Bouge, quinze mille francs, ci.....	15,000
Racine (Auguste), négociant, ancien juge au tribunal de commerce, mille francs, ci.....	1,000
Genoud (Jean-Baptiste-Marie-Gabriel), deux mille francs, ci...	2,000
Guès (Pierre), quatre mille francs, ci.....	4,000
Allard (Jules), propriétaire, cinq mille francs, ci.....	5,000
A. Hesse et compagnie, banquiers, trois mille francs, ci.....	3,000
E. Couve et compagnie, banquiers, trois mille francs, ci.....	3,000
Jouve, notaire à Roquevaire, cinq mille francs, ci.....	5,000
Dor, docteur en médecine, cinq mille francs, ci.....	5,000
Viale, lithographe, mille francs, ci.....	1,000
Solary, propriétaire, treize mille francs, ci.....	13,000
Broquier, avoué, dix mille francs, ci.....	10,000
Girard (Xavier), banquier, cinq mille francs, ci.....	5,000
Deville (Louis), négociant, cinq mille francs, ci.....	5,000
Ardoino, courrier de commerce, cinq mille francs, ci.....	5,000
Bouchet, cinq mille francs, ci.....	5,000
Castelmuro, dix mille francs, ci.....	10,000
Lombard (Joseph), cinq mille francs, ci.....	5,000
Davin (Hilarion), dix mille francs, ci.....	10,000
Guirand, entrepreneur de travaux publics, dix mille francs, ci...	10,000
C. Bonnard et compagnie, mille francs, ci.....	1,000
Raynier (Gustave), mille francs, ci.....	1,000
Sallet, épouse Genais, deux mille francs, ci.....	2,000
Sallet (Joseph-Laurent), dit Natte, propriétaire, deux mille francs, ci.....	2,000
Nazette, épouse OEuf, mille francs, ci.....	1,000
Chauvier (Joseph), propriétaire, trois mille francs, ci.....	3,000
Sue, docteur en médecine, dix mille francs, ci.....	10,000
De Gardanne (Paul), propriétaire, cinq mille francs, ci.....	5,000
Laurens, pharmacien, cinq mille francs, ci.....	5,000
Escalon, consul, six mille francs, ci.....	6,000
Chastan, cinq cents francs, ci.....	500
Gavoty, concierge de la Bourse, deux mille francs, ci.....	2,000
Teissère (Édouard), cinq cents francs, ci.....	500

Carle, dame Claudine, cinq cents francs, ci.....	500 ^f
Bonnardel (Aimé), deux mille cinq cents francs, ci.....	2,500
Bonnardel (François), dix mille francs, ci.....	10,000
Bernard (Hector), ancien juge au tribunal de commerce, dix mille francs, ci.....	10,000
Bedarrides, avoué à Aix, cinq mille francs, ci.....	5,000
Melizan, deux mille francs, ci.....	2,000
Guiol, ancien négociant, cinq mille francs, ci.....	5,000
Blanchard, propriétaire, dix mille francs, ci.....	10,000
Bonnesoy (Louis), négociant, huit mille francs, ci.....	8,000
Rodocanachi (Théodore), négociant, cinq mille francs, ci.....	5,000
Musso, propriétaire, dix mille francs, ci.....	10,000
Corboz (Louis), cinq cents francs, ci.....	500
Isoard (Iazare), mille francs, ci.....	1,000
Ligez (Jacques), deux mille francs, ci.....	2,000
Telmon (Hyacinthe), mille francs, ci.....	1,000
Fenech (Louis), cinq mille francs, ci.....	5,000
Chiris, notaire à Fayence (Var), mille francs, ci.....	1,000
Gonnelle (Benoit), cinq cents francs, ci.....	500
Bousquet (Auguste-Achille), deux mille francs, ci.....	2,000
Gonelle (Joseph) aîné, mille francs, ci.....	1,000
Bernavon (Joseph-Rodolphe), deux mille francs, ci.....	2,000
Darbon (François), deux mille francs, ci.....	2,000
Bouy (Jean-Antoine), deux mille francs, ci.....	2,000
Tramier, ancien médecin en chef des armées, vingt-cinq mille francs, ci.....	25,000
Record, propriétaire à Toulon, cinq cents francs, ci.....	500
Gouraud, secrétaire de la banque, deux mille cinq cents francs, ci.....	2,500
Pascal, de Draguignan, deux mille francs, ci.....	2,000
Morin (François), deux mille francs, ci.....	2,000
Brengues, cinq cents francs, ci.....	500
Chabrier, caissier à la caisse d'épargne, deux mille francs, ci...	2,000
Littardi, à Toulon, deux mille francs, ci.....	2,000
Brest, notaire à Toulon, mille francs, ci.....	1,000
Toucas, propriétaire à Toulon, cinq cents francs, ci.....	500
Capdeville (F.), à Toulon, mille francs, ci.....	1,000
Le baron Buchet, général de division en retraite, à Toulon, deux mille francs, ci.....	2,000
De Gassier, propriétaire à Aups (Var), trois mille francs, ci...	3,000
Pecout (Joseph), propriétaire, à Aix, deux mille francs, ci.....	2,000
Pecout (Alexandre), propriétaire, à Aix, mille francs, ci.....	1,000
Rossi, ancien conducteur des ponts et chaussées, mille francs, ci.	1,000
Jouve, pharmacien à Arles, cinq mille francs, ci.....	5,000
Austrie, sculpteur, trois mille francs, ci.....	3,000
Wuichet (Louis), négociant, cinq mille francs, ci.....	5,000
Perrin aîné, négociant, deux mille cinq cents francs, ci.....	2,500
M ^{lle} Despines (Caroline), sept mille francs, ci.....	7,000
Hue, négociant à Toulon, mille francs, ci.....	1,000
Despines, docteur en médecine, mille francs, ci.....	1,000
Rey, lieutenant de vaisseau, quatre mille francs, ci.....	4,000

Bregues, docteur en médecine, cinq mille francs, ci.....	5,000 ^f
Aubin, avocat, mille francs, ci.....	1,000
Peytrat, pharmacien, trois mille francs, ci.....	3,000

TOTAL un million de francs, ci..... 1,000,000^f

8. Les quatre mille actions restantes seront successivement émises sur la décision du conseil d'administration, au fur et à mesure des besoins de la société, de manière à ce que le fonds de garantie se maintienne dans la proportion d'au moins un million pour chaque vingt millions d'obligations émises.

Les nouvelles actions ne peuvent être émises au-dessous du pair.

9. Les porteurs des actions antérieurement émises ont un droit de préférence, dans la proportion des titres par eux possédés, à la souscription au pair des actions à émettre.

Ceux d'entre eux qui n'ont pas un nombre d'actions suffisant pour en obtenir au moins une dans la nouvelle émission peuvent se réunir pour exercer leurs droits.

Un règlement arrêté par le conseil d'administration fixe les délais et les formes dans lesquels le bénéfice des dispositions qui précèdent peut être réclumé.

10. Les actions sont au porteur.

Elles se transmettent par simple tradition; elles sont extraites d'un registre à souche, numérotées et revêtues de la signature de deux administrateurs et de celle du directeur. Elles portent le timbre de la compagnie.

11. Tout actionnaire peut déposer ses titres dans la caisse sociale et réclamer en échange un récépissé nominatif.

Le conseil d'administration règle la forme des récépissés et les droits auxquels le dépôt peut donner lieu au profit de la compagnie.

12. Chaque action donne droit dans la propriété de l'actif social et dans le partage des bénéfices à une part proportionnelle au nombre des actions émises.

13. Toute action est indivisible. La société ne reconnaît qu'un propriétaire pour une action.

14. Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre dans quelque main qu'il passe; la possession d'une action emporte de plein droit adhésion aux statuts de la société et aux décisions de l'assemblée générale.

15. Les héritiers ou créanciers d'un actionnaire ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, provoquer l'apposition des scellés sur les biens et valeurs de la société, en demander le partage ou la licitation, ni s'immiscer en aucune manière dans son administration; ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux délibérations de l'assemblée générale.

16. Le montant des actions est payable à Marseille, savoir : un quart dans la quinzaine du décret d'autorisation, un autre quart deux mois après.

Les deux derniers quarts seront payables à l'époque qui sera déterminée par le conseil d'administration, et un mois après l'avis qui en sera donné.

17. Le premier versement est constaté par un simple récépissé non négociable.

Lors du second versement, il est remis au souscripteur un certificat provisoire portant un numéro d'ordre, et sur lequel les paiements ultérieurs sont

inscrits à l'exception du dernier, qui se constate par l'échange du certificat provisoire contre le titre définitif de l'action.

18. La titre provisoire se négocie par un transfert inscrit sur les registres de la compagnie et signé par le cédant et par le cessionnaire.

Mention du transfert est faite au dos du titre par le directeur de la société.

La compagnie peut exiger que la signature des parties soit certifiée par un agent de change.

Le souscripteur primitif et ses cessionnaires restent engagés jusqu'au paiement intégral de l'action.

19. Toute somme dont le paiement est retardé porte intérêt de plein droit en faveur de la société, à raison de cinq pour cent par an, à compter du jour de l'exigibilité, sans demande en justice.

20. A défaut de versement à l'échéance, les numéros des titres en retard sont publiés comme défallants dans deux journaux de Marseille. Quinze jours après cette publication, la société a le droit de faire procéder à la vente des actions à la bourse de Marseille, par un agent de change, pour le compte et aux risques et périls du retardataire.

Cette vente peut être faite en masse ou en détail, soit un même jour, soit à des époques successives, sans mise en demeure et sans aucune formalité judiciaire.

Les certificats provisoires des actions ainsi vendues deviennent nuls de plein droit; il en est délivré de nouveaux aux acquéreurs sous les mêmes numéros.

Tous certificats qui ne portent pas mention régulière des versements exigibles cessent d'être négociables : cette condition est mentionnée sur les titres provisoires. Les mesures autorisées par le présent article ne sont pas obstacle à l'exercice simultané par la compagnie des moyens ordinaires de droit.

21. Le prix provenant de la vente, déduction faite des frais, appartient à la compagnie et s'impute, dans les termes de droit sur ce qui lui est dû par l'actionnaire exproprié, qui reste passible de la différence, s'il y a déficit, mais qui profite de l'excédant, s'il en existe.

22. Les actionnaires ne sont engagés que jusqu'à concurrence du capital de chaque action. Au delà tout appel de fonds est interdit.

TITRE III.

CONSEIL D'ADMINISTRATION. — CONSEIL JUDICIAIRE. — DIRECTEUR. — CENSEURS.

23. La société est administrée par un conseil; un directeur est chargé de l'exécution de ses décisions.

Les opérations sont surveillées par des censeurs.

CONSEIL D'ADMINISTRATION.

24. Le conseil d'administration se compose de quinze membres nommés par l'assemblée générale des actionnaires. Il se renouvelle par tiers chaque année. Les membres sortants sont désignés par le sort pour les deux premières années, et ensuite par l'ordre d'ancienneté. Ils peuvent toujours être réélus.

25. En cas de vacance, le conseil pourvoit provisoirement au remplacement.

L'assemblée générale, lors de sa première réunion, procède à l'élection définitive.

L'administrateur ainsi nommé en remplacement d'un autre ne demeure en fonctions que pendant le temps qui restait à courir de l'exercice de son prédécesseur.

26. Chaque administrateur doit, dans la huitaine de sa nomination, déposer dans la caisse de la société vingt actions, qui restent inaliénables pendant la durée de ses fonctions.

27. Les fonctions des administrateurs sont gratuites. Ils reçoivent des jetons de présence dont l'assemblée générale fixe la valeur ; néanmoins, il ne pourra en être distribué pendant la première année.

28. Chaque année, le conseil nomme parmi ses membres un président et un vice-président ; en cas d'absence, il désigne, pour chaque séance, celui des membres présents qui doit le remplacer.

Le président et le vice-président peuvent toujours être réélus.

29. Le conseil d'administration se réunit au siège social aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige, et au moins deux fois par mois.

30. La présence de sept membres au moins est nécessaire pour la composition régulière du conseil. Les noms des membres présents sont constatés en tête du procès-verbal de chaque séance.

31. Les délibérations sont prises à la majorité des membres présents ; en cas de partage, la voix du président est prépondérante.

Quand la majorité n'est pas formée de quatre membres au moins, la minorité peut demander le renvoi à une autre séance. Dans ce cas, les convocations adressées aux membres du conseil d'administration font connaître l'objet de la délibération, et à cette nouvelle séance, la décision est prise à la simple majorité.

Nul ne peut voter par procuration dans le sein du conseil.

32. Les délibérations sont constatées par des procès-verbaux sur un registre tenu au siège de la société, et signées par le président et deux autres administrateurs.

Les copies et extraits de ces délibérations à produire en justice, ou ailleurs, sont certifiés par le président du conseil ou le membre qui en remplit les fonctions.

33. Par dérogation à l'article 24, le premier conseil d'administration sera composé de

M. *Firino*, receveur général des finances des Bouches-du-Rhône ;

M. *Canaple*, ancien président du tribunal de commerce ;

M. *de Montricher*, ingénieur en chef, directeur du canal de Marseille ;

M. *Fabriceus Paraque*, président de la chambre de commerce ;

M. *Fraud* aîné, membre de la chambre de commerce ;

M. *Pascal Buret*, ancien négociant, administrateur de la caisse d'épargne ;

M. *J. Gayet*, ancien juge au tribunal de commerce ;

M. *Abeille de Perrin*, ancien négociant ;

M. *Albert Pascal*, banquier, de la maison *Pascal* fils et compagnie ;

M. *Ch. Salles*, banquier, juge au tribunal de commerce ;

M. *Massol d'André*, avocat, membre de la commission administrative des hospices ;

M. *Charles Roux*, membre de la chambre de commerce ;

M. *Alexandre Clupier*, ancien député ;

M. Hector Bernard, ancien juge au tribunal de commerce;

M. Lombardon, ancien magistrat;

M. Joseph Rocca, négociant;

M. Camille Olive, ancien négociant;

M. Eug. Ripert, propriétaire.

34. Le renouvellement partiel de ce premier conseil n'aura lieu qu'à l'assemblée générale de la fin de la seconde année. Il s'opérera suivant le mode établi par l'article 24.

35. Le conseil a les pouvoirs les plus étendus pour l'administration des affaires de la compagnie, et notamment :

Il autorise par ses délibérations tous traités, transactions, compromis, retraits de fonds, transferts de rentes sur l'État et autres valeurs, emprunts sur dépôts d'obligations foncières de la compagnie, achats d'objets mobiliers, de créances et autres droits incorporels pour le recouvrement des créances de la société; cession des mêmes droits avec ou sans garantie, désistements d'hypothèques, abandons de tous droits réels ou personnels, mainlevées d'oppositions ou d'inscriptions hypothécaires avec ou sans paiement, enfin toutes actions judiciaires, tant en demandant qu'en défendant;

Il autorise l'achat, s'il y a lieu, de biens immeubles pour y établir le siège de la société, ainsi que les dépenses du mobilier et les frais de premier établissement;

Il autorise également l'acquisition, par adjudication, des biens immobiliers pour assurer le recouvrement des créances de la société; toutefois celle-ci ne pourra s'en rendre adjudicataire pour une somme excédant de plus du quart le montant de sa créance en principal, intérêts en retard et accessoires;

Il autorise enfin, à l'amiable ou aux enchères, la vente et l'échange des mêmes biens, pourvu qu'en cas d'échange, la soulte à payer par la compagnie n'excède pas le quart de la valeur de l'immeuble échangé;

Il arrête les conditions générales des contrats, et prononce sur l'admission ou le rejet de toute demande d'emprunt;

Il autorise l'achat des obligations de la compagnie et les avances sur dépôt d'obligations foncières d'autres compagnies de crédit foncier;

Il détermine l'emploi des fonds libres dans les limites ci-dessus déterminées;

Il fait les règlements de la compagnie;

Il autorise les dépenses de l'administration;

Il nomme le directeur et le révoque dans les formes prescrites par l'article 39;

Il nomme, sur la proposition du directeur, les sous-directeurs, les agents et les employés de la compagnie;

Il les révoque;

Il détermine leurs attributions;

Il fixe leurs traitements, salaires et gratifications, et, s'il y a lieu, le chiffre de leur cautionnement; il en autorise la restitution;

Il arrête les comptes qui doivent être soumis à l'assemblée générale;

Il fixe provisoirement le dividende, ainsi que la part du bénéfice affecté chaque année au fonds de réserve;

Il fait un rapport à l'assemblée des actionnaires sur les comptes et sur la situation des affaires sociales.

36. Le conseil peut déléguer tout ou partie de ses pouvoirs à un ou plusieurs de ses membres pour des objets déterminés et pour un temps limité.

37. Les membres du conseil d'administration ne contractant, à raison de leur gestion, aucune obligation personnelle, ils ne répondent que de l'exécution de leurs mandats.

CONSEIL JUDICIAIRE.

38. Il y aura, auprès du conseil d'administration, un conseil judiciaire choisi par lui, et chargé d'examiner les titres de propriété des emprunteurs, et généralement toutes les questions contentieuses qui intéressent la société.

DIRECTEUR.

39. Le directeur est nommé par le conseil d'administration, sauf l'approbation de M. le ministre de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce; il peut être révoqué par le conseil, réuni à cet effet sur une convocation spéciale. La révocation ne peut être prononcée qu'à la majorité absolue des membres composant le conseil.

Le directeur est secondé dans ses fonctions par un sous-directeur nommé sur sa présentation et révocable par le conseil.

40. Le directeur est chargé, sous l'autorité du conseil d'administration, de la gestion des affaires sociales.

Il représente la société vis-à-vis des tiers pour l'exécution des décisions du conseil et exerce toutes les actions judiciaires; il a la correspondance.

Il signe, conjointement avec un administrateur, l'endossement et l'acquit des effets, les quittances des sommes dues à la compagnie, les transferts de rentes sur l'État et effets publics appartenant à la société, les mandats sur la banque, les désistements d'hypothèques et mainlevées d'inscriptions; les actes d'acquisition, vente et échange des propriétés mobilières et immobilières; les transactions, marchés et généralement tous actes portant engagement de la compagnie.

Il signe, conjointement avec deux administrateurs, les titres provisoires et définitifs des actions, ainsi que les obligations foncières.

Il dirige le travail des bureaux.

Il a le droit de suspendre tous les employés ou agents, sauf à en référer, dans le délai de quinze jours, au conseil d'administration.

41. Le directeur assiste aux séances du conseil d'administration, et y a voix consultative. Le sous-directeur peut y être appelé.

42. Le directeur peut, avec l'autorisation du conseil d'administration, constituer des mandataires pour un ou plusieurs objets déterminés.

43. En cas d'empêchement, maladie, absence, retraite, décès ou révocation du directeur, ses fonctions sont provisoirement remplies, sur la désignation du conseil d'administration, soit par un des administrateurs, soit par le sous-directeur.

44. Le directeur doit être propriétaire de cinquante actions de la société;

Le sous-directeur, de vingt actions;

Le caissier, de quarante actions.

Les actions demeureront affectées par privilège à la garantie de leur gestion.

Elles sont inaliénables pendant la durée de leurs fonctions et mises en dépôt dans une caisse à trois clefs, dont une reste entre les mains du président du conseil d'administration.

Après l'apurement du compte général qui suit la cessation des fonctions, soit du directeur, soit du caissier, les actions formant leur cautionnement sont restituées aux ayants droit sur une décision du conseil.

45. Les traitements du directeur, du sous-directeur et des autres employés sont fixés par le conseil d'administration.

46. Est nommé directeur de la société, sauf l'approbation de M. le ministre de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce, M. *Adolphe Delpuget*, juge au tribunal de commerce.

Est nommé sous-directeur M. *Ranbaud* jeune, conseiller municipal.

Le conseil d'administration fixera l'époque de l'entrée en fonctions du sous-directeur.

Est nommé caissier M. *Ernest Rondel*.

CENSEURS.

47. Les censeurs sont nommés par l'assemblée générale. Ils sont au nombre de trois.

Leurs fonctions durent trois années. Ils se renouvellent par tiers; ils sont toujours rééligibles.

Le sort désigne les membres sortant les deux premières années. En cas de décès ou de retraite de l'un des censeurs, il sera pourvu immédiatement à son remplacement provisoire par les censeurs en exercice. Les dispositions des articles 25, 26, 27 et 34 des présents statuts sont applicables aux censeurs comme aux administrateurs.

48. Les censeurs sont chargés de veiller à la stricte exécution des statuts.

Ils ont droit d'assister aux séances du conseil avec voix consultative.

Ils contrôlent la création des obligations foncières et leur émission.

Ils examinent les inventaires et les comptes annuels. Ils présentent à ce sujet leurs observations à l'assemblée générale lorsqu'ils le jugent à propos.

Les livres de la comptabilité, et, généralement toutes les écritures sociales, doivent leur être communiquées à toute réquisition. Ils peuvent, à quelque époque que ce soit, vérifier l'état de la caisse de la société; ils ont le droit, quand leur décision est prise à l'unanimité, de requérir une convocation extraordinaire de l'assemblée générale.

TITRE IV.

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE.

49. L'assemblée générale, régulièrement constituée, représente l'universalité des actionnaires.

Elle se compose des actionnaires propriétaires d'au moins dix actions déposées au siège de la société quinze jours avant la réunion.

Ce délai expiré, elles ne seront plus admises.

50. Nul ne peut se faire représenter à l'assemblée que par un mandataire ayant droit d'en faire partie.

51. L'assemblée générale se réunit de droit chaque année, au siège de la société, le 25 janvier, ou le lendemain, si le 25 est un jour férié.

Elle se réunit extraordinairement toutes les fois que le conseil d'administration en reconnaît l'utilité.

52. Les convocations sont faites, même pour l'assemblée générale, un mois avant la réunion, par un avis inséré dans les journaux de Marseille désignés pour la publication des actes de société.

53. L'assemblée est régulièrement constituée lorsque les membres présents sont au nombre de vingt-cinq et réunissent dans leurs mains le tiers des actions émises.

54. Si cette condition n'est pas remplie sur une première convocation, il en est fait une seconde, au moins à quinze jours d'intervalle.

Dans ce cas, le délai entre la convocation et le jour de la réunion est réduit à dix jours.

Les membres présents à la seconde réunion délibèrent valablement, quel que soit leur nombre et celui des actions représentées, mais seulement sur les objets à l'ordre du jour de la première.

55. L'assemblée est présidée par le président ou le vice-président du conseil d'administration, et, à leur défaut, par l'administrateur que le conseil désigne.

Les deux plus forts actionnaires présents, et à leur refus ceux qui les suivent dans l'ordre de la liste, jusqu'à acceptation, sont appelés à remplir les fonctions de scrutateurs.

Le bureau désigne le secrétaire.

56. Les délibérations sont prises à la majorité des voix des membres présents.

57. Chaque actionnaire a autant de voix qu'il possède de fois dix actions, sans que personne puisse réunir plus de cinq voix, soit en son nom personnel, soit comme mandataire.

58. L'assemblée générale entend le rapport du conseil d'administration sur la situation des affaires sociales.

Elle entend également, s'il y a lieu, les observations des censeurs; elle discute, approuve ou rejette les comptes.

Elle fixe le dividende et la part des bénéfices affectée au fonds de réserve.

Elle nomme les administrateurs et les censeurs toutes les fois qu'il y a lieu de les remplacer.

Elle délibère sur les propositions du conseil d'administration relatives à l'augmentation du fonds social, à la prolongation de la durée de la société, aux modifications à faire aux statuts, à la réunion d'autres compagnies à la banque foncière et à la dissolution anticipée, s'il y a lieu.

Enfin, elle prononce souverainement sur tous les intérêts de la compagnie et confère, par ses délibérations, au conseil d'administration les pouvoirs nécessaires pour les cas qui n'auraient pas été prévus.

59. Les délibérations de l'assemblée, prises conformément aux statuts, obligent tous les actionnaires, même absents ou dissidents.

60. Elles sont constatées par des procès-verbaux inscrits sur un registre spécial et signées par la majorité des membres composant le bureau.

Une feuille de présence, destinée à constater le nombre des membres assistant à l'assemblée et celui de leurs actions, demeure annexée à la minute du procès-verbal. Elle est revêtue des mêmes signatures.

61. La justification à faire vis-à-vis des tiers des délibérations de l'assemblée résulte des copies ou extraits certifiés conformes par le président du conseil d'administration ou par celui de ses collègues qui en remplit les fonctions.

TITRE V.

DES CONDITIONS DU PRÊT.

62. La société ne prête que sur première hypothèque. Sont considérés comme faits sur première hypothèque les prêts au moyen desquels doivent être remboursées des créances déjà inscrites lorsque, par l'effet de ce remboursement, l'hypothèque de la compagnie vient en première ligne et sans concurrence.

Dans ce cas, la société conserve entre ses mains valeur suffisante pour opérer ce remboursement.

63. Les prêts ne sont réalisés qu'après l'accomplissement des formalités prescrites par le titre IV, chapitre 1^{er} du décret du 28 février 1852, pour la purge des hypothèques légales dont l'existence est connue, sauf le cas de subrogation par la femme et des hypothèques inconnues, des actions résolutoires et rescisives, et des privilèges non inscrits.

64. Ne sont point admis au bénéfice des prêts faits par la compagnie :

1° Les théâtres;

2° Les mines et carrières;

3° Les immeubles indivis, si l'hypothèque n'est établie sur la totalité de ces immeubles, du consentement de tous les copropriétaires;

4° Ceux dont l'usufruit et la nue propriété ne sont pas réunis, à moins du consentement de tous les ayants droit à l'établissement de l'hypothèque.

65. La compagnie n'accepte pour gage que les propriétés d'un revenu durable et certain.

66. Le montant du prêt ne peut dépasser la moitié de la valeur de l'immeuble hypothéqué.

Il sera, au plus, du tiers de la valeur, pour les propriétés complantées en bois.

Les bâtiments des usines et fabriques ne seront estimés qu'en raison de leur valeur indépendante de leur affectation industrielle.

Dans aucun cas, l'annuité au service de laquelle l'emprunteur s'engage ne peut être supérieure au revenu total de la propriété.

67. Le maximum des prêts consentis à un même emprunteur ne peut dépasser trois cent mille francs.

La compagnie ne consent pas de prêt inférieur à trois cents francs.

68. Le taux de l'intérêt des sommes prêtées est fixé par le conseil d'administration.

Il ne peut dépasser cinq pour cent.

69. L'emprunteur contracte envers la compagnie, l'obligation de se libérer par annuités payables en espèces, de manière que l'extinction de la dette soit opérée dans un délai de vingt ans au moins et de cinquante au plus.

70. L'annuité comprend :

1° L'intérêt;

2° L'amortissement calculé sur le taux de l'intérêt et la durée du prêt;

3° Et une allocation annuelle, qui ne peut excéder cinquante centimes par cent francs, pour frais d'administration.

71. Les annuités sont payables, moitié au 1^{er} avril et moitié au 1^{er} octobre de chaque année.

Le conseil d'administration pourra fixer d'autres époques pour ces paiements.

Au moment du prêt, la compagnie retient sur le capital l'intérêt applicable au temps à courir jusqu'à la première échéance semestrielle.

72. Conformément à l'article 28 du décret du 28 février 1852, tout semestre non payé à l'échéance porte intérêt de plein droit et sans mise en demeure, au profit de la compagnie, sur le pied de cinq pour cent par an.

Il en est de même des frais de poursuite liquidés ou taxés, faits par la compagnie pour arriver au recouvrement de sa créance.

73. En outre, le défaut de paiement d'un semestre rend exigible la totalité de la dette un mois après la mise en demeure.

74. Les débiteurs ont le droit de se libérer par anticipation en tout ou en partie.

Les remboursements anticipés seront effectués au choix des emprunteurs, soit en numéraire, soit en obligations foncières de la compagnie de même nature que les titres émis en représentation de l'emprunt contracté.

Ces obligations sont reçues au pair et doivent être immédiatement frappées du timbre d'annulation. Il en est tenu un compte spécial sur les livres de la compagnie, de manière à ce que leurs numéros puissent prendre part aux tirages successifs.

Les fonds provenant des remboursements anticipés seront employés, jusqu'à due concurrence, à amortir ou à racheter les obligations foncières.

Les paiements anticipés donnent lieu, au profit de la compagnie, à une indemnité qui ne peut dépasser trois pour cent du capital remboursé par anticipation.

75. L'emprunteur est tenu de dénoncer à la compagnie dans le délai d'un mois :

Les détériorations subies par sa propriété;

Les aliénations partielles ou totales qu'il peut avoir faites,

Et toute atteinte apportée à la possession ou à la propriété, et qui peut intéresser les droits de la compagnie.

Si les faits ci-dessus sont de nature à compromettre les intérêts de la compagnie, elle peut, conformément à l'article 32 du décret du 28 février 1852, exiger son remboursement intégral.

Dans le cas où ces faits n'auraient pas été dénoncés dans le délai fixé ci-dessus, la société aura droit, en outre, à l'indemnité déterminée par le dernier paragraphe de l'article 74.

76. La dette deviendrait également exigible en cas de dissimulation par l'emprunteur des causes d'hypothèques légales qui peuvent grever de son chef les biens donnés en garantie.

77. En cas d'aliénation des immeubles hypothéqués à la compagnie, le débiteur doit substituer le nouveau propriétaire dans ses obligations vis-à-vis de la société.

78. Toutes les propriétés affectées à la garantie de la société qui sont susceptibles de périr par le feu, doivent être assurées contre l'incendie aux frais de l'emprunteur.

L'acte de prêt contient transport de l'indemnité en cas de sinistre.

L'assurance doit être maintenue pendant toute la durée du prêt.

La banque foncière peut demander que l'assurance soit faite en son nom et le montant des charges annuelles acquitté par ses mains.

Dans ce cas, le chiffre des annuités est augmenté d'autant.

79. En cas de sinistre, l'indemnité est touchée directement par la banque foncière.

Si, dans un délai d'un an à partir du règlement du sinistre, l'emprunteur a fait rétablir l'immeuble dans son état primitif, la société devra lui remettre la somme qu'elle aura reçue pour indemnité; à défaut par lui d'avoir usé de cette faculté dans ledit délai, la société aura le droit de retenir ladite indemnité et de l'imputer sur le montant de sa créance comme paiement fait par anticipation. Dans ce dernier cas, il n'y aura pas lieu, pour la société, de percevoir l'indemnité stipulée par le dernier paragraphe de l'article 74.

Lorsque, dans ce dernier cas, la banque juge que, par l'effet de sinistre,

ses sûretés sont compromises pour ce qui lui reste dû, elle peut en exiger le paiement.

80. Tout propriétaire qui demande à contracter un emprunt doit produire :

1° Les titres de propriété de son immeuble;

2° La copie certifiée de la matrice cadastrale;

3° Les baux ou l'état des locations, s'il en existe, avec indication des fermages et loyers payés d'avance;

4° La déclaration signée par lui des revenus et des charges;

5° La cote des contributions de l'année courante, ou, à son défaut, celle de la dernière année;

6° La police d'assurance contre l'incendie;

7° Un état d'inscription constatant la situation hypothécaire;

8° La déclaration de son état civil, s'il est ou a été marié ou tuteur.

81. Après examen de ces documents, le conseil d'administration fait procéder, s'il y a lieu, à une estimation de l'immeuble offert en garantie.

82. L'évaluation de l'immeuble est faite sur la double base du revenu net et du prix vénal.

83. Lorsque le conseil est fixé sur la régularité de la propriété et sur la solidité du gage, il détermine la proportion du prêt à faire et il est procédé à la réalisation du contrat conditionnel, conformément à l'article 8 du décret du 28 février 1852.

84. Après l'accomplissement des formalités de purge prescrites par le décret du 28 février 1852, titre IV, un acte fait à la suite du contrat conditionnel constate sa nullité ou sa réalisation définitive, suivant qu'il s'est ou non révélé une inscription ou un droit réel grevant l'immeuble hypothéqué.

Dans le premier cas cet acte est signé par la compagnie seule et contient même levée de l'inscription prise à son profit.

Dans le second cas, l'acte est signé par la compagnie et par l'emprunteur; il énonce l'accomplissement des formalités, la remise des valeurs formant le montant du prêt et le point de départ des intérêts.

Le visa des obligations foncières est donné en vertu de l'acte de réalisation définitive du prêt.

85. Les frais de contrat de prêt de l'acte définitif de l'inscription hypothécaire et de la purge sont à la charge de l'entrepreneur.

Les frais du contrat conditionnel, de l'inscription hypothécaire, de la purge, de l'acte annulant le contrat conditionnel, et de la radiation de l'inscription, sont, dans tous les cas, à la charge de l'emprunteur.

TITRE VI.

DES OBLIGATIONS FONCIÈRES.

86. Les obligations foncières sont créées conformément aux dispositions des articles 13 et 14 du décret du 28 février 1852.

En conséquence, elles ne peuvent dépasser le montant des engagements hypothécaires souscrits par les propriétaires des immeubles en faveur de la compagnie.

87. Les porteurs d'obligations foncières n'ont d'autre action pour le recouvrement des capitaux et intérêts exigibles que celle qu'ils peuvent exercer directement contre la société.

88. La valeur des obligations foncières est de mille francs. Elles peuvent être subdivisées en coupures, dont la moindre est de cent francs.

89. Elles portent un intérêt annuel dont le taux est fixé par le conseil d'administration, à l'époque de leur création.

Cet intérêt est payable chaque année ou par semestre.

L'intervalle entre le versement des annuités par les emprunteurs et le paiement des intérêts aux porteurs des obligations sera au moins de trois mois.

90. Les obligations foncières sont représentées par des titres extraits d'un registre à souche.

Elles sont signées par deux membres du conseil et par le directeur, indépendamment des autres formalités prescrites par les articles 13 et 14 du décret précité.

Elles sont frappées du timbre de la société.

91. Le paiement des intérêts est contrôlé par l'apposition d'un timbre sur les obligations, quand celles-ci ne sont pas accompagnées de coupons représentatifs des intérêts.

Ces coupons, après leur épuisement, sont remplacés par une nouvelle feuille.

92. Les obligations foncières sont nominatives ou au porteur.

Les obligations nominatives sont transmissibles par endossement, et les endosseurs ne sont soumis à aucune autre garantie que celle déterminée par l'article 1693 du Code Napoléon; elles peuvent devenir obligations au porteur par un endos à l'ordre du porteur, et redevenir nominatives par un endos du porteur à l'ordre d'une personne dénommée.

93. Le conseil d'administration peut autoriser le dépôt et la conservation des titres dans la caisse sociale.

Ils sont remplacés jusqu'au retrait par un certificat de dépôt nominatif. Le conseil d'administration détermine les conditions, le mode de délivrance et les frais du certificat du dépôt.

94. Les obligations foncières sont classées par séries dont chacune comprend toutes les obligations créées au même taux d'intérêt.

Elles n'ont pas d'époque fixe d'exigibilité pour le capital.

Elles sont appelées au remboursement par la voie d'un tirage au sort qui a lieu par semestre.

Chaque tirage comprend le nombre d'obligations nécessaires pour assurer l'amortissement des obligations dans le même temps que celui du capital prêté.

95. Les sommes payées par les emprunteurs à titre d'amortissement sont appliquées à la série dont font partie les obligations émises en représentation de l'emprunt contracté.

96. Des lots et primes peuvent être attachés aux obligations remboursées.

Le conseil d'administration en détermine l'importance et la répartition.

97. Chaque semestre, le conseil d'administration procède, en présence des censeurs, au tirage au sort des obligations appelées au remboursement.

Toutes les obligations de même série participent aux chances du tirage, sans distinction de l'époque de leur création.

Les coupures d'obligation sont réunies par groupes de mille francs dont chacun reçoit un numéro qui est admis au tirage.

98. Dans la huitaine de l'opération les numéros sortis sont affichés au siège de la société, et insérés dans deux journaux de Marseille désignés pour la publication des actes de société.

99. Les obligations désignées par le sort sont remboursées au pair avec intérêts et avec primes, s'il y a lieu, au siège de la société, au jour indiqué par la publication.

A compter de ce jour, les intérêts attachés aux obligations remboursables cessent de plein droit.

100. Les obligations foncières remboursées ou revenant à la société par suite de remboursements anticipés sont immédiatement frappées d'un timbre indiquant qu'elles sont annulées et retirées de la circulation; mention est faite, sur la souche, de leur annulation; elles sont renfermées dans une caisse, pour être détruites par le directeur, en présence d'un membre du conseil d'administration et d'un des censeurs. Il est dressé procès-verbal de cette opération. Ce procès-verbal est signé par toutes les personnes dont la présence est obligatoire.

TITRE VII.

INVENTAIRES ET COMPTES ANNUELS.

101. L'année sociale commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre : le premier exercice comprendra le temps écoulé entre la date du décret approuvant les présents statuts et le 31 décembre 1853.

A la fin de chaque année sociale, un inventaire général de l'actif et du passif est dressé par les soins du directeur.

Les comptes sont arrêtés par le conseil d'administration. Ils sont soumis à l'assemblée, qui les approuve ou les rejette, et fixe le dividende, après avoir entendu le rapport du conseil d'administration et les observations des censeurs.

Si les comptes ne sont pas approuvés séance tenante, l'assemblée peut nommer des commissaires chargés de les examiner et de faire un rapport à la prochaine réunion.

TITRE VIII.

PARTAGE DES BÉNÉFICES.

102. Les produits, déduction faite des frais d'administration sont appliqués en première ligne à payer les intérêts des obligations foncières, le capital de celles que le sort a désignées pour le remboursement et les lots et primes.

L'excédant constitue les bénéfices. Sur ces bénéfices on prélève annuellement la somme nécessaire pour distribuer un premier dividende de vingt-cinq francs par action.

Un second prélèvement, qui ne peut excéder vingt pour cent du surplus, est affecté, dans la proportion déterminée par l'assemblée générale, au fonds de réserve.

Ce qui reste est réparti entre toutes les actions émises à titre de dividende.

Le paiement des dividendes se fait annuellement aux époques fixées par le conseil d'administration; toutefois, le conseil peut autoriser, à l'expiration du premier semestre, une distribution provisoire de douze francs cinquante centimes par action.

103. Tout dividende qui n'est pas réclamé dans les cinq ans de son exigibilité est prescrit au bénéfice de la société.

TITRE IX.

FONDS DE RÉSERVE.

104. Le fonds de réserve se compose de l'accumulation des sommes produites par le prélèvement annuel opéré sur les bénéfices en exécution de l'article 102.

Lorsque le fonds de réserve atteint le cinquième du fonds social souscrit, le prélèvement affecté à sa création cesse de lui profiter. Il reprend son cours si la réserve vient à être entamée.

Quand le prélèvement cesse d'être versé au fonds de réserve, il est employé au bénéfice des emprunteurs et affecté à éteindre une partie de leur dette, d'après un règlement arrêté par le conseil d'administration.

Le fonds de réserve est destiné à parer aux événements imprévus.

En cas d'insuffisance des produits d'une année pour fournir un dividende de vingt-cinq francs par action, la différence peut être prélevée sur le fonds de réserve.

L'emploi des capitaux appartenant au fonds de réserve est réglé par le conseil d'administration.

TITRE X.

MODIFICATION AUX STATUTS.

105. L'assemblée générale peut, sur l'initiative du conseil d'administration, et sauf l'approbation du Gouvernement, apporter aux présents statuts les modifications reconnues utiles.

Elle peut notamment autoriser :

- 1° L'augmentation du capital social;
- 2° L'extension des opérations de la société;
- 3° La prolongation de sa durée;
- 4° La réunion à la banque foncière d'une ou plusieurs autres compagnies organisées dans le même but;
- 5° La faculté de traiter avec des compagnies d'assurance sur la vie, françaises ou étrangères, pour faciliter la libération de la propriété foncière.

Dans ces divers cas, les convocations doivent contenir l'indication sommaire de l'objet de la réunion.

La délibération n'est valable qu'autant qu'elle réunit les deux tiers des voix des membres présents.

En vertu de cette délibération, le conseil d'administration est de plein droit autorisé à suivre auprès du Gouvernement l'obtention de son approbation aux modifications adoptées, consentir les changements qui seraient exigés et réaliser les actes qui doivent les consacrer.

TITRE XI.

DISSOLUTION. — LIQUIDATION.

106. En cas de perte de moitié du capital social souscrit, la dissolution de la société peut être prononcée avant l'expiration du délai fixé pour sa durée par une décision de l'assemblée générale.

Le conseil d'administration, dans le cas de perte ci-dessus prévu, est tenu de soumettre à l'assemblée générale la question de savoir s'il y a lieu de prononcer la dissolution. Le mode de convocation et de délibération prescrit par l'article 105 pour les modifications aux statuts est applicable à ce cas.

107. A l'expiration de la société, ou en cas de dissolution anticipée, l'assemblée générale, sur la proposition du conseil d'administration, règle le mode de liquidation et nomme un ou plusieurs liquidateurs, avec pouvoir de vendre, soit aux enchères, soit à l'amiable, les biens meubles et immeubles de la société.

Le mode de liquidation et le choix des liquidateurs sont soumis à l'approbation du ministre de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce.

L'assemblée générale est convoquée d'urgence pour régler le mode de liquidation et faire le choix des liquidateurs, comme il est dit ci-dessus. A défaut par elle d'avoir, au jour fixé pour sa réunion, ou dans une seconde assemblée convoquée dans le cas prévu par l'article 54, statué sur ces mesures, ou si, sa délibération n'ayant pas été approuvée par le ministre, une nouvelle assemblée ne la modifie pas dans le sens indiqué par le Gouvernement, le mode de liquidation et le choix des liquidateurs auront lieu conformément aux dispositions du règlement d'administration publique à intervenir en exécution de l'article 49 du décret du 28 février 1852.

Après l'expiration ou la dissolution anticipée de la société, les liquidateurs devront continuer les opérations en cours jusqu'à l'exécution complète de toutes les obligations que la société avait contractées.

Toutefois, les liquidateurs pourront, en vertu d'une délibération de l'assemblée générale approuvée par le ministre de l'intérieur, faire le transport à une autre société des droits, actions et obligations de la compagnie dissoute.

Pendant le cours de la liquidation, les pouvoirs de l'assemblée générale se continuent comme pendant l'existence de la société. Elle a notamment le droit d'approuver les comptes de la liquidation et d'en donner quittance.

La nomination des liquidateurs met fin aux pouvoirs des administrateurs, des directeurs et des censeurs.

TITRE XII.

CONTESTATIONS.

108. Toutes les contestations qui peuvent s'élever entre les associés sur l'exécution des présents statuts sont soumises à la juridiction des tribunaux de Marseille.

Les contestations touchant l'intérêt général et collectif de la société ne peuvent être dirigées, soit contre le conseil d'administration ou l'un de ses membres, soit contre le directeur, qu'au nom de la masse des actionnaires et en vertu d'une délibération de l'assemblée générale.

Tout actionnaire qui veut provoquer une contestation de cette nature doit en faire, quinze jours au moins avant la prochaine assemblée générale, l'objet d'une communication au conseil d'administration, qui est tenu de mettre la proposition à l'ordre du jour de cette assemblée.

Si la proposition est repoussée par l'assemblée, aucun actionnaire ne peut la reproduire en justice dans son intérêt particulier. Si elle est accueillie, l'assemblée générale désigne un ou plusieurs commissaires pour suivre la contestation.

Les significations auxquelles donne lieu la procédure sont adressées uniquement aux commissaires.

Aucune signification individuelle ne peut être faite aux actionnaires.

TITRE XIII.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

109. Pour faire publier les présents statuts partout où besoin sera, tous pouvoirs sont donnés au porteur d'une expédition.

110. Les dispositions du règlement d'administration publique à intervenir

aux termes de l'article 49 du décret du 28 février 1852, sont applicables aux présents statuts.

DISPOSITIONS TRANSITOIRES.

MM. *Firino*, receveur général des Bouches-du-Rhône; *Fabricius Paraque*, président de la chambre de commerce, et *Edmond Canaple*, ancien président du tribunal de commerce de la même ville, sont constitués, par le présent acte, mandataires de tous les intéressés, à l'effet de suivre l'obtention du décret approubatif des présents statuts, consentir les modifications exigées par le Gouvernement, et signer au besoin tous les actes nécessaires pour la constitution définitive de la société.

Ils sont autorisés à désigner, à Paris, le représentant exigé par la dernière instruction ministérielle.

Ils agiront valablement à la majorité.

Le décès, la retraite ou tout autre empêchement de l'un d'eux, n'apporteront aucune altération aux pouvoirs des autres.

Dont acte :

Fait et passé à Marseille, en l'étude dudit M^e *Raynouard*.

Et ont les comparants signé avec les notaires, après lecture faite sur chacune des minutes, la présente minute demeurée au pouvoir de M^e *Raynouard*. Signé *Firino*, *E. Canaple*, *Fabricius Paraque*; *E. de Gasquet* et *Raynouard*, notaires.

Enregistré à Marseille, le 2 septembre 1852, folio 183 verso, cases 2, 3, 4. Reçu deux francs, décime vingt centimes. Signé *Lacipière*.

Vu pour être annexé au décret du 12 septembre 1852, enregistré sous le n^o 2820.

Le Ministre de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce,

Signé F. DE PERSIGNY.

N^o 7244. — DÉCRET qui accorde une Pension à un ancien Sous-Préfet.

Du 17 Septembre 1852.

LOUIS-NAPOLÉON, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce;

Vu les lois des 22 août 1790 et 15 germinal an XI [5 avril 1803] sur les pensions;

Vu la loi du 19 mai 1849 et l'arrêté consulaire du 15 floréal an XI [5 mai 1803];

Vu les titres produits par M. *Fleury* (*Edme-Henri-Aimé*), ancien sous-préfet de Muret, desquels il résulte qu'il est né à Troyes le 6 avril 1807, et que s'il ne compte que quarante cinq ans d'âge et douze ans de services, il établit par certificat de médecins, qu'au jour de son remplacement il était atteint d'infirmités graves contractées dans

l'exercice et à l'occasion de ses fonctions et qui l'auraient empêché de les continuer;

Vu l'acte de notoriété constatant que sa position de fortune lui rend nécessaires les secours de l'État;

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 7 septembre 1852;

La section des finances du Conseil d'état entendue,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est accordé à M. *Fleury (Edme-Henri-Amédée)*, ancien sous-préfet de Muret, à raison du traitement de trois mille francs dont il a joui pendant les quatre dernières années de son activité, une pension annuelle et viagère de cinq cents francs (500^f).

2. Cette pension sera inscrite au trésor public au nom de M. *Fleury*, et lui sera payée à Paris, à partir du premier jour du semestre qui suivra cette inscription.

3. Les ministres de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce, et des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Roanne, le 17 Septembre 1852.

Signé LOUIS-NAPOLÉON.

Par le Prince-Président :

Le Ministre de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce,

Signé F. DE PERSIGNY.

N° 7245. — *DÉCRET qui accorde une Pension à un ancien Préfet.*

Du 22 Septembre 1852.

LOUIS-NAPOLÉON, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce;

Vu les lois des 22 août 1790 et 15 germinal an XI sur les pensions civiles, et le décret réglementaire du 13 septembre 1806;

Vu la loi de finances du 19 mai 1849;

Vu les titres produits par M. *de Croneau du Plessis (Antoine)*, ancien préfet du département de Lot-et-Garonne, desquels il résulte qu'il est né à la Chapelle-Dubois (Sarthe) le 3 février 1789, et que s'il ne compte pas plus de vingt-cinq ans quatre mois et quatorze jours de services, des certificats de médecins établissent qu'il est atteint d'in-

firmités graves contractées dans l'exercice et à l'occasion de ses fonctions, et qui, au jour de son remplacement, l'auraient empêché de les continuer;

Vu la lettre du ministre des finances en date du 8 septembre 1852;
La section des finances du Conseil d'état entendue,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Il est accordé à M. *de Croneau du Plessis (Antoine)*, ancien préfet du département de Lot-et-Garonne, à raison d'un traitement moyen de onze mille six cent cinquante-deux francs dont il a joui pendant les quatre dernières années de son activité, une pension annuelle et viagère de dix-neuf cent quarante-deux francs (1,942^f).

2. Cette pension sera inscrite au trésor au nom de M. *de Croneau du Plessis*, et lui sera payée à Paris, lieu de son domicile, à partir du premier jour du semestre qui suivra cette inscription.

3. Le ministre de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Grenoble, le 22 Septembre 1852.

Signé LOUIS-NAPOLÉON.

Par le Prince-Président :

Le Ministre de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce,

Signé F. DE PERSIGNY.

N° 7246. — DÉCRET qui accorde une Pension à un ancien Préfet.

Du 22 Septembre 1852.

LOUIS-NAPOLÉON, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce;

Vu les lois des 22 août 1790 et 15 germinal an XI (5 avril 1803) sur les pensions civiles et le décret réglementaire du 13 septembre 1806;

Vu la loi du 19 mai 1849 et l'arrêté consulaire du 15 floréal an XI (5 mai 1803);

Vu les titres produits par M. *Bonnin (Jean-Baptiste-Casimir)*, ancien préfet de la Vendée, desquels il résulte qu'il est né à Bussière-Raffy (Haute-Vienne) le 13 juillet 1806, et que, s'il ne compte pas soixante

ans d'âge et trente ans de services, il établit par certificats de médecins qu'au jour de son remplacement il était atteint d'infirmités graves contractées dans l'exercice et à l'occasion de ses fonctions, et qui l'auraient empêché de les continuer;

Vu l'acte de notoriété établissant que sa position de fortune lui rend nécessaires les secours de l'État;

Vu la lettre du ministre des finances en date du 8 septembre 1852;

La section des finances du Conseil d'état entendue,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est accordé à *M. Bonnin*, ancien préfet de la Vendée, à raison d'un traitement moyen de sept mille sept cent quarante-quatre francs quarante-quatre centimes, dont il a joui pendant les quatre dernières années de son activité, une pension annuelle et viagère de douze cent quatre-vingt-onze francs (1,291 fr.).

2. Cette pension sera inscrite au trésor public au nom de *M. Bonnin*, et lui sera payée à Fontenay-le-Comte (Vendée), à partir du premier jour du semestre qui suivra cette inscription.

3. Les ministres de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce, et des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Grenoble, le 22 Septembre 1852.

Signé LOUIS-NAPOLÉON.

Par le Prince-Président :

Le Ministre de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce,

Signé F. DE PERSIGNY.

N° 7247. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) portant :

ART. 1^{er}. Les habitants de la commune de Pompogne (Lot-et-Garonne) sont autorisés, pendant cinq ans, à faire pacager leurs bêtes à laine dans les cantons de bois qui seront reconnus défensables par les agents forestiers locaux, à la charge, par lesdits habitants, de se conformer aux dispositions des articles de la huitième section du titre III du Code forestier, et à celles des articles 118, 119 et 120 de l'ordonnance réglementaire du 1^{er} août 1827; de faire chaque année, aux temps et saisons convenables, dans les cantons indiqués, les améliorations qui seront reconnues nécessaires par les agents forestiers, pour réparer ou prévenir les dommages qui pourraient résulter de l'exercice du pacage.

2. Le nombre des bêtes à laine admises au parcours ne pourra excéder celui

qui sera fixé par les agents forestiers, et publié avec les états des cantons défensables.

3. Cette autorisation sera révoquée pour cause d'abus ou d'incompatibilité du pacage avec la prospérité du bois où il sera exercé. (*Da 4 Août 1852.*)

N° 7248. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) portant :

ART. 1^{er}. Les habitants des commune de Prinsuéjols, Blavignac, Chaillac et Prunières (Lozère) sont autorisés, pendant cinq ans, à faire pacager leurs bêtes à laine dans les cantons de bois qui seront reconnus défensables par les agents forestiers locaux, à la charge, par lesdits habitants, de se conformer aux dispositions des articles de la huitième section du titre III du Code forestier, et à celles des articles 118, 119 et 120 de l'ordonnance réglementaire du 1^{er} août 1827; de faire chaque année, aux temps et saison convenables, dans les cantons indiqués, les améliorations qui seront reconnues nécessaires par les agents forestiers, pour réparer ou prévenir les dommages qui pourraient résulter de l'exercice du pacage.

La commune de Prunières sera, en outre, tenue de satisfaire aux conditions spéciales que l'administration des forêts déterminera.

2. Le nombre des bêtes à laine admises au parcours ne pourra excéder celui qui sera fixé par les agents forestiers, et publié avec les états des cantons défensables.

3. Cette autorisation sera révoquée pour cause d'abus ou d'incompatibilité du pacage avec la prospérité du bois où il sera exercé. (*Da 4 Août 1852.*)

N° 7249. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) portant :

ART. 1^{er}. Les habitants de la commune de Niedersoulzbach (Bas-Rhin) sont autorisés, pendant l'année 1852, à faire pacager leurs bêtes à laine dans les cantons de bois qui seront reconnus défensables par les agents forestiers locaux, à la charge, par lesdits habitants, de se conformer aux dispositions des articles de la huitième section du titre III du Code forestier, et à celles des articles 118, 119 et 120 de l'ordonnance réglementaire du 1^{er} août 1827; de faire chaque année, aux temps et saison convenables, dans les cantons indiqués, les améliorations qui seront reconnues nécessaires par les agents forestiers, pour réparer ou prévenir les dommages qui pourraient résulter de l'exercice du pacage.

La commune de Niedersoulzbach sera, en outre, tenue de satisfaire aux conditions spéciales que l'administration forestière déterminera.

2. Le nombre des bêtes à laine admises au parcours ne pourra excéder celui qui sera fixé par les agents forestiers, et publié avec les états des cantons défensables.

3. Cette autorisation sera révoquée pour cause d'abus ou d'incompatibilité du pacage avec la prospérité du bois où il sera exercé. (*Da 4 Août 1852.*)

N° 7250. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) portant :

ART. 1^{er}. L'administration des forêts est autorisée à délivrer aux communes et établissements propriétaires de bois dans le département de la Nièvre les coupes extraordinaires ci-après désignées, savoir :

NUMÉROS DES ARTICLES.	Noms des communes propriétaires de bois.	SITUATION et nature des coupes extraordinaires.				CONDITIONS sous lesquelles les exploitations devront avoir lieu.
		Noms des cantons où les coupes seront assises.	Étendue des coupes à exploiter par contenances.	Nombre d'arbres à exploiter en jardinant ou par éclaircie.	Quantité de stères sans dési- gnation du nombre d'arbres.	
			h. ar.			
1	Nalay, section de Rigny.	La réserve	15 00	"	"	A vendre en deux années consécutives et par portions égales.
2	Nalay, section de Martangis	Idem.....	15 00	"	"	Même condition.
3	Nalay, section des Gobets.	Idem.....	13 00	"	"	Idem.
4	Nalay, section de Champrix.	Idem.....	10 24	"	"	A vendre en 1852.
5	Dompierre- sur-Nièvre.	La Verrerie et les Usages..	20 50	"	"	A vendre en deux années consécutives et par portions égales. Il sera prélevé sur la prix de vente une somme de 1,200 francs pour faire face aux frais de l'aména- gement de la forêt com- munale.
6	Prémery....	Une coupe ordinaire.....	26 50	"	"	Pour détruire l'effet de cette anticipation, les cou- pes affouagères seront pen- dant cinq années consécu- tives, à partir de 1852, réduites d'un cinquième.

2. La vente et l'exploitation des coupes extraordinaires ci-dessus mentionnées auront lieu conformément aux dispositions générales prescrites tant par le Code forestier que par l'ordonnance réglementaire du 1^{er} août 1827, et les communes et établissements publics propriétaires seront tenues de faire effectuer les travaux d'amélioration et d'entretien reconnus nécessaires par les agents forestiers. (Du 12 Août 1852.)

N° 7251. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) portant,

1° Que la section de Monédières, commune de Saint-Santin-Cantalès (Cantal), sera tenue de faire effectuer le recepage des parties de ses bois incendiées

les 15 février 1849 et 26 mars 1852, lesquelles sont d'une contenance ensemble d'environ quarante-cinq hectares;

2° Que cette exploitation se fera sous la direction des agents de l'administration des forêts. (Du 12 Août 1852.)

N° 7252. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) portant :

ART. 1^{er}. Un agent ou un arpenteur forestier, désigné à cet effet, procédera immédiatement, et d'après les instructions de l'administration des forêts, aux opérations relatives à l'aménagement de la totalité des bois appartenant à la commune d'Arce (Yonne). Le quart juste de la contenance de ces bois, à prendre dans le meilleur fonds, sera distrait pour former la réserve, conformément aux dispositions de l'article 93 du Code forestier; le surplus, divisé en vingt-cinq coupes ordinaires, s'exploitera dans une révolution d'un même nombre d'années : ces coupes seront fixées sur le terrain et désignées sur le plan par des numéros et par le nombre d'hectares dont chacune d'elles se composera.

2. Ces opérations seront constatées par des procès-verbaux et des plans, dont expéditions devront être remises à l'administration des forêts, au conservateur, à l'agent chef de service et à la commune propriétaire. (Du 12 Août 1852.)

N° 7253. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) qui autorise la commission administrative de l'hospice de Millau (Aveyron) à défricher un bois dit *le Rivage*, contenant trente-cinq ares, et appartenant à cet établissement. (Du 12 Août 1852.)

N° 7254. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) qui autorise la commune de Bischholz (Haut-Rhin) à défricher définitivement douze hectares de ses bois déjà exploités à blanc étoc, au canton Schönenbühl. (Du 12 Août 1852.)

N° 7255. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) qui autorise la commune de Grussenheim (Haut-Rhin) à défricher quatre hectares quarante-deux ares de ses bois au canton dit *Schmittsohmen*. (Du 12 Août 1852.)

N° 7256. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) qui autorise la commune de Montreux-Vieux (Haut-Rhin) à défricher un hectare quatre-vingt-deux ares de ses bois au canton dit *Bois-Jard*. (Du 12 Août 1852.)

N° 7257. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé

par le ministre des finances) qui autorise la commune de Vianon (Var) à défricher douze hectares de bois qui lui appartiennent sur la rive gauche du Verdon. (Du 12 Août 1852.)

N° 7258. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) portant ce qui suit :

Le canton de la Pelouze, faisant partie des bois de la section de Houx, commune de Loveline (Vosges), formera le quart de réserve prescrit par l'article 93 du Code forestier; le surplus de ces bois s'exploitera dans une révolution de vingt-six ans, en treize coupes ordinaires biennales, par forme de taillis sous futaie, sous la réserve, toutefois, des arbres résineux non dépérissants compris dans chaque coupe. Les délivrances ordinaires seront faites aux millésimes impairs. (Du 14 Août 1852.)

N° 7259. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) qui affranchit du régime forestier le bois dit *des Tuffes*, d'une contenance évaluée à cent dix hectares, situé sur le territoire suisse, et appartenant aux communes de Longchaumois et de Prémanon (Jura). (Du 14 Août 1852.)

N° 7260. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) portant :

ART. 1^{er}. Les habitants de la commune de Belvis (Aude) sont autorisés, pendant cinq ans, à faire pacager leurs bêtes à laine dans les cantons de bois qui seront reconnus défensables par les agents forestiers locaux, à la charge, par lesdits habitants, de se conformer aux dispositions des articles de la huitième section du titre III du Code forestier, et à celles des articles 118, 119 et 120 de l'ordonnance réglementaire du 1^{er} août 1827; de faire chaque année, aux temps et saison convenables, dans les cantons indiqués, les améliorations qui seront reconnues nécessaires par les agents forestiers, pour réparer ou prévenir les dommages qui pourraient résulter de l'exercice du pacage.

2. Le nombre des bêtes à laine admises au parcours ne pourra excéder celui qui sera fixé par les agents forestiers, et publié avec les états des cantons défensables.

3. Cette autorisation sera révoquée pour cause d'abus ou d'incompatibilité du pacage avec la prospérité du bois où il sera exercé. (Du 14 Août 1852.)

N° 7261. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) portant :

ART. 1^{er}. Les habitants de la commune d'Arbéost (Hautes-Pyrénées) sont autorisés, pendant cinq ans, à faire pacager leurs bêtes à laine dans les cantons de bois qui seront reconnus défensables par les agents forestiers locaux, à la charge, par lesdits habitants, de se conformer aux dispositions des articles de la huitième section du titre III du Code forestier, et à celles des articles 118, 119 et 120 de l'ordonnance réglementaire du 1^{er} août

1827; de faire chaque année, aux temps et saison convenables, dans les cantons indiqués, les améliorations qui seront reconnues nécessaires par les agents forestiers, pour réparer ou prévenir les dommages qui pourraient résulter de l'exercice du pacage.

La commune d'Arbéost sera, en outre, tenue de satisfaire aux conditions spéciales que l'administration des forêts déterminera.

2. Le nombre des bêtes à laine admises au parcours ne pourra excéder celui qui sera fixé par les agents forestiers, et publié avec les états des cantons défensables.

3. Cette autorisation sera révoquée pour cause d'abus ou d'incompatibilité du pacage avec la prospérité du bois où il sera exercé. (Du 14 Août 1852.)

N° 7262. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) portant :

ART. 1^{er}. Les habitants de la commune d'Arrens (Hautes-Pyrénées) sont autorisés, pendant cinq ans, à faire pacager leurs bêtes à laine dans les cantons de bois qui seront reconnus défensables par les agents forestiers locaux, à la charge, par lesdits habitants, de se conformer aux dispositions des articles de la huitième section du titre III du Code forestier, et à celles des articles 118, 119 et 120 de l'ordonnance réglementaire du 1^{er} août 1827; de faire chaque année, aux temps et saison convenables, dans les cantons indiqués, les améliorations qui seront reconnues nécessaires par les agents forestiers, pour réparer ou prévenir les dommages qui pourraient résulter de l'exercice du pacage.

La commune d'Arrens sera, en outre, tenue de satisfaire aux conditions spéciales que l'administration des forêts déterminera.

2. Le nombre des bêtes à laine admises au parcours ne pourra excéder celui qui sera fixé par les agents forestiers, et publié avec les états des cantons défensables.

3. Cette autorisation sera révoquée pour cause d'abus ou d'incompatibilité du pacage avec la prospérité du bois où il sera exercé. (Du 14 Août 1852.)



Certifié conforme :

Paris, le 15^e Octobre 1852,

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire
d'état au département de la Justice,*

ABBA'UCCI.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la Justice.

IMPRIMERIE NATIONALE. — 15 Octobre 1852.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

PARTIE SUPPLÉMENTAIRE.

N° 274.

N° 7263. — *DÉCRET qui accorde à quatre-vingt-quatre Militaires des Pensions de retraite à titre d'ancienneté de service.*

Du 22 Septembre 1852.

LOUIS-NAPOLÉON, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu, 1° les articles 25 et 26 de la loi du 25 mars 1817, et l'article 3 de l'ordonnance du 20 juin suivant;

2° La loi du 11 avril 1831, sur les pensions de l'armée de terre;

3° Les lois sur les crédits affectés à l'inscription des pensions militaires au trésor public;

4° La fixation, établie d'après la révision du Conseil d'état, des pensions de retraite comprises dans le présent décret, portant le n° 58;

5° L'avis du ministre des finances, en date du 18 septembre 1852, exprimant qu'il a reconnu la légalité de cette fixation, et la possibilité d'imputer les pensions proposées, montant à la somme de vingt-huit mille deux cent trente-cinq francs, sur le crédit d'inscription ouvert pour l'année 1852;

Sur le rapport du ministre de la guerre,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est accordé à chacun des quatre-vingt-quatre militaires dénommés au tableau ci-après une pension de retraite fixée conformément aux indications de ce tableau (1), savoir :

(1) Les titulaires de ces pensions ne devront se pourvoir, soit près du payeur, soit près du ministère des finances, pour réclamer leur certificat d'inscription au trésor, qu'un mois après l'insertion du présent décret au Bulletin des lois.

NUMÉROS D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS.	NAISSANCE.		GRADES, armes, etc.	SERVICES effectifs.			EXPÉRIENCE.			TOTAL.		
		Date.	Lieux.		Ann.	Mois.	Jours.	Ann.	Mois.	Jours.	Ann.	Mois.	Jours.
1	BONNAPPE (Antoine-Jean-Georges).	23 avr. 1784.	Montauban (Tarn-et-Gar.).	Lieutenant d'in- fanterie.	29	"	"	2	"	"	31	"	"
2	DE SAVATTE (Augustin)..	31 janv. 1804.	Groceillers (Doubs-Saône).	Sous-lieutenant de cavalerie.	30	"	29	5	"	"	35	"	29
3	LATREMOE (Joseph)....	2 fév. 1800.	Bassevaivre (Haute-Saône).	Sergent au 7 ^e ré- giment d'infanterie de ligne, <i>Idem au 18^e idem.</i>	30	3	28	"	"	"	30	3	28
4	CABINAN (Bernard).....	2 oct. 1798.	Monclar (Gers).	<i>Idem.</i>	31	1	29	2	"	"	33	1	29
5	WALTBERGER (Mathias)..	12 nov. 1799.	Olchberg (Moselle).	<i>Idem.</i>	30	6	27	2	"	"	32	6	27
6	DELANOY (Joseph).....	23 déc. 1799.	Douai (Nord).	Sergent au 2 ^e ré- giment d'infanterie légère, <i>Idem au 13^e idem.</i>	30	10	9	15	"	"	45	10	9
7	CHODIER (Jean).....	23 sept. 1800.	Sülz (Ardèche).	<i>Idem au 13^e idem.</i>	30	2	23	13	"	"	43	2	23
8	DUMAS (Jean-Mathieu)...	22 juill. 1799.	Aunonay (Ardèche).	<i>Idem au 20^e idem.</i>	30	3	8	3	"	"	33	3	8
9	DOMBRET (Nicolas).....	25 avr. 1802.	Tulle (Corrèze).	Maître armurier au 6 ^e bataillon de chasseurs à pied, Caporal au 8 ^e ré- giment d'infanterie légère.	33	4	25	2	"	"	35	4	25
10	PONTING (Victor).....	14 mai 1801.	Sainte-Tulle (Basses-Alpes).	<i>Idem.</i>	33	1	"	4	"	"	37	1	"
11	CANUSAC (Jean-Pierre)...	2 mars 1797.	Marssal (Tarn).	Soldat au 41 ^e ré- giment d'infanterie de ligne.	30	10	3	20	"	"	50	10	3
12	BONNEMATRE (Jean-An- toine).	3 juill. 1796.	La Canouargue (Lozère).	Maréchal des lo- gis au 3 ^e régiment de cuirassiers.	31	2	5	1	"	"	32	2	5
13	REILLES (Jean-Romain)...	6 nov. 1799.	Albi (Tarn).	Maréchal des lo- gis au 9 ^e régiment de dragons.	32	"	20	"	"	"	32	"	20
14	LÉRANBERT (Louis)....	3 juill. 1795.	Paris (Seine).	<i>Idem au 12^e idem.</i>	30	2	21	"	"	"	30	2	21
15	DIEDER (Michel).....	1 ^{er} mars 1803.	Obergailbach (Moselle).	Maréchal des lo- gis au 2 ^e régiment de lanciers.	30	6	16	"	"	"	30	6	16
16	LOUVIER (Jean).....	9 août 1800.	Saint-Avold (Moselle).	Maréchal des lo- gis au 3 ^e régiment de chasseurs.	31	"	16	1	"	"	32	"	16
17	DEBOUY (Charles-Louis- Joseph).	27 fév. 1800.	Wervick (Nord).	<i>Idem au 7^e idem.</i>	30	7	29	3	"	"	33	7	29
18	DEVAUX (Claude-Victor)...	13 nov. 1797.	Rang (Doubs).	<i>Idem au 9^e idem.</i>	30	4	4	"	"	"	36	4	4
19	BRUDIN (François-Pierre).	7 déc. 1798.	Paris (Seine).	Maréchal des lo- gis chef, maréchal des logis au 1 ^{er} ré- giment de hussards.	36	7	18	1	"	"	37	7	18
20	JOGAND (François-Hypo- lito).	11 fév. 1802.	La Croix-Rousse (Rhône).	Maréchal des lo- gis au 1 ^{er} régiment de hussards.	31	9	24	3	"	"	34	9	24

(a) Sauf déduction des sommes perçues depuis le 27 mai 1852 à titre de solde de non-activité. — (b) Sauf déduction des sommes perçues depuis le 10 avril 1852 à titre de solde de congé illimité. — (c) A la condition que les arrérages ne commenceront qu'à dater du jour où le titulaire aura été rayé des contrôles d'activité. — (d) Idem. Cote

ARTICLES de la loi de 11 avril 1831 applicables à cette fixation.	GRADE sur lequel la pension est réglée.	QUOTITÉ de la pension.	POSITION actuelle des titulaires.	ÉPOQUE de l'entrée en jouissance de leur pension.	DOMICILE des titulaires.
9, 10 et 11.	Lieutenant. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	1,008 ^f (a)	En non-activité.	27 mai. 1852.	Nantes (Loire-Inférieure).
Idem.	Sous-lieutenant. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	852 (b)	En solde de congé illimité.	10 avril 1852.	Niort (Deux-Sèvres).
9 et 10.	Sergent.	254 (c)	En activité.	7 juillet 1852.	Montbrison (Loire).
Idem.	Idem.	276 (c)	Idem.	15 juillet 1852.	Mirande (Gers).
Idem.	Idem.	273 (d)	Idem.	Idem.	Oleberg (Moselle).
9, 10 et 11.	Sergent. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	444 (e)	Idem.	23 juillet 1852.	Besançon (Doubs).
Idem.	Idem.	422 (e)	Idem.	7 juillet 1852.	Silhac (Ardèche).
Idem.	Idem.	332 (c)	Idem.	Idem.	Annonay (Ardèche).
Idem.	Idem.	350 (e)	Idem.	30 juillet 1852.	"
Idem.	Caporal. (Ayant 22 ans d'activité dans ce grade.)	318 (e)	Idem.	15 juillet 1852.	Givet (Ardennes).
9 et 10.	Soldat.	300 (c)	Idem.	1 ^{er} janvier 1852.	Albi (Tarn).
9, 10 et 11.	Maréchal des logis. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	323 (c)	Idem.	25 juillet 1852.	La Canourgue (Lozère).
Idem.	Idem.	323 (c)	Idem.	25 juillet 1852.	Montauban (Tarn-et-Garonne).
9 et 10.	Maréchal des logis.	254 (c)	Idem.	3 juillet 1852.	Paris (Seine).
9, 10 et 11.	Maréchal des logis. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	309 (c)	Idem.	25 juillet 1852.	Barrevaux (Moselle).
Idem.	Idem.	323 (c)	Idem.	4 juillet 1852.	Saint-Avoid (Moselle).
Idem.	Idem.	336 (c)	Idem.	6 juillet 1852.	Wervick-Sud (Nord).
Idem.	Idem.	369 (c)	Idem.	23 juillet 1852.	Rang (Doubs).
Idem.	Maréchal des logis chef. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	456 (c)	En activité au dépôt du recrutement de l'Indre.	3 juillet 1852.	Châteauroux (Indre).
Idem.	Maréchal des logis. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	345 (c)	En activité.	20 juillet 1852.	Lyon (Rhône).

pension, dans la fixation de laquelle il a été fait application de l'article 4 de la loi du 11 avril 1831, ne peut, d'après l'article 27 de la même loi, être cumulée avec un traitement civil d'activité.

NUMÉROS D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS.	NAISSANCE.		GRADUS, armes, etc.	SERVICES effectifs.			CAMPAGNES			TOTAL.	
		Dates.	Lieux.		Ann.	Mois.	Jours.	Ann.	Mois.	Jours.	Ann.	Mois.
21	NAVARRÉ (Paul).....	28 fév. 1800.	Limoges (Haute-Vienne).	Brigadier-trompette au 4 ^e régiment de chasseurs.	33	3	20	2	"	"	36	3
22	GAMONDS (Antoine)...	20 oct. 1796.	Nieigles (Ardèche).	Sergent-major, maréchal des logis à la compagnie de gendarmerie de l'Ardèche.	33	7	17	2	"	"	35	7
23	LOURDE (François)....	17 août 1784.	Carla-le-Comte (Ariège).	Sergent-major, gendarme à la compagnie de l'Ariège.	31	6	16	9	"	"	40	6
24	ANGOT (Jacques-Pierre)..	31 janv. 1796.	La Forêt-Auvray (Orne).	Maréchal des logis à la compagnie de gendarmerie de l'Orne.	32	2	28	"	"	"	32	2
25	CASSAGNE (Jean).....	13 oct. 1797.	Causade (Tarn-et-Gar.).	Idem des Deux-Sèvres.	31	4	24	"	"	"	31	4
26	JOUE DE SEYTHES (Jules-Albert-César).	12 avril 1788.	Villeneuve-de-Berg (Ardèche).	Idem de l'Aveyron.	30	9	29	3	"	"	33	9
27	LUXARRY (Jean-Jacques).	21 nov. 1795.	Euxes (Gers).	Idem de la Loire-Inférieure.	39	"	2	4	"	"	43	"
28	MARTIN (Pierre).....	8 sept. 1800.	Agen (Lot-et-Garonne).	Idem à la 2 ^e compagnie de la Corse.	30	10	22	29	"	"	59	10
29	VERNET (Jean-Louis)....	22 sept. 1793.	Villedieu (Ardèche).	Maréchal des logis à la compagnie de l'Ardèche.	39	3	29	4	"	"	43	3
30	VIGNOL (Pierre).....	22 juill. 1795.	Jumilhac-de-Côte (Dordogne).	Idem de la Dordogne.	34	9	8	"	"	"	34	9
31	VIVIER (François).....	29 juill. 1796.	Pont-Audemer (Eure).	Idem de Seine-et-Oise.	33	1	9	"	"	"	33	1
32	BADOT (Claude-Pierre)...	25 fév. 1798.	Poligny (Jura).	Maréchal des logis, brigadier à la compagnie de gendarmerie de la Charente-Inférieure.	35	3	21	"	"	"	35	3
33	SIBOUX (Antoine).....	30 juin 1797.	Islettes (Meuse).	Maréchal des logis, brigadier à la compagnie de l'Allier.	38	1	"	2	"	"	35	1
34	LEFAIT (Constant-Joseph)	19 août 1798.	Avesnelles (Nord).	Maréchal des logis, gendarme à la compagnie de la Seine.	31	6	16	1	"	"	31	6
35	ARCHAMBEAU (Pierre-Jean-François).	19 juin 1792.	Millas (Pyr.-Orientales).	Caporal, gendarme à la compagnie de l'Ariège.	39	9	13	3	"	"	42	9
36	RAUVATS (Jean-Baptiste).	11 août 1793.	Contrazi (Ariège).	Idem.	37	6	16	2	"	"	39	6
37	BONJEAN (Pierre-Ferdinand).	12 janv. 1792.	Fontaine (Aisne).	Brigadier à la compagnie de gendarmerie du Pas-de-Calais.	32	3	5	3	"	"	35	3

ARTICLES de la loi du 11 avril 1831 applicables à cette fixation.	GRADE sur lequel la pension est réglée.	QUOTITÉ de la pension.	POSITION actuelle des titulaires.	ÉPOQUE de l'entrée en jouissance de leur pension.	DOMICILE des titulaires.
9, 10 et 11.	Brigadier-trompette. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	304 ^f (a)	En activité.	4 août 1852.	Toulouse (Haute-Garonne).
<i>Idem.</i>	Sergent-major. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	432 (a)	<i>Idem.</i>	17 juillet 1852.	Aubenas (Ardèche).
<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>	492 (a)	<i>Idem.</i>	15 juillet 1852.	Mas-d'Azil (Ariège).
9 et 10.	Maréchal des logis.	269 (a)	Dans ses foyers.	16 décembre 1851.	Domfront (Orne).
<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>	261 (a)	<i>Idem.</i>	11 février 1852.	Niort (Deux-Sèvres).
9, 10 et 11.	Maréchal des logis. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	336 (a)	<i>Idem.</i>	21 février 1852.	Paris (Seine).
9 et 10.	Maréchal des logis.	348 (a)	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>	Légé (Loire-Inférieure).
<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>	400 (a)	En activité.	3 juillet 1852.	Corte (Corse).
<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>	351 (a)	<i>Idem.</i>	17 juillet 1852.	Aubenas (Ardèche).
9, 10 et 11.	Maréchal des logis. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	345 (a)	Dans ses foyers.	1 ^{er} juin 1852.	Dourne (Dordogne).
<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>	332 (a)	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>	Auteuil (Seine).
<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>	350 (a)	<i>Idem.</i>	21 décembre 1851.	Arvert (Charente-Inférieure).
<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>	350 (a)	<i>Idem.</i>	16 février 1852.	Le Donjon (Allier).
<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>	327 (a)	En activité.	6 août 1852.	Paris (Seine).
<i>Idem.</i>	Caporal. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	358 (a)	<i>Idem.</i>	5 juin 1852.	Massey (Ariège).
<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>	336 (a)	<i>Idem.</i>	26 juillet 1852.	Sainte-Croix (Ariège).
<i>Idem.</i>	Brigadier. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	304 (a)	Dans ses foyers.	16 juin 1852.	Heudin (Pas-de-Calais).

(a) A la condition que les arrérages ne commenceront qu'à dater du jour où le titulaire aura été rayé des contrôles d'activité.

NUMÉROS D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS.	NAISSANCE.		GRADES, armes, etc.	SERVICES effectifs.			CAMPAIGNES			TOTAL.		
		Dates.	Lieux.		Ann.	Mois.	Jours.	Ann.	Mois.	Jours.	Ann.	Mois.	Jours.
38	DEHAY (Jacques-Antoine).	15 juill. 1798.	Sailly-en-Ostrevent (Pas-de-Calais).	Brigadier à la compagnie de gendarmerie du Nord.	82	10	5	"	"	"	32	10	5
39	BLANC (Philibert).....	9 nov. 1798.	Pierre-Clos (Saône-et-Loire).	Brigadier, gendarme à la compagnie de l'Aube.	82	"	26	22	"	"	51	"	26
40	DIMON (Benolt).....	11 fév. 1798.	S ^t -Martin-Lis (Aude).	Brigadier, gendarme à la compagnie du Tarn.	82	6	16	2	"	"	34	6	16
41	LAIRE (Jean-Nicolas)....	30 mars 1791.	Givry (Marne).	Brigadier, gendarme à la compagnie de la Marne.	30	11	4	3	"	"	33	11	4
42	MARINBERT (Antoine-Pierre).	25 janv. 1804.	Paris (Seine).	Brigadier, gendarme à la compagnie de la Seine.	30	3	6	5	"	"	35	3	6
43	ORDURNAU (François)....	27 août 1797.	Noirmoutier (Vendée).	Brigadier, gendarme à la compagnie de la Nièvre.	30	1	4	2	"	"	32	1	4
44	ARDONCHAU (François)...	3 nov. 1800.	Brecy (Cher).	Gendarme à la compagnie de la Vendée.	30	2	9	2	"	"	32	2	9
45	BOURBAU (Pierre).....	18 nov. 1799.	Saint-Jean-de-Blaigues (Gironde).	Idem de Lot-et-Garonne.	31	4	5	"	"	"	31	4	5
46	CANNADON (Gaspard-Casimir).	avril ou mai 1797.	Le Puy (Haute-Loire).	Idem à la 1 ^{re} compagnie de la Corse.	81	11	22	29	"	"	60	11	21
47	CHARONNET (Louis-François).	15 avril 1798.	Villenauxe (Aube).	Gendarme à la compagnie de l'Aube.	80	8	6	2	"	"	32	8	6
48	CONIL dit LACOSTE (Jean-Joseph).	4 déc. 1799.	Toulouse (Haute-Garonne)	Idem de l'Ariège.	84	6	16	"	"	"	34	6	16
49	COUSTAU (Pierre).....	20 nov. 1793.	Saint-Lary (Gers).	Idem de la Loure.	30	7	27	5	"	"	35	7	27
50	DUCARSTH (Joseph-Armand-Ferdinand).	7 juin 1800.	Troisy-Loire (Aisne).	Idem du Nord.	31	11	12	6	"	"	37	11	12
51	DUMONT (Étienne-Louis) (1).	27 sept. 1793.	Hertogenbosch (Hollande).	Idem de l'Eure.	33	"	17	"	"	"	33	"	17
52	CHLAPPE (Alexis).....	12 mars 1794.	Belpoeh (Aude).	Idem de l'Aude.	81	3	15	1	"	"	32	3	15
53	GÉRARD (Nicolas).....	18 janv. 1798.	Bathelmont, commune de S ^t -Medard (Meurthe).	Idem du Gard.	32	8	27	1	"	"	33	8	27
54	GUTHET (Claude).....	11 mars 1796.	Montagny (Saône-et-Loire).	Idem de l'Hérault.	32	8	24	1	"	"	33	8	24
55	JAILLER (Louis-Engène).	8 avril 1799.	Lanorville (Seine-et-Oise).	Idem de l'Aude.	81	7	21	"	"	"	31	7	21
56	LEVASSEUR (Auguste)...	28 mai 1796.	Marcé (Manche).	Idem de la Manche.	32	2	"	1	"	"	33	2	"
57	LUNEAU (Jean-Paul).....	24 janv. 1799.	Levrux (Indre).	Idem de l'Allier.	30	2	21	2	"	"	32	2	21
58	MARRE (Jorn).....	27 sept. 1801.	Figeac (Lot).	Idem de la Corrèze.	32	4	"	"	"	"	32	4	"
59	SANDADIER (Jean-Antoine)	17 mars 1793.	Gignac (Ardèche).	Idem de l'Ardèche.	32	"	16	4	"	"	36	"	16

(1) Fils de Frauchet.

(a) A la condition que les arrérages ne commenceront qu'à dater du jour où le titulaire aura été rayé des contrôles.

ARTICLES de la loi du 11 avril 1831 applicables à cette fixation.	GRADE sur lequel la pension est réglée.	QUANTITÉ de la pension.	POSITION actuelle des titulaires.	ÉPOQUE de l'entrée en jouissance de leur pension.	DOMICILE des titulaires.
9, 10 et 11.	Brigadier. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	286 ^(a)	Dans ses foyers.	1 ^{er} juillet 1852.	Dunkerque (Nord).
Idem.	Idem.	408 (a)	Idem.	21 juin 1852.	Jengny (Aube).
Idem.	Idem.	300 (a)	En activité.	29 juillet 1852.	Quilmes (Tarn).
Idem.	Idem.	293 (a)	Dans ses foyers.	16 juin 1852.	Givry-en-Argoonne (Marne).
Idem.	Idem.	304 (a)	Idem.	Idem.	Paris (Seine).
Idem.	Idem.	282 (a)	Idem.	26 juin 1852.	Château-Chinon (Nièvre).
Idem.	Gendarme. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	255 (a)	Idem.	16 juin 1852.	Argenton-le-Château (Deux-Sèvres).
Idem.	Idem.	249 (a)	Idem.	11 mai 1852.	Castillon (Gironde).
Idem.	Idem.	360 (a)	En activité.	1 ^{er} juillet 1852.	Omessa (Corse).
Idem.	Idem.	258 (a)	Dans ses foyers.	21 juin 1852.	Méry-sur-Seine (Aube).
Idem.	Idem.	270 (b)	En activité.	14 juillet 1852.	Toulouse (Haute-Garonne).
Idem.	Idem.	276 (a)	Idem.	8 juin 1852.	Auch (Gers).
Idem.	Idem.	288 (a)	Dans ses foyers.	11 décembre 1851.	Troisy-Loire (Aisne).
Idem.	Idem.	261 (a)	Idem.	11 mai 1852.	Évreux (Eure).
Idem.	Idem.	255 (a)	En activité.	22 juin 1852.	Belpech (Aude).
Idem.	Idem.	264 (a)	Dans ses foyers.	21 mai 1852.	Quissac (Gard).
Idem.	Idem.	264 (a)	Idem.	Idem.	Ganges (Hérault).
Idem.	Idem.	252 (a)	En activité.	12 juin 1852.	Quillan (Aude).
Idem.	Idem.	281 (a)	Dans ses foyers.	24 février 1852.	Coulouvray (Manche).
Idem.	Idem.	255 (a)	Idem.	18 juillet 1851.	Moulins (Allier).
Idem.	Idem.	255 (a)	Idem.	16 juin 1852.	Tulle (Corrèze).
Idem.	Idem.	279 (a)	En activité.	27 juillet 1852.	Mayres (Ardèche).

activité. — (b) Idem. Cette pension, dans la fixation de laquelle il a été fait application de l'article 4 de la loi du 11 avril 1831, ne peut, d'après l'article 27 de la même loi, être cumulée avec un traitement civil d'activité.

NOMBRES D'ORDRES.	NOMS ET PRÉNOMS.	NAISSANCE.		GRANDES, armes, etc.	SERVICES effectifs.			CAMPAGNES			TOTAL.		
		Dates.	Lieux.		Ans.	Mois.	Jours.	Ans.	Mois.	Jours.	Ans.	Mois.	Jours.
10	CARON (Jean-Baptiste)...	25 janv. 1795.	Evans (Crouse).	Maréchal deslogis dans la garde répu- blicaine	38	9	10	4	"	"	42	9	10
11	MOTTE (Eudore-Maximin).	27 nov. 1785.	Gap (Haute-Alpes).	Maréchal des lo- gis, ex-garde muni- cipal de la ville de Paris.	31	"	20	9	"	"	40	"	20
12	DESACHY (Charles-Fran- çois-Dorothé).	16 fév. 1794.	Billancourt (Somme).	Caporal à la 1 ^{re} compagnie de gen- darmes vétérans.	30	6	17	3	"	"	33	6	17
13	SERRÉ (Pierre-Marie-Hy- acinthe).	28 juin 1785.	Douarnenez (Finistère).	Idem à la 2 ^e idem.	31	11	16	7	1	"	39	"	16
14	LARTZ (Jacques).....	9 juillet 1803.	Ottrot-le-Haut (Bas-Rhin).	Maître ouvrier à la manufacture d'ar- mes de Châtelleraul	32	8	16	"	"	"	32	8	16
15	KIEFFER (Jacques).....	25 juill. 1802.	Hengwiller (Bas-Rhin.)	Brigadier au 8 ^e escadron du train des équipages militaires.	30	7	5	19	"	"	49	7	5
16	MORIER (Jean).....	1 ^{er} mars 1799.	Étoile (Drôme).	Infirmer-major, sergent à l'hôpital militaire du Roule.	32	"	17	8	"	"	40	"	17
17	SOURBES (Pierre).....	28 fév. 1800.	Fanjeaux (Aude).	Sergent-major.	30	"	15	1	"	"	31	"	15
18	THIERAULT (Vincent).....	25 mars 1800.	Longepierre (Saône-et-Loire).	Idem.	30	4	13	3	"	"	33	4	13
19	FRAGNY (Jacques).....	28 sept. 1798.	Lyon (Rhône).	Sergent.	31	"	16	"	"	"	31	"	16
20	REYNOLD (Pierre).....	2 fév. 1799.	Menglon (Drôme).	Idem.	30	6	16	3	"	"	33	6	16
21	CASANT (Boniface Macaire- Emmanuel).	11 août 1796.	Nefisch (Pyrrades-Orient.)	Idem.	30	"	26	"	"	"	30	"	26
22	DUBERNET (Thomas)....	20 août 1799.	Renung (Landes).	Idem.	31	"	17	7	"	"	38	"	17
23	FEUILLET (Antoine).....	Nov. 1799.	Taluyers (Rhône).	Idem.	30	3	5	"	"	"	30	3	5
24	VAUGHAN (François-Syl- vestre).	25 mars 1800.	Verneuil (Eure).	Idem.	30	3	21	9	"	"	39	3	21
25	MESCHINE (François-Paul- Augustin).	16 nov. 1802.	Verennes (Maine-et-Loire.)	Maréchal des lo- gis.	30	9	17	1	"	"	31	9	17
26	THIMOT (Claude-Étienne)	7 fév. 1800.	Bar-le-Duc (Meuse).	Sergent.	30	4	6	4	"	"	34	4	6
27	ROUX (Pierre).....	8 mars 1804.	Toulouse (Haute-Garonne).	Maréchal des lo- gis.	33	4	24	2	"	"	35	4	24
28	DUCHERRARDON (Jean)...	26 fév. 1796.	Gouret (Crouse).	Sergent.	31	"	15	7	"	"	36	"	15
29	DUFUY (Jean-Baptiste)...	29 fév. 1796.	Arrouède (Gers).	Idem.	32	"	18	4	"	"	36	"	18

ARTICLES de la loi du 11 avril 1831 applicables à cette fixation.	GRADE sur lequel la pension est réglée.	QUANTITÉ de la pension.	POSITION actuelle des titulaires.	ÉPOQUE de l'entrée en jouissance de leur pension.	DOMICILE des titulaires.
9 et 10.	Maréchal des logis.	348 ^c (a)	En activité comme surveillant au châ- teau des Tuileries.	16 mai 1852.	Paris (Seine).
9, 10 et 11.	Maréchal des logis. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	395 (a)	En subsistance au 37 ^e régiment d'in- fanterie de ligne.	5 juillet 1852.	Gap (Hautes-Alpes).
Idem.	Caporal. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	293 (a)	En activité.	1 ^{er} août 1852.	Aries (Bouches-du-Rhône).
Idem.	Idem.	332 (a)	Idem.	25 juillet 1852.	Quimperlé (Finistère).
Idem.	Maître-ouvrier. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	327 (a)	Idem.	17 juillet 1852.	Ottrot-le-Bas (Bas-Rhin).
9 et 10.	Brigadier.	340 (a)	Idem.	23 juillet 1852.	Egwiller (Bas-Rhin).
9, 10 et 11.	Sergent. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	395 (a)	Idem.	1 ^{er} août 1852.	Châlon-sur-Saône (Saône-et-Loire).
Idem.	Sergent-major. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	272 (a)	En activité à la 2 ^e compagnie de sous-officiers vété- rans.	8 août 1852.	Paris (Seine).
Idem.	Idem.	402 (a)	Idem.	25 juillet 1852.	Idem.
Idem.	Sergent. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	314 (a)	En activité à la 1 ^{re} compagnie de sous- officiers vétérans.	20 juillet 1852.	Idem.
Idem.	Idem.	336 (a)	Idem.	28 septembre 1852.	Valence (Drôme).
Idem.	Idem.	505 (a)	En activité à la 2 ^e compagnie de sous-officiers vété- rans.	29 juillet 1852.	Neflach (Pyénées-Orientales).
9 et 10.	Sergent.	314 (a)	Idem.	28 juillet 1852.	Paris (Seine).
9, 10 et 11.	Sergent. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	305 (a)	Idem.	6 juillet 1852.	Idem.
Idem.	Idem.	336 (a)	Idem.	20 juillet 1852.	Vernueil (Eure).
Idem.	Maréchal des logis. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	318 (a)	Idem.	1 ^{er} juillet 1852.	Saumur (Maine-et-Loire).
Idem.	Sergent. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	341 (a)	Idem.	19 juillet 1852.	Paris (Seine).
9 et 10.	Maréchal des logis.	292 (a)	Idem.	Idem.	Metz (Moselle).
9, 10 et 11.	Sergent. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	377 (a)	En activité à la 3 ^e compagnie de sous- officiers vétérans.	29 juillet 1852.	Gudret (Creuse).
Idem.	Idem.	359 (a)	Idem.	1 ^{er} août 1852.	Condom (Gers).

(a) A la condition que les arrérages ne commenceront qu'à dater du jour où le titulaire aura été rayé des contrôles d'activité.

1827; de faire chaque année, aux temps et saison convenables, dans les cantons indiqués, les améliorations qui seront reconnues nécessaires par les agents forestiers, pour réparer ou prévenir les dommages qui pourraient résulter de l'exercice du pacage.

La commune d'Arbéost sera, en outre, tenue de satisfaire aux conditions spéciales que l'administration des forêts déterminera.

2. Le nombre des bêtes à laine admises au parcours ne pourra excéder celui qui sera fixé par les agents forestiers, et publié avec les états des cantons défensables.

3. Cette autorisation sera révoquée pour cause d'abus ou d'incompatibilité du pacage avec la prospérité du bois où il sera exercé. (Du 14 Août 1852.)

N° 7262. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) portant :

ART. 1^{er}. Les habitants de la commune d'Arrens (Hautes-Pyrénées) sont autorisés, pendant cinq ans, à faire pacager leurs bêtes à laine dans les cantons de bois qui seront reconnus défensables par les agents forestiers locaux, à la charge, par lesdits habitants, de se conformer aux dispositions des articles 118, 119 et 120 de l'ordonnance réglementaire du 1^{er} août 1827; de faire chaque année, aux temps et saison convenables, dans les cantons indiqués, les améliorations qui seront reconnues nécessaires par les agents forestiers, pour réparer ou prévenir les dommages qui pourraient résulter de l'exercice du pacage.

La commune d'Arrens sera, en outre, tenue de satisfaire aux conditions spéciales que l'administration des forêts déterminera.

2. Le nombre des bêtes à laine admises au parcours ne pourra excéder celui qui sera fixé par les agents forestiers, et publié avec les états des cantons défensables.

3. Cette autorisation sera révoquée pour cause d'abus ou d'incompatibilité du pacage avec la prospérité du bois où il sera exercé. (Du 14 Août 1852.)



Certifié conforme :

Paris, le 15^e Octobre 1852,

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire
d'état au département de la Justice,*

ABBA'UCCI.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la Justice.

IMPRIMERIE NATIONALE. — 15 Octobre 1852.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

PARTIE SUPPLÉMENTAIRE.

N° 274.

N° 7263. — *DÉCRET qui accorde à quatre-vingt-quatre Militaires des Pensions de retraite à titre d'ancienneté de service.*

Du 22 Septembre 1852.

LOUIS-NAPOLÉON, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu, 1° les articles 25 et 26 de la loi du 25 mars 1817, et l'article 3 de l'ordonnance du 20 juin suivant ;

2° La loi du 11 avril 1831, sur les pensions de l'armée de terre ;

3° Les lois sur les crédits affectés à l'inscription des pensions militaires au trésor public ;

4° La fixation, établie d'après la révision du Conseil d'état, des pensions de retraite comprises dans le présent décret, portant le n° 58 ;

5° L'avis du ministre des finances, en date du 18 septembre 1852, exprimant qu'il a reconnu la légalité de cette fixation, et la possibilité d'imputer les pensions proposées, montant à la somme de vingt-huit mille deux cent trente-cinq francs, sur le crédit d'inscription ouvert pour l'année 1852 ;

Sur le rapport du ministre de la guerre,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est accordé à chacun des quatre-vingt-quatre militaires dénommés au tableau ci-après une pension de retraite fixée conformément aux indications de ce tableau (1), savoir :

(1) Les titulaires de ces pensions ne devront se pourvoir, soit près du payeur, soit près du ministère des finances, pour réclamer leur certificat d'inscription au trésor, qu'un mois après l'insertion du présent décret au Bulletin des lois.

X^e Série.

24

NOMS ET PRÉNOMS.	GRADES,											
	Dates.	Lieut.	armées, etc.	Ann.	Mois.	Jours.	Ann.	Mois.	Jours.	Ann.	Mois.	Jours.
BONNAFFE (Antoine-Jean-Georges).	23 avril 1784.	Montauban (Tarn-et-Gar.).	Lieutenant d'infanterie.	29	"	"	2	"	"	32	"	"
DE SAVATTE (Augustin)..	31 janv. 1804.	Grossilliers (Deux-Sèvres).	Sous-lieutenant de cavalerie.	30	"	29	5	"	"	35	"	29
LAYETEGRE (Joseph)....	2 fév. 1800.	Bassevaivre (Haute-Saône).	Sergent au 7 ^e régiment d'infanterie de ligne.	30	3	28	"	"	"	30	3	28
CABINAN (Bernard).....	2 oct. 1798.	Monclar (Gers).	Idem au 18 ^e idem.	31	1	29	2	"	"	33	1	29
WALTBERGER (Mathias)..	12 nov. 1799.	Olchberg (Moselle).	Idem.	30	6	27	2	"	"	32	6	27
DELANOY (Joseph).....	23 déc. 1799.	Donai (Nord).	Sergent au 2 ^e régiment d'infanterie légère.	30	10	9	15	"	"	45	10	9
CHODIER (Jean).....	23 sept. 1800.	Sihzee (Ardèche).	Idem au 18 ^e idem.	30	3	28	13	"	"	43	3	28
DUMAS (Jean-Mathieu)...	22 juill. 1799.	Aunouay (Ardèche).	Idem au 20 ^e idem.	30	3	8	3	"	"	33	3	8
DOMBRET (Nicolas).....	25 avril 1802.	Tulle (Corrèze).	Maître armurier au 6 ^e bataillon de chasseurs à pied.	33	4	25	2	"	"	35	4	25
PONTIER (Victor).....	14 mai 1801.	Sainte-Tulle (Basses-Alpes).	Caporal au 8 ^e régiment d'infanterie légère.	33	1	"	4	"	"	37	1	"
CARUSAC (Jean-Pierre)...	2 mars 1797.	Marssal (Tarn).	Soldat au 41 ^e régiment d'infanterie de ligne.	30	10	3	20	"	"	50	10	3
BORNEMAYRE (Jean-Antoine).	3 juill. 1796.	La Canoargue (Lozère).	Maréchal des logis au 3 ^e régiment de cuirassiers.	31	2	5	1	"	"	32	2	5
REILLES (Jean-Romain)..	6 nov. 1799.	Albi (Tarn).	Maréchal des logis au 9 ^e régiment de dragons.	32	"	20	"	"	"	32	"	20
LÉRANBERT (Louis)....	3 juill. 1795.	Paris (Seine).	Idem au 12 ^e idem.	30	2	21	"	"	"	30	2	21
DIEDER (Michel).....	1 ^{er} mars 1803.	Obergailbach (Moselle).	Maréchal des logis au 2 ^e régiment de lanciers.	30	6	16	"	"	"	30	6	16
LOUVIER (Jean).....	9 août 1800.	Saint-Avold (Moselle).	Maréchal des logis au 3 ^e régiment de chasseurs.	31	"	16	2	"	"	32	"	16
DESORRY (Charles-Louis-Joseph).	27 fév. 1800.	Wervick (Nord).	Idem au 7 ^e idem.	30	7	29	3	"	"	33	7	29
DEVAUX (Claude-Victor)..	13 nov. 1797.	Rang (Doubs).	Idem au 9 ^e idem.	30	4	4	6	"	"	36	4	4
BRUDIN (François-Pierre).	7 déc. 1798.	Paris (Seine).	Maréchal des logis chef, maréchal des logis au 1 ^{er} régiment de hussards.	36	7	18	1	"	"	37	7	18
JOGAND (François-Hypolite).	11 fév. 1802.	La Croix-Rousse (Rhône).	Maréchal des logis au 1 ^{er} régiment de hussards.	31	9	24	3	"	"	34	9	24

(a) Sauf déduction des sommes perçues depuis le 27 mai 1852 à titre de solde de non-activité. — (b) Sauf déduction des sommes perçues depuis le 10 avril 1852 à titre de solde de congé illimité. — (c) A la condition que les arrérages ne commenceront qu'à dater du jour où le titulaire aura été rayé des contrôles d'activité. — (d) Idem. Cette

ARTICLES de la loi du 11 avril 1831 applicables à cette fixation.	GRADE sur lequel la pension est réglée.	QUOTITÉ de la pension.	POSITION actuelle des titulaires.	ÉPOQUE de l'entrée en jouissance de leur pension.	DOMICILE des titulaires.
9, 10 et 11.	Lieutenant. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	1,008 ⁵ (a)	En non-activité.	27 mai 1852.	Nantes (Loire-Inférieure).
Idem.	Sous-Lieutenant. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	852 (b)	En solde de congé illimité.	10 avril 1852.	Niort (Deux-Sèvres).
9 et 10.	Sergent.	254 (c)	En activité.	7 juillet 1852.	Monthrisson (Loire).
Idem.	Idem.	276 (c)	Idem.	15 juillet 1852.	Mirande (Gers).
Idem.	Idem.	278 (d)	Idem.	Idem.	Olehberg (Moselle).
9, 10 et 11.	Sergent. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	444 (c)	Idem.	23 juillet 1852.	Besançon (Doubs).
Idem.	Idem.	422 (e)	Idem.	7 juillet 1852.	Silhas (Ardèche).
Idem.	Idem.	332 (c)	Idem.	Idem.	Annemey (Ardèche).
Idem.	Idem.	350 (c)	Idem.	30 juillet 1852.	"
Idem.	Capoml. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	318 (c)	Idem.	15 juillet 1852.	Givet (Ardennes).
9 et 10.	Soldat.	300 (c)	Idem.	1 ^{er} janvier 1852.	Albi (Tarn).
9, 10 et 11.	Maréchal des logis. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	323 (c)	Idem.	25 juillet 1852.	La Canourgue (Lozère).
Idem.	Idem.	323 (c)	Idem.	25 juillet 1852.	Montreuban (Tarn-et-Garonne).
9 et 10.	Maréchal des logis.	254 (c)	Idem.	3 juillet 1852.	Paris (Seine).
9, 10 et 11.	Maréchal des logis. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	309 (c)	Idem.	25 juillet 1852.	Sarraguenne (Moselle).
Idem.	Idem.	323 (c)	Idem.	4 juillet 1852.	Saint-Avoid (Moselle).
Idem.	Idem.	236 (c)	Idem.	6 juillet 1852.	Wervick-Sud (Nord).
Idem.	Idem.	359 (c)	Idem.	23 juillet 1852.	Rang (Doubs).
Idem.	Maréchal des logis chef. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	456 (c)	En activité au dépôt du recrutement de l'Indre.	3 juillet 1852.	Châteauroux (Indre).
Idem.	Maréchal des logis. (Ayant 22 ans d'activité dans ce grade.)	345 (c)	En activité.	20 juillet 1852.	Lyon (Rhône).

pension, dans la fixation de laquelle il a été fait application de l'article 4 de la loi du 11 avril 1831, ne peut, d'après l'article 27 de la même loi, être cumulée avec un traitement civil d'activité.

NOMBRES D'ORDRES.	NOMS ET PRÉNOMS.	NAISSANCE.		GRADUS, armes, etc.	SERVICES effectifs.			CAMPAGNES			TOTAL.		
		Dates.	Lieux.		Ann.	Mois.	Jours.	Ann.	Mois.	Jours.	Ann.	Mois.	Jours.
21	NAVARRÉ (Paul).....	28 fév. 1800.	Limoges (Hauts-Vosges).	Brigadier-trompette au 4 ^e régiment de chasseurs.	33	3	20	2	"	"	35	3	10
22	GAMONDELS (Antoine)...	20 oct. 1796.	Nieigles (Ardèche).	Sergent-major, maréchal des logis à la compagnie de gendarmerie de l'Ardèche.	33	7	17	2	"	"	35	7	17
23	LOUREN (François).....	17 août 1784.	Carla-le-Comte (Ariège).	Sergent-major, gendarme à la compagnie de l'Ariège.	31	8	16	9	"	"	40	8	16
24	ANCOOT (Jacques-Pierre)...	31 janv. 1796.	La Forêt-Auvray (Orne).	Maréchal des logis à la compagnie de gendarmerie de l'Orne.	32	2	23	"	"	"	32	2	23
25	CASSAGNE (Jean).....	13 oct. 1797.	Causade (Tarn-et-Gar.).	Idem des Deux-Sèvres.	31	4	24	"	"	"	31	4	24
26	JOUE DE SUTYRES (Jules-Albert-Géar).	12 avril 1788.	Ville neuve-de-Berg (Ardèche).	Idem de l'Aveyron.	30	9	29	3	"	"	33	9	29
27	LUXARRY (Jean-Jacques).	21 nov. 1795.	Eauze (Gers).	Idem de la Loire-Inférieure.	39	"	2	4	"	"	43	"	2
28	MARTIN (Pierre).....	8 sept. 1800.	Agen (Lot-et-Garonne).	Idem à la 2 ^e compagnie de la Corne.	30	10	22	29	"	"	59	10	22
29	VERNEY (Jean-Louis)....	22 sept. 1793.	Villedieu (Ardèche).	Maréchal des logis à la compagnie de l'Ardèche.	39	3	29	4	"	"	43	3	29
30	VIGNOL (Pierre).....	22 juill. 1795.	Jumilhac-de-Côte (Dordogne).	Idem de la Dordogne.	34	9	8	"	"	"	34	9	8
31	VIVIER (François).....	29 juill. 1796.	Pont-Audemer (Eure).	Idem de Seine-et-Oise.	33	1	9	"	"	"	33	1	9
32	BADOT (Claude-Pierre)...	25 fév. 1798.	Poligny (Jura).	Maréchal des logis, brigadier à la compagnie de gendarmerie de la Charente-Inférieure.	35	3	21	"	"	"	35	3	21
33	SIMONX (Antoine).....	30 juin 1797.	Islettes (Meuse).	Maréchal des logis, brigadier à la compagnie de l'Allier.	38	1	"	2	"	"	35	1	"
34	LEFAIT (Constant-Joseph)	19 août 1798.	Avesnelles (Nord).	Maréchal des logis, gendarme à la compagnie de la Seine.	31	6	16	1	"	"	32	6	16
35	ARCHAMBEAU (Pierre-Jean-François).	19 juin 1792.	Millas (Pyr.-Orientales).	Caporal, gendarme à la compagnie de l'Ariège.	39	9	13	3	"	"	42	9	13
36	RAUVATS (Jean-Baptiste).	11 août 1793.	Contrai (Ariège).	Idem.	37	6	16	2	"	"	39	6	16
37	BONJEAN (Pierre-Ferdinand).	12 janv. 1792.	Fontaine (Aisne).	Brigadier à la compagnie de gendarmerie du Pas-de-Calais.	32	3	5	3	"	"	35	3	5

ARTICLES de la loi du 11 avril 1831 applicables à cette fraction.	GRADE sur lequel la pension est réglée.	QUANTITÉ de la pension.	POSITION actuelle des titulaires.	ÉPOQUE de l'entrée en jouissance de leur pension.	DOMICILE des titulaires.
9, 10 et 11.	Brigadier-trompette. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	304 ^t (a)	En activité.	4 août 1852.	Toulouse (Haute-Garonne).
Idem.	Sergent-major. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	432 (a)	Idem.	17 juillet 1852.	Aubenas (Ardèche).
Idem.	Idem.	492 (a)	Idem.	15 juillet 1852.	Mas-d'Azil (Ariège).
9 et 10.	Maréchal des logis.	269 (a)	Dans ses foyers.	16 décembre 1851.	Domfront (Orne).
Idem.	Idem.	261 (a)	Idem.	11 février 1852.	Niort (Deux-Sèvres).
9, 10 et 11.	Maréchal des logis. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	336 (a)	Idem.	21 février 1852.	Paris (Seine).
9 et 10.	Maréchal des logis.	348 (a)	Idem.	Idem.	Léogé (Loire-Inférieure).
Idem.	Idem.	400 (a)	En activité.	3 juillet 1852.	Corte (Corse).
Idem.	Idem.	351 (a)	Idem.	17 juillet 1852.	Aubenas (Ardèche).
9, 10 et 11.	Maréchal des logis. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	345 (a)	Dans ses foyers.	1 ^{er} juin 1852.	Domme (Dordogne).
Idem.	Idem.	332 (a)	Idem.	Idem.	Anteuil (Seine).
Idem.	Idem.	350 (a)	Idem.	21 décembre 1851.	Arvert (Charente-Inférieure).
Idem.	Idem.	350 (a)	Idem.	16 février 1852.	Le Donjon (Allier).
Idem.	Idem.	327 (a)	En activité.	6 août 1852.	Paris (Seine).
Idem.	Caporal. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	358 (a)	Idem.	5 juin 1852.	Masset (Ariège).
Idem.	Idem.	336 (a)	Idem.	26 juillet 1852.	Sainte-Croix (Ariège).
Idem.	Brigadier. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	304 (a)	Dans ses foyers.	16 juin 1852.	Heudin (Pas-de-Calais).

(a) A la condition que les arrérages ne commenceront qu'à dater du jour où le titulaire aura été revêtu des fonctions d'activité.

NOM ET PRÉNOMS.	NAISSANCE.		GRADES, armes, etc.	SERVICES effectifs.			CAMPAGNES			TOTAL.		
	Dates.	Lieux.		Ann.	Mois.	Jours.	Ann.	Mois.	Jours.	Ann.	Mois.	Jours.
38 DEHAY (Jacques-Antoine).	15 juill. 1798.	Sailly-en-Ostrevent (Pas-de-Calais).	Brigadier à la compagnie de gendarmerie du Nord.	82	10	5	"	"	"	32	10	5
39 BLANC (Philibert).....	9 nov. 1798.	Pierre-Clos (Saône-et-Loire).	Brigadier, gendarme à la compagnie de l'Aube.	82	"	26	22	"	"	51	"	26
40 DIGNON (Benoît).....	11 fév. 1798.	S ^t -Martin-Lis (Aude).	Brigadier, gendarme à la compagnie du Tarn.	32	6	16	2	"	"	34	6	16
41 LAURE (Jean-Nicolas)....	30 mars 1791.	Givry (Marne).	Brigadier, gendarme à la compagnie de la Marne.	30	11	4	3	"	"	33	11	4
42 MAMBERT (Antoine-Pierre).	25 janv. 1804.	Paris (Seine).	Brigadier, gendarme à la compagnie de la Seine.	30	3	6	5	"	"	35	3	6
43 ORDUYAU (François)....	27 août 1797.	Noirmoutier (Vendée).	Brigadier, gendarme à la compagnie de la Nièvre.	80	1	4	2	"	"	32	1	4
44 ARDORCHAU (François)...	8 nov. 1800.	Bracy (Cher).	Gendarme à la compagnie de la Vendée.	30	2	9	2	"	"	32	2	9
45 BOCHAU (Pierre).....	18 nov. 1799.	Saint-Jean-de-Blaigues (Gironde).	Idem de Lot-et-Garonne.	31	4	5	"	"	"	31	4	5
46 CAMBACERA (Gaspard-Casimir).	avril ou mai 1797.	Le Puy (Haute-Loire).	Idem à la 1 ^{re} compagnie de la Corse.	81	11	22	29	"	"	60	11	22
47 CHARONNET (Louis-François).	15 avril 1798.	Villeneuve (Aube).	Gendarme à la compagnie de l'Aube.	30	8	6	2	"	"	32	8	6
48 CONIL dit LACOSTE (Jean-Joseph).	4 déc. 1799.	Toulouse (Haute-Garonne).	Idem de l'Ariège.	34	6	16	"	"	"	34	6	16
49 COUSTAU (Pierre).....	20 nov. 1793.	Saint-Lary (Gers).	Idem de la Lozère.	30	7	27	5	"	"	35	7	27
50 DESGARDES (Joseph-Armand-Ferdinand).	7 juin 1800.	Troisy-Loire (Aisne).	Idem du Nord.	31	11	12	6	"	"	37	11	12
51 DUMONT (Étienne-Louis) (1).	27 sept. 1798.	Hertogenbosch (Hollande).	Idem de l'Eure.	33	"	17	"	"	"	33	"	17
52 GELAND (Alain).....	12 mars 1794.	Belpoeh (Aude).	Idem de l'Aude.	81	3	15	1	"	"	32	3	15
53 GÉRARD (Nicolas).....	18 janv. 1798.	Bathelmont, commune de S ^t -Medard (Meurthe).	Idem du Gard.	32	8	27	1	"	"	33	8	27
54 GUINET (Claude).....	11 mars 1798.	Montagny (Saône-et-Loire).	Idem de l'Hérault.	32	8	24	1	"	"	33	8	24
55 JAILLIER (Louis-Eugène).	8 avril 1799.	Lanorville (Seine-et-Oise).	Idem de l'Aude.	31	7	21	"	"	"	31	7	21
56 LEVAVASSEUR (Auguste)...	28 mai 1796.	Marcé (Manche).	Idem de la Manche.	32	2	"	1	"	"	33	2	"
57 LUNEAU (Jean-Paul).....	24 janv. 1799.	Levrux (Indre).	Idem de l'Allier.	30	2	21	2	"	"	32	2	21
58 MARRE (Jean).....	27 sept. 1801.	Figeac (Lot).	Idem de la Corrèze.	32	4	"	"	"	"	32	4	"
59 SANDADIER (Jean-Antoine)	17 mars 1793.	Gignac (Ardèche).	Idem de l'Ardèche.	32	"	16	4	"	"	36	"	16

(1) Fils de François.

(a) A la condition que les arrérages ne commenceront qu'à dater du jour où le titulaire aura été revêtu des fonctions.

ARTICLES de la loi du 11 avril 1831 applicables à cette fixation.	GRADE sur lequel la pension est réglée.	QUOTITÉ de la pension.	POSITION actuelle des titulaires.	ÉPOQUE de l'entrée en jouissance de leur pension.	POUVOIR des titulaires.
9, 10 et 11.	Brigadier. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	286 ^f (a)	Dans ses foyers.	1 ^{er} juillet 1852.	Dunkerque (Nord).
Idem.	Idem.	408 (a)	Idem.	21 juin 1852.	Jengny (Aube).
Idem.	Idem.	300 (a)	En activité.	29 juillet 1852.	Gâtine (Tarn).
Idem.	Idem.	293 (a)	Dans ses foyers.	26 juin 1852.	Givry-en-Argonne (Marne).
Idem.	Idem.	304 (a)	Idem.	Idem.	Paris (Seine).
Idem.	Idem.	282 (a)	Idem.	26 juin 1852.	Château-Chinon (Nièvre).
Idem.	Gendarme. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	255 (a)	Idem.	16 juin 1852.	Argenton-le-Château (Deux-Sèvres).
Idem.	Idem.	249 (a)	Idem.	11 mai 1852.	Castillon (Gironde).
Idem.	Idem.	360 (a)	En activité.	1 ^{er} juillet 1852.	Omessa (Corse).
Idem.	Idem.	258 (a)	Dans ses foyers.	21 juin 1852.	Méry-sur-Seine (Aube).
Idem.	Idem.	270 (b)	En activité.	14 juillet 1852.	Toulouse (Haute-Garonne).
Idem.	Idem.	276 (a)	Idem.	8 juin 1852.	Auch (Gers).
Idem.	Idem.	288 (a)	Dans ses foyers.	11 décembre 1851.	Troisy-Loire (Aisne).
Idem.	Idem.	261 (a)	Idem.	11 mai 1852.	Evreux (Eure).
Idem.	Idem.	255 (a)	En activité.	22 juin 1852.	Belpech (Aude).
Idem.	Idem.	264 (a)	Dans ses foyers.	21 mai 1852.	Quisnoy (Gard).
Idem.	Idem.	264 (a)	Idem.	Idem.	Ganges (Hérault).
Idem.	Idem.	252 (a)	En activité.	22 juin 1852.	Quillan (Aude).
Idem.	Idem.	281 (a)	Dans ses foyers.	24 février 1852.	Coulouvray (Manche).
Idem.	Idem.	255 (a)	Idem.	18 juillet 1851.	Montluçon (Allier).
Idem.	Idem.	255 (a)	Idem.	16 juin 1852.	Tulle (Corrèze).
Idem.	Idem.	279 (a)	En activité.	27 juillet 1852.	Mayres (Ardèche).

activité. — (b) Idem. Cette pension, dans la fixation de laquelle il a été fait application de l'article 4 de la loi du 11 avril 1831, ne peut, d'après l'article 27 de la même loi, être cumulée avec un traitement civil d'activité.

NOMS ET PRÉNOMS.	NAISSANCE.		GRANES, armes, etc.	SERVICES effectifs.			CAMPAGNES			TOTAL.		
	Dates.	Lieux.		Ann.	Mois.	Jours.	Ann.	Mois.	Jours.	Ann.	Mois.	Jours.
0 CANON (Jean-Baptiste)...	25 janv. 1795.	Evauz (Cruze).	Maréchal de logis dans la garde répu- blicaine	38	9	10	4	"	"	42	9	10
1 MOTTE (Isidore-Maximin).	27 nov. 1785.	Gap (Hautes-Alpes).	Maréchal des lo- gis, ex-garde muni- cipal de la ville de Paris.	81	"	20	9	"	"	40	"	20
2 DESACHY (Charles-Fran- çois-Dorothé).	16 fév. 1794.	Billancourt (Somme).	Caporal à la 1 ^{re} compagnie de gen- darmes vétérans.	30	6	17	3	"	"	33	6	17
3 SERRA (Pierre-Marie-Hy- acinthe).	28 juin 1785.	Donarnoux (Finistère).	Idem à la 2 ^e idem.	31	11	16	7	1	"	39	"	16
4 LANTZ (Jacques).....	9 juin 1803.	Ottrot-le-Haut (Bas-Rhin).	Maître ouvrier à la manufacture d'ar- mes de Châtelleraul	32	6	16	"	"	"	32	6	16
5 KIEFFER (Jacques).....	25 juill. 1802.	Hengwiller (Bas-Rhin).	Brigadier au 8 ^e escadron du train des équipages militaires.	30	7	5	19	"	"	49	7	5
6 MORIER (Jean).....	1 ^{er} mars 1799.	Étoile (Drôme).	Infirmier-major, sergent à l'hôpital militaire du Roule.	32	"	17	8	"	"	40	"	17
7 SOUBAHE (Pierre).....	28 fév. 1800.	Faujeaux (Aude).	Sergent-major.	30	"	15	1	"	"	31	"	15
8 TRINDAUT (Vincent).....	25 mars 1800.	Longepierre (Seine-et-Loire).	Idem.	30	4	13	3	"	"	33	4	13
9 FRAGNY (Jacques).....	28 sept. 1798.	Lyon (Rhône).	Sergent.	31	"	16	"	"	"	31	"	16
0 REYMOND (Pierre).....	2 fév. 1799.	Menglon (Drôme).	Idem.	30	6	16	3	"	"	33	6	16
1 CASARY (Benoît Macaire- Emmanuel).	11 août 1796.	Nefisch (Pyrénées-Orient).	Idem.	30	"	26	"	"	"	30	"	26
2 DUBRENET (Thomas)....	20 août 1799.	Roung (Landes).	Idem.	31	"	17	7	"	"	38	"	17
3 FRUILLAT (Antoine).....	Nov. 1799.	Taluyers (Rhône).	Idem.	30	3	5	"	"	"	30	3	5
4 VAUGARD (François-Syl- vestre).	25 mars 1800.	Verneuil (Eure).	Idem.	30	3	21	9	"	"	39	3	21
5 MICHINE (François-Paul- Augustin).	16 nov. 1802.	Verennes (Maine-et-Loire).	Maréchal des lo- gis.	30	9	17	1	"	"	31	9	17
6 THIRHOT (Claude-Étienne)	7 fév. 1800.	Bar-le-Duc (Meuse).	Sergent.	30	4	6	4	"	"	34	4	6
7 ROUX (Pierre).....	8 mars 1804.	Toulouse (Haute-Garonne).	Maréchal des lo- gis.	33	4	24	2	"	"	35	4	24
3 DUCHERRARDON (Jean)...	26 fév. 1798.	Gudant (Cruze).	Sergent.	31	"	18	7	"	"	38	"	18
1 DUPUY (Jean-Baptiste)...	29 fév. 1798.	Arrouede (Gers).	Idem.	32	"	18	4	"	"	36	"	18

ARTICLES de la loi du 11 avril 1831 applicables à cette fixation.	GRADE sur lequel la pension est réglée.	QUANTITÉ de la pension.	POSITION actuelle des titulaires.	ÉPOQUE de l'entrée en jouissance de leur pension.	DOMICILE des titulaires.
9 et 10.	Maréchal des logis.	345 ^f (a)	En activité comme surveillant au châ- teau des Tuileries.	16 mai 1852.	Paris (Seine).
9, 10 et 11.	Maréchal des logis. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	395 (a)	En subsistance au 3 ^e régiment d'in- fanterie de ligne.	5 juillet 1852.	Gap (Hautes-Alpes).
Idem.	Caporal. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	293 (a)	En activité.	1 ^{er} août 1852.	Arles (Bouches-du-Rhône).
Idem.	Idem.	332 (a)	Idem.	25 juillet 1852.	Quimperlé (Finistère).
Idem.	Maître-ouvrier. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	327 (a)	Idem.	17 juillet 1852.	Ottrot-le-Bas (Bas-Rhin).
9 et 10.	Brigadier.	340 (a)	Idem.	23 juillet 1852.	Egwiller (Bas-Rhin).
9, 10 et 11.	Sergent. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	395 (a)	Idem.	1 ^{er} août 1852.	Châlon-sur-Saône (Saône-et-Loire).
Idem.	Sergent-major. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	278 (a)	En activité à la 2 ^e compagnie de sous-officiers vété- rans.	8 août 1852.	Paris (Seine).
Idem.	Idem.	402 (a)	Idem.	25 juillet 1852.	Idem.
Idem.	Sergent. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	314 (a)	En activité à la 1 ^{re} compagnie de sous- officiers vétérans.	20 juillet 1852.	Idem.
Idem.	Idem.	336 (a)	Idem.	28 septembre 1852.	Valence (Drôme).
Idem.	Idem.	305 (a)	En activité à la 2 ^e compagnie de sous-officiers vété- rans.	29 juillet 1852.	Naflich (Pyrénées-Orientales).
9 et 10.	Sergent.	314 (a)	Idem.	28 juillet 1852.	Paris (Seine).
9, 10 et 11.	Sergent. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	305 (a)	Idem.	6 juillet 1852.	Idem.
Idem.	Idem.	386 (a)	Idem.	20 juillet 1852.	Vernueil (Eure).
Idem.	Maréchal des logis. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	318 (a)	Idem.	1 ^{er} juillet 1852.	Saumur (Maine-et-Loire).
Idem.	Sergent. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	341 (a)	Idem.	29 juillet 1852.	Paris (Seine).
9 et 10.	Maréchal des logis.	292 (a)	Idem.	Idem.	Metz (Moselle).
9, 10 et 11.	Sergent. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	377 (a)	En activité à la 3 ^e compagnie de sous- officiers vétérans.	29 juillet 1852.	Gudret (Creuse).
Idem.	Idem.	359 (a)	Idem.	1 ^{er} août 1852.	Condorc (Gers).

(a) A la condition que les arrérages ne commenceront qu'à dater du jour où le titulaire aura été rayé des contrôles d'activité.

NOMS ET PRÉNOMS.	NAISSANCE.		GRANDES, armes, etc.	SERVICES effectifs.			CAMPAGNES			TOTAL.		
	Dates.	Lieux.		Ann.	Mois.	Jours.	Ann.	Mois.	Jours.	Ann.	Mois.	Jours.
10 CANON (Jean-Baptiste)...	25 janv. 1795.	Evauz (Creuse).	Maréchal deslogis dans la garde répu- blicaine	38	9	19	4	"	"	41	9	10
11 MOTTE (Isidore-Maximin).	27 nov. 1785.	Gap (Hautes-Alpes).	Maréchal des lo- gis, ex-garde muni- cipal de la ville de Paris.	81	"	20	9	"	"	40	"	20
12 DESACHY (Charles-Fran- çois-Dorothé).	16 fév. 1794.	Billancourt (Somme).	Coporal à la 1 ^{re} compagnie de gen- darmes vétérans.	30	6	17	3	"	"	33	6	17
13 SERRÉ (Pierre-Marie-Hyacinthe).	28 juin 1783.	Douarnenez (Finistère).	Idem à la 2 ^e idem.	31	11	16	7	"	"	39	"	16
14 LANTÉ (Jacques).....	9 janv. 1803.	Ottrot-le-Haut (Bas-Rhin).	Maître ouvrier à la manufacture d'ar- mes de Châtelleraul- t	32	6	16	"	"	"	32	6	16
15 KIEFFER (Jacques).....	25 juill. 1802.	Hengwiller (Bas-Rhin).	Brigadier au 8 ^e escadron du train des équipages militaires.	30	7	5	19	"	"	49	7	5
16 MORIER (Jean).....	1 ^{er} mars 1799.	Étoile (Drôme).	Infirmier-major, sergent à l'hôpital militaire de Reule.	32	"	17	8	"	"	40	"	17
17 SOURASSE (Pierre).....	28 fév. 1800.	Fanjeaux (Aude).	Sergent-major.	30	"	15	1	"	"	31	"	15
18 TRIERANT (Vincent).....	25 mars 1800.	Longepierre (Saine-et-Loire).	Idem.	30	4	13	3	"	"	33	4	13
19 FRAGNY (Jacques).....	28 sept. 1798.	Lyon (Rhône).	Sergent.	31	"	16	"	"	"	31	"	16
20 REYMOND (Pierre).....	2 fév. 1799.	Menglon (Drôme).	Idem.	30	6	16	3	"	"	33	6	16
1 CASARY (Boniface Macaire- Emmanuel).	11 août 1796.	Nefisch (Pyénées-Orient.)	Idem.	30	"	26	"	"	"	30	"	26
2 DUBERNET (Thomas).....	20 août 1799.	Rouang (Landes).	Idem.	31	"	17	7	"	"	38	"	17
3 FEUILLANT (Antoine).....	Nov. 1799.	Teluyers (Rhône).	Idem.	30	3	5	"	"	"	30	3	5
4 VAUGHAN (François-Syl- vestre).	25 mars 1800.	Vernouet (Eure).	Idem.	30	3	21	9	"	"	39	3	21
5 MACHIN (François-Paul- Augustin).	16 nov. 1802.	Varennes (Maine-et-Loire).	Maréchal des lo- gis.	30	9	17	1	"	"	31	9	17
6 TRIMOT (Claude-Étienne)	7 fév. 1800.	Bar-le-Duc (Meuse).	Sergent.	30	4	6	4	"	"	34	4	6
7 ROUX (Pierre).....	8 mars 1804.	Toulouse (Haute-Garonne).	Maréchal des lo- gis.	33	4	24	2	"	"	35	4	24
8 DOCKENBARDON (Jean)...	26 fév. 1796.	Gautier (Creuse).	Sergent.	31	"	15	7	"	"	38	"	15
9 DUPUY (Jean-Baptiste)...	29 fév. 1796.	Arrouède (Gers).	Idem.	32	"	18	4	"	"	36	"	18

ARTICLES de la loi du 11 avril 1831 applicables à cette fixation.	GRADE sur lequel la pension est réglée.	QUANTITÉ de la pension.	POSITION actuelle des titulaires.	ÉPOQUE de l'entrée en jouissance de leur pension.	DOMICILE des titulaires.
9 et 10.	Maréchal des logis.	346 ^f (a)	En activité comme surveillant au châ- teau des Tuileries.	16 mai 1852.	Paris (Seine).
9, 10 et 11.	Maréchal des logis. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	395 (a)	En subsistance au 3 ^e régiment d'in- fanterie de ligne.	5 juillet 1852.	Gap (Hautes-Alpes).
Idem.	Caporal. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	293 (a)	En activité.	1 ^{er} août 1852.	Aries (Bouches-du-Rhône).
Idem.	Idem.	332 (a)	Idem.	25 juillet 1852.	Quimperlé (Finistère).
Idem.	Maître-ouvrier. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	327 (a)	Idem.	17 juillet 1852.	Ottrot-le-Bas (Bas-Rhin).
9 et 10.	Brigadier.	340 (a)	Idem.	23 juillet 1852.	Engwiller (Bas-Rhin).
9, 10 et 11.	Sergent. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	395 (a)	Idem.	1 ^{er} août 1852.	Châlon-sur-Saône (Saône-et-Loire).
Idem.	Sergent-major. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	278 (a)	En activité à la 2 ^e compagnie de sous-officiers vété- rans.	8 août 1852.	Paris (Seine).
Idem.	Idem.	402 (a)	Idem.	25 juillet 1852.	Idem.
Idem.	Sergent. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	314 (a)	En activité à la 1 ^{re} compagnie de sous- officiers vétérans.	20 juillet 1852.	Idem.
Idem.	Idem.	338 (a)	Idem.	28 septembre 1852.	Valence (Drôme).
Idem.	Idem.	805 (a)	En activité à la 2 ^e compagnie de sous-officiers vété- rans.	29 juillet 1852.	Neflach (Pyrenées-Orientales).
9 et 10.	Sergent.	314 (a)	Idem.	28 juillet 1852.	Paris (Seine).
9, 10 et 11.	Sergent. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	305 (a)	Idem.	8 juillet 1852.	Idem.
Idem.	Idem.	386 (a)	Idem.	20 juillet 1852.	Vernueil (Eure).
Idem.	Maréchal des logis. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	318 (a)	Idem.	1 ^{er} juillet 1852.	Saumur (Maine-et-Loire).
Idem.	Sergent. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	341 (a)	Idem.	29 juillet 1852.	Paris (Seine).
9 et 10.	Maréchal des logis.	292 (a)	Idem.	Idem.	Metz (Moselle).
9, 10 et 11.	Sergent. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	377 (a)	En activité à la 3 ^e compagnie de sous- officiers vétérans.	29 juillet 1852.	Gudret (Cronse).
Idem.	Idem.	359 (a)	Idem.	1 ^{er} août 1852.	Condorc (Gers).

(a) A la condition que les arrisages ne commenceront qu'à dater du jour où le titulaire aura été revêtu des contrôles d'activité.

NOMBRES D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS.	NAISSANCE.		GRADE, armes, etc.	SERVICES effectifs.			CAMPAGNES			TOTAL.		
		Dates.	Lieux.		Ans.	Mois.	Jours.	Ans.	Mois.	Jours.	Ans.	Mois.	Jours.
80	BENOÎT (Jean).....	30 avril 1791.	Lodève (Hérault).	Caporal.	33	6	18	3	"	"	36	6	18
81	MARCHETTI (Séverin- Jean) (1).	7 juin 1792.	Confienza (Piedmont).	Soldat à la 1 ^{re} compagnie de fusil- liers vétérans. <i>Idem.</i>	31	"	16	19	"	"	50	"	16
82	MAUGÉ.....	12 oct. 1792.	Rennes (Ille-et-Vilaine).		38	6	16	5	"	"	43	6	16
83	FRUYLLO (Jean-Pierre)...	10 août 1799.	Paris (Seine).	Soldat à la 3 ^e com- pagnie de fusiliers vétérans.	31	"	16	12	"	"	43	"	16
84	MARTIN (Antoine-Marie).	12 mai 1792.	Brunembert (Pas-de-Calais).	Soldat à la 3 ^e com- pagnie de cavaliers vétérans.	31	7	6	30	"	"	61	7	6

(1) Est pourvu pour sa naturalisation.

(a) A la condition que les arrérages ne commenceront qu'à dater du jour où le titulaire aura été rayé des contrôles.

2. Ces pensions seront inscrites au trésor public, avec jouissance du jour indiqué à chaque article du tableau qui précède.

3. Avant le premier paiement de ces pensions, les titulaires seront tenus de produire au payeur un certificat du sous-intendant militaire de leur département, énonçant le temps pendant lequel ils auraient reçu, sur les fonds de la guerre ou de l'hôtel des invalides, depuis l'époque de jouissance indiquée ci-dessus, un traitement militaire ou une allocation incompatible avec une pension militaire, pour que le même temps leur soit déduit sur le décompte à faire des arrérages de leur pension.

Ce certificat indiquera si les titulaires sont passibles d'une retenue pour débet envers le trésor public, envers l'administration du corps dont ils font partie, etc. afin qu'elle soit continuée dans la proportion relative à la quotité de leur pension.

4. Les ministres de la guerre et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait à Grenoble, le 22 Septembre 1852.

Signé LOUIS-NAPOLÉON.

Le Ministre de la guerre,

Signé A. DE SAINT-ARNAUD.

ARTICLES de la loi du 11 avril 1831 applicables à cette fixation.	GRADE sur lequel la pension est réglée.	QUOTITÉ de la pension.	POSITION actuelle des titulaires.	ÉPOQUE de l'entrée en jouissance de leur pension.	DOMICILE des titulaires.
9, 10 et 11.	Caporal. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grado.)	314 ^t (a)	En activité à la 3 ^e compagnie de sous- officiers vétérans. En activité.	10 juillet 1852.	Lodève (Hérault).
9 et 10.	Soldat.	300 (a)		23 juin 1852.	Blaye (Gironde).
Idem.	Idem.	270 (b)	Idem.	3 août 1852.	Remmes (Ille-et-Vilaine).
Idem.	Idem.	268 (a)	Idem.	8 juin 1852.	Paris (Seine).
Idem.	Idem.	300 (a)	Idem.	6 juillet 1852.	Guéret (Creuse).
	TOTAL.....	28,235			

d'activité. — (b) *Idem.* Cette pension, dans la fixation de laquelle il a été fait application de l'article 4 de la loi d
11 avril 1831, ne peut, d'après l'article 27 de la même loi, être cumulée avec un traitement civil d'activité.

N° 7264. — DÉCRET qui accorde à trente-cinq Militaires des Pensions de retraite pour blessures et infirmités.

Du 22 Septembre 1852.

LOUIS-NAPOLÉON, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,
Vu, 1° les articles 25 et 26 de la loi du 25 mars 1817, et l'article 3 de l'ordonnance du 20 juin suivant;

2° La loi du 11 avril 1831 sur les pensions de l'armée de terre;

3° Les lois sur les crédits affectés à l'inscription des pensions militaires au trésor public;

4° La fixation, établie d'après la révision du Conseil d'état, des pensions de retraite comprises dans le présent décret, portant le n° 59;

5° L'avis du ministre des finances, en date du 18 septembre 1852, exprimant qu'il a reconnu la légalité de cette fixation, et la possibilité d'imputer les pensions proposées, montant à la somme de onze mille trois cent dix-huit francs, sur le crédit d'inscription ouvert pour l'année 1852;

Sur le rapport du ministre de la guerre,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est accordé à chacun des trente-cinq militaires dénommés au tableau ci-après une pension de retraite fixée conformément aux indications de ce tableau (1), savoir :

(1) Les titulaires de ces pensions ne devront se pourvoir, soit près du payeur, soit près du ministre des finances, pour réclamer leur certificat d'inscription au trésor, qu'un mois après l'insertion du présent décret au Bulletin des lois.

NOMBRES D'ORDRE	NOMS ET PRÉNOMS.	NAISSANCE.		GRADÉS, armes, etc.	SERVICES effectifs.			CAMPAGNES			TOTAL.		
		Dates.	Lieux.		Ans.	Mois.	Jours.	Ans.	Mois.	Jours.	Ans.	Mois.	Jours.
1	GRAND (Louis-Édouard-Jo- séphine-Gustave).	29 déc. 1808.	Figeac (Lot).	Chirurgien aide- major de 2 ^e classe au 1 ^{er} régiment de la légion étrangère.	23	3	2	34	"	"	56	3	2
2	GIRON (Jean).....	29 déc. 1825.	Pagny-sur-Meuse (Meuse).	Soldat au train des équipages mili- taires.	5	"	16	8	"	"	13	"	16
3	MIHRE (Charles-François).	10 janv. 1793.	Mardilly (Orne).	Gendarme à la compagnie de l'Orne.	22	3	14	1	"	"	23	3	14
4	DÉVANCHÈRE (Antoine)...	26 juill. 1825.	Saint-Maurice- les-Château-Neuf (Saône-et-Loire).	Soldat au 72 ^e ré- giment d'infanterie de ligne.	5	7	21	1	"	"	6	7	21
5	SCHALLER (Mathis).....	19 avril 1821.	Ranschwoog (Bas-Rhin).	Idem au 9 ^e idem.	9	2	20	12	"	"	21	2	20
6	DESBOHNET (Éloi-Joseph).	10 juin 1813.	Saint-Amand (Nord).	Sergent au 20 ^e ré- giment d'infanterie de ligne.	18	5	22	10	"	"	28	5	22
7	RAINOIR (Bruno-Alexan- dre).	26 oct. 1824.	Ramatuelle (Var).	Sergent-major au 33 ^e régiment d'in- fanterie de ligne.	9	5	15	4	"	"	13	5	15
8	GRIFFON (François-Pierre).	15 mars 1828.	Saint-Sympho- rien (Deux-Sèvres).	Soldat au 49 ^e ré- giment d'infanterie de ligne.	2	3	27	"	"	"	2	3	27
9	RICORDAU (François-Pier- re).	21 mars 1827.	Vigneux (Loire-Inférieure)	Idem au 72 ^e idem.	4	1	1	1	"	"	5	1	1
10	BEN-ATHÉIA-BEN-EL-BES- CHER.	1818.	Tekdem, province de Con- stantine (Algérie).	Soldat au batail- lon de tirailleurs in- digènes de Constan- tine.	1	8	10	2	"	"	3	8	10
11	MOHAMED-BEN-LEAL....	1821.	Milianah (Provinces d'Alger)	Idem.	1	10	27	2	"	"	3	10	27
12	MATHEVON (Jean-Louis)..	13 juill. 1812.	Gleiras (Ardèche).	Soldat au 49 ^e ré- giment d'infanterie de ligne.	8	11	"	1	"	"	9	11	"
13	EVARD (Quirin).....	27 juill. 1802.	Plaines (Vosges).	Soldat à la 1 ^{re} compagnie de fusi- liers vétérans.	28	10	14	3	"	"	31	10	14
14	BOUSCAUT (Martin).....	15 juin 1830.	Vielle-Saint- Girons (Landes).	Soldat au 8 ^e ré- giment d'infanterie lé- gère.	3	"	16	6	"	"	9	"	16
15	SALAH-BEN-OUALI.....	1820.	Constantine (Algérie).	Soldat au batail- lon de tirailleurs in- digènes de Constan- tine.	2	6	16	3	"	"	5	6	16

(a) A la condition que les arrérages ne commenceront qu'à dater du jour où il aura été rayé des contrôles d'activité, et sauf déduction du prix des journées pendant lesquelles il aura été traité dans un hôpital militaire.
— (b) A la condition que les arrérages ne commenceront qu'à dater du jour où il aura été rayé des contrôles d'activité, ou aura cessé d'être traité dans un hôpital militaire, et sauf déduction des sommes perçues depuis ladite

BASES DES DROITS à la pension de retraite et articles de la loi du 11 avril 1831 applicables à cette fixation.	GRADE sur lequel la pension est réglée.	QUANTITÉ de la pension.	POSITION actuelle des titulaires.	ÉPOQUE de l'entrée en jouissance de leur pension.	DOMICILE des titulaires.
"	Chirurgien aide-major de 2 ^e classe. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	1,200 ^f (a)	En activité.	23 juillet 1852.	Figeac (Lot).
Amputation de deux membres. 15 et 18.	Soldat.	365 (b)	En jouissance d'une pension de retraite.	11 novembre 1851.	Pagny-sur-Meuse (Meuse).
Cécité complète. 11, 15 et 18.	Gendarme. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	438 (c)	Dans ses foyers.	1 ^{er} janvier 1852.	Monnay (Orne).
Blessures et infirmités évaluées par le conseil de santé des armées à l'amputation de deux membres 15 et 18.	Soldat.	365 (c)	En activité.	21 juillet 1852.	Saint-Christophe-en-Brionnet (Saône-et-Loire).
Amputation d'un membre. 15 et 18.	Idem.	300 (c)	Idem.	30 juillet 1852.	Raschwoog (Bas-Rhin).
Idem.	Sergent.	400 (c)	Idem.	4 août 1852.	Sannois (Seine-et-Oise).
Idem.	Sergent-major.	500 (c)	Idem.	21 juillet 1852.	Ramatuelle (Var).
Idem.	Soldat.	300 (c)	Idem.	Idem.	Saint-Symphorien (Deux-Sèvres).
Idem.	Idem.	300 (c)	Idem.	Idem.	Vigneux (Loire-Inférieure).
Idem.	Idem.	300 (c)	Idem.	Idem.	Constantine (Algérie).
Idem.	Idem.	300 (c)	Idem.	22 juillet 1852.	Idem.
Blessures et infirmités évaluées à la perte de l'usage de deux membres. 15 et 18.	Idem.	300 (c)	En subsistance au 49 ^e régiment d'infanterie de ligne.	6 mars 1850.	Paris (Seine).
Idem.	Idem.	300 (c)	En activité.	21 juillet 1852.	Saintes (Charente-Inférieure).
Blessures et infirmités évaluées à la perte de l'usage d'un membre. 16 et 18.	Idem.	248 (c)	Idem.	Idem.	Mimizan (Landes).
Idem.	Idem.	230 (c)	Idem.	29 juillet 1852.	Constantine (Algérie).

époque sur la pension de 268 francs accordée par décret du 7 janvier 1852, et que la présente annule. — (c) A la condition que les arrérages ne commenceront qu'à dater du jour où il aura été rayé des contrôles d'activité ou aura cessé d'être traité dans un hôpital militaire.

NOMS ET PRÉNOMS.	NAISSANCE.		GRADÉS, armes, etc.	SERVICES effectifs.			CAMPAGNES			TOTAL.		
	Dates.	Lieux.		Ans.	Mois.	Jours.	Ans.	Mois.	Jours.	Ans.	Mois.	Jours.
5 FAVARD (Jean).....	Novem. 1825.	Magnats (Dordogne)	Soldat au 3 ^e ba- taillon d'infanterie légère d'Afrique.	5	3	23	10	"	"	15	3	23
7 GALLEY (Jean-Baptiste- Emile-Alphonse)....	23 mai 1818.	Nesle (Somme).	Idem.	6	6	15	12	"	"	18	6	15
3 HANN (Jean-Baptiste)....	15 juin 1821.	Strasbourg (Bas-Rhin).	Idem.	6	2	25	12	"	"	18	2	25
9 KORNIG (Théodore-Ludwig- Andreas) (1).	2 juin 1826.	Dierdorf (Allemagne).	Soldat au 2 ^e régi- ment de la légion étrangère.	4	1	"	10	"	"	14	1	"
2 SCILLER (Louis) (1)....	15 juin 1820.	Saint-Ingbert (Bavière).	Idem.	4	10	27	10	"	"	14	10	27
1 MASSY (André-Nicolas)...	14 juin 1796.	Paris (Seine).	Soldat d'infante- rie.	1	4	28	1	"	"	2	4	28
2 ALI-BEN-CHEROUY.....	1826.	Milah, province de Con- stantine (Algérie).	Caporal au batail- lon de tirailleurs in- digènes de Constan- tine.	8	"	21	9	"	"	17	"	21
3 SAÏD-BEN-AMOR.....	1820.	Ferdgioni (Algérie).	Idem.	3	7	23	4	"	"	7	7	23
4 TAÏEB-BEN-LAGDAR.....	1827.	Constantine (Algérie).	Idem.	4	7	23	5	"	"	9	7	23
5 AMOR-BEN-MESSAOUD.....	1818.	Idem.	Soldat au batail- lon de tirailleurs in- digènes de Constan- tine.	4	9	1	5	"	"	9	9	1
6 BESCHIR-BEN-ALI.....	Idem.	Bougie (Algérie).	Sergent au batail- lon de tirailleurs in- digènes de Constan- tine.	6	2	1	7	"	"	13	2	1
7 MOHAMMED-BEN-KEUD-BRA- HAN.	1829.	Alger.	Soldat au bataillon de tirailleurs indigènes de Constantine	4	9	22	5	"	"	9	9	22
8 LAURENT (Louis-Antoine).	18 fév. 1826.	Neuilly-en- Thelle (Oise).	Soldat au 13 ^e régi- ment de chasseurs.	3	"	7	"	"	"	3	"	7
9 COLBEAU (Fabien).....	9 sept. 1824.	Nevers (Nièvre).	Soldat au 1 ^{er} ré- giment du génie.	4	1	29	8	"	"	12	1	29
10 URBAN (Jean-Baptiste-Jo- seph-Pierre).	27 mai 1798.	Saint-Alban (Côtes-du-Nord).	Gendarme à la compagnie du Rhô- ne.	31	6	18	1	"	"	32	6	18
11 PARYVAULT (Henri-Eugène).	6 juin 1821.	Conssay-les-Bois (Vienne).	Maître ouvrier à la manufacture d'ar- mes de Châtellerault	10	6	16	"	"	"	10	6	16

(1) En instance pour sa naturalisation.

(a) A la condition que les arrérages ne commenceront qu'à dater du jour où il aura été rayé des contrôles d'activité, ou aura cessé d'être traité dans un hôpital militaire. — (b) A la condition que les arrérages ne commenceront qu'à dater du jour où il aura été rayé des contrôles de l'hôtel des invalides. — (c) A la condition que les arr-

DANS DES BLESSURES à la pension de retraite et articles de la loi du 22 avril 1851 applicables à cette fixation.	GRADE sur lequel la pension est réglée.	QUANTITÉ de la pension.	POSITION actuelle des titulaires.	ÉPOQUE de l'entrée en jouissance de leur pension.	DOMICILE des titulaires.
Blessures et infirmités évaluées à la perte de l'usage d'un membre. 16 et 18.	Soldat.	278 ⁵ (a)	En activité.	30 août 1852.	Lalinde (Dordogne).
Idem.	Idem.	295 (a)	Dans ses foyers.	1 ^{er} janvier 1851.	Néale (Somme).
Idem.	Idem.	295 (a)	Idem.	22 novembre 1851.	Stambourg (Bas-Rhin).
Idem.	Idem.	273 (a)	En activité.	13 juillet 1852.	Barr (Bas-Rhin).
Idem.	Idem.	275 (a)	Dans ses foyers.	10 octobre 1851.	Paris (Seine).
Idem.	Idem.	213 (b)	A l'hôtel ~~des Invalides.~~	1 ^{er} avril 1852.	Le Mans (Sarthe).
Idem.	Caporal.	325 (a)	En activité.	22 juillet 1852.	Constantine (Algérie).
Idem.	Idem.	268 (a)	Idem.	Idem.	Idem.
Idem.	Idem.	280 (a)	Idem.	Idem.	Idem.
Idem.	Soldat.	250 (a)	Idem.	Idem.	Idem.
Idem.	Sergent.	351 (a)	Idem.	21 juillet 1852.	Idem.
Idem.	Soldat.	250 (a)	Idem.	22 juillet 1852.	Idem.
Cécité complète. 15 et 18.	Idem.	365 (a)	Dans ses foyers.	8 avril 1850.	Nemilly-en-Thelle (Oise).
Blessures et infirmités évaluées à la perte de l'usage d'un membre. 16 et 18.	Idem.	263 (a)	En activité.	21 juillet 1852.	Nevers (Nièvre).
Blessures et infirmités évaluées à la perte de l'usage d'un membre. 11, 16 et 18.	Gendarme. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	360 (a)	Idem.	1 ^{er} août 1851.	Lerhyrele (Rhône).
Blessures et infirmités évaluées à la perte de l'usage d'un membre. 16 et 18.	Maître ouvrier.	333 (a)	Idem.	23 juillet 1852.	Châtelleraut (Vienne).

reges ne commenceront qu'à dater du jour où il aura été rayé des contrôles d'activité, et sans déduction des sommes perçues depuis ladite époque sur la pension de 258 francs qui lui a été accordée par décret du 19 janvier 1852, et que la présente annule.

NUMÉROS D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS.	NAISSANCE.		GRADÉS, armes, etc.	SERVICES effectifs.			CAMPAGNES			TOTALS.		
		Dates.	Lieux.		Ans.	Mois.	Jours.	Ans.	Mois.	Jours.	Ans.	Mois.	Jours.
32	BÉNAZ (Jean).....	28 août 1825.	Flourance (Gers).	Soldat au 8 ^e régi- ment d'infanterie de ligne.	5	8	27	10	"	"	15	8	27
33	COLOMBANI (Just-Marie).. <td>9 sept. 1821.</td> <td>Casano (Corse).</td> <td>Idem.</td> <td>9</td> <td>4</td> <td>3</td> <td>10</td> <td>"</td> <td>"</td> <td>19</td> <td>4</td> <td>3</td>	9 sept. 1821.	Casano (Corse).	Idem.	9	4	3	10	"	"	19	4	3
34	JUO (Jean).....	30 juill. 1825.	Ploubinec (Morbihan).	Soldat au régi- ment des zouaves.	5	"	1	10	"	"	15	"	1
35	DIMOUENOT (Célestin-Syl- vain).	13 fév. 1828.	Saint-Germain (Haute-Saône).	Soldat au 2 ^e régi- ment du génie.	8	1	19	4	"	"	7	1	19

2. Ces pensions seront inscrites au trésor public, avec jouissance du jour indiqué à chaque article du tableau qui précède.

3. Avant le premier paiement de ces pensions, les titulaires seront tenus de produire au payeur un certificat du sous-intendant militaire de leur département, énonçant le temps pendant lequel ils auraient reçu, sur les fonds de la guerre ou de l'hôtel des invalides, depuis l'époque de jouissance indiquée ci-après, un traitement militaire ou une allocation incompatible avec une pension militaire, pour que le même temps leur soit déduit sur le décompte à faire des arrérages de leur pension.

Ce certificat indiquera si les titulaires sont passibles d'une retenue pour débet envers le trésor public, envers l'administration du corps dont ils font partie, etc. afin qu'elle soit continuée dans la proportion relative à la quotité de leur pension.

4. Les ministres de la guerre et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait à Grenoble, le 22 Septembre 1852.

Signé LOUIS-NAPOLÉON.

Le Ministre de la guerre,

Signé A. DE SAINT-ARNAUD.

BASES DES DROITS à la pension de retraite et articles de la loi du 11 avril 1831 applicables à cette fixation.	GRADE sur lequel la pension est réglée.	QUOTITÉ de la pension.	POSITION actuelle des titulaires.	ÉPOQUE de l'entrée en jouissance de leur pension.	DOMICILE des titulaires.
Blessures et infirmités.	Soldat.	100 ^f (a)	En activité.	22 juillet 1852.	Fleurance (Gers).
17 et 18. <i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>	100 (a)	<i>Idem.</i>	21 juillet 1852.	Cassano (Corse).
<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>	100 (a)	Dans ses foyers.	26 octobre 1851.	Mostang (Morbihan).
<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>	100 (a)	En activité.	26 juin 1852.	Saint-Germain (Haute-Saône).
	TOTAL...	11,318			

(a) A la condition que les arrérages ne commenceront qu'à dater du jour où il aura été rayé des contrôles d'activité, ou aura cessé d'être traité dans un hôpital militaire.

N° 7265. — *DÉCRET qui accorde une Pension à un ancien Sous-Préfet.*

Du 22 Septembre 1852.

LOUIS-NAPOLÉON, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'intérieur ;

Vu les lois des 22 août 1790 et 15 germinal an XI [5 avril 1803], sur les pensions civiles, et le décret réglementaire du 13 septembre 1806 ;

Vu l'arrêté consulaire du 5 floréal an XI [5 mai 1803] ;

Vu la loi du 19 mai 1849 ;

Vu les titres produits par M. le comte de Bronges de Bourcio (*Gaspard-Joseph-Armand-Jean*), ancien sous-préfet de Poligny, desquels il résulte qu'il est né à Bourcio, arrondissement de Lons-le-Saunier (Jura), et que, s'il ne compte que vingt et un ans quatre mois deux jours de service, il établit par certificats de médecins, réunis en commission, qu'au jour de son remplacement il était atteint d'infirmités graves contractées dans l'exercice et à l'occasion de ses fonctions, et qui l'auraient empêché de les continuer ;

Vu l'acte de notoriété constatant que les secours de l'État lui sont nécessaires ;

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 8 septembre 1852;

La section des finances du Conseil d'état entendue,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est accordé à M. le comte de Bronges de Bourcio, ancien sous-préfet de Polignay, à raison d'un traitement de trois mille francs, dont il a joui pendant les quatre dernières années de son activité, une pension annuelle et viagère de cinq cents francs (500^f).

2. Cette pension sera inscrite au Trésor au nom de M. de Bronges, et lui sera payée à Paris, à partir du premier jour du semestre qui en suivra l'inscription.

3. Les ministres de l'intérieur et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Grenoble, le 22 Septembre 1852.

Signé LOUIS-NAPOLÉON.

Par le Prince-Président :

Le Ministre de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce,

Signé F. DE PERSIGNY.

N° 7266. — DÉCRET qui accorde des Pensions à quarante-deux Veuves de Militaires.

Du 26 Septembre 1852.

LOUIS-NAPOLÉON, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu, 1° les articles 25 et 26 de la loi du 25 mars 1817, et l'article 3 de l'ordonnance du 20 juin suivant;

2° Le titre III de la loi du 11 avril 1831, sur les pensions de

l'armée de terre, qui détermine les conditions auxquelles les veuves de militaires sont susceptibles d'obtenir des pensions;

3° Les lois sur les crédits affectés à l'inscription des pensions militaires au trésor public;

4° La fixation, établie d'après la révision du Conseil d'état, des pensions comprises dans le présent décret, portant le n° 60;

5° L'avis du ministre des finances, en date du 18 septembre 1852, exprimant qu'il a reconnu la légalité de cette fixation, et la possibilité d'imputer les pensions proposées, montant à la somme de treize mille quatre cent soixante et quinze francs, sur le crédit d'inscription, de 1852;

Sur le rapport du ministre de la guerre,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Il est accordé à chacune des quarante-deux veuves de militaires dénommées au tableau ci-après une pension fixée conformément aux indications de ce tableau (1).

2. Ces pensions seront inscrites au trésor public, avec la jouissance de l'époque indiquée à chaque article du tableau qui suit.

3. Les ministres de la guerre et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait à Marseille, le 26 Septembre 1852.

Signé LOUIS-NAPOLÉON.

Le Ministre de la guerre,

Signé A. DE SAINT-ARNAUD.

(1) Les titulaires de ces pensions ne devront se pourvoir, soit près du payeur, soit près du ministère des finances, pour réclamer leur certificat d'inscription au trésor, qu'un mois après l'insertion du présent décret au Bulletin des lois.

NUMÉROS D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des militaires.	GRADÉS.	DATE			CONDITIONS dans lesquelles se trouvait le militaire décédé, ou circonstances de son décès.
			de la cessation de l'activité.	du mariage.	du décès.	
1	D'ANTHOUDARD (Charles.-Nicolas).	Général de division.	8 juin 1848.	10 mai 1817.	14 mars 1852.	En jouissance de la pension de retraite.
2	O'CONNOR (Arthur).....	Idem.....	19 juin 1816.	4 juillet 1807.	25 avril 1852.	Idem.....
3	DE MOLLENBEC (Charles-Jacques).	Colonel.....	23 mars 1842.	7 juin 1836.	28 avril 1852.	Idem.....
4	FLY DE MILORDIN (Nicolas).	Lieutenant-colonel..	7 janvier 1839.	18 mai 1813.	22 mai 1852.	Idem.....
5	FORDARD (Pierre).....	Chef de bataillon ..	10 mai 1838.	30 mars 1812.	20 avril 1852.	Idem.....
6	MIGNON (Jacques-Antoine)...	Idem.....	1 ^{er} octobre 1833.	17 déc. 1825.	6 juin 1852.	Idem.....
7	BULLIOT (Odo-Joseph).....	Capitaine	30 juin 1846.	26 oct. 1830.	22 sept. 1851.	Idem.....
8	LAMARE (Guillaume-Auguste)	Idem.....	Le jour du décès.	30 déc. 1844.	23 février 1852.	Mort en France des suites d'une maladie endémique contractée en Afrique.
9	LEBOY (Jacques-Charles)....	Idem.....	2 octobre 1816.	25 août 1813.	30 mars 1852.	En jouissance de la pension de retraite.
10	MEURISSET (Augustin-François)	Idem.....	21 oct. 1844.	14 mars 1837.	23 janvier 1852.	Idem.....
11	PELTYER (Antoine-Joseph)...	Idem.....	10 février 1816.	6 janvier 1809.	23 mars 1852.	Idem.....
12	ROBIN (François).....	Idem.....	1 ^{er} janvier 1834.	17 avril 1822.	18 juin 1852.	Idem.....
13	SEVESTRE (Simon-Désiré)...	Idem.....	26 avril 1848.	22 oct. 1839.	18 mai 1852.	Idem.....
14	BACOUXON (Antoine-Césaire).	Lieutenant	22 nov. 1828.	1 ^{er} juillet 1818.	26 janvier 1852.	Idem.....
15	DAUBERNET (Louis-Charles).	Idem.....	22 mars 1830.	28 février 1821.	21 janvier 1852.	Idem.....
16	DESHAYES (Édouard).....	Idem.....	18 avril 1840.	29 mars 1820.	3 mai 1852.	Idem.....
17	GAUGET (Jules-Jean-Baptiste)	Idem.....	14 août 1835.	20 janvier 1823.	14 avril 1852.	Idem.....
18	MOHIN (Jean-François)....	Idem.....	6 juin 1829.	29 sept. 1817.	4 mai 1852.	Idem.....
19	LETELLIER (Charles).....	Sous-Lieutenant....	26 avril 1830.	28 nov. 1818.	6 juin 1852.	Idem.....
20	QUINTATIN (Jean - Baptiste- Claude).	Idem.....	5 février 1851.	9 juin 1819.	27 avril 1852.	Idem.....
21	DELAUNAY (Mathurin).....	Garde du génie de 1 ^{re} classe.	7 déc. 1848.	12 oct. 1831.	30 avril 1852.	Idem.....
22	FLEISCHUT (Henri - Ignace- André).	Chirurgien prin- cipal.	4 déc. 1843.	9 janvier 1841.	7 avril 1852.	Idem.....
23	VALET (Jean-Joseph).....	Chirurgien major ..	15 juin 1825.	25 août 1808.	16 avril 1852.	Idem.....
24	MURET (André).....	Sergent-major.....	15 juillet 1829.	22 déc. 1817.	30 mars 1852.	Idem.....
25	CAMPAGNET (Daniel).....	Sergent.....	7 juillet 1835.	14 juin 1820.	14 juin 1846.	Idem.....

NOMS ET PRÉNOMS des veuves.	NAISSANCE.		QUOTITÉ de la pension.	ÉPOQUE de l'entrée en jouissance de la pension.	DOMICILE.
	Dates.	Lieux.			
ACORT (Apollonie - Thérèse- Louise).	1 ^{er} nov. 1790.	Strasbourg (Bas-Rhin).	1,500 ^f	14 mars 1852.	Paris (Seine).
DE CARITAT DE CONDORET (Ale- xandrine-Louise-Sophie).	24 avril 1790.	Paris (Seine).	1,500	25 avril 1852.	Idem.
DE ROTTEBERG (Marie-Anne- Eugénie) (1).	1 ^{er} mars 1805.	Fribourg (Suisse).	750	28 avril 1852.	Carlsruhe (Grand-duché de Bade)
DOULCET (Marie-Cécile)	1785- 1786.	Moulins (Allier).	600	22 mai 1852.	Saintes (Charente-Inférieure).
LAUVARIO (Honorine).....	3 sept. 1794.	Le Palais (Morbihan).	500	20 avril 1852.	Le Palais (Morbihan).
MAYOT (Marie - Thérèse - José- phine).	9 avril 1797.	Metz (Moselle).	500	6 juin 1852.	Metz (Moselle).
DE LAURENCE).....	9 août 1795.	Givet (Ardennes).	400	22 sept. 1851.	S ^t -Croix-lès-le-Mans (Sarthe).
GRANDJEAN (Antoinette - Fran- çoise).	9 oct. 1823.	Metz (Moselle).	400	23 février 1852.	Ars-sous-Moselle (Moselle).
LATHRIEU (Françoise).....	2 avril 1792.	Thionville (Moselle).	400	30 mars 1852.	Grandrange (Moselle).
MARICHAL (Geneviève-Estelle)..	1 ^{er} août 1799.	Compiègne (Oise).	400	23 janvier 1852.	Paris (Seine).
DELAUNAY (Marie-Thérèse-Vic- toire).	23 déc. 1787.	Guadeloupe (Possession française).	400	23 mars 1852.	Cancalle (Ille-et-Vilaine).
MILLET (Catherine-Jeanne)....	3 juillet 1787.	Poitiers (Vienne).	400	18 juin 1852.	Poitiers (Vienne).
LOCUS (Émilie-Marie-Anne)....	1 ^{er} janvier 1814.	Fontainebleau (Seine-et-Marne).	400	18 mai 1852.	La Flèche (Sarthe).
ONATHON (Joseph).....	21 juin 1799.	Censeau (Jura).	300	26 janvier 1852.	Besançon (Doubs).
FALLÉE (Sophie).....	28 juin 1787.	Falaise (Calvados).	300	21 janvier 1852.	Falaise (Calvados).
BOURDELLOT (Marguerite-Paule)..	10 oct. 1773.	Varennes (Seine-et-Marne).	300	3 mai 1852.	Paris (Seine).
PUTTMANN (Charlotte) (1).....	1784.	Itallupcenen (Prusse).	300	14 avril 1852.	Toulouse (Haute-Garonne).
DEAL (Jeune-Françoise).....	18 oct. 1796.	Bougnon (Haute-Saône).	300	4 mai 1852.	Brouey-les-Faverney (Haute-Saône).
BERICTOT (Marie-Catherine)....	8 sept. 1792.	S ^t -Germain-de-Croisy (Eure).	250	6 juin 1852.	Évreux (Eure).
MANIANN (Catherine)	7 avril 1782.	Insming (Meurthe).	250	27 avril 1852.	Malzeville (Meurthe).
MILIAN (Marie)	26 février 1814.	Belley (Ain).	300	30 avril 1852.	Belley (Ain).
MILLANCHER (Marie-Luce).....	20 nov. 1784.	Paris (Seine).	600	7 avril 1852.	Paris (Seine).
MENDRILLE (Anne - Marie - José- phine).	23 octobre 1785.	Idem.	500	16 avril 1852.	Idem.
MIZÉ (Marguerite).....	30 déc. 1769.	Idem.	125	30 mars 1852.	Idem.
MINERTY (Jeanne-Françoise) ...	9 juillet 1798.	Ornans (Doubs).	200	Du jour qui sera fixé par le ministre des finan- ces (2).	Ruël (Seine-et-Oise).

(1) Le mari était Français.

(2) L'intéressée s'est pourvue en temps utile.

NOMS ET PRÉNOMS des militaires.	GRADÉS.	DAYS			Circumstances dans lesquelles se trouvait le militaire décédé, ou circonstances de son décès.
		de la cessation de l'activité.	du mariage.	du décès.	
6 ACKERMANN (Thiébaud - Ber- nard).	Maréchal des logis.	3 février 1840.	8 juin 1803.	22 mars 1852.	En jouissance de la pension de retraite.
7 BARON DE LANOLIERRE (Jean- Simon-Marie).	Idem.....	19 février 1840.	5 juillet 1804.	13 nov. 1851.	Idem.....
8 DRUILLE (Jean-Rose-Marie- Louis).	Idem.....	26 juillet 1851.	9 déc. 1834.	27 nov. 1851.	Idem.....
9 LEVESQUE (Jean-Nicolas)....	Idem.....	30 juin 1839.	29 juillet 1823.	6 déc. 1850.	Idem.....
0 REHAUD (Jean).....	Idem.....	31 août 1850.	27 juin 1837.	11 mars 1852.	Idem.....
1 LE BOUVET (Jean-Louis)...	Caporal.....	20 oct. 1847.	6 avril 1837.	8 mars 1852.	Idem.....
2 BERNIER (Jean-Jérôme-Michel)	Brigadier.....	20 sept. 1828.	18 mars 1826.	22 janvier 1852.	Idem.....
3 DESCHAMPS (Louis-Jean)....	Idem.....	2 janvier 1847.	27 nov. 1819.	13 avril 1852.	Idem.....
4 MONTI (François - Antoine- Marie).	Idem.....	20 juin 1844.	7 sept. 1814.	1 ^{er} février 1850.	Idem.....
5 POLET (Joseph-Bernard)....	Idem.....	19 août 1847.	1 ^{er} oct. 1842.	3 déc. 1851.	Idem.....
6 DONNEAUD (Jean).....	Gendarme.....	14 février 1848.	22 déc. 1834.	29 juin 1851.	Idem.....
7 GIRAU (Jean-Baptiste).....	Idem.....	1 ^{er} avril 1820.	27 octobre 1806.	8 avril 1852.	Idem.....
8 JUNOT (Jean-Baptiste).....	Idem.....	15 février 1816.	19 août 1806.	10 avril 1852.	Idem.....
9 STRABOT (Jacques-Robert)...	Idem.....	11 février 1840.	8 nov. 1836.	6 juin 1852.	Idem.....
0 TREUILLOU (Jean-Edme)....	Idem.....	30 oct. 1822.	16 janvier 1816.	7 nov. 1851.	Idem.....
1 LACONTE (Pierre-Louis).....	Maître ouvrier de manufacture d'ar- mes de guerre.	24 juin 1835.	14 janvier 1805.	19 avril 1852.	Idem.....
2 LAPORTE (Edme).....	Ouvrier de fonderie.	14 juin 1829.	10 sept. 1823.	27 janvier 1852.	Idem.....

N° 7267. — *DÉCRET qui accorde à vingt-cinq Militaires des Pensions de retraite à titre d'ancienneté de service.*

Du 30 Septembre 1852.

LOUIS-NAPOLÉON, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu, 1° les articles 25 et 26 de la loi du 25 mars 1817, et l'article 3 de l'ordonnance du 20 juin suivant;

2° La loi du 11 avril 1831, sur les pensions de l'armée de terre;

3° Les lois sur les crédits affectés à l'inscription des pensions militaires au trésor public;

4° La fixation, établie d'après la révision du Conseil d'état, des pensions de retraite comprises dans le présent décret, portant le n° 61;

5° L'avis du ministre des finances, en date du 5 septembre 1852.

NOMS ET PRÉNOMS des veuves.	NAISSANCE.		QUOTITÉ de la pension.	ÉPOQUE de l'entrée en jouissance de la pension.	DOMICILE.
	Dates.	Lieux.			
CARU (Ursule).....	27 mars 1784.	Schlestadt (Bas-Rhin).	100 ^f	22 mars 1852.	Versailles (Seine-et-Oise).
TEVERIN (Anne).....	10 février 1784.	Caraman (Haute-Garonne).	100	13 nov. 1851.	Caraman (Haute-Garonne).
ROUSSELOT (Marie-Marguerite-Eu- halie).....	21 sept. 1811.	Lesze (Tarn).	100	27 nov. 1851.	Laval-Roquequière (Aveyron).
PATRY (Magdelaine-Charlotte).. 1774.	31 oct. 1774.	S ^t -Pierre-de-Surgères (Charente-Inférieure).	100	6 déc. 1850.	Surgères (Charente-Inférieure).
PILOUX (Marie-Siméane).....	24 déc. 1811.	Dôle (Jura).	100	11 mars 1852.	La Rochelle (Charente-Inférieure).
LEBÉ (Pétrine).....	1 ^{er} janvier 1802.	Sens (Morbihan).	100	8 mars 1852.	Vannes (Morbihan).
BOUILLON (Marie).....	4 nov. 1782.	Bonneuil-aux-Manges (Deux-Sèvres).	100	22 janvier 1852.	Couhé (Vienne).
BOOT (Anne).....	17 janvier 1802.	Caen (Calvados).	100	13 avril 1852.	Cormelles (Calvados).
GÉNARD (Thérèse-Virginie)....	18 avril 1793.	Aix (Bouches-du-Rhône).	100	1 ^{er} février 1850.	Saint-Remy (Bouches-du-Rhône).
LAURE (Florence-Dorcasine)....	31 mai 1797.	Feuquières (Oise).	100	3 déc. 1851.	Néauphle-le-Château (Seine-et-Oise).
PASQUIER (Catherine).....	4 déc. 1799.	Fontaine-Française (Côte-d'Or).	100	29 juin 1851.	Alise-Sainte-Reine (Côte-d'Or).
TEVERIN (Marie-Agathe).....	5 mai 1786.	La Bourgonne (Yonne).	100	8 avril 1852.	Illfurth (Haut-Rhin).
POMMER (Anne).....	19 avril 1778.	Beaune (Côte-d'Or).	100	10 avril 1852.	Beaune (Côte-d'Or).
DEKARACON (Marie-Anne-Éli- sabeth).....	18 nov. 1790.	Laon (Aisne).	100	6 juin 1852.	Chiry-les-Étouvillers (Aisne).
FELIX (Élimeth).....	29 août 1783.	Langres (Haute-Marne).	100	7 nov. 1851.	Langres (Haute-Marne).
RELLY (Jeanne).....	29 nov. 1778.	Saint-Laurent (Ardennes).	100	19 avril 1852.	Saint-Laurent (Ardennes).
FINES (Anne).....	1 ^{er} sept. 1786.	Savardun (Ariège).	100	27 janvier 1852.	Toulouse (Haute-Garonne).
TOTAL.....			18,475		

exprimant qu'il a reconnu la légalité de cette fixation et la possibilité d'imputer les pensions proposées, montant à la somme de quarante-trois mille six cent soixante et quinze francs, sur le crédit d'inscription ouvert pour l'année 1852;

Sur le rapport du ministre de la guerre,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Il est accordé à chacun des vingt-cinq militaires dénommés au tableau ci-après une pension de retraite fixée conformément aux indications de ce tableau (1), savoir :

(1) Les titulaires de ces pensions ne devront se pourvoir, soit près du payeur, soit près du ministre des finances, pour réclamer leur certificat d'inscription au trésor, qu'un mois après l'insertion du présent décret au Bulletin des lois.

NUMÉROS D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS.	NAISSANCE.		GRADES, armes, etc.	SERVICES effectifs.			CAMPAGNES			TOTAL.		
		Dates.	Lieux.		Ans.	Mois.	Jours.	Ans.	Mois.	Jours.	Ans.	Mois.	Jours.
1	BIGNON (Victor-Pierre-Jean).	22 mai 1792.	S ^t -Julien-du-Mans (Sarthe).	Lieutenant-colonel, commandant de place.	42	"	16	7	"	"	49	"	16
2	GUILLEAUME (Mathieu), dit FRANCHIMANT.	27 nov. 1785.	Bordeaux (Gironde).	Chef de bataillon au 20 ^e régiment d'in- fanterie légère.	30	2	"	21	"	"	51	2	"
3	MOURET (Charles-Émile).	26 oct. 1803.	Hesdin (Pas-de-Calais).	Capitaine au 8 ^e régiment d'infante- rie de ligne.	30	6	18	8	"	"	38	6	18
4	BERRIAT (François-Lau- rent).	25 janv. 1802.	Grenoble (Isère).	Idem au 49 ^e idem.	32	6	16	2	"	"	34	6	16
5	PARRAUD (Jean-Géraud- Guillaume).	16 janv. 1799.	Tulle (Corrèze).	Idem au 52 ^e idem.	34	6	16	4	"	"	38	6	16
6	LECA (François).....	25 nov. 1796.	Evie (Corse).	Capitaine au 10 ^e ré- giment d'infanterie légère.	32	8	23	10	"	"	42	8	23
7	RAYMOND (Joseph).....	3 mars 1799.	Toulon (Var).	Capitaine au 9 ^e régiment de chas- seurs.	36	7	16	"	"	"	36	7	16
8	CHEYNIER (François)....	27 avril 1794.	Chateaux (Corrèze).	Chef d'escadron, commandant la com- pagnie de gendar- merie du Rhône.	37	9	28	11	"	"	48	9	28
9	BONNEAU (Amédée).....	11 août 1798.	Oncques (Loir-et-Cher).	Lieutenant à la compagnie de gen- darmes de Seine- et-Oise.	36	2	14	"	"	"	36	2	14
10	DOMERGUE (Joseph-Alexis).	9 oct. 1791.	Villefort (Lozère).	Lieutenant à la 2 ^e compagnie de gen- darmes vétérans.	37	9	10	1	"	"	38	9	10
11	SCHNEIDER (Théodor)...	18 juill. 1792.	Rouffach (Haut-Rhin).	Colonel d'artillerie.	44	10	14	2	6	"	47	4	14
12	CHICOYNEAU-LAVALLETTE (Absynthe).	26 juin 1794.	S ^t -Cyr-sur-Loire (Indre-et-Loire).	Chef d'escadron d'artillerie.	38	10	"	3	"	"	41	10	"
13	MICHAUD (Jean-Baptiste- François-Justin).	31 mai 1794.	Comliège (Jura).	Chef d'escadron au 9 ^e régiment d'ar- tillerie.	41	8	5	1	"	"	42	8	5
14	SOREL (Pierre-Louis-Ho- noré).	21 juill. 1792.	Havre (Seine-Inférieure).	Colonel du génie.	43	10	9	7	"	"	50	10	9
15	BROUSSAIS (François-Mar- rie-Casimir).	24 mai 1800.	Saint-Servan (Ille-et-Vilaine).	Médecin-major de 1 ^{re} classe.	30	2	14	22	"	"	52	2	14
16	PILLEMENT (Georges-Louis- Victor).	19 mars 1797.	Velle-sur-Moselle (Meurthe).	Idem au 8 ^e régi- ment d'infanterie lé- gère.	30	5	"	11	"	"	41	5	"
17	JACQUIER (Pierre-Victor).	25 juin 1799.	Viapres-le-Petit (Aube).	Chirurgien-major de 1 ^{re} classe au 7 ^e régiment d'infante- rie de ligne.	31	"	16	10	"	"	41	"	16
18	GÉRIN (Jean-François)...	4 août 1791.	Cabris (Pas-de-Calais).	Officier comptable d'administration des hôpitaux militaires.	38	3	29	29	"	"	67	3	29

ARTICLES de la loi n° 11 avril 1831 applicables à cette fixation.	GRADE sur lequel la pension est réglée.	QUANTITÉ de la pension.	POSITION actuelle des titulaires.	ÉPOQUE de l'entrée en jouissance de leur pension.	DÉPARTEMENT des titulaires.
9, 10 et 11.	Lieutenant-colonel. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	2,862 (a)	En activité à Orléans.	18 août 1852.	Saintes (Charente-Inférieure).
9 et 10.	Chef de bataillon.	2,000 (a)	En activité.	15 août 1852.	Perpignan (Pyrénées-Orientales).
Idem.	Capitaine.	1,380 (a)	Idem.	20 août 1852.	Heudon (Pas-de-Calais).
Idem.	Idem.	1,300 (a)	Idem.	19 août 1852.	Grenoble (Isère).
9, 10 et 11.	Capitaine. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	1,656 (a)	Idem.	27 août 1852.	"
Idem.	Idem.	1,752 (a)	Employé au recrutement des Hautes-Alpes.	19 août 1852.	"
9 et 10.	Capitaine.	1,340 (a)	En activité.	26 août 1852.	Paris (Seine).
Idem.	Chef d'escadron.	1,975 (a)	Idem.	15 août 1852.	Chaumont (Corrèze).
Idem.	Lieutenant.	930 (a)	Idem.	Idem.	Vincennes (Seine).
9, 10 et 11.	Lieutenant. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	1,176 (a)	Idem.	20 août 1852.	Riom (Puy-de-Dôme).
9 et 10.	Colonel.	2,925 (a)	Directeur à la manufacture d'armes de Mülhausen.	15 août 1852.	Mülhausen (Bas-Rhin).
Idem.	Chef d'escadron.	1,800 (a)	Sous-directeur d'artillerie à Nantes.	1 ^{er} août 1852.	Châtelleraux (Vienne).
Idem.	Idem.	1,825 (a)	En activité.	6 juillet 1852.	Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme).
Idem.	Colonel.	3,000 (a)	Secrétaire du comité des fortifications.	10 août 1852.	Rouelles (Seine-Inférieure).
9, 10 et 11.	Médecin ordinaire. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	2,400 (a)	En activité à l'hôpital militaire de Belle-Île-en-Mer.	18 août 1852.	Paris (Seine).
Idem.	Chirurgien-major. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	2,145 (a)	En activité.	25 août 1852.	Nancy (Meurthe).
Idem.	Idem.	2,145 (a)	Idem.	17 août 1852.	"
Idem.	Officier comptable. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	2,400 (a)	Idem à la division de Constantine.	19 août 1852.	Alger (Algérie).

1) À la condition que les arrérages ne commenceront qu'à dater du jour où il aura été payé des contributions.

NOM ET PRÉNOMS.	NAISSANCE.		GRANDES, armes, etc.	SERVICES effectifs.			CAMPAGNES			TOTAL	
	Date.	Lieu.		Ann.	Mois.	Jours.	Ann.	Mois.	Jours.	Ann.	Mois.
19 DORVILLE (Georges-Louis) (1).	1 ^{er} avril 1795.	Rottembourg (Wurtemberg).	Vétérinaire de 1 ^{re} classe au 11 ^e régi- ment de chasseurs.	31	9	13	"	"	"	31	9
20 JACQUENIN (François)...	23 sept. 1798.	Schelestadt (Bas-Rhin).	Maréchal des lo- gis chef.	30	6	16	"	"	"	31	6
21 FOURNIER (Edmond) (1).	4 avril 1800.	Gothembourg (Saxe).	Colonel d'artillerie.	33	10	10	4	"	"	37	10
22 MORAY (Joseph-Guillaume)	2 août 1798.	Ile-Maurice (Ancienne colonie française).	Capitaine d'in- fanterie.	30	"	14	18	"	"	48	"
23 AGUILLE (Pierre),.....	3 juil. 1782.	Carcassonne (Aude).	Capitaine au ba- taillon d'ouvriers d'administration.	30	"	5	"	"	"	35	"
24 DENBAUX (Jean-Louis)...	31 janv. 1802.	Fronton (Haute-Garonne).	Sous-lieutenant de cavalerie.	30	1	1	"	"	"	30	1
25 ALBERT (Louis-Auguste).	11 mars 1800.	Chefboutonne (Deux-Sèvres).	Idem.	30	"	19	2	"	"	32	"

(1) Fils de Français.

(a) A la condition que les arrérages ne commenceront qu'à dater du jour où il aura été rayé des contrôles d'activité. — (b) Idem et sans déduction des sommes perçues depuis ladite époque à titre de solde de non-activité. —

2. Ces pensions seront inscrites au trésor public, avec jouissance du jour indiqué à chaque article du tableau qui précède.

3. Avant le premier paiement de ces pensions, les titulaires seront tenus de produire au payeur un certificat du sous-intendant militaire de leur département, énonçant le temps pendant lequel ils auraient reçu, sur les fonds de la guerre ou de l'hôtel des invalides, depuis l'époque de jouissance indiquée ci-dessus, un traitement militaire ou une allocation incompatible avec une pension militaire, pour que le même temps leur soit déduit sur le décompte à faire des arrérages de leur pension.

Ce certificat indiquera si les titulaires sont passibles d'une retenue pour débet envers le trésor public, envers l'administration du corps dont ils font partie, etc. afin qu'elle soit continuée dans la proportion relative à la quotité de leur pension.

4. Les ministres de la guerre et des finances sont chargés,

ARTICLES de la loi du 11 avril 1831 applicables à cette fixation.	GRADE sur lequel la pension est réglée.	QUANTITÉ de la pension.	POSITION actuelle des titulaires.	ÉPOQUE de l'entrée en jouissance de leur pension.	DOMICILE des titulaires.
9, 10 et 11.	Vétérinaire de 1 ^{re} classe. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	1,008 (a)	En activité.	25 août 1852.	Rouen (Seine-Inférieure).
Idem.	Maréchal des logis chef. (Ayant 12 ans d'ac- tivité dans ce grade.)	384 (a)	Pascent à la 3 ^e compagnie de cava- liers vétérans.	17 septembre 1852.	Saint-Maixent (Deux-Sèvres).
9 et 10.	Colonel.	2,840 (b)	En non-activité.	11 août 1852.	Paris (Seine). Idem.
Idem.	Capitaine.	1,560 (b)	Idem.	21 décembre 1851.	Idem.
9, 10 et 11.	Capitaine. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	1,560 (b)	Idem.	29 août 1852.	Lyon (Rhône).
Idem.	Sous-lieutenant. (Ayant 12 ans d'ac- tivité dans ce grade.)	732 (b)	Idem.	28 juillet 1852.	Toulouse (Haute-Garonne).
Idem.	Idem.	780 (c)	En solde de congé illimité.	29 juillet 1852.	Chefboutonne (Deux-Sèvres).
	TOTAL.....	43,675			

(c) A la condition que les arrérages ne commenceront qu'à dater du jour où il aura été rayé des contrôles d'activité, et sauf déduction des sommes perçues à titre de congé illimité.

chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait à Nîmes, le 30 Septembre 1852.

Signé LOUIS-NAPOLÉON.

Le Ministre de la guerre,

Signé A. DE SAINT-ARNAUD.

N° 7268. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) qui nomme officier de l'ordre national de la Légion d'honneur M. Latimier du Clésieux (Augustin-Prosper), receveur général des finances dans le département des Côtes-du-Nord, chevalier depuis le 30 avril 1843; vingt et un ans de services. (Du 15 Août 1852.)

N° 7269. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre de l'instruction publique et des cultes) qui nomme officiers de l'ordre national de la Légion d'honneur:

M. Blanqui (Jérôme-Adolphe), membre de l'Institut, professeur au conservatoire des arts et métiers, directeur de l'école de commerce; chevalier de l'ordre depuis 1833;

M. Valotte, professeur de philosophie au lycée Louis-le-Grand, chef du cabinet du maréchal de France président du Sénat; chevalier depuis 1823. (Du 4 Septembre 1852.)

N° 7270. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre de l'instruction publique et des cultes) qui nomme chevalier de l'ordre national de la Légion d'honneur *M. de Lutho (Charles-Adrien)*, vicaire général de Bourges depuis 1843; ancien chanoine de Saint-Dié et d'Avignon. (Du 15 Septembre 1852.)

N° 7271. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre de la marine et des colonies) qui nomme dans l'ordre national de la Légion d'honneur, savoir :

OFFICIER.

M. Bruley (Jean-Baptiste-Marie), capitaine au troisième régiment d'infanterie de marine.

CHEVALIERS.

M. Savigny (Charles-Théodore), adjudant-major au troisième régiment d'infanterie de marine.

M. Larrouy (Antoine), capitaine au même régiment.

M. Lairan (Isidore-Jérôme-Marie), adjudant-major au même régiment.

M. Savigny (Louis-Justin), sergent-major au même régiment. (Du 28 Septembre 1852.)

N° 7272. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre de la marine et des colonies) qui nomme chevalier de l'ordre national de la Légion d'honneur, *M. Paul (Alexis)*, capitaine-trésorier de la première compagnie de la gendarmerie maritime. (Du 28 Septembre 1852.)

N° 7273. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre de la marine et des colonies) qui nomme chevaliers de l'ordre national de la Légion d'honneur,

M. Coulomb (Sauveur-Étienne), capitaine d'artillerie de marine;

M. Mathis (Michel), maître entretenu à la direction de l'artillerie. (Du 28 Septembre 1852.)

N° 7274. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) portant ce qui suit :

A partir de la publication du présent décret, et jusqu'au 1^{er} janvier 1862, les tarifs et règlements approuvés le 30 janvier 1852, pour l'octroi de la commune de Bordeaux, département de la Gironde, continueront à être exécutés.

toires, sauf les modifications et additions suivantes, qui sont autorisées à ces actes de la perception, jusqu'au 1^{er} janvier 1856, savoir :

CHAPITRES de perceptions.	OBJETS assujettis aux droits.	MESURES et poids.	PROOTS à percevoir.	OBSERVATIONS.
Boissons et liquides.	Vins en cercles et en bouteilles	L'hectolitre..	1 ¹ 20 ^c	Voir, pour les obser- vations relatives à ces objets, le tarif princi- pal approuvé le 30 jan- vier 1852.
	Cidres et poirés.....	Idem.....	1 00	
	Huiles de toutes espèces (excepté le dégras et l'huile de poi- son impropre à l'éclairage)..	Le kilog....	0 10	
Comestibles.	Beurres frais et salés de toute nature et de toute prove- nance.....	Les 100 kil.	10 00	
	Fromages de roquefort, grayè- re, chester et autres venant d'Angleterre, parmesan, bris, marolles, neufchâtel.	Idem.....	15 00	
	Fromages de croûte rouge de Hollande, pâte grasse de Hollande et fromage d'Au- vergne.....	Idem.....	5 00	
Comestibles.	Prunes d'ente.....	Idem.....	10 00	
	Prunes communes.....	Idem.....	5 00	
	Bâches de chêne et autres bois.	Le stère....	0 90	
Combustibles	Bâches de pin.....	Idem.....	0 35	
	Faïssonnats de chêne, char- me, ormeau, frêne, hêtre et autres essences dures....	Idem.....	0 50	
	Charbon de terre et coke....	Les 100 kil..	0 10	
	Charbon de bois.....	Le stère....	1 00	
Objets divers.	Papiers blancs et cartons blancs	Les 100 kil..	4 00	
	Papiers et cartons gris et tons autres qualifiés grosse pâte..	Idem.....	2 00	
	Papiers pour tapisserie, ve- loutés, dorés et argentés..	Idem.....	5 00	
	Idem, mats, satinés et vernis.	Idem.....	3 00	
	Bouteilles et demi-bouteilles vides en verre ordinaire de trente-cinq centilitres à un litre.....	Le cent.....	0 20	
	Bouteilles de contenance supé- rieure.....	Idem.....	0 40	
				Les bouteilles d'une contenance inférieure à 35 centilitres sont taxées comme verroterie.

MODIFICATIONS AU RÈGLEMENT.

Indépendamment des objets énumérés dans l'article 82 du règlement approuvé par décret du 30 janvier 1852, les huiles, fromages, beurres, prunes, fruits secs, conserves alimentaires, savons, papiers, cuirs, plomb, zinc, minium, litharges, cêruses, étains, bouteilles, seront admis en entrepôt fictif aux conditions spécifiées par les articles 83 et suivants dudit règlement.

Toutefois, l'entrepôt ne sera accordé, et la décharge à la sortie ne sera autorisée que pour les quantités ci-après spécifiées, savoir :

DÉSIGNATION DES OBJETS.	MINIMUM des qualités à introduire pour obtenir la concession de l'entrepôt.	MINIMUM des qualités à enlever de l'entrepôt pour obtenir la décharge du droit à la sortie.	OBSERVATIONS.
Huiles.....	400 kilog.	25 kilog.	Les entrepôts ne se- ront déchargés que par caisse d'origine.
Beurres et fromages.....	200	25	
Prunes.....	400	50	
Fruits secs.....	200	25	
Conserves alimentaires.....	200	50	
Savons.....	1,000	50	
Papiers.....	400	50	
Cuir.....	400	100	
Plombs, zinc, minium, litharges, céruse et étains.....	200	25	
Bouteilles vides.....	1,000 bouteilles.	500 bouteilles.	

(Du 22 Septembre 1852.)

N° 7275. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) portant ce qui suit :

1° A partir de la publication du présent décret, et jusqu'au 1^{er} janvier 1856, la perception de l'octroi établi dans la commune de Vitré, département d'Ille-et-Vilaine, sera opérée conformément au tarif ci-annexé.

Ainsi que celle du présent tarif, la durée du règlement en vigueur audit octroi, approuvé le 7 juillet 1844, est limitée à la même époque.

2° A partir du 1^{er} janvier 1853, et jusqu'au 1^{er} janvier 1856, la perception de l'octroi établi dans la commune de Bagnères, département des Hautes-Pyrénées, sera opérée conformément au tarif ci-annexé.

La durée du règlement en vigueur audit octroi est prorogée jusqu'au 1^{er} janvier 1856.

3° A partir de la publication du présent décret, et jusqu'au 1^{er} janvier 1862, la perception de l'octroi établi dans la commune de Châteauroux, département de l'Indre, sera opérée conformément au nouveau tarif ci-annexé.

Le règlement en vigueur audit octroi, approuvé le 20 février 1841, continuera d'être exécutoire jusqu'à la même époque.

Les taxes additionnelles de dix-huit pour cent au principal du droit fixé par le tarif en vigueur par hectolitre de vin, tant en cercles qu'en bouteilles, et de dix-sept pour cent, aussi au principal du droit déterminé par le même tarif par hectolitre d'alcool pur contenu dans les eaux-de-vie et esprits en cercles, eaux-de-vie et esprits en bouteilles, liqueurs et fruits à l'eau-de-vie, autorisées par ordonnance du 9 juin 1844, et dont la durée est limitée au 31 décembre 1853, cesseront d'être en vigueur à partir du jour de l'application du nouveau tarif approuvé par le présent décret. (Du 22 Septembre 1852.)

N° 7276. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) portant :

ART. 1^{er}. Est approuvé pour être mis à exécution à partir de la publication du présent décret, le règlement supplémentaire ci-annexé destiné à remplacer les dispositions de l'article 2 du règlement appliqué à l'octroi de Sellières, département du Jura.

2. Le règlement ainsi modifié, de même que le tarif en vigueur cesseront d'être exécutoires le 1^{er} janvier 1857, époque déterminée pour la durée des actes de la perception par l'ordonnance du 24 décembre 1846.

Toutefois, et à partir de l'expiration du bail en cours d'exécution, les taxes d'octroi seront réduites en conformité du décret du 17 mars 1852. (*Du 22 Septembre 1852.*)

N° 7277. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) portant ce qui suit :

A partir de la publication du présent décret, le tarif ci-annexé sera mis en perception à l'octroi de la commune de Verdun (Meuse).

La durée de cet acte, ainsi que celle du règlement en vigueur audit octroi, sont limitées au 1^{er} janvier 1862.

Toutefois, et à compter du 1^{er} janvier 1856, les droits d'octroi établis sur les vins, les cidres et les poirés seront, en conformité de l'article 15 du décret du 17 mars 1852, réduits à la quotité des taxes perçues sur ces boissons pour le compte du trésor. (*Du 26 Septembre 1852.*)

N° 7278. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) portant :

ART. 1^{er}. Les habitants de la commune d'Uglas (Hautes-Pyrénées) sont autorisés, pendant deux ans, à faire pacager leurs bêtes à laine dans les cantons de bois qui seront reconnus défensables par les agents forestiers locaux, à la charge, par lesdits habitants, de se conformer aux dispositions des articles de la huitième section du titre III du Code forestier, et à celles des articles 118, 119 et 120 de l'ordonnance réglementaire du 1^{er} août 1827; de faire chaque année, aux temps et saison convenables, dans les cantons indiqués, les améliorations qui seront reconnues nécessaires par les agents forestiers, pour réparer ou prévenir les dommages qui pourraient résulter de l'exercice du pacage.

La commune d'Uglas sera, en outre, tenue de satisfaire aux conditions spéciales que l'administration des forêts déterminera.

2. Le nombre des bêtes à laine admises au parcours ne pourra excéder celui qui sera fixé par les agents forestiers, et publié avec les états des cantons défensables.

3. Cette autorisation sera révoquée pour cause d'abus ou d'incompatibilité du pacage avec la prospérité du bois où il sera exercé. (*Du 14 Août 1852.*)

N° 7279. — DÉCRETS DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signés par le ministre des travaux publics) qui autorisent,

Le sieur *Mathieu* à établir un moulin, commune de Sorgues (Vaucluse);
Les sieurs *Odoart frères*, à modifier le système hydraulique du moulin et
de la filature qu'ils possèdent à Louviers (Eure). (Du 1^{er} Septembre 1852.)

N° 7280. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé
par le ministre des travaux publics) qui règle le régime des eaux des
usines situées sur la rivière de la Charente dans les communes de Champ-
million et de Mozac (Charente). (Du 1^{er} Septembre 1852.)

N° 7281. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé
par le ministre des travaux publics) qui réunit en association syndicale des
propriétaires intéressés à la construction et à l'entretien d'un canal d'arrosage
à dériver de la Tet dans la commune de la Llagonne. (Pyénées-Orientales.) (Du 1^{er} Septembre 1852.)

N° 7282. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé
par le ministre des travaux publics) qui autorise le sieur *Grisolles* à établir
une usine, commune de Ribiers (Hautes-Alpes). (Du 24 Septembre 1852.)



Certifié conforme :

Paris, le 22^e Octobre 1852,

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire
d'état au département de la Justice,*

ABBATUCCI.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin
au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie
nationale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

PARTIE SUPPLÉMENTAIRE.

N° 275.

N° 7283. — *DÉCRET qui accorde des Pensions de retraite à trente-quatre personnes du Département de la Marine.*

Du 8 Septembre 1852.

LOUIS-NAPOLÉON, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre de la marine et des colonies, et après les vérifications prescrites en exécution de la loi de finances du 25 mars 1817;

Vu les crédits ouverts au budget de la caisse des invalides de la marine, exercice 1852, pour l'inscription des pensions nouvelles,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est accordé à chacune des personnes dénommées au tableau ci-après une pension de retraite fixée conformément aux indications de ce tableau.

2. La dépense annuelle de vingt-deux mille deux cent cinquante-trois francs, qui résultera de la concession des trente-quatre articles de pensions de retraite compris dans le tableau ci-après, sera acquittée sur les fonds de la caisse des invalides de la marine.

3. Le ministre de la marine et des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 8 Septembre 1852.

Signé LOUIS-NAPOLÉON.

Par le Prince-Président :

Le Ministre Secrétaire d'état de la marine et des colonies,

Signé THÉODORE DUCOS.

NOMINOS D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS.	NAISSANCE.		GRANDES.	SERVICES effectifs.			CAMPAGNES			TOTALS.		
		Dates.	Lieux.		Ann.	Mois.	Jours.	Ann.	Mois.	Jours.	Ann.	Mois.	Ann.
1	GRIMES (Jean-Pierre-Joseph).	3 mars 1794.	Cannes (Aude).	Premier pharmacien en chef de la marine.	38	11	26	"	"	"	33	11	26
2	MASSIOU (Jacques-Alexandre).	8 mars 1792.	Rochefort (Charente-Infér.).	Capitaine de frégate.	48	3	3	17	6	13	65	9	10
3	GUIBAUD (Dominique-Laurent).	20 déc. 1793.	Toulon (Var).	Commis de comptabilité.	37	7	28	"	"	"	37	7	28
4	MARCOLAS (Louis-Julien).	15 mars 1799.	Brest (Finistère).	Professeur de 4 ^e classe.	36	6	29	9	7	7	46	2	1
5	GUÉPRATTE (Charles)....	5 déc. 1777.	Nancy (Meurthe).	Idem.	43	2	5	1	3	"	44	5	1
6	MAURET dit MAUREN (Alexis-Joseph-Hyacinthe).	2 août 1792.	Brest (Finistère).	Aide commissaire de la marine.	43	1	3	2	9	13	45	10	10
7	DUCHAIER (Alphonse)....	12 juill. 1824.	Rochefort (Charente-Infér.).	Chirurgien de la marine de 3 ^e classe.	6	2	10	1	6	4	7	8	14
8	ROBIN (Paul).....	17 juill. 1784.	Idem.	Maître charpentier à 1,800 francs.	51	4	20	3	5	15	56	10	8
9	GORNON (Pierre).....	4 déc. 1785.	Idem.	Idem.	49	10	13	"	"	"	49	10	13
10	BESNON (François-René)..	2 sept. 1788.	Vallon (Savoie).	Maître ajuteur à 1,800 francs.	38	11	2	"	"	"	38	11	2
11	CAVALLER (Joseph-Etienne).	25 déc. 1799.	Albi (Bouch.-du-Rhône).	Maître des subsistances à 1,500 fr.	30	"	11	15	9	8	45	9	16
12	GÉRARD (Pierre-Antoine-Marie).	30 juin 1800.	Brest (Finistère).	Maître de manœuvre.	34	8	18	14	7	6	49	3	24
13	COSQUER (Hervé-Joseph-Marie).	12 juin 1799.	Quimper (Finistère).	Maître forgeron.	29	11	24	8	8	15	38	8	1
14	VALENTIN (Pierre-Alexandre).	28 sept. 1799.	Brest (Finistère).	Deuxième maître canonier.	28	1	6	11	6	2	37	7	8
15	BODÉREZ (Laurent-Marie).	9 mai 1800.	Plougastel-Daoulas (Finistère).	Quartier maître de manœuvre.	32	7	7	11	9	26	44	5	3
16	BLONDEAU (Jacques-Corentin).	11 déc. 1800.	Brest (Finistère).	Matelot.	30	9	18	13	9	17	44	7	5
17	BOUDREQUIN (Aristide-Auguste).	23 avril 1826.	Idem.	Idem.	9	9	25	4	5	24	14	3	19

BASIS LÉGALES de la fixation de la pension.	GRADE sur lequel la pension est réglée.	FIXATION de la pension.	DOMICILE des titulaires.	OBSERVATIONS.
Loi du 18 avril 1831.	Officier de santé en chef (5° en sus pour plus de 12 ans d'activité dans ce grade.)	3,167 ^f	Toulon.	
<i>Idem.</i>	Capitaine de frégate.	2,400	<i>Idem.</i>	
Loi du 18 avril 1831 et décret du 28 février 1850.	Commis de marine.	953	<i>Idem.</i>	
Loi du 18 avril 1831.	Professeur de 4° classe réunissant plus de 6 ans d'embarquement sur les bâ- timents de l'État. (5° en sus pour plus de 12 ans d'activité dans ce grade.)	1,440	Paris.	
<i>Idem.</i>	Professeur de 4° classe.	1,089	Brest.	
Loi du 18 avril 1831 et ordonnance du 23 dé- cembre 1847.	Commis de marine. (5° en sus pour plus de 12 ans d'activité dans ce grade et dans celui d'aide com- missaire).	1,341	Rochefort.	
Loi du 18 avril 1831.	Officier de santé de 3° classe. (Infirmités mettant hors d'état de rester au ser- vice avant l'accomplisse- ment du temps exigé pour ouvrir le droit à la pension d'ancienneté.)	600	<i>Idem.</i>	
<i>Idem.</i>	Maître à 1,500 francs et au-dessous. (5° en sus pour plus de 12 ans d'activité dans ce grade.)	1,200	<i>Idem.</i>	
<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>	1,197	<i>Idem.</i>	
<i>Idem.</i>	Maître à 1,500 francs et au-dessous.	718	Saint-Gervais (Idre).	
<i>Idem.</i>	Maître à 1,500 francs réunissant plus de 6 ans de navigation sur les bâti- ments de l'État.	1,000	Brest	
<i>Idem.</i>	Maître au-dessous de 1,500 francs.	700	<i>Idem.</i>	
<i>Idem.</i>	Maître au-dessous de 1,500 francs. (5° en sus pour plus de 12 ans d'ac- tivité dans ce grade.)	764	<i>Idem.</i>	
<i>Idem.</i>	Deuxième maître.	845	<i>Idem.</i>	
<i>Idem.</i>	Quartier-maître.	337	<i>Idem.</i>	
<i>Idem.</i>	Matelot.	298	<i>Idem.</i>	
<i>Idem.</i>	Matelot. (Blessure reçue au service et mettant ce marin hors d'état d'y rester et de pourvoir à sa subsis- tance.)	200	<i>Idem.</i>	

NOM ET PRÉNOM.	NAISSANCE.		GRADES, armes, etc.	SERVICES effectifs.			CAMPAGNES			TOTAL.		
	Dates.	Lieux.		Ans.	Mois.	Jours.	Ans.	Mois.	Jours.	Ans.	Mois.	Jours.
18 MAOURUR (Jean-Marie)...	17 mars 1817.	Landerneau (Finistère).	Coc embarquant à 36 francs.	2	7	18	1	4	15	4		
19 PATHEU (François).....	30 août 1790.	Rochefort (Charente-Infér.).	Ouvrier calfat ayant servi plus de 2 ans comme aide.	66	10	5	6	9	8	73	7	
20 PACAU (Jean-Louis).....	8 fév. 1785.	Idem.	Ouvrier charpen- tier.	48	9	6	11	2	9	59	11	
21 LOY (Charles-Louis).....	23 oct. 1792.	Equetreville (Manche).	Idem.	29	6	24				29	6	
22 KYVINCANT (Jean-Marie)...	8 déc. 1800.	Lambeszelloc (Finistère).	Idem.	27	5	12				27	5	
23 MARTINEAU (Jean).....	5 avril 1782.	S'-Georges (Ile d'Oléron) (Charente-Infér.).	Ouvrier calfat.	56	9	17	4	1	14	60	11	
24 NANOURD (François-Joseph)	7 nov. 1793.	Cherbourg (Manche).	Ouvrier perceur.	35	4	20				35	4	
25 DUREL (Louis-Étienne)...	27 juill. 1792.	Idem.	Idem.	33	8	11				33	8	
26 BORY (Pierre).....	17 fév. 1784.	Couhangles (Haute-Loire).	Idem.	27	2	11				27	2	
27 LEPelletier (Bon-Lau- rent).	4 mars 1782.	Brix (Manche).	Idem.	26		15				26		
28 SERTOUT (Simon).....	4 mai 1789.	Ballement (Haute-Vienne).	Ouvrier voilier.	32	10	25	10	7	18	43	6	
29 BELOT (Pierre-François)...	10 janv. 1797.	Errevet (Haute-Saône).	Sergent de gendar- merie.	30	8	26				30	8	
30 RENDU (Armand-Louis- Marie).	28 fév. 1822.	Paris (Seine).	Soldat d'infante- rie de marine.	6	7	11	4			10	7	
31 VIAL (Joseph).....	3 déc. 1808.	Provinsieux (Isère).	Idem.	27	1	18	12	6		39	7	
32 DUPUIS (Jean-Baptiste-Jo- seph).	22 sept. 1797.	Pottas (Belgique).	Garde-chiourme.	30	8	5	12			42	8	
33 NET (Jean).....	26 mai 1801.	Oodren (Moselle).	Idem.	30	6	2	8			38	6	
34 GRAUS (Georges).....	11 mars 1800.	Trimbach (Bas-Rhin).	Idem.	33		18	3			36		

N° 7284. — DÉCRET qui accorde des Pensions aux Veuves de six personnes du Département de la Marine, et un Secours annuel à un Orphelin.

Du 8 Septembre 1852.

LOUIS-NAPOLÉON, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,
Sur le rapport du ministre de la marine et des colonies, et après
les vérifications prescrites en exécution de la loi de finances du
25 mars 1817;

BASES LÉGALES de la fixation de la pension.	GRADE sur lequel la pension est réglée.	FIXATION de la pension.	DOMICILE des titulaires.	OBSERVATIONS.
Loi du 18 avril 1831 et ordonnance du 11 octobre 1836.	Matelot. (Perte de l'u- sage de deux membres ré- sultant du service.)	300 ^f	Brest.	
Lois des 18 avril 1831 et 24 novembre 1848.	Aide.	340	Rochefort.	
<i>Idem.</i>	Matelot.	300	<i>Idem.</i>	
<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>	223	Charbourg.	
<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>	212	Brest.	
<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>	300	Rochefort.	
<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>	252	Cherbourg.	
<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>	243	<i>Idem.</i>	
<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>	211	Rochefort.	
<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>	205	Cherbourg.	
<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>	293	Rochefort.	
Loi du 11 avril 1831.	Sergent.	256	<i>Idem.</i>	
<i>Idem.</i>	Soldat. (Amputation d'un membre par suite d'une blessure reçue au service.)	300	Paris.	
<i>Idem.</i>	Soldat.	273	Rochefort.	
<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>	263	<i>Idem.</i>	
<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>	243	Brest.	
<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>	230	Rochefort.	
	TOTAL.....	22,253		

Vu les crédits ouverts au budget de la caisse des invalides de la marine, exercice 1852, pour l'inscription des pensions annuelles,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est accordé à chacune des personnes dénommées au tableau ci-après une pension ou un secours annuel fixés conformément aux indications de ce tableau.

NOM ET PRÉNOM des maris et des père et mère.	GRADE.	DATES		CIRCONSTANCES du décès.	NOM ET PRÉNOM des veuves et de l'orphelin.
		de la cessation de l'ac- tivité.	du décès.		
1 ARNOUX DES SAULGAYS (Re- né).	Vice-amiral.	10 avril 1848.	8 juill. 1852.	Mort titulaire d'une pension de re- traite.	JACOU (Alexandrine-Eve- line).
2 DEVILLY (Eugène-Domi- nique).	Chef de bureau à la direction de l'intérieur de la Guyane.	8 juill. 1850.	4 nov. 1851.	Idem.	LAVAREN (Jeanne-Claire- Louise).
3 BELLIER (André-Pascal).. <td>Maitre mouleur à 1,500 fr.</td> <td>15 juill. 1845.</td> <td>2 avril 1852.</td> <td>Idem.</td> <td>MERCIER (Anne).....</td>	Maitre mouleur à 1,500 fr.	15 juill. 1845.	2 avril 1852.	Idem.	MERCIER (Anne).....
4 GIEOU (Jean-Louis-Marie).	Deuxième mat- tre calfat.	27 juill. 1851.	27 juill. 1851.	Mort des suites d'une dysenterie contractée sur les côtes d'Amérique, où cette maladie est en- démique.	QUINIOU (Marie-Rose)....
5 DUDONET (François-Julien- Marie).	Quartier-ma- tre canonnier.	19 juill. 1850.	19 juill. 1850.	Mort des suites de coliques végétales contractées sur les côtes d'Afrique, où cette maladie est en- démique.	QUINÉ (Françoise).....
6 FLORENZ (André-Lazare- Gaspard).	Matelot.	31 juill. 1848.	30 juin 1852.	Mort titulaire d'une pension de re- traite.	LE CAP (Louise-Étiennette)
PENSION D'ORPHELIN JUSQU'À					
7 { GLANARD (Jean-Pierre- Paul), maré à PETON (Julienne-Barbe).. <td>Idem.</td> <td>13 mai 1841.</td> <td>13 mai 1841.</td> <td>.....</td> <td rowspan="2">GLANARD (Gabriel-Marie).</td>	Idem.	13 mai 1841.	13 mai 1841.		GLANARD (Gabriel-Marie).
	.....	.....	9 sept. 1848.	Morte titulaire d'une pension.	

2. La dépense annuelle de deux mille six cent-cinquante francs, qui résultera de la concession des sept articles de pensions de veuves et d'orphelin, compris dans le tableau ci-dessus, sera acquittée sur les fonds de la caisse des invalides de la marine.

3. Le ministre de la marine et des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 8 Septembre 1852.

Signé LOUIS-NAPOLÉON.

Par le Prince-Président :

Le Ministre Secrétaire d'état de la marine et des colonies,

Signé THÉODORE DUCOR.

NAISSANCE.		DATE du mariage.	ANNÉES DE MARIAGE antérieures à la cessation d'activité du mari, ou nombre d'enfants existants de ce mariage antérieur.	QUANTITÉ des pensions.	DOMICILE.	DAMES LÉGALES de la fixation.
Dates.	Lieux.					
Fév. 1817.	La Basie-Terre (Guadeloupe).	20 sept. 1837.	Plus de 2 ans.	1,500 ^f	Paris.	Loi du 18 avril 1831.
7 août 1795.	Aix (Bouches-du-Rhône).	7 nov. 1815.	Idem.	500	Cayenne.	Idem.
10 mai 1792.	Saint-Gervais (Isère).	15 avril 1818.	Idem.	250	Rovon (Isère).	Idem.
22 sept. 1814.	Brest (Finistère).	29 avril 1840.	Idem.	100	Brest.	Idem.
18 sept. 1820.	Lambézallès (Finistère).	9 juin 1841.	Idem.	100	Idem.	Idem.
26 déc. 1801.	Brest (Finistère).	8 août 1831.	Idem.	100	Idem.	Idem.
3 mars 1836.	Brest (Finistère).	2 avril 1834.	Idem.	100	Idem.	Idem.
TOTAL....				2,650		

ÂGE DE VINGT ET UN ANS ACCOMPLIS.

N° 7285. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) portant :

ART. 1^{er}. Les habitants de la commune de Viscos (Hautes-Pyrénées) sont autorisés, pendant cinq ans, à faire pacager leurs bêtes à laine dans les cantons de bois qui seront reconnus défensables par les agents forestiers locaux, à la charge, par lesdits habitants, de se conformer aux dispositions des articles de la huitième section du titre III du Code forestier, et à celles des articles 118, 119 et 120 de l'ordonnance réglementaire du 1^{er} août 1827; de faire chaque année, aux temps et saison convenables, dans les cantons indiqués, les améliorations qui seront reconnues nécessaires par les agents forestiers, pour réparer ou prévenir les dommages qui pourraient résulter de l'exercice du pacage.

La commune de Viscos sera, en outre, tenue de satisfaire aux conditions spéciales que déterminera l'administration des forêts.

2. Le nombre des bêtes à laine admises au parcours ne pourra excéder celui qui sera fixé par les agents forestiers, et publié avec les états des cantons défensables.

3. Cette autorisation sera révoquée pour cause d'abus ou d'incompatibilité du pacage avec la prospérité du bois où il sera exercé. (Du 14 Août 1852.)

N° 7286. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) portant :

ART. 1^{er}. Les habitants de la commune de Mirabeau (Vaucluse) sont autorisés, pendant cinq ans, à faire pacager leurs bêtes à laine dans les cantons de bois qui seront reconnus défensables par les agents forestiers locaux, à la charge, par lesdits habitants, de se conformer aux dispositions des articles de la huitième section du titre III du Code forestier, et à celles des articles 118, 119 et 120 de l'ordonnance réglementaire du 1^{er} août 1827; de faire chaque année, aux temps et saison convenables, dans les cantons indiqués, les améliorations qui seront reconnues nécessaires par les agents forestiers, pour réparer ou prévenir les dommages qui pourraient résulter de l'exercice du pacage.

2. Le nombre des bêtes à laine admises au parcours ne pourra excéder celui qui sera fixé par les agents forestiers, et publié avec les états des cantons défensables.

3. Cette autorisation sera révoquée pour cause d'abus ou d'incompatibilité du pacage avec la prospérité du bois où il sera exercé. (Du 14 Août 1852.)

N° 7287. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) portant ce qui suit :

Le quart juste de la contenance totale des bois communaux de Molpré (Jura), à prendre dans le meilleur fonds, sera distrait pour former la réserve, conformément aux dispositions de l'article 93 du Code forestier; le surplus s'exploitera, pendant une première période transitoire, en dix coupes ordinaires biennales, et, à l'expiration de cette révolution, en quinze coupes ordinaires biennales. (Du 18 Août 1852.)

N° 7288. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) qui autorise la commune de Brin (Meurthe) à défricher les deux hectares cinquante-huit ares de bois qui lui appartiennent. (Du 18 Août 1852.)

N° 7289. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) portant :

ART. 1^{er}. Les habitants de la commune de Gaillagos (Hautes-Pyrénées) sont autorisés, pendant cinq ans, à faire pacager leurs bêtes à laine dans les cantons de bois qui seront reconnus défensables par les agents forestiers locaux, à la charge, par lesdits habitants, de se conformer aux dispositions des articles de la huitième section du titre III du Code forestier, et à celles des ar-

titres 118, 119 et 120 de l'ordonnance réglementaire du 1^{er} août 1827; de faire chaque année, aux temps et saison convenables, dans les cantons indiqués, les améliorations qui seront reconnues nécessaires par les agents forestiers, pour réparer ou prévenir les dommages qui pourraient résulter de l'exercice du pacage.

La commune de Gaillagos sera, en outre, tenue de satisfaire aux conditions spéciales que l'administration des forêts déterminera.

2. Le nombre des bêtes à laine admises au parcours ne pourra excéder celui qui sera fixé par les agents forestiers, et publié avec les états des cantons défensables.

3. Cette autorisation sera révoquée pour cause d'abus ou d'incompatibilité du pacage avec la prospérité du bois où il sera exercé. (*Du 18 Août 1852.*)

N° 7290. — DÉCRETS DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signés par le ministre de l'instruction publique et des cultes) qui autorisent l'acceptation des libéralités faites aux établissements ci-après désignés, savoir :

1° Legs de 800 francs, fait par la dame de la *Forest-Divonne* à la fabrique de Saint-Martin-du-Mont (Ain);

2° Legs, 1° d'une rente de 25 francs; 2° d'une somme de 36 francs, fait par le sieur *Boyer* à la fabrique de l'église paroissiale de Tarascon (Ariège);

3° Legs de 400 francs, fait par le sieur *Cavailès* dit *Rouvenac* à la fabrique de Fougax (Ariège);

4° Legs de 500 francs, fait par le sieur *Modaine* à la fabrique d'Herpy (Ardennes);

5° Legs de 1,000 francs, fait par la dame veuve *Cabanis* à la communauté des sœurs de la Charité, à Castelnaudary (Aude);

6° Legs de 1,000 francs, fait par la dame *Aubert* à la fabrique de Lerzy (Aisne);

7° Legs d'une pièce de terre, estimée 100 francs, fait par le sieur *Gelis* à la fabrique de Belvèze (Aude);

8° Legs faits par la demoiselle *Leclère*, savoir : 1° au séminaire de Soissons (Aisne) et à la fabrique de Bucy-le-Long (même département), les deux tiers d'une somme de 800 francs et de divers immeubles, estimés en totalité 3,784 francs 65 centimes; 2° à la fabrique de l'église cathédrale de Soissons, deux sommes de 50 francs chacune;

9° Legs d'une rente de 40 francs, fait par le sieur *Ginalhac* à la fabrique de Montimurat (Cantal). (*Du 1^{er} Septembre 1852.*)

N° 7291. — DÉCRETS DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signés par le ministre de l'instruction publique et des cultes) qui autorisent l'acceptation des libéralités ci-après désignées, savoir :

1° Legs d'une rente de 30 francs, fait par le sieur *Valette* à la fabrique et au desservant de Saint-Ouen-le-Pin (Calvados);

2° Legs d'une rente de 50 francs, fait par le sieur *Gournay* à la fabrique de Parfouru-l'Écllin (Calvados);

3° Legs de 1,000 francs, fait par le sieur *Marin-Saugeron* à la communauté des Ursulines, à Évreux (Eure);

4° Legs d'une rente de 35 francs, fait par le sieur *Antoine* à la fabrique de *Saint-Ouen-de-Thouberville* (Eure);

5° Legs de 1,000 francs, fait par le sieur *Jaizan* à la maison de retraite des prêtres âgés et infirmes du diocèse de *Quimper* (Finistère);

6° Legs d'une rente de 50 francs, fait par le sieur *Dubarry-Lequeron* à la fabrique de *Saint-Paul* (Haute-Garonne);

7° Legs faits par le sieur *Petit*, savoir : 1° à la fabrique de *Néziennes-l'Évêque* (Hérault), une somme de 1,300 francs; 2° au desservant, celle de 300 francs;

8° Legs de 1,000 francs, fait par le sieur *Gontier* à la fabrique de *Lafage-Montivernoux* (Lozère);

9° Legs de 500 francs, fait par la dame veuve *Mercier-d'Inville* à la communauté des sœurs du *Bon-Pasteur*, à *Orléans* (Loiret). (Du 1^{er} Septembre 1852.)

N° 7292. — DÉCRETS DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signés par le ministre de l'instruction publique et des cultes) qui autorisent l'acceptation des libéralités ci-après désignées, savoir :

1° Legs faits par la demoiselle *Vadon* à la fabrique et au desservant de *Mars* (Loire), savoir : 1° deux sommes, l'une de 400 francs, l'autre de 5,000 francs; 2° une pièce de terre, estimée 140 francs;

2° Legs de 800 francs, fait par le sieur *Jouffrey* à la fabrique de *Très* (Loir-et-Cher);

3° Legs faits par le sieur *Coulouges* à la fabrique de *Saint-Félix*, commune de *Valprieude* (Lot), savoir : 1° une pièce de terre, estimée 71 fr. 10 cent.; 2° une pièce de pré, d'une valeur de 360 francs; 3° des objets mobiliers, évalués à 14 francs 25 centimes;

4° Legs de 2,000 francs, fait par la dame *Raincourt* à la fabrique de *Corgiron* (Haute-Marne);

5° Legs faits par le sieur *Coupard*, savoir : à la fabrique de *Saint-Gervais*, à *Avranches* (Manche), une somme de 5,000 francs, et à la fabrique de *Saint-Saturnin* de la même ville, une somme de 3,000 francs;

6° Legs d'une rente de 50 francs, fait par le sieur *Besnier* à la fabrique de *Saint-Gervais*, à *Avranches* (Manche);

7° Legs d'une rente de 30 francs, fait par le sieur *Viel* à la fabrique de *Montjoie* (Manche);

8° Legs d'une rente de 25 francs, fait par la demoiselle *Fauchon* à chacune des fabriques de *Saint-Denis-le-Vêtu* et d'*Ouille* (Manche);

9° Legs d'une rente de 25 francs, fait par le sieur *Vengeons* à la fabrique de *Bion* (Manche). (Du 1^{er} Septembre 1852.)

N° 7293. — DÉCRETS DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signés par le ministre de l'instruction publique et des cultes) qui autorisent l'acceptation des libéralités ci-après désignées, savoir :

1° Legs faits par la demoiselle *Rey*, savoir : à la fabrique d'*Anglure* (Marne), une valeur mobilière de 758 francs 52 centimes; et au curé, une somme de 300 francs;

2° Legs de 1,000 francs, fait par la demoiselle *Bries* à la congrégation des sœurs de Sainte-Catherine, à Metz (Moselle);

3° Legs de la moitié, estimée 400 francs, d'une pièce de pré, fait par le sieur *Périnet* à la fabrique de Colmey (Moselle);

4° Legs de 1,200 francs, fait par la demoiselle *Brion* à la congrégation des sœurs de Sainte-Catherine, à Metz (Moselle);

5° Legs de 2,000 francs, fait par le sieur *Soulié* à la fabrique de Saint-Michel, à Verdun (Tarn-et-Garonne);

6° Legs de 2,000 francs, fait par la dame veuve *Fournier* à la fabrique de Crèvecœur (Oise);

7° Legs de 700 francs, fait par la dame veuve *Dupuy* à la fabrique de Plailly (Oise);

8° Legs d'une rente de 50 francs, fait par le sieur *Cunchois* à la fabrique de la Ferté-Fresnel (Orne);

9° Legs, 1° d'une pièce de terre, estimée 1,125 francs; 2° d'une somme de 270 francs, fait par le sieur *Pannier* à la fabrique de Billy-Berclau (Pas-de-Calais). (Du 1^{er} Septembre 1852.)

N° 7294. — DÉCRETS DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signés par le ministre de l'instruction publique et des cultes) qui autorisent l'acceptation des libéralités faites aux établissements ci-après désignés, savoir :

1° Legs faits à la fabrique de Ruminghem (Pas-de-Calais), savoir : par le sieur *Bomart*, la moitié d'une pièce de terre, estimée en totalité 1,200 francs, et par la dame veuve *Bomart*, l'autre moitié de la même pièce de terre;

2° Legs d'une pièce de terre, estimée 900 francs, fait par la dame *Waringhem* à la fabrique de Ruminghem (Pas-de-Calais);

3° Legs d'une somme de 2,500 francs, fait par le sieur *Laffargue* à chacune des fabriques d'Ascain, d'Urrugue et de Hendaye (Basses-Pyrénées);

4° Legs, 1° d'une somme de 20 francs; 2° de la moitié des biens de la testatrice, évalués en totalité à 1,617 francs 90 centimes, fait par la dame veuve *Irigoin* à la fabrique de Saint-Jean-Pied-de-Port (Basses-Pyrénées);

5° Legs de 1,000 francs, fait par le sieur *Bourdet* à la fabrique d'Argalès (Hautes-Pyrénées);

6° Legs de trois pièces de terre, estimées 2,296 francs 60 centimes, fait par le sieur *Bodieux* à la fabrique de Chappes (Puy-de-Dôme);

7° Legs de 2,000 francs, fait par le sieur *Vérand-Chabert* à la congrégation des sœurs de Saint-Charles, à Lyon (Rhône), pour l'œuvre des incurables de la paroisse de Saint-Nizier de cette ville;

8° Legs de 1,200 francs, fait par la demoiselle *Verrier* à la fabrique de Saint-Romain-en-Gier (Rhône). (Du 1^{er} Septembre 1852.)

N° 7295. — DÉCRETS DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signés par le ministre de l'instruction publique et des cultes) qui autorisent l'acceptation des libéralités ci-après désignées, savoir :

1° Legs de 500 francs, fait par le sieur *Spitz* à la fabrique d'Ebersheim (Bas-Rhin);

2° Legs de trois pièces de terre, estimées 5,100 francs, fait par le sieur *Machy* à la fabrique de Fontaine-sur-Somme (Somme);

3° Legs de 800 francs, fait par la dame veuve *Lemonnier* à la fabrique du Saint-Sépulcre, à Abbeville (Somme);

4° Legs, 1° d'une pièce de terre, estimée 2,080 francs; 2° d'une somme de 200 francs, fait par le sieur *Demonchy* à la fabrique de Valines et à l'église de Saint-Marc, située dans la circonscription de la succursale de Valines (Somme);

5° Legs d'une pièce de terre, estimée 250 francs, fait par le sieur *Delaporte* à la fabrique de Méharicourt (Somme);

6° Legs d'une somme de 2,500 francs, fait par la dame *Laignel* à la fabrique de Saint-Pierre, à Corbie (Somme);

7° Legs de 600 francs, fait par la demoiselle *François* à la fabrique de la cathédrale de Meaux (Seine-et-Marne);

8° Legs de sept pièces de terre, estimées 3,000 francs, fait par le sieur *Mazac* au desservant et à la fabrique de Montroux (Tarn-et-Garonne);

9° Legs d'une pièce de pré, estimée 500 francs, fait par la dame *Grandier* à la fabrique de Bazegney (Vosges). (Du 1^{er} Septembre 1852.)

N° 7296. — DÉCRETS DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signés par le ministre de l'instruction publique et des cultes) qui autorisent l'acceptation des libéralités faites aux établissements ci-après désignés, savoir :

1° Legs faits par le sieur *de Lanferna*, savoir : 1° à la fabrique de Saint-Florentin (Yonne), une somme de 800 francs, et à chacune des fabriques de Chéu et de Bleigny-le-Carreau (même département), une somme de 500 francs;

2° Legs de quatre pièces de terre, estimées 260 francs, fait par le sieur *Pigeotte* en faveur de l'église de Tissei, située dans la circonscription de la succursale de Serrigny (Yonne);

3° Legs d'une pièce de pré, estimée 800 francs, fait par le sieur *Bourget* à la fabrique de Guillon (Yonne);

4° Legs d'une rente de 233 francs, fait par la demoiselle *Devoyne-Dutilleul* à la fabrique de Saint-Sauveur, à Caen (Calvados);

5° Legs d'une pièce de pré, estimée 550 francs, fait par le sieur *Mannier* à la fabrique de Babœuf (Oise);

6° Legs de 600 francs, fait par la demoiselle *François* au séminaire de Meaux (Seine-et-Marne). (Du 1^{er} Septembre 1852.)

N° 7297. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre de l'instruction publique et des cultes) qui,

1° Autorise l'établissement d'une chapelle domestique dans la propriété de M. *Place-Lafond*, sise aux Ravatis, commune de Saint-Lager (Rhône);

2° Érige en chapelle domestique la chapelle des Thorins, commune de Romanèche (Saône-et-Loire), également située dans la propriété de M. *Place-Lafond*;

3° Autorise l'acceptation de legs faits par la dame *Place*, née *Lafond*, savoir : à la fabrique de Saint-Lager, une rente de 120 francs, une somme de 1,500 francs, une autre rente de 200 francs; à la fabrique de Romanèche, une rente de 200 francs. (Du 1^{er} Septembre 1852.)

N° 7298. — DÉCRETS DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signés par le ministre de l'instruction publique et des cultes) qui autorisent l'acceptation des libéralités ci-après désignées, savoir :

1° Legs d'une rente de 400 francs, fait par la demoiselle *de Courson* à la fabrique de Guérande (Loire-Inférieure);

2° Legs de 2,000 francs, fait par le sieur *Cavanne* à la fabrique de Ribemont (Aisne);

3° Legs faits par le sieur *Durand*, savoir : au desservant de Bérigny (Manche), divers livres, évalués à 33 francs; au même desservant et à la fabrique de Bérigny, conjointement, une somme de 125 francs; à la fabrique seule, une rente annuelle de 100 francs et divers objets mobiliers et ornements, estimés 73 francs;

4° Legs de la moitié, estimée 600 francs, d'une pièce de terre, fait par le sieur *Boalanger* à la fabrique de Wasnes-au-Bac (Nord);

5° Legs d'une pièce de terre, estimée 2,275 francs, fait par la demoiselle *Fremaux* à la fabrique de Roncq (Nord);

6° Legs, 1° de divers objets mobiliers, estimés 1,085 francs; 2° d'une somme de 365 francs, fait par le sieur *Delettre* à la fabrique de Feuquières (Oise);

7° Donation d'une rente de 400 francs, faite à la communauté des Filles-de-la-Croix, à Malesherbes, et aux pauvres de cette commune, conjointement, par le sieur *de Châteaubriant*. (Du 1^{er} Septembre 1852.)

N° 7299. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre de l'instruction publique et des cultes) qui autorise l'établissement d'une chapelle domestique dans la propriété de la dame *de la Ville*, située à la Glacerie, commune de Tourlaville (Manche). (Du 1^{er} Septembre 1852.)

N° 7300. — DÉCRETS DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signés par le ministre de l'instruction publique et des cultes) qui érigent,

1° En chapelle, l'église de Casteide-Doat, canton de Montanès, arrondissement de Pau (Basses-Pyrénées);

2° En chapelle de secours, l'église de Vercourt, canton de Rue, arrondissement d'Abbeville (Somme);

3° En chapelle de secours, l'église de Bossugan, canton de Pujols, arrondissement de Libourne (Gironde). (Du 1^{er} Septembre 1852.)

N° 7301. — DÉCRETS DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signés par le ministre de l'instruction publique et des cultes) qui autorisent l'acceptation des libéralités faites aux établissements ci-après désignés, savoir :

1° Donation d'une pièce de terre, estimée 550 francs, faite par le sieur *Navarre* à la fabrique de Saint-Pierre, à Brienne-Napoléon (Aube);

2° Donation de 600 francs, faite par le sieur *Ingimbert* à la fabrique de Saint-Rome-du-Tarn (Aveyron);

3° Donation de 600 francs, faite par le sieur *Le Goss* à la fabrique de *Brelidy* (Côtes-du-Nord);

4° Donation d'immeubles, estimés 300 francs, faite par le sieur *Tucoux* à la fabrique de *Saint-Cast* (Côtes-du-Nord);

5° Donation d'une rente de 316 francs, faite par le sieur *Bataille* à la fabrique de la *Trinité*, à *Château-Gontier* (Mayenne);

6° Donation de quatre pièces de pré, estimées 1,500 francs, faite par le sieur et la demoiselle *Nisy* à la fabrique de *Holving* (Moselle);

7° Donation de deux pièces de pré, estimées 1,300 francs, faite par la demoiselle *Aubertin* à la fabrique d'*Elvange* (Moselle);

8° Donation de 3,500 francs, faite par les époux *Mainbourneaux* à la fabrique d'*Olizy* (Meuse);

9° Donation d'un terrain, estimé 120 francs, faite par le sieur *Cougnot* à la fabrique de *Metz-le-Comte* (Nièvre);

10° Donation d'une rente de 296 francs 25 centimes, faite par le sieur *Noailly* à la fabrique de *Notre-Dame de la Guillotière*, à *Lyon* (Rhône);

11° Donation de deux rentes, l'une de 60 francs, l'autre de 6 francs, faite par la dame veuve *Valentin* à la fabrique de *Remiremont* (Vosges). (*Du 7 Septembre 1852.*)

N° 7302. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre de l'instruction publique et des cultes) qui,

1° Érige en chapelle de secours, l'église de *Brechainville*, canton et arrondissement de *Neufchâteau* (Vosges);

2° Autorise l'acceptation d'une donation de 400 francs, faite par le sieur *Pazol* à la fabrique de *Trampot*, pour ladite chapelle de secours de *Brechainville* (*Du 9 Septembre 1852.*)

N° 7303. — DÉCRETS DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signés par le ministre de l'instruction publique et des cultes) qui autorisent l'acceptation des libéralités ci-après désignées, savoir :

1° Legs d'une rente de 210 francs, fait, conjointement, à la fabrique, au desservant et à la commune de *Huppain* (Calvados) par la dame veuve *Ribault*;

2° Legs de meubles, argent et objets mobiliers, formant ensemble une valeur nette de 943 francs 50 centimes, fait par le sieur *Labrosse* à la fabrique d'*Hacqueville* (Eure);

3° Legs de 1,830 francs, fait par la dame veuve *Delahaye* à la fabrique de *Pocé* (Ille-et-Vilaine);

4° Legs, 1° d'une rente de 40 francs; 2° d'une somme de 575 fr. 30 cent., fait par la dame *Danjou* à la fabrique de *Montbray* (Manche);

5° Legs de 600 francs, fait par le sieur *Louit* à la fabrique de *Saint-Orens*, à *Autch* (Gers);

6° Legs de 500 francs, fait par le sieur *Dia* à la fabrique de *Faramans* (Lot);

7° Legs fait par la dame veuve *Gaillemat*, et consistant, pour chacune des fabriques de l'église cathédrale de *Tarbes* (Hautes-Pyrénées) et de l'église curiale de *Saint-Jean* de la même ville, en une somme de 500 francs;

8° Legs d'une rente de 1,800 francs, fait par le sieur *Firon* à la fabrique de Sauvic (Seine-Inférieure);

9° Legs, 1° d'une rente de 60 francs; 2° d'une somme de 500 francs, faits par la dame veuve de la *Roche-Aymon*, née *Lecaron de Choqueuse*, à la fabrique de Marigny-le-Cahouet (Côte-d'Or); et donation, à la même fabrique, par la famille *Lecaron de Choqueuse*, de divers objets mobiliers à l'usage du culte, estimés 275 francs. (Du 9 Septembre 1852.)

N° 7304. — DÉCRETS DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signés par le ministre de l'instruction publique et des cultes) qui autorisent l'acceptation des libéralités ci-après désignées, savoir :

1° Legs faits par la dame veuve *Fabre*, savoir : à la fabrique de Saint-Étienne, à Toulouse (Haute-Garonne), une somme de 3,000 francs; au curé et aux pauvres de cette paroisse, conjointement, deux sommes, l'une de 1,000 francs, l'autre de 2,000 francs; à l'église et aux pauvres de Pouze (même département), divers objets mobiliers, estimés 220 francs, et une rente de 200 francs;

2° Legs d'une somme de 10,000 francs, fait par le sieur *Gueyffer de Talairat* à la fabrique de Saint-Julien, à Brioude (Haute-Loire);

3° Legs faits par le sieur *Dappe*, savoir : à la fabrique de Metzervisse (Moselle), jusqu'à concurrence de moitié seulement, des valeurs mobilières, s'élevant à 2,400 francs, et divers immeubles, évalués à 370 francs; aux pauvres de cette commune, une somme de 200 francs;

4° Legs d'une rente de 100 francs et d'une parcelle de terre, estimée 150 francs, fait par la demoiselle *Guillerme* à la fabrique de Saint-Avé (Morbihan);

5° Legs de 1,500 francs, fait par la dame veuve *Viguier* à la fabrique d'Alaigne (Aude);

6° Legs de 1,000 francs, fait par le sieur *Revol* à la fabrique de Pouzin (Ardèche);

7° Legs de 400 francs, fait par la demoiselle *Barat* au séminaire de Toulouse (Haute-Garonne). (Du 9 Septembre 1852.)

N° 7305. — DÉCRETS DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signés par le ministre de l'instruction publique et des cultes) qui autorisent l'acceptation des libéralités ci-après désignées, savoir :

1° Legs d'une rente de 50 francs et d'une robe, évaluée 40 francs, fait par la dame veuve de *Castellan* à la fabrique de Lauzerville (Haute-Garonne);

2° Legs de 1,600 francs, fait conjointement, à la fabrique et au desservant de Saint-Cyran-de-Jambot (Indre) par la dame de *Nogerde*;

3° Legs de 500 francs, fait par le sieur *Armand* à la fabrique de Varaire (Lot);

4° Legs de 500 francs, fait par le sieur *Bouchotte* à la fabrique de Montigny-Metz (Moselle);

5° Legs de 2,000 francs, fait par la demoiselle *Segard* à la fabrique de Saint-Maximin, à Metz (Moselle);

6° Legs de 500 francs, fait par la dame veuve *Monflette* à la fabrique de Méru (Oise);

7° Legs d'une pièce de terre, estimée 900 francs, fait par le sieur *Lejeune* à l'église ds Seux (Somme);

8° Legs faits par la dame veuve *Legendre de Montenol*, et consistant, pour chacune des deux fabriques d'Avernes et de Théméricourt (Seine-et-Oise), en une somme de 2,500 francs;

9° Legs de 2,000 francs, fait par le sieur *Lalande* à la fabrique de Chevreuse (Seine-et-Oise);

10° Legs de la propriété d'une pièce de terre, estimée 860 francs, et de la nue propriété d'une autre pièce de terre, d'une valeur de 375 francs, fait par la dame veuve *Delayens* à la fabrique de Berlencourt (Pas-de-Calais). (Du 9 Septembre 1852.)

N° 7306. — DÉCRETS DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contresignés par le ministre de l'instruction publique et des cultes) qui autorisent l'acceptation des libéralités ci-après désignées, savoir :

1° Legs d'une chenevière, estimée 450 francs, fait par la dame veuve *Gossot* à la fabrique de Recey-sur-Ource (Côte-d'Or);

2° Donation d'une somme de 100 francs, fait à la fabrique de Blairville (Pas-de-Calais) par une personne qui désire rester inconnue;

3° Legs d'une rente de 25 francs, fait par le sieur *Lorenzo* à la fabrique d'Osserain (Basses-Pyrénées);

4° Legs faits par la demoiselle *Laffore*, savoir : à la fabrique de Notre-Dame, à Oloron (Basses-Pyrénées), 500 francs; au curé et aux pauvres de cette paroisse, conjointement, 1,000 francs;

5° Legs faits par le sieur *Dary*, savoir : à la fabrique de Romagny (Manche), 1° le produit d'une partie de son argenterie, montant à 789 fr. 60 cent.; 2° une somme de 82 francs 50 centimes; à la fabrique de Barenton (même département), une pareille somme de 82 francs 50 centimes;

6° Legs d'une somme de 800 francs, fait par la dame veuve *Asselin de Marcé* à la fabrique de Clinchamps (Calvados). (Du 9 Septembre 1852.)



Certifié conforme :

Paris, le 25^r Octobre 1852,

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire
d'état au département de la Justice,*

ABBATUCCI.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin
au ministère de la Justice.

BULLETIN DES LOIS DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

PARTIE SUPPLÉMENTAIRE.

N° 276.

N° 7307. — *DÉCRET qui approuve des modifications aux statuts de la Compagnie du Chemin de fer de Paris à Orléans.*

• Du 27 Septembre 1852.

LOUIS-NAPOLÉON, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce;

Vu notre décret du 27 mars 1852, qui approuve la convention passée le même jour entre le ministre des travaux publics, au nom de l'État, et les compagnies des chemins de fer de Paris à Orléans, du Centre, d'Orléans à Bordeaux et de Tours à Nantes pour la réunion et la fusion de ces quatre compagnies, et qui fait, en outre, concession à l'entreprise :

- 1° Du prolongement de Châteauroux à Limoges ;
 - 2° Du prolongement du Guétin à Clermont, avec embranchement de Saint-Germain-des-Fossés sur Roanne ;
 - 3° De l'embranchement de Poitiers sur la Rochelle et Rochefort ;
- Vu les ratifications des quatre compagnies données respectivement dans les assemblées générales des actionnaires des 20 avril, 21 avril, 1^{er} mai et 3 mai 1852 ;

• Vu les modifications proposées aux statuts de la compagnie du chemin de fer de Paris à Orléans dans l'assemblée générale des actionnaires des quatre compagnies réunies tenue le 25 mai 1852 ;

Le Conseil d'état entendu,

DÉCRET :

Art. 1^{er}. Les modifications aux statuts de la compagnie du
X^e Série.

~~chemin de fer de Paris à Orléans sont approuvées telles qu'elles~~
sont contenues dans l'acte passé, le 24 août 1852, devant M^e Fou-
cher et son collègue, notaires à Paris, lequel acte restera annexé
au présent décret.

2. Le ministre de l'intérieur, de l'agriculture et du com-
merce est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié
au Bulletin des lois, inséré au Moniteur et dans un journal d'an-
nonces judiciaires du département de la Seine.

Fait à Toulon, le 27 Septembre 1852.

Signé LOUIS-NAPOLÉON.

Par le Prince-Président :

Le Ministre de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce,

Signé F. DE PARSIENY,

Acte modificatif des statuts de la compagnie du chemin de fer de Paris à Orléans.

Par-devant M^e Philippe-Edme-Ernest Foucher et son collègue, notaires à Paris,
soussignés,

A comparu

M. *Charles Didion*, inspecteur divisionnaire des ponts et chaussées, officier
de la Légion d'honneur, demeurant à Paris, rue de la Madeleine, n^o 26,

Agissant en qualité de directeur de la compagnie du chemin de fer de Paris
à Orléans, fonction à laquelle il a été nommé par délibération de l'assemblée
générale des actionnaires de ladite compagnie en date du 25 mai 1852, dont
un extrait a été déposé à M^e Foucher, par acte passé devant son collègue, et lui
qui en a la minute, le 28 mai 1852, enregistré;

Lequel a exposé ce qui suit :

La compagnie du chemin de fer de Paris à Orléans a dû, pour l'exécution
du décret du 27 mars 1852, apporter des modifications à ses statuts.

Ces modifications ont été autorisées, conformément à l'article 66 des statuts
en vigueur, par délibération de l'assemblée générale des actionnaires de ladite
compagnie en date des 27 mars, 20 avril et 25 mai 1852, dont les extraits,
qui seront enregistrés en même temps que les présentes, sont demeurés ci-
annexés après avoir été, de M. Didion, certifiés véritables en présence des
notaires soussignés.

Par ces diverses délibérations, le conseil d'administration a été autorisé à
apporter à l'acte social les modifications nécessaires et à consentir les change-
ments que le Gouvernement jugerait utile d'apporter aux modifications votées
par l'assemblée générale.

Par la dernière de ces délibérations, M. le directeur de la compagnie a été
autorisé à passer tous actes en conséquence.

En outre, le conseil d'administration lui a délégué, par délibération du
18 août 1852, dont un extrait est demeuré ci-annexé et sera enregistré avec
les présentes, les pouvoirs nécessaires pour rédiger les statuts de la compa-

gée, conformément aux décisions ci-dessus rappelées des assemblées générales et aux modifications qui seraient demandées par le Gouvernement.

Dans cet état, le comparant, es qualités susdites, voulant se conformer aux observations qui lui ont été faites par le Gouvernement, déclare arrêter ainsi qu'il suit les statuts de la société anonyme du chemin de fer de Paris à Orléans :

TITRE I^{er}.

CONSTITUTION DE LA SOCIÉTÉ. — OBJET. — DÉNOMINATION. — DOMICILE. — DURÉE.

ART. 1^{er}. — La société anonyme, formée avec l'autorisation du Gouvernement, sous la dénomination de *Compagnie du chemin de fer de Paris à Orléans*, pour l'exécution et l'exploitation du chemin de fer de Paris à Orléans, de son embranchement sur Corbeil et dépendances, des lignes concédées à la compagnie par le décret du 27 mars 1852, et des prolongements et embranchements qui pourront lui être ultérieurement concédés, a son siège et son domicile attributif de juridiction à Paris.

2. La société finira avec la concession.

TITRE II.

MISE EN SOCIÉTÉ DE LA CONCESSION. — DÉCRET DU 27 MARS 1852.

3. MM. *Casimir Leconte* et compagnie ayant apporté et mis en société la concession du chemin de fer de Paris à Orléans, telle qu'elle résulte de la loi du 7 juillet 1838 et du cahier des charges et de la convention additionnelle annexés à ladite loi, sans aucune réserve ni restriction, la compagnie se trouve entièrement aux lieu et place des concessionnaires, à la charge par elle de satisfaire à toutes les clauses et obligations qui résultent pour lesdits concessionnaires, tant des lois des 7 juillet 1838, 1^{er} août 1839 et 15 juillet 1840, que du cahier des charges annexé à cette dernière loi.

La concession comprend, en outre, en vertu du décret du Président de la République, en date du 27 mars 1852, les chemins de fer du Centre, d'Orléans à Bordeaux, de Tours à Nantes, de Châteauroux à Limoges, du Bec-d'Allier à Clermont, avec embranchement de Saint-Germain-les-Fossés sur Roanne, de Poitiers à la Rochelle et à Rochefort.

En exécution du même décret, le cahier des charges annexé à la loi du 26 juillet 1844, relative au chemin de fer du Centre, est applicable, à dater du 1^{er} juillet 1852, à l'ensemble des lignes réunies, sauf les modifications stipulées en la convention du 27 mars 1852, approuvée par ce décret.

TITRE III.

FONDS SOCIAL. — ACTIONS.

4. En conséquence, le fonds social est composé des apports faits à l'article 3, et des valeurs de toute nature servant à l'exploitation.

A raison desquels apports et valeurs, l'État par une convention passée entre M. le ministre des travaux publics et la compagnie, le 27 mars 1852, a garanti à cette dernière un minimum d'intérêt de quatre pour cent pendant cinquante ans sur une somme de cent cinquante millions de francs.

Dans le cas d'obtention de prolongements ou d'embranchements prévus par l'article 1^{er}, il y sera pourvu, s'il y a lieu, par une augmentation du fonds social, votée en assemblée générale, avec l'approbation du Gouvernement.

Cette augmentation aura lieu par la création de nouvelles actions, qui ne pourront être émises au-dessous du pair.

5. Le fonds social est divisé en trois cent mille actions.

6. Les actions sont au porteur.

7. Les actions sont revêtues de la signature d'un administrateur et du directeur, et frappées du timbre sec de la compagnie.

8. La cession des actions s'opère par la tradition du titre.

9. Chaque action est indivisible, et la société ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chaque action.

10. Chaque action a droit à un trois cent millièmes dans la propriété de l'actif social et dans les bénéfices de l'entreprise.

11. Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre dans quelques mains qu'il passe.

La possession d'une action emporte adhésion aux statuts de la société.

Les héritiers ou créanciers des actionnaires ne pourront, sous quelque prétexte que ce soit, provoquer l'apposition des scellés sur les biens et valeurs de la société, ni s'immiscer en aucune manière dans son administration. Ils devront, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux délibérations de l'assemblée générale.

12. Le montant de chaque action est payable à la caisse de la société aux époques qui seront déterminées par le conseil d'administration.

Tout appel de fonds doit être annoncé, un mois au moins avant l'époque fixée pour le versement, dans deux journaux d'annonces légales du département de la Seine.

Le conseil d'administration pourra autoriser la libération anticipée des actions.

13. A défaut de versement aux époques déterminées, l'intérêt sera dû, pour chaque jour de retard, à raison de cinq pour cent par an.

Les numéros des actions en retard seront publiés, dans la forme indiquée à l'article 12 ci-dessus, quinze jours après cet avis, et sans autre acte de mise en demeure, lesdites actions pourront être vendues sur duplicata, à la bourse de Paris, par le ministère d'un agent de change, pour compte et aux risques des porteurs en retard.

Les titres primitifs des actions ainsi vendues seront nuls de plein droit; en conséquence, toute action qui ne portera pas la mention régulière du paiement des versements qui auront dû être opérés, cessera d'être admissible à la négociation.

14. Les actionnaires ne sont engagés que jusqu'à concurrence du capital de leurs actions; tout autre appel de fonds est interdit.

15. Le conseil d'administration peut accorder des facilités pour le dépôt et la conservation des titres dans la caisse sociale.

Les décisions du conseil déterminent la forme des certificats de dépôt, le mode de leur délivrance et les garanties dont l'exécution de cette mesure doit être entourée dans l'intérêt de la société et des actionnaires.

TITRE IV.

CONSEIL D'ADMINISTRATION. — DIRECTION. — ASSEMBLÉE GÉNÉRALE
DES ACTIONNAIRES. — CONSEIL D'ADMINISTRATION.

16. La compagnie est administrée par un conseil d'administration composé de vingt-six membres nommés par l'assemblée générale.

Après l'achèvement des travaux à accomplir pour l'exécution des prolongements et embranchements concédés à la compagnie par le décret du 27 mars 1852, ce nombre pourra être réduit à vingt, à mesure des vacances produites par une des causes prévues en l'article 26 ci-après.

17. Chaque administrateur doit être propriétaire de cent actions, qui sont inaliénables pendant la durée de ses fonctions.

Les titres de ces actions sont déposés dans la caisse de la société.

18. Les fonctions des administrateurs sont gratuites; ils reçoivent des jetons de présence.

19. La durée des fonctions des administrateurs est de cinq années; ils sont renouvelés par cinquième d'année en année.

Les membres sortant les quatre premières années sont désignés par la voie du sort, et ensuite par l'ancienneté.

Le nombre des membres sortant la cinquième année est de six.

Les membres sortants peuvent être indéfiniment réélus.

20. Le conseil d'administration nomme, chaque année, un président et trois vice-présidents.

En cas d'absence du président et des vice-présidents, le conseil désigne celui de ses membres qui doit les remplacer pendant leur absence.

Le président et les vice-présidents peuvent être indéfiniment réélus.

21. Le conseil d'administration se réunit aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige, et au moins deux fois par mois.

La présence de huit administrateurs est nécessaire pour valider les délibérations.

Les décisions sont prises à la majorité des membres présents; en cas de partage, la voix du président est prépondérante. Lorsque huit membres seulement sont présents, les décisions doivent être prises à la majorité des trois quarts.

22. Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour l'administration de la société.

Il nomme et révoque le directeur, les chefs de service et tous autres employés, et fixe leurs traitements, sauf ce qui est prévu à l'article 29.

Il détermine les attributions sur la proposition du directeur.

Il fixe les dépenses générales de l'administration et les frais des voyages ordonnés dans l'intérêt de la société.

Il autorise les marchés.

Il autorise tous achats de terrains et immeubles qui seraient nécessaires à l'exploitation; toutes ventes de terrains et bâtiments qui y seraient inutiles.

Il autorise toutes les ventes et achats d'objets mobiliers.

Il autorise tous traités, transactions et compromis, toutes mainlevées d'oppositions ou inscriptions hypothécaires ou autres, avec ou sans paiement.

Il autorise toutes actions judiciaires.

Il autorise, avec l'approbation de l'assemblée générale, tous emprunts, avec ou sans affectations hypothécaires, toutes acquisitions et aliénations d'immeubles autres que celles qui sont prévues au paragraphe 6 du présent article, et toutes conventions avec d'autres entreprises de chemin de fer.

Il détermine le placement des fonds disponibles et autorise tous retraits de fonds et tous transferts de rentes et aliénations de valeurs appartenant à la société.

Il fixe ou modifie les tarifs du chemin de fer et des établissements qui en dépendent dans les limites déterminées par le cahier des charges de la concession.

Il approuve les règlements relatifs à l'organisation du service, à la police et à l'exploitatin du chemin de fer et de ses dépendances, dans les limites déterminées par le cahier des charges.

Enfin, il statue sur tous les objets relatifs à l'administration de la société.

23. Le conseil d'administration peut, dans les circonstances où il le juge utile, déléguer tout ou partie de ses pouvoirs par un mandat spécial et pour une ou plusieurs affaires déterminées.

24. Conformément à l'article 32 du Code de commerce, les membres du conseil d'administration ne contractent, à raison de leur gestion, aucune obligation personnelle ni solidaire relativement aux engagements de la société.

Ils ne répondent que de l'exécution de leur mandat.

25. Les délibérations du conseil d'administration sont constatées par des procès-verbaux signés par le président et deux des membres qui ont pris part à la délibération.

26. En cas de décès, de démission ou d'empêchement permanent d'un ou de plusieurs administrateurs, le conseil d'administration pourvoit provisoirement à leur remplacement jusqu'à la première assemblée générale.

Toutefois si, par l'effet d'une cause quelconque, le nombre des administrateurs nommés par l'assemblée générale était réduit à moins de moitié, l'assemblée générale serait immédiatement convoquée à l'effet de compléter le conseil.

Les membres ainsi nommés ne demeurent en fonctions que le temps restant à courir sur l'exercice de leurs prédécesseurs.

DIRECTION.

27. Un directeur est chargé, sous l'autorité du conseil d'administration et suivant les décisions dudit conseil, de la gestion des affaires de la société.

28. Le directeur ne peut être nommé et révoqué que par un vote réunissant la majorité absolue des membres composant le conseil d'administration, conformément à l'article 16.

29. L'assemblée générale détermine, sur la proposition du conseil d'administration, le traitement et les avantages attribués au directeur.

30. Le directeur doit être propriétaire de cent actions.

Ces actions demeurent déposées dans la caisse de la société comme garantie de sa gestion, et sont inaliénables pendant la durée de ses fonctions.

31. Le directeur assiste aux délibérations du conseil d'administration avec voix consultative.

32. Conformément aux dispositions de l'article 22, le directeur propose la nomination et la révocation de tous chefs de service, agents et employés, et la fixation de leurs attributions et de leurs traitements. Il opère les recettes et en donne quittance. Il règle et acquitte les dépenses. Il passe les marchés. Il opère les acquisitions et aliénations d'immeubles. Il effectue les ventes et achats d'objets mobiliers. Il fait les traités et opère les transactions et compromis. Il suit les actions judiciaires. Il opère les placements et retraits de fonds. Il propose la fixation et la modification des tarifs. Il propose les règlements relatifs à l'organisation du service, à la police à l'exploitation du chemin et de ses dépendances. Il dirige le travail des bureaux, signe la correspondance, établit les comptes. Il fait tous actes conservatoires. Il reçoit les notifications ou les significations que le Gouvernement est dans le cas d'adresser à la compagnie,

33. Les transferts de rentes et aliénations de valeurs, ainsi que les acceptations et les mandats sur la banque, sur les receveurs généraux et sur tous les autres dépositaires des fonds de la société sont signés par un administrateur et par le directeur.

34. Le directeur peut déléguer par procuration authentique; à une ou plusieurs personnes agréées à cet effet par le conseil d'administration, le pouvoir de signer pour lui tous les actes et engagements dont la signature lui est attribuée par les articles 7, 32 et 33 des présents statuts.

Tout pouvoir délégué comme il est dit ci-dessus est essentiellement révocable; il sera révoqué par le directeur à la première réquisition du conseil d'administration.

35. Un des chefs de service désigné par le conseil d'administration remplit les fonctions de secrétaire général. En cette qualité, il certifie les extraits des procès-verbaux des délibérations, les copies et ampliations des actes et pièces déposés aux archives à produire en justice et ailleurs.

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES ACTIONNAIRES.

36. L'assemblée générale, régulièrement constituée, représente l'universalité des actionnaires.

37. L'assemblée générale se compose de tous les actionnaires propriétaires ou porteurs de vingt actions leur appartenant, ou qui leur sont remises dans le but de se faire représenter à l'assemblée générale.

Elle est régulièrement constituée lorsque les actionnaires présents sont au nombre de soixante et représentent au moins le vingtième du fonds social.

38. Dans le cas où, sur une première convocation, les actionnaires présents ne remplissent pas les conditions ci-dessus imposées pour constituer l'assemblée générale, il est procédé à une seconde convocation à vingt jours d'intervalle.

Cette seconde convocation est faite dans la forme prescrite par l'article 40, mais le délai entre la publication de l'avis et la réunion est réduit à quinze jours.

La carte d'admission délivrée pour la première assemblée est valable pour la seconde.

Les délibérations prises par l'assemblée générale dans la seconde réunion ne peuvent porter que sur des objets à l'ordre du jour de la première réunion.

Ces délibérations sont valables, quel que soit le nombre des actionnaires présents et des actions représentées.

39. L'assemblée générale se réunit de droit chaque année, au siège de la société, dans le courant du mois de mars.

Elle se réunit en outre, extraordinairement, toutes les fois que le conseil d'administration en reconnaît l'utilité.

40. Les convocations ordinaires et extraordinaires sont faites par un avis inséré, vingt jours au moins avant l'époque de la réunion dans deux journaux d'annonces légales du département de la Seine.

41. Les actionnaires porteurs de vingt actions ou plus doivent, pour avoir droit d'assister à l'assemblée générale, déposer au siège de la société, trois jours au moins avant celui de la réunion, les titres dont ils sont propriétaires ou qui leur auraient été remis par d'autres actionnaires, et il est remis à chacun d'eux une carte d'admission à l'assemblée.

Cette carte, qui est nominative et personnelle, indique le nombre des actions déposées.

Les certificats de dépôt mentionnés en l'article 15 donnent droit, pour les dépôts de vingt actions ou plus, à la remise de cartes d'admission à l'assemblée générale.

Les actionnaires porteurs de certificats de dépôt ont la faculté de se faire représenter aux assemblées générales par des actionnaires munis de pouvoirs dont la forme est déterminée par le conseil d'administration.

Les fondés de pouvoirs doivent déposer leurs procurations et les certificats de dépôt qui leur ont été remis, trois jours au moins avant celui de la réunion de l'assemblée générale.

42. L'assemblée générale est présidée par le président ou par un des vice-présidents du conseil d'administration; les deux plus forts actionnaires présents remplissent les fonctions de scrutateurs.

Le bureau désigne le secrétaire.

43. Les délibérations de l'assemblée générale sont prises à la majorité des voix des membres présents.

En cas de partage, la voix du président est prépondérante.

44. Vingt actions donnent droit à une voix; le même actionnaire ne peut réunir plus de cinq voix, soit comme actionnaire, soit comme mandataire.

45. Le nombre d'actions dont chaque actionnaire est porteur est constaté par sa carte d'admission.

46. L'assemblée générale,

Sur les propositions du conseil d'administration,

Entend les comptes et les approuve s'il y a lieu;

Fixe les dividendes;

Statue sur toutes propositions d'emprunt, d'acquisitions et aliénations d'immeubles autres que ceux désignés au paragraphe 6 de l'article 22;

Délibère sur les propositions de prolongements ou d'embranchements, de fusion ou de traités avec d'autres compagnies, d'augmentation du fonds social, de modifications et additions aux statuts;

Nomme les administrateurs en remplacement de ceux dont les fonctions sont expirées ou qu'il y a lieu de remplacer dans les cas prévus par l'article 26;

Détermine le traitement et les avantages attribués au directeur;

Prononce enfin, en se renfermant dans les limites des statuts, sur tous les intérêts de la société.

47. Les délibérations relatives aux emprunts, à la modification éventuelle des statuts aux propositions de prolongements ou d'embranchements, de fusion ou de traités avec d'autres compagnies, d'augmentation du fonds social, ne peuvent être prises que dans une assemblée réunissant le cinquième au moins du fonds social et à la majorité des deux tiers des voix des membres présents, au nombre de soixante au moins.

Dans le cas où, sur une première convocation, les actionnaires présents ne rempliraient pas les conditions imposées par le paragraphe qui précède, pour la validité des opérations de l'assemblée générale, il sera procédé à une deuxième convocation, conformément aux prescriptions de l'article 38.

Les délibérations de l'assemblée générale, réunie en vertu de cette deuxième convocation, seront valables, pourvu que les actionnaires présents soient au nombre de soixante, et représentent au moins le dixième du fonds social.

48. Les délibérations de l'assemblée générale prises conformément aux statuts obligent tous les actionnaires.

Elles sont constatées par des procès-verbaux signés par les membres du bureau. Une feuille de présence, destinée à constater le nombre des membres

assistant à l'assemblée et celui des actions représentées par chacun d'eux, demeure annexée à la minute du procès-verbal, ainsi que les pouvoirs. Cette feuille est signée par chaque actionnaire en entrant en séance.

TITRE V.

COMPTES ANNUELS. — INTÉRÊTS. — DIVIDENDES. — AMORTISSEMENTS.

49. Il est dressé, chaque année, un inventaire général de l'actif et du passif de la société.

Cet inventaire sera soumis à l'assemblée générale des actionnaires, dans sa réunion du mois de mars.

50. Les produits de l'entreprise serviront d'abord à acquitter les dépenses d'entretien et d'exploitation du chemin, les frais d'administration, l'intérêt et l'amortissement des emprunts qui auront pu être contractés, et généralement toutes les charges sociales.

51. Lorsque les travaux mis à la charge de la compagnie seront achevés, il sera opéré une retenue destinée à compléter ou à constituer un fonds de réserve pour les dépenses imprévues. La quotité de cette somme ne pourra être inférieure à trois pour cent du produit net.

Quand la réserve aura atteint cinq millions, le prélèvement de trois pour cent pourra être réduit ou suspendu.

Il reprendra son cours aussitôt que ce fonds de réserve sera descendu au-dessous de ce chiffre.

52. Sur l'excédant des produits, après le paiement des charges détaillées en l'article 50, il est prélevé, chaque année : 1° une retenue destinée à constituer un fonds d'amortissement, et calculée de telle sorte que la somme de cent cinquante millions, dont l'intérêt à quatre pour cent est garanti par l'État, soit complètement amortie pendant la durée de la concession, telle qu'elle est fixée par le décret du 27 mars 1852; l'amortissement doit s'opérer à raison de cinq cents francs par action;

2° Trois pour cent de ladite somme de cent cinquante millions qui sont employées à servir, pour les actions amorties ou non amorties, un intérêt annuel de quinze francs, la portion d'intérêts afférente aux actions amorties devant être versée au fonds d'amortissement, afin de compléter l'annuité nécessaire pour amortir la totalité de cette somme dans le délai ci-dessus fixé;

3° Et, s'il y a lieu, trois pour cent du produit net pour concourir à la constitution du fonds de réserve mentionné à l'article précédent.

Après ces prélèvements, le surplus des produits est réparti à titre de dividende entre toutes les actions indistinctement, et à raison de un trois cent millièmes pour chaque action. Toutefois, lorsqu'il a été attribué à chaque action une somme totale de vingt-cinq francs, il est, sur le surplus des produits, fait distraction de quinze pour cent qui sont répartis par le conseil d'administration entre les employés de la compagnie, en proportion des traitements ou en raison des services, d'après les bases arrêtées par l'assemblée générale.

53. S'il arrivait que, dans le cours d'une ou de plusieurs années, les produits nets de l'entreprise fussent insuffisants pour opérer les prélèvements mentionnés sous les numéros un et deux de l'article précédent, il y serait pourvu au moyen de la garantie accordée par l'État à la société en exécution de la loi du 15 juillet 1840, et du décret du 27 mars 1852.

54. Si, enfin, les produits bruts d'une année venaient à être insuffisants pour couvrir les charges sociales énoncées en l'article 50 ci-dessus, les sommes

versées par l'État, en exécution de sa garantie, seront employées à couvrir le déficit, et l'excédant seul sera affecté, 1° à servir l'amortissement du capital social; 2° à servir au centime le franc l'intérêt dû aux actions.

55. Lorsque l'État aura, à titre de garant, payé tout ou partie de l'annuité de six millions garantie, les produits nets de l'entreprise excédant trois pour cent seront, les années suivantes, exclusivement employés au remboursement des sommes versées par l'État.

56. Lorsque l'État aura été ainsi remboursé des sommes qu'il aura pu payer en exécution de la garantie ci-dessus exprimée, s'il était arrivé que, dans le cours d'une ou de plusieurs années, les actions n'eussent pas reçu l'intérêt de trois pour cent qui leur est dû, ou que le service de l'amortissement eût éprouvé quelque altération, les produits libres destinés à être répartis à titre de dividende seraient employés jusqu'à due concurrence, et avant toute répartition du dividende, à compléter, 1° à l'amortissement, son annuité; 2° à toutes les actions, l'intérêt de trois pour cent, pour les années où ces annuités et ces intérêts n'auraient été servis qu'incomplètement.

57. Après l'acquiescement des sommes qui pourraient rester dues, soit à l'État pour remboursement des versements qu'il aurait faits comme garant, soit aux actionnaires pour complément de leur intérêt de trois pour cent, les produits nets de l'entreprise seront, chaque année, jusqu'à l'expiration de la concession, intégralement distribués entre les porteurs d'actions à raison de un trois cent millièmes par action, sauf, le cas échéant, le prélèvement en faveur des employés autorisé par le dernier paragraphe de l'article 51.

58. Le paiement des intérêts et dividendes se fait au siège de la société.

Tous intérêts et dividendes qui n'ont pas été touchés à l'expiration de cinq années après l'époque de leur paiement dûment annoncée dans deux journaux d'annonces légales du département de la Seine sont acquis à la société, conformément à l'article 2177 du Code civil.

59. Le fonds d'amortissement se compose : 1° du prélèvement annuel stipulé en l'article 52 qui précède; 2° des intérêts afférents aux actions amorties; 3° de l'intérêt des sommes non encore employées en rachat d'actions; ce fonds est employé, chaque année au remboursement d'un nombre d'actions déterminé par le tableau annexé aux présents statuts.

60. La désignation des actions à amortir aura lieu au moyen d'un tirage au sort, qui se fera publiquement, chaque année, à Paris, aux époques fixées par le tableau d'amortissement annexé aux présents statuts et suivant la forme arrêtée par le conseil d'administration.

61. Les numéros des actions désignées par le sort pour être remboursées sont publiés dans deux journaux d'annonces légales.

TITRE VI.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES. — MODIFICATIONS. — LIQUIDATION.

62. Si l'expérience faisait reconnaître la convenance d'apporter quelques modifications ou additions aux présents statuts, l'assemblée générale est autorisée à y pourvoir dans la forme déterminée par les articles 46 et 47 qui précèdent.

Les délibérations qui seraient prises en conséquence ne seront exécutoires qu'après avoir été approuvées par le Gouvernement.

Tous pouvoirs sont donnés d'avance au conseil d'administration délibérant à la majorité absolue des voix, à l'effet de consentir les changements que le Gouvernement jugerait nécessaire d'apporter aux modifications et états par

l'assemblée générale. Le directeur est autorisé à passer tous actes en conséquence.

63. Lors de la dissolution de la société, l'assemblée générale, sur la proposition du conseil d'administration, déterminera le mode de liquidation à suivre.

64. À l'expiration de la concession, les sommes existantes dans la caisse de la société et les valeurs provenant de la liquidation serviront, avant toute répartition aux actionnaires, à mettre le chemin en état d'être livré au Gouvernement dans les conditions déterminées par le cahier des charges de la concession.

TITRE VII.

CONTESTATIONS.

65. Toutes les contestations qui pourront s'élever pendant la durée de la société ou lors de sa liquidation, soit entre les actionnaires et la société, soit entre les actionnaires eux-mêmes, et à raison des affaires sociales, seront jugées par les arbitres, conformément aux articles 51 et suivants du Code de commerce.

66. Dans le cas de contestations, tout actionnaire doit faire élection de domicile à Paris, et toutes notifications et assignations sont valablement faites au domicile par lui élu, sans avoir égard à distance de la demeure réelle.

À défaut d'élection de domicile, cette élection a lieu de plein droit, pour les notifications judiciaires, au parquet de M. le procureur de la République près le tribunal de première instance du département de la Seine.

Le domicile élu formellement ou implicitement, comme il vient d'être dit, entraînera attribution de juridiction aux tribunaux compétents du département de la Seine.

TITRE VIII.

MANDAT SPÉCIAL.

67. Indépendamment des attributions déterminées par l'article 23 ci-dessus, le conseil d'administration est chargé particulièrement de pourvoir à l'exécution du chemin de fer et de ses dépendances ; à cet effet il peut choisir le mode qui lui paraît le plus favorable, tant pour l'acquisition des terrains que pour l'achat des matières, la conduite des travaux et la fourniture du matériel nécessaire à l'exploitation de l'entreprise. Il autorise les acquisitions et ventes de tous biens meubles et immeubles, la mise en adjudication de tout ou partie des travaux, et des traités à forfait pour tout ou partie de l'entreprise. Il est investi des mêmes pouvoirs pour l'exécution des prolongements ou embranchements qui pourront être ultérieurement concédés à la compagnie.

68 et dernier. Tous pouvoirs sont donnés au porteur d'une expédition des présentes pour les faire publier partout où besoin sera.

Donné acte :

Fait et passé, à Paris, en la demeure de M. Didion,

L'an 1852, le 24 août.

Et a, le comparant, signé avec les notaires après lecture faite.

Ensuite est écrit : « enregistré à Paris, cinquième bureau, le 24 août 1852, folio 65 verso, case première. Reçu cinq francs, décime cinquante centimes.

« Signé Morin. »

Vu pour être annexé au décret du 27 septembre 1852, enregistré sous le n° 1878.

Le Ministre de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce,
Signé F. DE PERMANY.

N° 7308. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre de la justice, chargé par intérim des fonctions de ministre des finances) portant,

1° Que le quart juste de la contenance totale du bois des Adrechs, appartenant à la commune du Plan-d'Aubs (Var), sera distrait pour former la réserve, et séparé du surplus par des fossés ou par des bornes;

2° Que le surplus s'exploitera en dix-huit coupes ordinaires, dans une révolution de dix-huit années. (Du 21 Août 1852.)

N° 7309. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre de la justice, chargé par intérim des fonctions de ministre des finances) portant ce qui suit :

Le quart juste de la contenance totale des bois communaux de Saint-Quire (Ariège), à prendre dans le canton la Sola-del-Riou-de-Calerst, sera distrait pour former la réserve, conformément aux dispositions de l'article 93 du Code forestier; le surplus s'exploitera en seize coupes annuelles, dans une révolution transitoire de seize ans. A l'expiration de cette révolution, l'administration des forêts fera de nouvelles propositions pour l'aménagement définitif de ces bois. (Du 21 Août 1852.)

N° 7310. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre de la justice, chargé par intérim des fonctions de ministre des finances) portant que le quart de réserve à établir dans les bois communaux de Coursegoules (Var), en exécution de l'article 93 du Code forestier, sera pris dans les cantons de Bramasan et du Colombier et dans la partie ouest du canton de Viaire. (Du 21 Août 1852.)

N° 7311. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre de la justice, chargé par intérim des fonctions de ministre des finances) portant :

ART. 1^{er}. Un agent ou un arpenteur forestier, désigné à cet effet, procédera immédiatement, et d'après les instructions de l'administration des forêts, aux opérations relatives à l'aménagement de la totalité des bois appartenant à la commune de la Chapelle (Ardennes). Le quart juste de la contenance de ces bois, à prendre dans la partie sud, sera distrait pour former la réserve, conformément aux dispositions de l'article 93 du Code forestier; le surplus, divisé en douze coupes ordinaires, s'exploitera dans une révolution de vingt-quatre années, et par douzième tous les deux ans : ces coupes seront fixées sur le terrain, et désignées sur le plan par des numéros et par le nombre d'hectares dont chacune d'elles se composera.

2. Ces opérations seront constatées par des procès-verbaux et des plans dont expéditions devront être remises à l'administration des forêts, au conservateur, à l'agent chef de service et à la commune propriétaire. (Du 21 Août 1852.)

N° 7312. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre de la justice, chargé par intérim des fonctions de ministre des finances) qui autorise la commune de Guinzeling (Meurthe) à défricher deux hectares de ses bois, à la suite du défrichement autorisé par le décret du 28 août 1851. (*Du 25 Août 1852.*)

N° 7313. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre de la justice, chargé par intérim des fonctions de ministre des finances) portant que :

1° Que l'administration des forêts est autorisée à délivrer à la commune de Gunsbach une coupe extraordinaire de trois hectares, à prendre au canton Hoffie, dépendant des bois communaux du lieu.

2° Que l'exploitation de cette coupe aura lieu conformément aux dispositions générales prescrites tant par le Code forestier que par l'ordonnance réglementaire du 1^{er} août 1827. (*Du 28 Août 1852.*)

N° 7314. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre de la justice, chargé par intérim des fonctions de ministre des finances) portant :

ART. 1^{er}. Un agent ou un arpenteur forestier, désigné à cet effet, procédera immédiatement, et d'après les instructions de l'administration des forêts, aux opérations relatives à l'aménagement de la totalité des bois appartenant à la commune de Mignaffaus. Le quart juste de la contenance de ces bois, à prendre dans le canton de Charmoy et dans la partie nord du canton de Fahys, sera distrait pour former la réserve, conformément aux dispositions de l'article 93 du Code forestier; le surplus, divisé en vingt-cinq coupes ordinaires, s'exploitera dans une révolution d'un même nombre d'années : ces coupes seront fixées sur le terrain et désignées sur le plan par des numéros et par le nombre d'hectares dont chacune d'elles se composera.

2. Ces opérations seront constatées par des procès-verbaux et des plans, dont expéditions devront être remises à l'administration des forêts, au conservateur, à l'agent chef de service et à la commune propriétaire. (*Du 28 Août 1852.*)

N° 7315. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre de la justice, chargé par intérim des fonctions de ministre des finances) portant,

1° Que l'administration des forêts est autorisée à délivrer à la commune de Fresnes-au-Mont (Meuse), une coupe extraordinaire de quatorze hectares soixante-trois ares, à prendre dans la partie la plus âgée du quart de réserve de la forêt communale du lieu;

2° Que la vente et l'exploitation de cette coupe auront lieu en trois années consécutives, par portions égales, et conformément aux dispositions générales prescrites tant par le Code forestier que par l'ordonnance réglementaire du 1^{er} août 1827. (*Du 1^{er} Septembre 1852.*)

N° 7316. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre de la justice, chargé par intérim des fonctions de ministre des finances) portant :

Art. 1^{er}. Les habitants de la commune d'Ibos (Hautes-Pyrénées) sont autorisés, pendant cinq ans, à faire pacager leurs bêtes à laine dans les cantons de bois qui seront reconnus défensables par les agents forestiers locaux, à la charge, par lesdits habitants, de se conformer aux dispositions des articles de la huitième section du titre III du Code forestier, et à celles des articles 118, 119 et 120 de l'ordonnance réglementaire du 1^{er} août 1827; de faire chaque année, aux temps et saison convenables, dans les cantons indiqués, les améliorations qui seront reconnues nécessaires par les agents forestiers, pour réparer ou prévenir les dommages qui pourraient résulter de l'exercice du pacage.

La commune d'Ibos sera, en outre, tenue de satisfaire aux conditions spéciales que l'administration des forêts déterminera.

2. Le nombre des bêtes à laine admises au parcours ne pourra excéder celui qui sera fixé par les agents forestiers, et publié avec les états des cantons défensables.

3. Cette autorisation sera révoquée pour cause d'abus ou d'incompatibilité du pacage avec la prospérité du bois où il sera exercé. (Du 1^{er} Septembre 1852.)

N° 7317. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre de la justice, chargé par intérim des fonctions de ministre des finances) portant :

ART. 1^{er}. La forêt domaniale de Gundersberg (Moselle), d'une contenance de neuf cent trois hectares dix-huit ares, non compris vingt-six hectares trente-six ares de routes, tranchées et terrains, annexés aux maisons forestières, sera divisée en trois séries d'aménagement, et ramenée à l'état de futaie régulière, dans une révolution transitoire de cent vingt ans, partagée, savoir :

En trois périodes de quarante ans, pour la première série dite de *Teufelsbrück*, contenant trois cent vingt-huit hectares vingt-quatre ares;

En quatre périodes de trente ans, pour la deuxième série dite de *Gundersberg*, contenant trois cent six hectares cinquante et un ares;

En six périodes de vingt ans, pour la troisième série dite de *Nassenwald*, contenant deux cent soixante-huit hectares quarante-trois ares.

Cette forêt sera exploitée par la méthode des éclaircies et du réeensemencement naturel, conformément au plan d'exploitation approuvé par l'administration des forêts.

2. La possibilité annuelle, pour la première période de chaque série, est fixée comme il suit :

1^{re} Produits principaux, fixation par volume :

1 ^{re} série..	Coupes de régénération.....	900 stères.	} 1,150 stères.
	Extractions d'arbres.....	250	
2 ^e série..	Coupes de régénération.....	900	} 1,350
	Extractions d'arbres.....	400	

TOTAL..... 2,500

2° Produits intermédiaires, fixation par contenance :

Première série, pour quarante ans, en deux sous-périodes de vingt ans, dix hectares trente et un ares ;

Deuxième série, pour trente ans, en deux sous-périodes de quinze ans, quinze hectares ;

Troisième série, pour vingt ans, en une seule période ; treize hectares quarante-deux ares.

3. Les coupes définitives arriérées dans la troisième série, évaluées à deux mille trois cent vingt-trois stères, seront exploitées, à titre de produits principaux, en cinq années consécutives, à partir de 1853.

4. Il sera pourvu ultérieurement à la fixation de la possibilité pour les autres périodes déterminées. (Du 1^{er} Septembre 1852.)

N° 7318. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) portant :

ART. 1^{er}. L'Administration des forêts est autorisée à délivrer aux communes et établissements propriétaires de bois dans le département de la Meuse les coupes extraordinaires ci-après désignées, savoir :

NOMBRES DES ARTICLES.	NOMS des communes propriétaires de bois.	SITUATION et nature des coupes extraordinaires.				CONDITIONS sous lesquelles les exploitations devront avoir lieu.
		Noms des cantons où les coupes seront assises.	Étendue des coupes à exploiter par contenance.	Nombre d'arbres à exploiter en jardinant ou par claircie.	Quantité de stères sans dési- gnation du nombre d'arbres.	
1	Rouvrais- sur-Meuse.	Les anciennes coupes n° 6 et 29.	h. ar. 4 31	"	"	A vendre en six années consécutives et par portions égales à partir de 1853. A vendre en trois années consécutives et par portions égales.
2	Cesse	Les Maréchaux	2 00	"	"	
3	Varennes...	La réserve	46 24	"	"	
4	Bonzée	Idem	15 00	"	"	
5	Villers- sous-Pareid.	Idem	6 00	"	"	

2. La vente ou la délivrance en nature et l'exploitation des coupes extraordinaires ci-dessus mentionnées auront lieu conformément aux dispositions générales prescrites tant par le Code forestier que par l'ordonnance réglementaire du 1^{er} août 1827, et les communes et établissements publics propriétaires seront tenus de faire effectuer les travaux d'amélioration et d'entretien reconnus nécessaires par les agents forestiers.

3. La demande de la commune de Villers-sous-Pareid, tendant à obtenir la délivrance par anticipation d'une coupe ordinaire de ses bois, est rejetée. (Du 8 Septembre 1852.)



Certifié conforme :
Paris, le 26 ' Octobre 1852,
*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire
d'état au département de la Justice ,*
ABBATUCCI.

. Cette date est celle de la réception du Bulletin
au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Imprimerie nationale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

PARTIE SUPPLÉMENTAIRE.

N° 277.

N° 7319. — *DÉCRET relatif au service des Pompes funèbres dans la ville de Paris.*

Du 2 Octobre 1852.

LOUIS-NAPOLÉON, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'intérieur ;

Vu le titre V du décret du 23 prairial an XII (1) sur les sépultures, les décrets des 18 mai 1806 (2) et 30 décembre 1809 (3) ;

Le décret du 18 août 1811 (4) et l'ordonnance royale du 11 septembre 1842 (5), relatifs au service des pompes funèbres de la ville de Paris ;

L'avis du ministre de l'instruction publique et des cultes ;

Le Conseil d'état entendu ,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. L'entreprise du service ordinaire et extraordinaire des pompes funèbres dans la ville de Paris sera mise en adjudication aux enchères publiques, dans les formes prescrites par le cahier des charges. Les droits à percevoir pour le service et les fournitures à faire, soit par les fabriques et consistoires, soit par l'adjudicataire, seront réglés conformément au tarif ci-annexé.

(1) 1^{re} série, Bull. 5, n° 25.

(2) 1^{re} série, Bull. 91, n° 1550.

(3) 1^{re} série, Bull. 303, n° 5777.

(4) 1^{re} série, Bull. 386, n° 7169.

(5) 1^{re} série, partie suppl. Bull. 646, n° 17,315.

En conséquence, le tarif approuvé par l'ordonnance royale du 11 septembre 1842 sera considéré comme nul et non avenu.

2. Le prélèvement pour la bourse commune établi par l'article 8 du décret du 18 août 1811, qui avait été fixé par l'ordonnance du 11 septembre 1842 à cinquante pour cent des sommes versées par l'adjudicataire dans la caisse de chacune des fabriques des églises catholiques de Paris, sera maintenu à ce dernier taux.

3. Dans le délai d'un mois à partir de la date du présent décret, le préfet de la Seine soumettra à l'approbation du ministre de l'intérieur un projet de règlement concernant la nomination et le service des ordonnateurs des pompes funèbres et des porteurs, ainsi que les obligations de ces agents tant envers l'administration qu'envers l'entrepreneur.

4. Les ministres de l'intérieur et de l'instruction publique et des cultes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Montpellier, le 2 Octobre 1852.

Signé LOUIS-NAPOLÉON.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé F. DE PERSIGNY.

Tarifs des Droits et Frais à payer pour le service et la pompe des sépultures dans la ville de Paris.

DÉSIGNATION DES OBJETS.	TARIFS	
	n° 1.	n° 2.
PREMIÈRE PARTIE.		
SERVICE ORDINAIRE ET SERVICE EXTRAORDINAIRE.		
CHAPITRE I^{er}.		
SERVICE ORDINAIRE.		
TRANSPORTS.		
Tout transport donne lieu au paiement d'une taxe qui est versée dans la caisse municipale pour faire face aux dépenses du service ordinaire. Cette taxe, portée à la suite de chaque classe de l'entreprise pour une somme fixe, est versée à la mairie. Les transports qui ne sont point précédés d'une cérémonie funèbre sont assujettis au paiement de la taxe de la cinquième classe. Tout autre transport pour lequel on ne réclame pas le service extraordinaire est soumis au paiement d'une taxe fixe de	6 ^{fr} 00 ^c	

DÉSIGNATION DES OBJETS.

TARIFS

n° 1.

n° 2.

CERCUEILS ORDINAIRES.

Pour le cercueil d'un enfant de deux ans et au-dessous.....	2 ^f 00 ^c
Pour celui d'un enfant au-dessus de deux ans jusqu'à sept ans accomplis.....	3 00
Pour celui d'une personne au-dessus de sept ans, à cinq pans....	5 00
Idem à six pans.....	6 00
Idem à huit et dix pans et de la plus forte dimension.....	8 00

NOTA. Pour les cercueils de chêne, plomb et sapin, voir le tarif spécial de ces fournitures.

CHAPITRE II.

SERVICE EXTRAORDINAIRE.

NOTA. Le service extraordinaire, divisé en neuf classes, se compose, dans chaque classe, de deux sections :

1^{re} SECTION. — *Cérémonie religieuse.*

2^e SECTION. — *Service par l'entreprise.*

Les deux sections du service sont indépendantes l'une de l'autre ; les familles ne sont donc pas obligées de les demander simultanément, ni de prendre la même classe pour les deux sections.

Chaque section comprend :

D'une part, le *tarif de la classe* ;

D'autre part, celui des *objets supplémentaires spéciaux à la classe.*

Le tarif de la classe se divise en deux ordres ou colonnes pour chacune des sept premières classes.

Ce tarif est fixe et indivisible pour les deux paragraphes formant la première section (*cérémonie religieuse*). Les familles ne peuvent que refuser la section entière, ou choisir entre la colonne n° 1 et celle n° 2.

Pour la deuxième section (*service par l'entreprise*), les familles peuvent rejeter en entier, mais seulement par ensemble, les divisions ou paragraphes qui composent la section entière, à l'exception toutefois du cortège et du catafalque, s'il y avait service religieux à l'église ou au temple. Elles peuvent choisir à leur gré entre les divisions ou paragraphes de la colonne n° 1 et ceux de la colonne n° 2 ; mais elles ne peuvent retrancher isolément aucun des objets qui composent chaque division ou paragraphe. Dans aucun cas, elles n'ont la faculté de prendre ni dans les classes supérieures, ni dans les classes inférieures, aucun des articles qui y sont inscrits.

A l'égard du *tarif des objets supplémentaires spéciaux*, les familles peuvent, par addition, choisir, dans la classe adoptée par elles, tels des objets qu'elles jugeront à propos de demander.

Les demandes auxquelles, par suite d'insuffisance du personnel ou autrement, il ne pourrait être satisfait complètement, donneront lieu, sur le montant de la classe, à la réduction du prix pour lequel est portée au tarif chaque partie du service non effectué. Toute quittance émanant, soit de l'église, soit de l'entrepreneur, devra être donnée sur formule imprimée reproduisant la classe qui aura été demandée.

(Ce nota doit être porté en tête des formules ou feuilles de commande dans toutes les classes.)

DÉSIGNATION DES OBJETS.	TARIFS	
	n° 1.	n° 2.
1^{re} CLASSE.		
TARIF DE LA CLASSE.		
1^{re} SECTION.		
CÉRÉMONIE RELIGIEUSE.		
1^{er} Personnel.		
1. Droit curial.....	8 ^f 00 ^e	8 ^f 00 ^e
2. Présence de M. le curé.....	16 00	16 00
3. Présence de deux vicaires.....	8 00	8 00
4. Présence de dix-huit prêtres.....	54 00	54 00
5. Six chantes à 2 francs.....	12 00	12 00
6. Deux serpens à 2 francs.....	4 00	4 00
7. Huit clercs à 1 franc.....	8 00	8 00
8. Dix enfants de chœur à 1 franc.....	10 00	10 00
9. Un prêtre sacristain.....	3 00	3 00
10. Un régulateur-receveur des convois.....	9 00	9 00
11. Un garçon de sacristie.....	2 00	2 00
12. Deux suisses à 2 francs.....	4 00	4 00
13. Deux bedeaux à 2 francs.....	4 00	4 00
14. Un porte-croix.....	2 00	2 00
15. Honoraires supplémentaires pour le chant dit <i>contre-point</i> , avec le faux bourdon.....	60 00	60 00
16. Pour l'orgue.....	20 00	20 00
17. Offrande. (L'offrande étant de sa nature volontaire, le chiffre ne peut être fixé.).....	Mémoire.	Mémoire.
18. Grand'messe : le célébrant.....	6 00	6 00
19. Diacre et sous-diacre.....	6 00	6 00
20. Trois prêtres pour la conduite du corps au cimetière de l'ar- rondissement.....	30 00	30 00
21. Deux enfants de chœur.....	2 00	2 00
22. Un suisse.....	2 00	2 00
23. Un bedeau.....	2 00	2 00
TOTAL du personnel.....	272 00	272 00
2^o Matériel.		
24. A l'autel, vingt-quatre cierges, cire fine, de 3/8 ^e de kilogramme (3/4 de livre, à 8 francs le kilogramme).....	72 00	72 00
25. Autour du corps, cinquante cierges, cire fine, de 3/8 ^e de ki- logramme, à 3 francs chacun.....	150 00	150 00
26. Onze kilogrammes de cire fine pour le clergé, à 8 francs le kilogramme.....	88 00	88 00
27. Ornaments les plus riches.....	40 00	40 00
28. Chandeliers d'autel, acolytes, croix et bénitier.....	20 00	20 00
29. Grande tenture de fond d'autel.....	15 00	15 00
30. Couverture du tabernacle et des gradins.....	5 00	5 00
31. Parement au devant de l'autel.....	3 00	3 00
32. Couverture des sièges des célébrants.....	4 00	4 00
33. Tapis du sanctuaire et du pupitre.....	2 00	2 00
34. Il sera payé à la fabrique, pour les lumières de chaque candé- labre, 15 francs ; pour le maximum de quatre ou de deux..	60 00	30 00
35. Pour les lumières de chaque lustre, 10 francs ; pour dix ou six au maximum.....	100 00	60 00

DÉSIGNATION DES OBJETS.	TARIFS	
	n° 1.	n° 2.
36. Pour les lumières de chaque girandole, 5 francs ; pour quatre au maximum.....	20 ^f 00 ^c	20 ^f 00 ^c
37. Une volée d'une seule cloche à l'entrée du corps.....	2 50	2 50
38. Une volée à la sortie.....	2 50	2 50
TOTAL pour le matériel.....	584 00	514 00
TOTAL DE LA 1 ^{re} SECTION.....	856 00	786 00
2 ^e SECTION.		
SERVICE PAR L'ENTREPRISE.		
1 ^o A la maison mortuaire.*		
1. Tenture du péristyle et de la face extérieure de la maison. . .	100 00	100 00
2. Bandeau frangé et galonné en argent à la tenture extérieure. .	24 00	24 00
3. Ornement en argent couronnant la tenture.....	24 00	24 00
4. Une paire de rideaux frangés et galonnés en argent avec patères et embrasses.....	24 00	24 00
5. Draperie à l'antique appliquée sur la tenture avec patères et embrasses.....	30 00	30 00
6. Bandeau frangé et galonné en argent pour le dessous de porte. .	24 00	24 00
7. Estrade à trois gradins couverte d'un tapis.....	24 00	24 00
8. Dais avec draperies et rideaux frangés et galonnés surmontant l'estrade.....	50 00	50 00
9. Autel avec devant d'autel et garniture frangées et galonnées en argent.....	30 00	30 00
10. Quatre ou deux candélabres ou cassolettes avec flammes, à 20 francs chacun.....	80 00	40 00
11. Drap mortuaire en velours de soie, parsemé d'étoiles brodées en argent, bordé de galons et franges à torsades en argent. .	40 00	40 00
12. Vingt-quatre chandeliers argentés.....	24 00	24 00
13. Vingt-quatre souches garnies de la bougie nécessaire pour la temps de l'exposition.....	24 00	24 00
14. Une croix et un bénitier argentés.....	3 00	3 00
15. Soie avec housse en drap ornée d'étoiles, franges et galons en argent, pour poser le bénitier.....	12 00	12 00
16. Coussin en velours, galonné en argent, pour poser le crucifix.....	10 00	10 00
17. Pièce de fond à croix, galonnée en argent.....	16 00	16 00
TOTAL de la maison mortuaire...	539 00	499 00
Dans le cas où la personne décédée appartiendrait au culte protestant ou au culte israélite, le total ci-dessus serait réduit des objets qui, pour ce motif, ne seraient pas demandés.		
2 ^o Cortège.		
18. Quatre ou deux maîtres de cérémonie à 12 francs chacun . . .	48 00	24 00
19. Corbillard à galerie argentée, à impériale à cinq plumets, avec garniture ornée de broderies, franges à torsades et galons en argent, attelage à six ou à quatre chevaux avec harnais drapés et plumets.....	300 00	250 00
20. Six ou quatre caparaçons en drap ornés d'étoiles et galons en argent.....	144 00	96 00
21. Deux livrées galonnées en argent pour le cocher du corbillard et le postillon.....	30 00	30 00
22. Guides argentées.....	12 00	12 00
23. Aiguillettes pour le cocher et le postillon, à 5 francs l'une... .	10 00	10 00
24. Quatorze ou dix voitures drapées, à 20 francs chacune.....	280 00	200 00

DÉSIGNATION DES OBJETS.	TARIFS	
	n° 1.	n° 2.
25. Livrées galemanées en argent pour les cochers des voitures, à 15 francs chacune.....	210 ^f 00 ^c	150 ^f 00 ^c
26. Aiguillettes pour les mêmes, à 5 francs chacune.....	70 00	50 00
27. Cravates tressées pour les chevaux des voitures, par paire de chevaux, 10 francs.....	140 00	100 00
28. Cocardes aux chevaux des voitures, chaque paire, 8 francs..	112 00	80 00
29. Guides argentées, pour chaque voiture 6 francs.....	84 00	60 00
30. Décors de la voiture du clergé.....	25 00	25 00
31. Décors de la voiture de la famille.....	25 00	25 00
32. Harnais drapés, pour chaque voiture 10 francs.....	140 00	100 00
33. Barres ornées pour porter le corps.....	6 00	6 00
TOTAL pour le cortège.....	1,636 00	1,218 00
S'il n'y avait pas d'exposition, on ajoutait aux objets indiqués dans le paragraphe, le drap mortuaire, soit 40 francs.		
3° A l'église ou au temple.		
5 1 ^{er} . — Portail.		
34. Tenture du portail.....	60 00	60 00
35. Bandeau frangé et galonné en argent.....	24 00	24 00
36. Ornement en argent couronnant la tenture.....	30 00	30 00
37. Une paire de rideaux frangés et galonnés en argent avec patènes et embrasses.....	24 00	24 00
38. Draperie à l'antique.....	30 00	30 00
TOTAL pour le portail.....	168 00	168 00
6 2 ^e . — Tenture intérieure.		
39. Tenture à raison de 40 centimes le mètre superficiel; maximum.....	600 00	600 00
40. Franges et galons à la tenture (3/10 ^{es} du prix de la tenture); maximum.....	180 00	180 00
41. Ornement couronnant la tenture (4/10 ^{es} du prix de celle-ci); maximum.....	240 00	240 00
Le prix indiqué sous les numéros 39, 40 et 41, est un maximum établi sur les dimensions de la tenture nécessaire à la décoration de l'église qui comporte l'emploi de la plus grande quantité (la Madeleine); mais il sera réduit selon les dimensions de chaque église ou temple, conformément au tableau ci-annexé.		
42. Litre en velours frangé et galonné en argent ou bordée d'hermine, le mètre courant, quelle que soit la largeur, 4 francs; maximum deux cent soixante mètres.....	1,040 00	"
43. Palmes sur les tentures intérieures, chacune 4 francs; trente au maximum.....	120 00	"
44. Couvertures de stalles, chaque stalle 1 franc; cent vingt ou soixante au maximum.....	120 00	60 00
45. Tapis de pied, chaque mètre superficiel 50 centimes; maximum mille ou cinq cents mètres.....	500 00	250 00
46. Cent chaises garnies couvertes de housses noires galonnées en fil blanc, à 1 fr. 50 cent. chacune.....	150 00	150 00
47. Cent housses noires galonnées en fil blanc pour chaises basses, à 75 centimes chacune.....	75 00	75 00
TOTAL pour la tenture intérieure...	3,025 00	1,555 00

DÉSIGNATION DES OBJETS.	TARIFS	
	n° 1.	n° 2.
§ 3. — Catafalque.		
48. Grand soubassement avec garniture brodée en argent, surmonté d'une estrade avec représentation, ou dais à colonnes avec draperies et rideaux frangés et galonnés en argent, et plumets.....	300 ^f 00 ^e	300 ^f 00 ^e
49. * Dans les églises ou temples qui ne comportent pas l'emploi du grand soubassement, il pourra être fait usage, soit de petit soubassement dont le prix est de 150 francs, soit même de l'estrade à trois gradins dont le prix est de 20 francs, s'il n'y avait place pour le petit soubassement. Le chiffre de 300 francs ci-dessus serait alors réduit au prix de l'objet fourni.		
49. aldaquin suspendu à la voûte de l'église au-dessus du dais, avec rideaux, draperies bordées en hermine, plumets en autruche.....	250 00	"
50. Drap mortuaire en velours de soie, à croix, orné de broderies, franges à torsades, et galons en argent.....	40 00	40 00
51. Cinquante chandeliers argentés garnissant les gradins du soubassement ou du dais.....	50 00	50 00
52. Quatre statues allégoriques.....	100 00	100 00
53. Quatre cassolettes ou candélabres garnis de flammes.....	80 00	80 00
54. Lampe funéraire, chaque bec 1 franc, cent becs au maximum.....	100 00	100 00
TOTAL pour le catafalque.....	920 00	670 00
TOTAL DE LA 2 ^e SECTION.....	6,288 00	4,110 00
TAXE municipale.....	40 00	40 00
ARTICLES ET OBJETS SUPPLÉMENTAIRES		
SPÉCIAUX DE LA 1^{re} CLASSE.		
1^{re} SECTION.		
CÉRÉMONIE RELIGIEUSE.		
1^{er} Personnel.		
1. Un prêtre veilleur de jour et de nuit, pendant vingt-quatre heures.....	18 00	
2. Au delà des vingt-quatre heures, chaque heure.....	1 00	
Si la conduite a lieu dans un cimetière autre que celui de l'arrondissement de la paroisse du défunt, il sera payé, outre la rétribution allouée à la classe :		
3. A chaque prêtre.....	2 00	
4. A chaque enfant de chœur.....	0 50	
5. A chaque suisse.....	0 50	
6. A chaque bedeau.....	0 50	
Si la conduite a lieu dans un cimetière autre que ceux de la ville de Paris et hors de cette ville, il sera payé, outre la rétribution allouée à la classe, lorsque la distance n'excédera pas un myriamètre :		
7. A chaque prêtre.....	4 00	

DÉSIGNATION DES OBJETS.	TARIFS	
	n° 1.	n° 2.
8. A chaque enfant de chœur.....	1' 00°	
9. A chaque suisse.....	1 00	
10. A chaque bedeau.....	1 00	
Si la distance excède un myriamètre, il sera traité de gré à gré avec les familles.		
2° Matériel.		
Pour les veilles à la maison mortuaire, lorsque les familles n'auront point commandé de chambre ardente à l'entreprise, il sera payé pour chaque cierge fourni dans la chambre mortuaire :		
11. Lorsqu'il s'agira d'un 1/2 kilogramme.....	4 00	
12. Lorsqu'il s'agira de 3/8 ^m de kilogramme.....	3 00	
13. Pour chaque chandelier.....	1 00	
14. Pour croix et bénitier.....	2 00	
15. Il sera payé à la fabrique pour une volée d'une cloche à l'angélus du matin et à celui du soir.....	5 00	
16. Il sera payé à la fabrique pour chaque volée en sus.....	2 50	
2° SECTION.		
SERVICE PAR L'ENTREPRISE.		
1° A la maison mortuaire.		
1. Tenture d'appartement, chaque mètre superficiel.....	0 50	
2. Bandes frangés et galonné en argent sur la tenture.....	24 00	
3. Rideaux frangés et galonnés en argent, chaque paire.....	24 00	
4. Ornement couronnant la tenture.....	24 00	
5. Pour la menuiserie et la charpente nécessaires à la tenture d'une porte cochère, quand elle n'est point surmontée d'un plancher, ou pour emploi des appareils destinés à la pose des tentures sans clous ni échelles, lorsque les propriétaires en exigent l'emploi pour préserver leurs maisons de dégradations.....	12 00	
6. Piédestal pour poser les insignes, chacun.....	12 00	
7. Coussin en velours de soie galonné en argent pour poser les insignes, et crêpe pour les recouvrir, chacun.....	20 00	
8. Quatre cordons avec glands pour tenir les coins du drap....	10 00	
9. Un prie-Dieu garni d'une housse frangée et galonnée en argent, s'il y a un prêtre veilleur.....	24 00	
10. Un fauteuil couvert d'une housse galonnée en argent.....	6 00	
11. Un carreau en velours galonné en argent, servant à s'agenouiller.....	3 00	
12. Écusson avec chiffre brodé sur velours, chacun.....	12 00	
13. Trophée de drapaux, chacun.....	24 00	
14. Si l'on demandait que les souches prévues dans la classe fussent remplacées par des cierges, il serait payé, pour chaque cierge de cire fine de 1/2 kilogramme.....	4 00	
2° Cortège.		
15. Officiers en manteau pour porter les pièces d'honneur, chacun.....	12 00	
16. Hommes de deuil ou valets de pied, chacun.....	8 00	

DÉSIGNATION DES OBJETS.		TARIFS	
		n° 1.	n° 2.
17. Chevaux blancs, en sus du prix fixé pour le corbillard.....		30 ^f 00 ^s	
18. Écusson avec chiffre brodé sur velours, chacun.....		8 00	
19. Trophée de drapeaux, chacun.....		24 00	
20. Loyer d'un cheval de bataille.....		40 00	
21. Un crêpe frangé pour le cheval.....		24 00	
22. Selle et barnais dudit.....		25 00	
23. Deux déuyers.....		24 00	
24. Loyer d'un manteau en drap fin ou en voile, chacun.....		4 00	
3° A l'église ou au temple.			
25. Écusson avec chiffre brodé sur velours, au portail, chacun..		20 00	
26. Trophée de drapeaux au portail ou à l'intérieur, chacun....		24 00	
27. Écusson, avec chiffre brodé sur velours, sur les tentures intérieures, chacun.....		20 00	
28. Écusson au catafalque, chacun.....		8 00	
29. Piédestal pour poser les insignes, chacun.....		12 00	
30. Fautails couverts de housses noires galonnées en argent, pour les dignitaires, chacun.....		6 00	
31. Prie-Dieu garni d'une housse frangée et galonnée en argent, avec carreau en velours galonné en argent, pour les digni- taires, chacun.....		24 00	
32. Banquettes recouvertes de housses noires, pour les convois auxquels assistant les corps constitués, chaque mètre cou- rant.....		1 50	
RÉSUMÉ DE LA 1 ^{re} CLASSE.			
n° 1.			
1 ^{re} SECTION.			
Cérémonie religieuse.	Personnel..... 272 ^f	856 00	
	Matériel..... 584		
	A la maison mortuaire..... 539		
	Cortège..... 1,636		
2 ^e SECTION.			
Service	A l'église ou au temple :	6,288 00	
par l'entreprise.	Portail..... 168 ^f		
	Tenture intérieure..... 3,025		
	Catafalque..... 920		
Taxe municipale.....		40 00	
Articles et objets supplémentaires.	De la classe.....	Mémoire.	
	Fournitures réelles.....		
TOTAL pour la 1 ^{re} classe, n° 1.....		7,184 00	
n° 2.			
1 ^{re} SECTION.			
Cérémonie religieuse.	Personnel..... 272 ^f	786 00	
	Matériel..... 514		
	A la maison mortuaire..... 499		
	Cortège..... 1,218		
2 ^e SECTION.			
Service	A l'église ou au temple :	4,110 00	
par l'entreprise.	Portail..... 168 ^f		
	Tenture intérieure..... 1,555		
	Catafalque..... 670		
Taxe municipale.....		40 00	
Articles et objets supplémentaires.	De la classe.....	Mémoire.	
	Fournitures réelles.....		
TOTAL pour la 1 ^{re} classe, n° 2.....		4,936 00	

DÉSIGNATION DES OBJETS.	TARIFS	
	n° 1.	n° 2.
2° CLASSE.		
TARIF DE LA CLASSE.		
1^{re} SECTION.		
CÉRÉMONIE RELIGIEUSE.		
1^{er} Personnel.		
1. Droit curial.....	7 ^f 00 ^c	7 ^f 00 ^c
2. Présence de M. le curé.....	15 00	15 00
3. Présence de deux vicaires.....	7 00	7 00
4. Présence de quatorze prêtres.....	35 00	35 00
5. Six chantres à 2 francs chacun.....	12 00	12 00
6. Deux serpents, à 2 francs chacun.....	4 00	4 00
7. Six clercs, à 1 franc chacun.....	6 00	6 00
8. Huit enfants de chœur, à 1 franc chacun.....	8 00	8 00
9. Un prêtre sacristain.....	3 00	3 00
10. Un régulateur-receveur des convois.....	9 00	9 00
11. Un garçon de sacristie.....	2 00	2 00
12. Un suisse.....	2 00	2 00
13. Un bedeau.....	2 00	2 00
14. Un porte-croix.....	2 00	2 00
15. Honoraires supplémentaires pour le chant dit <i>contre-point</i> avec le faux bourdon.....	60 00	60 00
16. Pour l'orgue.....	20 00	20 00
17. Offrande. (L'offrande étant de sa nature volontaire, le chiffre n'en peut être fixé.).....	Mémoire.	Mémoire.
18. Grand'messe : le célébrant.....	6 00	6 00
19. Diacre et sous-diacre.....	6 00	6 00
20. Trois prêtres pour la conduite du corps au cimetière.....	24 00	24 00
21. Deux enfants de chœur.....	2 00	2 00
22. Un suisse.....	1 00	1 00
TOTAL du personnel.....	233 00	233 00
2^o Matériel.		
23. A l'autel, dix-huit cierges, cire fine, de 3/8 ^{me} de kilogramme 3/4 de livre), à 8 francs le kilogramme.....	54 00	54 00
24. Autour du corps, quarante cierges, cire fine, de 3/8 ^{me} de kilogramme.....	120 00	120 00
25. Au clergé, 7 kilogrammes 1/2 de cire fine, à 8 francs le kilogramme.....	60 00	60 00
26. Ornaments, chasubles, dalmatiques, chapes.....	35 00	35 00
27. Chandeliers d'autel, acolytes, croix et bénitier.....	18 00	18 00
28. Tenture de fond d'autel.....	15 00	15 00
29. Couverture du tabernacle et des gradins.....	5 00	5 00
30. Parolement au devant de l'autel.....	3 00	3 00
31. Couvertures des sièges des célébrants.....	3 00	3 00
32. Tapis de sanctuaire et pupitre.....	2 00	2 00
33. Il sera payé à la fabrique pour les lumières de deux <i>candelabres</i>	30 00	"
34. Pour chaque lustre, 10 francs (4 au maximum).....	40 00	"
35. Pour deux girandoles.....	10 00	"
36. Une volée d'une seule cloche à l'entrée du corps.....	2 50	2 50
37. Une volée à la sortie.....	2 50	2 50
TOTAL pour le matériel.....	400 00	320 00
TOTAL DE LA 1^{re} SECTION.....	633 00	553 00

DÉSIGNATION DES OBJETS.

TARIFS

n° 1.

n° 2.

2° SECTION.

SERVICE PAR L'ENTREPRISE.

1° A la maison mortuaire.

1. Tenture de la porte et de la face extérieure de la maison.....	100 ^f 00 ^c	100 ^f 00 ^c
2. Bandeau frangé et galonné en argent à la tenture extérieure...	24 00	24 00
3. Ornement en argent couronnant la tenture.....	24 00	24 00
4. Une paire de rideaux frangés et galonnés en argent, avec pa- tères et embrasses.....	24 00	24 00
5. Draperie à l'antique appliquée sur la tenture, avec patères et embrasses.....	30 00	30 00
6. Bandeau frangé et galonné pour le dessous de porte.....	24 00	"
7. Estrade à trois gradins et tapis.....	24 00	24 00
8. Deux candlabres ou cassolettes avec flammes, à 20 francs chacun.....	40 00	"
9. Drap mortuaire (comme dans la première classe).....	40 00	40 00
10. Dix-huit chandeliers argentés.....	18 00	18 00
11. Dix-huit souches garnies de la bougie nécessaire pour le temps de l'exposition.....	18 00	18 00
12. Croix et bénitier argentés.....	3 00	3 00
13. Socle avec housse en drap orné d'étoiles, franges et galons en argent, pour poser le bénitier.....	12 00	12 00
14. Coussin en velours galonné en argent pour poser le crucifix..	10 00	10 00
15. Pièce de fond à croix galonnée en argent.....	16 00	16 00
TOTAL de la maison mortuaire.....	407 00	343 00

Dans le cas où la personne décédée appartiendrait au culte protestant ou au culte israélite, le total ci-dessus serait réduit des objets qui, pour ce motif, ne seraient pas demandés.

2° Cortège.

16. Un maître des cérémonies.....	12 00	12 00
17. Corbillard attelé de deux chevaux, avec la garniture de la première classe.....	300 00	300 00
18. Deux caparaçons en drap, ornés d'étoiles et galons en argent.	48 00	48 00
19. Une livrée galonnée en argent pour le cocher.....	15 00	15 00
20. Guides argentées.....	6 00	6 00
21. Aiguillettes pour le cocher.....	5 00	5 00
22. Neuf ou huit voitures drapées, à 20 francs chacune.....	180 00	160 00
23. Livrées galonnées en argent pour les cochers des voitures, chacune 15 francs.....	135 00	120 00
24. Aiguillettes pour les mêmes, chacune 5 francs.....	45 00	40 00
25. Guides argentées, pour chaque voiture, 6 francs.....	54 00	48 00
26. Décors de la voiture du clergé.....	25 00	25 00
27. Décors de la voiture de la famille.....	25 00	25 00
28. Harnais drapés, pour chaque voiture, 10 francs.....	90 00	80 00
29. Barres ornées pour porter le corps.....	6 00	6 00
TOTAL pour le cortège.....	846 00	790 00

S'il n'y avait pas d'exposition, on ajouterait aux objets indiqués dans le paragraphe le drap mortuaire, soit 40 francs.

DÉSIGNATION DES OBJETS.	TARIFS	
	n° 1.	n° 2.
3° A l'église ou au temple.		
§ 1^{er}. — Portail.		
30. Tenture du portail.....	40 ^f 00 ^s	40 ^f 00 ^s
31. Bandeau frangé et galonné en argent.....	24 00	24 00
32. Ornement en argent couronnant la tenture.....	30 00	30 00
33. Une paire de rideaux frangés et galonnés en argent, avec pa- tières et embrasses.....	24 00	24 00
34. Draperie à l'antique.....	30 00	"
TOTAL pour le portail.....	148 00	118 00
§ 2. — Tenture intérieure.		
35. Tenture.....	440 00	440 00
36. Franges et galons à la tenture (3/10 ^{me} du prix de la tenture), maximum.....	132 00	132 00
37. Ornement couronnant la tenture (4/10 ^{me} du prix de celle-ci), maximum.....	176 00	"
Le prix indiqué sous les n° 35, 36 et 37 est un maximum établi sur les dimensions de la tenture nécessaire à la décora- tion de l'église qui comporte l'emploi de la plus grande quan- tité (la Madeleine); mais il sera réduit selon les dimensions de chaque église ou temple, conformément au tableau ci- annexé.		
38. Couvertures de stalles, chaque stalle, 1 franc, quarante au maximum, ou vingt.....	40 00	20 00
39. Tapis de pied, chaque mètre superficiel, 50 centimes, maxi- mum deux cents mètres ou cent mètres.....	100 00	50 00
40. Cinquante chaises garnies, couvertes de housses noires ga- lonnées en fil blanc, à 1 fr. 50 cent. chacune.....	75 00	75 00
41. Cinquante housses noires galonnées en fil blanc, pour chaises basses, à 75 centimes chacune.....	37 50	37 50
TOTAL pour la tenture intérieure...	1,000 50	754 50
§ 3. — Catafalque.		
42. Grand soubassement avec garniture galonnée en argent, sur- monté d'une estrade avec représentation, ou dais avec draperies et rideaux frangés et galonnés en argent, et plumets.....	200 00	200 00
Dans les églises ou temples qui ne comportent pas l'emploi du grand soubassement, il pourra être fait usage, soit du petit soubassement, dont le prix est de 150 francs, soit même de l'estrade à trois gradins, dont le prix est de 20 francs, s'il n'y avait place pour le petit soubassement. Le chiffre de 200 francs ci-dessus serait alors réduit au prix de l'objet fourni.		
43. Drap mortuaire, comme dans la première classe.....	40 00	40 00
44. Quarante chandeliers argentés garnissant les gradins du sou- bassement ou du dais.....	40 00	40 00
45. Quatre caserolettes ou candélabres garnis de flammes.....	80 00	"
TOTAL pour le catafalque.....	360 00	280 00
TOTAL DE LA 2 ^e SECTION.....	2,761 50	2,285 50
TAXE municipale.....	40 00	40 00

DÉSIGNATION DES OBJETS.

TARIFS

n° 1.

n° 2.

ARTICLES ET OBJETS SUPPLÉMENTAIRES
SPÉCIAUX DE LA 2^e CLASSE.1^{re} SECTION.

CÉRÉMONIE RELIGIEUSE.

1^o Personnel.

- | | |
|--|---------------------------------|
| 1. Un prêtre veilleur de jour et de nuit, pendant vingt-quatre heures..... | 15 ^f 00 ^c |
| 2. Au delà de vingt-quatre heures, chaque heure..... | 1 00 |
| Si la conduite a lieu dans un cimetière autre que celui de l'arrondissement de la paroisse du décédé, il sera payé, outre la rétribution allouée à la classe : | |
| 3. A chaque prêtre..... | 2 00 |
| 4. A chaque enfant de chœur..... | 0 50 |
| 5. A chaque suisse..... | 0 50 |
| 6. A chaque bedeau..... | 0 50 |

Si la conduite a lieu dans un cimetière autre que ceux de la ville de Paris et hors de cette ville, il sera payé, outre la rétribution allouée à la classe, lorsque la distance n'excèdera pas un myriamètre :

- | | |
|----------------------------------|------|
| 7. A chaque prêtre..... | 4 00 |
| 8. A chaque enfant de chœur..... | 1 00 |
| 9. A chaque suisse..... | 1 00 |
| 10. A chaque bedeau..... | 1 00 |

Si la distance excède un myriamètre, il sera traité de gré à gré avec les familles.

2^o Matériel.

Pour les veilles à la maison mortuaire, lorsque les familles n'auront point commandé de chambre ardente à l'entreprise, il sera payé pour chaque cierge fourni dans la chambre mortuaire :

- | | |
|---|------|
| 11. Lorsqu'il s'agira d'un 1/2 kilogramme..... | 4 00 |
| 12. Lorsqu'il s'agira de 3/8 ^{es} de kilogramme..... | 3 00 |
| 13. Pour chaque chandelier..... | 1 00 |
| 14. Pour croix et bénitier..... | 2 00 |
| 15. Aux convois où l'on demanderait à l'église une classe inférieure à celle demandée à l'entreprise, et dans le cas où la famille réclamerait des cierges supplémentaires au delà du nombre fixé dans la classe, il sera payé pour chaque cierge de 3/8 ^{es} de kilogramme..... | 3 00 |
| 16. Si l'on demandait à l'église une classe supérieure, et dans le cas où la famille réclamerait des chandeliers supplémentaires, il sera payé pour chaque chandelier..... | 1 00 |
| 17. Il sera payé à la fabrique pour une volée d'une cloche à l'engélus du matin et à celui du soir..... | 5 00 |
| 18. Il sera payé à la fabrique pour chaque volée en sus..... | 2 50 |

2^e SECTION.

SERVICE PAR L'ENTREPRISE.

1^o A la maison mortuaire.

- | | |
|--|-------|
| 1. Tenture d'appartement, chaque mètre superficiel..... | 0 50 |
| 2. Bandeau frangé et galonné en argent sur la tenture..... | 24 00 |

DÉSIGNATION DES OBJETS.		TARIFS		
		n° 1.	n° 2.	
3.	Rideaux frangés et galonnés en argent, chaque paire.....	24' 00 ^a		
4.	Ornement couronnant la tenture.....	24 00		
5.	Pour la menuiserie et la charpente nécessaires à la tenture d'une porte-cochère (dans le cas prévu à la 1 ^{re} classe)....	12 00		
6.	Piédestal pour poser les insignes, chacun.....	12 00		
7.	Coussin en velours de soie galonné en argent, pour poser les insignes, et crêpe pour les recouvrir, chacun.....	20 00		
8.	Quatre cordons avec glands, pour les coins du drap.....	10 00		
9.	Un prie-Dieu garni d'une housse frangée et galonnée en argent, s'il y a un prêtre veilleur.....	24 00		
10.	Un fauteuil couvert d'une housse galonnée en argent.....	6 00		
11.	Carreau pour s'agenouiller, en drap.....	1 50		
12.	Écusson avec chiffre brodé sur velours, chacun.....	12 00		
13.	Trophée de drapeaux, chacun.....	24 00		
14.	Si l'on demandait que les anches prévues dans la classe fussent remplacées par des cierges, il serait payé, pour chaque cierge de cire fine de 1/2 kilogramme.....	4 00		
2° Cortège.				
15.	Officiers en manteau pour porter les pièces d'honneur, chacun	12 00		
16.	Hommes de deuil ou valets de pied, chacun.....	8 00		
17.	Chevaux blancs, en sus du prix fixé pour le corbillard.....	15 00		
18.	Écusson avec chiffre brodé sur velours, chacun.....	8 00		
19.	Trophée de drapeaux, chacun.....	24 00		
20.	Loyer d'un cheval de bataille.....	40 00		
21.	Selle et harnais du cheval.....	25 00		
22.	Un crêpe frangé pour ledit.....	24 00		
23.	Deux écuyers.....	24 00		
24.	Loyer d'un manteau en drap fin ou en voile, chacun.....	4 00		
3° A l'église ou au temple.				
25.	Écusson avec chiffre brodé sur velours au portail, chacun...	20 00		
26.	Trophée de drapeaux au portail ou à l'intérieur, chacun....	24 00		
27.	Écusson avec chiffre brodé sur velours, sur les tentures intérieures, chacun.....	20 00		
28.	Écusson au catafalque, chacun.....	8 00		
29.	Piédestal pour poser les insignes, chacun.....	12 00		
30.	Fauteuils couverts de housses noires galonnées en argent pour les dignitaires, chacun.....	6 00		
31.	Prie-Dieu garni d'une housse frangée et galonnée en argent avec carreau en drap galonné en argent, pour les dignitaires, chacun.....	24 00		
RÉSUMÉ DE LA 2 ^e CLASSE.				
n° 1.				
1 ^{re} SECTION.	{ Personnel.....	233' 00 ^a	633 00	
Cérémonie religieuse.	{ Matériel.....	400 00		
	{ A la maison mortuaire.....	407 00		
	Cortège.....	846 00	2,761 50	
2 ^e SECTION.	A l'église ou au temple :			
Service	Portail.....	148' 00 ^a		
par l'entreprise.	Tenture intérieure 1,000 50	1,508 50		
	Catafalque.....	360 00		
Taxe municipale.....			40 00	
Articles et objets supplémentaires.	{ De la classe.....		Mémoire.	
	{ Fournitures réelles.....			
TOTAL pour la 2 ^e classe n° 1.....			3,434 50	

DÉSIGNATION DES OBJETS.		TARIFS	
		n° 1.	n° 2.
n° 2.			
1 ^{re} SECTION.			
Cérémonie religieuse.	Personnel..... 233 ^f 00 ^e Matériel..... 320 00 A la maison mortuaire..... 343 00 Cortège..... 790 00	553 ^f 00 ^e	
2 ^e SECTION.			
Service	A l'église ou au temple :	2,285 00	
par l'entreprise.	Portail..... 118 ^f 00 ^e Tenture intérieure. 754 50 Catafalque..... 280 00		1,152 50
Taxe municipale.....		40 00	
Articles et objets	De la classe.....	Mémoire.	
supplémentaires.	Fournitures réelles.....		
TOTAL pour la 2 ^e classe n° 2.....		2,878 50	
3 ^e CLASSE.			
1 ^{re} SECTION.			
CÉRÉMONIE RELIGIEUSE.			
1 ^{er} Personnel.			
1. Droit curial.....	6 ^f 00 ^e	6 ^f 00 ^e	
2. Présence de M. le curé.....	12 00	12 00	
3. Présence de deux vicaires.....	6 00	6 00	
4. Présence de douze prêtres.....	27 00	27 00	
5. Quatre chantres, à 2 francs chacun.....	8 00	8 00	
6. Deux serpents, à 2 francs chacun.....	4 00	4 00	
7. Quatre cierges, à 1 franc chacun.....	4 00	4 00	
8. Six enfants de chœur, à 75 centimes chacun.....	4 50	4 50	
9. Un prêtre-sacristain.....	2 50	2 50	
10. Un régulateur-receveur des convois.....	6 00	6 00	
11. Un garçon de sacristie.....	1 50	1 50	
12. Un suisse.....	1 50	1 50	
13. Un bedeau.....	1 00	1 00	
14. Un porte-croix.....	1 50	1 50	
15. Honoraires supplémentaires pour le chant dit contre-point avec le faux-bourdon, ou le chant en faux-bourdon seul...	60 00	20 00	
16. Pour l'orgue.....	20 00	20 00	
17. Offrande. (L'offrande étant de sa nature volontaire, le chiffre n'en peut être fixé.).....	Mémoire.	Mémoire.	
18. Grand'messe : le célébrant.....	3 50	3 50	
19. Diacre et sous-diacre.....	3 00	3 00	
20. Deux prêtres ou un seul prêtre pour la conduite au cimetière.	16 00	8 00	
21. Un enfant de chœur.....	1 00	1 00	
22. Un suisse.....	1 00	1 00	
TOTAL du personnel.....		190 00	142 00
2 ^e Matériel.			
23. A l'autel, douze cierges, cire fine, 3/8 ^e de kilogramme 3/4 de livres), à 8 francs le kilogramme.....	36 00	36 00	
24. Autour du corps, vingt-quatre cierges, cire fine, de 3/8 ^e de kilogramme.....	72 00	72 00	
25. Ornaments, chasubles, dalmatiques et chapes.....	20 00	20 00	
26. Tenture du fond de l'autel.....	10 00	10 00	
27. Devant d'autel, couvertures de gradins et tabernacle.....	4 00	4 00	
28. Croix, bénitier et chandelier.....	8 00	8 00	

DÉSIGNATION DES OBJETS.	TARIFS	
	n° 1.	n° 2.
29. Une volée d'une seule cloche à l'entrée du corps.....	2 ^f 50 ^c	2 ^f 50 ^c
30. Une volée à la sortie.....	2 50	2 50
TOTAL du matériel.....	155 00	155 00
TOTAL DE LA 1 ^{re} SECTION.....	345 00	297 00
2 ^e SECTION.		
SERVICE PAR L'ENTREPRISE.		
1 ^{er} A la maison mortuaire.		
1. Tenture de la porte.....	36 00	36 00
2. Bandeau frangé et galonné en argent à la tenture.....	24 00	24 00
3. Une paire de rideaux frangés et galonnés en argent, avec pa- tières et embrasses.....	24 00	24 00
4. Ornement en argent couronnant la tenture.....	24 00	"
5. Estrade à deux gradins et tapis.....	18 00	18 00
6. Drap mortuaire en velours de soie, bordé de galons et franges à torsades en argent.....	30 00	30 00
7. Douze chandeliers argentés.....	12 00	12 00
8. Douze souches garnies de la bougie nécessaire pour le temps de l'exposition.....	12 00	12 00
9. Croix et bénitier argentés.....	3 00	3 00
10. Socle orné avec housse en drap ornée d'étoiles, franges et ga- lons en argent, pour poser le bénitier.....	12 00	12 00
11. Coussin en velours ou en drap galonné en argent pour poser le crucifix.....	10 00	6 00
12. Pièce de fond à croix galonnée en argent.....	8 00	8 00
TOTAL de la maison mortuaire.....	213 00	185 00
Dans le cas où la personne décédée appartiendrait au culte protestant ou au culte israélite, le total ci-dessus serait réduit des objets qui, pour ce motif, ne seraient pas demandés.		
2 nd Cortège.		
13. Un maître des cérémonies.....	22 00	12 00
14. Corbillard à galerie bronzée, à plumets, avec garniture en drap noir, ornée d'étoiles, franges et galons en argent, attelage à deux chevaux avec plumets.....	120 00	120 00
15. Deux ceparaçons en drap noir, ornés d'étoiles et galonnés en argent.....	48 00	48 00
16. Une livrée galonnée en argent pour le cocher.....	15 00	15 00
17. Guides argentées.....	6 00	6 00
18. Aiguillettes pour le cocher.....	5 00	5 00
19. Voitures { Quatre ou trois drapées, à 20 francs chacune.. 80 ^f Trois vernies, à 15 francs..... 45	125 00	105 00
20. Aiguillettes pour les cochers de voitures, chacune 5 francs...	35 00	30 00
21. Guides argentées, pour chaque voiture, 6 francs.....	42 00	"
22. Barres ornées pour porter le corps.....	6 00	6 00
TOTAL pour le cortège.....	414 00	347 00
S'il n'y avait point d'exposition, on ajouterait aux objets in- diqués dans le paragraphe le drap mortuaire, soit 30 francs.		
3 ^o A l'église ou au temple.		
§ 1 ^{er} . — Portail.		
23. Tenture.....	24 00	24 00
24. Bandeau frangé et galonné en argent.....	24 00	24 00

DÉSIGNATION DES OBJETS.	TARIFS	
	n° 1.	n° 2.
25. Ornement en argent couronnant la tenture.....	30 ^f 00 ^c	30 ^f 00 ^c
26. Une paire de rideaux frangés et galonnés en argent, avec pa- tières et embrasses.....	24 00	24 00
TOTAL pour le portail.....	102 00	102 00
§ 2. — Tenture intérieure.		
27. Tenture.....	440 00	440 00
28. Franges et galons à la tenture (trois dixièmes du prix de la ten- ture), maximum.....	132 00	"
Le prix indiqué sous les numéros 27 et 28 est un maximum établi sur les dimensions de la tenture nécessaire à la décora- tion de l'église qui comporte l'emploi de la plus grande quan- tité (la Madeleine); mais il sera réduit selon les dimensions de chaque église ou temple, conformément au tableau ci- annexé.		
29. Tapis de pied, chaque mètre superficiel, 50 centimes, maxi- mum cent mètres.....	50 00	"
30. Cinquante housses noires galonnées en fil blanc, pour chaises ordinaires, à 75 centimes chacune.....	37 50	37 50
31. Cinquante housses noires galonnées en fil blanc, pour chaises basses.....	37 50	37 50
TOTAL pour la tenture intérieure...	697 00	515 00
§ 3. — Catafalque.		
32. Petit soubassement avec garniture ornée de galons et brode- ries en argent, surmonté de l'estrade, ou dais avec draperies et rideaux frangés et galonnés en argent.....	150 00	150 00
Dans les églises ou temples qui ne comportent pas l'emploi du petit soubassement, il pourra être fait usage de l'estrade à trois gradins, dont le prix est de 50 francs. Le chiffre de 150 francs ci-dessus serait alors réduit au prix de l'objet fourni.		
33. Drap mortuaire en velours de soie, à croix, bordé de franges à torsades et galons en argent.....	40 00	40 00
34. Vingt-quatre chandeliers argentés.....	24 00	24 00
TOTAL pour le catafalque.....	214 00	214 00
TOTAL DE LA 2 ^e SECTION.....	1,640 00	1,563 00
TAXE municipale.....	30 00	30 00
ARTICLES ET OBJETS SUPPLÉMENTAIRES SPÉCIAUX DE LA 3 ^e CLASSE.		
1 ^{re} SECTION.		
CÉRÉMONIE RELIGIEUSE.		
1 ^{er} Personnel.		
1. Un prêtre veilleur, de jour et de nuit, pendant vingt-quatre heures.....	15 00	

DÉSIGNATION DES OBJETS.	TARIFS	
	n° 1.	n° 2.
2. Au delà des vingt-quatre heures, chaque heure.....	"	
Si la conduite a lieu dans un cimetière autre que celui de l'arrondissement de la paroisse du décédé, il sera payé, outre la rétribution allouée à la classe :		
3. A chaque prêtre.....	2 ^f 00 ^c	
4. A chaque enfant de chœur.....	0 50	
5. A chaque suisse.....	0 50	
6. A chaque bedeau.....	0 50	
Si la conduite a lieu dans un cimetière autre que ceux de la ville de Paris et hors de cette ville, il sera payé, outre la rétribution allouée à la classe, lorsque la distance n'excédera pas un myriamètre :		
7. A chaque prêtre.....	4 00	
8. A chaque enfant de chœur.....	1 00	
9. A chaque suisse.....	1 00	
10. A chaque bedeau.....	1 00	
Si la distance excède un myriamètre, il sera traité de gré à gré avec les familles.		
2° Matériel.		
Pour les veilles à la maison mortuaire, lorsque les familles n'auront point commandé de chambre ardente à l'entreprise, il sera payé, pour chaque cierge fourni dans la chambre mortuaire :		
11. Lorsqu'il s'agira d'un 1/2 kilogramme.....	4 00	
12. Lorsqu'il s'agira de 3/8 ^{me} de kilogramme.....	3 00	
13. Chaque chandelier.....	1 00	
14. Pour croix et bénitier.....	1 00	
15. Aux convois où l'on demanderait à l'église une classe inférieure à celle demandée à l'entreprise, et dans le cas où la famille réclamerait des cierges supplémentaires au delà du nombre fixé dans la classe, il sera payé, pour chaque cierge de 3/8 ^{me} de kilogramme.....	3 00	
16. Si l'on demandait à l'église une classe supérieure, et dans le cas où la famille réclamerait des chandeliers supplémentaires, il sera payé pour chaque chandelier.....	1 00	
17. Il sera payé à la fabrique pour une volée d'une cloche à l'angélus du matin et à celui du soir.....	5 00	
18. Pour chaque volée en sus.....	2 50	
2° SECTION.		
SERVICE PAR L'ENTREPRISE.		
1° A la maison mortuaire.		
1. Pour la menuiserie et la charpente nécessaires à la tenture d'une porte cochère (dans le cas prévu aux classes précédentes).....	9 00	
2. Piédestal pour poser les insignes, chacun.....	12 00	
3. Coussin en velours de soie galonné en argent pour les insignes, et crêpe pour les recouvrir, chacun.....	20 00	
4. Quatre cordons avec glands pour tenir les coins du drap.....	10 00	
5. Écusson avec chiffre brodé sur velours, chacun.....	12 00	

DÉSIGNATION DES OBJETS.		TARIFS	
		n° 1.	n° 2.
6. Trophée de drapeaux, chacun.....		24 ^f 00 ^c	
7. Si l'on demandait que les souches prévues dans la classe fussent remplacées par des cierges, il serait payé, pour chaque cierge de cire fine de demi-kilogramme.....		3 50	
2° Cortège.			
8. Officiers en manteau pour porter les pièces d'honneur, chacun.....		12 00	
9. Hommes de deuil ou valets de pied, chacun.....		8 00	
10. Chevaux blancs en sus du prix fixé pour le corbillard.....		15 00	
11. Écusson avec chiffre brodé sur velours, chacun.....		8 00	
12. Trophée de drapeaux, chacun.....		24 00	
13. Loyer d'un cheval de bataille.....		40 00	
14. Selle et harnais du cheval.....		25 00	
15. Un crêpe frangé pour ledit.....		24 00	
16. Deux écuysers.....		24 00	
17. Loyer d'un manteau en drap fin ou en voile, chacun.....		4 00	
3° A l'église ou au temple.			
18. Écusson avec chiffre brodé sur velours aux tentures extérieures et intérieures, chacun.....		20 00	
19. Écusson avec chiffre brodé sur velours au catafalque, chacun.....		8 00	
20. Trophée de drapeaux à l'intérieur, chacun.....		24 00	
21. Piédestal pour poser les insignes, chacun.....		12 00	
RÉSUMÉ DE LA 3° CLASSE.			
n° 1.			
1 ^{re} SECTION. Cérémonie religieuse.	Personnel.....	190 ^f 00 ^c	345 00
	Matériel.....	155 00	
	A la maison mortuaire.....	213 00	1,640 00
2 ^e SECTION. Service par l'entreprise.	Cortège.....	414 00	
	A l'église ou au temple :		
	Portail.....	102 ^f 00 ^c	
	Tenture intérieure.....	697 00	1,013 00
	Catafalque.....	214 00	
Taxe municipale.....			30 00
Articles et objets supplémentaires.	De la classe.....		Mémoire.
	Fournitures réelles.....		
TOTAL POUR LA 3° CLASSE n° 1...		2,015 00	
n° 2.			
1 ^{re} SECTION. Cérémonie religieuse.	Personnel.....	142 ^f 00 ^c	297 00
	Matériel.....	155 00	
	A la maison mortuaire.....	185 00	1,363 00
2 ^e SECTION. Service par l'entreprise.	Cortège.....	347 00	
	A l'église ou au temple :		
	Portail.....	102 ^f 00 ^c	
	Tenture intérieure.....	515 00	831 00
	Catafalque.....	214 00	
Taxe municipale.....			30 00
Articles et objets supplémentaires.	De la classe.....		Mémoire.
	Fournitures réelles.....		
TOTAL POUR LA 3° CLASSE n° 2...		1,690 00	

DÉSIGNATION DES OBJETS.	TARIFS	
	n° 1.	n° 2.
4^e CLASSE.		
TARIF DE LA CLASSE.		
1^{re} SECTION.		
CÉRÉMONIE RELIGIEUSE.		
1^o Personnel.		
1. Droit curial.....	6 ^f 00 ^c	6 ^f 00 ^c
2. Présence de M. le curé.....	8 00	8 00
3. Présence de deux vicaires.....	6 00	6 00
4. Présence de dix prêtres.....	22 50	22 50
5. Deux chautres, à 2 francs chacun.....	4 00	4 00
6. Un serpent.....	2 00	2 00
7. Quatre enfants de chœur, à 50 centimes.....	2 00	2 00
8. Un prêtre-sacristain.....	2 25	2 25
9. Un régulateur-receveur des convois.....	5 00	5 00
10. Un garçon de sacristie.....	1 00	1 00
11. Un suisse.....	1 00	1 00
12. Un bedeau.....	1 00	1 00
13. Un porte-croix.....	1 00	1 00
14. Honoraires supplémentaires pour le chant dit contrepoint avec le faux-bourdon ou pour le faux-bourdon seul.....	60 00	20 00
15. Offrande. (L'offrande étant de sa nature volontaire, le chiffre n'en peut être fixé.).....	Mémoire.	Mémoire.
16. Grand'messe : le célébrant.....	3 00	3 00
17. Diacre et sous-diacre.....	2 00	2 00
18. Un prêtre pour la conduite au cimetière.....	8 00	8 00
19. Un enfant de chœur.....	1 00	1 00
20. Un bedeau.....	1 00	1 00
TOTAL du personnel.....	136 75	96 75
2^o Matériel.		
21. A l'autel, dix cierges cire fine, de 3/8 ^e de kilogramme (3/4 de livre), à 8 francs le kilogramme.....	30 00	30 00
22. Autour du corps, seize cierges cire fine, de 3/8 ^e de kilogramme.....	48 00	48 00
23. Ornaments, chasubles, dalmatiques, etc.....	18 00	18 00
24. Devant d'autel.....	4 00	4 00
25. Croix, bénitiers, chandeliers d'autel.....	8 00	8 00
26. Une volée d'une seule cloche à l'entrée du corps.....	2 50	"
27. Une volée à la sortie.....	2 50	"
TOTAL du matériel.....	113 00	108 00
TOTAL DE LA 1^{re} SECTION.....	249 75	204 75
2^e SECTION.		
SERVICE PAR L'ENTREPRISE.		
1^o A la maison mortuaire.		
1. Tenture de la porte.....	18 00	18 00
2. Carreau frangé et galonné en fil, à la tenture.....	12 00	12 00

DÉSIGNATION DES OBJETS.	TARIFS	
	n° 1.	n° 2.
3. Une paire de rideaux frangés en fil, avec patères et embrasses.	12 ⁰⁰	12 ⁰⁰
4. Ornement couronnant la tenture.....	12 00	12 00
5. Estrade à deux gradins et tapis.....	9 00	9 00
6. Dix chandeliers argentés.....	10 00	10 00
7. Dix souches garnies de la bougie nécessaire pour le temps de l'exposition.....	10 00	10 00
8. Croix et bénitier argenté.....	2 00	2 00
9. Drap mortuaire en drap paré d'étoiles, galonné et frangé en argent.....	15 00	15 00
10. Socle avec housse en drap frangé et galonné, pour poser le bénitier.....	6 00	6 00
11. Coussin en drap galonné en argent, pour poser le crucifix....	6 00	"
12. Pièce de fond à croix galonnée en argent.....	5 00	5 00
TOTAL de la maison mortuaire.....	117 00	111 00
Dans le cas où la personne décédée appartiendrait au culte protestant ou au culte israélite, le total ci-dessus serait réduit des objets qui, pour ce motif, ne seraient pas demandés.		
2° Cortège.		
13. Un maître des cérémonies.....	8 00	8 00
14. Corbillard à galerie bronzée, avec garniture en drap noir frangé et galonné en argent, attelage à deux chevaux....	80 00	80 00
15. Deux caparaçons en drap noir galonné en argent.....	30 00	30 00
16. Une livrée galonnée en argent pour le cocher.....	15 00	15 00
17. Aiguillettes pour le cocher.....	5 00	"
18. Guides argentés.....	6 00	6 00
19. Voitures... { Deux drapées, à 20 francs chacune..... 40 ⁰⁰ Trois ou deux vernies, à 15 francs chacune..... 45 00 }	85 00	70 00
20. Aiguillettes pour les cochers des voitures, chacun 5 francs....	25 00	"
21. Barres ornées pour porter le corps.....	6 00	"
TOTAL pour le cortège.....	260 00	209 00
S'il n'y avait point d'exposition, on ajouterait aux objets indiqués dans le paragraphe le drap mortuaire, soit 15 francs.		
3° A l'église ou au temple.		
§ 1 ^{er} . — Portail.		
22. Tenture.....	15 00	15 00
23. Bandeau frangé et galonné en fil.....	12 00	12 00
24. Ornement couronnant la tenture.....	15 00	15 00
25. Une paire de rideaux frangés et galonnés en fil, avec patères et embrasses.....	12 00	12 00
TOTAL pour le portail.....	54 00	54 00
§ 2. — Tenture intérieure.		
26. Tenture.....	240 00	240 00
27. Franges et galons à la tenture (3/10 ^{me} du prix de la tenture), maximum.....	72 00	"
Le prix indiqué sous les n° 26 et 27 est un maximum établi sur les dimensions de la tenture nécessaire à la décoration de l'église qui comporte l'emploi de la plus grande quantité (la Madeleine), mais ils seront réduits selon les dimensions de chaque église ou temple, conformément au tableau ci-annexé.		
28. Quarante housses noires galonnées, pour chaises ordinaires, à 75 centimes chacune.....	30 00	"
TOTAL pour la tenture intérieure....	342 00	240 00

DÉSIGNATION DES OBJETS.	TARIFS	
	n° 1.	n° 2.
2° Catafalque.		
29. Estrade à trois gradins avec tapis et représentation.....	20 ^f 00 ^s	20 ^f 00 ^s
30. Drap mortuaire à croix, en drap noir orné d'étoiles brodées, franges et galons en argent.....	20 00	20 00
31. Seize chandeliers argentés.....	16 00	16 00
TOTAL pour le catafalque.....	56 00	56 00
TOTAL DE LA 2° SECTION.....	829 00	670 00
TAXE municipale.....	30 00	30 00
ARTICLES ET OBJETS SUPPLÉMENTAIRES		
SPÉCIAUX DE LA 4° CLASSE.		
1° SECTION.		
CÉRÉMONIE RELIGIEUSE.		
1° Personnel.		
1. Un prêtre veilleur, de jour et de nuit, pendant vingt-quatre heures.....	15 00	
2. Au delà de vingt-quatre heures, chaque heure.....	1 00	
Si la conduite a lieu dans un cimetière autre que celui de l'arrondissement de la paroisse du décédé, il sera payé, outre la rétribution allouée à la classe :		
3. Au prêtre.....	2 00	
4. A l'enfant de chœur.....	0 50	
5. Au suisse ou bedeau.....	0 50	
Si la conduite a lieu dans un cimetière autre que ceux de la ville de Paris et hors de cette ville, il sera payé, outre la rétribution allouée à la classe, lorsque la distance n'excèdera pas un myriamètre :		
6. Au prêtre.....	4 00	
7. A l'enfant de chœur.....	1 00	
8. Au suisse ou bedeau.....	1 00	
Si la distance excède un myriamètre, il sera traité de gré à gré avec les familles.		
2° Matériel.		
Pour les veilles à la maison mortuaire, lorsque les familles n'auront point commandé de chambre ardente à l'entreprise, il sera payé pour chaque cierge fourni dans la chambre mortuaire :		
9. Lorsqu'il s'agira d'un 1/2 kilogramme.....	4 00	
10. Idem de 3/8 ^e de kilogramme.....	8 00	
11. Pour chaque chandelier.....	1 00	
12. Pour croix et bénitier.....	2 00	
13. Aux convois où l'on demanderait à l'église une classe inférieure à celle demandée à l'entreprise, et dans le cas où la famille réclamerait des cierges supplémentaires au delà du nombre fixé dans la classe, il sera payé pour chaque cierge de 3/8 ^e de kilogrammes.....	3 00	
14. Si l'on demandait à l'église une classe supérieure, et dans le cas où la famille réclamerait des chandeliers supplémentaires, il sera payé pour chaque chandelier.....	1 00	
15. Il sera payé à la fabrique, pour une volée d'une cloche à l'angelus du matin et à celui du soir.....	5 00	
16. Pour chaque volée en sus.....	2 50	

Désignation des objets.		TARIFS	
		n° 1.	n° 2.
2^e SECTION.			
SERVICE PAR L'ENTREPRISE.			
1^o A la maison mortuaire.			
1. Pour la menuiserie et la charpente nécessaires à la tenture d'une porte cochère (dans le cas prévu aux classes précédentes).....		9 ^f 00 ^c	
2. Piédestal pour les insignes.....		12 00	
3. Coussin en drap galoané en argent pour poser les insignes, et crêpe pour les recouvrir, chacun.....		12 00	
4. Quatre cordons avec glands pour tenir les coins du drap....		10 00	
5. Écusson avec chiffre brodé sur drap, chacun.....		8 00	
6. Trophée de drapeaux en laine, chacun.....		12 00	
7. Si l'on demandait que les souches prévues dans la classe fussent remplacées par des cierges, il serait payé pour chaque cierge de ciré ordinaire de 1/2 kilogramme.....		3 50	
2^o Cortège.			
8. Un officier en manteau pour porter les pièces d'honneur....		8 00	
9. Hommes de deuil, chacun.....		4 00	
10. Chevaux blancs, en sus du prix fixé pour le corbillard.....		12 00	
11. Écusson avec chiffre brodé sur drap, chacun.....		6 00	
12. Trophée de drapeaux en laine, chacun.....		12 00	
13. Loyer d'un manteau en drap fin ou en voile, chacun.....		4 00	
3^o A l'église ou au temple.			
14. Écusson avec chiffre brodé sur drap aux tentures extérieures et intérieures, chacun.....		12 00	
15. Écusson avec chiffre brodé sur drap, au catafalque.....		6 00	
16. Trophée de drapeaux en laine, à l'intérieur, chacun.....		12 00	
17. Piédestal pour poser les insignes.....		12 00	
RÉSUMÉ DE LA 4^e CLASSE.			
n° 1.			
1 ^{re} SECTION.	Personnel.....	136 ^f 75 ^c	
Cérémonie religieuse.	Matériel.....	113 00	249 75
	A la maison mortuaire.....	217 00	
	Cortège.....	260 00	
2 ^e SECTION.	A l'église ou au temple :		829 00
Service par l'entreprise.	Portail.....	54 00	
	Tenture intérieure..	342 00	452 00
	Catafalque.....	56 00	
	Taxe municipale.....		30 00
Articles et objets supplémentaires.	De la classe.....		Mémoire..
	Fournitures réelles.....		
TOTAL pour la 4^e classe, n° 1.....		1,108 75	
n° 2.			
1 ^{re} SECTION.	Personnel.....	96 75	
Cérémonie religieuse.	Matériel.....	103 00	204 75
	A la maison mortuaire.....	111 00	
	Cortège.....	209 00	
2 ^e SECTION.	A l'église ou au temple :		670 00
Service par l'entreprise.	Portail.....	54 00	
	Tenture intérieure..	246 00	350 00
	Catafalque.....	56 00	
	Taxe municipale.....		30 00
Articles et objets supplémentaires.	De la classe.....		Mémoire..
	Fournitures réelles.....		
TOTAL pour la 4^e classe, n° 2.....		904 75	

DÉSIGNATION DES OBJETS.	TARIFS	
	n° 1.	n° 2.
5^e CLASSE.		
TARIF DE LA CLASSE.		
1^{re} SECTION.		
CÉRÉMONIE RELIGIEUSE.		
1^o Personnel.		
1. Droit curial.....	5 ^f 00 ^s	5 ^f 00 ^s
2. Présence de M. le curé.....	5 00	5 00
3. Présence de deux vicaires.....	5 00	5 00
4. Présence de six prêtres.....	13 50	13 50
5. Deux chantres, à 2 francs.....	4 00	4 00
6. Un serpent.....	2 00	2 00
7. Quatre enfants de chœur, à 50 centimes.....	2 00	2 00
8. Un prêtre sacristain.....	2 25	2 25
9. Un régulateur-receveur des convois.....	4 00	4 00
10. Un garçon de sacristie.....	1 00	1 00
11. Un suisse.....	1 00	1 00
12. Un bedeau.....	1 00	1 00
13. Un porte-croix.....	1 00	1 00
14. Honoraires supplémentaires pour le faux-boordon.....	20 00	"
15. Offrande. (L'offrande étant de sa nature volontaire, le chiffre n'en peut être fixé.).....	Mémoire.	Mémoire.
16. Grand'messe : le célébrant.....	3 00	3 00
17. Diacre et sous-diacre.....	2 00	2 00
18. Un prêt pour la conduite au cimetière.....	8 00	8 00
19. Un enfant de chœur.....	1 00	1 00
20. Un bedeau.....	1 00	1 00
TOTAL du personnel.....	81 75	61 75
2^o Matériel.		
21. A l'autel, six cierges, cire fine, de 3/8 ^{es} de kilogramme (3/4 de livre), à 8 francs le kilogramme.....	18 00	18 00
22. Autour du corps, douze cierges, cire fine, de 3/8 ^{es} de kilogramme.....	36 00	36 00
23. Ornaments, chasubles et dalmatiques.....	14 50	14 50
24. Devant d'autel.....	4 00	4 00
25. Chandeliers d'autel, croix et bénitier.....	7 50	7 50
TOTAL pour le matériel.....	80 00	80 00
TOTAL DE LA 1^{re} SECTION.....	161 75	141 75
2^e SECTION.		
SERVICE PAR L'ENTREPRISE.		
1^o A la maison mortuaire.		
1. Tenture de la porte.....	18 00	18 00
2. Bandeau frangé et galonné en fil, à la tenture.....	10 00	10 00
3. Une paire de rideaux frangés et galonnés en fil avec patères et embrasses.....	13 00	"
4. Estrade à deux gradins et tapis.....	9 00	9 00
5. Drap mortuaire en drap noir bordé de franges et de galons d'argent.....	9 00	9 00

DÉSIGNATION DES OBJETS.	TARIFS	
	n° 1.	n° 2.
6. Coussin en drap galonné en argent pour poser le crucifix....	6 ^f 00 ^c	"
7. Huit chandeliers argentés.....	8 00	8 ^f 00 ^c
8. Huit souches.....	8 00	8 00
9. Croix et bénitier argentés.....	2 00	2 00
10. Socle avec housse en drap frangée et galonnée en argent, pour poser le bénitier.....	6 00	6 00
11. Pièce de fond à croix galonnée en argent.....	5 00	5 00
TOTAL de la maison mortuaire.....	93 00	75 00
Dans le cas où la personne décédée appartiendrait au culte protestant ou au culte israélite, le total ci-dessus serait réduit des objets qui, pour ce motif, ne seraient pas demandés.		
2° Cortège.		
12. Corbillard à galerie bronzée, les panneaux drapés, la garniture et les housses de chevaux frangées et galonnées en argent, attelage à deux chevaux.....	38 00	38 00
13. Une livrée galonnée en argent pour le cocher.....	15 00	"
14. Guides argentées.....	6 00	"
15. Trois voitures { deux drapées à 20 francs..... } { une vernie à 15 francs..... } ou une voiture drapée seulement.....	55 00	"
TOTAL pour le cortège.....	114 00	58 00
S'il n'y avait point d'exposition, on ajouterait aux objets indiqués dans le paragraphe le drap mortuaire, soit 9 francs.		
3° A l'église ou au temple.		
§ 1^{er}. — Portail.		
16. Tenture.....	15 00	15 00
17. Bandeau frangé et galonné en fil à la tenture.....	10 00	10 00
18. Une paire de rideaux frangés et galonnés en fil avec patères et embrasses.....	12 00	"
TOTAL pour le portail.....	37 00	25 00
§ 2. — Tenture intérieure.		
19. Tenture.....	100 00	"
Le prix indiqué sous le n° 19 est un maximum établi sur les dimensions de la tenture nécessaire à la décoration de l'église qui comporte l'emploi de la plus grande quantité (la Madeleine); mais il sera réduit selon les dimensions de chaque église ou temple, conformément au tableau ci-annexé.		
TOTAL de la tenture intérieure.....	100 00	"
§ 3. — Catafalque.		
20. Estrade à deux gradins avec représentation et tapis.....	9 00	9 00
21. Drap mortuaire à croix en drap noir frangé et galonné en argent.....	15 00	15 00
22. Douze chandeliers argentés.....	12 00	12 00
TOTAL pour le catafalque.....	36 00	36 00
TOTAL DE LA 2^e SECTION.....	380 00	194 00
Taxe municipale.....	20 00	20 00

DÉSIGNATION DES OBJETS.	TARIFS	
	n° 1.	n° 2.
ARTICLES ET OBJETS SUPPLÉMENTAIRES		
SPÉCIAUX DE LA 5^e CLASSE.		
1^{re} SECTION.		
CÉRÉMONIE RELIGIEUSE.		
1^o Personnel.		
1. Un prêtre veilleur de jour et de nuit pendant vingt-quatre heures.....	15 ^f 00 ^c	
2. Au delà de vingt-quatre heures, chaque heure.....	1 00	
Si la conduite a lieu dans un cimetière autre que celui de l'arrondissement de la paroisse du défunt, il sera payé, outre la rétribution allouée à la classe :		
3. Au prêtre.....	2 00	
4. A l'enfant de chœur.....	0 50	
5. Au suisse ou au bedeau.....	0 50	
Si la conduite a lieu dans un cimetière autre que ceux de la ville de Paris et hors de cette ville, il sera payé, outre la rétribution allouée à la classe, lorsque la distance n'excèdera pas un myriamètre :		
6. Au prêtre.....	4 00	
7. A l'enfant de chœur.....	1 00	
8. Au suisse ou au bedeau.....	1 00	
Si la distance excède un myriamètre, il sera traité de gré à gré avec les familles.		
2^o Matériel.		
Pour les veilles à la maison mortuaire, lorsque les familles n'auront point commandé de chambre ardente à l'entreprise, il sera payé pour chaque cierge fourni dans la chambre mortuaire :		
9. Lorsqu'il s'agira d'un 1/2 kilogramme.....	4 00	
10. Lorsqu'il s'agira de 3/8 ^m de kilogramme.....	3 00	
11. Pour chaque chandelier.....	1 00	
12. Pour croix et bénitier.....	2 00	
13. Aux convois où l'on demanderait à l'église une classe inférieure à celle demandée à l'entreprise, et dans le cas où la famille réclamerait des cierges supplémentaires au delà du nombre fixé dans la classe, il sera payé pour chaque cierge de 3/8 ^m de kilogramme.....	3 00	
14. Si l'on demandait à l'église une classe supérieure, et dans le cas où la famille réclamerait des chandeliers supplémentaires, il sera payé pour chaque chandelier.....	1 00	
15. Il sera payé à la fabrique, pour une volée d'une cloche à l'angélus du matin et à celui du soir.....	5 00	
16. Pour chaque volée en sus.....	2 50	
2^e SECTION.		
SERVICE PAR ENTREPRISE.		
1^o A la maison mortuaire.		
1. Pour la manœuvre et la charpente nécessaires à la tenture		

DÉSIGNATION DES OBJETS.		TARIFS	
		n° 1.	n° 2.
d'une porte cochère (dans le cas prévu aux classes précédentes).....		6 ^f 00 ^s	
2. Coussin en drap bordé en argent pour les pièces d'honneur, et crêpe pour les recouvrir.....		10 00	
3. Quatre glands pour les coins du drap.....		10 00	
4. Écusson avec chiffre brodé sur drap, chacun.....		8 00	
5. Si l'on demandait que les souches prévues dans la classe fussent remplacées par des cierges, il serait payé, pour chaque cierge de cire ordinaire de 1/2 kilogramme.....		3 50	
2° Cortège.			
6. Hommes de deuil, chacun.....		4 00	
7. Chevaux blancs, en sus du prix fixé pour le corbillard.....		12 00	
8. Écussons avec chiffre brodé sur drap, au corbillard, chacun..		6 00	
9. Loyer d'un manteau en drap fin ou en voile, chacun.....		4 00	
3° A l'église ou au temple.			
10. Écussons avec chiffre brodé sur drap, aux tentures extérieures et intérieures, chacun.....		12 00	
11. Écusson au catafalque.....		6 00	
12. Piédestal pour poser les insignes.....		12 00	
RÉSUMÉ DE LA 5° CLASSE.			
n° 1.			
1 ^{re} SECTION.			
Cérémonie religieuse.	Personnel..... 81 ^f 75 ^s	161 75	
	Matériel..... 80 00		
	A la maison mortuaire..... 93 00		
	Cortège..... 114 00		
2 ^e SECTION.	A l'église ou au temple :	380 00	
Service	Portail..... 37 ^f		
par l'entreprise.	Tenture intérieure..... 100	173 00	
	Catafalque..... 36		
	Taxe municipale.....	20 00	
Articles et objets supplémentaires.	De la classe.....	Mémoire.	
	Fournitures réelles.....		
TOTAL pour la 5° classe n° 1 ...		561 75	
n° 2.			
1 ^{re} SECTION.			
Cérémonie religieuse.	Personnel..... 61 ^f 75 ^s	141 75	
	Matériel..... 80 00		
	A la maison mortuaire..... 75 00		
	Cortège..... 58 00		
2 ^e SECTION.	A l'église ou au temple :	194 00	
Service	Portail..... 25 ^f		
par l'entreprise.	Tenture intérieure..... "	61 00	
	Catafalque..... 36		
	Taxe municipale.....	20 00	
Articles et objets supplémentaires.	De la classe.....	Mémoire.	
	Fournitures réelles.....		
TOTAL pour la 5° classe n° 2		355 75	

DÉSIGNATION DES OBJETS.

TARIFS

n° 1.

n° 2.

6° CLASSE.

TARIF DE LA CLASSE.

1^{re} SECTION.

CÉRÉMONIES RELIGIEUSES.

1° Personnel

1. Droit curial.....	4 ^f 00 ^c	4 ^f 00 ^c
2. Présence de M. le curé.....	3 00	3 00
3. Présence d'un vicaire.....	2 50	2 50
4. Présence de quatre prêtres.....	8 00	8 00
5. Deux chantres, à 1 ^f 50 ^c chacun.....	3 00	3 00
6. Un serpent.....	2 00	2 00
7. Deux enfants de chœur.....	1 00	1 00
8. Un prêtre-sacristain.....	2 00	2 00
9. Un régulateur-receveur des convois.....	3 00	3 00
10. Un garçon de sacristie.....	0 75	0 75
11. Un suisse.....	0 75	0 75
12. Un bedeau.....	0 75	0 75
13. Un porte-croix.....	0 75	0 75
14. Messe chantée sans diacre ni sous-diacre.....	3 00	3 00
15. Un prêtre pour la conduite au cimetière.....	8 00	"
16. Un enfant de chœur.....	1 00	"
17. Un bedeau.....	1 00	"

TOTAL du personnel.....

44 50

34 50

2° Matériel.

18. Six cierges à l'autel.....	6 00	6 00
19. Six cierges autour du corps avec les chandeliers.....	6 00	6 00
20. Ornaments, etc.....	3 00	3 00
21. Croix, bénitier, chandeliers d'autel et représentation.....	2 00	2 00

TOTAL pour le matériel.....

17 00

17 00

TOTAL DE LA 1^{re} SECTION.....

61 50

51 50

2^e SECTION.

SERVICE PAR L'ENTREPRISE.

1° A la maison mortuaire.

1. Tenture de la porte.....	15 00	15 00
2. Bandeau frangé et galonné en fil à la tenture.....	6 00	"
3. Estrade simple.....	6 00	6 00
4. Drap mortuaire en drap noir bordé de franges et galons d'argent..... (Ce drap servira tant à la maison mortuaire qu'à l'église et au cortège.)	8 00	8 00
5. Six chandeliers argentés.....	6 00	6 00
6. Six souches garnies de la bougie nécessaire pour le temps de l'exposition.....	6 00	6 00
7. Croix et bénitier argentés.....	2 00	2 00
8. Socle avec housses pour poser le bénitier.....	3 00	3 00
9. Pièce de fond à croix galonnée en argent.....	3 00	3 00

TOTAL de la maison mortuaire.....

55 00

49 00

Dans le cas où la personne décédée appartiendrait au culte protestant ou au culte israélite, le total sera réduit des objets qui, pour ce motif, ne seraient pas demandés.

DÉSIGNATION DES OBJETS.	TARIFS	
	n° 1.	n° 2.
2° Cortège.		
10. Corbillard sans galerie, à panneaux vernis, avec garnitures et housses de chevaux frangées et galonnées en argent....	27 ^f 00°	27 ^f 00°
Pour un enfant décédé à l'âge de sept ans, ou au-dessous de cet âge, le corbillard pourra être remplacé par le brancard orné n° 1, dont le prix est de 20 francs. Dans ce cas, la section du cortège sera réduite de 7 francs.		
11. Une voiture vernie.....	15 00	15 00
TOTAL pour le cortège.....	42 00	42 00
S'il n'y avait pas d'exposition, on ajouterait aux objets indiqués dans le paragraphe le drap mortuaire, soit 8 francs.		
3° A l'église ou au temple.		
12. Tenture du portail.....	12 00	"
TOTAL pour l'église ou le temple...	12 00	"
TOTAL DE LA 2° SECTION.....	109 00	91 00
TAXE municipale.....	15 00	15 00
ARTICLES ET OBJETS SUPPLÉMENTAIRES		
SPÉCIAUX DE LA 6° CLASSE.		
1^{re} SECTION.		
CÉRÉMONIE RELIGIEUSE.		
1° Personnel.		
1. Un prêtre veilleur de jour et de nuit pendant vingt-quatre heures.....	15 00	
2. Au delà de vingt-quatre heures, chaque heure.....	1 00	
Si la conduite a lieu dans un cimetière autre que celui de l'arrondissement de la paroisse du décédé, il sera payé, outre la rétribution allouée à la classe :		
3. Au prêtre.....	2 00	
4. A l'enfant de chœur.....	0 50	
5. Au suisse ou bedeau.....	0 50	
Si la conduite a lieu dans un cimetière autre que ceux de la ville de Paris et hors de cette ville, il sera payé, outre la rétribution allouée à la classe, lorsque la distance n'excèdera pas un myriamètre :		
6. Au prêtre.....	4 00	
7. A l'enfant de chœur.....	1 00	
8. Au suisse ou bedeau.....	1 00	
Si la distance excède un myriamètre, il sera traité de gré à gré avec les familles.		
2° Matériel.		
Pour les veilles à la maison mortuaire, lorsque les familles n'auront point commandé de chambre ardente à l'entreprise, il sera payé pour chaque cierge fourni dans la chambre mortuaire :		
9. Lorsqu'il s'agira de $\frac{1}{2}$ kilogramme.....	4 00	
10. Lorsqu'il s'agira de $\frac{3}{8}$ de kil-grammes.....	3 00	
11. Pour chaque chandelier.....	1 00	
12. Pour croix et bénitier.....	2 00	
13. Aux convois où l'on demanderait à l'église une classe inférieure à celle demandée à l'entreprise, et dans le cas où la famille réclamerait des cierges supplémentaires au delà du		

DÉSIGNATION DES OBJETS.		TARIFS	
		n° 1.	n° 2.
nombre fixé dans la classe, il sera payé pour chaque cierge de 3/8 de kilogramme.		3 00	
14. Si l'on demandait à l'église une classe supérieure, et dans le cas où la famille réclamerait des chandeliers supplémentaires, il sera payé pour chaque chandelier.		1 00	
15. Il sera payé à la fabrique, pour une volée d'une cloche à l'angélus du matin et à celui du soir.		5 00	
16. Pour chaque volée en sus.		2 50	
2° SECTION.			
SERVICE PAR L'ENTREPRISE.			
1° A la maison mortuaire.			
1. Pour la menuiserie et la charpente nécessaires à la tenture d'une porte cochère (dans le cas prévu aux classes précédentes)		6 00	
2. Si l'on demandait que les souches prévues dans la classe fussent remplacées par des cierges, il serait payé pour chaque cierge de cire ordinaire de 1/4 de kilogramme		1 50	
2° Cortège.			
3. Hommes de deuil, chacun.		4 00	
4. Chevaux blancs en sus du prix fixé pour le corbillard.		10 00	
3° A l'église ou au temple.			
Néant.		"	
RÉSUMÉ DE LA 6° CLASSE.			
n° 1.			
1 ^{re} SECTION.	{ Personnel.	44 ^f 50 ^c	61 50
Cérémonie religieuse.	{ Matériel.	17 00	
	{ A la maison mortuaire.	55 00	
2° SECTION.	{ Cortège.	42 00	102 00
Service	{ A l'église ou au temple :		
par l'entreprise.	{ Portail. 12 ^f	12 00	
	{ Tenture intérieure. "		
	{ Catasfalque. "		
	Taxe municipale.		15 00
Articles et objets supplémentaires.	{ De la classe.		Mémoire.
	{ Fournitures réelles.		
TOTAL pour la 6° classe n° 1.		185 50	
n° 2.			
1 ^{re} SECTION.	{ Personnel.	34 ^f 50 ^c	51 50
Cérémonie religieuse.	{ Matériel.	17 00	
	{ A la maison mortuaire.	49 00	
2° SECTION.	{ Cortège.	42 00	91 00
Service	{ A l'église ou au temple :		
par l'entreprise.	{ Portail. "		
	{ Tenture intérieure. "		
	{ Catasfalque. "		
	Taxe municipale.		15 00
Articles et objets supplémentaires.	{ De la classe.		Mémoire.
	{ Fournitures réelles.		
TOTAL pour la 6° classe n° 2.		157 50	

DÉSIGNATION DES OBJETS.

TARIFS

n° 1.

n° 2.

7^e CLASSE.

TARIF DE LA CLASSE.

1^{re} SECTION.

CÉRÉMONIE RELIGIEUSE.

1^{er} Personnel.

1. Droit curial.....	3 ^f 00 ^e	3 ^f 00 ^e
2. Présence d'un vicaire.....	1 50	1 50
3. Présence de trois prêtres.....	3 75	3 75
4. Un régulateur-receveur des convois.....	1 00	1 00
5. Un enfant de chœur.....	0 50	0 50
6. Un suisse.....	0 75	0 75
7. Un garçon de sacristie porte-croix.....	1 00	1 00
8. Messe basse.....	1 50	1 50
9. Un prêtre pour la conduite au cimetière.....	8 00	"
10. Un enfant de chœur.....	1 00	"
11. Un hodeau.....	1 00	"

TOTAL du personnel.....	23 00	13 00
-------------------------	-------	-------

2^e Matériel.

12. Luminaire à l'autel.....	2 00	2 00
13. Luminaire autour du corps et tréteaux.....	2 00	2 00
14. Ornaments, croix, bénitier, chandeliers, etc.....	3 00	3 00

TOTAL pour le matériel.....	7 00	7 00
-----------------------------	------	------

TOTAL DE LA 1 ^{re} SECTION.....	30 00	20 00
--	-------	-------

2^e SECTION.

SERVICE PAR L'ENTREPRISE.

1^{er} A la maison mortuaire.

1. Tenture de la porte.....	12 00	12 00
2. Bandeau frangé et galoané en fil.....	4 00	"
3. Tréteaux.....	1 00	1 00
4. Drap mortuaire en drap frangé et galoané en fil, devant servir tant à la maison mortuaire qu'en cortège et à l'église..	5 00	5 00
5. Quatre chandeliers argentés.....	4 00	4 00
6. Quatre souches garnies de la bougie nécessaire pour la durée de l'exposition.....	4 00	4 00
7. Croix et bénitier.....	2 00	2 00
8. Socle pour le bénitier.....	2 00	"
9. Pièces de fond à croix galoannées en fil blanc.....	2 00	2 00

TOTAL de la maison mortuaire.....	36 00	30 00
-----------------------------------	-------	-------

Dans le cas où la personne décédée appartiendrait au culte protestant ou au culte israélite, le total ci-dessus serait réduit des objets qui, pour ce motif, ne seraient pas demandés.

DÉSIGNATION DES OBJETS.	TARIFS	
	N° 1.	N° 2.
2° Cortège.		
10. Corbillard sans galerie, à panneaux vernis, avec garnitures et housses de chevaux frangées en fil blanc.....	23 ^f 00 ^c	23 ^f 00 ^c
Pour un enfant décédé à l'âge de sept ans ou au-dessous de cet âge, le corbillard pourra être remplacé par le brancard orné n° 2, dont le prix est fixé à 10 francs. Dans ce cas, la section du cortège sera réduite de 10 francs.		
11. Une voiture vernie	15 00	"
TOTAL pour le cortège.....	37 00	23 00
S'il n'y avait pas d'exposition, on ajouterait au prix du corbillard, le drap mortuaire, soit 5 francs.		
3° A l'église ou au temple.		
Néant.....	"	"
TOTAL DE LA 2° SECTION.....	73 00	52 00
TAXE municipale.....	10 00	10 00
ARTICLES ET OBJETS SUPPLÉMENTAIRES		
SPÉCIAUX DE LA 7° CLASSE.		
1^{re} SECTION.		
CÉRÉMONIE RELIGIEUSE.		
1° Personnel.		
S'il y a conduite du corps dans un cimetière autre que celui de l'arrondissement de la paroisse du décédé, il sera payé, outre la rétribution allouée à la classe :		
1. Au prêtre.....	2 00	
2. A l'enfant de chœur.....	0 50	
3. Au suisse ou bedeau.....	0 50	
Si la conduite a lieu dans un cimetière autre que ceux de la ville de Paris et hors de cette ville, il sera payé, outre la rétribution allouée à la classe, lorsque la distance n'excèdera pas un myriamètre :		
4. Au prêtre.....	4 00	
5. A l'enfant de chœur.....	1 00	
6. Au suisse ou bedeau.....	1 00	
Si la distance excède un myriamètre, il sera traité de gré à gré avec les familles.		
2° Matériel.		
7. Il sera payé à la fabrique pour une volée d'une cloche à l'angélos du matin et à celui du soir.....	5 00	
8. Pour chaque volée en sus.....	2 50	

DÉSIGNATION DES OBJETS.

TARIFS

N° 1.

N° 2.

2^e SECTION.

SERVICE PAR L'ENTREPRISE.

1^o A la maison mortuaire.

1. Pour la menuiserie et la charpente nécessaires à la tenture d'une porte ou d'une boutique (dans la cas prévu aux classes précédentes).....
2. Si l'on demandait que les souches prévues dans la classe fussent remplacées par des cierges, il serait payé, pour chaque cierge de cire ordinaire de un quart de kilogramme.

6⁰⁰

1 50

2^o Cortège.

3. Chevaux blancs, en sus du prix fixé pour le corbillard.....

10 00

3^o A l'église ou au temple.

Néant.....

"

RÉSUMÉ DE LA 7^e CLASSE.

N° 1.

1 ^{re} SECTION.	Personnel.....	25 ⁰⁰	
Cérémonie religieuse.	Matériel.....	7 00	30 00
2 ^e SECTION.	A la maison mortuaire.....	36 00	
Service	Cortège.....	37 00	73 00
par l'entreprise.	A l'église ou au temple.....	"	
	Taxe municipale.....	10 00	
Articles et objets	De la classe.....		Mémoire.
supplémentaires.	Fournitures réelles.....		
	TOTAL pour la 7 ^e classe, n° 1.....	113 00	

N° 2.

1 ^{re} SECTION.	Personnel.....	13 ⁰⁰	
Cérémonie religieuse.	Matériel.....	7 00	20 00
2 ^e SECTION.	A la maison mortuaire.....	30 00	
Service	Cortège.....	22 00	52 00
par l'entreprise.	A l'église ou au temple.....	"	
	Taxe municipale.....	10 00	
Articles et objets	De la classe.....		Mémoire.
supplémentaires.	Fournitures réelles.....		
	TOTAL pour la 7 ^e classe, n° 2.....	82 00	

8^e CLASSE.

TARIF DE LA CLASSE.

1^{re} SECTION.

CÉRÉMONIE RELIGIEUSE.

1^o Personnel.

1. Droit curial.....	2 ⁰⁰
2. Présence d'un vicair.....	1 50
3. Présence de deux prêtres.....	2 50
4. Un régulateur-receveur des convois.....	1 00
5. Enfant de chœur.....	0 50

DÉSIGNATION DES OBJETS.		TARIFS	
		n° 1.	n° 2.
6. Suisse.....		0 ^{fr} 50 ^c	
7. Garçon de sacristie.....		0 50	
8. Messe basse.....		1 50	
TOTAL du personnel.....		10 00	
1° Matériel.			
9. Luminaire à l'autel.....		1 50	
10. Luminaire autour du corps et tréteaux.....		1 50	
11. Ornaments, croix, bénitier et chandeliers.....		2 00	
TOTAL pour le matériel.....		5 00	
TOTAL DE LA 1 ^{re} SECTION.....		15 00	
2° SECTION.			
SERVICE PAR L'ENTREPRISE.			
1° A la maison mortuaire.			
1. Tréteaux.....		1 00	
2. Drap mortuaire galonné en fil, devant servir tant à la maison mortuaire qu'au cortège et à l'église.....		3 00	
3. Deux chandeliers argentés.....		2 00	
4. Deux souches garnies de la bougie nécessaire pour le temps de l'exposition.....		2 00	
5. Croix et bénitier.....		2 00	
TOTAL de la maison mortuaire.....		10 00	
Dans le cas où la personne décédée appartiendrait au culte protestant ou au culte israélite, le total ci-dessus serait réduit des objets qui, pour ce motif, ne seraient pas demandés.			
2° Cortège.			
6. Corbillard à panneaux vernis, sous garniture ni housse de chevaux.....		12 00	
Pour un enfant décédé à l'âge de sept ans ou au-dessous de cet âge, le corbillard pourra être remplacé par le brancard orné n° 2, dont le prix est fixé à 10 francs. Dans ce cas, la section du cortège sera réduite de 2 francs.			
TOTAL du cortège.....		12 00	
S'il n'y avait pas d'exposition, on ajouterait au corbillard le drap mortuaire, soit 3 francs.			
3° A l'église ou au temple.			
Néant.....			
TOTAL DE LA 2° SECTION.....		22 00	
TAXE municipale.....		10 00	
ARTICLES ET OBJETS SUPPLÉMENTAIRES			
SPÉCIAUX DE LA 8° CLASSE.			
1 ^{re} SECTION.			
CÉRÉMONIE RELIGIEUSE.			
Néant.....			

Désignation des objets.		TARIFS	
		n° 1.	n° 2.
2^e SECTION.			
SERVICE PAR L'ENTREPRISE.			
1 ^o A la maison mortuaire.			
Néant.....		"	
2 ^o Cortège.			
1. Chevaux blancs, en sus du prix fixé pour le corbillard.....		10 ^f 00 ^c	
3 ^o A l'église ou au temple.			
Néant.....		"	
RÉSUMÉ DE LA 8^e CLASSE.			
1 ^{re} SECTION, Cérémonie religieuse.	Personnel..... 10 ^f 00 ^c	15 00	
	Matériel..... 5 00		
2 ^e SECTION, Service par l'entreprise.	A la maison mortuaire..... 10 00	22 00	
	Cortège..... 12 00		
	A l'église ou au temple..... "		
	Taxe municipale.....	10 00	
ARTICLES et objets supplémentaires.	De la classe.....	Mémoire.	
	Fournitures réelles.....		
TOTAL pour la 8 ^e classe.....		47 00	
9^e CLASSE.			
TARIF DE LA CLASSE.			
1 ^{re} SECTION.			
CÉRÉMONIE RELIGIEUSE.			
1 ^o Personnel.			
1. Droit curial.....		1 50	
2. Présence d'un vicaire.....		1 50	
3. Présence d'un prêtre.....		1 25	
4. Un régulateur-receveur des convois.....		1 00	
5. Un enfant de chœur.....		0 50	
6. Un suisse.....		0 50	
7. Un garçon de sacristie.....		0 50	
8. Messe basse.....		1 50	
TOTAL du personnel.....		8 25	
2 ^o Matériel.			
9. Luminaire.....		0 50	
10. Luminaire autour du corps et tréteaux.....		0 50	
11. Ornaments, bénitier, croix et chandeliers.....		0 50	
TOTAL pour le matériel.....		1 50	
TOTAL DE LA 1 ^{re} SECTION.....		9 75	

DÉSIGNATION DES OBJETS.		TARIFS	
		n° 1.	n° 2.
2° SECTION.			
SERVICE PAR L'ENTREPRISE.			
1. Drap mortuaire, comme dans la 8° classe.....		3 ^f 00 ^e	
Lorsque après l'expiration du délai légal, l'exposition du corps pourra avoir lieu et sera demandée par la famille, des tréteaux devront être fournis gratuitement par l'entrepreneur. Dans ce cas, le drap mortuaire devra être livré en temps utile.			
TOTAL DE LA 2° SECTION.....		3 00	
TAXE municipale.....		6 00	
ARTICLES ET OBJETS SUPPLÉMENTAIRES			
DE LA 9° CLASSE.			
1^{re} SECTION.			
CÉRÉMONIE RELIGIEUSE.			
Néant.....			
2° SECTION.			
SERVICE PAR L'ENTREPRISE.			
Néant.....			
RÉSUMÉ DE LA 9° CLASSE.			
1 ^{re} SECTION.	{		
Cérémonie religieuse.	{ Personnel.....	8 ^f 50 ^e	9 75
	{ Matériel.....	1 50	
2° SECTION.	{		
Service	{ A la maison mortuaire.....	3 00	
	{ Cortège.....	"	3 00
par l'entreprise.	{ A l'église ou au temple.....	"	
	TAXE municipale.....	6 00	
ARTICLES et objets supplémentaires.	{		
	{ De la classe.....		Mémoire.
	{ Fournitures réelles.....		
TOTAL pour la 9° classe.....		18 75	
OBJETS SUPPLÉMENTAIRES			
APPLICABLES AUX DIVERSES CLASSES.			
(Suite de la 2° section.)			
FOURNITURES RÉELLES.			
1° Fournitures diverses.			
Pour la fourniture d'une paire de pleureuses en batisté fine.....		4 00	

DÉSIGNATION DES OBJETS.	TARIFS	
	n° 1.	n° 2.
Pour la fourniture d'un crêpe fin.....	1 ^f 50 ^c	
Idem d'un crêpe commun.....	1 00	
Pour chaque paire de gants de castor, noirs ou blancs, fins.....	3 00	
Idem communs.....	1 70	
Pour chaque voile de tambour.....	6 00	
Pour chaque pièce d'étoffe servant à couvrir les pauvres.....	5 50	
Fourniture d'une couronne et d'un bouquet en fleurs d'oranger artificielles, pour les cinq premières classes.....	12 00	
Fourniture d'une couronne et d'un bouquet en fleurs d'oranger artificielles, sans chaperon, pour les quatre dernières classes...	3 00	
Pour chaque grande armoire peinte sur toile, placée sur les tentures ou autres endroits.....	24 00	
Idem petite, peinte sur carton.....	12 00	
Pour rehausser en or une armoire peinte sur toile.....	12 00	
Idem peinte sur carton.....	6 00	

2° Cercueils et Accessoires.

DÉSIGNATION des âges.	en cuivre.		En PLOMB.	En SAFIN.	GARNITURES					OBSERVATIONS.
	Ordi- naire.	Foris.			intérieures			extérieures		
					en satin.	en per- cale.	en laine.	en drap.	en ve- lours.	
De la naissance à un an.	12 ^f	18 ^f	50 ^f	6 ^f	40 ^f	10 ^f	15 ^f	60 ^f	120 ^f	Les cercueils et garnitures de- vront être confor- mes, pour leur confection, aux modèles et devis imposés à l'en- trepreneur.
De un an à trois ans...	15	25	70	9	60	12	18	80	160	
De trois ans à sept ans.	20	30	87	12	80	15	22	100	200	
De sept ans à quinze ans.....	27	40	120	15	100	20	30	120	250	
De quinze ans à vingt ans.....	34	47	150	18	120	30	45	147	300	
De vingt ans et au- dessus.....	44	80	200	20						
Boîtes d'un mètre pour les exhumations....	12	"	"	7	"	"	"	"	"	
Plaques en cuivre de dix centimètres sur seize centimètres avec inscription de quinze à vingt-cinq lettres.....										12 ^f
Plaques en plomb.....										8
Plaques au-dessus de cette dimension, en cuivre.....										30
Plaques au-dessus de cette dimension, en plomb.....										16

RÉSUMÉ DE LA DÉPENSE DE CHAQUE CLASSE, DÉTAILLÉE PAR SECTION ET PARAGRAPHE.

DÉTAIL DU SERVICE.	1 ^{re} CLASSE.		2 ^e CLASSE.		3 ^e CLASSE.		4 ^e CLASSE.		5 ^e classe.		6 ^e CLASSE.		7 ^e CLASSE.		8 ^e	9 ^e
	N ^o 1.	N ^o 2.	N ^o 1.	N ^o 2.	N ^o 1.	N ^o 2.	N ^o 1.	N ^o 2.	N ^o 1.	N ^o 2.	N ^o 1.	N ^o 2.	N ^o 1.	N ^o 2.		
1 ^{re} SECTION.																
CHARRONNIE RELIGIEUSE.	fr.	fr.	fr. c.	fr. c.	fr.	fr.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr.	fr.	fr. c.
Personnel.....	372	272	233 00	233 00	190	142	156 75	96 75	81 75	61 75	44 50	34 50	23	13	10	8 25
Matériel.....	584	514	400 00	330 00	265	265	213 00	108 00	80 00	80 00	17 00	17 00	7	7	5	1 50
TOTAL de la 1 ^{re} section.	956	786	633 00	563 00	455	407	369 75	204 75	161 75	141 75	61 50	51 50	30	20	15	9 75
2 ^e SECTION.																
SERVICE PAR L'ENTREPRENISE.																
A la maison mortuaire.....	539	499	407 00	348 00	210	185	217 00	111 00	93 00	75 00	55 00	49 00	36	30	10	3 00
Catègè.....	1,636	1,218	846 00	790 00	414	347	260 00	209 00	114 00	58 00	43 00	41 00	37	22	12	"
All'égise { Portail.....	168	168	148 00	118 00	102	102	84 00	54 00	37 00	25 00	12 00	"	"	"	"	"
ou au { Tendance intérieure...	3,023	1,535	1,000 50	754 50	697	616	312 00	240 00	100 00	"	"	"	"	"	"	"
temple, { Catègè.....	510	670	360 00	280 00	214	214	86 00	56 00	36 00	36 00	"	"	"	"	"	"
TOTAL de la 2 ^e section.	6,288	4,110	2,761 50	2,285 50	1,640	1,363	849 00	670 00	380 00	194 00	109 00	91 00	73	52	22	3 00
TOTAL des deux sections.																
Taxe d'habitation.....	7,144	4,836	3,394 50	2,838 50	1,985	1,660	1,078 75	874 75	541 75	335 75	170 50	143 50	103	72	37	12 75
	40	40	40 00	40 00	30	30	30 00	30 00	20 00	20 00	15 00	15 00	10	10	10	6 00
TOTAL général....	7,184	4,936	3,434 50	2,878 50	2,015	1,690	1,208 75	904 75	561 75	355 75	186 50	157 50	113	82	47	18 75

Tableau indiquant, pour chaque église ou temple et pour chacune des classes, les quantités et le prix des tentures intérieures et de leurs accessoires.

ÉGLISES.	CLASSE.	DÉNOMINATION DES TENTURES.	MÈTRES super- ficiels de tenture.	PRIX		
				de la tenture.	de la frange.	de couron- nement.
Abbaye-aux-Bois	5°	N° 1. — Tentures de sept mètres au pourtour du chœur et en retour sur les pilastres faisant face à la nef, ouvertes en rideaux frangés aux deux arcades.	250	100 ^f	"	"
	4°	N° 2. — Mêmes tentures dans le chœur que le n° 1, plus une tenture de sept mètres dans la nef, dont un bandeau frangé de deux mètres cinquante centimètres au pourtour de la nef et du chœur.....	500	200	60 ^f	"
	3° et 2°	N° 3. — Tentures de dix mètres dans le chœur et la nef, dont un bandeau frangé de cinq mètres avec rideaux aux arcades du chœur et un bandeau sur l'appui de la tribune.....	750	300	90	120 ^f
	1 ^{re}	N° 4. — Mêmes tentures que le n° 3, plus le pourtour du dessous de la tribune, avec rideaux aux portes et les colonnes entourées.....	950	380	114	52
	5°	N° 1. — Tentures de cinq mètres avec bandeau frangé de deux mètres, posées sur la corniche du chœur avec retours de chaque côté de l'autel.....	200	80	24	"
Saint-Ambroise.	4°	N° 2. — Mêmes tentures prolongées de chaque côté de la nef.....	560	224	68	"
	3° et 2°	N° 3. — Mêmes tentures, plus un bandeau placé au-dessus de la corniche, à la naissance du cintre des croisées..	750	300	90	120
	1 ^{re}	N° 4. — Mêmes tentures, plus la tribune de l'orgue et les tentures ouvertes en rideaux frangés au droit des arcades.....	1,000 ^f	400	120	160
		NOTA. L'emploi de la litre en velours motivera une réduction sur le n° 4, pour le bandeau que cette litre remplace....				
Saint-Antoine... (Aux Quatre-Vingts.)	5°	N° 1. — Tentures de sept mètres frangées sur la corniche du chœur et du sanctuaire.....	200	80	24	"
	4°	N° 2. — Mêmes tentures que le n° 1, plus tentures frangées et ouvertes en rideaux, posées aux appuis des tribunes dans la nef.....	400	160	48	"
	3° et 2°	N° 3. — Mêmes tentures que le n° 1, plus tentures de dix mètres frangées et ouvertes en rideaux dans la nef, et tentures de la chapelle, des fonds et du dessous de la tribune.....	850	260	78	104
	1 ^{re}	N° 4. — Mêmes tentures que le n° 3, plus tentures de quatre mètres frangées et ouvertes en rideaux dans la chapelle de la sainte Vierge.....	850	340	102	136

ÉGLISES.	CLASSES.	DÉSIGNATION DES TENTURES.	MÈTRES super- ficie de tenture.	PRIX		
				de la tenture.	de la frange.	du conve- nement.
Assomption....	5°	N° 1. — Tentures frangées de sept mètres à la hauteur des impostes dans la moitié du pourtour.....	250	100 ^f	30 ^f	"
	4°	N° 2. — Tentures frangées de sept mètres à la hauteur des impostes dans tout le pourtour.....	500	200	60	"
	3°, 2° et 1 ^{re}	N° 3. — Tentures de treize mètres frangées, posées sur la corniche au pourtour de l'église.....	800	320	96	128 ^f
	5°	N° 1. — Tentures de six mètres derrière l'autel, et bandeau frangé de deux mètres cinquante centimètres au bas des croisées des deux côtés de l'église.	200	80	24	"
Saint-Augustin..	4°	N° 2. — Tentures du fond jusqu'aux grandes croisées, et bandeau frangé de cinq mètres sur la retraite au-dessus des croisées de chaque côté de la nef.....	400	160	48	"
	3° et 2°	N° 3. — Mêmes tentures que celles n° 2, plus la tenture des bas-côtés et un bandeau frangé sur l'appui de la tribune de l'orgue.....	800	320	96	128
	1 ^{re}	N° 4. — Mêmes tentures que le n° 3, plus rideaux frangés à toutes les travées.....	1,200	480	144	192
	5°	N° 1. — Tentures de sept mètres avec bandeaux frangés entre les pilastres apparents dans le chœur.....	250	100	30	"
Blaise-Manteaux	4°	N° 2. — Mêmes tentures dans toute la nef et le chœur.....	600	240	72	"
	3° et 2°	N° 3. — Tentures de dix mètres frangées, posées sur la corniche au pourtour de l'église.....	800	320	96	128
	1 ^{re}	N° 4. — Mêmes tentures que le n° 3, mais le bandeau frangé de six mètres, et posé sur la corniche au pourtour de l'église.....	1,000	400	120	160
	5°	N° 1. — Tentures de sept mètres, posées sur les chapiteaux, à deux travées du chœur, avec bandeaux frangés de deux mètres cinquante centimètres.....	280	92	28	"
Bonne-Nouvelle.	4°	N° 2. — Tenture de cinq mètres frangées, posées sur les chapiteaux à toutes les arcades de la nef et du chœur....	300	120	36	"
	3° et 2°	N° 3. — Tentures de dix mètres frangées, posées sur la corniche au pourtour de la nef, du chœur et du sanctuaire.....	800	320	96	128
	1 ^{re}	N° 4. — Bandeau frangé de cinq mètres sur la corniche au pourtour de l'église, les colonnes entourées et les bas-côtés tendus à la hauteur des chapiteaux..	1,000	400	120	160
	5°	N° 1. — Tentures de dix mètres, posées sur la corniche du sanctuaire, avec bandeau frangé.....	250	100	30	"
Saint-Denis-du- Saint-Sacrement.						

ÉGLISES.	CLASSES.	DÉSIGNATION DES TENTURES.	MÈTRES super- ficiels de tenture.	PRIX		
				de la tenture.	de la frange.	du couron- nement.
Saint-Denis-du- Saint-Sacrement (Suite.)	4°	N° 2. — Mêmes tentures dans le sanc- tuaire, et tentures de sept mètres suspendues aux colonnes, avec ban- deau frangé de deux mètres cinquante centimètres jusqu'à la chaire.....	500	200 ^f	60 ^f	"
	3° et 2°	N° 3. — Mêmes tentures dans toute l'église.....	900	360	108	144 ^f
	1 ^{re}	N° 4. — Mêmes tentures que le n° 3, mais le bandeau sur la corniche, et la tenture semblable de la tribune de l'orgue.....	1,150	460	138	184
	5°	N° 1. — Tentures frangées de cinq mètres, posées sur l'appui de la gale- rie dans le chœur.....	250	100	30	"
Saint-Étienne-du Mont.....	4°	N° 2. — Tentures de huit mètres, po- sées sur l'appui de la galerie, avec bandeau frangé de deux mètres cin- quante centimètres, dans le chœur seulement.....	500	200	60	"
	3° et 2°	N° 3. — Mêmes tentures dans le chœur et la nef, avec bandeau frangé dans le chœur seulement.....	900	360	108	144
	1 ^{re}	N° 4. — Tentures de huit mètres dans le chœur et la nef, avec retour de la face du porche et bandeaux frangés sur chaque face du jubé.....	1,100	440	132	176
		NOTA. L'emploi de la litre en velours motivera une réduction sur le n° 4, pour le bandeau dont cette litre tien- dra lieu.				
Saint-Eustache..	5°	N° 1. — Tentures de huit mètres fran- gées, posées à dix mètres entre les piliers apparents, à trois travées du chœur.....	240	96	29	"
	4°	N° 2. — Tentures de dix mètres, avec bandeaux frangés de deux mètres cin- quante centimètres entre les piliers apparents, dans le chœur et le sanc- tuaire.....	500	200	60	"
	3° et 2°	N° 3. — Tentures de huit mètres fran- gées, posées à dix mètres à toutes les arcades de la nef et du chœur, entre les piliers apparents.....	800	320	96	128
	1 ^{re}	N° 4. — Tentures de dix mètres avec bandeaux frangés de deux mètres cin- quante centimètres à toutes les ar- cades de la nef et du chœur, entre les piliers apparents.....	1,200	480	144	192
		NOTA. L'emploi de la litre en velours motivera une réduction sur la tenture n° 4, pour le bandeau dont cette litre tiendra lieu.				
Sainte-Élisabeth.	5°	N° 1. — Tentures de sept mètres fran- gées, posées sur la corniche dans le chœur et le sanctuaire.....	200	80	24	"

ÉGLISES.	CHAMBRES.	DÉSIGNATION DES TENTURES.	MÈTRES super- ficiels de tenture.	PRIX		
				de la tenture.	de la frange.	du cours mètre.
Sainte-Élisabeth. (Suite.)	4°	N° 2. — Tentures de dix mètres, posées sur la corniche dans le sanctuaire, le chœur et la nef, jusqu'à la chaire, avec bandeau frangé de deux mètres cinquante centimètres.....	500	200 ^f	60 ^f	.
	3° et 2°	N° 3. — Tentures de dix mètres, posées sur la corniche, avec bandeau frangé, de deux mètres cinquante centimètres, dans le pourtour du sanctuaire, de la nef et du chœur.....	950	380	114	152 ^f
	1°	N° 4. — Mêmes tentures, ouvertes en rideaux frangés à deux arcades de chaque côté, plus la tenture de la tribune de l'orgue.....	2,200	480	144	192
		NOTA. L'emploi de la litre en velours motivera une réduction sur le n° 4, pour le bandeau que cette litre remplacera.				
Saint-Germain- l'Auxerrois...	5°	N° 1. — Tentures de cinq mètres frangées, posées à huit mètres, les colonnes entourées dans le sanctuaire.	220	88	27	.
	4°	N° 2. — Mêmes tentures pour tout le chœur.....	530	212	64	.
	3° et 2°	N° 3. — Tentures du chœur comme le n° 2, plus tentures de neuf mètres des deux côtés de la nef.....	1,000	400	120	160
	1°	N° 4. — Tenture de toute l'église à neuf mètres de hauteur réduite (tenture spéciale).....	1,500	600	180	240
	5°	N° 1. — Tentures de neuf mètres, posées de la galerie aux murs du chœur près l'autel, et tentures de cinq mètres, posées sur les chapiteaux à deux travées de la nef, avec bandeaux frangés de deux mètres.....	250	100	30	.
Saint-Germain- des-Prés.....	4°	N° 2. — Mêmes tentures dans le chœur et tentures de cinq mètres avec bandeaux frangés, de deux mètres à toutes les travées de la nef.....	530	212	64	.
	3° et 2°	N° 3. — Mêmes tentures dans le chœur, plus tentures de dix mètres frangées, posées au cordon sous les croisées à toutes les travées de la nef, entre les piliers apparents.....	800	320	96	128
	1°	N° 4. — Mêmes tentures que le n° 3, plus tentures de cinq mètres frangées, posées de la galerie à toutes les travées du chœur, les piliers découverts, et tenture de la tribune devant le porche.....	1,160	464	140	186
		NOTA. L'emploi de la litre en velours motivera une réduction sur la tenture du n° 4 pour le bandeau que cette litre remplacera.				

ÉGLISES.	CLASSES.	DÉSIGNATION DES TENTURES.	MÈTRES super- fiels de tenture.	PRIX		
				de la tenture.	de la frange.	du couron- nement.
Saint-Gervais...	5°	N° 1. — Tentures de cinq mètres fran- gées, posées à la naissance des ogives dans le chœur.....	250	100 ^f	30 ^f	"
	4°	N° 2. — Tentures de sept mètres avec bandeau frangé de deux mètres cin- quante centimètres, posées de même dans le chœur.....	500	200	60	"
	3° et 2°	N° 3. — Tentures de dix mètres fran- gées, posées sous le cordon au-dessus des ogives entre les piliers apparents, dans le chœur et la nef.....	800	320	96	128 ^f
	1 ^{re}	N° 4. — Mêmes tentures dans le chœur, la nef et les transepts.....	1,000	400	120	160
	5°	N° 1. — Tentures frangées de cinq mètres, posées sur les chapiteaux du premier ordre au pourtour du chœur.	200	80	24	"
Saint-Jacques-du Haut-Pas....	4°	N° 2. — Mêmes tentures dans le chœur et le transept, avec retour sur le pre- mier pilier de la nef.....	450	180	54	"
	3° et 2°	N° 3. — Tentures de dix mètres, posées sur la corniche au pourtour du chœur avec retour en avant des premiers piliers tendus, et bandeau de deux mètres cinquante centimètres frangé, posé sur les chapiteaux dans la nef..	800	320	96	128
	1 ^{re}	N° 4. — Tentures de dix mètres au pourtour du chœur, et de sept mètres frangées au pourtour du surplus de l'église, posées sur la corniche.....	1,000	400	120	160
	5°	N° 1. — Tentures de quatre mètres frangées et ouvertes en rideaux en avant de l'autel dans le chœur; ten- tures des piédroits et bandeau frangé sur l'appui des tribunes jusqu'à la chaire dans la nef.....	200	80	24	"
	4°	N° 2. — Tentures du chœur comme le n° 1, les piédroits tendus et bandeau à l'appui des tribunes dans toute la nef.....	500	200	60	"
Saint-Jean-Saint- François.....	3° et 2°	N° 3. — Tentures du chœur comme le n° 1; tentures de cinq mètres frangées et ouvertes en rideaux sur l'appui des tribunes, et bandeau frangé de cinq mètres sur la corniche dans la nef...	800	320	96	128
	1 ^{re}	N° 4. — Mêmes tentures que le n° 3 dans la nef, et tenture de sept mètres, posées sur la corniche au pourtour du chœur.....	1,000	400	120	160
	5°	N° 1. — Tentures de sept mètres avec bandeaux frangés de deux mètres cin- quante centimètres, les piliers appa- rents, dans le chœur.....	230	92	28	"
	4°	N° 2. — Mêmes tentures dans le chœur, plus tentures de dix mètres avec ban- deaux frangés entre les piliers, à deux travées de la nef.....	480	192	58	"
	5°	N° 1. — Tentures de sept mètres avec bandeaux frangés de deux mètres cin- quante centimètres, les piliers appa- rents, dans le chœur.....	230	92	28	"
Saint-Laurent...	4°	N° 2. — Mêmes tentures dans le chœur, plus tentures de dix mètres avec ban- deaux frangés entre les piliers, à deux travées de la nef.....	480	192	58	"

ÉGLISES.	CLASSES.	DÉSIGNATION DES TENTURES.	MÈTRES super- siciels de tenture.	PRIX		
				de la tenture.	de la frange.	de cours mètre
Saint-Laurent.. (Suite.)	3 ^e et 2 ^e	N° 3. — Mêmes tentures que le n° 1, dans le chœur, et tentures de dix mètres avec bandeaux frangés entre les piliers dans toute la nef.....	700	280 ^f	84 ^f	115 ^f
	1 ^{re}	N° 4. — Mêmes tentures que le n° 3, plus tentures semblables dans les transepts.....	1,200	480	144	192
NOTA. L'emploi de la litre en velours motivera une réduction sur la tenture n° 4, pour le bandeau dont cette litre tiendra lieu.						
Saint-Leu.....	5 ^e	N° 1. — Tentures frangées de huit mètres de hauteur réduites, posées sous les statues dans le sanctuaire.....	200	80	24	.
	4 ^e	N° 2. — Mêmes tentures dans le sanctuaire, et tentures de cinq mètres posées à la naissance des ogives à toutes les travées de la nef.....	400	160	48	.
	3 ^e et 2 ^e	N° 3. — Mêmes tentures que le n° 1 dans le sanctuaire, plus tentures de neuf mètres frangées et ouvertes en rideaux à toutes les travées de la nef, entre les piliers apparents.....	800	320	96	128
	1 ^{re}	N° 4. — Mêmes tentures que le n° 3, plus la façade de l'orgue et les bas-côtés tendus à cinq mètres.....	1,000	400	120	160
	5 ^e	N° 1. — Tentures frangées de sept mètres sur la corniche du sanctuaire, et tentures de cinq mètres avec bandeaux frangés de deux mètres sur les impostes des arcades du chœur.....	230	92	28	.
	4 ^e	N° 2. — Mêmes tentures dans le chœur et le sanctuaire, et les piédroits des arcades tendus avec bandeau frangé de deux mètres cinquante centimètres sur les impostes, dans la nef.....	500	200	60	.
Saint - Louis - d'Ant'n.....	3 ^e et 2 ^e	N° 3. — Tentures du sanctuaire comme le n° 1, plus tentures de dix mètres ouvertes en rideaux frangés au droit des arcades, posées sur la corniche dans la nef et le chœur, et tenture de la tribune de l'orgue.....	800	320	96	128
	1 ^{re}	N° 4. — Mêmes tentures que le n° 3, plus le dessous de la tribune de l'orgue et la nef latérale, dans leur pourtour, sur cinq mètres de haut.....	1,000	400	120	160
	5 ^e	N° 1. — Tentures frangées posées sur les impostes, entre les pilastres apparents dans le chœur.....	200	80	24	.
Saint - Louis-en- l'Île.....	4 ^e	N° 2. — Tentures semblables au n° 1, dans le chœur et la nef.....	400	160	48	.
	3 ^e et 2 ^e	N° 3. — Tentures de sept mètres dans le chœur, et de neuf mètres dans la nef et le transept, posées sous l'architrave, entre les pilastres apparents	800	320	96	128

ÉGLISES.	CLASSES.	DÉNOMINATION DES TENTURES.	MÈTRES super- ficiels de tenture.	PRIX		
				de la tenture.	de la frange.	du couron- nement.
St-Louis-en- Pile..... (Suite.)	1 ^{re}	N° 4. — Tentures semblables au n° 3, plus un bandeau de deux mètres cinquante centimètres au pourtour de la corniche..... NOTA. Le prix de cette tenture sera réduit lorsqu'il sera fait emploi de la litre en velours, qui remplacera le bandeau sur la corniche...	1,100	440 ^f	132 ^f	176 ^f
		<i>Tentures spéciales, posées sur la corniche du petit ordre et les frontons de chapelles.</i>				
Madeleine...	5°	N° 1. — Hémicycle du cœur.....	250	100	30	"
	4°	N° 2. — Hémicycle et deux chapelles..	600	240	72	"
	3° et 2°	N° 3. — Hémicycle et quatre chapelles.	1,100	440	132	176
	1 ^{re}	N° 4. — Hémicycle et les six chapelles	1,500	600	180	240
St-Margue- rite.....	5°	N° 1. — Tentures de cinq mètres et rideaux à la dernière arcade avec bandeaux frangés de deux mètres posés sur les impostes dans le chœur.....	220	88	27	"
	4°	N° 2. — Mêmes tentures, mais le bandeau de cinq mètres et posé sur la corniche au pourtour du chœur.....	380	152	46	"
	3° et 2°	N° 3. — Mêmes tentures que le n° 2, plus un cours de tentures de six mètres, avec bandeau frangé de deux mètres, posé sur la corniche dans la nef.	800	320	96	128
	1 ^{re}	N° 4. — Mêmes tentures que le n° 3, plus les retours dans les transepts tendus comme la nef, les portes des chapelles garnies de rideaux frangés. NOTA. L'emploi de cent mètres de litre en velours motivera une réduction de deux cents mètres sur le n° 4, en compensation des bandeaux dont cette litre tient lieu.	1,200	480	144	192
St-Médard...	5°	N° 1. — Tentures frangées de cinq mètres posées sur le bandeau dans le chœur.....	250	100	30	"
	4°	N° 2. — Tentures frangées de sept mètres posées de même dans le chœur...	350	140	42	"
	3°, 2° et 1 ^{re}	N° 3. — Tentures frangées de sept mètres posées sur le bandeau dans le chœur; tentures de sept mètres frangées, entre chaque pilier de la nef, et tenture du porche avec bandeau et rideaux frangés.....	750	300	90	120
	5°	N° 1. — Tentures de cinq mètres frangées posées sur les impostes des arcs dans le chœur, les pilastres apparents	200	80	24	"
St-Merry....	4°	N° 2. — Tentures de six mètres réduites, ouvertes en rideaux frangés, posées sur les impostes dans le chœur.	550	220	66	"

ÉGLISES.	CLASSES.	DÉSIGNATION DES TENTURES.	MÈTRES super- ficiels de tenture.	PRIX		
				de la tenture.	de la frange.	de la corniche.
Saint-Merry.... (Suite.)	3 ^e et 2 ^e	N ^o 3. — Mêmes tentures qu'au n ^o 2, plus tentures de sept mètres frangées posées au-dessous du cordon des croisées, à quatre travées de la nef, entre les piliers	800	320 ^f	96 ^f	150
	1 ^{re}	N ^o 4. — Mêmes tentures que le n ^o 3, plus un bandeau frangé de quatre mètres sur la dernière corniche du chœur	1,000	400	120	160
	5 ^e	N ^o 1. — Tentures de dix mètres avec bandeau frangé de deux mètres cinquante centimètres, posées sur la corniche dans le sanctuaire.....	190	76	23	40
Missions-Étran- gères.....	4 ^e	N ^o 2. — Mêmes tentures dans le sanctuaire et le chœur.....	500	200	60	100
	3 ^e et 2 ^e	N ^o 3. — Mêmes tentures au pourtour de toute l'église, sauf la tribune....	800	320	96	150
	1 ^{re}	N ^o 4. — Mêmes tentures que le n ^o 3, plus la tenture de la tribune.....	980	392	118	157
NOTA. L'emploi de la litre en velours motivera une réduction sur la tenture n ^o 4, pour le bandeau dont cette litre tient lieu.						
Saint-Nicolas- des-Champs..	5 ^e	N ^o 1. — Tentures de cinq mètres frangées, posées sur les chapiteaux des piliers devant les trois arcades du chœur, en avant de l'autel.....	200	80	24	40
	4 ^e	N ^o 2. — Mêmes tentures dans tout le chœur	300	120	36	60
	3 ^e et 2 ^e	N ^o 3. — Tentures de sept mètres posées sur les chapiteaux entre les piliers apparents, dont deux ouvertes en rideaux frangés, et bandeau frangé de 5 mètres, sur les corniches, dans le chœur, en avant de l'autel.....	800	320	96	150
	1 ^{re}	N ^o 4. — Mêmes tentures que le n ^o 3, plus quatorze tentures de sept mètres frangées, posées sous le cordon des croisées, aux travées de la nef, entre les piliers apparents.....	1,400	560	168	210
	5 ^e	N ^o 1. — Tentures de cinq mètres frangées, posées sur les impostes entre les pilastres apparents dans le chœur...	170	68	20	30
Saint-Nicolas-du- Chardonnet..	4 ^e	N ^o 2. — Mêmes tentures, plus les arcades de la nef tendues de même....	330	132	40	60
	3 ^e et 2 ^e	N ^o 3. — Tentures de dix mètres frangées, posées sur la corniche dans le chœur et la nef.....	800	320	96	150
	1 ^{re}	N ^o 4. — Mêmes tentures que le n ^o 3, dans le chœur, la nef et les transepts.	1,000	400	120	180
Notre-Dame....	5 ^e	N ^o 1. — Bandeaux frangés de cinq mètres posés au-dessus des chapiteaux des gros piliers à quatre travées de la nef.	250	100	30	50
	4 ^e	N ^o 2. — Mêmes tentures dans toute la longueur de la nef.....	500	200	60	100

ÉLÉMENTS.	CLASSES.	DÉNOMINATION DES TENTURES.	MÈTRES super- ficiels de tenture.	PRIX		
				de la tenture.	de la frange.	du couron- nement.
Notre-Dame.... (Suite.)	3 ^e et 2 ^e	N ^o 3. — Tentures de dix mètres frangées, posées entre les piliers apparents, sur les appuis des tribunes de la nef....	800	320 ^f	96 ^f	128 ^f
	1 ^{re}	N ^o 4. — Mêmes tentures que le n ^o 3, plus trois tentures de dix mètres pour barrer le chœur et les transepts.... Nota. On ne tend point ordinairement le chœur.	1,200	480	144	192
Notre-Dame-de- Lorette.....		<i>Tentures spéciales posées sur la corniche.</i>				
	5 ^e	N ^o 1. — Chœur jusqu'aux deux chapelles.	250	100	30	"
	4 ^e	N ^o 2. — Chœur jusqu'à l'entrée de la nef.	500	200	60	"
	3 ^e et 2 ^e	N ^o 3. — Chœur comme le n ^o 2, et tentures de sept mètres cinquante centimètres frangées de chaque côté de la nef...	1,000	400	120	160
	1 ^{re}	N ^o 4. — Mêmes tentures que le n ^o 3, plus la face de l'orgue.....	2,100	440	132	176
Notre-Dame-des- Victoires.....	5 ^e	N ^o 1. — Bandeaux frangés de sept mètres posés sur la corniche dans le fond du chœur, à partir du dernier pilastre..	250	100	30	"
	4 ^e	N ^o 2. — Mêmes tentures dans le chœur, avec retours au droit du premier pilastre de la croix, de chaque côté....	450	180	54	"
	3 ^e et 2 ^e	N ^o 3. — Mêmes tentures que le n ^o 2, plus tentures de cinq mètres frangées, posées sur les impostes à toutes les arcades de la nef et rideaux à celles des transepts.....	800	320	96	128
	1 ^{re}	N ^o 4. — Mêmes tentures que le n ^o 3, plus bandeau frangé de cinq mètres au pourtour de la corniche de la nef et des transepts.....	2,200	480	144	192
		<i>Tentures posées sur l'appui des tribunes, les pilastres apparents.</i>				
Saint-Paul-Saint- Louis.....	5 ^e	N ^o 1. — Tentures du chœur frangées, celles des arcades couvertes en rideaux.	250	100	30	"
	4 ^e	N ^o 2. — Mêmes tentures pour le chœur et le transept.....	500	200	60	"
	3 ^e et 2 ^e	N ^o 3. — Mêmes tentures que le n ^o 2, plus tentures de sept mètres frangées à toutes les arcades de la nef et du transept.....	800	320	"	128
	1 ^{re}	N ^o 4. — Mêmes tentures que le n ^o 2, plus tentures de neuf mètres à toutes les arcades de la nef et du transept, et la tribune de l'orgue.....	1,100	440	132	176
	5 ^e	N ^o 1. — Tentures frangées de sept mètres au pourtour du chœur, posées sur la corniche.....	250	100	30	"
Saint-Philippe- du-Roule....	4 ^e	N ^o 2. — Mêmes tentures au pourtour du chœur et des deux côtés de la nef, posées sur la corniche.....	500	200	60	"
	3 ^e et 2 ^e	N ^o 3. — Tentures frangées de dix mètres au pourtour du chœur et de la nef, et de sept mètres à l'orgue, posées sur la corniche.....	800	320	96	128

ÉGLISES.	CLASSES.	DÉNOMINATION DES TENTURES.	MÈTRES su- perficieis de tenture.	PRIX		
				de la tenture.	de la frange.	du cœur même
Saint-Philippe- du-Roule. (Suite.)	1 ^{re}	N° 4. — Tentures frangées de cinq mètres sur la corniche et les colonnes entourées dans la nef, le chœur comme le n° 3	1,100	440 ^f	132 ^f	176
	5 ^e	N° 1. — Tentures frangées de deux mètres cinquante centimètres sur la corniche, au pourtour du sanctuaire, et tentures sur les impostes de la nef jusqu'à la chaire	150	60	18	"
	4 ^e	N° 2. — Mêmes tentures que le n° 1 dans le sanctuaire, et tentures frangées de cinq mètres posées sur la corniche dans la nef	300	120	36	"
Saint-Pierre.... (à Chaillot).	3 ^e et 2 ^e	N° 3. — Mêmes tentures que le n° 1 dans le sanctuaire; dans la nef, les piliers entourés, rideaux sur les impostes entre les piliers, et bandeau frangé de quatre mètres sur la corniche	700	280	84	112
	1 ^{re}	N° 4. — Mêmes tentures que le n° 3, plus les bas-côtés et la face de l'orgue tendus à cinq mètres	1,000	400	120	160
	5 ^e	N° 1. — Tentures de cinq mètres frangées, posées sur les chapiteaux à trois travées dans le chœur	150	60	18	"
Saint-Pierre.... (au Gros-Caillon)	4 ^e	N° 2. — Mêmes tentures des deux côtés de l'église	350	140	42	"
	3 ^e , 2 ^e et 1 ^{re}	N° 3. — Tentures de dix mètres frangées, posées sur la corniche dans toute l'église	800	320	96	128
	5 ^e	N° 1. — Tentures des arcades du chœur à la hauteur des impostes, avec bandeaux frangés, et rideaux à deux arcades, les pilastres apparents	250	92	28	"
Saint-Roch.....	4 ^e	N° 2. — Tentures de dix mètres frangées, posées sur la corniche de chaque côté du chœur, sans le sanctuaire ..	500	200	60	"
	3 ^e et 2 ^e	N° 3. — Tentures frangées de huit mètres à toutes les arcades, à la hauteur des chapiteaux dans le chœur et la nef, bandeau à l'appui de l'orgue, les pilastres apparents	800	320	96	128
	1 ^{re}	N° 4. — Mêmes tentures que le n° 3, plus les quatre arcades des transepts et un bandeau frangé de deux mètres cinquante centimètres sur la corniche au pourtour de l'église	1,500	600	180	240

NOTA. L'emploi de la litre en velours motivera une réduction sur le n° 4, en compensation du bandeau dont la litre tient lieu.

ÉGLISES.	CLASSES.	DÉNOMINATION DES TENTURES.	MÈTRES su- perficiels de tenture.	PRIX		
				de la tenture.	de la frange.	du couron- nement.
Saint-Séverin....	5°	N° 1. — Tentures de huit mètres avec bandeau frangé de deux mètres cinquante centimètres dans le sanctuaire.....	300	80 ^f	24 ^f	"
	4°	N° 2. — Mêmes tentures que le n° 1, plus tentures de sept mètres avec bandeaux frangés de deux mètres à trois travées de la nef.....	400	160	48	"
	3° et 2°	N° 3. — Mêmes tentures que le n° 1, et tentures de toute la nef comme le n° 2.	800	320	96	128 ^f
	1 ^{re}	N° 4. — Mêmes tentures que le n° 3, avec retour de la face du porche..... NOTA. L'emploi de la litre en velours motivera une réduction sur la tenture n° 4, pour le bandeau que la litre remplacera.	950	380	114	152
Saint-Sulpice....	5°	N° 1. — Tentures de sept mètres avec bandeaux frangés de deux mètres, posées à sept mètres entre les pilastres apparents aux arcades de deux travées de la nef.....	250	100	30	"
	4°	N° 2. — Mêmes tentures aux quatre travées de la nef.....	550	220	66	"
	3° et 2°	N° 3. — Tentures de dix mètres rangées, posées sur les impostes des arcades aux quatre travées de la nef, et tentures de dix mètres pour barrer le chœur derrière l'autel.....	1,100	440	132	176
	1 ^{re}	N° 4. — Tentures de dix mètres frangées, posées sur les impostes à toutes les arcades de la nef et du chœur, et rideaux de onze mètres aux quatre arcades des bas-côtés sur le transept....	1,500	600	180	240
Saint-Thomas-d'Aquin.....	5°	N° 1. — Tentures de sept mètres de haut, dont un bandeau frangé de deux mètres cinquante centimètres au pourtour du chœur, avec retour de chaque côté sur les deux pilastres extérieurs.....	250	100	30	"
	4°	N° 2. — Mêmes tentures que le n° 1, plus tentures de sept mètres frangées, posées sur les impostes aux arcades de la nef.....	500	200	60	"
	3° et 2°	N° 3. — Mêmes tentures que le n° 2, plus les arcades des transepts garnies de rideaux frangés, les côtés des chapelles à la même hauteur et la tribune de l'orgue.....	860	344	104	138
	1 ^{re}	N° 4. — Tentures de treize mètres posées sur la corniche au pourtour de toute l'église.....	1,500	600	180	240
La Trinité.....	5°	N° 1. — Bandeaux frangés de deux mètres cinquante centimètres sur l'appui des tribunes au pourtour de l'église, et tentures de cinq mètres aux deux côtés de l'autel.....	130	52	16	"

ÉGLISES.	CLASSES.	DÉSIGNATION DES TENTURES.	MÈTRES super- ficiels de tenture.	PRIX		
				de la tenture.	de la frange.	de cours somme
La Trinité..... (Suïte.)	4°	N° 2. — Mêmes tentures que le n° 1, plus rideaux frangés aux tribunes des deux côtés de la nef.....	250	100 ^f	30 ^f	"
	3°, 2° et 1°	N° 3. — Mêmes tentures que le n° 2, plus les bas-côtés tendus avec rideaux frangés au droit des portes et les tentures de l'autel de toute la hauteur..	500	200	60	80 ^f
Sainte-Valéry ..	5°	N° 1. — Tentures frangées en rideaux posées sur les appuis de tribunes du chœur.....	180	64	19	"
	4°	N° 2. — Mêmes tentures que le n° 1, plus tentures de même hauteur aux deux côtés de la nef.....	300	120	36	"
	3°, 2° et 1°	N° 3. — Tentures frangées en rideaux à toutes les tribunes hautes et basses, tentures jusqu'au plafond, aux deux côtés de la nef, et le dessous des tribunes tendu.....	800	320	96	128
		<i>Tentures posées sur l'appui de la tribune. (On ne tend pas le sanctuaire.)</i>				
Saint-Viscent-de- Paul.....	5°	N° 1. — Tentures de dix mètres frangées aux trois entre-colonnements du chœur de chaque côté.....	240	96	29	"
	4°	N° 2. — Mêmes tentures jusqu'à la chaire	500	200	60	"
	3° et 2°	N° 3. — Mêmes tentures des deux côtés de la nef et du chœur.....	800	320	96	128
	1°	N° 4. — Tentures de treize mètres des deux côtés de la nef, avec bandeau frangé de cinq mètres.....	1,400	560	168	224
TEMPIES.						
Billettes, (Con- fession d'Augu- bourg, — Lu- thériques)....	5°	N° 1. — Tentures de cinq mètres frangées, posées sur les appuis des tribunes de la nef, les pilastres apparents...	120	48	15	"
	4°	N° 2. — Mêmes tentures que le n° 1, plus tentures frangées de sept mètres posées sur l'architrave, entre les pilastres, dans le surplus du temple.....	300	120	36	"
	3°, 2° et 1°	N° 3. — Tentures comme le n° 2, plus rideaux frangés aux tribunes de la nef, et bandeau frangé de deux mètres cinquante centimètres sur la corniche au pourtour du temple.....	600	240	72	96
		NOTA. L'emploi de la litre en velours motivera une réduction sur le n° 4, pour le bandeau dont cette litre tiendra lieu.				
Dames - Sainte - Marie. (Église réformée. — Calvinistes.).	5°	N° 1. — Tentures de six mètres de hauteur réduite, frangées et ouvertes en rideaux sur la première corniche, entre les pilastres et en devant de la tribune d'entrée, dans le dôme seulement...	150	60	18	"

TEMPLES.	CLASSES.	DÉSIGNATION DES TENTURES.	MÈTRES super- ficiels de tenture.	PRIX		
				de la tenture.	de la frange.	du couron- nement.
Dames - Saints - Marie. (Église réformée. — Calvinistes.).. (Suite.)	4°	N° 2. — Mêmes tentures que le n° 1 dans tout le pourtour du dôme et des trois chapelles.....	500	200 ^f	60 ^f	"
	3°, 3° et 1 ^{re}	N° 3. — Mêmes tentures que le n° 2, plus un bandeau frangé de six mètres sur la corniche du grand ordre du dôme.....	700	280	84	112 ^f
Oratoire. (Église réformée. — Calvinistes.)..	5°	N° 1. — Tentures de sept mètres avec bandeaux frangés de deux mètres, posés sur la corniche du petit ordre dans le chœur, les pilastres apparents.	250	100	30	"
	4°	N° 2. — Mêmes tentures que le n° 1, et tentures semblables relevées en rideaux au droit du passage, à la grande tribune.....	500	200	60	"
	3° et 2°	N° 3. — Mêmes tentures dans toute l'église, y compris le porche, et tentures des appuis des tribunes.....	850	340	102	136
	1 ^{re}	N° 4. — Mêmes tentures que le n° 3, plus rideaux frangés aux petites tribunes.....	1,200	480	144	192
	5°	N° 1. — Tentures frangées de cinq mètres entre les pilastres apparents au pourtour de la nef à la hauteur de la première corniche.....	240	96	29	"
Panthéon. (Église réformée. Calvinistes.)..	4°	N° 2. — Mêmes tentures que le n° 1, et tentures de même hauteur au pourtour du chœur et des colonnes.....	450	180	54	"
	3° et 2°	N° 3. — Mêmes tentures que le n° 2, plus un bandeau frangé de cinq mètres posé sur la corniche au pourtour de la nef.....	800	320	96	128
	1 ^{re}	N° 4. — Mêmes tentures dans la nef que le n° 3, et les tentures du chœur jusqu'à la corniche.....	1,000	400	120	160
	5°	N° 1. — Bandeaux frangés de deux mètres cinquante centimètres sur les appuis des tribunes.....	120	48	15	"
	4°	N° 2. — Mêmes tentures, plus celles des piédroits jusqu'aux naissances des cintres, et rideaux aux tribunes basses..	400	160	48	"
La Rédemption. (Confession d'Augbourg. — Luthériens.)	3° et 2°	N° 3. — Mêmes tentures que le n° 2, plus tentures de cinq mètres posées à la corniche, au fond des grandes tribunes.....	700	280	84	112
	1 ^{re}	N° 4. — Mêmes tentures que le n° 3, plus le porche et la tribune de l'orgue, avec bandeau frangé et rideaux aux portes.....	1,000	400	120	160

NOTA. Le tableau ci-dessus sera complété dans le cas où le nombre des églises ou temples viendrait à être augmenté.

DÉSIGNATION DES OBJETS.	TARIF.
DEUXIÈME PARTIE. SERVICES ANNIVERSAIRES. 1^{re} CLASSE. CÉRÉMONIE RELIGIEUSE DES SERVICES ANNIVERSAIRES.	
1^{er} Personnel.	
1. Droit curial..... 2. Présence de M. le curé..... 3. Présence de deux vicaires..... 4. Présence de dix-huit prêtres..... 5. Six chantres, à 2 francs chacun..... 6. Deux serpents, à 2 francs chacun..... 7. Huit clercs, à 1 franc chacun..... 8. Dix enfants de chœur, à 1 franc chacun..... 9. Un prêtre-sacristain..... 10. Un régulateur-receveur des services..... 11. Un garçon de sacristie..... 12. Deux suisses, à 2 francs chacun..... 13. Deux bedeaux, à 2 francs chacun..... 14. Un porte-croix..... 15. Grand'messe : le célébrant..... 16. Le diacre et le sous-diacre..... 17. Offrande.....	8 ^{fr} 00 ^{cs} 15 00 8 00 54 00 12 00 4 00 8 00 10 00 3 00 9 00 2 00 4 00 4 00 2 00 6 00 6 00 Mémoire.
TOTAL du personnel.....	156 00
2^o Matériel.	
NOTA. Indépendamment des articles compris dans cette section, les familles pourront choisir, dans les classes du tarif des convois, les objets dont elles jugeraient à propos de faire usage.	
18. A l'autel, vingt-quatre cierges, cire fine, de 3/8 ^{me} de kilogramme (3/4 de livre), à 8 francs le kilogramme..... 19. Autour de la représentation, trente cierges, cire fine, de 3/8 ^{me} de kilogramme..... 20. Onze kilogrammes de cire fine pour le clergé, à 8 francs le kilogramme.. 21. Ornaments les plus riches..... 22. Chandeliers d'autel, acolytes, croix, etc..... 23. Grande tenture du fond de l'autel..... 24. Couverture du tabernacle et des gradins..... 25. Parement au devant de l'autel..... 26. Couvertures des sièges des célébrants..... 27. Tapis de sanctuaire et pupitre..... 28. Drap mortuaire..... 29. Estrade pour la représentation..... 30. Trente chandeliers autour de la représentation..... 31. Une volée d'une seule cloche avant l'office..... 32. Une volée lors de l'absence.....	72 00 90 00 88 00 40 00 20 00 15 00 5 00 3 00 4 00 2 00 40 00 15 00 30 00 2 50 2 50
TOTAL du matériel.....	419 00
TOTAL DE LA 1^{re} CLASSE.....	585 00
2^e CLASSE. CÉRÉMONIE RELIGIEUSE DES SERVICES ANNIVERSAIRES.	
1^{er} Personnel.	
1. Droit curial..... 2. Présence de M. le curé.....	7 00 15 00

DÉSIGNATION DES OBJETS.	TARIF.
3. Présence de deux vicaires.....	7 ⁰⁰
4. Présence de quatorze prêtres.....	35 00
5. Six chantres, à 2 francs chacun.....	12 00
6. Deux serpents, à 2 francs chacun.....	4 00
7. Six clercs, à 1 franc chacun.....	6 00
8. Huit enfants de chœur, à 1 franc chacun.....	8 00
9. Un prêtre-sacristain.....	3 00
10. Un régulateur-receveur des services.....	9 00
11. Un garçon de sacristie.....	2 00
12. Un suisse.....	2 00
13. Un bedeau.....	2 00
14. Un porte-croix.....	2 00
15. Grand'messe : le célébrant.....	6 00
16. Diacre et sous-diacre.....	6 00
17. Offrande.....	Mémoire.
TOTAL du personnel.....	126 00
2° Matériel.	
NOTA. Indépendamment des articles compris dans cette section, les familles pourront choisir, dans les classes du tarif des convois, les objets dont elles jugeront à propos de faire usage.	
18. A l'autel, dix-huit cierges, cire fine, de 3/8 ^m de kilogramme (3/4 de livre) à 8 francs le kilogramme.....	54 00
19. Autour de la représentation, trente cierges, cire fine, de 3/8 ^m de kilogramme.....	90 00
20. Au clergé, sept kilogrammes 1/2, cire fine, à 8 francs le kilogramme....	60 00
21. Ornaments.....	35 00
22. Chandeliers, croix, bénitier, etc.....	18 00
23. Tenture, pièce de fond d'autel.....	15 00
24. Couverture des gradins du tabernacle.....	5 00
25. Couverture des sièges des célébrants et pupitres.....	3 00
26. Devant de l'autel.....	3 00
27. Tapis du sanctuaire.....	2 00
28. Estrade pour la représentation.....	15 00
29. Drap mortuaire.....	40 00
30. Trente chandeliers autour de la représentation.....	30 00
31. Une volée d'une seule cloche au commencement de l'office.....	2 50
32. Une volée lors de l'absoute.....	2 50
TOTAL du matériel.....	375 00
TOTAL DE LA 2° CLASSE.....	501 00
3° CLASSE.	
CÉRÉMONIE RELIGIEUSE DES SERVICES ANNIVERSAIRES.	
1° Personnel.	
1. Droit curial.....	6 00
2. Présence de M. le curé.....	12 00
3. Présence de deux vicaires.....	6 00
4. Présence de douze prêtres.....	27 00
5. Quatre chantres, à 2 francs.....	8 00
6. Deux serpents, à 2 francs.....	4 00
7. Quatre clercs, à 1 franc.....	4 00
8. Six enfants de chœur, à 75 centimes.....	4 50
9. Un prêtre-sacristain.....	3 50
10. Un régulateur-receveur des services.....	6 00
11. Un garçon de sacristie.....	1 50
12. Un suisse.....	1 50
13. Un bedeau.....	1 00

DÉSIGNATION DES OBJETS.	TARIF.
14. Un porte-croix 15. Grand'messe : le célébrant..... 16. Diacre et sous-diacre..... 17. Offrande.....	1 ^{re} 50 ^c 3 50 3 00 Mémoire.
TOTAL du personnel.....	92 00
2 ^e Matériel.	
NOTA. Indépendamment des articles compris dans cette section, les familles pourront choisir, dans les classes du tarif des convois, les objets dont elles jugeraient à propos de faire usage.	
18. A l'autel, douze cierges, cire fine, de 3/8 ^m de kilogramme (3/4 de livre), à 8 francs le kilogramme..... 19. Autour de la représentation, vingt cierges, cire fine, de 3/8 ^m de kilogramme..... 20. Ornaments, chasubles, dalmatiques, etc..... 21. Tenture du fond de l'autel..... 22. Devant de l'autel, couverture de gradins..... 23. Croix, bénitier et chandeliers..... 24. Estrade pour la représentation..... 25. Drap mortuaire..... 26. Vingt chandeliers autour de la représentation..... 27. Une volée d'une seule cloche au commencement de l'office..... 28. Une volée lors de l'absoute.....	36 00 60 00 30 00 10 00 4 00 8 00 26 00 20 00 20 00 2 50 2 50
TOTAL du matériel.....	198 00
TOTAL DE LA 3 ^e CLASSE.....	290 00
4 ^e CLASSE.	
CÉRÉMONIE RELIGIEUSE DES SERVICES ANNIVERSAIRES.	
1 ^{er} Personnel.	
1. Droit curial..... 2. Présence de M. le curé..... 3. Présence de deux vicaires..... 4. Présence de dix prêtres..... 5. Deux chantres, à 2 francs chacun..... 6. Un serpent..... 7. Un prêtre-sacristain..... 8. Un régulateur-receveur des services..... 9. Quatre enfants de chœur..... 10. Un garçon de sacristie..... 11. Un suisse..... 12. Un bedeau..... 13. Un porte-croix..... 14. Grand'messe : le célébrant..... 15. Diacre et sous-diacre..... 16. Offrande.....	6 00 8 00 6 00 22 50 4 00 2 00 2 25 5 00 2 00 1 25 1 00 1 00 1 25 3 00 2 50 Mémoire.
TOTAL du personnel.....	67 75
2 ^e Matériel.	
NOTA. Indépendamment des articles compris dans cette section, les familles pourront choisir, dans les classes du tarif des convois, les objets dont elles jugeraient à propos de faire usage.	
17. A l'autel, dix cierges cire, fine, de 3/8 ^m de kilogramme (3/4 de livre), à 8 francs le kilogramme..... 18. Autour de la représentation, seize cierges, cire fine, de 3/8 ^m de kilogramme..... 19. Ornaments, chasubles, etc..... 20. Devant d'autel.....	30 00 48 00 18 00 4 00

DÉSIGNATION DES OBJETS.	TARIF.
21. Croix et bénitier, chandeliers d'autel..... 22. Représentation..... 23. Drap mortuaire..... 24. Soixante chandeliers autour de la représentation.....	2 ^{fr} 00 ^c 5 00 15 00 16 00
TOTAL du matériel.....	144 00
TOTAL DE LA 4 ^e CLASSE.....	211 75
5^e CLASSE.	
CÉRÉMONIE RELIGIEUSE DES SERVICES ANNIVERSAIRES.	
1^{er} Personnel.	
1. Droit curial..... 2. Présence de M. le curé..... 3. Présence de deux vicaires..... 4. Présence de six prêtres..... 5. Deux chœurs, à 2 francs..... 6. Un serpent..... 7. Quatre enfants de chœur..... 8. Un prêtre sacristain..... 9. Un régulateur-receveur des services..... 10. Un garçon de sacristie..... 11. Un suisse..... 12. Un bedeau..... 13. Un porte-croix..... 14. Grand-maître : le célébrant..... 15. Diacre et sous-diacre..... 16. Offrande.....	5 00 5 00 5 00 13 50 4 00 2 00 2 00 4 25 1 00 1 00 1 00 1 00 1 00 1 00 3 00 3 00 Mémoire.
TOTAL du personnel.....	50 75
2^e Matériel.	
NOTA. Indépendamment des articles compris dans cette section, les familles pourront choisir, dans les classes du tarif des convois, les objets dont elles jugeront à propos de faire usage.	
17. A l'autel, six cierges, cire fine, de 3/8 ^{me} de kilogramme (3/4 de livre), à 8 francs le kilogramme..... 18. Autour de la représentation, douze cierges, cire fine, de 3/8 ^{me} de kilogramme..... 19. Ornement, etc..... 20. Devant d'autel..... 21. Chandeliers d'autel, croix et bénitier..... 22. Représentation..... 23. Drap mortuaire..... 24. Douze chandeliers autour du corps.....	18 00 36 00 14 50 4 00 7 50 4 00 9 00 12 00
TOTAL du matériel.....	105 00
TOTAL DE LA 5 ^e CLASSE.....	155 75
6^e CLASSE.	
CÉRÉMONIE RELIGIEUSE DES SERVICES ANNIVERSAIRES.	
1^{er} Personnel.	
1. Droit curial..... 2. Présence de M. le curé..... 3. Présence d'un vicaire.....	4 00 3 00 2 50

DÉSIGNATION DES OBJETS.	TARIF.
4. Présence de quatre prêtres.....	8' 00"
5. Deux chantres, à 1 franc 50 centimes chacun.....	3 00
6. Un prêtre-sacristain.....	2 00
7. Un régulateur-receveur des services.....	3 00
8. Deux enfants de chœur.....	1 00
9. Un garçon de sacristie.....	0 75
10. Un suisse.....	0 75
11. Un bedeau.....	0 75
12. Un porte-croix.....	0 75
13. Messe chantée sans diacre ni sous-diacre.....	3 00
TOTAL du personnel.....	32 50
2° Matériel.	
NOTA. Indépendamment des articles compris dans cette section, les familles pourront choisir, dans les classes du tarif des convois, les objets dont elles jugeraient à propos de faire usage.	
14. Six cierges à l'autel.....	6 00
15. Six cierges autour de la représentation.....	6 00
16. Ornaments, chasuble et chapes.....	3 00
17. Devant d'autel.....	3 00
18. Croix, chandeliers d'autel et bénitier.....	1 50
19. Représentation.....	3 00
20. Drap mortuaire.....	5 00
21. Chandeliers autour de la représentation.....	3 00
TOTAL du matériel.....	31 50
TOTAL DE LA 6° CLASSE.....	64 00
7° CLASSE.	
1° Personnel.	
1. Droit curial.....	3 00
2. Présence d'un vicaire.....	1 50
3. Présence de trois prêtres.....	3 75
4. Un régulateur-receveur des services.....	1 00
5. Un enfant de chœur.....	0 50
6. Un suisse.....	0 75
7. Un garçon de sacristie (porte-croix).....	1 00
8. Messe basse.....	1 50
TOTAL du personnel.....	13 00
2° Matériel.	
NOTA. Indépendamment des articles compris dans cette section, les familles pourront choisir, dans les classes du tarif des convois, les objets dont elles jugeront à propos de faire usage.	
9. Quatre cierges à l'autel.....	2 00
10. Quatre cierges autour de la représentation.....	2 00
11. Ornaments, croix, bénitier, chandeliers.....	8 00
12. Devant d'autel.....	3 00
13. Quatre chandeliers autour de la représentation.....	1 00
14. Représentation et drap mortuaire.....	5 00
TOTAL du matériel.....	17 00
TOTAL DE LA 7° CLASSE.....	30 00

DÉSIGNATION DES OBJETS.	TARIF.
RÉSUMÉ POUR LES SERVICES ANNIVERSAIRES. 1^{re} CLASSE..... 585^{fr} 00^c 2^e CLASSE..... 501 00 3^e CLASSE..... 290 00 4^e CLASSE..... 211 75 5^e CLASSE..... 156 75 6^e CLASSE..... 64 00 7^e CLASSE..... 30 00	
TROISIÈME PARTIE. TRANSPORTS À L'EXTÉRIEUR DE PARIS OU DE SES CIMITIÈRES. — . — 5 1^{re}. — TRANSPORTS HORS DE PARIS, DANS LES LIMITES DU DÉPARTEMENT DE LA SEINE. Pour chaque corbillard qui sortira de Paris pour une autre destination que celle des cimetières de cette ville, et qui sera conduit dans le rayon du département de la Seine, en sus du prix fixé pour chaque classe : Pour la 1^{re} classe..... 24 00 Pour les autres..... 12 00 Pour chaque voiture de deuil conduite à la même distance..... 6 00 Indemnité de déplacement de l'ordonnateur..... 6 00 Indemnité des maîtres de cérémonies..... 6 00 Indemnité pour chacun des porteurs..... 3 00 5 2. — TRANSPORTS HORS DE PARIS, AU DELÀ DES LIMITES DU DÉPARTEMENT DE LA SEINE. Pour chaque corbillard attelé de deux chevaux allant à destination, par chaque kilomètre de l'aller et du retour..... 1 25 Pour chaque paire de chevaux qui serait attelés en sus aux corbillards ou voitures, par kilomètre..... 0 75 Pour la location d'une voiture de transport, par chaque kilomètre de l'aller et du retour..... 0 60 Pour l'ordonnateur qui accompagnerait le transport, par chaque kilomètre de l'aller et du retour..... 0 50	

Vu pour être annexé au décret du 2 octobre 1852, enregistré sous le n° 2930.

Le Ministre de l'intérieur,

Signé F. DE PERSIGNY.

N° 7320. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice) portant que le sieur *Sidi Mahmoud Benayet*, né à Tunis (Afrique), est admis à jouir des droits de citoyen français. (Du 13 Septembre 1852.)

N° 7321. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) qui approuve les procès-verbaux de délimitation des forêts désignées dans le tableau suivant :

NUMÉROS DES ARTICLES.	NOMS DES FORÊTS délimitées.	DÉPARTEMENTS où ces forêts sont situées.	NATURE de la délimita- tion.	DATE du procès- verbal de délimita- tion.	DATE de la clôture du procès- verbal.	COMMUNES dont les conseils municipaux ont délibéré sur les résultats de l'opération.	DATES des délibéra- tions des conseils muni- cipaux.	AVIS SUGGÉRÉ des conseils.
11	Bois communaux de Clamecy.	Nièvre...	Générale..	23 avril 1849.	17 août 1850.	Clamecy....	11 mai 1852.	Approuve sous toutes réserves à l'égard des parties de limite contiguës aux propriétés de la commune de Chevrouches et de M ^{me} veuve Rasault.
12	Bois communaux de Baltzenheim.	Rhin (Haut-).	Idem.....	1 ^{er} sept. 1851.	14 nov. 1851.	Baltzenheim.	28 juill. 1852.	Approuve.
13	Bois communaux de Rouffach.	Idem.....	Partielle, avec diverses propriétés particulières.	4 fév. 1852.	30 mars 1852.	Rouffach....	4 juill. 1852.	Idem.
14	Bois communaux de Rappie.	Idem.....	Idem.....	5 déc. 1852.	5 nov. 1852.	Rappe..... Berthoumont. Chavanne-sur-l'Étang. Cîtey.....	22 juin 1845. 12 juill. 1845. 14 nov. 1845. 16 juin 1852.	Approuve.
15	Bois communaux de Cîtey.	(Haute-). Saône.	Générale..	24 mars 1851.	3 oct. 1852.	Cîtey.....	16 juin 1852.	Refuse son adhésion, par le motif que l'aménagement de la forêt communale a été prescrit contre le gré de la commune; mais cette opération, qui comprend la délimitation, ayant été prescrite par une décision ministérielle du 22 septembre 1848, il n'y a pas lieu de s'arrêter à l'opposition du conseil municipal.
16	Bois communaux de Brouvelieures.	Vosges...	Idem.....	10 oct. 1844.	20 sept. 1851.	Brouvelieures	21 juin 1852.	Approuve.
17	Bois communaux d'Arcy-sur-Cure.	Yonne...	Partielle, avec les communes Freville, Joubin et Louvriat.	5 fév. 1849.	16 août 1849.	Arcy-sur-Cure.	3 août 1851.	Idem.
18	Bois communaux de Cusy.	Idem.....	Générale..	20 fév. 1844.	4 mars 1851.	Cusy.....	20 mai 1852.	Idem.
19	Bois du hameau d'Ury, commune de Domercy-sur-Cure.	Idem...	Partielle, avec M. de Chastellaz.	14 avril 1851.	10 juin 1851.	Domercy-sur-Cure.	23 mai 1852.	Idem.
20	Bois communaux de Saint-Vincent.	Idem.....	Générale..	29 avril 1844.	19 mai 1850.	Saint-Vincent.	20 juin 1852.	Idem.

(Du 8 Septembre 1852.)

N° 7322. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) portant ce qui suit :

Les coupes ordinaires des bois communaux de Courban (Côte-d'Or) s'exploiteront désormais à l'âge de vingt-cinq ans. La coupe n° 19 sera réunie au quart de réserve, et le canton dit *Charon*, qui formait la vingt-sixième coupe, deviendra la dix-neuvième.

La demande du conseil municipal, tendant à obtenir l'autorisation d'exploiter immédiatement la coupe nouvellement réunie à la réserve, est rejetée. (Du 22 Septembre 1852.)

N° 7323. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) portant,

1° Que le mode de traitement par furetage, adopté jusqu'à ce jour pour les bois communaux de Marignac (Drôme), sera abandonné; .

2° Que ces bois seront désormais traités en futaie;

3° Que, pendant une révolution transitoire de vingt ans, on y pratiquera des coupes de nettoiement portant, tous les deux ans, sur le dixième de l'étendue boisée, et ayant pour but de faire disparaître les bois morts et dépérissants, ainsi que les bois dominés et surabondants. (Du 22 Septembre 1852.)

N° 7324. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) qui soumet au régime forestier les bois de la commune de Bourg (Haut-Rhin), d'une contenance évaluée à trente-cinq hectares soixante-neuf ares. (Du 22 Septembre 1852.)

N° 7325. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) portant,

1° Que l'administration des forêts est autorisée à délivrer à la commune de Saugnac (Landes) une coupe extraordinaire de cent chênes, à prendre dans la partie des bois de ladite commune mise en défends;

2° Que la vente et l'exploitation de cette coupe auront lieu conformément aux dispositions générales prescrites tant par le Code forestier que par l'ordonnance réglementaire du 1^{er} août 1827. (Du 22 Septembre 1852.)

N° 7326. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) portant ce qui suit :

L'administration des forêts est autorisée à délivrer aux communes de Saint-Blin et d'Aillianville (Haute-Marne) les coupes extraordinaires ci-après désignées, savoir :

A la commune de Saint-Blin, une coupe de vingt-trois hectares quatre-vingt-dix-sept ares, à prendre dans la partie la plus âgée de son quart de réserve;

A la commune d'Aillianville, une coupe de vingt-trois hectares vingt-huit ares, formant le restant exploitable de son quart de réserve.

Cette dernière délivrance se fera sans préjudice de celle qui a été autorisée dans les bois communaux d'Aillianville par décret du 23 février dernier.

La vente et l'exploitation des deux coupes ci-dessus mentionnées auront lieu conformément aux dispositions générales prescrites tant par le Code forestier que par l'ordonnance réglementaire du 1^{er} août 1827. (Du 22 Septembre 1852.)

N° 7327. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) portant ce qui suit :

Les quatre coupes ordinaires n° 1, 2, 3 et 4 de l'ancien aménagement des bois de Livrezy (Ardennes) seront réunies à la réserve.

Les trente et un hectares cinquante ares de bois soumis au régime forestier par la décision ministérielle du 19 janvier 1852, seront divisés en quatre parties égales, et formeront, avec les seize autres coupes de l'ancien aménagement, une série de vingt coupes ordinaires de taillis simple, exploitable dans une révolution de vingt ans.

Les numéros et l'ordre d'exploitation des vingt coupes seront fixées conformément aux indications du procès-verbal de visite, en date du 10 février 1852. (Du 26 Septembre 1852.)

N° 7328. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) portant :

ART. 1^{er}. Un agent ou un arpenteur forestier, désigné à cet effet, procédera immédiatement, et d'après les instructions de l'administration des forêts, aux opérations relatives à l'aménagement de la totalité des bois appartenant à la commune de Sainte-Agnès (Doubs). Le quart juste de la contenance de ces bois, à prendre dans les cantons des Gros-Chênes et du Parc sera distrait pour former la réserve, conformément aux dispositions de l'article 93 du Code forestier; le surplus, divisé en vingt-cinq coupes ordinaires, s'exploitera dans une révolution d'un même nombre d'années : ces coupes seront fixées sur le terrain, et désignées sur le plan par des numéros et par le nombre d'hectares dont chacune d'elles se composera.

2. Ces opérations seront constatées par des procès-verbaux et des plans dont expéditions devront être remises à l'administration des forêts, au conservateur, à l'agent chef de service et à la commune propriétaire. (Du 26 Septembre 1852.)

N° 7329. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) portant :

ART. 1^{er}. Un agent ou un arpenteur forestier, désigné à cet effet, procédera immédiatement, et d'après les instructions de l'administration des forêts, aux opérations relatives à l'aménagement de la totalité des bois appartenant à la commune de Cressia (Jura). Le quart juste de la contenance de ces bois, à prendre dans les cantons de Charnay, la Varenne, Parchy et Chillon, sera distrait pour former la réserve, conformément aux dispositions de l'article 93 du Code forestier; le surplus, divisé en vingt-cinq coupes ordinaires, s'exploitera dans une révolution d'un même nombre d'années : ces coupes seront

fixées sur le terrain et désignées sur le plan par des numéros et par le nombre d'hectares dont chacune d'elles se composera.

2. Ces opérations seront constatées par des procès-verbaux et des plans dont expéditions devront être remises à l'administration des forêts, au conservateur, à l'agent chef du service et à la commune propriétaire.

Toutefois, les travaux seront ajournés jusqu'au moment où la commune pourra disposer des ressources nécessaires pour leur exécution. (Du 26 Septembre 1852.)

N° 7330. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) qui soumet au régime forestier le bois dit *Ile-de-Gréoux*, contenant soixante et dix hectares, et appartenant à la commune de Gréoux (Basses-Alpes). (Du 26 Septembre 1852.)

N° 7331. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) portant ce qui suit :

Le quart juste de la contenance totale des bois communaux de Veynes (Hautes-Alpes), à prendre dans les cantons de Vaux-sous-Gougrand, l'Hôpital, Berthaud et Combarel, sera distrait pour former la réserve, conformément aux dispositions de l'article 93 du Code forestier; le surplus formera cinq séries d'exploitation.

La première série, composée du bois d'Oule, d'une étendue de deux cent quatre-vingts hectares treize ares, sera traitée en futaie; pendant une révolution transitoire de trente ans, on y pratiquera des coupes de nettoisement et des coupes d'éclaircie.

Les premières s'effectueront pendant les dix premières années, et porteront chaque année sur une contenance de six hectares quarante-neuf ares; les secondes auront lieu pendant les vingt années suivantes, et comprendront annuellement huit hectares quatre-vingt-cinq ares.

La seconde série, composée des bois d'Oriol et de Combarel, d'une contenance de cent quarante-cinq hectares vingt-quatre ares, sera aménagée en taillis sous futaie à une révolution de vingt-cinq ans; mais elle s'exploitera d'abord dans une révolution transitoire de dix-huit ans.

La troisième série, composée du bois de Piase-Chien, d'une contenance de quarante-quatre hectares soixante et dix-huit ares, et la quatrième, composée du bois des Tuiles, d'une contenance de soixante et douze hectares quatre-vingt-seize ares, seront aussi aménagées en taillis sous futaie à une révolution de vingt-cinq ans, mais s'exploiteront d'abord dans une révolution transitoire de quatorze ans.

Enfin, la cinquième série, composée des bois des Égaux, d'une étendue de cent dix-neuf hectares quarante-neuf ares, ne donnera lieu à aucune exploitation de produits principaux avant 1857; à cette époque, l'administration des forêts devra faire de nouvelles propositions pour l'aménagement de cette série. (Du 26 Septembre 1852.)

N° 7332. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) portant,

1° Qu'il sera procédé au repeuplement des friches dites *le Félot*, *la Caborde* et *la Faule*, contenant ensemble quarante et un hectares soixante-deux ares, et dépendant des bois communaux de Vantoux-Longeville (Haute-Saône);

2° Que ce repeuplement sera effectué conformément aux conditions proposées par les agents forestiers. (Du 26 Septembre 1852.)

N° 7333. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) portant :

ART. 1^{er}. La commune de Craz (Ain) est autorisée à exploiter, en 1852, cumulativement avec la coupe de cet exercice et celle de l'exercice 1851, une parcelle de taillis de trente-huit ares, formant le restant du canton où ces coupes sont assises.

2. Cette commune ne recevra aucune délivrance affouagère en 1853. (Du 26 Septembre 1852.)

N° 7334. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) portant :

ART. 1^{er}. La commune de Billy-les-Chanceaux (Côte-d'Or) est autorisée à mettre en vente la coupe du canton de ses bois nommé *le Mauwillot*, d'une étendue de un hectare soixante-trois ares.

La vente et l'exploitation de cette coupe auront lieu conformément aux dispositions générales prescrites tant par le Code forestier que par l'ordonnance réglementaire du 1^{er} août 1827.

2. La demande de la commune de Billy-les-Chanceaux, tendant à obtenir la délivrance du canton de bois dit *Lisière-des-Cambrays*, est rejetée. (Du 26 Septembre 1852.)

N° 7335. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) qui autorise la commune de Saulx-en-Woëvre (Meuse) à défricher les bois qui lui appartiennent, d'une contenance de soixante et seize hectares, sous les conditions suivantes :

1° Une somme de quarante mille francs (40,000^f) sera consacrée par la commune à l'acquisition de pareille contenance, soit de terrains déjà boisés, soit de terrains propres à être boisés, ainsi qu'aux travaux de boisement qu'exigeront ces terrains;

2° Les coupes ordinaires ne seront défrichées qu'au fur et à mesure de leur tour d'exploitation, jusqu'à ce qu'elles puissent être remplacées par des bois exploitables dans la nouvelle forêt. (Du 26 Septembre 1852.)

N° 7336. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) portant ce qui suit :

L'administration des forêts est autorisée à délivrer à la commune de Saignes (Charente-Inférieure) une coupe extraordinaire de trois hectares cinquante ares, à prendre dans le quart de réserve des bois de ladite commune.

La vente et l'exploitation de cette coupe auront lieu conformément aux dispositions générales prescrites tant par le Code forestier que par l'ordonnance réglementaire du 1^{er} août 1827, et la commune sera tenue de faire effectuer les travaux d'amélioration reconnus nécessaires par les agents forestiers. (Du 26 Septembre 1852.)

N° 7337. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) portant :

ART. 1^{er}. Un agent ou un arpenteur forestier, désigné à cet effet, procédera immédiatement, et d'après les instructions de l'administration des forêts, aux opérations relatives à l'aménagement de la totalité des bois appartenant à la commune de Germonville (Meurthe). Le quart juste de la contenance de ces bois, à prendre dans le canton de la Noire-Voivre, sera distrait pour former la réserve, conformément aux dispositions de l'article 93 du Code forestier; le surplus, divisé en douze coupes ordinaires, s'exploitera dans une révolution de vingt-quatre années : ces coupes seront fixées sur le terrain, et désignées sur le plan par des numéros et par le nombre d'hectares dont chacune d'elles se composera.

2. Ces opérations seront constatées par des procès-verbaux et des plans, dont expéditions devront être remises à l'administration des forêts, au conservateur, à l'agent chef de service et à la commune propriétaire. (Du 30 Septembre 1852.)



Certifié conforme :

Paris, le 28^e Octobre 1852,

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire
d'état au département de la Justice,*

ABBATUCCI.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie nationale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

IMPRIMERIE NATIONALE. — 28 Octobre 1852.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

PARTIE SUPPLÉMENTAIRE.

N° 278.

N° 7338. — *DÉCRET qui autorise l'inscription, au Trésor public, de dix-sept Pensions militaires et d'une Pension civile.*

Du 3 Octobre 1852.

LOUIS-NAPOLÉON, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu le titre IV de la loi du 25 mars 1817, et l'ordonnance rendue le 20 juin suivant pour en assurer l'exécution ;

Vu l'ordonnance du 2 août 1820 ;

Vu la situation du crédit de deux millions ouvert pour l'inscription des pensions militaires, par l'article 29 du décret du 17 mars 1852, portant fixation du budget pour l'exercice 1852 ;

Vu également la situation du crédit de trois millions de francs ouvert, pour l'inscription des pensions civiles, par l'article 30 de la loi du 25 mars 1817 ;

Sur le rapport du ministre des finances,

DÉCRÈTE ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les dix-huit pensions civiles et militaires comprises pour une somme totale de vingt-six mille neuf cent quatorze francs, soit dans le Bulletin des lois n° 268 (partie supplémentaire), soit dans l'état transmis par le ministre de la guerre, et rappelées au tableau ci-après avec l'indication des décrets qui les ont accordées et la désignation des crédits sur lesquels l'inscription en est imputée, seront inscrites au livre des pensions du trésor public.

X^e Série.

31

DÉCRETS DE CONCESSION DE PENSIONS À INSCRIRE.				
Numéro de l'état et du Bulletin des lois où sont insérés les pensions.	Dates des envois et décrets.	Numéro d'ordre de chaque décret.	Numéro d'ordre de l'insertion de chaque décret au Bulletin des lois.	NATURE DES PENSIONS À INSCRIRE.
État supplémentaire n° 326.	14 septembre 1852.	"	"	Pensions militaires d'origine antérieure à du 25 mars 1817.....
Bulletin n° 368, partie supplémentaire.	28 août 1852.	"	7024	Indemnité temporaire à M. Lucas (Pierre-André ancien maître des requêtes au Conseil d'État)
	5 septembre 1852.	53	7026	Pensions de retraite pour ancienneté à des taires de l'armée active.....
				TOTAL.....

2. Toutes ces pensions seront payées suivant le mode établi pour celles de même nature précédemment inscrites, et la jouissance en commencera à courir du jour indiqué pour chacune d'elles dans les décrets qui viennent d'être signalés.

3. Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait à Narbonne, le 3 Octobre 1852.

Signé LOUIS-NAPOLÉON.

Par le Prince-Président:

Le Ministre des finances,

Signé BINEAU.

N° 3339. — *Décret portant autorisation de la Société anonyme fondée à Paris sous la dénomination de Compagnie du Palais de l'Industrie.*

Du 20 Octobre 1852.

LOUIS-NAPOLÉON, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Sur le rapport du ministre de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce;

Vu le décret du 30 août 1852, qui approuve la concession faite

NOM DES LOIS ET DÉCRET en vertu desquels les pensions ont été accordées.	DÉSIGNATION DES CRÉDITS sur lesquels sont imputées les pensions				TOTAL par départ ou état.	
	militaires. (2,000,000 francs.) (Décret du 17 mars 1852.)		civiles, (3,000,000 francs.) (Loi du 25 mars 1817.)			
	Parties.	Sommes.	Parties.	Sommes.	Parties.	Sommes.
18 fructidor an VII (loi).	2	350 ^f	2	350 ^f	2	350 ^f
25 mars 1852 (décret).	1	1,875 ^f	1	1,875 ^f	1	1,875
11 avril 1831 (loi).	15	24,689	15	24,689	15	24,689
.....	17	25,039	1	1,875	18	26,914

par le ministre de l'intérieur de l'agriculture et du commerce à MM. Ardoiz et compagnie de l'édifice destiné à recevoir les expositions nationales, et ce, aux clauses et conditions stipulées dans le cahier des charges annexé audit décret;

Vu les articles 29 à 37, 40 et 45 du Code de commerce;

Le Conseil d'état entendu,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. La société anonyme formée à Paris sous la dénomination de *Compagnie du Palais de l'industrie* est autorisée sous la réserve des droits résultant au profit de l'État, contre les concessionnaires originaires, du cahier des charges annexé au décret de concession.

Sont approuvés les statuts de ladite société, tels qu'ils sont contenus dans l'acte passé, le 12 octobre 1852, devant M^e Olagnier et son collègue, notaires à Paris, lequel acte restera annexé au présent décret.

2. La présente autorisation pourra être révoquée, en cas de violation ou de non-exécution des statuts approuvés, sans préjudice des droits des tiers.

3. La société sera tenue de remettre, tous les six mois, un extrait de son état de situation au ministère de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce, au préfet du département de

la Seine, au préfet de police, à la chambre de commerce et au greffe du tribunal de commerce de Paris.

4. Le ministre de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Bulletin des lois, inséré au Moniteur, et dans un journal d'annonces judiciaires du département de la Seine.

— Fait au palais de Saint-Cloud, le 20 Octobre 1852.

Signé LOUIS-NAPOLÉON.

Par le Prince-Président :

Le Ministre de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce,

Signé F. DE PERSIGNY.

Statuts de la Compagnie du Palais de l'industrie.

Par-devant M^e Eugène Olagnier et M^e Foucher, notaires à Paris, soussignés,
Ont comparu :

M. Jules-Joseph Ardoïn, banquier, demeurant à Paris, rue d'Aguesseau, n^o 15,

Agissant tant en son nom personnel que pour et au nom de la maison de banque Ardoïn et compagnie, établie à Paris, de laquelle il est mandataire en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés, suivant acte passé, devant M^e Foucher, l'un des notaires soussignés, qui en a la minute, et son confrère, le 29 mai 1847; un extrait de laquelle procuration est demeuré ci-annexé après que dessus mention de cette annexe a été faite par les notaires soussignés, et, en outre, M. Ardoïn, au nom et comme se portant fort de son père, par lequel il fera ratifier ces présentes sous huitaine;

M. Étienne Roualle de Rouville, banquier, chevalier de la Légion d'honneur, demeurant à Paris, rue Richer, n^o 24;

M. Frédéric Ricardo, banquier, demeurant à Paris, rue de la Ferme-des-Mathurins, n^o 14;

Et M. Victor-Amédée-Jérôme Lefebvre, avocat, ancien agréé au tribunal de commerce de la Seine, demeurant à Paris, rue Mogador, n^o 9;

Lesquels ont dit qu'aux termes d'une convention en date du 29 août dernier, passée entre M. le ministre de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce, d'une part, et MM. Ardoïn et compagnie, d'autre part, et approuvée par le décret du Prince-Président de la République en date du lendemain 30 août, le ministre a concédé à MM. Ardoïn et compagnie, pour trente-cinq années, à partir du jour de l'achèvement et de la réception des travaux, l'édifice destiné à recevoir les expositions nationales, et ce, aux clauses et conditions stipulées dans un cahier des charges annexé à ladite convention;

Que les comparants, voulant faire de la construction de cet édifice et de son exploitation, l'objet d'une société anonyme, en ont arrêté les statuts de la manière suivante :

TITRE I^{er}.

OBJET ET DÉNOMINATION DE LA SOCIÉTÉ. — DOMICILE. — DURÉE.

ART. 1^{er}. Il est formé, sauf l'approbation du Gouvernement, entre les pro-

priétaires des actions créées à l'article 15 ci-après, une société anonyme pour la construction et l'exploitation du palais des expositions nationales; lequel sera édifié dans le grand carré des fêtes aux Champs-Élysées, loué à cet effet par la ville de Paris à l'État, aux termes d'une convention approuvée par le décret ci-dessus relaté.

Cette exploitation se fera conformément aux clauses et conditions spécifiées dans le cahier des charges, dont une copie est demeurée ci-annexée avec l'ampliation de la convention susénoncée passée avec M. le ministre de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce, et de celle passée avec la ville de Paris, après que le tout a été des comparants certifié véritable, et que dessus il a été fait mention de son annexe par les notaires soussignés.

2. La société prend la dénomination de *Compagnie du Palais de l'Industrie*.

3. Le siège de la société et son domicile sont établis à Paris.

4. La société commencera à partir de la date du décret qui l'aura autorisée, et finira avec la concession.

TITRE II.

APPORT. — FONDS SOCIAL. — VERSEMENTS.

5. M. Ardoïn, au nom de la maison de banque Ardoïn et compagnie, apporte à la société les droits résultant, au profit de ladite maison de banque, de la concession par elle obtenue, sans aucune exception ni réserve, à la seule charge par la société d'exécuter les clauses et conditions sous lesquelles la concession a eu lieu.

En conséquence, la société demeure subrogée activement aux droits et soumise passivement aux obligations de toute nature résultant de la concession et du cahier des charges.

6. Le fonds social est fixé à treize millions de francs; il est divisé en cent trente mille actions de cent francs chacune.

7. Chaque action donne droit à une part proportionnelle dans la propriété de l'actif et dans les bénéfices.

8. Les actions sont payables, de la manière suivante, entre les mains du banquier qui sera désigné par le conseil d'administration: une moitié sera versée immédiatement; le versement du surplus sera fait aux époques et dans les proportions qui seront déterminées par le conseil d'administration.

Chaque appel de fonds sera annoncé, un mois au moins avant l'époque fixée pour le versement, dans les journaux d'annonces légales du département de la Seine.

Le conseil d'administration peut autoriser les versements par anticipation.

Dans ce cas, il sera tenu compte à l'actionnaire d'un intérêt de quatre pour cent sur les sommes versées par avance.

9. Les actions sont au porteur; elles seront détachées d'un registre à souche et à talon qui restera en dépôt au siège de la société; elles sont frappées du timbre sec de la compagnie, et revêtues de la signature de deux administrateurs.

Elles seront soumises avant leur délivrance à la formalité du timbre.

La société fera l'avance du droit, qui lui sera remboursé par chaque actionnaire, lors de la remise du titre.

Les titres définitifs ne seront délivrés aux actionnaires qu'après l'autorisation de la société par le Gouvernement.

Jusqu'à là il n'est remis aux actionnaires que des récépissés énonçant le versement de moitié de l'action.

La possession d'une action entraîne adhésion aux statuts de la société.

Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre en quelques mains qu'il passe.

Les souscripteurs originaires ne sont pas garants de leurs cessionnaires après le premier versement effectué.

10. Le conseil d'administration peut autoriser le dépôt et la conservation des titres dans la caisse sociale, et, dans ce cas, il détermine la forme du certificat de dépôt, les frais auxquels ce dépôt peut être assujéti et les garanties dont l'exécution de la mesure doit être entourée dans l'intérêt de la société et de chaque dépositaire.

11. A défaut de versement aux époques fixées, l'intérêt sera dû, par chaque jour de retard, à raison de cinq pour cent l'an. La société pourra exercer l'action personnelle contre les retardataires; elle pourra aussi, soit séparément la poursuite personnelle, soit concurremment avec elle faire vendre les actions en retard. A cet effet, les numéros de ces actions seront publiés dans les journaux d'annonces légales.

A partir du quinzième jour après cette publication, le conseil d'administration, sans mise en demeure et sans autre formalité ultérieure, aura le droit de faire procéder simultanément ou successivement à la vente des actions sur duplicata, à la bourse de Paris, par le ministère d'un agent de change de son choix, pour le compte des retardataires.

Les titres délivrés aux acquéreurs porteront les mêmes numéros que les titres primitifs qui seront annulés, et cesseront d'avoir aucune valeur entre les mains des propriétaires expropriés.

Le produit de la vente sera imputé, d'abord sur les intérêts et les frais, puis sur les plus anciens versements en retard; le déficit sera supporté par l'actionnaire exproprié, l'excédant, s'il en existe, appartiendra aux actionnaires.

12. Les actions sont indivisibles, et la société ne reconnaît qu'un propriétaire pour chaque action.

Les héritiers ou créanciers d'un actionnaire ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, provoquer l'apposition des scellés sur les biens et valeurs de la société, ni s'immiscer en aucune manière dans son administration; ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux délibérations de l'assemblée générale.

13. Les actionnaires ne sont engagés que jusqu'à concurrence du capital de chaque action, au delà duquel tout appel de fonds est interdit.

14. M. Ardoïn, pour lui et la maison de banque Ardoïn et compagnie souscrit pour quarante-trois mille cent actions, ci.....	43,100
M. de Rouville, pour quarante-trois mille actions, ci.....	43,000
M. Ricardo, pour quarante-trois mille actions, ci.....	43,000
M. Lefebvre, pour neuf cents actions, ci.....	900

ENSEMBLE	130,000
----------------	---------

A ce moyen, le capital social se trouve entièrement souscrit.

TITRE III.

ADMINISTRATION.

15. La compagnie est administrée par un conseil composé de sept membres, dont l'un sera chargé de la gestion des affaires courantes de la compagnie sous le titre de *directeur*. Les membres du conseil d'administration sont nommés par l'assemblée générale des actionnaires. Chaque administrateur doit être propriétaire de deux cent cinquante actions qui seront inaliénables pendant la durée de ses fonctions. Les titres de ces actions seront déposés dans la caisse de la société.

16. Par dérogation à l'article 15, le premier conseil d'administration ne sera composé que de quatre membres, qui seront : MM. *Jules Ardoïn, de Rouville, Ricardo et Lefebvre*.

Les fonctions des membres du premier conseil d'administration ci-dessus dénommés dureront dix années.

M. de Rouville est nommé directeur.

17. En cas de vacance d'une place d'administrateur par suite de décès, de démission ou de toute autre cause, il sera pourvu au remplacement par les membres restants, sauf confirmation par la prochaine assemblée générale des actionnaires.

Les administrateurs ainsi nommés ne demeureront en fonctions que pendant le temps d'exercice de leurs prédécesseurs.

A partir de l'expiration de la dixième année, il sera procédé au renouvellement du conseil d'administration par la voie du sort, et à raison d'un membre sortant par chaque année.

Le conseil d'administration sera ainsi successivement renouvelé par rang d'ancienneté de chacun de ses membres.

Les administrateurs sortants seront rééligibles.

18. Le conseil d'administration nomme chaque année un président.

En cas d'absence du président, le conseil désigne celui de ses membres qui doit remplir les fonctions de président.

Le président peut être indéfiniment réélu.

19. Le conseil d'administration se réunit aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige, et au moins une fois par semaine.

Les décisions sont prises à la majorité des membres présents; en cas de partage, la voix du président est prépondérante.

La présence de trois administrateurs est nécessaire pour valider les délibérations.

20. Nul ne peut voter par procuration dans le conseil d'administration de la compagnie.

Les délibérations du conseil d'administration sont constatées par des procès-verbaux signés par le président et par les membres ayant pris part à la délibération.

Les extraits ou copies de ces procès-verbaux sont signés par le président et le directeur.

21. Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour les affaires de la société.

Il passe, pour la construction, l'embellissement et l'exploitation du palais, les traités et marchés de toute nature; il fait l'achat de tous les matériaux et objets mobiliers nécessaires; il détermine, change et modifie le mode d'ex-

exploitation, dans les limites du décret, et reçoit tout ce qui est dû à la société, à tel titre et pour quelque cause que ce soit; il règle et arrête tous comptes; il détermine l'emploi des fonds disponibles de la société; il vend et transfère toutes rentes sur l'État, actions de la banque, obligations et autres valeurs appartenant à la compagnie; il transporte toutes créances, négocie tous effets de commerce, reçoit le prix de tous transferts, transports et négociations; il donne quittance et mainlevée de toute inscription, même sans recevoir.

Il consent mainlevée avant ou après paiement de toutes oppositions, saisies et autres empêchements.

Il arrête le nombre des employés et agents de la compagnie, ainsi que le chiffre de leurs traitements.

Il agit, tant en demandant qu'en défendant, devant tous tribunaux administratifs ou judiciaires, poursuite et diligence du directeur.

Il peut compromettre, nommer tous arbitres en premier ou dernier ressort, et transiger sur tous procès nés et à naître.

22. Il sera alloué aux administrateurs des jetons de présence dont la valeur sera déterminée par l'assemblée générale, qui pourra, en outre, leur attribuer une part dans les bénéfices de la société.

23. Le conseil d'administration peut déléguer la totalité ou partie de ses pouvoirs à un ou plusieurs de ses membres, mais seulement par un mandat spécial et pour des objets déterminés.

24. Le directeur est chargé de l'exécution des délibérations du conseil et de la gestion des affaires courantes de la compagnie, qu'il représente vis-à-vis des tiers; il surveille la tenue des écritures et la correspondance générale.

Il fait opérer la rentrée dans la caisse sociale de tous les produits et de toutes les sommes appartenant à la société; il fait dresser les inventaires et comptes annuels; il nomme et révoque tous employés.

Il est alloué au directeur, à titre rémunérateur de son travail et de ses soins, un traitement annuel qui sera fixé par le conseil d'administration.

25. Les marchés relatifs à des travaux, les transferts de rentes et effets publics appartenant à la société et vendus en vertu de délibérations spéciales, les mandats sur la banque et tous dépositaires des fonds de la société, et les endossements, seront signés par le directeur et un autre membre du conseil d'administration.

26. Conformément à l'article 32 du Code de commerce, les membres du conseil d'administration ne contractent, à raison de leur gestion, aucune obligation personnelle ou solidaire relativement aux affaires de la société.

Ils ne répondent que de l'exécution de leur mandat.

TITRE IV.

ASSEMBLÉES GÉNÉRALES.

27. L'assemblée générale, régulièrement constituée, représente l'universalité des actionnaires.

Elle se compose de tous les titulaires ou porteurs de cent actions au moins.

Nul ne peut représenter un actionnaire s'il n'est lui-même membre de l'assemblée générale; la forme des pouvoirs sera déterminée par le conseil d'administration.

L'assemblée est régulièrement constituée lorsque les actions représentées

égalent le dixième du fonds social, et que les actionnaires présents sont au nombre de vingt-cinq au moins.

28. Dans le cas où, sur une première convocation, les conditions ci-dessus imposées pour la validité des délibérations de l'assemblée générale ne seraient pas remplies, cette assemblée est ajournée de plein droit; l'ajournement ne peut être moindre de quinze jours.

La seconde convocation est faite dans la forme prescrite par l'article 31 ci-après.

La carte d'admission délivrée pour la première assemblée est valable pour la seconde.

Les délibérations prises par l'assemblée générale dans la seconde réunion ne peuvent porter que sur les objets à l'ordre du jour de la première.

Ces délibérations sont valables, quel que soit le nombre des actionnaires présents et des actions représentées.

29. Les délibérations relatives aux modifications proposées aux présents statuts, ou à la dissolution de la société, ne pourront être prises que dans une assemblée générale composée d'actionnaires représentant le cinquième du capital social, et à la majorité des deux tiers des membres présents, au nombre de trente au moins.

Dans le cas où, sur une première convocation, les actionnaires présents ne rempliraient pas les conditions ci-dessus, il sera procédé à une deuxième convocation, à quinze jours d'intervalle, et les décisions de l'assemblée générale seront valables, si elles sont prises par vingt-cinq actionnaires, au moins, propriétaires du dixième du fonds social.

30. L'assemblée générale se réunit chaque année, au siège de la société, sur la convocation faite par le conseil.

Elle se réunit en outre extraordinairement toutes les fois que le conseil d'administration en reconnaît l'utilité.

31. Les convocations ordinaires et extraordinaires sont faites par un avis inséré, au moins quinze jours avant l'époque de la réunion, dans les journaux d'annonces légales du département de la Seine, sauf toutefois l'exception mentionnée au deuxième paragraphe de l'article 28.

Lorsque l'assemblée générale doit être appelée à délibérer sur les propositions indiquées dans l'article 29, les avis de convocation doivent en faire mention.

32. Les propriétaires de cent actions et plus doivent, pour avoir droit d'assister à l'assemblée générale, déposer, cinq jours avant l'époque fixée pour la réunion, la procuration dont ils sont porteurs au siège de la société, et leurs titres entre les mains des personnes désignées chaque fois par le conseil d'administration; il est remis à chacun d'eux, en échange, une carte d'admission; cette carte est nominative et personnelle.

Des certificats de dépôt, mentionnés en l'article 10, donnent droit pour les dépôts de cent actions à la remise des cartes d'admission à l'assemblée générale, pourvu que le dépôt des titres ait lieu cinq jours avant l'époque fixée pour l'assemblée générale.

33. L'assemblée générale est présidée par le président du conseil d'administration, ou, à son défaut, par l'administrateur que le conseil désigne.

Les fonctions de scrutateurs sont remplies par les deux plus forts actionnaires présents qui consentent à s'en charger.

Le bureau désigne le secrétaire.

34. Les délibérations de l'assemblée générale sont prises à la majorité des voix des membres présents.

Lorsque le scrutin secret est réclamé par la moitié plus un des membres présents, les délibérations sont prises à la majorité des voix, calculée conformément à l'article 35 ci-après.

35. Chaque actionnaire a autant de voix qu'il possède de fois cent actions.

Néanmoins, le même actionnaire ne peut réunir plus de dix voix, soit par lui-même, soit comme fondé de pouvoirs.

Le nombre d'actions dont chaque actionnaire est possesseur, est constaté par sa carte d'admission.

36. L'assemblée générale entend les comptes qui lui sont rendus par le conseil d'administration, et les approuve s'il y a lieu; elle délibère, le cas échéant, sur les emprunts à faire. Les délibérations relatives aux emprunts auront besoin, pour être valables, d'avoir été prises par des actionnaires au nombre d'au moins vingt-cinq, et représentant le dixième du fonds social.

Elle nomme les administrateurs en remplacement de ceux dont les fonctions sont expirées, ou qui doivent être remplacés par suite de décès, de démission ou d'autres causes; elle nomme et révoque le directeur.

Toutefois, le directeur ne peut être révoqué que dans une assemblée générale composée comme il est dit à l'article 29, et à la majorité spéciale exigée par cet article.

Elle délibère sur les modifications proposées aux statuts, sur les dissolutions de la société, en se conformant aux dispositions de l'article 29.

Elle prononce, en se renfermant dans les limites des statuts, sur tous les intérêts de la société.

37. Les délibérations de l'assemblée générale, prises conformément aux statuts, obligent tous les actionnaires.

Elles sont constatées par des procès-verbaux signés par les membres du bureau, ou au moins par la majorité d'entre eux.

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux à produire partout où besoin sera, sont certifiés par le président du conseil d'administration, ou l'administrateur qui en remplit les fonctions.

Une feuille de présence destinée à constater le nombre des membres assistant à l'assemblée et des actions que chacun d'eux représente, demeure annexée à la minute du procès-verbal, ainsi que les pouvoirs.

Cette feuille est signée par chaque actionnaire en entrant en séance.

TITRE V.

COMPTES ANNUELS. — INTÉRÊTS.

38. Il sera payé annuellement aux actionnaires un intérêt de quatre pour cent sur le capital nominal de leurs actions, à partir de la réception des travaux.

Il sera également payé un intérêt de quatre pour cent par an aux actionnaires sur les versements effectués, et à partir du jour fixé pour les versements, pendant la durée des travaux de construction du palais, et jusqu'au moment de la réception des travaux.

Il sera pourvu au paiement de cet intérêt au moyen des intérêts produits par le placement des fonds de la compagnie, et, en cas d'insuffisance, par un prélèvement sur le capital.

Il sera loisible au conseil d'administration de décider que le paiement des

intérêts sera fait par semestre, au lieu de l'être par année, comme on l'a dit ci-dessus.

39. Après l'achèvement des travaux, le compte des recettes et dépenses de la compagnie pendant la durée de ces travaux sera arrêté et soumis à l'assemblée générale des actionnaires.

La portion du capital social qui resterait disponible après le payement de toutes les dépenses, sera appelée jusqu'à concurrence d'un million de francs, afin de former un fonds de roulement pour les travaux d'appropriation de l'exploitation et autres travaux imprévus. Il ne sera pas fait appel du surplus de ladite portion de capital.

40. Après la mise en exploitation du palais de l'industrie, il sera dressé, à l'expiration de chaque année, un inventaire de l'actif et du passif de la société.

Cet inventaire servira de base au compte annuel qui sera soumis par le directeur à l'assemblée générale des actionnaires, et d'où ressortira le résultat des opérations sociales.

41. Les bénéfices se composent des recettes, déduction faite de toutes les dépenses d'administration, d'entretien, d'exploitation, et généralement de toutes les charges sociales.

Sur ces bénéfices on prélèvera :

1° La somme nécessaire pour constituer un fonds d'amortissement, au moyen duquel le capital puisse être entièrement amorti pendant la durée de la concession;

2° Celle qu'il faudra pour servir un intérêt de quatre pour cent aux actions amorties et non amorties, l'intérêt afférent aux actions amorties devant être versé au fonds d'amortissement, afin de compléter la somme nécessaire pour rembourser la totalité des actions, comme il est dit ci-dessus;

3° Une somme à fixer chaque année par le conseil d'administration, et qui ne pourra être inférieure à cinq pour cent des produits nets, après les deux prélèvements ci-dessus, à l'effet de former un fonds de réserve;

4° La portion de bénéfices qui pourra être allouée par l'assemblée générale aux administrateurs, comme il est prévu en l'article 22.

Le surplus sera réparti entre toutes les actions amorties ou non amorties, la portion afférente aux actions amorties devant revenir aux porteurs de titres déshabillés en échange de ces actions.

42. S'il arrivait que dans le cours d'une ou plusieurs années les produits nets de l'exploitation fussent inférieurs à quatre pour cent du capital, cet intérêt serait complété dans les limites fixées par le cahier des charges.

43. Lorsque l'État aura, à titre de garantie, payé tout ou partie d'une annuité d'intérêt, il en sera remboursé sur les bénéfices nets de l'exploitation excédant les quatre pour cent garantis, dans quelque année qu'ils se produisent, et avant tout prélèvement de dividendes au profit des actionnaires.

44. Le maximum de la réserve est fixé à cinq cent mille francs.

Quand ce maximum sera atteint, le prélèvement destiné à le former sera suspendu; il reprendra son cours aussitôt que le fonds de réserve sera descendu au-dessous de ce chiffre.

45. Le fonds d'amortissement se composera :

1° Du prélèvement annuel stipulé en l'article 42.

2° De l'intérêt des sommes versées au fonds d'amortissement;

3° De la portion d'intérêt afférente aux actions amorties.

46. S'il arrivait que dans le cours d'une ou plusieurs années les produits nets de l'exploitation fussent insuffisants pour assurer le remboursement du

nombre d'actions à amortir, la somme nécessaire pour compléter le fonds d'amortissement serait prélevée sur les produits nets des années suivantes, avant toute attribution de dividendes aux actionnaires.

47. A partir de la mise en exploitation du palais de l'industrie, il sera procédé, chaque année, au remboursement du nombre d'actions déterminé par le tableau qui a été dressé, et dont une copie est demeurée ci annexée, après que dessus mention de son annexe a été faite par les notaires soussignés.

La désignation des actions à amortir aura lieu au moyen d'un tirage au sort qui se fera publiquement à Paris, chaque année, à l'époque et dans la forme indiquée par le conseil d'administration.

Les numéros des actions sorties seront publiés par la voie des journaux indiqués article 31.

Les propriétaires des actions sorties recevront en numéraire le capital de leurs actions, et les dividendes jusqu'au jour du remboursement; ils recevront en outre, en échange des titres primitifs, de nouveaux titres ayant les mêmes numéros que ceux remboursés, mais ils n'auront plus droit au paiement des intérêts, ils conserveront, du reste, les mêmes droits que les propriétaires d'actions non remboursées.

48. Les intérêts et dividendes seront payés tous les ans au siège de la société et aux époques fixées par le conseil d'administration. Ce paiement sera publiquement annoncé par un avis inséré dans les journaux désignés pour les annonces légales dans le département de la Seine.

49. Les intérêts et dividendes qui n'auront pas été réclamés dans le délai de cinq ans seront prescrits au profit de la compagnie, conformément à l'article 2277 du Code Napoléon.

TITRE VI.

MODIFICATIONS AUX STATUTS. — LIQUIDATION.

50. Si l'expérience fait reconnaître l'utilité d'apporter quelques modifications ou additions aux présents statuts, l'assemblée générale y pourvoira en se conformant aux dispositions de l'article 29 qui précède.

Les délibérations prises à cette fin ne pourront recevoir d'exécution qu'après avoir été approuvées par le Gouvernement.

Tous pouvoirs sont, dès à présent, donnés au conseil d'administration, délibérant à la majorité de ses membres, pour souscrire aux changements que le Gouvernement jugerait nécessaire d'apporter tant aux présents statuts qu'aux résolutions votées par l'assemblée générale touchant les modifications des statuts.

51. Lors de la dissolution de la société, à quelque époque et pour quelque cause qu'elle advienne, le conseil d'administration convoque immédiatement l'assemblée générale et lui soumet un projet de liquidation.

L'assemblée détermine alors le mode de liquidation à suivre, et nomme, s'il y a lieu, les liquidateurs.

CONTESTATIONS.

52. Toutes les contestations qui pourront s'élever pendant la durée de la société, soit entre les actionnaires et le conseil d'administration, soit entre les actionnaires eux-mêmes, à raison des affaires sociales, seront jugées par arbitres, conformément aux articles 51 et suivants du Code de commerce.

ÉLECTION DE DOMICILE.

53. Tout actionnaire devra faire élection de domicile à Paris, et toutes assignations et notifications seront valablement données au domicile élu par lui, sans égard à la distance du domicile réel. A défaut d'élection de domicile, cette élection aura lieu de plein droit, pour les notifications judiciaires, au parquet de M. le procureur de la République près le tribunal de première instance de la Seine.

Le domicile élu formellement, ou implicitement comme il vient d'être dit, entrainera attribution de juridiction aux tribunaux du département de la Seine.

Le domicile de la société étant fixé à Paris au siège social, toutes significations devront lui être faites à ce domicile.

54. Pour faire publier le présent acte partout où besoin sera, tous pouvoirs sont donnés au porteur d'une expédition ou d'un extrait.

Dont acte :

Fait et passé à Paris et en l'étude de M^e Olnagier, l'an 1852, le 12 octobre, et après lecture faite les comparants ont signé avec les notaires.

En marge est cette mention : « Enregistré à Paris, neuvième bureau, le 15 octobre 1852, folio 6 recto, case 3. Reçu cinq francs, décime cinquante centimes. Signé *Moutier*. Reçu, en outre, le 15 octobre 1852, n° 44 du registre des droit constatés, pour amende de contravention à l'article 41 de la loi du 22 frimaire an VII, pour usage de la concession du palais de cristal non enregistrée, dix francs, décime un franc. Signé *Moutier*. »

Vu pour être annexé au décret du 20 octobre 1852, enregistré sous le n° 2986.

Le Ministre de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce,

Signé F. DE PERSIGNY.

N° 7340. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) portant ce qui suit :

1° A partir du 1^{er} janvier 1853, la perception de l'octroi établi dans la commune d'Évreux (Eure) sera opérée conformément au tarif ci-annexé.

Ce nouveau tarif, de même que le règlement en vigueur, cesseront d'être exécutoires le 1^{er} janvier 1856.

2° A partir de la publication du présent décret, les droits perçus antérieurement à l'exécution du décret du 17 mars 1852, seront rétablis à l'octroi de la commune de Caen (Calvados), sauf en ce qui concerne les articles ci-après désignés, dont les taxes se trouvent modifiées comme il suit, savoir :

« Vins en cercles et en bouteilles, l'hectolitre..... 2^{fr} 10^c
« Cidres, poirés et hydromels, l'hectolitre..... 0 50

« Animaux vivants.

« Bœufs, vaches, veaux, moutons, chèvres, boucs, agneaux, che-

« vrettes, chevreaux, porcs et cochons de lait, les cent kilogrammes : 4 67

« Viandes fraîches, fumées, desséchées ou cuites (y compris la langue) . . .

« le foie et les rognons) des animaux ci-dessus dénommés abattus
 « au dehors et introduits, soit entiers, soit par quartiers ou par
 « morceaux, les cent kilogrammes..... 8' 65"
 « Braise, l'hectolitre..... 0 08

Le droit imposé sur les échelles est et demeure supprimé.

Le tarif, modifié par les paragraphes qui précèdent, de même que le règlement en vigueur, cesseront d'être exécutoires le 1^{er} janvier 1856.

3° A partir du 1^{er} janvier 1853, les poissons secs, les chandelles et le charbon fossile ne seront plus imposés à l'octroi de la commune d'Antibes. (Du 3 Octobre 1852.)

N° 7341. — DÉCRETS DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signés par le ministre de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce) portant,

1° Que les deux foires qui se tiennent annuellement dans la commune de Gouilles, arrondissement de Tulle (Corrèze), le 30 avril et le 31 octobre, auront lieu, à l'avenir, le 26 de chacun de ces deux mois;

2° Que la foire qui se tient annuellement dans la commune de Cercy-la-Tour, arrondissement de Nevers (Nièvre), le 30 juin, aura lieu, à l'avenir, le 18 mai. (Du 5 Août 1852.)

N° 7342. — DÉCRETS DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signés par le ministre de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce) qui établissent,

1° Dans la commune de Laverpillière, arrondissement de Vienne (Isère), une foire qui se tiendra le 5 septembre de chaque année;

2° Dans la commune de Ville-sous-Anjou, arrondissement de Vienne (Isère), une foire qui se tiendra le 9 octobre de chaque année;

3° Dans la commune de Guignes, arrondissement de Melun (Seine-et-Marne), une foire qui se tiendra le 12 mai de chaque année;

4° Dans la commune de Damery, arrondissement d'Épernay (Marne), une foire qui se tiendra le 30 août de chaque année;

5° Dans la commune de Saint-Remy-en-Bouzemont, arrondissement de Vitry-le-François (Marne), deux foires qui se tiendront annuellement le 22 mars et le 22 septembre. (Du 5 Août 1852.)

N° 7343. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce) qui établit,

1° Dans la commune de Moissac, arrondissement de Florac (Lozère), une foire qui se tiendra le 29 novembre de chaque année;

2° Dans la commune de Saint-Privat-de-Vallongue, arrondissement de Florac (Lozère), une foire qui se tiendra le 8 avril de chaque année. (Du 13 Septembre 1852.)

N° 7344. — DÉCRETS DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signés par le ministre de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce) qui établissent,

1° Dans la commune de Castelnaud, arrondissement de Bordeaux (Gironde), une foire qui se tiendra annuellement le samedi qui précède le dimanche des Rameaux;

2° Dans la commune de Brulon, arrondissement de la Flèche (Sarthe), une foire qui se tiendra le mardi de Pâques de chaque année. (Du 13 Septembre 1852.)

N° 7345. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce) portant que la foire qui se tient annuellement le deuxième vendredi d'avril dans la commune de Verdun, arrondissement de Castelsarrasin (Tarn-et-Garonne), aura lieu, à l'avenir, le Vendredi-Saint. (Du 13 Septembre 1852.)

N° 7346. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce) qui autorise l'acceptation des libéralités suivantes :

1° Legs fait par le sieur *Julien-Marie Gantier* aux pauvres de la paroisse de Saint-Léonard-de-Fougères (Ille-et-Vilaine), d'une somme de 3,400 francs; 2° legs fait par le même testateur au bureau de bienfaisance de Fougères, d'une somme de 5,000 francs pour l'acquisition d'une maison d'école qui sera dirigée par des frères de l'Instruction chrétienne; 3° legs fait par le même testateur aux fabriques de l'église curiale de Saint-Léonard, à Fougères, et de Cogles (Ille-et-Vilaine), et consistant, pour la fabrique de Saint-Léonard, en ornements sacerdotaux et linge, le tout évalué 14 francs; et, pour la fabrique de Cogles, en divers ornements, évalués 6 francs. (Du 8 Juillet 1852.)

N° 7347. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce) qui autorise l'acceptation des libéralités suivantes :

1° Legs faits par la dame veuve *Fortin*, née *Girardier*, 1° aux pauvres des faubourgs du Roule et Saint-Honoré de Paris (Seine), d'un mobilier, évalué 2,268 francs 30 centimes, et d'une somme de 6,000 francs; 2° à chacun des vingt pauvres qui accompagneront son convoi, d'une somme de 40 francs;

2° Legs faits par le sieur *Fortin d'Ivry*, 1° aux pauvres de la ville de Paris (Seine), de tous ses biens et créances de France; ledit legs évalué à une somme brute de 750,622 francs 49 centimes, et à un produit net de 214,549 francs 73 centimes, dont moitié sera affectée à la création d'établissements pour l'éducation gratuite d'enfants des deux sexes; 2° à l'école nationale et spéciale des beaux-arts de Paris, de cent neuf actions d'asphalte *Seyssel*, pour, après deux ans révolus, être employées à subvenir à des cours utiles ou à des prix annuels, à son choix; 3° aux pauvres des douze arrondissements de Paris, par égales portions, et à ceux de Belleville et d'Ivry (Seine), d'une créance montant à 6,700 francs. (Du 26 Juillet 1852.)

N° 7348. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé

par le ministre de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce) qui autorise l'acceptation des libéralités suivantes :

Legs faits par le sieur *Lahayville*, 1° à la commune de Beney (Meuse), d'une somme de 10,000 francs pour être affectée à la reconstruction de l'église; 2° aux pauvres de la commune de Beney, d'une somme de 4,500 francs; 3° à la fabrique de l'église succursale de Beney, d'une somme de 5,000 francs, et à la fabrique de l'église curiale de Thiaucourt (Meurthe), d'une somme de 300 francs, destinée au payement des frais d'inhumation du testateur. (Du 26 Juillet 1852.)

N° 7349. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce) qui,

1° Autorise l'acceptation de la donation d'une rente annuelle et perpétuelle de 200 francs, faite au bureau de bienfaisance de Sainte-Marie-du-Mont (Manche), par le sieur *Claude-Anthoine Prémont*, pour remplir la charge imposée au sieur *Paul-Émile-Anthoine Prémont*, par suite du legs d'une rente de 200 francs que lui a fait son épouse;

2° Rapporte la disposition du décret du 19 janvier 1852, qui a autorisé le bureau de bienfaisance de Sainte-Marie-du-Mont à accepter le legs d'une rente annuelle et perpétuelle de 200 francs, fait par la dame *Prémont*, née *Ranline*. (Du 26 Juillet 1852.)



Certifié conforme :

Paris, le 29^e Octobre 1852,

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire
d'état au département de la Justice,*

ABBATUCCI.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Imprimerie nationale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

IMPRIMERIE NATIONALE. — 29 Octobre 1852.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

PARTIE SUPPLÉMENTAIRE.

N° 279.

N° 7350. — *Décret qui autorise l'inscription, au Trésor public, de deux Pensions de Donataires.*

Du 18 Octobre 1852.

LOUIS-NAPOLÉON, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu l'article 1^{er} de la loi du 26 juillet 1821, qui attribue des pensions aux anciens donataires français entièrement dépossédés de leurs dotations situées en pays étrangers, lorsqu'ils n'auront rien conservé en France;

Vu les paragraphes 5 et 6 du même article, portant que ces pensions seront réversibles moitié sur les veuves et moitié sur les enfants des donataires, avec réversibilité en faveur des survivants de la veuve et des enfants;

Vu les demandes adressées par les ayants cause de titulaires de pensions de donataires aujourd'hui décédés, ensemble les pièces produites pour la justification des droits des réclamants;

Vu l'avis du 22 septembre 1852, émis sur ces demandes, conformément à l'article 3 de l'ordonnance du 20 juin 1817, par le comité des finances, de la guerre et de la marine du Conseil d'état;

Sur le rapport du ministre des finances,

Décrète ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les deux pensions comprises dans le tableau qui suit, pour une somme totale de sept cent cinquante francs, et qui étaient précédemment inscrites aux noms d'anciens donataires décédés, seront reversées sur la tête de leurs veuves et enfants conformément aux indications de ce tableau, savoir :

X^e Série.

32

NOMS, PRÉNOMS, qualités ou grades des pensionnaires décédés.	DATES des décès.	PENSIONS.		NOMS ET PRÉNOMS des nouveaux ayants droit.
		Numéros d'ins- cription.	Sommes.	
Comte DE TURKHE (Henri-Amé- dée-Mercure), colonel.	16 mars 1852.	1382	500 ^f	D ^e BAUGAS (Claire-Élisabeth-Joseph-Fa- çois-Agathe). Marquis DE TURKHE D'ATHAS (Général Edmond-Joseph-Romuald). Comte DE TURKHE D'ATHAS (Napoleon-Jean Gabriel). MORTANT (Rosalie-Marie-Lucy-Françoise toinette). DELAUSSE (Eugène-Rose).....
DELAUSSE (Jean-Charles), lieu- tenant-colonel.	27 nov. 1851.	1997	250	
		TOTAL.	750	

2. Ces pensions seront inscrites sur les registres du trésor public, pour être payées aux nouveaux ayants droit dans les départements de leurs résidences respectives, et suivant les proportions déterminées par l'article 1^{er} de la loi du 26 juillet 1821.

La nouvelle jouissance en commencera à courir du lendemain du décès des premiers titulaires.

3. Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 18 Octobre 1852.

Signé LOUIS-NAPOLÉON.

Par le Prince-Président :

Le Ministre des finances,

Signé BINHAU.

N^o 7351. — *DÉCRET qui autorise l'inscription, au Trésor public, d'une Pension de Veuve de Vétéran du camp de Juliers.*

Du 18 Octobre 1852.

LOUIS-NAPOLÉON, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Vu l'article 8 de la loi du 14 juillet 1819, portant que les anciens vétérans des camps de Juliers et d'Alexandrie seront inscrits au livre des pensions pour une somme égale à leur solde de retraite, en indemnité des domaines nationaux qui leur avaient été accordés par la loi du 1^{er} floréal an XI;

QUALITÉ de veuve d'enfant.	NAISSANCE.		MÉTIER.	ÂGE de jeunesse.	OBSERVATIONS.
	Dates.	Lieux.			
La veuve.	26 mai 1781.	Montarnaud (Hérault).	Paris (Seine).	57 ans 1859.	
Son fils.	28 août. an XI.	Montpellier (Hérault).			
Idem.	9 février 1806.	Strasbourg (Bas-Rhin).	Vulaines-sur-Seine (Seine-et-Marne).	28 nov. 1851.	
La veuve.	19 mai 1776.	Souilly (Meuse).			
Son fils.	26 février 1807.	Paris (Seine).			

Vu le paragraphe 3 du même article, qui déclare ces pensions réversibles sur les veuves des titulaires;

Vu la demande formée par la dame *Delrue (Rosalie-Joseph)*, veuve du sieur *Verdier (Eugène-Joseph)*, ancien vétéran des camps de Juliers, ensemble les pièces à l'appui;

Vu l'avis du 22 septembre dernier, émis sur cette demande, conformément à l'article 3 de l'ordonnance du 20 juin 1817, par la section des vacations du Conseil d'état,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La pension de deux cent quarante-six francs précédemment inscrite sous le n° 157, au nom du sieur *Verdier (Eugène-Joseph)*, ancien vétéran des camps de Juliers, et rejetée des registres du trésor par suite du décès du titulaire, y sera inscrite de nouveau au nom de la dame *Delrue (Rosalie-Joseph)*, sa veuve, née à Lille (Nord) le 14 octobre 1788.

2. Cette pension sera payée dans le département du Nord, et la jouissance commencera à en courir du 6 septembre 1850, lendemain du décès du premier titulaire.

3. Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 18 Octobre 1852.

Signé LOUIS-NAPOLÉON.

Par le Président de la République :

Le Ministre des finances,

Signé BINEAU.

N° 7352. — *DÉCRET qui accorde des Pensions à quarante-deux Veuves de Militaires.*

Du 20 Octobre 1852.

LOUIS-NAPOLÉON; PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu, 1° les articles 25 et 26 de la loi du 25 mars 1817, et l'article 3 de l'ordonnance du 20 juin suivant;

2° Le titre III de la loi du 11 avril 1831, sur les pensions de l'armée de terre, qui détermine les conditions auxquelles les veuves des militaires sont susceptibles d'obtenir des pensions;

3° Les lois sur les crédits affectés à l'inscription des pensions militaires au trésor public;

4° La fixation, établie d'après la révision du Conseil d'état des pensions comprises dans le présent décret, portant le n° 62;

NOM ET PRÉNOMS des militaires.	GRADÉS.	DATE			CIRCONSTANCES dans lesquelles se trouvait le militaire décédé, ou circonstances de sa vie.
		de la cessation de l'activité.	du mariage.	du décès.	
1 CARRÉ (Eugène-Anne-Germain).	Général de brigade.	4 sept. 1848.	19 août 1834.	9 mai 1852.	En jouissance de la pension de retraite.
2 DUPLEX (Pierre-Jacques)...	Sous-intendant militaire.	3 déc. 1831.	5 janvier 1815.	7 mai 1852.	Idem.
3 TESTE (Marc).....	Idem.	25 mai 1828.	28 avril 1824.	4 avril 1852.	Idem.
4 BOISSIN (Joseph-Michel)...	Colonel.	26 sept. 1832.	19 mars 1810.	29 avril 1852.	Idem.
5 SIDAROUS (Gabriel).....	Idem.	23 sept. 1828.	Septemb. 1798.	21 oct. 1851.	Idem.
6 TRENGUALTE (Anne-Alexis-Jean).	Idem.	16 nov. 1809.	11 mars 1800.	17 mai 1852.	Idem.
7 DE VASSAULT DE PARFONDREU (François).	Lieutenant-colonel.	18 août 1816.	4 juillet 1803.	26 avril 1852.	Idem.
8 CURTET (Michel).....	Chef de bataillon.	28 oct. 1833.	25 mars 1804.	19 avril 1852.	Idem.
9 HERAUD (Blaise).....	Idem.	12 nov. 1826.	16 oct. 1816.	16 février 1852.	Idem.
10 MARTY (Jean-Pierre-Gérard).	Idem.	25 janvier 1838.	26 août 1829.	20 juillet 1852.	Idem.
11 CHENE (Joseph-Bonaventure).	Chef d'escadron.	11 nov. 1851.	15 mai 1845.	13 mars 1852.	Idem.
12 LAVERTU (Nicolas).....	Idem.	17 février 1841.	1 ^{er} oct. 1829.	9 mars 1852.	Idem.
13 DE MAILLIER (François-Justin).	Idem.	22 nov. 1843.	6 janvier 1818.	31 juillet 1852.	Idem.
14 AUJOANET (Jean).....	Major.	19 février 1840.	19 juillet 1835.	17 mars 1852.	Idem.
15 GAUDRY (Louis-Antoine)...	Capitaine.	Le jour du décès.	17 mai 1831.	13 avril 1850.	En possession de la pension de retraite.
16 GUIOTTE (Pierre-Florentin)...	Idem.	1 ^{er} juillet 1883.	12 oct. 1829.	17 février 1852.	En jouissance de la pension de retraite.
17 JUSTAMOND (Jean-Antoine)...	Idem.	8 oct. 1814.	17 nov. 1802.	17 oct. 1851.	Idem.

5° L'avis du ministre des finances, en date du 9 octobre 1852, exprimant qu'il a reconnu la légalité de cette fixation, et la possibilité d'imputer les pensions proposées, montant à la somme de quinze mille deux cents francs, sur le crédit d'inscription de 1852;

Sur le rapport du ministre de la guerre,

DECRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est accordé à chacune des quarante-deux veuves de militaires dénommées au tableau ci-après une pension fixée conformément aux indications de ce tableau (1), savoir :

(1) Les titulaires de ces pensions ne devront se pourvoir, soit près du payeur, soit près du ministère des finances, pour réclamer leur certificat d'inscription au trésor, qu'un mois après l'insertion du présent décret, au Bulletin des lois.

NOMS ET PRÉNOMS des veuves.	NAISSANCE.		QUANTITÉ de la pension.	époque de l'entrée en jouissance de la pension.	DOMICILE.
	Dates.	Lieux.			
ITE DE BOUVICINO (Angélique-Victoire) (1).	17 sept. 1797.	Turin (Italie).	1,000 ^f	9 mai 1852.	Paris (Seine).
NOT (Geneviève-Julie).....	6 juillet 1785.	Versailles (Seine-et-Oise).	750	7 mai 1852.	La Ferté-sous-Jouarre (Seine-et-Marne).
NASH (Jeanne-Aurélien).....	4 mars 1797.	Ancenis (Loire-Inférieure).	750	4 avril 1852.	Paris (Seine).
SEIN (Marie-Françoise-Thé- dée).	8 sept. 1783.	Givet (Ardennes).	750	29 avril 1852.	Idem.
IVEL (Marie) (1).....	Juillet 1785.	Le Caire (Egypte).	750	21 oct. 1851.	Marseille (Bouches-du-Rhône).
SON (Marie-Rose).....	24 oct. 1778.	Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme).	750	17 mai 1852.	Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme).
REN (Marie-Rosalie).....	2 juillet 1776.	Versailles (Seine-et-Oise).	600	26 avril 1852.	Orléans (Loiret).
THAULT (Adélaïde).....	27 juillet 1786.	Mantes (Seine-et-Oise).	500	19 avril 1852.	Bagneux (Seine).
REY (Marie) (1).....	7 février 1790.	Londres (Angleterre).	500	16 février 1852.	Draghignan (Var).
SON (Marie-Françoise-Eu- génie).	1 ^{er} mars 1803.	Haguenau (Haut-Rhin).	500	20 juillet 1852.	Colmar (Haut-Rhin).
RAFF (Madeleine).....	8 mai 1806.	Mutzig (Bas-Rhin).	500	13 mars 1852.	Besançon (Doubs).
RAYAT (Julie-Agnès).....	2 février 1786.	Saint-Geron (Haute-Loire).	500	9 mars 1852.	Autourillet (Seine-et-Oise).
AN DE ZINCOURT (Julie).....	15 mars 1800.	Épinal (Vosges).	500	31 juillet 1852.	Metz (Moselle).
ETTE (Marie).....	20 mars 1794.	Maringues (Puy-de-Dôme).	500	17 mars 1852.	Maringues (Allier).
RANOU (Marie-Euphrasie- Médicé).	16 juin 1815.	Vesoul (Haute-Saône).	400	13 avril 1850.	Amiens (Somme).
STERN (Marie-Catherine) (1).	16 août 1798.	Saarlouis (Prusse).	400	17 février 1852.	Montmédy (Meuse).
CUREL (Marie).....	25 janvier 1782.	Montélimar (Drôme).	400	17 oct. 1851.	Pont-Saint-Esprit (Gard).

(1) Le mari était Français.

NOMBRES D'ORDRE	NOMS ET PRÉNOMS des militaires.	GRADÉS.	DATE			CONDITIONS dans lesquelles se trouvent le militaire décédé, ou circonstances de sa dé
			de la cessation de l'activité.	du mariage.	du décès.	
18	LE GRIF (Charles-Edmond) ..	Capitaine.....	16 août 1844.	1 ^{er} avril 1849.	17 avril 1852.	En jouissance de la pen sion de retraite.
19	MINGARNAUD (Jean) R.	Idem.....	18 juin 1854.	4 juillet 1855.	23 déc. 1851.	Idem.....
20	PAQUET (Joseph-Vincent)...	Idem.....	9 juillet 1840.	21 janvier 1854.	9 mars 1852.	Idem.....
21	RIVIÈRE (Jean-Antoine).....	Idem.....	7 août 1806.	20 avril 1800.	16 mars 1852.	Idem.....
22	DAVOUST DE LANGOTIÈRE (Louis).	Lieutenant.....	1 ^{er} avril 1837.	18 janvier 1825.	15 déc. 1851.	Idem.....
23	GILLOT (François-Nicolas- Claude).	Idem.....	Le jour du décès.	19 nov. 1845.	6 avril 1852.	En possession de la pension de retraite.
24	MASSART (Jean-Louis).....	Idem.....	1 ^{er} déc. 1817.	12 février 1817.	19 juin 1800.	En jouissance de la pen sion de retraite.
25	TANTARIN (François-Nicolas).	Idem.....	17 février 1819.	4 déc. 1816.	19 mai 1852.	Idem.....
26	COTEREST (Louis-Charles)...	Sous-lieutenant...	12 juillet 1816.	24 mai 1825 (A).	8 oct. 1849.	Idem.....
27	HENOT (Joseph).....	Chirurgien princi- pal.	Le jour du décès.	19 février 1838.	22 mars 1852.	En possession de la pension de retraite.
28	TALMAN (Jean-Jacques)....	Sergent.....	28 février 1840.	2 sept. 1820.	4 juillet 1852.	En jouissance de la pen sion de retraite.
29	VIALA (Hilbert).....	Idem.....	24 sept. 1849.	19 nov. 1840.	6 mars 1852.	Idem.....
30	CHARASSON	Maréchal des logis.	8 sept. 1834.	17 nov. 1817.	6 avril 1852.	Idem.....
31	HANNAIN (Pierre-François) ..	Caporal.....	14 janvier 1848.	13 février 1828.	9 mai 1851.	Idem.....
32	VAUTIER (Adolphe).....	Idem.....	31 janvier 1819.	8 oct. 1804.	13 avril 1851.	Idem.....
33	BURATY (Joseph).....	Brigadier.....	15 avril 1838.	30 sept. 1801.	28 oct. 1850.	Idem.....
34	COOMIER (Charles-Joseph-Ma- rie).	Idem.....	29 juillet 1837.	20 janvier 1817.	27 mai 1852.	Idem.....
35	FRAPIÈRE (Jean-Baptiste)...	Idem.....	10 mai 1829.	7 juin 1820.	21 janvier 1852.	Idem.....
36	BEUMER (Jean-Romain)....	Soldat.....	19 mai 1808.	15 août 1805.	6 juin 1851.	Idem.....
37	BAMARD (Bernard).....	Idem.....	31 mai 1807.	14 déc. 1801.	29 mai 1852.	Idem.....
38	COYNE (Charles-Vincent)...	Idem.....	23 oct. 1811.	23 juillet 1808.	27 déc. 1851.	Idem.....
39	LECLERC (Laurent).....	Idem.....	22 août 1833.	15 mai 1819.	18 avril 1852.	Idem.....
40	POISSON (Pierre).....	Idem.....	2 juillet 1826.	19 déc. 1813.	14 mai 1850.	Idem.....
41	UNY (Jacques).....	Idem.....	12 février 1837.	8 juillet 1823.	14 sept. 1850.	Idem.....
42	RENAUD (Néon-Victor)...	Maître ouvrier.....	6 février 1846.	28 mars 1816.	5 août 1851.	Idem.....

(A) Moins de deux ans de mariage, mais il existe un enfant issu de ce mariage.

NOMS ET PRÉNOMS des veuves.	NAISSANCE.		QUANTITÉ de la pension.	ÉPOQUE de l'entrée en jouissance de la pension.	DOMICILE.
	Dates.	Lieux.			
LEBEVILLE (Élisabeth) (1)....	2 déc. 1810.	Carrick (Irlande).	400 ^f	17 avril 1852.	Carpiquet (Calvados).
LEBINE (Charlotte).....	14 juin 1789.	Saint-Seens (Seine-Inférieure).	400	23 déc. 1851.	Sallencourt (Seine-Inférieure).
LECHART (Magdeleine-Hen- riette).	12 déc. 1809.	Liale-en-Barrois (Meuse).	400	9 mars 1852.	Verdun (Meuse).
LEITE (Marie-Adrienne) (1)...	11 juillet 1777.	Bruxelles (Belgique).	400	16 mars 1852.	Toulouse (Haute-Garonne).
LEMAN (Perrine-Chantal)	21 août 1798.	Fromentières (Mayenne).	300	15 déc. 1851.	L'Huissierie (Mayenne).
LENTON (Marguerite).....	12 février 1819.	Mentembaumt (Allier).	200	6 avril 1852.	Mouline (Allier).
ROY (Marie-Élisabeth).....	24 nov. 1795.	Saules-Champenoises (Ardennes).	300	19 juin 1850.	Saules-Champenoises (Ardennes).
LESTIER (Jeanne-Françoise-An- tistine).	8 avril 1788.	Pontallier-sur-Saône (Côte-d'Or).	300	19 mai 1852.	Rimond (Saône-et-Loire).
LEU (Marie-Magdelaine).....	11 février 1791.	Cussy-en-Almont (Aisne).	250	De jour qui sera fixé par le ministre des finan- ces.	Cussy-en-Almont (Aisne).
LEDEY (Marie-Anne-Françoise- Ernestine).	14 août 1815.	Metz (Moselle).	600	24 mars 1852.	Metz (Moselle).
LEFEBVRE (Anne-Jeanne).....	25 mars 1796.	Rouvray (Côte-d'Or).	100	4 juillet 1852.	Rouvray (Côte-d'Or).
LEFEBVRE (Thérèse-Agès).....	15 mai 1804.	Paris (Seine).	100	6 mars 1852.	Paris (Seine).
LEFEBVRE (Françoise-Louise)...	27 oct. 1796.	Illond (Haute-Marne).	100	6 avril 1852.	Gentilly (Seine).
LEFEBVRE (Virginie-Françoise)...	11 février 1809.	Octeville (Manche).	100	9 mai 1851.	Octeville (Manche).
LEFEBVRE (Euphrasie-Jacqueline).	1 ^{re} oct. 1781.	Manoir (Calvados).	100	18 avril 1851.	Pont-en-Bessin (Calvados).
LEFEBVRE (Marie-Sophie).....	21 janvier 1774.	Raubonne (Seine-et-Oise).	100	28 oct. 1850.	Saint-Vallier (Drôme).
LEFEBVRE (Marie-Anne).....	29 juillet 1793.	Saint (Finistère).	100	27 mai 1852.	Lernével (Finistère).
LEFEBVRE (Marie-Josephine-Ap- toiste).	12 mai 1779.	Hesdin (Pas-de-Calais).	100	21 janvier 1852.	Saint-Lys (Haute-Garonne).
LEFEBVRE (Marie-Anne-Françoise).	6 sept. 1781.	Yableron (Seine-Inférieure).	100	6 juin 1851.	Yableron (Seine-Inférieure).
LEFEBVRE (Louise).....	15 nov. 1781.	Bonix (Côte-d'Or).	100	24 mai 1852.	S ^{te} -Colombe-sur-Seine. (Côte-d'Or).
LEFEBVRE (Florentine-Angustine- Joseph).	25 mars 1786.	Béthune (Pas-de-Calais).	100	27 déc. 1851.	Béthune (Pas-de-Calais).
LEFEBVRE (Marie-Marguerite- Antoinette).	7 déc. 1783.	La Chapelle. (Seine).	120	14 avril 1852.	Paris (Seine).
LEFEBVRE (Marie-Magdeleine).	20 janvier 1781.	Burgharen (Brabant).	120	18 mai 1850.	Granville (Manche).
LEFEBVRE (Christine).....	17 oct. 1805.	Penetrangs (Meurthe).	120	14 sept. 1850.	Paris (Seine).
LEFEBVRE (Justine-Antoinette)....	29 août 1790.	Saint-Denis (Seine).	120	5 août. 1850.	Joigny (Yonne).
TOTAL.....			18,220		

1) Les mariages sont Français.

2. Ces pensions seront inscrites au trésor public, avec la jouissance de l'époque indiquée à chaque article du tableau qui précède.

3. Les ministres de la guerre et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait à Saint-Cloud, le 20 Octobre 1852.

Signé LOUIS-NAPOLÉON.
Le Ministre de la guerre,
Signé A. DE SAINT-ARNAUD.

N° 7353. — DÉCRET qui accorde à cinquante-cinq Militaires des Pensions de retraite à titre d'ancienneté de service.

Du 20 Octobre 1852.

LOUIS-NAPOLÉON, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu, 1° les articles 25 et 26 de la loi du 25 mars 1817, et l'article 3 de l'ordonnance du 20 juin suivant ;

NUMÉROS D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS.	NAISSANCE.		GRADES, armes, etc.	SERVICES effectifs.			CAMPAGNES			TOTAL	
		Dates.	Lieux.		Ann.	Mois.	Jours.	Ann.	Mois.	Jours.	Ann.	Mois.
1	PERRIN (Nicolas).....	7 nov. 1799.	Gancelin (Isère).	Sergent au 2 ^e ré- giment d'infanterie de ligne.	30	6	20	4	"	"	34	6
2	SETIÉ (Jean-Jacques-Adol- phe).....	10 mars 1803.	Montpellier (Hérault).	Idem au 18 ^e idem.	30	6	15	2	"	"	32	6
3	BEVIERE (Antoine).....	15 août 1785.	Saint-Servan (Ille-et-Vilaine).	Sergent.	30	6	16	10	"	"	40	6
4	ROYER (Jean-Pierre)....	20 oct. 1782.	Saint-M'hervé (Ille-et-Vilaine).	Idem.	30	6	16	10	"	"	40	6
5	BLANC (Joseph).....	Mars 1798.	Saint-André- de-Rochepertuis (Gard).	Idem.	30	2	22	5	"	"	35	2
6	DAVAIL (Louis).....	29 oct. 1797.	Archigny (Vienne).	Idem.	30	1	8	1	"	"	31	1
7	FABRE (Pierre-Philippe)..	10 mai 1798.	Paris (Seine).	Idem.	30	5	1	22	"	"	56	5
8	GREZELS (Pierre).....	9 mars 1797.	Lauserte (Tarn-et-Gar.).	Idem.	30	6	16	"	"	"	30	6
9	ITRAC (Antoine).....	13 juill. 1796.	Pozzolo (Tarn).	Idem.	30	"	16	"	"	"	30	"
10	JEAN (Philippe).....	31 juill. 1798.	Virming (Meurthe).	Idem.	30	2	24	13	"	"	43	2

2° La loi du 11 avril 1831, sur les pensions de l'armée de terre;

3° Les lois sur les crédits affectés à l'inscription des pensions militaires au trésor public;

4° La fixation, établie d'après la révision du Conseil d'état, des pensions de retraite comprises dans le présent décret, portant le n° 63;

5° L'avis du ministre des finances, en date du 9 octobre 1852, exprimant qu'il a reconnu la légalité de cette fixation et la possibilité d'imputer les pensions proposées, montant à la somme de dix-neuf mille huit cent quatre-vingt-onze francs, sur le crédit d'inscription ouvert pour l'année 1852;

Sur le rapport du ministre de la guerre,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Il est accordé à chacun des cinquante-cinq militaires dénommés au tableau ci-après une pension de retraite fixée conformément aux indications de ce tableau (1), savoir :

(1) Les titulaires de ces pensions ne devront se pourvoir, soit près du payeur, soit près du ministère des finances, pour réclamer leur certificat d'inscription au trésor, qu'un mois après l'insertion du présent décret au Bulletin des lois.

ARTICLES de la loi du 12 avril 1831 applicables à cette fixation.	GRANDES sur lequel la pension est réglée.	QUANTITÉ de la pension.	POSITION actuelle des titulaires.	ÉPOQUE de l'entrée en jouissance de leur pension.	DOMICILE des titulaires.
9, 10 et 11.	Sergent. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	345 ^f (a)	En activité.	19 août 1852.	Grenoble (Isère).
9 et 10.	Sergent.	273 (a)	Idem.	1 ^{er} septembre 1852.	Givet (Ardennes).
9, 10 et 11.	Sergent. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	399 (a)	En activité à la 2 ^e compagnie de sous-officiers vétérans.	19 août 1852.	Saint-Pierre-de-Plesguen (Ille-et-Vilaine).
Idem.	Idem.	399 (a)	Idem.	17 août 1852.	Paris (Seine).
9 et 10.	Sergent.	291 (a)	En activité à la 3 ^e compagnie de sous-officiers vétérans.	19 août 1852.	Nîmes (Gard).
9, 10 et 11.	Sergent. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	314 (a)	Idem.	Idem.	Chauvigny (Vienne).
Idem.	Idem.	480 (a)	Idem.	Idem.	Mondétour (Seine-et-Oise).
Idem.	Idem.	309 (a)	Idem.	16 août 1852.	Paris (Seine).
Idem.	Idem.	305 (a)	Idem.	25 septembre 1852.	Albi (Tarn).
Idem.	Idem.	422 (a)	Idem.	19 août 1852.	Virving (Mourthe).

(a) A la condition que les antécédents ne commenceront qu'à dater du jour où le titulaire aura été rayé des contrôles d'activité.

NOM ET PRÉNOMS.	NAISSANCE.		GRADES, armes, etc.	SERVICES effectifs.			CAMPAGNES			TOTAL	
	Dates.	Lieux.		Ann.	Mois.	Jours.	Ann.	Mois.	Jours.	Ann.	Mois.
11 LOCRET (Henri-Louis)...	28 fév. 1804.	Lille (Nord).	Sergent.	30	3	24	22	"	"	52	3
12 KUPKA (Jean-Baptiste)...	15 déc. 1800.	Kientzheim (Haut-Rhin).	Maréchal des logis.	30	1	19	6	"	"	36	1
13 LAVRAND (Claude).....	20 août 1797.	Châlon-sur-Saône (Saône-et-Loire).	Caporal au 5 ^e ré- giment d'infanterie légère.	31	"	16	"	"	"	31	"
14 LE HURANX (Marie-Mar- rice).	29 mai 1797.	Fontenu (Jura).	Soldat à la 1 ^{re} compagnie de fusil- liers vétérans.	31	6	15	2	"	"	33	6
15 RAPP (Laurent).....	29 janv. 1802.	Achenheim (Bas-Rhin).	Idem à la 2 ^e idem.	31	"	17	8	"	"	39	"
16 SUSI (François-Marie)...	14 nov. 1800.	Lucciana, arrondissement de Bastia (Corse).	Maréchal des logis au 10 ^e régiment de dragons.	30	7	6	3	"	"	33	7
17 THOMAS (Jean-François)...	12 janv. 1798.	Saulxures (Vosges).	Maréchal des logis au 5 ^e régiment de cavalerie.	31	7	8	2	"	"	33	7
18 FOULON (François-Benoît).	31 mars 1806.	Lesgoulles (Côte-d'Or).	Maréchal des logis au 2 ^e régiment d'ar- tillerie.	32	"	16	4	"	"	35	"
19 GALTIER (Alexandre)...	Décemb. 1798.	Saint-Georges (Aveyron).	Caporal à la 1 ^{re} compagnie de canon- niers vétérans.	30	8	16	1	"	"	31	6
20 CONNELLY (Henry).....	5 avril 1788.	Metz (Moselle).	Sergent à la com- pagnie des vétérans du génie.	30	6	15	"	"	"	36	6
21 GUÉRY (Jean).....	28 oct. 1796.	Briquerville- sur-Mer (Manche).	Sergent-major, gendarme à la com- pagnie de la Manche.	31	5	4	"	3	15	32	8
22 PERRET (Denis-Marie)...	23 fév. 1794.	Attignat (Ain).	Sergent-major, maréchal des logis à la compagnie de gen- darmes de la Mo- selle.	38	5	26	1	"	"	40	5
23 HERMANT (Pierre-Jésoph).	9 nov. 1799.	Esquerchin (Nord).	Sergent, briga- dier à la compagnie de gendarmerie des Deux-Sèvres.	31	"	20	6	"	"	37	"
24 ANNAULT (Charles).....	14 mai 1796.	Sanzais (Deux-Sèvres).	Sergent, gendar- me à la compagnie des Deux-Sèvres.	33	6	16	"	"	"	33	6
25 GRÉSEL (Jean-Christophe).	3 juin 1800.	Ménil-au-Bois (Meuse).	Sergent, gendar- me à la compagnie de la Meurthe.	30	4	14	"	"	"	30	4
26 BORTÉUX (Jean-Ignace)...	7 juillet 1799.	Charméville (Doubs).	Maréchal des lo- gis à la compagnie de gendarmerie de la Seine.	31	21	23	1	"	"	32	11
27 BRUANT (Jean-Pierre)...	2 avril 1800.	Vaux-la-Grande (Meuse).	Idem de Seine-et- Marne.	39	10	17	1	"	"	34	10

ANCIENNETÉ de la loi du 11 avril 1831 applicables cette fonction.	GRADE sur lequel la pension est réglée.	QUANTITÉ de la pension.	SITUATION actuelle des titulaires.	ÉPOQUE de l'entrée en jouissance de leur pension.	DOMICILE des titulaires.
9, 10 et 11.	Sergent. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	480 ^{fr} (a)	En activité à la 3 ^e compagnie de sous-officiers vétérans.	19 août 1852.	Lipoune (Gironde).
Idem.	Maréchal des logis. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	350 (a)	Idem.	Idem.	Saint-Sever (Landes).
Idem.	Caporal. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	295 (a)	En activité.	16 août 1852.	Châlon-sur-Saône (Saône-et-Loire).
9 et 10.	Soldat.	220 (a)	Idem.	29 août 1852.	Marigny (Jura).
Idem.	Idem.	248 (a)	Idem.	25 août 1852.	Achenheim (Bas-Rhin).
Idem.	Maréchal des logis.	230 (a)	Idem.	8 août 1852.	Poitiers (Vienne).
9, 10 et 11.	Maréchal des logis. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	336 (a)	Idem.	20 août 1852.	Monteire (Loir-et-Cher).
Idem.	Idem.	350 (a)	Idem.	30 août 1852.	Veurolles (Oise-et-Or).
Idem.	Caporal. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	298 (a)	Idem.	16 août 1852.	Montpellier (Hérault).
Idem.	Sergent. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	309 (a)	Idem.	29 août 1852.	Lyon (Rhône).
Idem.	Sergent-major. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	384 (a)	Dans une légion.	11 janvier 1852.	Laval (Mayenne).
Idem.	Idem.	426 (a)	Idem.	26 juin 1852.	Alpach (Moselle).
Idem.	Sergent. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	368 (a)	En activité.	25 août 1852.	Douai (Nord).
Idem.	Idem.	336 (a)	Idem.	12 septembre 1852.	Cerisy (Deux-Sèvres).
Idem.	Idem.	305 (a)	Dans une légion.	26 juillet 1852.	Vénissieux (Meurthe).
Idem.	Maréchal des logis. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	329 (a)	Idem.	11 juillet 1852.	Toulon (Haute-Garonne).
9 et 10.	Maréchal des logis.	228 (a)	Idem.	24 juillet 1852.	Remours (Seine-et-Marne).

(a) A la condition que les arrérages ne commenceront qu'à dater du jour où le titulaire aura été rayé des contrôles d'activité.

NUMÉROS D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS.	NAISSANCE.		GRANDES, armes, etc.	SERVICES effectifs.			CAMPAGNES			TOTAL.	
		Dates.	Lieux.		Ann.	Mois.	Jours.	Ann.	Mois.	Jours.	Ann.	Mois.
28	CHALLS (Noël).....	2 fév. 1798.	Clermont- Ferrand (Puy-de-Dôme).	Maréchal des lo- gis à la compagnie de gendarmerie du Rhône.	32	7	24	4	"	"	36	7
29	FARRY (Nicolas-Joseph)...	10 juill. 1797.	Fleurey (Doubs).	Idem d'Indre-et- Loire.	33	2	26	"	"	"	33	2
30	RAVAULT (Pierre-Fructi- dar).	6 sept. 1796.	Épieds (Loiret).	Idem de l'Orne.	30	10	22	"	"	"	30	10
31	TREMELET (Aimable)....	3e oct. 1799.	Vertus (Marne).	Idem de l'Aube.	30	4	18	1	"	"	31	4
32	GESLIN (Marie-François).	4 mai 1798.	Châteaubriant (Loire-Inférieure).	Maréchal des logis, gendarme à la com- pagnie de la Vienne.	31	8	15	1	"	"	32	8
33	PENNEL (Philippe-Désiré- Joseph).	16 sept. 1801.	Lille (Nord).	Maréchal des lo- gis, gendarme à la compagnie de l'Hé- rault.	32	2	11	2	"	"	34	2
34	BLOWDEAU (François)....	28 juill. 1798.	Montmerillon (Vienne).	Brigadier à la com- pagnie de gendar- merie d'Indre-et- Loire.	30	9	16	2	"	"	32	9
35	BRESSON (Claude).....	6 fév. 1798.	Montpellier (Hérault).	Idem de l'Hérault.	31	6	18	2	"	"	33	6
36	PIARD (Pierre-Marie)....	18 fév. 1795.	Piards (Jura).	Idem de la Seine.	33	9	3	2	"	"	35	9
37	COTENTIN (François-Fré- déric).	22 juin 1800.	Lignères (Orne).	Brigadier, gen- darme à la compa- gnie de l'Orne.	31	"	16	"	"	"	31	"
38	LEMOINE (Amand-Olivier).	4 mai 1797.	Saint-Servan (Ille-et-Vilaine).	Brigades, gen- darme à la compa- gnie de la Vendée.	39	8	"	7	10	15	47	8
39	BALARD (Pierre-Domi- nique-Gabriel) (1).	 1799.	Millan (Italie).	Gendarme à la compagnie du Tarn.	32	"	16	3	"	"	35	"
40	BERNARD (Jean-Baptiste).	7 janv. 1791.	Seurre (Côte-d'Or).	Idem de la Côte- d'Or.	34	8	20	3	"	"	37	8
41	BERTRAND (Jean-Bernard).	26 déc. 1796.	Bandol (Var).	Idem de la Mour- the.	31	2	4	"	"	"	31	2
42	CHRÉTIEN (Jean-Marie)...	14 janv. 1797.	Vitré (Ille-et-Vilaine).	Idem des Côtes-du- Nord.	36	"	16	"	"	"	36	"
43	CLASTRES (Guilherme-Fran- çois).	27 juill. 1798.	Ampleing (Ariège).	Idem du Tarn.	31	"	16	2	"	"	33	"
44	JOYEY (Thomas-Richard).	27 mai 1800.	Bayeux (Calvados).	Idem du Calvados.	30	4	14	"	"	"	30	4
45	LIEBHART (Ulrich).....	7 juin 1794.	Oberrothenfels- heim. (Bas-Rhin).	Idem du Bas-Rhin.	36	3	23	3	"	"	41	3
46	MARCHAND (Jacques-Noël).	25 déc. 1797.	Boines. (Loiret).	Idem du Loiret.	33	6	27	2	"	"	35	6
47	NAISSANT (Claude) (2)...	28 nov. 1799.	Nice (Piedmont).	Idem de la Seine.	38	3	7	3	"	"	41	3
48	BOERNARD (Jean-Romary)...	5 janv. 1801.	Rupt (Foges).	Gendarme à la 1 ^{re} compagnie de gen- darmes vétérans.	30	3	10	1	"	"	31	3

(1) Fils de François.

(2) Né Français.

ARTICLES de la loi du 11 avril 1831 applicables à cette fixation.	GRADE sur lequel la pension est réglée.	QUANTITÉ de la pension.	POSITION actuelle des titulaires.	ÉPOQUE de l'entrée ou jouissance de leur pension.	DOMICILE des titulaires.
9 et 10.	Maréchal des logis.	308 ¹ (a)	Dans ses foyers.	1 ^{er} février 1852.	Condrieu (Rhône).
Idem.	Idem.	276 (a)	Idem.	6 mars 1852.	Loches (Indre-et-Loire).
9, 10 et 11.	Maréchal des logis. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	309 (a)	Idem.	11 juillet 1852.	Argentan (Orne).
9 et 10.	Maréchal des logis.	261 (a)	Idem.	6 février 1852.	Vertus (Marne).
9, 10 et 11.	Maréchal des logis. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	327 (a)	Idem.	1 ^{er} juillet 1852.	Poitiers (Vienne).
Idem.	Idem.	345 (a)	Idem.	16 juin 1852.	Mézières (Hérault).
Idem.	Brigadier. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	286 (a)	Idem.	11 avril 1852.	Loches (Indre-et-Loire).
Idem.	Idem.	293 (a)	En activité.	22 août 1852.	Boissezon (Hérault).
Idem.	Idem.	307 (a)	Idem.	19 août 1852.	Versailles (Seine-et-Oise).
Idem.	Idem.	275 (a)	Idem.	23 août 1852.	Sables-d'Olonne (Vendée).
Idem.	Idem.	394 (a)	Idem.	17 août 1852.	Saint-Servan (Ille-et-Vilaine).
Idem.	Gendarme. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	273 (a)	Idem.	25 août 1852.	Brassac (Tarn).
Idem.	Idem.	288 (a)	Dans ses foyers.	11 juillet 1852.	Seurre (Côte-d'Or).
Idem.	Idem.	249 (a)	Idem.	16 février 1852.	Toul (Meurthe).
Idem.	Idem.	279 (a)	En activité.	24 septembre 1852.	Saint-Jean-de-l'Isle (Côtes-du-Nord).
Idem.	Idem.	261 (a)	Idem.	7 août 1852.	Carcassonne (Aude).
Idem.	Idem.	243 (a)	Dans ses foyers.	21 juillet 1852.	Formigny (Calvados).
Idem.	Idem.	309 (a)	En activité.	19 août 1852.	Saverne (Bas-Rhin).
Idem.	Idem.	276 (a)	Idem.	25 août 1852.	Ladon (Loiret).
Idem.	Idem.	209 (a)	Dans ses foyers.	16 juillet 1852.	Paris (Seine).
Idem.	Idem.	249 (a)	En activité.	19 août 1852.	Riom (Puy-de-Dôme).

(a) A la condition que les arrérages ne commenceront qu'à dater du jour où le titulaire aura été rayé des contrôles d'activité.

NOMINOS D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS.	NAISSANCE.		GRADÉS, armes, etc.	SERVICES effectifs.			CAMPAGNES			DÉBUT	
		Dates.	Lieux.		Ann.	Mois.	Jours.	Ann.	Mois.	Jours.	Ann.	Mois.
49	POISSIN (Claude-François-Barnabé).	30 Oct. 1788.	Toul (Meurthe).	Gendarme à la 2 ^e compagnie de gen- darmes vétérans.	30	6	15	1	"	"	31	6
50	GUIBERT (André-Marty) ..	5 fév. 1796.	Briols (Aveyron.)	Sergent au batail- lon de sapeurs-pom- piers de la ville de Paris.	32	8	2	1	"	"	33	8
51	BAUGHER (Simon-Pierre- Louis-Laurent).	19 mars 1802.	Pontoise (Seine-et-Oise).	Idem.	31	6	25	1	"	"	32	6
52	LATOUR (Pierre)	16 janv. 1792.	Paris (Seine).	Caporal au batail- lon de sapeurs-pom- piers de la ville de Paris.	33	6	16	3	"	"	36	6
53	HUBELIN (Jean-Pierre) ..	13 déc. 1798.	Suèvres (Loir-et-Cher).	Capitaine d'infan- terie.	32	"	16	7	"	"	39	"
54	LEBLANC (Joseph-Antoine).	7 mars 1790.	Besançon (Doubs).	Capitaine de cava- lerie.	30	"	"	15	"	"	45	"
55	METZGER (Joseph)	6 juill. 1799.	Commercy (Meuse).	Maréchal des logis de gendarmerie.	31	9	2	1	"	"	32	9

(a) A la condition que les arrérages ne commenceront qu'à dater du jour où le titulaire aura été sujet des contrôles d'activité. — (b) *Idem*, et sauf déduction des sommes perçues, depuis ladite époque, sur la pension de 1,370 francs qui lui a été accordée le 12 avril 1852 et que la présente annule. — (c) Sauf déduction des sommes qu'il aurait touchées depuis le 1^{er} décembre 1851, soit à titre de solde de non-activité, soit sur la pension.

2. Ces pensions seront inscrites au trésor public, avec jouissance du jour indiqué à chaque article du tableau qui précède.

3. Avant le premier paiement de ces pensions, les titulaires seront tenus de produire au payeur un certificat du sous-intendant militaire de leur département, énonçant le temps pendant lequel ils auraient reçu, sur les fonds de la guerre ou de l'hôtel des invalides, depuis l'époque de jouissance indiquée ci-dessus, un traitement militaire ou une allocation incompatible avec une pension militaire, pour que le même temps leur soit déduit sur le décompte à faire des arrérages de leur pension.

Ce certificat indiquera si les titulaires sont passibles d'une retenue pour débet envers le trésor public, envers l'administration du corps dont ils font partie, etc. afin qu'elle soit continuée dans la proportion relative à la quotité de leur pension.

4. Les ministres de la guerre et des finances sont chargés,

ARTICLES de la loi du 11 avril 1831 applicables à cette fixation.	GRADE sur lequel la pension est réglée.	QUANTITÉ de la pension.	POSITION actuelle des titulaires.	ÉPOQUE de l'entrée en jouissance de leur pension.	DOMICILE des titulaires.
9, 10 et 11.	Gendarme. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	252 (a)	En activité.	8 août 1852.	Saint-Marcel (Ardennes).
9 et 10.	Sergent.	280 (a)	Idem.	23 août 1852.	Vesoul (Haute-Saône).
Idem.	Idem.	278 (a)	Idem.	Idem.	Paris (Seine). Idem.
9, 10 et 11.	Caporal. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	314 (a)	Idem.	9 septembre 1852.	Idem.
9 et 10.	Capitaine.	1,390 (b)	Jouit d'une pen- sion de retraite.	2 janvier 1852.	Blois (Loir-et-Cher).
9, 10 et 11.	Capitaine. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	1,800 (c)	Idem.	1 ^{er} décembre 1852.	Vitry-le-François (Marne).
Idem.	Maréchal des logis. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	327 (d)	Idem.	1 ^{er} février 1852.	Saint-Félicien (Ardèche).
	TOTAL.....	19,891			

de 1,800 francs qui lui a été accordée le 10 juillet 1852 et que la présente annule. — (d) A la condition que les rérages ne commenceront qu'à dater du jour où le titulaire aura été rayé des contrôles d'activité, et sans déduction des sommes qu'il aurait touchées depuis cette époque sur la pension de 318 francs qui lui a été accordée le 16 mars 1852 et que la présente annule.

chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait à Saint-Cloud, le 20 Octobre 1852.

Signé LOUIS-NAPOLÉON.

Le Ministre de la guerre,

Signé A. DE SAINT-ARNAUD.

N° 7354. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) portant ce qui suit :

A partir de la publication du présent décret, et jusqu'au 1^{er} janvier 1856, la perception de l'octroi établi dans la commune de Puteaux, département de la Seine, sera opérée conformément aux tarifs et règlements ci-annexés. (Du 20 Octobre 1852.)

N° 7355. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé

par le ministre de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce) qui autorise l'acceptation des libéralités suivantes :

1° Legs faits par le sieur *Claude-Marie Pernot-Batient*, 1° à l'hospice d'Autun et au bureau de bienfaisance de Barnay (Saône-et-Loire), d'une somme de 10,000 francs pour la fondation d'un lit en faveur des malades de Barnay; 2° à l'hospice d'Autun, du prix de vente d'objets mobiliers évalués à 5,694 francs;

2° Autres legs faits par le même testateur au séminaire du diocèse d'Autun et aux fabriques des églises succursales de Barnay et de Laives (Saône-et-Loire), et consistant, 1° pour le séminaire d'Autun, en une cheptellerie, composée de bâtiments et immeubles situés dans la commune d'Igornay, d'une contenance totale de trois hectares et d'une valeur estimative de 4,227 francs, et en une bibliothèque évaluée 421 francs; 2° pour la fabrique de Barnay, en une somme de 1,200 francs et dans le produit de la vente de divers objets mobiliers évalués 231 francs; 3° pour la fabrique de Laives, en pareille somme de 1,200 francs et en deux reliquaires évalués ensemble 3 francs. (*Du 29 Juillet 1852.*)

N° 7356. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce) qui autorise l'acceptation des donations faites par le sieur *Schatz* et par la demoiselle *Kalsch*, 1° à la ville de Bitche (Moselle) et à l'institut des frères des écoles chrétiennes, de la nue propriété d'une maison et d'un capital de 20,000 francs; 2° à la fabrique de l'église de Bitche, pour la fondation annuelle et perpétuelle de deux messes hautes, d'une somme annuelle de 12 francs à recevoir de la susdite ville en vertu de la donation mentionnée ci-dessus. (*Du 2 Août 1852.*)



Certifié conforme :

Paris, le 5^e Novembre 1852,

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire
d'état au département de la Justice,*

ABBATUCCI.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la Justice.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

PARTIE SUPPLÉMENTAIRE.

N° 280.

N° 7357. — *DÉCRET portant autorisation de la Société d'assurance mutuelle immobilière contre l'incendie, formée à Marseille pour les départements des Bouches-du-Rhône, du Var, de Vaucluse et des Basses-Alpes.*

Du 27 Septembre 1852.

LOUIS-NAPOLÉON, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce ;

Le Conseil d'état entendu ,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La société d'assurance mutuelle immobilière contre l'incendie, formée à Marseille pour les départements des Bouches-du-Rhône, du Var, de Vaucluse et des Basses-Alpes, est autorisée.

Sont approuvés les statuts de ladite société tels qu'ils sont contenus dans l'acte passé, les 25 et 30 août 1852, devant M^r Laget et son collègue, notaires à Marseille, lequel acte restera annexé au présent décret.

2. La présente autorisation pourra être révoquée, en cas de violation ou de non-exécution des statuts approuvés, sans préjudice des droits des tiers.

3. La société sera tenue de remettre, au commencement de chaque année, au ministre de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce, et aux préfets des départements des Bouches-du-

X^e Série.

33

Rhône, du Var, de Vaucluse et des Basses-Alpes, un extrait de son état de situation, arrêté au 31 décembre précédent.

4. Le ministre de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Bulletin des lois, inséré au Moniteur et dans un journal d'annonces judiciaires de chacun des départements compris dans la circonscription de la société.

Fait à Toulon, le 27 Septembre 1852.

Signé LOUIS-NAPOLÉON.

Par le Président :

Le Ministre de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce,

Signé F. DE PERSIGNY.

Statuts de la Compagnie d'assurance mutuelle immobilière contre l'incendie, établie à Marseille pour les départements des Bouches-du-Rhône, du Var, de Vaucluse et des Basses-Alpes.

STATUTS.

CHAPITRE I^{er}.

DE LA CONSTITUTION DE LA SOCIÉTÉ.

Formation de la société.

ART. 1^{er}. Il y a société d'assurances mutuelles immobilières contre l'incendie entre les propriétaires d'immeubles situés dans les départements des Bouches-du-Rhône, Var, Vaucluse et Basses-Alpes, qui ont adhéré ou qui adhéreront aux présents statuts, conformément aux articles 7 et 37 ci-après.

Cette société est destinée à remplacer, à son expiration, celle qui existe aujourd'hui sous le titre de *Société d'assurance mutuelle contre l'incendie*, formée à Marseille, pour les quatre départements précités, suivant acte reçu par M^r Roubaud et son collègue, notaires en ladite ville, le 17 novembre 1825, autorisée par ordonnance du 11 avril 1826.

Elle aura pour dénomination : *Société d'assurance mutuelle immobilière contre l'incendie*, pour les départements des Bouches-du-Rhône, Var, Vaucluse et Basses-Alpes.

Elle n'aura d'effet que du moment où, par suite des adhésions aux présents statuts, il se trouvera pour une somme de six millions de francs de propriétés engagées à l'assurance.

Siège de la société.

2. Le siège de la société est à Marseille.

Objet de la société.

3. La société a pour objet de garantir mutuellement ses membres des

dommages que pourraient éprouver les immeubles assurés par suite de l'incendie et tous effets du feu, même le feu du ciel et celui du gaz à éclairer.

La société répond seulement des dommages produits par le sinistre à l'immeuble assuré.

Elle ne garantit pas les dommages provenant des effets de l'explosion de la poudre ou des machines à vapeur, non plus que les dommages et sinistres provenant d'invasion, d'émeute, de guerre civile ou force militaire quelconque.

Des immeubles admis à l'assurance et de ceux qui en sont exclus.

4. La société comprend et admet à l'assurance les immeubles de toute nature bâtis en pierres ou briques, ainsi que les objets mobiliers placés à perpétuelle demeure dans les bâtiments ruraux, et qui sont considérés comme immeubles par destination, tels que pressoirs, cuves, tonnes, ustensiles aratoires, etc.

Elle n'assure pas les maisons construites en chaume, bois ou torchis, les salles de spectacles, les fabriques de gaz, de vernis, les raffineries de sucre, les fabriques et dépôts de poudre fulminante et de pièces d'artifice, ni les ustensiles et machines des usines, même placés à perpétuelle demeure.

A l'égard de tous autres immeubles, que le conseil juge devoir présenter des causes notables d'incendie, il peut refuser leur admission ou les admettre pour une partie seulement de leur valeur.

Commencement et durée de la société.

5. La société commencera le 11 avril 1856, jour de l'expiration de celle qu'elle est destinée à remplacer, et dont il a été parlé plus haut.

Elle durera trente années.

Cette durée pourra être prolongée par une délibération du conseil général prise suivant le mode indiqué à l'article 34 ci-après, et revêtue de l'approbation du Gouvernement.

Les sociétaires dont les polices expireront avec la durée de la société, et qui voudront continuer à en faire partie, devront en faire la déclaration; il leur en sera donné récépissé; ces sociétaires continueront à être assurés en vertu de leurs anciens engagements.

La délibération fixera le temps de la prolongation.

CHAPITRE II.

DES ASSURANCES.

De ceux qui peuvent faire partie de la société.

6. Tous propriétaires, usufructiers et ~~aux~~ propriétaires peuvent être admis à devenir membres de la société.

En outre, tout locataire ou fermier peut, à cause de la responsabilité dont il est tenu par les articles 1733 et 1734 du Code civil, être admis à devenir membre de la société, en satisfaisant, comme s'il était propriétaire, aux dispositions des présents statuts.

Le sociétaire peut se faire garantir, mais pour les valeurs immobilières seulement, et lorsqu'il en sera fait mention expresse dans sa police, du recours des voisins qui pourrait être exercé contre lui en vertu des articles 1382,

1383 et 1384 du Code civil, à raison des dommages résultant de l'incendie survenu dans les bâtiments assurés.

Le conseil général, sur la proposition du conseil d'administration, décidera dans quelle proportion les fermiers et locataires, et les assurés contre les recours des voisins, supporteront la cotisation et les autres charges sociales.

L'assurance des risques du voisinage ne s'étend pas au delà des immeubles contigus à la propriété assurée.

Le créancier hypothécaire peut également être admis à faire assurer l'immeuble qui lui sert de garantie en satisfaisant aux conditions de l'assurance comme s'il était propriétaire.

L'assurance cesse, quant à lui, par le remboursement de sa créance.

Pour l'usufruitier, elle cesse par la fin de l'usufruit.

Pour le locataire ou fermier, par l'expiration de leur bail.

Et pour le recours des voisins, en même temps que l'assurance principale de l'immeuble.

Des formalités nécessaires pour l'assurance d'un immeuble.

7. Les propriétés engagées à l'assurance doivent être désignées et évaluées dans les polices.

Les désignations et évaluations seront vérifiées, contradictoirement avec le sociétaire, par l'architecte de la société et par le directeur, aux frais de la compagnie.

L'estimation ne comprendra point la valeur du sol; elle ne portera que sur les constructions assurées.

Les désignations et évaluations portées dans les polices servent de base aux conditions de l'assurance.

Il est souscrit un acte d'adhésion comprenant l'estimation ci-dessus, indiquant la nature de chaque construction et sa destination, les noms et prénoms de l'adhérent, son domicile et la qualité en laquelle il agit.

Cet acte est soumis au conseil d'administration, qui prononce son admission, après avoir déterminé le classement de la propriété et arrêté les conditions de l'assurance, ou bien qui prononce son rejet.

Lorsque l'admission est prononcée, il est délivré par le directeur une police d'assurance au nouveau sociétaire, qui, dans son adhésion aux statuts, s'engage à exécuter aussi les conditions particulières imposées à son admission.

Une plaque indicative de l'assurance, portant les lettres A M (assurance mutuelle), sera apposée à l'endroit le plus apparent de tout immeuble assuré.

La police d'assurance est le titre qui admet définitivement l'adhésionnaire à faire partie de la société.

Un exemplaire des statuts est remis, avec la police, à chaque sociétaire. L'adhésion et la police mentionnent cette remise.

Durée du contrat d'assurance.

8. Les assurances sont contractées pour la durée de la société; néanmoins, la société ou le sociétaire peuvent rompre l'assurance à la fin de chaque période de quatre ans, en se prévenant réciproquement au moins trois mois à l'avance.

La déclaration de l'assuré sociétaire qu'il entend se retirer de la société, sera faite, soit par lui-même, soit par un fondé de pouvoirs, au siège de la di-

rection, ou au bureau de l'agent principal de l'arrondissement; il en sera donné récépissé. La déclaration de la société qu'elle entend faire cesser l'assurance sera notifiée à l'assuré par acte extrajudiciaire.

Les quittances annuelles devront porter la mention de l'année d'assurance dans laquelle se trouve le sociétaire, et de celle dans laquelle expirera la période.

Le présent article est transcrit sur chaque police.

Causes de résolution du contrat d'assurance avant l'expiration de son terme.

9. Le contrat d'assurance est résolu avant l'expiration de son terme, si la propriété cesse d'exister pour quelque cause que ce soit; mais, dans ce cas, les sommes déjà payées ou mises en recouvrement, ou dues à l'époque de la résolution, demeurent acquises à la société.

Il peut aussi être résolu par la vente de l'immeuble assuré, mais seulement comme il va être dit à l'article 10.

Il peut encore être résolu, 1° par les déclarations facultatives de résiliation réglées par l'article 8; 2° par une décision du conseil d'administration, à défaut de paiement des cotisations et autres charges sociales, pendant plus d'un an, ou un mois après une sommation de payer demeurée infructueuse, et sans autre formalité.

Effets du contrat d'assurance en cas de décès du sociétaire ou d'aliénation de l'immeuble.

10. En cas de décès d'un sociétaire, et à défaut de déclaration de la part de ses héritiers qu'ils entendent continuer l'assurance, elle est maintenue à leur profit, mais seulement jusqu'à la fin de l'année en cours, si les objets assurés restent dans les mêmes conditions.

En cas de vente, donation ou tout autre acte qui fait passer l'immeuble dans d'autres mains que celles de l'assuré, le nouveau propriétaire est tenu de déclarer qu'il entend continuer l'assurance. Elle subsiste néanmoins, à défaut de déclaration, jusqu'à la fin de l'exercice courant, et le précédent propriétaire reste tenu, jusqu'à cette époque, envers la société, au paiement des charges sociales, sans que, dans aucun cas, cette obligation puisse s'étendre au delà de l'exercice courant. La déclaration exigée du nouveau propriétaire doit être faite à la direction, et n'a d'effet, à son égard, qu'autant qu'elle est acceptée par le conseil d'administration.

Déclaration à faire en cas de modification dans les risques.

11. Toute circonstance survenue pendant la durée du contrat d'assurance, et qui est de nature à modifier les risques assurés par la société, doit être dénoncée dans le mois à l'administration, qui fait procéder immédiatement à la vérification des changements, et peut résilier le contrat, le modifier, ou changer la classe de l'assurance dans l'intérêt de la société ou de l'assuré.

Classement des immeubles.

12. Les immeubles admis à l'assurance présentant des chances inégales d'incendie, soit par la nature de leurs constructions, soit par leur situation, leur contiguïté ou leur destination, sont divisés en quatre classes, qui contribuent au paiement des indemnités et autres charges sociales dans les propor-

tions fixées par les articles 18 et 20, et conformément au tableau de classification transcrit à la fin des présents statuts.

Lorsqu'un immeuble se compose de plusieurs corps de logis ou bâtiments contigus d'une nature différente, les bâtiments composant l'immeuble sont rangés dans la classe de celui d'entre eux qui présente le plus de risques.

Les risques non prévus au tableau dont il a été parlé ci-dessus sont classés par le conseil d'administration d'après leur analogie avec les cas prévus.

CHAPITRE III.

DES SINISTRES.

Déclaration des sinistres.

13. Tout sinistre qui aura lieu à Marseille sera dénoncé au siège de la direction, le plus tôt possible, et, au plus tard, dans les trois jours qui suivront celui où il s'est manifesté, par le propriétaire assuré, ou par toute autre personne en son nom.

Si le sinistre se déclare dans tout autre lieu qu'à Marseille, la déclaration devra en être faite, dans le même délai de trois jours, à l'agent de la société le plus voisin du lieu de l'incendie, ou au siège de la direction.

Cette déclaration indiquera les noms et prénoms de l'assuré, son domicile, le lieu où est situé l'immeuble incendié, le montant approximatif du dommage et les causes présumées qui l'ont produit.

Le propriétaire est tenu de se faire délivrer une attestation de l'accomplissement de cette formalité, et de l'adresser dans le délai de huit jours au plus tard, au directeur de la compagnie, qui en accusera immédiatement réception.

Toute déclaration d'incendie est consignée sur un registre à ce destiné, et il en est donné copie au déclarant, s'il la demande.

Estimation des sinistres.

14. Huit jours après la déclaration d'incendie, le directeur fait procéder à l'estimation des dommages.

A cet effet, il nomme un expert, et le sociétaire en nomme un autre, à moins que celui-ci ne consente à s'en rapporter à l'expert de la société.

Dans le cas où les deux experts ne seraient pas d'accord entre eux, il leur en sera adjoint un troisième, qui est nommé à l'amiable par les deux premiers, et, en cas de dissentiment, d'après les règles de la procédure civile.

La société et l'assuré payent chacun leur expert; le tiers expert est payé à frais communs.

La base de la fixation de l'indemnité à payer est la valeur, au moment du sinistre, de la portion de l'immeuble qui en est frappée, et non le prix de la reconstruction.

Dans tous les cas, l'assurance ne pouvant être pour l'assuré une cause de bénéfice, l'indemnité à payer par la société ne doit représenter que la perte réelle causée par l'incendie et constatée par l'expertise.

Dans aucun cas, même celui de la destruction totale, la société ne peut être tenue de payer une somme supérieure à celle portée dans la police.

Après l'expertise, les matériaux qui ont résisté au sinistre restent à l'incendié, en déduction de la somme à laquelle il a droit.

En cas d'incendie, ou d'un recours exercé contre un sociétaire, la société, aussitôt après la déclaration qui lui en est faite, est substituée au lieu et place de ce dernier contre tous garants généralement quelconques, à quelque titre que ce soit, pour faire procéder à la constatation des causes de l'incendie et à la vérification des dommages.

Elle fait procéder à la reconnaissance des dommages contradictoirement avec les parties qui ont formé le recours.

Paiement des sinistres.

15. Quinze jours après la clôture du procès-verbal des experts, l'indemnité est payée au sociétaire incendié, sur l'ordre du conseil d'administration.

Après avoir soldé l'indemnité, la société est subrogée aux droits du sociétaire, et elle exerce son recours contre les personnes responsables du sinistre.

Cette subrogation a lieu sans garantie.

Le montant des dommages est payé sur les fonds de réserve dont il sera parlé à l'article 17.

Délai pour la demande en règlement de sinistre.

16. Tout sociétaire qui, ayant éprouvé un incendie, n'a pas adressé à la société, dans le délai de trois mois, sa demande en règlement de sinistre, est déchu de tout droit à l'indemnité, à moins qu'il n'y ait eu empêchement de force majeure dûment constaté.

CHAPITRE IV.

FONDS DE RÉSERVE.

17. Pour faire face aux frais des sinistres, il sera formé un fonds de réserve qui se composera des économies faites sur les cotisations énoncées en l'article 18.

Les sommes appartenant au fonds de réserve, dont il n'y aura pas à faire emploi immédiatement, seront converties en achat de fonds publics, ou versées dans les caisses publiques d'après une décision du conseil d'administration, par les soins du directeur, pour n'en sortir que sur un autre avis dudit conseil, et au fur et mesure des besoins de la société.

Tout sociétaire qui cessera de faire partie de la société, après avoir rempli toutes ses obligations envers elle, recevra la portion du fonds de réserve afférente à son assurance.

Dans le cas où les fonds de réserve seraient insuffisants pour faire face aux sinistres, on aurait alors recours à la garantie dont il va être parlé ci-après, article 20.

Cotisation annuelle entre les sociétaires.

18. Tout sociétaire est tenu de payer annuellement une cotisation qui ne peut excéder vingt centimes par mille francs pour les immeubles de première classe, vingt-cinq centimes pour ceux de deuxième classe, trente centimes pour ceux de troisième classe, et quarante centimes pour ceux de quatrième classe.

Le taux de cette cotisation sera révisé tous les cinq ans par le conseil d'administration, sauf l'approbation du conseil général.

Les cotisations sont exigibles, pour la première année, au moment de la délivrance de la police, et, pour chacune des autres années, le premier jour du mois de janvier.

Le recouvrement en est opéré à la diligence et sur les quittances du trésorier.

La cotisation annuelle se fractionne par trimestres pour les sociétaires nouveaux. Le trimestre commencé au moment de l'assurance se paye en entier.

A défaut de paiement des cotisations ou autres charges sociales, quinze jours après l'avertissement qui lui en est donné par écrit, le sociétaire en retard peut être poursuivi à la diligence du trésorier, et par toutes les voies de droit, pour le paiement des sommes par lui dues.

Tous pouvoirs sont, à cet effet, conférés au trésorier par les présents statuts.

CHAPITRE V.

FRAIS D'ADMINISTRATION DE LA SOCIÉTÉ.

19. Tous les frais d'administration de la société sont acquittés sur le produit de la cotisation prescrite par l'article 18.

CHAPITRE VI.

DE LA GARANTIE DE CHAQUE SOCIÉTAIRE EN CAS D'APPEL POUR LE PAYEMENT DES SINISTRES.

20. Si, par des désastres extraordinaires, les fonds de réserve dont il est parlé à l'article 17, étaient insuffisants pour payer les sinistres, il serait fait un appel à chaque sociétaire.

Dans aucun cas cet appel ne pourrait excéder plus d'un quart pour cent du montant de l'estimation faite dans la police, pour les immeubles de première classe; demi pour cent pour ceux de deuxième classe; trois quarts pour cent pour ceux de troisième classe, et un pour cent pour ceux de quatrième classe.

Cet appel en garantie est de rigueur, et chaque sociétaire y est expressément obligé. Il est fixé pour toute la période de l'engagement.

En cas d'appel, le directeur établit le compte de la contribution à payer par chaque sociétaire; ce compte est approuvé par le conseil d'administration, qui autorise le trésorier à en poursuivre le recouvrement au nom de la société.

A défaut de paiement, le sociétaire en retard peut être poursuivi conformément au paragraphe 6 de l'article 18.

La masse des garanties représente le grand fonds social.

Il n'y a point de solidarité entre les sociétaires.

CHAPITRE VII.

ADMINISTRATION DE LA SOCIÉTÉ.

21. La société est représentée par un conseil général de sociétaires, et administrée par un conseil d'administration, trois censeurs et un sociétaire dirigeant.

SECTION I^{re}.

CONSEIL GÉNÉRAL DES SOCIÉTAIRES.

Composition de ce conseil.

22. Le conseil général représente l'universalité des sociétaires; il est composé des quatre-vingts plus forts assurés, pris dans les quatre départements réunis, et dans la proportion des valeurs par eux engagées à l'assurance, sans cependant que, par l'effet de cette proportion, il puisse y avoir moins de cinq représentants dans chaque département.

Constitution et attribution de ce conseil.

23. Le conseil général est présidé par un de ses membres, élu à la majorité des suffrages à chaque réunion.

Le secrétaire du conseil d'administration remplira les fonctions de secrétaire du conseil général.

Le conseil général se réunit au moins une fois par année, et toutes les fois que le conseil d'administration le croit utile aux intérêts de la société.

Les convocations sont faites par lettres à domicile.

Le conseil général délibère valablement au nombre de vingt membres présents ou représentés.

Les délibérations sont prises à la majorité des membres présents; en cas de partage, la voix du président est prépondérante.

Il est dressé procès-verbal par le secrétaire. Le procès-verbal de chaque séance est arrêté et signé par le président, le directeur et le secrétaire.

Les membres du conseil d'administration, qui ne font point partie des quatre-vingts plus forts assurés, peuvent assister, avec voix consultative seulement, aux réunions du conseil général.

Le conseil général nomme les membres du conseil d'administration. Il nomme également, sur la proposition du conseil d'administration, le directeur et le trésorier, en cas de décès ou de démission.

Il prend connaissance de l'ensemble des opérations de la société, et modifie, s'il le juge convenable, les tarifs portés au tableau de classification transcrit à la fin des présentes.

Il statue sur toutes les demandes et propositions qui lui sont soumises par les censeurs, après avoir entendu le conseil d'administration et le directeur, mais sans jamais pouvoir enfreindre les dispositions de l'acte constitutif de la société.

Les délibérations, prises conformément aux statuts, obligent tous les sociétaires présents et absents.

Tout membre du conseil général peut se faire représenter par un pouvoir spécial. Le mandataire devra être lui-même membre de la société, et ne pourra représenter plus de deux personnes, lui compris.

Le mineur est représenté par son tuteur.

SECTION II.

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Composition de ce conseil.

24. Le conseil d'administration est composé de vingt-quatre membres nommés par le conseil général.

Les membres du conseil d'administration sont nommés pour cinq ans.

X^e Série. — Partie suppl.

33..

Sont désignés pour composer ce conseil, pendant la première période de cinq ans, sauf, toutefois, confirmation par le conseil général lors de sa première réunion :

MM. Borély, premier président honoraire de la cour d'appel d'Aix ;

Le chevalier Girard du Demaine de Sinéty, propriétaire ;

André père, docteur en médecine ;

Brès fils, propriétaire ;

De Greling, propriétaire ;

A. de Surian, ancien député ;

Magail, docteur en médecine ;

Charles Roux, négociant ;

Collin fils, propriétaire ;

Gustave de Surian, directeur de l'octroi ;

Meynier père, propriétaire ;

Laforet, juge au tribunal civil ;

De Tournadre, colonel du génie en retraite ;

Hippolyte Gros, négociant ;

De Gardane, avocat ;

A. Goudard, propriétaire ;

S. de Remusat, propriétaire ;

Paul Crozet, propriétaire ;

J. de Gassaud, ancien magistrat ;

Casimir Lafon, négociant ;

Comte de Pontevès, propriétaire ;

André fils, docteur en médecine ;

Fabre Demollins, avocat ;

Et *Jérôme Borelli*, négociant.

Renouvellement et remplacement des membres du conseil d'administration.

25. Les membres du conseil d'administration sont renouvelés par moitié tous les cinq ans ; les premiers sortants sont désignés par le sort. Les membres dont les fonctions expirent peuvent toujours être réélus.

En cas de décès ou de démission de l'un des administrateurs, il est pourvu à son remplacement provisoire par le conseil d'administration jusqu'à la plus prochaine réunion du conseil général, qui pourvoit à sa nomination. Le membre ainsi nommé reste en exercice jusqu'à l'époque à laquelle devaient cesser les fonctions de celui qu'il remplace.

Conditions pour faire partie du conseil d'administration.

26. Tout membre du conseil d'administration doit être sociétaire et posséder au moins pour vingt mille francs de propriétés engagées dans la société.

Constitution et réunion du conseil d'administration.

27. Le conseil d'administration est présidé par un de ses membres, qu'il nomme tous les ans à la majorité.

En cas d'absence, le président est remplacé par un des membres du conseil, en suivant le rang de priorité sur la liste.

Le trésorier de la société remplit les fonctions de secrétaire du conseil, avec voix consultative.

Le conseil d'administration se réunit deux fois par mois, et, en outre, toutes les fois que l'intérêt de la société le réclame.

Attribution du conseil d'administration.

28. Le conseil d'administration nomme, sur la présentation du directeur, les architectes et les employés de la société.

Il fixe leurs traitements ainsi que ceux des directeur et trésorier.

Il délibère sur toutes les affaires de la société, et les décide par des arrêtés consignés sur des registres tenus à cet effet par le secrétaire du conseil.

Il agréé définitivement les adhésions et ordonne la délivrance des polices d'assurance. Il ne peut prendre aucune décision qui contreviendrait aux présents statuts et qui changerait le sort des sociétaires.

Le conseil d'administration délibère et statue sur toutes poursuites à exercer, toutes actions à intenter, ainsi que sur tous compromis et transactions à faire. Il prononce la déchéance des sociétaires dont les assurances sont, aux termes des statuts, dans le cas d'être annulées pour défaut de paiement des charges sociales ou pour toute autre cause.

Il convoque, quand il y a lieu, le conseil général.

Il arrête, tous les cinq ans, le taux de la cotisation annuelle, sauf approbation par le conseil général.

Il arrête, tous les ans, le budget des recettes et des dépenses de la société, vérifie les comptes du directeur et du trésorier, les arrête et leur donne décharge et quitus.

Le conseil d'administration ne peut délibérer valablement qu'au nombre de cinq membres au moins. Les décisions sont prises à la majorité des membres présents; en cas de partage, la voix du président est prépondérante.

Les membres du conseil d'administration ne contractent, à raison de leur gestion, aucune obligation personnelle ni solidaire relativement aux affaires de la société.

CHAPITRE VIII.

CENSEURS.

29. Il est attaché, auprès du conseil d'administration, trois censeurs, qui sont nommés chaque année, par le conseil général, sur la proposition du conseil d'administration.

Ils peuvent être réélus.

Ils sont chargés, pendant le cours de l'année, de suivre les opérations de la société en assistant aux délibérations du conseil d'administration avec voix consultative; leurs observations sont, sur leur demande, consignées au procès-verbal de la séance.

Ils rendent compte au conseil général des observations qu'ils ont pu faire pendant l'année et des abus qu'ils auraient pu reconnaître dans l'administration.

CHAPITRE IX.

DE LA DIRECTION.

Directeur; ses fonctions et attributions.

30. Le directeur est chargé, pour la gestion des affaires sociales, de tous les actes qui ne sont pas réservés au conseil général et au conseil d'administration.

Il dirige et exécute toutes les opérations de la société sous l'autorité du conseil d'administration.

Il doit être sociétaire et avoir au moins pour quarante mille francs de valeurs assurées dans la société.

Il exécute, en ce qui le concerne, les décisions prises par les deux conseils.

Il représente la société vis-à-vis des tiers, et exerce, au nom de cette dernière, toutes les poursuites et actions autorisées par le conseil d'administration.

Hors le cas où il s'agit de questions qui lui sont personnelles, le directeur assiste, avec voix consultative, aux séances du conseil d'administration et du conseil général.

Il convoque le conseil général, en vertu d'arrêtés pris, par le conseil d'administration, sur l'indication du pré-ident de ce conseil.

Il donne aux membres du conseil général et à ceux du conseil d'administration tous les renseignements et documents relatifs à sa gestion; il leur communique les registre des délibérations, les arrêtés de l'administration et les états de situation de la société, le tout sans déplacement.

Il donne également à chaque sociétaire, sur sa demande, tous les renseignements qui le concernent personnellement.

Le directeur fait procéder à l'estimation des bâtiments présentés à l'assurance; il signe et délivre les polices conformément à ce qui a été prescrit par l'article 7, paragraphe 7.

Il prend pour la société toutes les mesures requises et nécessaires que sa qualité lui permet d'exercer; il se transporte avec l'architecte sur le lieu des sinistres; il procède à la reconnaissance et vérification des dommages, ainsi qu'à l'estimation des indemnités à payer.

Il est chargé de l'ordre et de la tenue des bureaux et du contrôle des registres de l'administration et de comptabilité.

Il est chargé de faire tous les actes conservatoires dans l'intérêt de la société.

Le directeur est M. Jean-Baptiste-Pythéas d'Isoart-Paul, sauf confirmation par le conseil général, lors de sa première réunion.

Cautionnement du directeur.

31. Le directeur fournit, pour sûreté de sa gestion, un cautionnement de vingt mille francs en immeubles ou autres valeurs.

Les inscriptions nécessaires sont prises sur ses biens par le président du conseil d'administration, au nom de la société, ou par un membre dudit conseil délégué à cet effet. La mainlevée ne peut en être donnée que d'après une délibération expresse dudit conseil.

CHAPITRE X.

TRESORIER. — SES FONCTIONS ET ATTRIBUTIONS.

32. Le trésorier doit être sociétaire et avoir au moins pour vingt mille francs de valeurs comprises à l'assurance.

Il est chargé de la tenue des registres d'administration et de comptabilité, de la correspondance et des règlements de compte entre la société et ses agents.

Un compte courant entre le directeur et la société est tenu par lui. Le règlement de ce compte est arrêté chaque année par le conseil d'administration et le directeur.

Il reçoit, sur ses simples quittances, les sommes dues pour cotisation et contribution; il ne peut faire les autres recettes que sur des reçus signés de lui, mais visés par le directeur.

Il poursuit, par toutes les voies de droit, le recouvrement des cotisations et des portions contributives, s'il y a lieu.

Les actions judiciaires ayant un autre objet que le recouvrement des coti-

sions ou portions contributives ne peuvent être engagées et soutenues par lui, aux frais de la société, que d'après une décision expresse du conseil d'administration.

Il ne peut payer aucune somme que sur le visa du directeur.

Il tient sa comptabilité journalière sous le contrôle immédiat du directeur.

Les fonds qui ne sont point strictement nécessaires au service courant et journalier de la société, sont versés par le trésorier entre les mains du directeur, qui lui en donne récépissé, lequel lui tient lieu de décharge.

Le trésorier est M. *Jean-Baptiste Lassave*, sauf confirmation par le conseil général lors de sa première réunion.

CHAPITRE XI.

RÉPARTITION DES FONDS SOCIAUX À L'EXPIRATION DE LA SOCIÉTÉ.

33. A l'expiration de la société, les sommes composant les fonds de réserve seront, déduction faite des frais de liquidation et rémunération, réparties entre les sociétaires, d'après le règlement qui en sera fait par le conseil d'administration.

CHAPITRE XII.

MODIFICATIONS AUX STATUTS.

34. Si l'expérience démontre que des changements ou modifications doivent être introduits dans les statuts, le conseil général peut les adopter, sur la proposition du conseil d'administration, à la majorité des deux tiers des membres présents à la délibération, pourvu que ceux-ci représentent la moitié au moins des membres du conseil général.

Le conseil général peut également voter le renouvellement de l'acte social, sous les mêmes conditions.

Dans tous les cas, les délibérations de cette nature ne sont exécutoires qu'après l'approbation du Gouvernement.

Le conseil général peut encore, sur la proposition du conseil d'administration, et sous les conditions qui précèdent, prononcer la dissolution de la société avant son expiration, et fixer le mode de répartition des fonds de réserve, conformément à l'article 33.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

Contestations.

35. S'il survient quelques contestations entre la société et un ou plusieurs des assurés, pour cause autre que la poursuite en paiement des sommes dues à titre de cotisation ou de contribution aux sinistres, elles seront soumises aux tribunaux compétents.

Élection de domicile.

36. Le domicile de la société est élu au siège social. Chaque sociétaire est tenu d'élire domicile au chef-lieu d'arrondissement duquel dépendent les immeubles assurés, ou au siège de la direction.

CHAPITRE XIII.

DISPOSITION TRANSITOIRE.

Pouvoirs pour régler les rapports de la présente société avec celle qu'elle est destinée à remplacer.

37 et dernier. Tous pouvoirs sont donnés par ces présentes aux membres

ci-dessus nommés (article 24) du conseil d'administration et au directeur, ou à ceux qui les remplaceront, à l'effet de prendre les mesures nécessaires pour régler les rapports de la présente société avec celle qu'elle est destinée à remplacer, et afin de déléguer des commissaires pour faire toutes démarches et tous actes nécessaires pour soumettre les présents statuts à l'approbation du Gouvernement, et obtenir l'ordonnance qui doit autoriser la société, consentir et signer toutes modifications qui seraient indiquées par l'autorité, et généralement faire tout ce qui sera utile et nécessaire pour arriver à la régularisation complète et rédaction définitive des présents statuts.

TARIF DES PRIMES.

Aux termes de l'article 12 des statuts, les immubles assurés sont divisés en quatre classes, qui contribuent au paiement des cotisations suivant les risques d'incendie qu'ils comportent.

Première classe, au taux de vingt centimes par mille francs.

1° Maisons d'habitation purement bourgeoises dans les villes, villages, bourgs et hameaux; maisons de campagne proprement dites;

2° Maisons d'habitation dans les mêmes localités, ayant des professions de la nature de celles ci-après désignées, savoir :

Armurier (sans dépôt de poudre),
 Arquebusier (sans dépôt de poudre),
 Bijoutier,
 Boucher,
 Bonnetier,
 Bière,
 Coiffeur,
 Charcutier,
 Chapelier,
 Changeur,
 Cordonnier,
 Coutelier,
 Comestibles et épiceries,
 Cristaux, verres et porcelaines (marchand de),
 Drapier et nouveautés,
 Estampes et gravures,
 Fromage,
 Fruits secs,
 Fleurs artificielles,
 Ferblantier et lampiste,
 Grains et farines,
 Glaces,
 Graveur,
 Herboriste,
 Huile (marchand d'),
 Horloger,
 Habillements confectionnés,
 Libraire,
 Lingère,

Luthier,
 Loueur de voitures (avec remise, sans grenier à foin),
 Limonadier,
 Musique,
 Mercier,
 Modes,
 Meubles (marchand de),
 Nouveautés,
 Naturaliste,
 Orfèvre,
 Opticien,
 Pompier,
 Peaux,
 Plâtre et briques,
 Pianos (marchand ou dépôt de),
 Papetier (marchand),
 Parapluies,
 Parfumeur (marchand),
 Quincaillier, ferrements,
 Relieur,
 Tapissier,
 Tailleur,
 Tulles et dentelles,
 Toilier,
 Tabac (débitant de),
 Vin (marchand de),
 Vernicelles (marchand de).

Deuxième classe, au taux de vingt-cinq centimes par mille francs.

1° Domaines, ou autres bâtiments à l'usage du commerce, renfermant des marchandises ordinaires, telles que grains, peaux, porcelaines, poteries, métaux, etc.;

2° Maisons de cultivateurs, fermes, exploitations rurales, granges, bâtiments destinés aux vers à soie, et autres atténuances et dépendances rurales;

3° Maisons d'habitation dans toutes localités, ayant des professions de la nature de celles ci-après désignées, savoir :

Anbergiste,
 Bois et charbons,
 Bois de construction (entrepôt de),
 Bains publics,
 Bouchons (fabricant de),
 Bergerie,
 Brasserie,
 Chaises (fabricant de),
 Corroyeur (fabricant),
 Charpentier,
 Dégraisseur,
 Décatisseur,
 Droguiste,
 Ebéniste,
 Fripier,

Huile (épuration et entrepôt d'),
 Huile (en piles),
 Imprimerie,
 Liquoriste (débitant),
 Loueur en garni,
 Lithographe,
 Loueur de voitures (avec remise ayant grenier à foin),
 Menuisier,
 Mécanicien (sans forge),
 Pâtissier (sans four),
 Pharmacien,
 Peintre en voitures, en bâtiments et en navires,
 Papeteries,
 Papiers peints (fabrique de),
 Pâtes (fabrique de),
 Savon (fabrique de),
 Scierie de marbre,
 Tonnelier,
 Teinturier,
 Taillandier,
 Tourneur en bois,
 Tannerie,
 Tisserand,
 Vacherie,
 Vannier,
 Vin (entrepôt ou chais de),
 Roulage (magasin de),
 Amidon (fabrique d').

Troisième classe, au taux de trente centimes par mille francs.

1° Domaines ou autres bâtiments à l'usage du commerce, renfermant des marchandises hasardeuses, telles que brai, chanvre, eau-de-vie jusqu'à vingt-quatre degrés, goudron, huiles, laines, liqueurs, résine, suif, etc. ;

2° Immeubles dans toutes localités dans lesquels se trouvent des professions de la nature de celles ci-après désignées, savoir :

Bougies et cire (fabrique de),
 Boulanger,
 Confiseur,
 Charron,
 Chaudronnier (avec forge),
 Colle-forte (fabrique de),
 Combustibles (magasin de),
 Distilleries,
 Fonderies,
 Filatures (de laine, de coton, de soie) mues par un manège,
 Forgeron,
 Liquoriste (fabricant),
 Moulins (à blé, à huile, à vent, à tan) mus par un manège ou par l'eau,
 Maréchal-ferrant,
 Mécanicien (avec forge),

Pâtissier (avec four),
 Produits chimiques (fabrique de),
 Porcelaines et poteries (fabrique de),
 Plomb de chasse (fabrique de),
 Pianos (manufacture de),
 Parfumeur (fabricant),
 Scierie de bois,
 Serruriers,
 Tuileries.

Quatrième classe, au taux de quarante centimes par mille francs.

Domaines ou autres bâtiments à l'usage du commerce, renfermant des marchandises doublement hasardeuses, telles que : esprit et eaux-de-vie au-dessus de vingt-quatre degrés, essences, térébenthine, vernis, déchets de coton, etc.

Vu pour être annexé au décret du 27 septembre 1852, enregistré sous le n° 2879.

Le Ministre de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce,
 Signé F. DE PERSIGNY.

N° 7358. — *DÉCRET qui accorde des Pensions de retraite à trente-huit personnes du Département de la Marine.*

Du 5 Octobre 1852.

LOUIS-NAPOLÉON, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre de la marine et des colonies, et après les vérifications prescrites en exécution de la loi de finances du 25 mars 1817;

Vu les crédits ouverts au budget de la caisse des invalides de la marine, exercice 1852, pour l'inscription des pensions nouvelles,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est accordé à chacune des personnes dénommées au tableau ci-après une pension de retraite fixée conformément aux indications de ce tableau.

2. La dépense annuelle de vingt mille six cent cinquante et un francs, qui résultera de la concession des trente-huit articles des pensions de retraite compris dans le tableau ci-après, sera acquittée sur les fonds de la caisse des invalides de la marine.

3. Le ministre de la marine et des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait à Toulouse, le 5 Octobre 1852.

Signé LOUIS-NAPOLÉON.

Par le Prince-Président :

Le Ministre Secrétaire d'état de la marine et des colonies,

Signé THÉODORE DUCOS.

NOMS ET PRÉNOMS.	NAISSANCE.		GRADES.	SERVICES effectifs.			CAMPAGNES			TOTAL.		
	Dates.	Lieux.		Ann.	Mois.	Jours.	Ann.	Mois.	Jours.	Ann.	Mois.	Jours.
DUFNÉIL (Léonard-Auguste).	14 avril 1793.	Rochefort (Charente-Infér.).	Capitaine de frégate.	43	9	12	16	7	5	60	4	17
GIRAUD (Étienne-François)	17 avril 1796.	Sixfours (Var).	Lieutenant de vaisseau.	36	"	8	21	2	6	57	2	14
GIBELIN (Jean-Georges-Bénédict).	18 juin 1801.	Toulon (Var).	Maître de manœuvre.	34	9	17	14	2	1	48	11	8
GABERT (Antoine-Germinal).	8 avril 1799.	Idem.	Idem.	38	8	11	12	4	6	51	"	17
BONNIFAY (François-Marius).	26 mars 1801.	La Ciotat (B.-du-Rhône).	Idem.	29	2	26	15	6	7	44	9	1
GOUBRIER (François)...	26 janv. 1801.	Toulon (Var).	Idem.	29	5	27	13	8	23	43	2	20
CAUVIN (Joseph-Maurice).	19 mai 1801.	Idem.	Maître-canonnier.	35	7	5	11	11	21	47	6	5
LASTRET (Michel).....	16 juill. 1800.	Idem.	Idem.	36	9	19	13	7	5	50	4	14
RICORD (Jean).....	23 mai 1800.	Idem.	Idem.	36	2	21	13	2	11	49	5	1
ETRIKS (Jean-Marie)....	10 juin 1796.	Brest (Finistère).	Idem.	36	"	23	7	8	27	43	9	20
LEVANEN (Pierre-Marie)...	26 déc. 1797.	Lorient (Morbihan).	Idem.	40	7	15	17	4	"	57	11	15
BLANC (Pierre-François)...	3 mai 1800.	Sixfours (Var).	Idem.	34	11	9	14	2	21	49	2	"
SALLEZ (Jean).....	7 mai 1801.	Cette (Hérault).	Idem.	29	4	15	14	4	23	43	9	5
CAUSST (Barthelemy-Gabriel).	19 sept. 1800.	Agde (Hérault).	Idem.	29	1	19	11	6	"	40	7	9
AZAN (André-Vincent-Noël)	23 janv. 1801.	Toulon (Var).	Maître charpentier.	31	8	25	10	5	23	43	2	18
BUCHER (Joseph).....	5 juillet 1800.	Wolxheim (Bas-Rhin).	Capitaine d'armes de 1 ^{re} classe.	31	3	26	6	3	26	38	7	14
LESQUER (Hippolyte-Adolphe).	9 mai 1801.	Brest (Finistère).	Magasiner embarquant à 90 fr.	30	6	15	9	11	"	40	5	15
RENET (Jean-Pierre)....	5 avril 1797.	Idem.	Contre-maître perceur.	38	4	25	2	2	18	40	7	13
KANFORT (Jean-Louis)...	26 juin 1798.	Idem.	Aide-contre-maître charpentier ayant servi plus de 2 ans comme contre-maître.	37	2	10	"	"	"	37	2	10
DAULOUZE (Benoit-François).	3 sept. 1797.	Marseille (Bouches-du-R.).	Matelot.	27	9	21	8	6	13	31	4	1

BASES LÉGALES de la fixation de la pension.	GRADE sur lequel la pension est réglée.	FIXATION de la pension.	DOMICILE des titulaires.	OBSERVATIONS.
Loi du 18 avril 1831.	Capitaine de frégate.	2,400 ^f	Rochefort.	
<i>Idem.</i>	Lieutenant de vaisseau.	1,600	Toulon.	
<i>Idem.</i>	Maître au-dessous de 1,500 fr. (5° en sus pour plus de 12 ans d'activité dans ce grade.)	840	<i>Idem.</i>	
<i>Idem.</i>	Maître au-dessous de 1,500 fr.	700	<i>Idem.</i>	
<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>	698	<i>Idem.</i>	
<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>	682	<i>Idem.</i>	
<i>Idem.</i>	Maître au-dessous de 1,500 fr. (5° en sus pour plus de 12 ans d'activité dans ce grade.)	840	<i>Idem.</i>	
<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>	840	<i>Idem.</i>	
<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>	840	<i>Idem.</i>	
<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>	826	Brest.	
<i>Idem.</i>	Maître au-dessous de 1,500 fr.	700	<i>Idem.</i>	
<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>	700	Toulon.	
<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>	688	<i>Idem.</i>	
<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>	656	<i>Idem.</i>	
<i>Idem.</i>	Maître au-dessous de 1,500 fr. (5° en sus pour plus de 12 ans d'activité dans ce grade.)	807	<i>Idem.</i>	
<i>Idem.</i> et ordonnance du octobre 1836.	Maître au-dessous de 1,500 fr. (5° en sus pour plus de 12 ans d'activité dans le grade de capitaine d'armes.)	764	Lorient.	
<i>Idem.</i>	Maître au-dessous de 1,500 fr. (5° en sus pour plus de 12 ans d'activité dans le grade de magasinier embarquant.)	786	Brest.	
Lois des 18 avril 1831 et novembre 1848.	Contre-maître. (5° en sus pour plus de 12 ans d'activité dans ce grade.)	441	<i>Idem.</i>	
<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>	410	<i>Idem.</i>	
Loi du 18 avril 1831.	Matelot.	232	Marseille.	

NOMS ET PRÉNOMS.	NAISSANCE.		CLASSES.	SERVICES effectifs.			CAMPAGNES			TOTAL	
	Dates.	Lieus.		Ans.	Mois.	Jours.	Ans.	Mois.	Jours.	Ans.	Mois.
MALLARD (Jacques-Pierre)	16 août 1821.	Corseul (Côtes-du-Nord).	Matelot.	6	5	14	3	5	20	9	11
LEBLAIN (François-Marie)	14 août 1825.	Mesquer (Morbihan).	Idem.	5	6	4	4	1	14	9	7
CADO (Eugène-François).	23 juin 1828.	Nostang (Morbihan).	Idem.	5	4	29	3	2	8	8	7
EMERIVAT (Christophe-Pau- lin-Adolphe).	11 nov. 1828.	Brest (Finistère).	Idem.	6	-	7	1	4	21	7	14
HILY (Joseph-Julien)....	15 oct. 1829.	Saint-Brieuc (Ille-et-Vilaine).	Idem.	2	7	9	3	-	3	5	-
BOYER (Guillaume).....	15 avril 1829.	Bourg (Gironde).	Idem.	2	10	8	1	9	1	4	7
AUTRET (Yves-Philippe).. <td>1^{er} mai 1834.</td> <td>Brest (Finistère).</td> <td>Idem.</td> <td>2</td> <td>3</td> <td>20</td> <td>1</td> <td>5</td> <td>26</td> <td>3</td> <td>9</td>	1 ^{er} mai 1834.	Brest (Finistère).	Idem.	2	3	20	1	5	26	3	9
CRÉISMÉAS (Thomas)....	30 août 1828.	Heuvec (Finistère).	Idem.	3	4	24	3	1	9	6	6
LAVEUVE (Alphonse-Jo- seph).	10 nov. 1829.	Saint-Brieuc (Côtes-du-Nord).	Idem.	6	6	7	3	2	16	9	5
TOULORGE (Jean-Marin).. <td>15 août 1796.</td> <td>Brix (Manche).</td> <td>Ouvrier charpen- tier.</td> <td>31</td> <td>5</td> <td>5</td> <td>-</td> <td>-</td> <td>-</td> <td>31</td> <td>5</td>	15 août 1796.	Brix (Manche).	Ouvrier charpen- tier.	31	5	5	-	-	-	31	5
HAYARD dit COTELLE (Louis-Bien-Aimé).	8 mars 1798.	Cherbourg (Manche).	Idem.	28	4	7	-	-	-	28	4
GUINBELOT (Antoine)....	3 déc. 1833.	Rochefort (Charente-Infér.).	Idem.	2	8	15	-	-	-	2	8
SKIRÉ (Yves-Marie).....	20 fév. 1793.	Lambéz-Illec (Finistère).	Ouvrier calfat.	38	4	4	1	-	-	39	-
PÉRAN (Jean).....	10 nov. 1794.	Laubourgneau (Finistère).	Idem.	36	1	12	1	-	-	37	1
LAMOUR (François-Louis- Yves).	30 juill. 1797.	Saint-Pierre- Quilbignon (Finistère).	Ouvrier perceur.	31	6	8	-	-	-	31	6
ARMAND (Jean-Antoine).. <td>1^{er} nov. 1797.</td> <td>Rochefort (Charente-Infér.).</td> <td>Ouvrier voilier.</td> <td>38</td> <td>6</td> <td>10</td> <td>3</td> <td>1</td> <td>-</td> <td>41</td> <td>-</td>	1 ^{er} nov. 1797.	Rochefort (Charente-Infér.).	Ouvrier voilier.	38	6	10	3	1	-	41	-
ROUGEAU (Jean).....	21 avril 1801.	Bayonne (Basses-Pyrénées).	Soldat d'artillerie de marine.	34	10	25	3	-	-	37	10
LAFORGE (François).....	17 fév. 1798.	Bordeaux (Gironde).	Garde chiourme.	30	1	11	-	-	-	30	1

N° 7359. — DÉCRET qui accorde des Pensions aux Veuves de huit personnes du Département de la Marine et un Secours annuel à un Orphelin.

Du 5 Octobre 1852.

LOUIS-NAPOLÉON, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre de la marine et des colonies, et après

BASES LÉGALES de la fixation de la pension.	GRADE sur lequel la pension est réglée.	FIXATION de la pension.	DOMICILE des titulaires.	OBSERVATIONS.
Loi du 18 avril 1831.	Matelot. (Infirmité résultant du service et équivalente à la perte de l'usage d'un membre.)	250 ^f	Brest.	
<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>	248	<i>Idem.</i>	
<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>	243	<i>Idem.</i>	
<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>	237	<i>Idem.</i>	
<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>	228	<i>Idem.</i>	
<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>	223	Cherbourg.	
<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>	219	Brest.	
<i>Idem.</i>	Matelot. (Infirmité résultant du service et mettant ce marin hors d'état d'y rester et de pourvoir à sa subsistance.)	200	<i>Idem.</i>	
<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>	200	Cherbourg.	
Lois des 18 avril 1831 24 novembre 1848.	Matelot.	232	<i>Idem.</i>	
<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>	217	<i>Idem.</i>	
<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i> (Perte absolue de l'usage d'un membre par suite d'un accident résultant du service.)	214	Rocheport.	
<i>Idem.</i>	Matelot.	272	Brest.	
<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>	261	<i>Idem.</i>	
<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>	233	<i>Idem.</i>	
<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>	283	Rocheport.	
Loi du 11 avril 1831.	Soldat.	240	Lorient.	
<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>	201	Brest.	
	TOTAL.....	20,651		

les vérifications prescrites en exécution de la loi de finances du 26 mars 1817;

Vu les crédits ouverts au budget de la caisse des invalides de la marine, exercice 1852, pour l'inscription des pensions annuelles,

DÉCRÈTE :

Art. 1^{er}. Il est accordé à chacune des personnes dénommées

au tableau ci-après une pension ou un secours annuel fixés conformément aux indications de ce tableau.

2. La dépense annuelle de quatre mille vingt-cinq francs qui résultera de la concession des neuf articles de pensions de veuves et d'orphelin compris dans le tableau ci-après, sera acquittée sur les fonds de la caisse des invalides de la marine.

NOMBRES D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des maris et des père et mère.	GRANDES.	DATES		CIRCONSTANCES du décès.	NOMS ET PRÉNOMS des veuves et de l'orphelin.
			de la cessation de l'ac- tivité.	du décès.		
1	AUBERT (Charles-François)	Médecin en chef de la marine.	1 ^{er} août 1848.	9 mai 1852.	Mort titulaire d'une pension de retraite.	SARSON (Victoire-Adèle Clarice).
2	FLAMANT (Denis-Claude- Marie).	Commissaire de marine.	25 oct. 1839.	6 juill. 1852.	Idem.	MAUREAU (Félicité).....
3	CANDRAU (Pierre-Marie)...	Professeur de la marine de 1 ^{re} classe.	20 janv. 1844.	19 juill. 1852.	Idem.	EPEIGNE (Anne-Charles)
4	BLACHE (Antoine-Michel).	Chirurgien de la marine de 2 ^e classe.	1 ^{er} oct. 1831.	17 juill. 1852.	Idem.	GONTARD (Marie-Félicie)
5	HUART dit LABADIE (Fran- çois).	Conducteur des ponts et chaus- sées.	3 mars 1852.	3 mars 1852.	Mort des suites d'une fièvre perni- cieuse contractée à la Guadeloupe, où cette maladie est en- démique.	DENAUMARD (Emma-Ma- leine-Charlotte-Marce- rite).
6	MALEJAC (Hervé).....	Maître de ma- œuvre.	28 juin 1851.	23 juin 1851.	Mort en possession de droits à une pen- sion de retraite.	LENDIWS (Anne-Gertrude Reine).
7	DURBEUIL (François)....	Ouvrier char- pentier.	31 août 1849.	28 juill. 1852.	Mort titulaire d'une pension de re- traite.	PIROT (Marie-Anne).....
8	ROQUE (Jean-Louis).....	Capitaine d'in- fanterie de ma- rine,	8 août 1835.	26 mai 1852.	Idem.	FARCIER (Jeanne-Mar- Antoinette).
PENSION DE VEUF						
9	LELARGE-DERVAU (Joseph- Augustin-Sophie),	Capitaine de frégate.	18 avril 1852.	18 avril 1852.	Mort en posses- sion de droits à une pension de retraite.	LELARGE-DERVAU (Emi- lie-Léopold-Sophie (orphelin du premier E).
	DETHIEL DE LA ROCHEFFE (Rose-Alexandrine-En- sée).	.....	.....	11 avril 1849.	.....	DELAISTRE (Louise-En- rie-Octavie). (veuve en deuxième noces)

(a) Cette pension est payable savoir : pour moitié à la veuve et pour l'autre moitié à l'orphelin du premier E, avec réversion viagère au profit de la veuve, de la moitié affectée à l'orphelin quand il aura atteint l'âge de vingt

3. Le ministre de la marine et des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait à Toulouse, le 5 Octobre 1852.

Signé LOUIS-NAPOLÉON.

Par le Prince-Président :

Le Ministre Secrétaire d'état de la marine et des colonies,
Signé THÉODORE DUCOS.

NAISSANCE.		DATE du mariage.	ANNÉES DE MARIAGE antérieures à la cessation d'activité du mari, ou nombre d'enfants existants de ce mariage antérieur.	QUANTITÉ des pensions.	DOMICILE.	BASES LÉGALES de la fixation.
ntes.	Lieux.					
janv. 797.	Toulon (Var).	24 juill. 1820.	Plus de 2 ans.	900 ^t	Toulon.	Loi du 18 avril 1831.
janv. 798.	Saintes (Charente-Inférieure).	19 août 1818.	Idem.	750	Quimper.	Idem.
janv. 798.	Brest (Finistère).	29 nov. 1804.	Idem.	600	Lorient.	Idem.
sept. 798.	Toulon (Var).	21 juill. 1817.	Idem.	300	Toulon.	Idem.
nov. 805.	Brest (Finistère).	3 sept. 1834.	Idem.	200	La Basse-Terre (Guadeloupe).	Idem et décret du 7 fructidor an XII.
avril 810.	Lorient (Morbihan).	16 mars 1831.	Idem.	175	Brest.	Loi du 18 avril 1831.
juill. 795.	Concarneau (Morbihan).	8 juin 1836.	Idem.	100	Lorient.	Lois des 18 avril 1831 et 24 novembre 1848.
fév. 791.	Saint-Pierre-ville (Ardèche).	8 nov. 1815.	Idem.	400	Beauchastel (Ardèche).	Loi du 11 avril 1831.

D'ORPHELIN.

avril 849.	Nantes (Loire-Inférieure).	.....	.....	600 (a)	Tours (Indre-et-Loire).	Loi du 18 avril 1831.
sept. 822.	Roanne (Loire).	7 août 1850.	1 enfant.			
TOTAL.....				4,025		

un ans accomplis et sous la condition que la portion de la veuve, si elle décide sans enfants, sera retournée audit orphelin, jusqu'à ce qu'il soit parvenu à sa majorité.

N° 7360. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) qui nomme chevalier de l'ordre national de la Légion d'honneur *M. Ambert de Lagrezette (Jean-Marie Gustave)*, receveur général des finances du département de la Drôme, qui compte vingt et un ans de services, tant comme receveur et vérificateur de l'enregistrement et des domaines, que comme receveur particulier et receveur général des finances. (Du 6 Mars 1852.)

N° 7361. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce) qui nomme dans l'ordre national de la Légion d'honneur, savoir :

COMMANDEURS.

M. Mimeret, sénateur, membre du conseil général du Nord et du conseil général de l'agriculture, des manufactures et du commerce; ancien député et ancien représentant; officier de l'ordre depuis plus de deux ans.

M. Le Roy (Ernest), préfet du département de la Seine-Inférieure; plus de vingt ans de services; préfet depuis 1847; officier depuis 1846.

OFFICIERS.

M. Lenglé, préfet du département de la Meuse; ancien capitaine d'infanterie; ancien maire de Valenciennes; sous-préfet de 1818 à 1851; préfet depuis cette dernière époque; chevalier en 1832.

M. Lair, ancien conseiller de préfecture du Calvados; conseiller de préfecture pendant quarante ans; ancien adjoint au maire de Caen; chevalier depuis plus de vingt ans.

M. Bousquet d'Espagny, ancien membre du conseil général de la Loire; ancien militaire à l'armée d'Italie; a été plusieurs fois président ou secrétaire du conseil général; chevalier depuis 1814.

M. Jèze, chef de division au ministère de l'intérieur; trois ans de service militaire; trente-sept ans de services civils; chevalier depuis 1839.

M. Martin-Deslandes, inspecteur général de première classe des prisons; a organisé le service des régies; chevalier depuis 1834;

M. de Watteville, inspecteur général de première classe des établissements de bienfaisance; vingt ans de services; chevalier depuis 1835.

CHEVALIERS.

M. Pougy, sous-préfet de l'arrondissement d'Autun; chef de division à la préfecture de l'Yonne pendant dix-sept ans; sous-préfet depuis trois ans.

M. de Chèvremont, sous-préfet de l'arrondissement de Reims; vingt ans de services; chef de bureau à la préfecture d'Ille-et-Vilaine dès 1832; successivement, depuis 1844, conseiller de préfecture, secrétaire général et sous-préfet.

M. Legaron de Fleury, conseiller de préfecture, secrétaire général d'Indre-et-Loire; ancien directeur de l'intérieur dans les colonies; en fonctions comme secrétaire général depuis 1839; plus de vingt ans de services.

M. Mausseron, conseiller de préfecture, secrétaire général de la Sarthe; dix ans de service militaire, vingt ans de services civils.

M. Laffont, conseiller de préfecture de l'Ardeche; ancien maire de Privas; quarante-deux ans de services.

M. Bob, membre de la commission municipale de la Seine; services distin-

gués dans l'industrie et dans l'administration; ancien vice-président du conseil des prud'hommes.

M. *Loth*, maire d'Hirson (Aisne), maire depuis vingt-six ans; membre du conseil général de l'Aisne depuis plus de vingt ans.

M. *Vidal*, adjoint au maire de Nîmes; vingt ans de services gratuits; juge au tribunal de commerce.

M. *Mame*, maire de Tours; vingt ans de services gratuits comme maire; officier de garde nationale, juge au tribunal de commerce et membre de la chambre de commerce.

M. *Gonat*, maire de Gien; maire depuis 1844; belle conduite lors des inondations de 1846 et du choléra de 1849.

M. *Carlier*, maire d'Épinay (Seine), maire depuis 1837, ancien militaire de l'Empire.

M. *Pouquet*, membre du conseil général des Deux-Sèvres; ancien commandant de la garde nationale de Saint-Maixent; services gratuits depuis longues années.

M. *de Maupas*, membre du conseil général de l'Aube; maire, ancien commandant de garde nationale; ancien membre du conseil d'arrondissement de Bar-sur-Aube; plus de vingt et un ans de services.

M. *Taillefer*, membre du conseil général de la Dordogne depuis vingt ans; chef de bataillon de garde nationale depuis treize ans; ancien député et représentant.

M. *Giraud (Aristide)*, président du tribunal de commerce de Romans; juge au tribunal de commerce; élu quatre fois président depuis vingt-cinq ans.

M. *Lardet*, président du tribunal des prud'hommes de Saint-Étienne; a rendu d'éminents services lors de la révolution de février.

M. *de la Boire*, président de la société d'agriculture de Bayeux; vive impulsion imprimée aux améliorations nombreuses introduites dans l'agriculture du pays; a obtenu plusieurs médailles d'or.

M. *Courty*, adjoint au maire de Périgueux; membre et président du tribunal de commerce; vingt et un ans de services gratuits.

M. *Lezard-Fontbrune*, maire de Lignières (Charente); maire depuis quarante-cinq ans.

M. *de Trémault*, maire de Vendôme; précédemment maire de Lemay pendant longues années; ancien garde d'honneur.

M. *de Montour*, chef du cabinet; ancien rédacteur en chef de la Patrie; pour services signalés dans la presse et dans l'administration.

M. *Husson*, chef de division à la préfecture de la Seine; vingt ans de services; auteur d'ouvrages de législation et d'administration publique.

M. *Dessaignes*, chef de bureau au ministère de l'intérieur; vingt ans de services, dont dix-neuf comme sous-chef et chef de bureau.

M. *Yardin*, ancien sous-chef au ministère de l'agriculture et du commerce; quarante-deux ans de services.

M. *Lefour*, inspecteur général de l'agriculture; auteur d'ouvrages sur l'agriculture.

M. *Duponty*, auteur dramatique; auteur d'un grand nombre de pièces de théâtre.

M. *Cogniard (Théodore)*, auteur dramatique; auteur d'un grand nombre de pièces de théâtre.

M. *Mariette*, employé à la direction générale des musées nationaux; missions et découvertes importantes en Égypte.

M. Magne, chirurgien-major de l'ancienne garde nationale de Paris; services signalés lors de l'insurrection de 1848 et du choléra de 1849.

M. Lallemand, membre de la commission de surveillance de l'assistance publique; plus de vingt ans de services.

M. Grand, membre de la commission administrative des hospices de Besançon, ancien directeur des domaines; plus de quarante ans de services.

M. Bar, *auxiliaire des sapeurs de Valence*; en fonctions depuis vingt-deux ans.

M. Aubunal, médecin en chef de l'hospice d'aliénés de Marseille; auteur d'ouvrages estimés sur l'aliénation mentale; en fonctions depuis 1840.

M. de Cambray, médecin de l'hospice de Cambrai; ancien chirurgien militaire; cinquante ans de services.

M. Brémont, médecin du bureau de bienfaisance du premier arrondissement de Paris; précédemment médecin en chef, pendant onze ans, de l'hospice du Pont-Saint-Espirit; a obtenu plusieurs médailles.

M. Joyaut, peintre très-distingué; présenté, depuis 1817, en première ligne, à toutes les expositions; auteur du *Rialto*.

M. de Brontelles, médecin des hospices de Dieppe; plus de vingt ans de services; dévouement pendant le choléra.

M. Prévost, graveur; a gravé tous les tableaux de *Léopold Robert*, et les *Noces de Cana*, d'après *Paul Véronèse*. (Du 7 Août 1852.)

N° 7362. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce) qui nomme dans l'ordre national de la Légion d'honneur, savoir :

OFFICIERS.

M. Ferlay, préfet de la Drôme; a comprimé l'insurrection de décembre dans son département; a dirigé lui-même des colonnes d'attaque contre les insurgés; chevalier depuis février 1850.

M. de Chapuys-Montlaville, préfet de la Haute-Garonne; ancien préfet de l'Isère; pour actes de courage pendant l'inondation de 1851 et l'insurrection du décembre; chevalier depuis août 1850.

CHEVALIERS.

M. Richard, préfet du Finistère; sous-préfet de Morlaix au 2 décembre; a agi spontanément avec résolution, en l'absence d'une direction supérieure.

M. Serratus, sous-préfet de Castellane; par son attitude énergique, il a su préserver l'arrondissement de Castellane des troubles qui ont agité le reste du département.

M. Ernault, sous-préfet de Vouziers; conduite énergique et dévouée lors des événements de 1851; a obtenu une médaille pour son dévouement lors du choléra, en 1849.

M. Émile Paul, sous-préfet d'Arles; a fait face avec énergie aux dangers de la crise du 2 décembre.

M. de Grimaldi, sous-préfet d'Aix; attitude énergique en décembre 1851.

M. de Matharel, ancien conseiller de préfecture, sous-préfet de Guingamp; a dirigé des colonnes d'attaque lors de l'insurrection de décembre; s'est signalé à plusieurs reprises par sa résolution et son dévouement.

M. Grubrias, sous-préfet de Mirmide; belle conduite en décembre 1851; blessé grièvement; il est resté trois jours entre les mains des insurgés.

M. de Saint-Cyr Montaur, sous-préfet de la Réole; son énergie, au 2 décembre, a garanti de l'insurrection son arrondissement, limitrophe de celui de Marmande.

M. Breistroff, sous-préfet de Blaye; son arrondissement a été également préservé de l'insurrection par la fermeté et la sagesse de ses mesures.

M. de Girardot, sous-préfet de Montargis; conduite énergique et dévouée lors de l'insurrection qui a éclaté, avant les événements de décembre, dans le département du Cher, où il était conseiller de préfecture secrétaire général.

M. Labatut, sous-préfet de Beaune; services signalés dans les événements de décembre.

M. de Gauville, sous-préfet de Vitry-le-François; mêmes services.

M. de Gascq, sous-préfet d'Avesnes; signalé à plusieurs reprises, et notamment en décembre, par la fermeté de son administration.

M. Salles, sous-préfet de Bar-sur-Aube; signalé à plusieurs reprises, notamment en décembre, pour ses services administratifs.

M. d'Arnonx, sous-préfet de Neufchâtel; mêmes services.

M. Chevreau (Léon), sous-préfet du Havre; ancien sous-préfet de Forcalquier; ancien secrétaire particulier du préfet; conduite des plus énergiques en décembre; a organisé la résistance dans la ville de Privas.

M. Tardieu, maire de Saint-Étienne (Basses-Alpes); a fait preuve de dévouement et d'énergie; sa maison a été complètement pillée par les insurgés.

M. de Rochemure, maire de Largentières; a puissamment contribué, en décembre, à préserver la ville du pillage.

M. Frachon, maire d'Annonay; services signalés en décembre.

M. de Lassus, maire d'Armentières, membre du conseil général de l'Aube; dévouement en décembre; vingt-six ans de services gratuits.

M. Coartel, sous-préfet de Thiers; conduite des plus énergiques et des plus dévouées en décembre.

M. Gombert, maire de Manosque; lieutenant de gendarmerie en retraite; a rendu les plus grands services dans l'insurrection des Basses-Alpes.

M. le Calvez, adjoint au maire de Guingamp; membre du conseil général des Côtes-du-Nord; a fait l'intérim de la sous-préfecture de Guingamp lors des événements de décembre; plus de vingt ans de services gratuits.

M. Molines, maire des Vans (Ardèche); conduite des plus courageuses pendant les événements de décembre.

M. de Labretouillère, membre du conseil municipal de Crest (Drôme); avec quinze hommes, il a défendu la ville de Crest, le 6 décembre, et repoussé sept à huit cents insurgés.

M. le Beschu, ancien commandant de la garde nationale de Tonneins (Lot-et-Garonne); a défendu, au péril de ses jours, la mairie de Tonneins contre les insurgés.

M. Ferrer, maire de Villeterguez-la-Salanque (Pyrénées-Orientales); a organisé, dans son canton, la défense contre les insurgés, qu'il a repoussés de sa personne.

M. Gardes, maire de Nissan; ancien capitaine de cavalerie; membre du conseil municipal de Nissan depuis 1830, maire depuis 1848; a rendu des services qui lui ont mérité la reconnaissance de tout l'arrondissement de Béziers; sa fermeté, en décembre, a préservé la commune de Nissan des maux qui ont affligé plusieurs localités du département.

M. Carrière, médecin des épidémies à Béziers; n'a cessé, en décembre 1851, d'assister l'autorité civile dans la défense de la sous-préfecture, et a porté des soins aux blessés au milieu des balles qui pleuvaient autour de lui. (Du 7 Août 1852.)

N° 7363. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce) qui nomme dans l'ordre national de la Légion d'honneur, savoir :

OFFICIER.

M. *Boyé*, sous-préfet de Commercy (Meuse); successivement, depuis 1830, sous-préfet de Sarrebourg, de Reithel et de Commercy; chevalier en 1841.

CHEVALIERS.

M. *Roy*, sous-préfet de Coulommiers (Seine-et-Marne); sous-préfet depuis 1848; précédemment juge de paix depuis 1845.

M. *Sorbier de Pagnadoresse*, sous-préfet de Meaux (Seine-et-Marne); successivement, depuis 1847, conseiller de préfecture, secrétaire général de Saône-et-Loire et du Finistère; sous-préfet de Bagnères, de Boulogne et de Meaux.

M. *Chastelain*, maire de Strasbourg (Bas-Rhin); précédemment adjoint au maire.

M. *Thiebault*, maire de Montmédy (Meuse); ancien militaire; membre du conseil municipal de cette ville depuis vingt et un ans; adjoint au maire ou maire depuis treize ans; suppléant de juge de paix depuis quinze ans;

M. *Cannesson*, adjoint au maire d'Épernay (Marne); ancien militaire, de 1803 à 1813, ayant reçu en Espagne quatre blessures.

M^{lle} *Dusoullier*, en religion sœur *Hélène*, supérieure de l'hospice de Jouarre (Seine-et-Marne); pour les services rendus par elle depuis cinquante et un ans aux pauvres et aux malades. (Du 7 Août 1852.)

N° 7364. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce) qui nomme dans l'ordre national de la Légion d'honneur, savoir :

OFFICIERS.

M. le baron *de Larenant (Wilhem)*, chef du septième bataillon de la garde nationale de Paris; ancien élève de Saint-Cyr, capitaine de compagnie pendant vingt et un ans; mentionné en juin 1848; chevalier depuis 1831.

M. *Ragon (César-Ernest)*, lieutenant-colonel à l'état-major général des gardes nationales de la Seine; capitaine d'état-major en 1832; chef d'escadron en 1844; inspecteur de l'armement; chevalier depuis 1837.

CHEVALIERS.

M. le comte *de Bréda*, capitaine à l'état-major général des gardes nationales de la Seine; ancien élève de l'école polytechnique et ancien capitaine au corps royal d'état-major; vingt-trois ans de services militaires et civils.

M. *Genestal*, chef du cinquième bataillon de la garde nationale de Paris; garde national en 1830; officier depuis 1844.

M. *Rousseau*, chef du quarante et unième bataillon; sergent-major en 1832; officier depuis 1835; commandant provisoire du fort d'Issy en février 1848; a préservé le fort du pillage; commissaire à l'interrogatoire des insurgés de juin.

M. *Garnier*, capitaine, première compagnie, seizième bataillon de la garde nationale de Paris; garde national depuis 1824; capitaine depuis 1842; en février 1848, a protégé avec trente hommes la préfecture de police, et a sauvé au péril de ses jours les gardes municipaux qui y étaient enfermés.

M. *Roger*, capitaine, sixième compagnie, premier bataillon de la garde nationale de Paris; garde national depuis 1830; capitaine depuis 1838; blessé en 1848; mentionné de juin; vingt-deux ans de services.

M. *Courvoisier*, chef du cinquante-deuxième bataillon; garde national depuis 1830; capitaine en 1841, chef de bataillon depuis 1848; en juin 1848, a préservé Bercy de l'insurrection.

M. *Royé*, chef du vingtième bataillon de la garde nationale de Paris; garde national en 1830; capitaine en 1839; chef de bataillon depuis 1848.

M. *Consté*, chef du quarantième bataillon; officier en 1831; chef de bataillon depuis 1848.

M. *Roy*, capitaine, sixième compagnie, sixième bataillon de la garde nationale de Paris; enrôlé volontaire en 1819; sous-lieutenant au vingt-cinquième de ligne en 1834; a fait deux campagnes; garde national en 1840; capitaine depuis 1848; trente et un ans de services militaires et civils.

M. *Bazire*, chef d'escadron à l'état-major général des gardes nationales de la Seine; dans la garde nationale depuis 1830; appartient à l'état-major depuis 1846.

M. *Demarquay*, chirurgien-major au sixième bataillon de la garde nationale de Paris, ancien interne lauréat des hôpitaux; procureur de la faculté de médecine de Paris, chirurgien des hôpitaux; a reçu une médaille en 1848.

M. *Girardeau*, ancien chef de bataillon de la garde nationale de Moisselle (Seine-et-Oise); dévouement en juin 1848; membre, comme médecin, de plusieurs sociétés savantes. (*Du 7 Août 1852.*)

N° 7365. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce) qui nomme dans l'ordre national de la Légion d'honneur, savoir :

OFFICIER.

M. *de Chabrier*, garde général des archives nationales; anciens et honorables services dans l'administration; chevalier depuis plus de quatre ans.

CHEVALIERS.

M. *Care (François)*, sergent au seizième bataillon des gardes nationales du département de la Seine; ex-sergent et fourrier au quarante-septième de ligne; a fait dix campagnes en Afrique; blessé grièvement en 1848 comme garde municipal; recommandé très-vivement par le général *Canrobert*; il était au poste *Peyronnet* place de la Concorde.

M. *Dubois*, tambour-maitre au dix-neuvième bataillon; tambour-maitre de 1810 à 1814, a constamment servi dans la garde impériale; depuis lors, il a servi dans la garde nationale et a été constamment proposé pour la décoration; plusieurs campagnes.

M. *Dutocq*, capitaine de la sixième compagnie du deuxième bataillon; garde national depuis 1830 et très-ancien officier; négociant occupant un très-grand nombre d'ouvriers; jouissant d'une très-grande considération et d'une

influence considérable; ayant, dans la crise commerciale, conservé dans ses ateliers, à ses frais, cinq cents ouvriers.

M. *Kiekuer*, capitaine de la deuxième compagnie du troisième bataillon; trente-quatre ans de services dans la garde nationale de 1815 à 1827 et de 1830 à 1852; vingt-deux ans de grade de capitaine; présent à toutes les prises d'armes; d'un dévouement absolu.

M. *Duverger*, lieutenant de la sixième compagnie du deuxième bataillon; entré en 1813 dans les gardes d'honneur, a fait les campagnes d'Allemagne, celle de 1814 en France, et en 1815 a repris du service dans un régiment de chasseurs à cheval; garde national et officier depuis vingt-deux ans; en 1843, s'est signalé d'une manière toute particulière aux barricades de la rue Rochouart.

M. *Fiton*, lieutenant de la quatrième compagnie du dixième bataillon; entré au service à seize ans dans le troisième régiment de bussard en 1810; a fait les campagnes de 1811, 1812, 1813 en Saxe, et 1814 en France; était maréchal des logis chef aux affaires de Dresde et de Leipsick; garde national de 1824 à 1827 et de 1830 jusqu'à ce jour; proposé différentes fois pour la décoration depuis 1831 par le conseil supérieur de l'ex-onzième légion.

M. *Boizard*, grenadier au neuvième bataillon; garde national, sous-officier et officier depuis 1830; au 24 février 1848 a sauvé, au péril de ses jours, M. le capitaine *Deplace*, aide de camp de M. le ministre de la guerre actuel, qu'une bande de misérables voulait égorger sur la place du Clatelet; et s'est, en outre, distingué dans toutes les prises d'armes par une bravoure à toute épreuve. (Du 7 Août 1852.)

N° 7366. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce) qui nomme chevalier de l'ordre national de la Légion d'honneur M. *Berger*, préfet du département de l'Indre, pour services signalés rendus comme sous-préfet de Saint-Quentin, lors des événements de décembre. (Du 7 Août 1852.)

N° 7367. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce) qui nomme chevalier de l'ordre national de la Légion d'honneur M. *Dufay de Lounaquet*, préfet du département de Tarn-et-Garonne, pour services administratifs et pour services militaires honorables antérieurement rendus: il a commandé notamment pendant plusieurs années la milice de l'île-de-la-Réunion, et a été plusieurs fois proposé pour la décoration, tant pour ses services en qualité de commandant de la milice, que pour ses autres services militaires. (Du 7 Août 1852.)

N° 7368. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce) qui nomme chevalier de l'ordre national de la Légion d'honneur M. *Drexillier*, juge au tribunal de commerce du département de la Seine. (Du 7 Août 1852.)

N° 7369. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre signé

par le ministre des travaux publics, chargé par intérim du département de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce) portant que M. *Meilhéurat*, maire de la Palisse, est nommé chevalier de la Légion d'honneur, en considération des services qu'il a rendus pendant vingt-quatre ans dans les fonctions municipales, et de sa courageuse conduite dans les événements de décembre 1851. (Du 10 Août 1852.)

N° 7370. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des travaux publics, chargé par intérim du département de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce) qui nomme chevalier de l'ordre national de la Légion d'honneur M. *Joly*, entrepreneur de serrurerie, à Argenteuil (Seine-et-Oise), ancien officier de la garde nationale d'Argenteuil, membre du conseil municipal depuis longues années. (Du 11 Août 1852.)

N° 7371. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des travaux publics, chargé par intérim du département de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce) qui accorde la décoration de l'ordre national de la Légion d'honneur à M^{me} *Ahicot de Ragis*, à Oizon (Cher); a fait preuve, le 21 décembre dernier, d'un rare courage en luttant seule contre trois malfaiteurs qui avaient envahi sa maison pour brûler les archives de la commune d'Oizon, dont son mari est maire; a été atteinte par les flammes et blessée d'un coup de poignard. (Du 20 Août 1852.)

N° 7372. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce) qui autorise l'acceptation du legs fait par le sieur *Pierre-Christophe Charpy* à la société de Charité maternelle de Paris (Seine), et consistant en une somme de 900 francs. (Du 2 Août 1852.)

N° 7373. — DÉCRETS DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signés par le ministre de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce) qui autorisent l'acceptation des libéralités suivantes :

1° Legs fait par le sieur *Alengry*, à l'hôpital des Enfants-Trouvés de Béziers (Hérault), de la nue propriété de divers immeubles, d'une valeur de 4,000 francs environ;

2° Legs fait par le sieur *Moreau*, au bureau de bienfaisance de Château-Chinon (Nièvre), d'une rente annuelle et perpétuelle de 300 francs au capital de 7,500 francs. (Du 5 Août 1852.)

N° 7374. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce) qui autorise l'acceptation des legs faits par le sieur *Drivet*, 1° à l'hospice de Rive-de-Gier (Loire), d'une somme de 2,000 francs; 2° à l'œuvre des enfants de la Providence, dépendant dudit hospice, d'une somme de 3,000 francs; 3° à

la fabrique de l'église succursale de Saint-Jean, à Rive-de-Gier, d'une somme de 3,000 francs qui sera employée aux réparations de ladite église. (Du 5 Août 1852.)

N° 7375. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce) qui autorise l'acceptation du legs fait par la dame veuve *Digault-ray*, à l'institut *Digault-ray-Duval*, sis à Saint-Quihouet, commune de Plainel (Côtes-du-Nord), ledit legs universel évalué à une somme nette de 97,734 francs. (Du 26 Août 1852.)

N° 7376. — DÉCRETS DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signés par le ministre de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce) qui autorisent l'acceptation des libéralités suivantes :

1° Legs fait par la dame veuve *Chapelle de Jumilhac*, à l'hospice des vieillards de Paris (Seine), d'une somme de 20,000 francs;

2° Donation faite par le sieur *Auguste Chaureau*, à la commune de Baintun (Pas-de-Calais), d'une maison avec dépendances d'une valeur de 4,000 francs construite dans la section de la Capelle dépendant de ladite commune, pour servir de presbytère à cette section, à la charge par la commune de payer au donateur une somme de 2,000 francs par annuités de 300 francs avec intérêts décroissants à compter du 2 mars 1851. (Du 26 Août 1852.)



Certifié conforme :

Paris, le 11^e Novembre 1852.

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire
d'état au département de la Justice,*

ABBATUCCI.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Imprimerie nationale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

PARTIE SUPPLÉMENTAIRE.

N° 281.

N° 7377. — *DÉCRET portant autorisation de la Société anonyme formée à Paris sous la dénomination de Compagnie des Chemins de fer du Midi et du Canal latéral à la Garonne.*

Du 6 Novembre 1852.

LOUIS-NAPOLÉON, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce;

Vu la loi du 8 juillet 1852 relative à la concession du chemin de fer de Bordeaux à Cette, et du canal latéral à la Garonne, ainsi que le cahier des charges qui y est annexé;

Vu le décret du 24 août suivant, qui approuve la convention passée le même jour entre le ministre des travaux publics et MM. *Ernest André, Ardoin et compagnie, Bischoffsheim, Baduel, Cibiel, J. Damas junior, Dotz Zac, d'Eichthal, F. C. et F. X. Ezpeleta, L. Faucher, duc de Galliera, de Grimaldi, F. Gil et compagnie, L. Lebeuf, E. Le Comte, J. Masterman, Emile et Isaac Pereire, Ricardo, baron Renouard de Bussières, Bertin, Viguerie, de Rothschild frères, David Salomons, Fr. Samazeuilh, Charles et Paul Seguin et John Sadler* pour la concession des entreprises ci-dessus désignées et des autres chemins de fer qui y sont énumérés;

Vu les articles 29 à 37, 40 et 45 du Code de commerce;

Le Conseil d'état entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La société anonyme formée à Paris sous la dénomination de *Compagnie des chemins de fer du Midi et du canal latéral à la Garonne* est autorisée:

X^e Série.

34

2. Sont approuvés les statuts de ladite société, tels qu'ils sont contenus dans l'acte passé, le 5 novembre courant, devant M^e Fould et son collègue, notaires à Paris, lequel acte restera annexé au présent décret.

2. Le choix du directeur et des membres des comités de direction auxquels le conseil d'administration peut déléguer ses pouvoirs, aux termes de l'article 27 des statuts, sera soumis à l'approbation du ministre de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce.

3. La présente autorisation pourra être révoquée, en cas de violation ou de non-exécution des statuts approuvés, sans préjudice des droits des tiers.

4. La société sera tenue de remettre, tous les six mois, un extrait de son état de situation au ministère de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce, aux préfets des départements de la Haute-Garonne, de Lot-et-Garonne, de Tarn-et-Garonne, de l'Aude, de l'Hérault, des Pyrénées-Orientales, des Landes et des Hautes-Pyrénées; au préfet de police, aux chambres de commerce et au greffe des tribunaux de commerce des villes traversées par les lignes des chemins de fer concédées.

5. Le ministre de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Bulletin des lois, inséré au Moniteur et dans un journal d'annonces judiciaires de chacun des départements énumérés ci-dessus.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 6 Novembre 1852.

Signé LOUIS-NAPOLÉON.

Par le Prince-Président :

Le Ministre de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce,

Signé F. DE PERSIGNY.

Statuts de la société des chemins de fer du Midi et du canal latéral à la Garonne.

Par-devant M^e Émile Fould et M^e Valentin Fremyn, notaires à Paris, sous-signés,

Ont comparu :

M. Adolphe d'Eichthal, président du conseil d'administration du chemin de fer de Paris à Saint-Germain, demeurant à Paris, rue Basse-du-Rempart, n° 30;

M. *Émile Persire*, administrateur du chemin de fer du Nord, demeurant à Paris, rue d'Amsterdam, n° 5;

M. *Isaac Persire*, administrateur du chemin de fer de Paris à Lyon, demeurant à Paris, auxiliaire rue d'Amsterdam, n° 5;

Et M. *Edouard Dottzack*, propriétaire demeurant à Bordeaux, de présent à Paris, place de la Bourse, n° 31,

Agissant tous quatre en vertu des autorisations qui leur ont été conférées conjointement avec MM. *F. X. de Espeleta*, *de Grimaldi* et *Gil*, par tous les concessionnaires ci-après nommés du chemin de fer de Bordeaux à Cette, de Bordeaux à Perpignan et de Narbonne à Perpignan, et du canal latéral à la Garonne, suivant la délibération par eux prise dans leur réunion du 11 septembre dernier, aux termes de laquelle ledits concessionnaires ont nommé un comité composé des sept membres ci-dessus désignés, auxquels ils ont conféré la mission d'examiner, discuter et faire homologuer les statuts de la société dont il va être question; de consentir toutes modifications à ce sujet, et de conférer à l'effet de les accepter tous pouvoirs à trois d'entre eux;

Extrait de laquelle délibération enregistré est demeuré annexé à la minute d'un acte reçu par M^e *Gulin*; substituant M^e *Fould*, l'un des notaires soussignés et son collègue, les 18 et 10 septembre dernier, enregistré;

Lesquels ont dit que; par une loi en date du 8 juillet 1852, le ministre des travaux publics a été autorisé à concéder directement le chemin de fer de Bordeaux à Cette et le canal latéral à la Garonne, et ce aux clauses et conditions du cahier des charges annexé à ladite loi;

Qu'en vertu de cette autorisation et suivant convention du 14 août 1852, approuvée par décret du Président de la République, le ministre des travaux publics, agissant au nom de l'État, a concédé à MM. *Ernest André*, *Ardoin* et compagnie, *Bischoffsheim* et compagnie, *Baduel*, *Gibiel*, *Damas*, *Dotéac*, *d'Eichthal*, *de Espeleta (F. C.)*, *de Espeleta (F. X.)*, *Fancher*, *duc de Galliera*, *de Grimaldi*, *Gil* et compagnie, *Lebonf (Louis)*, *Le Comte*, *Mastbaum*, *Émile Persire*, *Isaac Persire*, *Ricardo*, *baron Renouard de Bassières*, *Bertin*, *Vignerie frères*, *de Rothchild frères*, *Samasackil*, *Charles Seguin*, *Paul Seguin*, *John Sadler*, *David Salomons*, le chemin de fer de Bordeaux à Cette et le canal latéral à la Garonne, aux clauses et conditions du cahier des charges annexé à ladite loi du 8 juillet 1852;

Que, par la même convention, mais sous la réserve de la ratification du pouvoir législatif dans sa prochaine session, le ministre des travaux publics, agissant au nom de l'État, a également concédé aux personnes ci-dessus dénommées les chemins de fer de Bordeaux à Bayonne avec embranchements sur Mont-de-Marsan et Dax, et de Narbonne à Perpignan, aux clauses et conditions du cahier des charges annexé à ladite convention, et inséré au Moniteur du 15 août 1852;

Qu'enfin, et par convention passée le 27 septembre 1852 avec MM. *Émile Persire* et *Isaac Persire*, les comparants se sont assurés, sous la réserve qui sera ci-après exprimée en l'article 4, l'usage et la jouissance par bail du chemin de fer de Bordeaux à la Teste.

Dans cette position, les comparants voulant former, pour l'exécution et l'exploitation de ces chemins de fer et du canal latéral à la Garonne, une société anonyme, ont, d'un commun accord avec les capitalistes qu'ils ont intéressés à leur entreprise, et sans l'approbation du Gouvernement, arrêté, ainsi qu'il suit, la réduction des statuts de ladite société:

TITRE 1^{er}.

OBJET ET DÉNOMINATION DE LA SOCIÉTÉ. — DOMICILE. — DURÉE.

ART. 1^{er}. Il est formé, entre les souscripteurs propriétaires de toutes les actions créées ci-après, une société anonyme ayant pour objet, 1° l'exécution et l'exploitation du chemin de fer de Bordeaux à Cette, et l'exploitation du canal latéral à la Garonne, conformément aux dispositions du cahier des charges annexé à la loi du 8 juillet 1852 et du décret approuvatif de la concession, en date du 24 août 1852; 2° l'exécution et l'exploitation des chemins de fer de Bordeaux à Bayonne avec embranchements sur Mont-de-Marsan et Dax, et de Narbonne à Perpignan, conformément à la convention du 24 août 1852 et au cahier des charges y annexé, approuvés par décret du Président de la République; 3° et l'exploitation du chemin de fer de Bordeaux à la Teste aux conditions stipulées dans la convention du 27 septembre 1852.

Cette société prend la dénomination de *Compagnie des chemins de fer du Midi et du canal latéral à la Garonne*.

2. Le siège de la société et son domicile sont établis à Paris.

3. La société commencera à partir de la date du décret qui l'aura autorisée, et finira avec la concession, c'est-à-dire le 24 août 1957.

TITRE II.

DE LA CONCESSION.

4. Les comparants, tant en leurs noms qu'au nom de leurs mandants, et en leur qualité de concessionnaires, font apport, sans aucune restriction ni réserve, à la société de tous les droits que leur confèrent la loi, convention, décret et cahier des charges précités, ainsi que la convention dudit jour 27 septembre 1852, relative à l'exploitation par bail du chemin de fer de Bordeaux à la Teste, mettant ladite société entièrement en leur lieu et place, à la charge par elle de satisfaire à toutes les clauses, conditions et obligations qui en résultent, sous réserve, toutefois, quant au bail précité, de la ratification législative nécessaire à la concession définitive du chemin de fer de Bordeaux à Bayonne.

Le compte des frais relatifs à l'entreprise jusqu'à la promulgation du décret approuvatif des présents statuts, sera réglé par l'assemblée générale, qui en autorisera le remboursement à qui ne droit.

TITRE III.

FONDS SOCIAL. — ACTIONS. — VERSEMENTS.

5. Le fonds social est fixé à soixante-sept millions de francs.

Il est divisé en cent trente-quatre mille actions de cinq cents francs chacune.

Sur ce nombre, cent vingt mille actions sont entièrement souscrites et appartiennent aux personnes ci-après dénommées dans les proportions suivantes, savoir :

MM.

Aguirrevengoa et Uribarren, mille cinq cents actions, ci.....	1,500
Ernest André, quatre mille actions, ci.....	4,000
Ardoin et compagnie, deux mille huit cent cinquante actions, ci...	2,850
Baduel, quatre mille cinq cents actions, ci.....	4,500
Bertin, quatre mille actions, ci.....	4,000

Bischoffsheim, Goldsmitt et compagnie, deux mille quatre cents actions, ci.....	2,400
Baron Renouard de Bussières, mille quatre cent vingt-cinq actions ci.....	1,425
Cibiel, deux mille quatre cents actions, ci.....	2,400
Damas, cinq cents actions, ci.....	500
E. Dotézac, quatre mille cinq cents actions, ci.....	4,500
Ad. d'Eichthal, cinq mille actions, ci.....	5,000
F. C. de Espeleta, quatre mille cinq cents actions, ci.....	4,500
F. S. de Espeleta et fils, treize mille actions, ci.....	13,000
Léon Faucher, mille actions, ci.....	1,000
Duc de Galliera, quatre mille six cents actions, ci.....	4,600
P. Gil et compagnie, quatre mille sept cent cinquante actions, ci.....	4,750
J. de Grimaldi, quatre mille sept cents actions, ci.....	4,700
L. Lebosuf, deux mille huit cent cinquante actions, ci.....	2,850
Le Comte, mille quatre cent vingt-cinq actions.....	1,425
John Masterman, quatre mille sept cent cinquante actions, ci....	4,750
Émile Pereire, six mille actions, ci.....	6,000
Isaac Pereire, six mille actions, ci.....	6,000
J. L. Ricardo, mille cinq cents actions, ci.....	1,500
De Rothschild frères, sept mille actions, ci.....	7,000
John Sadler, quatre mille sept cent cinquante actions, ci.....	4,750
David Salomons, seize mille deux cents actions, ci.....	16,200
Samazeuilh, cinq cents actions, ci.....	500
Charles Seguin, mille deux cents actions, ci.....	1,200
Paul Seguin, mille deux cents actions, ci.....	1,200
Viguarie, mille actions, ci.....	1,000

Égalité, cent vingt mille actions, ci..... 120,000

Les quatorze mille actions non souscrites seront, dans le délai de la quinzaine qui suivra l'homologation des présents statuts, mises à la disposition de tous les actionnaires dans la proportion du nombre d'actions déjà possédées par eux.

Le conseil d'administration garantit les souscriptions et restera lui-même souscripteur de celles qui, dans le délai ci-dessus, ne seront pas souscrites par les possesseurs des cent vingt mille actions déjà émises.

Dans le cas où la concession du chemin de fer de Lamotte à Bayonne et de Narbonne à Perpignan ne serait pas ratifiée par le Corps législatif, le capital social serait réduit à soixante millions, le nombre des actions resterait à cent trente-quatre mille, mais le montant de chaque action serait réduit dans la proportion des quatorze cent trente-quatrièmes.

6. Chaque action donne droit à une part proportionnelle dans la propriété de l'actif social et dans les bénéfices de l'entreprise.

7. Après l'approbation des présents statuts et le versement de cent francs par action, il sera remis aux ayants droit des titres provisoires nominatifs.

8. Les souscripteurs originaires et les cessionnaires successifs sont solidairement garants, jusqu'à concurrence du versement des cinq premiers dixièmes, du montant de chaque action.

Après le versement des cinq premiers dixièmes, les titres provisoires seront échangés contre des titres définitifs au porteur.

9. Les titres provisoires et les titres définitifs sont extraits d'un registre à souche, frappés du timbre sec de la compagnie et revêtus de la signature de deux administrateurs, ou d'un administrateur et d'un employé de la compagnie délégué à cet effet par le conseil d'administration.

Chaque paiement fait sur le montant de l'action sera constaté sur les titres.

10. Les titres provisoires seront nominatifs; leur cession s'opère par un transfert fait au siège de la société, signé par le cédant, le cessionnaire et l'un des administrateurs, ou un employé délégué à cet effet; mention de ce transfert est faite sur le titre provisoire.

Les actions définitives seront au porteur, leur cession s'opère par la simple tradition du titre.

11. Le conseil d'administration pourra autoriser le dépôt et la conservation des titres dans la caisse sociale. Il déterminera la forme des certificats de dépôt, les frais auxquels ce dépôt pourra être assujéti, le mode de délivrance et les garanties dont l'exécution de cette mesure doit être entourée dans l'intérêt de la société et des actionnaires.

12. Les actions sont indivisibles, et la société ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chaque action.

13. Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre, dans quelque main qu'il passe; la possession d'une action emporte adhésion aux statuts de la société.

Les héritiers ou créanciers de l'actionnaire ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, provoquer l'apposition des scellés sur les biens et valeurs de la société, ni s'immiscer, en aucune manière, dans son administration; ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux délibérations de l'assemblée générale.

14. Le montant de chaque action est payable à la caisse sociale, à Paris, aux époques et dans les proportions déterminées par le conseil d'administration.

Le premier versement est fixé à cent francs par action; tout appel ultérieur de fonds devra être annoncé un mois au moins avant l'époque fixée pour le versement, tant à Paris qu'à Bordeaux, dans deux des journaux d'annonces légales de ces deux villes désignés conformément à la loi.

Le conseil d'administration pourra autoriser la libération anticipée des actions, mais seulement par voie de mesure générale applicable à toutes les actions.

15. À défaut de versement aux époques déterminées, l'intérêt sera dû, par chaque jour de retard, à raison de cinq pour cent par an.

La société pourra exercer l'action personnelle contre les retardataires et leurs garants; elle pourra aussi, soit distinctement de la poursuite personnelle, soit concurremment avec elle, faire vendre les actions en retard.

À cet effet, les numéros de ces actions seront publiés dans les journaux indiqués à l'article 14; à partir du quinzième jour après cette publication, la société, sans mise en demeure et sans autre formalité ultérieure, aura le droit de faire procéder à la vente des actions, même successivement, sur duplicata, à la bourse de Paris, par le ministère d'un agent de change, pour le compte et aux risques et périls des retardataires.

Les titres des actions ainsi vendues seront nuls de plein droit, et il en sera délivré aux acquéreurs de nouveaux ayant le même numéro que les titres annulés; en conséquence, toute action qui ne portera pas la mention régulière

des versements qui auraient dû être opérés cessera d'être admise à la négociation et au transfert.

L'imputation du prix à provenir de la vente, après déduction des frais et intérêts dus, s'opérera en commençant par les versements les plus anciennement exigibles; le déficit sera à la charge des obligés aux versements.

L'excédant, s'il en existe, appartiendra à l'actionnaire exproprié.

16. Les actionnaires ne sont engagés que jusqu'à concurrence du capital de chaque action, au delà tout appel de fonds est interdit.

TITRE IV.

CONSEIL D'ADMINISTRATION.

17. La compagnie est administrée par un conseil composé de quinze membres.

Les membres du conseil sont nommés par l'assemblée générale, pour cinq années.

Chaque administrateur doit être propriétaire de cent actions, qui seront inaliénables pendant la durée de ses fonctions; les titres de ces actions seront déposés à la caisse de la société.

18. Les fonctions d'administrateurs sont gratuites, les administrateurs reçoivent des jetons de présence dont la valeur sera fixée par l'assemblée générale.

Toutefois il pourra être attribué aux membres des deux comités dont il est question au deuxième paragraphe de l'article 17, une rémunération dont le chiffre sera également réglé par l'assemblée générale.

19. Par dérogation à l'article 17, le premier conseil d'administration sera composé des seize membres dont les noms suivent, savoir :

MM. Ernest André,
 Baduel (H.),
 Bertin (Stéphan),
 Bischoffsheim (Louis-Raphaël),
 V. Cibiel,
 Damas junior,
 Dotzic (Edouard),
 D'Eichthal (Adolphe),
 Léon Faucher,
 Duc de Galliera,
 Émile Pereire,
 Isaac Pereire,
 David Salomons,
 F. Samazeuilh,
 Charles Seguin,
 Et J. Viguier.

Ce premier conseil ne sera soumis à aucun renouvellement jusques et y compris une année après l'époque fixée par le cahier des charges pour la mise en exploitation de la ligne entière de Bordeaux à Cote.

A l'expiration de ce délai, le conseil sera renouvelé chaque année, par cinquième, par l'assemblée générale.

Jusqu'au renouvellement intégral du premier conseil, le sort désignera l'ordre de sortie des administrateurs qui en auront fait partie.

Le renouvellement aura lieu ensuite par rang d'ancienneté.

Tout membre sortant peut être réélu.

Jusqu'à ce que le nombre des membres du conseil soit réduit à quinze, il ne sera pas procédé au remplacement des membres qui auront cessé d'en faire partie par toute autre cause que le tirage au sort fixé au paragraphe 4 du présent article.

20. Le conseil d'administration nomme chaque année un président et un ou deux vice-présidents.

En cas d'absence du président et des vice-présidents, le conseil désigne celui de ses membres qui doit remplir les fonctions de président.

Le président et les vice-présidents peuvent être indéfiniment réélus.

21. Le conseil d'administration se réunit aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige, et au moins une fois par mois. Les décisions sont prises à la majorité des membres présents; en cas de partage, la voix du président est prépondérante.

La présence de quatre administrateurs est nécessaire pour valider les délibérations.

Lorsque quatre membres seulement sont présents, les décisions doivent être prises à l'unanimité.

22. Nul ne peut voter par procuration dans le conseil d'administration de la compagnie.

Dans le cas où deux membres dissidents sur une question demanderaient qu'elle fût ajournée jusqu'à ce que l'opinion de un ou plusieurs administrateurs absents fût connue, il sera envoyé à tous les administrateurs absents une copie ou un extrait du procès-verbal, avec une invitation de venir voter dans une prochaine réunion à jour fixé, ou d'adresser par écrit leur opinion au président; celui-ci en donnera lecture au conseil, après quoi la décision sera prise à la majorité des membres présents.

Dans aucun cas l'application de la disposition qui précède ne peut retarder l'accomplissement des obligations imposées à la compagnie par les cahiers des charges de la concession, ni l'exécution des injonctions qui seraient notifiées par le Gouvernement en vertu de ces cahiers de charges.

23. Les délibérations du conseil d'administration sont constatées par des procès-verbaux signés par le président et deux des membres qui ont pris part à la délibération; les copies ou extraits de ces délibérations à produire en justice ou ailleurs sont signés par le président ou par celui des membres qui en remplit les fonctions.

24. Lorsque le nombre des membres du conseil d'administration aura été réduit à quinze, il sera pourvu provisoirement, au cas de vacance, par le conseil d'administration à la majorité des membres restants; les administrateurs ainsi nommés auront les mêmes pouvoirs que les autres administrateurs, et ne demeureront en fonctions que le temps d'exercice qui resterait à leurs prédécesseurs.

Ces nominations seront soumises à la confirmation de l'assemblée générale.

25. Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour l'administration de la société.

Il fixe les dépenses générales de l'administration.

Il passe, pour l'exécution et l'exploitation des chemins de fer et du canal latéral à la Garonne formant l'objet de la société, les traités et les marchés de toute nature; autorise, effectue ou ratifie les achats de terrains et immeubles qui seraient nécessaires pour l'exécution et l'exploitation des chemins de fer et du canal; il règle les approvisionnements et autorise l'achat

des matériaux, machines et autres objets nécessaires à l'exploitation; il autorise tous achats et vente d'objets mobiliers.

Il fait les traités relatifs à l'exécution des articles 54 et 60 des cahiers de charges.

Il règle l'emploi des fonds de la réserve et détermine le placement des fonds disponibles.

Il autorise tous retraits, transferts, transports, aliénations de fonds, rentes et valeurs appartenant à la société.

Il autorise la vente des terrains et bâtiments inutiles.

Il peut, avec l'approbation de l'assemblée générale, acheter des immeubles autres que ceux désignés au paragraphe 3 du présent article.

Il donne toute quittance.

Il autorise toutes mainlevées d'opposition ou d'inscriptions hypothécaires, ainsi que tous désistements de privilège.

Il autorise toutes actions judiciaires, tous compromis et toutes transactions.

Il fixe et modifie, soit les tarifs, soit leur mode de perception; il fait les transactions y relatives, le tout dans les limites déterminées par les cahiers des charges; il fait les règlements relatifs à l'organisation du service et à l'exploitation des chemins de fer et du canal sous les conditions déterminées par les cahiers des charges.

Il traite, transige et compromet sur tous les intérêts de la compagnie.

Il adresse au Gouvernement toutes demandes de prolongements de chemins de fer ou d'embranchements, sauf autorisation préalable ou ratification de ces demandes par l'assemblée générale.

Il soumet à l'assemblée générale toutes propositions d'emprunts.

Il lui soumet également les propositions de prolongements ou d'embranchements, de fusion ou traités avec d'autres compagnies, de prolongation ou de renouvellement de la concession, de modification ou addition aux statuts, et notamment de l'augmentation du fonds social et de la prorogation de la société.

Il nomme et révoque tous les agents et employés, il fixe leurs attributions et leurs traitements, leur alloue toutes gratifications; et généralement il statue sur tous les intérêts qui rentrent dans l'administration de la société.

26. Le conseil d'administration pourvoit à la négociation des emprunts votés par l'assemblée générale.

Tous pouvoirs lui sont, dès à présent, donnés pour négocier, au moyen de l'émission d'obligations ou de tous autres titres, un emprunt jusqu'à concurrence, 1° de quarante millions de francs, par suite de la concession du chemin de fer de Bordeaux à Cette, et du canal latéral à la Garonne, dans le cas où la concession serait limitée au chemin de fer de Bordeaux à Cette, et du canal latéral à la Garonne; 2° de la somme que rendra nécessaire la loi à intervenir pour la concession définitive des chemins de fer de Bordeaux à Bayonne, et de Narbonne à Perpignan.

L'emprunt aura lieu quand le conseil le jugera convenable, sauf l'approbation du Gouvernement, au moyen de l'émission et de la négociation d'obligations ou autres titres dont il déterminera la forme, le taux d'émission et les époques de négociation.

Cet emprunt sera remboursable par annuités dans les conditions fixées par le cahier des charges pour la garantie de l'intérêt à quatre pour cent, et de

l'amortissement également à quatre pour cent en cinquante années accordés par l'État.

27. Le conseil d'administration peut déléguer ses pouvoirs pour l'expédition des affaires courantes à un ou à deux comités pris dans son sein et composés chacun de cinq membres et siégeant, l'un à Paris, et l'autre à Bordeaux.

Les membres de ces deux comités sont nommés par le conseil d'administration, qui règle leurs attributions et leurs pouvoirs respectifs de telle façon que, dans tous les cas, la direction des affaires de l'entreprise parte du siège de la société.

Le conseil d'administration peut en outre, par un mandat spécial, déléguer tout ou partie de ses pouvoirs à telle personne que bon lui semble.

28. Conformément à l'article 32 du Code de commerce, les membres du conseil d'administration ne contractant, à raison de leur gestion, aucune obligation personnelle ou solidaire, relativement aux engagements de la société.

Ils ne répondent que de l'exécution de leur mandat.

29. Les transferts de rentes et effets publics appartenant à la société, les actes d'acquisition de vente et d'échange des propriétés immobilières de la société, les transactions, marchés et actes engageant la société, les acquits et endossements, ainsi que les mandats sur la Banque et sur tous les dépositaires de fonds de la société, doivent être signés par un administrateur et une personne désignée par le conseil, à moins d'une délégation expresse du conseil à un seul administrateur, ou à toute autre personne.

TITRE V.

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES ACTIONNAIRES.

30. L'assemblée générale, régulièrement constituée, représente l'universalité des actionnaires.

31. L'assemblée générale se compose de tous les titulaires ou porteurs de quarante actions.

Nul ne peut représenter un actionnaire s'il n'est lui-même membre de l'assemblée générale; la forme des pouvoirs sera déterminée par le conseil d'administration.

L'assemblée est régulièrement constituée lorsque les actionnaires présents sont au nombre de trente au moins, et représentent le vingtième du fonds social.

32. Dans le cas où, sur une première convocation, les actionnaires présents ne rempliraient pas les conditions ci-dessus imposées pour la validité des délibérations de l'assemblée générale; cette assemblée sera ajournée de plein droit; l'ajournement ne pourra être moindre de vingt-cinq jours.

La seconde convocation est faite dans la forme prescrite par l'article 35; mais le délai entre la publication de l'avis et la réunion est réduit à vingt jours.

Les délibérations prises par l'assemblée générale dans la seconde réunion ne peuvent porter que sur les objets à l'ordre du jour de la première.

Ces délibérations sont valables quel que soit le nombre des actionnaires présents et des actions représentées.

33. Les délibérations relatives aux emprunts, sauf ce qui a été stipulé ci-dessus, et aux modifications des statuts, ne pourront être prises que dans une assemblée générale réunissant au moins le dixième du fonds social, et à la

majorité des deux tiers des voix des membres présents, au nombre de trente au moins.

Celles relatives à l'augmentation du fonds social, à la prorogation ou à la dissolution de la société, ne peuvent être prises que dans une assemblée générale représentant au moins le cinquième du fonds social, et à la même majorité.

Dans le cas où, sur une première convocation, les actionnaires présents ne rempliraient pas les conditions imposées, par le paragraphe qui précède, pour la validité des opérations de l'assemblée générale, il sera procédé à une seconde convocation, à un mois d'intervalle, ainsi qu'il est expliqué à l'article précédent.

Les délibérations de l'assemblée générale, réunie en vertu de cette deuxième convocation, seront valables pourvu que les actionnaires, au nombre de trente, représentent au moins le dixième du fonds social.

34. L'assemblée générale est réunie de droit, chaque année, à Paris, dans le courant du mois d'avril.

Elle se réunit, en outre, extraordinairement, toutes les fois que le conseil d'administration en reconnaît l'utilité.

35. Les convocations ordinaires et extraordinaires sont faites par un avis inséré, un mois au moins avant l'époque de la réunion, dans deux des journaux d'annonces légales de Paris et de Bordeaux désignés comme il est dit à l'article 14.

Lorsque l'assemblée générale doit être appelée à délibérer sur les emprunts ou sur les propositions spéciales énumérées en l'article 41 ci-après, les avis de convocation doivent en faire mention.

36. Les propriétaires d'actions doivent, pour avoir droit d'assister à l'assemblée générale, déposer leurs titres au siège de la société, à Paris, quinze jours avant l'époque fixée pour la réunion de chaque assemblée. Il est remis à chacun d'eux une carte d'admission, cette carte est nominative et personnelle.

Les certificats de dépôt mentionnés en l'article 11 donnant droit, pour les dépôts de quarante actions ou plus, à la remise de cartes d'admission à l'assemblée générale, pourvu que le dépôt des titres ait eu lieu quinze jours avant l'époque fixée pour l'assemblée générale.

37. L'assemblée générale est présidée par le président ou l'un des vice-présidents du conseil d'administration, et à leur défaut, par l'administrateur désigné par le conseil pour les remplacer; les fonctions de scrutateurs seront remplies par les deux plus forts actionnaires présents au moment de l'ouverture de la séance, et qui auront accepté.

Le bureau désigne le secrétaire.

38. Les délibérations de l'assemblée générale sont prises à la majorité des voix, conformément à l'article 39.

Le scrutin secret peut être réclamé par dix membres pour la nomination des administrateurs.

En cas de partage, la voix du président sera prépondérante.

39. Quarante actions donnent droit à une voix; le même actionnaire ne peut réunir plus de dix voix, soit par lui-même, soit comme fondé de pouvoirs.

40. Le nombre d'actions dont chaque actionnaire est possesseur est constaté par sa carte d'admission.

41. L'assemblée générale entend et discute les comptes et les approuve, s'il y a lieu.

Elle nomme les administrateurs en remplacement de ceux dont les fonctions sont expirées, ou qu'il y a lieu de remplacer par suite de décès, démission ou autre cause.

Elle prononce, en se renfermant dans les limites des statuts, sur tous les intérêts de la société.

Elle délibère sur les propositions qui lui sont soumises, en exécution des paragraphes 15 et 16 de l'article 25, et donne au conseil d'administration tous pouvoirs nécessaires à cet effet.

Les décisions relatives aux objets mentionnés au paragraphe 16 de l'article 25 ne sont exécutoires qu'après avoir été approuvées par le Gouvernement.

42. Les délibérations de l'assemblée générale, prises conformément aux statuts, obligent tous les actionnaires.

Elles sont constatées par des procès-verbaux signés par les membres du bureau, ou au moins par la majorité d'entre eux; les copies ou extraits de ces procès-verbaux à produire, partout où besoin est, sont certifiées par le président du conseil d'administration ou celui des membres qui en fait fonction. Une feuille de présence, destinée à constater le nombre des membres assistant à l'assemblée et celui des actions représentées par chacun d'eux, demeure annexée à la minute du procès-verbal ainsi que les pouvoirs. Cette feuille est signée par chaque actionnaire, en entrant en séance.

TITRE VI.

COMPTES ANNUELS. — INTÉRÊTS. — DIVIDENDES. — FONDS DE RÉSERVE.

43. Pendant l'exécution des travaux, et à partir de l'époque fixée pour les versements jusqu'à l'achèvement de la ligne principale de Bordeaux à Cette, il sera payé annuellement aux actionnaires quatre pour cent d'intérêts des sommes par eux versées en exécution de l'article 14.

Il sera pourvu à ces paiements par les intérêts des placements de fonds, par les produits des diverses parties de la ligne qui auront été successivement mises en exploitation, et par tous autres produits accessoires de l'entreprise, enfin, en cas d'insuffisance, au moyen de la garantie souscrite [par l'État (article 67 du cahier des charges), et, au besoin, par un prélèvement sur le fonds social.

44. Après la mise en exploitation des sections de Bordeaux à Castets et de Béziers à Cette, le compte des recettes et dépenses sera arrêté et soumis, chaque année, à l'assemblée générale, sur le produit net, déduction faite de toutes les charges et dépenses d'entretien et d'exploitation, il sera prélevé, s'il y a lieu, 1° la somme nécessaire pour servir les intérêts des fonds versés par les actionnaires; 2° la somme nécessaire pour restituer à l'État les avances qu'il aurait pu faire en exécution du dernier paragraphe de l'article précédent; 3° la somme nécessaire pour restituer au fonds social la portion qui aurait pu être employée antérieurement au service des intérêts; le surplus, s'il y en a, sera attribué, savoir : moitié au fonds de réserve et moitié aux actionnaires à titre de dividende. Cette dernière attribution sera élevée aux trois quarts lorsque les sections de Castets à Agen et d'Agen à Toulouse auront été livrées à la circulation, et aux neuf dixièmes lorsque l'une des deux autres

sections, soit celle de Toulouse à Carcassonne, soit celle de Carcassonne à Béziers, aura été mise en exploitation.

45. Après la mise en exploitation de toutes les sections, il sera dressé, chaque année, un inventaire général de l'actif et du passif de la société : cet inventaire sera soumis à l'assemblée générale des actionnaires dans la réunion du mois d'avril.

Les produits de l'entreprise serviront d'abord à acquitter les dépenses d'entretien et d'exploitation des chemins et du canal, les frais d'administration, l'intérêt ou l'amortissement des emprunts qui auront pu être contractés, et généralement toutes les charges sociales.

46. Il sera prélevé sur l'excédant des produits annuels, après le paiement des charges mentionnées en l'article précédent, une retenue destinée à constituer un fonds de réserve; la quotité de cette retenue ne pourra être inférieure à cinq pour cent dudit excédant.

Quand la réserve aura atteint quatre millions, le prélèvement de cinq pour cent pourra être réduit ou suspendu.

Il reprendra cours aussitôt que le fonds de réserve sera descendu au-dessous de ce chiffre.

Le surplus des produits annuels sera réparti entre toutes les actions.

47. Lorsque l'emprunt mentionné à l'article 36 aura été intégralement remboursé, il sera prélevé, sur l'excédant des produits nets annuels, 1° une retenue destinée à constituer un fonds d'amortissement et calculé de telle sorte que le fonds social soit complètement amorti cinq ans avant l'expiration de la concession;

2° Cinq pour cent du fonds social pour le montant en être réparti également entre toutes les actions amorties et non amorties, la part afférente aux actions amorties devant être versée au fonds d'amortissement, afin de compléter la somme nécessaire pour amortir la totalité des actions dans le délai prescrit.

Le surplus des produits annuels sera réparti également entre toutes les actions amorties ou non amorties; la portion afférente aux actions amorties sera distribuée aux propriétaires des titres qui auront été délivrés en échange de ces actions, ainsi qu'il sera dit article 49.

48. S'il arrivait que, dans le cours d'une ou plusieurs années, les produits nets de l'entreprise fussent insuffisants pour assurer le remboursement du nombre d'actions à amortir, la somme nécessaire pour compléter le fonds d'amortissement serait prélevée sur les premiers produits nets des années suivantes, par préférence et antériorité à toute attribution de dividende aux actionnaires.

49. Le fonds d'amortissement, composé ainsi qu'il est dit dans les deux articles précédents, sera employé, chaque année, jusqu'à due concurrence, à compter de la cinquantième année qui suivra la complète exécution des travaux, au remboursement d'un nombre d'actions déterminé, comme il est dit article 47.

La désignation des actions à amortir aura lieu au moyen d'un tirage au sort, qui se fera publiquement à Paris, chaque année, aux époques et suivant les formes qui seront déterminées par le conseil d'administration.

Les propriétaires des actions désignées par le tirage au sort pour le remboursement recevront, en numéraire, le capital effectivement versé de leurs actions et les dividendes jusqu'au jour indiqué pour le remboursement, et en échange de leurs actions primitives, des actions spéciales au porteur.

Ces actions donneront droit à une part proportionnelle dans le partage des bénéfices mentionnés au dernier paragraphe de l'article 27.

Les porteurs de ces actions conserveront du reste, sauf le prélevement de l'intérêt, les mêmes droits que les porteurs des actions non amorties.

Les numéros des actions désignées par le sort pour être remboursées seront publiés comme il est dit en l'article 14.

Le remboursement du capital de ces actions sera effectué au siège de la société, à partir du 1^{er} janvier de chaque année, pour l'année qui aura précédé.

50. Le paiement des intérêts a lieu par semestre.

Le paiement des dividendes a lieu par semestre ou par année suivant décision de l'assemblée générale.

51. Le paiement des intérêts et dividendes se fait au siège de la société, aux époques que détermine le conseil d'administration.

Tous les intérêts et dividendes qui n'ont pas été touchés à l'expiration de cinq années après l'époque dûment annoncée pour leur paiement, comme il est dit à l'article 14, sont acquis à la société, conformément à l'article 2177 du Code Napoléon.

TITRE VII.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES. — MODIFICATIONS. — LIQUIDATION.

52. Si l'expérience fait reconnaître la convenance d'apporter quelques modifications ou additions aux présents statuts, l'assemblée est autorisée à y pourvoir dans la forme déterminée par l'article 33 qui précède.

Les délibérations relatives à ces objets ne seront exécutoires qu'après avoir été approuvées par le Gouvernement.

Tous pouvoirs sont donnés d'avance au conseil d'administration, délibérant à la majorité de ses membres, pour consentir les changements que le Gouvernement jugerait nécessaire d'apporter aux résolutions votées par l'assemblée générale.

53. Lors de la dissolution de la société, l'assemblée générale sera immédiatement convoquée par le conseil d'administration et déterminera, sur sa proposition, le mode de liquidation à suivre.

54. A l'expiration de la concession, toutes les valeurs provenant de la liquidation seront employées, avant toutes répartitions entre les actionnaires, à mettre les chemins et le canal en état d'être livrés au Gouvernement dans les conditions déterminées aux cahiers des charges de la concession.

TITRE VIII.

CONTESTATIONS.

55. Toutes les contestations qui pourront s'élever pendant la durée de la société ou lors de sa liquidation, soit entre les actionnaires et la société, soit entre les actionnaires eux-mêmes, et à raison des affaires sociales, seront jugées par des arbitres conformément aux articles 51 et suivants du Code de commerce.

Dans le cas de contestations, tout actionnaire devra faire éllection de domicile à Paris, et toutes notifications et significations seront valablement faites au domicile par lui élu sans avoir égard à la distance de la demeure réelle.

A défaut d'élection de domicile, cette élection aura lieu de plein droit, pour les notifications judiciaires, au parquet de M. le procureur de la République près le tribunal de première instance de la Seine.

Le domicile éla formellement ou implicitement, comme il vient d'être dit, entraînera attribution de juridiction aux tribunaux compétents du département de la Seine.

Conformément à l'article 74 du cahier des charges annexé à la loi du 8 juillet 1852, le domicile de la compagnie est fixé à Paris, au siège social, et elle entend que toutes significations ne puissent lui être faites qu'à ce domicile.

TITRE IX.

PUBLICATION.

56. Pour faire publier les présents statuts partout où besoin sera, tous pouvoirs sont donnés au porteur d'une expédition.

Dont acte :

Fait et passé à Paris, au siège de la société dont s'agit, place Vendôme, n° 22, pour les comparants autres que M. Dotézac, et pour ce dernier en sa demeure, le 5 novembre 1852.

Et lecture faite les comparants ont signé avec les notaires.

Ensuite est écrit :

« Enregistré à Paris, sixième bureau, le 6 novembre 1852, volume 237, folio 28 recto, case 1^{re}. Reçu cinq francs et cinquante centimes pour décime. Signé Boillot. »

De la délibération prise par tous les concessionnaires des chemins de fer de Bordeaux à Cette, de Bordeaux à Bayonne et de Narbonne à Perpignan, et du canal latéral à la Garonne et ci-devant énoncée,

Il appert que lesdits concessionnaires ont adopté la proposition qui leur était faite par l'un d'eux de nommer une commission de sept membres dont la mission serait d'examiner, discuter, arrêter et faire homologuer les statuts de la société dont le projet était déposé sur le bureau, de consentir toutes modifications à ce sujet, et de conférer à l'effet de les accepter tous pouvoirs à trois d'entre eux,

Et qu'ils ont nommé membres de la commission chargée d'assurer l'exécution de cette proposition MM. F.-X. de Espeleta, de Grimaldi, Baile Peretie, Isaac Pereira, d'Eichthal, Gil et Dotézac.

En marge est écrit :

« Enregistré à Paris, sixième bureau, le 22 septembre 1852, volume 5, folio 43 verso, case 9. Reçu deux francs et vingt centimes pour décime. Signé Boillot. »

Extrait par ledit M^r Fould, sur un extrait de la délibération annexé à la minute d'un acte reçu par M^r Galin, comme substituant ledit M^r Fould, son confrère, les 18 et 20 septembre 1852, resté en la possession dudit M^r Fould.

Vu pour être annexé au décret du 6 novembre 1852, enregistré sous le n° 3200.

Le Ministre de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce,

Signé F. DE PÉRSIGNY.

N° 7378. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) portant ce qui suit :

Les bois appartenant aux hameaux de Vaucloux, la Vallette, Verdier, Vo-

zeille et Broslier-et-Bohand, sections de la commune de Valbelex (Puy-de-Dôme), seront, pendant une période de vingt ans, soumis à des exploitations d'éclaircie et de nettoisement ayant pour but de préparer le peuplement à des coupes de régénération.

Ces exploitations porteront chaque année sur une étendue de

Un hectare soixante et douze ares dans les bois de la section de Valbelex;

Un hectare vingt ares dans les bois de la section de la Vallette;

Un hectare vingt-neuf ares dans les bois de la section de Verdier;

Quatre-vingt-trois ares dans les bois de la section de Vozeille;

Quatre-vingt-trois ares dans les bois de la section de Broslier-et-Bohand.

Les bois appartenant à la section de la Chavade, même commune, seront aménagés de la manière suivante :

Le quart de leur contenance totale, à prendre dans le meilleur fonds, sera distrait pour former la réserve, conformément aux dispositions de l'article 93 du Code forestier; le surplus formera deux séries d'exploitation. La première série, à prendre dans la partie supérieure du canton, aura une étendue de trente-trois hectares; elle s'exploitera en taillis sous futaie, à une révolution de trente ans, et en trente coupes annuelles d'égale étendue. La deuxième série, qui se composera de la partie des bois non comprise dans la réserve ou dans la première série, ne donnera lieu, jusqu'à nouvel ordre, à aucune exploitation. (Du 19 Mars 1852.)



Certifié conforme :

Paris, le 19^e Novembre 1852,

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire
d'état au département de la Justice,*

ABBATUCCI.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin
au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Imprimerie nationale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

PARTIE SUPPLÉMENTAIRE.

N° 282.

N° 7379. — *DÉCRET portant autorisation de la Société de Crédit foncier formée à Nevers pour les départements de la Nièvre, du Cher et de l'Allier.*

Du 20 Octobre 1852.

LOUIS-NAPOLÉON, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce;

Vu le décret du 28 février 1852 et celui du 28 mars suivant sur les sociétés de crédit foncier;

Le Conseil d'état entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La société de crédit foncier formée à Nevers sous la dénomination de *Société de crédit foncier de Nevers* pour les départements de la Nièvre, du Cher et de l'Allier, est autorisée.

Sont approuvés les statuts de ladite société, tels qu'ils sont contenus dans l'acte passé, le 25 septembre 1852, devant M^e Paultre, notaire à Nevers, en présence de témoins, lequel restera annexé au présent décret.

2. Aucune autre autorisation de société de crédit foncier ne sera accordée pour les départements de la Nièvre, du Cher et de l'Allier, savoir : avant vingt-cinq ans pour les sociétés de prêteurs, et avant dix ans pour les sociétés d'emprunteurs, le tout à dater de la publication du présent décret.

3. Ladite société sera soumise et devra se conformer en tous points aux dispositions des règlements d'administration pu-

X^e Série.

35

bligue, intervenus ou à intervenir en exécution de l'article 49 du décret du 28 février 1852 précité.

La présente autorisation pourra être retirée et la société contrainte à se liquider dans les cas prévus par lesdits règlements.

4. Le ministre de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Bulletin des lois, inséré au Moniteur et dans un journal d'annonces judiciaires de chacun des départements de la Nièvre, du Cher et de l'Allier.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 20 Octobre 1852.

Signé LOUIS-NAPOLÉON.

Par le Président :

Le Ministre de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce,

Signé F. DE PERSIGNY.

Par-devant M^e Charles-Émile Paultre et son collègue, notaires à Nevers, soussignés,

Ont comparu :

M. Alfred de Mieulle, receveur général, chevalier de la Légion d'honneur; M. Edme Lemoine, juge d'instruction, chevalier de la Légion d'honneur; M. Alexis Frébault, maire de la ville de Nevers, directeur du comptoir d'es-compte, chevalier du même ordre, et M. Félix-Alexandre Le Rasle, conseiller de préfecture, chevalier du même ordre, demeurant tous à Nevers;

Lesquels ont exposé ce qui suit :

Suivant acte reçu par M^e Paultre et son collègue, notaires à Nevers, les 28, 29 et 30 avril 1852, les fondateurs dénommés audit acte ont établi les statuts d'une société de crédit foncier dont le siège serait à Nevers.

Le même acte donne pouvoir au directeur, et aux membres du conseil d'administration désignés dans lesdits statuts, de suivre l'obtention du décret d'autorisation de la société dont il s'agit, de consentir aux changements qui seraient demandés, de passer et signer tous actes nécessaires pour parvenir à sa constitution définitive.

Lesdits mandataires sont en outre autorisés à substituer un ou plusieurs d'entre eux dans tout ou partie du mandat à eux conféré, les membres substitués pouvant agir valablement à la majorité.

Par deux autres actes passés, l'un devant M^e Paultre et son collègue, notaires à Nevers, les 16 août et 10 septembre 1852; l'autre devant M^e Monchét et son collègue, notaires à Paris, le 10 dudit mois de septembre, les membres du conseil d'administration, nommés par l'article 70 des statuts, ont substitué les comparants dans l'effet des pouvoirs qui leur avaient été donnés par les fondateurs.

Aujourd'hui lesdits comparants, pour obéir aux observations qui leur ont été faites, déclarent arrêter définitivement, ainsi qu'il suit, les statuts de la société de crédit foncier de Nevers.

TITRE I^{er}.

CONSTITUTION DE LA SOCIÉTÉ. — SON OBJET. — SA DÉNOMINATION. — SA DURÉE.
— SON SIÈGE.

ART. 1^{er}. Les comparants fondent par ces présentes, sauf l'approbation du Gouvernement, une société anonyme qui existera entre tous les propriétaires des actions créées ci-après.

2. La société a pour objet :

1° De prêter sur hypothèque aux propriétaires d'immeubles situés dans les départements de la Nièvre, du Cher et de l'Allier, des sommes remboursables par les emprunteurs au moyen d'annuités comprenant les intérêts, l'amortissement ainsi que les frais d'administration ;

2° De créer pour une valeur égale à celle des engagements hypothécaires souscrits à son profit, des obligations produisant un intérêt annuel, remboursables par la voie du tirage au sort, avec ou sans lots et primes et portant le titre d'obligations foncières ou de lettres de gage ;

3° De négocier ces obligations.

3. La société prend la dénomination de *Société de Crédit foncier de Nevers*.

4. La durée de la société est de quatre-vingt-dix-neuf ans à partir de l'homologation des présents statuts.

5. Son siège et son domicile sont établis à Nevers.

TITRE II.

FONDS SOCIAL. — ACTIONS. — VERSEMENTS.

6. Le fonds social est fixé à deux millions de francs.

7. Le fonds social se divise en quatre mille actions de cinq cents francs chacune.

Une première série de douze cents actions est seule émise quant à présent.

Ces actions appartiennent, dans les proportions suivantes, aux personnes ci-après dénommées, savoir :

MM.

Le baron Petit de Lafosse, préfet de la Nièvre, quatre actions, ci....	4
Jacques-André Manuel, sénateur, six actions, ci.....	6
Octave Lepeletier d'Aunay, député de la Nièvre, vingt actions, ci....	20
Le général, baron Petiet, député de la Nièvre, quatre actions, ci....	4
Nicolas Renaudin, conseiller municipal, faisant fonctions de maire de la ville de Nevers, deux actions, ci.....	2
Louis-Alfred de Mieulle, receveur général, vingt actions, ci.....	20
Le comte Benoist d'Azy, ancien vice-président de l'Assemblée nationale, dix actions, ci.....	10
Le moine, juge d'instruction, seize actions, ci.....	16
Alexis Frébault, directeur du comptoir national de Nevers, vingt actions, ci.....	20
Le général Pelociér, quatre actions, ci.....	4
Le marquis du Bourg, vingt actions, ci.....	20
Le Rasle, conseiller de préfecture, vingt-deux actions, ci.....	22
Louis Duverne, propriétaire, soixante actions, ci.....	60
Edmond de Lavesvre, propriétaire, cinquante actions, ci.....	50
Magon de Lagisclais, sous-inspecteur des forêts, dix actions, ci.....	10

Le marquis d'Osmond, dix actions, ci.....	10
Decolous, juge au tribunal civil, quatre actions, ci.....	4
Hippolyte Durand, avocat, trente actions, ci.....	30
Thomas, médecin, vingt actions, ci.....	20
Senelle, médecin, cinquante actions, ci.....	50
Éloi Tiersannier, propriétaire, vingt actions, ci.....	20
M ^{me} veuve Duverne, née de Marcy, vingt actions, ci.....	20
Gustave Lyons, juge au tribunal de commerce, dix actions, ci.....	10
Adolphe de Bourgoing, membre du conseil général, deux actions, ci.....	2
André Manuel, juge au tribunal de commerce, deux actions, ci.....	2
Émile Martin, maître de forges à Fourchambault, quarante actions, ci.....	40
Achille Dufaud, ancien directeur des usines de Fourchambault, dix actions, ci.....	10
Ferdinand Ruiz, ancien préfet de la Nièvre, vingt actions, ci.....	20
Le baron de Bar, huit actions, ci.....	8
Le marquis de Pazzi, quatre actions, ci.....	4
Paulin Duverne, dix actions, ci.....	10
Le comte Édouard de Saint-Phalle, six actions, ci.....	6
M ^{me} la comtesse de Marcy, quarante-six actions, ci.....	46
Mary-Lépine, juge au tribunal civil, deux actions, ci.....	2
M ^{me} veuve Poisson, quarante actions, ci.....	40
Bonamy, gérant des verreries de Saint-Léger, vingt actions, ci.....	20
Dupré de Saint-Maur, propriétaire, deux actions, ci.....	2
Vavasseur, propriétaire, vingt actions, ci.....	20
Alexandre Petit, ancien maire de Paris, ci.....	6
Henri Petit, propriétaire, deux actions, ci.....	2
Albert de Saint-Léger, quatre actions, ci.....	4
Matisse, négociant, vingt actions, ci.....	20
Le comte Gaspard de Berthier-Bizy, deux actions, ci.....	2
Charles de Bouillé, propriétaire, deux actions, ci.....	2
Regnault de Savigny, deux actions, ci.....	2
Grivot, officier d'administration retraité, vingt actions, ci.....	20
Auguste Cotinet, propriétaire, huit actions, ci.....	8
Hippolyte Cavy, architecte, huit actions, ci.....	8
Théophile Bornet, douze actions, ci.....	12
Maurice Bert fils, huit actions, ci.....	8
Simon Guy-Coquille, propriétaire, six actions, ci.....	6
Dominique Laliberté, entrepreneur de travaux publics, quatre actions, ci.....	4
Désiré Bert, propriétaire, quatre actions, ci.....	4
Florent Frébault, propriétaire, quatre actions, ci.....	4
Jules Glapin, directeur des usines à Gaz.....	4
Auguste Gillot, maître de forges, à Corbelin, dix actions, ci.....	10
Louis Mérijot, avoué, deux actions, ci.....	2
Bouquillard, notaire, deux actions, ci.....	2
Alexandre Chalhòs, avocat, quatre actions, ci.....	4
Charles Montcharmont, propriétaire, dix actions, ci.....	10
Edmond-Romain Aumerle, propriétaire, quatre actions, ci.....	4
Joseph Maréchal, propriétaire, deux actions, ci.....	2
Joseph Vernet, marchand de vin en gros, deux actions, ci.....	2

Toussaint Banne, fondé de pouvoirs du receveur général, deux actions, ci.....	2
Charles Paignon, maître de forges, deux actions, ci.....	2
Charles Mathieu, propriétaire, quatre actions, ci.....	4
Arigle Bompois, deux actions, ci.....	2
Auguste Couturier, deux actions, ci.....	2
Charles-Louis Bertrand, deux actions, ci.....	2
Achille Carymantrand, propriétaire, deux actions, ci.....	2
Mathieu-Octave Lieutaud, propriétaire, deux actions, ci.....	2
Jean-Charles-Hubert Souchon, propriétaire, dix actions, ci.....	10
Bonvallet, ancien conseiller de préfecture, six actions, ci.....	6
Boudinet, huit actions, ci.....	8
Berland, huit actions, ci.....	8
Dufaud père, ancien conseiller de préfecture, huit actions, ci.....	8
Félix Girerd, receveur de l'enregistrement, deux actions, ci.....	2
Charles de Marcy, vingt actions, ci.....	20
M ^{me} Jeanne Carymantrand, quatre actions, ci.....	4
Bitard-Évrat, entrepreneur de travaux publics, soixante et douze actions, ci.....	72
Vyau de Lagarde, dix actions, ci.....	10
Robert, secrétaire général de la préfecture, deux actions, ci.....	2
Frédéric Girerd, avocat, quatre actions, ci.....	4
Jules Lefebvre, juge, douze actions, ci.....	12
Boucaumont, ingénieur en chef, vingt actions, ci.....	20
Le marquis de Gain, deux actions, ci.....	2
Auguste Tiersonnier, propriétaire, à Nevers, deux actions, ci.....	2
Senly, avocat, juge suppléant, à Nevers, quatre actions, ci.....	4
Le comte de Maumigny, propriétaire, à Nevers, huit actions, ci.....	8
Claude Vyau de Lagarde, propriétaire, à Nevers, quatre actions, ci.....	4
M ^r Dufêtre, évêque de Nevers, six actions, ci.....	6
Gillet de Laumont, directeur du télégraphe électrique, à Nevers, deux actions, ci.....	2
Brottier, propriétaire, à Nevers, deux actions, ci.....	2
Aladane, propriétaire, à Nevers, vingt actions, ci.....	20
Penot, huissier, à Saint-Saulge, deux actions, ci.....	2
M ^{me} Guillier de Chalvron, propriétaire, à Nevers, dix actions, ci....	10
De Toytot, vice-président du tribunal civil de Nevers, huit actions, ci.....	8
Thomassin, principal du collège de Nevers, six actions, ci.....	6
M ^{me} veuve Pallin, propriétaire, à Angers, deux actions, ci.....	2
Cassiat, greffier du tribunal de commerce de Nevers, quatre actions, ci.....	4
Bertin, ancien pharmacien, à Nevers, quarante actions, ci.....	40
Edme Andras de Marcy, propriétaire, à Nevers, deux actions, ci....	2
Paul Andras de Marcy, propriétaire, à Nevers, deux actions, ci.....	2
Caffort, colonel d'artillerie en retraite, à Nevers, deux actions, ci...	2
Comoy, pharmacien, à Nevers, quatre actions, ci.....	4
Le marquis de Vergennes, six actions, ci.....	6
Gustave Grincour, propriétaire, dix actions, ci.....	10
Alexandre Lolliot, négociant, quatre actions, ci.....	4
Théodore de Bèze, propriétaire, quatre actions, ci.....	4
Auguste Marlière, sous-préfet de Clamecy, une action, ci.....	1

Chevallier, maire de Clamecy, une action, ci.....	1
Jules Cornu, banquier, à Clamecy, deux actions, ci.....	2
Gautherot, ancien négociant, six actions, ci.....	6
Félix Leblanc, propriétaire, deux actions, ci.....	2
M ^{me} veuve Barbier, propriétaire, deux actions, ci.....	2
Warmont, propriétaire, dix actions, ci.....	10

TOTAL..... 1,200

8. Les deux mille huit cents actions restantes seront successivement émises, sur la décision du conseil d'administration, au fur et à mesure des besoins de la société, de manière à ce que le fonds de garantie se maintienne dans la proportion d'au moins un vingtième des obligations émises.

Les nouvelles actions ne peuvent être livrées au-dessous du pair.

9. Les porteurs des actions antérieurement émises ont un droit de préférence, dans la proportion des titres par eux possédés, à la souscription au pair des actions à émettre. Ceux d'entre eux qui n'ont pas un nombre d'actions suffisant pour en obtenir au moins une dans la nouvelle émission, peuvent se réunir pour exercer leur droit.

Un règlement, arrêté par le conseil d'administration, fixe les délais et les formes dans lesquels le bénéfice des dispositions qui précèdent peut être réclamé.

10. Les actions sont nominatives.

Elles sont extraites d'un registre à souche, numérotées et revêtues de la signature de deux administrateurs et de celle du directeur. Elles portent le timbre de la société. La cession en sera opérée conformément à l'article 36 du Code de commerce, par une déclaration de transfert inscrite sur les registres, et signée de celui qui a fait le transfert ou d'un fondé de pouvoirs.

La société peut exiger que la signature des parties soit certifiée par un notaire ou par un avoué de Nevers.

Après l'approbation des statuts et le versement intégral des actions, il sera remis aux actionnaires de titres définitifs indiquant les principales dispositions desdits statuts.

11. Chaque action donne droit, dans la propriété de l'actif social et dans le partage des bénéfices, à une part proportionnelle au nombre des actions émises.

12. Toute action est indivisible; la société ne reconnaît qu'un propriétaire pour une action.

13. Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre dans quelques mains qu'il passe.

La possession d'une action emporte de plein droit adhésion aux statuts de la société et aux décisions de l'assemblée générale.

14. Les héritiers ou créanciers d'un actionnaire ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, provoquer l'apposition des scellés sur les biens et valeurs de la société, en demander le partage ou la licitation, ni s'immiscer en aucune manière dans son administration; ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux délibérations de l'assemblée générale.

15. Le montant des actions est payable, à Nevers, aux termes qui sont fixés par le conseil d'administration.

Pour les douze cents actions actuellement souscrites, les versements auront lieu comme suit :

Cinquante pour cent, soit deux cent cinquante francs, vingt jours après l'insertion au *Moniteur* du décret d'autorisation des présents statuts ;

Et les derniers cinquante pour cent, conformément aux appels faits par le conseil d'administration, au moyen d'annonces insérées, un mois à l'avance, dans les journaux de Nevers, de Bourges et de Châteauroux désignés pour la publication légale des actes de la société.

Ces derniers cinquante pour cent devront être appelés en totalité, lorsque le chiffre des emprunts aura atteint douze millions, ou, au plus tard, dans le délai d'une année à partir du décret approubatif des présents statuts.

16. Le premier versement est constaté par un simple récépissé non négociable.

17. Toute somme dont le paiement est retardé porte intérêt de plein droit en faveur de la société, à raison de cinq pour cent par an, à compter du jour de l'exigibilité, sans demande en justice.

18. À défaut de versement à l'échéance, les numéros des titres en retard seront publiés comme défaillants dans les journaux désignés dans l'article 15. Quinze jours après cette publication, la société a le droit de faire procéder à la vente des actions à la bourse de Paris, par le ministère d'un agent de change, pour le compte et aux risques et périls du retardataire.

Cette vente peut être faite en masse ou en détail, soit un même jour, soit à des époques successives, sans mise en demeure et sans aucune formalité judiciaire.

Les certificats provisoires des actions ainsi vendues deviennent nuls de plein droit; il en est délivré aux acquéreurs de nouveaux sous les mêmes numéros.

Les mesures autorisées par le présent article ne font pas obstacle à l'exercice simultané par la société des moyens ordinaires de droit.

19. Le prix provenant de la vente, déduction faite des frais, appartient à la société, et s'impute, dans les termes de droit, sur ce qui lui est dû par l'actionnaire exproprié, qui reste passible de la différence, s'il y a déficit, mais qui profite de l'excédant, s'il en existe.

20. Les actionnaires ne sont engagés que jusqu'à concurrence du capital de chaque action; au delà, tout appel de fonds est interdit.

TITRE III.

DES CONDITIONS DU PRÊT.

21. La société ne prête que sur première hypothèque.

Sont considérés comme faits sur première hypothèque, les prêts au moyen desquels doivent être remboursées des créances déjà inscrites, lorsque, par l'effet de ce remboursement, l'hypothèque de la société vient en première ligne et sans concurrence. Dans ce cas, la société conserve entre ses mains valeur suffisante pour opérer ce remboursement.

22. Les prêts ne sont réalisés qu'après l'accomplissement des formalités prescrites par le titre IV, chapitre 1^{er} du décret du 28 février 1852, pour la purge des hypothèques légales, dont l'existence est connue, sauf le cas de subrogation par la femme, et des hypothèques inconnues, des actions résolutoires et rescisoires, et des privilèges non inscrits.

23. Ne sont point admis aux bénéfices des prêts faits par la société :

1° Les théâtres;

2° Les mines et carrières;

3° Les immeubles indivis, si l'hypothèque n'est établie sur la totalité de ces immeubles du consentement de tous les copropriétaires;

4° Ceux dont l'usufruit et la nue propriété ne sont pas réunis, à moins du consentement de tous les ayants droit à l'établissement de l'hypothèque.

24. La société n'accepte pour gage que les propriétés d'un revenu durable et certain.

25. Le montant du prêt ne peut dépasser la moitié de la valeur de l'immeuble hypothéqué.

Il sera, au plus, du tiers de la valeur pour les propriétés plantées en vignes et pour les bois. Les bâtiments des usines et fabriques ne seront estimés qu'en raison de leur valeur indépendante de leur affectation industrielle.

Dans aucun cas, l'annuité au service de laquelle l'emprunteur s'engage ne peut être supérieure au revenu total de la propriété.

26. Le maximum des prêts consentis à un même emprunteur ne peut dépasser cinq cent mille francs.

La société ne consent pas de prêt inférieur à trois cents francs.

27. Le taux de l'intérêt des sommes prêtées est fixé par le conseil d'administration. Il ne peut dépasser cinq pour cent.

28. L'emprunteur contracte avec la société l'obligation de se libérer par annuités, payables en espèces, de manière que l'extinction de la dette soit opérée dans un délai de vingt ans au moins et de cinquante ans au plus.

29. L'annuité comprend :

1° L'intérêt;

2° L'amortissement calculé sur le taux de l'intérêt et la durée du prêt;

3° Dix centimes par cent francs pour lots ou primes s'il y a lieu;

4° Et une allocation annuelle qui ne peut excéder cinquante centimes par cent francs, pour frais d'administration.

30. Les annuités sont payables :

Moitié au 5 janvier, et moitié au 5 juillet de chaque année.

Le conseil d'administration pourra fixer d'autres époques pour ces paiements.

Au moment du prêt, la compagnie retient, sur le capital, l'intérêt applicable au temps à courir jusqu'à la première échéance semestrielle.

31. Conformément à l'article 28 du décret du 28 février 1852, tout semestre non payé à l'échéance porte intérêt de plein droit, et sans mise en demeure, au profit de la société, sur le pied de cinq pour cent par an.

Il en est de même des frais de poursuites liquidés ou taxés faits par la société pour arriver au recouvrement de sa créance.

32. En outre, le défaut de paiement d'un semestre rend exigible la totalité de la dette un mois après la mise en demeure.

33. Les débiteurs ont le droit de se libérer par anticipation, en tout ou en partie.

Les remboursements anticipés seront effectués au choix des emprunteurs, soit en numéraire, soit en obligations foncières ou lettres de gage de la société, de la même année et même nature que les titres émis en représentation de l'emprunt contracté.

Ces obligations seront reçues au pair, et doivent être immédiatement frappées du timbre d'annulation. Il en est tenu un compte spécial sur les livres de la société, de manière à ce que les numéros puissent prendre part aux tirages successifs.

Les fonds provenant des remboursements anticipés seront employés, jusqu'à due concurrence, à amortir dans l'année, ou à racheter les obligations foncières ou lettres de gages applicables à la série de l'emprunt remboursé.

Les paiements anticipés donnent lieu, au profit de la compagnie, à une indemnité qui ne peut dépasser trois pour-cent du capital remboursé par anticipation.

Le rachat ne peut avoir lieu au-dessus du pair.

L'emprunteur qui a fait un versement partiel continue de payer la même annuité, sans interruption, pendant le nombre d'années encore nécessaires pour opérer sa libération définitive.

Néanmoins, les débiteurs pourront payer des à-compte sur les deux annuités les plus prochaines et même les rembourser par avance.

34. L'emprunteur est tenu de dénoncer à la compagnie dans le délai d'un mois :

Les détériorations subies par sa propriété;

Les aliénations partielles ou totales qu'il peut avoir faites;

Et toute atteinte apportée à la propriété ou à la possession, et qui peuvent intéresser les droits de la compagnie.

Si les faits ci-dessus sont de nature à compromettre les intérêts de la compagnie, elle peut, conformément à l'article 32 du décret du 28 février 1852, exiger son remboursement intégral.

Dans le cas où ces faits n'auraient pas été dénoncés dans le délai ci-dessus, la société aura droit, en outre, à l'indemnité fixée par le paragraphe 5 de l'article 33.

35. La dette deviendrait également exigible en cas de dissimulation, par l'emprunteur, des causes d'hypothèque légale qui peuvent grever de son chef les biens donnés en garantie.

36. En cas d'aliénation de l'immeuble hypothéqué à la compagnie, le débiteur doit substituer le nouveau propriétaire dans ses obligations vis-à-vis de la société.

37. Toutes les propriétés affectées à la garantie de la société, qui sont susceptibles de périr par le feu, doivent être assurées contre l'incendie aux frais de l'emprunteur.

L'acte de prêt contient transport de l'indemnité en cas de sinistre.

L'assurance doit être maintenue pendant toute la durée du prêt.

La société peut demander que l'assurance soit faite en son nom, et le montant de charges annuelles acquittées par ses mains. Dans ce cas, le chiffre des annuités est augmenté d'autant.

L'emprunteur subrogera, en outre, éventuellement la société dans tout recours qu'il pourrait avoir contre des tiers, responsables envers lui d'un dommage éprouvé par les immeubles hypothéqués.

38. En cas de sinistre, l'indemnité est touchée directement par la société.

Si, dans un délai d'un an à partir du règlement du sinistre, l'emprunteur a fait rétablir l'immeuble dans son état primitif, la société devra lui remettre la somme qu'elle aura reçue pour indemnité. A défaut par lui d'avoir usé de cette faculté dans ledit délai, la société aura le droit de retenir ladite indemnité et de l'imputer sur le montant de sa créance, comme paiement fait par anticipation. Dans ce dernier cas, il n'y aura pas lieu pour la société de percevoir l'indemnité stipulée par le paragraphe 5 de l'article 33.

Lorsque, dans tous les cas de sinistres, la société juge que par l'effet du

sinistre ses sûretés sont compromises pour ce qu'il lui reste dû, elle peut en exiger le paiement.

39. Tout propriétaire qui demande à contracter un emprunt doit produire :

1° Les titres de propriété de son immeuble ;

2° La copie certifiée de la matrice cadastrale ;

3° Les baux ou l'état des locations, s'il en existe, avec indication des fermages et loyers payés d'avance ;

4° La déclaration signée par lui des revenus et des charges ;

5° La cote des contributions de l'année courante, ou, à son défaut, celle de la dernière année ;

6° La police d'assurance contre l'incendie ;

7° Un état d'inscriptions constatant la situation hypothécaire ;

8° La déclaration de son état civil, s'il est ou a été marié, ou tuteur.

40. Après examen de ces documents et après avoir pris l'avis du conseil judiciaire, le conseil d'administration fait procéder, s'il y a lieu, à une estimation de l'immeuble offert en garantie.

41. L'évaluation de l'immeuble est faite sur la double base du revenu net et du prix vénal.

42. Lorsque le conseil est fixé sur la régularité de la propriété et sur la solidité du gage il détermine la proportion du prêt à faire, et il est procédé à la réalisation du contrat conditionnel, conformément à l'article 8 du décret du 28 février 1852.

43. Après l'accomplissement, s'il y a lieu, des formalités de purge prescrites par le décret du 28 février 1852, titre IV, un acte fait à la suite du contrat conditionnel constate sa nullité ou sa réalisation définitive, suivant qu'il s'est ou non révélé une inscription ou un droit réel grevant l'immeuble hypothéqué.

Dans le premier cas, cet acte est signé par la société seule, et contient maintenue de l'inscription prise à son profit.

Dans le second cas, l'acte est signé par la société et par l'emprunteur ; il énonce l'accomplissement des formalités, la remise des valeurs formant le montant du prêt et le point de départ des intérêts.

Le visa des obligations foncières est donné en vertu de l'acte de réalisation définitive du prêt.

Dans tous les cas, le prêt ne sera annulé ou ne deviendra définitif qu'après que le conseil judiciaire aura donné de nouveau son avis motivé.

44. Les frais du contrat de prêt, de l'acte définitif, de l'inscription hypothécaire et de la purge, sont à la charge de l'emprunteur. Les frais du contrat conditionnel, de l'inscription hypothécaire, de la purge, de l'acte annulant le contrat conditionnel et de la radiation de l'inscription, sont dans tous les cas à la charge de l'emprunteur.

TITRE IV.

DES OBLIGATIONS FONCIÈRES OU LETTRES DE GAGE.

45. Les obligations foncières ou lettres de gage sont créées conformément aux dispositions des articles 13 et 14 du décret du 28 février 1852, et du paragraphe 2, article 3 du décret du 28 mars suivant.

Elles ne peuvent dépasser le montant des engagements hypothécaires souscrits par les propriétaires d'immeubles en faveur de la compagnie.

46. Les porteurs des obligations foncières ou lettres de gage n'ont d'autre

action, pour le recouvrement des capitaux et intérêts exigibles, que celle qu'ils peuvent exercer directement contre la société.

47. La valeur des obligations foncières est de mille francs. Elles peuvent être subdivisées en coupures, dont la moindre est de cent francs.

48. Elles portent un intérêt annuel dont le taux est fixé par le conseil d'administration à l'époque de leur création.

Cet intérêt est payable chaque année ou par semestre.

L'intervalle entre le versement des annuités par les emprunteurs et le paiement des intérêts aux porteurs des obligations sera au moins de trois mois.

49. Les obligations foncières sont représentées par des titres extraits d'un registre à souche.

Ils sont signés par deux membres du conseil et par le directeur.

Ils sont frappés du timbre de la société.

50. Le paiement des intérêts est contrôlé par l'apposition d'un timbre sur les obligations, quand celles-ci ne sont pas accompagnées de coupons représentatifs des intérêts.

Ces coupons, après leur épuisement, sont remplacés par une nouvelle feuille.

51. Les obligations foncières ou lettres de gage sont au porteur ou nominatives.

Les lettres de gage nominatives peuvent devenir lettres de gage au porteur par un endos à l'ordre du porteur. Les lettres de gage au porteur peuvent devenir nominatives, par un endos du porteur à l'ordre d'une personne dénommée. Les endos doivent être datés et signés et énoncer la demeure du signataire.

52. Le conseil d'administration peut autoriser le dépôt et la conservation des titres dans la caisse sociale.

Ils sont remplacés, jusqu'au retrait, par un certificat de dépôt nominatif.

Le conseil d'administration détermine les conditions, le mode de délivrance et les frais des certificats de dépôt.

53. Les obligations foncières ou lettres de gage sont classées par séries, dont chacune comprend toutes les obligations créées au même taux d'intérêt dans le courant de la même année; elles n'ont point d'échéance fixe.

Elles sont appelées au remboursement par la voie d'un tirage au sort qui a lieu au moins une fois par an.

Chaque tirage comprend le nombre d'obligations nécessaires pour assurer l'amortissement des obligations dans le même temps que celui du capital prêté.

54. Les sommes payées par les emprunteurs, à titre d'amortissement, sont appliquées à la série dont font partie les obligations émises en représentations de l'emprunt qu'ils ont contracté.

55. Des lots et primes peuvent être attachés aux obligations remboursées.

Le conseil d'administration en détermine l'importance et la répartition.

56. Le conseil d'administration procède, en présence des censeurs, au tirage au sort des obligations appelées au remboursement.

Les coupures d'obligations sont réunies par groupes de mille francs, dont chacun reçoit un numéro qui est admis au tirage.

Le conseil d'administration détermine chaque année à l'avance le nombre d'obligations foncières qui sont tirées au sort, eu égard aux sommes disponibles à cet effet, sans qu'il puisse déterminer une somme moindre que celle fixée au paragraphe 3 de l'article 53.

Les obligations foncières désignées par le sort sont remboursées à l'expiration du semestre d'intérêts qui suit le tirage.

Elles cessent de produire intérêt à cette époque.

Le tirage a lieu de la manière suivante :

Tous les numéros des lettres de gage émises au même taux d'intérêt dans le cours d'une année sont placés dans une même roue, de manière à ce qu'il y ait autant de roues que d'années écoulées depuis le commencement des opérations de la société, jusqu'à l'expiration du nombre d'années nécessaire pour l'amortissement des prêts, à l'occasion desquels elles ont été créés.

Il n'est placé, dans chaque roue, que des numéros représentant mille francs.

Les coupons inférieurs à ce chiffre sont réunis sous un même numéro.

Il est ensuite tiré des roues, en présence du directeur et de quatre membres du conseil d'administration, la quantité des numéros suffisants pour représenter la somme à rembourser.

57. Dans la huitaine de l'opération, les numéros sortis sont affichés au siège de la société et insérés dans les journaux désignés pour la publication des actes de société.

58. Les obligations désignées par le sort sont remboursées au pair avec intérêts, et s'il y a lieu avec prime, au siège de la société, au jour indiqué par la publication.

A compter de ce jour, les intérêts attachés aux obligations remboursables cessent de plein droit.

59. Les obligations foncières remboursées ou revenant à la société par suite du remboursement anticipé, sont immédiatement frappées d'un timbre indiquant qu'elles sont annulées et retirées de la circulation.

Mention est faite, sur la souche, de leur annulation.

Elles sont enfermées dans une caisse pour être détruites, par le directeur en présence d'un membre du conseil d'administration et d'un des censeurs.

Il est dressé procès-verbal de cette opération.

Ce procès-verbal est signé par toutes les personnes dont la présence est obligatoire.

TITRE V.

CONSEIL D'ADMINISTRATION. — DIRECTEUR. — CENSEURS.

60. La société est administrée par un conseil. Un directeur est chargé de l'exécution de ses décisions.

Les opérations sont surveillées par des censeurs.

CONSEIL D'ADMINISTRATION.

61. Le conseil d'administration se compose de douze membres, nommés par l'assemblée générale des actionnaires.

Il se renouvelle par sixième chaque année.

Les membres sortants sont désignés par le sort pour les cinq premières années et ensuite par l'ordre d'ancienneté.

Ils peuvent toujours être réélus.

62. En cas de vacance, le conseil d'administration pourvoit provisoirement au remplacement.

L'assemblée générale lors de sa première réunion procède à l'élection définitive. L'administrateur ainsi nommé en remplacement d'un autre ne demeure en fonctions que pendant le temps qui restait à courir de l'exercice de son prédécesseur.

63. Chaque administrateur doit, dans la huitaine de sa nomination, déposer dans la caisse de la société dix actions, qui restent inaliénables pendant la durée de ses fonctions.

64. Les fonctions des administrateurs sont gratuites.

Ils reçoivent des jetons de présence dont l'assemblée générale fixe la valeur.

65. Chaque année, le conseil nomme parmi ses membres un président et un vice-président.

En cas d'absence du président et du vice-président, il désigne, pour chaque séance, celui des membres présents qui doit remplir les fonctions de président.

Le président et le vice-président peuvent toujours être réélus.

66. Le conseil d'administration se réunit au siège social aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige et au moins deux fois par mois.

67. La présence de cinq membres au moins est nécessaire pour la composition régulière du conseil.

Les noms des membres présents sont constatés en tête du procès-verbal de la séance.

68. Les délibérations sont prises à la majorité des membres présents. En cas de partage, la voix du président est prépondérante.

Quand la majorité n'est pas formée de cinq membres au moins, la minorité peut demander le renvoi à une autre séance.

Dans ce cas, les convocations adressées aux membres du conseil d'administration sont connaître l'objet de la délibération, et à cette nouvelle séance la décision est prise à la simple majorité.

Nul ne peut voter par procuration dans le sein du conseil.

69. Les délibérations sont constatées par des procès-verbaux inscrits sur un registre tenu au siège de la société et signés par le président et deux autres administrateurs.

Les copies et extraits de ces délibérations, à produire en justice ou ailleurs, sont certifiés par le président du conseil ou le membre qui en remplit les fonctions.

70. Par dérogation à l'article 61, le premier conseil d'administration sera composé de :

M. le comte *Denis Benoist d'Azy*, ancien vice-président de l'Assemblée nationale, chevalier de la Légion d'honneur, propriétaire;

M. *Louis-Alfred de Miculle*, receveur général des finances du département de la Nièvre, chevalier de la Légion d'honneur;

M. *Émile Martin*, propriétaire, maître de forges, officier de la Légion d'honneur;

M. *Edme Lemône*, juge d'instruction, chevalier de la Légion d'honneur;

M. *Paulin Duverne*, propriétaire;

M. *Félix-Alexandre Le Rasle*, propriétaire, conseiller de préfecture, chevalier de la Légion d'honneur.

Ils sont autorisés à s'adjoindre les membres qui doivent compléter avec eux le nombre fixé par l'article 61.

71. Le renouvellement de ce premier conseil ne commencera qu'à partir de la sixième année sociale. Il s'opérera suivant le mode établi par l'article 61.

72. Le conseil a les pouvoirs les plus étendus pour l'administration des affaires de la société, et notamment :

Il autorise, par ses délibérations, tous traités, transactions, compromis, retraits de fonds, transferts de rentes sur l'État et autres valeurs, emprunts sur dépôt d'obligations foncières de la société, achats d'objets mobiliers, de

créances et autres droits incorporels pour le recouvrement des créances de la société, cessions des mêmes droits avec ou sans garantie, désistements d'hypothèque, abandons de tous droits réels ou personnels, mainlevées d'oppositions ou d'inscriptions hypothécaires avec ou sans paiement; enfin, toutes actions judiciaires tant en demandant qu'en défendant.

Il autorise l'achat, s'il y a lieu, des biens immeubles pour y établir le siège de la société, ainsi que la dépense du mobilier et les frais de premier établissement.

Il autorise également l'acquisition par adjudication des biens immobiliers pour assurer le recouvrement des créances de la société.

Toutefois, celle-ci ne pourra s'en rendre acquéreur adjudicataire pour une somme excédant du plus du quart du montant de sa créance en principal, intérêts et accessoires.

Il autorise, enfin, à l'amiable ou aux enchères, la vente et l'échange des mêmes biens, pourvu qu'en cas d'échange la somme à payer par la société n'excède pas le quart de la valeur de l'immeuble échangé.

Il arrête les conditions générales des contrats, et prononce sur l'admission ou le rejet de toute demande d'emprunt.

Il autorise l'achat des obligations de la société.

Il détermine l'emploi des fonds libres dans les limites ci-dessus déterminées.

Il fait les règlements de la société.

Il autorise les dépenses de l'administration.

Il nomme le directeur et le révoque dans les formes prescrites par l'article 76.

Il nomme, sur la proposition du directeur, le sous-directeur, les agents et employés de la société; il les révoque.

Il détermine leurs attributions.

Il fixe leurs traitements, salaires et gratifications; et, s'il y a lieu, le chiffre de leurs cautionnements; il en autorise la restitution.

Il arrête les comptes qui doivent être soumis à l'assemblée générale.

Il fait un rapport à l'assemblée des actionnaires sur les comptes et sur la situation des affaires sociales.

73. Le conseil peut déléguer tout ou partie de ses pouvoirs à un ou plusieurs de ses membres, par un mandat spécial, pour des objets déterminés ou pour un temps limité.

74. Les membres du conseil d'administration ne contractent, à raison de leur gestion, aucune obligation personnelle. Ils ne répondent que de l'exécution de leur mandat.

75. Il y a un conseil judiciaire, nommé par lui, auprès du conseil d'administration.

Le conseil judiciaire assiste aux séances du conseil d'administration avec voix consultative, donne son avis sur les prêts, conformément aux articles 40 et 43, et généralement sur toutes les questions qui intéressent la société. Il est en outre chargé de tout ce qui concerne le contentieux.

La disposition de l'article suivant, relative à la révocation du directeur, est applicable au conseil judiciaire.

[DIRECTEUR.]

76. Le directeur est nommé par le conseil d'administration, sauf l'approbation de M. le ministre de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce.

Il peut être révoqué par le conseil, réuni, à cet effet, sur une convocation spéciale.

La révocation ne peut être prononcée qu'à la majorité de sept voix au moins.

77. Le directeur peut être secondé dans ses fonctions par un sous-directeur, nommé sur sa présentation et révocable par le conseil.

Le directeur est responsable du sous-directeur et pourvoit à son traitement.

78. Le directeur est chargé, sous l'autorité du conseil d'administration, de la gestion des affaires sociales.

Il représente la société vis-à-vis des tiers pour l'exécution des décisions du conseil, et exerce toutes les actions judiciaires.

Il signe la correspondance.

Il signe, conjointement avec un administrateur, l'endossement et l'acquit des effets et les quittances des sommes dues à la société, les transferts de rentes sur l'Etat et effets publics appartenant à la société, les mandats sur la banque, les désistements d'hypothèques et mainlevées d'inscriptions, les actes d'acquisitions, vente et échange de propriétés mobilières et immobilières, les transactions, marchés, et généralement tous actes portant engagement de la part de la société.

Il signe, conjointement avec deux administrateurs, les titres provisoires et définitifs des actions, ainsi que les obligations foncières.

Il dirige le travail des bureaux.

Il a droit de suspendre tous les employés ou agents, à l'exception du conseil judiciaire, sauf à en référer, dans le délai de quinze jours, au conseil d'administration.

Les prêts ne peuvent être faits que sur sa présentation.

79. Le directeur assiste aux séances du conseil d'administration et y a voix consultative. Le sous-directeur peut y être appelé.

80. Le directeur peut, avec l'autorisation du conseil d'administration, constituer des mandataires pour un ou plusieurs objets déterminés.

81. En cas d'empêchement, maladie, absence, retraite, décès ou révocation du directeur, ses fonctions sont provisoirement remplies, soit par un des administrateurs, soit par le sous-directeur désigné par le conseil.

82. Le directeur doit être propriétaire de vingt actions de la société.

Le sous-directeur, de dix actions.

Ces actions demeurent affectées par privilège à la garantie de leur gestion.

Elles sont inaliénables pendant la durée de leurs fonctions et mises en dépôt dans une caisse à trois clefs, dont une reste entre les mains du président du conseil d'administration.

Après l'apurement du compte général qui suit la cessation des fonctions, soit du directeur, soit des sous-directeurs, les actions formant leur cautionnement sont restituées aux ayants droit, sur une décision du conseil.

83. Le directeur aura pour tous appointements le cinquième des bénéfices nets qui pourront rester après le prélèvement des intérêts des actionnaires.

Toutefois, pour chacune des trois premières années, la société lui assure un minimum de traitement qui sera fixé par le conseil d'administration.

Tous les ans, pendant le cours de son exercice, le directeur laissera dans la caisse de la société le quart de ses appointements. Les sommes ainsi déposées successivement par lui seront employées, s'accroîtront et se cumuleront avec les intérêts des intérêts.

Ce fonds du directeur lui servira de cautionnement supplémentaire pour

tous ses actes en général, et spécialement il sera destiné à garantir les prêts faits sous sa direction. Les pertes, s'il y en a, seront prises en premier lieu sur les fonds du directeur, sauf le cas de force majeure.

Le fonds du directeur, dans le cas, où il n'aurait pas été absorbé par les pertes, ne pourra être rendu à lui ou à ses représentants que cinq ans après qu'il aura cessé ses fonctions, et avec l'autorisation du conseil d'administration, après nouvel examen de toutes les opérations.

Jusqu'au jour où le fonds du directeur sera restitué, les intérêts continueront à courir et à se cumuler à son profit, toujours sauf le cas de perte.

84. Est nommé directeur de la société, sauf l'approbation de M. le ministre de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce, *M. Alexis Frébault*, l'un des comparants.

CENSEURS.

85. Les censeurs sont nommés par l'assemblée générale. Ils sont au nombre de trois.

Leurs fonctions durent trois années; ils se renouvellent par tiers. Ils sont toujours rééligibles.

Le sort désigne les membres sortant les deux premières années.

En cas de décès ou retraite d'un des censeurs, il sera pourvu immédiatement à son remplacement provisoire par les censeurs en exercice.

Les dispositions des articles 63, 64 et 71 des présents statuts sont applicables aux censeurs comme aux administrateurs.

86. Les censeurs sont chargés de veiller à la stricte exécution des statuts.

Ils ont droit d'assister aux séances du conseil avec voix consultative.

Ils contrôlent la création des obligations foncières et leur émission.

Ils examinent les inventaires et les comptes annuels.

Ils présentent, à ce sujet, leurs observations à l'assemblée générale lorsqu'ils le jugent à propos.

Les livres, la comptabilité, et généralement toutes les écritures sociales, doivent leur être communiqués à toute réquisition.

Ils peuvent, à quelque époque que ce soit, vérifier l'état de la caisse de la société.

Ils ont le droit, quand leur décision est prise à l'unanimité, de requérir une convocation extraordinaire de l'assemblée générale.

TITRE VI.

ASSEMBLÉES GÉNÉRALES.

87. L'assemblée générale, régulièrement constituée, représente l'universalité des actionnaires.

Tout actionnaire possesseur de deux actions est de droit membre de l'assemblée générale.

88. Nul ne peut se faire représenter à l'assemblée que par un mandataire membre de l'assemblée.

89. L'assemblée générale se réunit de droit chaque année, au siège de la société, dans le courant du mois de juin.

Elle se réunit en outre extraordinairement toutes les fois que le conseil d'administration en reconnaît l'utilité.

90. Les convocations sont faites, quinze jours avant la réunion, par un avis inséré dans les journaux de Nevers, de Bourges et de Châteauroux dé-

signés pour la publication des actes de la société, et par lettres adressées, à la diligence du directeur, aux actionnaires ayant droit d'assister à l'assemblée.

91. L'assemblée est régulièrement constituée lorsque les membres présents sont au nombre de quarante et réunissent dans leurs mains le dixième des actions émises.

92. Si cette double condition n'est pas remplie sur une première convocation, il en est fait une seconde, au moins à quinze jours d'intervalle.

Dans ce cas, le délai entre la convocation et le jour de la réunion est réduit à dix jours.

Les membres présents à la seconde réunion délibèrent valablement, quel que soit leur nombre et celui de leurs actions, mais seulement sur les objets à l'ordre du jour de la première.

93. L'assemblée est présidée par le président ou le vice-président du conseil d'administration et, à leur défaut, par l'administrateur que le conseil désigne.

Les deux plus forts actionnaires présents, et, sur leur refus, ceux qui les suivent dans l'ordre de la liste, jusqu'à acceptation, sont appelés à remplir les fonctions de scrutateurs.

Le bureau désigne le secrétaire.

94. Les délibérations sont prises à la majorité des voix des membres présents. Chacun d'eux à autant de voix qu'il possède de fois dix actions, sans que personne puisse en avoir plus de cinq, soit en son nom personnel, soit comme mandataire, ni plus de dix en totalité.

Tout membre de l'assemblée générale a droit à une voix, lors même que le nombre de ses actions ne s'élève pas à dix.

95. L'ordre du jour est arrêté par le conseil d'administration; il n'y sera porté que les propositions émanant de ce conseil ou des censeurs, et celles qui auront été communiquées au conseil d'administration quinze jours au moins avant la convocation de l'assemblée générale, avec la signature de dix membres de cette assemblée.

Aucun autre objet que ceux à l'ordre du jour ne peut être mis en délibération.

96. L'assemblée générale entend le rapport du conseil d'administration sur la situation des affaires sociales.

Elle entend également, s'il y a lieu, les observations des censeurs.

Elle discute, approuve ou rejette les comptes.

Elle fixe le dividende, la part de bénéfices affectés au fonds de réserve.

Elle nomme les administrateurs et censeurs toutes les fois qu'il y a lieu de les remplacer.

Elle délibère sur les propositions du conseil d'administration relatives à l'augmentation du fonds social, à la prolongation de la durée de la société, aux modifications à faire aux statuts, à la réunion d'autres compagnies à la société de crédit foncier de Nevers, et à la dissolution anticipée, s'il y a lieu.

Enfin, elle prononce souverainement sur tous les intérêts de la société, et confère, par ses délibérations, au conseil d'administration les pouvoirs nécessaires pour les cas qui n'auraient pas été prévus.

97. Les délibérations de l'assemblée, prises conformément aux statuts, obligent tous les actionnaires, même absents ou dissidents.

98. Elles sont constatées par des procès-verbaux inscrits sur un registre spécial et signés par la majorité des membres composant le bureau.

Une feuille de présence, destinée à constater le nombre des membres as-

sistant à l'assemblée et celui de leurs actions, demeure annexée à la minute du procès-verbal.

Elle est revêtue des mêmes signatures.

99. La justification à faire vis-à-vis des tiers des délibérations de l'assemblée résulte de copies ou extraits certifiés conformes par le président du conseil d'administration ou par celui de ses collègues qui en remplit les fonctions.

TITRE VII.

INVENTAIRES ET COMPTES ANNUELS.

100. L'année sociale commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre.

Le premier exercice comprendra le temps écoulé entre la date du décret approuvant les présents statuts et le 31 décembre 1853.

À la fin de chaque année sociale, un inventaire général de l'actif et du passif est dressé par les soins du directeur.]

Les comptes sont arrêtés par le conseil d'administration.

Ils sont soumis à l'assemblée, qui les approuve ou les rejette, et fixe le dividende, après avoir entendu le rapport du conseil d'administration et les observations des censeurs.

Si les comptes ne sont pas approuvés séance tenante, l'assemblée peut nommer des commissaires chargés de les examiner et de faire un rapport à la prochaine réunion.

TITRE VIII.

PARTAGE DES BÉNÉFICES.

101. Les produits, déduction faite des frais d'administration, sont appliqués, en première ligne, à payer les intérêts des obligations foncières, le capital de celles que le sort a désignées pour le remboursement, et les lots et primes.

L'excédant constitue les bénéfices.

Sur ces bénéfices, on prélève annuellement la somme nécessaire pour distribuer un premier dividende de vingt-cinq francs par action.

Un second prélèvement, qui ne peut être inférieur à quarante ni excéder cinquante pour cent du surplus, est affecté au fonds de réserve et au traitement du directeur.

Ce qui reste est réparti entre toutes les actions émises, à titre de dividende.

Le payement des dividendes se fait annuellement, aux époques fixées par le conseil d'administration.

Toutefois, le conseil peut autoriser, à l'expiration du premier semestre, une distribution provisoire de douze francs cinquante centimes par action.

102. Tout dividende qui n'est pas réclamé dans les cinq ans de son exigibilité est prescrit au bénéfice de la société.

TITRE IX.

[FONDS DE RÉSERVE.]

103. Le fonds de réserve se compose de l'accumulation des sommes produites par le prélèvement annuel opéré sur les bénéfices, en exécution de l'article 101.

Lorsque le fonds de réserve atteint la moitié du fonds social souscrit, le prélèvement affecté à sa création cesse de lui profiter; il reprend son cours si la réserve vient à être entamée.

Quand le prélèvement cesse d'être versé au fonds de réserve, il est employé au bénéfice des emprunteurs, et affecté à éteindre une partie de leur dette, d'après un règlement arrêté par le conseil d'administration.

Le fonds de réserve est destiné à parer aux événements imprévus.

En cas d'insuffisance des produits d'une année pour fournir un dividende de vingt-cinq francs par action, la différence peut être prélevée sur le fonds de réserve.

L'emploi des capitaux appartenant au fonds de réserve est réglé par le conseil d'administration.

TITRE X.

MODIFICATIONS AUX STATUTS.

104. L'assemblée générale peut, sur l'initiative du conseil d'administration, et sauf l'approbation du Gouvernement, apporter aux présents statuts les modifications reconnues utiles.

Elle peut notamment autoriser :

- 1° L'augmentation du capital social ;
- 2° L'extension des opérations de la société ;
- 3° La prolongation de sa durée ;
- 4° La réunion à la société de crédit foncier de Nevers d'une ou de plusieurs autres compagnies organisées dans le même but.

Dans ces divers cas, les convocations doivent contenir l'indication sommaire de l'objet de la réunion.

La délibération n'est valable qu'autant qu'elle réunit les deux tiers des voix des membres présents.

En vertu de cette délibération, le conseil d'administration est de plein droit autorisé à suivre auprès du Gouvernement l'obtention de son approbation aux modifications adoptées, consentir les changements qui seraient exigés, et réaliser les actes qui doivent les consacrer.

TITRE XI.]

DISSOLUTION. — LIQUIDATION.

105. En cas de perte de moitié du capital social souscrit, la dissolution de la société peut être prononcée avant l'expiration du délai fixé pour sa durée, par une décision de l'assemblée générale.

Le conseil d'administration, dans le cas de perte ci-dessus prévu, est tenu de soumettre à l'assemblée générale la question de savoir s'il y a lieu de prononcer la dissolution.

Le mode de convocation et de délibération prescrit par l'article 104 pour les modifications aux statuts, est applicable à ce cas.

106. A l'expiration de la société, ou en cas de dissolution anticipée, l'assemblée générale, sur la proposition du conseil d'administration, règle le mode de liquidation, et nomme un ou plusieurs liquidateurs, avec pouvoir de vendre, soit aux enchères, soit à l'amiable, les biens meubles et immeubles de la société.

Le mode de liquidation et le choix des liquidateurs sont soumis à l'approbation du ministre de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce.

L'assemblée générale est convoquée d'urgence pour régler le mode de liquidation et faire le choix des liquidateurs, comme il est dit ci-dessus ; à défaut par elle d'avoir, au jour fixé pour sa réunion, ou dans une seconde

assemblée convoquée dans le cas prévu par l'article 92, statué sur ces mesures; ou si, la délibération n'ayant pas été approuvée par le ministre, une nouvelle assemblée ne la modifie pas dans le sens indiqué par le Gouvernement, le mode de liquidation et le choix des liquidateurs auront lieu conformément aux dispositions du règlement d'administration publique à intervenir, en exécution de l'article 49 du décret du 28 février 1852.

Après l'expiration ou la dissolution anticipée de la société, les liquidateurs devront continuer les opérations en cours jusqu'à l'exécution complète de toutes les obligations que la société avait contractées.

Toutefois, les liquidateurs pourront, en vertu d'une délibération de l'assemblée générale, approuvée par le ministre de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce, faire le transport à une autre société des droits, actions et obligations de la compagnie dissoute.

Pendant le cours de la liquidation, les pouvoirs de l'assemblée générale se continuent comme pendant l'exercice de la société. Elle a notamment le droit d'approuver les comptes de la liquidation et d'en donner quittance.

La nomination des liquidateurs met fin au pouvoir des administrateurs, des directeurs et des censeurs.

TITRE XII.

CONTESTATIONS.

107. Toutes les contestations, qui peuvent s'élever entre les associés sur l'exécution des présents statuts, sont soumises à la juridiction des tribunaux de Nevers.

Les contestations touchant l'intérêt général et collectif de la société ne peuvent être dirigées, soit contre le conseil d'administration ou l'un de ses membres, soit contre le directeur, qu'au nom de la masse des actionnaires et en vertu d'une délibération de l'assemblée générale.

Tout actionnaire qui veut provoquer une contestation de cette nature, doit en faire, quinze jours au moins avant la prochaine assemblée générale, l'objet d'une communication au conseil d'administration, qui est tenu de mettre la proposition à l'ordre du jour de cette assemblée.

Si la proposition est repoussée par l'assemblée, aucun actionnaire ne peut la reproduire en justice dans son intérêt particulier; si elle est accueillie, l'assemblée générale désigne un ou plusieurs commissaires pour suivre la contestation.

Les significations auxquelles donne lieu la procédure sont adressées uniquement aux commissaires.

Aucune signification individuelle ne peut être faite aux actionnaires.

TITRE XIII.

PUBLICATION.

108. Pour faire publier les présents statuts partout où besoin sera, tous pouvoirs sont donnés au porteur d'une expédition.

109. Les dispositions du règlement d'administration publique à intervenir, aux termes de l'article 49 du décret du 28 février 1852, sont applicables aux présents statuts.

TITRE XIV.

ÉLECTION DE DOMICILE.

110. Les comparants élisent domicile, pour les actionnaires, en l'étude de M^e *Paultre*, notaire à Nevers.

TITRE XV.

DISPOSITIONS TRANSITOIRES.

111. Le conseil d'administration, délibérant conformément à l'article 67, a les pouvoirs nécessaires pour poursuivre auprès du Gouvernement l'extension de la circonscription de la société de crédit foncier de Nevers.

112. MM. *Lemoine*, *Le Rasle*, de *Miulle* et *Frébault*, sont constitués mandataires de tous les intéressés, à l'effet de suivre l'obtention du décret approubatif des présents statuts, consentir les modifications exigées par le Gouvernement et signer tous les actes nécessaires pour la constitution définitive de la société.

Ils agiront valablement à la majorité.

Le décès, la retraite ou tout empêchement de l'un d'eux n'apportera aucune altération aux pouvoirs des autres.

Dont acte :

Fait et passé, à Nevers, en l'étude de M^e *Paultre* ;

En présence et de l'avis de M. *Hippolyte Durand*, conseiller judiciaire de la société,

L'an 1852, le 25 septembre.

Et ont tous les comparants signé avec le notaire et les témoins, après lecture.

Ensuite est écrit :

« Enregistré à Nevers, le 25 septembre 1852, folio 192 verso, case 5.
« Reçu cinq francs, décime cinquante centimes. Signé *Girerot*. »

Vu pour être annexé au décret du 20 octobre 1852, enregistré sous le n° 3115.

Le Ministre de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce,

Signé F. DE PERSIGNY.

Et le 28 octobre 1852, par-devant M^e *Charles-Émile Paultre* et son collègue, notaires à Nevers, soussignés,

Ont comparu :

M. *Louis-Alfred de Miulle*, receveur général du département de la Nièvre, chevalier de la Légion d'honneur, demeurant à Nevers ;

M. *Edme Lemoine*, juge d'instruction, chevalier de la Légion d'honneur, demeurant à Nevers ;

M. *Alexis Frébault*, directeur du comptoir national d'escompte, chevalier de la Légion d'honneur, demeurant à Nevers ;

Et M. *Félix-Alexandre Le Rasle*, conseiller de préfecture, chevalier de la Légion d'honneur, demeurant à Nevers ;

Lesquels ont dit que, suivant acte reçu par M^e *Paultre*, l'un des notaires soussignés, les 28, 29 et 30 avril dernier, une société de crédit foncier a été formée à Nevers, pour les départements de la Nièvre, du Cher et de l'Allier ;

Que le Conseil d'état ayant émis l'avis que cette société devait être autorisée

pour les départements de la Nièvre, du Cher et de l'Indre, les comparants, en vertu des pouvoirs qu'ils en avaient reçu, ont, par acte passé devant M^r *Paultre*, le 25 septembre dernier, modifié l'acte du 28 avril en ce sens que la circonscription de la société comprendrait ces trois derniers départements et non celui de l'Allier.

Mais que le décret d'autorisation daté du palais de Saint-Cloud, le 20 octobre présent mois et inséré le 21 suivant au *Moniteur*, ayant autorisé la société de crédit foncier de Nevers, pour les trois départements de la Nièvre, du Cher et de l'Allier, qu'elle avait primitivement demandés, il y a lieu de rectifier les articles 2, 15 et 90 de l'acte reçu par M^r *Paultre* le 25 septembre dernier, et de les rédiger de la manière suivante :

« Art. 2. La société a pour objet :

« 1^o De prêter sur hypothèque aux propriétaires d'immeubles situés dans les départements de la Nièvre, du Cher et de l'Allier, des sommes remboursables par les emprunteurs au moyen d'annuités comprenant les intérêts, l'amortissement ainsi que les frais d'administration ;

« 2^o De créer, pour une valeur égale à celle des engagements hypothécaires souscrits à son profit, des obligations produisant un intérêt annuel remboursables par la voie du tirage au sort avec ou sans lots et primes, et portant le titre d'obligations foncières ou lettres de gage ;

« 3^o De négocier ces obligations.

« Art. 15. Le montant des actions est payable à Nevers aux termes qui sont fixés par le conseil d'administration.

« Pour les douze cents actions actuellement souscrites les versements auront lieu comme suit :

« Cinquante pour cent, soit deux cent cinquante francs, vingt jours après l'insertion au *Moniteur* du décret d'autorisation des présents statuts.

« Et les derniers cinquante pour cent, conformément aux appels faits par le conseil d'administration, au moyen d'annonces insérées, un mois à l'avance, dans les journaux de Nevers, de Bourges et de Moulins désignés pour la publication légale des actes de société.

« Ces derniers cinquante pour cent devront être appelés en totalité lorsque le chiffre des emprunts aura atteint douze millions, ou au plus tard, dans le délai d'une année, à partir du décret approuvant des présents statuts.

« Art. 90. Les convocations sont faites, quinze jours avant la réunion, par un avis inséré dans les journaux de Nevers, de Bourges et de Moulins désignés pour la publication des actes de la société et par lettres adressées, à la diligence du directeur, aux actionnaires ayant droit d'assister à l'assemblée. »

Dont acte :

Fait et passé à Nevers, en l'étude, en présence et de l'avis de M. *Hippolyte Durand*, conseil judiciaire de la société de crédit foncier, les jours, mois et années susdits.

Et après lecture faite, les parties ont signé avec les notaires.

Au bas est écrit :

« Enregistré à Nevers le 29 octobre 1852, folio 34 verso, case 4. Reçu cinq francs, cinquante centimes pour décime. Signé *Chevalier*. »

Vu pour être annexé au décret du 20 octobre 1852, enregistré sous le n^o 3115.

Le Ministre de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce,

Signé F. DE PERSIGNY.

N° 7380. — *DÉCRET qui autorise la création d'un Bureau de bienfaisance dans la commune de Saint-Joseph-des-Bancs (Ardèche).*

Du 23 Octobre 1852.

LOUIS-NAPOLÉON, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce;

La section de l'intérieur, de l'instruction publique et des cultes du Conseil d'état entendue,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Est autorisée la création d'un bureau de bienfaisance dans la commune de Saint-Joseph-des-Bancs (Ardèche).

2. Le ministre de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 23 Octobre 1852.

Signé LOUIS-NAPOLÉON.

Le Ministre de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce,

Signé F. DE PERSIGNY.

N° 7381. — *DÉCRET qui accorde des Pensions de réforme à trois Officiers.*

Du 27 Octobre 1852.

LOUIS-NAPOLÉON, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu, 1° les articles 25 et 26 de la loi du 25 mars 1817, et l'article 3 de l'ordonnance du 20 juin suivant;

2° Les titres II et III de la loi du 19 mai 1834 sur l'état des officiers, et le tarif annexé à la loi du 11 avril 1831 sur les pensions de l'armée de terre;

3° Les lois sur les crédits affectés à l'inscription des pensions militaires au trésor public;

4° La fixation, établie d'après la révision du Conseil d'état, des pensions de réforme comprises dans le présent décret, portant le n° 64;

5° L'avis du ministre des finances, en date du 22 octobre 1852, exprimant qu'il a reconnu la légalité de cette fixation et la possibi-

lité d'imputer les pensions proposées, montant à la somme de deux mille vingt francs, sur le crédit d'inscription ouvert pour l'année 1852;

Sur le rapport du ministre de la guerre,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est accordé à chacun des trois officiers dé-

NOMINATIONS D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS.	NAISSANCES.		GRADES, armes, etc.	SERVICES EFFECTIFS.		
		Dates.	Lieux.		Ans.	Mois.	Jours.
1	BERNUS (Jean-Denis-Baptiste).	30 mars 1804.	Masan (Vaucluse).	Capitaine d'infanterie.	21	2	17
2	KRETTY (Michel-Isidore).	17 février 1804.	Paris (Seine).	Lieutenant d'infanterie.	23	5	"
3	DENISART (Pierre-Victor-Narcisse).	9 octobre 1811.	Lille (Nord).	Médecin aide-major.	20	"	2

2. Ces pensions seront inscrites au trésor public, avec la jouissance du jour indiqué à chaque article du tableau qui précède.

3. Avant le premier paiement de ces pensions, les titulaires seront tenus de produire au payeur un certificat du sous-intendant militaire de leur département, énonçant le temps pendant lequel ils auraient reçu, sur les fonds de la guerre, depuis l'époque de jouissance indiquée ci-dessus, un traitement militaire, pour que le même temps leur soit déduit sur le décompte à faire des arrérages de leur pension.

Ce certificat indiquera si les titulaires sont passibles d'une retenue pour débet envers le trésor public, envers l'administration du corps dont ils faisaient partie, etc. afin qu'elle soit continuée dans la proportion relative à la quotité de leur pension.

4. Les ministres de la guerre et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait à Saint-Cloud, le 27 Octobre 1852.

Signé LOUIS-NAPOLÉON.

Le Ministre de la guerre,

Signé A. DE SAINT-ARNAUD.

nommés au tableau ci-après une pension de réforme fixée conformément aux indications de ce tableau (1), savoir :

(1) Les titulaires de ces pensions ne devront se pourvoir, soit près du payeur, soit près du ministre des finances, pour réclamer leur certificat d'inscription, qu'un mois après l'insertion du présent décret au Bulletin des lois.

DATE de la décision qui a prononcé la mise en réforme.	QUANTITÉ de la pension de réforme.	BASES LÉGALES applicables à cette fixation.	ÉPOQUE de l'entrée en jouissance de la pension.	DOMICILE des titulaires.	OBSERVATIONS.
juillet 1852.	860 ^f	Article 18 de la loi du 19 mai 1834, et tarif annexé à celle du 11 avril 1831.	1 ^{er} août 1852.	Mazan (Vaucluse).	
juillet 1852.	627	<i>Idem.</i>	13 juillet 1852.	Batignolles (Seine).	
2 mai 1852.	533	<i>Idem.</i>	1 ^{er} juillet 1852.	Paris (Seine).	
TOTAL...	2,020				

N° 7382. — DÉCRET qui accorde une Pension à un ancien Conseiller de préfecture Secrétaire général.

Du 28 Octobre 1852.

LOUIS-NAPOLÉON, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce,

Vu les lois des 22 août 1790 et 15 germinal an xi [5 avril 1803], sur les pensions civiles, et le décret réglementaire du 13 septembre 1806;

Vu l'arrêté consulaire du 15 floréal an xi [5 mai 1803];

Vu la loi du 19 mai 1849;

Vu les titres produits par le sieur de Saint-Martin des Islets (Jean-Baptiste-André), ancien secrétaire général de la préfecture de la Dordogne, desquels il résulte qu'il est né au Port-au-Prince (Saint-Domingue), le 26 août 1783, et que, s'il ne compte que dix-huit ans trois mois vingt-huit jours de services, il établit, par certificat de médecins, qu'au jour de son remplacement il était atteint d'infirmités graves contractées dans l'exercice et à l'occasion de ses fonctions, et qui l'auraient empêché de les continuer;

Vu l'acte de notoriété constatant que sa position de fortune lui rend nécessaires les secours de l'État;

Vu la lettre du ministre des finances en date du 9 octobre 1852;

La section des finances du Conseil d'état entendue,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est accordé à *M. de Saint-Martin des Islets*, ancien conseiller de préfecture, secrétaire général, à raison d'un traitement moyen de deux mille huit cent trente-cinq francs quarante et un centimes, dont il a joui pendant les quatre dernières années de son activité, une pension annuelle et viagère de quatre cent soixante et treize francs (473^f).

2. Cette pension sera inscrite au trésor public au nom de *M. Saint-Martin des Islets*, et lui sera payée à Soissons à partir du premier jour du semestre qui suivra cette inscription.

3. Les ministres de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 28 Octobre 1852.

Signé LOUIS-NAPOLÉON.

Par le Prince-Président:

Le Ministre de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce,

Signé F. DE PERSIGNY.

N° 7383. — *DÉCRET qui accorde des Pensions à trente-deux Postillons.*

Du 30 Octobre 1852.

LOUIS-NAPOLÉON, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu l'article 14 de la loi du 19 frimaire an VII, sur la poste aux chevaux;

Vu les demandes et pièces transmises par le directeur général de l'administration des postes, tendant à faire admettre au bénéfice de cette loi trente-deux postillons, mis hors de service;

Vu l'avis qui, aux termes de l'article 3 de l'ordonnance du 20 juin 1817, a été émis sur ces demandes, le 22 septembre dernier, par la section des finances du Conseil d'état;

Vu la loi du 17 août 1835, relative à la fixation des dépenses de 1836, laquelle, en conformité de l'article 28 de la loi du 25 mars 1817,

a réuni au chiffre destiné à l'acquittement des pensions civiles inscrites sur les registres du trésor celui des pensions de postillons, qui avait figuré jusqu'alors dans l'un des chapitres de l'administration des postes;

Vu la situation du crédit de trois millions affecté à l'inscription des pensions civiles par l'article 30 de la loi du 25 mars 1817;

Sur le rapport du ministre des finances,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Les trente-deux liquidations de pensions comprises dans l'état ci-joint pour une somme totale de quatre mille huit cents francs, sont approuvées.

2. Ces pensions, qui seront inscrites sur les registres du trésor, seront payées dans les départements et à partir de l'époque désignée dans ledit état.

3. Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois, ainsi que l'état qui y est annexé.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 30 Octobre 1852.

Signé LOUIS-NAPOLÉON.

Par le Président de la République :

Le Ministre des finances,

Signé BINEAU.

État nominatif des Postillons auxquels on propose d'accorder des pensions, en exécution de l'article 14 de la loi du 19 frimaire an VII.

(État annexé au décret du 30 octobre 1852.)

NUMÉROS D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des postillons.	NAISSANCES.		DURÉE des services.			MONTANT des pensions.	DOMICILES.	ÉPOQUES de jouis- sance.
		Dates.	Lieux.	Ans.	Mois.	Jours.			
1	MARC (Raymond)....	10 mai 1808.	Alzonne (Aude).	27	4	21	150 ^f	Alzonne (Aude).	22 juin 1852.
2	SIMONOT (Marceau)...	12 vend. an VII.	Semur (Côte-d'Or).	29	7	24	150	Ancy-le-Franc (Yonne).	Idem.
3	RENIER (Pierre).....	22 vend. an XII.	Donzenac (Corrèze).	25	9	19	150	Brives (Corrèze).	Idem.
4	DEROND (Nicolas-Éloi).	7 mess. an VI.	Matongues (Marne).	26	8	17	150	Châlons (Marne).	Idem.
5	BLANCHAST (Jean-Auguste).	30 nov. 1806.	Châlons (Marne).	22	1	19	150	Idem.	Idem.

NUMÉROS D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des postillons.	NAISSANCES.		DURÉE des se. vices.			MONTANT des pensions.	DOMICILES.	ÉPOQUES de joins- sances.
		Dates.	Lieux.	Ans.	Mois.	Jours.			
6	LEJEUNE (Louis).....	2 flor. an VIII.	Ploermel (Morbihan).	21	11	16	150 ^f	Châtaulaudren (Côtes-du-Nord).	25 juin 1852.
7	VALLÉE (Jean-Louis).. <td>14 prair. an V.</td> <td>Les Grandes- Loges (Marne).</td> <td>27</td> <td>"</td> <td>29</td> <td>150</td> <td>Les Grandes- Loges (Marne).</td> <td>Idem.</td>	14 prair. an V.	Les Grandes- Loges (Marne).	27	"	29	150	Les Grandes- Loges (Marne).	Idem.
8	DICK (Frédéric).....	3 germ. an X.	Reinhard (Bas-Rhin).	25	7	23	150	Ittenheim (Bas-Rhin).	Idem.
9	BRIAND (Allain-Marie).	16 août 1808.	Lauderneau (Finistère).	23	5	17	150	Brest (Finistère).	Idem.
10	ROBIN (Pierre).....	25 frim. an VIII.	Châtillon (Indre).	27	5	16	150	Loches (Indre-et-Loire).	Idem.
11	SEBERT (Louis-Parfait)	18 avril 1808.	Louvres (Seine-et-Oise).	25	9	"	150	Louvres (Seine-et-Oise).	Idem.
12	ROURE (Henry), dit ROUX.	7 germ. an VIII.	Pont-St-Esprit (Gard).	22	4	22	150	Montélimart (Drôme).	Idem.
13	JEAN (Hypolite).....	9 mai 1806.	St-Pierre-les- Calais (Pas-de-Calais).	21	1	2	150	Namport (Somme).	Idem.
14	PICOUR (Pierre).....	7 floréal an IX.	Luynes (Indre-et-Loire).	22	7	22	150	Orléans (Loiret).	Idem.
15	RANCHER (Jean).....	3 pluv. an XI.	Les Ormes (Vienne).	25	4	"	150	Les Ormes (Vienne).	Idem.
16	LAFARGE (Jacques)...	21 germ. an VII.	Saint-Georges (Dordogne).	27	7	10	150	Les Palissons (Dordogne).	Idem.
17	VUAILLET (Louis)....	10 vend. an XII.	Crozet (Ain).	30	3	25	150	Paris (Seine).	Idem.
18	ROSELET (Jean-Roque).	21 germ. an II.	Frayssinet (Lot).	23	5	15	150	Pont-de-Rodès (Lot).	Idem.
19	CHAUMIER (François- Auguste).	18 vend. an VIII.	Marcueil-le-Port (Marne).	25	2	11	150	Port-à-Binson (Marne).	Idem.
20	PANISSET (François)...	4 frim. an X.	Bonboillon (Haute-Saône).	29	2	22	150	Récologne (Doubs).	Idem.
21	LANOUREUX (Pierre)...	10 nov. 1788.	Déols (Indre).	23	6	10	150	La Souterraine (Creuse).	Idem.
22	REMY (Antoine).....	4 juin 1807.	Saint-Aubin (Meuse).	24	6	20	150	Saint-Aubin (Meuse).	Idem.
23	COISEUR (Thienbaut).	6 floréal an V.	Zommange (Meurthe).	26	9	"	150	Stainville (Meuse).	Idem.
24	WURTE (Jean-Michel).	24 fruct. an V.	Westhofen (Bas-Rhin).	23	11	25	150	Saint-Dizier (Haute-Marne).	Idem.
25	LUMERET (André-Ni- colas).	19 avril 1788.	Perthes (Haute-Marne).	33	"	"	150	Perthes (Haute-Marne).	Idem.
26	GÖFFERT (Joseph)...	3 déc. 1797.	Niederranspach (Haut-Rhin).	26	"	24	150	Saint-Louis (Haut-Rhin).	Idem.
27	BILLOT (Jean).....	16 déc. 1788.	Chirassimont (Loire).	22	11	10	150	Tarare (Rhône).	Idem.
28	ARTUR (Auguste-Atha- nase).	12 niv. an IX.	St-Mère-Eglise (Manche).	29	"	"	150	Valognes (Manche).	Idem.
29	BOGAGE (Juste-Isidore).	17 pluv. an V.	Saint-Just (Eure).	28	10	14	150	Vernon (Eure).	Idem.
30	FUSILIER (François)...	17 vend. an XI.	Viguary (Haute-Marne).	31	8	12	150	Viguary (Haute-Marne).	Idem.
31	ROUSSEY dit CASTILLON (Jean).	28 prair. an III.	Bordeaux (Gironde).	23	6	6	150	Bordeaux (Gironde).	Idem.
32	GORDIER (Nicolas)....	12 janv. 1810.	Bligny (Côte-d'Or).	21	7	24	150	Paris (Seine).	Idem.
TOTAL....				..	..	..	4,800		

ARRÊTE le présent état de proposition de pensions en faveur de trente-deux postillons, à la somme de quatre mille huit cents francs.

Paris, le 30 octobre 1852.

Le Ministre Secrétaire d'état des finances,

Signé BINEAU.

N° 7384. — *DÉCRET qui accorde une Pension à un ancien Stationnaire des Lignes télégraphiques.*

Du 3 Novembre 1852.

LOUIS-NAPOLÉON, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce;

Vu les lois des 22 août 1790 et 15 germinal an XI [5 avril 1803], sur les pensions civiles, et le décret impérial du 13 septembre 1806, portant règlement sur la matière;

Vu les titres produits par le sieur *Fautrière (François)*, ancien stationnaire de troisième classe des lignes télégraphiques, constatant qu'il est né à Château, arrondissement de Mâcon (Saône-et-Loire), le 27 décembre 1786, et qu'il compte trente-huit ans sept mois et vingt jours de services civils et militaires;

Vu l'avis, en date du 27 septembre 1852, du ministre des finances, duquel il résulte que la proposition de pension pour le sieur *Fautrière* a été faite légalement, et qu'il est possible de l'imputer sur le fonds de trois millions affecté aux pensions civiles par la loi du 25 mars 1817;

Le Conseil d'état entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est accordé au sieur *Fautrière (François)*, ancien stationnaire de troisième classe des lignes télégraphiques, à raison du traitement de cinq cent quarante-sept francs cinquante centimes, dont il a joui pendant les quatre dernières années de son service, une pension annuelle et viagère de deux cent vingt-trois francs (223^f).

2. Cette pension sera inscrite au trésor public et payée au sieur *Fautrière*, à Château (Saône-et-Loire), à partir du premier jour du semestre qui suivra l'inscription au trésor.

3. Les ministres des finances et de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce, sont chargés, chacun en ce qui le con-

cerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 3 Novembre 1852.

Signé LOUIS-NAPOLÉON.

Le Ministre de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce,

Signé F. DE PERSIGNY.

N° 7385. — DÉCRET qui accorde une Pension à un ancien Préfet.

Du 8 Novembre 1852.

LOUIS-NAPOLÉON, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce;

Vu les lois des 22 août 1790 et 15 germinal an XI [5 avril 1803], et le décret du 13 septembre 1806, portant règlement sur la matière;

Vu la loi de finances du 19 mai 1849 (articles 25 et suivants) et l'arrêté du 25 floréal an XI [5 mai 1803];

Vu l'ordonnance du 13 octobre 1847, qui admet M. Jourdan (*Honoré*), ex-préfet des Basses-Alpes, à faire valoir ses droits à la retraite;

Vu les titres produits par cet ancien fonctionnaire, desquels il résulte qu'il est né à Mougins (Var) le 17 novembre 1787, et que, s'il ne compte que seize ans de services, il est atteint d'infirmités graves contractées dans l'exercice et à l'occasion de ses fonctions, et qui ont déterminé son remplacement;

Vu le décret rendu en Conseil d'état, en date du 28 juillet 1852, qui renvoie le sieur Jourdan devant le ministre de l'intérieur pour faire liquider la pension à laquelle il a droit pour cause d'infirmités;

Vu l'avis du ministre des finances, en date du 22 octobre 1852;

La section des vacations des finances entendue,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est accordé à M. Jourdan (*Honoré*), ancien préfet du département des Basses-Alpes, à raison d'un traitement moyen de quinze mille quatre cent quatre-vingt-seize francs cinquante-deux centimes, dont il a joui pendant les quatre dernières années de son activité, une pension annuelle et viagère de deux mille cinq cent quatre-vingt-trois francs (2,583¹).

2. Cette pension sera inscrite au trésor public et lui sera

payée à Fréjus (Var), lieu de son domicile, à partir du premier jour du semestre qui en suivra l'inscription au trésor.

3. Les ministres de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce, et des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 8 Novembre 1852.

Signé LOUIS-NAPOLÉON.

Par le Prince-Président :

Le Ministre de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce,

Signé F. DE PERSIGNY.

N° 7386. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) portant :

ART. 1^{er}. Un agent ou un arpenteur forestier, désigné à cet effet, procédera immédiatement, et d'après les instructions de l'administration des forêts, aux opérations relatives à l'aménagement de la totalité des bois appartenant à la commune de Fontaines (Haute-Marne). Le quart juste de la contenance de ces bois, à prendre dans la partie est du canton de la Charbonnière, sera distrait pour former la réserve, conformément aux dispositions de l'article 93 du Code forestier; le surplus, divisé en vingt-cinq coupes ordinaires, s'exploitera dans une révolution d'un même nombre d'années : ces coupes seront fixées sur le terrain, et désignées sur le plan par des numéros et par le nombre d'hectares dont chacune d'elles se composera.

2. Ces opérations seront constatées par des procès-verbaux et des plans dont expéditions devront être remises à l'administration des forêts, au conservateur, à l'agent chef de service et à la commune propriétaire. (Du 3 Octobre 1852.)

N° 7387. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) portant :

ART. 1^{er}. Un agent ou un arpenteur forestier, désigné à cet effet, procédera immédiatement, et d'après les instructions de l'administration des forêts, aux opérations relatives à l'aménagement de la totalité des bois appartenant à la commune de Prény (Meurthe). Le quart juste de la contenance de ces bois, à prendre dans le meilleur fonds, sera distrait pour former la réserve, conformément aux dispositions de l'article 93 du Code forestier; le surplus, divisé en seize coupes ordinaires, s'exploitera dans une révolution de trente-deux années : ces coupes seront fixées sur le terrain, et désignées sur le plan par des numéros et par le nombre d'hectares dont chacune d'elles se composera.

2. Ces opérations seront constatées par des procès-verbaux et des plans dont expéditions devront être remises à l'administration des forêts, au conservateur, à l'agent chef de service et à la commune propriétaire. (Du 3 Octobre 1852.)

N° 7388. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) portant ,

1° Que le quart juste de la contenance totale des bois communaux de Fontanès (Gard), à prendre dans les parties qui offrent le meilleur fonds, et qui sont le plus susceptibles d'amélioration, sera distrait pour former la réserve, conformément aux dispositions de l'article 93 du Code forestier;

2° Que le surplus s'exploitera en six coupes ordinaires annuelles, à la révolution d'un même nombre d'années. (*Da 8 Octobre 1852.*)

N° 7389. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) portant :

ART. 1^{er}. Le quart de réserve déjà établi dans les bois communaux de Surémont (Haute-Marne) sera maintenu; le surplus de ces bois s'exploitera en treize coupes ordinaires biennales, dans une révolution de vingt-six ans.

2. Les coupes ordinaires seront, par les soins d'un agent ou d'un arpenteur forestier, désigné à cet effet, et d'après les instructions de l'administration, fixées sur le terrain, et désignées sur le plan par des numéros et par le nombre d'ares dont chacune d'elles se composera.

Ces opérations seront constatées par des procès-verbaux et des plans, dont expéditions devront être remises à l'administration des forêts, au conservateur, à l'agent chef de service, et à la commune propriétaire. (*Da 8 Octobre 1852.*)



Certifié conforme :

Paris, le 25 * Novembre 1852,

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire
d'état au département de la Justice,*

ABBATUCCI.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Imprimerie nationale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

IMPRIMERIE NATIONALE. — 25 Novembre 1852.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

PARTIE SUPPLÉMENTAIRE.

N° 283.

N° 7390. — *DÉCRET qui autorise l'inscription, au Trésor public, de cent vingt-six Pensions civiles et militaires.*

Du 30 Octobre 1852.

LOUIS-NAPOLÉON, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu le titre IV de la loi du 25 mars 1817, et l'ordonnance rendue le 20 juin suivant pour en assurer l'exécution ;

Vu l'ordonnance du 2 août 1820 ;

Vu la situation du crédit de deux millions de francs, ouvert pour l'inscription des pensions militaires par l'article 29 du décret du 17 mars 1852, portant fixation du budget pour l'exercice 1852 ;

Vu également la situation du crédit de trois millions ouvert pour l'inscription des pensions civiles par l'article 30 de la loi du 25 mars 1817 ;

Sur le rapport du ministre des finances,

Décrète ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les cent vingt-six pensions civiles et militaires comprises pour une somme totale de quatre-vingt-douze mille huit cent douze francs, dans les Bulletins des lois n° 271, 272 et 273 (partie supplémentaire), et rappelées au tableau ci-après, avec l'indication des décrets qui les ont accordées, et la désignation des crédits sur lesquels l'inscription en est imputée, seront inscrites au livre des pensions du trésor public.

X^e Série.

36

DÉCRETS DE CONCESSON DE PENSIONS À INSCRIRE.

Numéros des Bulletins des lois où sont insérées les pensions.	Dates des décrets.	Numéro d'ordre de chaque décret.	Numéro d'ordre de l'insertion de chaque décret au Bulletin des lois.	NATURE DES PENSIONS À INSCRIRE.
Bulletin n° 271, partie supplémentaire.	8 septembre 1852.	"	7151	Pension de retraite à M. TROUBAUD, ancien commissaire spécial de police.
Bulletin n° 272, partie supplémentaire.	12 septembre 1852. Idem. Idem. Idem.	54 55 56 57	7193 7194 7195 7196	Pensions de réforme à des officiers..... Pensions à des veuves de militaires..... Secours à des orphelins de militaires..... Pensions de retraite pour ancienneté à des militaires de l'armée active.
Bulletin n° 273, partie supplémentaire.	17 septembre 1852. 22 septembre 1852. Idem.	" " "	7244 7245 7246	Pension de retraite à M. FLEURY, ancien préfet. Pension de retraite à M. DE CROIXAN-SU-PRIEN, ancien sous-préfet. Pension de retraite à M. BONNET, ancien préfet.
				TOTAUX.....

2. Toutes ces pensions seront payées suivant le mode établi pour celles de même nature précédemment inscrites, et la jouissance en commencera à courir du jour indiqué pour chacune d'elles dans les décrets qui viennent d'être signalés.

3. Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 30 Octobre 1852.

Signé LOUIS-NAPOLÉON.

Par le Président :

Le Ministre des finances,

Signé BUREAU.

N° 7891.—Décret qui accorde à un Officier une Pension de retraite à titre d'ancienneté de service.

Du 5 Novembre 1852.

LOUIS-NAPOLÉON, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,
Vu, 1° les articles 25 et 26 de la loi du 25 mars 1817, et l'article 3 de l'ordonnance du 20 juin suivant;

DATES DES LOIS ET DÉCRETS en vertu desquels les pensions ont été accordées.	DÉSIGNATION DES CRÉDITS sur lesquels sont imputées les pensions				TOTAL	
	militaires. (2,000,000 francs.)		civiles. (3,000,000 francs.)		par décret.	
	(Décret du 17 mars 1852.)		Loi du 25 mars 1817.			
	Parties.	Sommes.	Parties.	Sommes.	Parties.	Sommes.
22 août 1790 (loi) et 13 septembre 1806 (décret).	"	"	1	549 ^f	1	549 ^f
19 mai 1834 (loi).	4	3,207 ^f	"	"	4	3,207
11 avril 1831 (loi).	66	23,632	"	"	66	23,632
Idem.	7	1,500	"	"	7	1,500
Idem.	45	60,773	"	"	45	60,773
12 août 1790 (loi) et 13 septembre 1806 (décret).	"	"	1	500	1	500
Idem.	"	"	1	1,942	1	1,942
Idem.	"	"	1	1,291	1	1,291
.....	122	88,530	4	4,282	126	92,812

2° La loi du 11 avril 1831, sur les pensions de l'armée de terre;

3° Les lois sur les crédits affectés à l'inscription des pensions militaires au trésor public;

4° La fixation, établie d'après la révision du Conseil d'état des pensions de retraite comprises dans le présent décret, portant le n° 65;

5° L'avis du ministre des finances, en date du 8 novembre 1852, exprimant qu'il a reconnu la légalité de cette fixation, et la possibilité d'imputer les pensions proposées, montant à la somme de dix-neuf cent trente-cinq francs, sur le crédit d'inscription ouvert pour l'année 1852;

Sur le rapport du ministre de la guerre,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est accordé à l'officier dénommé au tableau ci-après une pension de retraite fixée conformément aux indications de ce tableau (1), savoir :

(1) Le titulaire de cette pension ne devra se pourvoir, soit près du payeur soit près du ministre des finances, pour réclamer son certificat d'inscription au trésor, qu'un mois après l'insertion du présent décret au Bulletin des lois.

NOM ET PRÉNOMS.	NAISSANCE.		GRADE, armes, etc.	SERVICES effectifs.			CAMPAGNE			TOTAL.		
	Date.	Lieu.		Ann.	Mois.	Jours.	Ann.	Mois.	Jours.	Ann.	Mois.	Jours.
1 CHEBROU-LESPIGAT (Pierre-Jean-Baptiste-Victor)	14 mai 1802.	Niort (Deux-Sèvres).	Lieutenant-colonel au 2 ^e régiment de dragons.	33	2	12	1	"	"	34	2	12

2. Cette pension sera inscrite au trésor public, avec jouissance du jour indiqué à l'article du tableau qui précède.

3. Avant le premier paiement de cette pension, le titulaire sera tenu de produire au payeur un certificat du sous-intendant militaire de son département, énonçant le temps pendant lequel il aura reçu, sur les fonds de la guerre ou de l'hôtel des invalides, depuis l'époque de jouissance indiquée ci-dessus, un traitement militaire ou une allocation incompatible avec une pension militaire, pour que le même temps lui soit déduit sur le décompte à faire des arrérages de sa pension.

Ce certificat indiquera si le titulaire est passible d'une retenue pour débet envers le trésor public, envers l'administration du corps dont il fait partie, etc. afin qu'elle soit continuée dans la proportion relative à la quotité de sa pension.

4. Les ministres de la guerre et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 5 Novembre 1852.

Signé LOUIS-NAPOLÉON.
Le Ministre de la guerre,
Signé A. DE SAINT-ARNAUD.

N° 7392. — *DÉCRET qui approuve des modifications aux Statuts de la Compagnie des Mines de Decize.*

Du 5 Novembre 1852.

LOUIS-NAPOLÉON, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,
Sur le rapport du ministre de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce;

ARTICLES de la loi du 11 avril 1831 applicables à cette fixation.	GRADE sur lequel la pension est réglée.	QUOTITÉ de la pension.	POSITION actuelle du titulaire.	ÉPOQUE de l'entrée en jouissance de sa pension.	DOMICILE du titulaire.
9 et 10.	Lieutenant-colonel.	1,935 ^f (a)	En activité.	10 septembre 1852.	Niort (Deux-Sèvres).
	TOTAL.....	1,935			

(a) A la condition que les arrérages ne commenceront qu'à dater du jour où le titulaire aura été rayé des contrôles d'activité.

Vu l'ordonnance du 17 mai 1842, qui a autorisé la société anonyme formée à Metz (Moselle), sous la dénomination de *Compagnie des mines de Decize (Nièvre)* et a approuvé ses statuts;

Vu les changements proposées auxdits statuts;

Le Conseil d'état entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les modifications aux articles 1, 4 et 42 des statuts de la compagnie des mines de Decize, sont approuvées telles qu'elles sont contenues dans l'acte passé, les 29 et 30 septembre 1852, devant M^e Rollin et son collègue, notaires à Metz, lequel acte restera annexé au présent décret.

2. Le ministre de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Bulletin des lois, inséré au Moniteur et dans un journal d'annonces judiciaires des départements de la Moselle et de la Nièvre.

Fait au palais des Tuileries, le 5 Novembre 1852.

Signé LOUIS-NAPOLÉON.

Par le Président :

Le Ministre de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce,

Signé F. DE PERSIGNY.

*Modifications des Statuts de la compagnie des mines de Decize,
des 29 et 30 septembre 1852.*

Par-devant M^r Auguste Rollin et son collègue, notaires, à Metz, soussignés,

Ont comparu :

- 1^o M. Théodore-Charles-Joseph, baron de Gargan, propriétaire;
- 2^o M. Augustin-Nicolas-Jean-Louis Collignon, ancien imprimeur;
- 3^o Et M. Jean-Aimé le Monnier, chevalier de la Légion d'honneur, ancien président au tribunal de commerce,

Tous trois demeurant à Metz ;

Les deux premiers agissant en qualité d'administrateurs et le dernier en qualité d'administrateur suppléant de la société anonyme établie à Metz sous la dénomination de *Compagnie des mines de Decize*, et autorisée par ordonnance du 17 mai 1842 ;

Lesquels ont exposé ce qui suit :

Depuis l'époque de son autorisation, la société a fait construire un chemin de fer pour le transport de ses charbons jusqu'au canal du Nivernais ;

D'un autre côté, suivant jugement de l'audience des criées du tribunal de première instance de Nevers, en date du 20 mai 1844, elle s'est rendue adjudicataire de la verrerie de la Charbonnière, sis à la Charbonnière, commune de Saint-Léger-des-Vignes, canton de Decize, arrondissement de Nevers et conformément aux clauses du cahier des charges, elle a repris à dire d'experts nommés par le président du tribunal civil de Nevers, les marchandises et approvisionnements qui existaient dans l'usine ;

Les actionnaires ont versé dans la caisse sociale les sommes nécessaires pour acquitter le prix d'acquisition de la verrerie de la Charbonnière et assurer le roulement de cette usine et par acte passé, les 10, 11 et 12 mai 1846, devant ledit M^r Rollin et son collègue, ils ont arrêté les modifications à apporter aux statuts de la compagnie par suite de l'adjonction de l'établissement dont il s'agit à l'exploitation des houillères de Decize, ainsi que quelques autres changements dont l'expérience a démontré l'utilité,

Cet acte contient en outre la disposition suivante :

« Tous pouvoirs sont donnés à MM. les membres composant actuellement, ou qui composeront à l'avenir le comité d'administration de la compagnie des mines de Decize et subsidiairement à MM. les deux administrateurs suppléants en cas d'absence ou d'empêchement desdits membres du comité, ou de l'un d'eux, de faire les démarches nécessaires pour obtenir du Gouvernement l'approbation du présent acte, de consentir les modifications qui seraient exigées comme condition de cette approbation et celles qui pourraient être faites par la suite aux statuts de la compagnie de Decize et d'en signer l'acte au nom de tous les sociétaires ;

Aujourd'hui, les comparants, voulant se conformer aux observations du Gouvernement, déclarent que les articles 1^{er}, 4^e et 42^e seront à l'avenir rédigés ainsi qu'il suit :

« Art. 1^{er}. La société anonyme formée par acte passé, le 27 avril 1842, devant M^r Rollin père, alors notaire, à Metz et son collègue, et autorisée par ordonnance du 17 mai suivant, a pour objet :

« 1^o L'exploitation des mines de houille de Decize, situées dans l'arrondissement de Nevers, département de la Nièvre ;

« 2° L'exploitation de la verrerie de la Charbonnière, située dans le même arrondissement;

« Elle conservera la dénomination de *Compagnie des mines de Decize*;

« Art. 4. Le fonds social se compose :

« § 1°. De la concession des mines de houille de Decize, situées dans les communes de la Machine, de Thiange et de Saint-Léger-des-Vignes, canton de Decize, arrondissement de Nevers, département de la Nièvre, ladite concession accordée par décret impérial du 16 août 1806, et rendue perpétuelle par la loi du 21 avril 1810;

« § 2. Des immeubles proprement dits, servant à l'exploitation de ladite concession et consistant : 1° dans la commune de la Machine, en deux grands pavillons, ateliers de serrurerie, de maréchalerie, charpenterie et charronnerie; vingt-deux maisons et cabanes contenant logement de commis et d'ouvriers avec jardins et dépendances; un terrain aux Zagots, de neuf hectares quatre-vingt sept ares; 2° à la Charbonnière, en deux petits magasins; l'un de quatre cent dix-sept mètres carrés; l'autre de vingt-sept mètres soixante centimètres sur huit mètres.

« § 3. Des outils, outillages et objets divers attachés à quelques parties des immeubles; chevaux dans les mines et dans les manèges, et autres objets considérés comme immeubles par destination, en l'adjudication ci-après énoncée.

« Le tout est détaillé aux chapitres 1°, 2°, 3° et 4° du rapport d'experts qui a précédé ladite adjudication, et dont l'extrait produit par les comparants, signé et certifié véritable par eux, parafé par les notaires instrumentaires, et portant la mention suivante : « Enregistré à Metz, le 28 avril 1842, folio 197 recto, case 6. Reçu un franc, et dix centimes pour décime. Signé Liemaux », est demeuré annexé à l'acte prérappelé du 27 avril 1842.

« Cette concession et les valeurs énoncées dans les paragraphes 2 et 3 ci-dessus sont apportées en société par M. Henri-Christophe Simon; M^{me} Joséphine Simon, épouse de M. Pierre Prost, M^{me} Thérèse Simon, épouse de M. Jean-Mathias Geisler; M. Anne-Henri Bellon-de-Pont; M^{me} Jacqueline-Thérèse Vimont, son épouse; M. Augustin-Nicolas-Jean-Louis Collignon; MM. Paul Rousseau et Ulysse Rousseau; M^{me} Éléonore-Dorothée Richer, veuve Meunier; M. Étienne Prache, qui en sont propriétaires, en vertu de l'adjudication prononcée à leur profit, chacun pour les quotités y exprimées, à l'audience des criées du tribunal civil de la Seine, le 24 novembre 1838, enregistré sur la licitation poursuivie entre eux et les autres membres de l'ancienne compagnie de Decize. Cette adjudication a été transcrite au bureau des hypothèques de Nevers, le 6 février 1839, volume 189, numéro 75. Le prix de cette adjudication, pour ce qui en advenait aux intéressés autres que lesdits acquéreurs, a été payé par quittance passée devant M^e Lebaudy, qui en a conservé minute, et son collègue, notaires à Paris, le 4 janvier 1840, enregistrée. Suivant cette quittance, les acquéreurs ont rempli les formalités exigées pour la purge des hypothèques légales, et, pendant l'accomplissement de ces formalités, il n'est survenu aucune inscription d'hypothèque pour causes légales sur les immeubles acquis. Cette quittance constate encore que les inscriptions qui existaient à la transcription ont été radiées, et, dès lors, les immeubles ont été transmis aux acquéreurs libres de charges, autres, toutefois, que celles de deux rentes viagères, l'une de huit cents francs par an, en faveur du sieur Machecourt père, ancien chef des mineurs, et l'autre de quinze

« francs par mois, en faveur du sieur *Léonard Dragne*, du service desquelles rentes lesdits acquéreurs ont été chargés en sus de leur prix d'adjudication.

« En conséquence, l'apport en société de cette concession a lieu à charge par ladite société de payer, pendant sa durée, à l'acquit des acquéreurs, lesdites rentes à partir du jour où le présent acte aura été approuvé par le roi, jusqu'à leur extinction, sans pouvoir en rien réclamer aux acquéreurs.

« MM. *Simon et Collignon*, en leurs noms personnels, les mêmes et les autres comparants conjointement, au nom des coacquéreurs dénommés plus haut, de MM. *Simon et Collignon*, déclarent, sous toute garantie de droit, que l'apport ci-dessus énoncé est franc, quitte et libre de toutes charges, dettes, obligations et servitudes autres que les deux rentes viagères en faveur des sieurs *Machecourt et Dragne*; que les immeubles apportés en société sont libres de toutes hypothèques et de tous privilèges; que la propriété en est régulièrement établie entre les mains de M. *Simon* et de ses coacquéreurs, et que le prix en a été intégralement payé ainsi que le tout vient d'être expliqué, et que M. *Simon* et ses coacquéreurs s'obligent à en justifier par la remise à la société, et à leurs frais, de tous titres, états de transcription, pièces de purge et autres à ce nécessaire. La société fera remplir à ses frais les formalités nécessaires pour la purge des privilèges et hypothèques, et, s'il se trouve ou survient des inscriptions pendant l'accomplissement desdites formalités, M. *Simon* et ses coacquéreurs seront tenus d'en rapporter mainlevée et certificat de radiation dans le délai d'un mois, à partir de la dénonciation qui leur en sera faite, et à supporter tous les frais extraordinaires de transcription.

« M. *Simon* et ses coacquéreurs ci-dessus dénommés ne seront libérés envers la société à raison de leur apport, et les titres des actions qui leur sont attribuées ne leur seront délivrés qu'après l'autorisation royale, la remise des titres de propriété, la justification de l'entier paiement du prix d'acquisition, l'accomplissement des formalités de purge des hypothèques et la radiation de toutes les inscriptions qui pourraient grever les immeubles mis en société.

« § 4. Des approvisionnements de toute espèce en bois, fer, fontes, métaux, houille sur les puits, dans les magasins, outils de rechange, chevaux, voitures, etc., existant sur les lieux de l'exploitation, repris de l'ancienne compagnie de ladite concession par M. *Simon*, et ses coacquéreurs, qui en font également apport à la société; l'état sommaire desquels objets portant la mention suivantes :

« Enregistré à Metz, le 14 mai 1839, folio 133 recto, case 6. Reçu un franc et dix centimes pour décime. Signé *Limoux*, est resté annexé à un acte de société, dressé par ledit M^e *Rollin*, père, qui en a minute, et son collègue, le 6 mai 1839, enregistré, copie duquel état délivré par ledit M^e *Rollin* père, est également demeurée annexée à l'acte précité du 27 avril 1842, après avoir été certifiée véritable, signée par les parties alors comparantes et parafées par ledit M^e *Rollin* père, et son collègue.

« § 5. Le fonds social se compose en outre de la somme de quatre cent neuf mille trois cent soixante-sept francs sept centimes, tant en espèce qu'en autres valeurs existant dans la caisse sociale :

« Feront partie du fonds social :

« 1^o Le chemin de fer construit par la compagnie pour le transport de ses charbons depuis la Machine, commune de la Machine, Thiange et autres lieux, jusqu'aux bords du canal du Nivernais, au Rio-Gaillard, commune

« de Champvert, près Decize, ledit chemin de fer autorisé par ordonnance
« du 12 septembre 1841 ;

« 2° Et la verrerie de la Charbonnière telle qu'elle a été acquise à l'audience
« des criées du tribunal civil de Nevers, le 20 mai 1844. »

« Art. 42. On ne répartira aux actionnaires la totalité des bénéfices présentés
« par les bilans que lorsqu'il y aura en réserve une somme de deux cent vingt
« mille francs. Le chiffre de cette réserve pourra être modifié par l'assemblée
« générale, mais sans que, dans aucun cas, il puisse être réduit au-dessous de
« cent mille francs. Les paiements de dividende se feront à la caisse de la com-
« pagnie, à Metz.

« MM. les comparants déclarent que les justifications de paiement et de
« purge hypothécaire prévues au paragraphe 3 de l'article 4 ci-dessus rapporté
« ont été faites, ainsi que M. *Henri-Christophe Simon* et ses coacquéreurs s'y
« étaient obligés.

Dont acte :

Fait et passé à Metz, en l'étude, l'an 1852, le 29 septembre, pour M. le
baron de *Gargan* ; et le lendemain pour M. *Collignon* et pour M. le *Monnier*.

Et tous les comparants ont signé avec les notaires, lecture faite.

Suivent les signatures.

« Enregistré à Metz, le 2 octobre 1852, folio 1^{er} recto, case 6. Reçu cinq
« francs, et cinquante centimes pour décime. Signé *Lanty*. »

La minute est demeurée à M^e *Rollin*, notaire à Metz, soussigné. Signé
Rollin.

Vu pour être annexé au décret du 5 novembre 1852, enregistré sous le
n° 3106.

Le Ministre de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce,

Signé F. DE PERSIGNY.

N° 7393. — DÉCRET qui approuve des modifications aux Statuts de la
Compagnie du Chemin de fer de Lyon à Avignon, laquelle prendra
désormais la dénomination de Compagnie du Chemin de fer de Lyon
à la Méditerranée.

Du 18 Novembre 1852.

LOUIS-NAPOLÉON, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'intérieur, de l'agriculture et du
commerce;

Vu le décret du 27 mars 1852 qui autorise la société anonyme
formée à Paris sous la dénomination de *Compagnie du chemin de fer
de Lyon à Avignon*, et approuve ses statuts;

Vu la loi du 8 juillet 1852 qui approuve la convention passée, le
19 juin précédent, entre le ministre des travaux publics et ladite
compagnie, et en vertu de laquelle l'entreprise concédée à cette
compagnie comprendra à l'avenir les chemins de fer :

- 1° De Lyon à Avignon;
- 2° De Marseille à Avignon;
- 3° D'Alais à Beaucaire;
- 4° D'Alais aux mines de la Grand'Combe;
- 5° De Montpellier à Cette;
- 6° De Montpellier à Nîmes;
- 7° De Rognac à Aix;
- 8° De Marseille à Toulon;

Vu les ratifications des compagnies :

De Montpellier à Nîmes ;

De Montpellier à Cette ;

De Marseille à Avignon ;

De Lyon à Avignon ;

Et des chemins de fer du Gard et de la Grand'Combe, données respectivement dans les assemblées générales des actionnaires, des 20 et 27 juillet, 24 et 31 août et 10 octobre 1852 ;

Vu les modifications proposées aux statuts de la compagnie du chemin de fer de Lyon à Avignon, dans l'assemblée générale des actionnaires, du 31 août 1852 ;

Le Conseil d'état entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les modifications proposées aux statuts de la compagnie du chemin de fer de Lyon à Avignon, laquelle prendra désormais la dénomination de *Compagnie du chemin de fer de Lyon à la Méditerranée*, sont approuvées, telles qu'elles sont contenues dans l'acte passé le 13 novembre 1852 devant M^r Dufour et son collègue, notaires à Paris, lequel acte restera annexé au présent décret.

2. Le choix des administrateurs auxquels le conseil d'administration peut conférer des pouvoirs, aux termes de l'article 36 des statuts, sera soumis à l'approbation du ministre de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce.

3. Le ministre de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Bulletin des lois, inséré au Moniteur et dans un journal d'annonces judiciaires de chacun des départements que traversent les chemins de fer exploités par la compagnie.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 18 Novembre 1852.

Signé LOUIS-NAPOLÉON.

Par le Président :

Le Ministre de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce,

Signé F. DE PASSIGNY.

Statuts de la Compagnie du Chemin de fer de Lyon à la Méditerranée.

Par-devant M^r Jean Dufour et son collègue, notaires à Paris, soussignés,

A comparu :

M. le comte Henri Simdon, sénateur, demeurant à Paris, rue de Provence, n° 54, membre du conseil d'administration de la compagnie anonyme du chemin de fer de Lyon à Avignon, constituée suivant acte passé devant M^r Dufour, notaire à Paris, soussigné, qui en a la minute, et son collègue, le 22 mars 1852, enregistré,

Agissant ici en cette qualité, et comme spécialement délégué à l'effet des présentes, par ledit conseil d'administration, suivant délibération en date du 12 novembre présent mois, dont une expédition est demeurée ci-jointe et annexée, après avoir été certifiée véritable par le comparant, et revêtue d'une mention d'annexe par les notaires soussignés;

Lequel a exposé et fait ce qui suit :

Les statuts ci-dessus énoncés de la compagnie du chemin de fer de Lyon à Avignon ont été approuvés par décret du Président de la République, en date du 27 mars 1852; ce décret a été inséré au Bulletin des lois, au Moniteur universel, et a reçu en outre, tant à Paris que dans les départements du Rhône, de la Drôme, de l'Ardèche et de Vaucluse, la publication prescrite tant par la loi que par ce décret lui-même, ainsi qu'il résulte de diverses pièces déposées pour minute audit M^r Dufour, à la suite des statuts sociaux, suivant acte, du 29 avril 1852, enregistré.

De sorte que cette société s'est trouvée définitivement et régulièrement constituée.

Depuis, quatre traités ont été conclus le même jour 19 juin 1852, entre :

- 1° La compagnie concessionnaire du chemin de fer de Marseille à Avignon;
- 2° La compagnie concessionnaire du chemin de fer de Montpellier à Cette;
- 3° La compagnie concessionnaire du chemin de fer d'Alais à Beaucaire, et d'Alais aux mines de la Grand-Combe;
- 4° Et la compagnie fermière du chemin de fer de Montpellier à Nîmes.

Par ces traités, la compagnie du chemin de fer de Lyon à Avignon est devenue cessionnaire, sauf l'approbation des assemblées générales respectives, des divers chemins de fer dont les compagnies qui viennent d'être indiquées étaient concessionnaires ou fermières, et cela, moyennant les prix et aux charges, clauses et conditions stipulées dans lesdits traités.

Le même jour, 19 juin 1852, il est intervenu une convention entre :

M. le ministre des travaux publics, agissant au nom de l'État, sous réserve de l'approbation de cette convention par une loi,

Et le conseil d'administration de la compagnie du chemin de fer de Lyon à Avignon, sous réserve de l'approbation de cette convention par l'assemblée générale des actionnaires.

Aux termes de cette convention, les cessions faites à la compagnie du chemin de fer de Lyon à Avignon, par les quatre traités qui viennent d'être énoncés, ont été approuvées.

En conséquence, les cinq lignes :

- 1° De Marseille à Avignon;
- 2° De Montpellier à Cette;

3° D'Alais à Beaucaire;

4° D'Alais aux mines de la Grand'Combe;

5° Et de Montpellier à Nîmes, ont été réunies au chemin de fer de Lyon à Avignon en une seule concession de quatre-vingt-dix-neuf ans, sous le titre de *Chemin de fer de Lyon à la Méditerranée*, au profit de la compagnie du chemin de fer de Lyon à Avignon.

En outre, le bail d'affermage du chemin de Montpellier à Nîmes a été déclaré résilié, et il a été fait concession à la même compagnie de Lyon à Avignon, pour le même temps :

1° De ce chemin de fer de Montpellier à Nîmes;

2° De l'embranchement de Rognac à Aix;

3° Et de l'embranchement de Marseille à Toulon.

Le tout sous les conditions déterminées par ladite convention et le cahier des charges y annexé.

Cette convention et le cahier des charges ont été approuvés par la loi du 8 juillet 1852, à laquelle se trouvent annexées des copies certifiées des traités intervenus avec les quatre compagnies ci-dessus mentionnées.

Ces quatre traités ont été aussi approuvés par les assemblées générales des compagnies cédantes;

Savoir :

Par l'assemblée générale des actionnaires de la compagnie du chemin de fer de Marseille à Avignon, suivant délibération du 24 août 1852;

Par l'assemblée générale des actionnaires de la compagnie du chemin de fer de Montpellier à Cette, suivant délibération du 17 juillet 1852;

Par l'assemblée générale des actionnaires de la compagnie des chemins de fer d'Alais à Beaucaire, et d'Alais aux mines de la Grand'Combe, suivant délibération du 10 octobre 1852;

Et par l'assemblée générale des actionnaires de la compagnie fermière de Montpellier à Nîmes, suivant délibération du 20 juillet 1852;

Enfin, ces traités, cahier des charges et conventions ont également été approuvés par l'assemblée générale des actionnaires de la compagnie de Lyon à Avignon, suivant une délibération en date du 31 août dernier.

Aux termes de cette délibération, il a été décidé que les statuts de la compagnie seraient modifiés, et il a été donné au conseil d'administration tous pouvoirs à l'effet de rédiger définitivement les statuts de la compagnie, d'en poursuivre l'approbation, et d'accepter toutes les modifications qui pourraient être imposées par le Gouvernement.

De tout ce qui précède, il résulte que les traités, cahier des charges et conventions ci-dessus énoncés sont aujourd'hui définitifs, et qu'il y a, dès lors, nécessité de modifier les statuts de la compagnie, de manière à les mettre en rapport avec les faits qui viennent d'être exposés.

En conséquence, le comparant, en vertu des pouvoirs qui lui ont été donnés, arrête, ainsi qu'il suit, les nouveaux statuts :

TITRE 1^{er}.

FORMATION ET OBJET DE LA SOCIÉTÉ.

ART. 1^{er}. Il est formé, entre les souscripteurs propriétaires des actions ci-après créées, une société anonyme ayant pour objet l'exécution et l'exploitation du chemin de fer de Lyon à la Méditerranée, tel qu'il a été constitué tant par les lois des 1^{er} décembre 1851 et 8 juillet 1852, que par les cahiers des

charges et conventions annexés à ces lois, lequel chemin comprend les lignes suivantes :

- 1° De Lyon à Avignon ;
- 2° De Marseille à Avignon ;
- 3° D'Alais à Beaucaire ;
- 4° D'Alais aux mines de la Grand'Combe ;
- 5° De Montpellier à Cette ;
- 6° De Montpellier à Nîmes ;
- 7° De Rognac à Aix ;
- 8° Et de Marseille à Toulon.

Ces lignes appartiennent à la présente société, savoir :

Celle de Lyon à Avignon, au moyen de l'apport qui en a été fait dans l'acte de société du 22 mars 1852 ci-dessus énoncé, par MM. *Gemissieu, Boiques et compagnie, Émile Martin et compagnie, Édouard Blout, Parent (Bacile), et Drouillard Benoist et compagnie*, auxquels il avait été concédé, et les autres lignes en vertu des traités, conventions, lois et cahiers des charges énoncés dans le préambule des présentes.

2. La dénomination de la société est : *Compagnie du chemin de fer de Lyon à la Méditerranée.*

3. La société commencera à partir de la date du décret qui l'aura autorisée et finira avec la concession.

4. Le siège de la société et son domicile sont établis à Paris. Elle devra faire élection de domicile à Lyon, conformément à l'article 63 du cahier des charges, annexé à la loi du 1^{er} décembre 1851.

TITRE II.

FONDS SOCIAL. — ACTIONS. — VERSEMENTS.

5. Le fonds social se compose :

1° Des souscriptions, apports et valeurs de toute nature appartenant à la société de Lyon à Avignon et qui composaient son fonds social, aux termes des articles 5, 6 et 6 bis, des statuts approuvés le 27 mars 1852 ;

2° Des avantages qui peuvent résulter pour la société nouvelle des traités et conventions énoncés dans le préambule des présents statuts ;

3° D'une somme de dix millions représentée par vingt mille actions nouvelles créées par le présent acte et souscrites à raison de cinq cents francs par action par les personnes dénommées dans l'article suivant.

6. Le fonds social, ainsi composé est divisé en quatre-vingt-dix mille actions appartenant, savoir :

Soixante et dix mille actions aux souscripteurs primitifs de la société de Lyon à Avignon ou à leurs ayants droit, et vingt mille actions aux nouveaux souscripteurs indiqués et dénommés dans le tableau qui est demeuré ci-joint, et annexé après avoir été certifié véritable par M. le comte *Sindon*, et revêtu d'une mention d'annexe par les notaires.

Chaque action donne droit à quatre-vingt-dix millièmes dans la propriété de l'actif social et dans les bénéfices de l'entreprise.

7. Le montant des actions est payable aux caisses qui seront désignées par le conseil d'administration aux époques et dans les proportions déterminées par ledit conseil.

La somme à verser est fixée à cent soixante et quinze francs par action. Tout appel ultérieur de fonds devra être annoncé, un mois au moins avant l'époque

fixés pour le versement, dans les journaux d'annonces légales de Paris et de Lyon, désignés conformément à la loi.

Le conseil d'administration pourra autoriser la libération anticipée des actions, mais seulement par voie de mesure générale, applicable à toutes les actions, et moyennant un intérêt dont le taux ne pourra excéder trois pour cent par an.

8. Après l'approbation des présents statuts et le versement de cent soixante et quinze francs par action, il sera remis aux ayants droit des titres provisoires nominatifs.

Les souscripteurs originaires seront garants de leurs souscriptions jusqu'à concurrence du versement des cinq premiers dixièmes du montant de chaque action.

Après le versement de ces cinq premiers dixièmes, les titres provisoires seront échangés contre des titres définitifs indiquant les principales dispositions des statuts, et notamment les articles 7, 8, 10, 11, 12, 13, 14, 16, 17, 18, 20, 21, 23, 24, 25, 39, 40, 42 et 43.

Les titres définitifs sont au porteur; toutefois, le conseil d'administration peut autoriser la délivrance de titres nominatifs.

9. Les titres provisoires et les titres définitifs sont extraits d'un registre à souche; ils sont revêtus de la signature de deux administrateurs et frappés du timbre sec de la compagnie. Chaque payement fait sur le montant de l'action est constaté sur les titres.

10. La cession des actions au porteur s'opère par la tradition du titre; et celle des titres nominatifs, conformément à l'article 36 du Code de commerce. La société ne reconnaît d'autres transferts que ceux inscrits sur ses registres.

Les frais du transfert pourront être mis, par mesure générale, à la charge de l'actionnaire qui le requiert; ils seront fixés par le conseil d'administration, et ne pourront, dans aucun cas, excéder cinquante centimes par action.

11. Le conseil d'administration pourra autoriser le dépôt et la conservation des titres dans la caisse sociale; dans ce cas, il déterminera la forme des certificats de dépôt, le mode de leur délivrance, les frais auxquels ce dépôt pourra être assujéti, et les garanties dont l'exécution de cette mesure doit être entourée dans l'intérêt de la société et des actionnaires.

12. A défaut de versement aux époques déterminées, l'intérêt court de plein droit à la charge de l'actionnaire à raison de cinq pour cent par an pour chaque jour de retard.

Le retardataire est mis en demeure d'effectuer ses payements par un avis inséré dans un des journaux désignés à l'article 7; cet avis indique les numéros des actions en retard. Faute par le propriétaire de s'acquitter dans le délai d'un mois, et sans qu'il soit nécessaire de recourir aux formalités de justice, ni d'ajouter au susdit délai aucun délai de distance, les actions en retard seront vendues publiquement, sur duplicata, par le ministère d'un agent de change, aux risques et périls du retardataire, à la Bourse de Paris; le tout sans préjudice du droit que la société conserve de poursuivre personnellement l'actionnaire en retard.

Les titres primitifs des actions ainsi vendues sont nuls de plein droit; en conséquence, toute action qui ne porte pas la mention régulière des versements qui ont dû être opérés, cesse d'être admissible à la négociation et au transfert.

Les numéros des titres d'actions ainsi annulés seront insérés dans les journaux d'annonces légales désignés à l'article 7.

13. Il ne peut, dans aucun cas, être fait d'appel de fonds au delà du montant des actions.

Dans le cas où, après la réception définitive de la ligne par le Gouvernement, la totalité des versements n'aurait pas été appelée, le capital nominal des actions pourra être réduit, par délibération de l'assemblée générale, au chiffre des versements opérés à cette époque, et les actionnaires seront, dans ce cas, dispensés de tout versement ultérieur. La délibération relative à cet objet ne sera exécutoire qu'après avoir été approuvée par le Gouvernement.

14. Chaque action donne droit :

1° A une part proportionnelle dans toutes les valeurs composant l'actif social;

2° A un intérêt de quatre pour cent par an pendant la construction du chemin de fer;

3° A une part proportionnelle dans les bénéfices nets de l'entreprise.

15. Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre dans quelque main qu'il passe; la possession de l'action emporte adhésion aux statuts de la société.

16. Chaque action est indivisible à l'égard de la société, qui n'en reconnaît aucun fractionnement; tous les copropriétaires indivis d'une action sont tenus de se faire représenter auprès de la société par une seule et même personne.

Les héritiers ou créanciers des actionnaires ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, provoquer l'apposition des scellés sur les biens et valeurs de la société, ni s'immiscer en aucune manière dans son administration.

Ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux délibérations de l'assemblée générale.

17. En cas de perte d'un titre nominatif, la compagnie ne peut être tenue d'en délivrer un nouveau que moyennant caution, conformément aux articles 151, 152 et 155 du Code de commerce.

Le nouveau titre sera délivré trois mois seulement après que la déclaration de perte aura été insérée dans les journaux désignés à l'article 7.

La caution sera déchargée un an après avoir été fournie.

La déclaration de perte sera faite dans les termes et suivant la forme qui seront indiqués par le conseil d'administration.

TITRE III.

COMPTES ANNUELS. — INTÉRÊTS, DIVIDENDES, FONDS DE RÉSERVE, AMORTISSEMENT.

18. Pendant l'exécution des travaux et jusqu'après l'achèvement de la ligne de Lyon à Avignon, il sera payé annuellement aux actionnaires, à partir du décret portant autorisation de la présente société, quatre pour cent d'intérêt des sommes par eux versées, sauf l'exception faite par l'article 7, pour les versements anticipés.

Il sera pourvu au paiement de ces quatre pour cent par les intérêts des placements de fonds, par les produits des diverses sections déjà exploitées ou qui auront pu être successivement mises en exploitation, et par tous autres produits accessoires de l'entreprise; enfin, en cas d'insuffisance, par un prélèvement sur le capital social.

19. Jusqu'à l'achèvement de la ligne entière d'Avignon à Lyon, le compte des recettes et des dépenses de l'exploitation sera arrêté et soumis chaque

année à l'assemblée générale. Le produit net, déduction faite de toutes les dépenses d'entretien et d'exploitation, ainsi que de la somme nécessaire pour le service de l'intérêt et de l'amortissement des obligations, sera employé en premier lieu à payer aux actionnaires l'intérêt à quatre pour cent l'an du capital engagé dans la construction de la ligne.

L'excédant, s'il y en a, sera employé jusqu'à concurrence d'un quart, à la restitution des intérêts prélevés sur le fonds social, et le surplus pourra être distribué à titre de dividende.

20. Après l'achèvement de la ligne entière, de Lyon à Avignon, il sera dressé chaque année un inventaire général de l'actif et du passif de la société; cet inventaire sera soumis à l'assemblée générale des actionnaires dans sa réunion annuelle.

Les produits de l'entreprise serviront d'abord à acquitter les dépenses d'entretien et d'exploitation du chemin, les frais d'administration, l'intérêt et l'amortissement des emprunts qui auront pu être contractés, et spécialement l'intérêt et l'amortissement des obligations garanties par l'État et émises en vertu des lois des 1^{er} décembre 1851 et 8 juillet 1852, soit pour la réalisation d'une partie du capital de la compagnie, soit pour remplacer l'emprunt de trente millions garanti pour trente-trois ans par l'État, en vertu de la loi du 19 novembre 1849, soit pour représenter les prix du rachat des diverses lignes annexées à la concession, et généralement toutes les charges sociales.

21. Il sera prélevé sur les bénéfices nets, après le payement des charges mentionnées dans l'article précédent :

1^o Une retenue destinée à constituer un fonds de réserve pour les dépenses extraordinaires ou imprévues : la quotité de cette retenue ne pourra être inférieure à trois pour cent des bénéfices nets.

Dans le cas où les recettes ne seront pas suffisantes pour assurer l'intérêt et l'amortissement garantis par l'État, la compagnie devra, avant d'avoir recours à cette garantie, prélever jusqu'à due concurrence sur le fonds de réserve, la somme nécessaire pour y faire face.

2^o Une retenue de dix centimes pour cent francs de la somme de quarante-cinq millions, destinée à constituer un fonds d'amortissement.

3^o Quatre pour cent de la même somme pour le montant en être employé à servir aux actions amorties et non amorties un premier dividende de quatre pour cent par an, la part afférente aux actions amorties devant être versée au fonds d'amortissement, afin de compléter la somme nécessaire pour amortir la totalité des actions.

Le surplus des produits sera réparti également entre toutes les actions amorties et non amorties, sauf l'application de l'article 22 du cahier des charges, aux termes duquel l'État est appelé au partage des produits de l'exploitation qui excèdent huit pour cent du capital dépensé; la portion afférente aux actions amorties sera distribuée aux propriétaires des titres qui auront été délivrés en échange de ces actions, ainsi qu'il sera dit article 23.

22. S'il arrivait que, dans le cours d'une ou plusieurs années, les produits nets de l'entreprise fussent insuffisants pour assurer le remboursement du nombre d'actions à amortir, la somme nécessaire pour compléter le fonds d'amortissement serait prélevée sur les premiers produits nets des années suivantes, par préférence et antériorité à toute attribution de dividende aux actionnaires.

23. Le fonds d'amortissement, composé ainsi qu'il est dit dans les deux articles précédents, sera employé, jusqu'à due concurrence, à compter de

l'année qui suivra la mise en exploitation de la ligne entière, au remboursement annuel d'un nombre d'actions déterminé, comme il est dit article 21.

La désignation des actions à amortir a lieu au moyen d'un tirage au sort qui se fait publiquement à Paris chaque année, aux époques et suivant la forme déterminées par le conseil d'administration.

Les propriétaires des actions désignées par le tirage au sort pour le remboursement reçoivent en numéraire le capital effectivement versé de leurs actions, outre les dividendes jusqu'au jour indiqué pour le remboursement, et, en échange de leurs actions primitives, des actions spéciales dans la forme qui sera déterminée par le conseil d'administration.

Ces actions donnent droit annuellement à une part proportionnelle dans le dividende mentionné au dernier paragraphe de l'article 21.

Ces actions ont, du reste, pour les attributions relatives à l'administration et pour le vote aux assemblées générales, les mêmes droits que les actions non amorties.

Les numéros des actions désignées par le sort pour être remboursées sont publiés comme il est dit en l'article 7 ci-dessus.

Le remboursement du capital de ces actions est effectué au siège de la société, à partir du 1^{er} janvier de chaque année, pour l'année qui a précédé.

24. Le paiement des intérêts prévu par l'article 18 a lieu par semestre.

Le paiement des dividendes a lieu chaque année après la réunion dans laquelle le montant en a été fixé par l'assemblée générale, sur la proposition du conseil d'administration.

25. Le paiement des intérêts et dividendes se fait au siège de la société. Toutefois, le conseil d'administration pourra autoriser ce paiement sur tout autre point, aux caisses désignées par lui à cet effet. Tous intérêts et dividendes qui n'ont pas été touchés à l'expiration de cinq années après l'époque de leur paiement, annoncée dans l'un des journaux indiqués à l'article 7, sont acquis à la société, conformément à l'article 2277 du Code civil.

26. Lorsque la réserve aura atteint un million cinq cent mille francs, le prélèvement de trois pour cent pourra être réduit ou suspendu. Il reprendra cours aussitôt que ce fonds sera descendu au-dessous de ce chiffre.

TITRE IV.

CONSEIL D'ADMINISTRATION.

27. La société est administrée par un conseil composé de seize membres.

28. Chaque administrateur doit être propriétaire de cent actions, qui sont inaliénables pendant la durée de ses fonctions.

Les titres de ces actions sont déposés dans la caisse de la société.

29. Les administrateurs sont nommés par l'assemblée générale; leurs fonctions durent quatre années; ils peuvent être réélus. Leur remplacement s'opère par quart dans l'ordre fixé par un tirage au sort qui aura lieu dans la deuxième assemblée générale annuelle réunie après l'ouverture de la ligne entière.

En cas de décès, de démission ou d'empêchement d'un membre du conseil d'administration, il est pourvu, s'il y a lieu, par le conseil d'administration, à son remplacement provisoire jusqu'à la première assemblée générale, qui nomme définitivement; l'administrateur ainsi nommé ne reste en exercice que jusqu'à l'époque où devaient expirer les fonctions de celui qu'il remplace.

Quoique nommé provisoirement, l'administrateur a les mêmes pouvoirs que si sa nomination était définitive.

30. Par dérogation aux articles 27 et 29 qui précèdent, le premier conseil d'administration sera composé de vingt-deux membres dont les noms suivent, savoir :

MM. *Dumon,*
Benoist-D'Azy (Vicomte),
Bartholony,
Blount,
Drouillard,
Enfantin,
De Grandeffe (Comte),
Hély d'Olssel,
Hochet (Jules),
Martin (Émile),
Parent,
Pérignon,
Revenaz,
Rey de Foresta,
Richard Lamarche,
Schaken,
Siméon (Comte),
Simons,
Teisserenc,
Terret,
Uzielli,
West.

Les administrateurs faisant partie de ce premier conseil resteront en fonctions jusqu'à l'expiration de l'année qui suivra l'époque de la mise en exploitation de la ligne entière. Après cette époque, ils seront renouvelés conformément à l'article 29.

Les membres sortants sont rééligibles.

Jusqu'à ce que le nombre des membres du conseil soit réduit à seize, il ne sera pas procédé au remplacement des membres qui auront cessé d'en faire partie par suite de démission ou de décès.

31. Le conseil d'administration nomme chaque année, parmi ses membres, un président et un vice-président.

Ces deux membres peuvent être réélus.

En cas d'absence ou d'empêchement du président et du vice-président, le conseil désigne celui de ses membres qui doit remplir les fonctions de président.

32. Le conseil d'administration se réunit au siège de la société toutes les fois que l'intérêt de la société l'exige, et au moins deux fois par an, à des jours désignées par délibération du conseil.

Pour que les délibérations soient valables, le nombre des membres présents doit être de cinq au moins.

Les délibérations sont prises à la majorité absolue des voix des membres présents; toute décision, pour être valable, doit réunir au moins quatre voix. En cas de partage, la voix du président ou de l'administrateur qui en fait les fonctions est prépondérante.

Les délibérations du conseil d'administration sont constatées par des procès-

verbaux, signés par le président et par deux des membres qui y ont pris part. Elles sont transcrites sur un registre tenu à cet effet.

Les copies ou extraits de ces délibérations, à produire en justice ou ailleurs, sont signés par le président ou par celui des membres qui en remplit les fonctions.

33. Nul ne peut voter par procuration dans le conseil d'administration de la compagnie.

Dans le cas où deux membres dissidents sur une question demanderaient qu'elle fût ajournée jusqu'à ce que l'opinion d'un ou de plusieurs administrateurs fût connue, il pourra être envoyé à tous les administrateurs absents une copie ou un extrait du procès-verbal, avec invitation de venir voter dans une prochaine réunion à jour fixe, ou d'adresser par écrit leur opinion au président; celui-ci en donnera lecture au conseil, après quoi la décision sera prise à la majorité des membres présents. (Article 12 de la loi du 15 juillet 1845.)

Dans aucun cas, l'application de la disposition qui précède ne peut retarder l'accomplissement des obligations imposées à la compagnie par le cahier des charges de la concession, ni l'exécution des injonctions qui seraient notifiées par le Gouvernement, en vertu du cahier des charges.

34. Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour l'administration de la société.

Il fixe les dépenses générales de l'administration.

Il autorise, pour l'exécution et l'exploitation du chemin de fer, les marchés de toute nature, les achats de terrains et immeubles nécessaires. Il règle les approvisionnements et autorise les achats de matériaux, machines et autres objets nécessaires à l'exploitation.

Il autorise tous achats et ventes d'objets mobiliers.

Il autorise toutes mainlevées d'opposition ou d'inscription hypothécaire.

Il autorise toute action judiciaire, tous traités, transactions, compromis.

Il détermine le placement des fonds disponibles, et règle l'emploi de la réserve.

Il autorise tous retraits, transferts, transports et aliénations de fonds, rentes et valeurs appartenant à la société; il donne toutes quittances.

Il arrête les règlements relatifs à l'organisation du service et à l'exploitation du chemin, sous les conditions déterminées par le cahier des charges.

Il fait les traités relatifs à l'exécution de l'article 59 du cahier des charges.

Il nomme ou révoque tous employés et agents, détermine leurs attributions et fixe leur traitement.

Il fixe et modifie, soit les tarifs, soit leur mode de perception, et fait les transactions y relatives; le tout dans les limites déterminées par le cahier des charges.

Il statue sur toutes les questions qui rentrent dans l'administration de la société.

35. Le conseil peut, avec l'approbation expresse de l'assemblée générale, autoriser tous emprunts.

Tous pouvoirs lui sont dès à présent donnés :

1° Pour négocier, conformément aux dispositions de la loi du 1^{er} décembre 1851, l'emprunt de trente millions de francs, garanti par l'État et autorisé par ladite loi;

2° Pour créer et négocier les obligations cinq pour cent garanties par l'État pour quatre-vingt-dix-neuf ans, que la compagnie est autorisée à émettre en

vente de l'article 13 de la convention annoncée à la loi du 8 juillet 1852, en remplacement de l'emprunt de trente millions garanti par l'État pour trente-trois ans, en vertu de la loi du 19 novembre 1849;

3°. Pour créer et pour délivrer aux ayants droit les obligations qui, aux termes des conventions annexées à la loi du 8 juillet 1852, doivent être successivement remises aux anciennes compagnies des chemins de fer de Marseille à Avignon, de Montpellier à Cette, de Montpellier à Nîmes et du Gard, et pour convertir, s'il y a lieu, dans l'intérêt de la société, ces obligations en d'autres titres d'un système différent.

Il peut également, avec la même approbation, effectuer la vente des immeubles jugés inutiles et acheter des immeubles autres que ceux désignés à l'article 34 ci-dessus.

36. Le conseil d'administration peut déléguer la totalité ou partie de ses pouvoirs par un mandat spécial et pour une ou plusieurs affaires déterminées.

Il peut aussi conférer à un ou plusieurs de ses membres des pouvoirs permanents pour les affaires courantes journalières.

37. Les fonctions d'administrateurs sont gratuites; ils reçoivent pour chaque séance un jeton de présence dont la valeur est déterminée par l'assemblée générale.

38. Conformément à l'article 32 du Code de commerce, les membres du conseil ne contractent, à raison de leur gestion, aucune obligation personnelle ou solidaire, relativement aux engagements de la société.

Ils ne répondent que de l'exécution de leur mandat.

39. Les transferts de rentes et effets publics appartenant à la société, les actes d'acquisition, de vente et d'échange des propriétés immobilières de la société, autres que ceux désignés à l'article 34; les transactions, marchés et actes engageant la société, de la nature de ceux indiqués à l'article 48 ci-après, ainsi que les mandats sur la Banque et sur tous les dépositaires des fonds de la société, doivent être signés par deux administrateurs, à moins d'une délégation expresse du conseil à un seul administrateur ou à un mandataire spécial.

TITRE V.

DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE.

40. L'assemblée générale se compose de tous les actionnaires propriétaires de vingt actions au moins.

Chaque actionnaire a autant de voix qu'il possède de fois vingt actions; néanmoins, le même actionnaire ne peut réunir plus de vingt voix, soit par lui-même, soit comme fondé de pouvoirs.

Les propriétaires d'actions au porteur doivent, pour avoir droit d'assister à l'assemblée générale, déposer leurs titres aux lieux et entre les mains des personnes désignées par le conseil d'administration, quinze jours avant l'époque fixée pour la réunion de chaque assemblée, et il est remis à chacun d'eux une carte d'admission. Cette carte est nominative et personnelle. Elle constate le nombre d'actions déposées.

Les certificats de dépôt mentionnés en l'article 11 donnent droit, pour le dépôt de vingt actions ou plus, à la remise des cartes d'admission à l'assemblée générale, pourvu que le dépôt des titres ait eu lieu plus de quinze jours avant l'époque fixée pour l'assemblée générale.

41. L'assemblée générale, régulièrement constituée, représente l'universalité des actionnaires.

Ses décisions sont obligatoires pour tous, même pour les absents.

42. L'assemblée générale se réunit une fois chaque année à Paris.

Elle se réunit, en outre, extraordinairement, toutes les fois que le conseil en reconnaît l'utilité.

Dans tous les cas, la convocation doit être faite par un avis inséré, un mois au moins avant l'époque de la réunion, dans les journaux désignés par l'article 7.

Lorsque l'assemblée générale a pour but de délibérer sur les emprunts ou sur les propositions mentionnées à l'article 48 ci-après, les avis de convocation doivent en indiquer l'objet.

43. Tout actionnaire ayant droit de voter à l'assemblée générale peut se faire représenter par un mandataire, pourvu que ce mandataire soit lui-même actionnaire et membre de l'assemblée.

La forme des pouvoirs sera déterminée par le conseil d'administration. Dans tous les cas, ces pouvoirs devront être déposés quinze jours avant l'époque fixée pour la réunion, aux lieux et dans les mains des personnes désignées par le conseil d'administration.

44. L'assemblée générale est présidée par le président ou le vice-président du conseil d'administration, et, à défaut, par l'administrateur désigné par le conseil.

Les deux plus forts actionnaires présents remplissent les fonctions de scrutateurs.

Le bureau désigne le secrétaire.

45. L'assemblée générale délibère valablement lorsque les actionnaires sont au nombre de trente au moins, et représentent, au moins, le vingtième du fonds social.

Dans le cas où, sur une première convocation, les actionnaires ne rempliraient pas ces conditions, il est procédé à une deuxième convocation, à un mois d'intervalle. Dans cette seconde réunion, l'assemblée délibère valablement, quel que soit le nombre des membres présents et des actions représentées, mais seulement sur les objets qui étaient à l'ordre du jour de la première réunion.

46. Les délibérations sont prises à la majorité des voix des membres présents ou représentés.

En cas de partage, la voix du président est prépondérante.

Toutefois, les délibérations relatives à des emprunts ne pourront être votées que dans une assemblée générale réunissant, au moins, le dixième du fonds social, et à la majorité des deux tiers des membres présents, au nombre de trente, au moins.

Les mesures définies en l'article 48 ne peuvent être votées que dans une assemblée générale réunissant le cinquième du fonds social, et à la même majorité.

Dans le cas où, sur une première convocation, les actionnaires présents ne rempliraient pas les conditions imposées par le paragraphe qui précède, pour la validité des opérations de l'assemblée générale, il sera procédé à une seconde convocation, à un mois d'intervalle.

Les délibérations de l'assemblée générale réunie en vertu de cette deuxième

convention; surtout valables, pourvu que les actionnaires, au nombre de trente, représentent au moins le dixième du fonds social.

47. Lorsque le scrutin secret est réclamé par dix membres, les délibérations sont prises à la majorité des voix, comptées comme il est dit à l'article 46.

48. L'assemblée générale, constituée conformément à l'article 46, sur la proposition du conseil d'administration, délibère :

Sur les prolongements ou embranchements du chemin de fer, et sur les prolongations ou renouvellements de concessions ;

Sur les réunions, fusions et alliances avec d'autres compagnies de chemins de fer ;

Sur les modifications ou additions aux statuts, augmentation du fonds social, prorogation ou dissolution de la société.

Elle donne les pouvoirs nécessaires pour l'exécution desdites délibérations.

Les délibérations prises sur les objets prévus au présent article n'auront d'effet qu'après l'approbation du Gouvernement.

49. L'assemblée générale entend, discute et approuve les comptes s'il y a lieu ; elle nomme les administrateurs en remplacement de ceux dont les fonctions sont expirées ou qu'il y a lieu de remplacer par suite de décès, démission ou autres causes.

Elle prononce, en se conformant dans la limite des statuts, sur tous les intérêts de la société.

50. Si l'expérience fait reconnaître la convenance d'apporter quelques modifications ou additions aux présents statuts, l'assemblée générale est autorisée à y pourvoir dans la forme déterminée par les articles 46 et 48.

Tous pouvoirs sont donnés d'avance au conseil d'administration, délibérant à la majorité, pour consentir les changements que le Gouvernement jugerait nécessaire d'apporter aux modifications et additions votées par l'assemblée générale.

51. Les délibérations de l'assemblée générale sont constatées par des procès-verbaux signés par les membres du bureau, ou au moins par la majorité d'entre eux. Les extraits de ces procès-verbaux à produire partout où besoin sera peut être certifiés par le président du conseil d'administration ou par celui des membres qui en remplit les fonctions.

Une feuille de présence, destinée à constater le nombre des membres assistant à l'assemblée et celui des actions représentées par chacun d'eux, demeure annexée à la minute du procès-verbal, ainsi que les pouvoirs ; cette feuille est signée par chaque actionnaire en entrant en séance.

TITRE VI.

DISSOLUTION ET LIQUIDATION.

52. A moins de décision contraire de l'assemblée générale, la liquidation, lors de la dissolution de la société, s'opérera par les soins du conseil d'administration alors en exercice.

Toutes les valeurs provenant de la liquidation seront employées, avant toutes répartitions aux actionnaires, à mettre le chemin en état d'être livré au Gouvernement dans les conditions déterminées par le cahier des charges, et ensuite, s'il y a lieu, à compléter l'amortissement du fonds social.

TITRE VII.

CONTESTATIONS.

53. Toutes les contestations qui pourront s'élever pendant la durée de la société ou lors de la liquidation, soit entre les actionnaires et la société, soit entre les actionnaires eux-mêmes, et à raison des affaires sociales, seront jugées par des arbitres, conformément aux articles 51 et suivants du Code de commerce.

54. En cas de contestation, tout actionnaire sera tenu de faire élection de domicile à Paris, et toutes notifications et assignations seront valablement faites au domicile par lui élu, sans avoir égard à la distance de la demeure réelle.

À défaut d'élection de domicile, les notifications judiciaires et extrajudiciaires seront faites valablement au parquet du procureur de la République près le tribunal de première instance de Paris.

Dont acte :

Fait et passé à Paris, en l'étude dudit M^e Dufoar, notaire,

L'an 1852, le 13 novembre;

Et a, M. le comte Simon, signé avec les notaires après lecture faite.

Suit cette mention :

« Enregistré à Paris, troisième bureau, le 13 novembre 1852, folio 36 verso, case 5. Reçu cinq francs, et cinquante centimes pour décime. Signé Fèvre. »

De la délibération ci-dessus énoncée et datée, portant la mention suivante :

« Enregistré à Paris, le 13 novembre 1852, folio 14 verso, case 5. Reçu deux francs, décime vingt centimes. Signé Fèvre. »

Il appert :

Que M. le comte Henry Simon a été spécialement délégué à l'effet de poursuivre auprès du Gouvernement l'homologation des nouveaux statuts de la compagnie du chemin de fer de Lyon à la Méditerranée; consentir toutes les modifications que l'administration supérieure pourrait demander au projet de statuts; signer l'acte définitif, au nom du conseil;

Et que M. Poisat n'ayant pu accepter les fonctions de membre du conseil d'administration, M. Gérard West a été désigné pour le remplacer. Signé Dufoar.

Vu pour être annexé au décret du 18 novembre 1852, enregistré sous le n° 2233.

Le Ministre de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce,

Signé P. DE PERSIGNY.

TABLEAU de Souscription des vingt mille Actions nouvelles.

N ^{OS} N ^{OS} des borde- reaux de dépôt.	DATES des dépôts.	NOMS des déposants.	NOMBRE d'ac- tions dé- posées.	ACTIONS souscrites.		DATES	
				Nombre.	Verse- ments de 175 fr. par action à effectuer.	de versement.	de la fin du term.
		MM.			fr.		
1	20 oct. 1852..	Rey de Foresta.....	100	50	8,750	20 oct. 1852.	"
2	Idem.....	Bergevin.....	10	5	875	Idem.	"
3	Idem.....	M ^{me} veuve Pelletier de Saint- Michel.....	10	5	875	Idem.	"
4	Idem.....	Schnelle.....	4	2	350	Idem.	"
5	Idem.....	Rey de Foresta.....	100	50	8,750	"	"
6	Idem.....	Rey de Foresta.....	100	50	8,750	"	"
7	Idem.....	Fournier.....	40	20	3,500	20 oct. 1852.	"
8	Idem.....	Marquet.....	26	13	2,275	Idem.	"
9	Idem.....	Begens.....	12	6	1,050	Idem.	"
10	Idem.....	Duverbecq.....	4	2	350	Idem.	"
11	Idem.....	.....	"	"	"	"	"
(cédant)							
12	20 oct. 1852.	Marquet (Eugène).....	34	17	2,975	20 oct. 1852.	"
13	Idem.....	Jullion.....	10	5	875	Idem.	"
14	Idem.....	Emerique.....	100	50	8,750	Idem.	"
15	Idem.....	De Fromdville (Etienne).....	14	7	1,225	Idem.	"
16	Idem.....	Defrenno.....	8	4	700	Idem.	"
17	Idem.....	Polack.....	50	25	4,375	Idem.	"
18	Idem.....	Dormière.....	2	1	175	Idem.	"
19	Idem.....	Durand (Joseph).....	50	25	4,375	Idem.	"
20	Idem.....	Delcambre (Eugène).....	10	5	875	21 oct. 1852.	"
21	Idem.....	Clayo fils.....	4	2	350	20 oct. 1852.	"
22	Idem.....	De Saint-Julien (Jules).....	8	4	700	Idem.	"
23	Idem.....	Gérard.....	10	5	875	Idem.	"
24	Idem.....	Choizeau (Louis).....	4	2	350	Idem.	"
25	Idem.....	M ^{me} veuve Mayer, femme Levy.....	10	5	875	Idem.	"
26	Idem.....	Laruelle.....	8	4	700	Idem.	"
27	Idem.....	Boullenot (Euphrasine).....	20	10	1,750	"	"
28	Idem.....	Couturier (Jean).....	50	25	4,375	20 oct. 1852.	"
29	Idem.....	Baron Richerand (Waldimir).....	24	12	2,100	Idem.	"
30	Idem.....	Constant (Jules).....	8	4	700	Idem.	"
31	Idem.....	Thines (Nicolas).....	28	14	2,450	Idem.	"
32	Idem.....	M ^{me} Ducellier (Virginie).....	24	12	2,100	"	"
33	Idem.....	Blanchet (Félix).....	20	10	1,750	20 oct. 1852.	"
34	Idem.....	Lainss (Joseph).....	6	3	525	"	"
35	Idem.....	Trubert (Gustave).....	24	12	2,100	"	"
36	Idem.....	Bonneau (Dominique).....	10	5	875	20 oct. 1852.	"
37	Idem.....	Trubert.....	100	50	8,750	"	"
38	21 oct. 1852..	Dusolon.....	2	1	175	21 oct. 1852.	"
39	Idem.....	Moynat.....	100	50	8,750	Idem.	"
40	Idem.....	Caron (Alexandre).....	6	3	525	Idem.	"
41	Idem.....	Koppe (Laurent).....	34	17	2,975	Idem.	"
42	Idem.....	M ^{me} veuve de Ladaye.....	14	7	1,225	Idem.	"
43	Idem.....	M ^{me} la baronne de Pages.....	26	13	2,275	22 oct. 1852.	"
44	Idem.....	Besquette Colleary.....	20	10	1,750	21 oct. 1852.	"
45	Idem.....	Lecourt.....	2	1	175	Idem.	"
46	Idem.....	Mallet frères, pour M. Barde.....	40	20	3,500	Idem.	"
47	Idem.....	Mallet frères, pour M. Daux.....	10	5	875	Idem.	"
48	Idem.....	Barthe.....	150	75	13,125	"	"
49	Idem.....	Mallet frères.....	209	104	18,200	21 oct. 1852.	"

N ^o série des borde- reaux de dépot.	DATES des dépôts.	NOMS des déposants.	NOMBRES d'ac- tions de portées.	ACTIONS souscrites.		DATES	
				Nombre.	Vers- ements de 175 fr. par action à effectuer.	du versement.	de la livraison des titres.
		MM.			fr.		
50	21 oct. 1852..	Vaillant (J.-B.).....	40	20	3,500	21 oct. 1852.	"
51	Idem.....	Hiver (François).....	2	1	175	Idem.	"
52	Idem.....	Berde (Alfred).....	12	6	1,050	Idem.	"
53	Idem.....	Montfumat (H.).....	40	20	3,500	"	"
54	Idem.....	Hesty.....	30	15	2,625	21 oct. 1852.	"
55	Idem.....	Keymans (H.-A.).....	50	25	4,375	Idem.	"
56	Idem.....	Cousin de Maisonneuve.....	20	10	1,750	Idem.	"
57	Idem.....	Maigne (Henry).....	30	15	2,625	Idem.	"
58	Idem.....	Tranta (Georges).....	6	3	525	Idem.	"
59	Idem.....	Delcambre (Eugène-Edouard).....	2	1	175	Idem.	"
60	Idem.....	Fontaine.....	4	2	350	Idem.	"
61	Idem.....	Rey de Foresta (Émilien)...	150	75	13,125	"	"
62	Idem.....	Depré (J.).....	2	1	175	21 oct. 1852.	"
63	Idem.....	Marrier de Boissdavier.....	8	4	700	Idem.	"
64	Idem.....	Rossi (Joseph).....	30	15	2,625	Idem.	"
65	22 oct. 1852..	Tardy (François-Victor)....	10	5	875	22 oct. 1852.	"
66	Idem.....	Charéon de Beaumini (An- toine-Marie).....	25	12	2,100	Idem.	"
67	Idem.....	Eynaud (Adolphe-Laurent-Au- guste).....	200	100	17,500	Idem.	"
68	Idem.....	Martin (Eugène).....	50	25	4,375	Idem.	"
69	Idem.....	Dabon (François-Hippolyte)..	10	5	875	"	"
70	Idem.....	Ferdinand Guerrero.....	34	17	2,975	22 oct. 1852.	"
71	Idem.....	Carlen (Nicolas).....	20	10	1,750	Idem.	"
72	Idem.....	Goubie aîné (Joseph), agent de change.	150	75	13,125	Idem.	"
73	Idem.....	Goubie aîné (Joseph), agent de change.	150	75	13,125	Idem.	"
74	Idem.....	Goubie aîné (Joseph), agent de change.	150	75	13,125	Idem.	"
75	Idem.....	Goubie aîné (Joseph), agent de change.	150	75	13,125	Idem.	"
76	Idem.....	Darand (François).....	110	55	9,625	"	"
77	Idem.....	Knyff (Anatole).....	4	2	350	22 oct. 1852.	"
78	Idem.....	Le Coin (Charlemagne).....	20	10	1,750	Idem.	"
79	Idem.....	Bonnet (Jacques-Victor)....	8	4	700	Idem.	"
80	Idem.....	Guillaume (Félix).....	20	10	1,750	Idem.	"
81	Idem.....	John Campbell-Mackenzie....	4	2	350	Idem.	"
82	Idem.....	Rey de Foresta (Émilien)....	150	75	13,125	"	"
83	23 oct. 1852..	Roboul (Charles-Auguste-Pons)	25	12	2,100	23 oct. 1852.	"
84	Idem.....	Goubie aîné (Joseph), agent de change.	200	50	8,750	Idem.	"
85	Idem.....	Goubie aîné (Joseph), agent de change.	250	125	21,875	Idem.	"
86	Idem.....	Goubie aîné (Joseph), agent de change.	250	125	21,875	Idem.	"
87	Idem.....	Goubie aîné (Joseph), agent de change.	100	50	8,750	Idem.	"
88	Idem.....	Goubie aîné (Joseph), agent de change.	250	125	21,875	Idem.	"
89	Idem.....	Goubie aîné (Joseph), agent de change.	250	125	21,875	Idem.	"
90	Idem.....	Goubie aîné (Joseph), agent de change.	250	125	21,875	Idem.	"

N ^o NOM des bordo- reaux de dépôt.	DATES des dépôts.	NOMS des déposants.	NOMBRE d'ac- tions de- posées.	ACTIONS souscrites.		DATES	
				Membres	Vers- ments de 175 fr. par action à effectuer.	du versement.	de la livraison des titres.
		MM.			fr.		
91	23 oct. 1852..	Goubie aîné (Joseph), agent de change.	200	100	17,500	23 oct. 1852.	"
92	Idem	Goubie aîné (Joseph), agent de change.	200	100	17,500	Idem.	"
93	Idem	Peaucellier (Léon-Auguste) ..	20	10	1,750	Idem.	"
94	Idem	Camby (Charles-Alexandre- Joseph).	20	10	1,750	Idem.	"
95	Idem	Alliez et Grand	6	3	525	"	"
96	Idem	Dugury (Vincent-François) ..	50	25	4,375	23 oct. 1852.	"
97	Idem	Blyens (Eugène)	2	1	175	Idem.	"
98	Idem	Pran (Frédéric)	2	1	175	Idem.	"
99	Idem	Soubrebot (Edouard)	8	4	700	Idem.	"
100	Idem	Roulliet (Amaranthe)	4	2	350	"	"
101	Idem	Henry des Tareaux (Ernest), agent de change.	46	23	4,025	23 oct. 1852.	"
102	Idem	Frayco (Ch.)	4	2	350	Idem.	"
103	Idem	Frayco (Ch.)	20	10	1,750	Idem.	"
104	Idem	Fossati (Jean)	4	2	350	"	"
105	Idem	Roy de Foresta, Brosset aîné (Joseph).	50	25	4,375	"	"
106	Idem	Blaas (Louis-Pierre)	20	10	1,750	23 oct. 1852.	"
107	25 oct. 1852..	Boulanger (Noël-Alexandre- François).	10	5	875	"	"
108	Idem	Nerjet (Jules)	4	2	350	"	"
109	Idem	Martinache (Adolphe)	10	5	875	"	"
110	Idem	Dromery (Aimée)	50	25	4,375	"	"
111	Idem	Gérard (Panerasse)	8	4	700	"	"
112	Idem	Rondeaux (Charles)	12	6	1,050	"	"
113	Idem	Malo (Auguste)	3	1	175	"	"
114	Idem	Gautier (Eugène)	100	50	8,750	"	"
115	Idem	Jousselin (Alexandre-Louis) ..	8	4	700	"	"
116	Idem	Lévassor (Jules-Victor)	12	6	1,050	"	"
117	Idem	Abbé de Braquemont (Alex- andre).	20	10	1,750	"	"
118	Idem	Bizeray (Emile)	20	10	1,750	"	"
119	Idem	De Chastellux, duc de Bau- zan (Henri-Louis).	10	5	875	"	"
120	Idem	Hagson (Joseph)	10	5	875	"	"
121	Idem	Greny (Alexandre-Louis)	8	4	700	"	"
122	Idem	Crochard (François-Jules)	100	50	8,750	"	"
123	Idem	Guillaume (Charles)	16	8	1,400	"	"
124	Idem	Canonge (Emile)	50	25	4,375	"	"
125	Idem	Favrie (François)	20	10	1,750	"	"
126	Idem	Chines (Nicolas)	8	4	700	"	"
127	Idem	Darantin (Eugène-Joseph) ..	27	13	2,400	"	"
128	Idem	M ^{lle} Thibault (Anne-Fran- çoise).	7	3	525	"	"
129	Idem	Rilliot (Jean-Dominique)	2	1	175	"	"
130	Idem	Sébat Marc Girardin	55	27	4,725	"	"
131	Idem	Lévalée	521	260	45,500	"	"
132	Idem	Lévalée	182	91	15,925	"	"
133	Idem	Lévalée	200	100	17,500	"	"
134	Idem	Gouin aîné (Joseph)	50	25	4,375	"	"
135	Idem	Darant (F.) et compagnie	10	5	875	"	"

N ^{os} des Borde- aux de Dépôt.	DATES des dépôts.	NOMS des déposants.	NOMBRE d'ac- tions dé- posées.	ACTIONS souscrites.		DATES	
				Nomb. Nomb.	Verse- ments de 175 fr. par action à effectuer.	du versement.	de la livraison des titres.
		MM.			fr.		
136	26 oct. 1853..	Courthiade (Bernard).....	3	3	175		
137	Idem.....	Vieillot de Vaublanc (André)...	4	2	350		
138	Idem.....	Chouset (Pierre).....	63	31	5,425		
139	Idem.....	Davids (Eugène).....	33	16	2,800		
140	Idem.....	Fontanier (Jean-Baptiste)...	4	2	350		
141	Idem.....	Michaud (Léon).....	8	4	700		
142	Idem.....	Isnard (Martin-Adolphe-Pro- per-Constant).	70	35	6,125		
143	Idem.....	Isnard (Martin-Adolphe-Pro- per-Constant).	26	13	2,375		
144	Idem.....	M ^{me} veuve Mayer (Fanny)...	10	5	875		
145	Idem.....	M ^{me} veuve de Préclair (Louise)...	10	5	875		
146	Idem.....	Isnard (Martin-Adolphe-Pro- per-Constant).	120	60	10,500		
147	Idem.....	M ^{me} Martignon, née Bourgeois (Benoist-Jeune).	4	2	350		
148	Idem.....	Emon (Jean-Louis).....	30	15	2,625		
149	Idem.....	Bourgogne (Joseph).....	8	4	700		
150	Idem.....	Pelée.....	3	1	175		
151	Idem.....	De la Brunerie (Alfred).....	88	44	7,700		
152	Idem.....	Le duc d'Harcourt (François- Eugène-Gabriel).	50	25	4,375		
153	Idem.....	Gaerrero (Ferdinand).....	26	13	2,375		
154	Idem.....	Toirac (Alphonse).....	10	5	875		
155	Idem.....	Trogon (Antoine).....	4	2	350		
156	Idem.....	Lucas (Laurent-Pascal).....	50	25	4,375		
157	Idem.....	Dizeux (Clément-Désiré).....	10	5	875		
158	Idem.....	Gonin (Gabriel).....	400	200	35,000		
159	Idem.....	Le comte d'Egigny (L.).....	70	35	6,125		
160	Idem.....	Berceon (Angélique François)...	25	12	2,100		
161	Idem.....	Chaponnier et compagnie, de Marseille.	100	50	8,750		
162	Idem.....	Chamonin (Evariste).....	40	20	3,500		
163	Idem.....	Demont.....	10	5	875		
164	Idem.....	Mallet frères et compagnie...	40	20	3,500		
165	Idem.....	Soulière (F.-A.).....	185	92	16,100		
166	Idem.....	Soulière (F.-A.).....	46	23	4,025		
167	Idem.....	Deval (Alphonse).....	4	2	350		
168	Idem.....	Havet (Jean-Claudine).....	3	1	175		
169	Idem.....	Malgaigue (Joseph-François)...	136	68	11,900		
170	27 oct. 1853..	Grolay (Alexandre).....	4	2	350		
171	Idem.....	Le vicomte de Legondie (Henry)	50	25	4,275		
172	Idem.....	Regier (Nicolas).....	4	2	350		
173	Idem.....	Beratte (Antoine-Joseph).....	4	2	350		
174	Idem.....	Deville (Jules).....	6	3	525		
175	Idem.....	Dupont (Edouard).....	4	2	350		
176	Idem.....	Rey de Foresta (Emilien)...	24	12	2,100		
177	Idem.....	Desget (Théodore).....	30	15	2,625		
178	Idem.....	Bernard-Lajarte (Jean-Bap- tiste).	4	2	350		
179	Idem.....	Lacomblez (Auguste-Théo- dore).	100	50	8,750		
180	Idem.....	Lacomblez (Auguste-Théo- dore).	100	50	8,750		

NOM- BRES des borde- reaux de dépôt.	DATES des dépôts.	NOMS des déposants.	NOMBRE d'ac- tions de- posées.	ACTIONS souscrites.		DATES	
				Nombre.	Verse- ments de 175 fr. par action à effectuer.	du versement.	de la livraison des titres.
181	27 oct. 1852..	MM. Lacomblès (Auguste-Théo- dore).	150	75	fr. 13,125	"	"
182	Idem	Magnien (Germain).....	8	4	700	"	"
183	Idem	Portier (Joseph).....	12	6	1,050	"	"
184	Idem	Michéles (Paul).....	100	50	8,750	"	"
185	Idem	Chabaud (Pierre-Charles)...	24	12	2,100	"	"
186	28 oct. 1852..	Scallier (Achille).....	1,000	500	87,500	"	"
187	Idem	Crépu (Albin).....	6	3	525	"	"
188	Idem	Laplaige (César).....	52	26	4,550	"	"
189	Idem	Martin (Emile).....	150	75	13,125	"	"
190	Idem	Canonge (Emile).....	300	150	26,250	"	"
191	Idem	Castel (Emile).....	32	16	2,800	"	"
192	Idem	Oppermann (L.-C.).....	50	25	4,375	"	"
193	Idem	Gauthier.....	10	5	875	"	"
194	Idem	Faleon (Achille).....	750	375	65,625	"	"
195	Idem	Le marquis de la Baume....	100	50	8,750	"	"
196	Idem	Pomcet (Victor).....	20	10	1,750	"	"
197	Idem	Dumortier (Félix).....	50	25	4,375	"	"
198	Idem	Daguin (François-Constant- Gustave).	14	7	1,225	"	"
199	Idem	Offroy, Fouchet et compagnie.	26	13	3,150	"	"
200	29 oct. 1852..	Le vicomte de Lagondie (Henri).	100	50	8,750	"	"
201	Idem	Brière de Lesmont.....	30	15	2,625	"	"
202	Idem	Maquart (Jean-Nicolas).....	10	5	875	"	"
203	Idem	Dauchez (Ludovic).....	98	49	8,575	"	"
204	Idem	Lacomblès (A.).....	600	300	52,500	"	"
205	Idem	Lacomblès (A.).....	650	325	56,875	"	"
206	Idem	Duval-David (Jean-Baptiste)...	10	5	875	"	"
207	Idem	Fraissinet (Mare).....	100	50	8,750	"	"
208	Idem	Stemant (Léonard).....	20	10	875	"	"
209	Idem	Pencolet (Perrin).....	2	1	175	"	"
210	Idem	Faisant (Jean-Jacques).....	4	2	350	"	"
211	Idem	Hine (Hubert-David).....	8	4	700	"	"
212	Idem	Perdonnet (Auguste).....	200	100	17,500	"	"
213	Idem	Bovet-Bovet (Claude).....	6	3	525	"	"
214	Idem	Misbach (Sébastien-Maleste- Constant).	4	2	350	"	"
215	Idem	Bischoffsheim-Goldschmidt et compagnie.	60	30	5,425	"	"
216	Idem	Rouvière (Balthazar).....	50	25	4,375	"	"
217	Idem	M ^{lle} Gegay (Marie).....	2	1	175	"	"
218	Idem	Bellanger (Alexandre).....	4	2	350	"	"
219	Idem	De Mauseod (Henri-Jean)...	14	7	1,225	"	"
220	30 oct. 1852..	Labouchère, Aaguin et com- pagnie.	10	5	875	"	"
221	Idem	Berges (Louis-Antonin).....	75	37	6,475	"	"
222	Idem	Borel d'Hauterive (A.).....	2	1	175	"	"
223	Idem	Le comte Saint-Vallier (Hum- bert).	25	12	2,100	"	"
224	Idem	M ^{me} Berchu (Eugénie).....	26	13	2,275	"	"
225	Idem	M ^{lle} Bonte (Fortunée).....	2	1	175	"	"
226	Idem	De Cressant (François).....	70	35	8,125	"	"
227	Idem	Blondel (Paul).....	100	50	8,750	"	"

NOM- bres des borde- reaux de dépôt.	DATES des dépôts.	NOMS des déposants.	NOMBRE d'ac- tions de posées.	ASTRES souscrites.		DATES	
				Nombre.	Vers- ments de 176 fr. par action à effectuer.	du versement.	de la livraison des titres.
		MM.			fr.		
228	30 oct. 1852..	Balsan (Martin-Pierre).....	100	50	8,750	"	"
229	Idem	Lépine (Jean-Baptiste).....	6	3	515	"	"
230	Idem	Jacquart (Jean-Claude).....	2	1	175	"	"
231	Idem	De Larminat (Alexandre).....	10	5	875	"	"
232	Idem	Guerrero (Ferdinand).....	50	25	4,375	"	"
233	Idem	Rey de Foresta (Emilien)...	100	50	8,750	"	"
234	2 nov. 1852..	Glaize (Arthur-Ferdinand)...	15	7	1,225	"	"
235	Idem	Duveyrier (Anne-Honoré-Jo- seph).	30	15	2,625	"	"
236	Idem	Marnais (Pierre).....	20	10	1,750	"	"
237	Idem	Huvet (Jean-Clodius).....	2	1	175	"	"
238	Idem	Gavoty de Philémon (Charles)	40	20	3,500	"	"
239	Idem	Delaville-le-Roulx, pour MM. Blanc et Lacombe.	20	10	1,750	"	"
240	Idem	Oudan du Virly (Paul).....	10	5	875	"	"
241	Idem	Capron (Louis-Émile-Casimir)	3	1	175	"	"
242	Idem	Marquis de Lubersac (Jean- Baptiste-Ernest).	100	50	8,750	"	"
243	Idem	Ferrier (Guillaume-Antoine) ..	60	30	5,250	"	"
244	Idem	De Ruzé (Charles-Auguste- Foaicié).	139	69	12,075	"	"
245	Idem	Le Coin (Charles).....	10	5	875	"	"
246	Idem	Mary (Michel-Auguste).....	16	8	1,400	"	"
247	Idem	Lambert (Victor).....	4	2	350	"	"
248	Idem	Dauchez (Ludovic).....	2	1	175	"	"
249	Idem	Serulles (François-Antoine)...	26	13	2,275	"	"
250	Idem	Perroud (Benoit-Philibert) ..	10	5	875	"	"
251	Idem	Colcombet frères et compagnie	25	12	2,100	"	"
252	Idem	Capron (Aubin).....	30	15	2,625	"	"
253	Idem	Galula, fils d'Abram (Moïse- Déchian).	26	13	2,275	"	"
254	Idem	Galula (Abram-Déchian)....	26	13	2,275	"	"
255	Idem	Caffin (François-Adrien)....	6	3	525	"	"
256	Idem	Magniac (Jean-Baptiste)....	10	5	875	"	"
257	Idem	Dubuc (Isidore-Gilbert-Hono- ré).	200	100	17,500	"	"
258	Idem	Cohu (Ange-Louis-Ferdinand)	30	15	2,625	"	"
259	Idem	Lacomble (Auguste).....	300	150	26,250	"	"
260	Idem	Bidaud (Jean-Louis).....	75	37	6,475	"	"
261	Idem	Guimet (Jean-Baptiste).....	373	186	32,550	"	"
262	Idem	Haulon (François).....	30	15	2,625	"	"
263	Idem	Lemann-Lévy (Joseph).....	10	5	875	"	"
264	Idem	Milhaud (Daniel).....	10	5	875	"	"
265	Idem	Dupré (Jean-Auguste-Émile)...	10	5	875	"	"
266	Idem	Dupré (Jean-Auguste-Émile)...	292	146	25,550	"	"
267	Idem	Belhfort (Jean-Louis).....	50	25	4,375	"	"
268	Idem	Germonière (Hippolyte)....	28	14	2,450	"	"
269	Idem	Verra (Pierre, de Lyon)....	5	2	350	"	"
270	Idem	Piobert (Guillaume).....	40	20	3,500	"	"
271	3 nov. 1852..	Delafoy (Jean-Baptiste-Désiré)	4	2	350	"	"
272	Idem	Gombault-Pois (Nicolas-Gas- pard).	2	1	175	"	"
273	Idem	Abrie (Eugène) de Nîmes....	330	165	28,875	"	"
274	Idem	Houssaye (Arène).....	124	62	10,850	"	"

NU- MÉROS des borde- reaux de dépôt.	DATES des dépôts.	NOMS des déposants.	NOMBRE d'ac- tions de posées.	ACTIONS souscrites.		DATES	
				Nombre.	Verse- ments de 175 fr. par action à effectuer.	du versement.	de la livraison des titres.
		MM.			fr.		
275	3 nov. 1852..	Rupier (Louis).....	6	8	525	"	"
276	Idem.....	Pecoul (Auguste).....	15	7	1,225	"	"
277	Idem.....	Vienne (Jacques-Auguste)...	2	1	175	"	"
278	Idem.....	Colon (Philippe).....	6	3	525	"	"
279	Idem.....	Enfantin (Prosper).....	100	50	8,750	"	"
280	Idem.....	Durand (Jules).....	6	3	525	"	"
281	Idem.....	Arlès-Dulour.....	100	50	8,750	"	"
282	Idem.....	Dubuc (Isidore-Gilbert-Hono- ré).	200	100	17,500	"	"
283	Idem.....	Daguin (François-Constant- Gustave).	22	11	1,925	"	"
284	Idem.....	Chouillon (Adrien).....	2	1	175	"	"
285	Idem.....	M ^{me} veuve Billard aîné.....	10	5	875	"	"
286	Idem.....	Bernard (Joseph-Victor)....	4	2	350	"	"
287	Idem.....	De Vatry.....	100	50	8,750	"	"
288	Idem.....	Monier-Vinard (Alphonse-Ray- mond).	2	1	175	"	"
289	4 nov. 1852..	Henry-des-Tureaux (Ernest).	6	3	525	"	"
290	Idem.....	Carreau (Louis).....	2	1	175	"	"
291	Idem.....	Baudeux (Noël).....	6	4	700	"	"
292	Idem.....	Ferrier (Guillaume-Antoine)	8	4	700	"	"
293	Idem.....	Durand (Pierre-Eugène)....	50	25	4,375	"	"
294	Idem.....	Morin (Laurent).....	53	27	4,725	"	"
295	Idem.....	Collin (François-Hyppolite).	12	6	1,050	"	"
296	Idem.....	André (Philippe-Frédéric)...	50	25	4,375	"	"
297	Idem.....	Béguin (Louis).....	5	2	350	"	"
298	Idem.....	Burel (François).....	15	7	1,225	"	"
299	Idem.....	Laborie (Alxis).....	10	5	875	"	"
300	Idem.....	Thouveny (Hubert).....	4	2	350	"	"
301	Idem.....	Chappet (Jacques-Marie-Fran- çois).	25	12	2,100	"	"
302	Idem.....	Pelissier (Alexandre).....	25	12	2,100	"	"
303	Idem.....	Courtot (Adolphe-Joseph)...	10	5	875	"	"
304	Idem.....	Lemaître (Réné-Pierre)....	12	6	1,050	"	"
305	Idem.....	Delvoux (Jules).....	10	5	875	"	"
306	Idem.....	Hilden (Edouard).....	28	14	2,450	"	"
307	Idem.....	Beauchamp (Louis).....	2	1	175	"	"
308	Idem.....	Collier-Harter (James).....	100	50	8,750	"	"
309	Idem.....	Marty (François dit Joseph).	20	10	1,750	"	"
310	Idem.....	David (Henry-Fortuné).....	44	22	3,850	"	"
311	Idem.....	Ruis (Ferdinand).....	50	25	4,375	"	"
312	Idem.....	Lucas (Jean-Jacques-Salmon).	2	1	175	"	"
313	Idem.....	Cardon (Pierre-Antoine-Jo- seph.).	20	10	1,750	"	"
314	Idem.....	Mauviel (Guillaume).....	4	2	350	"	"
315	Idem.....	M ^{me} veuve Vertier (Anne)...	2	1	175	"	"
316	Idem.....	M ^{me} Martin (Angustine-Marie)	4	2	350	"	"
317	Idem.....	Arguillot (Louis-Charles-Marie)	5	2	350	"	"
318	Idem.....	Chauvin de Leuwardine (Char- les-Etienne-Louis-Camille).	500	250	43,750	"	"
319	Idem.....	Nau de Maupeasant (Léon)...	66	34	5,950	"	"
320	Idem.....	Meilleu (Zacharie).....	4	2	350	"	"
321	Idem.....	Roland-Desclain.....	150	75	13,125	"	"
322	Idem.....	Mortier (Louis).....	200	50	8,750	"	"

N ^o séances des borda- reaux de dépôt.	DATES des dépôts.	NOMS des déposants.	NOMBRE d'ac- tions dé- posées.	ACTIONS souscrites.		DATES	
				Nombr.	Verse- ments de 175 fr. par action à effectuer.	du versement.	de la livraison des titres.
		MM.			fr.		
323	4 nov. 1852	Oradour (Mary).....	12	6	1,050	"	"
324	Idem	Grandjean (Jean-Alexandre).....	50	25	4,375	"	"
325	Idem	Ducastel (Louis-Alexandre).....	35	17	2,975	"	"
326	Idem	Bremond (Henri).....	30	15	2,625	"	"
327	Idem	Decan (Sébastien-Louis).....	2	1	175	"	"
328	Idem	Broutin (Ferdinand-Joseph).....	16	8	1,400	"	"
329	Idem	Maniel (Hippolyte).....	150	75	13,125	"	"
330	Idem	Mallet frères et compagnie.....	1	1	175	"	"
331	Idem	Auriost (Paul).....	4	2	350	"	"
332	Idem	Ricard (Joseph).....	100	50	8,750	"	"
333	Idem	De Piellat (Amedée).....	50	25	4,375	"	"
334	Idem	Bazin (Charles).....	100	50	8,750	"	"
335	Idem	Talabot (Pautin).....	200	100	17,000	"	"
336	Idem	Costa (Jean).....	42	21	3,675	"	"
337	Idem	Cardenty (Joseph).....	24	12	2,100	"	"
338	5 nov. 1851	Damison (Jean-Pierre).....	100	50	8,750	"	"
339	Idem	Offroy-Fouchet.....	28	14	2,450	"	"
340	Idem	Borger (Etienne).....	2	1	175	"	"
341	Idem	Dosseur (Alban-Louis).....	4	2	350	"	"
342	Idem	Parmentier (Desiré).....	20	10	1,750	"	"
343	Idem	Grandhomme (Joseph).....	2	1	175	"	"
344	Idem	Cognel (Charles).....	25	12	2,100	"	"
345	Idem	Beu (Daniel et Augusto) et compagnie.....	10	5	875	"	"
346	Idem	Cood (Thomas).....	200	100	17,500	"	"
347	Idem	M ^{lle} Louvet (Marie-Élisabeth).....	14	7	1,225	"	"
348	Idem	Lasquin (François-Marie).....	6	3	525	"	"
348b	Idem	Desmaures (Antoine-Louis).....	20	10	1,750	"	"
349	Idem	Perard (Jules-Michel).....	20	10	1,750	"	"
350	Idem	Bergès (Louis-Antoine).....	125	62	11,025	"	"
351	Idem	Vogueur (Emanuel).....	22	11	1,925	"	"
352	Idem	Peanoellier (Benjamin-Louis- Auguste).....	20	10	1,750	"	"
353	Idem	Dutel-Moyronnd (Marthe-Jean- Paul).....	2	1	175	"	"
354	Idem	M ^{me} veuve Derieux, de Lyon ..	50	25	4,375	"	"
355	Idem	Duchan (Jacques).....	26	13	2,275	"	"
356	Idem	Petit (Jules).....	50	25	4,375	"	"
357	Idem	Martin (Pascal).....	64	32	5,600	"	"
358	Idem	Fould, Fould-Oppenheim et compagnie.....	181	90	15,750	"	"
359	Idem	M ^{me} veuve de Maupassant- Boissavary.....	716	358	62,650	"	"
360	Idem	Samson (Louis-Antoine).....	2	1	175	"	"
361	Idem	Perrin (Auguste), de Lyon ..	110	55	9,625	"	"
362	Idem	Bischoffsheim-Goldsmidt et compagnie.....	2	1	175	"	"
363	Idem	M ^{me} veuve Xavier-Richard, de Marseille.....	150	75	13,125	"	"
364	Idem	Maidredy frères, négociants à Marseille.....	124	62	10,850	"	"
365	Idem	Le Marquis de Grillé (Eugène- Marie-Joseph).....	74	37	6,475	"	"
366	Idem	M ^{me} Mangonnt (Cécile).....	22	11	1,925	"	"

NU- MÉROS des borde- reaux de dépôt.	DATES des dépôts.	NOMS des déposants.	NOMBRE d'ac- tions dé- posées.	ACTIONS souscrites.		DATES	
				Nombre.	Verse- ments de 175 fr. par action à effectuer.	du versement.	de la Emission des titres.
		MM.			fr.		
367	5 nov. 1852..	Velat (Antoine).....	2	1	175	"	"
368	Idem.....	Blanc (Émile).....	212	106	18,550	"	"
369	Idem.....	Dosch (André).....	180	65	11,375	"	"
370	Idem.....	Delicourt (Étienne).....	50	25	4,375	"	"
371	Idem.....	Legrand (Jean-Baptiste)....	6	3	525	"	"
372	6 nov. 1852..	Binet (Adrien).....	2	1	175	"	"
373	Idem.....	Salvador-Halphen.....	18	9	1,575	"	"
374	Idem.....	Le vicomte de Ragy.....	50	25	4,375	"	"
375	Idem.....	Quertin (Joseph-J.).....	2	1	175	"	"
376	Idem.....	Nicolas dit Rousselot (Étienne)	2	1	175	"	"
377	Idem.....	Bouquarel.....	16	8	1,400	"	"
378	Idem.....	Planta (Jean).....	6	3	525	"	"
379	Idem.....	Guerrero (Ferdinand).....	50	25	4,375	"	"
380	8 nov. 1852..	Lacomblez (Auguste).....	300	150	26,250	"	"
381	Idem.....	Martin (Auguste).....	2	1	175	"	"
382	Idem.....	Lavallée (Alphonse-Martin)...	700	350	61,250	"	"
383	Idem.....	Leclerc, de Châlons (Marne)...	24	12	2,100	"	"
384	Idem.....	Gravelat (Émile).....	46	23	4,025	"	"
385	Idem.....	Berthier (Joseph).....	6	3	525	"	"
386	Idem.....	Bailleux de Marigny (Victor- Alexandre).....	100	50	8,750	"	"
387	Idem.....	Pigis (Louis-Étienne).....	4	2	350	"	"
388	Idem.....	L'Averdant (Désiré).....	9	4	700	"	"
389	Idem.....	Le comte de Montravel (Louis- Antoine-Fleury).....	100	50	8,750	"	"
390	Idem.....	Dalmes (Marius).....	50	25	4,375	"	"
391	Idem.....	Hemmet (Jean-François)....	50	25	4,375	"	"
392	Idem.....	Pied (Edouard).....	36	18	3,150	"	"
393	Idem.....	Gay-Lussac (Jules).....	6	3	525	"	"
394	Idem.....	Rodriguez-Herviquès, agent de change.....	300	150	26,250	"	"
395	Idem.....	Cohen (Michel).....	62	31	5,425	"	"
396	Idem.....	Gay, fils aîné.....	10	5	875	"	"
397	Idem.....	Paullian (François).....	20	10	"	"	"
398	Idem.....	Bonnefont (François).....	2	1	175	"	"
399	Idem.....	Bergier (Joseph).....	50	25	4,375	"	"
400	Idem.....	Brun (Pierre-Marie).....	25	12	2,100	"	"
401	Idem.....	Nelaton (Auguste).....	4	2	350	"	"
402	Idem.....	Degros (Prosper).....	42	21	3,675	"	"
403	Idem.....	Hurel (César-Léon).....	6	3	"	"	"
404	Idem.....	Seillier (Achille).....	125	62	80,850	"	"
405	Idem.....	Secellier (Achille).....	25	12	2,275	"	"
406	Idem.....	Royer (Jean).....	2	1	175	"	"
407	Idem.....	David (Fortuné-Henry)....	50	25	4,375	"	"
408	Idem.....	Seillière (F.-Aug.).....	15	7	1,225	"	"
409	Idem.....	Robert (François).....	2	1	175	"	"
410	Idem.....	Cam (Jules-César).....	10	5	875	"	"
411	Idem.....	Beaussier (Alexandre-Joseph)...	50	25	4,375	"	"
412	Idem.....	Mahler (Jean-Rodolphe)....	10	5	875	"	"
413	Idem.....	Moreau (Théophile).....	4	2	350	"	"
414	Idem.....	Perraut (Alexis-Julien)....	22	11	1,925	"	"
415	Idem.....	Gerard (Edme-Denis).....	10	5	875	"	"
416	Idem.....	Sassebours de Lauriston....	150	75	13,125	"	"
417	Idem.....	Eynaud (A.).....	114	57	9,975	"	"

N° MÉMOES des bordereaux de dépôt.	DATES des dépôts.	NOMS des déposants.	NOMBRE d'ac- tions de posées.	ACTIONS souscrites.		DATES	
				Nombr.	Vers- ements de 175 fr. par action à effectuer.	du versement.	de la livraison des titres.
		MM.			fr.		
418	8 nov. 1852..	Talabot (Léon).....	24	12	2,100	"	"
419	Idem	Barré (Jean-Paul-Sulpice)...	6	3	525	"	"
420	Idem	Rougémont de Lowenberg...	30	15	2,625	"	"
421	Idem	Rougémont de Lowenberg...	60	30	5,250	"	"
422	Idem	Maillet (Edouard).....	2	1	175	"	"
423	Idem	Billon (Augustin).....	2	1	175	"	"
424	Idem	Bechetville (Jean-Baptiste)..	50	25	4,375	"	"
425	Idem	Thibaut	98	49	8,575	"	"
426	Idem	Lavallée (Alphonse-Martin)..	101	51	8,925	"	"
427	Idem	Maille (Pierre).....	2	1	175	"	"
428	Idem	Teisserenc de Bort (Edmond).	164	82	14,350	"	"
429	Idem	M ^{me} Pinaudier (Thérèse)...	34	17	2,975	"	"
430	Idem	De Kerhallet.....	10	5	875	"	"
431	Idem	Sart (Jean-Baptiste).....	24	12	2,100	"	"
432	Idem	Grosset de Verey (Antoine- Germain-Hippolyte).	2	1	175	"	"
433	Idem	M ^{me} veuve Durand de Mont- louis.	24	12	2,100	"	"
434	Idem	Pillet aîné.....	25	12	2,100	"	"
435	Idem	Georrero (Ferdinand).....	4	20	3,500	"	"
436	Idem	Balsan (Martin).....	2	1	175	"	"
437	Idem	Segaux (Victor).....	38	19	3,325	"	"
438	Idem	Fremyn (Valentin-Etienne)..	17	8	1,400	"	"
439	Idem	Uginet (Joseph).....	10	5	875	"	"
440	Idem	Prud'homme (Pierre-Marie).	4	2	350	"	"
441	Idem	Degros (Prosper).....	24	12	2,100	"	"
442	Idem	Thurnesson (Ch.).....	24	12	2,100	"	"
443	Idem	Picard (Jean-Jacques).....	26	13	2,275	"	"
444	Idem	De Pritelly (Antoine-Fran- çois).	24	12	2,100	"	"
445	Idem	Talabot (Paulin).....	8	4	700	"	"
446	Idem	Lacomblès (A.).....	130	65	11,375	"	"
447	9 nov. 1852..	Lambert (A.).....	4	2	350	"	"
448	Idem	Champy	20	10	1,750	"	"
449	Idem	Saint-Cristol	175	87	15,225	"	"
450	Idem	Rigot (Alfred).....	20	10	3,500	"	"
451	Idem	Falcon (Achille).....	50	25	4,375	"	"
452	Idem	M ^{me} Girard (Françoise-Cabret), de Nice.	50	25	4,375	"	"
453	Idem	Mollies	6	3	525	"	"
454	Idem	Dassier (Auguste).....	143	71	12,425	"	"
455	Idem	Martin (Auguste).....	2	1	175	"	"
456	Idem	Dassier (Auguste).....	200	100	17,500	"	"
457	Idem	Français (Jean-Baptiste)...	2	1	175	"	"
458	Idem	Brontin (Ferdinand-Joseph).	4	2	350	"	"
459	Idem	Nau de Maupassant.....	2	1	175	"	"
460	Idem	Mouard (Pierre).....	10	5	875	"	"
461	Idem	M ^{me} veuve Casot Jacquet...	10	5	875	"	"
462	Idem	Mouilliot (Amic).....	4	2	350	"	"
463	Idem	Duclos, de Lyon (E.).....	50	25	4,375	"	"
464	Idem	Demoustier, de Lyon (R.)..	30	15	2,625	"	"
465	Idem	Gerantet (A.).....	10	5	875	"	"
466	Idem	Monteils (Marc-Nicolas)....	4	2	350	"	"
467	Idem	Carlier (Camille).....	2	1	175	"	"

NU- MÉROS des borde- reaux de dépôt.	DATES des dépôts.	NOMS des déposants.	NOMBRE d'ac- tions dé- posées.	ACTIONS souscrites.		DATES	
				Nombre.	Verse- ments de 175 fr. par action à effectuer. fr.	du versement.	de la livraison des titres.
		MM.			fr.		
468	9 nov. 1862..	Pecoul (Louis).....	50	25	4,375	"	"
469	Idem	Bischoffsheim Goldschmidt et compagnie.	200	100	17,500	"	"
470	Idem	Trubert.....	2	1	175	"	"
471	Idem	Reichenbach (Charles).....	138	69	12,075	"	"
472	Idem	Verdet fils (Joseph).....	100	50	8,750	"	"
473	Idem	Jean (François-Hippolyte- Victor).	20	10	1,750	"	"
474	Idem	Gauthier Hesse (César).....	8	4	700	"	"
475	Idem	Denizot (Jean).....	4	2	350	"	"
476	Idem	Guyenot (Charles-Théodore).....	4	2	350	"	"
477	Idem	Asselin (Just).....	8	3	525	"	"
478	Idem	Trumet (Jean-Baptiste).....	200	100	17,500	"	"
479	Idem	Pellerin (Louis-Pierre).....	4	2	350	"	"
480	Idem	Trumet (Jean-Baptiste).....	400	200	35,000	"	"
481	Idem	Petit (Edmond).....	100	50	8,250	"	"
482	Idem	Lapalme (Léopold).....	25	12	2,100	"	"
483	Idem	Philippe (Victor).....	24	12	2,100	"	"
484	Idem	Gauthier la Chapelle (Émi- liand).	20	10	1,750	"	"
485	Idem	Moré (René).....	6	3	525	"	"
486	Idem	Rebaillet (Jean-Baptiste).....	13	6	1,050	"	"
487	Idem	Rochets (Auguste).....	10	5	875	"	"
488	Idem	Sannais (Genet).....	6	3	525	"	"
489	Idem	Georget (Alexandre).....	12	6	1,050	"	"
490	Idem	M ^{me} Cécile, comtesse de Pont- martin.	8	4	700	"	"
491	Idem	M ^{me} de Montravel (Antoi- nette).	7	3	525	"	"
492	Idem	Marguez (Georges).....	16	8	1,400	"	"
493	Idem	Marchand (Charles-François).....	12	6	1,050	"	"
494	Idem	Thureau Dangin (A.).....	6	3	525	"	"
495	Idem	Reboul (Henri).....	1,028	514	89,950	"	"
496	Idem	Reboul (Henri).....	60	25	4,375	"	"
497	Idem	Baumal (Edmond).....	10	5	875	"	"
498	Idem	Houssaye (Arsène).....	126	63	11,025	"	"
499	Idem	Pillet-Will	180	90	18,750	"	"
500	Idem	Meilleur (Zacharie).....	2	1	175	"	"
501	Idem	Genin (Edouard).....	113	56	9,800	"	"
502	Idem	Giroud (Henri).....	121	60	10,500	"	"
503	Idem	Baron Dufay de Lanneguet..	100	50	8,750	"	"
504	Idem	Velpeière (Isidore).....	12	6	1,050	"	"
505	Idem	Oppermann (L.-C.).....	10	5	875	"	"
506	Idem	Mercier (Claude-François)....	4	2	350	"	"
507	Idem	Defais (Jean-François).....	12	6	1,050	"	"
508	Idem	M ^{me} veuve Durand de Mont- louis.	2	1	175	"	"
509	Idem	Le baron de Jerphanion.....	10	5	875	"	"
510	Idem	M ^{me} la comtesse de Cibeins..	40	20	3,500	"	"
511	Idem	Sybertz (A.).....	132	66	11,550	"	"
512	Idem	Ghesdès (Victor).....	10	5	875	"	"
513	Idem	Eskolés (Bernard).....	24	12	2,100	"	"
514	Idem	Delombre (Paul).....	2	1	175	"	"
515	10 nov. 1862.	Fayard (Antoine).....	50	25	3,475	"	"

N ^U - MÉRO des borde- reaux de dépôt.	DATES des dépôts.	NOMS des déposants.	NOMBRE d'ac- tions dé- posées.	ACTIONS souscrites.		DATES	
				Nombre.	Verse- ments de 175 fr. par action à effectuer.	du versement.	de la livraison des titres.
		MM.			fr.		
516	10 nov. 1852.	M ^{me} veuve Maire (Antoinette).	20	10	1,750	"	"
517	Idem.....	Bertauts (Jacques-Victor)...	4	2	350	"	"
518	Idem.....	Chappot (Jacques-Marie-Fran- çois).	1	1	175	"	"
519	Idem.....	Leroy de Chabrol.....	66	33	5,775	"	"
520	Idem.....	Huet (Louis - Pierre - Augus- tin).	10	5	875	"	"
521	Idem.....	Paccard-Dufour (B.).....	10	5	875	"	"
522	Idem.....	Sollier (Victor).....	6	3	525	"	"
523	Idem.....	Mont-du-Taigny (Lucien)...	12	6	1,050	"	"
524	Idem.....	Bigot (Charles).....	6	3	525	"	"
525	Idem.....	Roux (Gustave-Saint-Marc)...	6	3	525	"	"
526	Idem.....	Davaluy (Xavier).....	50	25	4,375	"	"
527	Idem.....	Martin (Eugène).....	10	5	875	"	"
528	Idem.....	Albert (Antoine).....	18	9	1,575	"	"
529	Idem.....	Loiseille (Edmond).....	156	78	13,850	"	"
530	Idem.....	Donon, Aubry - Gauthier et compagnie.	321	160	28,000	"	"
531	Idem.....	Lawton (Théodore).....	10	5	875	"	"
532	Idem.....	Base (Alfred).....	12	6	1,050	"	"
533	Idem.....	Marcuard (Ad.) et compagnie.	78	39	6,825	"	"
534	Idem.....	Froment (Eugène).....	3	1	175	"	"
535	Idem.....	Delannoy (Alphonse).....	2	1	175	"	"
536	Idem.....	Lacombe (A.).....	40	20	3,500	"	"
537	Idem.....	Delacroix (Jules) et compa- gnie.	54	27	4,725	"	"
538	Idem.....	Falcou (Achille).....	145	72	12,600	"	"
539	Idem.....	Scheidig (Louis-Edmond)...	90	45	7,875	"	"
540	Idem.....	Carcassonne (Jules).....	2	1	175	"	"
541	Idem.....	Carcassonne (Léon).....	2	1	175	"	"
542	Idem.....	Fromyn (Valentin).....	1	1	175	"	"
543	Idem.....	Haentjens (Alfred).....	14	7	1,225	"	"
544	Idem.....	Pittet-Will.....	8	4	700	"	"
545	Idem.....	Pardessus (Charles).....	50	25	4,375	"	"
546	Idem.....	M ^{me} Goupil de Prefeln (mi- neures).	24	7	1,225	"	"
547	Idem.....	Chabaud (Pierre-Charles)...	2	1	175	"	"
548	Idem.....	Chouilloux (Jean-Richard)...	20	10	1,750	"	"
549	Idem.....	Peron (Louis-Auguste).....	24	12	2,100	"	"
550	Idem.....	Morel (Jean-Marie).....	40	20	3,500	"	"
551	Idem.....	Hilaire (Marcellin-Louis)...	4	2	350	"	"
552	Idem.....	Bergier (Joseph).....	1	1	175	"	"
553	Idem.....	Perrin (Anthelme).....	8	4	700	"	"
554	Idem.....	Leconte-Duarts et compa- gnie.	872	436	76,500	"	"
555	Idem.....	Colson (Eugène).....	10	5	875	"	"
556	Idem.....	Chartier (Alexandre), agent de change.	24	12	2,100	"	"
557	Idem.....	Legrand (Auguste).....	26	13	2,275	"	"
558	Idem.....	Fould, Fould-Oppenheim...	26	13	2,275	"	"
559	Idem.....	Plourdeau.....	159	79	13,825	"	"
560	Idem.....	Gerard (Francis).....	50	25	4,375	"	"
561	Idem.....	Fontaine (Louis-Jacques)...	24	12	2,100	"	"

N ^{OS} N ^{OS} des borde- reaux de dépôt.	DATES des dépôts.	NOMS des déposants.	NOMBRE d'ac- tions dé- posées.	ACTIONS souscrites.		DATES	
				Nombre.	Vers- ments de 175 fr. par action à effectuer.	du versement.	de la livraison des titres.
		MM.			fr.		
562	10 nov. 1855.	Bresson (Jacques).....	66	33	5,775	.	.
563	Idem.....	M ^{me} Mouton-Duvernoy.....	4	2	350	.	.
564	Idem.....	Allibert, agent de change....	4	2	350	.	.
565	Idem.....	Boex (Joseph-Marie).....	12	6	1,050	.	.
566	Idem.....	M ^{me} veuve Roche (Clémentine- Sophie).....	10	5	875	.	.
567	Idem.....	Leroy de Chabrol.....	6	3	525	.	.
568	Idem.....	Ruault (Jean-Aimable).....	24	12	2,500	.	.
569	Idem.....	Coin (Honoré).....	2	1	175	.	.
570	Idem.....	Fœrrier (Guillaume-Antoine).....	2	1	175	.	.
571	Idem.....	Le baron Schwiter (Louis-Au- guste).....	100	50	8,750	.	.
572	Idem.....	Offroy-Fouchet.....	2	1	175	.	.
573	Idem.....	Haentjens (A.).....	826	413	72,275	.	.
574	Idem.....	Teissierenc de Bort.....	200	100	17,500	.	.
575	Idem.....	Serve (Auguste-Charles).....	26	13	2,275	.	.
576	Idem.....	Avrillier (Joseph-Louis).....	2	1	175	.	.
577	Idem.....	Le prince Soltikoff.....	2,600	1,300	227,500	.	.
578	Idem.....	Hochet (Jules).....	6	3	525	.	.
579	Idem.....	Chatard (Eugène).....	8	4	700	.	.
580	Idem.....	Durand (Eugène).....	52	26	4,550	.	.
581	Idem.....	Greene et compagnie.....	50	25	4,375	.	.
582	Idem.....	Grimaud aîné.....	2	1	175	.	.
583	Idem.....	Rodschild frères.....	425	212	43,225	.	.
584	Idem.....	Roussau.....	74	37	6,475	.	.
585	Idem.....	De la Haichois (Charles).....	2	1	175	.	.
586	Idem.....	Dubail (Pierre-Eugène).....	6	3	525	.	.
587	Idem.....	Delroq (Florentin).....	4	2	350	.	.
588	Idem.....	Moreau (Edme).....	42	21	3,675	.	.
589	Idem.....	Haentjens (A.).....	2	1	175	.	.
590	Idem.....	Chatard (Eugène).....	2	1	175	.	.
591	Idem.....	Biesta (Hippolyte-Guillaume).....	400	200	35,000	.	.
592	Idem.....	Rey de Foresta (Émilien).....	16	8	1,400	.	.
593	Idem.....	Chaulin (Hippolyte).....	20	10	1,750	.	.
594	Idem.....	David, agent de change.....	20	10	1,750	.	.
595	Idem.....	Loliot (Armand).....	3	1	175	.	.
596	Idem.....	Fontaine (Louis-Jacques).....	6	3	525	.	.
597	Idem.....	Ruault (Jean-Aimable).....	2	1	175	.	.
598	Idem.....	Dast (Louis).....	6	3	525	.	.
599	Idem.....	Martin (Auguste).....	6	3	525	.	.
600	Idem.....	Flagella.....	39	19	3,325	.	.
601	Idem.....	Gondchaux (Jules).....	30	15	2,625	.	.
602	Idem.....	Boucousan de Nismes (Jules).....	25	12	2,100	.	.
603	Idem.....	Benoist d'Ary.....	1	1	175	.	.
604	Idem.....	NOTA. Le surplus a été sous- crit par toutes les personnes ci-dessus : et est à reporter proportionnellement à leurs droits.....					
			Ordre.	Ordre.	Ordre.		
		TOTAUX.....	37,996	18,977			

Le présent registre constatant le dépôt de trente-sept mille neuf cent quatre-vingt-seize (37,996) actions d'Avignon à Marseille, réparties entre six cent trois (603) bordereaux de dépôt, donnant droit en minimum à dix-huit mille neuf cent soixante et dix-sept (18,977) actions de Lyon à la Méditerranée, aux termes et dans les conditions de l'article 4 du traité intervenu le 19 juin dernier entre les deux compagnies, a été arrêté par nous, le 10 novembre 1852, à minuit.

Les mille vingt-trois actions de surplus sont aussi souscrites par les personnes ci-dessus nommées, et sont à répartir proportionnellement entre elles, conformément à ladite convention.

Pour la compagnie de Lyon à la Méditerranée.

Le Secrétaire général,
Signé *L. Denou.*

Le Chef de la comptabilité générale,
Signé *A. Danjou.*

Pour les liquidateurs de la compagnie d'Avignon à Marseille.

L'Administrateur délégué,
Signé *Rey de Foresta.*

Ensuite est la mention suivante : Enregistré à Paris, le 13 novembre 1852, folio 14 verso, case 6. Reçu deux francs, décime vingt centimes. Signé *Favre.*

Vu pour être annexé au décret du 18 novembre 1852, enregistré sous le numéro 3233.

Le Ministre de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce,

Signé *F. DE PERSIGNY.*

N° 7394. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre de l'instruction publique et des cultes) qui nomme chevalier de la Légion d'honneur M. l'abbé *Sergent*, recteur de l'académie départementale de la Nièvre. (Du 15 Septembre 1852.)

N° 7395. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE contre-signé par le ministre de l'instruction publique et des cultes) qui nomme chevalier de la Légion d'honneur M. *Petit (Frédéric-Bruno)*, directeur et fondateur de l'observatoire de Toulouse, professeur à la faculté des sciences de cette ville, membre correspondant de l'académie des sciences. (Du 5 Octobre 1852.)

N° 7396. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) portant :

ART. 1^{er}. La forêt communale de Molsheim (Bas-Rhin) sera traitée en futaie, d'après la méthode du réensemencement naturel et des éclaircies.

2. Pendant une révolution transitoire de quatre-vingts ans, divisée en trois périodes, la première de trente et les deux autres de vingt-cinq ans, cette forêt sera soumise à des exploitations ayant pour but de créer des peuplements réguliers et susceptibles d'un aménagement définitif.

3. L'importance des coupes ordinaires annuelles de produits principaux est fixée, pendant toute la durée de la première période, à six cents stères, déduction faite d'un quart pour former la réserve.

Les coupes d'éclaircie porteront chaque année, pendant cette même période, sur une étendue de dix hectares.

4. Toutes les exploitations suivront l'ordre et la marche indiqués par le projet de règlement présenté par l'administration des forêts. (Du 8 Octobre 1852.)

N° 7397. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) portant :

ART. 1^{er}. Les bois communaux de Traenheim (Bas-Rhin) seront, pendant une révolution transitoire de trente-cinq ans, soumis à des exploitations ayant pour but de faire disparaître les bois surannés et déperissants, et de préparer un ordre régulier d'exploitation de futaie pleine.

2. L'importance des coupes ordinaires annuelles de produits principaux est fixée à cent cinq stères, déduction faite d'un quart pour former la réserve.

3. Pendant une période de dix ans, il sera fait des coupes annuelles de nettoisement d'une étendue de trois hectares vingt-cinq ares.

4. Toutes les exploitations suivront l'ordre et la marche tracés par le projet de règlement présenté par les agents de l'administration des forêts. (Du 8 Octobre 1852.)

N° 7398. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) portant ce qui suit :

Le quart juste de la contenance totale des bois communaux de Dompierre (Vosges), à prendre dans la partie de ces bois provenant du partage de l'ancienne forêt du Ban-de-Dompierre, sera distrait pour former la réserve; le surplus formera deux séries de coupes ordinaires de taillis sous futaie.

La première série se composera des trente coupes affouagères assises et délimitées sur le terrain, conformément au plan et à l'acte d'aménagement du 23 mars 1807; elle continuera à s'exploiter dans une révolution de trente ans.

La deuxième série comprendra les cantons de Gérard-Bois et la Hardie, qui étaient affectés à la réserve par l'aménagement de 1807, plus la partie des nouveaux bois échus à la commune, non comprise dans le nouveau quart de réserve. Cette série sera, par les soins d'un arpenteur forestier, et d'après les instructions de l'administration des forêts, divisée en coupes ordinaires, exploitables de deux en deux ans, dans une révolution de trente ans : ces coupes seront fixées sur le terrain, et désignées sur le plan par des numéros et par le nombre d'hectares dont chacune d'elles se composera. Ces opérations seront constatées par des procès-verbaux et des plans dont expéditions devront être remises à l'administration des forêts, au conservateur, à l'agent chef de service et à la commune propriétaire. (Du 8 Octobre 1852.)

N° 7399. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) portant :

ART. 1^{er}. Un agent ou un arpenteur forestier, désigné à cet effet, procédera immédiatement, et d'après les instructions de l'administration des forêts, aux opérations relatives à l'aménagement de la totalité des bois appartenant à la commune de Viménil (Vosges). Le quart juste de la contenance de ces bois, à prendre dans la partie provenant de l'ancienne forêt du Ban-de-Dompierre, parcelles B et C, sera distrait pour former la réserve, conformément aux dispositions de l'article 93 du Code forestier, le surplus, divisé en trente coupes ordinaires, s'exploitera dans une révolution d'un même nombre d'années : ces coupes seront fixées sur le terrain et désignées sur le plan par des numéros et par le nombre d'hectares dont chacune d'elles se composera.

2. Ces opérations seront constatées par des procès-verbaux et des plans, dont expéditions devront être remises à l'administration des forêts, au conservateur, à l'agent chef de service et à la commune propriétaire. (Du 8 Octobre 1852.)

N° 7400. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) portant,

1° Que l'administration des forêts est autorisée à délivrer à la commune de Latrency (Haute-Marne) une coupe extraordinaire de cinq hectares, à prendre dans le quart de réserve de la forêt communale du lieu;

2° Que la vente et l'exploitation de cette coupe s'effectueront conformément aux dispositions générales prescrites tant par le Code forestier que par l'ordonnance réglementaire du 1^{er} août 1827. (Du 8 Octobre 1852.)

N° 7401. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) portant,

1° Que l'administration des forêts est autorisée à délivrer à la commune de Thonne-le-Thil (Meuse) une coupe extraordinaire de douze hectares, à prendre dans le quart de réserve de la forêt communale du lieu;

2° Que la vente et l'exploitation de cette coupe s'effectueront conformément aux dispositions générales prescrites tant par le Code forestier que par l'ordonnance réglementaire du 1^{er} août 1827. (Du 8 Octobre 1852.)

N° 7402. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) portant,

1° Que l'administration des forêts est autorisée à délivrer à la commune de Dambach (Bas-Rhin) une coupe extraordinaire de deux mille stères, à prendre au canton Benfeldersweeg, dépendant du quart de réserve de la forêt communale du lieu;

2° Que l'exploitation de cette coupe s'effectuera conformément aux dispositions générales prescrites tant par le Code forestier que par l'ordonnance réglementaire du 1^{er} août 1827. (Du 8 Octobre 1852.)

N° 7403. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) portant,

1° Que l'administration des forêts est autorisée à délivrer à la commune d'Oberbronn (Bas-Rhin) une coupe extraordinaire de douze cents stères dans les cantons dits *Gerstencoupe*, *Mathencoupe* et *Finstersee*, de la forêt communale du lieu;

2° Que la vente et l'exploitation de cette coupe auront lieu conformément aux dispositions générales prescrites tant par le Code forestier que par l'ordonnance réglementaire du 1^{er} août 1827. (Du 8 Octobre 1852.)

N° 7404. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) portant,

1° Que l'administration des forêts est autorisée à délivrer à la ville de Larmache (Vosges) une coupe extraordinaire de dix hectares, à prendre dans le quart de réserve des bois de la forêt communale du lieu;

2° Que la vente et l'exploitation de cette coupe auront lieu conformément aux dispositions générales prescrites tant par le Code forestier que par l'ordonnance réglementaire du 1^{er} août 1827. (Du 8 Octobre 1852.)

N° 7405. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) portant,

1° Que la commune de Revin (Ardennes) est autorisée à vendre, sans faculté de sarter, une coupe de trente hectares, à prendre dans le quart de réserve de ses bois, au lieu dit *les Faches*;

2° Que la vente et l'exploitation de cette coupe auront lieu conformément aux dispositions générales prescrites tant par le Code forestier que par l'ordonnance réglementaire du 1^{er} août 1827. (Du 8 Octobre 1852.)

N° 7406. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) portant,

1° Que la commune de Bartherans (Doubs) est autorisée à exploiter, pour les exercices 1852, 1853 et 1854, les coupes ordinaires n° 23, 24 et 25 de sa forêt;

2° Que la délivrance des trois coupes ordinaires qui, d'après l'aménagement, venaient en tour d'exploitation pour ces trois exercices, ne sera effectuée qu'à partir de l'exercice 1855. (Du 8 Octobre 1852.)

N° 7407. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) qui autorise la commune de Drusenheim (Haut-Rhin) à défricher définitivement le canton de ses bois dit *Gottes-haesslerwoerth*, aujourd'hui en culture à titre temporaire, et dont la contenance est de quarante-sept hectares. (Du 8 Octobre 1852.)

N° 7408. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) portant que la coupe extraordinaire de cent

trente-huit hectares dix ares, autorisée dans les bois communaux de Sennecey-le-Grand (Saône-et-Loire), par le décret du 25 mars 1851, sera mise en vente en cinq années consécutives et par portions égales, à partir de l'exercice 1852. (*Du 8 Octobre 1852.*)

N° 7409. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) portant :

ART. 1^{er}. Les habitants de la commune de l'Escalé (Basses-Alpes) sont autorisés, pendant cinq ans, à faire pacager leurs bêtes à laine dans les cantons de bois qui seront reconnus défensables par les agents forestiers locaux, à la charge, par lesdits habitants, de se conformer aux dispositions des articles de la huitième section du titre III du Code forestier, et à celles des articles 118, 119 et 120 de l'ordonnance réglementaire du 1^{er} août 1827; de faire chaque année, aux temps et saison convenables, dans les cantons indiqués, les améliorations qui seront reconnues nécessaires par les agents forestiers, pour réparer ou prévenir les dommages qui pourraient résulter de l'exercice du pacage.

Ladite commune sera, en outre, tenue de satisfaire aux conditions spéciales que l'administration des forêts déterminera.

2. Le nombre des bêtes à laine admises au parcours ne pourra excéder celui qui sera fixé par les agents forestiers, et publié avec les états des cantons défensables.

3. Cette autorisation sera révoquée pour cause d'abus ou d'incompatibilité du pacage avec la prospérité du bois où il sera exercé. (*Du 8 Octobre 1852.*)

N° 7410. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) portant :

ART. 1^{er}. Les habitants de la section de Laroque, dépendante de la commune de Fayet (Aveyron), sont autorisés, pendant cinq ans, à faire pacager leurs bêtes à laine dans les cantons de bois qui seront reconnus défensables par les agents forestiers locaux, à la charge, par lesdits habitants, de se conformer aux dispositions des articles de la huitième section du titre III du Code forestier, et à celles des articles 118, 119 et 120 de l'ordonnance réglementaire du 1^{er} août 1827; de faire chaque année, aux temps et saison convenables, dans les cantons indiqués, les améliorations qui seront reconnues nécessaires par les agents forestiers, pour réparer ou prévenir les dommages qui pourraient résulter de l'exercice du pacage.

2. Le nombre des bêtes à laine admises au parcours ne pourra excéder celui qui sera fixé par les agents forestiers, et publié avec les états des cantons défensables.

3. Cette autorisation sera révoquée pour cause d'abus ou d'incompatibilité du pacage avec la prospérité du bois où il sera exercé. (*Du 8 Octobre 1852.*)

N° 7411. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) portant :

ART. 1^{er}. Les habitants de la commune de Saint-Castin (Basses-Pyrénées) sont autorisés, pendant cinq ans, à faire pacager leurs bêtes à laine dans les cantons de bois qui seront reconnus défensables par les agents forestiers locaux, à la charge, par lesdits habitants, de se conformer aux dispositions des articles de la huitième section du titre III du Code forestier, et à celles des articles 118, 119 et 120 de l'ordonnance réglementaire du 1^{er} août 1827; de faire chaque année, aux temps et saison convenables, dans les cantons indiqués, les améliorations qui seront reconnues nécessaires par les agents forestiers, pour réparer ou prévenir les dommages qui pourraient résulter de l'exercice du pacage.

La commune de Saint-Castin sera, en outre, tenue de satisfaire aux conditions spéciales que l'administration des forêts déterminera.

2. Le nombre des bêtes à laine admises au parcours ne pourra excéder celui qui sera fixé par les agents forestiers, et publié avec les états des cantons défensables.

3. Cette autorisation sera révoquée pour cause d'abus ou d'incompatibilité du pacage avec la prospérité du bois où il sera exercé. (Du 8 Octobre 1852.)

N° 7412. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) portant que la forêt domaniale de la Bonnière (Côte-d'Or), d'une contenance approximative de sept cent soixante-six hectares quatre-vingt-sept ares, continuera d'être exploitée à la révolution de vingt-cinq ans, et sera, à l'avenir, divisée en trois séries, savoir :

Première série, deux cent soixante-six hectares soixante et quatorze ares; coupe annuelle, dix hectares soixante-sept ares;

Deuxième série, deux cent soixante et seize hectares trente-cinq ares; coupe annuelle, onze hectares cinq ares;

Troisième série, deux cent vingt-trois hectares soixante et dix-huit ares; coupe annuelle, huit hectares quatre-vingt-quinze ares. (Du 18 Octobre 1852.)

N° 7413. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) portant :

ART. 1^{er}. La forêt domaniale de Frohmüllerwald (Moselle), d'une contenance de trois cent cinquante-six hectares vingt-huit ares, sera ramenée à l'état de futaie régulière dans une révolution transitoire de cent dix ans, commençant par l'année 1853, et divisée en quatre périodes; la première, de vingt ans, et les trois autres chacune de trente ans.

Cette forêt sera exploitée par la méthode des éclaircies et du réensemencement naturel.

2. La possibilité annuelle, pour la première période, est fixée comme il suit :

1^o Produits principaux, consistant en coupe de régénération et extractions de vieilles écorces, deux mille stères;

2^o Produits intermédiaires, consistant en coupes d'éclaircies, vingt-cinq hectares pendant les cinq premières années, et quinze hectares soixante ares pendant les quinze années suivantes.

3. Il sera pourvu ultérieurement à la fixation de la possibilité pour les autres périodes. (Du 18 Octobre 1852.)

N° 7414. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) portant que les parties à supprimer du cordon ou lisière de bois qui entourent les forêts domaniales de Guisnes et de Tourneheim (Pas-de-Calais) seront exploitées en même temps que les coupes contiguës, et qu'il y sera opéré, 1° des nettoiemens et des éclaircies pendant le cours de la révolution qui a commencé en 1838; 2° des coupes principales et de régénération pendant la révolution suivante. (Du 18 Octobre 1852.)

N° 7415. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) portant ce qui suit :

Le quart juste de la contenance totale des bois communaux de Lancrans (Ain), à prendre dans le canton nommé *la Charmante*, sera distrait pour former la réserve, conformément aux dispositions de l'article 93 du Code forestier; le surplus de ces bois sera divisé en trois parties égales, et chaque partie s'exploitera en trente coupes ordinaires, dans une révolution de trente ans. (Du 18 Octobre 1852.)

N° 7416. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) qui approuve la modification opérée, aux termes du procès-verbal de bornage des bois de la commune de l'Hôpital-du-Gros-Bois (Doubs), en date du 2 septembre 1850, dans la ligne périmétrale qui sépare cette forêt des propriétés appartenant aux dames veuves *Pomney* et *Grandjean*. (Du 18 Octobre 1852.)

N° 7417. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) portant,

1° Que le quart des bois feuillus, appartenant à la commune de Hautecour (Jura), sera distrait pour former la réserve, conformément aux dispositions de l'article 93 du Code forestier;

2° Que le surplus s'exploitera en douze coupes ordinaires biennales, dans une révolution de vingt-quatre ans;

3° Que les arbres et brins résineux compris dans chaque coupe ordinaire seront réservés. (Du 18 Octobre 1852.)

N° 7418. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) portant ce qui suit:

Le quart de la contenance totale des bois que l'hospice civil de Grenoble possède dans l'arrondissement de Vienne (Isère), à prendre dans les cantons de la Grande-Tuilière et de Mauvernay, sera distrait pour former la réserve, conformément aux dispositions de l'article 93 du Code forestier; le surplus formera deux séries d'exploitation.

La première série, comprenant les cantons de

La Bave-et-les-Eygrons,
La Révolée,
Pré-Dessous-le-Berthiat,
La Diane,
Le Brousillet,
Féline,
Petite-Tuilière,
Le Bailly ou les Gaberges,
Coteyat ou l'Abîme,
Les Chouettes,
Le Couperet,
Valérie ou Plaine,
Dufour,
Devaux,

Le Clos-Michard,
La Verrière, Ferrond et Chaussées,
Brosses ou Filiâtres,
Grand-Monnet,
Grand-Barre,
Bois-Louvat,
Tiron,
Clos-de-la-Garenne,
Valérie ou Plaine (deuxième parcelle).
La Bellerette,
La Bûche,
La Bouchonnière,
Les Marches,
La Renaudière,

s'exploitera dans une révolution de vingt-cinq ans, en vingt-cinq coupes ordinaires annuelles.

La seconde série se composera des cantons de

Les Brosses,
Combe-du-Moulin,
L'Étang-du-Moule et Régolier,
Le Bessay,

Le Molard,
Les Étangs-Châtaigniers,
Lardièrre, Vivian et Guillermin,
Fer, Dellefin et Col-Bouchet,

et s'exploitera dans une révolution de dix ans, en dix coupes ordinaires annuelles. (Da 18 Octobre 1852.)

N° 7419. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) portant ce qui suit :

Le quart juste de la contenance totale des bois appartenant à la section de Dinozé, commune d'Arches (Vosges), à prendre dans la partie nord-ouest du canton Ringiménil, parcelle B du plan ci-joint, sera distrait pour former la réserve, conformément aux dispositions de l'article 93 du Code forestier; le surplus de ces bois formera deux séries d'exploitation.

La première série, parcelle A du plan, sera traitée en futaie par la méthode du réensemencement naturel et des éclaircies; pendant une période de quinze ans, on y exploitera une coupe annuelle d'éclaircie de deux hectares trente-trois ares.

La deuxième série, comprenant le surplus du canton Ringiménil, parcelle I du plan, et tout le canton Quecquement, s'exploitera en taillis sous futaie, à une révolution de trente ans et en trente coupes annuelles de un hectare cinquante ares. (Da 18 Octobre 1852.)

N° 7420. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) portant :

ART. 1^{er}. Un agent ou un arpenteur forestier, désigné à cet effet, procédera immédiatement, et d'après les instructions de l'administration des forêts, à l'aménagement des bois appartenant au hameau de Coudeur, dépendant de la

commune d'Allanche (Cantal). La totalité de ces bois sera divisée en vingt-cinq coupes ordinaires, exploitables dans une révolution d'un même nombre d'années : ces coupes seront fixées sur le terrain et désignées sur le plan par des numéros et par le nombre d'hectares dont chacune d'elles se composera.

2. Ces opérations seront constatées par des procès-verbaux et des plans, dont expéditions devront être remises à l'administration des forêts, au conservateur, à l'agent chef de service et à la commune intéressée. (Du 20 Octobre 1852.)

N° 7421. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) portant :

ART. 1^{er}. Un agent ou un arpenteur forestier, désigné à cet effet, procédera immédiatement, et d'après les instructions de l'administration des forêts, aux opérations relatives à l'aménagement de la totalité des bois appartenant à la commune de Han-Devant-Pierrepont (Meuse). Le quart juste de la contenance de ces bois, à prendre dans la partie sud, sera distrait pour former la réserve, conformément aux dispositions de l'article 93 du Code forestier; le surplus, divisé en vingt-cinq coupes ordinaires, s'exploitera dans une révolution d'un même nombre d'années. Ces coupes seront fixées sur le terrain, et désignées sur le plan par des numéros et par le nombre d'hectares dont chacune d'elles se composera.

2. Ces opérations seront constatées par des procès-verbaux et des plans dont expéditions devront être remises à l'administration des forêts, au conservateur, à l'agent chef de service et à la commune propriétaire. (Du 20 Octobre 1852.)

N° 7422. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) portant :

ART. 1^{er}. Un agent ou un arpenteur forestier, désigné à cet effet, procédera immédiatement, et d'après les instructions de l'administration des forêts, aux opérations relatives à l'aménagement de la totalité des bois appartenant à la commune de Maucourt (Meuse). Le quart juste de la contenance de ces bois, à prendre dans le canton Deshayes, sera distrait pour former la réserve, conformément aux dispositions de l'article 93 du Code forestier; le surplus, divisé en vingt-cinq coupes ordinaires, s'exploitera dans une révolution d'un même nombre d'années. Ces coupes seront fixées sur le terrain, et désignées sur le plan par des numéros et par le nombre d'hectares dont chacune d'elles se composera.

2. Ces opérations seront constatées par des procès-verbaux et des plans, dont expéditions devront être remises à l'administration des forêts, au conservateur, à l'agent chef de service et à la commune propriétaire. (Du 20 Octobre 1852.)

N° 7423. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) portant :

ART. 1^{er}. Les bois communaux de Combas (Gard) seront en totalité reçus en quatre années consécutives et par portions égales, à partir de 1853.

2. Après ce recepage, le quart de la contenance totale de ces bois sera

distrain pour former la réserve, conformément aux dispositions de l'article 93 du Code forestier; le surplus sera divisé en trois coupes exploitables dans une révolution de vingt et un ans.

3. Les délivrances ordinaires se feront de sept en sept ans; la première aura lieu en 1868. (Du 20 Octobre 1852.)

N° 7424. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) qui autorise la commune de Perchède (Gers) à défricher une parcelle de ses bois sise au canton Bartheuil, et contenant quatre hectares soixante-quatre ares quatre-vingt-dix centiares. (Du 20 Octobre 1852.)

N° 7425. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) qui autorise la commune de Langensoulzbach (Bas-Rhin) à défricher une parcelle de deux ares de ses bois, détachée du surplus, et située au canton Mattermansbronn. (Du 20 Octobre 1852.)

N° 7426. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) portant,

1° Que l'administration des forêts est autorisée à délivrer à la commune de Gamardo (Landes), pour être exploitée à blanc étoc, une coupe extraordinaire de trente-trois hectares, formant le canton du Grand-Bois, dépendant de la forêt communale du lieu;

2° Que la vente et l'exploitation de cette coupe auront lieu conformément aux dispositions générales prescrites tant par le Code forestier que par l'ordonnance réglementaire du 1^{er} août 1827.

3° Que tous les travaux reconnus nécessaires par les agents forestiers, pour le repeuplement et la mise en défens du canton du Grand-Bois, seront mis en charge sur l'adjudication. (Du 20 Octobre 1852.)

N° 7427. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) portant :

ART. 1^{er}. L'administration des forêts est autorisée à délivrer aux communes de Germaine et de Villars-Montroyer, ainsi qu'aux hospices de Langres (Haute-Marne), les coupes extraordinaires ci-après désignées, savoir :

1° A la commune de Germaine, une coupe de vingt et un hectares, à prendre dans son quart de réserve, et à exploiter en trois années consécutives et par portions égales;

2° A la commune de Villars-Montroyer, la coupe affouagère de l'exercice 1853, pour être exploitée, par anticipation, en 1852;

3° Aux hospices de Langres, une coupe de vingt hectares, à prendre dans le quart de réserve des bois de ces établissements, et à vendre, par portions égales, en 1853 et 1854.

2. La vente ou la délivrance en nature et l'exploitation des coupes extraordinaires ci-dessus mentionnées auront lieu conformément aux dispositions générales prescrites tant par le Code forestier que par l'ordonnance régle-

nécessaire du 1^{er} août 1827, et les communes et établissements publics propriétaires seront tenus de faire effectuer les travaux d'entretien et d'amélioration reconnus nécessaires par les agents forestiers. (Du 20 Octobre 1852.)

N° 7428. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) portant,

1° Que l'administration des forêts est autorisée à délivrer à la commune de Consigny (Haute-Marne) une coupe extraordinaire de quarante-sept hectares cinquante ares, à prendre dans la partie la plus âgée du quart de réserve des bois de cette commune;

2° Que la vente et l'exploitation de cette coupe s'effectueront en huit années consécutives, par portions égales, et conformément aux dispositions générales prescrites tant par le Code forestier que par l'ordonnance réglementaire du 1^{er} août 1827. (Du 20 Octobre 1852.)

N° 7429. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) portant :

ART. 1^{er}. L'administration des forêts est autorisée à délivrer aux communes de Chavraines, Mandres et Vouécourt (Haute-Marne), dans les quarts de réserve des bois qui appartiennent auxdites communes, les coupes extraordinaires ci-après désignées, savoir :

1° A la commune de Chavraines, une coupe extraordinaire de soixante hectares, à vendre en trois années consécutives et par portions égales;

2° A la commune de Mandres, une coupe extraordinaire de six hectares;

3° A la commune de Vouécourt, une coupe de treize hectares, à prendre au canton de la Tressie, et à vendre en 1852; plus une coupe de douze hectares, à prendre au canton de la Lisière, et à vendre en 1853.

2. La vente et l'exploitation des coupes extraordinaires ci-dessus désignées auront lieu conformément aux dispositions générales prescrites tant par le Code forestier que par l'ordonnance réglementaire du 1^{er} août 1827, et les communes propriétaires seront tenues de faire exécuter les travaux d'entretien et d'amélioration reconnus nécessaires par les agents forestiers. (Du 20 Octobre 1852.)

N° 7430. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) portant :

ART. 1^{er}. Les habitants de la commune de Maspié-Lalonguère-Juillacq (Basses-Pyrénées) sont autorisés, pendant cinq ans, à faire pacager leurs bêtes à laine dans les cantons de bois qui seront reconnus défensables par les agents forestiers locaux, à la charge, par lesdits habitants, de se conformer aux dispositions des articles de la huitième section du titre III du Code forestier, et à celles des articles 118, 119 et 120 de l'ordonnance réglementaire du 1^{er} août 1827; de faire chaque année, aux temps et saison convenables, dans les cantons indiqués, les améliorations qui seront reconnues nécessaires par les agents forestiers, pour réparer ou prévenir les dommages qui pourraient résulter de l'exercice du pacage.

La commune sera, en outre, tenue de satisfaire aux conditions spéciales que l'administration des forêts déterminera.

2. Le nombre des bêtes à laine admises au parcours ne pourra excéder celui qui sera fixé par les agents forestiers, et publié avec les états des cantons défensables.

3. Cette autorisation sera révoquée pour cause d'abus ou d'incompatibilité du pacage avec la prospérité du bois où il sera exercé. (Du 20 Octobre 1852.)

N° 7431. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre de l'instruction publique et des cultes) portant,

1° Que le supérieur général des frères de Saint-Yon, dit *des Écoles chrétiennes*, est autorisé à accepter, au nom de son institut, le legs d'une somme de cinq mille francs, fait par M. *François Sainctelette* aux frères des Écoles chrétiennes de Lyon (Rhône);

2° Que cette somme sera placée en rentes sur l'État. (Du 28 Octobre 1852.)

N° 7432. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre de l'instruction publique et des cultes) qui autorise le supérieur général des frères de Saint-Yon, dits *des Écoles chrétiennes*, à accepter, au nom de son institut, la donation faite par les sieurs *Brunsiel, Claparède, Pierrefeux, Malègue, Lesecq, Chandez, Gruinéty, Veyrac, Bachalet et Rigaud*, de diverses propriétés situées dans la ville de Béziers (Hérault). (Du 11 Novembre 1852.)

Certifié conforme :

Paris, le 8^e Décembre 1852,

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire
d'état au département de la Justice,*

ABBATUCCI.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie impériale; ou chez les Directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

PARTIE SUPPLÉMENTAIRE.

N° 284.

N° 7433. — *Décret portant autorisation de la Société anonyme formée à Paris sous la dénomination de Société générale de Crédit mobilier.*

Du 18 Novembre 1852.

LOUIS-NAPOLÉON, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce,

Vu les articles 29 à 37, 40 et 45 du Code de commerce;

Le Conseil d'état entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La société anonyme formée à Paris sous la dénomination de *Société générale de crédit mobilier* est autorisée.

Sont approuvés les statuts de ladite société, tels qu'ils sont contenus dans l'acte passé, les 16 et 17 novembre, devant M^{rs} Fould et son collègue, notaires à Paris, lequel acte restera annexé au présent décret.

2. La présente autorisation pourra être révoquée, sur la proposition du ministre de l'intérieur ou du ministre des finances, en cas de violation ou de non-exécution des statuts approuvés, sans préjudice des droits des tiers.

3. La société sera tenue de remettre, tous les six mois, un extrait de son état de situation au ministère de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce, au préfet du département de la Seine, au préfet de police, à la chambre de commerce et au greffe du tribunal de commerce de Paris.

X^e Série.

39

~~4. Le comité de direction devra fournir au ministre des finances, sur sa demande ou à des époques périodiques par lui déterminées, les mêmes états, présentant la situation de ses comptes et de son portefeuille, ainsi que le mouvement de ses opérations.~~

Les opérations et la comptabilité de la société seront soumises à la vérification des délégués du ministre des finances, toutes les fois que celui-ci le jugera convenable. Il sera donné communication à ces délégués du registre des délibérations, ainsi que de tous les livres, ~~souche~~, ~~comptes~~, ~~documents~~ et pièces appartenant à la société. Les valeurs de caisse et de portefeuille leur seront également représentées.

5. Il est interdit à la société de souscrire des emprunts sur fonds publics étrangers, sans l'autorisation du Gouvernement.

6. Le choix des membres du comité de direction, formé en vertu de l'article 41 des statuts, sera soumis à l'approbation du Gouvernement.

7. Le ministre de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce, et le ministre des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Bulletin des lois, inséré au Moniteur et dans un journal d'annonces judiciaires du département de la Seine.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 18 Novembre 1852.

Signé LOUIS-NAPOLÉON.

Par le Président:

Le Ministre de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce,

Signé F. DE PERSIGNY.

Statuts de la Société générale de Crédit mobilier.

Par devant M^r Thibault Desanneaux et son collègue, notaires à Paris, soussignés,

Ledit M^r Desanneaux substituant, pour cause d'absence momentanée, M^r Émile Fould, son confrère, notaire en la même ville,

Ont comparu :

M. Benoît Fould, chef de la maison de banque établie à Paris sous la raison B.-L. Fould et Fould-Oppenheim, demeurant en ladite ville, rue Bergère, n° 22,

Agissant tant en son nom personnel qu'au nom et comme mandataire de M. Abraham Oppenheim, demeurant à Cologne (Prusse rhénane), aux termes de la procuration qu'il lui a conférée par acte passé devant ledit M^r Fould et son collègue, le 9 novembre présent mois, enregistré, dont le brevet original est demeuré ci-joint, après avoir été revêtu de la mention d'annexe par les notaires soussignés,

Dans laquelle *procurator* M. *Oppenheim* agit au nom et comme l'un des chefs ayant la signature sociale de la maison de banque établie à Cologne sous la raison *Salmon Oppenheim-Junior et compagnie*;

Mondit sieur *Benott Fould* agissant encore comme ayant charge et pouvoir, ainsi qu'il le déclare, et en tant que de besoin comme se portant fort,

1° De son Altesse Impériale M^{me} la princesse de *Leuchtenberg*, veuve de M. le prince de *Leuchtenberg* de Russie;

2° De MM. *Torlonia* et compagnie, de Rome;

3° Et de MM. *Salomon Heine* et compagnie, banquiers, à Hambourg;

M. *Émile Pereire*, administrateur du chemin de fer du Nord, demeurant à Paris, rue d'Amsterdam, n° 5;

M. *Isaac Pereire*, administrateur du chemin de fer de Paris à Lyon, demeurant à Paris, susdite rue d'Amsterdam, n° 5;

M. *Adolphe d'Eichthal*, président du conseil d'administration du chemin de fer de Paris à Saint-Germain, demeurant à Paris, rue Basse-du-Rempart, n° 30,

Agissant tant en son nom personnel que comme ayant charge et pouvoir, ainsi qu'il le déclare, et en tant que de besoin comme se faisant et portant fort de M. *Vincent Buffarini*, demeurant aussi à Paris, susdite rue Basse-du-Rempart, n° 30;

M. *Gédéon-Marc Desarts*, banquier, demeurant à Paris, rue de Provence, n° 34,

Au nom et comme ayant la signature, ainsi qu'il le déclare, de la maison de banque établie à Paris sous la raison *Lecointe-Desarts et compagnie*;

M. *Jean-Pierre Pescatore*, négociant, demeurant à Paris, rue Saint-Georges, n° 13,

Au nom et comme ayant la signature de la maison de commerce établie à Paris sous la raison *J.-P. Pescatore*;

M. *Charles Mallet*, banquier, demeurant à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, n° 13,

Au nom et comme ayant la signature, ainsi qu'il le déclare, de la maison de banque établie à Paris sous la raison *Mallet frères*;

M. *José Lais de Abaroa*, banquier, demeurant à Paris, rue Richelieu, n° 108,

Au nom et comme ayant la signature, ainsi qu'il le déclare, de la maison de banque établie à Paris sous la raison *Aguirrevengoa fils et Uribarren*;

M. *Ernest André*, capitaliste rentier, demeurant à Paris, rue du Faubourg-Poissonnière, n° 30;

M. *Florentin-Achille*, baron *Seillière*, banquier, à Paris, rue de Provence, n° 54 bis;

M. le duc *Raphaël de Galliera*, propriétaire, demeurant à Paris, rue d'Astorg, n° 16;

M. *Henry de Noailles*, duc de *Mouchy*, propriétaire, demeurant à Paris, rue d'Astorg, n° 10,

Et M. *Hyppolite-Guillaume Biesta*, directeur du comptoir national d'es-compte de la ville de Paris, demeurant à Paris, rue Bergère, n° 14, au siège du comptoir;

Lesquels ont dit :

Que, considérant les services importants que pourrait rendre l'établissement d'une société ayant pour but de favoriser le développement de l'industrie des travaux publics, et d'opérer, par voie de consolidation, en un fonds

commun, la conversion des titres particuliers d'entreprises diverses, ils ont résolu de réaliser une œuvre si utile, et, qu'à cet effet, ils entendent fixer ainsi qu'il suit les bases et les statuts d'une société anonyme sous la dénomination de *Société générale de crédit mobilier*.

STATUTS.

TITRE I^{er}.

CONSTITUTION DE LA SOCIÉTÉ. — SA DÉNOMINATION. — SA DURÉE. — SON SIÈGE.

ART. 1^{er}. Les comparants fondent, par ces présentes, sauf l'approbation du Gouvernement, une société anonyme qui existera entre tous les propriétaires des actions créées ci-après.

2. La société prend la dénomination de *Société générale de crédit mobilier*.

3. Sa durée est de quatre-vingt-dix-neuf ans, à partir de l'homologation des présents statuts.

4. Son siège et son domicile sont établis à Paris.

TITRE II.

OPÉRATIONS DE LA SOCIÉTÉ.

5. Les opérations de la société consisteront :

1^o A souscrire ou acquérir des effets publics, des actions ou des obligations dans les différentes entreprises industrielles ou de crédit constituées en sociétés anonymes, et notamment dans celles de chemins de fer, de canaux et de mines, et d'autres travaux publics, déjà fondés ou à fonder;

2^o A émettre, pour une somme égale à celle employée à ces souscriptions et acquisitions, ses propres obligations;

3^o A vendre ou donner en nantissement d'emprunts tous effets, actions et obligations acquis, et à les échanger contre d'autres valeurs;

4^o A soumissionner tous emprunts, à les céder et réaliser, ainsi que toutes entreprises de travaux publics;

5^o A prêter sur effets publics, sur dépôts d'actions et obligations, et à ouvrir des crédits en compte courant, sur dépôts de ces diverses valeurs;

6^o A recevoir des sommes en compte courant;

7^o A opérer tous recouvrements pour le compte des compagnies susénoncées, à payer leurs coupons d'intérêts ou de dividende, et généralement toutes autres dispositions;

8^o A tenir une caisse de dépôts pour tous les titres de ces entreprises.

6. Toutes autres opérations sont interdites.

Il est expressément entendu que la société ne fera jamais de ventes à découvert ni d'achats à primes.

7. Jusqu'à l'émission complète des actions représentant le capital social, les obligations créées par la société ne pourront dépasser cinq fois le capital réalisé.

Après l'émission complète du fonds social, elles pourront atteindre une somme égale à dix fois le capital.

Elles devront toujours être représentées, pour leur montant total, par des effets publics, actions et obligations existant en portefeuille.

Elles ne pourront être créées payables à moins de quarante-cinq jours d'échéance ou de vue.

8. Le montant cumulé des sommes reçues en compte courant et des obligations créées à moins d'un an de terme ne pourra dépasser le double du capital réalisé.

TITRE III.

FONDS SOCIAL. — ACTIONS. — VERBEMENTS.

9. Le fonds social est fixé à soixante millions de francs.

10. Il se divise en cent vingt mille actions de cinq cents francs chacune.

Une première série de quarante mille actions est seule émise quant à présent.

Ces actions sont réparties entre les souscripteurs ci-dessous dénommés, dans les proportions suivantes :

MM.

Baduel, cent actions, ci.....	100
Benoit Fould, sept cent trente actions, ci.....	730
Émile Pereire, cinq mille sept cent soixante et treize actions, ci.....	5.773
Isaac Pereire, cinq mille, six cent soixante et treize actions, ci.....	5.673
B.-L. Fould et Fould-Oppenheim, onze mille quatre cent quarante-cinq actions, ci.....	11.445
Son Altesse Impériale Princesse de Leuchtenberg, cinq cents actions, ci.....	500
Torlonia et compagnie, cinq cents actions, ci.....	500
Salomon Heine et compagnie, cinq cents actions, ci.....	500
Salmon-Oppenheim-Junior et compagnie, cinq cents actions, ci.....	500
Duc de Galliera, cinq cents actions, ci.....	500
Duc de Mouchy, cinq cents actions, ci.....	500
F.-A. Seillière, cinq cents actions, ci.....	500
Pescatore et compagnie, cinq cents actions, ci.....	500
D'Eichthal, cinq cents actions, ci.....	500
Lecoq-Desarts et compagnie, cinq cents actions, ci.....	500
Mallet frères et compagnie, huit cents actions, ci.....	800
Biesta, sept cent cinquante actions, ci.....	750
Ernest André, cinq cents actions, ci.....	500
Agnirrevengoa fils et Uribarren, cinq cents actions, ci.....	500
Louis Fould, trois cent trente-quatre actions, ci.....	334
Le comte Delamarre, deux cents actions, ci.....	200
Buffarini, deux cents actions, ci.....	200
Veuve Andrade, cent actions, ci.....	100
Charles Sarchi, cent actions, ci.....	100
Achille Bouchet, cent actions, ci.....	100
Bechet-Dethomas et compagnie, cent actions, ci.....	100
Morisson-Dilon et compagnie, deux cents actions, ci.....	200
Monteaux et fils, cent actions, ci.....	100
E. Moiana, cent actions, ci.....	100
Morpurgo, cent actions, ci.....	100
Mirès, cinq cents actions, ci.....	500
F. de Monguyon, cent actions, ci.....	100
A. Marcuard et compagnie, cent actions, ci.....	100
Pinard, trois cent cinquante actions, ci.....	350

Joseph Pastre, soixante actions, ci.....	60
J. Périer, cent actions, ci.....	100
Edouard Rodrigues, cent actions, ci.....	100
Veuve Rodrigues, cent actions, ci.....	100
A. Thurneysen, deux cents actions, ci.....	200
Charles Thurneysen, cent actions, ci.....	100
Théodore Uzielli, de Londres, cent actions, ci.....	100
Devilliers, cent actions, ci.....	100
Vignerie, de Toulouse, cent actions, ci.....	100
J. Drake, soixante et quinze actions, ci.....	75
Easthope, cinquante actions, ci.....	50
Comtesse Excelmans, quarante actions, ci.....	40
Darblay, cinquante actions, ci.....	50
M ^{me} veuve Fonséca, cinquante actions, ci.....	50
L. Guntzberger, cent quatre-vingts actions, ci.....	180
Labouillère, cinquante actions, ci.....	50
Baud, cent actions, ci.....	100
Capelus, cent actions, ci.....	100
C. Devaux, de Londres, deux cent cinquante actions, ci.....	250
Mathieu Uzielli, de Londres, deux cent cinquante actions, ci.....	250
Dumas jeune, cent actions, ci.....	100
G. Delahante, cent actions, ci.....	100
A. Delahante, cent actions, ci.....	100
P. Daru, cent actions, ci.....	100
M ^{me} Émerique, cent actions, ci.....	100
Eugène Fould, cent actions, ci.....	100
Isidore Fould, cent actions, ci.....	100
Adolphe Fould, quatre-vingt-quinze actions, ci.....	95
Furtado, de Bayonne, cent actions, ci.....	100
Flachat, cent actions, ci.....	100
Les héritiers de M. Salomon Halphen, cent actions, ci.....	100
Max Koenigswarter, soixante actions, ci.....	60
J.-L. Lemmè et compagnie, d'Anvers, cent actions, ci.....	100
Charles Laffitte, deux cents actions, ci.....	200
M ^{me} Delavallette, cent actions, ci.....	100
Leroy de Chabrol, cent actions, ci.....	100
Duhamel, cent actions, ci.....	100
L. Lebenf, cent actions, ci.....	100
Benayet, cent actions, ci.....	100
David et de Boé, cinquante actions, ci.....	50
Cahen, d'Anvers, cent cinquante actions, ci.....	150
E. Clapeyron, cent actions, ci.....	100
Aureau, cent actions, ci.....	100
Cbiel, cent actions, ci.....	100
Charles Seguin, cent actions, ci.....	100
Paul Seguin, cent actions, ci.....	100
Singer, deux cents actions, ci.....	200
M ^{me} Louise Tharet, cent actions, ci.....	100
M ^{me} Charlotte de Breteuil, cent actions, ci.....	100
Jules de Lesseps, cinquante actions, ci.....	50
Achille Brindeau, cinquante actions, ci.....	50

M. Ochsler, de Madrid, cinquante actions, ci.....	50
Carayon-Latour, cinquante actions, ci.....	50
Le docteur Bayer, quarante actions, ci.....	40
A. Rondel, de Marseille, trente actions, ci.....	30
Le docteur Roméas, vingt-cinq actions, ci.....	25
M ^{lle} Vagan, vingt-cinq actions, ci.....	25
Achille Ratibonne, vingt-cinq actions, ci.....	25
Edmond Ratibonne, vingt-cinq actions, ci.....	25
Louis Ratibonne et c ^{ie} , vingt-cinq actions, ci.....	25
Le docteur Ménard, vingt actions, ci.....	20
M ^{lle} Martin d'André, vingt actions, ci.....	20
M ^{me} May, dix actions, ci.....	10
Bertin, cinq cinquante actions, ci.....	150
Bompieyre, cinquante actions, ci.....	50
De Lamoignon, cinquante actions, ci.....	50
Henry Galos, quarante actions, ci.....	40
Et Charles Blaud, cent actions, ci.....	100
TOTAL ÉGAL	40,000

Après l'approbation de cette souscription la société est constituée, sauf l'approbation du Gouvernement.

11. Les quatre-vingt mille actions restantes seront successivement émises sur la décision du conseil d'administration, au fur et à mesure des besoins de la société.

Les nouvelles actions ne pourront être délivrées au-dessous du pair.

Le fonds social, au fur et à mesure de son émission, est affecté à la garantie des engagements sociaux.

12. Les fondateurs et les porteurs d'actions antérieurement émises ont un droit de préférence à la souscription au pair des actions à émettre dans la proportion d'un tiers pour les fondateurs comparés, et de deux tiers pour les actionnaires. La répartition de ces deux tiers est proportionnelle au nombre de titres possédés par les actionnaires.

Ceux d'entre eux qui n'ont pas un nombre d'actions suffisant pour en obtenir au moins une dans la nouvelle émission, peuvent se réunir pour exercer leur droit.

Un règlement, arrêté par le conseil d'administration, fixe les délais et les formes dans lesquels la bénéfice des dispositions qui précèdent peut être réclamé.

13. Les titres définitifs d'actions sont au porteur.

Les actions se transmettent par simple tradition.

Elles sont extraites d'un registre à souche, numérotées et revêtues de la signature de deux administrateurs.

Elles portent le timbre de la compagnie.

14. Tout actionnaire peut déposer ses titres dans la caisse sociale, et recevoir en échange un récépissé nominatif.

Le conseil d'administration règle la forme des récépissés et les droits auxquels le dépôt peut donner lieu au profit de la compagnie.

15. Chaque action donne droit, dans la propriété de l'actif social et dans le partage des bénéfices, à une part proportionnelle au nombre des actions émises.

16. Toute action est indivisible; la société ne reconnaît qu'un propriétaire pour une action.

17. Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre, dans quelques mains qu'il passe.

La possession d'une action emporte de plein droit adhésion aux statuts de la société et aux décisions de l'assemblée générale.

18. Les héritiers ou créanciers d'un actionnaire ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, provoquer l'apposition de scellés sur les biens et valeurs de la société, en demander le partage ou la liquidation, ni s'immiscer en aucune manière dans son administration; ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux délibérations de l'assemblée générale.

19. Le montant des actions est payable à Paris, aux termes qui sont fixés par le conseil d'administration.

Pour les quarante mille actions actuellement souscrites, les versements auront lieu comme suit :

Vingt pour cent, ou cent francs par action, au moment même de la souscription ;

Trente pour cent, soit cent cinquante francs, dix jours après l'insertion au Moniteur du décret d'autorisation des présents statuts ;

Et les derniers cinquante pour cent, conformément aux appels faits par le conseil d'administration, au moyen d'annonces insérées, comme jours à l'avance, dans deux des journaux de Paris désignés pour la publication légale des actes de société.

20. Le premier versement est constaté par un simple récépissé non négociable.

Lors du second versement, il est remis aux souscripteurs un certificat provisoire portant un numéro d'ordre, sur lequel les paiements ultérieurs sont inscrits, à l'exception du dernier, qui se constate par la remise du titre définitif.

21. Les titres provisoires se négocient par un transfert, inscrit sur les registres de la compagnie, et signé par le cédant et le cessionnaire.

Mention du transfert est faite au dos des titres par l'un des administrateurs de la société, ou par toute autre personne ayant une délégation spéciale à cet effet.

La compagnie peut exiger que la signature des parties soit certifiée par un agent de change.

Le souscripteur primitif et ses cessionnaires restent engagés jusqu'au paiement intégral de l'action.

22. Toute somme dont le paiement est retardé porte intérêt de plein droit en faveur de la société, à raison de cinq pour cent par an, à compter du jour de l'échéance, sans demande en justice.

23. A défaut de versement à l'échéance, les numéros des titres en retard sont publiés, comme défaillants, dans les deux journaux désignés sous l'article 19. Quinze jours après cette publication, la société a le droit de faire procéder à la vente des actions, à la bourse de Paris, par le ministre d'un agent de change, pour le compte et aux risques et périls du retardataire.

Cette vente peut être faite en masse ou en détail, soit un même jour, soit à des époques successives, sans mise en demeure et sans aucune formalité judiciaire.

Les certificats provisoires des actions ainsi vendues deviennent nuls de

plein droit; il en est délivré aux acquéreurs de nouveaux sous les mêmes numéros.

Tout certificat qui ne porte pas mention régulière des versements exigibles cesse d'être négociable.

Cette condition est mentionnée sur les titres précités.

Les mesures autorisées par le présent article ne sont pas obstacle à l'exercice simultané par la compagnie des moyens ordinaires de droit.

24. Le prix provenant de la vente, déduction faite des frais, appartient à la compagnie, et s'impute, dans les termes de droit, sur ce qui lui est dû par l'actionnaire propriétaire, qui reste passible de la différence, s'il y a déficit; mais qui profite de l'excédant, s'il en existe.

25. Les actionnaires ne sont engagés que jusqu'à concurrence du capital de chaque action; au delà, tout appel de fonds est interdit.

TITRE IV.

CONSEIL D'ADMINISTRATION.

26. La société est administrée par un conseil.

27. Le conseil d'administration se compose de quinze membres nommés par l'assemblée générale des actionnaires.

Il se renouvelle par cinquième chaque année.

Les membres sortants sont désignés par le sort, pour les quatre premières années, et ensuite par l'ordre d'ancienneté.

Ils peuvent toujours être réélus.

28. En cas de vacance, le conseil pourvoit provisoirement au remplacement.

L'assemblée générale, lors de sa première réunion, procède à l'élection définitive.

L'administrateur, ainsi nommé en remplacement d'un autre, ne demeure en fonctions que pendant le temps qui restait à courir de l'exercice de son prédécesseur.

29. Chaque administrateur doit, dans la huitaine de sa nomination, déposer dans les caisses de la société deux cents actions, qui restent inaliénables pendant la durée de ses fonctions.

30. Les administrateurs reçoivent des jetons de présence. En outre, il pourra être attribué aux administrateurs qui composeront le comité d'exécution dont il est question à l'article 41 ci-après, une rémunération dont le chiffre, ainsi que la valeur des jetons de présence, sera réglé par l'assemblée générale.

31. Chaque année le conseil nomme, parmi ses membres, un président et deux vice-présidents.

En cas d'absence du président et des vice-présidents, il désigne, pour chaque séance, celui des membres présents qui doit remplir les fonctions de président.

Le président et les vice-présidents peuvent toujours être réélus.

32. Le conseil d'administration se réunit au siège social aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige, et au moins deux fois par mois.

33. La présence de cinq membres au moins est nécessaire pour la composition régulière du conseil.

Les noms des membres présents sont constatés en tête du procès-verbal de la séance.

34. Les délibérations sont prises à la majorité des membres présents; en cas de partage, la voix du président est prépondérante.

Quand la majorité n'est pas formée de quatre membres au moins, la minorité peut demander le renvoi à une autre séance; dans ce cas, les convocations adressées aux membres du conseil d'administration font connaître l'objet de la délibération, et, à cette nouvelle séance, la délibération est prise à la simple majorité.

Nul ne peut voter par procuration dans le sein du conseil.

35. Les délibérations sont constatées par des procès-verbaux, inscrits sur un registre tenu au siège de la société, et signés par le président et deux autres administrateurs.

Les copies et extraits de ces délibérations, à produire en justice ou ailleurs, sont certifiés par le président du conseil ou les membres qui en remplissent les fonctions.

36. Par dérogation à l'article 27, le premier conseil d'administration sera composé de :

MM.

De Abqroa,

Ernest André,

Biesta,

Marc-Gédéon Desarts,

Adolphe d'Eichthal,

Benoît Fould,

Duc de Galliera,

Frédéric Grieninge, de la maison J.-P. Péscatore;

Charles Mallet,

Duc de Mouchy,

Isaac Pereire,

Et le baron Seillière.

Ils sont autorisés à s'adjoindre les membres qui doivent compléter avec eux le nombre fixé par l'article 27.

37. Le renouvellement de ce premier conseil ne commencera qu'à partir de la sixième année sociale.

Il s'opérera suivant le mode établi par l'article 27.

38. Le conseil a les pouvoirs les plus étendus pour l'administration des affaires de la compagnie, et notamment il autorise, par ses délibérations, tous achats ou ventes d'actions ou d'obligations, tous crédits, toutes émissions, cessions et réalisations d'emprunts, toutes avances sur dépôts de valeurs, et généralement tous traités, transactions, compensations, rattrapés de fonds, transferts, emprunts sur dépôts d'obligations de la compagnie ou autres valeurs, achats d'objets mobiliers, enfin toutes actions judiciaires, tant en demandant qu'en défendant.

Il autorise l'achat, s'il y a lieu, de biens immeubles, pour y établir le siège de la société, ainsi que la dépense du mobilier et les frais de premier établissement.

Il détermine l'emploi des fonds libres.

Il fait les règlements de la compagnie.

Il autorise les dépenses de l'administration.

Il nomme et révoque les principaux agents de la compagnie.

Il détermine leurs attributions.

Il fixe leurs traitements, salaires et gratifications, et, s'il y a lieu, la somme de leurs cautionnements; il en autorise la restitution.

Il arrête les comptes qui doivent être soumis à l'assemblée générale.

Il fixe provisoirement le dividende.

Il fait un rapport à l'assemblée des actionnaires sur les comptes et sur la situation des affaires sociales.

39. Le conseil peut déléguer ses pouvoirs au comité d'exécution dont il est question à l'article 41 ci-après; il peut les déléguer, en tout ou en partie, à un ou plusieurs de ses membres, par un mandat spécial, pour des objets déterminés ou pour un temps limité.

40. Les membres du conseil d'administration ne contractent, à raison de leur gestion, aucune obligation personnelle; ils ne répondent que de l'exécution de leur mandat.

COMITÉ D'EXÉCUTION.

41. Un comité de cinq membres au plus, pris dans le sein du conseil d'administration, et nommé par lui, est chargé de l'exécution de ses décisions.

Il peut, en outre, être nommé par le conseil d'administration un secrétaire, qui ne devra agir, toutefois, que sous la surveillance et le contrôle du comité d'exécution.

42. Le comité est chargé, sous l'autorité du conseil d'administration, de la gestion des affaires sociales.

Il représente la société vis-à-vis des tiers pour l'exécution des décisions du conseil, et exerce toutes les actions judiciaires.

La correspondance est signée par deux membres de ce comité, ou, à défaut, soit par le président, soit par l'un des vice-présidents, soit par d'autres administrateurs, désignés à cet effet par le conseil d'administration.

L'endossement et l'acquit des effets, et les quittances des sommes dues à la compagnie, les transferts de rentes sur l'État et effets publics appartenant à la société, les mandats sur la banque, les actes d'achats et de ventes, les mai-levées, les transactions, marchés, et généralement tous actes portant engagement de la part de la compagnie, les titres provisoires et définitifs des actions, ainsi que les obligations et certificats nominatifs de dépôts, sont signés par deux administrateurs.

Le comité dirige le travail des bureaux, et nomme les agents secondaires de l'administration.

Il a droit de suspendre tous agents, sauf à référer, dans le délai de quinze jours, au conseil d'administration.

TITRE V.

ASSEMBLÉES GÉNÉRALES.

43. L'assemblée générale, régulièrement constituée, représente l'universalité des actionnaires.

Elle se compose des deux cents plus forts actionnaires, dont la liste est arrêtée par le conseil d'administration un mois avant la convocation de l'assemblée; les actionnaires inscrits sur les registres de la société, par suite du dépôt de leurs actions dans la caisse sociale deux mois avant la confection de la liste, peuvent seuls y figurer.

Jusqu'à l'extinction totale de soixante millions, l'assemblée générale sera formée d'un nombre des plus forts actionnaires correspondant au chiffre du

capital émis, dans la proportion de quatre par chaque million, sans que le nombre puisse excéder le chiffre déterminé ci-dessus.

La première assemblée générale qui suivra la publication du décret approbatif des présents statuts se composera des quatre-vingts plus forts actionnaires en dehors des membres du conseil d'administration.

En cas de concours pour l'admission sur la liste entre deux actionnaires possesseurs du même nombre d'actions, la préférence est accordée au plus anciennement inscrit, et au plus âgé, si plusieurs datent de la même époque.

La liste des déposants et celle des membres appelés à faire partie de l'assemblée sont tenues à la disposition de tous les actionnaires qui veulent en prendre connaissance.

Ces listes portent, à côté du nom de chaque actionnaire, le nombre des actions qu'il a déposées.

Le jour de la réunion elles sont déposées sur le bureau.

44. Nul ne peut se faire représenter à l'assemblée que par un mandataire membre de l'assemblée.

45. L'assemblée générale se réunit de droit chaque année au siège de la société, dans le courant du mois d'avril.

Elle se réunit, en outre, extraordinairement, toutes les fois que le conseil d'administration en reconnaît l'utilité.

46. Les convocations sont faites, quinze jours avant la réunion, par un avis inséré dans deux des journaux de Paris désignés pour la publication des acts de société.

47. L'assemblée est régulièrement constituée lorsque les membres présents sont au nombre de quarante et réunissent dans leurs mains le dixième des actions émises.

48. Si cette double condition n'est pas remplie sur une première convocation, il en est fait une seconde au moins à quinze jours d'intervalle.

Dans ce cas, le délai entre la convocation et le jour de la réunion est réduit à dix jours.

Les membres présents à la seconde réunion délibèrent valablement quels que soient leur nombre et celui de leurs actions, mais seulement sur les objets à l'ordre du jour de la première.

49. L'assemblée est présidée par le président ou un des vice-présidents du conseil d'administration, et, à leur défaut, par l'administrateur que le conseil désigne.

Les deux plus forts actionnaires présents, et, sur leur refus, ceux qui les suivent dans l'ordre de la liste, jusqu'à acceptation, sont appelés à remplir les fonctions de scrutateurs.

Le bureau désigne le secrétaire.

50. Les délibérations sont prises à la majorité des voix des membres présents.

Chacun d'eux a autant de voix qu'il possède de fois quarante actions, sans que personne puisse en avoir plus de cinq en son nom personnel, ni plus de dix voix, tant en son propre nom que comme mandataire.

Tout membre de l'assemblée générale a droit à une voix, lors même que le nombre de ses actions ne s'élève pas à quarante.

51. L'ordre du jour est arrêté par le conseil d'administration; il n'y sera porté que les propositions émanant de ce conseil, et celles qui auront été communiquées au conseil d'administration, quinze jours au moins avant la convocation.

cation de l'assemblée générale, avec la signature de dix membres de cette assemblée.

Aucun autre objet que ceux à l'ordre du jour ne peut être mis en délibération.

52. L'assemblée générale entend le rapport du conseil d'administration sur la situation des affaires sociales.

Elle discute, approuve ou rejette les comptes.

Elle fixe le dividende.

Elle nomme les administrateurs, toutes les fois qu'il y a lieu de les remplacer.

Elle délibère sur les propositions du conseil d'administration relatives à l'augmentation du fonds social, à la prolongation de la durée de la société, aux modifications à faire aux statuts, et à la dissolution anticipée, s'il y a lieu.

Enfin, elle prononce souverainement sur tous les intérêts de la compagnie, et confère par ses délibérations, au conseil d'administration, les pouvoirs nécessaires pour les cas qui n'auraient pas été prévus.

53. Les délibérations de l'assemblée, prises conformément aux statuts, obligent tous les actionnaires, même absents ou dissidents.

54. Elles sont constatées par des procès-verbaux inscrits sur un registre spécial, et signés par la majorité des membres composant le bureau.

Une feuille de présence, destinée à constater le nombre des membres assistant à l'assemblée et celui de leurs actions, demeure annexée à la minute du procès-verbal; elle est revêtue des mêmes signatures.

55. La justification à faire, vis-à-vis des tiers, des délibérations de l'assemblée, résulte de copies ou extraits certifiés conformes par le président du conseil d'administration ou par celui de ses collègues qui en remplit les fonctions.

TITRE VI.

INVENTAIRES ET COMPTES ANNUELS.

56. L'année sociale commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre.

Le premier exercice comprendra le temps écoulé entre la date du décret approuvant les présents statuts, et le 31 décembre 1853.

A la fin de chaque année sociale, un inventaire général de l'actif et du passif est dressé par les soins du comité d'exécution.

Toutefois un premier compte, établissant la situation de la société, sera dressé pour le premier semestre de chaque année.

Les comptes sont arrêtés par le conseil d'administration.

Ils sont soumis à l'assemblée, qui les approuve ou les rejette, et fixe le dividende après avoir entendu le rapport du conseil d'administration.

Si les comptes ne sont pas approuvés séance tenante, l'assemblée peut nommer des commissaires chargés de les examiner et de faire un rapport à la prochaine réunion.

TITRE VII.

PARTAGE DES BÉNÉFICES.

57. Les produits nets, déduction faite de toutes les charges, constituent les bénéfices.

Sur ces bénéfices, on prélève annuellement :

1^{er} Cinq pour cent du capital des actions émises;

57. Cinq pour cent des bénéfices pour la fond de réserve.

Ce qui reste est réparti dans la proportion d'un dixième pour les administrateurs, et de neuf dixièmes pour les actions, à titre de dividende.

Le paiement des dividendes se fait annuellement aux époques fixées par le conseil d'administration.

Toutefois, pour le premier semestre de chaque année, le conseil d'administration sera autorisé à distribuer les bénéfices réalisés, jusqu'à concurrence de cinq pour cent par an du capital des actions, après les déductions proportionnelles déterminées dans les paragraphes du présent article.

58. Tout dividende qui n'est pas réclamé dans les cinq ans de son exigibilité est prescrit au profit de la société.

TITRE VIII.

FONDS DE RÉSERVE.

59. Le fonds de réserve se compose de l'accumulation des sommes produites par le prélèvement annuel opéré sur les bénéfices, en exécution de l'article 57.

Lorsque le fonds de réserve aura atteint le chiffre de deux millions de francs, le prélèvement affecté à sa création cessera de lui profiter; il reprendra son cours si la réserve vient à être entamée.

En cas d'insuffisance des produits d'une année pour fournir un dividende de vingt-cinq francs par action, la différence peut être prélevée sur le fonds de réserve.

L'emploi des capitaux appartenant au fonds de réserve est réglé par le conseil d'administration.

TITRE IX.

MODIFICATION AUX STATUTS.

60. L'assemblée générale peut, sur l'initiative du conseil d'administration, et sauf l'approbation du Gouvernement, apporter aux présents statuts les modifications reconnues utiles.

Elle peut notamment autoriser :

- 1° L'augmentation du capital social au delà de soixante millions;
- 2° L'extension des opérations de la société;
- 3° La prolongation de sa durée.

Dans ces divers cas, les convocations doivent contenir l'indication sommaire de l'objet de la réunion.

La délibération n'est valable qu'autant qu'elle réunit les deux tiers des voix des membres présents.

Le nombre des membres présents devra être du quart au moins des actionnaires ayant droit d'assister à l'assemblée générale.

En vertu de cette délibération, le conseil d'administration est de plein droit autorisé à suivre auprès du Gouvernement l'obtention de son approbation aux modifications adoptées, consentir les changements qui seraient exigés, et réaliser les actes qui doivent les consacrer.

TITRE X.

DISSOLUTION. — LIQUIDATION.

61. En cas de perte de moitié du capital social souscrit, la dissolution de

la société peut être prorogée dans l'expiration du délai fixé pour sa durée, par une décision de l'assemblée générale.

Le mode de convocation et de délibération prescrit par l'article 60, pour les modifications aux statuts, est applicable à ce cas.

62. A l'expiration de la société, ou en cas de dissolution anticipée, l'assemblée générale, sur la proposition du conseil d'administration, règle le mode de liquidation, et nomme un ou plusieurs liquidateurs.

L'assemblée générale est convoquée d'urgence pour régler le mode de liquidation, et faire le choix des liquidateurs, comme il est dit ci-dessus.

Les liquidateurs pourront, en vertu d'une délibération de l'assemblée générale, faire le transport à une autre société des droits, actions et obligations de la compagnie dissoute.

Pendant le cours de la liquidation, les pouvoirs de l'assemblée générale se continuent comme pendant l'existence de la société; elle a notamment le droit d'approuver les comptes de la liquidation et d'en donner quittance.

La nomination des liquidateurs met fin aux pouvoirs des administrateurs, des membres du comité et du secrétaire.

TITRE XI.

CONTESTATIONS.

63. Toutes les contestations qui pourront s'élever pendant la durée de la société, ou lors de sa liquidation, soit entre les actionnaires et la société, soit entre les actionnaires eux-mêmes, et à raison des affaires sociales, seront jugées par des arbitres, conformément aux articles 51 et suivants du Code de commerce.

Dans le cas de contestations, tout actionnaire devra faire élection de domicile à Paris, et toutes notifications et assignations seront valablement faites au domicile par lui élu, sans avoir égard à la distance du domicile réel.

A défaut d'élection de domicile, cette élection aura lieu de plein droit, pour les notifications judiciaires, au parquet de M. le procureur de la République près le tribunal de première instance du département de la Seine.

Le domicile élu formellement ou implicitement, comme il vient d'être dit, entraînera attribution de juridiction aux tribunaux compétents du département de la Seine.

TITRE XII.

PUBLICATION.

64. Pour faire publier les présents statuts partout où besoin sera, tous pouvoirs sont donnés au porteur d'une expédition.

Dont acte :

Fait et passé à Paris, en l'étude dudit M^e Fould, pour M. le duc de Mouchy; en la demeure de M. Benoit Fould, pour ce dernier et M. de Abaroa; en la demeure de MM. Émile et Isaac Pereire, pour ces derniers et MM. Biesta et d'Eichtal, et en leurs demeures respectives, pour les autres comparants,

L'an 1852, les 16 et 17 novembre.

Et, lecture faite, les comparants ont signé avec les notaires.

En marge de la minute des présentes, demeurée en la possession dudit M^e Fould, se trouve la mention suivante :

Enregistré à Paris, sixième bureau, le 19 novembre 1852, volume 237,

« folio 54 verso, case 2. Reçu cinq francs, et cinquante-centimes pour décime.
« Signé Boillot. »

De la procuration ci-devant datée et énoncée, portant cette mention :

« Enregistré à Paris, sixième bureau, le 15 novembre 1852, volume 237,
« folio 41 verso, case 3. Reçu deux francs, et vingt centimes pour décime,
« Signé Boillot »,

Il appert qu'elle est spéciale à l'effet de constituer l'acte de société dont copie récéde.

Vu pour être annexé au décret du 18 novembre 1852, enregistré sous le n° 3232.

Le Ministre de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce,

Signé F. DE PERSIGNY.

Certifié conforme :

Paris, le 11^e Décembre 1852,

***Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire
d'état au département de la Justice,***

ABBATUCCI.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin
au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Imprimerie
impériale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

PARTIE SUPPLÉMENTAIRE.

N° 285.

N° 7434. — *DÉCRET qui autorise l'inscription, au Trésor public, d'une Pension de Donataire.*

Du 10 Novembre 1852.

LOUIS-NAPOLÉON, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Vu l'article 1^{er} de la loi du 26 juillet 1821, qui attribue des pensions aux anciens donataires français entièrement dépossédés de leurs dotations situées en pays étrangers, lorsqu'ils n'auront rien conservé en France;

Vu les paragraphes 5 et 6 du même article, portant que ces pensions seront réversibles moitié sur les veuves et moitié sur les enfants des donataires, avec réversibilité en faveur des survivants de la veuve et des enfants;

Vu l'ordonnance du 4 décembre 1841, qui a autorisé la réversion de la pension de M. le comte *Michel Brayer* au profit des enfants de cet ancien donataire, en réservant, toutefois, la part afférente à M. *Lucien Brayer*, l'un d'eux, jusqu'à ce que celui-ci ait justifié n'avoir pas perdu la qualité de Français;

Vu la demande formée par M. le comte *Lucien Brayer*, ensemble les pièces produites pour la justification de ses droits;

Vu l'avis du 19 octobre dernier, émis sur cette demande par la section des finances du Conseil d'état;

Sur le rapport du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. M. le comte *Brayer (Lucien)*, né, le 19 brumaire an xi, à Cologne, sera inscrit sur les registres du trésor pour une pension de donataire de deux cents francs, formant la part

X^e Série.

40

qui lui est afférente dans celle de mille francs dont jouissait M. le comte Brayer, son père.

2. Cette pension sera ordonnancée dans le département de la Seine, et la jouissance en commencera à courir du 29 novembre 1840, lendemain du décès du premier titulaire.

3. Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 10 Novembre 1852.

Signé LOUIS-NAPOLÉON.

Par le Président de la République:

Le Ministre des finances,

Signé BINEAU.

N° 7435. — DÉCRET qui autorise l'inscription, au Trésor public, d'une Pension à titre de Récompense nationale.

Du 10 Novembre 1852.

LOUIS-NAPOLÉON, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu la loi du 13 juin 1850, qui accorde des pensions à titre de récompense nationale aux citoyens blessés dans les journées de mai et de juin 1848, en combattant pour la défense de l'ordre, de la liberté et de la société menacée;

Vu l'article 6 de ladite loi, portant que les veuves des citoyens morts en jouissance d'une pension ou en possession de titres pour l'obtenir, ont droit à la moitié de cette pension, pourvu que le mariage soit antérieur à la date des blessures reçues par le mari;

Vu la demande formée par la dame Moraux, veuve du sieur Duquesne, décédé en jouissance d'une pension à titre de récompense nationale, ensemble les pièces produites pour la justification de ses droits;

Vu l'avis du 19 octobre dernier, émis sur cette demande, conformément à l'ordonnance du 20 juin 1817, par la section des finances du Conseil d'état,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La dame Moraux (Thérèse-Salomé), veuve Duquesne, née à Coni (Sardaigne), le 10 septembre 1813, sera inscrite sur les registres du trésor pour une pension à titre de récompense nationale de deux cent cinquante francs, formant la moitié de celle de cinq cents francs dont jouissait son mari.

2. Cette pension sera ordonnée dans le département de la Seine, et la jouissance en commencera à courir du 14 mai 1852, lendemain du décès du premier titulaire.

3. Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 10 Novembre 1852.

Signé LOUIS-NAPOLÉON.

Par le Président de la République :

Le Ministre des finances,

Signé BINEAU.

N° 7436. — *Décret qui autorise l'inscription, au Trésor public, d'une Pension de Veuve de Vétéran du camp de Juliers.*

Du 10 Novembre 1852.

LOUIS-NAPOLÉON, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu l'article 8 de la loi du 14 juillet 1819, portant que les anciens vétérans des camps de Juliers et d'Alexandrie seront inscrits au livre des pensions pour une somme égale à leur solde de retraite, en indemnité des domaines nationaux qui leur avaient été concédés par la loi du 1^{er} prairial an XI;

Vu le paragraphe 3 du même article, qui déclare ces pensions réversibles sur les veuves des titulaires;

Vu la demande formée par la dame *Jeanne-Catherine Gramm*, veuve du sieur *Sandra (Guislain-Joseph)*, ancien vétéran du camp de Juliers, ensemble les pièces à l'appui;

Vu l'avis du 19 octobre dernier, émis sur cette demande, conformément à l'article 3 de l'ordonnance du 20 juin 1817, par la section des finances du Conseil d'état,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. La pension de deux cent cinquante-quatre francs, précédemment inscrite, sous le n° 449, au nom du sieur *Sandra (Guislain-Joseph)*, ancien vétéran du camp de Juliers, et rejetée des registres du trésor par suite du décès du titulaire, y sera inscrite de nouveau au nom de la dame *Gramm (Jeanne-Catherine)*, sa veuve, née à Kinsweiler (ancien département de la Roër) le 1^{er} mai 1785.

2. Cette pension sera payée dans le département de l'Aisne,

et la jouissance en commencera à courir du 1^{er} décembre 1851, lendemain du décès du premier titulaire.

3. Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 10 Novembre 1852.

Signé LOUIS-NAPOLÉON.

Par le Prince-Président de la République :

Le Ministre des finances,

Signé BINEAU.

N° 7437. — DÉCRET qui autorise la création d'un Hospice dans la commune de Mazamet (Tarn).

Du 11 Novembre 1852.

LOUIS-NAPOLÉON, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce;

Vu la délibération du conseil municipal de la commune de Mazamet, en date du 4 juillet 1852, tendant à obtenir la création d'un hospice dans la commune;

Vu l'avis du préfet, en date du 8 septembre 1852, et toutes les pièces produites;

Vu le décret du 25 mars 1852;

La section de l'intérieur, de l'instruction publique et des cultes, du Conseil d'état entendue,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Est autorisée la création d'un hospice dans la commune de Mazamet (Tarn).

2. Le ministre de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 11 Novembre 1852.

Signé LOUIS-NAPOLÉON.

Le Ministre de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce,

Signé F. DE PERSIGNY.

N° 7438. — *DÉCRET qui accorde une Pension à un ancien Préfet.*

Du 23 Novembre 1852.

LOUIS-NAPOLÉON, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre secrétaire d'état de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce;

Vu les lois des 22 août 1790 et 15 germinal an XI [5 avril 1803], sur les pensions civiles, et le décret réglementaire du 13 septembre 1806;

Vu l'arrêté consulaire du 15 floréal an XI [5 mai 1803];

Vu la loi du 19 mai 1849;

Vu les titres produits par M. *Morisot (Edme-Tiburce)*, ancien préfet d'Ille-et-Vilaine, desquels il résulte qu'il est né à Paris le 11 mars 1806, et qu'il compte quinze ans cinq mois vingt-six jours de services;

Considérant que, s'il ne remplit pas la double condition de trente ans de services et de soixante ans d'âge, exigée par le décret susvisé, il établit, par certificats de médecins, qu'au jour de son remplacement il était atteint d'infirmités graves, contractées dans l'exercice et à l'occasion de ses fonctions, et qui ne lui auraient pas permis de les continuer;

Vu l'acte de notoriété constatant que sa position de fortune lui rend nécessaires les secours de l'État;

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 11 novembre 1852;

La section des finances du Conseil d'état entendue,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est accordé à M. *Morisot (Edme-Tiburce)*, ancien préfet d'Ille-et-Vilaine, à raison d'un traitement moyen de seize mille neuf cent quinze francs vingt-six centimes, dont il a joui pendant les quatre dernières années de son activité, une pension annuelle et viagère de deux mille huit cent dix-neuf francs (2,819^f).

2. Cette pension sera inscrite au trésor, au nom de M. *Morisot*, et lui sera payée à Paris, à partir du premier jour du semestre qui suivra cette inscription.

3. Les ministres secrétaires d'état de l'intérieur, de l'agricul-

ture et du commerce, et des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 23 Novembre 1852.

Signé LOUIS-NAPOLÉON.

Par le Prince-Président :

Le Ministre de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce,

Signé F. DE PERSIGNY.

N° 4439. — DÉCRET qui accorde une Pension à un ancien Préfet.

Du 25 Novembre 1852.

LOUIS-NAPOLÉON, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,
Sur le rapport du ministre de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce;

Vu les lois des 22 août 1790 et 15 germinal an XI [5 avril 1803], sur les pensions civiles, et le décret réglementaire du 13 septembre 1806;

Vu l'arrêté consulaire du 15 floréal an XI [5 mai 1803];

Vu la loi du 19 mai 1849;

Vu les titres produits par M. de Malartic, ancien préfet du Gers, desquels il résulte qu'il est né le 21 février 1786 et qu'il ne compte que vingt-six ans, neuf mois et vingt-sept jours de services;

Considérant que, s'il ne remplit pas la condition de trente ans de services, il établit par certificats de médecins qu'au jour de son remplacement il était atteint d'infirmités graves contractées dans l'exercice et à l'occasion de ses fonctions, et qui l'auraient empêché de les continuer;

Vu l'acte de notoriété constatant qu'il est sans fortune et que les secours de l'État lui sont nécessaires;

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 15 novembre 1852;

La section des finances du Conseil d'état entendue,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est accordé à M. de Malartic (*Charles-Jean-Baptiste-Alphonse*), ancien préfet du Gers, à raison d'un traitement moyen de dix-huit mille trois cent trente-sept francs quatre-vingt-onze centimes, dont il a joui pendant les quatre dernières années de son activité, une pension annuelle et viagère de trois mille cinquante-six francs (3,056^f).

2. Cette pension sera inscrite au trésor, au nom de M. de Malartic et lui sera payée à Roquefort (Landes), lieu de son domicile, à partir du premier jour du semestre qui suivra cette inscription.

3. Les ministres de l'intérieur de l'agriculture et du commerce, et des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 25 Novembre 1852.

Signé LOUIS-NAPOLÉON.

Par le Prince-Président :

Le Ministre de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce,

Signé F. DE PERSIGNY.

N° 7440. — DÉCRET qui accorde une Pension à un ancien Sous-Préfet.

Du 25 Novembre 1852.

LOUIS-NAPOLÉON, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce;

Vu les lois des 22 août 1790 et 15 germinal an xi [5 avril 1803], sur les pensions civiles, et le décret réglementaire du 13 septembre 1806;

Vu la loi du 19 mai 1849 et l'arrêté consulaire du 15 floréal an xi [5 mai 1803];

Vu les titres produits par M. Bordas-Larribé (Georges-Pierre), ancien sous-préfet de Rambouillet, desquels il résulte qu'il est né à Riom (Puy-de-Dôme) le 21 janvier 1790, et que, s'il ne compte pas trente ans de services, il établit par certificats de médecins, qu'au jour de son remplacement il était atteint d'infirmités graves contractées dans l'exercice et à l'occasion de ses fonctions, et qui l'auraient empêché de les continuer;

Vu l'acte de notoriété constatant que sa position de fortune lui rend nécessaires les secours de l'État;

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 15 novembre 1852;

La section des finances du Conseil d'état entendue,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est accordé à M. Bordas-Larribé (Georges-Pierre), ancien sous-préfet de Rambouillet, à raison d'un traitement

de trois mille francs, dont il a joui pendant les quatre dernières années de son activité, une pension annuelle et viagère de cinquante francs (50^f).

2. Cette pension sera inscrite au trésor public au nom de M. Bordas-Larribe, et lui sera payée à Paris, à partir du premier jour du semestre qui suivra cette inscription.

3. Les ministres de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce, et des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 25 Novembre 1852.

Signé LOUIS-NAPOLÉON.

Par le Prince-Président :

Le Ministre secrétaire d'état de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce,

Signé F. DE PERSIGNY.

N° 7441. — DÉCRET qui accorde une Pension à un ancien Conseiller de préfecture, Secrétaire général.

Du 25 Novembre 1852.

LOUIS-NAPOLÉON, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce;

Vu les lois des 22 août 1790 et 15 germinal an XI [5 avril 1803], sur les pensions civiles, et le décret réglementaire du 13 septembre 1806;

Vu l'arrêté consulaire du 15 floréal an XI [5 mai 1803], et la loi du 19 mai 1849;

Vu les titres produits par M. Marotte (Henri-Gabriel-Antoine), desquels il résulte qu'il est né à Amiens le 27 mai 1788, et qu'il ne compte que dix ans deux mois six jours de services;

Considérant que, s'il ne remplit pas la condition de trente ans de services exigée par le décret susvisé, il établit par certificats de médecins qu'au jour de son remplacement il était atteint d'infirmités graves contractées dans l'exercice et à l'occasion de ses fonctions, et qui l'auraient empêché de les continuer;

Vu l'acte de notoriété constatant que sa situation de fortune lui rend nécessaires les secours de l'État;

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 15 novembre 1852;

La section des finances du Conseil d'état entendue;

DÉCRET:

ART. 1^{er}. Il est accordé à M. *Marotte*, ancien conseiller de préfecture, secrétaire général du département de la Somme, à raison d'un traitement moyen de deux mille quatre cent onze francs onze centimes, dont il a joui pendant les quatre dernières années de son activité, une pension annuelle et viagère de quatre cent deux francs (402^f).

2. Cette pension sera inscrite au trésor, au nom de M. *Marotte*, et lui sera payée à Amiens, lieu de son domicile, à partir du premier jour de semestre qui en suivra l'inscription.

3. Les ministres de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce, et des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 25 Novembre 1852.

Signé LOUIS-NAPOLÉON.

Par le Prince-Président:

Le Ministre de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce,

Signé F. DE PERMONT.

N° 7442. — DÉCRET qui accorde une Pension à un ancien Conseiller de préfecture.

Du 25 Novembre 1852.

LOUIS-NAPOLÉON, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce;

Vu les lois des 22 août 1790 et 15 germinal an xi [5 avril 1803], sur les pensions civiles, et le décret réglementaire du 13 septembre 1806;

Vu l'arrêté consulaire du 15 floréal an xi [5 mai 1803] et la loi du 19 mai 1849;

Vu les titres produits par M. *Gossart* (*Adrien-Jean-Baptiste-Louis Joseph-François*), ancien conseiller de préfecture du département de la Somme, desquels il résulte qu'il est né à Amiens le 26 août 1771, et qu'il compte seulement vingt et un ans cinq mois vingt-deux jours de services;

Considérant que, s'il ne remplit pas la condition de trente ans de

services, il justifie, conformément aux prescriptions de la loi du 19 mai susvisée, d'infirmités graves contractées dans l'exercice et à l'occasion de ses fonctions, et qui l'auraient empêché de les continuer;

Vu l'acte de notoriété établissant que sa position de fortune lui rend nécessaires les secours de l'État;

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 15 novembre 1852;

La section des finances du Conseil d'état entendue,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Il est accordé à M. Gossart, ancien conseiller de préfecture du département de la Somme, à raison d'un traitement moyen de mille neuf cent vingt-huit francs quatre-vingt-huit centimes, dont il a joui pendant les quatre dernières années de son activité, une pension annuelle et viagère de trois cent vingt et un francs (321^f).

2. Cette pension sera inscrite au trésor public au nom de M. Gossart, et lui sera payée à Amiens, à partir du premier jour du semestre qui suivra cette inscription.

3. Les ministres de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce, et des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 25 Novembre 1852.

Signé LOUIS-NAPOLÉON.

Par le Prince-Président:

*Le Ministre Secrétaire d'état de l'intérieur, de l'agriculture
et du commerce.*

Signé F. DE PERSIGNY.

N° 7443. — DÉCRET qui accorde une Pension à un ancien Préfet.

Du 29 Novembre 1852.

LOUIS-NAPOLÉON, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce;

Vu les lois des 22 août 1790 et 15 germinal an xi (5 avril 1803), sur les pensions civiles, et le décret réglementaire du 13 septembre 1806;

Vu l'arrêté consulaire du 3 floréal an xi [5 mai 1803];

Vu la loi du 19 mai 1849;

Vu les titres produits par M. *Gauja* (*Jean-Raymond-Prosper-Mélanie-Thérèse*), desquels il résulte qu'il est né à Renneville (Haute-Garonne), le 10 thermidor an ix [29 juillet 1801], et qu'il compte vingt et un ans neuf mois deux jours de services;

Considérant que, s'il ne remplit pas la double condition de soixante ans d'âge et de trente ans de services, il établit par certificats de médecins qu'au jour de son remplacement il était atteint d'infirmités graves contractées dans l'exercice et à l'occasion de ses fonctions, et qui ne lui auraient pas permis de les continuer;

Vu l'acte de notoriété constatant que sa situation de fortune lui rend nécessaires les secours de l'État;

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 20 novembre 1852;

La section des finances du Conseil d'état entendue,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est accordé à M. *Gauja*, ancien préfet de la Loire-Inférieure, à raison d'un traitement moyen de vingt et un mille trois cent soixante et un francs onze centimes (21,361^f 11^c), dont il a joui pendant les quatre dernières années de son activité, une pension annuelle et viagère de trois mille trois cent quatre-vingt-quatorze francs (3,394^f).

2. Cette pension sera inscrite au trésor au nom de M. *Gauja*, et lui sera payée à Paris, à partir du premier jour du semestre qui suivra cette inscription.

3. Les ministres de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce, et des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 29 Novembre 1852.

Signé LOUIS-NAPOLÉON.

Par le Prince-Président,

*Le Ministre Secrétaire d'état au département de l'intérieur,
de l'agriculture et du commerce;*

Signé F. DE PERSIGNY.

N° 7444. — DÉCRET qui accorde une Pension à un ancien Préfet.

Du 1^{er} Décembre 1852.

LOUIS-NAPOLÉON, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce;

Vu les lois des 22 août 1790 et 15 germinal an xi [5 avril 1803], sur les pensions civiles, et le décret réglementaire du 13 septembre 1806;

Vu la loi du 19 mai 1849 et l'arrêté consulaire du 15 floréal an xi [5 mai 1803];

Vu les titres produits par M. *Pardeilhan-Mézin* (*Pierre*), ancien préfet de Tarn-et-Garonne, desquels il résulte qu'il est né à Pau, le 21 vendémiaire an ix [11 octobre 1800], et qu'il compte vingt-sept ans neuf mois vingt jours de services;

Considérant que, s'il ne remplit pas la double condition de soixante ans d'âge et de trente ans de services exigée par le décret susvisé, il établit par certificat de médecin qu'au jour de son remplacement il était atteint d'infirmities graves contractées dans l'exercice et à l'occasion de ses fonctions et qui l'auraient empêché de les continuer;

Vu l'acte de notoriété constatant que sa position de fortune lui rend nécessaires les secours de l'État;

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 26 novembre 1852;

La section des finances du Conseil d'état entendue,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est accordé à M. *Pardeilhan-Mézin*, ancien préfet de Tarn-et-Garonne, à raison d'un traitement moyen de douze mille huit cent quatre-vingt-sept francs quarante-neuf centimes, dont il a joui pendant les quatre dernières années de son activité, une pension annuelle et viagère de deux mille cent quarante-huit francs.

2. Cette pension sera inscrite au trésor public au nom de M. *Pardeilhan-Mézin* et lui sera payée à Paris, à partir du premier jour du semestre qui suivra cette inscription.

3. Le ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce et le ministre secrétaire d'état au département des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 1^{er} Décembre 1852.

Signé LOUIS-NAPOLÉON.

Par le Prince-Président :

*Le Ministre Secrétaire d'état au département de l'intérieur,
de l'agriculture et du commerce.*

Signé F. DE PERSIGNY.

N° 7445. — DÉCRET qui accorde une Pension à un ancien Conseiller de préfecture.

Du 1^{er} Décembre 1852.

LOUIS-NAPOLÉON, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre secrétaire d'état de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce;

Vu les lois des 22 août 1790 et 15 germinal an xi [5 avril 1803], sur les pensions civiles, et le décret réglementaire du 13 septembre 1806;

Vu l'arrêté consulaire du 15 floréal an xi [5 mai 1803];

Vu les titres produits par M. *Dulamon*, ancien conseiller de préfecture du département des Landes, desquels il résulte qu'il est né à Mont-de-Marsan (Landes), le 4 octobre 1782, et qu'il compte trente-quatre ans dix mois et vingt jours de services;

Vu la lettre du ministre des finances, en date du 26 novembre 1852;

La section des finances du Conseil d'état entendue,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est accordé à M. *Dulamon* (*Jean-François*), à raison d'un traitement moyen de mille deux cent quinze francs quatre-vingt-trois centimes, dont il a joui pendant les quatre dernières années de son activité, une pension annuelle et viagère de trois cent soixante-quatre francs (364^f).

2. Cette pension sera inscrite au trésor public au nom de M. *Dulamon*, et lui sera payée à Paris, lieu de son domicile, à partir du premier jour du semestre qui en suivra l'inscription.

3. La pension de deux cent cinquante-trois francs, précédemment accordée à M. *Dulamon*, par décret du 13 octobre 1848, sera rayée des registres du trésor.

4. Les ministres de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce, et des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 1^{er} Décembre 1852.

Signé LOUIS-NAPOLÉON.

Par le Prince-Président:

*Le Ministre Secrétaire d'état au département de l'intérieur,
de l'agriculture et du commerce,*

Signé F. DE PERSIGNY.

N° 7446. — *DÉCRET qui accorde une Pension à un ancien Stationnaire des Lignes télégraphiques.*

Du 1^{er} Décembre 1852.

LOUIS-NAPOLÉON, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce;

Vu les lois des 22 août 1790 et 15 germinal an xi [5 avril 1803], sur les pensions civiles; l'arrêté du 15 floréal an xi déterminant l'époque de jouissance de ces pensions, et le décret du 13 septembre 1806 portant règlement sur la matière;

Vu également la loi du 19 mars 1849 prescrivant les justifications à faire pour les pensions sollicitées en dehors des conditions d'âge et de durée de services fixées par le décret de 1806;

Vu les titres produits par le sieur *Gébert (Guillaume-Antoine)*, ancien stationnaire de l'administration des lignes télégraphiques, constatant qu'il est né à Saint-Evrout-de-Monfort, arrondissement d'Argentan (Orne), le 13 avril 1796, et qu'il compte vingt-sept ans et dix mois de services effectifs;

Vu le certificat régulier constatant que les infirmités qui ont motivé sa réforme ont été contractées dans l'exercice et à l'occasion de ses fonctions;

Vu l'avis en date du 20 novembre 1852, du ministre des finances;

La section des finances du Conseil d'état entendue,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Il est accordé au sieur *Gébert (Guillaume-Antoine)*, ancien stationnaire des lignes télégraphiques, à raison du traitement de cinq cent quarante-sept francs cinquante centimes, dont il a joui pendant les quatre dernières années de son service, une pension annuelle et viagère de quatre-vingt-onze francs.

2. Cette pension sera inscrite au trésor public et payée au sieur *Gébert*, à Chaumont (Orne), à partir du premier jour du semestre qui suivra l'inscription au trésor.

3. Les ministres des finances, et de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce, sont chargés, chacun en ce qui le con-

orne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 1^{er} Décembre 1852.

Signé LOUIS-NAPOLÉON.

Le Ministre de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce,

Signé F. DE PERSIGNY.

N° 7447. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice) portant que le sieur *Nava* (*François-Louis-Marie*), né le 16 février 1789 à Alexandrie (États-Sardes), propriétaire, demeurant à Fontainebleau (Seine-et-Marne), est admis à établir son domicile en France, pour y jouir des droits civils tant qu'il continuera d'y résider. (Du 23 Juin 1852.)

N° 7448. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) portant :

ART. 1^{er}. A partir de la publication du présent décret, et jusqu'au 1^{er} janvier 1856, époque déterminée pour la durée des actes de la perception par l'ordonnance du 8 octobre 1845, un droit de quatre-vingt-onze centimes par cent kilogrammes, sera imposé sur le charbon dit *de Paris*, à l'octroi de la commune de Rochefort, département de la Charente-Inférieure.

2. La surtaxe existant actuellement sur le vin, comparativement au tarif annexé à la loi du 12 décembre 1830, cessera le 1^{er} janvier 1853, en conformité de l'article 10 de la loi du 11 juin 1842. Le droit ainsi abaissé subira, en outre, la réduction du dixième net prescrite par l'article 25 du décret du 17 mars 1852. (Du 10 Novembre 1852.)

N° 7449. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) portant :

ART. 1^{er}. Les habitants de la commune d'Oroix (Hautes-Pyrénées) sont autorisés, pendant cinq années, à faire pacager leurs bêtes à laine dans les cantons de bois qui seront reconnus défensables par les agents forestiers locaux, à la charge, par lesdits habitants, de se conformer aux dispositions des articles de la huitième section du titre III du Code forestier, et à celles des articles 118, 119 et 120 de l'ordonnance réglementaire du 1^{er} août 1827; de faire chaque année, aux temps et saison convenables, dans les cantons indiqués, les améliorations qui seront reconnues nécessaires par les agents forestiers, pour réparer ou prévenir les dommages qui pourraient résulter de l'exercice du pacage.

La commune sera, en outre, tenue de satisfaire aux conditions spéciales que l'administration des forêts déterminera.

2. Le nombre des bêtes à laine admises au parcours ne pourra excéder celui

qui sera fixé par les agents forestiers, et publié avec les états des cantons défensables.

3. Cette autorisation sera révoquée pour cause d'abus ou d'incompatibilité du pacage avec la prospérité du bois où il sera exercé. (Du 20 Octobre 1852.)

N° 7450. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) portant :

ART. 1^{er}. Les habitants de la commune de Saint-Amans-Valtoret (Tarn) sont autorisés, pendant trois ans, à faire pacager leurs bêtes à laine dans les cantons de bois qui seront reconnu défensable par les agents forestiers locaux, à la charge, par lesdits habitants, de se conformer aux dispositions des articles de la huitième section du titre III du Code forestier, et à celles des articles 118, 119 et 120 de l'ordonnance réglementaire du 1^{er} août 1827; de faire chaque année, aux temps et saison convenables, dans les cantons indiqués, les améliorations qui seront reconnues nécessaires par les agents forestiers, pour réparer ou prévenir les dommages qui pourraient résulter de l'exercice du pacage.

2. Le nombre des bêtes à laine admises au parcours ne pourra excéder celui qui sera fixé par les agents forestiers, et publié avec les états des cantons défensables.

3. Cette autorisation sera révoquée pour cause d'abus ou d'incompatibilité du pacage avec la prospérité du bois où il sera exercé. (Du 20 Octobre 1852.)

Certifié conforme :

Paris, le 11^{er} Décembre 1852,

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire
d'état au département de la Justice,*

ABBATUCCI.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la Justice. -

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Imprimerie impériale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

PARTIE SUPPLÉMENTAIRE.

N° 286.

N° 7451. — *DÉCRET qui autorise l'inscription, au Trésor public, de trois Pensions de Donataires.*

Du 10 Novembre 1852.

LOUIS-NAPOLÉON, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu l'article 1^{er} de la loi du 26 juillet 1821, qui attribue des pensions aux anciens donataires français entièrement dépossédés de leurs dotations situées en pays étrangers, lorsqu'ils n'auront rien conservé en France;

Vu les paragraphes 5 et 6 du même article, portant que ces pensions seront réversibles moitié sur les veuves et moitié sur les enfants des donataires, avec réversibilité en faveur des survivants de la veuve et des enfants;

Vu les demandes adressées par les ayants cause de titulaires de pensions de donataires aujourd'hui décédés, ensemble les pièces produites pour la justification des droits des réclamants;

Vu l'avis du 19 novembre 1852, émis sur ces demandes, conformément à l'article 3 de l'ordonnance du 20 juin 1817, par le comité des finances, de la guerre et de la marine du Conseil d'état;

Sur le rapport du ministre des finances,

DÉCRÈTE ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les trois pensions comprises dans le tableau qui suit, pour une somme totale de quinze cents francs, et qui étaient précédemment inscrites au nom d'anciens donataires décédés, seront reversées sur la tête de leurs veuves et enfants, conformément aux indications de ce tableau, savoir :

X^e Série.

41

NOMS, PRÉNOMS, qualités ou grades des pensionnaires décédés.	DATES des décès.	PENSIONS.		NOMS ET PRÉNOMS des nouveaux ayants droit.
		Nombres d'ins- cription.	Sommes.	
Le baron CHERMINEAU (Jean), général de division.	12 juin 1852.	344	1,000 ^f	Le baron CHERMINEAU (Jean-Jacques- fred), CHERMINEAU (Victor-Adolphe).....
DAVID (Michel-Joseph), sergent.....	6 avril 1852.	1,985	250	DAVID (Joannis-Adolphe)..... GODART DU PLANTY (Pierre-Eugène) — (Augustine-Eugénie)..... — (Joséphine), femme PAUL — (Henry-Amédée)..... — (Julie)..... — (Bénigne).....
GODART DU PLANTY (Henri-Benigne), caporal.	17 avril 1852.	2,241	250	
		TOTAL.	1,500	

2. Ces pensions seront inscrites sur les registres du trésor public, pour être payées aux nouveaux ayants droit dans les départements de leurs résidences respectives, et suivant les proportions déterminées par l'article 1^{er} de la loi du 26 juillet 1821.

La nouvelle jouissance en commencera à courir du lendemain du décès des premiers titulaires.

3. Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 10 Novembre 1852.

Signé LOUIS-NAPOLÉON.

Par le Président :

Le Ministre des finances,

Signé BINEAU.

N° 7452. — DÉCRET qui autorise l'inscription, au Trésor public, de deux cent quatre-vingt-trois Pensions militaires, d'une Pension civile et d'une Pension à titre de Récompense nationale.

Du 10 Novembre 1852.

LOUIS-NAPOLÉON, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu le titre IV de la loi du 25 mars 1817, et l'ordonnance rendue le 20 juin suivant pour en assurer l'exécution;

QUALITÉ de veuve ou d'enfant.	NAISSANCES.		RÉSIDENCES.	ÉPOQUES de jouissance	OBSERVATIONS.
	Dates.	Lieux.			
Son fils.	4 pluv. an XI.	Lyon (Rhône).	Poitiers (Vienne).	13 juin 1852.	
Idem.	20 fruct. an XIII.	Malines (Pays-Bas).			
Idem.	11 janv. 1815.	Lisieux (Calvados).	Montrouge (Seine).	7 avril 1852.	
Idem.	22 nov. 1816.	Paris (Seine).			
Sa fille.	Idem.	Idem.			
Idem.	3 avril 1826.	Malesherbes (Loiret).	Paris (Seine).	18 avril 1852.	
Son fils.	12 nov. 1831.	Milly (Seine-et-Oise).			
Sa fille.	25 mars 1833.	Idem.			
Son fils.	17 nov. 1834.	Idem.			

Vu l'ordonnance du 2 août 1820;

Vu la situation du crédit de deux millions ouvert pour l'inscription des pensions militaires par l'article 29 du décret du 17 mars 1852, portant fixation du budget pour l'exercice 1852;

Vu la situation du crédit de trois millions ouvert pour l'inscription des pensions civiles, par l'article 30 de la loi du 25 mars 1817;

Vu également la situation du crédit de sept cent douze mille six cent cinquante francs ouvert par la loi du 13 juin 1850, pour l'inscription des pensions que cette loi accorde à titre de récompense nationale aux citoyens blessés dans les journées de mai et de juin 1848, ainsi qu'aux familles de ceux qui ont succombé;

Sur le rapport du ministre des finances,

DÉCRÈTE ce qui suit:

ART. 1^{er}. Les deux cent quatre-vingt-cinq pensions civiles, militaires et à titre de récompense nationale, comprises pour une somme totale de cent trente-deux mille neuf cent quatre-vingt-quatorze francs, soit dans les Bulletins des lois n°s 274 et 275 (partie supplémentaire), soit dans l'état transmis par le ministre de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce, et rappelées au tableau ci-après, avec l'indication des décrets qui les ont accordées et la désignation des crédits sur lesquels l'inscription en est imputée, seront inscrites au livre des pensions du trésor public.

DÉCRETS DE CONCESSION ou état de pensions à inscrire.				NATURE DES PENSIONS À INSCRIRE.	DATES DES LOIS et décrets en vertu desquels les pensions ont été accordées.
Numéros des état et Bulletins des lois où sont insérées les pensions.	Dates des envois et décrets.	Numéro d'ordre de chaque décret.	Numéro d'ordre de l'insertion de chaque décret au Bulletin des lois.		
Bulletin n° 274, partie supplé- mentaire.	12 sept. 1852.	58	7263	Pensions de retraite pour ancienneté à des militaires de l'armée active.	11 avril 1831 (loi).
	<i>Idem.</i>	59	7264	Pensions de retraite pour infirmité à des militaires de l'armée active.	<i>Idem.</i>
	<i>Idem.</i>	"	7265	Pension de retraite à M. le comte de BRAY- ORS DE BOURCIA, ancien sous-préfet.	22 août 1790 (loi) et 13 septembre 1806 (décret)
	26 sept. 1852.	60	7266	Pensions à des veuves de militaires.....	11 avril 1831 (loi).
Bulletin n° 275, partie supplé- mentaire.	30 sept. 1852.	61	7267	Pensions de retraite pour ancienneté à des militaires de l'armée active.	<i>Idem.</i>
	30 octobre 1852.	62	7352	Pensions à des veuves de militaires.....	<i>Idem.</i>
	<i>Idem.</i>	63	7353	Pensions de retraite pour ancienneté à des militaires de l'armée active.	<i>Idem.</i>
État n° 17.	11 octobre 1852.	"	"	Pension temporaire à un orphelin de juin 1848.	13 juin 1850 (loi).
TOTALS.....					.....

2. Toutes ces pensions seront payées suivant le mode établi pour celles de même nature précédemment inscrites, et la jouissance en commencera à courir du jour indiqué pour chacune d'elles dans les décrets qui viennent d'être signalés.

3. Le ministre des finances est chargé de l'exécution du pré-

ÉTAT comprenant un Orphelin de Juin 1848 qui, ayant atteint sa huitième année, a été rayé des registres du Trésor comme étant en droit d'obtenir, jusqu'à l'âge de 20 ans, l'article 3 de la loi du 13 juin 1850.

NUMÉRO D'ORDRE dans l'état n° 6, annexé à la loi du 13 juin 1850.	NOM ET PRÉNOMS de l'orphelin.	NAISSANCE.		RÉSIDENCE.
		Date.	Lieu.	
N° 47.....	FONTAINE (Vincent-Auguste-Joseph- Edouard).	22 octobre 1844.	Paris (Seine).	Onestreville (Seine-et-Oise).

ARRÊTÉ le présent état à la somme de sept cents francs, montant de la pens

DÉSIGNATION DES CRÉDITS sur lesquels sont imputées les pensions.						TOTAL PAR DÉCRET ou état.	
Militaires. (2,000,000 francs.)		Civiles. (3,000,000 francs.)		Récompenses nationales. (712,650 francs.)			
Décret du 17 mars 1852.		Loi du 25 mars 1817.		Loi du 13 juin 1850.			
Parties.	Sommes.	Parties.	Sommes.	Parties.	Sommes.	Parties.	Sommes.
84	28,235 ^f	"	"	"	"	84	28,235 ^f
35	11,318	"	"	"	"	35	11,318
"	"	1	500 ^f	"	"	1	500
42	13,475	"	"	"	"	42	13,475
25	43,675	"	"	"	"	25	43,675
42	15,200	"	"	"	"	42	15,200
55	19,891	"	"	"	"	55	19,891
"	"	"	"	1	700 ^f	1	700
283	131,794	1	500	1	700	285	132,994

sent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois, ainsi que l'état qui y est annexé.

Fait à Saint-Cloud, le 10 Novembre 1852.

Signé LOUIS-NAPOLÉON.

Par le Prince-Président :

Le Ministre des finances,

Signé BINEAU.

cessé d'avoir droit à la pension de trois cents francs liquidée en sa faveur, a
it ans accomplis, une nouvelle pension fixée à sept cents francs, en conformité de

PENSION ÉTEINTE.		NOUVELLE PENSION à inscrire.		OBSERVATIONS.
Numéro l'inscription.	Quotité.	Quotité.	Date de jouissance.	
2576	300 ^f	700 ^f	22 octobre 1851...	Sauf déduction des sommes payées sur la première pension postérieurement à ladite époque de jouissance.
	TOTAL.....	700		

poratoire à inscrire au nom de l'orphelin qui y est dénommé.

Le Ministre des finances,

Signé BINEAU.

N° 7453. — *DÉCRET qui accorde une Pension à un ancien Chef de bureau à la Préfecture de Constantine.*

Du 1^{er} Décembre 1852.

LOUIS-NAPOLÉON, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu, 1^o les lois des 22 août 1790 et 15 germinal an xi [5 avril 1803] et le décret du 13 septembre 1806, concernant la liquidation des pensions des fonctionnaires et employés non sujets à retenues au profit d'une caisse spéciale de retraite;

2^o L'article 4 de l'arrêté consulaire du 15 floréal an xi [5 mai 1803];

3^o Les articles 25, 26 et 30 de la loi de finances du 25 mars 1817, l'article 3 de l'ordonnance du 20 juin suivant, et le décret du 8 juin 1852;

4^o Les titres présentés par le sieur *Derazeÿ*, pour établir ses droits à une pension civile, desquels il résulte qu'il est âgé de soixante ans et qu'il compte plus de trente années de services effectifs;

5^o La fixation établie d'après la révision du conseil d'état de la pension comprise dans le présent décret et l'avis du ministre des finances en date du 26 novembre portant qu'il a reconnu la légalité de cette fixation et la possibilité d'imputer la pension proposée sur le fonds affecté par l'article 30 de la loi du 25 mars 1817 aux pensions pour services civils;

Considérant qu'en sa qualité de chef de bureau à la préfecture de Constantine le sieur *Derazeÿ* ne contribuait à aucun fonds spécial de retenues pour pensions;

Sur le rapport du ministre de la guerre,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est accordé au sieur *Derazeÿ*, dénommé au tableau ci-après, une pension annuelle et viagère fixée, conformément aux indications de ce tableau, à la somme de trois mille deux cent quatre-vingt-huit francs.

NOMBRE D'ORDRES.	NOM et prénoms.	EMPLOI civil.	DATE et lieu de naissance.	DOMICILE.	DURÉE des services au jour de la liquida- tion.			TRAITEMENT moyen des quatre dernières années.	QUANTITÉ de la pension.	BASES légalés de la fixation.	DATE de la jouissance.	OBSER- VATIONS.
					Ann.	Mois.	Jours.					
Unique.	DURANT (Ambroise Silvain- Antoine).	Chef de bureau de première classe à la préfecture de Constan- tine.	3 oct. 1792 à la Tri- mouille (Vienna).	Passy (Seine).	47	8	3	5,000 ^f	3,288 ^f	Lois des 22 août 1790, 5 avril 1803, et décret du 13 sep- tembre 1806.	Payable à compter du premier jour du semestre qui suivra l'inscription au trésor, con- formément à l'arrêté consei- laire du 15 février an XI.	
								TOTAL.	3,288			

2. Cette pension sera inscrite au livre des pensions civiles du trésor public, avec jouissance du jour indiqué au tableau qui précède.

3. Les ministres de la guerre et des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 1^{er} Décembre 1852.

Signé LOUIS-NAPOLÉON.

Le Ministre de la guerre,

Signé A. DE SAINT-ARNAUD.

N° 7454. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice) qui nomme chevalier de l'ordre national de la Légion d'honneur M. Henriot, juge de paix du canton de Bar-le-Duc (Meuse). (Du 17 Juillet 1852.)

N° 7455. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice) qui nomme officier de l'ordre national de la Légion d'honneur M. Aupetit-Duraud (Louis-Arnauld), président de chambre à la cour d'appel de Bourges; chevalier du même ordre depuis le 30 avril 1841. (Du 14 Septembre 1852.)

N° 7456. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice) qui nomme chevalier de l'ordre national de la Légion d'honneur M. de *Toytot* (*Armand-Gabriel-Xavier*), vice-président du tribunal de première instance de Nevers (Nièvre). (Du 15 Septembre 1852.)

N° 7457. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice) qui nomme chevalier de l'ordre national de la Légion d'honneur M. *Ourson* (*Esprit-Joseph-Bonaventure*), juge d'instruction au tribunal de première instance d'Avignon (Vaucluse). (Du 25 Septembre 1852.)

N° 7458. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice) qui nomme chevaliers de l'ordre national de la Légion d'honneur :

M. *Bédarrides* (*Gustave-Emmanuel*), premier avocat général à la cour d'appel d'Aix;

M. *Clapier* (*Victor-Marius-César*), président du tribunal de première instance de Toulon (Var);

M. *Roques*, procureur de la République près le tribunal de première instance de Toulon. (Du 28 Septembre 1852.)

N° 7459. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre de la marine et des colonies) qui nomme dans l'ordre national de la Légion d'honneur, savoir :

COMMANDEURS.

M. *Pénard* (*André-Édouard*), capitaine de vaisseau, commandant le vaisseau la *Ville-de-Paris*.

M. *Rigault de Genouilly* (*Charles*), capitaine de vaisseau, commandant le *Charlemagne*.

M. *Noël* (*Charles*), directeur des travaux hydrauliques, à Toulon.

OFFICIERS.

M. *Chevalier* (*Yves-Eugène*), capitaine de frégate, chef d'état-major de l'escadre d'évolutions;

M. *Pothuau* (*Louis-Pierre-Alexis*), capitaine de frégate, commandant en second de la *Ville-de-Paris*.

M. *Huguet de Majoareaux* (*Jean-Baptiste-Auguste*), capitaine de frégate, commandant en second du *Jupiter*.

M. *Cauvin* (*Louis-Joseph-Adolphe*), chirurgien de première classe du *Sané*.

M. *Poudra* (*Pierre-Gaspard*), capitaine de vaisseau.

M. *Bourdereau* (*François-Hilaire-Charles*), commissaire de marine.

M. *Lepéru* (*Antoine-Jean-Louis*), capitaine de frégate, commandant en second du *Napoléon*.

M. *Revest* (*Jean-Baptiste*), capitaine de frégate, sous-directeur des mouvements du port à Toulon.

CHEVALIERS.

- M. Moret (*Louis-Ernest*), lieutenant de vaisseau de la *Ville-de-Paris*.
M. Lallemand (*Adolphe-François*), lieutenant de vaisseau de la *Ville-de-Paris*.
M. Duval (*Armand-Isidore*), lieutenant de vaisseau du *Henri IV*.
M. Legriel (*Anatole-Auguste*), lieutenant de vaisseau du *Bayard*.
M. Desfandais (*Jacques-Auguste*), lieutenant de vaisseau du *Jupiter*.
M. Salicis (*Gustave-Adolphe*), lieutenant de vaisseau du *Sand*.
M. Gibert (*Barthélemy-Scevola*), chirurgien de première classe du *Henri IV*.
M. Bourgade (*Jean-Pierre*), aumônier du *Henri IV*.
M. Lamendour (*François-Marie*), maître canonnier de la *Ville-de-Paris*.
M. Peschet (*Pierre-Auguste*), capitaine d'armes du *Bayard*.
M. Bonnefoy (*Victor-Louis-Paulin*), lieutenant de vaisseau.
M. Allemand (*François-Hippolyte*), lieutenant de vaisseau de l'*Uranie*.
M. Patau (*Joseph-Bonaventure-Édouard*), lieutenant de vaisseau de la *Carpiciense*.
M. Nouvel (*Alfred-Marie*), lieutenant de vaisseau du *Montebello*.
M. Richard-Foy (*Ferdinand-Pierre*), lieutenant de vaisseau du *Chaptal*.
M. Duperré (*Victor-Auguste*), lieutenant de vaisseau du *Montebello*.
M. Bérard (*Philogène-Joseph*), enseigne de vaisseau du *Platon*.
M. Bernard (*Léon-Émile-Robert*), enseigne de vaisseau du *Pingouin*.
M. Simond (*Marius-Jacques-Rolland*), enseigne de vaisseau du *Dauphin*.
M. Chevillotte (*Edme-Pierre*), capitaine d'artillerie de marine.
M. Dorian (*Émile-Charles-Frédéric*), sous-ingénieur de première classe.
M. de Coppier (*Hyacinthe-Joseph*), sous-ingénieur de première classe.
M. Sénès (*Jean-Louis-Charles*), sous-commissaire de marine.
M. Ventre (*Melchior-Antoine-Jean-Baptiste*), chirurgien de deuxième classe.
M. Raoulx (*Jean-Claude*), ingénieur des ponts et chaussées de deuxième classe.
M. Consauve (*Charles-Louis*), maître voilier du *Montebello*.
M. Guillaume (*Henri*), premier maître de manœuvre de l'*Orléanoise*.
M. Bounic (*Pierre-Noël*), premier maître mécanicien du *Charlemagne*.
M. Monteggiani (*André-Dominique*), capitaine d'armes du *Charlemagne*.
M. Vaucanu (*Louis-Alexandre-Maxime*), maître fondeur de la direction des constructions navales.
M. Clinchard (*François*), maître charpentier entretenu à la direction des constructions navales.
M. Debergue (*Eléazar*), maître de manœuvre entretenu de la direction des mouvements du port.
M. Macary (*Jean-Baptiste-Jacques*), conducteur des travaux hydrauliques de première classe.
M. Fontaine (*Constant-Aristide*), pharmacien professeur.
M. Gatin (*Jean*), journalier de la direction des constructions navales, ancien soldat de l'Empire.
M. Foucault (*Pierre-François*), journalier de la direction des constructions navales.
M. Béranger (*Étienne-Alexandre*), journalier de la direction des constructions navales.

M. *Verdaine (Louis-Martin)*, journalier de la direction des constructions navales.

M. *Sauvan (Jean-Louis)*, écrivain de la direction des constructions navales, ancien adjudant sous-officier sous l'Empire.

M. *Honoraty (Jean-François-René)*, ouvrier mécanicien, ancien soldat de l'Empire.

M. *Roubin (Louis-Pierre)*, chirurgien de première classe du *Napoléon*.

M. *Vilany (Antoine-Joseph)*, premier maître mécanicien du *Napoléon*.

M. *Chevalier (Jean-Parfait)*, maître monteur du *Napoléon*.

M. *le Breton (Louis-Joseph-Édouard-Numa)*, sous-commissaire, officier d'administration du *Valmy*.

M. *Girard (Léon-André)*, chirurgien de première classe du *Valmy*.

M. *Bourhis (Paul-François)*, premier maître de timonerie du *Valmy*.

M. *Saly (Théophile-Louis-Henri)*, lieutenant de vaisseau de l'*Iéna*.

M. *Dannac (Armand)*, maître armurier de l'*Iéna*.

M. *Roca (Victor-Antoine-François)*, lieutenant de vaisseau de la *Reine-Hortense*.

M. *Émeric (Théophile-Léon)*, syndic des gens de mer à Toulon.

M. *Richaume (Honoré-Nicolas)*, second maître de manœuvre de l'*Averne*.
(Du 28 Septembre 1852.)

N° 7460. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice) qui nomme chevalier de l'ordre national de la Légion d'honneur M. *de Fortis (Boniface-François)*, conseiller à la cour d'appel d'Aix. (Du 30 Septembre 1852.)

N° 7461. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice) qui nomme chevalier de l'ordre national de la Légion d'honneur M. *Bécharde (Paul-Émile)*, juge de paix du canton de Lédignan (Gard), ancien maire de la commune de Lédignan. (Du 30 Septembre 1852.)

N° 7462. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice) qui nomme officier de l'ordre national de la Légion d'honneur M. *le baron de Ganjal (Marc-Antoine-François)*, premier président de la cour d'appel de Montpellier; chevalier du même ordre depuis 1823. (Du 1^{er} Octobre 1852.)

N° 7463. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice) qui nomme chevalier de l'ordre national de la Légion d'honneur M. *Figeac (Charles-Bernard)*, président du tribunal de première instance de Narbonne (Aude). (Du 2 Octobre 1852.)

N° 7464. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé

par le garde des sceaux, ministre de la justice) qui nomme chevaliers de l'ordre national de la Légion d'honneur :

M. *Requier (Louis-Auguste-Jules)*, premier avocat général à la cour d'appel d'Agen;

M. *Trenty (Guillaume)* juge de paix du canton de Villeneuve-d'Agen (Lot-et-Garonne). (Du 6 Octobre 1852.)

N° 7465. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice) qui nomme chevaliers de l'ordre national de la Légion d'honneur :

M. *Darnis (Paul-Marie-Achille)*, avocat général à la cour d'appel de Bordeaux;

M. *Gellibert (Thibaud-Lucien)*, président du tribunal de première instance de Blaye (Gironde). (Du 8 Octobre 1852.)

N° 7466. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice) qui nomme chevalier de l'ordre national de la Légion d'honneur M. *Tortat*, président honoraire du tribunal de première instance de Saintes (Charente-Inférieure). (Du 11 Octobre 1852.)

N° 7467. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre de la marine et des colonies) qui nomme dans l'ordre national de la Légion d'honneur, savoir :

OFFICIERS.

M. *Garnier (Gustave-Adolphe)*, directeur des travaux hydrauliques à Rochefort.

M. *Cloquette (Édouard)*, lieutenant-colonel, directeur d'artillerie de marine.

M. *Laurencin (Gustave-Théodore)*, premier chirurgien en chef de la marine.

M. *Quillet (Dominique-Gabriel)*, chef de bataillon d'infanterie de marine.

CHEVALIERS.

M. *Bouyer (Louis-Étienne)*, lieutenant de vaisseau.

M. *Maisonneuve (François-Auguste-Émile)*, lieutenant de vaisseau.

M. *Moirant (Hippolyte)*, lieutenant de vaisseau.

M. *Gisquet (Jules-Théodore)*, lieutenant de vaisseau.

M. *Fesselot (Eugène-Félix)*, lieutenant en premier d'artillerie de marine.

M. *Dardenne (François-Madeleine)*, capitaine adjudant-major d'infanterie de marine.

M. *Duchêne (François)*, capitaine trésorier d'infanterie de marine.

M. *Septans (Joseph-Méciste)*, lieutenant en premier d'infanterie de marine.

M. *Hébert (Jean-Jacques-Jules)*, sous-commissaire de marine.

M. *Belenfant (François-Jules)*, sous-commissaire de marine.

M. *Beauvalet (Pierre-François)*, aide-commissaire.

M. *Ogier (Gustave-Pierre-Jean)*, agent comptable.

- M. de Lisleferme (*Henri*), ingénieur de deuxième classe de la marine.
 M. Sabatier (*Victorin-Gabriel-Justin-Épiphané*), sous-ingénieur de première classe de la marine.
 M. Charvin (*Georges-Adolphe*), conducteur des travaux hydrauliques.
 M. Arlaud (*François-Joseph-Charles*), chirurgien professeur de la marine.
 M. Garnier (*Pierre-Antoine-Alexandre*), pharmacien de première classe de la marine.
 M. Cauroy (*Joseph*), greffier près les tribunaux maritimes.
 M. Bironneau (*Étienne*), maître charpentier entretenu.
 M. Grelier (*Jean-Christophe*), maître forgeron entretenu.
 M. Grabeuil (*Pierre*), maître poulieur entretenu.
 M. Léonard (*Louis-Auguste*), maître fondeur entretenu.
 M. Pouzols (*Guillaume*), maître canonnier entretenu.
 M. Tavera (*Nicolas*), capitaine d'armes.
 M. Rabeaux (*Pierre-Louis*), contre-maitre perceur.
 M. Merlet (*Siméon*), maître forgeron.
 M. Lemeunier (*Jean-Baptiste-René*), contre-maitre forgeron.
 M. Perusseau (*Jacques*), ouvrier forgeron. (*Du 12 Octobre 1852.*)
-

N° 7468. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre de la marine et des colonies) qui nomme commandeur de l'ordre national de la Légion d'honneur M. Cornuel (*Armand-Louis*) premier médecin en chef de la marine, à la Guadeloupe. (*Du 30 Octobre 1852.*)

N° 7469. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre de la marine et des colonies) qui nomme dans l'ordre de la Légion d'honneur, savoir :

OFFICIER.

M. Bizien (*Édouard*), capitaine de frégate, commandant l'*Armide*.

CHEVALIERS.

M. l'abbé Lucas (*Yves-Charles*), aumônier.
 M. Cerisier (*Alexis-Aimé-Joseph*), chirurgien de deuxième classe de l'*Armide*. (*Du 30 Octobre 1852.*)

N° 7470. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre de la marine et des colonies) qui nomme chevalier de la Légion d'honneur M. l'abbé Vidal (*Benjamin*), aumônier de la marine. (*Du 10 Novembre 1852.*)

N° 7471. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice) qui nomme chevalier de l'ordre national de la Légion d'honneur M. Mourier-Desgayet (*Pierre-François-Marie*), juge de paix du canton de la Palisse, arrondissement de Cusset (Allier). (*Du 10 Novembre 1852.*)

N° 7472. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) portant,

1° Que le quart de la contenance des bois communaux de Charens (Drôme), à prendre dans le canton de la Pigne, sera distrait pour former la réserve, conformément aux dispositions de l'article 93 du Code forestier;

2° Que le surplus de ces bois sera exploité par forme d'éclaircie, en quinze années successives et par coupes annuelles, égales en étendue. (Du 30 Octobre 1852.)

N° 7473. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) portant :

ART. 1^{er}. Les exploitations de produits principaux seront suspendues pendant huit ans dans la forêt communale de Durmenach (Haut-Rhin).

2. Pendant ce même laps de temps, l'administration des forêts délivrera à cette commune des coupes annuelles d'éclaircie dont la contenance sera de vingt-six hectares vingt ares pour la première année, et de dix-huit hectares quatre-vingt-dix-neuf ares pour chacune des sept années suivantes. (Du 30 Octobre 1852.)

N° 7474. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) qui soumet au régime forestier les bois de la commune de Günsbach (Haut-Rhin), d'une contenance évaluée à trois cent soixante-six hectares neuf ares, non compris neuf hectares de terrain, en état de culture, au canton dit *Breitenberg*. (Du 30 Octobre 1852.)

N° 7475. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) qui approuve le procès-verbal de la délimitation générale des bois communaux de Neurey-en-Vaux (Haute-Saône), en date du 25 février 1850, et clos le 15 octobre 1851. (Du 30 Octobre 1852.)

N° 7476. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) qui autorise la commune de Conflans (Marne) à défricher trois parcelles de ses bois, détachées du surplus et contenant ensemble six hectares quarante ares. (Du 30 Octobre 1852.)

N° 7477. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) qui autorise la commune de Waville (Moselle) à défricher une parcelle de ses bois sise au lieu dit *Grand-Fontaine*, et contenant cinq hectares soixante et onze ares soixante-neuf centiares. (Du 30 Octobre 1852.)

N° 7478. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) qui autorise la commune de Wolschwiller (Haut-Rhin) à défricher une parcelle de bois qui lui appartient, conte-

nant un hectare, située au canton Struth et séparée de la forêt communale par le chemin vicinal de Biederthal à Ferrette. (Du 30 Octobre 1852.)

N° 7479. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) qui autorise la fabrique de l'église de Bierville (Seine-Inférieure) à défricher un bois de trois hectares quarante-deux ares qui lui appartient sur le territoire de la commune de Blainville-Crevon. (Du 30 Octobre 1852.)

N° 7480. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) portant,

1° Que l'administration des forêts est autorisée à délivrer à la commune de Heiligenberg (Bas-Rhin), au canton Probstée, des bois de cette commune, une coupe extraordinaire de six-sept cent quatre-vingt dix-huit stères;

2° Que la vente et la délivrance en nature et l'exploitation de cette coupe auront lieu conformément aux dispositions générales prescrites tant par le Code forestier que par l'ordonnance réglementaire du 1^{er} août 1827. (Du 30 Octobre 1852.)

N° 7481. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) portant :

ART. 1^{er}. L'administration des forêts est autorisée à délivrer à la commune de Bessoncourt (Haut-Rhin), une coupe extraordinaire de huit hectares et de six arbres dépérissants, à prendre aux cantons Beauchets et Rouchots de la forêt communale du lieu.

2. La vente et l'exploitation de cette coupe s'effectueront conformément aux dispositions générales prescrites tant par le Code forestier que par l'ordonnance réglementaire du 1^{er} août 1827.

3. La commune propriétaire sera tenue d'employer une somme de cinq cents francs aux travaux d'amélioration qui seront désignés par les agents forestiers. (Du 30 Octobre 1852.)

N° 7482. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) qui autorise l'administration des forêts à délivrer à la commune d'Uffholtz (Haut-Rhin), les coupes extraordinaires ci-après désignées :

1° Au canton Brucklemburg de la forêt communale, une coupe de quatre hectares à exploiter par forme d'extraction d'arbres mûrs et dépérissants;

2° Au canton Wolferskopff, une coupe de taillis de un hectare cinquante ares. (Du 30 Octobre 1852.)

N° 7483. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) portant,

1° Que l'administration des forêts est autorisée à délivrer à la commune

de Genevreuille (Haute-Saône), une coupe extraordinaire de sept hectares à prendre dans la partie la plus âgée du quart de réserve de la forêt communale du lieu;

2° Que la vente et l'exploitation de cette coupe auront lieu conformément aux dispositions générales prescrites tant par le Code forestier que par l'ordonnance réglementaire du 1^{er} août 1827. (*Du 30 Octobre 1852.*)

N° 7484. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) portant :

ART. 1^{er}. Les habitants de la commune de Biriattou (Basses-Pyrénées) sont autorisés, pendant trois ans, à faire pacager leurs bêtes à laine dans les cantons de bois qui seront reconnus défensables par les agents forestiers locaux, à la charge, par lesdits habitants, de se conformer aux dispositions des articles de la huitième section du titre III du Code forestier, et à celles des articles 118, 119 et 120 de l'ordonnance réglementaire du 1^{er} août 1827; de faire chaque année, aux temps et saison convenables, dans les cantons indiqués, les améliorations qui seront reconnues nécessaires par les agents forestiers, pour réparer ou prévenir les dommages qui pourraient résulter de l'exercice du pacage.

La commune sera, en outre, tenue de satisfaire aux conditions spéciales que l'administration des forêts déterminera.

2. Le nombre des bêtes à laine admises au parcours ne pourra excéder celui qui sera fixé par les agents forestiers, et publié avec les états des cantons défensables.

3. Cette autorisation sera révoquée pour cause d'abus ou d'incompatibilité du pacage avec la prospérité du bois où il sera exercé. (*Du 30 Octobre 1852.*)

N° 7485. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) portant :

ART. 1^{er}. Les habitants de la commune de Roquebrussaune (Var) sont autorisés, pendant cinq ans, à faire pacager leurs bêtes à laine dans les cantons de bois qui seront reconnus défensables par les agents forestiers locaux, à la charge, par lesdits habitants, de se conformer aux dispositions des articles de la huitième section du titre III du Code forestier, et à celles des articles 118, 119 et 120 de l'ordonnance réglementaire du 1^{er} août 1827; de faire chaque année, aux temps et saison convenables, dans les cantons indiqués, les améliorations qui seront reconnues nécessaires par les agents forestiers, pour réparer ou prévenir les dommages qui pourraient résulter de l'exercice du pacage.

Les habitants de la commune seront, en outre, tenus de satisfaire aux conditions spéciales que l'administration des forêts déterminera.

2. Le nombre des bêtes à laine admises au parcours ne pourra excéder celui qui sera fixé par les agents forestiers, et publié avec les états des cantons défensables.

3. Cette autorisation sera révoquée pour cause d'abus ou d'incompatibilité du pacage avec la prospérité du bois où il sera exercé. (*Du 30 Octobre 1852.*)

N° 7486. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des travaux publics) qui autorise l'association syndicale du Ruisset (Isère) à contracter un emprunt de quatre mille francs. (Du 10 Octobre 1852.)

N° 7487. — DÉCRETS DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signés par le ministre des travaux publics) qui autorisent,

1° Le sieur *Boivia*, à conserver deux moulins, commune d'Auxerre (Yonne);

2° Le sieur *Momon*, à conserver son usine, commune d'Accolay (Yonne). (Du 10 Octobre 1852.)

N° 7488. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des travaux publics) qui autorise le sieur *Letellier* à modifier le système hydraulique de son moulin, commune de Fontaine-Heudebourg (Eure). (Du 6 Novembre 1852.)

N° 7489. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des travaux publics) qui modifie le décret du 6 mai 1850 réglementaire du moulin des sieurs *Legueux* fils, *Jagorowski* et consorts, commune d'Auxerre (Yonne). (Du 6 Novembre 1852.)

N° 7490. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des travaux publics) qui règle le régime des eaux des usines des sieurs *Picquet* et *Panien*, commune de Corbehem (Pas-de-Calais). (Du 6 Novembre 1852.)

Certifié conforme :

Paris, le 16^e Décembre 1852,

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire
d'état au département de la Justice,*

ABBATUCCI.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin
au ministère de la Justice.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

PARTIE SUPPLÉMENTAIRE.

N° 287*.

N° 7491. — *DÉCRET qui accorde des Pensions de retraite à seize personnes du Département de la Marine.*

Du 27 Octobre 1852.

LOUIS-NAPOLÉON, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre de la marine et des colonies, et après les vérifications prescrites en exécution de la loi de finances du 25 mars 1817;

Vu les crédits ouverts au budget de la caisse des invalides de la marine, exercice 1852, pour l'inscription des pensions nouvelles,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est accordé à chacune des personnes dénommées au tableau ci-après une pension de retraite fixée conformément aux indications de ce tableau.

2. La dépense annuelle de dix mille huit cent cinquante-trois francs, qui résultera de la concession des seize articles de pensions de retraite compris dans le tableau ci-après, sera acquittée sur les fonds de la caisse des invalides de la marine.

3. Le ministre de la marine et des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait à Saint-Cloud, le 27 Octobre 1852.

Signé LOUIS-NAPOLÉON.

Le Ministre Secrétaire d'état de la marine et des colonies,

Signé THÉODORE DUCOS.

* Voyez un Errata à la fin de ce Numéro.

NOM ET PRÉNOMS.	NAISSANCE.		GRADE.	SERVICES effectifs.			CAMPAGNES			TOTAL.		
	Dates.	Lieu.		Ann.	Mois.	Jours.	Ann.	Mois.	Jours.	Ann.	Mois.	Jours.
1 DUBUS (François-Jacques).	31 janv. 1791.	Paris (Seine).	Professeur d'hydrographie de 2 ^e classe.	43	8	23				43	8	23
2 ABRNALL (Jean).....	2 oct. 1794.	Drenne (Finistère).	Deuxième maître de manœuvre.	36	19	13	10	7	6	47	5	1
3 PLOMELLE (Yves-Luc-Marie).	20 oct. 1797.	Lorient (Morbihan).	Idem.	32		20	18	2	23	50	3	2
4 MILLET (Joseph-François-Pierre).	3 juin 1800.	La Sayne (Var).	Idem.	31	7	21	18	8	6	50	3	2
5 MIRABEAU (Joseph-Etienne-Esprit).	28 déc. 1799.	Idem.	Idem.	26	4	16	19		29	45		
6 MOULI (Joseph-Benoît)...	5 janv. 1801.	Gallarate (Italie).	Idem.	32	4	22	13	10		46	2	4
PIRIOU (François-Marie)...	25 sept. 1800.	Brest (Finistère).	Idem.	36		11	17		14	53		
8 BONNACE (Pierre-Joseph-Honoré).	25 juill. 1799.	La Sayne (Var).	Idem.	27	8	27	14	10	9	43		
9 RENCUREL (Jean-Baptiste).	6 mars 1797.	Signes (Var).	Idem.	26	7	23	15	9	7	42	3	
10 LEHINAN (Jean-Marie)...	10 mai 1801.	Hennebont (Morbihan).	Idem.	27	4	1	12	6	17	39	10	1
11 L'HOMME (Alexis-Marie)...	7 sept. 1800.	Lezoballec (Finistère).	Idem.	30	2	21	7	5	3	39		
12 SANTIN (Dominique).....	23 juill. 1801.	Idem.	Idem.	31	1	22	14	8	8	43	10	
13 PIZANY (Jean-Baptiste-Antoine).	1 ^{er} nov. 1800.	Toulon (Var).	Idem.	34	4	13	15	8	1	50		
14 BRAEM (Jean-François)...	1 ^{er} mai 1817.	Hondschoote (Nord).	Matelot.	6	3	10	6		13	13	3	2
15 MÉAUME-DASSAT (Siméon-Joseph-Adrien).	11 juin 1803.	Candémar (Charente).	Chef de bataillon d'artillerie de marine.	30	6	15	8			35	6	
16 LESKURE (Ange-François).	22 nov. 1806.	Pontoise (Seine-et-Oise).	Capitaine d'artillerie de marine.	25	5	9	17	6		42	11	

N° 7492. — DÉCRET qui accorde des Pensions aux Veuves de quatre personnes du Département de la Marine.

Du 27 Octobre 1852.

LOUIS-NAPOLÉON, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre de la marine et des colonies, et après les vérifications prescrites en exécution de la loi de finances du 25 mars 1817;

BASES LÉGALES de la fixation de la pension.	GRADE sur lequel la pension est réglée.	PREMIERE de la pension.	DOMICILE des titulaires.	OBSERVATIONS.
Loi du 18 avril 1831.	Professeur de 1 ^{re} classe.	1,583	Saint-Brieuc.	
Idem.	Deuxième maître. (5 ^e en sus pour plus de 12 ans d'activité dans ce grade.)	480	Brest.	
Idem.	Idem.	480	Lorient.	
Idem.	Idem.	480	Toulon.	
Idem.	Idem.	480	Idem.	
Idem.	Idem.	480	Idem.	
Idem.	Idem.	480	Idem.	
Idem.	Idem.	458	Idem.	
Idem.	Idem.	457	Idem.	
Idem.	Idem.	434	Lorient.	
Idem.	Idem.	432	Brest.	
Idem.	Deuxième maître.	400	Idem.	
Idem.	Idem.	400	Toulon.	
Idem.	Matelot. (Augmentation d'un membre par suite d'une blessure reçue du service.)	300	Brest.	
Loi du 11 avril 1831.	Chef de bataillon.	1,639	Paris.	
Lois des 11 et 18 avril 1831.	Capitaine réunissant plus de 9 ans de service à la mer et aux colonies. (5 ^e en sus pour plus de 12 ans d'activité dans ce grade.)	1,871	Pontoise.	
	TOTAL :	10,853		

Vu les crédits ouverts au budget de la caisse des invalides de la marine, exercice 1852, pour l'inscription des pensions annuelles,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est accordé à chacune des personnes dénommées au tableau ci-après une pension annuelle fixée conformément aux indications de ce tableau.

NOMBRES D'ORDRES.	NOMS ET PRÉNOMS des maris.	GRADÉS.	DATES		CIRCONSTANCES du décès.	NOMS ET PRÉNOMS des veuves.
			de la cessation de l'ac- tivité.	du décès.		
1	CLÉMO-DUPREFFRANC (Au- guste-Alexandre).	Lieutenant de vaisseau.	8 juill. 1835.	21 juill. 1852.	Mort titulaire d'une pension de re- traite.	GACHON (Léa).....
2	BUSSEZ (Pierre).....	Maître canon- nier à 1,500 fr.	9 avril 1852.	9 avril 1852.	Mort en possession de droits à une pen- sion de retraite.	GARDEPAIN (Jeanne-Pierre Désirée).
3	DUBUISSON (Alexandre- Pierre).	Quartier-maî- tre de timonerie.	23 mai 1849.	23 mai 1849.	Mort des suites de coliques végétales contractées dans l'Inde, où cette ma- ladie est endémique.	MOUILLOUX (Francine).
4	LAVIE (Esprit-Joseph)... a.	Ouvrier calfat.	16 juill. 1852.	16 juill. 1852.	Mort en possession de droits à une pen- sion de retraite.	RICHER (Magdelaine-Ca- therine).

2. La dépense annuelle de huit cent cinquante francs, qui résultera de la concession des quatre articles de pensions de veuves compris dans le tableau ci-dessus, sera acquittée sur les fonds de la caisse des invalides de la marine.

3. Le ministre de la marine et des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait à Saint-Cloud, le 27 Octobre 1852.

Signé LOUIS-NAPOLÉON.

Le Ministre Secrétaire d'état de la marine et des colonies,

Signé THÉODORE DUCOS.

N° 7493. — *Décret qui accorde des Pensions de retraite à trente et une personnes du Département de la Marine.*

Du 6 Novembre 1852.

LOUIS-NAPOLÉON, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre de la marine et des colonies, et après les vérifications prescrites en exécution de la loi de finances du 25 mars 1817;

NAISSANCE.		DATE du mariage.	ANNÉES DE MARIAGE antérieures à la cessation d'activité du mari, ou nombre d'enfants existants de ce mariage antérieur.	QUANTITÉ des pensions.	DOMICILE.	BASES LÉGALES de la fixation.
Dates.	Lieux.					
24 juin 1802.	Crem-Chaban (Charente-Inférieure).	25 janv. 1826.	Plus de 2 ans.	400 ^f	Marans (quartier de la Roquette). Brest.	Loi du 18 avril 1831.
13 mars 1809.	Brest (Finistère).	13 juin 1832.	Idem.	250	Idem.	Idem.
2 oct. 1821.	Châtillon- sur-Chalaronne (Ain).	18 mars 1846.	Idem.	100	Norlaix.	Idem.
15 déc. 1796.	Toulon (Var).	17 sept. 1817.	Idem.	100	Toulon.	Lois des 18 avril 1831 et 24 novem- bre 1848.
TOTAL.....				850		

Vu les crédits ouverts au budget de la caisse des invalides de la marine, exercice 1852, pour l'inscription des pensions nouvelles,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Il est accordé à chacune des personnes dénommées au tableau ci-après une pension de retraite fixée conformément aux indications de ce tableau.

2. La dépense annuelle de seize mille six cent quarante-quatre francs, qui résultera de la concession des trente et un articles de pensions de retraite compris dans le tableau ci-après, sera acquittée sur les fonds de la caisse des invalides de la marine.

3. Le ministre de la marine et des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 6 Novembre 1852.

Signé LOUIS-NAPOLÉON.

Par le Prince-Président :

Le Ministre Secrétaire d'état de la marine et des colonies,

Signé THÉODORE DUCOS.

NOM ET PRÉNOMS.	NAISSANCE.		GRADÉS.	SERVICES effectifs.			CAMPAGNES			TOTAL.		
	Dates.	Lieux.		Ann.	Mois.	Jours.	Ann.	Mois.	Jours.	Ann.	Mois.	Jours.
1 GARNIER (André-François).	4 déc. 1799.	Toulon (Var).	Trésorier de la Guyane française.	18	9	23	12	7	2	41	4	13
2 CHUPPIN (Omer-Nicolas)..	8 juin 1803.	Paris (Seine).	Premier substitut du procureur général de la Martinique.	18	8	13	"	"	"	18	8	"
3 VALACCA (Joseph-Etienne)	3 sept. 1799.	Tripoli (Barbarie).	Maître de timonerie.	16	8	28	14	8	12	41	5	"
4 ROMAIN (Jacques-François.	3 juill. 1800.	Toulon (Var).	Deuxième maître de manœuvre.	37	3	12	15	5	3	52	8	"
5 RICHARD (Jean-Louis)....	1 ^{er} déc. 1800.	Lorient (Morbihan).	Idem.	20	11	8	14	2	9	45	1	"
6 DRUELLE (Antoine-Augustin).	11 oct. 1800.	Toulon (Var).	Deuxième maître canonnier.	37	1	17	12	4	22	49	6	"
7 BERRIO (Ambroise).....	8 juin 1801.	Nice (Piémont).	Idem.	29	6	7	15	7	28	45	2	"
8 RIGAUD (Jean-Félix)....	16 sept. 1800.	Saint-Tropez (Var).	Idem.	25	11	25	13	2	16	39	1	"
9 TUAL (Jacques-Marie)...	14 sept. 1798.	Ouessant (Finistère).	Idem.	25	9	9	8	10	20	34	7	"
10 FABRE (Louis-Junior)....	15 janv. 1800.	Bordeaux (Gironde).	Idem.	29	2	29	11	5	1	40	6	"
11 GINATTE (Joseph).....	6 fév. 1800.	Canaries (Var).	Deuxième maître de timonerie.	29	11	20	17	9	18	47	9	"
12 ARNAUD (François-Laurent).	26 juin 1799.	La Seyne (Var).	Idem.	27	5	19	16	7	21	44	1	"
13 REHAULT (Maurice-Marie).	31 août 1800.	Guerlesquin (Finistère).	Deuxième maître charpentier.	31	7	"	12	2	11	43	9	"
14 GUÉS (Marie-François-Joseph).	2 juillet 1801.	Toulon (Var).	Deuxième maître calfat.	31	11	21	10	7	1	42	6	"
15 ADÉLIN (Henry-Charles-Julien).	14 sept. 1799.	Brest (Finistère).	Deuxième maître voilier.	30	9	"	13	4	28	44	1	"
16 FROCH (Louis-Marie)....	18 oct. 1798.	Idem.	Quartier-maître de manœuvre.	30	6	25	15	6	28	46	1	"
17 FAUCON (Barthélemy-Justinien).	1 ^{er} fév. 1801.	Toulon (Var).	Quartier-maître canonnier.	37	4	19	11	3	8	48	7	"
18 SALLIER (Pierre-Marie)...	11 mars 1800.	Lorient (Morbihan).	Idem.	28	7	17	13	9	14	42	5	"
19 ROUX (Nicolas-Émond)...	20 nov. 1800.	Lamotte (Var).	Idem.	30	"	3	10	5	26	40	5	"
20 GUILLEMAN (Jean-Marie)...	6 oct. 1799.	Brest (Finistère).	Idem.	35	6	21	13	8	25	49	3	"

BASES LÉGALES de la fixation de la pension.	GRADE sur lequel la pension est réglée.	FIXATION de la pension.	DOMICILE des titulaires.	OBSERVATIONS.
Ordonnance du 12 janvier 1825, loi du 18 avril 1831 et décret du 12 juin 1851.	Agent des finances aux appointements de 6,000 fr.	3,000 ^f	Bordeaux.	Les agents directement justiciables de la cour des comptes devront justifier dans un délai de 18 mois, à partir de la cessation de leurs fonctions, de l'arrêt de quitus de cette cour, condition expresse à défaut d'accomplissement de laquelle la pension sera et demeurera définitivement radiée.
Ordonnance du 23 septembre 1814, loi du 18 avril 1831 et décret du 28 mars 1849.	Substitut d'un procureur général des 1 ^{re} classe, atteint d'infirmités qui l'empêchaient de continuer son activité.	1,425	Paris.	
Loi du 18 avril 1831.	Maître au - dessous de 1,500 francs. (5 ^e en sus pour plus de 12 ans d'activité dans ce grade.)	797	Toulon.	
Idem.	Deuxième maître (5 ^e en sus pour plus de 12 ans d'activité dans ce grade.)	480	Idem.	
Idem.	Deuxième maître.	400	Idem.	
Idem.	Deuxième maître. (5 ^e en sus pour plus de 12 ans d'activité dans ce grade.)	480	Idem.	
Idem.	Idem.	480	Idem.	
Idem.	Idem.	428	Idem.	
Idem.	Idem.	387	Brest.	
Idem.	Deuxième maître.	368	Toulon.	
Idem.	Deuxième maître. (5 ^e en sus pour plus de 12 ans d'activité dans ce grade.)	480	Idem.	
Idem.	Idem.	472	Idem.	
Idem.	Idem.	469	Brest.	
Idem.	Deuxième maître.	382	Toulon.	
Idem.	Deuxième maître. (5 ^e en sus pour plus de 12 ans d'activité dans ce grade.)	472	Brest.	
Idem.	Quartier-maître. (5 ^e en sus pour plus de 12 ans d'activité dans ce grade.)	408	Idem.	
Idem.	Idem.	408	Toulon.	
Idem.	Idem.	389	Lorient.	
Idem.	Idem.	378	Toulon.	
Idem.	Quartier-maître.	340	Brest.	

	NOMS ET PRÉNOMS.	NAISSANCE.		GRADES.	SERVICES effectifs.			CAMPAGNES			TOTAL.		
		Dates.	Lieux.		Ann.	Mois.	Jours.	Ann.	Mois.	Jours.	Ann.	Mois.	Jours.
21	GUYOT (Antoine-Marie)..	21 oct. 1800.	Cuers (Var).	Quartier-maitre canonnier.	29	10	2	18	4	21	43	2	1
22	KXKIS (Auguste-Louis- Marie).	22 juill. 1801.	Brest (Finistère).	Quartier-maitre charpentier.	25	10	27	12	7	1	48	5	1
23	GRANGER (Jean-Baptiste).	27 juin 1799.	Toulon (Var).	Quartier-maitre caiffat.	26	1	-	6	10	22	32	11	22
24	BERTHÉLÉ (Michel-Fran- çois-Couristin).	22 nov. 1798.	Ouessant (Finistère).	Matelot.	25	9	5	11	4	4	37	1	1
25	GABRET (Pierre-François).	4 sept. 1798.	Cuers (Var).	Ouvrier chauffeur.	28	7	11	6	4	12	34	11	21
26	JOLLOT (Jean-Baptiste)...	7 nov. 1797.	Rougemont (Doubs).	Idem.	28	9	13	3	-	29	31	10	12
27	DUCHENIN (Louis-Hébert).	12 nov. 1787.	Cherbourg (Manche).	Ouvrier caiffat.	29	-	12	-	-	-	29	-	12
28	VERNOT (Jean-Rémy-Joa- chim).	19 mars 1797.	Arbois (Jura).	Chef ouvrier d'é- tat d'artillerie de marine.	36	3	21	3	6	-	39	9	12
29	WATRELOT (Alexandre- Aimé-Paulin).	1 ^{er} déc. 1804.	Brest (Finistère).	Sergent d'infan- terie de marine.	30	9	23	7	-	2	37	9	12
30	FROMENTEL (Hypolite-Eu- gène).	21 juin 1801.	Paris (Seine).	Brigadier de gen- darmérie maritime (ancien sergent).	32	11	28	8	-	-	40	11	28
31	TOURNAY (Pierre-Jacques).	26 janv. 1800.	Boulieu (Ardèche).	Garde chienne.	30	9	6	4	-	-	34	9	6

N° 7494. — *DÉCRET qui accorde des Pensions de retraite à quarante-trois personnes du Département de la Marine.*

Du 10 Novembre 1852.

LOUIS-NAPOLÉON, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre de la marine et des colonies, et après les vérifications prescrites en exécution de la loi de finances du 25 mars 1817;

Vu les crédits ouverts au budget de la caisse des invalides de la marine, exercice 1852, pour l'inscription des pensions nouvelles,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est accordé à chacune des personnes dénommées au tableau ci-après une pension de retraite fixée conformément aux indications de ce tableau.

BASES LÉGALES de la fixation de la pension.	GRADE sur lequel la pension est réglée.	FIXATION de la pension.	DOMICILE des titulaires.	OBSERVATIONS.
Loi du 18 avril 1831.	Quartier-maître.	329 ^f	Toulon.	
<i>Idem.</i>	Quartier-maître. (5 ^e en sus pour plus de 12 ans d'activité dans ce grade.)	408	Brest.	
<i>Idem.</i>	Quartier-maître.	268	Toulon.	
<i>Idem.</i>	Matelot.	261	Brest.	
<i>Idem</i> et ordonnance du novembre 1845.	<i>Idem.</i>	250	Toulon.	
<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>	234	<i>Idem.</i>	
Lois des 18 avril 1831 et novembre 1845.	<i>Idem.</i>	220	Cherbourg.	
Loi du 11 avril 1831.	Chef ouvrier d'état. (5 ^e en sus pour plus de 12 ans d'activité dans ce grade.)	1,195	Rochefort.	
Lois des 11 et 18 avril 1831.	Sergent réunissant plus de 9 ans de service à la mer et aux colonies. (5 ^e en sus pour plus de 12 ans d'activité dans ce grade.)	415	Brest.	
Loi du 11 avril 1831 et ordonnance du 20 janvier 1831.	Sergent. (5 ^e en sus pour plus de 12 ans d'activité dans ce grade et dans la gendarmerie.)	399	Rochefort.	
Loi du 11 avril 1831.	Soldat.	224	Paris.	
TOTAL		26 644.		

2. La dépense annuelle de cinquante et un mille deux cent vingt et un francs, qui résultera de la concession des quarante-trois articles de pensions de retraite compris dans le tableau ci-après, sera acquittée sur les fonds de la caisse des invalides de la marine.

3. Le ministre de la marine et des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait à Saint-Cloud, le 10 Novembre 1852.

Signé LOUIS-NAPOLÉON.

Par le Prince-Président :

Le Ministre Secrétaire d'état de la marine et des colonies,

Signé THÉODORE DUCOS.

NOMBRES D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS.	NAISSANCE.		GRADÉS.	SERVICES effectifs.			CAMPAGNES			TOTAL.	
		Dates.	Lieux.		Ans.	Mois.	Jours.	Ans.	Mois.	Jours.	Ans.	Mois.
1	LE PRÉDOUR (Louis-Martial).	28 juill. 1784.	Pleyben (Finistère).	Premier médecin en chef de la marine.	49	9	2	6	7	3	56	4
2	LMOTELLERIE (Henri-Séraphin-Joseph).	22 nov. 1790.	Donai (Nord).	Commissaire ad- joint de la marine.	41	2	5	3	7	15	44	5
3	REYDELET (Alexandre-Charles-Philibert).	15 déc. 1793.	Bourg (Ain).	Chirurgien de la marine de 1 ^{re} classe.	39	1	5	20	11	17	60	2
4	CHIBOURG (Pierre-Am- broise-Laurent).	16 mai 1791.	Rocheport (Charente-Infér.).	Pharmacien de la marine de 1 ^{re} classe.	41	2	11	6	3	5	47	5
5	FONTAINE (Constant-Fer- dinand).	11 fév. 1789.	Caen (Calvados).	Idem.	39	9	8	"	"	"	39	1
6	SIRE (Louis).....	26 fév. 1791.	Marseille (Bouch.-du-Rhône).	Professeur d'hydro- graphie de 2 ^e classe.	40	9	21	4	8	23	45	6
7	DUPONT (Antoine-Joseph- Edouard).	8 juin 1810.	Limoges (Haute-Vienne).	Lieutenant de vais- seau.	25	10	27	9	1	7	35	1
8	AGARRAT (Félix-Eugène).	21 janv. 1794.	Puget (Var).	Sous-commissaire de la marine.	43	1	5	2	7	14	45	2
9	LATAPIN (François-Gratian- Léopold).	2 nov. 1799.	Brest (Finistère).	Idem.	39	8	11	4	5	28	44	1
10	MONTAGNE (François)....	12 nov. 1792.	Oges (Basses-Pyrénées).	Idem.	43	10	25	"	"	"	43	12
11	LALOY (Charles-Marie).. 1791.	15 fév. 1791.	Saint-Malo (Ille-et-Vilaine).	Idem.	39	3	7	3	"	8	42	3
12	NATIER (Pierre-Mathurin).	29 déc. 1801.	S ^t Jean-d'Angély (Charente-Infér.).	Idem.	36	2	2	3	4	22	39	6
13	NAUDET (Antoine-Isidore- Dorothee).	13 nov. 1778.	Cherbourg (Manche).	Commissaire rap- porteur près le tri- bunal maritime de Cherbourg.	53	8	13	3	3	25	57	
14	LESCOP (Laurent-Marie).	29 oct. 1788.	Brest (Finistère).	Greffier du tribunal maritime de Brest.	45	8	28	"	"	"	45	1
15	MAILLIEU (Yves-Julien-Jo- seph).	17 déc. 1792.	Nantes (Loire-Inférieure).	Aide-commissaire de la marine.	28	9	2	3	6	15	32	1
16	RINEAUD (Antoine-Roch).	27 août 1797.	Toulon (Var).	Idem.	36	6	7	"	"	"	36	6
17	BARALLIER (Thomas-Jo- seph-Georges).	23 juin 1794.	Livouras (Grand-Duché de Toscane).	Idem.	40	5	20	1	2	29	41	8
18	PICQUENARD (Jacques- Louis).	13 avril 1800.	Saint-Lô (Manche).	Idem.	32	11	17	"	"	"	32	12

BASES LÉGALES de la fixation de la pension.	GRADE sur lequel la pension est réglée.	FIXATION de la pension.	DOMICILE des titulaires.	OBSERVATIONS.
Loi du 18 avril 1831.	Officier de santé en chef (5° en sus pour plus de 12 ans d'activité dans ce grade)	4,320 ⁴	Rochefort.	
<i>Idem</i> et ordonnance du 3 décembre 1847.	Capitaine de corvette.	1,925	Cette.	Réunit plus de six ans de navigation à bord des bâtiments de l'État.
Loi du 18 avril 1831.	Officier de santé de 1 ^{re} classe réunissant plus de 9 ans de service à la mer et aux colonies. (5° en sus pour plus de 12 ans d'ac- tivité dans ce grade.)	2,400	La Réunion.	
<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>	1,400	Rochefort.	
<i>Idem.</i>	Officier de santé de 1 ^{re} classe. (5° en sus pour plus de 12 ans d'activité dans ce grade.)	2,093	Brest.	
<i>Idem.</i>	Professeur de 2 ^e classe.	1,666	Cette.	
<i>Idem.</i>	Lieutenant de vaisseau.	1,400	Limoges (Haute-Vienne).	
<i>Idem.</i>	Sous-commissaire.	1,514	Toulon.	
<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>	1,484	Cherbourg.	
<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>	1,476	Bayonne	
<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>	1,449	Nantes.	
<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>	1,391	Rochefort.	
<i>Idem.</i>	Commissaire rapporteur près les tribunaux mari- times de Cherbourg et de Lorient.	1,600	Cherbourg.	
<i>Idem.</i>	Greffier des tribunaux maritimes de Brest, Toulon et Rochefort.	1,515	Brest.	
<i>Idem</i> et ordonnance du 3 décembre 1847.	Commis de marine réu- nissant plus de 6 ans de navigation sur les bâtiments de l'État. (5° en sus pour plus de 12 ans d'activité dans ce grade et dans celui d'aide-commissaire.)	1,135	<i>Idem.</i>	
<i>Idem.</i>	Commis de marine. (5° en sus pour plus de 12 ans d'activité dans ce grade et dans celui d'aide-com- missaire.)	1,116	Toulon.	
<i>Idem.</i>	Commis de marine.	1,034	<i>Idem.</i>	De parents français.
<i>Idem.</i>	Commis de marine. (5° en sus pour plus de 12 ans d'ac- tivité dans ce grade et dans celui d'aide-commissaire.)	1,031	Rochefort.	

NOM ET PRÉNOM.	NAISSANCE.		GRADE, armes, etc.	SERVICES effectifs.			CAMPAGNES			TOTAL.		
	Dates.	Lieux.		Ans.	Mois.	Jours.	Ans.	Mois.	Jours.	Ans.	Mois.	Jours.
19 MINATTE (Jean-Baptiste).	20 fév. 1791.	Nantes (Loire-Inférieure).	Commis de marine.	39	"	26	1	10	11	40	11	"
20 ROLLAND (Emmanuel)...	27 nov. 1804.	Brest (Finistère).	Chirurgien de la marine de 2 ^e classe.	27	1	14	6	10	17	34	"	"
21 HIRIANT (Toussaint-Phi- lippe-Cyprien).	5 oct. 1782.	Toulon (Var).	Pharmacien de la marine de 3 ^e classe.	35	3	8	"	"	"	35	3	"
22 LAIR (Raphaël).....	7 sept. 1787.	Niort (Deux-Sèvres).	Professeur d'hydro- graphie de 3 ^e classe.	42	10	3	11	1	27	54	"	"
23 POTTIER (Jean-Marie- Pierre).	20 fév. 1786.	Saint-Malo (Ille-et-Vilaine).	Idem.	37	7	11	14	2	21	51	10	"
24 GUILLET (Michel-Jean)..	9 juin 1786.	Ingénier (Maine-et-Loire).	Idem.	47	2	7	2	5	15	49	7	11
25 LE GRIFF (Joseph-Benja- min).	26 mai 1791.	Le Havre (Seine-Inférieure).	Idem.	39	3	18	2	7	1	41	10	19
26 GOURDAN (Joseph-Napo- léon-Brigitte).	8 oct. 1807.	Toulouse (Haute-Garonne).	Lieutenant de pa- quebotts-poste (chef de timonerie).	18	2	8	9	2	10	27	4	18
27 LYON (Brutus-Lazare)...	22 juill. 1797.	Toulon (Var).	Commis aux vivres.	28	11	6	16	5	13	45	4	19
28 BOUCHÉ (François).....	3 juin 1794.	Avignon (Vaucluse).	Chef de bataillon d'infanterie de ma- rine.	40	9	21	16	"	"	56	9	21
29 CATHERNAULT (Louis-Phi- lippe).	10 juill. 1804.	Hagenau (Bas-Rhin).	Capitaine d'infan- terie de marine.	34	3	6	19	"	"	53	3	6
30 VERGAND (Charles).....	26 avril 1805.	Commercy (Meuse).	Idem.	27	6	14	23	"	"	50	6	14
31 BLOND (Antoine-Albert)..	7 août 1802.	Toulon (Var).	Idem.	32	3	19	11	9	24	44	1	23
32 CHECHOMORE-PARRÉ.....	1796.	Norhampour (Inde).	Sergent d'infan- terie de marine.	35	10	22	"	"	"	35	10	22
33 CHECKOVSKY.....	1793.	Gengy (Inde).	Idem.	35	9	21	"	"	"	35	9	21

DAGERS LÉGAUX de la fixation de la pension.	GRADE sur lequel la pension est réglée.	FIXATION de la pension.	DOMICILE des titulaires.	OBSERVATIONS.
Loi du 18 avril 1831.	Commis de marine.	1,019 ⁴	Nantes.	1
<i>Idem.</i>	Officier de santé de 5 ^e classe réunissant plus de 6 ans de navigation sur les bâtiments de l'État. (5 ^e en sus pour plus de 12 ans d'activité dans ce grade.)	1,176	Brest.	
<i>Idem.</i>	Officier de santé de 3 ^e classe. (5 ^e en sus pour plus de 12 ans d'activité dans ce grade.)	847	Toulon.	
<i>Idem.</i>	Professeur de 3 ^e classe. réunissant plus de 6 ans de navigation à bord des bâtiments de l'État. (5 ^e en sus pour plus de 12 ans d'activité dans les grades de professeur de 4 ^e et 3 ^e classe.)	1,440	Narbonne.	En remplacement de celle de 478 francs réglée par ordonnance du 18 novembre 1818.
<i>Idem.</i>	Professeur de 3 ^e classe.	0,200	Saint-Malo.	
<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>	1,193	Blaye.	En remplacement de celle de 171 francs réglée par ordonnance du 11 juin 1817.
<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>	1,038	Boulogne.	
<i>Idem</i> et ordonnance du 13 février 1839.	Maître au-dessous de 1,500 francs. (5 ^e en sus pour plus de 12 ans d'activité dans le grade de lieutenant de paquebots-poste.) Infirmités résultant du service et mettant cet officier marinier hors d'état d'y rester et de pourvoir à sa subsistance.	629	Marseille.	
Loi du 18 avril 1831 et ordonnance du 11 octobre 1836.	Maître au-dessous de 1,500 francs. (5 ^e en sus pour plus de 12 ans d'activité dans le grade de commis aux vivres.)	840	Toulon.	
Loi du 11 avril 1831.	Chef de bataillon. (5 ^e en sus pour plus de 12 ans d'activité dans ce grade.)	2,400	Cherbourg.	
<i>Idem.</i>	Capitaine. (5 ^e en sus pour plus de 12 ans d'activité dans ce grade.)	1,920	Haguenau (Bas-Rhin)	
<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>	1,920	Commarcy (Meuse). Toulon.	
Lois des 11 et 18 avril 1831.	Capitaine réunissant plus de 9 ans de service à la mer et dans les colonies.	1,582		
Loi du 11 avril 1831.	Sergent. (5 ^e en sus pour plus de 12 ans d'activité dans ce grade.)	353	Pondichéry.	
<i>Idem.</i>	Sergent.	294	<i>Idem.</i>	

NOMBRES D'ORDRE.	NOMS EN FRANÇAIS.	NAISSANCE.		GRADES.	SERVICES effectifs.			CAMPAGNES			TOTAL.	
		Dates.	Lieux.		Ans.	Mois.	Jours.	Ans.	Mois.	Jours.	Ans.	Mois.
34	MOUTIEN	1789.	Pondichéry (Inde).	Caporal d'infanterie de marine.	35	4	17	"	"	"	35	4
35	APPAYOU	1793.	Idem.	Idem.	33	6	2	"	"	"	33	6
36	CADERSAÏB	1792.	Karikal (Inde).	Idem.	31	10	2	"	"	"	31	10
37	SANDOU	1794.	Pondichéry (Inde).	Soldat d'infanterie de marine.	33	5	26	"	"	"	33	5
38	ANNASSANY	1790.	Idem.	Idem.	33	1	2	"	"	"	33	1
39	VIRAPATRE	1794.	Idem.	Idem.	33	"	17	"	"	"	33	"
40	VINGUTTAUW	1792.	Idem.	Idem.	32	7	11	"	"	"	32	7
41	VENGADAQUISHNIN	1798.	Idem.	Idem.	32	4	19	"	"	"	32	4
42	RAMASSANY	1790.	Idem.	Idem.	32	8	19	"	"	"	32	"
43	ARNACHELON	1810.	Idem.	Idem.	23	1	4	"	"	"	23	1

N° 7495. — *DÉCRET qui accorde des Pensions de retraite à vingt-six personnes du Département de la Marine.*

Du 10 Novembre 1852.

LOUIS-NAPOLÉON, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre de la marine et des colonies, et après les vérifications prescrites en exécution de la loi de finances du 25 mars 1817;

Vu les crédits ouverts au budget de la caisse des invalides de la marine, exercice 1852, pour l'inscription des pensions nouvelles,

. DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est accordé à chacune des personnes dénommées au tableau ci-après une pension de retraite fixée conformément aux indications de ce tableau.

BASES LÉGALES de la fixation de la pension.	GRADE sur lequel la pension est réglée.	FIXATION de la pension.	DOMICILE des titulaires.	OBSERVATIONS.
Loi du 11 avril 1831.	Caporal. (5° en sus pour plus de 12 ans d'activité dans ce grade.)	503 ^f	Pondichéry.	
<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>	289	<i>Idem.</i>	
<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>	277	<i>Idem.</i>	
<i>Idem.</i>	Soldat.	217	<i>Idem.</i>	
<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>	215	<i>Idem.</i>	
<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>	215	<i>Idem.</i>	
<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>	213	<i>Idem.</i>	
<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>	212	<i>Idem.</i>	
<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>	211	<i>Idem.</i>	
<i>Idem.</i>	Soldat. (Infirmités résultant du service et mettant ce militaire hors d'état d'y restoir et de pourvoir à sa subsistance.)	200	<i>Idem.</i>	
	TOTAL.....	51,221		

2. La dépense annuelle de vingt-deux mille cent quarante-huit francs, qui résultera de la concession des vingt-six articles de pensions de retraite compris dans le tableau ci-après, sera acquittée sur les fonds de la caisse des invalides de la marine.

3. Le ministre de la marine et des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait à Saint-Cloud, le 10 Novembre 1852.

Signé LOUIS-NAPOLÉON.

Par le Prince-Président :

Le Ministre Secrétaire d'état de la marine et des colonies,

Signé THÉODORE DUCOS.

NOMBRES D'ORDRES.	NOMS ET PRÉNOMS.	NAISSANCE.		GRADES.	SERVICES effectifs.			CAMPAGNES.			TOTAUX.	
		Dates.	Lieux.		Ans.	Mois.	Jours.	Ans.	Mois.	Jours.	Ans.	Mois.
1	DUSAULT (François-Caprais).	29 janv. 1797.	Saint-Sever (Landes).	Capitaine de vaisseau.	41	"	25	13	9	17	54	10
2	GILBERT (Auguste-Julien)	29 oct. 1792.	Brest (Finistère).	Capitaine de frégate.	42	11	4	13	11	28	56	11
3	MARQUÉ (Léon).....	11 fév. 1795.	Viguéron (Tarn-et-Gar.).	Idem.	40	5	4	11	"	25	51	5
4	BOUCHENET DE LA TOCHAYE (Henri-Marie).	17 sept. 1807.	Nantes (Loire-Inférieure).	Idem.	29	4	"	10	5	9	39	9
5	ANNOUS (Gustave-Jacques).	21 mai 1808.	Nancy (Meurthe).	Lieutenant de vaisseau.	27	10	21	6	10	22	34	9
6	BEDEL-DUTERTRE (Adolphe).	14 oct. 1808.	Boulogne (Pas-de-Calais).	Idem.	26	10	25	6	2	26	33	1
7	MORIN (Pierre-Roch-Aristide).	16 déc. 1796.	Toulon (Var).	Chirurgien auxiliaire de 2 ^e classe.	25	1	15	20	5	13	45	6
8	LA MESLE (Théodore-Henry-Martin).	9 oct. 1799.	Cherbourg (Manche).	Maître charpentier à 1,500 francs.	35	11	15	"	"	"	35	11
9	BRUNET (Joseph-François).	5 oct. 1803.	Toulon (Var).	Lieutenant de paquebots-poste (chef de timonerie).	27	"	9	14	9	12	41	9
10	BOUDIC (Louis-Marie)...	11 nov. 1794.	Port-Louis (Morbihan).	Sous-adjutant des chieurmes.	35	10	28	1	"	"	36	10
11	GUICHARD (Pierre-Claude).	17 nov. 1795.	Chambéry (Savoie).	Idem.	30	10	18	5	"	"	35	10
12	BRUNEL (Jean).....	6 mai 1801.	Golfch (Haute-Garonne).	Deuxième maître de manœuvre.	27	1	5	12	"	21	39	1
13	BELLACAMBA (Pierre-Cyprien).	30 avril 1804.	Toulon (Var).	Deuxième maître mécanicien.	31	"	9	7	7	21	38	5
14	CHRISTIAN (Jean-Joseph-Marias).	13 avril 1810.	La Seyne (Var).	Idem.	25	4	6	8	"	9	33	4
15	GARÇON (Jean-Jacques-François).	27 sept. 1795.	Tourlaville (Manche).	Distributeur de matières.	31	5	17	"	"	"	31	5
16	RAOULT (Mathurin).....	25 nov. 1823.	Telgruc (Finistère).	Quartier maître de manœuvre.	12	10	13	5	5	25	18	4
17	BRUNET (Charles-Joseph).	5 fév. 1828.	Saint-Brieuc (Côtes-du-Nord).	Idem.	8	8	"	3	8	12	12	4
18	BESSON (Louis).....	21 nov. 1796.	Brest (Finistère).	Distributeur embarquant à 48 fr.	37	9	1	9	1	18	46	10
19	HISÉ (Charles).....	28 déc. 1797.	Monzon (Ardennes).	Idem à 42 francs.	25	6	8	7	5	2	32	11
20	ENRILE (Jean-Baptiste)...	22 avril 1798.	Cogolito (État de Gênes).	Cocq embarquant à 45 francs.	26	11	1	5	1	6	32	"
21	LEMINOR (Yves).....	13 mai 1799.	Ploubeseur (Côtes-du-Nord).	Idem à 36 francs.	26	"	4	7	10	21	33	10

DATES LÉGALES de la fixation de la pension.	GRADE sur lequel la pension est réglée.	FIXATION de la pension.	DOMICILE des titulaires.	OBSERVATIONS.
Loi du 18 avril 1831.	Capitaine de vaisseau. (5° en sus pour plus de 12 ans d'activité dans ce grade).	3,600 ^f	Brest.	
<i>Idem.</i>	Capitaine de frégate.	2,400	<i>Idem.</i>	
<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>	2,400	Toulon.	
<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>	2,243	Nantes.	
<i>Idem.</i>	Lieutenant de vaisseau. (5° en sus pour plus de 12 ans d'activité dans ce grade.)	1,675	Bayonne.	
<i>Idem.</i>	Lieutenant de vaisseau.	1,363	Paris.	
<i>Idem.</i>	Officier de santé de 2° classe réunissant plus de 6 ans de navigation à bord des bâtiments de l'État.	1,200	Toulon.	
<i>Idem.</i>	Maître à 1,500 francs.	719	Cherbourg.	
<i>Idem</i> et ordonnance du 15 février 1839.	Maître au-dessous de 1,500 francs. (5° en sus pour plus de 12 ans d'ac- tivité dans le grade de lieuten- nant de paquebots-poste)	802	Marseille.	
Loi du 18 avril 1831 et ordonnance du 16 juin 1820.	Maître au-dessous de 1,500 francs.	589	Toulon.	
<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>	559	<i>Idem.</i>	
Loi du 18 avril 1831.	Deuxième maître. (5° en sus pour plus de 12 ans d'activité dans ce grade.)	427	<i>Idem.</i>	
<i>Idem.</i>	Deuxième maître.	352	Marseille.	
<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>	313	<i>Idem.</i>	
Loi du 18 avril 1831 et cret du 28 février 1850.	<i>Idem.</i>	261	Cherbourg.	
Loi du 18 avril 1831.	Quartier-maître. (Cécité complète par suite d'un accident résultant du ser- vice.)	400	Brest.	
<i>Idem.</i>	Quartier-maître. (Perte de l'usage de deux membres par suite d'un accident ré- sultant du service.)	340	<i>Idem.</i>	
<i>Idem</i> et décision du 2 sep- tembre 1837.	Quartier-maître. (5° en sus pour plus de 12 ans d'activité dans le grade de distributeur à 45 et à 48 fr.)	408	<i>Idem.</i>	
<i>Idem.</i>	Quartier-maître.	268	Toulon.	
<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>	262	<i>Idem.</i>	
<i>Idem.</i>	Matelot.	245	<i>Idem.</i>	

NOMMES D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS.	NAISSANCE.		GRADES.	SERVICES effectifs.			CAMPAGNES			TOTAL	
		Dates.	Lieux.		Ans.	Mois.	Jours.	Ans.	Mois.	Jours.	Ans.	Mois.
2	TOULAN (Tangwy).....	23 juill. 1829.	Onessant (Finistère).	Matelot.	3	2	13	1	"	14	4	1
3	LE ROY (Louis-Onésime).	17 oct. 1825.	Saint-Martin- la-Corneille (Eure).	Idem.	8	1	5	1	1	24	9	1
4	BRILLARD (Honoré-Charles)	15 fév. 1799.	Verderonne (Oise).	Caporal de gardes chiourmes.	30	9	4	"	"	"	30	5
5	GRINOL (Claude-Magde- leine).	20 juin 1802.	Anvers (Belgique).	Garde-chiourmes.	31	"	23	23	"	"	54	"
6	FINCKENZELLER (Jean-Pier- re).	23 juin 1796.	Luxembourg (Belgique).	Idem.	30	2	29	14	"	"	44	1

N° 7496. — *DÉCRET qui accorde des Pensions aux Veuves de onze personnes du Département de la Marine.*

Du 10 Novembre 1852.

LOUIS-NAPOLÉON, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre de la marine et des colonies, et après les vérifications prescrites en exécution de la loi de finances du 25 mars 1817;

Vu les crédits ouverts au budget de la caisse des invalides de la marine, exercice 1852, pour l'inscription des pensions annuelles,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est accordé à chacune des personnes dénommées au tableau ci-après une pension annuelle fixée conformément aux indications de ce tableau.

NOMS ET PRÉNOMS des mariés.	GRADES.	DATES		CIRCONSTANCES du décès.	NOM ET PRÉNOMS des veuves.
		de la cessation de l'ac- tivité.	du décès.		
1 CLENOT (Jean-Baptiste- Joachim).	Premier chi- rurgien en chef de la marine.	30 juin 1847.	11 juin 1852.	Mort titulaire d'une pension de retraite.	D'AUDIERVILLE (Angé- Josephine-Alexandre)
2 ORIA (Louis-Désiré-Domi- nique).	Lieutenant de vaisseau.	5 avril 1862.	5 avril 1852.	Mort en possession de droits à une pen- sion de retraite.	JARDIN (Mélanie-Mar-

BASES LÉGALES de la fixation de la pension.	GRADE sur lequel la pension est réglée.	FIXATION de la pension.	DOMICILE des titulaires.	OBSERVATIONS.
Loi du 18 avril 1831.	Matelot. (Amputation d'un membre par suite d'une blessure reçue au ser- vice.)	800 ^f	Brest.	
<i>Idem.</i>	Matelot. (Perte de l'u- sage d'un membre par suite d'un accident résultant du service.)	246	<i>Idem.</i>	
Loi du 11 avril 1831.	Caporal.	225	<i>Idem.</i>	
<i>Idem.</i>	Soldat.	300	<i>Idem.</i>	
<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>	271	<i>Idem.</i>	
	TOTAL.....	22,148		

2. La dépense annuelle de trois mille trois-cent vingt-cinq francs qui résultera de la concession des onze articles de pensions de veuves compris dans le tableau ci-après, sera acquittée sur les fonds de la caisse des invalides de la marine.

3. Le ministre de la marine et des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait à Saint-Cloud, le 10 Novembre 1852.

Signé LOUIS-NAPOLÉON.

Par le Prince-Président :

Le Ministre Secrétaire d'état de la marine et des colonies,

Signé THÉODORE DUCOS.

NAISSANCE.		DATE du mariage.	ANNÉES DE MARIAGE antérieures à la cessation d'activité du mari, ou nombre d'enfants existants de ce mariage antérieur.	QUOTITÉ des pensions.	DOMICILE.	BASES LÉGALES de la fixation.
Dates.	Lieux.					
5 avril 1778.	Cayenne (Guyane française).	26 déc. 1801.	Plus de 2 ans.	900 ^f	Roche fort.	Loi du 18 avril 1831.
5 oct. 1819.	Quimper (Finistère).	10 fév. 1849.	<i>Idem.</i>	400	Brest.	<i>Idem.</i>

NUMÉROS D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des maris.	GRADES.	DATES		CIRCONSTANCES du décès.	NOMS ET PRÉNOMS des veuves.
			de la cessation de l'ac- tivité.	du décès.		
3	GAVOTY (Joseph-Marie-Hy- polite).	Sous-commis- saire de la ma- rine.	3 déc. 1846.	19 août 1852.	Mort titulaire d'une pension de re- traite.	OURDAN (Marie-Joseph)
4	PARAT (Jean).....	Maître pom- pier à 1.500 fr.	17 juill. 1849.	7 juill. 1852.	Idem.	SÉRIÉ (Marie-François)
5	BINARD (Louis-Jules-Hy- acinthe-Edmond).	Capitaine d'ar- mes de 1 ^{re} classe.	7 juin 1852.	7 août 1852.	Idem.	DAVID (Marie-Thérèse)
6	ROLLAND (Jacques).....	Ouvrier char- pentier.	9 déc. 1848.	17 août 1852.	Idem.	GUILLOU (Marie-Rose)
7	COURET (Jean-Claude)...	Capitaine d'ar- tillerie de marine	29 déc. 1841.	18 juill. 1852.	Idem.	DÉTRUISSARD (Marque Émilie).
8	BOURGUIENON (Louis-Chal- le).	Idem.	8 août 1852.	8 août 1852.	Mort en posses- sion de droits à une pension de retraite.	COULAS-ROHAN (Cécile)
9	EYWARD (Jean).....	Sergent d'ar- tillerie de ma- rine.	10 juill. 1838.	13 mars 1852.	Mort titulaire d'une pension de re- traite.	CHAUSSEAT (Louis-Jean Justine).
10	TESSON (Jacques-François).	Gendarme ma- ritime.	8 mai 1852.	8 mai 1852.	Mort des suites de blessures reçues dans l'exercice de ses fon- ctions.	DE SVAUX (Marie- Nantico).
11	LE GALL (Pierre).....	Garde-chiourme.	29 août 1849.	24 août 1852.	Mort titulaire d'une pension de re- traite.	BOZOC (Marie-Nicholas)

N° 7497. — *DÉCRET qui accorde des Pensions de retraite à vingt personnes du Département de la Marine.*

Du 20 Novembre 1852.

LOUIS-NAPOLÉON, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre de la marine et des colonies, et après les vérifications prescrites en exécution de la loi de finances du 25 mars 1817;

Vu les crédits ouverts au budget de la caisse des invalides de la marine, exercice 1852, pour l'inscription des pensions nouvelles,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est accordé à chacune des personnes dénommées au tableau ci-après une pension de retraite fixée conformément aux indications de ce tableau.

NAISSANCE.	DATE	ANNÉES DE MARIAGE antérieures à la cessation d'activité du mari, ou nombre d'enfants existants de ce mariage antérieur.	QUOTITÉ des	DOMICILE.	BASES LÉGALES de la fixation.
Lieux.	du mariage.		pensions.		
Toulon (Var).	26 nov. 1821.	Plus de 2 ans.	400 ¹	Toulon.	Loi du 18 avril 1831.
Vandré (Charente-Inférieure).	18 août 1798.	Idem.	250	Rochefort.	Idem.
Brest (Finistère).	14 mars 1831.	Idem.	175	Brest.	Idem.
Idem.	19 fév. 1808.	Idem.	100	Idem.	Idem.
Port-Louis (Morbihan).	20 juin 1818.	Idem.	400	Lorient.	Loi du 11 avril 1831.
Lorient (Morbihan).	14 avril 1834.	Idem.	400	Idem.	Idem.
Cherbourg (Manche).	30 avril 1817.	Idem.	100	Cherbourg.	Idem.
Saint-Valéry- sur-Somme (Somme).	11 mars 1829.	Idem.	100	Dunkerque.	Idem.
Landunvez (Finistère).	31 mars 1841.	Idem.	100	Brest.	Idem.
		TOTAL.....	3,325		

2. La dépense annuelle de vingt-quatre mille deux cent quatre-vingt-neuf francs, qui résultera de la concession des vingt articles de pensions de retraite compris dans le tableau ci-après, sera acquittée sur les fonds de la caisse des invalides de la marine.

3. Le ministre de la marine et des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 20 Novembre 1852.

Signé LOUIS-NAPOLÉON.

Par le Prince-Président :

Le Ministre Secrétaire d'état de la marine et des colonies,

Signé THÉODORE DUCOS.

NOM ET PRÉNOM.	NAISSANCE.		GRADES.	SERVICES effectifs.			CAMPGATES			TOTAL
	Dates.	Lieux.		Ann.	Mois.	Jours.	Ann.	Mois.	Jours.	
1 PLACHE (Bernard).....	20 déc. 1787.	Limoges (Haute-Vienne).	Premier pharmaci- en en chef de la marine.	38	1	16	5	1	28	13
2 LOUVEL (Auguste).....	29 déc. 1792.	Granville (Manche).	Capitaine de vais- seau.	45	8	8	16	4	2	61
3 LE JOUTEUX (Jean-Émile).	10 déc. 1802.	Tours (Indre-et-Loire).	Ingénieur de la marine de 1 ^{re} classe.	32	11	26	1	2	15	32
4 BERT (Antoine-Victor)...	21 juill. 1793.	Arles (B.-du-Rhône).	Chef de bureau à la direction de l'in- térieur de l'île de la Réunion.	27	3	10	12	3	28	40
5 ANDRIOT (Jean-Marie)...	22 oct. 1787.	Lorient (Morbihan).	Agent administratif.	42	1	18	4	7	8	18
6 LE MIGNON (Louis-Marie- Maurice).	2 mars 1790.	Roscanvel (Finistère).	Idem.	45	4	2	2	2	2	17
7 TRAUWER (Jean-Baptiste).	26 nov. 1803.	Rochefort (Charente-Infér.).	Agent comptable.	22	7	28	3	8	18	36
8 VIOLLOT (Nicolas).....	23 déc. 1788.	Saint-Désert (Saône-et-Loire).	Prêtre à la Guya- ne aux appointe- ments européens de 2,000 francs.	26	6	29	13	2	20	34
9 GRONIMI (Paul-Baptiste).	14 mars 1790.	Renne (Corse).	Prêtre à la Mar- tinique aux appoin- tements européens de 1,333 fr. 33 cent.	16	2	2	4	4	27	28
10 MOREAU (Pierre).....	5 nov. 1803.	Nevers (Nièvre).	Maître mouleur à 1,500 francs.	30	10	4	2	2	2	30
11 RIOT (François).....	21 sept. 1795.	Brest (Finistère).	Commis de direc- tion.	37	2	7	2	2	15	37
12 PONCY (Honoré-Hilarion).	23 oct. 1791.	Toulon (Var).	Deuxième commis aux vivres.	40	4	25	17	3	23	57
13 POUILLAIN (Henry-Julien).	16 juin 1792.	Saint-Michel- des-Bois- et-Chaureau (Maine-et-Loire).	Magasinière embar- quant à 69 francs.	34	2	18	12	10	2	47
14 MORICE (Armand-Émile).	24 oct. 1828.	Neaumur (Loire-Inférieure).	Matelot.	3	5	2	1	3	21	4
15 JAUREGIBERRY (Michel)..	3 avril 1822.	Saint-Palais (Basses-Pyrénées).	Idem.	10	11	24	4	11	14	15

BASES LÉGALES de la fixation de la pension.	GRADE sur lequel la pension est réglée.	FIXATION de la pension.	DOMICILE des titulaires.	OBSERVATIONS.
Loi du 18 avril 1831.	Officier de santé en chef réunissant plus de 9 ans de service à la mer et aux co- lonies.	3,497 ^f	Brest.	
<i>Idem.</i>	Capitaine de vaisseau.	3,000	<i>Idem.</i>	
<i>Idem.</i>	Ingénieur de 1 ^{re} classe.	2,526	<i>Idem.</i>	
<i>Idem</i> et décret du 12 juin 51.	Capitaine de corvette.	1,890	La Réunion.	M. BERT, réunissant plus de 9 ans de service aux colonies, a droit au mini- mum de sa pension à 25 ans de services.
Loi du 18 avril 1831 et ordonnance du 23 décem- bre 1847.	Sous-commissaire réunis- sant plus de 6 ans de na- vigation à bord des bâti- ments de l'État.	1,600	Lorient.	
<i>Idem.</i>	Sous-commissaire.	1,547	Brest.	
Loi du 18 avril 1831 et décret du 28 février 1850.	Sous-commissaire réu- nissant plus de 6 ans de navigation à bord des bâ- timents de l'État.	1,427	Rochefort.	
Loi du 18 avril 1831.	Lieutenant de vaisseau par assimilation de traite- ment.	1,493	Saint-Désert (Saône-et-Loire).	M. VIOLLOT, réunissant plus de 9 ans de service aux colonies, a droit au minimum de sa pension à 25 ans de services.
<i>Idem.</i>	Enseigne de vaisseau par assimilation de traitement (Infirmités provenant du service et mettant cet ecclé- siastique hors d'état de continuer ses fonctions).	800	Paris.	
Lois des 18 avril 1831 et novembre 1848.	Maître à 1,500 francs. (5 ^e en sus pour plus de 12 ans d'activité dans ce grade.)	740	Guéigny.	
Loi du 18 avril 1831 et ordonnance du 23 décem- bre 1847.	Commis de marine.	948	Brest.	
Loi du 18 avril 1831 et décision du 2 septembre 37.	Deuxième maître. (5 ^e en sus pour plus de 12 ans d'activité dans le grade de 2 ^e commis aux vivres.)	480	Toulon.	
<i>Idem.</i>	Deuxième maître. (5 ^e en sus pour plus de 12 ans d'activité dans le grade de 2 ^e commis aux vivres et de magasinier à 69 francs.)	480	Lorient.	
Loi du 18 avril 1831.	Matelot. (Amputation d'un membre par suite d'un accident résultant du service.)	300	Brest.	
<i>Idem.</i>	Matelot. (Amputation d'un membre par suite d'une blessure reçue dans un combat.)	300	Toulon.	

NUMÉROS D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS.	NAISSANCE.		GRADÉS.	SERVICES effectifs.			CAMPAGNES			TOTAL.	
		Dates.	Lieux.		Ans.	Mois.	Jours.	Ans.	Mois.	Jours.	Ans.	Mois.
16	PICARD (François-Victor).	12 juill. 1828.	Crozon (Finistère).	Matelot.	6	10	8	2	8	2	9	6
17	RECHVRE (Hypolite-Alphonse).	19 juin 1826.	Brest (Finistère).	Idem.	6	1	22	2	1	21	8	1
18	SANTUCCI (Noël).....	24 déc. 1796.	Ortale (Corse).	Coq embarquant à 36 francs.	25	3	6	4	3	15	29	6
19	PASCAL (Louis-Adolphe)..	25 oct. 1812.	La Seyne (Var).	Capitaine d'infan- terie de marine.	25	5	1	11	11	20	37	12
20	LAVAL (Claude-Stanislas).	6 mai 1797.	Marseille (Bouches-du-R.).	Maître artificier.	35	11	27	8	6	1	44	17

N° 7498. — DÉCRET qui accorde des Pensions aux Veuves et Orphelins de dix personnes du Département de la Marine.

Du 20 Novembre 1852.

LOUIS-NAPOLÉON, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre de la marine et des colonies, et après

NUMÉROS D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des maris.	GRADÉS.	DATES		CIRCONSTANCES du décès.	NOMS ET PRÉNOMS des veuves.
			de la cessation de l'ac- tivité.	du décès.		
1	GUZZE (Louis-Roch-Adolphe).	Capitaine de frégate.	25 avril 1852.	26 avril 1852.	Mort en possession de droits à une pension de retraite.	ANDRÉ (Désirée-Marie- rèse).
2	EIGUIER (François-Charles-Antoine).	Sous-commis- saire de la ma- rine.	6 juin 1837.	1 ^{er} sept. 1852.	Mort titulaire d'une pension de retraite.	LEXTORA (Marie-Françoise).
3	LE GALL (Aristide).....	Commis de ma- rine.	24 juill. 1851.	24 juill. 1851.	Mort de la fièvre jaune contractée à Haïti, où cette maladie est endémique.	LYBRAON (Désirée- phine).
4	TOURET (Étienne).....	Chef de timo- nerie à 81 fr.	6 fév. 1851.	19 sept. 1852.	Mort titulaire d'une pension de retraite.	GUZOL (Catherine-Es- toire).
5	MONIN (Joseph-Marie)...	Maître char- pentier à 81 fr.	18 janv. 1843.	10 août 1852.	Idem.	ASSAUD (Françoise)...

LES LÉGALES la fixation la pension.	GRADE sur lequel la pension est réglée.	FIXATION de la pension.	DOMICILE des titulaires.	OBSERVATIONS.
18 avril 1831.	Matelot. (Amputation d'un membre par suite d'une blessure reçue dans un combat.)	300 ^f	Toulon.	
<i>Idem.</i>	Matelot. (Infirmité ré- sultant du service et met- tant ce marin hors d'état d'y rester et de pourvoir à sa subsistance.)	200	<i>Idem.</i>	
18 avril 1831 et du 2 septembre	Matelot.	223	<i>Idem.</i>	
de 12 et 18 avril	Capitaine démissionnant plus de 6 ans de navigation à bord des bâtiments de l'Etat.)	1,148	Rochefort.	
11 avril 1831 et du 12 avril 1848.	Maître artificier.	1,090	Toulon.	
TOTAL.		24,289		

les vérifications prescrites en exécution de la loi de finances du
25 mars 1817;

Vu les crédits ouverts au budget de la caisse des invalides de la
marine, exercice 1852, pour l'inscription des pensions annuelles,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Il est accordé à chacune des personnes dénommées
au tableau ci-après une pension ou un secours annuel fixés
conformément aux indications de ce tableau.

NAISSANCE.	DATE	ANNÉES DE MARIAGE antérieures à la cessation d'activité du mari, ou nombre d'enfants existants de ce mariage antérieur.	QUANTITÉ des pensions.	DOMICILE.	BASES LÉGALES de la fixation.
Lieux.	du mariage.				
La Garde (Var).	23 déc. 1830.	Plus de 2 ans.	600 ^f	Toulon.	Loi du 18 avril 1831.
Gênes (Sardaigne).	18 avril 1825.	<i>Idem.</i>	400	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
Brest (Finistère).	16 janv. 1831.	6 mois 9 jours.	300	Brest.	<i>Idem.</i>
Toulon (Var).	3 déc. 1814.	Plus de 2 ans.	175	Toulon.	<i>Idem.</i>
Pont-Saint-Espirit (Gard).	30 janv. 1822.	<i>Idem.</i>	175	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>

NOMES D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS des maris et des père et mère,	GRADES.	DATES		CIRCONSTANCES du décès.	NOMS ET PRÉNOMS des veuves et des orphelins
			de la cessation de l'ac- tivité.	du décès.		
6	COURTY (Charles-Éloy) ..	Maître voilier ayant terminé ses services comme ouvrier.	16 oct. 1831.	9 août 1852.	Mort titulaire d'une pension de re- traite.	LESBOULANGER (Le lotte).
7	BONNISENT (Jean-Baptiste- Michel).	Ouvrier calfat.	24 juill. 1852.	2 août 1852.	Mort en posses- sion de droits à une pension de retraite. <i>Idem.</i>	HUBERT (Marie)
8	DEMANGE (Jean-Nicolas) ..	Capitaine d'in- fanterie de ma- rine.	30 avril 1852.	30 avril 1852.		DENIOT (M ^{re} Laurence).
PENSIONS D'ORPHELIN.						
9	GUZAU, comte DE REY- SHAUX DE GRAVELLE DE ROUVRAY (Danie-Jacques- Léopold), veuf de CHAUU (Aimée-Éléonore- Clémence).	Capitaine de vaisseau.	3 fév. 1831.	31 mai 1852.	Mort titulaire d'une pension de re- traite.	GUZAU (Pierre-Edouard) (Marie- Amélie) (Marie- Jeanne)
10	KRAUSON DE FERNERDORFF (Nicolas-Joseph-Marie), veuf de BRUNÉ (Marie-Jeanne- Aimée).	Capitaine de vaisseau.	12 juill. 1852.	12 juill. 1852.	Mort en posses- sion de droits à une pension de retraite.	KRAUSON (Jeanne- Ernestine) (Joseph) (Nicolas- Léon-Maurice)

2. La dépense annuelle de trois mille sept cent-cinquante francs, qui résultera de la concession des dix articles de pensions de veuves et d'orphelin, compris dans le tableau ci-après sera acquittée sur les fonds de la caisse des invalides de la marine.

3. Le ministre de la marine et des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 20 Novembre 1852.

Signé LOUIS-NAPOLÉON.

Par le Prince-Président :

Le Ministre Secrétaire d'état de la marine et des colonies,

Signé THÉODORE DUCOS.

NAISSANCE.	DATE	ANNÉES DE MARIAGE	QUOTIENT	DOMICILE.	DÉCRET LÉGALES
Liens.	du mariage.	antérieures à la cessation d'activité du mari, ou nombre d'enfants existants de ce mariage antérieur.	des pensions.		de la fixation.
Cherbourg (Manche).	4 mai 1811.	Plus de 2 ans.	100 ^f	Cherbourg.	Loi du 18 avril 1831.
Toulaville (Manche).	30 sept. 1830.	Idem.	100	Idem.	Lois des 18 avril 1831 et 24 novem- bre 1848.
Brest (Finistère).	18 oct. 1841.	Idem.	400	Dijon (Côte-d'Or).	Loi du 11 avril 1831.

VINGT ET UN ANS ACCOMPLIS.

Chailly (Seine-et-Marne).	9 fév. 1830.	11 mois 25 jours.	750	Paris.	Loi du 18 avril 1831.
Brest (Finistère).	13 avril 1830.	Plus de 2 ans.	750	Brest.	Idem.
TOTAL....			3,750		

7499. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre de la guerre) qui nomme officier de l'ordre national de la Légion d'honneur M. de Tourreau (Charles-Gabriel-Léopold), capitaine au soixante et douzième régiment d'infanterie de ligne; cet officier compte trente-deux ans de service effectif et cinq campagnes; il a été nommé chevalier de la Légion d'honneur le 17 avril 1845. (Du 2 Août 1852.)

7500. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre de la guerre) qui nomme dans l'ordre national de la Légion d'honneur, savoir :

COMMANDEUR.

M. Paté (Charles), général de brigade, commandant la subdivision d'Alger; trente-neuf ans de service effectif et quatorze campagnes; officier du 25 avril 1840.

M. Guérin de Tourville (Adolphe-Iréné), colonel d'état-major commandant a subdivision de Bône; vingt-huit ans de service effectif et vingt campagnes; officier du 21 août 1846.

OFFICIERS.

M. Dumarcix (André-Eugène), colonel du dixième régiment d'infanterie de ligne; vingt-six ans de service effectif, sept campagnes et une blessure; chevalier du 19 avril 1843.

M. de Failly (Pierre-Louis-Charles-Achille), colonel du vingtième régiment d'infanterie de ligne; vingt-quatre ans de service effectif et deux campagnes; chevalier du 14 août 1842.

M. de Lestellet (Joseph-Henri-Louis-Gustave), chef de bataillon au onzième régiment d'infanterie légère; vingt-neuf ans de service effectif, treize campagnes et une blessure; chevalier du 30 août 1842.

M. Dubos (Louis-Ferdinand), chef de bataillon au troisième régiment de zouaves; dix-neuf ans de service effectif, onze campagnes et une blessure; chevalier du 25 janvier 1845.

M. de Saint-Pol (Jules), lieutenant-colonel du deuxième régiment de la légion étrangère; vingt-quatre ans de service effectif, douze campagnes et une blessure; chevalier du 11 avril 1850.

M. Pelletier de Montmarie (Louis-François-Charles-Théodore), chef de bataillon au deuxième régiment de la légion étrangère; vingt ans de service effectif et treize campagnes; chevalier du 21 août 1846.

M. Vivensang (Jean-Baptiste), chef d'escadron au troisième régiment de spahis; vingt-cinq ans de service effectif, vingt campagnes et une blessure; chevalier du 19 avril 1843.

Besser (Auguste), chef d'escadron d'artillerie, sous-directeur à Constantine; trente ans de service effectif et six campagnes; chevalier du 15 janvier 1836.

CHEVALIERS.

M. Granger (Édouard-Louis), capitaine d'état-major, employé à l'état-major de la division d'Alger; onze ans de service effectif et sept campagnes; ses distingués dans plusieurs expéditions.

M. Ganderax (Louis-Joseph-Marie), sous-intendant militaire de deuxième classe; dix-huit ans de service effectif et deux campagnes.

M. Sael (Jacques), maréchal des logis à la deuxième compagnie de gendarmerie d'Afrique; vingt-deux ans de service effectif et vingt campagnes.

M. Jacquemet (Pierre-Nicolas-Joseph), capitaine adjudant-major au huitième régiment d'infanterie de ligne; vingt-trois ans de service effectif et sept campagnes.

M. Angevin (Adolphe-Julien-Jacques), capitaine au dixième régiment d'infanterie de ligne; vingt-trois ans de service effectif et quatre campagnes.

M. Lesbarrères (Jean), sous-lieutenant au dixième régiment d'infanterie de ligne; onze ans de service effectif et une campagne.

M. Duriez (Auxibie), capitaine au douzième régiment d'infanterie de ligne; dix-huit ans de service effectif et six campagnes.

M. Lazattes (Jean-Augustin), lieutenant au vingtième régiment d'infanterie de ligne; dix-huit ans de service effectif, quatre campagnes et une blessure.

M. Fontaine (Étienne-Vincent), lieutenant au vingtième régiment d'infanterie de ligne; douze ans de service effectif; quatre campagnes et une blessure.

M. Christofini (Jean-Baptiste), capitaine au soixantième régiment d'infanterie de ligne; vingt-deux ans de service effectif et une campagne.

M. Dujardin (Étienne-François-Séraphin), chef de bataillon au onzième

giment d'infanterie légère; vingt-cinq ans de service effectif et deux campagnes.

M. *Chapotot (Joseph)*, capitaine au seizième régiment d'infanterie légère; neuf ans de service effectif et quatre campagnes.

M. *Marchadier (Jules)*, capitaine au vingt-deuxième régiment d'infanterie; vingt-huit ans de service effectif et quatre campagnes.

M. *Maumas (Pierre-Argoulet)*, capitaine au vingt-cinquième régiment d'infanterie légère; trente ans de service effectif et neuf campagnes.

M. *Guillot (Edme-Simon)*, soldat au premier bataillon de chasseurs à pied; quatre ans de service effectif, deux campagnes et une blessure qui a nécessité l'amputation de la jambe droite.

M. *Bonnet (Victor-Pierre-François)*, sous-lieutenant au premier bataillon de chasseurs à pied; treize ans de service effectif et onze campagnes.

M. *Gobe (Charles-Jean-Baptiste-François)*, capitaine au deuxième bataillon de chasseurs à pied; quatorze ans de service effectif et quatre campagnes.

M. *Étienne (Jean-François)*, lieutenant au deuxième bataillon de chasseurs à pied; six ans de service effectif, deux campagnes et une blessure.

M. *Coudroy de Lauréal (Louis-René-Marie)*, capitaine au premier régiment de zouaves; dix-neuf ans de service effectif, cinq campagnes et une blessure.

M. *Mélot (Claude-Eugène)*, capitaine au troisième régiment de zouaves; dix-sept ans de service effectif et six campagnes.

M. *Gugelberg (Pierre-Antoine-Auguste)*, capitaine au troisième régiment de zouaves; vingt et un ans de service effectif; dix campagnes et une blessure.

M. *Caminade (Auguste-Prosper)*, capitaine au troisième régiment de zouaves; seize ans de service effectif, douze campagnes.

M. *Pringué (Hippolyte-Constant-Marie)*, sous-lieutenant au troisième régiment de zouaves; douze ans de service, onze campagnes et une blessure.

M. *Diény (Christophe-Frédéric)*, soldat au troisième régiment de zouaves; quatre ans de service effectif, une campagne et une blessure.

M. *Chanonat (Pierre-Adolphe)*, capitaine au troisième bataillon d'infanterie légère d'Afrique; vingt-quatre ans de service effectif et neuf campagnes.

M. *Besnard (Charles-Joseph)*, sergent-major au troisième bataillon d'infanterie légère d'Afrique; neuf ans de service effectif et sept campagnes; blessé trois coups de feu, dont un a nécessité l'amputation d'une jambe, en enlevant un blessé tombé au pouvoir de l'ennemi.

M. *Tranchot (Nicolas-Joseph)*, capitaine au deuxième régiment de la légion étrangère; dix-neuf ans de service effectif, onze campagnes et une blessure.

M. *Schwartz (Charles-Jean)*, sergent au deuxième régiment de la légion étrangère; huit ans de service effectif, huit campagnes et une blessure.

M. *Vindrios (Jean)*, capitaine au bataillon de tirailleurs indigènes de Constantine; vingt-cinq ans de service effectif, dix-sept campagnes et une blessure.

M. *Ahmed bel-Arbi*, lieutenant au bataillon de tirailleurs indigènes de Constantine; quatorze ans de service effectif et quinze campagnes.

M. *Cravin (Toussaint-Mathurin)*, capitaine au premier régiment de chasseurs d'Afrique; vingt et un ans de service effectif et trois campagnes.

M. *de Pons (César-Louis)*, capitaine au premier régiment de chasseurs d'Afrique; vingt ans de service effectif et neuf campagnes.

M. *Venturini (Marius)*, sous-lieutenant au troisième régiment de chasseurs d'Afrique; seize ans de service effectif et treize campagnes.

M. *Weidmann (Nicolas)*, chasseur au troisième régiment de chasseurs

d'Afrique; dix-sept ans de service effectif, onze campagnes et une blessure; perte d'un bras.

M. Regnault (Gilbert-Charles), lieutenant au troisième régiment de spahis, seize ans de service effectif et douze campagnes.

M. Rivoire (Jean-Baptiste), sous-lieutenant au troisième régiment de spahis; dix-sept ans de service effectif et dix-sept campagnes.

M. Soliman, mameluck, sous-lieutenant au troisième régiment de spahis quinze ans de service effectif et seize campagnes.

M. Abdalla El-Ebraoui, maréchal des logis au troisième régiment de spahis; dix ans de service effectif et onze campagnes.

M. Parassols (Pierre-François-Joseph), maréchal des logis au troisième régiment de spahis; onze ans de service effectif, huit campagnes et deux blessures.

M. Lafèvre (Marie-Benoît), maréchal des logis au troisième régiment de spahis; douze ans de service effectif et neuf campagnes.

M. Michel (Vincent-Frédéric), capitaine en second au onzième régiment d'artillerie, adjoint à la direction de Constantine; quinze ans de service effectif et deux campagnes.

M. Leroy (François-Charles), lieutenant en second au onzième régiment d'artillerie (sixième batterie); treize ans de service effectif, cinq campagnes et deux blessures.

M. Danié (Marie-André), capitaine en premier au douzième régiment d'artillerie (sixième batterie); vingt-quatre ans de service effectif et deux campagnes.

M. Laubser (Georges), maréchal des logis au douzième régiment d'artillerie (septième batterie); vingt ans de service effectif et deux campagnes.

M. Toussaint (Pierre-Auguste-Victor), capitaine de première classe de l'état-major du génie; vingt-deux ans de service effectif et trois campagnes.

M. Roullier (Antoine), capitaine de première classe de l'état-major du génie; vingt et un ans de service effectif et six campagnes.

M. Antonin (Charles-Joseph), capitaine de première classe de l'état-major du génie; seize ans de service effectif et neuf campagnes.

M. Ardillon (Jacques-François), capitaine au troisième escadron du train des équipages militaires; vingt et un ans de service effectif et douze campagnes.

M. Prieur (Nicolas-Alphonse), médecin aide-major de première classe au premier régiment de chasseurs d'Afrique; douze ans de service effectif et sept campagnes; une blessure à la tête.

M. Ridzeck (Bernard), médecin aide-major de première classe au deuxième régiment de la légion étrangère; douze ans de service effectif et douze campagnes.

M. Rasez (Émile-Désiré-Constant-Joseph), médecin aide-major de deuxième classe au seizième régiment d'infanterie légère; vingt ans de service effectif et quatre campagnes.

M. Hanès (Pierre-Émile), médecin aide-major de deuxième classe au bataillon de tirailleurs indigènes d'Alger; onze ans de service effectif et onze campagnes.

M. Dheina Ben-Ali, chef du goum d'El-Outaia (province de Constantine); neuf ans de service effectif, neuf campagnes et deux blessures.

M. Ben Henni Ould-Bondhraf, kaïd des Amers-Dahara (province de Constantine); onze ans de service effectif et dix campagnes. (Du 6 Août 1852.)

7501. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre de la guerre) qui nomme chevaliers de l'ordre national de la Légion d'honneur les fonctionnaires dont les noms suivent, savoir :

M. *Sabatault* (Charles-François), membre de la commission des hospices d'Alger, dix ans de fonctions gratuites en Algérie.

M. *Bex* (Jean-Isidore), vérificateur de première classe, chef du service de l'enregistrement et des domaines de la province d'Oran; vingt ans de service, dont quatorze en Algérie; s'est distingué pendant les trois invasions du choléra; déjà décoré d'une médaille d'honneur.

M. *Fraire* (André), président de la chambre de commerce d'Oran; neuf ans de fonctions gratuites à Oran.

M. *Marill* (Jean), entrepreneur des transports de la guerre à Constantine; ancien militaire de l'armée d'Afrique; décoré d'une médaille d'or pour actes de dévouement; a fait preuve d'un grand courage lors de l'attaque d'un convoi de munitions pendant le siège de Zatcha; a rendu de grands services.

M. *Labbé de Glatinay* (Jacques-Joseph-Julien), président du tribunal civil de Constantine; neuf ans de service affectif en Algérie; services rendus à l'occasion de la soumission du cheikh Bou-Akkas du Firdjona, et utile intervention en faveur des intérêts indigènes dans les questions judiciaires, (Du 6 Août 1852.)

N° 7502. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) portant :

ART. 1^{er}. Les habitants de la commune de Colmars (Basses-Alpes) sont autorisés, pendant cinq ans, à faire pacager leurs bêtes à laine dans les cantons de bois qui seront reconnus défensables par les agents forestiers locaux, à la charge, par lesdits habitants, de se conformer aux dispositions des articles de la huitième section du titre III du Code forestier, et à celles des articles 118, 119 et 120 de l'ordonnance réglementaire du 1^{er} août 1827; de faire chaque année, aux temps et saison convenables, dans les cantons indiqués, les améliorations qui seront reconnues nécessaires par les agents forestiers, pour réparer ou prévenir les dommages qui pourraient résulter de l'exercice du pacage.

2. Le nombre des bêtes à laine admises au parcours ne pourra excéder celui qui sera fixé par les agents forestiers, et publié avec les états des cantons défensables.

3. Cette autorisation sera révoquée pour cause d'abus ou d'incompatibilité du pacage avec la prospérité du bois où il sera exercé. (Du 6 Novembre 1852.)

Errata. Bulletin des lois, IX^e série, partie supplémentaire, n° 584, page 100, n° 3 du tableau, 2^e colonne, au lieu de *Lefebure* (Joseph-Hyppolite), lisez *Lefebvre* (Joseph-Hippolite).

Bulletin des lois, X^e série, partie supplémentaire :

N° 26, page 464, n° 3 du tableau, 2^e colonne, au lieu de *Durat-Lasalle* (Michel), lisez *Durat-Lasalle* (Louis-Michel);

N° 246, page 564, n° 4 du tableau, 2^e colonne, au lieu de *Rogres de Lusignan de Championnelles*, lisez *Rogres de Lusignan de Champignelles*;

N° 247, page 567, n° 20 du tableau, 3^e colonne, au lieu de 29 juillet 1798, lisez 7 août 1798;

N° 252, page 734, n° 41 du tableau, 2^e colonne, au lieu de *de Lannoy-Beaurepaire (Anatole-Albert-Godfroy)*, lisez *de Lannoy-Beaurepaire (Anatole-Albert-Godfroy)*; ajoutez aux renvois placés au bas de la page la mention suivante : *Cette pension annule celle de 1,613 francs accordée à cet officier supérieur par ordonnance royale du 28 juillet 1843*;

N° 257, page 811, n° 11 du tableau, colonne de l'entrée en jouissance de la pension, au lieu de *16 août 1852*, lisez *16 avril 1852*;

N° 261, page 81, n° 18 du tableau, colonne des noms et prénoms des veuves, au lieu de *Deservova*, lisez *Deserveta*; page 96, n° 13 du tableau, 2^e colonne, au lieu de *Burgath*, lisez *Burgarth*; page 98, n° 26 du tableau, 2^e colonne, au lieu de *Fortier (François-Jean)*, lisez *Fortier (François-Isaie)*;

N° 262, page 109, n° 25 du tableau, colonne des noms et prénoms des veuves, au lieu de *Serdolin*, lisez *Serdobin*;

N° 268, page 318, n° 9 du tableau, 2^e colonne, au lieu de *Quentelot*, lisez *Quentelot*;

N° 271, page 417, décret n° 7156, 5^e ligne de ce décret, au lieu de *forêt communale de Fragé (Vosges)*, lisez *forêt communale de Fraize (Vosges)*; 7^e et 8^e ligne, au lieu de *projet de règlement susvisé*, lisez *projet de règlement présenté par les agents de l'administration des forêts*;

N° 274, pages 509 et 510, décret n° 7265, qui accorde une pension à un ancien sous-préfet, dans le préambule et dans les articles 1^{er} et 2 de ce décret, au lieu de *M. le comte de Branges de Bourcio*, lisez *M. le comte de Branges de Bourcia*; dans le préambule, au lieu de *né à Bourcio*, lisez *né le 5 octobre 1782 à Bourcia*.

Certifié conforme :

Paris, le 27^e Décembre 1852.

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire
d'état au département de la Justice,*

ABBATUCCI.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie impériale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

PARTIE SUPPLÉMENTAIRE.

N° 288.

N° 7503. — *Décret qui accorde des Pensions à dix-huit
Veuves de Militaires.*

Du 1^{er} Décembre 1852.

LOUIS-NAPOLÉON, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu, 1^o les articles 25 et 26 de la loi du 25 mars 1817, et l'article 3 de l'ordonnance du 20 juin suivant;

2^o Le titre III de la loi du 11 avril 1831, sur les pensions de l'armée de terre, qui détermine les conditions auxquelles les veuves des militaires sont susceptibles d'obtenir des pensions;

3^o Les lois sur les crédits affectés à l'inscription des pensions militaires au trésor public;

4^o La fixation, établie d'après la révision du Conseil d'état, des pensions comprises dans le présent décret, portant le n° 66;

5^o L'avis du ministre des finances, en date du 26 novembre 1852, exprimant qu'il a reconnu la légalité de cette fixation et la possibilité d'imputer les pensions proposées, montant à la somme de six mille deux cents francs, sur le crédit d'inscription de 1852;

Sur le rapport du ministre de la guerre,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il est accordé à chacune des dix-huit veuves de militaires dénommées au tableau ci-après une pension fixée conformément aux indications de ce tableau (1), savoir :

(1) Les titulaires de ces pensions ne devront se pourvoir, soit près du payeur, soit près du ministère des finances, pour réclamer leur certificat d'inscription au trésor, qu'un mois après l'insertion du présent décret au Bulletin des lois.

NOMBRES D'ORDRES.	NOMS ET PRÉNOMS des militaires.	GRADÉS.	DATE			CIRCONSTANCES dans lesquelles se trouvait le militaire décédé, ou circonstances de son décès.
			de la cessation de l'activité.	du mariage.	du décès.	
1	AMBERT (Jacques).....	Général de division.	11 juin 1832.	18 juin 1798.	20 nov. 1851.	Titulaire d'une pension retraite.
2	GRANCH (Joseph).....	Colonel.....	1 ^{er} oct. 1833.	18 nov. 1817.	19 nov. 1851.	Idem.....
3	BOUMARD (Pierre-Charles)...	Lieutenant-colonel..	18 déc. 1822.	30 août 1820.	26 déc. 1851.	Idem.....
4	LEBON (Charles-Ernest)	Chef d'escadron ...	Le jour du décès.	23 oct. 1839.	17 sept. 1851.	En possession de la pension de retraite.
5	DOZIAN (Pierre).....	Capitaine.....	27 avril 1839.	26 mai 1820.	12 déc. 1851.	Titulaire d'une pension retraite.
6	MASSUQUE (Louis-François-Nicolas).	Idem.....	24 juin 1837.	12 juin 1822.	21 nov. 1851.	Idem.....
7	MONTAGNE (André-Félix)...	Idem.....	Le jour du décès.	5 oct. 1837.	8 juin 1851.	En possession de la pension de retraite.
8	VALTON (Antoine).....	Lieutenant.....	8 sept. 1810.	10 avril 1804.	14 nov. 1850.	Titulaire d'une pension retraite.
9	MARIANI (Joseph-Marie)...	Sous-lieutenant...	16 mai 1837.	Octobre 1812.	9 mars 1843. (4)	Idem.....
10	POTTIER (François).....	Garde d'artillerie de 1 ^{re} classe.	Le jour du décès.	21 juin 1848.	15 déc. 1851.	En possession de la pension de retraite.
11	GACHET (Joseph-Auguste-Henry).	Maréchal des logis.	18 janvier 1846.	3 juin 1817.	29 nov. 1851.	Titulaire d'une pension retraite.
12	MELINAND (Philibert).....	Idem.....	9 mai 1848.	10 sept. 1834.	11 nov. 1851.	Idem.....
13	BOURGEOIS (Ignace-Michel)..	Brigadier.....	21 juillet 1831.	18 juillet 1802.	28 nov. 1847.	Idem.....
14	DELABRET (Eugène-Charles)...	Gendarme.....	23 juillet 1834.	30 juin 1814.	21 nov. 1851.	Idem.....
15	LABIT (Antoine).....	Idem.....	20 sept. 1839.	18 août 1800.	Idem.	Idem.....
16	MOUCHERON (Antoine-Joseph)	Idem.....	20 mai 1841.	17 déc. 1818.	1 ^{er} août 1851.	Idem.....
17	RENOU (Jacques).....	Idem.....	1 ^{er} juin 1838.	5 mars 1835.	1 ^{er} janvier 1851.	Idem.....
18	BEYLER (Jean-Daniel).....	Maître ouvrier de manufacture d'armes.	4 mars 1837.	26 février 1821.	15 oct. 1851.	Idem.....

(A) La titulaire s'est pourvue en temps utile.

NOMS ET PRÉNOMS des veuves,	NAISSANCE.		MONTANT de la pension.	ÉPOQUE de l'entrée en jouissance de la pension.	DÉPARTEMENT.
	Dates.	LIEUX.			
MALARTIC (Amable-Sophie).	26 nov. 1778.	Caillac (Lot).	2,500	26 nov. 1851.	Caillac (Lot).
DIER (Marie-Caroline-Magde- leine).	24 nov. 1784.	Voize (Rhône).	750	19 nov. 1851.	Pont-de-Pany (Côte-d'Or).
SPONTAINES D'ORMONT (Marie- Suzanne-Alexandrine) (1).	17 juin 1781.	Quiévrain (Hainaut).	600	26 déc. 1851.	Valenciennes (Nord).
HAUX (Léontine-Rosalie-Marie).	26 février 1822.	Givet (Ardennes).	500	17 sept. 1851.	Compiègne (Oise).
LETTRE (Camille-Célestine) ..	20 sept. 1805.	Lesquin (Nord).	400	12 déc. 1851.	Auch (Gers).
ARRIBON (Marie-Cécile).....	6 mai 1791.	Cannes (Var).	400	21 nov. 1851.	Cannes (Var).
ET (Victoire-Joséphine-Clé- mentine).	3 juin 1805.	Paris (Seine).	400	8 juin 1851.	La Flèche (Sarthe).
KNI (Olimpe-Pierrine) (A)....	28 juin 1786.	Siviane (Italie).	300	14 nov. 1850.	Parma (Italie).
TUONI (Marie-Josephe-Gat- trude) (1).	11 avril 1784.	Raito (Naples).	250	Du jour qui sera fixé par le ministre des finan- ces.	Corvione (Gros).
VERGUE (Marie-Clotilde-Antoinette).	7 août 1811.	Marignac (Nord).	200	15 oct. 1851.	Marignac (Nord).
AT (Cathérine).....	1 ^{er} oct. 1799.	Donzère (Drôme).	100	29 nov. 1851.	Nyons (Drôme).
REMYANT (Isaure).....	29 février 1808.	La Rochelle (Charente-Inférieure).	200	11 nov. 1851.	Montauban (Tarn-et-Garonne).
LE (Marie-Anne-Joséphine) (1).	23 janvier 1779.	Sobernheim (Prusse).	100	Du jour qui sera fixé par le ministre des finan- ces.	Molsheim (Bas-Rhin).
DELEAT (Eulalie-Catherine- Hélène).	13 février 1791.	Argenton-le-Château (Deux-Sèvres).	100	21 nov. 1851.	Les Hameaux (Deux-Sèvres).
ASSERT (Jeanne).....	6 février 1778.	Port-Sainte-Marie (Lot-et-Garonne).	100	Idem.	Port-Sainte-Marie (Lot-et-Garonne).
MOYNE (Thérèse-Joséphine).....	17 avril 1794.	Ettringt (Nord).	100	1 ^{er} août 1851.	Landreies (Nord).
LOMB (Françoise).....	16 mai 1777.	Mozat (Puy-de-Dôme).	100	1 ^{er} janvier 1851.	Riom (Puy-de-Dôme).
UDMAN (Anne-Marie).....	28 février 1801.	Barrach (Bas-Rhin).	100	15 oct. 1851.	Barrach (Bas-Rhin).
Total.....			6,200		

(1) Le mari était Français.

2. Ces pensions seront inscrites au trésor public, avec la jouissance de l'époque indiquée à chaque article du tableau qui précède.

3. Les ministres de la guerre et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait à Saint-Cloud, le 1^{er} Décembre 1852.

Signé LOUIS-NAPOLÉON.

Le Ministre de la guerre,

Signé A. DE SAINT-ARNAUD.

N° 7504. — *DÉCRET qui accorde à quatre-vingt-cinq Militaires des Pensions de retraite à titre d'ancienneté de service.*

Du 1^{er} Décembre 1852.

LOUIS-NAPOLÉON, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Vu, 1° les articles 25 et 26 de la loi du 25 mars 1817, et l'article 3 de l'ordonnance du 20 juin suivant;

	NOMS ET PRÉNOMS.	NAISSANCE.		GRADES, armes, etc.	SERVICES effectifs.			CAMPAGNES			TOTAL.
		Dates.	Lieux.		Ans.	Mois.	Jours.	Ans.	Mois.	Jours.	
1	JOUHAULT DE LA MORCIÈRE (Christophe-Louis-Léon).	5 fév. 1806.	Nantes (Loire-Inférieure).	Général de division.	30	"	"	34	"	"	64
2	GUICHENT (Étienne-Victor-Édouard).	28 sept. 1795.	Uzès (Gard).	Lieutenant, adjudant de place à Vincennes.	30	3	2	1	"	"	31
3	ABRAHAM (Pierre).....	23 fév. 1797.	Camenonil (Lot-et-Garonne).	Portier commis de 3 ^e classe au fort de Quoyras.	35	"	15	3	"	"	38
4	DE LA GORCE (Charles-Louis-François-de-Salle).	5 sept. 1801.	Manbenge (Nord).	Chef de bataillon au 25 ^e régiment d'infanterie de ligne.	32	10	16	10	"	"	43
5	RECHAULT (Charles-Constant).	14 mars 1801.	Caen (Calvados).	Idem au 37 ^e idem.	32	"	16	3	"	"	35
6	PEJOLS (Jean).....	8 sept. 1796.	Capien (Gironde).	Major au 37 ^e régiment d'infanterie de ligne.	33	7	21	1	"	"	34
7	MATHIEU (François).....	30 juill. 1796.	Thionville (Moselle).	Chef de bataillon au 46 ^e régiment d'infanterie de ligne.	41	6	20	13	"	"	54

2° La loi du 11 avril 1831, sur les pensions de l'armée de terre;

3° Les lois sur les crédits affectés à l'inscription des pensions militaires au trésor public;

4° La fixation, établie d'après la révision du Conseil d'état, des pensions de retraite comprises dans le présent décret, portant le n° 67;

5° L'avis du ministre des finances, en date du 30 novembre 1852, exprimant qu'il a reconnu la légalité de cette fixation, et la possibilité d'imputer les pensions proposées, montant à la somme de soixante et douze mille huit cent quatre-vingt-trois francs, sur le crédit d'inscription ouvert pour l'année 1852;

Sur le rapport du ministre de la guerre,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Il est accordé à chacun des quatre-vingt-cinq militaires dénommés au tableau ci-après une pension de retraite fixée conformément aux indications de ce tableau (1), savoir :

(1) Les titulaires de ces pensions ne devront se pourvoir, soit près du payeur, soit près du ministre des finances, pour réclamer leur certificat d'inscription au trésor, qu'un mois après l'insertion du présent décret au Bulletin des lois.

ARTICLES de la loi du 11 avril 1831 applicables à cette fixation.	GRADE sur lequel la pension est réglée.	QUANTITÉ de la pension.	SITUATION actuelle des titulaires.	ÉPOQUE de l'entrée en jouissance de leur pension.	NOM des titulaires.
9 et 10.	Général de division.	6,000 ^f	"	1 ^{er} octobre 1852.	"
9, 10 et 11.	Lieutenant. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	996 (a)	En activité.	25 septembre 1852.	Le Pecq (Seine-et-Oise).
Idem.	Portier congédié de 3 ^e classe. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	577 (a)	Idem.	14 septembre 1852.	Rochefort (Charente-Inférieure).
9 et 10.	Chef de bataillon.	1,825 (a)	Idem.	26 septembre 1852.	Mauberge (Nord).
Idem.	Idem.	1,638 (a)	Idem.	23 octobre 1852.	Mart (Deux-Sèvres).
Idem.	Major.	1,625 (a)	Idem.	1 ^{er} octobre 1852.	Avignon (Vaucluse).
Idem.	Chef de bataillon.	2,000 (a)	Idem.	1 ^{er} septembre 1852.	Paris (Seine).

(a) A la condition que les arrérages ne commenceront qu'à dater du jour où le titulaire aura été rayé des contrôles d'activité.

NUMÉROS D'ORDRE.	NOMS ET SURNOMS.	NATURALISÉS.		GRANDES, armes, etc.	SERVICES effectifs.			CAMPAIGNES			TOTAL	
		Dates.	Lieux.		Ann.	Mois.	Jours.	Ann.	Mois.	Jours.	Ann.	Mois.
8	MOULON (Félix-Ancet-Mathieu).	9 juin 1803.	Malzeville (Meurthe).	Major au 18 ^e ré- giment d'infanterie légère.	31	1	13				44	
9	HENRIWYN (Pierre-Charles-François).	9 déc. 1794.	Dunkerque (Nord).	Chef de bataillon au 21 ^e régiment d'in- fanterie légère.	36	9	10	7			43	
10	BESSIÈRES (Charles-Pierre)	17 juin 1792.	Gramat (Lot).	Chef de bataillon commandant le dé- pôt de recrutement de la Seine.	34	6	20	4			38	
11	HENRY (Jean-Appollinaire-Melchior).	23 juill. 1799.	Villefort (Eure).	Capitaine au 10 ^e ré- giment d'infanterie de ligne.	32	3		5			37	
12	MÉNIL (Michel).....	15 déc. 1801.	Trémery (Meuse).	Idem au 25 ^e idem.	30	3	26	4			34	
13	LANATREUX (Jean-Bap- tiste).	20 mai 1802.	Châlons (Marne).	Idem au 39 ^e idem.	32		15	2			34	
14	BERGE (François).....	5 déc. 1800.	Signy-l'Abbaye (Ardennes).	Idem au 55 ^e idem.	30	8	17	10			40	
15	AMICUS (Jean).....	24 nov. 1798.	Griffell (Aube).	Capitaine au 6 ^e ré- giment d'infanterie légère.	30	6	20	18			46	
16	BORN (François-Joseph)..	6 fév. 1800.	Bernardswiller (Bas-Rhin).	Idem au 8 ^e idem.	30	8	15	17			47	
17	BARRON (Paulin-René- Laurent) (1).	22 mars 1800.	Figueras (Espagne).	Idem au 9 ^e idem.	30	6	18	8			38	
18	ROCHER (Jean-Joseph) (2).	6 août 1798.	Alexandrie de la- Paille (Piémont).	Capitaine au 1 ^{er} ré- giment de la légion étrangère.	37	3	2	45			82	
19	STODOLSKY (Georges-Jo- seph).	15 janv. 1808.	Bastia (Corse).	Idem.	33	1	13	41			74	
20	BAUN (Marcellin).....	13 avril 1794.	Quimper (Finistère).	Chef d'escadron, commandant la com- pagnie de gendar- merie de l'Hérault.	30	1	6	7			37	
21	GURRY (Mathieu-Jean-Fro- mental).	26 mai 1794.	Clermont (Hérault).	Idem de la Gue- deloupe.	39	8	2	7			46	
22	JACOULET (Louis-François).	29 juill. 1799.	Vers (Haute-Saône).	Lieutenant à la 1 ^{re} compagnie de gendarmes vétérans.	32	3	13	18			50	
23	DEBRAY (Pierre-Louis-Lau- rent).	20 nov. 1801.	Comblès (Somme).	Capitaine d'artille- rie en résidence fixe à la Hougue.	30	1	8	3			36	
24	FLOREY (Charles-Victor- Ambroise).	12 oct. 1799.	Domme (Aisne).	Garde d'artillerie de 1 ^{re} classe.	30		18	2			32	
25	LAHAYE (Jean-François)..	4 fév. 1794.	Monterey (Jura).	Idem de 1 ^{re} classe.	39	7	8	4			48	
26	MAISON (Jean-François)..	20 oct. 1798.	Aigle-Pierre (Jura).	Idem.	39		16	2			49	
27	FERRATUX (Xavier-Alexan- dre).	8 mars 1801.	Soignolles (Seine-et-Marne).	Sous-chef ouvrier d'Etat d'artillerie aux forges du Centre.	30	2	14				30	

(1) Fils de Français. — (2) Naturalisé Français.

ARTICLES de la loi du 11 avril 1831 applicables à cette fixation.	GRADE sur lequel la pension est réglée.	QUANTITÉ de la pension.	POSITION actuelle des titulaires.	ÉPOQUE de l'entrée en jouissance de leur pension.	DOMICILE des titulaires.
9 et 10.	Major.	1,863 ^f (a)	En activité.	25 septembre 1852.	Paris (Seine).
Idem.	Chef de bataillon.	1,850 (a)	Idem.	5 septembre 1852.	Metz (Moselle).
9, 10 et 11.	Chef de bataillon. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	2,070 (a)	Idem.	11 octobre 1852.	Gramat (Lot).
9 et 10	Capitaine.	1,350 (a)	Idem.	1 ^{er} octobre 1852.	Paris (Seine).
Idem.	Idem.	1,290 (a)	Idem.	10 septembre 1852.	Metz (Moselle).
Idem.	Idem.	1,290 (a)	Idem.	1 ^{er} octobre 1852.	Châlons-sur-Marne (Marne).
Idem.	Idem.	1,420 (a)	Idem.	22 septembre 1852.	Paris (Seine).
Idem.	Idem.	1,540 (a)	Idem.	10 septembre 1852.	Carcassonne (Aude).
Idem.	Idem.	1,560 (a)	Idem.	15 septembre 1852.	Bernardswiller (Bas-Rhin).
Idem.	Idem.	1,380 (a)	Idem.	5 octobre 1852.	Thuir (Pyrénées-Orientales).
9, 10 et 11.	Capitaine. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	1,920 (a)	Idem.	5 septembre 1852.	Paris (Seine).
Idem.	Idem.	1,920 (a)	Idem.	20 septembre 1852.	Oran (Algérie).
9 et 10.	Chef d'escadron.	1,688 (a)	Idem.	7 septembre 1852.	Paris (Seine).
Idem.	Idem.	1,925 (a)	Idem.	4 octobre 1852.	Idem.
Idem.	Lieutenant.	1,200 (a)	Idem.	1 ^{er} octobre 1852.	Riom (Puy-de-Dôme).
9, 10 et 11.	Capitaine. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	1,524 (a)	Idem.	10 septembre 1852.	Paris (Seine).
Idem.	Garde d'artillerie de 1 ^{re} classe. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	1,020 (a)	Idem.	21 septembre 1852.	"
Idem.	Idem.	1,296 (a)	Idem.	11 octobre 1852.	Beaucon (Doubs).
Idem.	Idem.	1,428 (a)	Idem.	23 novembre 1852.	Idem.
9 et 10.	Sous-chef ouvrier d'État.	610 (a)	Idem.	5 octobre 1852.	"

(a) A la condition que les arrérages ne commenceront qu'à dater du jour où le titulaire aura été rayé des contrôles d'activité.

NOMES ET PRÉNOMS.	DATES.	LIEUX.	GRADES, armes, etc.	SERVICES effectifs.			CAMPAGNES			TOTAL	
				Ann.	Mois.	Jours.	Ann.	Mois.	Jours.	Ann.	Mois.
28 BELMAS (Jacques-Vital) ..	10 août 1793.	Paris (Seine).	Colonel du génie, directeur des fortifi- cations à Lille.	44	"	15	4	"	"	48	"
29 PRIEUR DE LA COURBE (E- gène).	4 sept. 1794.	Nemours (Seine-et-Marne).	Chef de bataillon du génie, en chef, à Vitry-le-Fran- çois.	39	"	15	3	"	"	43	"
30 DESTOUCHES (Pierre - Ro- gnault).	28 juin 1779.	Dax (Landes).	Pharmacien-major de 2 ^e classe à l'in- firmerie de l'école de cavalerie de Sau- mur.	31	"	16	2	"	"	33	"
31 HAQUETIN (Jean-François- Joseph).	12 juill. 1799.	Helluin (Nord).	Sergent au 9 ^e ré- giment d'infanterie légère.	31	7	4	3	"	"	34	7
32 BÉGU (François-Augus- tin-Desiré).	23 fév. 1796.	Toury (Eure-et-Loir).	Vétérinaire en 2 ^e , gendarme à la com- pagnie d'Eure-et- Loir.	31	9	9	"	"	"	31	9
33 MARCHAL (Joseph)	1 ^{er} sept. 1796.	Fraize (Vosges).	Maréchal des lo- gis au 2 ^e régiment de cuirassiers.	30	2	20	"	"	"	32	2
34 TIRAN (Étienne)	26 août 1798.	Toulon (Var).	Maréchal des lo- gis.	32	2	22	2	"	"	34	2
35 GUIDÉ (Nicolas-François).	2 sept. 1797.	Coulonche (Orne).	Brigadier au 2 ^e régiment de hus- sards.	32	2	12	2	"	"	34	2
36 BOVESANT (Claude)	24 août 1799.	Briant (Savoie-et-Loire).	Soldat au 8 ^e ré- giment de cuiras- siers.	30	9	21	2	"	"	32	9
37 COLONBEAU (François- Pierre).	8 juillet 1799.	Beaufort (Maine-et-Loire).	Soldat au 1 ^{er} ré- giment de lanciers.	31	9	14	4	"	"	35	9
38 LE MANDÉLÉ (Louis) ...	5 juillet 1796.	Mortain (Manche).	Maréchal des lo- gis chef au 2 ^e ba- taillon de gendar- merie mobile.	32	7	24	2	"	"	34	7
39 CARLES (François-Jésore).	13 juin 1800.	Nihlen (Basses-Alpes).	Maréchal des logis à la compagnie de gendarmerie du Var.	31	9	20	4	"	"	35	9
40 DESCHAMPS (François- Jean).	2 juin 1794.	Dinan (Côtes-du-Nord).	Idem des Côtes-du- Nord.	38	5	16	2	10	"	41	5
41 SAINTLOT (Jacques-Louis).	10 janv. 1796.	Mamers (Sarthe).	Idem de l'Orne ..	33	2	1	"	"	"	35	2
42 LANTY (Claude - François- Ferdinand).	20 janv. 1797.	La Proiselière et Langlo (Haute-Saône).	Maréchal des logis, gendarme à la com- pagnie des Basses- Alpes.	32	2	24	1	"	"	33	2
43 GRIZON (Jean-Martin) ...	26 mars 1796.	Bényrderf (Bas-Rhin).	Caporal, gendarme à la compagnie de la Mayenne.	35	2	29	"	"	"	36	2

ARTICLES de la loi du 11 avril 1831 applicables à cette fixation.	GRADE sur lequel la pension est réglée.	QUOTIENT de la pension.	POSITION actuelle des titulaires.	ÉPOQUE de l'entrée en jouissance de leur pension.	DOMICILE des titulaires.
9 et 10.	Colonel.	2,955 ^f (a)	En activité.	16 ^e octobre 1852.	Donai (Nord).
Idem.	Chef de bataillon.	1,818 (a)	Idem.	Idem.	Nemours (Seine-et-Marne).
Idem.	Pharmacien-major de 2 ^e classe.	1,270 (a)	Idem.	5 octobre 1852.	Paris (Seine).
9, 10 et 11.	Sergent. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	345 (a)	Idem.	11 sept. 1852.	Idem.
Idem.	Vétérinaire en 2 ^e . (Ayant 12 ans d'acti- vité dans ce grade.)	384 (a)	Idem.	26 août 1852.	Châteaudun (Eure-et-Loir).
Idem.	Maréchal des logis. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	305 (a)	Idem.	11 sept. 1852.	Aire (Pas-de-Calais).
Idem.	Idem.	341 (a)	En activité à la 2 ^e compagnie de ca- valiers de remonte.	11 octobre 1852.	Marseille (Bouches-du-Rhône).
Idem.	Brigadier. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	296 (a)	En activité.	9 ^e septembre 1852.	Arras (Pas-de-Calais).
9 et 10.	Soldat.	215 (a)	Idem.	10 octobre 1852.	Semur (Saône-et-Loire).
Idem.	Idem.	230 (a)	Idem.	11 septembre 1852.	Paris (Seine).
Idem.	Maréchal des logis chef.	350 (a)	Dans ses foyers.	16 décembre 1852.	Idem.
9, 10 et 11.	Maréchal des logis. (Ayant 12 ans d'acti- vité dans ce grade.)	354 (a)	En activité.	12 septembre 1852.	Vence (Var).
Idem.	Idem.	404 (a)	Idem.	14 septembre 1852.	Guingamp (Côtes-du-Nord).
Idem.	Idem.	382 (a)	Idem.	28 août 1852.	Saint-Maurice (Orne).
Idem.	Idem.	332 (a)	Idem.	11 septembre 1852.	Versailles (Seine-et-Oise).
Idem.	Caporal. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	304 (a)	Idem.	9 octobre 1852.	Caillé (Mayenne).

(a) A la condition que les arrérages ne commenceraient qu'à dater du jour où le titulaire aura été rayé des con-
sultes d'activité.

NOM ET PRÉNOM.	NAISSANCE.		GRADES, armes, etc.	SERVICES effectifs.			CAMPAGNES			TOTAL	
	Dates.	Lieux.		Ans.	Mois.	Jours.	Ans.	Mois.	Jours.	Ans.	Mois.
44 MALHERRE (Bertrand) ..	10 août 1799.	Toulouse (Haute-Garonne).	Caporal, gendarme à la compagnie de la Loire-Inférieure.	32	3	23	"	"	"	32	"
45 MARQUET (Charles - Nico- las).	30 juin 1800.	Paris (Seine).	Caporal, gendarme à la compagnie de la Seine.	34	3	19	8	"	"	42	"
46 LANGLADE (Jean-Pierre) ..	25 déc. 1798.	Monistrol- d'Allier (Haute-Loire).	Brigadier à la com- pagnie de gendar- merie de la Haute- Loire.	30	4	12	"	"	"	32	"
47 QUIRINO (Michel)	23 sept. 1795.	Obernay (Bas-Rhin).	Brigadier, gen- darme à la compa- gnie de Seine-et- Oise.	30	10	11	"	"	"	30	"
48 OTTO (Jean-Georges)	10 sept. 1793.	Saint-Sauveur- sur-Ecole (Seine-et-Marne).	Brigadier, faisant fonctions de caporal- fourrier à la 2 ^e com- pagnie de gendar- mes-vétérans.	30	3	"	"	"	"	30	"
49 BLESSIER (Jean)	17 déc. 1798.	Grosbillerstroff (Moselle).	Gendarme à la compagnie d'Eure- et-Loir.	31	9	9	"	"	"	31	"
50 BOISTARD (Joseph)	13 janv. 1794.	Bossay (Indre-et-Loire).	Idem de la Loire- Inférieure.	33	9	1	3	"	"	36	"
51 COLLIN (Pierre-Julien) ...	17 juin 1799.	Tinténac (Ille-et-Vilaine).	Idem des Côtes- du-Nord.	31	3	3	"	"	"	32	"
52 KIEFFER (Jean-Nicolas) ...	8 août 1796.	Bertring (Moselle).	Idem de Maine-et- Loire.	33	8	22	"	"	"	33	"
53 LEONHARD (Alexandre- Pierre).	15 janv. 1798.	Balvay (Orne).	Idem de l'Orne.	31	2	26	"	"	"	31	"
54 PIERRE dit GIANFERRI	10 sept. 1789.	Bastia (Corse).	Gendarme à la 1 ^{re} compagnie de la Corse.	31	4	6	6	"	"	37	"
55 PONCIN (Honoré-Alexis) ..	23 sept. 1786.	La Verdière (Var).	Gendarme à la compagnie de Vau- cluse.	32	4	1	"	"	"	34	"
56 CHEVRIER (Jean-François).	30 mai 1799.	Meux (Oise).	Sergent au batail- lon de sapeurs-pom- piers de la ville de Paris.	30	2	26	3	"	"	33	"
57 ARGENTIER (Félix)	23 juin 1798.	Saint-Geoire (Isère).	Adjudant sous-offi- cier au 10 ^e régiment d'artillerie.	32	8	13	6	"	"	35	"
58 DUBOIS (Michel)	25 sept. 1800.	Reaheim (Bas-Rhin).	Maître ouvrier à la manufacture d'ar- mes de Mülzig.	32	4	10	"	"	"	32	"
59 MONTANT (Jean-Baptiste).	1 ^{er} sept. 1803.	Warcq (Ardennes).	Idem.	31	4	12	"	"	"	31	"
60 BETTSTATTER (Jean)	27 août 1799.	Mülzig (Bas-Rhin).	Ouvrier à la ma- nufacture d'armes de Mülzig.	32	9	21	"	"	"	32	"

(a) A la condition que les arrérages ne commenceront qu'à dater du jour où le titulaire aura été mis des contrôles d'activité. Cette pension, dans la fixation de laquelle il a été fait application de l'article 4 de la loi du 11 avril 1831, ne peut, d'après l'article 27 de la même loi, être cumulée avec un traitement ordinaire.

ARTICLES de la loi du 21 avril 1831 applicables à cette fixation.	GRADE sur lequel la pension est réglée.	QUANTITÉ de la pension.	POSITION actuelle des titulaires.	ÉPOQUE de l'entrée en jouissance de leur pension.	DOMICILE des titulaires.
9, 10 et 11.	Caporal. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	282 ^a (a)	En activité.	26 septembre 1852.	Toulon (Haute-Garonne).
Idem.	Idem.	254 (b)	Idem.	27 août 1852.	Paris (Seine).
Idem.	Brigadier. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	282 (b)	Idem.	10 septembre 1852.	Saunès (Haute-Loire).
Idem.	Idem.	271 (b)	Idem.	27 août 1852.	Angerville (Seine-et-Oise).
Idem.	Idem.	268 (b)	Idem.	9 septembre 1852.	Riom (Puy-de-Dôme).
Idem.	Gendarme. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	252 (b)	Idem.	28 août 1852.	Châteauneuf (Eure-et-Loir).
Idem.	Idem.	282 (b)	Idem.	26 septembre 1852.	Nantes (Loire-Inférieure).
Idem.	Idem.	255 (b)	Idem.	6 septembre 1852.	Merdignac (Côte-d'Or).
Idem.	Idem.	264 (b)	Idem.	15 septembre 1852.	Brissac (Maine-et-Loire).
Idem.	Idem.	249 (b)	Idem.	27 août 1852.	Saint-Nicolas-des-Bois (Orne).
9 et 10.	Gendarme.	238 (b)	Idem.	1 ^{er} septembre 1852.	Bastia (Corse).
9, 10 et 11.	Gendarme. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	267 (b)	Idem.	9 septembre 1852.	Sault (Vaucluse).
Idem.	Sergent. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	332 (b)	Idem.	30 septembre 1852.	Aumont (Oise).
Idem.	Adjudant sous-offi- cier. (Ayant 12 ans d'ac- tivité dans ce grade.)	508 (b)	Idem.	20 septembre 1852.	Valence (Drôme).
9 et 10.	Maître ouvrier.	289 (b)	Idem.	11 octobre 1852.	Rocheville (Bas-Rhin).
Idem.	Idem.	261 (b)	Idem.	Idem.	Waseq (Ardennes).
Idem.	Ouvrier.	215 (b)	Idem.	Idem.	Mutzig (Bas-Rhin).

d'activité. — (b) A la condition que les arrérages ne commenceront qu'à dater du jour où le titulaire aura été rayé des contrôles d'activité.

NOMBRES D'ORDRES.	NOMS ET PRÉNOMS.	NAISSANCE.		GRADES, armes, etc.	SERVICES effectifs.			CAMPAGNES			TOTAL.	
		Dates.	Lieux.		Ans.	Mois.	Jours.	Ans.	Mois.	Jours.	Ans.	Mois.
61	RAUGEL (Ignace).....	5 juillet 1801.	Soults-les-Bains (Bas-Rhin).	Ouvrier à la ma- nufacture d'armes de Mutzig.	33	2	8	"	"	"	33	2
62	FAIMEN (Félix).....	3 juin 1802.	Besançon (Doubs).	Sergent-major.	32	2	19	3	"	"	35	2
63	DUMAKERT (Antoine)....	1 ^{er} avril 1785.	Alais (Gard).	<i>Idem.</i>	30	2	22	9	"	"	39	2
64	CHANDON (Charles-Louis- Maurice).	15 mars 1789.	Pont-S ^t -Esprit (Gard).	Maréchal des logis chef.	37	3	1	4	"	"	41	3
65	BASTIDE (Pierre).....	26 juill. 1800.	Noserolles (Haute-Loire).	Sergent.	30	3	1	16	"	"	46	3
66	SENTENAC (François)....	24 sept. 1795.	Soulan (Ariège).	<i>Idem.</i>	30	3	22	3	"	"	33	3
67	BIROUSTE (Jean-Maximi- lian).	29 juin 1797.	Clermont (Hérault).	Capitaine d'infan- terie.	35	6	25	6	"	"	41	6
68	DARTIGUE (Jean).....	4 janv. 1803.	Villeneuve (Landes).	<i>Idem.</i>	33	6	16	2	"	"	35	6
69	HALLÉ (François-Xavier).	4 déc. 1796.	Mélieux (Haute-Saône).	<i>Idem.</i>	32	6	19	2	"	"	34	6
70	ZERLAUT (François-Joseph)	14 janv. 1801.	Neufbrisach. (Haut-Rhin).	Capitaine de ca- valerie.	34	8	17	3	"	"	37	8
71	GAND (Agnan).....	20 déc. 1795.	Ruffey (Jura).	Lieutenant dans la garde républi- caine.	34	"	16	2	"	"	36	"
72	DUDOUET (Jean-François).	31 janv. 1801.	Caumont (Calvados).	Sergent d'infan- terie.	31	"	15	2	"	"	33	"
73	FOURCADE (Dominique)..	5 sept. 1800.	Tarbes (Hautes-Pyrénées)	<i>Idem.</i>	30	6	16	1	"	"	31	6
74	BERTON (Jean).....	24 sept. 1798.	Aurillac (Cantal).	<i>Idem.</i>	33	4	4	1	"	"	34	4
75	DEYTS (Antoine).....	25 sept. 1792.	Sen (Landes).	Caporal d'infan- terie.	30	8	2	"	"	"	30	8
76	MARRIÈRES (Guillaume)..	18 fév. 1802.	Montaills (Tarn-et-Gar.).	Sergent, ex-gen- darme.	32	5	28	2	"	"	34	5

(a) A la condition que les arrérages ne commenceront qu'à dater du jour où le titulaire aura été rayé des contrôles d'activité. — (b) *Idem.*, et sauf déduction des sommes qu'il aurait touchées sur la pension de 1,704 francs qui lui a été accordée le 11 août 1852, et que la présente annule. — (c) A la condition que les arrérages ne commenceront qu'à dater du jour où le titulaire aura été rayé des contrôles d'activité, et sauf déduction des sommes qu'il aurait touchées sur la pension de 1,280 francs qui lui a été accordée le 11 août 1852, et que la présente annule. — (d) A la condition que les arrérages ne commenceront qu'à dater du jour où le titulaire aura été rayé des contrôles d'activité, et sauf déduction des sommes perçues, depuis ladite époque, sur la pension de 1,360 fr. qui lui a été accordée le 12 avril 1852, et que la présente annule. — (e) A la condition que les arrérages ne commenceront qu'à dater du jour où le titulaire aura été rayé des contrôles d'activité, et sauf déduction des sommes perçues, depuis ladite époque, sur la pension de 1,340 francs qui lui a été accordée le 11 août 1852, et que la présente annule. — (f) A la condition que les arrérages ne commenceront qu'à dater du jour où le titulaire aura été rayé des contrôles d'activité, et sauf déduction des sommes perçues, depuis ladite époque, sur la pension de 910 francs qui lui a été accordée le 9 décembre 1851, et que la présente annule. — (g) A la condition que

ARTICLES de la loi 11 avril 1831 applicables à cette fixation.	GRADE sur lequel la pension est réglée.	QUANTITÉ de la pension.	POSITION actuelle des titulaires.	ÉPOQUE de l'entrée en jouissance de leur pension.	DOMICILE des titulaires.
9 et 10.	Ouvrier.	218 ^f (a)	En activité.	11 octobre 1852.	Soults (Bas-Rhin).
9, 10 et 11.	Sergent-major. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	426 (a)	En activité à la 1 ^{re} compagnie de sous-officiers vétérans.	28 août 1852.	Paris (Seine).
Idem.	Idem.	474 (a)	Idem à la 2 ^e idem.	11 octobre 1852.	Alais (Gard).
Idem.	Maréchal des logis chef. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	498 (a)	Idem à la 1 ^{re} idem.	1 ^{er} septembre 1852.	Saint-Tropez (Var).
9 et 10.	Sergent.	374 (a)	Idem.	11 octobre 1852.	Brioude (Haute-Loire).
9, 10 et 11.	Sergent. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	332 (a)	En activité à la 2 ^e compagnie de sous-officiers vétérans.	Idem.	Saint-Girons (Ariège).
Idem.	Capitaine (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	1,728 (b)	Jouit d'une pen- sion de retraite.	10 juillet 1852.	Bourg (Ain).
9 et 10.	Capitaine.	1,320 (c)	Idem.	20 juillet 1852.	S ^t -Martin-de-Seignaux (Landes).
Idem.	Idem.	1,300 (d)	Idem.	23 février 1852.	Faucogney (Haute-Saône).
Idem.	Idem.	1,360 (e)	Idem.	25 juin 1852.	Schlestadt (Bas-Rhin).
Idem.	Lieutenant.	930 (f)	Idem.	22 septembre 1851.	Ruffey (Jura).
9, 10 et 11.	Sergent. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	332 (g)	Idem.	1 ^{er} avril 1852.	Caumont (Calvados).
Idem.	Idem.	318 (h)	Idem.	22 juin 1852.	Paris (Seine).
Idem.	Idem.	341 (i)	Idem.	5 février 1852.	Bordeaux (Gironde).
Idem.	Caporal. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	271 (j)	Idem.	7 juin 1852.	Bar-le-Duc (Meuse).
Idem.	Sergent. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	341 (k)	Idem.	16 février 1852.	Septfonds (Tarn-et-Garonne).

Les arrérages ne commenceront qu'à dater du jour où le titulaire aura été rayé des contrôles d'activité, et sauf déduction des sommes perçues, depuis ladite époque, sur la pension de 323 francs qui lui a été accordée le 9 mai 1852, et que la présente annule. — (h) A la condition que les arrérages ne commenceront qu'à dater du jour où le titulaire aura été rayé des contrôles d'activité, et sauf déduction des sommes perçues, depuis ladite époque, sur la pension de 309 francs qui lui a été accordée le 4 août 1852, et que la présente annule. — (i) A la condition que les arrérages ne commenceront qu'à dater du jour où le titulaire aura été rayé des contrôles d'activité, et sauf déduction des sommes perçues, depuis ladite époque, sur la pension de 332 francs qui lui a été accordée le 7 janvier 1852, et que la présente annule. — (j) A la condition que les arrérages ne commenceront qu'à dater du jour où le titulaire aura été rayé des contrôles d'activité, et sauf déduction des sommes perçues, depuis ladite époque, sur la pension de 205 francs qui lui a été accordée le 4 août 1852, et que la présente annule. — (k) A la condition que les arrérages ne commenceront qu'à dater du jour où le titulaire aura été rayé des contrôles d'activité, et sauf déduction des sommes qu'il aurait touchées, depuis ladite époque, sur la pension de 323 francs qui lui a été accordée le 2 février 1852, et que la présente annule.

NUMÉROS D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS.	NAISSANCE.		GRADES, armes, etc.	SERVICES effectifs.			CAMPAGNES			TOTAL.		
		Dates.	Lieux.		Ans.	Mois.	Jours.	Ans.	Mois.	Jours.	Ans.	Mois.	Jours.
77	MAHERAN (François).....	7 oct. 1796.	Revens (Gard).	Maréchal deslogis de gendarmerie.	32	6	16	1	"	"	33	6	"
78	VALLON (Jacques).....	17 mars 1799.	Saint-Denis (Yonne).	Maréchal deslogis, ex-gendarme.	31	"	16	2	"	"	33	"	"
79	CROSTOW (Charles).....	12 juill. 1794.	Junies. (Lot).	Caporal, ex-gen- darmerie.	32	"	17	1	"	"	33	"	"
80	SALLELLS (Victor).....	9 mai 1798.	Saint-Genies (Aveyron).	Brigadier de gen- darmerie.	31	"	29	2	"	"	33	"	"
81	COBOLVIGNES (Pierre-Vic- tor).	12 fév. 1798.	Quezac (Lozère).	Gendarme.	32	"	16	2	"	"	34	"	"
82	GRUTHEN (Étienne).....	23 nov. 1796.	Perpignan (P.-Orientales).	Idem.	35	7	8	"	"	"	35	7	"
83	HELM (Bernard).....	8 fév. 1797.	Oberbronn (Bas-Rhin).	Idem.	33	"	17	1	"	"	34	"	"
84	LALHMAND (Barthélemy)..	24 août 1794.	Saint-Affrique (Aveyron).	Idem.	36	3	2	1	"	"	37	3	"
85	DEMINO (Vincent-Antoine- Carmine) (1).	2 sept. 1800.	Capoue (Deux-Siciles).	Soldat du génie.	30	10	13	1	8	15	32	6	15

(1) Naturalisé Français.

(a) A la condition que les arrérages ne commenceront qu'à dater du jour où le titulaire aura été rayé des contrôles d'activité, et sauf déduction des sommes qu'il aurait touchées, depuis ladite époque, sur la pension de 327 francs qui lui a été accordée le 24 mai 1852, et que la présente annule. — (b) A la condition que les arrérages ne commenceront qu'à dater du jour où le titulaire aura été rayé des contrôles d'activité, et sauf déduction des sommes qu'il aurait perçues, depuis ladite époque, sur la pension de 323 francs qui lui a été accordée le 12 avril 1852, et que la présente annule. — (c) A la condition que les arrérages ne commenceront qu'à dater du jour où le titulaire aura été rayé des contrôles d'activité, et sauf déduction des sommes perçues, depuis ladite époque, sur la pension de 261 francs, qui lui a été accordée le 15 avril 1849, et que la présente annule. — (d) A la condition que les arrérages ne commenceront qu'à dater du jour où le titulaire aura été rayé des contrôles d'activité, et sauf déduction des sommes perçues, depuis ladite époque, sur la pension de 282 francs qui lui a été accordée le 18 juin 1852, et que la présente annule. — (e) A la condition que les arrérages ne commenceront qu'à dater du jour où le titulaire aura été rayé des contrôles d'activité, et sauf déduc-

2. Ces pensions seront inscrites au trésor public, avec jouissance du jour indiqué à chaque article du tableau qui précède.

3. Avant le premier paiement de ces pensions, les titulaires seront tenus de produire au payeur un certificat du sous-intendant militaire de leur département, énonçant le temps pendant lequel ils auraient reçu sur les fonds de la guerre, ou de l'hôtel des invalides, depuis l'époque de jouissance indiquée ci-dessus, un traitement militaire ou une allocation incompatible avec une pension militaire, pour que le même temps leur soit déduit sur le décompte à faire des arrérages de leur pension.

Ce certificat indiquera si les titulaires sont passibles d'une

ARTICLES de la loi 11 avril 1831 applicables cette fixation.	GRADE sur lequel la pension est réglée.	QUOTITÉ de la pension.	POSITION actuelle des titulaires.	ÉPOQUE de l'entrée en jouissance de leur pension.	DOMICILE des titulaires.
9, 10 et 11.	Maréchal des logis. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	336 ^f (a)	Jouit d'une pension de retraite.	26 mars 1852.	St-Geniez-de-Magloire (Gard).
<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>	332 (b)	<i>Idem.</i>	10 février 1852.	Courson (Yonne).
<i>Idem.</i>	Caporal. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	289 (c)	<i>Idem.</i>	15 avril 1849.	Paris (Seine).
<i>Idem.</i>	Brigadier. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	289 (d)	<i>Idem.</i>	10 avril 1852.	Rennes (Ille-et-Vilaine).
<i>Idem.</i>	Gendarme. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	267 (e)	<i>Idem.</i>	13 janvier 1852.	Bedouze (Loire).
<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>	276 (f)	<i>Idem.</i>	1 ^{er} mars 1851.	Cahors (Lot).
<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>	267 (g)	<i>Idem.</i>	16 décembre 1851.	Villeneuve-lès-Avignon (Gard).
<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>	285 (h)	<i>Idem.</i>	1 ^{er} mars 1852.	Salars (Aveyron).
9 et 10.	Soldat.	215 (i)	<i>Idem.</i>	18 mai 1852.	Montpellier (Hérault).
	TOTAL.....	72,883			

tion des sommes qu'il aurait touchées, depuis cette époque, sur la pension de 261 francs qui lui a été accordée le 12 avril 1852, et que la présente annule. — (f) A la condition que les arrérages ne commenceront qu'à dater du jour où le titulaire aura été rayé des contrôles d'activité, et sauf déduction des sommes qu'il aurait touchées, depuis cette époque, sur la pension de 276 francs qui lui a été accordée le 26 mars 1852, et que la présente annule. — (g) A la condition que les arrérages ne commenceront qu'à dater du jour où le titulaire aura été rayé des contrôles d'activité, et sauf déduction des sommes qu'il aurait touchées, depuis ladite époque, sur la pension de 261 francs qui lui a été accordée le 19 février 1852, et que la présente annule. — (h) A la condition que les arrérages ne commenceront qu'à dater du jour où le titulaire aura été rayé des contrôles d'activité, et sauf déduction des sommes qu'il aurait touchées, depuis ladite époque, sur la pension de 279 francs qui lui a été accordée le 24 mai 1852, et que la présente annule. — (i) A la condition que les arrérages ne commenceront qu'à dater du jour où le titulaire aura été rayé des contrôles d'activité, et sauf déduction des sommes qu'il aurait touchées, depuis ladite époque, sur la pension de 210 francs qui lui a été accordée le 10 juillet 1852, et que la présente annule.

retenue pour débet envers le trésor public, envers l'administration du corps dont ils font partie, etc, afin qu'elle soit continuée dans la proportion relative à la quotité de leur pension.

4. Les ministres de la guerre et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait à Saint-Cloud, le 1^{er} Décembre 1852.

Signé LOUIS-NAPOLÉON.

Le Ministre de la guerre,

Signé A. DE SAINT-ARNAUD.

N° 7505. — *DÉCRET qui accorde à vingt-cinq Militaires des Pensions de retraite à titre d'ancienneté de service.*

Du 1^{er} Décembre 1852.

LOUIS-NAPOLÉON, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu, 1^{er} les articles 25 et 26 de la loi du 25 mars 1817, et l'article 3 de l'ordonnance du 20 juin suivant;

2^o La loi du 11 avril 1831, sur les pensions de l'armée de terre;

3^o Les lois sur les crédits affectés à l'inscription des pensions militaires au trésor public;

4^o La fixation, établie d'après la révision du Conseil d'état, des pensions de retraite comprises dans le présent décret, portant le n° 68;

5^o L'avis du ministre des finances, en date du 30 novembre 1852,

NOM ET PRÉNOMS.	NAISSANCE.		GRADES, armes, etc.	SERVICES effectifs.			CAMPAGNES			TOTAL.		
	Dates.	Lieux.		Ans.	Mois.	Jours.	Ans.	Mois.	Jours.	Ans.	Mois.	Jours.
1 GUY (Claude-François)...	26 nov. 1800.	Lons-le-Saunier (Jura).	Chef de bataillon au 58 ^e régiment d'infanterie de ligne.	33	9	"	2	"	"	35	9	"
2 POIXALOLLE (Louis-Nicolas).	29 sept. 1801.	Verners (Seine-et-Oise).	Capitaine au 1 ^{er} régiment d'infanterie de ligne.	30	"	15	9	"	"	39	"	15
3 CATHALA (Jean) dit JEAN-SEMIN.	1800.	Lesconnes (Ariège).	Idem au 19 ^e idem.	30	7	17	4	"	"	34	7	17
4 PELISSIÉ (Abel).....	18 janv. 1798.	Réalville (Tarn-et-Garon).	Idem.	31	4	1	3	"	"	34	4	1
5 MICHELET (Jean-Baptiste).	21 juill. 1802.	Jarny (Moselle).	Capitaine au 7 ^e régiment d'infanterie légère.	30	4	17	5	"	"	34	4	17
6 JOSSEMAN (Jacques).....	6 mars 1799.	Saint-Jeannet (Var).	Capitaine au 7 ^e régiment de dragons.	31	"	18	1	"	"	32	"	18
7 LACAZE (Louis-Jeulle)...	20 oct. 1802.	Lombes (Gers).	Capitaine au 2 ^e régiment de chasseurs d'Afrique.	30	8	5	32	"	"	62	8	5
8 ANIEL (Jean-Pierre-Benoî- nin).	Juin 1796.	Digne (Basses-Alpes).	Sergent, gendarme à la compagnie des Basses-Alpes.	33	"	16	1	"	"	34	"	16
9 FITTE (Dominique).....	4 oct. 1796.	Vic-Bigorre (H.-Pyrenées).	Sergent, gendarme à la compagnie des Hautes-Alpes.	33	"	15	"	"	"	33	"	15
10 QUOTTEL (Ambroise-Jacques).	23 juill. 1798.	Nouaille (Vienne).	Sergent.	30	4	11	1	"	"	31	4	11
11 HEYMANN (Frédéric).....	6 juin 1803.	Wasselonne (Bas-Rhin).	Maître armurier au 10 ^e régiment de chasseurs.	32	9	"	"	"	"	32	9	"
12 COUPEL (Joseph-Antoine).	30 mars 1795.	Barcelonnette (Basses-Alpes).	Maréchal des logis à la compagnie de gendarmerie des Basses-Alpes.	33	6	21	3	"	"	36	6	21

exprimant qu'il a reconnu la légalité de cette fixation et la possibilité d'imputer les pensions proposées, montant à la somme de quinze mille huit cent quatre-vingt-six francs, sur le crédit d'inscription ouvert pour l'année 1852;

Sur le rapport du ministre de la guerre,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Il est accordé à chacun des vingt-cinq militaires dénommés au tableau ci-après une pension de retraite fixée conformément aux indications de ce tableau (1), savoir :

(1) Les titulaires de ces pensions ne devront se pourvoir, soit près du payeur, soit près du ministre des finances, pour réclamer leur certificat d'inscription au trésor, qu'un mois après l'insertion du présent décret au Bulletin des lois.

ARTICLES de la loi du 11 avril 1831 applicables à cette fixation.	GRADE sur lequel la pension est réglée.	QUANTITÉ de la pension.	POSITION actuelle des titulaires.	ÉPOQUE de l'entrée en jouissance de leur pension.	DOMICILE des titulaires.
9 et 10.	Chef de bataillon.	1,650 ^f (a)	En activité.	1 ^{er} septembre 1852.	"
Idem.	Capitaine.	1,390 (a)	Idem.	1 ^{er} novembre 1852.	Cherbourg (Manche).
Idem.	Idem.	1,300 (a)	Idem.	23 octobre 1852.	Tarbes (Hautes-Pyrénées).
Idem.	Idem.	1,290 (a)	Idem.	25 octobre 1852.	Toulouse (Haute-Garonne).
9, 10 et 11.	Capitaine. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	1,572 (a)	Idem.	16 novembre 1852.	Paris (Seine).
9 et 10.	Capitaine.	1,250 (a)	Idem.	18 octobre 1852.	Strasbourg (Bas-Rhin).
Idem.	Idem.	1,600 (a)	Idem.	Idem.	Samatan (Gers).
9, 10 et 11.	Sergent. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	341 (a)	Idem.	15 septembre 1852.	Digne (Basses-Alpes).
Idem.	Idem.	332 (a)	Idem.	10 septembre 1852.	Vic-Bigorre (Hautes-Pyrénées).
Idem.	Idem.	314 (a)	Idem à la 2 ^e com- pagnie de sous-offi- ciers vétérans.	18 octobre 1852.	Paris (Seine).
Idem.	Maître ouvrier. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	327 (a)	En activité.	23 octobre 1852.	Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme).
Idem.	Maréchal des logis. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	363 (a)	Dans ses foyers.	15 septembre 1852.	Colmar (Basses-Alpes).

(a) A la condition que les arrérages ne commenceront qu'à dater du jour où le titulaire aura été rayé des contrôles d'activité.

NOM ET PRÉNOM.	NAISSANCE.		GRADES, armes, etc.	SERVICES effectifs.			CAMPAGNES			TOTAL	
	Dates.	Lieux.		Ans.	Mois.	Jours.	Ans.	Mois.	Jours.	Ans.	Mois.
13 LERÉVEUR (Jean-Baptiste-Désiré).	30 mars 1803.	Douai (Nord).	Maréchal des logis au 1 ^{er} régiment d'artillerie.	30	10	5	7	"	"	37	10
14 OURBAN (Eustache) (1)...	18 juin 1801.	Crema (Italie).	Maréchal des logis, brigadier à la compagnie de gendarmerie de Seine-et-Oise.	36	8	19	1	"	"	37	8
15 DÜCKENHEIM (Philippe)...	30 avril 1799.	Gunsstett (Bas-Rhin).	Maréchal des logis, gendarme à la compagnie de la Haute-Vienne.	31	9	23	1	"	"	32	9
16 HUARD (Claude).....	26 sept. 1798.	Alleray (Saône-et-Loire).	Caporal, gendarme à la compagnie des Hautes-Pyrénées.	28	9	"	1	"	"	23	9
17 WICEMANN (François-Joseph).	9 sept. 1801.	Ergersheim (Bas-Rhin).	Brigadier au 5 ^e régiment d'artillerie.	30	4	17	5	"	"	35	4
18 CHAUMETON (Jean-François).	18 juin 1798.	Toulouse (Haute-Garonne).	Brigadier, gendarme à la compagnie du Gers.	34	3	17	1	"	"	35	3
19 NICOLLET (Pierre).....	21 avril 1794.	Villard-de-Lans (Isère).	Brigadier, gendarme à la compagnie de l'Isère.	37	10	6	2	"	"	38	10
20 DENNER (Ferdinand) (2).	31 mai 1796.	Landau (Bavière).	Gendarme à la compagnie du Loiret.	33	3	15	"	"	"	33	3
21 DUPUY (Guillaume).....	23 nov. 1787.	Tulle (Corrèze).	Maître ouvrier à la manufacture d'armes de Tulle.	38	9	28	"	"	"	38	9
22 LACOMBE (Noël).....	15 janv. 1802.	Idem.	Idem.	34	9	5	"	"	"	34	9
23 HUMMEL (Jacques).....	19 juill. 1801.	Avolsheim (Bas-Rhin).	Ouvrier à la manufacture d'armes de Mulais.	30	9	8	"	"	"	30	9
24 GERMAIN (François-Marie).	21 fév. 1795.	Saint-Omer (Pas-de-Calais).	Sergent.	31	6	16	8	"	"	39	6
25 VIOUË (Bernard).....	17 août 1796.	Carcenac (Aveyron).	Gendarme.	33	"	20	1	"	"	34	"

(1) Naturalisé Français. — (2) Fils de Français.

(a) A la condition que les arrérages ne commenceront qu'à dater du jour où le titulaire aura été rayé des contrôles d'activité. — (b) *Idem* et sauf déduction des sommes perçues, depuis ladite époque, sur la pension de 327 frs qui lui a été accordée le 12 avril 1852, et que la présente annule. — (c) A la condition que les arrérages ne se

2. Ces pensions seront inscrites au trésor public, avec jouissance du jour indiqué à chaque article du tableau qui précède.

3. Avant le premier paiement de ces pensions, les titulaires seront tenus de produire au payeur un certificat du sous-inten-

ARTICLES de la loi du 22 avril 1891 applicables à cette fixation.	GRADE sur lequel la pension est réglée.	QUANTITÉ de la pension.	POSITION actuelle des titulaires.	ÉPOQUE de l'entrée en jouissance de leur pension.	DOMICILE des titulaires.
9, 10 et 11.	Maréchal des logis. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	372 ^f (a)	En activité.	18 octobre 1852.	Metz (Moselle).
Idem.	Idem.	372 (a)	Dans ses foyers.	6 mars 1852.	Houdan (Seine-et-Oise).
Idem.	Idem.	327 (a)	En activité.	15 octobre 1852.	Aix (Haute-Vienne).
Idem.	Caporal. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	293 (a)	Idem.	11 octobre 1852.	Montesquieu- sur-le-Canal (Haute-Garonne).
Idem.	Brigadier. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	304 (a)	Idem.	18 octobre 1852.	Ergersheim (Bas-Rhin).
Idem.	Idem.	304 (a)	Idem.	15 octobre 1852.	Vie-Fezensac (Gers).
Idem.	Idem.	336 (a)	Idem.	Idem.	Corps (Isère).
Idem.	Gendarme. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	261 (a)	Idem.	15 septembre 1852.	"
Idem.	Maître ouvrier. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	381 (a)	Idem.	29 octobre 1852.	Tulle (Corrèze).
Idem.	Idem.	346 (a)	Idem.	20 octobre 1852.	Idem.
9 et 10.	Ouvrier.	205 (a)	Idem.	18 octobre 1852.	Avolsheim (Bas-Rhin).
9, 10 et 11.	Sergent. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	390 (b)	Jouit d'une pen- sion de retraite.	17 janvier 1852.	Collet-de-Dèze (Lozère).
Idem.	Gendarme. (Ayant 12 ans d'activité dans ce grade.)	267 (c)	Idem.	15 avril 1852.	Rodez (Aveyron).
	TOTAL.....	15,826			

enceront qu'à dater du jour où le titulaire aura été rayé des contrôles d'activité, et sauf déduction des sommes versées, depuis ladite époque, sur la pension de 261 francs, qui lui a été accordée le 18 juin 1852, et que la présente annule.

dant militaire de leur département, énonçant le temps pendant lequel ils auraient reçu, sur les fonds de la guerre ou de l'hôtel des invalides, depuis l'époque de jouissance indiquée ci-dessus, un traitement militaire ou une allocation incompatible avec

une pension militaire, pour que le même temps leur soit déduit sur le décompte à faire des arrérages de leur pension.

Ce certificat indiquera si les titulaires sont passibles d'une retenue pour débet envers le trésor public, envers l'administration du corps dont ils font partie, etc. afin qu'elle soit continuée dans la proportion relative à la quotité de leur pension.

4. Les ministres de la guerre et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait à Saint-Cloud, le 1^{er} Décembre 1852.

Signé LOUIS-NAPOLÉON.

Le Ministre de la guerre,

Signé A. DE SAINT-ARNAUD.

N° 7506. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre de la guerre) qui nomme dans l'ordre national de la Légion d'honneur, savoir :

COMMANDEUR.

M^{re} Pavy (Louis-Antoine-Augustin), évêque d'Alger; officier du 27 avril 1845.

OFFICIER.

M. Pajo de Lafitole (François-Paul-Joseph), chef de bataillon en retraite; commissaire du Gouvernement près le premier conseil de guerre de la dix-neuvième division militaire; trente-trois ans de service effectif, huit campagnes et une blessure; chevalier du 28 avril 1841.

CHEVALIERS.

M. Buresi (Paul-Marie), sous-lieutenant à la première compagnie de gendarmerie de la Corse (dix-septième légion); vingt-trois ans de service effectif et quatre campagnes; a courageusement contribué à la destruction de la bande de Serafino.

M. Badie (Jean), gendarme à la première compagnie de gendarmerie de la Corse (dix-septième légion), vingt-quatre ans de service effectif; a courageusement contribué à la destruction de la bande de Serafino.

M. Le Vicomte (Alexandre-Charles), chef de bataillon au quinzième régiment d'infanterie de ligne; vingt-six ans de service effectif et deux campagnes.

M. Crouzières (François-Louis-Pierre), maréchal des logis au premier régiment de chasseurs d'Afrique; quatorze ans de service effectif et quinze campagnes; s'est distingué dans l'expédition commandée par le général L'Admirault.

M. Rosier (Jean-Baptiste-Eugène), capitaine au premier régiment de spahis; vingt-trois ans de service effectif et dix-sept campagnes; s'est distingué dans l'expédition commandée par le général L'Admirault.

M. Reissinger (Frédéric-Gaillaume), vétérinaire de première classe au neuvième régiment d'artillerie; vingt-neuf ans de service effectif et une campagne; a complètement perdu l'usage des deux jambes par suite d'une chute de cheval.

M. Berger (Jean-Joseph), maréchal des logis au quatorzième régiment d'artillerie; vingt-neuf ans de service effectif et douze campagnes. (Du 11 Août 1852.)

N° 7507. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre de la guerre) qui nomme officier de l'ordre national de la Légion d'honneur **M. Audouin (Jean-Alexandre)**, chef d'escadron au treizième régiment de chasseurs; cet officier supérieur compte trente-quatre ans de service effectif et trois campagnes; il est chevalier de la Légion d'honneur depuis le 14 avril 1844. (Du 15 Août 1852.)

N° 7508. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre de la guerre) qui nomme chevalier de l'ordre national de la Légion d'honneur **M. Boëto (Jean-Baptiste-Alexandre)**, capitaine au troisième bataillon d'infanterie légère d'Afrique; cet officier compte dix-neuf ans de service effectif, quinze campagnes et une blessure. (Du 15 Août 1852.)

N° 7509. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre de la guerre) qui nomme chevalier de l'ordre national de la Légion d'honneur **M. Cetto (Étienne-Charles)**, inspecteur de deuxième classe, chef du service des forêts dans la province d'Alger; ce fonctionnaire compte vingt et un ans de service effectif, dont six en Algérie. (Du 18 Août 1852.)

N° 7510. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre de la guerre) qui nomme chevalier de l'ordre national de la Légion d'honneur **M. Aubert (Pierre-Louis-Eugène)**, sergent au premier régiment de zouaves; ce militaire compte neuf ans de service effectif, neuf campagnes et une blessure reçue sur les murs de Zaatcha, où il a planté le fanion du général Canrobert. (Du 21 Août 1852.)

N° 7511. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre de la guerre) qui nomme chevaliers de l'ordre national de la Légion d'honneur les militaires dont les noms suivent, savoir :

M. Jeunet (Jean-Étienne), capitaine au dix-neuvième régiment d'infanterie de ligne; vingt-neuf ans de service effectif et trois campagnes.

M. Rabillon (Frédéric-Aimé), capitaine au soixante-troisième régiment d'infanterie de ligne; vingt-huit ans de service effectif et cinq campagnes.

M. Trautwein (Jean), maréchal des logis au premier régiment de carabiniers; vingt-cinq ans de service effectif et une campagne.

M. Roch (Pierre-Joseph), capitaine en second au deuxième régiment de carabiniers; vingt-trois ans de service effectif.

M. Bastide (Jean), capitaine au sixième régiment de cuirassiers; vingt-sept ans de service effectif.

M. Hauet (Claude-Félix-Charlemagne), capitaine adjudant-major au septième régiment de cuirassiers; vingt ans de service effectif et une campagne.

M. Clerget (Benoit-Jean-Baptiste), capitaine commandant au douzième régiment de dragons; vingt et un ans de service effectif et une campagne. (Du 22 Août 1852.)

N° 7512. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre de la guerre) qui nomme dans l'ordre national de la Légion d'honneur, savoir :

OFFICIER.

M. Conteaux (Prosper-Nicolas), chef d'escadron, sous-directeur des études à l'école spéciale militaire; trente-neuf ans de service effectif; chevalier du 20 avril 1839.

CHEVALIERS.

M. Lefaiivre (Joseph-Alexis), professeur de langue allemande à l'école spéciale militaire; trente ans de service effectif.

M. Allaire (Jean-Louis), garde d'artillerie de première classe; vingt-cinq ans de service effectif. (Du 30 Août 1852.)

N° 7513. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre de la guerre) qui nomme grand-officier de l'ordre national de la Légion d'honneur M. Lapène (Blaise-Jean-François-Édouard), général de brigade commandant l'artillerie dans la huitième division territoriale; quarante-huit ans de service effectif, onze campagnes et deux blessures; commandeur de l'ordre le 16 août 1850. (Du 31 Août 1852.)

N° 7514. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre de la guerre) qui nomme chevaliers de l'ordre national de la Légion d'honneur, savoir :

M. de Bouard (Osman-Jean-François), sous-lieutenant au troisième régiment de chasseurs d'Afrique; seize ans de service effectif et seize campagnes.

M. Bilkassem ben si Ahmet, brigadier au troisième régiment de spahis; dix ans de service effectif, dix campagnes et trois blessures.

M. Saguet (Louis-Ernest-Joseph), lieutenant en second au treizième régiment d'artillerie (onzième batterie); dix-neuf ans de service effectif et six campagnes.

M. Hadj bel Kasseu ben ba Ahmed, kaïd de l'Edough, subdivision de Bone; dix ans de service effectif et dix campagnes; signalé pour son dévouement à la France lors de la dernière insurrection en Algérie. (Du 8 Septembre 1852.)

N° 7515. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé

par le ministre de la guerre) qui nomme dans l'ordre national de la Légion d'honneur, savoir :

OFFICIERS.

M. de Latour da Pin (*André-Nicolas-René*), chef de bataillon au cinquième régiment d'infanterie de ligne; chevalier du 30 avril 1836; trente-deux ans de service effectif, quinze campagnes.

M. Durand (*Jean-André*), chef de bataillon au soixante et douzième régiment d'infanterie de ligne; chevalier du 25 avril 1840; trente-sept ans de service effectif et dix campagnes.

M. Gay (*Pierre-Hippolyte*), chef de bataillon au quinzième régiment d'infanterie légère; chevalier du 14 avril 1844; trente-cinq ans de service effectif et six campagnes.

M. Dubosc de Neuilly (*Jean-Louis*), chef d'escadron de cavalerie en non-activité pour infirmités temporaires; chevalier du 28 mai 1846; trente-neuf ans de service effectif et deux campagnes.

CHEVALIERS.

M. Potel (*Nicolas*), adjudant sous-officier à l'hôtel des invalides; dix-huit ans de service effectif, treize campagnes et une blessure.

M. Deseoave (*Julien*), capitaine au cinquième régiment d'infanterie de ligne; vingt-quatre ans de service effectif et cinq campagnes.

M. Coulon (*Emmanuel*), capitaine au cinquième régiment d'infanterie de ligne; vingt-quatre ans de service effectif et huit campagnes.

M. Clément (*Charles-Édouard*), capitaine au treizième régiment d'infanterie de ligne; vingt-sept ans de service effectif et quatre campagnes.

M. Demain (*Jean-Baptiste*), sergent au treizième régiment d'infanterie de ligne; vingt-deux ans de service effectif et trois campagnes.

M. de Galy (*Jean-Sébastien*), capitaine au treizième régiment de ligne; vingt-six ans de service effectif et cinq campagnes.

M. Aubertin (*Nicolas*), capitaine au trente-septième régiment de ligne; vingt-sept ans de service effectif et une campagne.

M. Grimmerat (*Edme-Victor*), capitaine au trente-septième régiment d'infanterie de ligne; vingt-sept ans de service effectif et une campagne.

M. Guerra (*Jean*), chef de musique du trente-septième régiment d'infanterie de ligne; vingt-cinq ans de service effectif, quatre campagnes.

M. Veil (*Abraham-Joseph*), capitaine au cinquante-huitième régiment d'infanterie de ligne; vingt ans de service effectif et neuf campagnes.

M. Blaise (*Jean-Michel-Victor*), lieutenant au cinquante-huitième régiment d'infanterie de ligne; vingt ans de service effectif et neuf campagnes.

M. Esquivet (*Louis-Hippolyte*), sergent, maître armurier au cinquante-huitième régiment d'infanterie de ligne; trente-deux ans de service effectif et treize campagnes.

M. Radet (*Jacques-Eugène*), lieutenant au soixante et douzième régiment d'infanterie de ligne; vingt-six ans de service effectif et une campagne.

M. Heuclin (*Joseph*), tambour-major du soixante et douzième régiment d'infanterie de ligne; dix-neuf ans de service effectif et une campagne.

M. Briard (*Pierre*), capitaine adjudant-major au douzième régiment d'infanterie légère; vingt ans de service effectif et huit campagnes.

M. Coblentz (*Adolphe*), médecin-major au douzième régiment d'infanterie légère; vingt ans de service effectif et sept campagnes.

M. Monia (*Napoléon-Pierre-Édouard-Victoire*), capitaine au deuxième régiment d'infanterie légère; vingt-deux ans de service effectif et neuf campagnes.

M. Bigault-Cazanove (*Claude-Firmin*), capitaine au quinzième régiment d'infanterie légère; trente ans de service effectif et une campagne.

M. Fistid (*Jean-Philippe-Léandre*), lieutenant au quinzième régiment d'infanterie légère; huit ans de service et une campagne; dans la nuit du 6 au 7 décembre 1851, à la tête de vingt-cinq hommes, il a attaqué courageusement une bande de sept à huit cents insurgés qui voulaient s'emparer de la mairie de Toucy (Yonne).

M. Momy (*Étienne*), sergent au sixième bataillon de chasseurs à pied; dix-huit ans de service effectif et sept campagnes. (*Du 11 Septembre 1852.*)

N° 7516. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) qui nomme chevalier de l'ordre national de la Légion d'honneur **M. Verdier** (*César-Émile*), directeur des postes à Saint-Pierre-le-Moustier; quinze ans de services; conduite très-courageuse lors des troubles du mois de décembre 1851. (*Du 15 Septembre 1852.*)

N° 7517. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) qui nomme chevaliers de l'ordre national de la Légion d'honneur, savoir :

M. Bernier (*Charles-Nicolas*), directeur des contributions indirectes du département de l'Allier, qui compte quarante et un ans de services.

M. de Fougères (*Auguste-Jean-Baptiste-Silvain*), directeur de l'enregistrement et des domaines du département de l'Allier, qui compte trente ans de services. (*Du 16 Septembre 1852.*)

N° 7518. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre de l'instruction publique et des cultes) qui nomme chevalier de l'ordre national de la Légion d'honneur **M. l'abbé Froget**, curé à Saint-Étienne (Loire). (*Du 18 Septembre 1852.*)

N° 7519. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre de l'instruction publique et des cultes) qui nomme commandeur de l'ordre national de la Légion d'honneur Son Éminence **M^{se} le cardinal de Bonald**, archevêque de Lyon, officier de l'ordre national de la Légion d'honneur depuis le 8 février 1841. (*Du 19 Septembre 1852.*)

N° 7520. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre de la guerre) qui nomme dans l'ordre national de la Légion d'honneur, savoir :

OFFICIERS.

M. Viallet (*Jean-Baptiste-Armand*), sous-intendant militaire de première

classe; vingt-neuf ans de service effectif et deux campagnes; chevalier du 28 avril 1841.

M. Viard (*Édouard-Denis-Joseph*), chef d'escadron de gendarmerie commandant la compagnie de l'Allier; trente-cinq ans de service effectif; chevalier du 15 avril 1846.

M. de Bigault du Granrut (*Jean-Marie*), chef de bataillon au vingt et unième régiment d'infanterie de ligne; vingt-huit ans de service effectif et six campagnes; chevalier du 17 août 1841.

M. Folliot d'Urville (*Gustave-Charles-Amédée*), chef de bataillon au vingt-septième régiment d'infanterie de ligne; vingt-neuf ans de service effectif, une campagne et une blessure; chevalier du 20 avril 1831.

M. Cros (*Jean-Baptiste-Frédéric*), chef de bataillon au trente-neuvième régiment d'infanterie de ligne; vingt et un ans de service effectif et quatre campagnes; chevalier du 14 avril 1844.

M. Javel (*Jules-Emmanuel*), lieutenant-colonel du soixante et dixième régiment d'infanterie de ligne; trente-quatre ans de service effectif et quatre campagnes; chevalier du 26 avril 1841.

M. de Léantand (*Frédéric-Charles*), chef d'escadron au troisième régiment de cuirassiers; trente-cinq ans de service effectif; chevalier du 27 avril 1838.

M. Girardot (*Pierre-Joseph*), chef d'escadron au cinquième régiment de dragons; trente-quatre ans de service effectif et deux campagnes; chevalier du 25 avril 1840.

M. Platel (*Victorique*), lieutenant-colonel, adjoint au commandant de l'artillerie dans la huitième division militaire; trente-neuf ans de service effectif et deux campagnes; chevalier du 18 avril 1834.

M. Masolet (*Hippolyte-Joseph-Antoine*), chef d'escadron d'artillerie, directeur de la manufacture d'armes de Saint-Étienne; trente-huit ans de service effectif et une campagne; chevalier du 27 avril 1834.

M. Bonnard de Brosses de la Barge (*Ambroise-Constant*), chef d'escadron, commandant le dépôt de recrutement du Rhône; quarante ans de service effectif et deux campagnes; chevalier du 30 avril 1836.

CHEVALIERS.

M. d'Ornant (*Marie-Édouard*), capitaine d'état-major; onze ans de service effectif et une campagne.

M. Roussel (*Jean-Nicolas*), lieutenant adjudant de place à Lyon; vingt-six ans de service effectif.

M. de Bouya (*Frédéric-Gabriel*), lieutenant de gendarmerie à Saint-Amand (Cher); dix-sept ans de service effectif et six campagnes; mis à l'ordre du jour de la huitième légion aux événements de décembre 1851.

M. Bourlard (*Ernstus*), gendarme à cheval à Fourchambault (Nièvre); trente ans de service effectif et quatre campagnes.

M. Montpellier (*Julien-Michel*), capitaine trésorier de la compagnie de gendarmerie de l'Allier; trente-cinq ans de service effectif et une campagne.

M. Guibert (*Jean*), gendarme à Écoche (Loire); trente-trois ans de service effectif, une campagne et une blessure.

M. Fournier (*Pierre*), brigadier de gendarmerie à Anse (Rhône), vingt-neuf ans de service effectif; une campagne et une blessure.

M. Weissenberger (*Xavier*), lieutenant au quatorzième régiment d'infanterie de ligne; vingt et un ans de service effectif et neuf campagnes.

M. Calmès (Antoine), sergent au quatorzième régiment d'infanterie de ligne; dix-sept ans de service effectif et quatre campagnes.

M. Giraud (François-Joseph), capitaine au quinzième régiment d'infanterie de ligne; vingt-quatre ans de service effectif et deux campagnes.

M. Sègue (François), sous-lieutenant au quinzième régiment d'infanterie de ligne; vingt-huit ans de service effectif et deux campagnes.

M. Blatteau (Louis-Toussaint), capitaine au vingt et unième régiment d'infanterie de ligne; vingt-quatre ans de service effectif.

M. Charoussat (Jean-François-Joseph), lieutenant au vingt et unième régiment d'infanterie de ligne; vingt ans de service effectif, trois campagnes et une blessure.

M. Dautun (Thomas), capitaine adjudant-major au trente-neuvième régiment d'infanterie de ligne; dix-huit ans de service effectif, sept campagnes et deux blessures.

M. Morel (Pierre-Jules), capitaine au trente-neuvième régiment d'infanterie de ligne; vingt-quatre ans de service effectif et deux campagnes.

M. Rouge (Charles), capitaine adjudant-major au quarante-deuxième régiment d'infanterie de ligne; vingt-deux ans de service effectif et une campagne.

M. Ernouf (Victor), lieutenant au quarante-deuxième régiment d'infanterie de ligne; vingt-quatre ans de service effectif et six campagnes.

M. Damasseau (François), capitaine au cinquante-troisième régiment d'infanterie de ligne; vingt-six ans de service effectif et seize campagnes.

M. Olivier (Louis-Jules), capitaine au cinquante-troisième régiment d'infanterie de ligne; vingt-cinq ans de service effectif, huit campagnes et une blessure.

M. Roujon (Antoine-Ernest), capitaine au cinquante-septième régiment d'infanterie de ligne; vingt-sept ans de service effectif et trois campagnes.

M. Reynier (Gustave), capitaine au cinquante-septième régiment d'infanterie de ligne; vingt-neuf ans de service effectif.

M. Rémy (François), capitaine au soixante et dixième régiment d'infanterie de ligne; vingt-quatre ans de service effectif.

M. Viville (Dominique), capitaine au soixante et dixième régiment d'infanterie de ligne; vingt-deux ans de service effectif.

M. Basquin (Jean-Baptiste), capitaine au soixante et onzième régiment d'infanterie de ligne; vingt-cinq ans de service effectif et une campagne.

M. Morel (Jean-Baptiste-Eugène), capitaine au soixante et onzième régiment d'infanterie de ligne; vingt-deux ans de service effectif et deux campagnes.

M. Morrel (Auguste-Sébastien), capitaine au quatrième régiment d'infanterie légère; vingt-six ans de service effectif, quatre campagnes et une blessure.

M. Puyssot (Charles-Gabriel), capitaine au troisième bataillon de chasseurs à pied; quatorze ans de service effectif et sept campagnes.

M. Soubès (Henri), lieutenant au dixième bataillon de chasseurs à pied; vingt et un ans de service effectif.

M. de Gondrecourt (Henri-Auguste-Aristide), chef d'escadron au troisième régiment de cuirassiers; vingt ans de service effectif et cinq campagnes.

M. Hefner (Nicolas-Joseph), trompette-major au troisième régiment de cuirassiers; vingt ans de service effectif.

M. *Schneider (Alouis-Isidore)*, capitaine au cinquième régiment de cuirassiers; vingt-trois ans de service effectif.

M. *de Valicourt (André-François-Joseph)*, lieutenant au cinquième régiment de cuirassiers; vingt ans de service effectif.

M. *Pitrat (François)*, capitaine adjudant-major au huitième régiment de cuirassiers; vingt-deux ans de service effectif.

M. *Weber (Victor-Eugène)*, sous-lieutenant au huitième régiment de cuirassiers; vingt-trois ans de service effectif.

M. *Xardel (Nicolas)*, capitaine adjudant-major au premier régiment de dragons; vingt-deux ans de service effectif.

M. *Sarrazin (Michel)*, maréchal des logis au premier régiment de dragons; vingt ans de service effectif.

M. *Campmas (Salvi-Philippe)*, capitaine au quatrième régiment de dragons; vingt et un ans de service effectif.

M. *Lonain (Charles-Joseph)*, lieutenant au quatrième régiment de dragons; vingt et un ans de service effectif.

M. *Dangeville (Jacques-Marie-Joseph-Eugène)*, capitaine instructeur au cinquième régiment de dragons; vingt-trois ans de service effectif.

M. *Goor (Antoine)*, maréchal des logis au cinquième régiment de dragons; vingt ans de service effectif, seize campagnes et un cheval tué sous lui.

M. *Heymann (Frédéric)*, maître armurier au dixième régiment de chasseurs; trente-deux ans de service effectif.

M. *Deviller (Pierre-Norbert-Nicolas)*, garde d'artillerie de première classe à Saint-Étienne; vingt-neuf ans de service effectif et sept campagnes.

M. *Regley (Louis-Adrien)*, capitaine en premier au quatrième régiment d'artillerie; vingt-deux ans de service effectif.

M. *Revel (Jean-Pierre)*, capitaine en second au cinquième régiment d'artillerie; vingt-quatre ans de service effectif et une campagne.

M. *Saurimont (Louis-Albert-Henri)*, capitaine en premier au neuvième régiment d'artillerie; vingt-trois ans de service effectif et une campagne.

M. *Lepoigneur (Edonard-Louis)*, capitaine en second au neuvième régiment d'artillerie; vingt-quatre ans de service effectif et une campagne.

M. *Gardet (Joseph)*, maréchal des logis chef au douzième régiment d'artillerie; dix-neuf ans de service effectif et neuf campagnes.

M. *Germain (Gabriel-Nicolas)*, garde de deuxième classe du génie à Moulins; vingt et un ans de service effectif et sept campagnes.

M. *Guillaume (Antoine-Gustave)*, garde de première classe du génie; vingt-deux ans de service effectif, treize campagnes et une blessure.

M. *Debès (Pierre)*, adjudant sous-officier au cinquième escadron du train des équipages militaires; quinze ans de service effectif et neuf campagnes.

M. *Idt (Louis-Henri)*, pharmacien-major de deuxième classe à l'hôpital militaire de Lyon; vingt et un ans de service effectif et dix campagnes.

M. *Granade (Benjamin)*, adjudant d'administration en premier du service des hôpitaux militaires à Lyon; vingt-deux ans de service effectif et douze campagnes.

M. *Roussel (Isidore-Rémond)*, officier d'administration comptable de deuxième classe du service des subsistances militaires à Orléans; vingt ans de service effectif et huit campagnes. (Du 20 Septembre 1852.)

par le ministre de l'instruction publique et des cultes) qui nomme chevalier de l'ordre national de la Légion d'honneur M^r *Dopdry*, évêque de Gap. (Du 22 Septembre 1852.)

N° 7522. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) qui nomme chevalier de l'ordre national de la Légion d'honneur M. *Siéys* (*François-Emmanuel*), directeur des contributions indirectes à Grenoble, qui compte quarante ans de services. (Du 23 Septembre 1852.)

N° 7523. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) qui nomme chevalier de l'ordre national de la Légion d'honneur M. *Boissier* (*Pierre*), receveur particulier des finances à Carpentras (Vaucluse), qui compte quarante ans de services. (Du 25 Septembre 1852.)

N° 7524. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) qui nomme chevalier de l'ordre national de la Légion d'honneur M. *Caillet* (*Jean-André-Étienne*), directeur des postes à Sisteron (Basses-Alpes); onze ans de services; conduite courageuse lors des troubles du mois de décembre 1851. (Du 25 Septembre 1852.)

N° 7525. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre de l'instruction publique et des cultes) qui nomme chevalier de l'ordre national de la Légion d'honneur M^r *Debella*, archevêque d'Avignon. (Du 25 Septembre 1852.)

N° 7526. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre de l'instruction publique et des cultes) qui nomme chevalier de l'ordre national de la Légion d'honneur M. l'abbé *Masson*, prêtre du diocèse d'Avignon. (Du 25 Septembre 1852.)

N° 7527. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) qui nomme officier de l'ordre national de la Légion d'honneur M. *Falcon* (*Antoine-Adrien-Brune*), payeur du trésor à Marseille; trente-quatre ans de services; chevalier depuis 1834. (Du 27 Septembre 1852.)

N° 7528. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre de l'instruction publique et des cultes) qui nomme chevalier de l'ordre national de la Légion d'honneur M^r *de Mazenod*, évêque de Marseille. (Du 27 Septembre 1852.)

N° 7529. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre de la guerre) qui nomme dans l'ordre national de la Légion d'honneur les militaires dont les noms suivent, savoir :

GRAND-OFFICIER.

M. *Hexquet (Antoine-Charles-Félix)*, général de division, commandant la neuvième division militaire; quarante-cinq ans de service effectif et douze campagnes; commandeur du 13 janvier 1837.

COMMANDEURS.

M. *Chesnon de Champmorin du Jarossey (Jules)*, colonel commandant la place de Toulon; trente-sept ans de service effectif, cinq campagnes et trois blessures; officier du 24 avril 1842.

M. *Dorlodot de Préville (Charles-Marius)*, colonel du deuxième régiment d'artillerie; quarante-trois ans de service effectif et huit campagnes; officier du 22 septembre 1846.

OFFICIERS.

M. *de Princey de Saint-Georges (Léon-Eugène)*, chef de bataillon au huitième régiment d'infanterie de ligne; vingt-sept ans de service effectif, six campagnes et une blessure; chevalier du 22 avril 1847.

M. *Servières (Jacques-Théodore)*, major du trente-deuxième régiment d'infanterie de ligne; trente-sept ans de service effectif et quatre campagnes; chevalier du 14 avril 1844.

M. *Millet (Antoine)*, chef de bataillon au trente-sixième régiment d'infanterie de ligne; quarante et un ans de service effectif, dix campagnes; chevalier du 5 mai 1833.

M. *Lonchamp (Christophe-Félix-Eugène)*, chef de bataillon au cinquante-deuxième régiment d'infanterie de ligne; vingt-neuf ans de service effectif et neuf campagnes; chevalier du 18 septembre 1847.

M. *Jain (Émile-Marc)*, major du soixantième régiment d'infanterie de ligne; trente-six ans de service effectif et une campagne; chevalier du 24 avril 1842.

M. *Joly (Pierre-François-Antoine)*, major du onzième régiment d'infanterie légère; vingt-sept ans de service effectif et quatorze campagnes; chevalier du 30 juin 1844.

CHEVALIERS.

M. *Deschiens (François-Alexandre)*, capitaine d'état-major; dix-sept ans de service effectif et deux campagnes.

M. *Guiard (Nicolas)*, sous-lieutenant archiviste de place à Toulon; vingt-neuf ans de service effectif et sept campagnes.

M. *Roussel (François)*, portier-consigne de troisième classe à Marseille; trente ans de service effectif.

M. *Blucas (Jean-Baptiste-Joseph)*, lieutenant à la compagnie de gendarmerie de Vaucluse; treute et un an de service effectif.

M. *Chabalet (Jean-Baptiste)*, brigadier à la compagnie de gendarmerie de Vaucluse; vingt-cinq ans de service effectif.

M. *Roudon (François)*, gendarme à la compagnie des Bouches-du-Rhône; vingt-huit ans de service effectif et quatre campagnes.

M. Bory (Louis), gendarme à la compagnie des Bouches-du-Rhône; vingt-huit ans de service effectif.

M. Casabianca (Hyacinthe), brigadier de gendarmerie à la compagnie du Var; vingt-sept ans de service effectif et quatre campagnes.

M. Goaty (Victor), brigadier de gendarmerie à la compagnie du Var; vingt-neuf ans de service effectif et deux campagnes.

M. Charvet (André), brigadier de gendarmerie à la compagnie de l'Isère; vingt-neuf ans de service effectif.

M. Massot (Jacques-Casimir), gendarme à cheval à la compagnie des Hautes-Alpes; trente-deux ans de service effectif et une campagne.

M. Giraud (Jean-Baptiste), maréchal des logis chef à la compagnie de la Drôme; trente-deux ans de service effectif.

M. Baccens (Victor-Joseph), major du huitième régiment d'infanterie de ligne; vingt-deux ans de service effectif et une campagne.

M. Samier (Jean-Édouard), capitaine au huitième régiment d'infanterie de ligne; vingt-neuf ans de service effectif et trois campagnes.

M. Dumont (Louis-Hippolyte), capitaine-trésorier du neuvième régiment d'infanterie de ligne; vingt-quatre ans de service effectif et dix campagnes.

M. Genthial (Marie-Joseph-François-Xavier), capitaine au neuvième régiment d'infanterie de ligne; vingt-deux ans de service effectif et sept campagnes.

M. Fardet (Claude-Étienne), capitaine au trente-deuxième régiment d'infanterie de ligne; vingt-sept ans de service effectif et trois campagnes.

M. Tournon (François), lieutenant au trente-sixième régiment d'infanterie de ligne; trente ans de service effectif et onze campagnes.

M. Monié (Jacques), capitaine au quarantième régiment d'infanterie de ligne; vingt-sept ans de service effectif et une campagne.

M. Cayrel (Jean-François-Léon), capitaine au quarantième régiment d'infanterie de ligne; vingt-six ans de service effectif.

M. Cadot (Jean-Édouard), capitaine d'habillement du cinquantième régiment d'infanterie de ligne; vingt-quatre ans de service effectif et deux campagnes.

M. Lamothe-Onrda (Jean-Marie), lieutenant au cinquante-deuxième régiment d'infanterie de ligne; vingt-trois ans de service effectif et quatre campagnes.

M. Mairé (Joseph), capitaine au cinquante-deuxième régiment d'infanterie de ligne; vingt-deux ans de service effectif.

M. Molénac (Guillaume), capitaine au cinquante-quatrième régiment d'infanterie de ligne; trente ans de service effectif et une campagne.

M. Legeay (Jean), capitaine au cinquante-quatrième régiment d'infanterie de ligne; vingt-sept ans de service effectif et trois campagnes.

M. Ferrand (Étienne-Pierre), capitaine adjudant-major au cinquante-septième régiment d'infanterie de ligne; vingt-neuf ans de service effectif.

M. d'Ibois de Thalazac (Henri), capitaine au soixante-cinquième régiment d'infanterie de ligne; vingt-sept ans de service effectif et une campagne.

M. Vanderveken (Charles), capitaine au soixante-cinquième régiment d'infanterie de ligne; vingt-quatre ans de service effectif et deux campagnes.

M. Forgues (Vincent-Dosithée), capitaine trésorier du huitième régiment d'infanterie légère; trente et un ans de service effectif et trois campagnes.

M. Morel (Norbert-Joseph), capitaine d'habillement du huitième régiment d'infanterie légère; trente et un ans de service effectif et trois campagnes.

M. *Lodris (Dominique)*, capitaine au quatorzième régiment d'infanterie légère; trente-trois ans de service effectif et une campagne.

M. *Janin (Jean-François)*, capitaine au quatorzième régiment d'infanterie légère; vingt-quatre ans de service effectif.

M. *Aubry (Nicolas)*, capitaine d'habillement du vingt et unième régiment d'infanterie légère; vingt-six ans de service effectif et quatre campagnes.

M. *Hépat (Jules-Honoré)*, sous-lieutenant au premier bataillon de chasseurs à pied; vingt et un ans de service effectif et cinq campagnes.

M. *Braquet (Louis-Aimable-Désiré-Hippolyte)*, sous-lieutenant au onzième régiment de dragons; vingt-quatre ans de service effectif.

M. *Collet (Pierre-Joseph-Auguste)*, capitaine-trésorier du onzième régiment de dragons; vingt ans de service effectif.

M. *Descudé (Jean-Émile)*, capitaine au troisième régiment de hussards; vingt-quatre ans de service effectif.

M. *Luelle de la Pilorgerie (Camille-Eusèbe)*, capitaine au troisième régiment de hussards; vingt-trois ans de service effectif.

M. *Galibert (Jean)*, capitaine au quatrième régiment de hussards; vingt-quatre ans de service effectif et une campagne.

M. *d'Anglars (Pierre-Paul)*, capitaine au quatrième régiment de hussards; vingt ans de service effectif et une campagne.

M. *Huet (Hylas-Napoléon)*, adjudant-vaguemestre au quatrième régiment de hussards; vingt-deux ans de service effectif.

M. *Nogaret (Marie-Antoine-Étienne-Simon-Achille)*, capitaine d'artillerie, inspecteur de la raffinerie de salpêtre de Marseille; vingt et un ans de service effectif.

M. *Prissette (Isidore-Constant-Joseph)*, garde d'artillerie de première classe à Toulon; trente-deux ans de service effectif et une campagne.

M. *Bertelmy (Louis-Félix)*, capitaine au deuxième régiment d'artillerie; vingt-deux ans de service effectif et six campagnes.

M. *de Saint-Martin (Jules-Édouard)*, capitaine en premier au deuxième régiment d'artillerie; vingt-trois ans de service effectif et une campagne.

M. *Rabatel (Augustin)*, lieutenant en premier au deuxième régiment d'artillerie; quinze ans de service effectif et une campagne.

M. *Noël (Jean-René)*, maréchal des logis chef au deuxième régiment d'artillerie; vingt-six ans de service effectif et deux campagnes.

M. *Meininger (Joseph-Charles)*, capitaine en premier au cinquième régiment d'artillerie; vingt-deux ans de service effectif et trois campagnes.

M. *Jacquin (Joseph)*, maréchal des logis au cinquième régiment d'artillerie; vingt-six ans de service effectif.

M. *Degros (Gabriel-Prosper)*, capitaine de première classe à l'état-major du génie à Grenoble; vingt-quatre ans de service effectif et deux campagnes.

M. *Devèze (Pascal-Alexis)*, capitaine de première classe à l'état-major du génie à Grenoble; vingt ans de service effectif et deux campagnes.

M. *Quiot (Jérôme-Toussaint-Charles)*, capitaine du génie à la direction de Toulon; vingt-trois ans de service effectif et quatre campagnes.

M. *Makéruur (Jean-Mathurin)*, garde de deuxième classe du génie à Toulon; vingt-neuf ans de service effectif et une campagne.

M. *Hansen (Pierre-Joseph-Hubert)*, médecin aide-major à l'hôpital de Toulon; vingt et un ans de service effectif et quatorze campagnes.

M. *Roudil (Pierre)*, médecin aide-major au deuxième régiment d'artillerie; dix-huit ans de service effectif, six campagnes et une blessure.

M. *Salicis* (*Georges-Eugène*), officier comptable de première classe à l'hôpital militaire de Toulon; vingt-deux ans de service effectif et dix-huit campagnes.

M. *Alquié* (*Jean-Adolphe*), officier d'administration comptable de première classe des subsistances, chef de centralisation à Marseille; vingt et un ans de service effectif et quatre campagnes.

M. *Lequien* (*Adolphe-Jean-Baptiste*), capitaine au cinquante-sixième régiment d'infanterie de ligne; détaché au recrutement de l'Isère; trente ans de service effectif et huit campagnes.

M. *Liblan* (*Jean-Nicolas*), capitaine au trente-huitième régiment d'infanterie de ligne, commandant le dépôt de recrutement de Vaucluse; vingt-sept ans de service et quatre campagnes.

M. *de Bonillans* (*Colombe*), greffier du conseil de révision à Marseille; trente-huit ans de service effectif et trois campagnes. (*Du 28 Septembre 1852.*)

N° 7530. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre de l'instruction publique et des cultes) qui nomme chevalier de l'ordre national de la Légion d'honneur M^r *Wicart*, évêque de Fréjus. (*Du 28 Septembre 1852.*)

Certifié conforme :

Paris, le 31^r Décembre 1852,

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire
d'état au département de la Justice,*

ABBATUCCI.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie impériale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

PARTIE SUPPLÉMENTAIRE.

N° 289*.

N° 7531. — *DÉCRET qui supprime le Bureau de bienfaisance des communes réunies du Vaux et du Falga (Haute-Garonne), et crée un Bureau de bienfaisance dans chacune de ces deux communes.*

Du 28 Octobre 1852.

LOUIS-NAPOLÉON, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce;

Vu la délibération du bureau de bienfaisance des communes réunies du Vaux et du Falga, en date du 5 novembre 1851;

Vu la délibération du conseil municipal du Vaux, en date du 9 novembre 1851;

Vu les délibérations du conseil municipal du Falga, en date des 14 décembre 1851 et 16 mai 1852;

Vu l'avis du préfet, en date du 8 juillet 1852, et toutes les pièces produites;

La section de l'intérieur, de l'instruction publique et des cultes du Conseil d'état entendue,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Le bureau de bienfaisance des communes réunies du Vaux et du Falga (Haute-Garonne), est supprimé.

2. Il sera créé un bureau de bienfaisance dans chacune de ces deux communes.

3. Le ministre de l'intérieur, de l'agriculture et du com-

* Voyez un Errata à la fin de ce Numéro.

Le Ministre est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 28 Octobre 1852.

Signé LOUIS-NAPOLÉON.

Le Ministre de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce,

Signé F. DE PERSIGNY.

N° 7532. — *DÉCRET qui autorise la création d'un Hospice dans la ville de Vouziers.*

Du 22 Novembre 1852.

LOUIS-NAPOLÉON, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,
Sur le rapport du ministre de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce ;

Vu les délibérations du conseil municipal de Vouziers, en date du 4 novembre 1851, tendant à obtenir la création d'un hospice dans la commune ;

Vu l'avis du préfet, en date du 21 septembre 1852 ;

Le décret du 25 mars 1852 ;

La section de l'intérieur, de l'instruction publique et des cultes du Conseil d'état entendue,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Est autorisée la création d'un hospice dans la ville de Vouziers (Ardennes).

2. Le ministre de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Fait au palais des Tuileries, le 22 Novembre 1852.

Signé LOUIS-NAPOLÉON.

Le Ministre de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce,

Signé F. DE PERSIGNY.

N° 7533. — *DÉCRET qui reconnaît comme Établissement d'utilité publique la Société d'horticulture de Paris et centrale de France.*

Du 30 Novembre 1852.

LOUIS-NAPOLÉON, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,
Sur le rapport du ministre de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce ;

Vu la demande formée le 7 juin 1852, par la société d'horticulture de Paris et centrale de France, à l'effet d'être reconnue comme établissement d'utilité publique;

Le Conseil d'état entendu,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. La société d'horticulture de Paris et centrale de France est reconnue comme établissement d'utilité publique.

Les statuts sont approuvés tels qu'ils sont annexés au présent décret.

2. Le ministre de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 30 Novembre 1852.

Signé LOUIS-NAPOLÉON.

Par le Prince-Président :

Le Ministre de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce,

Signé F. DE PERSIGNY.

N° 7534. — DÉCRET qui approuve des modifications aux Statuts de la Société anonyme formée à Paris sous la dénomination de Compagnie des houillères de la Chazotte et du Treuil réunies.

Du 1^{er} Décembre 1852.

LOUIS-NAPOLÉON, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce;

Vu l'ordonnance du 27 octobre 1843, portant autorisation de la société anonyme formée à Paris sous la dénomination de Compagnie des houillères de la Chazotte et du Treuil réunies, et approbation de ses statuts;

Vu la délibération prise, le 9 mai 1845, par l'assemblée générale des actionnaires de ladite compagnie, relativement à l'aliénation de la concession du Treuil;

Le Conseil d'état entendu,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. Les modifications proposées aux articles 1^{er}, 2 et 3 des statuts de la société anonyme formée à Paris sous la dénomination de Compagnie des houillères de la Chazotte et du Treuil réunies sont approuvées telles qu'elles sont contenues dans l'acte passé, le 9 novembre 1852, devant M^r Feuld et son collègue, notaires à Paris, lequel acte restera annexé au présent décret.

2, La société sera soumise à toutes les obligations qui dérivent, pour ses auteurs, tant des lois et règlements sur les mines que du cahier des charges spécial à la Chazotte.

3. Le ministre de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Bulletin des lois, inséré au Moniteur et dans un journal d'annonces judiciaires des départements de la Seine et de la Loire.

Fait au palais de Saint-Cloud, le 1^{er} Décembre 1852.

Signé LOUIS-NAPOLÉON.

Par le Président :

Le Ministre de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce,

Signé F. DE PERSIGNY.

Par-devant M^e *Émile Fould* et son collègue, notaires à Paris, soussignés,

Ont comparu :

1^o M. *Jacques Hébert*, propriétaire, chevalier de la Légion d'honneur, demeurant à Paris, rue Notre-Dame-des-Victoires, n^o 14;

2^o M. *Augustin-Henry Millet*, propriétaire, chevalier de la Légion d'honneur, demeurant à Paris, rue Saint-Honoré, n^o 256 ci-devant, et actuellement rue de l'Arcade, n^o 12;

3^o M. *Jean-Pierre Juillien*, propriétaire, demeurant à Paris, rue Neve-Saint-Augustin, n^o 14;

4^o M. *Guillaume Bouclier*, notaire à Paris, y demeurant, rue Neuve-des-Capucines, n^o 19;

5^o M. *Louis Band*, propriétaire, demeurant à Paris, rue de Lancry, n^o 12, et actuellement n^o 16;

6^o M. *Edme-Auguste-Joachim Bôchet*, avocat à la cour d'appel de Paris, y demeurant, rue de Choiseul, n^o 3;

7^o M. *Eugène-Hippolyte Bourgoin*, propriétaire, demeurant à Paris, rue de Rougemont, n^o 9.

Agissant au nom et comme membres du conseil d'administration de la Compagnie anonyme des houillères de la Chazotte et du Treuil réunies, et autorisés à l'effet des présentes, en vertu de la délibération de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires ci-après énoncée;

Lesquels ont exposé ce qui suit :

Suivant acte passé devant M^e *Fould* et son collègue, notaires à Paris, les 7 et 10 octobre 1843, enregistré, il a été procédé à l'établissement des statuts qui devaient régir la société anonyme constituée pour l'exploitation des houillères de la Chazotte et du Treuil réunies.

Ces statuts furent approuvés par ordonnance royale du 27 octobre 1843.

Depuis, M. *Allart de Jassy*, alors directeur de la compagnie, et en vertu des pouvoirs qui lui avaient été conférés par le conseil d'administration, autorisé à cet effet par les délibérations des assemblées générales des 26 janvier 1844 et 20 janvier 1845, a, par acte passé devant M^e *Hennequin* et son collègue, notaires à Lyon, en date du 23 mars 1845, enregistré, cédé à la compagnie générale de la Loire :

1° La concession du Treuil, comprise dans le périmètre n° 7 du bassin houiller de Saint-Etienne;

2° Les magasins d'Andrézieux, les bâtiments et terrains du Treuil et de Cret-de-Roi, les machines, agrès et ustensiles, et tous les objets immeubles par destination servant à l'exploitation de la mine.

Cette cession, soumise à l'approbation de l'assemblée générale des actionnaires, convoquée extraordinairement, a été approuvée par elle dans sa réunion du 9 mai 1845.

Par cette même délibération, le conseil d'administration a été autorisé à poursuivre, devant l'autorité compétente, la suppression dans les statuts de tout ce qui pourrait être relatif à la concession du Treuil, de même que les changements nécessaires pour mettre la rédaction des statuts en harmonie avec ce que la compagnie reste posséder, à discuter et accepter toutes les modifications, additions et suppressions non prévues que l'administration supérieure demanderait.

Extraits de toutes lesquelles délibérations susénoncées sont demeurés ci-annexés, après que dessus mention en a été faite par les notaires sous-signés.

En conséquence, et en vertu des pouvoirs qui viennent d'être analysés, les comparants ont soumis au Gouvernement la demande dont il s'agit, et, pour se conformer à ses observations, ils ont arrêté les modifications suivantes aux statuts primitifs.

Art. 1^{er}. Le paragraphe n° 2 ainsi conçu :

« 1° L'exploitation des mines de houille du Treuil, comprises dans le périmètre n° 7 du même bassin houiller » est entièrement supprimé.

2. Le paragraphe 1^{er} ainsi conçu :

« La société existera sous la dénomination de *Compagnie des houillères de la Chazotte et du Treuil réunies*.

Les mots *et du Treuil réunies* sont supprimés; le surplus de l'article est conservé.

3. Le paragraphe 2 ainsi conçu :

« 2° De la concession de la mine du Treuil, accordée à MM. Jovin frères et autres, par ordonnance royale du 4 novembre 1824, comprenant une surface de cent quatre-vingt-dix-huit hectares, déduction faite de la petite partie accordée à M. de Lochetaillée, et pour raison de laquelle une nouvelle délimitation a été octroyée par ordonnance royale en date du 14 août 1842, » est entièrement supprimé.

Au paragraphe n° 4 ces mots :

« des magasins d'Andrézieux, des bâtiments et terrain du Treuil » sont supprimés.

Tout le surplus de l'article 3 et des articles suivants est conservé dans son entier.

Dont acte :

Fait et passé à Paris, rue Neuve-des-Mathurins, n° 20, siège de ladite société pour tous les comparants, à l'exception de MM. Jaillien et Bourgois, et en l'étude dudit M^r Fould pour ces derniers;

L'an 1852, le 9 novembre.

Et, après lecture, les parties ont signé avec les notaires.

En suite de la minute des présentes, demeurée en la possession dudit M^e Foull, se trouve cette mention :

« Enregistré à Paris, sixième bureau, le 10 novembre 1852, volume 237, folio 29 recto, case 4. Reçu cinq francs cinquante centimes. Signé Boillot. »

Suit la teneur des annexes.

Vu pour être annexé au décret du 1^{er} décembre 1852, enregistré sous le n^o 3393.

Le Ministre de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce,

Signé F. DE PERSIGNY.

N^o 7535. — *DÉCRET qui approuve des modifications aux Statuts de la Société d'assurances mutuelles immobilières contre l'incendie formée à Rouen pour les départements de la Seine-Inférieure et de l'Eure.*

Du 1^{er} Décembre 1852.

LOUIS-NAPOLÉON, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce;

Vu l'ordonnance du 28 août 1843, qui autorise la société d'assurances mutuelles immobilières contre l'incendie formée à Rouen pour les départements de la Seine-Inférieure et de l'Eure, et approuve ses statuts;

Vu les modifications proposées auxdits statuts par délibération du conseil général de ladite société, en date du 23 mai 1851;

Le Conseil d'état entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les modifications proposées aux articles 3, 4, 5, 9, 12, 13, 14, 16, 17, 19, 21, 22, 24, 28, 29, 36, 43, 45, 54, 57 et 58 des statuts de la société d'assurances mutuelles immobilières contre l'incendie, formée à Rouen, pour les départements de la Seine-Inférieure et de l'Eure, sont approuvées telles qu'elles sont contenues dans l'acte passé, le 16 novembre 1852, devant M^e Krechel et son collègue, notaires à Rouen, lequel acte restera annexé au présent décret.

2. Le ministre de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Bulletin des lois, inséré au Moniteur, et dans un

journal d'annonces judiciaires des départements de la Seine-Inférieure et de l'Eure.

Fait au palais des Tuileries, le 1^{er} Décembre 1852.

Signé LOUIS-NAPOLÉON.

Par le Président :

Le Ministre de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce,

Signé F. DE PERSIGNY.

Par-devant M^e Louis-Eugène Krechel et son collègue, notaires à Rouen, soussignés,

A comparu :

M. Adolphe Lanne, directeur de la société d'assurances mutuelles immobilières contre l'incendie, pour les départements de la Seine-Inférieure et de l'Eure, dont le siège est à Rouen, boulevard Bouvreuil, n° 2, où demeure ledit sieur Lanne;

Lequel a exposé ce qui suit :

Par une délibération prise, le 23 mai 1851, dont un extrait sur une feuille de papier au timbre de trente-cinq centimes non encore enregistré, mais qui le sera avec ces présentes, est demeuré ci-joint, après avoir été certifié véritable et signé par M. Lanne, en présence des notaires soussignés, le conseil général de la *Mutualité immobilière contre l'incendie*, autorisée par ordonnance royale du 28 août 1843, a voté les modifications des articles 3, 4, 5, 9, 12, 13, 14, 16, 17, 19, 21, 22, 24, 28, 29, 36, 42, 45, 54, 57 des statuts de ladite société, et de la disposition finale qui suit le tableau de classification.

Par la même délibération, le conseil général a donné pouvoir au directeur de la société de se pourvoir auprès du Gouvernement, afin de faire approuver les modifications dont il s'agit.

Aujourd'hui, le comparant voulant se conformer aux observations qui lui ont été adressées et au mandat qui lui a été donné, déclare arrêter ainsi qu'il suit la rédaction définitive des articles susénoncés des statuts de ladite société mutuelle immobilière dressés par M^e Graiadorge et son collègue, notaires à Rouen, le 12 juillet 1843, enregistrés.

« Art. 3. Elle a pour objet l'assurance de tous les biens immeubles, soit par leur nature, soit par leur destination, contre les dommages causés, 1° par l'incendie, soit que les objets assurés aient été brûlés, soit qu'ils aient été brisés ou détériorés d'une manière quelconque; 2° par la chute du tonnerre et par l'explosion du gaz à éclairer, lors même qu'il n'y aurait pas incendie; 3° par les travaux et frais faits pour arrêter les progrès du feu et pour opérer le sauvetage des objets assurés; 4° enfin, par les mesures ordonnées par l'autorité en cas d'incendie.

« Elle garantit aussi, relativement aux immeubles, contre le recours qu'elle peut exercer le voisin; mais seulement pour dommages causés par communication d'incendie, recours connu sous le nom de *risques de voisinage*.

« Elle garantit enfin contre le recours que peut exercer le propriétaire envers le locataire, dans les cas prévus par les articles 1733 et 1734 du Code civil, recours connu sous le nom de *risques locatifs*.

« Art. 4. Sont exclus de l'assurance, les salles de spectacle, les fabriques et les dépôts de poudres ou d'artifices en grande quantité, et tous autres immeubles qui, par leur nature ou leur destination, présenteraient des chances d'incendie trop dangereuses.

« L'assurance des usines ne peut porter que sur les bâtiments et sur les moteurs, immeubles par destination, mais non sur les machines, métiers et ustensiles qui en dépendent, lesquels sont expressément exceptés.

« Sont également exclus de l'assurance, les dommages résultant d'invasions, d'émeutes, de cas de guerre, ou de l'explosion des moulins et magasins à poudre et d'artifices, ainsi que des ouragans ou trombes.

« Enfin, la société ne répond que des dommages matériels causés par le sinistre dans l'immeuble assuré, et non des pertes qui résulteraient de l'impossibilité temporaire d'en faire usage.

« Art. 5. Aucune assurance ne pourra excéder cent mille francs sur un seul risque, tant que la masse assurée ne dépassera pas dix millions. Ce plein s'accroîtra avec le montant des valeurs assurées, dans la proportion d'un demi pour cent de l'excédant, jusqu'à un maximum de cinq cent mille francs, qui ne pourra être dépassé.

« Art. 9. La durée de la société est fixée à trente annés, à partir de la date de l'ordonnance d'autorisation.

« Cette durée pourra être prolongée, avec l'approbation du Gouvernement, par une délibération du conseil général des sociétaires; cette délibération devra réunir la majorité absolue des membres de ce conseil. Les sociétaires dissidents pourront se retirer; les sociétaires dont les polices expireront avec la durée primitive de la société, et qui voudront continuer à en faire partie, devront en faire la déclaration; il leur en sera donné récépissé. Ces sociétaires continueront à être assurés en vertu de leurs anciens engagements.

« La société cessera d'exister si, après une première période de cinq ans, il se trouve à la fin d'un exercice moins de trente millions de valeurs assurées; le conseil général, convoqué extraordinairement à ce sujet, prononcera la dissolution.

« Art. 12. La demande d'admission dans la société se fait par un acte d'adhésion dressé en double, et énonçant :

« Les noms et profession de l'adhérent, la qualité en laquelle il agit, le domicile par lui élu, la valeur approximative des immeubles à assurer, la nature de leurs constructions, l'usage auquel ils sont destinés, la durée de l'assurance, et s'il existe des assurances antérieures sur ces mêmes constructions et risques.

« Art. 13. L'estimation des immeubles proposés à l'assurance est faite immédiatement par les agents de la société et aux frais de celle-ci.

« Les risques locatifs s'estiment sur la déclaration du proposant, d'accord avec l'agent de la société, d'après la valeur des immeubles qu'il occupe.

« L'assurance peut porter, au choix du proposant, sur la totalité de cette valeur ou sur une somme moindre, mais toujours déterminée.

« L'estimation des risques de voisinage est laissée à l'appréciation du proposant, sans pouvoir, toutefois, excéder la valeur des immeubles voisins qui donnent lieu à cette assurance. L'assurance peut porter sur la totalité de ces

« immeubles, ou seulement sur l'un ou plusieurs d'entre eux; le proposant a
« la faculté de spécifier la portion de la somme assurée qu'il entend affecter au
« recours de tel ou tel voisin.

« Art. 14. L'admission de l'adhérent ne produit son effet qu'à compter du
« jour fixé par le conseil d'administration.

« Ce conseil peut admettre ou refuser toute assurance sans être tenu de
« faire connaître ses motifs; le conseil pourra déléguer, à un ou plusieurs de
« ses membres, la faculté d'admettre provisoirement, d'accord avec le direc-
« teur, les adhésions qui seraient recueillies dans l'intervalle des réunions.

« Cette admission provisoire produira les mêmes effets que si elle était défi-
« nitive; mais elle devra être ratifiée par le conseil d'administration dans sa
« plus prochaine réunion; s'il la rejetait, elle serait considérée comme non
« avenue, à partir du jour du rejet définitif.

« L'assurance produit ses effets actifs et passifs le lendemain du jour où elle
« a été admise.

« Art. 16. Les assurances sont contractées pour la durée de la société;
« néanmoins, la société ou le sociétaire peuvent rompre l'assurance à la fin de
« chaque période de quatre ans, en se prévenant réciproquement au moins
« trois mois à l'avance; on ajoute à cette période les mois restant à courir de
« l'année dans laquelle l'adhésion a été admise.

« La déclaration de l'assuré qu'il entend sortir de la société sera faite, soit
« par lui-même, soit par un fondé de pouvoirs, au siège de la direction; il en
« sera donné récépissé.

« La déclaration de la société qu'elle entend faire cesser l'assurance sera
« notifiée à l'assuré par acte judiciaire.

« Les quittances annuelles devront porter la mention de l'année d'assurance
« dans laquelle se trouve le sociétaire, et de celle dans laquelle expirera la
« période quadriennale.

« Le conseil d'administration peut décider, selon les circonstances et par
« arrêtés spéciaux, que certaines assurances seront admises pour une durée
« moindre que celle ci-dessus fixée.

« Le présent article sera inséré dans les polices.

« Art. 17. En cas d'augmentation ou de diminution notable dans la valeur
« des immeubles assurés pendant le cours de l'engagement, le sociétaire est
« tenu d'en prévenir la société et il est procédé, s'il y a lieu, à une révision;
« la révision demandée par la société sera toujours à sa charge; la révision
« demandée par le sociétaire sera supportée par lui, toutes les fois que la
« différence, en plus ou en moins, n'excèdera pas le tiers de l'estimation an-
« cienne.

« Le conseil d'administration a, de son côté, la faculté de faire reviser, à
« toute époque, les estimations, et de résilier immédiatement l'assurance, en
« cas de refus par l'assuré de se soumettre aux changements qui pourraient
« résulter de cette révision.

« Toutes les fois qu'il y a réduction, le sociétaire ne peut rien répéter pour
« les cotisations payables jusques et y compris le mois courant.

« Art. 19. Chaque sociétaire contribue au paiement des charges sociales, en
« proportion des risques que représentent les immeubles qui font l'objet de
« son assurance.

« Cette proportion est déterminée suivant le tableau de classification annexé
« aux présents statuts. Le taux porté dans ce tableau, pour chaque espèce de

« risque, forme le maximum de la contribution annuelle à laquelle le sociétaire peut être soumis par chaque mille francs de valeur réelle assurée.

« La contribution n'est que de moitié pour les risques locatifs et pour les risques de voisinage.

« Art. 21. S'il est fait des changements qui aggravent ou multiplient les risques des immeubles assurés, le sociétaire est tenu de le déclarer.

« La société a, dans ce cas, le droit de modifier le classement et même de résilier l'assurance.

« En cas d'incendie, avant cette déclaration, le sociétaire perd un dixième de l'indemnité à laquelle il aurait droit.

« Si ces changements constituent un risque exclu par la société, l'assuré, du moment où ils ont été opérés, n'a plus droit à aucune indemnité, et l'assurance est immédiatement résiliée. En outre, et lors même qu'il n'y aurait pas eu incendie, si ces changements n'ont pas été déclarés dans les deux mois du jour où ils ont été effectués, le sociétaire doit, pour tout le temps écoulé depuis les changements, jusques et y compris l'exercice courant dans lequel la déclaration aura été faite, une contribution double de la contribution applicable au nouveau risque d'après lequel aurait dû être classée l'assurance.

« Art. 22. S'il est fait des changements qui diminuent les risques, l'assuré, sur sa déclaration, est rangé dans la classe à laquelle appartient le risque, mais n'a droit à aucun remboursement pour la contribution payable jusques et y compris le mois courant.

« Art. 24. Pour prévenir tout retard dans le paiement des sinistres, et faire face aux charges de la société, il est établi un fonds de prévoyance, au moyen du versement par chaque sociétaire d'une portion de la contribution dont il est passible. Cette contribution est exigible d'avance, au moment de l'assurance et au commencement de chaque année.

« Le conseil d'administration détermine chaque année, d'après les besoins de la société, quelle doit être cette portion, sans, toutefois, qu'elle puisse excéder le cinquième du maximum de la contribution.

« Tout sociétaire qui cesse de faire partie de la société, après avoir rempli toutes ses obligations envers elle, reçoit la portion du fonds de prévoyance afférente à son assurance.

« Art. 28. Un mois après l'avis donné par le directeur au moyen d'une signification extrajudiciaire ou d'une lettre chargée ou recommandée, qui tiendra lieu de mise en demeure, si le retardataire n'a pas acquitté les parts contributives à sa charge, le conseil d'administration peut prononcer la résiliation de l'assurance. Cette mise en demeure sera valable, lors même que l'assuré n'aura pas été trouvé à son domicile, et que, par suite, la signification aura été remise, soit à un voisin, soit au maire, ou que la lettre aura été refusée ou renvoyée.

« Art. 29. Les avantages de l'assurance sont suspendus à l'égard du sociétaire qui laisse écouler plus d'un mois sans payer sa portion contributive, après avoir été mis en demeure; il participe néanmoins, pendant ce temps, aux charges sociales.

« Si le sociétaire en retard vient à se libérer postérieurement, la police d'assurance reprend son effet à partir du jour du paiement.

« Art. 36. La société ne peut jamais être tenue de payer une somme supérieure à celle qui est portée en la police, et l'indemnité ne peut jamais excéder le dommage réel éprouvé.

« A défaut de tout renseignement sur la valeur réelle de l'immeuble, au moment du sinistre, l'estimation faite lors de l'assurance sert de base pour fixer l'indemnité.

« La société aura, dans tous les cas, la faculté de rétablir les objets détruits.

« Art. 42. Le paiement des indemnités est fait immédiatement après l'ordonnement du conseil, jusqu'à concurrence de l'à-compte fixé par lui. Cet à-compte, pour les incendies d'un seul mois, ne pourra excéder le vingt-quatrième du maximum de la contribution de tous les sociétaires.

« A la fin de chaque exercice, et dans les trois mois qui suivent son expiration, il est fait un règlement général des sinistres à la charge de l'exercice, et chaque ayant droit reçoit le solde de l'indemnité réglée à son profit, jusqu'à concurrence du maximum de la contribution annuelle de tous les sociétaires.

« En cas d'insuffisance de ce maximum, le produit en est réparti entre les ayants droit au centime le franc.

« Art. 45. L'engagement social cesse, pour le sociétaire et pour la société, dans les cas suivants : 1° sur la déclaration facultative de sortie réglée par l'article 16;

2° Par la résiliation du contrat, dans les cas portés par les articles 17, 21, 28 et 44 des statuts;

3° Par la faillite du sociétaire, à moins qu'il ne soit donné caution; l'assurance subsiste néanmoins, jusqu'à la fin de l'exercice courant, si la contribution au fonds de prévoyance a été acquittée, et si les valeurs assurées sont restées dans les mêmes conditions;

4° Par la mort du sociétaire, à partir de l'exercice dans lequel la déclaration de sortie aura été faite à la société par les héritiers ou aux héritiers par la société;

5° Par la vente de l'immeuble assuré, et par l'effet de toute circonstance entraînant mutation, à moins que le nouveau propriétaire ne déclare qu'il entend continuer l'assurance; elle subsiste, dans tous les cas, jusqu'à la fin de l'exercice courant, et le précédent sociétaire reste tenu jusqu'à cette époque, envers la société, au paiement des charges sociales;

6° Par la cessation de l'intérêt en vue duquel l'assurance a été faite par un tiers;

7° Par la destruction totale des immeubles assurés, soit par incendie, soit par toute autre cause;

« Les déclarations à faire, dans les cas prévus aux paragraphes 6 et 7 du présent article, doivent, comme pour les autres, être faites à la direction; la société conserve, dans les mêmes cas, la faculté de se refuser à la continuation de l'assurance.

« Dans tous les cas, l'assuré ou ses ayants cause supportent les charges sociales de l'exercice dans lequel l'assurance prend fin.

« Art. 54. Le directeur dirige et exécute toutes les opérations de la société; il est tenu de se conformer aux présents statuts, ainsi qu'aux décisions du conseil général et du conseil d'administration.

« Il nomme et révoque tous les employés autres que ceux dont la nomination est réservée au conseil d'administration.

« Il peut, avec l'autorisation générale ou spéciale du conseil d'administration, traiter, transiger, compromettre, intenter ou soutenir toute action judiciaire au nom de la société.

« Il assiste, avec voix consultative, aux délibérations du conseil général et du conseil d'administration, hors les cas où il s'agit de questions qui lui sont personnelles.

« Art. 57. Les traitements des employés, le loyer de la direction, les frais de bureau, de correspondance et d'impression, les remises aux agents, les distributions de jetons, et généralement toutes dépenses de gestion, sont et demeurent à la charge du directeur.

« Il devra, en outre, fournir les plaques et polices aux prix fixés par l'article 15.

« Pour faire face à ces dépenses, tout sociétaire paye annuellement et d'avance, par chaque mille francs de valeurs réelles assurées, et sans égard à l'augmentation de garantie résultant de la classification, une cotisation qui sera faite par le conseil général, et qui ne peut pas excéder :

« Vingt centimes jusqu'à deux cents millions;

« Dix-huit centimes de deux cents à quatre cents millions;

« Quinze centimes de quatre cents à six cents millions;

« Douze centimes de six cents et graduellement.

« Les dépenses de direction et les recettes mentionnées au présent article sont, entre la société et le directeur, l'objet d'un traité à forfait, dont la durée sera de cinq ans au moins et de dix ans au plus.

« A l'expiration de ce délai, il sera fait examen de l'état des recettes et des dépenses, afin de juger s'il y a lieu de modifier les conditions du précédent traité qui, alors sera de cinq ans au moins et de dix ans au plus.

« Article additionnel. Les modifications approuvées aux statuts antérieurs n'auront d'effet que pour l'avenir; les contrats passés en vertu de ces statuts continueront d'être exécutés. »

DISPOSITION FINALE À LA SUITE DU TARIF.

« Les différents risques ci-dessus peuvent être augmentés d'une ou plusieurs classes, d'après le danger que peuvent présenter les immeubles suivant leurs contiguïtés et leurs situations diverses. »

Dont acte :

Fait et passé à Rouen, en la demeure de M. Lanne,

L'an 1852, le 16 novembre.

Lecture faite, le comparant a signé avec lesdits notaires.

A la suite est écrit :

« Enregistré à Paris, le 18 novembre 1852, folio 63 recto, case 7. Reçu deux francs, vingt centimes pour dixième. Signé Lalou. »

Sait la teneur de l'annexe :

« Du registre des délibérations du conseil général de la *Mutualité immobilière de la Seine-Inférieure et de l'Eure*, société d'assurances mutuelles contre l'incendie, autorisée par ordonnance royale du 28 août 1843, il appert que, dans sa séance du 23 mai 1851, le conseil a décidé, sauf l'approbation du Gouvernement, que les articles 3, 4, 5, 9, 12, 13, 14, 16, 17, 19, 21, 22, 24, 28, 29, 36, 42, 45, 54 et 57 des statuts, et la disposition finale qui suit le tableau de classification, seraient modifiés ainsi qu'il est énoncé en ladite déclaration; »

« Que le conseil général a, en outre, donné au directeur tous pouvoirs, aux

« fins d'obtenir l'approbation du Gouvernement, et de passer tous actes nécessaires pour réaliser ces modifications. »

Pour extrait conforme :

Fait à Rouen, le 16 novembre 1852. Le directeur, signé *Lanne*.

A la suite, se trouvent les mentions suivantes :

« 1° Certifié véritable et signé par *M. Lanne*, en présence de *M. Krechel* et de son collègue, notaires à Rouen, soussignés, et annexé à la minute d'un acte passé devant lesdits notaires, le 16 novembre 1852. Signé *Lanne*, *Bidauld* et *Krechel*;

« Et, 2° enregistré à Rouen, le 18 novembre 1852, folio 176 verso, case 4. Reçu deux francs, vingt centimes pour dixième. Signé *Lalou*. »

Vu pour être annexé au décret du 1^{er} décembre 1852, enregistré sous le n° 3380.

Le Ministre de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce,

Signé F. DE PERSIGNY.

N° 7536. — *DÉCRET qui approuve des modifications aux Statuts de la Société d'assurances mutuelles mobilières contre l'incendie formée à Rouen pour les départements de la Seine-Inférieure et de l'Eure.*

Du 1^{er} Décembre 1852.

LOUIS-NAPOLÉON, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce;

Vu l'ordonnance du 28 août 1843, qui autorise la société d'assurances mutuelles mobilières contre l'incendie formée à Rouen pour les départements de la Seine-Inférieure et de l'Eure, et approuve ses statuts;

Vu les modifications proposées auxdits statuts par délibération du conseil général de ladite société, en date du 26 février 1851;

Le Conseil d'état entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Les modifications proposées aux articles 3, 4, 9, 12, 13, 14, 16, 17, 19, 21, 22, 24, 28, 29, 36, 42, 45, 54 et 57 des statuts de la société d'assurances mutuelles mobilières contre l'incendie, formée à Rouen pour les départements de la Seine-Inférieure et de l'Eure, sont approuvées telles qu'elles sont contenues dans l'acte passé, le 16 novembre 1852, devant M^r *Krechel* et son collègue, notaires à Rouen, lequel acte restera annexé au présent décret.

2. Le ministre de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Bulletin des lois, inséré au Moniteur et dans un journal d'annonces judiciaires des départements de la Seine-Inférieure et de l'Eure.

Fait au palais des Tuileries, le 1^{er} Décembre 1852.

Signé LOUIS-NAPOLÉON.

Par le Président :

Le Ministre de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce,

Signé F. DE PERSIGNY.

Par-devant M^e Louis-Eugène Kroschel et son collègue, notaires à Rouen, soussignés,

A comparu :

M. Adolphe Lanne, directeur de la société d'assurance mutuelle mobilière contre l'incendie, pour les départements de la Seine-Inférieure et de l'Eure, dont le siège est à Rouen, boulevard Bouvreuil, n^o 2, où demeure ledit M^r Lanne;

Lequel a exposé ce qui suit :

Par une délibération prise, le 26 juin 1851, dont un extrait sur une feuille de papier au timbre de trente-cinq centimes non encore enregistré, mais qui le sera avec ces présentes, est demeuré ci-joint, après avoir été certifié véritable et signé par M. Lanne, en présence des notaires soussignés, le conseil général de la Mutuelle mobilière contre l'incendie, autorisée par ordonnance royale du 28 août 1843, a voté la modification des articles 3, 4, 9, 12, 14, 16, 17, 19, 21, 22, 24, 28, 29, 36, 42, 45, 54, 57 des statuts de ladite société, et la disposition finale qui suit les tableaux de la classification.

Par la même délibération, le conseil général a donné pouvoir au directeur de la société de se pourvoir, auprès du Gouvernement, afin de faire approuver par l'autorité supérieure les modifications dont il s'agit.

Aujourd'hui le comparant, voulant se conformer aux observations qui lui ont été adressées et au mandat qui lui a été donné, déclare arrêter ainsi qu'il suit la rédaction définitive des articles susénoncés des statuts de ladite société mutuelle mobilière, dressés par M^r Graindorge et son collègue, notaires à Rouen, le 12 juillet 1843, enregistrés.

« Art. 3. Elle a pour objet l'assurance de tous les biens meubles, de quelque nature qu'ils soient, contre les dommages causés : 1^o par l'incendie, soit que les objets assurés aient été brûlés, soit qu'ils aient été brisés ou détériorés d'une manière quelconque; 2^o par la chute du tonnerre et par l'explosion du gaz à éclairer, lorsqu'il n'y aurait pas incendie; 3^o par les travaux et éraillures faits pour arrêter les progrès du feu et pour opérer le sauvetage des objets assurés; 4^o enfin, par les mesures ordonnées par l'autorité en cas d'incendie.

« Elle garantit aussi, relativement aux meubles, contre le recours que peut exercer le voisin; mais seulement pour dommages causés par communication d'incendie, recours connu sous le nom de *risques de voisinage*.

« Art. 4. Sont exclus de l'assurance, les mobiliers des salles de spectacle, des fabriques et des dépôts de poudre ou d'artifices en grande quantité, l'or et l'argent monnayé ou lingots, les pierreries, médailles et titres de toute nature, les tableaux, gravures, statues et autres objets d'art d'une valeur supérieure à deux cents francs pour chacun d'eux, et tous autres objets qui, par leur nature ou leur destination, présenteraient des chances d'incendies trop dangereuses.

« Sont également exclus de l'assurance, les dommages résultant d'invasions, d'émeutes, de cas de guerre, ou de l'explosion des moulins et magasins à poudre et d'artifices, ainsi que des ouragans ou trombes.

« Enfin, la société ne répond que des dommages matériels causés par le sinistre aux objets assurés, et non des pertes qui résulteraient de l'impossibilité temporaire d'en faire usage.

« Art. 9. La durée de la société est fixée à trente années; à partir de la date de l'ordonnance d'autorisation.

« Cette durée pourra être prolongée, avec l'approbation du Gouvernement, par une délibération du conseil général des sociétaires; cette délibération devra réunir la majorité absolue des membres de ce conseil; les sociétaires dissidents pourront se retirer.

« Les sociétaires dont les polices expireront avec la durée primitive de la société, et qui voudront continuer à en faire partie, devront en faire la déclaration; il leur en sera donné récépissé; ces sociétaires continueront à être assurés en vertu de leurs anciens engagements.

« La société cessera d'exister si, après une première période de cinq ans, il se trouve à la fin d'un exercice moins de trente millions de valeurs assurées; le conseil général, convoqué extraordinairement à ce sujet, prononcera la dissolution.

« Art. 11. La demande de l'admission dans la société se fait par un acte d'adhésion dressé en double et énonçant :

« Les noms et profession de l'adhérent, la qualité en laquelle il agit, le domicile par lui élu, la valeur approximative des objets à assurer, l'usage auquel ils sont destinés, la nature des constructions dans lesquelles ils sont déposés, la durée de l'assurance, et s'il existe des assurances antérieures sur ces mêmes objets.

« Art. 13. L'estimation des objets proposés à l'assurance est faite immédiatement par les agents de la société, et aux frais de celle-ci.

« L'estimation des risques de voisinage est laissée à l'appréciation du proposant, et sans pouvoir, toutefois, excéder la valeur des objets qui donnent lieu à cette assurance; l'assurance peut porter sur la totalité ou seulement sur une partie de ces objets; le proposant a la faculté de spécifier la portion de la somme assurée qu'il entend affecter au recours de tel ou tel voisin.

« Art. 14. L'admission de l'adhérent ne produit son effet qu'à compter du jour fixé par le conseil d'administration.

« Ce conseil peut admettre ou refuser toute assurance, sans être tenu de faire connaître ses motifs; le conseil pourra déléguer, à un ou plusieurs de ses membres, la faculté d'admettre provisoirement, d'accord avec le directeur, les adhésions qui seraient recueillies dans l'intervalle des réunions.

« Cette admission provisoire produira les mêmes effets que si elle était définitive, mais elle devra être ratifiée par le conseil d'administration dans sa plus prochaine réunion; s'il la rejetait, elle serait considérée comme non avenue, à partir du jour du rejet définitif.

« L'assurance produit ses effets actifs et passifs dès le lendemain du jour où elle a été admise.

« Art. 16. Les assurances sont contractées pour la durée de la société; néanmoins, la société ou le sociétaire peuvent rompre l'assurance à la fin de chaque période de quatre ans, en se prévenant réciproquement au moins trois mois à l'avance; on ajoute à cette période les mois restant à courir de l'année dans laquelle l'adhésion a été admise.

« La déclaration de l'assuré, qu'il entend sortir de la société, sera faite, soit par lui-même, soit par un fondé de pouvoirs, au siège de la direction; il en sera donné récépissé.

« La déclaration de la société qu'elle entend faire cesser l'assurance sera notifiée à l'assuré par acte extrajudiciaire.

« Les quittances annuelles devront porter la mention de l'année d'assurance dans laquelle se trouve le sociétaire, et de celle dans laquelle expirera la période quadriennale.

« Le conseil d'administration peut décider, selon les circonstances et par arrêtés spéciaux, que certaines assurances seront admises pour une durée moindre que celle ci-dessus fixée.

« Le présent article sera inséré dans les polices.

« Art. 17. En cas d'augmentation ou de diminution dans la valeur des objets assurés pendant le cours de l'engagement, le sociétaire est tenu d'en prévenir la société, et il est procédé, s'il y a lieu, à une révision; la révision, demandée par la société, sera toujours à sa charge; la révision, demandée par le sociétaire, sera supportée par lui, toutes les fois que la différence, en plus ou en moins, n'excédera pas le tiers de l'estimation ancienne.

« Le conseil d'administration a, de son côté, la faculté de faire reviser, à toute époque, les estimations et de résilier immédiatement l'assurance, en cas de refus par l'assuré de se soumettre aux changements qui pourraient résulter de cette révision.

« Toutes les fois qu'il y a réduction, le sociétaire ne peut rien répéter pour les cotisations payables jusques et compris le mois courant.

« Art. 19. Chaque sociétaire contribue au paiement des charges sociales en proportion des risques que présentent les biens meubles qui sont l'objet de son assurance.

« Cette proposition est déterminée suivant le tableau de classification annexé aux présents statuts; le taux porté dans ce tableau, pour chaque espèce de risque, forme le maximum de la contribution annuelle à laquelle le sociétaire peut être soumis par chaque mille francs de valeur réelle assurée.

« La contribution n'est que de moitié pour les risques des voisinages.

« Si les objets assurés sont ou peuvent être placés dans des bâtiments offrant des risques différents, mais dépendante de la même propriété, du même corps de ferme ou du même établissement, il sera établi, pour le classement, un taux moyen résultant de ces divers risques.

« Art. 21. S'il est fait des changements qui aggravent ou multiplient les risques des objets assurés, si les objets assurés sont transférés dans une autre propriété, un corps de ferme ou un établissement autre que celui qui a été désigné lors de l'assurance, le sociétaire est tenu de le déclarer.

« La société a, dans ce cas, le droit de modifier le classement, et même de résilier l'assurance.

« En cas d'incendie avant cette déclaration, le sociétaire perd un dixième de l'indemnité à laquelle il avait droit.

« Si ces changements constituent un risque exclu par la société, l'assuré, du moment où ils ont été opérés, n'a plus droit à aucune indemnité, et l'assurance est immédiatement résiliée; en outre, et lors même qu'il n'y aurait pas eu d'incendie, si ces changements n'ont pas été déclarés dans les deux mois du jour où ils ont été effectués, le sociétaire doit, pour tout le temps écoulé depuis les changements jusqu'à et compris l'exercice courant dans lequel la déclaration aura été faite, une contribution double de la contribution applicable au nouveau risque, d'après lequel aurait dû être classée l'assurance.

« Art. 22. S'il est fait des changements qui diminuent les risques, l'assuré, sur sa déclaration, est rangé dans la classe à laquelle appartient le risque, mais n'a droit à aucun remboursement pour les contributions payables jusques et compris ce mois courant.

« Art. 24. Pour prévenir tout retard dans le paiement des sinistres, et faire face aux charges de la société, il est établi un fonds de prévoyance au moyen du versement, par chaque sociétaire, d'une portion de la contribution dont il est passible; cette contribution est exigible d'avance au moment de l'assurance et au commencement de chaque année.

« Le conseil d'administration détermine chaque année, d'après les besoins de la société, quelle doit être cette portion, sans, toutefois, qu'elle puisse excéder le cinquième du maximum de la contribution.

« Tout sociétaire qui cesse de faire partie de la société, après avoir rempli toutes ses obligations envers elle, reçoit la portion du fonds de prévoyance afférente à son assurance.

« Art. 28. Un mois après l'avis donné par le directeur, au moyen d'une signification extrajudiciaire ou d'une lettre chargée ou recommandée, qui tiendra lieu de mise en demeure si le retardataire n'a pas acquitté les parts contributives à sa charge, le conseil d'administration peut prononcer la résiliation de l'assurance; cette mise en demeure sera valable, lors même que l'assuré n'aura pas été trouvé à son domicile, et que, par suite, la signification aura été remise, soit à un voisin, soit au maître, ou que la lettre aura été refusée ou renvoyée.

« Art. 29. Les avantages de l'assurance sont suspendus à l'égard du sociétaire qui laisse écouler plus d'un mois sans payer sa portion contributive, après avoir été mis en demeure; il participe néanmoins, pendant ce temps, aux charges sociales.

« Si le sociétaire en retard vient à se libérer postérieurement, la police d'assurance reprend son effet à partir du jour du paiement.

« Art. 36. La société ne peut jamais être tenue de payer une somme supérieure à celle qui est portée en la police, et l'indemnité ne peut jamais excéder le dommage réel éprouvé.

« L'estimation faite au moment de l'assurance ne peut servir que de renseignement pour l'appréciation du dommage.

« L'indemnité est fixée d'après la valeur des objets au moment de l'incendie; l'estimation des objets subsistant est faite de la même manière; la société aura, dans tous les cas, la faculté de remplacer les objets détruits.

« Art. 42. Le paiement des indemnités est fait immédiatement après l'or-

« **donnement de conseil, jusqu'à concurrence de l'à-compte fixé par lui;**
 « **cet à-compte, pour les incendies d'un seul mois, ne pourra excéder le vingt-**
 « **quatrième du maximum de la contribution de tous les sociétaires.**

« **A la fin de chaque exercice, dans les trois mois qui suivent son expiration,**
 « **il est fait un règlement général des sinistres à la charge de l'exercice, et**
 « **chaque ayant droit reçoit le solde de l'indemnité réglée à son profit,**
 « **jusqu'à concurrence du maximum de la contribution annuelle de tous les**
 « **sociétaires.**

« **En cas d'insuffisance de ce maximum, le produit en est réparti entre les**
 « **ayants droit au centime le franc.**

« **Art. 45. L'engagement social cesse, pour le sociétaire et pour la société,**
 « **dans les cas suivants :**

« **1° Par les déclarations facultatives de sorties réglées par l'article 16;**

« **2° Par la résiliation du contrat dans les cas prévus par les articles 17, 21,**
 « **28 et 40 des statuts;**

« **3° Par la faillite du sociétaire, à moins qu'il ne soit donné caution; l'assu-**
 « **rance subsiste néanmoins jusqu'à la fin de l'exercice courant, si la contribu-**
 « **tion au fonds de prévoyance a été acquittée, et si les valeurs assurées sont**
 « **restées dans les mêmes conditions;**

« **4° Par la mort du sociétaire, à partir de la fin de l'exercice dans lequel la**
 « **déclaration de sortie aura été faite à la société par les héritiers, ou aux**
 « **héritiers par la société, si les valeurs assurées restent dans les mêmes**
 « **conditions;**

« **5° Par la vente des objets assurés, autres que celle rentrant dans les faits**
 « **ordinaires du commerce, et par l'effet de toutes circonstances entraînant**
 « **mutation, à moins que le nouveau propriétaire ne déclare qu'il entend con-**
 « **tinuer l'assurance; elle subsiste, dans tous les cas, jusqu'à la fin de l'exercice**
 « **courant, si les valeurs assurées sont restées dans les mêmes conditions, et**
 « **le précédent sociétaire reste tenu, jusqu'à cette époque, envers la société, au**
 « **payement des charges sociales;**

« **6° Par la cessation de l'intérêt en vue duquel l'assurance a été faite par**
 « **un tiers;**

« **7° Par la destruction totale des objets assurés, soit par incendie, soit par**
 « **toute autre cause;**

« **Les déclarations à faire dans les cas prévus aux paragraphes 6 et 7 du**
 « **présent article, doivent, comme pour les autres, être faites à la direction; la**
 « **société conserve, dans les mêmes cas, la faculté de se refuser à la continua-**
 « **tion de l'assurance.**

« **Dans tous les cas, l'assuré ou ses ayants cause supporte les charges sociales**
 « **de l'exercice dans lequel l'assurance prend fin.**

« **Art. 54. Le directeur dirige et exécute toutes les opérations de la société;**
 « **il est tenu de se conformer aux présents statuts, ainsi qu'aux décisions du**
 « **conseil général et du conseil d'administration; il nomme et révoque tous les**
 « **employés autres que ceux dont la nomination est réservée au conseil d'admini-**
 « **stration.**

« **Il peut, avec l'autorisation générale ou spéciale du conseil d'administra-**
 « **tion, traiter, transiger, compromettre, intenter ou soutenir toute action ju-**
 « **diciaire au nom de la société.**

« **Il assiste, avec voix consultative, aux délibérations du conseil général et**
 « **du conseil d'administration, hors les cas où il s'agit de questions qui lui sont**
 « **personnelles.**

« Art. 57. Les traitements des employés, le loyer de la direction, les frais de bureau, de correspondance et d'impression, les remises aux agents, les distributions de jetons, et généralement toutes dépenses de gestion, sont et demeurent à la charge du directeur.

« Il devra, en outre, fournir les plaques et polices aux prix fixés par l'article 15.

« Pour faire face à ces dépenses, tout sociétaire paye annuellement, et d'avance, par chaque mille francs de valeurs réelles assurées, et sans égard à l'augmentation de garantie résultant de la classification qui sera fixée par le conseil général, et qui ne peut pas excéder :

« Vingt centimes, jusqu'à deux cents millions;

« Dix-huit centimes, de deux cents à quatre cents;

« Quinze centimes, de quatre cents à six cents;

« Douze centimes, à six cents et au delà.

« Les dépenses de direction et les recettes mentionnées au présent article sont, entre la société et le directeur, l'objet d'un traité à forfait, dont la durée sera de cinq ans au moins et de dix ans au plus.

« A l'expiration de ce délai, il sera fait examen de l'état des recettes et dépenses, afin de juger s'il y a lieu de modifier les conditions du présent traité, qui alors sera de cinq ans au moins et de dix ans au plus.

« Article additionnel. Les modifications apportées aux statuts antérieurs n'auront d'effet que pour l'avenir; les contrats passés en vertu de ces statuts continueront d'être exécutés. »

DISPOSITION FINALE À LA SUITE DU TARIF.

« Les différents risques ci-dessus peuvent être augmentés d'une ou plusieurs classes, d'après le danger que peuvent présenter les objets assurés, suivant leurs contiguités et leurs situations diverses. »

Dont acte :

Fait et passé à Rouen, en la demeure de M. Lanne,

L'an 1852, le 16 novembre.

Lecture faite, le comparant a signé avec les notaires.

A la suite est écrit :

« Enregistré à Rouen, le 18 novembre 1852, folio 63 recto, case 6. Reçu deux francs, et vingt centimes pour dixième. Signé Lalou. »

Suit la teneur de l'annexe.

« Du registre des délibérations du conseil général de la Mutualité mobilière de la Seine-Inférieure et de l'Eure, société d'assurances mutuelles contre l'incendie, autorisée par ordonnance royale du 28 août 1843, il appert que, dans sa séance du 26 juin 1851, le conseil a décidé, sauf l'approbation du Gouvernement, que les articles 3, 4, 9, 12, 13, 14, 16, 17, 19, 21, 22, 24, 28, 29, 36, 42, 45, 54, 57 des statuts, et la disposition finale qui suit le tableau de classification, seraient modifiés ainsi qu'il est énoncé à ladite délibération; »

« Que le conseil général a, en outre, donné au directeur tous pouvoirs, aux fins d'obtenir l'approbation du Gouvernement et de passer tous actes nécessaires pour réaliser ces modifications. »

Pour extrait conforme :

Fait à Rouen, le 16 novembre 1852. Le directeur, signé Lanne.

A la suite se trouvent les mentions suivantes :

- 1° Certifié véritable et signé par M. Lanne, en présence de M. Krechel et son collègue, notaires à Rouen, soussignés, et annexé à la minute d'un acte passé devant ledit notaire, le 16 novembre 1852. Signé Lanne;
 Et, 2° enregistré à Rouen, le 18 novembre 1852, folio 176 verso, case 5.
 Reçu deux francs et vingt centimes pour dixième. Signé Lalou.
 Vu pour être annexé au décret du 1^{er} décembre 1852, enregistré sous le n° 3381.

Le Ministre de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce,

Signé F. DE PERSIGNY.

- N° 7537. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des travaux publics) qui nomme chevalier de la Légion d'honneur M. Bourdaloue, conducteur principal des ponts et chaussées; trente-trois années de services. (Du 15 Septembre 1852.)

- N° 7538. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des travaux publics) qui nomme chevalier de l'ordre de la Légion d'honneur M. Morillot (Jean-Baptiste-Angé), directeur des mines de Firminy (Loire). (Du 17 Septembre 1852.)

- N° 7539. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des travaux publics) qui nomme chevalier de l'ordre de la Légion d'honneur M. Magdinier (Fleury), gouverneur dans les mines de Chambon-Feugerolles (Loire). (Du 17 Septembre 1852.)

- N° 7540. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre de l'instruction publique et des cultes) qui nomme officier de l'ordre national de la Légion d'honneur M^{sr} d'Arcimoles, archevêque d'Aix, chevalier du même ordre depuis le 9 août 1847. (Du 29 Septembre 1852.)

- N° 7541. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des travaux publics) qui nomme officier de la Légion d'honneur M. de Montricher, ingénieur en chef des ponts et chaussées, chargé du service du département des Bouches-du-Rhône; vingt-quatre ans de services; chevalier en 1812. (Du 30 Septembre 1852.)

- N° 7542. — DÉCRETS DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signés par le ministre des travaux publics) qui nomment chevaliers de l'ordre de la Légion d'honneur :

M. Audibert (Edmond), ingénieur ordinaire des mines de deuxième classe, chef de l'exploitation des chemins de fer du Midi.

M. *Fournier (Victor)*, directeur des mines de houille d'Alais (Gard). (Du 30 Septembre 1852.)

N° 7543. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) qui nomme chevalier de l'ordre national de la Légion d'honneur M. *Chazaud (Augustin)*, receveur général des finances du Gard, qui compte neuf ans de services. (Du 30 Septembre 1852.)

N° 7544. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) qui nomme chevalier de l'ordre national de la Légion d'honneur M. *Fayet (Jean-Pierre-Marie)*, conservateur des forêts à Aix, qui compte trente-six ans de services. (Du 30 Septembre 1852.)

N° 7545. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) qui nomme chevalier de l'ordre national de la Légion d'honneur M. *Lefebvre (Laurent-Léon)*, receveur général de l'Hérault; quinze ans de services. (Du 1^{er} Octobre 1852.)

N° 7546. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre de l'instruction publique et des cultes) qui nomme chevalier de l'ordre national de la Légion d'honneur M. l'abbé *Soulas*, fondateur et directeur de la colonie pénitentiaire des Matelles, à Montpellier. (Du 1^{er} Octobre 1852.)

N° 7547. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) qui nomme chevalier de l'ordre national de la Légion d'honneur M. *Terrin-Lamotte (Jean-François-Joseph)*, directeur de l'enregistrement et des domaines à Carcassonne; quarante-trois ans de services. (Du 3 Octobre 1852.)

N° 7548. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce) qui nomme dans l'ordre national de la Légion d'honneur, savoir :

COMMANDEUR.

M. *de Buis*, maire de Narbonne (Aude), ancien capitaine sous l'Empire, officier de l'ordre depuis 1813.

OFFICIERS.

M. *Fournier*, ancien commandant de la garde nationale de Montluçon (Allier); a commandé pendant quarante ans la garde nationale de cette ville; officier supérieur sous l'Empire; blessé à Wagram et décoré de la main de l'Empereur sur le champ de bataille.

M. *de Lisa* (le comte), sous-préfet de Toulon (Var), ancien capitaine de cavalerie, maire de Vesoul de 1830 à 1832, membre du conseil général de

la Haute-Saône pendant vingt ans; sous-préfet depuis 1831; chevalier de l'ordre en 1824.

M. Denys, ancien colonel de la garde nationale d'Hyères (Var), ancien militaire, ancien député, maire d'Hyères pendant dix ans, chevalier de l'ordre.

M. Baragnon, membre du conseil de préfecture du Gard; ancien membre du conseil municipal de Nîmes, délégué au conseil académique du département du Gard, conseiller de préfecture depuis dix-huit ans; chevalier de l'ordre en 1846.

M. d'Adhémar (le comte), membre du conseil municipal de Montpellier (Hérault); ancien officier sous l'Empire, comptant dix campagnes et sept blessures; ancien colonel de la garde nationale de Montpellier, depuis vingt ans directeur des écoles municipales des beaux-arts appliqués à l'industrie; administrateur des hospices depuis dix-huit ans; chevalier de l'ordre en 1814.

CHEVALIERS.

M. Périer, maire de Châteaun-Chinon (Nièvre), en fonctions depuis 1848; syndic des commerces des bois depuis vingt ans.

M. Deschamps, maire de Varennes-les-Nevers (Nièvre), maire depuis 12 ans, ancien officier, ancien chef de bataillon de la garde nationale, suppléant du juge de paix; s'est distingué par son dévouement lors de la disette de 1847 et du choléra de 1849.

M. Berger de Nanzy, membre du conseil de préfecture de l'Allier; conseiller de préfecture depuis 1839; précédemment dix années de services dans les bureaux de la préfecture de ce département et dans des fonctions municipales.

M. Boudant, maire de Gannat (Allier), plus de vingt ans de services comme médecin du bureau de bienfaisance et de l'hospice de Gannat; maire depuis 1851 et membre du conseil général de l'Allier.

M. Desmouze, adjoint au maire de Montmarault (Allier), vingt années de fonctions municipales, médecin de l'hospice de cette ville pendant quarante ans.

M. Donjan-Bernacher, membre du conseil général de l'Allier; officier dans les gardes nationales mobiles en 1814 et 1815; plus de vingt ans de services dans la garde nationale de Moulins comme officier; juge consulaire pendant vingt-deux ans.

M. Bouquet de la Grye, ancien capitaine des gardes nationales du Breuil et de la Palisse (Allier); capitaine de la garde nationale pendant dix-huit ans; services militaires de 1815 à 1827; dévouement courageux lors des événements de décembre.

M. Janvier de la Motte, sous-préfet de Saint-Étienne (Loire); sous-préfet depuis 1846, de Dism, de Verdun, de Dieppe et de Saint-Étienne.

M. Barban, conseiller de préfecture secrétaire général de la Loire; maire de Boisset (Loire) pendant quatre ans, adjoint au maire de Montrison de 1828 à 1835; ancien capitaine de la garde nationale, conseiller de préfecture député 1841.

M. de Saint-Phall (le marquis), membre du conseil général de la Nièvre et maire de Saint-Benoît-d'Asy.

M. Quantin, maire de Saint-Étienne, membre du conseil municipal, suppléant de juge de paix et maire de cette ville depuis 1836.

M. de Horgès (le comte), maire de Vallemontais (Loire), en fonctions.

depuis 1806; officier avant 1789; commandant de la garde nationale de Roanne en 1815.

M. Guillien, maire de Saint-Jean-Chavelet (Loire); officier comptable des subsistances militaires en retraite, membre du conseil général de la Loire pendant quatorze ans, maire depuis 1847.

M. Jeassard, maire de Saint-Christo-en-Jarret (Loire); membre du conseil municipal, maire et suppléant du juge de paix de cette commune depuis 1813.

M. Morillot, membre du conseil général de la Loire; directeur des mines de Firminy depuis plus de vingt ans.

M. Dubois, chef de division à la préfecture de la Loire, près de trente ans de services dont vingt et un comme chef de division.

M. Deviry, médecin en chef de l'hospice de Roanne (Loire); médecin en chef depuis dix-sept ans, membre du conseil municipal de cette ville depuis 1843, ancien capitaine de la garde nationale.

M. Bouquet d'Espagny, receveur particulier à Saint-Étienne; dix-huit ans de services dans des administrations publiques.

M. Pézin, maître de forges à Rive-de-Gier (Loire).

M. Gandet, maître de forges à Rive-de-Gier (Loire).

Ont fait faire de notables progrès à l'industrie métallurgique; auteurs de découvertes importantes en matière de fonderie.

M. Magdair, gouverneur de mines à Chambon (Loire); ancien militaire; a rendu de grands services dans les accidents des mines.

M. Prast (Antoine), mécanicien à Saint-Symphorien-de-Lay (Loire); services importants rendus depuis 1812 à l'industrie, et notamment à celle des tissus.

M. Tony-Rochette, sous-préfet de Brioude (Haute-Loire); sous-préfet depuis 1850; précédemment membre du conseil d'arrondissement et maire de Brioude.

M. Guilleud, maire de la Guillaumière (Rhône); maire depuis 1849; concours énergique lors des événements de décembre dernier.

M. Rey-Vial, maire d'Ecully (Rhône); maire depuis 1828, membre du conseil général du Rhône.

M. Bonnardet, membres de la commission des prisons de Lyon; membre de cette commission depuis quinze ans, du conseil d'administration du dépôt de mendicité depuis 1828, et du bureau de bienfaisance depuis cinq ans; président de l'académie des sciences, belles-lettres et arts de Lyon.

M. Fournel, ouvrier tisseur, et chef d'atelier à Lyon.

M. Mercier, sous-préfet de Saint-Marcellin (Isère), attaché au ministère de l'intérieur pendant trois ans, successivement depuis 1847 conseiller de préfecture, secrétaire général de Vaucluse et sous-préfet de Saint-Marcellin.

M. Lavours, chef de division à la préfecture de l'Isère; vingt-trois ans de services.

M. de Courcelles, sous-préfet de Die (Drôme), ancien attaché au ministère de l'intérieur et de l'instruction publique, sous-préfet depuis 1849.

M. Bouzon, maire de Romans (Drôme), membre du conseil municipal de cette ville depuis 1830, adjoint en 1846, maire en 1848 et depuis 1850; membre du conseil d'arrondissement depuis quatre ans; ancien officier de la garde nationale et ancien juge au tribunal de commerce.

M. Pouzin, maire de Saint-Paul-les-Bains (Drôme); ancien élite de la garde impériale.

M. Thane, maire de Saint-Paul-Trois-Châteaux (Drôme); en fonctions depuis vingt-cinq ans.

M. Chauffeur, capitaine des sapeurs-pompiers de Valence (Drôme); ancien garde d'honneur, fait partie de la compagnie des sapeurs-pompiers de cette ville depuis plus de trente ans, capitaine depuis quinze ans.

M. Grasset, médecin de l'hospice de Montélimart (Drôme); médecin de cet établissement depuis vingt-six ans; membre du conseil municipal et du conseil d'arrondissement de Montélimart.

M. Monard, chef de division à la préfecture de Vaucluse, quarante-trois ans de services.

M. Fournier, conseiller de préfecture, secrétaire général des Bouches-du-Rhône; ancien sous-préfet de Brignoles; conseiller de préfecture, secrétaire général depuis dix-huit ans.

M. de Barbentane, maire de Barbentane (Bouches-du-Rhône); membre du conseil général des Bouches-du-Rhône depuis longues années.

M. Honnorat de Férus, adjoint au maire de Marseille (Bouches-du-Rhône); membre du conseil municipal et adjoint au maire depuis 1848, négociant.

M. Aube, président du tribunal de commerce de Marseille; ancien membre de l'intendance sanitaire et de la chambre de commerce de l'île de la Réunion; juge au tribunal de commerce de Marseille pendant plusieurs années.

M. de Fortis, membre de la commission administrative des hospices d'Aix (Bouches-du-Rhône); ancien membre du bureau de bienfaisance; conseiller à la cour d'appel d'Aix.

M. Desolliers, membre de la commission administrative des hospices de Marseille; membre de cette commission et de celle du mont-de-piété depuis vingt ans; ancien conseiller municipal et ancien juge au tribunal de commerce.

M. Sautse, chef de division à la préfecture des Bouches-du-Rhône; entré dans les bureaux de la préfecture en 1822, chef de division depuis 1839.

M. Langier, président du grand conseil des sociétés de prévoyance et de secours mutuels de Marseille; et des communes environnantes.

M. Vidal, négociant armateur à Marseille; a rétabli entre Marseille et les Indes le commerce qui était à peu près perdu pour cette place depuis 1789.

M. Grandval, raffineur de sucre à Marseille, a pris une grande part dans les progrès réalisés dans la raffinerie, l'une des principales branches de l'industrie Marseillaise.

M. Ramus, statuaire, a obtenu deux médailles à la suite des expositions.

M. Théus, maire de Draguignan (Var), en fonctions depuis 1849, médecin de l'hospice de cette ville et membre du conseil général du Var; concours dévoué en décembre dernier.

M. de David-Beauregard (le comte), maire d'Hyères (Var), président du comice agricole de Toulon; douze ans de service dans la marine militaire.

M. Garbier, maire de la Gaude (Var); concours énergique lors des événements de décembre 1851.

M. Bezot, adjoint au maire de Toulon (Var); cinq ans de fonctions municipales; vingt années de service dans la marine.

M. Auban, président de la chambre de commerce de Toulon, négociant; a pris une grande part à l'organisation des travaux de curage de la rade de Toulon.

M. Courdonan, peintre d'histoire et de paysage à Toulon; a obtenu cinq médailles d'or aux expositions de tableaux à Paris, à Toulouse et à Nîmes.

M. Ferrand-de-Missols, membre du conseil général du Gard; conseiller général de 1834 à 1848 et depuis 1852; membre de la commission des hospices de Nîmes depuis quatre ans; conseiller honoraire à la cour d'appel de Nîmes.

M. Beau, maire de la Grand'Combe (Gard); maire depuis 1849, directeur de la compagnie de la Grand'Combe et des mines et hauts-fourneaux d'Alais; ancien élève de l'école polytechnique.

M. Fournier, membre du conseil municipal d'Alais (Gard), conseiller municipal depuis trois ans; ingénieur de l'école des mines de Paris; directeur de mines de houille de Rochebelle et de Tréllys, des mines de fer de Palmesalade et Alais, et des fonderies et forges d'Alais.

M. Soulas, fabricant à Nîmes (Gard), a introduit, en 1835, l'industrie des tapis dans cette ville.

M. Nougaret, maire de Bédarieux (Hérault), commissaire de police à Bédarieux lors de l'insurrection du 4 décembre dernier, nommé maire provisoire à cette époque; a rendu de grands services à la cause de l'ordre.

M. René-Fournier, fabricant de draps à Lodève (Hérault); a fait faire de grands progrès à l'art de la teinture.

M. de Champeaux, sous-préfet de Limoux (Aude); ancien capitaine, comptant quinze années de services militaires, maire ou conseiller d'arrondissement dans le département de l'Aube pendant six ans; juge de paix à Bar-sur-Seine de 1834 à 1849; sous-préfet à Parthenay et à Limoux, depuis trois ans.

M. Bosc, maire de Carcassonne (Aude); membre du conseil municipal et du conseil d'arrondissement de cette ville; adjoint au maire depuis 1849, médecin de l'hospice depuis seize ans; a obtenu une médaille d'honneur pour son dévouement pendant le choléra.

M. Bringuier, président du tribunal de commerce de Narbonne (Aude); en fonctions depuis vingt-quatre ans; administrateur des hospices de cette ville depuis 1819. (Du 4 Octobre 1852.)

N° 7549. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) qui nomme dans l'ordre national de la Légion d'honneur, savoir :

OFFICIER.

M. Rivoyra (Louis), payeur du trésor à Toulouse (Haute-Garonne), qui compte vingt-sept ans de services; chevalier depuis 1811.

CHEVALIER.

M. Faucher (Jean-Alexandre), inspecteur des postes, à Toulouse, qui compte vingt et un ans de services. (Du 5 Octobre 1852.)

N° 7550. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre de l'instruction publique et des cultes) qui nomme chevalier de l'ordre national de la Légion d'honneur M^{re} **Mioland**, archevêque de Toulouse. (Du 5 Octobre 1852.)

N° 7551. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre de l'instruction publique et des cultes) qui nomme chevalier de l'ordre national de la Légion d'honneur M. l'abbé *Laga*, desservant de Saint-Tècle, arrondissement de Moissac (Tarn-et-Garonne). (Du 5 Octobre 1852.)

N° 7552. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) qui nomme chevalier de l'ordre national de la Légion d'honneur M. *Boigeat* (Claude-Baptiste-Emmanuel), directeur des contributions indirectes, à Agen, qui compte quarante-six ans de services. (Du 6 Octobre 1852.)

N° 7553. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre de l'instruction publique et des cultes) qui nomme chevalier de l'ordre national de la Légion d'honneur M^r *de Vesins*, évêque d'Agen. (Du 6 Octobre 1852.)

N° 7554. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des travaux publics) qui nomme chevalier de la Légion d'honneur M. *Alphand*, ingénieur des ponts et chaussées, attaché au service ordinaire et aux travaux des ports du département de la Gironde. (Du 7 Octobre 1852.)

N° 7555. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre de l'instruction publique et des cultes) qui nomme chevalier de l'ordre national de la Légion d'honneur M. l'abbé *Marzial*, vicaire général du diocèse de Bordeaux. (Du 8 Octobre 1852.)

N° 7556. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre de l'instruction publique et des cultes) qui nomme chevalier de l'ordre national de la Légion d'honneur M. l'abbé *Lange* (Sylois), aumônier et directeur des orphelins de la Providence, à Bordeaux. (Du 8 Octobre 1852.)

N° 7557. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre de l'instruction publique et des cultes) qui nomme chevalier de l'ordre national de la Légion d'honneur M. *Marx* (David), grand rabbin, à Bordeaux. (Du 8 Octobre 1852.)

N° 7558. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre de la guerre) qui nomme dans l'ordre national de la Légion d'honneur, savoir :

GRAND OFFICIERS.

M. *Rambaud* (Jacques-Marie-Léon), général de division, commandant la

causées division militaire; quarante-cinq ans de service effectif, deux campagnes et une blessure; commandant du 20 avril 1839.

COMMANDEURS.

M. de Ribeaux (*Jacques-Marie-Édouard*), intendant de la dixième division militaire; quarante ans de service effectif et dix campagnes; officier du 24 avril 1842.

M. Ghiot de la Cour (*Charles-Prospér*), colonel, chef de la treizième légion de gendarmerie; quarante-cinq ans de service effectif et deux campagnes; officier du 29 mars 1840.

M. Puriet (*Nicolas-François-Joseph*), colonel du quatrième régiment d'artillerie; trente-quatre ans de service effectif et dix-neuf campagnes; officier du 30 juin 1844.

OFFICIERS.

M. Magenc (*Aymé*), sous-intendant militaire de première classe à Montpellier; trente-sept ans de service effectif et dix campagnes; chevalier du 29 août 1842.

M. de Laforcade (*Henri-Honoré*), sous-intendant militaire de deuxième classe, vingt-neuf ans de service effectif et une campagne; chevalier du 20 avril 1831.

M. Sèbe (*François-Frédéric*), chef de bataillon, major de la place de Perpignan; trente-sept ans de service effectif et trois campagnes; chevalier du 28 avril 1841.

M. Surel (*Louis-Pierre-Jacques*), chef de bataillon au douzième régiment d'infanterie de ligne, trente-huit ans de service effectif et six campagnes; chevalier du 28 avril 1841.

M. Léonard (*Claude-Ferdinand*), major du vingtième régiment d'infanterie de ligne; vingt-neuf ans de service effectif et six campagnes; chevalier du 20 août 1845.

M. Cappe (*Marie-Charles*), lieutenant-colonel du quarante-cinquième régiment d'infanterie de ligne; vingt-sept ans de service effectif et six campagnes; chevalier du 14 septembre 1847.

M. Picard (*Joseph-Jean*), chef de bataillon au quarante-sixième régiment d'infanterie de ligne; trente-neuf ans de service effectif et neuf campagnes; chevalier du 28 septembre 1843.

M. Fernier de Byans (*Joseph-Hyacinthe*), colonel du soixante-sixième régiment d'infanterie de ligne; trente ans de service effectif et cinq campagnes; chevalier du 17 avril 1845.

M. Labadie (*Jean-Paul*), colonel du vingtième régiment d'infanterie légère; trente-neuf ans de service effectif et six campagnes; chevalier du 30 juin 1836.

M. Dambry (*Denis-Julien-Alphonse*), lieutenant-colonel du sixième régiment de chasseurs à cheval; trente et un ans de service effectif et quatorze campagnes; chevalier du 29 juillet 1840.

M. Beaupoil de Saint-Aulaire (*Hippolyte*), lieutenant-colonel du deuxième régiment de hussards; trente-six ans de service effectif, trois campagnes et deux blessures; chevalier du 20 juin 1839.

M. Guieu (*Honoré-Marie-Simon*), major du septième régiment de hussards; trente-cinq ans de service effectif et deux campagnes; chevalier du 20 avril 1839.

M. de Santal (Myrtil), colonel, directeur d'artillerie à Montpellier; quarante ans de service effectif et six campagnes; chevalier du 5 mai 1843.

M. Migout (Jean-Charles-Baptiste), colonel d'artillerie, directeur de l'arsenal de Toulouse, quarante-trois ans de service effectif et trois campagnes; chevalier du 11 juin 1831.

M. Poulain (Georges-Rémy), major du troisième régiment du génie; trente-six ans de service effectif et neuf campagnes; chevalier du 14 novembre 1832.

M. Picasse (Jean-Marie-Paulin), lieutenant-colonel, chef du génie à Toulouse; vingt-six ans de service effectif, huit campagnes et une blessure; chevalier du 14 avril 1844.

M. Paris (Justin-Charles), chef de bataillon, commandant le dépôt de recrutement de la Haute-Garonne; trente-neuf ans de service effectif, onze campagnes et une blessure; chevalier du 18 avril 1834.

M. Ferrières (Louis), major, commandant le dépôt de recrutement de la Gironde; trente-neuf ans de service effectif et huit campagnes.

CHEVALIERS.

M. Forgemol (Léonard-Léopold), capitaine d'état-major, aide de camp du général Reveu, treize ans de service effectif et une campagne.

M. Lejosne (Jacques-Eugène-Hippolyte), capitaine d'état-major de première classe à l'état-major de la quatorzième division; vingt et un ans de service effectif.

M. Girard (Bernard-Félix), lieutenant, adjudant de place à Montlouis; vingt-neuf ans de service effectif et douze campagnes.

M. Cailland (Claude-Antoine-Théodore), lieutenant, secrétaire-archiviste de la douzième division militaire; trente-trois ans de service effectif et huit campagnes.

M. Descas (Jean), lieutenant à la compagnie de gendarmerie de Lot-et-Garonne, vingt-quatre ans de service effectif et deux campagnes; blessé pendant les troubles de 1842 à Bazas (douzième légion).

M. Balayé (Jean), gendarme à la compagnie du Lot; trente-trois ans de service effectif et une campagne (douzième légion).

M. Marteau (Jean), lieutenant de gendarmerie à la compagnie de Tarn-et-Garonne; vingt-trois ans de service effectif (treizième légion).

M. Hyenne (Pierre), maréchal des logis de gendarmerie à la compagnie de la Haute-Garonne; trente ans de service effectif (treizième légion).

M. Sousbie (Jean), maréchal des logis de gendarmerie à la compagnie de Gers; trente ans de service effectif (treizième légion).

M. Dervillez (Louis-Charlemagne), lieutenant de gendarmerie à la compagnie de l'Ariège; vingt ans de service effectif (quatorzième légion).

M. Coste-Donat (Jean), maréchal des logis de gendarmerie à la compagnie des Pyrénées-Orientales; vingt ans de service effectif (quatorzième légion).

M. Gaich (Antoine), maréchal des logis de gendarmerie à la compagnie des Pyrénées-Orientales; vingt-cinq ans de service effectif (quatorzième légion).

M. Basségnier (Bernard), lieutenant de gendarmerie à la compagnie de l'Hérault; trente ans de service effectif et une campagne (quinzième légion).

M. Gastinel (Jean-Baptiste-Luc-Pierre), maréchal des logis de gendarmerie à la compagnie du Gard, trente-deux ans de service effectif et une campagne (quinzième légion).

M. *Lac (Pierre)*, gendarme à la compagnie du Gard; vingt-huit ans de service effectif et dix-huit campagnes (quinzième légion).

M. *Morge (Jean-Nicolas)*, maréchal des logis chef de gendarmerie à la compagnie de l'Ardèche; vingt-huit ans de service effectif, une campagne et une blessure (quinzième légion).

M. *Perrier (Séraphin-Benoît)*, gendarme à la compagnie de l'Ardèche; vingt-trois ans de service effectif et une campagne (quinzième légion).

M. *Alquié (Jean-Pierre)*, maréchal des logis de gendarmerie à la compagnie de l'Hérault; vingt-neuf ans de service effectif et une campagne (quinzième légion).

M. *Dufour (Jean-Marie)*, maréchal des logis de gendarmerie à la compagnie de l'Hérault; vingt et un ans de service effectif et une campagne (quinzième légion).

M. *Violland (Jean-Michel)*, gendarme à la compagnie de la Lozère; vingt-neuf ans de service effectif et une campagne (quinzième légion).

M. *Galopin (Louis-François)*, sous-lieutenant au douzième régiment d'infanterie de ligne; vingt-quatre ans de service effectif et neuf campagnes.

M. *Mortier (Pierre-Victoire-Alexandre-Arthur)* capitaine adjudant-major au seizième régiment d'infanterie de ligne; vingt et un ans de service effectif et six campagnes.

M. *Demassey (Marie-Louis-Adelstan)*, capitaine au seizième régiment d'infanterie de ligne; vingt-trois ans de service effectif et quatre campagnes.

M. *Carlier (Charles-Guillaume)*, chef de bataillon au dix-septième régiment d'infanterie de ligne; vingt-neuf ans de service effectif.

M. *Marietti (Jean-Baptiste)*, capitaine au dix-septième régiment d'infanterie de ligne; vingt-six ans de service effectif et trois campagnes.

M. *Pilard (Alfred-Valentin)*, lieutenant au vingt-cinquième régiment d'infanterie de ligne; vingt-quatre ans de service effectif et dix-huit campagnes.

M. *Estienne (Joseph-Maurice)*, capitaine au vingt-cinquième régiment d'infanterie de ligne; vingt-sept ans de service effectif et trois campagnes.

M. *Lambla (Donat)*, capitaine adjudant-major au vingt-cinquième régiment d'infanterie de ligne; vingt-quatre ans de service effectif et deux campagnes.

M. *Lepert (Opportune-Simon)*, capitaine adjudant-major au trente-cinquième régiment d'infanterie de ligne; vingt-deux ans de service effectif et une campagne.

M. *Ramband (Louis)*, capitaine adjudant-major au trente-cinquième régiment d'infanterie de ligne; vingt-deux ans de service effectif et une campagne.

M. *Arbaudit (Marius)*, capitaine au quarante-cinquième régiment d'infanterie de ligne; vingt-quatre ans de service effectif.

M. *Mallet de Channy (Martial)*, capitaine au quarante-cinquième régiment d'infanterie de ligne; vingt-trois ans de service effectif.

M. *Maurin (Jean-Félix)*, capitaine au quarante-sixième régiment d'infanterie de ligne; vingt-quatre ans de service effectif.

M. *Weil (Joseph)*, capitaine adjudant-major au soixante-sixième régiment d'infanterie de ligne; vingt et un ans de service effectif et six campagnes; s'est distingué au col de Mouzala.

M. *Dumort (Sébastien-Adrien)*, capitaine au soixante-sixième régiment d'infanterie de ligne; vingt-sept ans de service effectif et dix campagnes.

M. *Erhart (Sébastien)*, sergent au soixante-sixième régiment d'infanterie de ligne; vingt-sept ans de service effectif et sept campagnes.

M. *Magaon-Dumai (Charles)*, capitaine au soixante-septième régiment d'infanterie de ligne; vingt-quatre ans de service effectif et trois campagnes.

M. *Lombard (Jean)*, lieutenant au soixante-septième régiment d'infanterie de ligne, vingt-cinq ans de service effectif et une campagne.

M. *Bloquelle (Jean-Nicolas)*, sergent au soixante-septième régiment d'infanterie de ligne; vingt-cinq ans de service effectif.

M. *Rocheton (François-Marcel)*, capitaine au cinquante régiment d'infanterie légère; vingt-neuf ans de service effectif et trois campagnes.

M. *Bodon (Jean-Lodovico)*, sergent au cinquante régiment d'infanterie légère; trente ans de service effectif.

M. *Millon d'Ainval (Edmond)*, capitaine au vingtième régiment d'infanterie légère; vingt-sept ans de service effectif et trois campagnes.

M. *Maire (Jean-Baptiste)*, capitaine au vingtième régiment d'infanterie légère; vingt-quatre ans de service effectif et deux campagnes.

M. *Laurent (Jean)*, sergent au vingtième régiment d'infanterie légère; vingt-deux ans de service effectif et deux campagnes.

M. *Dubois (Joseph-Eugène)*, capitaine-trésorier du vingt-deuxième régiment d'infanterie légère; vingt-quatre ans de service effectif.

M. *Levaillant (Louis-Henri)*, lieutenant au deuxième bataillon de chasseurs à pied; seize ans de service effectif et cinq campagnes; blessé à Zatcha.

M. *Camus (Dominique)*, lieutenant faisant fonctions d'officier d'habillement au septième bataillon de chasseurs à pied; dix-neuf ans de service effectif et sept campagnes.

M. *Routh (Bernard-Hippolyte)*, capitaine en second au sixième régiment de chasseurs à cheval; vingt-quatre ans de service effectif et deux campagnes.

M. *Pascal (Camille)*, capitaine-trésorier du sixième régiment de chasseurs à cheval; vingt-deux ans de service effectif.

M. *Floret (Pierre-Augustin)*, capitaine-instructeur au treizième régiment de chasseurs à cheval; vingt et un ans de service effectif.

M. *Alexandre*, capitaine en second au treizième régiment de chasseurs à cheval; vingt et un ans de service effectif.

M. *Grand (Étienne-Eugène)*, chef d'escadron au deuxième régiment de hussards; trente ans de service effectif.

M. *Pottier (Édouard-Auguste)* lieutenant au septième régiment de hussards; onze ans de service effectif et une campagne; s'est distingué lors des troubles de Mazamet (Tarn).

M. *Arden (Jean-Baptiste)*, capitaine en second au cinquième régiment d'artillerie, détaché aux forges du midi; vingt-deux ans de service effectif et six campagnes.

M. *Malliet (Louis-Joseph)*, garde de deuxième classe d'artillerie à Perpignan; vingt-quatre ans de service effectif et quatorze campagnes.

M. *Magnier (François-Victor)*, garde principal d'artillerie à l'arsenal de Toulouse; trente-trois ans de service effectif et deux campagnes.

M. *Ducruux (Aimé-Jean-Claude)*, capitaine en premier au troisième régiment d'artillerie; vingt-quatre ans de service effectif.

M. *Stachler (Pierre)*, maréchal des logis au troisième régiment d'artillerie; vingt-neuf ans de service effectif et une campagne.

M. *Vaast (Jean-Baptiste-Auguste-Benoît)*, capitaine en premier au quatrième régiment d'artillerie; vingt-quatre ans de service effectif.

M. *Bodin (Henri-Melchior)*, capitaine en premier au quatrième régiment d'artillerie; vingt-quatre ans de service effectif.

M. *Andruin (Julien)*, maréchal des logis au quatrième régiment d'artillerie; vingt-neuf ans de service effectif.

M. *Martin (Conrad)*, capitaine en second à la onzième compagnie d'ouvriers d'artillerie; vingt-sept ans de service effectif.

M. *Gougelet (Jean-Louis)*, lieutenant au deuxième escadron du train des parcs d'artillerie; vingt-deux ans de service effectif et trois campagnes.

M. *Rio (Jean)*, trompette au deuxième escadron du train des parcs d'artillerie; vingt-quatre ans de service effectif et douze campagnes.

M. *Mallet (Joseph-Philippe-Léon)*, capitaine, chef du génie à Pont-Saint-Esprit; vingt et un ans de service effectif et quatre campagnes.

M. *Bailly (Charles)*, capitaine, chef du génie à Fort-les-Bains; vingt-deux ans de service effectif et une campagne.

M. *Tonneau (Jean-Baptiste)*, sergent au troisième régiment du génie; vingt-six ans de service effectif et deux campagnes.

M. *Péqueau (Jules-René)*, capitaine au premier escadron du train des équipages; vingt et un ans de service effectif.

M. *Nourisson (Claude-Amable)*, capitaine au deuxième escadron du train des équipages; vingt-huit ans de service effectif et huit campagnes.

M. *Laget (Eugène-Jean-Jacques)*, lieutenant au quatrième escadron du train des équipages; seize ans de service effectif, douze campagnes et une blessure.

M. *Charavier (Jean-Louis-Alexis-Philème-Urbain)*, médecin-major de première classe à l'hôpital militaire de Toulouse; vingt-huit ans de service effectif.

M. *Braunwald (Frédéric-Gustave)*, médecin aide-major de première classe à la place d'Aix; vingt et un ans de service effectif et dix campagnes.

M. *Buschaert (Pierre-Guillaume)*, médecin aide-major au troisième régiment du génie; dix-neuf ans de service effectif et quatre campagnes.

M. *Ducroquet (Louis-François-Théodore)*, médecin-major du deuxième régiment de hussards; vingt-deux ans de service effectif et dix campagnes.

M. *Lesèble (Victor-Auguste)*, capitaine au neuvième régiment d'infanterie légère, commandant le dépôt de recrutement du Gard; vingt-sept ans de service effectif.

M. *Ferdasne de Lépine (Aimé-Philippe-Charles)*, sous-chef au cabinet du ministre de la guerre; vingt ans de service effectif. (Du 8 Octobre 1852.)

N° 7559. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) qui nomme chevaliers de l'ordre national de la Légion d'honneur, savoir :

M. *Jeantin (Louis-Fédon)*, directeur de l'enregistrement et des domaines du département de la Charente, qui compte trente-neuf ans de services.

M. *Guillon (Laurent-César-Jacques)*, ancien directeur des contributions indirectes du département de la Charente, qui compte quarante-six ans de services. (Du 10 Octobre 1852.)

N° 7560. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre de l'instruction publique et des cultes) qui nomme chevalier de l'ordre national de la Légion d'honneur M. l'abbé *Leroy*, desservant

de Saint-Hippolyte, arrondissement de Rochefort (Charente-Inférieure).
(Du 12 Octobre 1852.)

N° 7561. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) qui nomme chevalier de l'ordre national de la Légion d'honneur M. de Girardin (Stanislas-Victor-Euryale), receveur général des finances du département des Deux-Sèvres, et président de la société de secours mutuels de Niort; vingt ans de services. (Du 13 Octobre 1852.)

N° 7562. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) qui nomme chevalier de l'ordre national de la Légion d'honneur M. Raimbault (Pierre-Jean), percepteur de la réu-
nion de Lusignan (Vienne), qui compte trente-six ans de services. (Du 14 Octobre 1852.)

N° 7563. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre de l'instruction publique et des cultes) qui nomme che-
valier de l'ordre national de la Légion d'honneur M. l'abbé de Rochenontrix, vicaire général du diocèse de Poitiers. (Du 15 Octobre 1852.)

N° 7564. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre de la guerre) qui nomme dans l'ordre national de la Lé-
gion d'honneur les militaires dont les noms suivent, savoir :

COMMANDEUR.

M. Guyot-Duclos (Timoléon), colonel du génie, directeur des fortifications à la Rochelle; quarante ans de service effectif et onze campagnes; officier du 17 avril 1845.

OFFICIERS.

M. Humbert (Hippolyte-Martial-Désiré), sous-intendant militaire de deuxième classe à la Rochelle; trente-six ans de service effectif et sept campagnes; che-
valier du 2 décembre 1831.

M. Olivier (Constantin), chef d'escadron, commandant la compagnie de gendarmerie d'Indre-et-Loire (septième légion); trente ans de service effectif et une campagne; chevalier du 4 décembre 1832.

M. Noël (Joseph-Étienne), chef de bataillon au onzième régiment d'infanterie de ligne; trente-sept ans de service effectif et cinq campagnes; chevalier du 25 avril 1840.

M. Brismontier (Théodore), major du cinquante et unième régiment d'infan-
terie de ligne; trente-deux ans de service effectif et cinq campagnes; chevalier du 29 septembre 1841.

M. Léger (Nicolas-Philippe), chef de bataillon au cinquante-neuvième régi-
ment d'infanterie de ligne; trente-quatre ans de service effectif et huit cam-
pagnes; chevalier du 8 août 1847.

M. de Boistel (Édouard), chef de bataillon au soixante et unième régiment

d'infanterie de ligne; vingt-neuf ans de service effectif et treize campagnes; chevalier du 19 avril 1843.

M. *Le Poitevin de Lacroix (Louis-Joseph)*, chef de bataillon au soixante et quinième régiment d'infanterie de ligne; vingt ans de service effectif et treize campagnes; chevalier du 14 juillet 1844.

M. *Pecqueur (Charles)*, lieutenant-colonel du dix-huitième régiment d'infanterie légère; trente-trois ans de service effectif et deux campagnes; chevalier du 29 septembre 1841.

M. *Bertrès (Guillaume-Jean-Joseph)*, chef de bataillon au vingt-troisième régiment d'infanterie légère; trente-six ans de service effectif, cinq campagnes et deux blessures; chevalier du 15 janvier 1836.

M. *Chanmeil de Stella (Joachim-Marc-Ramon)*, capitaine au deuxième régiment de la légion étrangère; quatorze ans de service effectif, quatorze campagnes et une blessure; chevalier du 21 juin 1840.

M. *Crétien (François)*, major du dixième régiment de dragons; trente-trois ans de service effectif; chevalier du 14 avril 1844.

M. *Gasser (Pierre)*, chef d'escadron au cinquième régiment de chasseurs; trente-sept ans de service effectif et une campagne; chevalier du 25 avril 1840.

M. *Schmidt (Nicolas-Émile)*, lieutenant-colonel, employé à l'école de cavalerie de Saumur; trente-deux ans de service effectif; chevalier du 24 avril 1842.

M. *Arnould (André-Aza)*, colonel, directeur d'artillerie à la Rochelle quarante ans de service effectif et quatre campagnes; chevalier du 17 janvier 1833.

M. *Gillart (Guillaume-Marie-Alphonse)*, chef de bataillon, chef du génie à Niort; trente-quatre ans de service effectif et neuf campagnes; chevalier du 25 avril 1841.

M. *Malapert (André-François)*, médecin principal de première classe à l'hôpital militaire de la Rochelle; trente-six ans de service effectif et trois campagnes; chevalier du 30 avril 1836.

CHEVALIERS.

M. *Baillod (Edme-Charles-Jean)*, sous-intendant militaire de deuxième classe à Orléans; vingt et un ans de service effectif et une campagne.

M. *Gattel (Jean)*, lieutenant adjudant de place à la Rochelle; vingt-six ans de service effectif et dix campagnes.

M. *Vinckel (François)*, maréchal des logis à la compagnie de gendarmerie d'Indre-et-Loire (septième légion); vingt et un ans de service effectif.

M. *Boudard (Jean-Alexandre)*, lieutenant à la compagnie de gendarmerie de la Charente-Inférieure (neuvième légion); vingt-six ans de service effectif.

M. *Lebrun (Nicolas-Augustin)*, maréchal des logis à la compagnie de gendarmerie des Deux-Sèvres (neuvième légion); trente-trois ans de service effectif et une campagne.

M. *Mention (Louis-Pierre-Armand)*, maréchal des logis à la compagnie de gendarmerie des Deux-Sèvres; (neuvième légion); trente-deux ans de service effectif et une campagne.

M. *Pastre (Pierre)*, gendarme à la compagnie de la Vendée (neuvième légion); vingt-neuf ans de service effectif et six campagnes.

M. *Noël (Thomas)*, lieutenant trésorier de la compagnie de gendarmerie de

la Charente (dixième légion); vingt-trois ans de service effectif et trois campagnes.

M. Weeber (Simon), capitaine au onzième régiment d'infanterie de ligne; vingt-quatre ans de service effectif et trois campagnes.

M. Lagarde (Pierre), fusilier au vingt-septième régiment d'infanterie de ligne; quatre ans de service effectif, une campagne et une blessure; décoré de la médaille militaire.

M. Allheily (Louis), capitaine au cinquante-neuvième régiment d'infanterie de ligne; vingt et un ans de service effectif et quatre campagnes.

M. Forêt (Joseph), capitaine au soixante et unième régiment d'infanterie de ligne; vingt et un ans de service effectif et sept campagnes.

M. Pfannenmüller (Jean-Daniel), capitaine au soixante et unième régiment d'infanterie de ligne; vingt et un ans de service effectif et huit campagnes.

M. Testa (Jean-Pierre-Eugène), major du soixante et quinzième régiment d'infanterie de ligne; vingt-cinq ans de service effectif et une campagne.

M. Desblaton (Félix-Jean-Baptiste), capitaine au soixante et quatorzième régiment d'infanterie de ligne; vingt-neuf ans de service effectif et six campagnes.

M. Contencin (Charles-Adolphe-Auguste), capitaine au vingt-troisième régiment d'infanterie légère; vingt-six ans de service effectif et cinq campagnes.

M. Pochet (Jean-Baptiste), sergent à la troisième compagnie de fusiliers de discipline; vingt-quatre ans de service effectif et deux campagnes.

M. Poars (Nicolas), sous-lieutenant de la troisième compagnie de fusiliers vétérans; trente-deux ans de service effectif et six campagnes.

M. Étourneau-Lafaye (Jacques), capitaine au dixième régiment de dragons; vingt ans de service effectif.

M. Grillère (Jean), capitaine au premier régiment de chasseurs; vingt-deux ans de service effectif et neuf campagnes.

M. Picot (Jean), maréchal des logis au premier régiment de chasseurs; vingt-deux ans de service effectif et dix-huit campagnes.

M. Leproux (Ferdinand), capitaine-trésorier du cinquième régiment de chasseurs; vingt et un ans de service effectif et une campagne.

M. Véron (Jacques-Jérémie), chef d'escadron au premier régiment de hussards; vingt et un ans de service effectif.

M. Marcellan (Jean-Baptiste), lieutenant au premier régiment de hussards; vingt-quatre ans de service effectif.

M. Négret (Jean-Jacques-Adolphe), capitaine au cinquième régiment de hussards; dix-neuf ans de service effectif et trois campagnes.

M. Guiot (François-Henri), capitaine-instructeur à l'école de cavalerie de Saumur; quatorze ans de service effectif et neuf campagnes.

M. Pamel (Vincent), lieutenant à la deuxième compagnie de cavaliers de remonte; trente-trois ans de service effectif et quinze campagnes.

M. Philponet (Pierre-François), garde de deuxième classe d'artillerie à la direction de la Rochelle; trente et un ans de service effectif et neuf campagnes.

M. Desavis (Jean-Pierre), capitaine en deuxième au neuvième régiment d'artillerie; vingt-cinq ans de service effectif et une campagne.

M. Lefebvre (Louis-François-Théodore-Joseph), lieutenant à la troisième compagnie de canonniers vétérans; vingt-deux ans de service effectif et sept campagnes.

M. Germain (Armand), garde de deuxième classe du génie à la direction de la Rochelle; vingt-sept ans de service effectif et quatre campagnes.

M. Etienne (Robert-Henri), garde principal du génie à Tours; trente-quatre ans de service effectif.

M. Fournier (Jean-Gabriel), lieutenant au vingt-sixième régiment d'infanterie de ligne, détaché au dépôt de recrutement de la Charente-Inférieure; vingt-deux ans de service effectif et six campagnes.

M. Mieulet (Jean-Joseph), capitaine au quatrième régiment d'infanterie de ligne, commandant le dépôt de recrutement de la Charente; vingt-deux ans de service effectif et quatre campagnes.

M. Azenci (Henri), capitaine au quarante-sixième régiment d'infanterie de ligne, commandant le dépôt de recrutement du Loiret; trente ans de service effectif et une campagne.

M. Mazot (Auguste), sergent, maître d'armes au collège militaire de la Flèche; vingt-deux ans de service effectif et deux campagnes.

M. Parizot (Jean-Nicolas), concierge de la prison militaire de Tours; trente et un ans de service effectif et deux campagnes. (Du 15 Octobre 1852.)

N° 7565. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce) portant ce qui suit :

Sont promus ou nommés dans l'ordre national de la Légion d'honneur, savoir :

COMMANDEUR.

M. Cailhassou, maire de Toulouse (Haute-Garonne), ancien colonel, ayant servi de 1792 à 1815, et de 1830 à 1835; a fait les campagnes d'Italie, d'Allemagne et de Russie; blessé en différentes circonstances et prisonnier à Longwy; maire de Toulouse depuis juin 1852; membre du conseil général de la Haute-Garonne; officier de l'ordre.

OFFICIERS.

M. Pujol, conseiller de préfecture secrétaire général de la Haute-Garonne; successivement, depuis 1831, membre des conseils de préfecture du Tarn et de la Haute-Garonne; chevalier de l'ordre en 1846.

M. Mareilhac, ancien commandant de la garde nationale à cheval de Bordeaux (Gironde); officier dans la garde nationale de cette ville pendant plus de trente ans; ancien membre du conseil général des Landes et ancien maire de Duhort-Bacher (Landes); chevalier de l'ordre en 1831.

CHEVALIERS.

M. Legley, sous-préfet de Muret (Haute-Garonne); successivement, depuis 1835, conseiller de préfecture de la Côte-d'Or, sous-préfet de Tournon, de Gex et de Muret; ancien élève de l'école des chartes et ancien conservateur adjoint des archives de Flandres.

M. Malbois de la Peyrade, membre du conseil général de la Haute-Garonne; en fonctions depuis vingt ans; ancien lieutenant de gendarmerie, comptant dix-sept années de services militaires, maire de l'Isle-en-Dodon, de 1817 à 1827; ancien membre de l'Assemblée nationale.

M. l'abbé de Charottes, directeur de l'école des Sourds-Muets de Toulouse; trente années de services consacrées à l'éducation des sourds-muets.

M. Beaux, capitaine des sapeurs-pompiers de Villefranche (Haute-Garonne); ancien capitaine de l'Empire, comptant quinze ans de services militaires et deux blessures.

M. Soubiran, chef de division à la préfecture de la Haute-Garonne; vingt-neuf ans de services dans l'administration départementale.

M. de Brucq, directeur de l'école de musique de Toulouse; vingt-sept années de services comme chef de musique, professeur de chant au lycée de Toulouse, inspecteur du conservatoire et directeur de l'école de musique de cette ville.

M. Darcy-Delcer, sous-préfet de Villeneuve-sur-Lot (Lot-et-Garonne); vingt-quatre ans de services comme chef de bataillon de la garde nationale et juge de paix de Villefranche-de-Belvès, et membre du conseil général de la Dordogne; successivement, depuis 1848, sous-préfet de Vervins et de Villeneuve-sur-Lot.

M. Saint-Germain Merle de Massonneau, maire d'Aiguillon (Lot-et-Garonne), capitaine de la garde nationale pendant dix-huit ans, et maire d'Aiguillon depuis 1848; membre du conseil général de Lot-et-Garonne.

M. Darodes, adjoint au maire de la ville d'Agen (Lot-et-Garonne); en fonctions depuis 1848; officier de la garde nationale de cette ville pendant seize ans.

M. Montané, député au Corps législatif; armateur, à Bordeaux.

M. Johnston, membre du conseil général de la Gironde, négociant.

M. Samazeuilh, adjoint au maire de Bordeaux (Gironde); membre du conseil général de la Gironde;

M. Castéja, adjoint au maire de Bordeaux; ancien magistrat; membre du conseil général de la Gironde.

M. Arman, membre du conseil municipal de Bordeaux; constructeur de navires.

M. Vieillard, directeur de la manufacture de faïence et de porcelaine de Bacalan (Gironde).

M. Machenaud-Gaury, adjoint au maire d'Angoulême (Charente); membre du conseil municipal de cette ville depuis 1830, et adjoint au maire depuis 1840; ancien juge au tribunal de commerce.

M. le comte de Coëtlogon, sous-préfet de Rochefort (Charente-Inférieure); ancien officier; ancien maire de Cheret (Aisne), sous-préfet de Bressuire et de Rochefort depuis 1849.

M. de Villeréal, sous-préfet de Saint-Jean-d'Angely (Charente-Inférieure); attaché au ministère de l'intérieur pendant six ans; successivement conseiller de préfecture du Loiret et sous-préfet de Saint-Jean-d'Angely depuis 1848.

M. Vacherie, maire de Saintes (Charente-Inférieure), maire depuis 1848 et membre du conseil d'arrondissement.

M. Roy-Bry, maire de Rochefort; plus de vingt ans de services comme officier et commandant de la garde nationale, président du tribunal et de la chambre de commerce de Rochefort.

M. Coquet, maire de Bourgneuf (Charente-Inférieure); en fonctions depuis trente-six ans; ancien militaire.

M. Delavault, maire de Ferrières (Charente-Inférieure); vingt-sept ans de fonctions municipales; ancien militaire.

M. Racaud, capitaine des sapeurs-pompiers de la Rochelle (Charente-Inférieure); quarante-six ans de services dans la garde nationale; a obtenu, en 1827, une médaille d'honneur dans un incendie où il a été blessé.

M. Pellevoisin, ancien président du tribunal et de la chambre de commerce de la Rochelle; plus de vingt ans de services comme adjoint au maire; membre du bureau de bienfaisance, président du tribunal et de la chambre de commerce de cette ville.

M. David, membre du conseil général des Deux-Sèvres; chirurgien de la marine militaire pendant cinq ans; membre du conseil général depuis 1844, du conseil municipal de Niort, de 1832 à 1851; adjoint au maire pendant cinq ans et maire de cette ville, de 1840 à 1843; ancien membre de la chambre des députés et de l'assemblée nationale; député au Corps législatif.

M. Legressier, maire de Thouars (Deux-Sèvres); en fonctions depuis 1837; vérificateur de l'enregistrement en retraite; ancien colonel de la garde nationale et ancien membre du conseil d'arrondissement de Thouars.

M. Pougnat (Prosper), membre du conseil général des Deux-Sèvres; vingt années de services comme membre du conseil d'arrondissement et du conseil municipal de Niort, du conseil général et du conseil académique; président de la commission administrative des prisons.

M. Chaudreau, maire de Saint-Maixent (Deux-Sèvres); maire depuis vingt-deux ans; membre du conseil général des Deux-Sèvres depuis 1833.

M. Moreau, maire de Château-Larcher (Vienne); membre du conseil municipal depuis 1830, adjoint en 1835; maire depuis 1847; ancien capitaine de la garde nationale; neuf années de service militaire, de 1808 à 1817, et cinq campagnes.

M. Turrault, adjoint au maire de Poitiers (Vienne); de 1837 à 1852, membre du tribunal de commerce de Poitiers, qu'il a présidé pendant cinq ans; administrateur du comptoir national pendant trois ans; membre de la commission de surveillance des prisons.

M. Lemercier, administrateur des hospices de Poitiers; administrateur des hospices depuis vingt-deux ans; membre et président du conseil d'arrondissement de Poitiers pendant le même temps; ancien juge au tribunal de commerce; colonel de la garde nationale de cette ville pendant quinze ans.

M. Tarquand-Courbe, manufacturier, à Poitiers; a rendu de nombreux services à la cause de l'ordre.

M. Herpin, maire de Vêretz (Indre-et-Loir); en fonctions depuis vingt-cinq ans.

Est également admise dans l'ordre national de la Légion d'honneur *sœur Jeanne-Barbe Chagny*, supérieure de l'hôpital de la Grave, à Toulouse; quarante-neuf années de soins donnés aux malheureux comme sœur de charité; supérieure de l'hôpital militaire de Lyon et de l'hôpital de la Grave. (Du 18 Octobre 1852.)

N° 7566. — ARRÊTÉ du ministre de la justice portant que le sieur *Pierre-Antoine de Gemini*, né à Péra (Constantinople) en Turquie, le 12 janvier 1798, propriétaire, demeurant à Paris, est admis à jouir des droits de citoyen français. (Du 5 Avril 1848.)

N° 7567. — ARRÊTÉ du ministre de la justice qui admettent à jouir des droits de citoyen français,

1° Le sieur *Jean-Joseph Ruffier-Poupelloz*, né le 4 floréal an 7 [23 avril

1797] à Feisson-sous-Brinçon, en Savoie, brossier et tambour dans la dixième légion, demeurant à Paris, rue de la Boucherie-des-Invalides, n° 72. (Seine);

2° Le sieur *Evasius-Louis-Marie Capone*, né le 21 juin 1803 à Canai (Piémont), maire de la commune de Saint-Ferdinand, près Alger, demeurant en ladite commune;

3° Le sieur *Jacques O'Sullivan*, né le 9 mai 1811 à Ardara, comté de Kerry (Irlande), docteur-médecin, demeurant à Besson, arrondissement de Moulins (Allier). (Du 13 Avril 1848.)

N° 7568. — ARRÊTÉ du ministre de la justice portant que le sieur *Pierre Marcil*, né le 14 nivôse an VI, herboriste, originaire de Bruxelles (Belgique), demeurant à Paris, est admis à jouir des droits de citoyen français. (Du 19 Avril 1848.)

N° 7569. — ARRÊTÉ du ministre de la justice portant que le sieur *Théodore Boyerlé*, né à Weil ditz Stadt (Wurtemberg), âgé de quarante ans, horloger, demeurant à Paris, est admis à jouir des droits de citoyen français. (Du 20 Avril 1848.)

N° 7570. — ARRÊTÉ du ministre de la justice qui admet à jouir des droits de citoyen français,

1° Le sieur *Joseph Pernollet*, né le 9 octobre 1808 à Chambéry en Savoie, ferblantier, résidant à Ferney (Ain).

2° Le sieur *Henry-Louis Keussen*, né le 8 mars 1820 à Reims, d'un père étranger, fabricant de tissus, à Reims (Marne). (Du 21 Avril 1848.)

N° 7571. — ARRÊTÉ du ministre de la justice qui admet à jouir des droits de citoyen français,

1° Le sieur *Henry-Léopold Harner*, né en 1816 à Breiten (grand-duché de Bade), inspecteur d'assurances, résidant à Paris;

2° Le sieur *Jean-Joseph Balliman*, né le 13 mars 1812 à Mayence (Hesse-Darmstadt), horloger, résidant à Paris (Seine). (Du 1^{er} Mai 1848.)

N° 7572. — ARRÊTÉ du ministre de la justice qui admet à jouir des droits de citoyen français,

1° Le sieur *Louis-Paul Christen*, né le 10 mai 1812 à Joux-en-Josas (Seine-et-Oise), d'un père étranger, horloger à Palaiseau (Seine-et-Oise);

2° Le sieur *Patriz-Jean-Auguste Madden*, né le 4 janvier 1808 à Versailles, d'un père anglais, professeur à Versailles. (Du 2 Mai 1848.)

N° 7573. — ARRÊTÉS du ministre de la justice qui admettent à jouir des droits de citoyen français,

1° Le sieur *Lambert-Joseph Thys*, né à Hasselt, province de Limbourg (Belgique) le 28 mars 1817, cordonnier, demeurant à Paris.

2° Le sieur *Édouard Mayer*, né à Sens (Yonne) le 29 novembre 1810, d'un père Wurtembergeois, portefeuille, résidant à Paris, rue Beaubourg n° 43. (Du 6 Mai 1848.)

N° 7574. — ARRÊTÉ du ministre de la justice qui admettent à jouir des droits de citoyen français,

1° Le sieur *Nicolas-Marie-Salvador-Gaëtan Brancaccio*, né le 10 décembre 1818 à Saint-Ferdinand, province de Naples (Italie), propriétaire, à Paris;

2° Le sieur *François-Philippe Machet*, né le 25 avril 1796 à Saint-Maurice de Thônes (Savoie), résidant à Paris;

3° Le sieur *Sollmann (Chrétien)*, ébéniste, né le 18 août 1809 à Cobourg (Saxe). (Du 25 Mai 1848.)

N° 7575. — ARRÊTÉ du ministre de la justice qui admettent à jouir des droits de citoyen français,

1° Le sieur *Charles Charnesky*, né le 30 mai 1800 à Varsovie (Pologne), mécanicien, demeurant à Paris;

2° Le sieur *Amboise Fige*, né le 18 février 1817 à Mégèra (Savoie), chef d'équipe, demeurant à Paris;

3° Le sieur *Jean-Baptiste-Toussaint Goffinet*, né le 10 brumaire an XIV [1^{er} novembre 1805] à Chiny (Belgique), filateur, demeurant à Reims (Marne). (Du 27 Mai 1848.)

N° 7576. — ARRÊTÉ du ministre de la justice portant que le sieur *Édouard-Bruno-Joseph Carpi*, né à Reggio (Italie), le 19 août 1813, conducteur auxiliaire au canal latéral de la Garonne, demeurant à Moissac (Tarn-et-Garonne), est admis à jouir des droits de citoyen français. (Du 5 Juin 1848.)

N° 7577. — ARRÊTÉ du ministre de la justice qui admettent à jouir des droits de citoyen français,

1° Le sieur *Jean-Pierre Fouraux*, né le 28 août 1803 à Baranzy, province de Luxembourg (Belgique), plâtrier, demeurant à Briey (Moselle);

2° Le sieur *Georges-Adam Frey*, né le 3 octobre 1786 à Nice (États-Sardes), maître bottier, demeurant à Rocroi (Ardennes). (Du 15 Juin 1848.)

N° 7578. — ARRÊTÉ du ministre de la justice portant que le sieur *Lisko (Christien-Frédéric)*, né à Jüterboch (Saxe), ouvrier bottier, demeurant à Paris, est admis à jouir des droits de citoyen français. (Du 28 Juin 1848.)

N° 7579. — ARRÊTÉ DE PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice) portant que le sieur

Handvogel (Hippolyte-Ignace), né le 15 décembre 1813 à Varsovie (Pologne), docteur en médecine, demeurant à Paris, est admis à jouir des droits de citoyen français. (Du 1^{er} Avril 1849.)

N° 7580. — ARRÊTÉ DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice) portant que le sieur *May (Émile-Constant)*, né le 22 décembre 1825 à Thuillies (Belgique), cultivateur, demeurant à Hébuterne, arrondissement d'Arras (Pas-de-Calais), est admis à jouir des droits de citoyen français. (Du 14 Juin 1849.)

N° 7581. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice) portant que le sieur *Maurer (Georges-Frédéric)*, né le 15 février 1815 à Ottweiler (Prusse rhénane), marchand de vins en gros, demeurant à Écouen, arrondissement de Pontoise (Seine-et-Oise), est admis à jouir des droits de citoyen français. (Du 9 Août 1849.)

N° 7582. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le garde des sceaux ministre de la justice) portant que le sieur *Brandi (Alexandre)*, né le 13 avril 1802 à Gênes (Italie), épicier, demeurant à Montmartre (Seine), est admis à jouir des droits de citoyen français. (Du 22 Août 1849.)

N° 7583. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le garde des sceaux ministre de la justice) portant que le sieur *Sobolewski (Louis)*, né à Ottvock, près Varsovie (Pologne), agent d'affaires, demeurant à Lons-le-Saunier (Jura), est admis à jouir des droits de citoyen français. (Du 25 Août 1849.)

N° 7584. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice) portant que le sieur *Chenais (Mathias)*, né le 22 janvier 1805 à Sarrelouis (Prusse), bottier, demeurant à Paris, est admis à jouir des droits de citoyen français. (Du 29 Septembre 1849.)

N° 7585. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le garde des sceaux ministre de la justice) portant que le sieur *Ross (Léonard-Jacques)*, né le 25 juin 1807 à Polangen en Courlande (Russie), demeurant à Paris, est admis à jouir des droits de citoyen français. (Du 27 Décembre 1850.)

N° 7586. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice) portant que le sieur *Gastri (Tedesphore-Calisto)*, né le 8 septembre 1790 à Castelnovo di Sotto, province

de Reggio (duché de Modène), entrepreneur de travaux publics, demeurant à Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme), est admis à établir son domicile en France, pour y jouir des droits civils tant qu'il continuera d'y résider. (Du 19 Janvier 1851.)

N° 7587. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice) qui admet à jouir des droits de citoyen français,

1° Le sieur *Kess (Nicolas)*, né le 10 mai 1816 à Grevenmacher (grand-duché de Luxembourg), polisseur de peignes, demeurant à Paris (Seine);

2° Le sieur *Schmit (Jean-Baptiste)*, né d'un père étranger, le 1^{er} février 1807, à Beneuvre, arrondissement de Châtillon-sur-Seine (Côte-d'Or), charbon, demeurant à Beneuvre. (Du 28 Janvier 1851.)

N° 7588. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice) portant que le sieur *Stepowski (Joseph-Ambroise)*, né le 4 décembre 1810 à Bodzanowek (Pologne), commis négociant, demeurant au Havre (Seine-Inférieure), est admis à établir son domicile en France, pour y jouir des droits civils tant qu'il continuera d'y résider. (Du 31 Janvier 1851.)

N° 7589. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice) portant que le sieur *Cossmann (Maurice-Hermann)*, né le 21 juillet 1820 à Berlin (Prusse), artiste peintre, demeurant à Paris, est admis à établir son domicile en France, pour y jouir des droits civils tant qu'il continuera d'y résider. (Du 15 Mai 1851.)

N° 7590. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice) portant que le sieur *Arnaud (Maurice-Étienne)*, né d'un père étranger, le 3 septembre 1817, à Marseille, propriétaire, demeurant à Vaison, arrondissement d'Orange (Vaucluse), est admis à jouir des droits de citoyen français. (Du 7 Juin 1851.)

N° 7591. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice) portant que le sieur *Raibaldi (Jean-Baptiste)*, né le 4 septembre 1796 à Badalucco, diocèse de Vintimille (États-Sardes), facteur de la poste aux lettres, demeurant à Toulon (Var), est admis à établir son domicile en France, pour y jouir des droits civils tant qu'il continuera d'y résider. (Du 10 Juin 1851.)

N° 7592. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice) portant que le sieur *Toche (Jean-Joseph)*, né le 3 février 1826 à Dalins (diocèse de Nice) Sardaigne, cordonnier, demeurant à Draguignan (Var), est admis à établir son domi-

cile en France, pour y jouir des droits civils tant qu'il continuera d'y résider. (Du 19 Juillet 1851.)

N° 7593. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice) portant que le sieur Zimmermann (Henry), maître tailleur, né le 7 floréal an x [27 avril 1802] à Cologne (Prusse rhénane), demeurant à Paris (Seine), est admis à établir son domicile en France, pour y jouir des droits civils tant qu'il continuera d'y résider. (Du 8 Septembre 1851.)

N° 7594. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice) qui admet à établir leur domicile en France, pour y jouir des droits civils tant qu'ils continueront d'y résider,

1° Le sieur Seghers (Louis-Joseph), né à Ath (Belgique) le 3 juin 1816. Nécessité en droit, demeurant à Paris;

2° Le sieur Scholosinger (Samuel), né à Vienne (Autriche), le 25 décembre 1814, libraire, demeurant à Paris;

3° Le sieur Mues (Pierre-Joseph), né à Gand (province de la Flandre orientale), le 30 ventôse an VII [20 mars 1799], marchand tailleur, demeurant à Paris. (Du 20 Septembre 1851.)

N° 7595. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice) portant que le sieur Jeanen (Jean-Joseph-Napoléon), né le 21 août 1812 à Liège (Belgique), demeurant à Paris, est admis à établir son domicile en France, pour y jouir des droits civils tant qu'il continuera d'y résider. (Du 23 Septembre 1851.)

N° 7596. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice) qui admet à établir leur domicile en France, pour y jouir des droits civils tant qu'ils continueront d'y résider,

1° Le sieur Giovannone (Achille-Janvier-Salvator-Mario), né le 7 janvier 1811 à Naples (Italie), employé dans l'administration des contributions indirectes, demeurant à Paris;

2° Le sieur Culmann (Friedrich-Henry-Louis), né le 15 avril 1826 à Landau (Bavière), étudiant en médecine, demeurant à Strasbourg. (Bas-Rhin.) (Du 26 Septembre 1851.)

N° 7597. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice) qui admet à établir leur domicile en France, pour y jouir des droits civils tant qu'ils continueront d'y résider,

1° Le sieur Anselmi (Jules-Géorg-François), né le 22 avril 1803 à Modène

Italie), docteur-médecin, demeurant à Artannes, arrondissement de Tours, (Indre-et-Loire);

2° Le sieur *Eisken (Hubert)*, cultivateur, né le 1^{er} décembre 1817 à Vichten (grand-duché de Luxembourg), demeurant à Kemplich, arrondissement de Thionville (Moselle);

3° Le sieur *de Dombrowski (Jean-Casimir-Maximilien)*, né le 4 octobre 1812 à Rataje, gouvernement de Kalisz (Pologne), employé dans les bureaux de la préfecture à la Rochelle (Charente-Inférieure). (Du 17 Octobre 1851.)

N° 7598. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice) qui admet à établir leur domicile en France, pour y jouir des droits civils tant qu'ils continueront d'y résider,

1° Le sieur *Rist (Charles-Frédéric)*, né à Emmendingen (Grand-duché de Bade), le 31 mars 1801, marchand culottier, demeurant à Paris;

2° Le sieur *André (Vincent-Clément)*, clerc de notaire, né le 17 mai 1822 à Mons, province de Hainaut (Belgique), demeurant à Valenciennes (Nord);

3° Le sieur *Mikuliez (Casimir)*, agent voyer, né le 4 mars 1808 à Hadeck, gouvernement de Wilna (Pologne), demeurant à Coutances (Manche);

4° Le sieur *Beck (Maurice-Jules)*, commis négociant, né le 20 juin 1825 à Biel, canton de Berne, en Suisse, demeurant à Strasbourg (Bas-Rhin);

5° Le sieur *Rossier (Louis-Antoine)*, né d'un père étranger, à Marseille (Bouches-du-Rhône), le 28 avril 1816, professeur, demeurant à Marseille;

6° Le sieur *Piggott (William-Henry)*, né le 3 février 1814 à Bermondsey, comté de Surrey (îles Britanniques), directeur d'une exploitation de minerais de fer, demeurant à Fargues, arrondissement de Boulogne (Pas-de-Calais), (Du 22 Octobre 1851.)

N° 7599. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice) qui admet à établir leur domicile en France, pour y jouir des droits civils tant qu'ils continueront d'y résider,

1° Le sieur *Schwartz (Pierre)*, né à Anneyeiller, près Landau (Bavière Rhénane), le 7 novembre 1809, marchand de bestiaux, demeurant à Verrières-le-Buisson, arrondissement de Versailles (Seine-et-Oise);

2° Le sieur *Gerhard (Jacques-Théodore)*, né d'un père étranger, le 7 août 1815 à Strasbourg (Bas-Rhin), boucher, demeurant à Metz (Moselle);

3° Le sieur *de Choudens (Louis-Jean)*, imprimeur en taille-douce, né le 24 février 1827 à Genève (Suisse), demeurant à Paris (Seine). (Du 31 Octobre 1851.)

N° 7600. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice) portant que le sieur *Montandon-Blaiselion (Abram-Henry)*, né le 25 octobre 1804 à Brevine, canton de Neuchâtel (Suisse), fabricant de ressorts, demeurant à Paris, est admis à jouir des droits de citoyen français. (Du 1^{er} Novembre 1851.)

N° 7601. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice) portant que le sieur *Kram* (*Jean-Charles*), boulanger, né le 14 novembre 1815 à Carlsruhe (grand-duché de Bade), demeurant à Colmar (Haut-Rhin), est admis à jour de droits de citoyen français. (Da 14 Novembre 1851.)

N° 7602. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice) qui admet à établir leur domicile en France, pour y jouir des droits civils tant qu'ils continueront d'y résider,

1° Le sieur *Castellano* (*Raphaël-François-Zaverio*), marin, né le 9 avril 1812 à Meta, royaume de Naples, demeurant à Antibes, arrondissement de Grasse (Var);

2° Le sieur *Delanne* (*François-Philippe*), docteur en médecine, né le 30 mai 1810 à Estavayer-le-Lac, canton de Fribourg, en Suisse, demeurant à Renay, arrondissement de Mâcon (Saône-et-Loire);

3° Le sieur *Harynowicz* (*Stanislas-Thadée*), propriétaire, né le 11 février 1802 à Illoki, province de Samogitie (Pologne), demeurant à Saint-Marin-ès-Vignes, arrondissement de Troyes (Aube);

4° Le sieur *Magnasco* (*Joseph-Dominique*), né le 30 mai 1805 à Camogli, province de Gènes, patron pêcheur, demeurant à Marseille (Bouches-du-Rhône). (Da 14 Novembre 1851.)

N° 7603. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice) qui admet à jouir des droits de citoyen français,

1° Le sieur *Kern* (*Charles-André*), ancien maréchal des logis, trompette au huitième régiment d'artillerie, né le 25 juin 1790 à Rothembourg (Bavière), demeurant à Sierck, arrondissement de Thionville (Moselle);

2° Le sieur *Altaras* (*Aron*), né le 14 janvier 1813 à Alep (Syrie), négociant, demeurant à Marseille (Bouches-du-Rhône);

3° Le sieur *Nowakowski* (*Thomas*), limonadier, né le 15 décembre 1807 à Zbonszin (Pologne), demeurant à Vervins (Aisne). (Da 17 Novembre 1851.)

N° 7604. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice) qui admet à établir leur domicile en France, pour y jouir des droits civils tant qu'ils continueront d'y résider,

1° Le sieur *Terrier* (*François-Marie*), conducteur des ponts et chaussées, né le 12 décembre 1803 à Annecy-le-Vieux (Savoie), demeurant à Moissac (Tarn-et-Garonne);

2° Le sieur *Borjnis* (*Joseph-Marie*), potlier fumiste, né le 16 septembre 1794 à Cravezzia (Piémont), demeurant à Paris (Seine);

3° Le sieur *Marques* (*José-Antoine*), né le 28 novembre 1787 à Braya (Portugal), demeurant à Paris (Seine);

4° Le sieur *Magdalena* (*Pierre-Rogalado-Antoine-Joseph-Raymond*), né le

13 mai 1797 à la Corogue, province de Galice (Espagne), propriétaire, demeurant à Buros, arrondissement de Pau (Basses-Pyrénées). (Du 22 Novembre 1851.)

N° 7605. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice) qui admet à établir leur domicile en France, pour y jouir des droits civils tant qu'ils continueront d'y résider,

1° Le sieur *Mazurkiewicz (Jean-Vincent)*, né le 11 décembre 1813 à Tuchow, Gallicie autrichienne (cercle de Tarnow), commis du service de la comptabilité à l'institut agronomique de Versailles (Seine-et-Oise);

2° Le sieur *Taccoen (Levin-Benoît)*, né le 24 avril 1812 à Wytschuete, arrondissement d'Ypres, province de la Flandre occidentale (Belgique), étudiant en médecine, demeurant à Lille (Nord);

3° Le sieur *Perrachon (Joseph-François)*, instituteur communal, né le 15 novembre 1787 au Saule-de-Césanne, en Piémont, demeurant à Sainte-Consorce-et-Marcy, arrondissement de Lyon (Rhône);

4° Le sieur *Freppa (Jean-François-Commenge-Eutime-Dominique)*, banquier, né le 1^{er} avril 1800 à Naples (royaume des Deux-Siciles), demeurant à Bordeaux (Gironde);

5° Le sieur *Durand (David)*, né à Oran (Algérie), le 24 septembre 1820, secrétaire interprète du parquet de la cour d'appel d'Alger, demeurant à Alger (Algérie);

6° Le sieur *Jourdan (Nicolas-Joseph)*, né à Liège (Belgique), le 24 février 1805, ancien négociant, demeurant à Paris (Seine). (Du 28 Novembre 1851.)

N° 7606. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice) portant que M. *Ferriny-Jerusalmy (Alexandre-Félix-Philippe-Marie-Isaac)*, employé, né à Constantinople, âgé d'environ vingt-quatre ans, demeurant à Paris (Seine), est admis à établir son domicile en France, pour y jouir des droits civils tant qu'il continuera d'y résider. (Du 1^{er} Décembre 1851.)

N° 7607. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice) qui admet à établir leur domicile en France, pour y jouir des droits civils tant qu'ils continueront d'y résider,

1° Le sieur *Petit (Séraphin)*, né à Yenne, province de Chambéry (Savoie), le 3 avril 1813, tisseur en châles, demeurant à Paris (Seine);

2° Le sieur *Scherrer (Pendicht)*, gardien à la maison d'arrêt d'Évreux, né le 6 mars 1785 à Neun-Égg, canton de Berne en Suisse, demeurant à Évreux (Eure);

3° Le sieur *Daud (Jacques-Étienne)*, fabricant de bandes de billards, né le 2 septembre 1805 à Campiglione (Piémont), demeurant à Paris (Seine);

4° Le sieur *Meng (Florian)*, né à Trimmis, près Coire, canton des Grisons (Suisse), le 26 mai 1821, confiseur, demeurant à Château-Gontier (Mayenne).

5° Le sieur *Obalski (Joseph)*, né le 5 mars 1807 à Walichnou, arrondissement de Wielon, palatinat de Kalisz (Pologne), agent voyer d'arrondissement, demeurant à Châteaubriant (Loire-Inférieure);

6° Le sieur *Schnapper (Wilhelm)*, né le 31 août 1818 à Francfort-sur-le-Mein, banquier, demeurant à Paris (Seine);

7° Le sieur *Ducrot (Jean-Louis)*, né le 2 juin 1818, à Habères, ~~docteur~~ d'Annecy (Savoie), frère de la Doctrine chrétienne, demeurant à Givry (Rhône). (Du 16 Décembre 1851.)

N° 7608. — DÉCRETS DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice) qui admettent à établir leur domicile en France, pour y jouir des droits civils tant qu'ils continueront d'y résider,

1° Le sieur *Schnurr (Charles)*, maître bottier, né le 31 octobre 1811, à Sondelfingen (royaume de Wurtemberg), demeurant à Lyon (Rhône);

2° La demoiselle *Ennis (Kate-Mary-Stevens)*, née le 22 août 1816 à Kington, comté de Southampton (Angleterre), institutrice, demeurant à Saint-Martin-de-Boulogne, arrondissement de Boulogne-sur-Mer (Pas-de-Calais);

3° Le sieur *Johnson (Samuel)*, professeur d'anglais, né le 1^{er} mars 1796 à Glasgow (Écosse), demeurant à Paris (Seine);

4° Le sieur *Meyer (Jacob)*, chef émailleur à la manufacture nationale de porcelaine de Sèvres, né d'un père étranger, le 22 ventôse an XIII (13 mai 1805) à Paris (Seine), demeurant à Sèvres, arrondissement de Versailles (Seine-et-Oise);

5° Le sieur *Hogg (Thomas-Paul)*, né le 1^{er} septembre 1815 à Clifton, comté de Derby (Angleterre), pharmacien, demeurant à Paris (Seine);

6° Le sieur *Oliveri (Jacques)*, né le 19 mai 1806 à Tregoso, docteur de Brugnato (États-Sardes), marin, domicilié à Fréjus (quartier maritime de Saint-Tropez). (Du 26 Décembre 1851.)

N° 7609. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice) qui admet à établir leur domicile en France, pour y jouir des droits civils tant qu'ils continueront d'y résider,

1° Le sieur *Iador (Louis-Henry)*, né à Paris le 23 avril 1806, d'un père étranger, agent comptable de compagnie d'éclairage, demeurant à Paris;

2° Le sieur *Moerenhout (Jacques-Antoine)*, propriétaire, né le 10 mai 1797 à Eeckeren, province d'Anvers (Belgique), demeurant à Passy, arrondissement de Saint-Denis (Seine). (Du 19 Janvier 1852.)

N° 7610. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice) portant que le sieur *Lévy (Bernard-Charles)*, chimiste, né le 5 juillet 1817 à Copenhague (Danemark), demeurant à Paris (Seine), est admis à établir son domicile en France, pour y jouir des droits civils tant qu'il continuera d'y résider. (Du 28 Janvier 1852.)

N° 7611. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice) portant que le sieur *Gottschalk (Jean-Martin)*, né le 8 juin 1806 à Heidelberg (grand-duché de Bade),

tailleur d'habits, demeurant à Nuits (Côte-d'Or), est admis à jouir des droits de citoyen français. (Du 31 Janvier 1852.)

N° 7612. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice) portant que le sieur *Meyer* (Bonaventure), né le 5 janvier 1804 à Olten (Suisse), naturalisé français par lettres patentes du 30 août 1842, est autorisé à prendre du service militaire en Suisse sans perdre la qualité et les droits de citoyen français, à la charge d'expresser par lui de ne jamais, et sous quelque prétexte que ce puisse être, porter les armes contre la France, sous les peines énoncées dans les lois. (Du 2 Février 1852.)

N° 7613. — DÉCRETS DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signés par le garde des sceaux, ministre de la justice) qui admettent à jouir des droits de citoyen français,

1° Le sieur *Dilger* (Mathieu), harloger, né le 8 septembre 1794 à Neustadt (grand-duché de Bade), demeurant à l'Aigle, arrondissement de Mortagne (Orne);

2° Le sieur *Zagorowski* (Joseph), né le 4 juillet 1811 à Biestrzykow, palatinat de Kalisch (Pologne), fabricant d'ocre, demeurant à Auxerre (Yonne). (Du 4 Février 1852.)

N° 7614. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le garde des sceaux, ministre la justice) qui admet à établir leur domicile en France, pour y jouir des droits civils tant qu'ils continueraient d'y résider,

1° Le sieur *Peplowski* (Joseph), né à Burzyn (Gallicie autrichienne), le 18 janvier 1817, professeur des écoles régionales d'agriculture, attaché à celle de Grignon, commune de Thiverval, arrondissement de Versailles (Seine-et-Oise);

2° Le sieur *Radjoski* (Victor), né le 24 décembre 1807 à Grabowiedz, département de Lublin (Pologne), économe de l'hospice de Guéret (Creuse), demeurant en cet ville;

3° Le sieur *Cohen* (Ferdinand-Jeremias), négociant, né le 3 avril 1819 à Dessau (duché d'Anhalt-Dessau), demeurant à Constantine (Algérie). (Du 4 Février 1852.)

N° 7615. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice) portant que le sieur *Orfila* (Innocent-Augustin-Félix), né le 29 juillet 1827 à Madrid (Espagne), demeurant à Paris (Seine), est admis à établir son domicile en France pour y jouir des droits civils tant qu'il continuera d'y résider. (Du 13 Février 1852.)

N° 7616. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice) qui admet à établir leur

domicile en France, pour y jouir des droits civils tant qu'ils continueront d'y résider,

1° Le sieur *Off (Jules)*, né à Lœwenstein, cercle du Neckar (Wurtemberg), le 6 janvier 1818, négociant, demeurant à Sedan (Ardennes);

2° Le sieur *Völker (Jean-Guillaume)*, né le 16 octobre 1819 à Edenkoben, près Landau (Bavière Rhénane), marchand de bestiaux et aubergiste, demeurant à Bourg-la-Reine (Seine);

3° Le sieur *Timoner (Sébastien-Bartholomé-Magin)*, né le 31 janvier 1812 à Alayor, île de Minorque (Espagne), matelot auxiliaire des douanes à Alger (Algérie);

4° La dame *Sophie-Louise-Wilhelmine Lavezzari*, née le 3 octobre 1791 à Hambourg, ville libre d'Allemagne, veuve du sieur *Pedro-Garbo-de-Massarides*, demeurant à Paris (Seine);

5° Le sieur *Delcarte (François-Joseph)*, né le 9 août 1819 à Namur (Belgique), ancien sergent-major à la légion étrangère, actuellement employé aux subsistances militaires dans la subdivision de Mostaganem (Algérie);

6° Le sieur *Derouwaux (Jean-François)*, né le 21 mars 1806 à Clermont, district de Verviers, province de Liège (Belgique), ouvrier à la manufacture d'armes de Chatellerault, demeurant en cette ville;

7° Le sieur *Legrès (Victor-Joseph)*, né le 1^{er} décembre 1815 à Tournay, province de Hainaut (Belgique), opticien, demeurant au Havre (Seine-Inférieure);

8° Le sieur *Zurkowski (Alexandre)*, né à Varsovie (Pologne), le 18 mars 1814, docteur médecin, demeurant à Pont-à-Mousson (Meurthe). (Du 1^{er} Mars 1852.)

N° 7617. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice) portant que le sieur *de Talle de Villefranche (Auguste-Louis-Marie)*, né le 17 février 1823 à Paris, y demeurant, qui a perdu la qualité de Français, en prenant sans autorisation, du service militaire en Autriche, est autorisé à rentrer en France; et qu'il est, en outre, admis à y établir son domicile, pour y jouir des droits civils tant qu'il continuera d'y résider, et remplir les conditions prescrites par l'article 21 du Code civil à l'effet de recouvrer ultérieurement, s'il y a lieu, la qualité de Français. (Du 5 Mars 1852.)

N° 7618. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice) portant que le sieur *Puf (Johann-Christoph)*, né le 31 octobre 1780 à Hettstaedt, près Eisleben (Saxe), propriétaire, demeurant à Robiac, arrondissement d'Alais (Gard), est admis à jouir des droits de citoyen français. (Du 5 Mars 1852.)

N° 7619. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice) qui admet à établir leur domicile en France, pour y jouir des droits civils tant qu'ils continueront d'y résider,

1° Le sieur *Galbrunner (Charles)*, né le 6 avril 1797 à Endingen (grand-duché de Bade), fabricant d'orfèvrerie, demeurant à Paris;

2° Le sieur *Behr* (*Jacques-Louis*), né le 16 floréal an IX à Maastricht (Limbourg), directeur de forges, demeurant à Vierzon-Village, arrondissement de Bourges (Cher);

3° Le sieur *Meckel* (*Joseph*), marchand de draps, né le 4 juin 1802, à Mannheim (grand-duché de Bade), demeurant à Paris (Seine);

4° Le sieur *Goetse* (*Louis*), artiste musicien, né le 9 novembre 1823, à Eisleben (Prusse), demeurant à Lunéville (Meurthe). (Du 12 Mars 1852.)

N° 7620. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice) qui admet à jouir des droits de citoyen français,

1° Le sieur *Bamberg* (*Jean-Ernest-Henry*), né le 30 septembre 1805 à Kranichfeld (duché de Saxe-Meiningen), capitaine au deuxième régiment de la Légion étrangère, chevalier de la Légion d'honneur;

2° Le sieur *Bekrlé* (*Hugo*), négociant, né le 13 juillet 1815 à Herbolzheim (grand-duché de Bade), demeurant au Havre (Seine-Inférieure);

3° Le sieur *Aghé* (*Jean-Adam*), ancien maître mineur, né le 19 mars 1802 à Gonna (grand-duché de Saxe-Merabourg), aujourd'hui négociant, demeurant à Champagny, arrondissement de Lure (Haute-Saône). (Du 17 Mars 1852.)

N° 7621. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice) portant que l'ordonnance du 5 décembre 1843 (1), qui a admis le sieur *Nasshammer* (*Rodolphe-Rupert*), né à Mumlisville, canton de Soleure (Suisse), le 28 mars 1806, demeurant à Paris, à fixer son domicile en France, conformément à l'article 13 du Code civil, est révoquée. (Du 22 Mars 1852.)

N° 7622. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice) qui admet à établir leur domicile en France, pour y jouir des droits civils tant qu'ils continueront d'y résider,

1° Le sieur *Kern* (*Jean-Jacques*), garçon de bureau à l'administration des postes, né le 23 octobre 1801 à Kirchentellinsfurth (royaume de Wurtemberg), demeurant à Paris (Seine);

2° Le sieur *Gastaldi* (*Jean-Baptiste-Ange*), né le 30 janvier 1823 à Savone (États Sardes), deuxième maître de manœuvre à bord du vaisseau *la Ville de Paris*, chevalier de la Légion d'honneur;

3° Le sieur *Simon* (*Jean-Wilhelm*), mécanicien, né le 21 septembre 1821 à Trèves (Prusse), demeurant à Thionville (Moselle);

4° Le sieur *Schells* (*Jacob*), fusilier à la deuxième compagnie de fusiliers vétérans, né le 1^{er} avril 1795 à Varsovie (Pologne);

5° Le sieur *Bunzel* (*David*), né le 24 mai 1811 à Prague (Bohême), fabricant de passementerie, demeurant à Paris (Seine);

6° Le sieur *Pichon-Girard* (*Julien*), né le 11 novembre 1814 à Saint-Nicolas-la-Chapelle, diocèse d'Annecy (Savoie), garçon de bureau auxiliaire à

(1) 1^{re} série, partie supplémentaire, Bull. 692, n° 18,056.

l'administration centrale du ministère de l'intérieur, demeurant à Paris (Du 26 Mars 1852).

N° 7623. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice) qui admet à établir leur domicile en France, pour y jouir des droits civils tant qu'ils continueront d'y résider.

1° Le sieur *Probst* (*Antoine-de-Padoue*), ouvrier en velours, né le 13 janvier 1803 à Vienne en Autriche, demeurant à Lyon (Rhône);

2° Le sieur *Koch* (*Jean*), cordonnier, né le 26 mars 1817 à Endsheim (Bavière Rhénane), demeurant à Albestroff, arrondissement de Château-Salins (Meurthe);

3° Le sieur *Oppenheim* (*Édouard*), né le 20 octobre 1827 à Offenbach (grand-duché de Hesse), commissionnaire en marchandises, demeurant à Paris;

4° Le sieur *Schulz* (*Émile-Théodore*), né le 8 novembre 1817 à Hagen (Hesse-Électorale), négociant, demeurant à Lyon (Rhône);

5° Le sieur *Schulz* (*Charles-Daniel*), né le 2 février 1810 à Hagen (Hesse-Électorale), négociant, demeurant à Lyon (Rhône);

6° Le sieur *Pasquet* (*Pierre-Paul*), né le 22 janvier 1828 à Bologne (États Romains), commis auxiliaire à la sous-préfecture de Bone (Algérie), demeurant en cette ville. (Du 16 Avril 1852.)

N° 7624. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice) qui admet à jouir des droits de citoyen français,

1° Le sieur *Eichel* (*Geofroi-François*), né le 24 pluviose an x à Cologne (Prusse), ouvrier relieur, demeurant à Paris;

2° Le sieur *Jeanjot* (*Jean-Baptiste*), né le 28 août 1816 à Pussemange, canton de Bouillon (grand-duché de Luxembourg), instituteur, à Baalons, arrondissement de Mézières (Ardennes). (Du 19 Avril 1852.)

N° 7625. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice) qui admet à établir leur domicile en France, pour y jouir des droits civils tant qu'ils continueront d'y résider,

1° Le sieur *Albo* (*Venancio-Emmanuel*), marié, né à Londres le 28 mai 1826, de parents espagnols, demeurant à Bordeaux (Gironde);

2° Le sieur *Mieszkowski* (*Jean-Népomucène*), né à Zabiezyn, palatinat de Blotk, district de Paltuk (Pologne), en mai 1812, commerçant, demeurant à Poitiers (Vienne);

3° Le sieur *Roger* (*Jacques*), tonnelier, né le 11 octobre 1828 à Bellefontaine, province de Luxembourg (Belgique), demeurant à Épernay (Marne);

4° Le sieur *Galati* (*Giacconi-Giacomo*), propriétaire, né le 18 juillet 1789 à Bogranco (États-Sardes), demeurant à Paris (Seine);

5° Le sieur *Martina* (*Saverio*), armateur, né à Palerme (Sicile) le 17 novembre 1810, demeurant à Alger (Algérie);

6° Le sieur *Otterbourg* (*Salomon-Jonas*), docteur en médecine, né à Landau (Bavière) le 23 août 1806, demeurant à Paris (Seine);

7° Le sieur *Bottolier-Curiet* (*Jacques*), né le 9 novembre 1791 à Cordon (Sardaigne), débitant de tabac, demeurant à Paris (Seine). (Du 30 Avril 1852.)

N° 7626. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice) qui admet à jouir des droits de citoyen français,

1° Le sieur *Eglen* (*Alexandre-Joseph*), né le 5 avril 1812 à Chimay (Belgique), officier de santé, demeurant à Solre-le-Château, arrondissement d'Avrès (Nord);

2° Le sieur *Paris* (*Celse-Joseph*), docteur en médecine, né le 29 ventôse an x [20 mars 1802] à Chimay (Belgique), ancien département de Jemmapes, demeurant à Reims (Marne). (Du 3 Mai 1852.)

N° 7627. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice) portant que le sieur *Bevilan-Lucotte* (*Armand-François-Maria*), né le 28 octobre 1797, demeurant à Lisbonne, est réintégré dans la qualité de Français, qu'il a perdue en se faisant naturaliser en Portugal. (Du 11 Mai 1852.)

N° 7628. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice) qui admet à établir leur domicile en France, pour y jouir des droits civils tant qu'ils continueront d'y résider,

1° Le sieur *Lasry* (*Samuel*), né à Anbar (Maroc) le 15 octobre 1803, négociant et propriétaire, demeurant à Oran (Algérie);

2° Le sieur *Fano* (*Salvador*), docteur en médecine, né le 3 décembre 1824 à Amsterdam (Hollande), demeurant à Paris;

3° Le sieur *Raykowsky* (*Antoine*), marchand mercier, né le 11 juin 1802 à Turek, en Pologne, demeurant à Montluçon (Allier);

4° Le sieur *Thaon* (*Joseph-Camille*), garçon perruquier, né le 12 janvier 1810 à Lantousque, comté de Nice (États-Sardes), demeurant à Toulon (Var);

5° Le sieur *Schloss* (*Philippe*), négociant, né le 29 août 1824 à Francfort-sur-le-Mein (ville libre d'Allemagne), demeurant à Paris;

6° Le sieur *Naballo* (*Antonio*), marin, né à Spotorno (Sardaigne) le 3 avril 1810, demeurant à Fécamp (Seine-Inférieure);

7° Le sieur *Magnus* (*Salomon-Isaac*), négociant en tapis, né le 10 avril 1804 à Sandersleben (duché d'Anhalt-Dessau), demeurant à Lyon (Rhône);

8° Le sieur *Magnus* (*Hirsch-Isaac*), négociant en soieries, né le 18 décembre 1805 à Sandersleben (duché d'Anhalt-Dessau), demeurant à Lyon (Rhône);

9° Le sieur *Santana* (*Pierre-Antoine*), cordonnier, né le 15 mai 1782 à Montcalve (Piémont), demeurant à Servian, arrondissement de Béziers (Hérault). (Du 19 Mai 1852.)

N° 7629. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice) qui admet à établir leur domicile en France, pour y jouir des droits civils tant qu'ils continueront d'y résider,

1° Le sieur *Kurzweil* (*Édouard-Antoine*), répétiteur à l'école spéciale militaire de Saint-Cyr, né le 9 juin 1807 à Zolkiew, en Gallicie (Autriche), demeurant à Saint-Cyr (*Seine-et-Oise*);

2° Le sieur *Spou* (*Heinrich-Jacob-Émil*), né le 31 août 1824 à Katlakala, près Riga (Russie), commis marchand, demeurant au Havre (*Seine-Inférieure*);

3° Le sieur *Vankeersebilck* (*Innocent*), maréchal expert, né à Houche (Belgique) le 22 octobre 1807, demeurant à Roisel, arrondissement de Péronne (*Somme*);

4° Le sieur *Kulp* (*Nathan-Maurice*), négociant, né à Francfort-sur-le-Mein (Allemagne) le 1^{er} juillet 1818, demeurant à Paris (*Seine*). (Du 19 Mai 1852.)

N° 7630. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice) qui admet à établir leur domicile en France, pour y jouir des droits civils tant qu'ils continueront d'y résider,

1° Le sieur *Markt* (*Jean-Nepomatz*), tanneur, né le 6 octobre 1824 à Mezkirck (grand-duché de Bade), demeurant à Saint-Claude (Jura);

2° Le sieur *Plon* (*Henri-Philippe*), né le 25 avril 1806 à Paris, d'un père étranger, imprimeur, demeurant à Paris (*Seine*);

3° Le sieur *Roger* (*Raimond*), scieur de long, né le 2 mai 1823 à Sin, province de Ouesca (Espagne), demeurant à Saint-Lary, arrondissement de Bagnères (Hautes-Pyrénées);

4° Le sieur *Mac-Henry* (*Richard-Charles*), né le 6 mai 1822 à Paris, d'un père étranger, demeurant à Niort (Deux-Sèvres). (Du 25 Mai 1852.)

N° 7631. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice) qui admet à jouir des droits de citoyen français,

1° Le sieur *Boggio* (*Charles-Victor-Maurice*), né le 16 mars 1804 à Saint-Georges (Sardaigne), employé, demeurant à Paris;

2° Le sieur *Schaeffer* (*Blaise*), né le 13 septembre 1796 à Albert (grand-duché de Bade), fusilier à la compagnie d'agents de surveillance des chiourmes du port de Rochefort;

3° Le sieur *Müller* (*Joseph-Ignace*), né le 1^{er} février 1808 à Innerbratt (Tyrol), entrepreneur de travaux publics, demeurant à Morteau, arrondissement de Pontarlier (Doubs);

4° Le sieur *Altaras* (*Isaac-Jules*), né le 18 mai 1819 à Alep (Syrie), négociant, demeurant à Marseille (Bouches-du-Rhône);

5° Le sieur *Lambert* (*Jean-Philippe*), né le 1^{er} octobre 1780 à Houdrigny, commune de Villers-la-Loue, canton de Virton (Luxembourg), ancien facteur de clous, demeurant à Charleville (Ardennes). (Du 27 Mai 1852.)

N° 7632. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice) qui admet à établir leur domicile en France, pour y jouir des droits civils tant qu'ils continueront d'y résider,

1° Le sieur *Viesler (Jean)*, domestique, né le 10 juillet 1822 à Obermuns-therthal (grand-duché de Bade), demeurant à Vesoul (Haute-Saône);

2° Le sieur *Müller (Louis)*, né le 23 août 1801 à Ehingen-Rotenbourg, sur le Neker (Wurtemberg), facteur d'instruments à vent, demeurant à Lyon (Rhône);

3° Le sieur *Carnegy de Balinliard (John-Allan)*, propriétaire, ancien officier de cavalerie au service de l'Angleterre, né le 3 octobre 1807 à l'île du Prince-de-Galles, dans la mer des Indes, demeurant à Samer, arrondissement de Boulogne (Pas-de-Calais);

4° Le sieur *Odero (Aloysius-Marie)*, né le 31 mars 1802 à Gênes, brigadier à la sixième compagnie de gendarmerie, demeurant à Baden (Morbihan);

5° Le sieur *Fradelizzi (Jean-Baptiste)*, entrepreneur général du casernement de Paris, né le 5 février 1793 à Trontano (États-Sardes), demeurant à Paris;

6° Le sieur *Felinski (Michel-Théodore)*, maître de pension, né le 8 novembre 1812 à Volhynie, province de Zutomir (Pologne), demeurant à Niort (Deux-Sèvres).

7° Le sieur *Maschke (Charles-Antoine)*, tailleur de limes, né le 17 août 1794 à Breslau (Silésie), demeurant à Metz (Moselle). (Du 7 Juin 1852.)

N° 7633. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice) portant que le sieur *Armandi (Pierre-Damien-Balthazar)*, né à Faenza (États de l'Église) le 22 février 1778, ancien colonel au service de France, demeurant à Paris, est admis à jouir des droits de citoyen français. (Du 16 Juin 1852.)

N° 7634. — DÉCRETS DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signés par le garde des sceaux, ministre de la justice) qui admettent à jouir des droits de citoyen français,

1° Le sieur *Kastle (Ulrich)*, né le 26 janvier 1803 à Killer (principauté de Hohenzollern-Hechingen), marchand quincaillier, demeurant à Altkirch (Haut-Rhin);

2° Le sieur *Brylinski (Théodore)*, né le 9 novembre 1805 à Cracovie (Pologne), négociant, demeurant à Cernay (Haut-Rhin);

3° Le sieur *Inhaus (Louis-Hubert-Richard-Charles)*, né le 11 août 1819 à Aix-la-Chapelle (Prusse), fabricant de draps, demeurant à Elbeuf, arrondissement de Rouen (Seine-Inférieure). (Du 23 Juin 1852.)

N° 7635. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice) qui admet à établir leur domicile en France, pour y jouir des droits civils tant qu'ils continueront d'y résider.

1° Le sieur *Selless* (*Seligmann dit Simon*), né le 4 octobre 1812 en Bavière, négociant, demeurant à Paris (Seine);

2° Le sieur *Lepoint* (*Auguste-Pierre*), employé au comptoir national d'es-compte, né d'un père étranger, le 28 août 1814, à Paris (Seine), demeurant à Batignolles-Monceaux, arrondissement de Saint-Denis (Seine);

3° Le sieur *Buyok* (*Jean-François*), né le 21 prairial an VI [9 juin 1798] à Gand (Belgique), tailleur, demeurant à Paris (Seine);

4° Le sieur *Vallier* (*Étienne*), né le 20 juin 1812 à Aiton (Sardaigne), peintre en lettres, demeurant à Paris (Seine);

5° Le sieur *Plazanski* (*Ignace-Romuald*), teneur de livres, né le 12 février 1803 à Chorzelow (Pologne), demeurant à Paris (Seine);

6° Le sieur *Gros* (*François-Eugène*), né le 3 mai 1819 à Saint-Nicolas-de-Veroce (Sardaigne), conducteur de messageries générales, demeurant à Paris (Seine);

7° Le sieur *Jablonski* (*Charles-Napoléon-Jean-Baptiste*), né le 21 juin 1812 à Pultusk, vieille ville (Pologne), peintre, demeurant à Darney (Vosges). (Du 23 Juin 1852.)

N° 7636. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice) portant que le sieur *Sauter* (*François-Auguste*), négociant, né le 9 août 1826 à Marseille (Bouches-du-Rhône), résidant à Genève (Suisse), est autorisé à accepter la qualité de consul du grand-duché de Toscane près la Confédération Suisse, sans perdre la qualité et les droits de citoyen français, à la charge expresse par lui de ne jamais, et sous quelque prétexte que ce puisse être, porter les armes contre la France, sous les peines énoncées dans les lois. (Du 30 Juin 1852.)

N° 7637. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice) qui admet à établir leur domicile en France, pour y jouir des droits civils tant qu'ils continueront d'y résider,

1° Le sieur *Bley* (*Henri*), charpentier, né le 20 octobre 1820 à Mamer (grand-duché de Luxembourg), demeurant à Volmerange-les-Autrange, arrondissement de Thionville (Moselle);

2° Le sieur *Gallard* (*David-Emanuel*), instituteur, né le 22 juillet 1819 à Sergey (Suisse), demeurant à Saint-Hippolyte (Gard);

3° Le sieur *Dherens* (*François*), fabricant d'étoffes de soie, né le 3 brumaire an IX [25 octobre 1800] à Breisy (Savoie), demeurant à Lyon (Rhône);

4° Le sieur *Neumann* (*Adolphe-Ephraïm-Lévy*), né le 27 août 1817 à Rastegg (grand-duché de Bade), demeurant à Colmar (Haut-Rhin);

5° Le sieur *Walt-Gersdorff* (*Jean-Balthazar-Auguste*), prêtre, abbé supérieur du monastère de la Trappe d'Oelenberg, né le 5 décembre 1801 à Rhede (Prusse rhénane), demeurant à Reiningen, arrondissement d'Altkirch (Haut-Rhin). (Du 30 Juin 1852.)

N° 7638. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice) portant que le sieur *Vigilzi*

(*Jean-Baptiste-Charles-Alexis*), né le 30 juillet 1807 à Milan (Lombardie), docteur-médecin, demeurant à la Haye-Descartes (Indre-et-Loire), est admis à jouir des droits de citoyen français. (Du 7 Juillet 1852.)

N° 7639. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice) qui admet à établir leur domicile en France, pour y jouir des droits civils tant qu'ils continueront d'y résider,

1° Le sieur *Levita* (*Jules-Alexis*), né le 22 avril 1826 à Mayence (grand-duché de Hesse), demeurant à Paris;

2° Le sieur *Falek* (*Jean*), né le 26 avril 1802 à Lindau (Bavière), marchand de draps, demeurant à Paris. (Du 7 Juillet 1852.)

N° 7640. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice) qui admet à jouir des droits de citoyen français,

1° Le sieur *Maglione* (*Mathieu*), portefaix, né le 3 janvier 1816 à Laigueglia (États-Sardes), demeurant à Marseille (Bouches-du-Rhône);

2° Le sieur *Trescher* (*Andréus*), né le 16 octobre 1783 à Bubenthal (grand-duché de Bade), propriétaire et horloger, demeurant à Conches (Eure);

3° Le sieur *Fasler* (*Jean-Jacques*), brasseur, né le 16 mars 1804 à Scherzheim (grand-duché de Bade), demeurant à Besançon (Doubs). (Du 24 Juillet 1852.)

N° 7641. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice) qui admet à établir leur domicile en France, pour y jouir des droits civils tant qu'ils continueront d'y résider,

1° Le sieur *Cornuz* (*Louis-Henri*), commis négociant, né le 6 octobre 1820 à Boudry, canton de Neuchâtel (Suisse), demeurant à Munster, arrondissement de Colmar (Haut-Rhin);

2° Le sieur *Vieira* (*Mathias*), négociant, né le 7 février 1794 à Braga (Portugal), demeurant à Paris;

3° Le sieur *Meyer* (*Antoine-Gustave-Frédéric*), demeurant à Bordeaux (Gironde), né en la même ville, d'un père hambourgeois, le 13 mai 1819;

4° Le sieur *Méas* (*Pierre-Joseph*), né le 29 juillet 1793 à Bruxelles (Belgique), propriétaire, demeurant à Paris (Seine);

5° Le sieur *Koysiewicz* (*Adolphe-Germain*), né le 19 juin 1809 à Cracovie (Pologne), docteur en médecine, demeurant à Bordeaux (Gironde);

6° Le sieur *Appel* (*François-Antoine*), né à Cobourg (Saxe) le 18 avril 1811, demeurant à Paris (Seine);

7° Le sieur *Ramberti* (*Carlo-Giacomo-Filippo*), prêtre desservant, né le 26 mai 1775 à Turin (Piémont), demeurant à la Charrière, arrondissement de Niort (Deux-Sèvres);

8° Le sieur *Schneider* (*Jean-Marc*), né le 18 juin 1813 à Genève (Suisse), fabricant de papiers-peints, demeurant à Paris (Seine);

9° Le sieur *Krisikis (Simah)*, interprète auxiliaire, âgé de vingt-six ans, né à Alger (Algérie), demeurant à Teniet-el-Had;

10° Le sieur *Hagelstain (Louis-Maximilien)*, né le 14 juin 1829 à Heidelberg (grand-duché de Bade), commis chez un liquoriste, demeurant à Philipeville (Algérie). (Du 24 Juillet 1852.)

N° 7642. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice) portant que le sieur *Cayrou (Joseph-Alcide)*, négociant, né le 24 avril 1814, à l'île Maurice, d'un père français, demeurant à Bordeaux (Gironde), est réintégré dans la qualité de Français, que lui a fait perdre l'acceptation non autorisée de fonctions publiques conférées par un gouvernement étranger. (Du 31 Juillet 1852.)

N° 7643. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice) portant que le sieur *Mettrich (Barthélemy-Joseph)*, né le 13 mai 1801 à Liège (Belgique), ouvrier imprimeur, demeurant à Paris (Seine), est admis à établir son domicile en France, pour y jouir des droits civils tant qu'il continuera d'y résider. (Du 4 Août 1852.)

N° 7644. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice) qui admet à établir leur domicile en France, pour y jouir des droits civils tant qu'ils continueraient d'y résider,

1° Le sieur *Shéan (William-Auguste)*, né en 1815 dans le comté de Sussex (Angleterre), demeurant à Paris (Seine);

2° Le sieur *Ncūman (Marcel-Antoine-Charles)*, propriétaire, né le 1^{er} février 1806 à Rowno (Pologne), demeurant à Paris (Seine);

3° Le sieur *Brenn (Louis-Antoine)*, surveillant au château de Compiègne, né le 23 mai 1797 à Sturvis, canton des Grisons (Suisse), demeurant à Compiègne (Oise);

4° Le sieur *Eisebraun (Théophile)*, serrurier en voitures, né le 20 mai 1819 à Heutingsheim (Wurtemberg), demeurant à Saint-Quentin (Aisne);

5° Le sieur *Vanmeenen (Ive-Stanislas)*, maître d'hôtel, né en France de parents étrangers, le 17 floréal an XII [7 mai 1804], demeurant à Lille (Nord);

6° Le sieur *Grenier (Adrien-Désiré)*, né le 3 février 1826 à Leval-Chaudeville (Belgique), cultivateur, demeurant à Berelles (Nord);

7° Le sieur *Strobel (Jean-Michel)*, né le 28 octobre 1824 à Balingen (Wurtemberg), professeur, demeurant à Lyon (Rhône);

8° Le sieur *Behaeghel (Édouard-Jacques)*, né le 16 août 1816 à Ostende (Belgique), brasseur, demeurant à Dunkerque (Nord);

9° Le sieur *Chavet (Maurice-Joseph-Martin-Frédéric)*, né le 11 novembre 1809 à Annecy (Savoie), négociant, demeurant à Lyon (Rhône);

10° Le sieur *Urbanowski (Casimir)*, né le 5 janvier 1810 à Blonie (Pologne), maître teinturier, demeurant à Tarare (Rhône);

11° Le sieur *Lemaire (Hospice-Adolphe)*, né le 21 mai 1831 à Montignies-

les-Bens, arrondissement de Mons, province de Hainaut (Belgique), demeurant à Saint-Août, arrondissement de la Châtre (Indre);

12° Le sieur *Debbon* (*Antoine*), né le 22 septembre 1801 à Audenarde (Belgique), teinturier, demeurant à Five-les-Lille (Nord). (Du 12 Août 1852.)

N° 7645. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice) qui admet à jouir des droits de citoyen français,

1° Le sieur *Weber* (*Balthazard*), charron, né le 26 septembre 1802 à Heldenbergen (grand-duché de Hesse-Darmstadt), demeurant à Widensohlen, arrondissement de Colmar (Haut-Rhin);

2° Le sieur *Funk* (*Benoit*), né le 10 vendémiaire an VIII [2 octobre 1799] à Prum, près Trèves (Prusse), ex-gendarme retraité de la compagnie de la Sarthe, demeurant à Saint-Pavin-des-Champs;

3° Le sieur *Reyter* (*François*), né le 11 mai 1818 à Altewis (grand-duché de Luxembourg), peintre doreur, demeurant à Hombourg (Moselle);

4° Le sieur *Ordéga* (*Joseph-Ignace*), né le 13 août 1802 à Blomkow, palatinat de Kœlitz (Pologne), rentier, demeurant à Paris. (Du 21 Août 1852.)

N° 7646. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice) qui admet à établir leur domicile en France, pour y jouir des droits civils tant qu'ils continueront d'y résider,

1° Le sieur *Leguy* (*Joachim*), né le 20 pluviôse an XII à Bouillon, province de Luxembourg (Belgique), employé au ministère des finances, demeurant à Paris (Seine);

2° Le sieur *Becker* (*Jacques-André*), négociant, né le 30 avril 1808 à Bommerstheim (duché de Nassau), demeurant à Paris (Seine);

3° Le sieur *Chauvet* (*Vincent*), négociant, né à Annecy (Savoie) le 5 octobre 1801, demeurant à Lyon (Rhône);

4° La demoiselle *Ratliffe* (*Rachel*), propriétaire, née en janvier 1777 à Bury-Saint-Edmonds, en Angleterre, demeurant à Graye, arrondissement de Bayeux (Calvados);

5° Le sieur *Mariat* (*Claude*), ancien soldat, né le 19 août 1780 à Oncin (Savoie), demeurant à Lyon (Rhône);

6° Le sieur *George* (*Dominique-Sigismond*), contre-maitre serrurier, né à Nice le 24 thermidor an XI, demeurant à Toulon (Var). (Du 25 Août 1852.)

N° 7647. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice) qui admet à établir leur domicile en France, pour y jouir des droits civils tant qu'ils continueront d'y résider,

1° Le sieur *Vallin* (*Stanislas-Marie-Pascal-Joseph*), né à Naples (Deux-Siciles) le 3 janvier 1801, receveur de l'abattoir civil d'Oran (Algérie), demeurant en cette ville;

5° Le sieur *Uffersleben* (Jules), né à Parth (Ecosse) le 27 février 1793, négociant exportateur, demeurant à Paris;

6° Le sieur *Schnapper* (Antoine-Maurice), banquier, né le 13 juillet 1800 à Francfort-sur-le-Mein, demeurant à Paris;

4° Le sieur *Cohn* (Jules), commissionnaire en marchandises, né le 28 novembre 1812, à Plau (grand-duché de Mecklembourg-Schwerin), demeurant à Paris;

5° Le sieur *Krag* (Philippe-Bernard-Adolphe), né à Francfort-sur-le-Mein le 16 octobre 1818, demeurant à Lyon (Rhône);

6° Le sieur *de Mendiri* (Jean-Christostôme), né à San-Rafael-de-Ortiz, province de Caracas, république de Venezuela, en 1790, demeurant à Monistrol, arrondissement d'Yssengeaux (Haute-Loire);

7° Le sieur *de Mendiri* (Ramon-Baldomero-Jean-Joseph-André), né à Madrid le 27 février 1818, demeurant à Monistrol, arrondissement d'Yssengeaux (Haute-Loire);

8° Le sieur *Koch* (Jean-Christophe), professeur d'allemand, né le 22 février 1798 à Flensbourg (duché de Schleswig), demeurant à Paris;

9° Le sieur *Krafft* (Wilhelm-Hugo), marchand de vins, né à Francfort-sur-le-Mein (Allemagne) le 17 août 1804, demeurant à Reims (Marne);

10° Le sieur *Piquard* (Jean-Antoine), gardien à l'école des Beaux-Arts, né le 13 mai 1812 à Allondaz (Savoie), demeurant à Paris. (Du 4 Septembre 1852.)

N° 7648. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contresigné par le garde des sceaux, ministre de la justice) qui admet à établir leur domicile en France, pour y jouir des droits civils tant qu'ils continueront d'y résider,

1° Le sieur *Hickey* (Louis), né le 6 septembre 1819 à Bruxelles (Belgique), chef de comptabilité, demeurant à Paris (Seine);

2° Le sieur *Christophe* (Jean-Pierre), né le 11 avril 1791 dans le grand-duché de Luxembourg, demeurant à Montrouge (Seine);

3° Le sieur *Garofolini* (Pompée-François-Marie), né à Roune de 20 septembre 1797, demeurant à Paris (Seine);

4° Le sieur *Tissot* (Jérôme-Gaspard), né le 13 avril 1824 à Meroury-de-Gemilly (Savoie), imprimeur-lithographe, demeurant à Paris;

5° Le sieur *Mélik* (Jacob), né le 3 janvier 1817 à Van (Turquie-d'Asie), architecte, demeurant à Paris. (Du 11 Septembre 1852.)

N° 7649. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contresigné par le garde des sceaux, ministre de la justice) qui admet à jouir des droits de citoyen français,

1° Le sieur *Belloni* (François-Joseph-Barthélemy), né à Rome le 29 janvier 1772, propriétaire, ancien directeur de l'école de Mosaïque, demeurant à Paris;

2° Le sieur *Sacopoulos* (Georges), né le 13 septembre 1790 à Sibant (Grèce), chevalier de la Légion d'honneur, embarqué en qualité de pilote sur la frégate la *Rundore*, en station au Pirée. (Du 27 Septembre 1852.)

((७५५))

765e. — **DÉCRET DU PRINCE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE** (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice) qui admet à établir leur domicile en France, pour y jouir des droits civils tant qu'ils continueront l'y résider,

- 1° Le sieur *Dauffeld (Jean)*, né le 7 septembre 1828 à Lenningen (grand-duché de Luxembourg), garçon de culture, demeurant à Châlons (Marne);
2° Le sieur *Rodrigues (Bernard)*, né le 30 mars 1825 à Biandes (Landes), un père étranger, conducteur des ponts et chaussées, demeurant à Mont-de-Marsan (Landes);
3° Le sieur *Fischlin (Éloi-Joseph)*, né le 26 juin 1818 à Tournay (Belgique), demeurant à Roubaix (Nord), professeur de musique;
4° Le sieur *Schamewerk (Théodore-Valentin)*, né le 12 septembre 1818 à Paris, d'un père étranger, tailleur, demeurant à Paris;
5° Le sieur *Gaul (Jean)*, né le 25 novembre 1825 à Niéderselleteuback (Electorale), journalier, demeurant à Alger (Algérie). (Du 27 Septembre 1852.)

7651. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice) qui admet à jouir des droits de citoyen français,

- 1° Le sieur *Hollander* (*Jacob-Eliaser*), négociant, né à Altona (Danemark) 26 octobre 1790, demeurant à Paris;
2° Le sieur *Stähle* (*Louis-Frédéric*), brasseur, né le 11 mai 1807 à Schiltach (grand-duché de Bade), demeurant à Saint-Etienne (Loire);
3° Le sieur *Maklott* (*Jean-Georges*), né le 25 janvier 1799 à Bartholomberg (Autriche), propriétaire, demeurant à Paris;
4° Le sieur *Smith* (*James-Léon*), né le 10 janvier 1821 à Paris, d'un père ranger, sous-chef au ministère de l'intérieur, demeurant à Paris. (Du 10 Octobre 1852.)

* 7652. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice) qui admet à établir leur domicile en France, pour y jouir des droits civils tant qu'ils continueront d'y résider,

- 1° Le sieur *Meier* (*Jean-Frédéric-Christophe*), cordonnier, né à Grand-
Aunzel (Hanovre) le 19 avril 1810, demeurant à Paris;
- 2° La demoiselle *Guisset* (*Eugénie-Joseph*), rentière, née à Amheit (province
de Liège) le 26 mars 1799, demeurant à Paris;
- 3° Le sieur *Weruer* (*Albert-Gustave*), né le 10 septembre 1802 à Bernbourg
duché d'Anhalt), négociant, demeurant à Saint-Etienne (Loire);
- 4° Le sieur *Strauss* (*Rodolphe*), négociant, né le 3 avril 1793 à Lenxbourg,
en Suisse, demeurant à Tonnay-Charente (Charente-Inférieure);
- 5° Le sieur *Guenin* (*Jean-François*), né le 29 novembre 1792 à Courtedoux,
canton de Neuchâtel (Suisse), artiste peintre, demeurant à Olichy-la-Garenne
(Seine). (Du 10 Octobre 1852).

N° 7653. — DÉCRET DU PRINCE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé)

par le garde des sceaux, ministre de la justice) qui admet à établir leur domicile en France, pour y jouir des droits civils tant qu'ils continueront d'y résider,

1° Le sieur *Zeller (Louis)*, né le 28 juillet 1815 à Saint-Ingbert (Bavière), familier au deuxième régiment de la Légion étrangère;

2° Le sieur *Stirner (Louis-Frédéric)*, né le 2 avril 1819 à Calw (Wurtemberg), commis négociant, demeurant à Lille (Nord);

3° Le sieur *Schmitt (Henri Maurice)*, fabricant de jouets d'enfants, né à Stuttgart (Wurtemberg) le 19 janvier 1817, demeurant à Montmartre (Seine);

4° Le sieur *Borsig (David-Gottlieb-Guillaume)*, directeur d'une fonderie, né à Breslau (Prusse) le 15 janvier 1810, demeurant à Paris;

5° Le sieur *Litz (Jean-Martin)*, né le 29 août 1819 à Eschbach (grand-duché de Bade), taillandier, demeurant à Saint-Dié (Vosges). (Du 20 Octobre 1852.)

N° 7654. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice) qui admet à établir leur domicile en France, pour y jouir des droits civils tant qu'ils continueront d'y résider,

1° Le sieur *Arens (Frédéric-Auguste)*, né le 25 septembre 1800 à Elling (Prusse), tailleur, demeurant à Paris;

2° Le sieur *Caken (Meyer-Joseph)*, né le 5 ventôse an XII à Bonn (Prusse), banquier, demeurant à Paris;

3° Le sieur *Kakouchenkof* dit *Artof (Nicolas)*, né le 26 novembre 1788 dans la province de Waldimir (Russie), rentier, demeurant à Paris;

4° Le sieur *Hecht (Marc)*, négociant, né à Dürkheim (Bavière rhénane) le 22 juin 1814, demeurant à Paris;

5° Le sieur *Hecht (David)*, né le 8 décembre 1823 à Dürkheim (Bavière rhénane), négociant, demeurant à Paris;

6° Le sieur *Veltaki (Nicolas)*, commerçant, né à Scio (Grèce) le 14 décembre 1821, demeurant à Marseille (Bouches-du-Rhône);

7° Le sieur *Demmin (Auguste-Frédéric)*, commissionnaire en marchandises, né à Berlin le 1^{er} avril 1817, demeurant à Paris;

8° Le sieur *Aviolat (Jean-Pierre-Louis-Ernest)*, né à Rouen, d'un père étranger, le 5 mars 1816, employé chez un agent de change, demeurant à Paris. (Du 27 Octobre 1852.)

N° 7655. — DÉCRETS DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signés par le garde des sceaux, ministre de la justice) qui admettent à établir leur domicile en France, pour y jouir des droits civils tant qu'ils continueront d'y résider,

1° Le sieur *Pierret (Jacques-Joseph)*, fabricant de guêtres, né le 28 février an XIV [19 décembre 1805] à Neufchâteau, province de Luxembourg (Belgique), demeurant à Paris;

2° Le sieur *Bourgeois (Édouard-Charles)*, né le 7 décembre 1808 à Ypres (Belgique), chirurgien, demeurant à Paris;

- ° Le sieur *Ryon (Henry-Joseph)*, cantonnier, né le 21 mars 1819 à Belle-aine (Belgique), demeurant à Vauciennes (Marne);
 - ° Le sieur *Szelechowski (François)*, professeur de mathématiques, né le décembre 1807 à Szpyzki, gouvernement de Podolie (Pologne), demeurant Montpellier (Hérault);
 - ° Le sieur *Schmidt (Charles)*, ouvrier lithographe, né à Vienne (Autriche) avril 1819, demeurant à Parthenay (Deux-Sèvres);
 - ° Le comte *Branicki (François-Xavier)*, propriétaire, né à Varsovie (Pologne) le 20 octobre 1816, demeurant à Paris;
 - 7° Le sieur *Philippi (Jean-Georges-Frédéric)*, fabricant de bijouterie, né à nove (Allemagne) le 9 avril 1814, demeurant à Paris;
 - 8° Le sieur *Poncet (Jacques-Antoine)*, maître de pension, né à Champlas-du-1 (Piémont) le 16 janvier 1814, demeurant à Montplaisir, commune de la illotière (Rhône);
 - 9° Le sieur *Pichelski (Jean)*, né le 24 juin 1801 à Sieradz, palatinat de liz (Pologne), demeurant à Toulouse (Haute-Garonne). (Du 7 Novembre 52.)
-

7656. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice) qui admet à établir leur domicile en France, pour y jouir des droits civils tant qu'ils continueront d'y résider,

- 1° Le sieur *King (Henry-Dupont)*, négociant, né le 10 mars 1813 à Saint-Botolph-Aldersgate (Angleterre), demeurant à Marseille (Bouches-du-Rhône);
 - 2° Le sieur *Charlet (Jean-Marie)*, ouvrier peintre en bâtiments, né à Combloux, diocèse d'Annecy (Savoie), le 25 novembre 1807, demeurant à Paris;
 - 3° Le sieur *Ghirardi (Rock-Antoine)*, ancien patron de barque, né le 31 août 1806 à Diano (États-Sardes), demeurant à Alger;
 - 4° Le sieur *Laisus (Jean-Amand)*, maître d'hôtel, né à Saint-Martin-de-Belleville (Savoie) le 27 septembre 1817, demeurant à Paris. (Du 10 Novembre 1852.)
-

N° 7657. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice) qui admet à établir leur domicile en France, pour y jouir des droits civils tant qu'ils continueront d'y résider;

- 1° Le sieur *Stecher (Henri)*, brasseur, né le 5 juin 1826 à Zachringen (grand-duché de Bade), demeurant à Biesheim, arrondissement de Colmar (Haut-Rhin);
 - 2° Le sieur *Nicocles (Pierre)*, né le 9 septembre 1825 à Therapia, près Constantinople, négociant, demeurant à Marseille (Bouches-du-Rhône);
 - 3° Le sieur *Laffely (Jean-Pierre)*, porteur de contraintes, né le 7 novembre 1803 dans le canton de Vaud (Suisse), demeurant à Paris (Seine);
 - 4° Le sieur *Müller (Louis-Edouard)*, fabricant de portefeuilles, né le 6 mai 1806 à Dusseldorf (Prusse), demeurant à Paris (Seine). (Du 24 Novembre 1852.)
-

N° 7658. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances), portant :

ART. 1^{er}. Seront modifiées, à partir de la publication du présent décret, en ce qui concerne la consignation des droits perçus pour les moutons amenés sur les marchés, les dispositions des articles 34. à 37 du règlement en vigueur, approuvé le 31 décembre 1850, pour l'octroi de la commune d'Am, département du Pas-de-Calais.

2. Est approuvé le règlement supplémentaire ci-annexé, destiné à consacrer les modifications énoncées dans l'article qui précède. (Du 17 Novembre 1851.)

N° 7659. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) portant que l'article 2 du règlement supplémentaire, approuvé le 6 décembre 1848, pour l'octroi de la commune de Cognac, département de la Charente, est modifié comme suit, à partir de la publication du décret, savoir :

« Le bureau de perception placé près le champ de foire ou champ de Man sera transféré au lieu dit la Grénellerie.

« Le bureau de recette situé dans la partie est du boulevard du Nord est supprimé, il sera transformé en un simple poste d'observation. » (Du 17 Novembre 1852.)

N° 7660. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) portant ce qui suit :

A partir de la publication du présent décret, et jusqu'au 1^{er} janvier 1856, la perception sera opérée, à l'octroi établi dans la commune de Valenciennes (Nord), conformément aux tarifs et règlements ci-annexés. (Du 26 Novembre 1852.)

N° 7661. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) portant :

ART. 1^{er}. A partir de la publication du présent décret, la perception des droits établis sur la bière, à l'octroi de la commune de Toulon, département du Var, sera opérée conformément au tarif ci-après, savoir :

Bières fabriquées sur le territoire de la commune, l'hectolitre..... 5
Bières venant du dehors, c'est-à-dire d'autres communes, l'hectolitre... 10

2. Le tarif, ainsi modifié, continuera de recevoir son exécution jusqu'au 1^{er} janvier 1856, époque déterminée par le décret du 28 août 1852. (Du 26 Novembre 1852.)

N° 7662. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) portant ce qui suit :

1^{er} A partir de la publication du présent décret, la perception des droits à l'octroi de Dijon, département de la Côte-d'Or, sera opérée conformément au tarif ci-annexé,

Le tarif ainsi établi, de même que le règlement actuellement en vigueur, sont exécutoires jusqu'au 1^{er} janvier 1863.

2° A partir de la publication du présent décret, les droits perçus antérieurement à l'exécution du décret du 17 mars 1852, seront rétablis à l'octroi de commune de Pont-l'Évêque, département du Calvados, sauf en ce qui concerne les articles ci-après désignés, dont les taxes se trouvent modifiées comme il suit, savoir :

ins en cercles et en bouteilles, l'hectolitre.....	60 ^c
idres et poirés, l'hectolitre.....	25
ourrées, la pièce.....	0150
harbon de bois, les cent kilogrammes.....	40
opeaux et racines (non compris les copeaux d'orme), le stère.....	15

Le tarif, modifié par le paragraphe qui précède, de même que le règlement en vigueur, cesseront d'être exécutoires le 1^{er} janvier 1856.

3° A partir de la publication du présent décret, la perception de l'octroi établi dans la commune de Malaucène, département de Vaucluse, sera opérée conformément aux tarifs et règlements ci-annexés.

La durée de ces actes est limitée au 1^{er} janvier 1856.

4° A partir de la publication du présent décret, et jusqu'au 1^{er} janvier 1863, l'octroi de la commune du Luc, département du Var, sera perçu conformément aux règlements et tarifs ci-annexés. (Du 26 Novembre 1852.)

N° 7663. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) portant :

ART. 1^{er}. Les habitants de la commune d'Esparron-de-Verdon (Basses-Alpes) ont autorisés, pendant cinq ans, à faire pacager leurs bêtes à laine dans les cantons de bois qui seront reconnus défensables par les agents forestiers locaux, à la charge, par lesdits habitants, de se conformer aux dispositions des articles de la huitième section du titre III du Code forestier, et à celles des articles 118, 119 et 120 de l'ordonnance réglementaire du 1^{er} août 1827 ; de faire chaque année, aux temps et saisons convenables, dans les cantons indiqués, les améliorations qui seront reconnues nécessaires par les agents forestiers, pour réparer ou prévenir les dommages qui pourraient résulter de l'exercice du pacage.

2. Le nombre des bêtes à laine admises au parcours ne pourra excéder celui qui sera fixé par les agents forestiers, et publié avec les états des cantons défensables.

3. Cette autorisation sera révoquée pour cause d'abus ou d'incompatibilité du pacage avec la prospérité du bois où il sera exercé. (Du 6 Novembre 1852.)

N° 7664. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) qui approuve les procès-verbaux de délimitation des forêts désignées dans le tableau suivant :

NUMÉROS DES ARTICLES.	NOMS DES FORÊTS délimitées.	DÉPARTEMENTS où ces forêts sont situées.	NATURE de la délimi- tation.	DATE du procès- verbal de délimi- tation.	DATE de la clôture du procès- verbal.	COMMUNES dont les conseils municipaux ont délibéré sur les résultats de l'opération.	DATES des délibéra- tions des conseils muni- cipaux.	AVIS DES USAGERS
1	Forêt domaniale de la Villatte.	Ardèche..	Générale.	30 juin 1851.	9 mai 1852.	"	"	"
2	Bois des Palanges appartenant à la commune de Bertho- lière.	Aveyron..	Partielle avec diverses propriétés parti- culières.	1 ^{er} mai 1849.	28 déc. 1849.	Bertholles..	23 août 1852.	Approuv.
3	Bois communaux de Lapan.	Cher....	Générale.	14 oct. 1850.	20 nov. 1851.	Lapan.....	8 août 1852.	Idem.
4	Bois communaux de Landresse.	Deuxes..	Idem....	11 août 1851.	30 janv. 1851.	Landresse...	8 fév. 1852.	Idem.
5	Bois communaux de Laviron.	Idem....	Idem....	22 août 1851.	15 oct. 1844.	Laviron....	16 déc. 1851.	Idem.
6	Bois communaux d'Aulussargues.	Gard....	Idem....	17 juin 1850.	18 août 1850.	Aulussargues	29 déc. 1851.	Idem.
7	Forêt domaniale de Marignac.	Garonne. (Haute-)	Idem....	30 juill. 1850.	21 avril 1852.	"	"	"
8	Bois communaux indivis de Roches- sur-Rognon et Bet- taincourt.	Marne. (Haute-)	Partielle avec diverses propriétés parti- culières.	4 mars 1852.	4 mars 1852.	Roches-sur- Rognon. Bettaincourt.	25 juill. 1852. 31 juill. 1852.	Approuv.
9	Forêt domaniale dite Bois-l'Abbé.	Meurthe.	Générale.	22 sept. 1851.	26 mai 1852.	Smey-aux- Forges. Villey-le-Sec.	27 août 1851. 8 août 1851.	Approuv.
10	Forêt domaniale dite Bois-l'Évêque.	Idem....	Idem....	15 sept. 1851.	12 fév. 1852.	Pierre..... Commission adminis- trative de l'hospice de Toul. Villey-sur- Trey.	15 août 1852. 28 août 1852. 11 juill. 1852.	Approuv.
11	Forêt domaniale des Venachères.	Idem....	Idem....	1 ^{er} oct. 1851.	8 nov. 1851.	Régneville.. Viéville- en-Haye.	18 juill. 1852. 25 juill. 1852.	Idem.
12	Bois communaux de Labry.	Meuse..	Idem....	8 avril 1847.	28 déc. 1847.	Labry.....	27 juill. 1851.	Approuv.
13	Forêt domaniale de Lantenbach.	Rhin. (Haut-)	Idem....	15 avril 1850.	25 mai 1852.	Lantenbach..	15 août 1852.	Idem.
14	Bois communaux de Pfaffenheim.	Idem....	Idem....	29 mars 1847.	8 juin 1847.	Pfaffenheim.	21 avril 1850.	Idem.
15	Bois communaux de François.	Saône. (Haute-)	Idem....	2 sept. 1850.	11 mars 1851.	François....	6 sept. 1852.	Idem.

(Du 6 Novembre 1852.)

N° 7665. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) portant :

ART. 1^{er}. L'administration des forêts est autorisée à délivrer aux communes et établissements propriétaires de bois dans le département du Gard les coupes extraordinaires ci-après désignées, savoir :

NOMS des communes propriétaires de bois.	SITUATION et nature des coupes extraordinaires.				CONDITIONS sous lesquelles les exploitations devront avoir lieu.
	Noms des cantons où les coupes seront assises.	Étendue des coupes à exploiter par conten- nance.	Nombre d'arbres à exploiter en jardinant ou par éclaircie.	Quantité de stères sans dési- gnation du nombre d'arbres.	
		h. ar.			
Allègre.....		34 00	"	"	
S ^{te} -Austasiae.	La réserve.....	30 00	"	"	
Argilliers...		10 00	"	"	
Baron.....	Dève.....	10 00	"	"	
Bronzet.....		15 00	"	"	
Cabrières...		12 00	"	"	
Collins.....		30 00	"	"	
Collorgues...	Comet.....	2 22	"	"	
Euzet.....		15 00	"	"	
Fournès...		15 00	"	"	
Gaujac.....		24 00	"	"	
Saint-Hilaire		45 00	"	"	
d'Asilhan.					
Lacapelle.....		44 54	"	"	
Masmolène.					
S ^t -Laurent-		15 00	"	"	
la-Vernède.					
Lussan.....		51 00	"	"	
Lebruguère.		25 00	"	"	
Saint-Marcel-	Cuègue.....	"	1,000	"	Arbres dépérissants.
de Carreiret.					
S ^t -Maximin.		12 00	"	"	
Le hameau		20 00	"	"	
de					
S ^t -Médiers,					
commune					
de Montaren.					
Tavel.....		10 00	"	"	
Vers.....		25 00	"	"	

2. La vente ou la délivrance en nature et l'exploitation des coupes extraordinaires ci-dessus mentionnées auront lieu conformément aux dispositions générales prescrites tant par le Code forestier que par l'ordonnance réglementaire du 1^{er} août 1827, et les communes et établissements publics propriétaires seront tenus de faire effectuer les travaux d'amélioration et d'entretien reconnus nécessaires par les agents forestiers.

3. Les demandes formées par les communes de Cornas et de Montaren (pour la section du même nom) sont rejetées. (Du 6 Novembre 1852.)

N° 7666. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) portant :

ART. 1^{er}. L'administration des forêts est autorisée à délivrer aux communes et établissements propriétaires de bois dans le département de l'Hérault les coupes extraordinaires ci-après désignées, savoir :

NUMÉROS DES ARTICLES.	NOMS des communes propriétaires de bois.	SITUATION et nature des coupes extraordinaires.				CONDICTIONS sous lesquelles les exploitations devront avoir lieu.
		Noms des cantons où les coupes seront faites.	Étendue des coupes à exploiter par contenance.	Nombre d'arbres à exploiter en jardinant ou par éclaircie.	Quantité de stères sans dési- gnation du nombre d'arbres.	
			h. ar.			
1	Assas.....	Le Rang.....	7 00	"	"	
2	Castilhac....	La réserve.....	11 76	"	"	
3	Gallargues...	.....	15 00	"	"	
4	Viols-le-Port.	Combe-Berline.....	14 00	"	"	

2. La vente ou la délivrance en nature et l'exploitation des coupes extraordinaires ci-dessus mentionnées auront lieu conformément aux dispositions générales prescrites tant par le Code forestier que par l'ordonnance réglementaire du 1^{er} août 1827, et les communes et établissements publics propriétaires seront tenus de faire effectuer les travaux d'amélioration et d'entretien reconnus nécessaires par les agents forestiers. (Du 6 Novembre 1852.)

N° 7667. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) portant :

ART. 1^{er}. L'administration des forêts est autorisée à délivrer aux communes et établissements propriétaires de bois dans le département du Nord les coupes extraordinaires ci-après désignées, savoir :

NUMÉROS DES ARTICLES.	NOMS des communes et établissements publics propriétaires de bois.	SITUATION et nature des coupes extraordinaires.				CONDICTIONS sous lesquelles les exploitations devront avoir lieu.
		Noms des cantons où les coupes seront faites.	Étendue des coupes à exploiter par contenance.	Nombre d'arbres à exploiter en jardinant ou par éclaircie.	Quantité de stères sans désignation du nombre d'arbres.	
1	Mairie de Seclin.	La réserve.....	h. a. 2 50	..	..	
2	Commune de Trélon.	.....	13 00	..	..	
3	Commune de Charlemagne.	Le Charmois.....	9 00	..	..	
4	Commune d'Épehy-Sauvage.	.....	13 00	..	..	

2. La vente ou la délivrance en nature et l'exploitation des coupes extraordinaires ci-dessus mentionnées auront lieu conformément aux dispositions générales prescrites tant par le Code forestier que par l'ordonnance réglementaire du 1^{er} août 1827, et les communes et établissements publics propriétaires seront tenus de faire effectuer les travaux d'amélioration et d'entretien reconnus nécessaires par les agents forestiers. (Du 6 Novembre 1852.)

N° 7668. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) portant :

ART. 1^{er}. L'administration des forêts est autorisée à délivrer aux communes et établissements propriétaires de bois dans le département de la Marne les coupes extraordinaires ci-après désignées, savoir :

Noms des communes propriétaires de bois.	SITUATION et nature des coupes extraordinaires.				CONSTITUTION sous lesquelles les exploitations devront avoir lieu.
	Noms des cantons où les coupes seront assises.	Étendue des coupes à exploiter par contenances.	Nombre d'arbres à exploiter en jardinant ou par détachés.	Quantité de stères sans dé- signation du nombre d'arbres.	
Binarville...	La réserve.....	h. ar. 26 00	"	"	A exploiter en trois années consécutives et par portions égales.
Fleury-la-Rivière.	Idem.....	41 00	"	"	A exploiter en huit années consécutives et par portions égales. La commune sera tenue de faire dresser un plan d'aménagement de ses bois.
Vartus.....	Idem.....	15 00	"	"	A vendre en deux années consécutives et par portions égales.

2. La vente ou la délivrance en nature et l'exploitation des coupes extraordinaires ci-dessus mentionnées auront lieu conformément aux dispositions générales prescrites tant par le Code forestier que par l'ordonnance réglementaire du 1^{er} août 1827, et les communes et établissements publics propriétaires seront tenus de faire effectuer les travaux d'amélioration et d'entretien reconnus nécessaires par les agents forestiers. (Du 6 Novembre 1852.)

N° 7669. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) portant :

ART. 1^{er}. Les habitants de la commune d'Obersculmbach (Bas-Rhin) sont autorisés, pendant cinq ans, à faire pacager leurs bêtes à laine dans les cantons de bois qui seront reconnus défensables par les agents forestiers locaux, à la charge, par lesdits habitants, de se conformer aux dispositions des articles de la huitième section du titre III du Code forestier, et à celles des articles 118, 119 et 120 de l'ordonnance réglementaire du 1^{er} août 1827; de

faire chaque année, aux temps et saison convenables, dans les cantons indiqués, les améliorations qui seront reconnues nécessaires par les agents forestiers, pour réparer ou prévenir les dommages qui pourraient résulter de l'exercice du pacage.

2. Le nombre des bêtes à laine admises au parcours ne pourra excéder celui qui sera fixé par les agents forestiers, et publié avec les états des cantons défensables.

3. Cette autorisation sera révoquée pour cause d'abus ou d'incompatibilité du pacage avec la prospérité du bois où il sera exercé. (Du 6 Novembre 1852.)

N° 7670. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) portant :

ART. 1^{er}. Les habitants de la commune de Pertuis (Vaucluse) sont autorisés, pendant cinq années, à faire pacager leurs bêtes à laine dans les cantons de bois qui seront reconnus défensables par les agents forestiers locaux, à la charge, par lesdits habitants, de se conformer aux dispositions des articles de la huitième section du titre III du Code forestier, et à celles des articles 118, 119 et 120 de l'ordonnance réglementaire du 1^{er} août 1827; de faire chaque année, aux temps et saison convenables, dans les cantons indiqués, les améliorations qui seront reconnues nécessaires par les agents forestiers, pour réparer ou prévenir les dommages qui pourraient résulter de l'exercice du pacage.

2. Le nombre des bêtes à laine admises au parcours ne pourra excéder celui qui sera fixé par les agents forestiers, et publié avec les états des cantons défensables.

3. Cette autorisation sera révoquée pour cause d'abus ou d'incompatibilité du pacage avec la prospérité du bois où il sera exercé. (Du 6 Novembre 1852.)

N° 7671. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) portant ce qui suit :

La commune de Lignerolles (Côte-d'Or) est autorisée à exploiter, en 1851, la totalité de la coupe ordinaire de ses bois venant en tour d'exploitation pour cet exercice; elle est de même autorisée à exploiter intégralement les coupes affectées aux exercices suivants, jusqu'à l'année 1861, où il lui sera délivré, pour tenir lieu d'une coupe ordinaire, les deux parcelles de sa forêt dites *Buissons-des-Cassières*, d'une étendue ensemble de huit hectares quatre-vingt-treize ares. (Du 6 Novembre 1852.)

N° 7672. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) portant :

ART. 1^{er}. L'administration des forêts est autorisée à délivrer à la commune de Saint-Sauveur (Loire) une coupe extraordinaire de cinquante hectares, à prendre dans la partie supérieure de la forêt du Taillard, appartenant à diverses sections de ladite commune.

2. Cette coupe s'exploitera en plusieurs années, et ne comprendra chaque année que les arbres secs ou entièrement dépourvus; l'extraction des der-

niers arbres ne se fera que lorsque le repeuplement du sol aura été assuré, soit par des semis naturels, soit par des moyens artificiels.

3. La commune sera tenue d'employer le vingtième du prix de la valeur des exploitations annuelles aux travaux d'amélioration qui seront indiqués par les agents forestiers. (Du 6 Novembre 1852.)

N° 7673. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) qui homologue et rend exécutoire, dans toute l'étendue du département de la Charente-Inférieure, l'arrêté du préfet de ce département, en date du 24 septembre dernier, modifiant le règlement d'administration locale du 18 décembre 1847, pour l'exercice de la pêche fluviale, en ce sens que la pêche de la pibale est prohibée dans les rivières navigables et flottables dudit département, depuis le 15 novembre jusqu'au 15 mai, conformément à une délibération du conseil général, en date du 27 août 1852. (Du 10 Novembre 1852.)

N° 7674. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) portant ce qui suit :

Est homologué et rendu exécutoire l'arrêté du 3 août 1852, par lequel le préfet de la Dordogne modifie le paragraphe 8 de l'article 5 du règlement d'administration locale pour l'exercice de la pêche, en date du 18 octobre 1849, en ce sens que les mots : « Tous ceux dont le lest, immédiatement attaché à la ralingue du bas, racle le fond de l'eau, et entraîne le fretin comme le gros poisson, » sont supprimés et remplacés par ceux-ci : « Le lest sera attaché à la distance d'un décimètre de la ralingue inférieure des filets. » (Du 10 Novembre 1852.)

N° 7675. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) portant :

ART. 1^{er}. L'administration des forêts est autorisée à délivrer à la commune de Saint-Vincent-de-Xaintes (Landes) une coupe extraordinaire de quatre cent quatre-vingt-cinq chênes, à prendre au canton du Carrat de la forêt communale du lieu.

2. La vente et l'exploitation de cette coupe s'effectueront conformément aux dispositions générales prescrites tant par le Code forestier que par l'ordonnance réglementaire du 1^{er} août 1827.

3. La commune sera tenue de faire exécuter les travaux d'entretien et d'amélioration reconnus nécessaires par les agents forestiers, et il ne lui sera délivré, pendant cinq années consécutives, qu'une coupe ordinaire de cent quatre-vingts stères. (Du 10 Novembre 1852.)

N° 7676. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) portant que la partie qui n'aura pas été vendue, pendant la présente année, de la coupe extraordinaire de trente-six hectares trente ares, autorisée dans les bois communaux d'Auxy (Saône-et-

Loire) par décret du 6 février 1852, sera mise en vente en deux années successives et par portions égales. (Du 10 Novembre 1852.)

N° 7677. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) portant :

ART. 1^{er}. L'administration des forêts est autorisée à délivrer aux communes et établissements propriétaires de bois dans le département des Pyrénées-Orientales les coupes extraordinaires ci-après désignées, savoir :

NOMBRES DES ANCIENS.	NOMS des communes propriétaires de bois.	SITUATION et nature des coupes extraordinaires.				CONCÉSSIONS sous laquelle les exploitations devront avoir lieu.
		Noms des cantons où les coupes seront assises.	Étendue des coupes à exploiter par contenance.	Nombre d'arbres à exploiter en jardinant ou par éclaircie.	Quantité de stères sans désignation du nombre d'arbres.	
1	Labastide...	Sola-del-Boulet.....	h. ar. 7 00	"	"	A exploiter par l'Etat forêtage. L'exploitation ne se prendra que le coupes cettes de désignation. Même condition.
2	S ^t -Laurent-de-Cerdans.	Coulomines.....	10 00	"	"	
3	Saint-Martial.	Martinette et Failleuette.	1 00	"	"	

2. La vente ou la délivrance en nature et l'exploitation des coupes extraordinaires ci-dessus mentionnées auront lieu conformément aux dispositions générales prescrites tant par le Code forestier que par l'ordonnance réglementaire du 1^{er} août 1827, et les communes et établissements publics propriétaires seront tenus de faire effectuer les travaux d'amélioration et d'entretien reconnus nécessaires par les agents forestiers.

3. La demande formée par la commune de Jujols est rejetée. (Du 17 Novembre 1852.)

N° 7678. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) portant :

ART. 1^{er}. Est homologué le projet de cantonnement tel qu'il a été établi par l'expertise des 10-28 juin 1851, et accepté par la commune de Lacalm suivant acte passé entre le maire de cette commune et le préfet de l'Aveyron, le 5 mars 1852; ledit projet ayant pour effet d'attribuer en toute propriété à ladite commune une portion de douze hectares quatre-vingt-sept ares quatre-vingts centiares de la forêt domaniale de Guirande, en échange des droits d'usage en bois qu'elle exerce dans cette forêt.

2. Dans le délai d'un mois, à compter de la notification du présent décret, la commune de Lacalm sera mise en possession de ladite portion de forêt, telle qu'elle est désignée au procès-verbal d'expertise et délimitée au plan, pour en jouir et disposer en pleine propriété. (Du 17 Novembre 1852.)

N° 7679. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) portant,

1° Que le quart juste de la contenance totale des bois de la section de Nazat, commune de Chaudesaigues (Cantal), à prendre dans le meilleur fonds, sera distrait pour former la réserve, conformément aux dispositions de l'article 93 du Code forestier;

2° Que le surplus s'exploitera d'abord pendant une période transitoire de quinze années, en quinze coupes annuelles d'égale étendue;

3° Qu'il sera ensuite divisé en vingt coupes ordinaires de même contenance, qui s'exploiteront dans une révolution de vingt années. (Du 17 Novembre 1852.)

N° 7680. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) portant :

ART. 1°. Le quart juste de la contenance totale des bois communaux de Grosbois (Doubs), à prendre dans le canton de Comboldard, sera distrait pour former la réserve.

Le surplus s'exploitera en taillis sous futaie, dans une révolution de vingt-cinq ans et en vingt-cinq coupes ordinaires annuelles.

2. Les coupes ordinaires porteront d'abord sur le bois du Val, nouvellement échu à la commune, et elles le parcourront d'une manière continue. (Du 17 Novembre 1852.)

N° 7681. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) portant :

ART. 1°. Le quart juste de la contenance totale des bois que la commune de Balbronn (Bas-Rhin) possède dans le cantonnement forestier de Wassefontne, à prendre dans la partie ouest de ces bois, sera distrait pour former la réserve, conformément aux dispositions de l'article 93 du Code forestier.

Le surplus sera, par les soins d'un agent ou un arpenteur forestier désigné à cet effet, divisé en trente coupes ordinaires exploitables dans une révolution d'un même nombre d'années; lesdites coupes seront fixées sur le terrain, et désignées sur le plan par des numéros et par le nombre d'hectares dont chacune d'elles se composera.

Ces opérations seront constatées par des procès-verbaux et des plans, dont expéditions devront être remises à l'administration des forêts, au conservateur, à l'agent chef de service et à la commune propriétaire.

2. Cet aménagement ne recevra son application qu'à partir de l'exercice 1855.

Pour chacun des exercices 1853 et 1854, il sera délivré à la commune une coupe affouagère de cent quarante-huit stères, à prendre parmi les arbres surannés et dépérissants. (Du 17 Novembre 1852.)

N° 7682. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) qui distrait du régime forestier les terrains contenant ensemble cinquante-sept hectares quatre-vingt-onze ares, dont

la commune de Villeneuve (Basses-Alpes) est propriétaire aux cantons des *Saint-Jean, la Confrérie et la Colle*. (Du 17 Novembre 1852.)

N° 7683. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) qui affranchit du régime forestier les terrains des *Roques-Bordelet et Montpeyroux*, contenant ensemble quatre-vingt-trois hectares soixante-trois ares, et appartenant à la commune de Crespian (Gard). (Du 17 Novembre 1852.)

N° 7684. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) qui autorise la commune de Château-Regnault (Ardennes) à défricher un hectare deux ares de ses bois, indépendamment des seize hectares dont le défrichement a été autorisé par le décret du 8 juillet 1850. (Du 17 Novembre 1852.)

N° 7685. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) qui autorise la commune de Bofenheim (Bas-Rhin) à défricher une parcelle de bois qui lui appartient dite *canton Wis*, et contenant neuf hectares quatre-vingt-quatorze ares, sous les conditions suivantes :

1° Douze hectares de terrain communal au canton *Riedfeld*, contigu au canton de la forêt communale dit *Riedwald*, seront réunis à la forêt communale et divisés en cinq coupons égaux, pour être repeuplés en bois dans le délai de cinq ans, à raison d'un cinquième par année;

2° Le défrichement du canton *Wiss* sera effectué aussi en cinq années, à raison d'un cinquième par année; mais chaque coupon ne sera défriché qu'après le repeuplement préalable du coupon correspondant du canton *Ried*. (Du 17 Novembre 1852.)

N° 7686. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) portant :

ART. 1^{er}. L'administration des forêts est autorisée à délivrer à la section d'Aurouër, commune de Villeneuve (Allier), une coupe extraordinaire de quatre hectares trente-deux ares, à prendre au canton dit *les Bonts des bois* appartenant à ladite section.

2. L'exploitation de cette coupe aura lieu conformément aux dispositions générales prescrites tant par le Code forestier que par l'ordonnance réglementaire du 1^{er} août 1827. (Du 17 Novembre 1852.)

N° 7687. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) portant :

ART. 1^{er}. L'administration des forêts est autorisée à délivrer aux communes et établissements propriétaires de bois dans le département de l'Aisne les coupes extraordinaires ci-après désignées, savoir :

NOMS des communes propriétaires de bois.	SITUATION et nature des coupes extraordinaires.				CONDITIONS sous lesquelles les exploitations devront avoir lieu.
	Noms des cantons où les coupes seront assises.	Étendue des coupes à exploiter par conten- nance.	Nombre d'arbres à exploiter en jardinant ou par éclaircie.	Quantité de stères sans dési- gnation du nombre d'arbres.	
		h. a.			
Saint-Michel.		12 00	"	"	Il sera prélevé, sur le prix de vente de cette coupe, la somme nécessaire pour faire assise et déli- miter sur ce terrain le quan- tité de réserve de la forêt.
Coincy.....	.....	5 18	"	"	
Erley.....	.....	4 00	"	"	
Barisis.....	La réserve.....	4 42	"	"	
Goussancourt	Idem.....	8 97	"	"	

2. La vente ou la délivrance en nature et l'exploitation des coupes extraordinaires ci-dessus mentionnées auront lieu conformément aux dispositions générales prescrites tant par le Code forestier que par l'ordonnance réglementaire du 1^{er} août 1827, et les communes et établissements publics propriétaires seront tenus de faire effectuer les travaux d'amélioration et d'entretien reconnus nécessaires par les agents forestiers.

3. La demande formée par la commune de Beuwardes est rejetée. (Du 17 Novembre 1852.)

N° 7688. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) qui soumet au régime forestier seize hectares trente-trois ares quatre-vingt-dix centiares de bois appartenant à la commune de Pontis (Basses-Alpes), aux cantons dits *Chastel* et *Charbonnière*, parcelles n° 251, 252, 253, 254 du cadastre, section B. (Du 26 Novembre 1852.)

N° 7689. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) qui,

1° Autorise la commune de Montierender (Haute-Marne) à exploiter dans sa forêt, pour chacun des exercices 1852 et 1853, comme pour les exercices suivants, une coupe affouagère entière;

2° Rapporte le décret du 19 mars 1852, en ce qu'il a de contraire aux dispositions qui précèdent. (Du 26 Novembre 1852.)

N° 7690. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) portant :

ART. 1^{er}. L'administration des forêts est autorisée à délivrer aux communes et établissements propriétaires de bois dans le département de l'Ain les coupes extraordinaires ci-après désignées, savoir :

NOM des communes propriétaires de bois.	SITUATION et nature des coupes extraordinaires.				CONDITIONS sous lesquelles les exploitations devront avoir lieu.
	Noms des cantons où les coupes seront faites.	Étendue des coupes à exploiter par contenance.	Nombre d'arbres à exploiter en jardinant ou par claircie.	Quantité de stères sans dési- gnation du nombre d'arbres.	
1 Corveissiat..	Lia.....	h. ar. 15 04	"	"	La coupe devra payer les frais de l'ac- cès de la forêt com- mune sera prévue au prix de vente de chacun
2 Haute-Cour..	La réserve.....	10 96	"	"	
3 Arbignieu et Salignieu son annexe.	Les Cornettes.....	4 75	"	"	A exploiter en années consécutives en portions égales. A exploiter en années consécutives et par portions égales.
	Torge.....	4 64	"	"	
4 Arbignieu et Penieu son annexe.	.....	0 50	"	"	Arbres morts ou dé- rissants. Arbres morts en dé- couverte à exploiter en années et par por- tions égales.
5 Balpout....	.....	"	200	"	
6 Vaux- St-Gilles, hameau de la commune de Cormoranche.	.....	"	200	"	Le produit de cette coupe spécialement affecté à la défriche de la forêt com- mune.
7 Culos.....	La réserve.....	12 00	"	"	
8 Fitignien...	La Sapinière.....	"	100	"	Arbres morts ou dé- rissants à exploiter en 1851 Arbres morts ou dé- couverte à exploiter en 1852
9 L'Huis.....	La Boissière et les Fon- taines.	6 00	"	"	
10 Lompnieu...	Petit-Essart.....	"	800	"	Arbres viciés ou dé- couverte. A vendre en deux lots et par portions égales.
11 Biolèze, hameau de la commune de Lathénieu.	Les Picornes.....	15 00	"	"	
12 Marignieu...	Les Corneilles.....	2 44	"	"	Arbres viciés ou dé- couverte.
13 Ruffieu....	.....	"	500	"	
14 Phasillieu...	Navires.....	5 20	"	"	Arbres viciés ou dé- couverte.
15 Même commune, hameau des Catagnoles.	La Sapinière.....	"	25	"	
16 Thénillieu, hameau de Genevray.	Coupes de 1851 et 1852..	"	400	"	Arbres viciés ou dé- couverte.
17 Virieu- le-Petit.	.....	"	200	"	
18 Chevry.....	La Sapinière.....	"	"	2,000	A vendre en deux lots et par portions égales.

Noms des communes propriétaires de bois.	SITUATION et nature des coupes extraordinaires.				CONDICTIONS sous lesquelles les exploitations devront avoir lieu.
	Noms des cantons où les coupes seront assises.	Étendue des coupes à exploiter par conten- nance.	Nombre d'arbres à exploiter en jardinant ou par éclaircie.	Quantité de stères sans dési- gnation du nombre d'arbres.	
Guéret..... Echallens....	Les Taillis.....	h. ar. 22 16	"	" 2,000 métr. cub.	Cette délivrance se re- produira annuellement jus- qu'à ce que la possibilité de la forêt ait été définitive- ment réglée.
Bombois, hameau de la commune de Granges. Alex, hameau de la commune de Groussat. Yvancay.....	La réserve.....	16 40	"	"	
	.....	"	"	200 métr. cub.	A exploiter en trois an- nées consécutives et par portions égales.
Veyziat.....	Rismant et Tompinet.....	"	"	1,200 métr. cub.	A exploiter en deux an- nées et par portions égales.
	La réserve.....	23 08	"	"	A exploiter en quatre années et par portions égales.
Même commune.	La Sapinière.....	"	"	400 métr. cub.	Bois dépréciés à ven- dre en quatre années et par portions égales.

2. La vente ou la délivrance en nature et l'exploitation des coupes extra-ordinaires ci-dessus mentionnées auront lieu conformément aux dispositions générales prescrites tant par le Code forestier que par l'ordonnance réglementaire du 1^{er} août 1827, et les communes et établissements publics propriétaires seront tenus de faire effectuer les travaux d'amélioration et d'entretien reconnus nécessaires par les agents forestiers.

3. Sont rejetées les demandes formées par les communes de Coligny-Priay, Rignat, Versen, le hameau de Bioléas, commune de Luthérieu (augmentation des coupes ordinaires de sapins); Ambroney, Arnix, Benesce, Evreuges, Hostiaz, Vaux, Crozet (demande d'une coupe de quatre cents sapins), Cheseray, Carocelles, Granges, Lathayriat, Lantenay et le hameau d'Outreux, son annexe; Oohiaz, Peyviat, Theiry et Allemogne, son annexe; Theiry, Allemogne et Ferrières, ses annexes, et Vouvray. (Du 26 Novembre 1862.)

N° 7691. — DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) portant ce qui suit :

L'administration des forêts est autorisée à délivrer à la commune de Saint-Élix (Gers) une coupe extraordinaire, de treize hectares quatre ares, formant le quart de réserve des bois de ladite commune;

La vente et l'exploitation de cette coupe auront lieu conformément aux dispositions générales prescrites tant par le Code forestier que par l'ordonnance réglementaire du 1^{er} août 1827, et la commune propriétaire sera tenue de faire effectuer les travaux d'amélioration reconnus nécessaires par les agents forestiers. (Du 26 Novembre 1852.)

N^o 7692. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) portant :

ART. 1^{er}. L'administration des forêts est autorisée à délivrer à la commune de Sondersdorff (Haut-Rhin) une coupe extraordinaire de douze mille sters, à prendre aux cantons Mohrenfeld et Geldsberg des bois de cette commune.

2. L'exploitation de cette coupe aura lieu en quatre années consécutives et par portions égales ; elle s'effectuera conformément aux dispositions générales prescrites tant par le Code forestier que par l'ordonnance réglementaire du 1^{er} août 1827. (Du 26 Novembre 1852.)

N^o 7693. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) portant :

ART. 1^{er}. Les forêts domaniales de Moulins et de Bonmoulins (Orne), d'une contenance totale de quinze cent quinze hectares douze ares, sont compris un hectare quatre-vingt-six ares affectés aux maisons forestières, formeront, à l'avenir, deux sections, l'une de futaie, l'autre de taillis en futaie.

La section de futaie, composée des cantons de Nilly, la Bigotière, la Brèche-de-Houx et des Bélières (partie), contenant en totalité quatre cent cinquante-neuf hectares cinq ares, sera exploitée à la révolution de cent cinquante ans, divisée en cinq périodes de trente ans chacune.

Les affectations correspondant à chaque période seront de contenances égales, et comprendront, en conséquence, chacune quatre-vingt-onze hectares quatre-vingt-un ares.

La section de taillis sera divisée en trois séries, savoir :

Première série, composée des cantons de Nuisement, de la Corderie et de la Francheville, contenant ensemble. 390^h 71^a

Deuxième série, composée des cantons de la Mare-aux-Plai-deurs, de la Vallée-de-Pisseloup et de la Vallée-de-l'Épine, contenant. 467^h 60^a

Troisième série, composée des cantons du Boulay et des Bélières, partie contenant. 197^h 75^a

TOTAL. 1,056^h 07^a

Chaque série sera exploitée en trente coupes égales, à la révolution d'un même nombre d'années.

2. La première révolution déterminée pour la futaie sera précédée d'une période transitoire de trente ans, pendant laquelle on enlèvera tous les vieux bois compris dans les parcelles B⁴, B⁵, B⁶, B⁷, B⁸, B⁹, B¹⁰, B¹¹, B¹², A¹, A², B², B³, D¹, A², D² et A³.

Le volume de la coupe annuelle est fixé à mille sept cent cinquante-deux stères, branchages compris.

3. Les coupes intermédiaires ou d'éclaircie parcourront deux fois pendant la période transitoire de trente ans, savoir :

Les parcelles A', C¹, B² de la deuxième affectation : coupe annuelle, cinq hectares soixante-neuf ares;

Les parcelles B', D', C², formant la troisième affectation : coupe annuelle, six hectares douze ares;

Les parcelles D³, D², C³, A³ formant la quatrième affectation : coupe annuelle, six hectares douze ares;

Les parcelles A⁴, B³, formant la cinquième affectation : coupe annuelle, six hectares douze ares.

Pendant la deuxième sous-période de quinze ans, les coupes de la deuxième affectation seront aussi portées à seize hectares douze ares.

4. Avant l'expiration de la période transitoire de trente ans, il sera procédé à l'inventaire des bois compris sur toute l'étendue de la première affectation, afin de parvenir à déterminer le chiffre de la possibilité pendant la première période.

La possibilité des autres affectations sera réglée, pour chaque période, avant l'expiration de la période précédente. (Du 26 Novembre 1852.)

N° 7694. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) portant :

ART. 1^{er}. L'administration des forêts est autorisée à délivrer à la commune de Walbach (Haut-Rhin) une coupe extraordinaire de quatre mille huit cents stères, à prendre au canton Wuest des bois communaux du lieu.

2. L'exploitation de cette coupe s'effectuera en quatre années consécutives et par portions égales; elle aura lieu conformément aux dispositions générales prescrites tant par le Code forestier que par l'ordonnance réglementaire du 1^{er} août 1827. (Du 26 Novembre 1852.)

N° 7695. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) portant :

ART. 1^{er}. La section de futaie de la forêt domaniale de Saint-Amand (Meurthe), d'une contenance totale de six cent quatre-vingt-quinze hectares vingt-quatre ares, formera, à l'avenir, deux séries, dont la première, dite *du Grand-Rinchard*, aura une contenance de deux cent soixante et dix-huit hectares cinquante-six ares, et la seconde, dite *de Borne-Brebis* et du *Petit-Rinchard*, contiendra quatre cent seize hectares soixante-huit ares.

Cette section sera convertie en futaie pleine, dans une révolution de quatre-vingt-dix ans, divisée en trois périodes de trente ans chacune.

2. Pendant la première période, le volume des coupes principales sera annuellement, non compris les branchages, savoir :

Pour la première série, de sept cent cinquante-deux stères;

Et pour la deuxième série, de mille trois cent soixante et seize stères.

3. Pendant cette même période, l'étendue des coupes intermédiaires ou d'éclaircies sera, par année, savoir :

Dans la première série, de trois hectares dix-neuf ares pour la deuxième

affectation, et de deux hectares quatre-vingt-quatorze ares pour la troisième;

Dans la deuxième série, de quatre hectares quatre-vingt-cinq ares pour la deuxième affectation, et de quatre hectares trente-huit ares pour la troisième.

4. L'importance des exploitations pour chacune des deuxième ou troisième périodes sera fixée avant l'expiration de la période précédente. (Du 30 Novembre 1852.)

N° 7696. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) portant :

ART. 1^{er}. Sur les deux cent dix-huit hectares vingt-trois ares dont se compose la forêt domaniale de Blettange (Moselle), cent quatre-vingt-douze hectares trente-neuf ares seulement seront convertis en futaie pleine, conformément aux prescriptions de l'ordonnance d'aménagement du 3 février 1830.

Le surplus de la contenance de vingt-cinq hectares quatre-vingt-quatre ares formera, à l'avenir, une section de taillis sous futaie, et sera divisée en quinze coupes égales et biennales exploitables à la révolution de trente ans.

2. Pendant une révolution transitoire, dont la durée est fixée à quinze ans, la section de taillis sous futaie sera exploitée à raison d'une coupe ordinaire par chaque année, et, à l'expiration de cette période, les exploitations y seront suspendues pendant quatre années consécutives. (Du 30 Novembre 1852.)

N° 7697. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) portant :

ART. 1^{er}. Sur les cinq cent vingt-deux hectares cinquante-sept ares dont se compose la forêt domaniale de Cattenom (Moselle), trois cent cinquante-sept hectares cinquante et un ares seulement seront convertis en futaie pleine, conformément aux prescriptions de l'ordonnance d'aménagement du 3 février 1830.

Le surplus de la contenance de cent soixante-trois hectares six ares formera, à l'avenir, une section de taillis sous futaie, exploitable en trente coupes égales à la révolution d'un même nombre d'années.

2. Pendant une révolution transitoire dont la durée est fixée à quinze ans, la section de taillis sous futaie sera exploitée à raison de deux coupes ordinaires par chaque année, et, après cette période, les exploitations y seront suspendues pendant cinq années consécutives. (Du 30 Novembre 1852.)

N° 7698. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des finances) portant :

ART. 1^{er}. Sur les deux cent soixante-sept hectares un are dont se compose la forêt domaniale de Florange (Moselle), deux cent huit hectares quatre-vingt-treize ares seulement seront convertis en futaie pleine, conformément aux prescriptions de l'ordonnance d'aménagement du 3 février 1830.

Le surplus, de la contenance de cinquante-huit hectares huit ares, formera, à l'avenir, une section de taillis sous futaie, exploitable en trente coupes égales, à la révolution d'un même nombre d'années.

2. Pendant chacune des onze premières années de la première révolution,

il sera exploité deux coupes ordinaires dans la section de taillis sous futaie.
(Du 30 Novembre 1852.)

N° 7699. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce) portant ce qui suit :

Le foire annuelle qui se tient dans la commune de Méru (arrondissement de Beauvais (Oise), le vendredi après le 14 octobre, aura lieu, à l'avenir, le 16 du même mois. Lorsque le 16 octobre sera un dimanche ou un jour de fête légale, la foire sera remise au lendemain. (Du 2 Octobre 1852.)

N° 7700. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des travaux publics) qui autorise la compagnie houillère de Robiac et Meyrammes à ajouter deux nouveaux hauts fourneaux à son usine à fer, commune de Robiac (Gard.) (Du 24 Novembre 1852.)

N° 7701. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des travaux publics) qui autorise les sieurs Fraser, Dihins et Liège, à maintenir la saline qu'ils possèdent dans la commune de Briscous (Basses-Pyrénées). (Du 24 Novembre 1852.)

N° 7702. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des travaux publics) portant modification du décret du 6 mai 1850 relatif au moulin des sieurs Leguenn, Jagerowski et consorts, commune d'Auxerre (Yonne). (Du 24 Novembre 1852.)

N° 7703. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des travaux publics) qui réunit les propriétaires des terrains situés le long des deux rives du ruisseau de la source de Grandfontaine, commune de Grandfontaine et de Montferrand (Doubs), en association syndicale, à l'effet de contribuer, chacun dans la proportion de son intérêt, aux frais d'exécution des travaux destinés à faciliter l'irrigation de ces terrains. (Du 24 Novembre 1852.)

N° 7704. — DÉCRETS DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signés par le ministre des travaux publics) qui autorisent :

1° Les sieurs Debax et Lavigne à déplacer un moulin, commune de Bagnac (Haute-Garonne) ;

2° Le sieur Chabert, à établir une fabrique à garance ou un moulin à farine, commune de Sorgues (Vaucluse). (Du 1^{er} Décembre 1852.)

N° 7705. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé

par le ministre des travaux publics) qui modifie l'ordonnance du 9 septembre 1842 portant règlement du moulin du sieur *Lefebvre*, commune de Gragny (Eure). (Du 1^{er} Décembre 1852.)

N° 7706. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des travaux publics) portant règlement de la rivière d'Illon et organisation de syndicats pour l'administration de ce cours d'eau (Eure). (Du 1^{er} Décembre 1852.)

N° 7707. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des travaux publics) portant création d'une commission spéciale appelée à statuer sur les réclamations relatives à la fixation du périmètre des terrains qui profiteront des travaux de la digue de défense construite sur la rivière de la Drôme, dans la commune de Loriol (Drôme). (Du 1^{er} Décembre 1852.)

N° 7708. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des travaux publics) portant prorogation du délai accordé aux sieurs *Azemas frères*, pour le dessèchement de l'étang de Villeneuve-de-la-Raho (Pyrénées-Orientales). (Du 1^{er} Décembre 1852.)

N° 7709. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce) qui autorise l'acceptation des legs faits par la demoiselle *Jeanne Helene*, 1° aux pauvres de la commune de Curcy (Calvados), d'une rente annuelle et perpétuelle de 200 francs; 2° au bureau de bienfaisance de Thury-Harcourt (même département), également d'une rente annuelle et perpétuelle de 200 francs; 3° aux fabriques de l'église curiale de Thury-Harcourt et de l'église succursale de Curcy, d'une rente annuelle de 145 francs 50 centimes pour assurer des fondations perpétuelles de services religieux dans chacune de ces églises. (Du 1^{er} Septembre 1852.)

N° 7710. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce) qui autorise l'acceptation des legs faits par le sieur *Lechosel*, 1° à la commune de Barfleur (Manche), de divers immeubles estimés ensemble 15,000 francs environ, plus, d'une somme de 12,000 francs, pour servir à la fondation et à l'entretien d'un hospice, et d'une somme de 500 francs pour élever un tombeau au testateur dans le cimetière communal; 2° à la fabrique de l'église succursale de Barfleur, d'une somme de 500 francs. (Du 1^{er} Septembre 1852.)

N° 7711. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce) qui autorise l'acceptation du legs fait par la dame veuve *d'Hespel de Flégnas*, »

bureau de bienfaisance de Premesques (Nord), et consistant en une pièce de terre estimée 3,280 francs, à charge de verser à la fabrique de l'église succursale de Premesques une somme de 20 francs 36 centimes pour l'acquit d'une fondation perpétuelle de services religieux. (Du 1^{er} Septembre 1852.)

N° 7712. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce) qui autorise l'acceptation des legs faits par la dame veuve *Deshoulières*, 1° aux pauvres de la commune de la Chapelle-Saint-Laurent (Deux-Sèvres), d'une partie de ses effets mobiliers, évaluée à 157 francs 14 centimes; 2° à la fabrique de l'église succursale de la Chapelle-Saint-Laurent, d'une somme de 30 francs. (Du 1^{er} Septembre 1852.)

N° 7713. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce) qui autorise l'acceptation du legs fait par la demoiselle *Françoise Duprat* à l'hospice de la Grave, à Toulouse (Haute-Garonne), d'une somme de 1,000 francs pour la construction d'une nouvelle église dans cet hospice, et pour réparer celle qui existe. (Du 1^{er} Septembre 1852.)

N° 7714. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce) qui autorise l'acceptation des libéralités suivantes :

1° Legs faits par le sieur *Lavergne*, à l'église succursale d'Anglards de Salers (Cantal), 1° d'une rente annuelle et perpétuelle de 50 francs, à la charge de services religieux, 2° d'une somme de 6,000 francs pour le revenu en être distribué aux pauvres, 3° d'une autre somme de 800 francs pour l'achat d'une horloge, 4° de divers objets servant à l'exercice du culte et évalués 201 francs; 2° legs faits par le même testateur à la commune d'Anglards de Salers, 1° de deux sommes, l'une de 6,000 francs pour l'établissement d'une école de garçons, et l'autre de 5,000 francs pour l'établissement d'une école de filles, à la charge de fondations pieuses; 2° d'une somme de 1,500 francs pour l'acquisition d'un cimetière; lesdits legs faits aux charges, clauses et conditions imposées.

3° Legs faits par le même testateur à la section de Maleprades, dépendante de la commune d'Anglards de Salers, de deux sommes, l'une de 15,000 francs et l'autre de 4,000 francs, pour la construction d'une église et la fondation de deux écoles, le tout conformément aux clauses énoncées dans le testament.

4° Legs faits par le même testateur au bureau de bienfaisance d'Anglards de Salers, 1° d'une somme de 300 francs pour les pauvres d'Anglards de Salers; 2° de trois rentes annuelles en argent ou en pain, et représentant, en argent, une somme de 54 francs pour les pauvres des sections de la Bastide, de Pradèles et de Bouleyrac. (Du 13 Septembre 1852.)

N° 7715. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce) qui autorise l'acceptation du legs fait par le sieur *Pellieux*, aux pauvres et à la fabrique d'Ailly-sur-Noye (Somme), et consistant en tous ses biens, meubles et immeubles évalués à 84,589 francs 74 centimes; ledit legs fait à la charge: 1° de verser annuellement les neuf dixièmes du revenu de ces biens au bureau de bienfaisance, et l'autre dixième à la fabrique de l'église d'Ailly-sur-Noye; 2° de prélever sur ce legs celui fait aux pauvres de Coulemmel (même département), et consistant en une rente annuelle de 100 francs et en la nue propriété d'une rente annuelle de 100 francs. (Du 14 Septembre 1852.)

N° 7716. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce) qui autorise l'acceptation des libéralités suivantes :

1° Legs fait par le sieur *Vincent-Saint-Hillaire*, aux pauvres de la paroisse Saint-Laurent, à Paris (Seine), et consistant en un legs universel évalué à 5,889 francs, aux charges, clauses et conditions imposées; 2° legs fait par le même testateur aux pauvres de la ville de Paris, et consistant dans ses effets mobiliers, évalués à 6,591 francs 50 centimes; 3° legs fait par le même testateur au curé de la paroisse Saint-Laurent, à Paris, d'une somme de 600 francs qui devra être distribuée aux pauvres de cette paroisse; 4° legs faits par le même testateur, au curé de la paroisse de Saint-Leu (Seine-et-Oise), d'une somme de 600 francs qui devra être distribuée aux pauvres de cette paroisse; 5° legs fait par le même testateur, au curé et à la fabrique de la paroisse Saint-Laurent, à Paris, et consistant, 1° pour le curé seul, en une somme de 8,000 francs; 2° pour le curé, conjointement avec le trésorier de la fabrique, en une rente sur l'État de 15 francs, le tout aux clauses et conditions imposées; 6° legs fait par le même testateur, à la fabrique de l'église curiale de Saint-Leu et au curé de cette paroisse, et consistant, 1° pour le trésorier seul, en une somme de 2,000 francs; 2° pour le curé seul, en une somme de 300 francs destinée à la célébration d'un annuel; 3° pour le curé conjointement avec le trésorier de la fabrique, en une rente sur l'État de 15 francs; le tout aux charges, clauses et conditions imposées. (Du 24 Septembre 1852.)

N° 7717. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce) qui autorise l'acceptation des libéralités suivantes :

Legs fait par le sieur *Manoul* à l'hospice et au bureau de bienfaisance de Saint-Céré (Lot), et consistant, 1° pour l'hospice, en un legs universel évalué à une somme nette de 1,096 francs 50 centimes; 2° pour le bureau de bienfaisance, en une somme de 100 francs. (Du 26 Septembre 1852.)

N° 7718. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce) qui autorise l'acceptation,

1° Du bénéfice de la stipulation d'une rente annuelle et perpétuelle de

60 francs résultant d'un traité intervenu entre la dame de Boredon de Combrailles et le sieur Jacques Lavinier, pour ladite rente être payée au desservant de l'église de Combrailles (Puy-de-Dôme), et être employée au soulagement des pauvres malades de cette commune; 2° du bénéfice résultant d'actes notariés par lesquels les sieurs Gilbert Lavinier, Gabriel et Marielu Bortin se sont constitués débiteurs de deux rentes, l'une de 72 francs et l'autre de 18 francs, provenant du placement du capital et des arrérages de la rente mentionnée dans l'article qui précède. (Du 26 Septembre 1852.)

N° 7719. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce) qui autorise l'acceptation des libéralités suivantes :

1° Legs par le sieur Simon Delpérier à l'église et aux pauvres de Bergerac (Dordogne); 2° legs de la somme de 2,000 francs donnés aux mêmes; 3° legs fait à l'église et aux pauvres de Saint-Cernain-de-Labarde (même département); lesdits legs à prélever, jusqu'à concurrence des trois quarts seulement, sur les biens laissés par le testateur et évalués en totalité 90,000 francs. (Du 30 Septembre 1852.)

N° 7720. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre de l'instruction publique et des cultes) qui,

1° Érige en chapelle, l'église de Clerlandes, section de la commune de Varennes-sur-Morge, canton d'Ennezat, arrondissement de Riom (Puy-de-Dôme);

2° Autorise l'acceptation de legs faits par le sieur Soubrany de Benistant, savoir : à la fabrique de la Chapelle de Clerlandes, une somme annuelle de 500 francs pendant dix ans; au séminaire de Clermont, 1,000 francs; aux sœurs de Saint-Joseph à Saint-Beauzire (même département), 400 francs; et à la fabrique de Saint-Beauzire, 600 francs; à la fabrique de la chapelle de Clerlandes, une somme de 450 francs. (Du 20 Octobre 1852.)

N° 7721. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre de l'instruction publique et des cultes) qui autorise l'acceptation du legs d'une rente de 25 francs fait par la dame veuve Cadier, à la fabrique d'Iliffant (Côtes-du-Nord). (Du 23 Octobre 1852.)

N° 7722. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre de l'instruction publique et des cultes) qui,

1° Érige en chapelle de secours, l'église de Parfondru, canton et arrondissement de Laon (Aisne);

2° Autorise l'acceptation du legs de 500 francs fait par le sieur Dainour à la fabrique de Veslud (même département), en faveur de la chapelle de secours de Parfondru. (Du 23 Octobre 1852.)

N° 7723. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre de l'instruction publique et des cultes) qui érigent,

- 1° En chapelle, l'église de la commune de Perruel, canton de Fleury-sur-Andelle, arrondissement des Andelys (Eure);
 - 2° En chapelle de secours, l'église de la commune de Verpillières, canton de Roye, arrondissement de Montdidier (Somme);
 - 3° En chapelle vicariale, l'église de Roussent, section de la commune de Maintenay, arrondissement de Montreuil (Pas-de-Calais);
 - 4° En chapelle de secours, l'église de la commune de Colincamps, canton d'Acheux, arrondissement de Doullens (Somme). (Du 28 Octobre 1852.)
-

N° 7724. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre de l'instruction publique et des cultes) qui érigent en chapelles de secours,

- 1° L'église de la commune de Rainecourt, canton de Chaulne, arrondissement de Péronne (Somme).
 - 2° L'église de la commune de Brassy, canton de Ponty, arrondissement d'Amiens (Somme).
 - 3° L'église de la commune de Balâtre, canton de Roye, arrondissement de Mont-Didier (Somme). (Du 28 Octobre 1852.)
-

N° 7725. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre de l'instruction publique et des cultes) qui,

- 1° Érige en chapelle de secours la chapelle de Grann, située à Spézet, arrondissement de Châteaulin (Finistère);
 - 2° Autorise l'acceptation de legs faits par le sieur *Le Guillou*, savoir : à la fabrique de Spézet, divers immeubles estimés 1,300 francs; à la chapelle de Grann, diverses parcelles de terre évaluées 1,395 francs; à la fabrique de Clédén-Pohér, même département, diverses parcelles de terre estimées 940 francs. (Du 29 Octobre 1852.)
-

N° 7726. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre de l'instruction publique et des cultes) qui autorise l'acceptation du legs d'une somme de 1,000 francs fait par la demoiselle *Li thard* à la fabrique de Sigolsheim (Haut-Rhin). (Du 29 Octobre 1852.)

N° 7727. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre de l'instruction publique et des cultes) qui autorise l'acceptation de legs faits par le sieur *Prost*, savoir : à la fabrique de Balan (Ain), divers objets mobiliers estimés 362 francs; à ladite fabrique et à la commune de Balan, conjointement, une pièce de pré d'une valeur de 21,345 francs. (Du 11 Novembre 1852.)

N° 7728. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre de l'instruction publique et des cultes) qui autorise le supérieur général des frères de Saint-Yon, dits des *Écoles chrétiennes*, à accepter la donation que la demoiselle *Mitanchey* a faite aux frères de cette société établis dans la commune de Nolay (Côte-d'Or), pour en jouir à l'époque de son décès, de la moitié des intérêts d'un capital de 3,600 francs qu'elle a donné à l'hospice de charité de cette commune, à la charge par cet hospice de remplir vis-à-vis de la demoiselle *Mitanchey*, jusqu'à son décès, les obligations qu'il a contractées aux termes d'un acte public du 24 juin 1851. (Du 20 Novembre 1852.)

N° 7729. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre de l'instruction publique et des cultes) qui autorise le supérieur général des frères de Saint-Yon, dits des *Écoles chrétiennes*, à accepter, au nom de son institut, la donation entre-vifs faite par M. l'abbé *Bobée*, curé d'Yvetot (Seine-Inférieure), de divers immeubles situés dans cette ville. (Du 20 Novembre 1852.)

N° 7730. — DÉCRETS DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signés par le ministre de l'instruction publique et des cultes) qui érigent,

- 1° En chapelle, l'église de la commune de Cussy-le-Châtel, canton de Arnay-le-Duc, arrondissement de Beaune (Côte-d'Or);
 - 2° En chapelle de secours, l'église de la commune de Guignemicourt, canton de Melières-Vidame, arrondissement d'Amiens (Somme). (Du 29 Novembre 1852.)
-

N° 7731. — DÉCRETS DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signés par le ministre de l'instruction publique et des cultes) qui autorisent,

- 1° L'établissement d'une chapelle domestique dans la propriété de la dame *Loupnel*, située dans la commune de Broucains (Manche).
 - 2° L'ouverture d'une chapelle domestique sur l'établissement d'eaux minérales appartenant au sieur *Fontagnières*, et situé dans la commune de Sainte-Marie (Hautes-Pyrénées). (Du 29 Novembre 1852.)
-

N° 7732. — DÉCRETS DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signés par le ministre de l'instruction publique et des cultes) qui érigent,

- 1° En chapelle de secours, l'église de la commune de Gorges, canton de Bernaville, arrondissement de Doullens (Somme);
 - 2° En chapelle, l'église de la commune de Bourisp, arrondissement de Lagnères (Hautes-Pyrénées);
 - 3° En chapelle de secours, l'église de la commune de Beugnâtre, canton de Bapeaume, arrondissement d'Arras (Pas-de-Calais). (Du 29 Novembre 1852.)
-

N° 7733. — DÉCRETS DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signés par le ministre de l'instruction publique et des cultes) qui autorisent l'acceptation,

1° Du legs d'une rente annuelle et perpétuelle de 25 francs fait par la demoiselle *Ass* à la fabrique de Saint-Pierre-de-Sémilly (Manche), laquelle rente de 25 francs sera portée à 50 francs au décès de la demoiselle *Lesnot*, cousine de la testatrice;

2° Du legs fait par la demoiselle *Dezanneau* au séminaire de Poitiers (Vienne), et consistant dans une partie de propriété indivise évaluée à 5,600 francs, laquelle partie sera cédée au père de la testatrice moyennant la somme de 4,000 francs.

3° De legs faits par le sieur *Gourjon*, savoir : à la fabrique de la Chapelle-Grailloze (Ardèche), 50 francs ; au desservant de la Chapelle-Grailloze, 350 francs ; et aux pauvres, 100 francs. (Du 30 Novembre 1852.)

N° 7734. — DÉCRETS DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signés par le ministre de l'instruction publique et des cultes), qui autorisent l'acceptation,

1° Du legs fait à la fabrique de Lantic (Côtes-du-Nord), par le sieur *Gudym*, et consistant, 1° dans la nue propriété de la moitié d'une pièce de terre estimée 1,000 francs ; 2° dans la pleine propriété de l'autre moitié du même immeuble ;

2° Du legs d'une somme de 330 francs, fait par la demoiselle *Fagnel*, au desservant de Longchaumois (Jura) ;

3° Du legs d'une somme de 1,000 francs fait, par la demoiselle *Lisera*, à la fabrique de Keffenach (Bas-Rhin) ;

4° Du legs d'une rente de 20 francs fait, par la dame veuve *Messier*, à la fabrique de Tessay (Manche). (Du 30 Novembre 1852.)

N° 7735. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre de l'instruction publique et des cultes) qui,

1° Érige en chapelle de secours l'église de Bonningues-les-Calais, canton de Calais (Pas-de-Calais) ;

2° Autorise l'acceptation du legs d'une rente de 100 francs fait, par la dame veuve de *Boistesselin*, à l'église de Pihen (Pas-de-Calais), en faveur de la chapelle de secours de Bonningues-les-Calais. (Du 30 Novembre 1852.)

N° 7736. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre de l'instruction publique et des cultes) qui érige en chapelle vicariale l'église de Coutoire, arrondissement de Montdidier (Somme). (Du 30 Novembre 1852.)

Errata. — Bulletin des lois, X^e série, partie supplémentaire :

N° 209, page 326, n° 22 du tableau, deuxième colonne, au lieu de *Br* (*Antoine*), lisez *Brié* (*Anathole*).

N° 231, page 218, n° 11 du tableau, deuxième colonne, au lieu de *Roussel* (*Saint-Hytaire*), lisez *Roussel de Saint-Hytaire* (*Mutius-Schola*).

Certifié conforme :

Paris, le 15 * Janvier 1853,

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire
d'état au département de la Justice,*

ABBATUCCI.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin
au ministère de la Justice.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'Imprimerie
impériale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

BULLETIN DES LOIS

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

PARTIE SUPPLÉMENTAIRE.

N° 290*.

N° 7737. — *DÉCRET portant prorogation de la Société d'assurances mutuelles immobilières contre l'incendie, formée à Valence.*

Du 22 Novembre 1852.

LOUIS-NAPOLÉON, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce;

Vu l'ordonnance du 4 mai 1826, portant autorisation de la société d'assurances mutuelles immobilières contre l'incendie, formée à Valence pour les départements de la Drôme, de l'Isère, de l'Ardèche, de Vaucluse et du Gard, et approbation de ses statuts;

Vu la délibération du conseil général de ladite société, en date du 2 mai 1852, tendant à sa prorogation pour une nouvelle période de trente années;

Le Conseil d'état entendu,

DÉCRET :

ART. 1^{er}. La société d'assurances mutuelles immobilières contre l'incendie, formée à Valence (Drôme), et dont la durée expire le 4 mai 1856, est prorogée au 4 mai 1886.

2. Le ministre de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Bulletin des lois, inséré au Moniteur, et dans un journal d'annonces judiciaires de chacun des départements compris dans la circonscription de ladite société.

Fait au palais des Tuileries, le 22 Novembre 1852.

Signé LOUIS-NAPOLÉON.

Par le Président :

Le Ministre de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce,

Signé F. DE PERSIGNY.

* Voyez un Errata à la fin de ce Numéro.

N° 7738. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice) qui nomme officier de l'ordre national de la Légion d'honneur M. *Gérard*, président du tribunal de première instance de Strasbourg (Bas-Rhin), chevalier du même ordre depuis 1828; M. *Gérard* compte trente-trois ans de services judiciaires; il est président du tribunal de Strasbourg depuis 1840. (Du 19 Juillet 1852.)

N° 7739. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre des travaux publics) qui nomme chevalier de la Légion d'honneur M. *de Forceville*, chef du mouvement à la gare du chemin de fer de Tours (ligne d'Orléans à Bordeaux); longs et anciens services militaires. (Du 15 Octobre 1852.)

N° 7740. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce) qui nomme dans l'ordre national de la Légion d'honneur, savoir :

COMMANDEUR.

M. *de Courbeville*, maire de Montauban (Tarn-et-Garonne), ancien colonel en retraite, comptant quarante-quatre ans de services et douze campagnes; officier de l'ordre depuis 1841.

CHEVALIERS.

M. *Manguin*, architecte, attaché à la commission des monuments historiques; auteur du monument de la statue de l'Empereur à Lyon (Rhône).

M. *Cochet*, monteur de métiers, à Lyon.

M. *May*, adjoint au maire de Tullins (Isère), ancien officier, comptant dix-sept années de services et deux blessures.

M. *Feytit*, adjoint au maire de Bordeaux (Gironde); en fonctions depuis cinq ans; plus de vingt ans de services comme membre du bureau de bienfaisance, du conseil d'arrondissement et du conseil municipal de Bordeaux.

M. *Baillet*, membre du conseil municipal de Marennes (Charente-Inférieure); ancien militaire, de 1806 à 1815; blessé à Wagram et à Waterloo; capitaine de la garde nationale de Marennes pendant vingt ans; juge au tribunal de commerce.

M. *Péiteau*, maire de Mauzé (Deux-Sèvres); en fonctions depuis quinze ans.

M. *Audebert*, adjoint au maire de Sausais (Deux-Sèvres); ancien militaire, comptant douze années de services et deux blessures.

M. *Laniboire*, membre du conseil municipal de Verneuil-sous-Biard (Vienne); ancien militaire, comptant treize années de services, de 1802 à 1815; ancien garde national à cheval à Poitiers. (Du 18 Octobre 1852.)

N° 7741. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre de la guerre) qui nomme chevaliers de l'ordre national de la Légion d'honneur, savoir :

M. *Hoguet* (*Brutus*), lieutenant adjudant de place à la citadelle de Lille; trente-sept ans de service effectif et deux campagnes.

M. *Regnaud (Marie-Mathurin)*, capitaine au vingt-deuxième régiment d'infanterie de ligne; vingt-sept ans de service effectif et quatre campagnes.

M. *Laffite (Jacques)*, dit *Monguinet*, capitaine au vingt-deuxième régiment d'infanterie de ligne; vingt-deux ans de service effectif et neuf campagnes.

M. *Levêque (Pierre-Philippe-Marie)*, capitaine adjudant-major au cinquante-troisième régiment d'infanterie de ligne; vingt-deux ans de service effectif et douze campagnes.

M. *Cabanier (François-Adolphe)*, capitaine d'habillement du premier régiment de lanciers; vingt-sept ans de service effectif et deux campagnes.

M. *Dubief (Jean-Michel)*, capitaine au quatrième régiment de chasseurs; vingt-sept ans de service effectif et une campagne (pour prendre rang dans la Légion d'honneur du 8 octobre 1852).

M. *Aparil de Kerloguen (Émile-Marie)*, capitaine de première classe, chef du génie à Périgueux; vingt et un ans de service effectif et cinq campagnes (pour prendre rang dans la Légion d'honneur du 8 octobre 1852.) (*Du 8 Novembre 1852.*)

N° 7742. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre de la guerre) qui nomme chevaliers de l'ordre national de la Légion d'honneur, savoir :

M. *Labadie (Jean-Baptiste)*, portier consigne de première classe, à Grenoble; trente-neuf ans de service effectif et trois campagnes (pour prendre rang dans la Légion d'honneur du 28 septembre 1852).

M. *Marmet (Jean-Pierre-Goujon)*, brigadier à la compagnie de gendarmerie de Seine-et-Marne (première légion); vingt-sept ans de service effectif.

M. *Rossi (Don-Hyacinthe)*, brigadier à la deuxième compagnie de gendarmerie de la Corse (dix-septième légion); vingt ans de service effectif et une campagne; blessé il y a huit mois et mis à l'ordre du jour de la légion; s'est distingué de nouveau dans une lutte contre des malfaiteurs.

M. *Grillet (Louis-Marie)*, capitaine au quarante-troisième régiment d'infanterie de ligne; vingt-cinq ans de service effectif et quatorze campagnes.

M. *Nicolas (Remy-Napoléon-Thimoléon)*, capitaine d'habillement du sixième régiment de hussards; vingt-quatre ans de service effectif et deux campagnes.

M. *Adam (Joseph-Réné)*, hussard de deuxième classe au sixième régiment; quatre ans de service effectif et une campagne; grièvement blessé, le 4 décembre 1851, à Auch. (*Du 12 Novembre 1852.*)

N° 7743. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice) qui nomme chevalier de l'ordre national de la Légion d'honneur M. *Debienne*, juge de paix, depuis 1831, du canton de Fontainebleau (Seine-et-Marne). (*Du 12 Novembre 1852.*)

N° 7744. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce) qui nomme chevaliers de l'ordre national de la Légion d'honneur,

M. *Sannier*, maire de Nemours (Seine-et-Marne), précédemment adjoint au maire; membre du conseil municipal de cette ville depuis quinze ans et du conseil général de Seine-et-Marne depuis cinq années.

M. d'Arrentières, maire de Chartrettes (Seine-et-Marne); en fonctions depuis 1839; employé dans l'administration des subsistances militaires pendant près de vingt ans; ancien capitaine et ancien chef de bataillon dans la garde nationale.

M. Bardout, médecin en chef des hospices de Fontainebleau (Seine-et-Marne); en fonctions depuis plus de trente ans; membre du bureau de bienfaisance de cette ville depuis le même temps; cinq années de service sous l'Empire comme chirurgien militaire. (Du 20 Novembre 1852.)

N° 7745. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre de la guerre) qui nomme chevalier de l'ordre de la Légion d'honneur M. Otto (Jean-Georges), caporal à la deuxième compagnie de gendarmes vétérans; trente ans de service effectif. (Du 30 Novembre 1852.)

N° 7746. — ARRÊTÉ du ministre de la justice portant que le sieur Jean-Joseph Guislain, né le 5 septembre 1787 à Macon, royaume de Belgique, garde de bureau, résidant à Batignolles, est admis à jouir des droits de citoyen français. (Du 21 Avril 1848.)

N° 7747. — ARRÊTÉ du ministre de la justice portant que le sieur Jean-Baptiste Modeste Dooms, né à Lessines (Belgique) le 24 juillet 1791, rentier à Paris, est admis à jouir des droits de citoyen français. (Du 6 Mai 1848.)

N° 7748. — ARRÊTÉ du ministre de la justice portant que le sieur Joseph Intervuide, né le 6 février 1810 à Brébach (Prusse), marchand de fer, demeurant à Saint-Avoid (Moselle), est admis à jouir des droits de citoyen français. (Du 15 Juin 1848.)

N° 7749. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice) portant que le sieur Stokas (Charles-Samuel), né à Londres le 10 juin 1818, demeurant à Paris (Seine), est admis à établir son domicile en France, pour y jouir des droits civils tant qu'il continuera d'y résider. (Du 30 Avril 1852.)

N° 7750. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice) portant que le sieur Dusseldorf (Jean), cordonnier, né le 4 avril 1819 à Cahren, cercle de Sarrebourg, en Prusse, demeurant à Kemplich, arrondissement de Thionville (Moselle), est admis à établir son domicile en France, pour y jouir des droits civils tant qu'il continuera d'y résider. (Du 25 Août 1852.)

N° 7751. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le garde des sceaux, ministre de la justice) portant que le sieur

Klincksieck (Frédéric-Théophile-Ernest), né le 26 juillet 1814 à Rinteln (Hesse-Électorale), libraire, demeurant à Paris, est admis à établir son domicile en France, pour y jouir des droits civils tant qu'il continuera d'y résider. (Du 4 Septembre 1852.)

N° 7752. — DÉCRETS DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signés par le ministre de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce) portant ce qui suit :

1° Il est établi,

Dans la commune de Montiérender, arrondissement de Vassy (Haute-Marne), une foire aux chevaux qui se tiendra le lendemain du jour fixé pour les courses;

Dans la commune de Juvigny, arrondissement de Châlons (Marne), deux foires aux bestiaux qui se tiendront le 10 septembre et le 25 novembre de chaque année;

Dans la commune de Tannay, arrondissement de Clamecy (Nièvre), une foire annuelle qui se tiendra le 15 mars;

Dans la commune de Beliet, arrondissement de Bordeaux (Gironde), une foire qui se tiendra le 1^{er} mai de chaque année;

Dans la commune de Miniac-Morvan, arrondissement de Saint-Malo (Ille-et-Vilaine), une foire annuelle qui se tiendra le premier lundi de décembre;

Dans la commune de Rochessaive, arrondissement de Privas (Ardèche), une foire qui se tiendra le 5 novembre de chaque année;

Dans la commune de Vendresse, arrondissement de Mézières (Ardennes), deux foires qui se tiendront le 10 février et le 10 août de chaque année;

Dans la commune de Saint-Martin-d'Oydes, arrondissement de Pamiers (Ariège), une foire qui se tiendra le 10 septembre de chaque année;

Dans la commune de Faux-la-Montagne, arrondissement d'Aubusson (Creuse), deux foires annuelles qui se tiendront, l'une le 21 janvier et l'autre le 21 juillet;

Dans la commune de Quissac, arrondissement du Vigan (Gard), une foire qui se tiendra le 4 octobre de chaque année;

Dans la commune de Pujols, arrondissement de Libourne (Gironde), trois nouvelles foires qui se tiendront le 22 mars, le 20 mai et le 22 septembre de chaque année;

Dans la commune de Rieutort, arrondissement de Mende (Lozère), cinq foires qui se tiendront le jeudi après Pâques, le 14 mai, le 7 juin, le 17 juillet et le 14 octobre.

2° Lorsque les jours ci-dessus indiqués seront un dimanche ou un jour de fête légale, les foires n'auront lieu que le lendemain. (Du 10 Octobre 1852.)

N° 7753. — DÉCRETS DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signés par le ministre de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce) portant ce qui suit :

1° La foire qui se tient annuellement le deuxième lundi du mois de décembre, dans la commune de Laferté-Bernard, arrondissement de Mamers (Sarthe), aura lieu, à l'avenir, le deuxième lundi de novembre, et sera spécialement affectée à la vente des poulains;

3° La foire qui se tient annuellement le 20 mai au village de Cabrilhe, commune de Gatuzières, arrondissement de Florac (Lozère), aura, à l'avenir, deux jours de durée;

3° La foire qui se tient annuellement le 1^{er} décembre dans la commune de Cheylard, arrondissement de Tournon (Ardèche), aura, à l'avenir, deux jours de durée;

4° Les foires qui se tiennent annuellement dans la ville de Langon, arrondissement de Bazas (Gironde), le 1^{er} mars et le 20 novembre, auront lieu, à l'avenir, le 1^{er} vendredi de mars et le vendredi précédant immédiatement le 20 novembre;

5° La foire qui se tient annuellement le 25 juin dans la commune de Sella-sur-Cher, arrondissement de Remorantin (Loir-et-Cher), aura lieu, à l'avenir, le jeudi qui précède le mercredi des Cendres;

6° La foire qui se tient à Vivonne, arrondissement de Poitiers (Vienne), en vertu d'une ordonnance royale du 22 janvier 1817, savoir: le mardi saint, quand il arrive en mars, sinon le troisième samedi de ce mois, aura lieu, à l'avenir, tous les ans le mardi saint;

7° Les deux foires qui se tiennent annuellement dans la commune de Seilhac, arrondissement de Tulle (Corrèze), le 8 juin et le 10 décembre, auront lieu, à l'avenir, le 25 juin et le 25 février;

8° Les foires qui se tiennent annuellement dans la commune de Pujols, arrondissement de Libourne (Gironde), le deuxième jeudi des mois de janvier, février, mars, mai, septembre, novembre et décembre, sont supprimées;

9° Les deux foires annuelles qui se tiennent dans la commune de Bruniel, arrondissement de Montauban (Tarn-et-Garonne), le second mercredi des mois d'avril et de mai, auront lieu, à l'avenir, le 9 des mêmes mois.

10° Lorsque les jours indiqués par les articles qui précèdent seront un dimanche ou un jour de fête légale, les foires n'auront lieu que le lendemain. (Du 10 Octobre 1852.)

N° 7754. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce) portant que la foire qui se tient annuellement le 28 juin, dans la commune de Cascale, arrondissement de Saint-Malo (Ille-et-Vilaine), aura lieu, à l'avenir, le mercredi de Pâques. (Du 10 Novembre 1852.)

N° 7755. — DÉCRETS DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signés par le ministre de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce) portant ce qui suit :

1° Il est établi,

Dans la commune de Chassigny, arrondissement de Langres (Haute-Marne), deux foires annuelles qui se tiendront, l'une le 15 janvier et l'autre le 5 août;

Dans la commune de Saint-André-de-Lancize, arrondissement de Florac (Lozère), une foire annuelle qui se tiendra le 22 mars au village des Ayres, dépendant en partie de ladite commune.

2° Lorsque les jours indiqués pour la tenue des foires établies seront des dimanches ou des jours de fêtes légales, les foires seront remises au lendemain. (Du 19 Novembre 1852.)

N° 7756. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce) portant ce qui suit :

1° La foire qui se tient annuellement le 1^{er} mai dans la commune de Bouée, arrondissement de Savenay (Loire-Inférieure), aura lieu, à l'avenir, le 23 février ;

2° La foire qui se tient dans la commune de Vritz, arrondissement d'Ancenis (Loire-Inférieure), le 1^{er} mai de chaque année, aura lieu, à l'avenir, le 8 du même mois ;

3° La foire annuelle qui se tient dans la ville de Laon, chef-lieu du département de l'Aisne, le premier lundi après la Fête-Dieu, aura lieu, à l'avenir, le quatrième samedi du mois de mai ;

4° Il est établi dans la commune de Largentière, chef-lieu d'arrondissement (Ardèche), une foire qui se tiendra annuellement le premier lundi du mois d'octobre. (*Du 1^{er} Décembre 1852.*)

N° 7757. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce) qui autorise l'acceptation de legs faits par le sieur *Jean-François Frelet*, savoir : 1° aux pauvres de la commune de la Cluse (Doubs), une somme de 200 francs et deux pièces de terre, estimées ensemble 800 francs ; 2° à la fabrique de l'église succursale de Saint-Pierre-la-Cluse, une somme de 200 francs à titre gratuit. (*Du 10 Octobre 1852.*)

N° 7758. — DÉCRETS DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signés par le ministre de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce) qui autorisent l'acceptation des libéralités suivantes :

Legs faits par la dame veuve *Desclers*, savoir : 1° au grand hôpital de Dijon (Côte-d'Or), une somme de 9,000 francs, à la charge de fonder un lit en faveur des indigents de Thil-Châtel (même département) ; 2° aux pauvres de Thil-Châtel, un clos et une maison, estimés ensemble la somme de 5,500 fr. ; 3° à la fabrique de l'église succursale de Thil-Châtel, et consistant en une somme de 800 francs ;

Donation faite par la dame veuve *Berry* au bureau de bienfaisance de Fleury-la-Montagne (Saône-et-Loire), 1° d'une somme de 2,000 francs, 2° d'une créance de 300 francs, 3° d'un bois d'un revenu annuel de 10 francs, 4° d'une rente cinq pour cent sur l'État de 208 francs, sous la condition de prélever sur cette rente une somme annuelle de 16 francs, pour la fondation de services religieux, et d'employer le surplus à l'éducation et à l'instruction des enfants pauvres. (*Du 10 Octobre 1852.*)

N° 7759. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce) qui autorise l'acceptation de moitié seulement du legs universel fait par le sieur *Joseph Villeneuve* à l'hospice de Brignols (Var) ; ledit legs universel évalué à 5,100 francs. (*Du 10 Octobre 1852.*)

N° 7760. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce) qui autorise la société philanthropique de Paris (Seine) à accepter le legs d'une rente de 600 francs sur l'État, qui lui a été fait par le sieur *Leroy*. (Du 28 Octobre 1852.)

N° 7761. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce) qui autorise l'acceptation de legs faits, à titre gratuit, par la dame *Marguerite-François Genet*, veuve *Choiselat*, savoir : 1° à l'église annexe de Broussy-le-Petit, située dans la circonscription de la succursale de Reuves (Marne), et aux pauvres de Broussy-le-Petit, la jouissance, pendant quinze ans, de deux pièces de prés, situées sur le territoire de la commune de Broussy-le-Petit, d'une contenance de cinquante-huit ares et d'un revenu annuel de 50 fr.; 2° aux pauvres et à l'église de Thout (Marne), la jouissance, pendant dix ans, d'un pré, situé sur le territoire de Corfélix (même département), nommé *le Pré-des-Pisserottes*, d'une contenance de trente-six ares dix centiares, et d'un revenu annuel de 25 francs; et à l'église et aux pauvres de Corfélix, la jouissance du même pré pendant cinq autres années; 3° à l'église de Coizard et à celle de Courjeonnet, annexe de la succursale de Villevenard, ainsi qu'aux pauvres des communes de Coizard-Joches et de Courjeonnet, la jouissance, pendant quinze ans, de diverses parcelles de prés, d'un revenu annuel de 20 francs; 4° à la fabrique et aux pauvres de Villevenard, la jouissance, pendant quinze ans, de plusieurs pièces de prés, situées dans cette commune, et produisant un revenu annuel de 18 fr. (Du 28 Octobre 1852.)

N° 7762. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce) qui autorise l'acceptation de legs faits par le sieur *Pierre Delpech*, savoir : 1° pour le bureau de bienfaisance de Villeneuve-sur-Lot (Lot-et-Garonne), un legs universel, évalué à une somme nette de 2,600 francs; 2° pour la chapelle des Pénitents-Bleus, située à Villeneuve-sur-Lot, et érigée en annexe de la paroisse de Sainte-Catherine, une somme de 100 francs à titre gratuit. (Du 3 Novembre 1852.)

N° 7763. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce) qui autorise l'acceptation des libéralités suivantes :

1° Legs faits par le sieur *Pierre Morlaye*, 1° à la commune de Cintré (Ille-et-Vilaine), d'une propriété dite *du Chêne-Vert*, estimée 14,000 francs, à la charge d'y établir un hospice et de faire célébrer vingt-cinq messes et un service chaque année, à perpétuité; 2° à la fabrique succursale de Cintré, d'une pièce de terre nommée *le Champ-de-la-Vallée*, estimée 1,500 francs, pour être réunie à la propriété du Chêne-Vert et recevoir la même destination; 3° à la fabrique succursale de Cintré, de ses valeurs mobilières et du produit de la vente de son mobilier; le tout évalué à la somme de 5,314 fr. 80 cent., pour être employé à faire prier Dieu pour lui, et de deux pièces de terre, estimées ensemble 3,000 francs, pour le produit être employé par moitié,

après le prélèvement de 1,400 francs, à faire dire des prières dans les églises de Mordelles et de Cintré; 4° à la fabrique de l'église curiale de Mordelles (Ille-et-Vilaine), d'une somme de 600 francs pour servir à la reconstruction de l'église de Mordelles;

2° Legs fait par le sieur *Joseph Morlaye* à la fabrique de l'église curiale de Mordelles (Ille-et-Vilaine), d'une somme de 800 francs pour servir à la reconstruction de l'église de Mordelles. (Du 11 Novembre 1852.)

N° 7764. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce) qui autorise l'acceptation des legs faits par M. l'abbé *Dangeard*, 1° à la commune de Mézières (Sarthe), d'une somme de 6,000 francs, à la charge d'en employer les intérêts à l'entretien de deux sœurs chargées de l'instruction des jeunes filles, lesdits intérêts devant être servis aux pauvres dans un cas déterminé par le testateur; 2° au séminaire de Tours (Indre-et-Loire), d'une somme de 1,000 francs, aux charges, clauses et conditions imposées; 3° à la fabrique de l'église succursale de Mézières (Sarthe), d'une pièce de pré, située sur la commune de Neuville-lais, et estimée 250 francs. (Du 11 Novembre 1852.)

N° 7765. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce) qui autorise l'acceptation de la donation faite par M. et M^{me} *Séguier* à la commune de Saint-Martin-sur-Ouaune (Yonne), d'un terrain d'une valeur de 29 francs 60 centimes pour servir à la construction d'une maison d'école. (Du 11 Novembre 1852.)

N° 7766. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce) qui autorise l'acceptation du legs fait par M. l'abbé *Delarue* à la ville de Mayenne (Mayenne), de deux sommes de 25,000 francs, applicables, l'une à l'établissement d'une crèche, l'autre à la création d'une salle d'asile. (Du 11 Novembre 1852.)

N° 7767. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce) qui autorise l'acceptation des legs faits par le sieur *Jean-Baptiste Bertet*, 1° à la commune de la Chapelle-d'Huin (Doubs), de deux sommes de 500 francs chacune, pour le revenu en être affecté aux dépenses des écoles primaires; 2° à la chapelle de Souillot, commune de la Chapelle-d'Huin, érigée en chapelle de secours, d'une somme de 400 francs; le tout à charge de services religieux, et autres clauses et conditions exprimées. (Du 17 Novembre 1852.)

N° 7768. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce) qui autorise l'acceptation des legs faits par la dame *Prodhomme* à la commune de Saint-Martin-de-Fontenay (Calvados), d'une rente annuelle et perpétuelle

de 155 francs, à la charge d'employer annuellement une somme de 100 fr. au soulagement des pauvres de la commune, et de remettre également chaque année une somme de 55 francs au desservant de la succursale de Saint-Martin-de-Fontenay, pour être affectée à la célébration de messes. (Du 17 Novembre 1852.)

N° 7769. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce) qui autorise l'acceptation des legs faits par la demoiselle *Blanc* à l'hospice de Malaucène (Vaucluse), et consistant en une somme de 3,000 francs et en chemises estimées 103 francs. (Du 22 Novembre 1852.)

N° 7770. — DÉCRETS DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signés par le ministre de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce) qui autorisent l'acceptation des libéralités suivantes :

1° Legs fait par la demoiselle *Jeanne-Françoise Gatria* à l'hospice, au bureau de bienfaisance et à la fabrique de l'église de Saint-Sauveur-le-Vicomte (Manche), conjointement, et consistant dans tous ses biens meubles et immeubles, évalués à la somme nette de 6,337 francs 21 centimes ;

2° Legs fait par la dame *du Leyris de Bonnaud*, 1° aux pauvres de la paroisse de la Madeleine de Paris (Seine), d'une somme de 1,000 francs ; 2° aux pauvres prisonniers pour dettes, pères de famille et honnêtes, et pour obtenir leur mise en liberté, d'une somme de 10,000 francs ; 3° à la fabrique de l'église de la Madeleine, à Paris, d'une somme de 5,000 francs ;

3° Legs faits par la dame veuve *Ainesy*, 1° aux hospices de Grasse (Var), d'une somme de 2,000 francs ; 2° à la fabrique de l'église succursale de Plas-cassier (même département), d'une somme de 600 francs. (Du 22 Novembre 1852.)

N° 7771. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce), qui autorise l'acceptation, jusqu'à concurrence de 1,000 francs seulement, du legs éventuel de 10,000 francs, fait à l'hospice de la Maternité de Metz par la demoiselle *Marie Duteil*. (Du 29 Novembre 1852.)

N° 7772. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce) qui autorise l'acceptation de legs faits par la dame *Cunier*, savoir : 1° aux pauvres de la ville de Paris (Seine), un legs universel, évalué à une somme nette de 20,644 fr. 25 centimes ; ladite acceptation autorisée sous bénéfice d'inventaire, et jusqu'à concurrence de la moitié seulement ; 2° au bureau de bienfaisance de Nancy (Meurthe), une somme de 10,000 francs ; ladite acceptation autorisée jusqu'à concurrence d'une somme nette de 5,000 fr. seulement. (Du 29 Novembre 1852.)

N° 7773. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce) qui autorise l'acceptation du legs fait par le sieur *Martin* à l'hôpital Saint-Louis de Paris (Seine), et consistant en une rente annuelle et perpétuelle de 500 francs. (Du 29 Novembre 1852.)

N° 7774. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce) qui autorise l'acceptation des legs faits par le sieur *Dareix*, 1° aux pauvres de la commune de Tasque (Gers), d'une somme de 5,000 francs; 2° à l'église succursale de Tasque, à titre gratuit, d'une somme de 1,000 francs. (Du 29 Novembre 1852.)

N° 7775. — DÉCRET DU PRINCE-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (contre-signé par le ministre de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce) qui autorise l'acceptation de legs faits par le sieur *Adrien* dit *Lainé*, savoir : 1° aux hospices des Andelys et de Louviers (Eure), un legs à titre universel et un legs universel, d'une valeur ensemble de 200,000 francs environ; ladite acceptation autorisée jusqu'à concurrence des quatre cinquièmes seulement; 2° à la commune d'Aubevoye (Eure), une pièce de terre, contenant un hectare soixante-trois ares, évaluée à 7,000 francs, plus une maison avec dépendances, servant actuellement de presbytère, et estimée 2,000 fr.; 3° à la commune de Gaillon (Eure), une rente annuelle et perpétuelle de 200 francs; 4° à l'église curiale d'Aubevoye, à titre gratuit, une somme de 1,000 francs; le tout aux charges, clauses et conditions exprimées. (Du 1^{er} Décembre 1852.)

Errata. Bulletin des lois, X^e série, partie supplémentaire,

N° 158, page 3, n° 4 du tableau, colonne de la date de naissance, au lieu de 10 octobre 1800, lisez 9 novembre 1800;

N° 244, page 535, n° 11 du tableau, 2^e colonne, au lieu de *Blanche*, lisez *Branche*;

N° 288, page 869, n° 38 du tableau, colonne de l'époque d'entrée en jouissance de la pension, au lieu de 16 décembre 1852, lisez 16 décembre 1851.

Certifié conforme :

Paris, le 18^e Mars 1853,

*Le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire
d'état au département de la Justice,*

ABBATUCCI.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin au ministère de la Justice.

IMPRIMERIE IMPÉRIALE. — 18 Mars 1853.

[illegible]

TABLE ALPHABÉTIQUE DES MATIÈRES

Contenues dans le Bulletin des Lois,
PARTIE SUPPLÉMENTAIRE.

1^{re} SÉRIE. — TOME X.

(N^{os} 259 à 290.)

Deuxième semestre de l'année 1852.

(Du 1^{er} juillet au 1^{er} décembre inclus.)

A

AMÉNAGEMENTS. Voyez *Bois*.

ARCHEVÊQUES. Voyez *Legs*, paragraphe *Évêques*.

ASSOCIATIONS syndicales. Voyez *Syndicats*.

ASSURANCES. Voyez *Sociétés industrielles*.

B

BOIS. *Aménagements.* Dispositions relatives à l'aménagement des bois suivants :

Allanche (Cantal) (bois de Coudour, section d'), n° 7420, p. 776; Arce (Yonne) (bois communaux d'), n° 7252, p. 490; Arches (Vosges) (bois de Dinozé, section d'), n° 7419, p. 776; Arnancourt (Haute-Marne) (bois communaux d'), n° 6997, p. 261; Arreux (Ardennes) (bois communaux d') n° 7197, p. 446; — Balbronn (Bas-Rhin) (bois communaux de), n° 7681, p. 963; Blettange (Moselle) (forêt domaniale de), n° 7696, p. 970; Bonmoulins (Orne) (forêt domaniale de), n° 7693, p. 968; Bounière (la) (Côte-d'Or) (forêt domaniale de), n° 7412, p. 774; — Cattenom (Moselle) (forêt domaniale de), n° 7697, p. 970; Chapelle (la) (Ardennes) (bois communaux de), n° 7311, p. 552; Charens (Drôme), (bois communaux de), n° 7472, p. 825; Chaudesaigues (Cantal) (bois communaux de), n° 7679, p. 963; Chotelet (le) (Doubs) (bois communaux de), n° 7185, p. 425; Couelle (Aude) (forêt domaniale de), n° 7205, p. 449; Courban (Côte-d'Or) (bois communaux de), n° 7322, p. 616; Coursegoules (Var) (bois communaux de), n° 7310, p. 552; Cressia (Jura) (bois communaux de), n° 7329, p. 617; — Domèvre-sur-Durbion (Vosges) (bois communaux de), n° 7187, p. 425; Dompierre (Vosges

1^{re} Série. — Partie suppl. — Tom. X.

51

(bois communaux de), n° 7398, p. 770; Durmenach (Haut-Rhin) (forêt communale de), n° 7473, p. 825; — Eu-Malo (Aude) (forêt domaniale d'), n° 7204, p. 448; — Fanges (Aude) (forêt domaniale de), n° 7215, p. 455; Flomage (Moselle) (forêt domaniale de), n° 7698, p. 970; Fontaines (Haute-Marne) (bois communaux de), n° 7386, p. 731; Fontons (Gard) (bois communaux de), n° 7388, p. 722; Fragé (Vosges) (forêt communale de), n° 7156, p. 417; Frohmüllerwald (Moselle) (forêt domaniale de), n° 7413, p. 774; — Germonville (Meurthe) (bois communaux de), n° 7337, p. 620; Gondersberg (Moselle) (forêt domaniale de), n° 7317, p. 554; Grenoble (Isère) (bois de l'hospice civil de), n° 7418, p. 775; Grosbois (Doubs) (bois communaux de), n° 7680, p. 963; Guips et Tourneheim (Pas-de-Calais) (forêts domaniales de), n° 7414, p. 775; — Han-devant-Pierrepoint (Meuse) (bois communaux de), n° 7421, p. 777; Hautecour (Jura) (bois communaux de), n° 7417, p. 775; Humes (Haut-Rhin) (bois communaux de), n° 6875, p. 28; — Ignaux (Ariège) (bois communaux d'), n° 6924, p. 135; — Lamsac (Aveyron) (bois communaux de), n° 6874, p. 28; Lancrans (Ain) (bois communaux de), n° 7415, p. 775; Laurens (Hérault) (bois communaux de), n° 7173, p. 421; Livrezy (Ardenne) (bois communaux de), n° 7327, p. 617; Lœuille (Haute-Saône) (bois communaux de), n° 7214, p. 454; Lurey (Meurthe) (bois communaux de), n° 7181, p. 421; Loveline (Vosges) (bois du hameau de Houx), n° 7258, p. 491; — Marignac (Drôme) (bois communaux de), n° 7322, p. 616; Maucourt (Meuse) (bois communaux de), n° 7422, p. 777; Mignassaus (Haute-Saône) (bois communaux de), n° 7314, p. 553; Molpré (Jura) (bois communaux de), n° 7287, p. 532; Molsheim (Bas-Rhin) (forêt communale de), n° 7396, p. 769; Moulin (Orne) (forêt domaniale de), n° 7693, p. 968; — Neufchâteau (Vosges) (bois de la section de Noncourt, à), n° 7206, p. 449; Noncourt (Vosges) (bois communaux de), n° 7207, p. 449; — Plan-d'Aube (Var) (bois communaux de), n° 7308, p. 552; Prény (Meurthe) (bois communaux de), n° 7387, p. 731; — Rodlambach (Moselle) (forêt domaniale de), n° 7203, p. 448; — Saint-Agnès (Doubs) (bois de la commune de), n° 7328, p. 617; Saint-Amand (Meurthe) (forêt domaniale de), n° 7695, p. 969; Saint-Quire (Ariège) (bois communaux de), n° 7309, p. 552; Sandelstein (Bas-Rhin) (bois de l'église protestante, à), n° 7211, p. 454; Sautemont (Haute-Marne) (bois communaux de), n° 7389, p. 732; — Trembois (Bas-Rhin) (bois communaux de), n° 7397, p. 770; — Valbois (Puy-de-Dôme) (bois communaux de), n° 7378, p. 699; Veynes (Hautes-Alpes) (bois communaux de), n° 7331, p. 618; Villards (les) (Puy-de-Dôme) (bois communaux de), n° 7482, p. 424; Viménil (Vosges) (bois communaux de), n° 7399, p. 770.

Bornage. Décret qui statue sur le bornage des bois suivants : l'Hôpital-du-Gros-Bois (Doubs) (bois communaux de), n° 7416, p. 775.

Cantonnement. Décret relatif au cantonnement dans les bois suivants, de la commune usagère de : Lacalm (Aveyron) (dans la forêt domaniale de Guirande), n° 7678, p. 962.

Coupes affouagées. Décrets qui autorisent des coupes de cette nature dans les communes suivantes : Marcevat (Central), n° 7158, p. 417; — Bistolas (Hautes-Alpes), n° 7186, p. 425; — Tremenzy (Vosges), n° 7279, p. 423; — Venisy (Yonne), n° 6922, p. 135.

Défrichement. Décrets qui autorisent le défrichement des bois suivants :

Are-et-Senans (Doubs), n° 6936, p. 162; — Belleville (Meurthe) (bois communaux de), n° 7223, p. 457; Bierville (Seine-Inférieure) (la fabrique de l'église de), n° 7479, p. 826; Bischholz (Haut-Rhin), n° 7254, p. 490; Bofenheim (Bas-Rhin), n° 7685, p. 964; Boeselsheusen (Bas-Rhin), n° 7225, p. 457; Bouxviller (Bas-Rhin), n° 6969, p. 216; Brebotté (Haut-Rhin), n° 6880, p. 30; Bria (Meurthe), n° 7288, p. 532; — Château-Regnault (Ardennes), n° 7684, p. 964; Conflans (Marne), n° 7476, p. 825; — Druseinheim (Haut-Rhin), n° 7407, p. 772; — Ernolsheim (Bas-Rhin), n° 6938, p. 162; — Fréjus (Var), n° 7226, p. 457; — Grassenheim (Haut-Rhin), n° 7255, p. 490; Guinzeling (Meurthe), n° 7312, p. 553; — Hohwiller (Bas-Rhin), n° 7224, p. 457; — Kiffis (Haut-Rhin), n° 6867, p. 16; — Langensoutzbach (Bas-Rhin), n° 7425, p. 778; Leymen (Haut-Rhin), n° 7234, p. 459; — Magnanville (Seine-et-Oise) (bois des hospices de Mantes), n° 6940, p. 162; Marcilly-sur-Seine (Marne), n° 6877, p. 30; Méclevues (Moselle), n° 6937, p. 162; Millau (Aveyron) (l'hospice de), n° 7253, p. 490; Moernach (Haut-Rhin), n° 6970, p. 216; Montreux-Vieux (Haut-Rhin), n° 7256, p. 490; — Perchède (Gers), n° 7424, p. 778; Phenay (Indre), n° 7235, p. 459; — Raddon (Haute-Saône), n° 6881, p. 30; Ringeldorf (Haut-Rhin), n° 7239, p. 460; — Radersdorf (Haut-Rhin), n° 7233, p. 459; Roppenheim (Bas-Rhin), n° 7232, p. 459; Rouen (Seine-Inférieure) (les hospices à), n° 7157, p. 417; Rouvaux (Meuse), n° 6878, p. 30; — Saint-Julien (Doubs) (bois communaux de), n° 6926, p. 136; Saint-Pol (Pas-de-Calais) (les hospices de), n° 6879, p. 30; Saint-Rémy (Bouches-du-Rhône), n° 7238, p. 460; Saulx-en-Woëvre (Meuse) (bois communaux de), n° 7335, p. 619; — Vinon (Var), n° 7257, p. 490; — Wahlolwisheim (Bas-Rhin), n° 6939, p. 216; Waville (Moselle), n° 7477, p. 825; Wolschwiller (Haut-Rhin), n° 7478, p. 825.

Délimitation. Décrets qui règlent la délimitation des bois suivants : Altkirch (Haut-Rhin) (bois communaux d'), n° 7208, p. 449; Ancy-le-Franc (Yonne) (bois communaux d'), n° 7208, p. 449; Arcis-sur-Cure (Yonne) (bois communaux d'), n° 7321, p. 613; Aulussargues (Gard) (bois communaux d'), n° 7664, p. 955; — Balzenheim (Haut-Rhin) (bois communaux de), n° 7321, p. 613; Bergères (Aube) (bois communaux de), n° 7208, p. 449; Bettaincourt (Haute-Marne) (bois communaux indivis de Roches-sur-Rognon et), n° 7664, p. 955; Billy-les-Chanceaux (Côte-d'Or) (bois communaux de), n° 7321, p. 613; Bois-l'Abbé (Meurthe) (forêt domaniale de), n° 7664, p. 955; Bois-l'Évêque (Meurthe) (forêt domaniale de), n° 7664, p. 955; Brouvelieures (Vosges) (bois communaux de), n° 7321, p. 613; — Chambons (Ardèche) (forêt domaniale de), n° 7208, p. 449; Châteauneuf-de-Mazène (Drôme) (bois communaux de), n° 7208, p. 449; Chazeuil (Côte-d'Or) (bois communaux de), n° 7208, p. 449; Choye (Haute-Saône) (bois communaux de), n° 7208, p. 449; Cierges (Meuse) (bois communaux de), n° 7321, p. 613; Citey (Haute-Saône) (bois communaux de), n° 7321, p. 613; Clamecy (Nièvre) (bois communaux de), n° 7321, p. 613; Cry (Yonne) (bois communaux de), n° 7208, p. 449; Cusy (Yonne) (bois communaux de), n° 7321, p. 613; — Devois-de-Verrières (Aveyron) (forêt domaniale du), n° 7208, p. 449; Domery-sur-Cure (Yonne) (bois communaux de), n° 7321, p. 613; — Éteimbes (Haut-Rhin) (bois communaux d'), n° 7208, p. 449; — Foissac (Gard) (bois communaux de), n° 7208, p. 449; Fontaine (Isère) (bois communaux de), n° 7321, p. 613; Franchen (Haut-Rhin) (bois commu-

naux de), n° 7208, p. 449; François (Haute-Saône) (bois communaux de), n° 7664, p. 955; — Gignac (Hérault) (bois communaux de), n° 7208, p. 449; Gigny (Yonne) (bois communaux de), n° 7208, p. 449; Grand-Châtel (Jura) (bois de la commune de), n° 6925, p. 136; — Lahr (Moselle) (bois communaux de), n° 7664, p. 955; Lac ou Villers (Doubs) (bois communaux de), n° 7208, p. 449; Landresse (Doubs) (bois communaux de), n° 7664, p. 955; Lapan (Cher) (bois communaux de), n° 7664, p. 955; Lautenbach (Haut-Rhin) (forêt domaniale de), n° 7664, p. 955; Laviron (Doubs) (bois communaux de), n° 7664, p. 955; Longchamps (Côte-d'Or) (bois communaux de), n° 7208, p. 449; Lussan (Gard) (bois communaux de), n° 7208, p. 449; — Marignac (Haute-Garonne) (forêt domaniale de), n° 7664, p. 955; Mesnil (Meuse) (bois communaux de), n° 7321, p. 613; Montigny (Meurthe) (bois communaux de), n° 7208, p. 449; Montigny-sur-Aube (Côte-d'Or) (bois communaux de), n° 7321, p. 613; — Nourry-en-Vaux (Haute-Saône), n° 7475, p. 825; — Palaiseau (Aveyron) (bois communaux de), n° 7664, p. 955; Perrigny-sur-Armançon (Yonne) (bois communaux de), n° 7208, p. 449; Pfaffenheim (Haut-Rhin) (bois communaux de), n° 7664, p. 955; Pisy-et-Vassy (Yonne) (bois communaux de), n° 7208, p. 449; Prémory (Nièvre) (forêt domaniale de), n° 7208, p. 449; — Reppe (Haut-Rhin) (bois communaux de), n° 7321, p. 613; Robion (Vaucluse) (bois communaux de), n° 7208, p. 449; Rouffach (Haut-Rhin) (bois communaux de), n° 7321, p. 613; Rougemont (Yonne) (bois communaux de), n° 7208, p. 449; — Saizy (Yonne) (bois communaux de), n° 7208, p. 449; Saint-Bérain-sur-École (Saône-et-Loire) (bois communaux de), n° 7208, p. 449; Saint-Benoît (Gard) (bois communaux de), n° 7321, p. 613; Saint-Gervasy (Gard) (bois communaux de), n° 7208, p. 449; Saint-Joseph-de-Rivière (Loire) (bois communaux de), n° 7321, p. 613; Saint-Pierre-de-Chartreuse (Loire) (bois communaux de), n° 7321, p. 613; Saint-Rémy (Saône-et-Loire) (bois du hameau de Cortelin, à), n° 7208, p. 449; Saint-Vincent (Yonne) (bois communaux de), n° 7321, p. 613; Saisy (Saône-et-Loire) (bois communaux de), n° 7208, p. 449; Semond (Côte-d'Or) (bois communaux de), n° 7208, p. 449; Souston (Landes) (forêt domaniale de), n° 7208, p. 449; — Tournans (Doubs) (bois communaux de), n° 7321, p. 613; — Urcerey (Haut-Rhin) (bois communaux de), n° 7208, p. 449; — Vacqueville (Meurthe) (bois communaux de), n° 7321, p. 613; Varennes-les-Nevers (Nièvre) (bois communaux de), n° 7208, p. 449; Vauxcelles (Meurthe) (forêt domaniale de), n° 7664, p. 955; Vihr-au-Val (Haut-Rhin) (bois communaux de), n° 7208, p. 449; Villatte (la) (Ardèche) (forêt domaniale de), n° 7664, p. 955; Villers-Patras (Côte-d'Or) (bois communaux de), n° 7208, p. 449.

Délivrances de coupes de bois accordées aux communes et établissements publics suivantes: Aillanville (Haute-Marne), n° 7326, p. 616; Airas (Hérault), n° 7175, p. 422; Allégro (Gard), n° 7665, p. 957; Arbignieu (Ain), n° 7690, p. 966; *idem, ibidem*; Arcizac-Adour (Hautes-Pyrénées), n° 7166, p. 419; Argilliers (Gard), n° 7665, p. 957; Assas (Hérault), n° 7666, p. 957; Aubigny-en-Plaine (Côte-d'Or), n° 7163, p. 418; Aumale (Seine-Inférieure), n° 7167, p. 419; Ausseing (Haute-Garonne), n° 6876, p. 29; — Buis (Aisne), n° 7687, p. 964; Baron (Gard), n° 7665, p. 957; Beaune (Côte-d'Or) (aux hospices civils de), n° 7221, p. 457; Belmont (Ain), n° 7690, p. 966; Belvianes et Cavirac (Aude), n° 6957, p. 167; Bessoncourt (Haut-

Rhin), n° 7481, p. 826; Biffontaine (Vosges), n° 6945, p. 164; Billy-sous-Mangiennes (Meuse), n° 7176, p. 422; Binarville (Marne), n° 7668, p. 959; Bonzée (Meuse), n° 7318, p. 555; Brécy (Aisne), n° 7160, p. 418; Brouzet (Gard), n° 7665, p. 957; — Cabrières (Gard), n° 7665, p. 957; Castillon-de-Larhous (Haute-Garonne), n° 6876, p. 29; Cazail (Haute-Garonne), n° 6876, p. 29; Cazilhac (Hérault), n° 7666, p. 958; Cesse (Meuse), n° 7318, p. 555; Chabvaines (Haute-Marne), n° 7429, p. 779; Chamoux (Yonne), n° 6961, p. 168; Chasnay (Nièvre), n° 6960, p. 167; Chauprix (Nièvre), n° 7250, p. 489; Chevry (Ain), n° 7690, p. 966; Coiney (Aisne), n° 7687, p. 964; Collias (Gard), n° 7665, p. 957; Collorgues (Gard), n° 7665, p. 957; Consigny (Haute-Marne), n° 7428, p. 779; Consolre (Nord), n° 7667, p. 958; Cormoranche (Ain), n° 7690, p. 966; Croveissiat (Ain), n° 7690, p. 965; Crozet (Ain), n° 7690, p. 966; Culoz (Ain), n° 7690, p. 966; — Dambach (Bas-Rhin), n° 7402, p. 771; Dompierre-sur-Nièvre (Nièvre), n° 7250, p. 489; — Echallon (Ain), n° 7690, p. 966; Eppe-Sauvage (Nord), n° 7667, p. 958; Erloy (Aisne), n° 7687, p. 964; Esparron (Haute-Garonne), n° 6876, p. 29; Euzet (Gard), n° 7665, p. 957; — Feux (Cher), n° 7162, p. 418; Fitignieu (Ain), n° 7690, p. 966; Fleury-la-Rivière (Marne), n° 7668, p. 959; Fontenay-le-Château (Vosges), n° 7199, p. 447; Fournès (Gard), n° 7665, p. 957; Fresnes-au-Mont (Meuse), n° 7315, p. 553; — Gallargues (Hérault), n° 7666, p. 958; Gamarde (Landes), n° 7426, p. 778; Gaujac (Gard), n° 7665, p. 957; Genevray (Ain), n° 7690, p. 966; Genevreuille (Haute-Saône), n° 7483, p. 826; Germaine (Haute-Marne), n° 7427, p. 778; Gobets (les) (Nièvre), n° 7250, p. 489; Goussancourt (Aisne), n° 7687, p. 964; Granges (Ain), n° 7690, p. 966; Groissiat (Ain), n° 7690, p. 966; Gunsbach (Haut-Rhin), n° 7313, p. 553; — Haute-Cour (Ain), n° 7690, p. 966; Heiligenberg (Bas-Rhin), n° 7480, p. 826; — Jussy-le-Chaudrier (Cher), n° 7162, p. 418; — Labastide (Pyrénées-Orientales), n° 7677, p. 962; Labruguière (Gard), n° 7665, p. 957; La Capelle-Masmolène (Gard), n° 7665, p. 957; Laforge (Vosges), n° 7217, p. 455; Lamarche (Vosges), n° 7404, p. 772; Langres (Haute-Marne) (hospices de), n° 7427, p. 778; Latrecey (Haute-Marne), n° 7400, p. 771; Lécourt (Gers), n° 7265, p. 419; Lening (Meurthe), n° 6968, p. 215; Lhuis (Ain), n° 7690, p. 966; Lompnieu (Ain), n° 7690, p. 966; Lussan (Gard), n° 7665, p. 957; Luthézieu (Ain), n° 7690, p. 966; — Mandement-de-Saint-Nazaire (Drôme), n° 7180, p. 423; Mandres (Haute-Marne), n° 7429, p. 779; Marignieu (Ain), n° 7690, p. 966; Martangis (Nièvre), n° 7250, p. 489; Mayrègne (Haute-Garonne), n° 6876, p. 29; Mazères (Haute-Garonne), n° 6876, p. 29; Menerbe (Vaucluse), n° 6956, p. 166; Montaren (Gard), n° 7665, p. 957; Montmotier (Vosges), n° 7217, p. 455; Mortagne (Vosges), n° 7217, p. 455; Munster (Haut-Rhin), n° 7174, p. 422; — Oberbronn (Bas-Rhin), n° 7403, p. 771; — Paysons (Haute-Garonne), n° 6876, p. 29; Portet-Lachon (Haute-Garonne), n° 6876, p. 29; Poullières (les) (Vosges), n° 7217, p. 455; Prémery (Nièvre), n° 7250, p. 489; — Rigny (Nièvre), n° 7250, p. 489; Rouvrois-sur-Meuse (Meuse), n° 7318, p. 555; Ruffieu (Ain), n° 7690, p. 966; — Saint-Blin (Haute-Marne), n° 7326, p. 616; Sainte-Anastasie (Gard), n° 7665, p. 957; Saint-André (Haute-Garonne), n° 6876, p. 29; Saint-Elix (Gers), n° 7691, p. 967; Saint-Geours-d'Auribat (Landes), n° 6958, p. 167; Saint-Hilaire-d'Azilhan (Gard), n° 7665, p. 957; Saint-Laurent-de-Cerdens (Pyrénées-Orientales), n° 7677, p. 962; Saint-Laurent-de-Vernède (Gard), n° 7665, p. 957; Saint-Marcel

de Carreiret (Gard), n° 7665, p. 957; Saint-Martial (Pyénées-Orientales), n° 7677, p. 962; Saint-Maximin (Gard), n° 7665, p. 957; Saint-Michel (Aisne), n° 7687, p. 964; Saint-Sauveur (Loire), n° 7672, p. 960; Saint-Vincent-de-Xaintes (Landes), n° 7675, p. 961; Saleignes (Charente-Inférieure), n° 7336, p. 619; Saugnac (Landes), n° 7325, p. 616; Saulcy (Aube), n° 7161, p. 418; Séclin (hospices de) (Nord), n° 7667, p. 958; Sommeville (Meuse), n° 7213, p. 454; Soudersdorff (Haut-Rhin), n° 7692, p. 968; — Tavel (Gard), n° 7665, p. 957; Terrefondrée (Côte-d'Or), n° 7161, p. 419; Tethieu (Landes), n° 6944, p. 164; Thexillieu (Ain), n° 7690, p. 966; Thianges (Nièvre), n° 7222, p. 457; Thonne-le-Thil (Meuse), n° 7401, p. 771; Trélon (Nord), n° 7667, p. 958; — Uffholtz (Haut-Rhin), n° 7482, p. 826; Uhrwiller (Bas-Rhin), n° 7178, p. 423; Urville (Aube), n° 7198, p. 446; — Varennes (Meuse), n° 7318, p. 555; Vanchamp (Marne), n° 6923, p. 135; Verry (Meuse), n° 7212, p. 454; Vers (Gard), n° 7665, p. 957; Vertus (Marne), n° 7668, p. 959; Vesancy (Ain), n° 7690, p. 966; Veyziat (Ain), n° 7690, p. 966; Villars-Montroyer (Haute-Marne), n° 7427, p. 778; Villecelle (Hérault), n° 7175, p. 422; Villeneuve (Allier), n° 7686, p. 964; Villeroncourt (Meuse), n° 6959, p. 167; Villers-aux-Francis (Meuse), n° 7318, p. 555; Villes (Vaucluse), n° 7168, p. 420; Villefort (Hérault), n° 7666, p. 958; Virieu-le-Petit (Ain), n° 7690, p. 966; Vouécourt (Haute-Marne), n° 7429, p. 779; — Walbach (Haut-Rhin), n° 7694, p. 969.

Exploitation. Autorisations d'exploitation accordées aux communes suivantes : Bartherans (Doubs), n° 7406, p. 772. — Craz (Ain), n° 7333, p. 619; — Liancourt (Oise) (l'hospice de), n° 6946, p. 164; Lignoulle (Côte-d'Or), n° 7671, p. 960; — Montiérender (Haute-Marne), n° 7689, p. 965.

Pacage. Autorisations de pacage accordées aux communes suivantes : Agos-Vidalos (Hautes-Pyrénées), n° 6883, p. 31; Annot (Basses-Alpes), n° 6868, p. 26; Arbéost (Hautes-Pyrénées), n° 7261, p. 491; Arches (Basses-Alpes), n° 7169, p. 420; Arné (Hautes-Pyrénées), n° 720, p. 453; Arras (Hautes-Pyrénées), n° 6869, p. 26; Arrens (Hautes-Pyrénées), n° 7262, p. 492; Assas (Hérault), n° 7200, p. 447; Auzat (Ariège), n° 6873, p. 27; Auzet (Basses-Alpes), n° 6868, p. 26; — Barles (Basses-Alpes), n° 6868, p. 26; Beaufain (Isère), n° 7171, p. 421; Beaujeu (Basses-Alpes), n° 6868, p. 26; Bégaar (Landes), n° 7008, p. 263; Bellafaire (Basses-Alpes), n° 7169, p. 420; Belvis (Aude), n° 7260, p. 491; Bettes (Hautes-Pyrénées), n° 7216, p. 455; Biriadou (Basses-Pyrénées), n° 7184, p. 87; Blavignac (Lozère), n° 7248, p. 488; Bonnieux (Vaucluse), n° 6956, p. 166; Boos-Silber (Hautes-Pyrénées), n° 6884, p. 31; — Cabris (Var), n° 6942, p. 163; Chaillac (Lozère), n° 7248, p. 488; Colmars (Basses-Alpes), n° 7502, p. 859; — Escalé (l') (Basses-Alpes), n° 7409, p. 773; Esparron-de-Verdon (Basses-Alpes), n° 7663, p. 955; — Fayet (Aveyron), n° 7210, p. 773; — Gaillagos (Hautes-Pyrénées), n° 7289, p. 532; Gignac (Vaucluse), n° 6943, p. 163; Grambois (Vaucluse), n° 6956, p. 166; — Grignan (Hérault), n° 7007, p. 263; — Ibos (Hautes-Pyrénées), n° 7316, p. 553; Iseste (Basses-Pyrénées), n° 7201, p. 447; — Labroquère (Haute-Garonne), n° 7170, p. 420; Laroque (Pyénées-Orientales), n° 7155, p. 411; Lauzet (le) (Basses-Alpes), n° 6882, p. 30; Lioux (Vaucluse), n° 6941, p. 162; — Lascq (Hautes-Pyrénées), n° 6941, p. 162; — Maspic-Lalouque (Basses-Pyrénées), n° 7429, p. 779; Monchbosen (Bas-Rhin),

n° 7184, p. 425; Mende (Lozère), n° 7154, p. 416; Merlieu (Hautes-Pyrénées), n° 6955, p. 166; Mimizan (Landes), n° 7009, p. 263; Mirabeau (Vaucluse), n° 7286, p. 532; Monassut (Basses-Pyrénées), n° 7228, p. 458; Montpezat (Basses-Alpes), n° 6882, p. 30; Mure (la) (Basses-Alpes), n° 6868, p. 26; — Niedersoutzbach (Bas-Rhin), n° 7249, p. 488; — Obersoutzbach (Bas-Rhin), n° 7669, p. 959; Oroix (Hautes-Pyrénées), n° 7449, p. 811; Ouzous (Hautes-Pyrénées), n° 6883, p. 31; — Pardailhan (Hérault), n° 6954, p. 165; Pertuis (Vaucluse), n° 7670, p. 960; Pompegne (Lot-et-Garonne), n° 7247, p. 487; Prinsnéjols (Lozère), n° 7248, p. 488; Prunières (Lozère), n° 7248, p. 488; Pintous (Hautes-Pyrénées), n° 7183, p. 424; — Rieutort (Lozère), n° 7209, p. 453; Roquebrussane (Var), n° 7485, p. 827; — Saint-Amans-Valtoret (Tarn), n° 7450, p. 812; Saint-Bauzille-de-Montmel (Hérault), n° 7200, p. 447; Saint-Castin (Basses-Pyrénées), n° 7411, p. 773; Saint-Pastous (Hautes-Pyrénées), n° 6884, p. 31; Saint-Raphaël (Var), n° 7229, p. 458; Saint-Savin (Hautes-Pyrénées), n° 7202, p. 448; Sireix (Hautes-Pyrénées), n° 6869, p. 26; — Tailade (Vaucluse), n° 6943, p. 163; Tartonne (Basses-Alpes), n° 7169, p. 420; Turriers (Basses-Alpes), n° 7177, p. 423; — Ugles (Hautes-Pyrénées), n° 7278, p. 523; — Verlaches (Basses-Alpes), n° 6868, p. 26; Vermet (le) (Basses-Alpes), n° 6868, p. 26; Villard-de-Laus (Isère), n° 7172, p. 421; Viscos (Hautes-Pyrénées), n° 7285, p. 531;

Recepage. Autorisations de recepage de leurs bois accordées aux communes suivantes : Combas (Gard) (bois communaux de), n° 7423, p. 777; — Saint-Sautin-Cantalès (Cantal) (bois communaux de), n° 7251, p. 489.

Régime forestier. Décrets qui soumettent au régime forestier, ou les en affranchissent, les bois suivants : Anpriciani (Corse) (bois communaux d'), n° 7236, p. 459; — Banne (Ardèche), n° 6952, p. 165; Bourg (Haut-Rhin) (bois de la commune de), n° 7322, p. 616; Bouvante (Drôme) (bois communaux de), n° 6999, p. 261; — Cantoin (Aveyron) (bois dit de *Lunadet*, à), n° 6998, p. 261; Chaux (Haut-Rhin) (bois communaux de), n° 7227, p. 458; Chaveyriat (Ain), n° 6947, p. 164; Clermont (Aude), n° 6948, p. 164; Crespien (Gard) (bois communaux de), n° 7683, p. 964; Cronce (Haute-Loire) (bois communaux de) n° 7000, p. 261; — Ernoisheim (Bas-Rhin) (bois communaux d') n° 6938, p. 162; — Fays (Vosges) (bois communaux de), n° 7237, p. 460; — Gréoux (Basses-Alpes) (bois communal de), n° 7330, p. 618; Günsbach (Haut-Rhin) (bois communaux de), n° 7474, p. 825; — Hohroth (Haut-Rhin) (bois communaux de), n° 7005, p. 262; — Lautenbachzell (Haut-Rhin) (bois communaux de), n° 7002, p. 262; Longchaumois (Jura) (bois communaux de), n° 7259, p. 491; — Mostuéjols (Aveyron) (bois communaux de), n° 7230, p. 459; — Ozenay (Saône-et-Loire) (bois appartenant à des sections d'), n° 7006, p. 263; — Perpezat (Puy-de-Dôme) (bois communaux de), n° 7231, p. 459; Peyruis (Basses-Alpes) (bois communaux de), n° 7220, p. 456; Planée (la) (Doubs) (bois communaux de), n° 7159, p. 417; Pontis (Basses-Alpes), n° 7688, p. 965; Prémanon (Jura) (bois communaux de), n° 7259, p. 491; — Rivière (Aveyron), n° 6953, p. 165; — Saint-Julien (Doubs) (bois communaux de), n° 6926, p. 136; Senthaim (Haut-Rhin), n° 6951, p. 165; Sulzeren (Haut-Rhin) (bois communaux de), n° 7004, p. 262; — Tence (Haute-Loire) (bois appartenant à divers villages ou sections de), n° 7001, p. 262; — Vieux-Ferrette (Haut-Rhin) (bois communaux de), n° 7003, p. 262; Villard-de-Laus (Isère), n° 6949, p. 164; Villeneuve

(Basses-Alpes) (bois communaux de), n° 7682, p. 963; Vorey (Haute-Loire) n° 6950, p. 165.

Repeuplement. Décret qui autorise le repeuplement des bois suivants : Vantoux-Longeville (Haute-Saône) (bois communaux de), n° 7332, p. 618.

Ventes. Décrets qui autorisent des ventes de bois dans les communes suivantes : Auxy (Saône-et-Loire), n° 7676, p. 961; — Billy-les-Chanceaux (Côte-d'Or), n° 7334, p. 619; Breuil (Haute-Loire) (forêt domaniale de), n° 6872, p. 27; — Chabaud (Creuse) (forêt domaniale de), n° 6871, p. 27; Chabrières (Creuse) (forêt domaniale de), n° 6870, p. 27; — Marv (Meurthe), n° 7219, p. 456; Montgesoye (Doubs) (bois communaux de), n° 6966, p. 215; — Pierrefontaine (Doubs), n° 6967, p. 215; — Réva (Ardennes), n° 7405, p. 772; — Sennecey-le-Grand (Saône-et-Loire), n° 7408, p. 772; — Vicq (Landes), n° 7218, p. 456.

BORNAGE. Voyez *Bois*.

BUREAUX de bienfaisance. Décrets qui autorisent l'établissement de bureaux de bienfaisance dans les lieux ci-après : Falga (Haute-Garonne), n° 7531, p. 289; — Rumilly-les-Vaudes (Aube) (décret qui autorise sa création), n° 7242, p. 463; — Saint-Joseph-des-Bancs (Ardèche) (décret qui autorise son établissement), n° 7380, p. 723; — Vaux (Haute-Garonne), n° 7531, p. 893.

BUREAUX DE BIENFAISANCE. Voyez *Legs*.

C

CAISSES d'épargne. Dispositions relatives aux caisses d'épargne des villes suivantes : Bailleul (Nord) (décret qui autorise son établissement), n° 7230, p. 461; Bergues (Nord), n° 7241, p. 452; — Céret (Pyrénées-Orientales) (décret qui l'autorise), n° 7150, p. 397; Collioure (Pyrénées-Orientales), n° 6889, p. 53.

CANAUX. Décrets relatifs aux canaux ci-après : Ailhet (Hautes-Pyrénées), n° 7072, p. 370; — Llagonne (Pyrénées-Orientales) (déclaration d'utilité publique des travaux du canal de), n° 7080, p. 371.

CANTONNEMENT. Voyez *Bois*.

CHEMINS de fer. Voyez *Sociétés industrielles*.

CITOYENS français. Sont admis à jouir des droits de citoyen français les ci-après dénommés : Agthé, n° 7620, p. 941; Altaras, n° 7603, p. 936; Altaras, n° 7631, p. 944; Armandi, n° 7633, p. 945; Arnaud, n° 7590, p. 933; — Babilon-Lucotte, n° 7627, p. 943; Balliman, n° 7571, p. 930; Bamberg, n° 7620, p. 941; Belloni, n° 7649, p. 950; Behrlé, n° 7620, p. 941; Beyerlé, n° 7569, p. 930; Boggio, n° 7631, p. 944; Brancaccio, n° 7574, p. 931; Brazelli, n° 7582, p. 932; Brylinski, n° 7634, p. 945; — Capponc, n° 7567, p. 929; Carpi, n° 7576, p. 931; Cayron, n° 7642, p. 948; Chatz, n° 7584, p. 932; Charnesky, n° 7575, p. 931; Christen, n° 7572, p. 930; — Dilger, n° 7613, p. 939; Dooms, n° 7747, p. 984; — Eglen, n° 7626, p. 943; Eichel, n° 7624, p. 942; — Fassler, n° 7640, p. 947; Fège, n° 7575, p. 931; Fouraux, n° 7577, p. 931; Frey, n° 7577, p. 931; Funk, n° 7645, p. 949; — Gomini (de), n° 7566, p. 929; Goetz, n° 7611, p. 938; Goffinet, n° 7575, p. 931; Guislain, n° 7746, p. 984; — Handvogel, n° 7579, p. 931; Herzer, n° 7571, p. 930; Hollander, n° 7651,

p. 951; — Imhaus, n° 7634, p. 945; — Jeanjot, n° 7624, p. 942; — Kastle, n° 7634, p. 945; Kaussen, n° 7570, p. 930; Kern, n° 7603, p. 936; Kess, n° 7587, p. 933; Kramm, n° 7601, p. 936; — Lambert, n° 7631, p. 944; Lisko, n° 7578, p. 931; — Machet, n° 7574, p. 931; Madden, n° 7572, p. 930; Maglione, n° 7640, p. 947; Maklott, n° 7651, p. 951; Marcil, n° 7568, p. 930; Masy, n° 7580, p. 932; Maurer, n° 7581, p. 932. Mayer, n° 7573, p. 930; Montandon-Blaiselion, n° 7600, p. 935; Muller, n° 7631, p. 944; — Nowakowski, n° 7603, p. 936; — Ordéga, n° 7645; p. 949; O'Sullivan, n° 7567, p. 929; — Panis, n° 7626, p. 943; Pernollet, n° 7570, p. 930; Puff, n° 7618, p. 940; — Reyter, n° 7645, p. 949; Rosa, n° 7585, p. 932; Ruffier-Poupelloz, n° 7567, p. 929; — Sacopoulo, n° 7649, p. 950; Schaeffer, n° 7631, p. 944; Schmit, n° 7587, p. 933; Sidi-Mahmoud-Benayet, n° 7320, p. 613; Smith, n° 7651, p. 951; Sobolewski, n° 7583, p. 932; Sollmann, n° 7574, p. 931; Stahle, n° 7651, p. 951; — Testevuide, n° 7748, p. 984; Theys, n° 7573, p. 930; Trescher, n° 7640, p. 947; — Viglezzi, n° 7638, p. 946; — Weber, n° 7645, p. 949; — Zagorowski, n° 7613, p. 939.

COMMUNAUTÉS religieuses. Voyez *Legs*.

COMMUNES. Voyez *Legs*.

COMPTOIRS nationaux d'escompte. Décrets relatifs des comptoirs d'escompte suivants : Paris (Seine) (statuts du sous-comptoir des denrées coloniales, à), n° 6893, p. 57; Paris (Seine) (des chemins de fer) (modifications aux statuts), n° 7108, p. 381.

CONGRÉGATIONS religieuses. Voyez *Legs*, paragraphe *Communautés religieuses*.

COUPES affouagères. Voyez *Bois*.

CURES. Décrets relatifs à l'établissement de cures, dans les lieux suivants : Andresy (Seine-et-Oise), n° 7057, n° 332; — Jansiers (Basses-Alpes), *idem, ibid.*

CURÉS. Voyez *Legs*.

D

DÉFRICHEMENTS. Voyez *Bois*.

DÉLIMITATION. Voyez *Bois*.

DÉLIVRANCES. Voyez *Bois*.

DESSERVANTS. Voyez *Legs*, paragraphe *Curés*.

DOMICILE en France. Sont admis à établir leur domicile en France, pour y jouir des droits civils tant qu'ils continueront d'y résider, les ci-après dénommés : Albo, n° 7625, p. 942; André, n° 7598, p. 935; Ansaloni, n° 7597, p. 934; Appel, n° 7641, p. 947; Arosa, n° 7654, p. 952; Aviolat, *idem, ibid.*; — Banzel, n° 7622, p. 941; Beck, n° 7598, p. 935; Becker, n° 7646, p. 949; Behaeghel, n° 7644, p. 948; Behr, n° 7619, p. 940; Bley, n° 7637, p. 946; Borgnis, n° 7604, p. 936; Borrig, n° 7653, p. 951; Bottolier-Curtet, n° 7625, p. 942; Bourgeois, n° 7655, p. 952; Branicki (le comte), *ibid, idem*; Brenn, n° 7644, p. 948; Buyck, n° 7635, p. 945; — Cahen, n° 7654, p. 952; Carnegy de Batinliard, n° 7632, p. 945; Castellano, n° 7602, p. 936; Charlet, n° 7656, p. 953; Chauvet, n° 7644, p. 948; Chauvet, n° 7646, p. 949; Choudens (de), n° 7599, p. 935; Christophe, n° 7648, p. 950; Cohen, n° 7614, p. 939; Cohn, n° 7647, p. 949; Cornaz, n° 7641, p. 947; Cossmann, n° 7589, p. 933; Culman, n° 7596, p. 934; — Daud, n° 7607, p. 937; Dauffield, n° 7650, p. 951; Deblon,

X^e Série. — Partie suppl. — Tome X.

51..

n° 7644, p. 948; Delanne, n° 7602, p. 936; Delcarte, n° 7646, p. 939;
 Demmin, n° 7654, p. 952; Derouvaux, n° 7646, p. 939; Dherens, n° 7637,
 p. 946; Drombrowski, n° 7597, p. 934; Ducrot, n° 7607, p. 937; Durand,
 n° 7605, p. 937; Düsseldorf, n° 7750, p. 984; — Eisebraun, n° 7644,
 p. 948; Eishen, n° 7597, p. 934; Ennis, n° 7608, p. 938; — Falekh,
 n° 7639, p. 947; Fano, n° 7628, p. 943; Felinski, n° 7632, p. 945; Fer-
 ziny-Jerusalem, n° 7606, p. 937; Fischlin, n° 7650, p. 951; Frandelizzi,
 n° 7632, p. 945; Freppa, n° 7605, p. 937; — Gaillard, n° 7637, p. 946;
 Galbrunner, n° 7619, p. 940; Galetti, n° 7625, p. 942; Garofolini, n° 7648,
 p. 950; Gastaldi, n° 7622, p. 941; Gaul, n° 7650, p. 951; George, n° 7646,
 p. 949; Gerhard, n° 7599, p. 935; Ghirardi, n° 7656, p. 953; Giovannone,
 n° 7596, p. 934; Goette, n° 7619, p. 940; Grenier, n° 7644, p. 948; Gros,
 n° 7635, p. 945; Gualtri, n° 7586, p. 932; Guenin, n° 7652, p. 951;
 Guisset (M^{lle}), n° 7652, p. 951; — Hagelstein, n° 7641, p. 947; Hecks,
 n° 7654, p. 952; *idem, ibidem*; Hickry, n° 7648, p. 950; Hogg, n° 7608,
 p. 938; Hurynowicz (de), n° 7602, p. 936; — Iador, n° 7609, p. 938;
 — Jablonski, n° 7635, p. 945; Johnson, n° 7608, p. 938; Jourdan, n°
 7595, p. 934; Jourdan, n° 7605, p. 937; — Kakouchenkouf, n° 7654,
 p. 952; Kern, n° 7622, p. 941; King, n° 7656, p. 953; Kluackewick,
 n° 7751, p. 984; Koch, n° 7623, p. 942; Kock, n° 7647, p. 949; Koy-
 siewiez, n° 7641, p. 947; Krafft, n° 7647, p. 949; Kriskis, n° 7641,
 p. 947; Krug, n° 7647, p. 949; Kulp, n° 7629, p. 944; Kurzweil, n° 7629,
 p. 944; — Laffely, n° 7657, p. 953; Laissus, n° 7656, p. 953; Lawr,
 n° 7628, p. 943; Lavezari, n° 7646, p. 939; Legris, *idem, ibid*; Lemaire,
 n° 7644, p. 948; Lepoint, n° 7635, p. 945; Lequy, n° 7646, p. 949;
 Levita n° 7639, p. 947; Léwy, n° 7610, p. 938; Litz, n° 7653, p. 951; —
 Macfarlane, n° 7647, p. 949; Mac-Henry, n° 7630, p. 944; Maes, n° 7594,
 p. 934; Magdalena, n° 7604, p. 936; Magnasco, n° 7602, p. 936; Magnus,
 n° 7628, p. 943; *idem, ibid*; Mariat, n° 7646, p. 949; Marques, n° 7604,
 p. 936; Martino, n° 7625, p. 942; Markt, n° 7630, p. 944; Maschke,
 n° 7632, p. 945; Matriche, n° 7613, p. 948; Mazurkiewicz, n° 7605,
 p. 937; Meckel, n° 7619, p. 940; Meus, n° 7641, p. 947; Meier, n° 7652,
 p. 951; Mélik, n° 7648, p. 950; Mendi (de), n° 7647, p. 949; *idem,*
ibid; Meng, n° 7607, p. 937; Meyer, n° 7608, p. 938; Meyer, n° 7641,
 p. 947; Mieszkowski, n° 7625, p. 942; Mikulicz, n° 7598, p. 935; Moeren-
 houd, n° 7609, p. 938; Muller, n° 7632, p. 945; Müller, n° 7657, p. 953;
 — Nava (François-Louis-Marie), n° 7447, p. 811; Neumann, n° 7637, p. 946;
 Neumann, n° 7644, p. 948; Nicollès, n° 7657, p. 953; Nussbaumer, n° 7621,
 p. 941; — Obalski, n° 7607, p. 937; Odero, n° 7632, p. 945; Off, n° 7646,
 p. 939; Oliveri, n° 7608, p. 938; Oppenheim, n° 7623, p. 942; Orfila,
 n° 7615, p. 939; Otterbourg, n° 7625, p. 942; — Pasquali, n° 7603, p. 942;
 Peplowski, n° 7614, p. 939; Perruchon, n° 7605, p. 937; Petit, n° 7607,
 p. 937; Philippi, n° 7655, p. 952; Pichelski, n° 7655, p. 952; Pichon-
 Girard, n° 7622, p. 941; Pierret, n° 7655, p. 952; Piggotti, n° 7598,
 p. 935; Pignand, n° 7647, p. 949; Plon, n° 7630, p. 941; Pluzanski,
 n° 7635, p. 945; Poncet, n° 7655, p. 952; Probat, n° 7623, p. 942; —
 Rabatto, n° 7628, p. 943; Radjowski, n° 7614, p. 939; Raibaldi, n° 7591,
 p. 933; Ramberti, n° 7641, p. 947; Raille, n° 7646, p. 949; Raykowski,
 n° 7628, p. 943; Rist, n° 7598, p. 935; Rodrigues, n° 7650, p. 951; Roger,
 n° 7625, p. 942; Roger, n° 7630, p. 944; Roasier, n° 7598, p. 935; Ryan,
 n° 7655, p. 952; — Santana, n° 7628, p. 943; Schelesinger, n° 7594.

p. 924; Scherrer, n° 7607, p. 937; Schloss, n° 7628, p. 943; Scholls, n° 7622, p. 941; Schloss, n° 7635, p. 945; Schmitt, n° 7653, p. 951; Schmidt, n° 7655, p. 952; Schnapper, n° 7607, p. 937; Schnapper, n° 7647, p. 949; Schneider, n° 7641, p. 947; Schœnewerk, n° 7650, p. 951; Schnurre, n° 7608, p. 938; Schulz, n° 7623, p. 942; Schulz *ibid*; Schwartz, n° 7599, p. 935; Seghers, n° 7594, p. 934; Shéan, n° 7644, p. 948; Simon, n° 7622, p. 941; Spen, n° 7629, p. 944; Stepowski, n° 7588, p. 933; Stirner, n° 7653, p. 951; Stoehr, n° 7657, p. 953; Stokes, n° 7749, p. 984; Strauss, n° 7652, p. 951; Strobel, n° 7644, p. 948; Szelechowski, n° 7655, p. 952; — Tacoen, n° 7605, p. 937; Terrier, n° 7604, p. 936; Thaon, n° 7628, p. 943; Timoner, n° 7646, p. 939; Tissot, n° 7648, p. 950; Toche, n° 7592, p. 933; Tulle (de), Villefranche (de), n° 7617, p. 940; — Urbanowski, n° 7644, p. 948; — Vallier, n° 7635, p. 945; Vallin, n° 7647, p. 949; Van-der-Meulen, n° 7637, p. 946; Vankeersebilck, n° 7629, p. 944; Vanmeenem, n° 7644, p. 948; Valtaki, n° 7654, p. 952; Vieira, n° 7641, p. 947; Viesler, n° 7632, p. 945; Völker, n° 7646, p. 939; — Werner, n° 7652, p. 951; — Zeller, n° 7653, p. 951; Zimmermam, n° 7593, p. 934; Zurkowski, n° 7646, p. 939.

Dons. Voyez *Legs*.

E

Eaux. Dispositions relatives au règlement du régime des eaux dans les lieux suivants: Auxerre (Yonne) (modification au règlement d'un moulin), n° 7489, p. 828; — Champmillon (Charente) (règlement du régime des eaux d'usines sur la Charente, à Mosnac), n° 7280, p. 524; Oorshoem (Pas-de-Calais) (règlement du régime des eaux d'une usine), n° 7490, p. 828; — Ebersmunster (Bas-Rhin) (règlement du régime des eaux d'un moulin), n° 6904, p. 102; — Ilon (Eure) (règlement d'une rivière), n° 7706, p. 972; — Loriol (Drôme) (fixation des travaux d'une digue sur la Drôme, à), n° 7707, p. 972; — Sorgues (Vaucluse) (règlement du régime des eaux sur le canal de Vaucluse, à), n° 7083, p. 371; — Villeneuve-de-la-Baho (Pyrénées-Orientales) (prorogation pour le dessèchement de l'étang de), n° 7708, p. 972.

ÉCOLES chrétiennes. Voyez *Legs*.

ÉGLISES. Voyez *Legs*.

ERRATA. P. 168, 380, 427, 859, 978, 991.

ÉTABLISSEMENTS d'utilité publique. Décrets qui reconnaissent comme tels ceux ci-après désignés: Charente-Inférieure (société des sciences naturelles du département de la) (sa reconnaissance comme telle), n° 7061, p. 334; — Paris (Seine) (société nationale des antiquaires de France établie à), (sa reconnaissance comme telle et son règlement), n° 7059 et 7060, p. 333 et 334; Paris (Seine) (société d'horticulture de Paris et centrale de France), n° 7533, p. 894.

ÉVÊQUES. Voyez *Legs*.

EXPLOITATIONS. Voyez *Bois*.

F

FABRIQUES d'églises. Voyez *Églises*.

FABRIQUES diverses. Voyez *Usines*.

FILATURES. Voyez *Usines*.

FOIRES. Établissement de foires nouvelles ou changement d'époque de celles déjà établies dans les lieux ci-après : Beliet (Gironde), n° 7752, p. 985; Bouée (Loire-Inférieure), n° 7756, p. 987; Brulon (Sarthe), n° 7341, p. 634; Bruniquel (Tarn-et-Garonne), n° 7753, p. 985; — Cancale (Ille-et-Vilaine), n° 7754, p. 986; Castelnau (Gironde), n° 7344, p. 631; Cercy-la-Tour (Nièvre), n° 7341, p. 634; Chassigny (Haute-Marne), n° 7753, p. 986; Cheylard (Ardèche), n° 7753, p. 985; — Damery (Marne), n° 7342, p. 634; — Faux-la-Montagne (Creuse), n° 7752, p. 985; — Catuzières (Lozère), n° 7753, p. 985; Gonesse (Seine-et-Oise), n° 6971, p. 216; Gouilles (Corrèze), n° 7341, p. 634; Guignes (Seine-et-Marne), n° 7342, p. 634; — Juvigny (Marne), n° 7752, p. 985; — Laferté-Bernard (Sarthe), n° 7753, p. 985; Langon (Gironde), n° 7753, p. 985; Laon (Aisne), n° 7756, p. 987; Largentière (Ardèche), *idem, ibid.*; Laverpillière (Isère), n° 7342, p. 634; — Méru (Oise), n° 7699, p. 971; Miniac-Morvan (Ille-et-Vilaine), n° 7752, p. 985; Moissac (Lozère), n° 7343, p. 634; Montierender (Haute-Marne), n° 7752, p. 985; — Pujols (Gironde), *idem, ibid.*; *idem*, n° 7753, p. 985; — Quissac (Gard), n° 7752, p. 985; — Rieutort (Lozère), *idem, ibid.*; Rochessaive (Ardèche), *idem, ibid.*; — Saint-André-de-Lancize (Lozère), n° 7755, p. 986; Saint-Marie-d'Oydes (Ariège), n° 7752, p. 985; Saint-Privat-de-Vallongue (Lozère), n° 7343, p. 634; Saint-Remy-en-Bouzemont (Marne), n° 7342, p. 631; Seilhac (Corrèze), n° 7753, p. 985; Selles-sur-Cher (Loir-et-Cher), *idem, ibid.*; — Tannay (Nièvre), n° 7752, p. 985; — Vendresse (Ardennes), *idem, ibid.*; Verdun (Tarn-et-Garonne), n° 7345, p. 635; Ville-sous-Aijon (Isère), n° 7342, p. 634; Vivonne (Vienne), n° 7753, p. 985; Vria (Loire-Inférieure), n° 7756, p. 987.

FRANÇAIS. Voyez *Citoyen français*.

H

HAUTS FOURNEAUX. Voyez *Usines*.

HOSPICES. Décrets qui autorisent l'établissement d'hospices dans les lieux ci-après : Mazamet (Tarn), n° 7437, p. 800; — Vouziers (Ardennes), n° 7532, p. 894.

HOSPICES. Voyez *Legs*.

L

LÉGION D'HONNEUR (nominations dans l'ordre de la). *Ministère des finances.* Au grade de commandeur : n° 6986, p. 257; — d'officier : n° 6987, p. 257; n° 7268, p. 519; n° 7527, p. 888; n° 7549, p. 917; — de chevalier : n° 6988, p. 258; n° 6990, p. 260; n° 7360, p. 676; n° 7516 et 7517, p. 881; n° 7522 à 7524, p. 888; n° 7543 à 7545, p. 913; n° 7547, p. 913; n° 7549, p. 917; n° 7552, p. 918; n° 7559, p. 923; n° 7561 et 7562, p. 924.

Ministère de la guerre. Au grade de grand officier : n° 6921, p. 128; n° 6981, p. 252; n° 7513, p. 882; n° 7529, p. 889; n° 7558, p. 918; — de commandeur : n° 6919 à 6921, p. 128; n° 6983, p. 253; n° 6984, p. 255; n° 7500, p. 855; n° 7506, p. 880; n° 7529, p. 889; n° 7558, p. 918; n° 7561, p. 924; — d'officier : n° 6913 à 6917, p. 122 à 126; n° 6920 et 6921, p. 128; n° 6963 et 6964, p. 201; n° 6978, p. 243; n° 6979, p. 251; n° 6982, p. 252; n° 6983, p. 253; n° 6984, p. 255; n° 6985, p. 256; n° 7499 et 7500, p. 855; n° 7506, p. 880; n° 7507, p. 881; n° 7512, p. 882; n° 7515, p. 882; n° 7520, p. 884; n° 7529, p. 889; n° 7558, p. 918;

n° 7564, p. 924; — de chevalier: n° 6911 à 6918, p. 121 à 127; n° 6920 et 6921, p. 128; n° 6963 et 6964, p. 201; n° 6965, p. 202; n° 6975 à 6977, p. 236 à 243; n° 6978, p. 243; n° 6980, p. 252; n° 6982, p. 252; n° 6983, p. 253; n° 6984, p. 255; n° 6985, p. 257; n° 7500 et 7501, p. 855 et 859; n° 7506, p. 880; n° 7508 à 7511, p. 881; n° 7512, p. 882; n° 7514, p. 882; n° 7515, p. 882; n° 7520, p. 884; n° 7529, p. 889; n° 7558, p. 918; n° 7564, p. 924; n° 7741, p. 982; n° 7742, p. 983; n° 7745, p. 984.

Ministère de l'instruction publique et des cultes. Au grade de commandeur: n° 7519, p. 884; — d'officier: n° 6991, p. 260; n° 6995, p. 260; n° 7269, p. 519; n° 7540, p. 912; — de chevalier: n° 6992 à 6994, p. 260; n° 6996, p. 261; n° 7019, p. 290; n° 7270, p. 520; n° 7394 et 7395, p. 769; n° 7518, p. 884; n° 7521, p. 887; n° 7525 et 7526, p. 888; n° 7528, p. 888; n° 7530, p. 892; n° 7546, p. 913; n° 7550 et 7551, p. 917 et 918; n° 7553, p. 918; n° 7555 et 7557, p. 918; n° 7560, p. 923; n° 7563, p. 924.

Ministère de l'intérieur, agriculture et commerce. Au grade de commandeur: n° 7361, p. 676; n° 7548, p. 913; n° 7565, p. 927; n° 7740, p. 982; — d'officier: n° 7361 à 7365, p. 676 à 681; n° 7548, p. 913; n° 7565, p. 927; — de chevalier: n° 7361 à 7371, p. 676 à 683; n° 7548, p. 913; n° 7565, p. 927; n° 7740, p. 982; n° 7744, p. 983.

Ministère de la justice. Au grade d'officier: n° 6989, p. 258; n° 7455, p. 819; n° 7462, p. 822; n° 7738, p. 982; — de chevalier: n° 6989, p. 258; n° 7454, p. 819; n° 7456 à 7458, p. 820; n° 7460 à 7461, p. 822; n° 7463, p. 822; n° 7464 à 7466, p. 822 et 823; n° 7743, p. 983.

Ministère de la marine. Au grade de commandeur: n° 7020, p. 290; n° 7459, p. 820; n° 7468, p. 824; — d'officier: n° 7020, p. 290; n° 7271, p. 520; n° 7459, p. 820; n° 7467, p. 823; n° 7469, p. 824; — de chevalier: n° 7020, p. 290; n° 7064 à 7067, p. 368; n° 7271 à 7273, p. 520; n° 7459, p. 820; n° 7467, p. 823; n° 7469, p. 824; n° 7470, p. 824; n° 7471, p. 824.

Ministère des travaux publics. Au grade de commandeur: n° 7018, p. 288; — d'officier: n° 7018, p. 288; n° 7021, p. 299; n° 7541, p. 912; — de chevalier: n° 7018, p. 288; n° 7021, p. 299; n° 7022, p. 300; n° 7537 à 7539, p. 912; n° 7542, p. 912; n° 7554, p. 918; n° 7739, p. 982.

Legs. Autorisations accordées, pour acceptation de dons et legs, aux établissements ou corps communs suivants:

Bureaux de bienfaisance. A ceux des communes ci-après: Auch (Gers) (la maison de Miséricorde, à), n° 7111, p. 384; — Barnay (Saône-et-Loire), n° 7355, p. 651; — Château-Chinon (Nièvre), n° 7373, p. 683; — Fleury-la-Montagne (Saône-et-Loire), n° 7758, p. 987; Fougères (Ille-et-Vilaine), n° 7346, p. 635; — Nancy (Meurthe), n° 7772, p. 990; — Premesques (Nord), n° 7711, p. 972; — Saint-Céré (Lot), n° 7717, p. 974; Sainte-Marie-du-Mont (Manche), n° 7349, p. 636; Saint-Sauveur-le-Vicomte (Manche), n° 7770, p. 990; Salers (Cantal), n° 7714, p. 973; — Thury-Harcourt (Calvados), n° 7709, p. 972; — Veyre-Mouton (Puy-de-Dôme), n° 7142, p. 394; Villeneuve-sur-Lot (Lot-et-Garonne), n° 7762, p. 988.

Communautés religieuses. A celles suivantes établies dans les lieux ci-après: Blois (Loir-et-Cher) (des Ursulines, à), n° 7144, p. 394; — Castelnau-dary (Aude) (des sœurs de la Charité, à), n° 7290, p. 533; Charrette (Saône-et-Loire) (des sœurs de l'Instruction chrétienne, à), n° 7145, p. 395; Chetlard (Ardeche) (des sœurs de Saint-Joseph, à), n° 7129, p. 389; — Evreux (Eure) (des Ursulines, à), n° 7291, p. 533; — Lyon (Rhône) (des sœurs de

Saint-Charles, à), n° 7294, p. 535; — Malesherbes (Loiret) (des Filles-de-la-Croix, à), n° 7298, p. 537; Metz (Moselle) (des sœurs de Sainte-Catherine, à), n° 7293, p. 534; *idem, ibid.* — Nogent-le-Rotrou (Eure-et-Loir) (des sœurs de l'Immaculée-Conception, à), n° 7190, p. 426; — Orléans (Loiret) (des sœurs du Bon-Pasteur, à), n° 7291, p. 533; — Pamiers (Ariège) (des religieuses de Notre-Dame, à), n° 7133, p. 391; Poëtre (Moselle) (des sœurs de la Providence de), n° 7031, p. 320; Poitiers (Vienne) (des sœurs de Saint-Joseph, à), n° 7053, p. 330; Puy (Le) (Haute-Loire) (des sœurs de Saint-Vincent-de-Paul, des dames de l'Instruction et de la Mère-Agnès, à), n° 7139, p. 392; — Quimper (Finistère) (des sœurs du Saint-Sacrement, à), n° 6047, p. 327; Quimperlé (Finistère) (des sœurs de la Retraite, à), n° 7047, p. 327; — Rodez (Aveyron) (des sœurs de Notre-Dame, à), n° 7027, p. 320; Rouen (Seine-Inférieure), n° 7102, p. 377; — Saint-Beauzire (Puy-de-Dôme) (de Saint-Joseph, à), n° 7720, p. 975; Saint-Denis-le-Ferment (Eure) (des sœurs de la Providence, à), n° 7138, p. 392; Saint-Eugène (Charente-Inférieure) (des sœurs de Saint-Vincent-de-Paul, à), n° 7045, p. 326; — Tarbes (Hautes-Pyrénées) (des sœurs de Saint-André, à), n° 7046, p. 327; — Vire (Calvados) (des sœurs de Saint-Louis, à), n° 7111, p. 384.

Communes. A celles dont les noms suivent : Aubevoye (Eure), n° 7776, p. 991; — Bainethun (Pas-de-Calais), n° 7376, p. 684; Balan (Ain), n° 7727, p. 976; Barfleur (Manche), n° 7710, p. 972; Beaulieu (Haute-Loire), n° 7139, p. 392; Beaulieu (Haute-Loire), n° 7139, p. 392; Beaumont (Meuse), n° 7348, p. 635; Bitché (Moselle), n° 7356, p. 652; — Cluses (Loire-Inférieure), n° 7054, p. 330; Cintré (Ille-et-Vilaine), n° 7763, p. 988; — Gaillon (Eure), n° 7775, p. 991; — Huppain (Calvados), n° 7303, p. 538; — Mayenne (Mayenne), n° 7766, p. 989; Metz (Moselle), n° 7031, p. 321; Mézières (Sarthe), n° 7764, p. 989; — Nogent-le-Rotrou (Eure-et-Loir), n° 7190, p. 426; — Rannée (Ille-et-Vilaine), n° 7130, p. 387; — Saint-Loup (Haute-Garonne), n° 7027, p. 320; Saint-Martin-de-Fontenay (Calvados), n° 7768, p. 989; Saint-Martin-sur-Onanne (Yonne), n° 7765, p. 989; Salers (Cantal), n° 7714, p. 973; — Verdun (Tarn-et-Garonne), n° 7091, p. 374; Villecloué (Meuse), n° 7114, p. 385.

Curés. A ceux des communes et églises suivantes : Anglure (Marne), n° 7293, p. 534; — Beaulieu (Haute-Loire), n° 7139, p. 392; Beaumont (Bouches-du-Rhône), n° 7146, p. 395; Béryny (Manche), n° 7298, p. 537; Blamont (Meurthe), n° 7148, p. 396; Blaymont (Lot-et-Garonne), n° 7149, p. 396; Bouvante-le-Bas (Drôme), n° 7114, p. 385; — Carèzes (Haute-Garonne), n° 7099, p. 376; Chapelle-Grailhouze (La) (Ardèche), n° 7733, p. 978; Combrailles (Puy-de-Dôme), n° 7718, p. 974; Couffé (Loire-Inférieure), n° 7144, p. 394; Couzon (Lot), n° 7029, p. 321; — Dijon (Côte-d'Or) (de Saint-Bénigne, à), n° 7085, p. 371; — Étampes (Seine-et-Oise) (de Saint-Bazile, à), n° 7054, p. 330; — Fajolles (Tarn-et-Garonne), n° 7147, p. 395; — Hombourg-le-Haut (Moselle), n° 7117, p. 386; Huppain (Calvados), n° 7303, p. 538; — Lacalm (Aveyron), n° 7097, p. 376; Lannoy (Nord), n° 7125, p. 389; Longchaumois (Jura), n° 7734, p. 978; — Marcillat (Lot), n° 7091, p. 374; Mars (Loire), n° 7292, p. 534; Meilleraye (Loire-Inférieure), n° 7054, p. 330; Montheron (Haute-Garonne), n° 7027, p. 320; Montfaucon (Haute-Loire), n° 7142, p. 394; Montriveau (Tarn-et-Garonne), n° 7295, p. 535; Mourières (Bouches-du-Rhône), n° 7146, p. 395; — Nézignan-d'Évèque (Hérault), n° 7291, p. 533; Nogaro (Gers),

n° 7112, p. 384; — Oloron (Basses-Pyrénées), n° 7306, p. 540; — Paradou (Bouches-du-Rhône), n° 7146, p. 395; Paris (Seine) (de Saint-Laurent, à), n° 7716, p. 974; Pechbonnieu (Haute-Garonne), n° 7027, p. 320; Pierrefontaine (Doubs), n° 7145, p. 395; — Reims (Marne) (de Notre-Dame, de Saint-Remy, de Saint-Jacques, de Saint-Maurice et de Saint-André, à), n° 7054, p. 330; Rosières (Haute-Loire), n° 7139, p. 392; — Saint-Brieuc-de-Mauron (Morbihan), n° 7096, p. 375; Saint-Cyras-de-Jambot (Indre), n° 7305, p. 539; Saint-Eugène (Charente-Inférieure), n° 7045, p. 326; Saint-Flovier (Indre-et-Loire), n° 7111, p. 384; Saint-Leu (Seine-et-Oise), n° 7716, p. 974; Saint-Loup (Haute-Garonne), n° 7027, p. 320; Saint-Martin-aux-Buoux (Seine-Inférieure), n° 7115, p. 385; — Toulouse (Haute-Garonne) (de l'église du Taur, à) n° 7054, p. 330; Toulouse (Haute-Garonne) (de la paroisse de Saint-Étienne, à), n° 7304, p. 539; Treillières (Loire-Inférieure), n° 7031, p. 321; — Viessoix (Calvados), n° 7099, p. 376; Vinneville (Seine-Inférieure), n° 7115, p. 385.

Écoles chrétiennes. A celles établies dans les communes suivantes : Aire (Landes), n° 7049, p. 328; — Béziers (Hérault), n° 7432, p. 780; Biche (Moselle), n° 7356, p. 652; Bourges (Cher), n° 7094, p. 374; — Lons-le-Saulnier (Jura), n° 7030, p. 321; Lyon (Rhône), n° 7431, p. 780; — Metz (Moselle), n° 7031, p. 321; — Narbonne (Aude), n° 7135, p. 391; Nogaro (Gers), n° 7112, p. 384; Nolay (Côte-d'Or), n° 7728, p. 977; Noyon (Oise), n° 7146, p. 395; — Pamiers (Ariège), n° 7133, p. 391; — Reims (Marne), n° 7054, p. 330; Rouen (Seine-Inférieure), n° 7121, p. 387; — Sabtes-d'Olonne (Vendée), n° 7192, p. 427; Saint-Pé (Hautes-Pyrénées), n° 7103, p. 378; Séz (Orne) (du diocèse de), n° 7090, p. 373; — Toulon (Var), n° 7035, p. 323; — Yvetot (Seine-Inférieure), n° 7729, p. 977.

Églises. A celles des communes suivantes : Abbeville (Somme) (de Notre-Dame-de-la-Chapelle, à), n° 7146, p. 395; Abbeville (Somme) (du Saint-Sépulcre, à), n° 7295, p. 535; Ablaincourt (Somme), n° 7105, p. 379; Aboucourt (Meurthe), n° 7040, p. 324; Agneaux (Manche), n° 7034, p. 322; Ailly-sur-Noye (Somme), n° 7715, p. 974; Aix-en-Othe (Aube), n° 7042, p. 324; Ajaccio (Corse) (de Saint Euphrase, à), n° 7123, p. 388; Ailaine (Aude), n° 7304, p. 539; Albi (Tarn) (de Saint-Salvi, à), n° 7118, p. 386; Albi (Tarn) (de Sainte-Marie-Madeleine, à), n° 7029, p. 321; Ammerschwil (Haut-Rhin), n° 7104, p. 378; Auctoville (Manche), n° 7087, p. 372; Angers (Maine-et-Loire) (de Saint-Maurice, à), n° 7096, p. 375; Anglure (Marne), n° 7293, p. 534; Anthien (Nièvre), n° 7134, p. 391; Antignac (Cantal), n° 7049, p. 328; Archignat (Allier), n° 7100, p. 376; Argelès (Hautes-Pyrénées), n° 7294, p. 535; Argelès (Basses-Pyrénées), n° 7051, p. 329; Arles-sur-Tech (Pyrénées-Orientales), n° 7051, p. 329; Armeau (Yonne), n° 7145, p. 395; Ascaïn (Basses-Pyrénées), n° 7294, p. 535; Asnières (Calvados), n° 7029, p. 321; Aspet (Haute-Garonne), n° 7131, p. 390; Assat (Basses-Pyrénées), n° 7051, p. 329; Aubevoye (Eure), n° 7775, p. 991; Auch (Gers) (de Saint-Orens, à), n° 7112, p. 384; Auch (Gers) (de Saint-Orens, à), n° 7303, p. 538; Anvers-le-Hamon (Sarthe), n° 7043, p. 325; Avernès (Seine-et-Oise), n° 7305, p. 539; Avezé (Sarthe), n° 7102, p. 377; Avranches (Manche) (de Saint-Gervais et de Saint-Saturain, à), n° 7292, p. 534; — Babouf (Oise), n° 7296, p. 536; Bacourt (Meurthe), n° 7144, p. 394; Babus-Soubiran (Landes), n° 7091, p. 374; Bains (Ille-et-Vilaine), n° 7049, p. 328;

Balan (Ain), n° 7727, p. 976; Barenton (Manche), n° 7306, p. 540; Barfleur (Manche), n° 7710, p. 972; Barnay (Saône-et-Loire), n° 7355, p. 651; Barnique (Basses-Pyrénées), n° 7029, p. 321; Basse-Rentgen (Moselle), n° 7121, p. 387; Bayeux (Calvados) (de Saint-Exupère, à), n° 7042, p. 324; Bazegney (Vosges), n° 7295, p. 535; Beaulieu (Haute-Loire), n° 7139, p. 392; Beauvais (Oise) (de Saint-Pierre, à), n° 7114, p. 385; Beaux (Bouches-du-Rhône), n° 7146, p. 395; Belvèze (Aude), n° 7290, p. 533; Beney (Meuse), n° 7348, p. 635; Bergerac (Dordogne), n° 7719, p. 975; Bérigny (Manche), n° 7298, p. 537; Berlecourt (Pas-de-Calais), n° 7305, p. 539; Berméricourt (Marne), n° 7054, p. 330; Bernes (Somme), n° 7114, p. 385; Bernières-sur-Mer (Calvados), n° 7091, p. 374; Betouze (Gers), n° 7132, p. 390; Beynac (Dordogne), n° 7031, p. 321; Billy-Berclau (Pas-de-Calais), n° 7293, p. 534; Bion (Manche), n° 7292, p. 534; Bischwihr (Haut-Rhin), n° 7146, p. 395; Bitche (Moselle), n° 7356, p. 652; Blairville (Pas-de-Calais), n° 7306, p. 540; Blaymont (Lot-et-Garonne), n° 7149, p. 396; Bleigny-le-Carreau (Yonne), n° 7296, p. 536; Boé (Lot-et-Garonne), n° 7129, p. 389; Bohal (Morbihan), n° 7050, p. 328; Boissy-Mauvoisin (Seine-et-Oise), n° 7122, p. 388; Bouningues-les-Calais (Pas-de-Calais), n° 7735, p. 978; Bordeaux (Gironde) (de Notre-Dame, à), n° 7087, p. 372; Bordeaux (Gironde) (de Saint-Éloi, à), n° 7123, p. 488; Bouillargues (Gard), n° 7032, p. 322; Bourbourg (Nord), n° 7036, p. 323; Bourg (Maine-et-Loire), n° 7120, p. 387; Bouyon (Var), n° 7116, p. 386; Brains-sur-les-Marches (Mayenne), n° 7120, p. 387; Brechainville (Vosges), n° 7302, p. 538; Bréhal (Manche), n° 7050, p. 328; Brelévenez (Côtes-du-Nord), n° 7137, p. 392; Brelévenez (Côtes-du-Nord), n° 7143, p. 394; Brelidy (Côtes-du-Nord), n° 7301, p. 537; Brettnach (Moselle), n° 7103, p. 378; Breurey-les-Faverney (Haute-Saône), n° 7102, p. 377; Bricey-aux-Chanoines (Meuse), n° 7047, p. 327; Brienne-Napoléon (Aube) (de Saint-Pierre, à), n° 7301, p. 537; Briennes-sur-Meuse (Meuse), n° 7101, p. 377; Brimont (Marne), n° 7054, p. 330; Brioude (Haute-Loire) (de Saint-Julien, à), n° 7304, p. 539; Broussy-le-Petit (Marne), n° 7661, p. 988; Bronvelieures (Vosges), n° 7143, p. 394; Brulange (Moselle), n° 7088, p. 372; Brulatte (Mayenne), n° 7034, p. 322; Bucy-le-Long (Aisne), n° 7290, p. 533; Burcy-en-Vaux (Meuse), n° 7047, p. 327; — Caderousse (Vaucluse), n° 7033, p. 322; Caen (Calvados) (de Saint-Étienne, à), n° 7048, p. 328; Caen (Calvados) (de Saint-Sauveur, à), n° 7296, p. 536; Cagnoncles (Nord), n° 7085, p. 371; Caligny (Orne), n° 7043, p. 325; Cambrai (Nord) (de l'église cathédrale de Notre-Dame, à), n° 7035, p. 323; Carentan (Manche), n° 7042, p. 324; Carlet (Ariège), n° 7133, p. 391; Castelferrus (Tarn-et-Garonne), n° 7147, p. 395; Castelsarrasin (Lot-et-Garonne) (de Saint-Sauveur, à), n° 7147, p. 395; Caupenne (Landes), n° 7123, p. 388; Cauro (Corse), n° 7123, p. 388; Cauzac (Lot-et-Garonne) (de Saint-Eulalie, à), n° 7049, p. 328; Cayeux (Somme), n° 7052, p. 329; Cazères (Haute-Garonne), n° 7099, p. 376; Celles-Levescault (Vienne), n° 7053, p. 330; Cerisy-la-Forêt (Manche), n° 7104, p. 378; Chablis (Yonne), n° 7053, p. 330; Châlons (Marne) (de Saint-Étienne, à), n° 7144, p. 391; Chancey (Haute-Saône), n° 7033, p. 322; Chapelle-d'Huin (la) (Doubs), n° 7767, p. 989; Chapelle-Grailloze (la) (Ardèche), n° 7733, p. 978; Chapelle-Saint-Laurent (la) (Deux-Sèvres), n° 7712, p. 973; Chapelle-Moche (la) (Orne), n° 7119, p. 387; Chappes

(Puy-de-Dôme), n° 7294, p. 535; Charleville (Ardennes), n° 7104, p. 378; Chassagné (la) (Rhône), n° 7043, p. 325; Chassey-les-Montbozon (Haute-Saône), n° 7091, p. 394; Château-Gontier (Mayenne) (de la Trinité), n° 7301, p. 537; Châteauneuf (Eure-et-Loir), n° 7101, p. 377; Châteauroux (Indre) (de Saint-André, de Saint-Christophe et de Notre-Dame, à), n° 7117, p. 386; Château-Salins (Meurthe), n° 7050, p. 328; Châtenois (Haut-Rhin), n° 7104, p. 378; Chaudenay (Haute-Marne), n° 7101, p. 377; Chaussée-Tirancourt (la) (Somme), n° 7052, p. 329; Chauvé (Loire-Inférieure), n° 7054, p. 330; Chelun (Ille-et-Vilaine), n° 7120, p. 387; Cheminénil (Vosges), n° 7043, p. 325; Chépy (Somme), n° 7041, p. 324; Chérisy (Pas-de-Calais), n° 7189, p. 426; Chéu (Yonne), n° 7296, p. 536; Chevreuse (Seine-et-Oise), n° 7305, p. 539; Chinon (Indre-et-Loire) (de Saint-Étienne, à), n° 7129, p. 389; Cintré (Ille-et-Vilaine), n° 7763, p. 988; Cléden-Poher, n° 7725, p. 976; Clerlandes (Puy-de-Dôme), n° 7720, p. 975; Clermont (Puy-de-Dôme) (église cathédrale de Notre-Dame, à), n° 7089, p. 373; Clermont (Puy-de-Dôme) (de Saint-Genès-des-Carmes, à), n° 7145, p. 395; Clézieux (Ain), n° 7091, p. 374; *idem*, *ibidem*; Clinchamps (Calvados), n° 7306, p. 540; Couvres (Aisne), n° 7042, p. 324; Cogles (Ille-et-Vilaine), n° 7346, p. 635; Coizard (Marne), n° 7761, p. 988; Colmey (Moselle), n° 7293, p. 534; Colombier (Haute-Saône), n° 7112, p. 384; Combles (Somme), n° 7098, p. 376; Contalmaison (Somme), n° 7052, p. 329; Corbie (Somme) (de Saint-Pierre, à), n° 7295, p. 535; Corfeliix (Marne), n° 7761, p. 988; Corgirnon (Haute-Marne), n° 7292, p. 534; Cormeilles (Eure), n° 7042, p. 324; Cormenon (Loir-et-Cher), n° 7119, p. 387; Coueron (Loire-Inférieure), n° 7054, p. 330; Couffé (Loire-Inférieure), n° 7144, p. 394; Courjeonnet (Marne), n° 7761, p. 988; Cours (Lot), n° 7121, p. 387; Couzon (Lot), n° 7029, p. 321; Crann (Finistère), n° 7725, p. 976; Crèches (Saône-et-Loire), n° 7130, p. 390; Crèvecœur (Oise), n° 7293, p. 534; Crosnes (Seine-et-Oise), n° 7029, p. 321; Curcy (Calvados), n° 7709, p. 972; — Dammarié (Meuse), n° 7043, p. 325; Dampierre (Haute-Marne), n° 7050, p. 328; Derbamont (Vosges), n° 7043, p. 325; Désert (Calvados), n° 7087, p. 372; Diarville (Meurthe), n° 7041, p. 324; Diffembach-les-Hellimer (Moselle), n° 7103, p. 378; Dijon (Côte-d'Or) (de la cathédrale, à), n° 7085, p. 371; Dijon (Côte-d'Or) (de Sainte-Bénigne, à), n° 7143, p. 394; Doazit (Landes), n° 7123, p. 388; Domjean (Manche), n° 7027, p. 320; Dommartin-le-Saint-Père (Haute-Marne) (de Saint-Martin, à), n° 7130, p. 390; Douvres (Calvados), n° 7112, p. 384; Drouges (Ille-et-Vilaine), n° 7120, p. 387; Duclair (Seine-Inférieure), n° 7030, p. 321; Dun (Meuse), n° 7050, p. 328; Durtfort (Tarn-et-Garonne) (de Saint-Hubert, à), n° 7138, p. 392; — Eaubonne (Seine-et-Oise), n° 7052, p. 329; Ebersheim (Bas-Rhin), n° 7295, p. 535; Elvange (Moselle), n° 7145, p. 395; Elvange (Moselle), n° 7301, p. 537; Ennery (Moselle), n° 7045, p. 316; Escarbottin-Belloy (Somme), n° 7130, p. 390; Escoutoux (Puy-de-Dôme), n° 7104, p. 378; Esquermes (Nord), n° 7104, p. 378; Étampes (Seine-et-Oise) (de Saint-Bazile, à), n° 7054, p. 330; — Fajolles (Tarn-et-Garonne), n° 7147, p. 395; Faramans (Isère), n° 7303, p. 538; Faou (Finistère), n° 7134, p. 391; Felletin (Creuse), n° 7119, p. 387; Fère-en-Tardenois (la) (Aisne), n° 7091, p. 374; Ferté-Fresnel (la) (Orne), n° 7293, p. 534; Feuquières (Oise), n° 7298, p. 537; Florange (Moselle), n° 7042, p. 324; Fontaine-sur-Saône (Rhône) (de Saint-Louis, à), n° 7130, p. 390; Fontaine-sur-

Somme (Somme), n° 7052, p. 329; Fontaine-sur-Somme (Somme), n° 7295, p. 535; Fontenay-Mauvoisin (Seine-et-Oise), n° 7122, p. 388; Foudrain (Aisne), n° 7094, p. 374; Fongax (Ariège), n° 7290, p. 533; Fougères (Ille-et-Vilaine) (de Saint-Léonard, à), n° 7346, p. 635; Fonlogne (Calvados), n° 7137, n° 392; Framerville (Somme), n° 7190, p. 426; Fréthun (Pas-de-Calais), n° 7045, p. 316; — Galan (Hautes-Pyrénées), n° 7051, p. 329; Garganvillar (Tarn-et-Garonne), n° 7147, p. 395; Gellendencourt (Meurthe), n° 7086, p. 372; Genasac (Lot-et-Garonne), n° 7147, p. 395; Gerdes (Hautes-Pyrénées) (de Saint-Julien, à), n° 7051, p. 329; Goanneville (Seine-Inférieure), n° 7052, p. 329; Goviller (Meurthe), n° 7189, p. 426; Grospierres (Ardèche), n° 7132, p. 388; Grunkirchen (Moselle), n° 7042, p. 324; Gueberschwir (Haut-Rhin), n° 7047, p. 327; Guéméné-Penfao (Loire-Inférieure), n° 7189, p. 395; Guénin (Morbihan), n° 7041, p. 324; Guérande (la) (Loire-Inférieure), n° 7298, p. 537; Guérard (Seine-et-Marne), n° 7145, p. 395; Guillon (Yonne), n° 7296, p. 536; — Hacqueville (Eure), n° 7303, p. 538; Hadol (Vosges), n° 7089, p. 373; Halles-le-Fenoyl (Rhône), n° 7142, p. 394; Halstroff (Moselle), n° 7103, p. 378; Hambye (Manche), n° 7042, p. 324; Hasparren (Basses-Pyrénées), n° 7096, p. 375; Hauteclouque (Pas-de-Calais), n° 7141, p. 393; Haveras (Somme), n° 7137, p. 392; Hendaye (Basses-Pyrénées), n° 7294, p. 535; Herpy (Ardennes), n° 7290, p. 533; Heudiécourt (Meuse), n° 7043, p. 325; Heugues (Indre), n° 7117, p. 386; Himckange (Moselle), n° 7089, p. 373; Hocquincourt (Somme), n° 7130, p. 390; Holving (Moselle), n° 7301, p. 537; Hombourg-le-Haut (Moselle), n° 7117, p. 386; Houdreville (Meurthe), n° 7050, p. 328; Happain (Calvados), n° 7303, p. 538; — Hlifauf (Côte-du-Nord), n° 7721, p. 975; Irancy (Yonne), n° 7053, p. 330; — Jœuille (Moselle), n° 7042, p. 324; Joué du-Bois (Orne), n° 7055, p. 331; Juilly (Manche), n° 7088, p. 372; Jussey (Haute-Saône), n° 7138, p. 392; — Keffenach (Bas-Rhin), n° 7734, p. 978; Kœnigsmacker (Moselle), n° 7088, p. 372; — Lacaun (Aveyron), n° 7097, p. 376; Lacolombe (Manche), n° 7133, p. 391; Lafage-Montivernoux (Lozère), n° 7291, p. 533; Laigé (Mayenne), n° 7090, p. 373; Laives (Saône-et-Loire), n° 7355, p. 651; Landelles (Calvados), n° 7042, p. 324; Landelles (Calvados), n° 7048, p. 328; Landerneau (Finistère), n° 7047, p. 327; Landujan (Ille-et-Vilaine), n° 7133, p. 891; Lannoy (Nord), n° 7125, p. 389; Lantie (Côte-du-Nord), n° 7734, p. 978; Laon (Aisne) (de Notre-Dame, à), n° 7100, p. 376; Lascazères (Hautes-Pyrénées), n° 7051, p. 329; Laurelas (Côte-du-Nord), n° 7029, p. 321; Lauzerville (Haute-Garonne), n° 7305, p. 539; Lavivière (Hérault), n° 7140, p. 393; Lectoure (Gers) (de Saint-Gervais et de Saint-Esprit, à), n° 7096, p. 375; Lerzy (Aisne), n° 7290, p. 533; Lesquin (Nord), n° 7114, p. 385; Lille (Nord) (de Saint-Maurice, à), n° 7102, p. 377; Lit (Landes) (de Sainte-Marie, à), n° 7098, p. 375; Long (Somme), n° 7089, p. 373; Lons-le-Saulnier (Jura) (de Saint-Étienne, à), n° 7030, p. 321; Loreux (Manche), n° 7050, p. 328; Loyette (Ain), n° 7122, p. 388; Lude (Sarthe) (de Saint-Vincent, au), n° 7111, p. 384; Luxtilat (Puy-de-Dôme), n° 7102, p. 377; Lyon (Rhône) (de Notre-Dame de la Guillotière, à), n° 7301, p. 537; — Maguy-Saint-Médard (Côte-d'Or), n° 7122, p. 388; Maillet (Creuse), n° 7048, p. 328; Malicorne (Allier), n° 7042, p. 324; Manom (Moselle), n° 7104, p. 378; Maraussan (Hérault), n° 7045, p. 326; Masciac (Gers), n° 7030, p. 321; Marcillac (Lot), n° 7091, p. 374; Marguerite (Côte-d'Or), n° 7029, p. 321; Marguerites (Gard), n° 7101, p. 377;

Marigny-le-Cahouet (Côte-d'Or), n° 7303, p. 538; Mars (Loire), n° 7192, p. 534; Martigues (Bouches-du-Rhône), n° 7029, p. 321; Mauquenchy (Seine-Inférieure), n° 7115, p. 325; Mauriac (Cantal), n° 7048, p. 328; Mazereuses (Meurthe), n° 7050, p. 328; Mazirot (Vosges), n° 7053, p. 330; Meaux (Seine-et-Marne) (de la cathédrale, à), n° 7295, p. 535; Méharicourt (Somme), n° 7295, p. 535; Meilleraye (Loire-Inférieure), n° 7054, p. 330; Mens (Isère), n° 7049, p. 328; Méréglise (Eure-et-Loir), n° 7090, p. 373; Mersnay (Haute-Saône), n° 7102, p. 377; Méru (Oise), n° 7305, p. 539; Messas (Loiret), n° 7121, p. 387; Metz (Moselle) (de la cathédrale de), n° 7031, p. 321; Metz (Moselle) (de Saint-Maximin, à), n° 7305, p. 539; Metzervisse (Moselle), n° 7304, p. 539; Metz-le-Comte (Nièvre), n° 7301, p. 537; Mézières (Sarthe), n° 7764, p. 989; Milly (Meuse), n° 7119, p. 387; Mirebel (Jura), n° 7096, p. 375; Mixe (Landes) (de Saint-Vincent, à), n° 7096, p. 375; Monchy-Breton (Pas-de-Calais), n° 6051, p. 329; Montaignut (Haute-Garonne), n° 7147, p. 395; Montbray (Manche), n° 7303, p. 538; Montfaucon (Haute-Loire), n° 7142, p. 394; Montfermeil (Seine-et-Oise), n° 7054, p. 330; Montigny (Manche), n° 7101, p. 377; Montigny-lès-Charlieux (Haute-Saône), n° 7043, p. 325; Montigny-lès-Metz (Moselle), n° 7305, p. 539; Montjoie (Manche), n° 7292, p. 534; Montmurat (Cantal), n° 7290, p. 533; Montoir (Loire-Inférieure), n° 7126, p. 389; Montrevault (Maine-et-Loire), n° 7119, p. 387; Montvicieux (Tarn-et-Garonne), n° 7295, p. 535; Moras (Drôme), n° 7087, p. 372; Mordelles (Ille-et-Vilaine), n° 7054, p. 330; Mordelles (Ille-et-Vilaine), n° 7763, p. 988; *idem*, *ibidem*; Morgemontin (Meuse), n° 7104, p. 378; Mur-de-Barrez (Aveyron), n° 7054, p. 330; — Narbonne (Aude) (de Saint-Paul Serge, à), n° 7094, p. 374; Néhou (Manche), n° 7114, p. 385; Neuillac (Morbihan), n° 7113, p. 385; Nézignan-l'Évêque (Hérault), n° 7291, p. 533; Nogaro (Gers), n° 7112, p. 384; Nogental (Aisne), n° 7100, p. 376; Nogent-le-Roi (Eure-et-Loir), n° 7101, p. 377; Noirmoutier (Vendée) (de Saint-Philibert, de l'Épine, de Barbâtre et de la Guérimière, à), n° 7117, p. 386; Norroy-le-Veneur (Moselle), n° 7042, p. 324; Norville (Seine-Inférieure), n° 7115, p. 385; Notre-Dame-de-Cenilly (Manche), n° 7129, p. 389; Notre-Dame-de-Gravenchon (Seine-Inférieure), n° 7115, p. 385; Nouaillé (Vienne), n° 7053, p. 330; Nuits-sur-Armançon (Yonne), n° 7137, p. 392; — Olisy (Meuse), n° 7301, p. 537; Oloron (Basses-Pyrénées) (de Notre-Dame, à), n° 7306, p. 540; Orbec (Calvados) (de Notre-Dame, à), n° 7103, p. 378; Osserain (Basses-Pyrénées), n° 7306, p. 540; Ouroux (Rhône), n° 7052, p. 329; Ouveille (Manche), n° 7292, p. 534; Pagny-la-Blanche-Côte (Meuse), n° 7087, p. 372; Pagnignan (Hérault), n° 7140, p. 393; Palcy (Seine-et-Marne), n° 7052, p. 329; Pamiers (Ariège) (de Notre-Dame-du-Camp, à), n° 7133, p. 391; Parcieux (Ain), n° 7100, p. 376; Parfouru-l'Éclain (Calvados), n° 7291, p. 533; Paris (Seine) (de Saint-Jacques-du-Haut-Pas, à), n° 7043, p. 325; Paris (Seine) (de Saint-Sulpice, à), n° 7097, p. 376; Paris (Seine) (de la Madeleine, à), n° 7118, p. 386; Paris (Seine) (de Saint-Étienne du-Mont, à), n° 7120, p. 387; Paris (Seine) (de Saint-Ambroise, à), n° 7133, p. 391; Paris (Seine) (de Saint-Sulpice, à), n° 7137, p. 392; Paris (Seine) (au chapitre de Notre-Dame, à), n° 7140, p. 393; Paris (Seine) (de Saint-Laurent, à), n° 7716, p. 974; Paris (Seine) (de la Madeleine, à), n° 7710, p. 990; Penguilly (Côte-du-Nord), n° 7087, p. 372; Péronne (Somme) (de Saint-Jean-Baptiste, à), n° 6089, p. 373; Péronne-en-Méautois (Nord), n° 7114, p. 385; Persan

(Seine-et-Oise), n° 7054, p. 330; Petite-Pierre (la) (Bas-Rhin), n° 7043, p. 325; Pierrefontaine (Doubs), n° 7101, p. 377; Pierregot (Somme), n° 7125, p. 389; Pignans (Var), n° 7028, p. 320; Pilles (les) (Drôme), n° 7112, p. 384; Plailly (Oise), n° 7293, p. 534; Plascassier (Var), n° 7770, p. 990; Plestan (Côtes-du-Nord), n° 7122, p. 388; Ploufragan (Côtes-du-Nord), n° 7122, p. 388; Pluzunet (Côtes-du-Nord), n° 7137, p. 392; Pocé (Ille-et-Vilaine), n° 7303, p. 538; Pompignan (Tarn-et-Garonne), n° 7103, p. 378; Pontécoulant (Calvados), n° 7094, p. 374; Pouze (Haute-Garonne), n° 7304, p. 539; Pouzin (Ardèche), n° 7304, p. 539; Ponzols (Tarn), n° 7085, p. 371; Prat (Ariège), n° 7131, p. 390; Praye (Meurthe), n° 7042, p. 324; Puligny (Côte-d'Or), n° 7042, p. 324; Puy (le) (Haute-Loire) (de Notre-Dame, à), n° 7139, p. 392; — Quibou (Manche), n° 7042, p. 324; Quimper (Finistère) (de Saint-Mathieu, à), n° 7087, p. 372; Quimperlé (Finistère), n° 7047, p. 327; Quincié (Rhône), n° 7051, p. 329; — Rannée (Ille-et-Vilaine), n° 7120, p. 387; Raucoules (Haute-Loire), n° 7142, p. 394; Recey-sur-Ource (Côte-d'Or), n° 7306, p. 540; Reims (Marne) (de Notre-Dame, à), n° 7043, p. 325; Reims (Marne) (de Notre-Dame, à), n° 7054, p. 330; Remilly-en-Montagne (Côte-d'Or), n° 7142, p. 394; Remiremont (Vosges), n° 7043, p. 325; Remiremont (Vosges), n° 7301, p. 537; Renay (Loir-et-Cher), n° 7143, p. 394; Revet (Var), n° 7035, p. 323; Ribemont (Aisne), n° 7298, p. 537; Riedisheim (Haut-Rhin), n° 7033, p. 322; Rive-de-Gier (Loire), n° 7374, p. 683; Rives (Isère), n° 7097, p. 376; Roche-Millay (la) (Nièvre), n° 7043, p. 325; Rodez (Aveyron) (cathédrale de Notre-Dame, à), n° 7027, p. 320; Rogerville (Seine-Inférieure), n° 7115, p. 385; Romagny (Manche), n° 7306, p. 540; Romanèche (Saône-et-Loire), n° 7297, p. 536; Romorantin (Loir-et-Cher), n° 7101, p. 377; Roncq (Nord), n° 7298, p. 537; Rondouallec (Morbihan), n° 7088, p. 372; Roussy-le-Village (Moselle), n° 7089, p. 373; Royville (Seine-Inférieure), n° 7115, p. 385; Rumigny (Pas-de-Calais), n° 7294, p. 535; *idem, ibidem*; Rupt (Vosges), n° 7118, p. 386; — Sablé (Sarthe), n° 7043, p. 325; Sablès-d'Olonne (Vendée), n° 7053, p. 330; Saint-Aubin-sur-Mer (Calvados), n° 7089, p. 373; Saint-Avé (Morbihan), n° 7304, p. 539; Saint-Beauzire (Puy-de-Dôme), n° 7720, p. 975; Saint-Brieuc-de-Mauron (Morbihan), n° 7096, p. 375; Saint-Cast (Côtes-du-Nord), n° 7301, p. 537; Saint-Cernain-de-Labarde (Dordogne), n° 7719, p. 975; Saint-Cirques-de-Malbert (Cantal), n° 7140, p. 393; Saint-Clair (Manche), n° 7034, p. 322; Saint-Clément (Manche), n° 7088, p. 372; Saint-Clémentin (Deux-Sèvres), n° 7102, p. 377; Saint-Côme-de-Fresné (Calvados), n° 7048, p. 328; Saint-Cyran-de-Jambot (Indre), n° 7305, p. 539; Saint-Denis-le-Ferment (Eure), n° 7138, p. 392; Saint-Denis-le-Vétu (Manche), n° 7292, p. 534; Saint-Epvre (Meurthe), n° 7144, p. 394; Sainte-Eulalie (Aveyron), n° 7099, p. 376; Sainte-Genève-des-Bois (Seine-et-Oise), n° 7104, p. 378; Sainte-Marie-aux-Mines (Haut-Rhin), n° 7115, p. 385; Sainte-Marie-Kerque (Pas-de-Calais), n° 7120, p. 387; Sainte-Mère (Gers), n° 7096, p. 375; Sainte-Radegonde (Somme), n° 7102, p. 377; Saint-Fiacre (Côtes-du-Nord), n° 7042, p. 324; Saint-Florentin (Yonne), n° 7296, p. 536; Saint-Flavier (Indre-et-Loire), n° 7111, p. 384; Saint-Germain-en-Laye (Seine-et-Oise), n° 7052, p. 329; Saint-Hilaire-des-Landes (Mayenne), n° 7042, p. 324; Saint-Honoré (Isère), n° 7090, p. 373; Saint-Houardon (Finistère), n° 7112, p. 384; Saint-Jacques-sur-Darnétal (Seine-Inférieure), n° 7043, p. 325; Saint-Jean-de-Dage (Manche),

n° 7133, p. 391; Saint-Jean-des-Champs (Manche), n° 7039, p. 324; Saint-Jean-Pied-de-Pori (Basses-Pyrénées), n° 7294, p. 535; Saint-Julien-de-Jordanne (Cantal), n° 7039, p. 324; Saint-Lager (Rhône), n° 7297, p. 536; Saint-Laurent (Haute-Loire), n° 7139, p. 392; Saint-Laurent-sur-Mer (Calvados), n° 7029, p. 321; Saint-Leu (Seine-et-Oise), n° 7716, p. 974; Saint-Longis (Sarthe), n° 7047, p. 327; Saint-Loup (Haute-Garonne), n° 7027, p. 320; Saint-Loup-d'Ordon (Yonne), n° 7126, p. 389; Saint-Macaire (Maine-et-Loire), n° 7124, p. 388; Saint-Martin-aux-Buoux (Seine-Inférieure), n° 7115, p. 385; Saint-Martin d'Auxigny (Cher), n° 7091, p. 374; Saint-Martin-du-Mont (Ain), n° 7290, p. 533; Saint-Maurice-d'Ételan (Seine-Inférieure), n° 7115, p. 385; Saint-Mihiel (Meuse) (de Saint-Mihiel, à), n° 7121, p. 387; Saint-Ouen-de-Thouberville (Eure), n° 7291, p. 533; Saint-Ouen-le-Pin (Calvados), n° 7291, p. 533; Saint-Paul (Haute-Garonne), n° 7291, p. 533; Saint-Paul-de-Léon (Finistère), n° 7112, p. 384; Saint-Pierre-de-Sémilly (Manche), n° 7733, p. 978; Saint-Pierre-la-Cluse (Doubs), n° 7100, p. 376; Saint-Pierre-la-Cluse (Doubs), n° 7757, p. 987; Saint-Quay (Côtes-du-Nord), n° 7191, p. 426; Saint-Romain-de-Popey (Rhône), n° 7037, p. 323; Saint-Romain-en-Gier (Rhône), n° 7294, p. 535; Saint-Rome-du-Tarn (Aveyron), n° 7301, p. 537; Saint-Sauveur-le-Vicomte (Manche), n° 7088, p. 372; Saint-Servan (Ille-et-Vilaine), n° 7143, p. 394; Saint-Sever (Landes), n° 7123, p. 388; Saint-Vaast-la-Hougue (Manche), n° 7144, p. 394; Saint-Vincent (Hérault), n° 7140, p. 393; Saleich (Haute-Garonne), n° 7131, p. 390; Salers (Cantal), n° 7714, p. 973; Saon (Calvados), n° 7094, p. 374; Sarcey (Rhône), n° 7045, p. 326; Sartilly (Manche), n° 7042, p. 324; Sartilly (Manche), n° 7111, p. 384; Sasselot-le-Mauconduit (Seine-Inférieure), n° 7115, p. 385; *idem. ibidem*; Saucats (Gironde), n° 7140, p. 393; Sauvic (Seine-Inférieure), n° 7303, p. 538; Séboncourt (Aisne), n° 7100, p. 376; Seux (Somme), n° 7305, p. 539; Sigolsheim (Haut-Rhin), n° 7726, p. 976; Smarve (Vienne), n° 7053, p. 330; Soissons (Aisne) (de l'église cathédrale, à), n° 7290, p. 533; Sombornon (Côte-d'Or), n° 7085, p. 371; Sorrel (Somme), n° 7130, p. 390; Soueich (Haute-Garonne), n° 7095, p. 375; Souillac (Lot), n° 7036, p. 323; Soufflot (Doubs), n° 7767, p. 989; Sourdeval (Manche), n° 7039, p. 324; Souyri (Aveyron), n° 7027, p. 320; Spézet (Finistère), n° 7725, p. 976; Stenay (Meuse), n° 7043, p. 325; Sully-sur-Loire (Loiret), n° 7119, p. 387; — Tarascon (Ariège), n° 7048, p. 328; Tarascon (Ariège), n° 7290, p. 533; Tarbes (Hautes-Pyrénées) (l'église cathédrale de), n° 7189, p. 426; Tarbes (Hautes-Pyrénées) (de la cathédrale et de Saint-Jean, à), n° 7303, p. 538; Tasques (Gers), n° 7774, p. 991; Tassy (Manche), n° 7734, p. 978; Théméricourt (Seine-et-Oise), n° 7305, p. 539; Thèze (Basses-Pyrénées), n° 7125, p. 389; Thiaucourt (Meuse), n° 7348, p. 635; Thil-Châtel (Côte-d'Or), n° 7758, p. 987; Thoisy-le-Désert (Côte-d'Or), n° 7100, p. 376; Tholles-Millière (Haute-Marne), n° 7088, p. 372; Thoul (Marne), n° 7761, p. 988; Thury-Harcourt (Calvados), n° 7709, p. 972; Tilly-sur-Seuilles (Calvados), n° 7100, p. 376; Tissey (Yonne), n° 7296, p. 536; Touille (Haute-Garonne), n° 7101, p. 377; Toulouse (Haute-Garonne) (de la Dalbade et de Notre-Dame-du-Taur, à), n° 7045, p. 326; Toulouse (Haute-Garonne) (de la Daurade, à), n° 7049, p. 328; Toulouse (Haute-Garonne) (de Saint-Étienne, à), n° 7304, p. 539; Treillères (Loire-Inférieure), n° 7031, p. 321; Treilly (Manche), n° 7129, p. 389; Tréou (Loir-et-Cher), n° 7292, p. 534; Tulie

(Corrèze) (de Notre-Dame, à), n° 7085, p. 371; Turecy (Côte-d'Or), n° 7085, p. 371; — Unac (Ariège), n° 7090, p. 373; Urrugne (Basses-Pyrénées), n° 7294, p. 535; Uzès (Gard) (de Saint-Théodoret, à), n° 7034, p. 322; — Vains (Manche), n° 7101, p. 377; Valinès (Somme), n° 7295, p. 535; Vallereuil (Dordogne), n° 7085, p. 371; Valprieude (Lot) (de Saint-Félix, commune de), n° 7292, p. 534; Val-Saint-Éloi (Haute-Saône), n° 7102, p. 377; Varaire (Lot), n° 7305, p. 539; Varemblon (Ain), n° 7100, p. 376; Vaubexy (Vosges), n° 7190, p. 426; Vêlre (Ariège), n° 7090, p. 373; Vendelée (Morbihan), n° 7090, p. 373; Vendin-le-Viel (Pas-de-Calais), n° 7102, p. 377; Verdun (Tarn-et-Garonne) (de Saint-Michel, à), n° 7091, p. 374; Verdun (Tarn-et-Garonne) (de Saint-Michel, à), n° 7293, p. 534; Vermon (Indre-et-Loire), n° 7121, p. 387; Versailles (Seine-et-Oise) (de Saint-Symphorien, à), n° 7189, p. 426; Verzy (Marne), n° 7050, p. 328; Veslud (Aisne), n° 7722, p. 975; Vesly (Manche), n° 7133, p. 391; Veulette (Seine-Inférieure), n° 7115, p. 385; Veyre-Monton (Puy-de-Dôme), n° 7142, p. 394; Vic (Cantal), n° 7043, p. 328; Vic (Cantal), n° 7119, p. 387; Vicq (Haute-Marne), n° 7033, p. 322; Viessois (Calvados), n° 7099, p. 376; Vigneulles (Meuse), n° 7189, p. 426; Vigneux (Loire-Inférieure), n° 7042, p. 324; Vigneux (Loire-Inférieure) (de la Paclais, section de), n° 7144, p. 394; Vigny (Seine-et-Oise), n° 7029, p. 321; Villeclaye (Meuse), n° 7114, p. 385; Ville-neuve-l'Archevêque (Yonne), n° 7043, p. 325; Villeneuve-sur-Lot (Lot-et-Garonne) (la chapelle des Pénitents-Bleus, à), n° 7762, p. 988; Villers-Bocage (Calvados), n° 7111, p. 384; Villers-Bretonneux (Somme), n° 7125, p. 389; Villevenard (Marne), n° 7761, p. 988; Villiers (Manche), n° 7050, p. 328; Villiers-lès-Hauts (Yonne), n° 7043, p. 325; Villy-en-Auxois (Côte-d'Or), n° 7091, p. 374; Vinnemerville (Seine-Inférieure), n° 7115, p. 385; Vionville (Moselle), n° 7103, p. 378; Visan (Vaucluse), n° 7102, p. 377; Visan (Vaucluse), n° 7103, p. 378; Voix (Puy-de-Dôme), n° 7138, p. 392; Voûte-sur-Loire (la) (Haute-Loire), n° 7139, p. 392; — Wasnes-au-Bac (Nord), n° 7198, p. 537; Wilgottheim (Bas-Rhin), n° 7044, p. 326; — Zimming (Moselle), n° 7042, p. 324.

Evêques. A ceux des diocèses suivants : Grenoble (Isère), n° 7122, p. 388; — Poitiers (Vienne), n° 7142, p. 394. — Reims (Marne), n° 7064, p. 330.

Hospices. A ceux établis dans les villes suivantes : Albi (Tarn), n° 7029, p. 321; Albi (Tarn), n° 7118, p. 386; Ammerschwir (Haut-Rhin), n° 7101, p. 378; Andelys (les) (Eure), n° 7775, p. 991; Autun (Saône-et-Loire), n° 7355, p. 651; — Béziers (Hérault) (des enfants trouvés, à), n° 7373, p. 683; Blamont (Meurthe), n° 7148, p. 396; Bourbourg (Nord), n° 7036, p. 323; Brignoles (Var), n° 7759, p. 987; — Conceron (Loire-Inférieure), n° 7054, p. 330; — Dijon (Côte-d'Or), n° 7758, p. 987; — Faou (Finistère), n° 7234, p. 391; — Grassac (Var), n° 7770, p. 990; — Landerneau (Finistère), n° 7047, p. 327; Landerneau (Finistère), n° 7112, p. 384; Louviers (Eure), n° 7775, p. 991; — Malaucène (Vaucluse), n° 7769, p. 990; Metz (Moselle) (de la maternité, à), n° 7771, p. 990; — Nîmes (Gard), n° 7032, p. 323; Noirmoutier (Vendée), n° 7117, p. 386; — Paris (Seine) (des vieillards, à), n° 7376, p. 684; Paris (Seine) (de Saint-Louis, à), n° 7773, p. 991; Pignana (Var), n° 7028, p. 320; Puy (le) (Haute-Loire), n° 7139, p. 392; — Rive-de-Gier (Loire), n° 7374, p. 683; — Saint-Céré (Lot), n° 7717, p. 974; — Tarras (Rhône).

n° 6927, p. 136; Toulouse (Haute-Garonne) (de la Grave, à), n° 7713, p. 973; Tulle (Corrèze), n° 7085, p. 371.

Pauvres. A ceux des communes suivantes : Ablaincourt (Somme), n° 7105, p. 379; Ailly-sur-Noye (Somme), n° 7715, p. 974; Amotenville (Manche), n° 7087, p. 372; Auch (Gers), n° 7111, p. 384; — Baizil (Marne), n° 7054, p. 330; Beaulieu (Haute-Loire), n° 7139, p. 392; Beauvais (Oise) (de la paroisse de Saint-Pierre, à), n° 7114, p. 385; Belleville (Seine), n° 7347, p. 635; Beney (Meuse), n° 7348, p. 635; Bergerac (Dordogne), n° 7719, p. 975; Berméricourt (Marne), n° 7054, p. 330; Bernes (Somme), n° 7114, p. 385; Blaymont (Lot-et-Garonne), n° 7149, p. 396; Bouillargues (Gard), n° 7032, p. 322; Boults-sur-Suippe (Marne), n° 7054, p. 330; Bourbourg-Campagne (Nord), n° 7036, p. 323; Bourbourg (Nord), n° 7036, p. 323; Bouvante-le-Bas (Drôme), n° 7114, p. 385; Brie (Aisne), n° 7094, p. 374; Brimont (Marne), n° 7054, p. 330; Broussy-le-Petit (Marne), n° 7761, p. 988; Brulatte (Mayenne), n° 7034, p. 322; — Cambrai (Nord), n° 7035, p. 323; Cazères (Haute-Garonne), n° 7099, p. 376; Chapelle-Saint-Laurent (la) (Deux-Sèvres), n° 7712, p. 973; Chépy (Somme), n° 7041, p. 324; Cluse (la) (Doubs), n° 7757, p. 987; Coizard (Marne), n° 7761, p. 988; Corfelix (Marne), n° 7761, p. 988; Courcy (Marne), n° 7054, p. 330; Courjeonnet (Marne), n° 7761, p. 988; Carcy (Calvados), n° 7709, p. 972; — Digeultray-Duval (Côtes-du-Nord) (Institut à), n° 7375, p. 681; Domjean (Manche), n° 7027, p. 320; — Escoutour (Puy-de-Dôme), n° 7104, p. 378; Esquermes (Nord), n° 7104, p. 378; — Foudrain (Aisne), n° 7094, p. 374; Fougères (Ille-et-Vilaine) (de Saint-Léonard, à), n° 7346, p. 635; — Guénin (Morbihan), n° 7041, p. 324; — Haapanren (Basses-Pyrénées), n° 7096, p. 375; Hornbourg-le-Haut (Moselle), n° 7117, p. 386; — Iury (Seine), n° 7347, p. 635; — Laigné (Mayenne), n° 7090, p. 373; Landerneau (Finistère), n° 7047, p. 327; Lit (Landes), n° 7096, p. 375; Loivres (Marne), n° 7054, p. 330; Lude (Sarthe), n° 7111, p. 384; — Malesherbes (Loiret), n° 7298, p. 537; Menneville (Aisne), n° 7054, p. 330; Méréglise (Eure-et-Loir), n° 7090, p. 373; Metzervisse (Moselle), n° 7304, p. 539; Mirebel (Jura), n° 7096, p. 375; Mixe (Landes), n° 7096, p. 375; Mur-de-Barrez (Aveyron), n° 7054, p. 330; — Narbonne (Aude), n° 7094, p. 374; Neufchâtel (Aisne), n° 7054, p. 330; Nogaro (Gers), n° 7112, p. 381; Noirmoutier (Vendée), n° 7117, p. 386; — Oloron (Basses-Pyrénées), n° 7306, p. 540; Onet et Onet (Aveyron), n° 7027, p. 320; — Paris (Seine), n° 7347, p. 635; Paris (Seine) (des faubourgs du Roule et Saint-Honoré, à), n° 7347, p. 635; Paris (Seine), n° 7716, p. 974; Paris (Seine) (de la paroisse de Saint-Laurent, à), n° 7716, p. 974; Paris (Seine) (de la paroisse de la Madeleine, à), n° 7770, p. 990; Paris (Seine), n° 7772, p. 990; Pouze (Haute-Garonne), n° 7304, p. 539; Prouvais (Aisne), n° 7054, p. 330; Puy (le) (Haute-Loire), n° 7139, p. 392; — Quimperlé (Finistère), n° 7047, p. 327; — Revest (Var), n° 7035, p. 323; — Saint-Brieuc-de-Mauron (Morbihan), n° 7096, p. 375; Saint-Cernain-de-Lahardé (Dordogne), n° 7719, p. 975; Sainte-Eulalie (Aveyron), n° 7099, p. 376; Sainte-Marie-aux-Mines (Haut-Rhin), n° 7115, p. 385; Sainte-Mère (Gers), n° 7096, p. 375; Saint-Eugène (Charente-inférieure), n° 7015, p. 326; Saint-Flavier (Indre-et-Loire), n° 7111, p. 384; Saint-Georges-sur-Moulon (Cher), n° 7094, p. 374; Saint-Honoré (Isère), n° 7090, p. 373; Saint-Longis (Sarthe), n° 7047, p. 327; Saint-Paul-de-Léon (Finistère), n° 7112, p. 384; Salles et Lebourgblanc

(Aveyron), n° 7017, p. 320; Sarcey (Rhône), n° 7045, p. 326; Souillac (Lot), n° 7036, p. 323; Soissons (Aisne), n° 7039, p. 324; Sourdeval (Manche), n° 7039, p. 324; Souyri (Aveyron), n° 7017, p. 320; — Tasque (Gers), n° 7774, p. 991; Thil-Châtel (Côte-d'Or), n° 7758, p. 987; Thoub (Marne), n° 7761, p. 988; Toulouse (Haute-Garonne) (de la paroisse de Saint-Étienne, à), n° 7304, p. 539; Treillières (Loire-Inférieure), n° 7031, p. 321; Tulle (Corrèze), n° 7085, p. 371; — Unac (Ariège), n° 7090, p. 373; Uzès (Gard), n° 7034, p. 322; — Vallereuil (Dordogne), n° 7085, p. 371; Vèbre (Ariège), n° 7090, p. 373; Vendée (Mayenne), n° 7090, p. 373; Viessoix (Calvados), n° 7099, p. 376; Villevenard (Marne), n° 7761, p. 988; Volvic (Puy-de-Dôme), n° 7138, p. 392; — Wilgottheim (Bas-Rhin), n° 7044, p. 326.

Prêtres âgés et infirmes. A ceux des villes suivantes: Metz (Moselle) (du diocèse de), n° 7031, p. 321; — Paris (Seine), n° 7118, p. 386; Paris (Seine), n° 7140, p. 393; — Quimper (Finistère), n° 7291, p. 533; — Tarbes (Hautes-Pyrénées) (du diocèse de), n° 7103, p. 378.

Salles d'asile. A celle établie à Noirmoutier (Vendée), n° 7117, p. 386.

Séminaires. A ceux des villes suivantes: Albi (Tarn), n° 7118, p. 386; Aire (Landes), n° 7138, p. 392; Aix (Bouches-du-Rhône), n° 7146, p. 395; Angers (Maine-et-Loire), n° 7049, p. 328; Autun (Saône-et-Loire), n° 7355, p. 651; — Bayonne (Basses-Pyrénées), n° 7125, p. 389; Bourges (Cher), n° 7094, p. 374; — Cahors (Lot), n° 7121, p. 387; Clermont (Puy-de-Dôme), n° 7720, p. 975; — Fréjus (Var), n° 7035, p. 323; — Meaux (Seine-et-Marne), n° 7296, p. 536; Metz (Moselle), n° 7031, p. 321; Metz (Moselle), n° 7129, p. 389; — Nantes (Loire-Inférieure), n° 7125, p. 389; — Paris (Seine), n° 7097, p. 376; Paris (Seine), n° 7140, p. 393; Poitiers (Vienne), n° 7733, p. 978; Puy (le) (Haute-Loire), n° 7139, p. 392; — Quimper (Finistère), n° 7047, p. 327; Quimper (Finistère), n° 7112, p. 384; — Reims (Marne), n° 7054, p. 330; Rodez (Aveyron), n° 7027, p. 320; Rodez (Aveyron), n° 7054, p. 330; Rouen (Seine-Inférieure), n° 7093, p. 374; Rouen (Seine-Inférieure), n° 7115, p. 385; — Soissons (Aisne), n° 7039, p. 324; Soissons (Aisne), n° 7290, p. 533; — Tarbes (Hautes-Pyrénées), n° 7118, p. 386; Toulouse (Haute-Garonne), n° 7304, p. 539; Tours (Indre-et-Loire), n° 7764, p. 989.

Sociétés philanthropiques. A celles suivantes: Paris (Seine), n° 7760, p. 988.

Idem de charité maternelle, n° 7372, p. 683.

M

MARINS. Voyez *Pensions de la marine.*

MILITAIRES. Voyez *Pensions militaires.*

MINES. Décrets contenant des dispositions relatives aux suivantes: Courrières (Pas-de-Calais) (concession de mines de houille, à), n° 7078, p. 370; — Dourges (Pas-de-Calais) (concession de mines de houille), n° 7077, p. 370; — La Mothe (Dordogne) (concession de mines de manganèse), n° 7071, p. 369; — Rozières (Vosges) (renonciation à une concession de mine de houille), n° 6905, p. 102; — Sainte-Croix-à-Lauze (Basses-Alpes) (renonciation à la concession des mines de lignite du Petit-Dauphin, à), n° 7071, p. 370; — Vernois (Doubs et Haute-Saône), (concession des mines de houille du), n° 7071, p. 369; Villecomte (Côte-d'Or), (concession de mines de fer, à), n° 7084, p. 171.

MOULINS. Pour leur établissement ou leur conservation, voyez *Usines*; pour le règlement du régime de leurs eaux, voyez *Eaux*.

O

OCTROIS. Dispositions relatives à ceux des communes suivantes: Andelys (les) (Eure), n° 7068, p. 369; Antibes (Var), n° 7340, p. 633; Arras (Pas-de-Calais), n° 7658, p. 954; — Bagnères (Hautes-Pyrénées), n° 7275, p. 522; Belleville (Seine), n° 6896, p. 63; Bordeaux (Gironde), n° 7274, p. 520; Bourges (Cher), n° 6933, p. 161; Brioude (Haute-Loire), n° 6935, p. 161; — Caen (Calvados), n° 7340, p. 633; Castelnau (Aude), n° 9934, p. 161; Châlons-sur-Marne (Marne), n° 6935, p. 161; Châteauroux (Indre), n° 7275, p. 522; Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme), n° 6894, p. 62; Cognac (Charente), n° 7659, p. 954; — Dinan (Côtes-du-Nord), n° 7068, p. 369; Dijon (Côte-d'Or), n° 7662, p. 954; — Evreux (Eure), n° 7340, p. 633; — Malaucène (Vaucluse), n° 7662, p. 954; — Nantes (Loire-Inférieure), n° 6894, p. 62; — Pont-l'Évêque (Calvados), n° 7662, p. 954; Puteaux (Seine), n° 7354, p. 651; — Rochefort (Charente-Inférieure), n° 7448, p. 811; — Saint-Denis (Seine), n° 6895, p. 62; Sellères (Jura), n° 7276, p. 523; — Toulon (Var), n° 7661, p. 954; — Valenciennes (Nord), n° 7660, p. 954; Verdun (Meuse), n° 7277, p. 523; Vitré (Ille-et-Vilaine), n° 7275, p. 522.

ORPHELINS. Voyez *Pensions de la marine*.

P

PACAGE. Voyez *Bois*.

PAUVRES. Voyez *Legs*.

PÊCHE. Décrets qui homologuent et rendent exécutoires des arrêtés relatifs à la pêche fluviale dans les départements suivants: Cher, n° 7673, p. 961; — Dordogne, n° 7674, p. 961.

PENSIONS civiles. Décrets qui accordent des pensions aux personnes suivantes: à un ancien conseiller d'État, n° 6890, p. 54; — une indemnité temporaire à un ancien conseiller d'État, n° 6891, p. 55; — à un ancien conseiller de préfecture, secrétaire général, n° 6907, p. 105; — à un ancien préfet, n° 6928, p. 137; — une indemnité temporaire à un ancien maître des requêtes au conseil d'État, n° 7024, p. 313; — à un ancien commissaire spécial de police, n° 7151, p. 398; — à un ancien préfet, n° 7153, p. 415; — à un ancien sous-préfet, n° 7244, p. 484; — à un ancien préfet, n° 7245, p. 485; — à un ancien préfet, n° 7246, p. 486; — à un ancien sous-préfet, n° 7265, p. 509; — à un ancien conseiller de préfecture, n° 7382, p. 725; — à trente-deux postillons, n° 7383, p. 726; — à un ancien stationnaire des lignes télégraphiques, n° 7384, p. 729; — à un ancien préfet, n° 7385, p. 730; — à un ancien préfet, n° 7438, p. 801; — à un ancien préfet, n° 7439, p. 802; — à un ancien sous-préfet, n° 7440, p. 803; — à un ancien conseiller de préfecture, secrétaire général, n° 7441, p. 804; — à un ancien conseiller de préfecture, n° 7442, p. 805; — à un ancien préfet, n° 7443, p. 806; — à un ancien préfet, n° 7444, p. 807; — à un ancien conseiller de préfecture, n° 7445, p. 809; — à un ancien stationnaire des lignes télégraphiques, n° 7446,

p. 810; — à un ancien chef de bureau à la préfecture de Constantine, n° 7453, p. 818.

PENSIONS de la marine. Décrets qui accordent les pensions suivantes : à quinze personnes, n° 6886, p. 33; — à trente-neuf personnes, n° 6887, p. 36. — à onze personnes, n° 7011, p. 269; — à vingt et une personnes, n° 7012, p. 270; — aux veuves et orphelins de vingt-neuf personnes, n° 7013, p. 275; — aux veuves et orphelins de vingt personnes, n° 7014, p. 280; — à dix-neuf personnes, n° 7015, p. 282; — aux veuves de dix personnes, n° 7016, p. 284; — à onze personnes, n° 7017, p. 286; — à trente-quatre personnes, n° 7283, p. 525; — aux veuves de six personnes et un secours annuel à un orphelin, n° 7284, p. 528; — à trente-huit personnes, n° 7358, p. 669; — aux veuves de huit personnes et à un orphelin, n° 7359, p. 672; — à seize personnes, n° 7491, p. 829; — aux veuves de quatre personnes, n° 7492, p. 830; — à trente et une personnes, n° 7493, p. 832; — à quarante-trois personnes, n° 7494, p. 836; — à vingt-six personnes, n° 7495, p. 842; — aux veuves de onze personnes, n° 7496, p. 846; — à vingt personnes, n° 7497, p. 848; — aux veuves et orphelins de dix personnes, n° 7498, p. 852.

PENSIONS militaires. Décrets qui accordent des pensions aux personnes suivantes : à un ancien concierge de bâtiments militaires, n° 6863, p. 1; — à soixante-cinq militaires, à titre d'ancienneté de service, n° 261, p. 65; — à trente-quatre militaires, pour blessures et infirmités, n° 6898, p. 72; — à quatre-vingt-une veuves de militaires, n° 6899, p. 78; — des secours annuels aux orphelins de quatre militaires, n° 6900, p. 86; — à quarante-cinq militaires, à titre d'ancienneté de service, n° 6901, p. 88; — à soixante-cinq militaires, à titre d'ancienneté de service, n° 6902, p. 94; — à quarante-deux veuves de militaires, n° 6908, p. 106; — à soixante et quinze militaires, à titre d'ancienneté de service, n° 6909, p. 110; — à trente-cinq militaires, pour blessures et infirmités, n° 6972, p. 217; — à quatre-vingt-cinq militaires, à titre d'ancienneté de service, n° 6973, p. 223; — à quinze militaires, à titre d'ancienneté de service, n° 6974, p. 234; — à quinze militaires, à titre d'ancienneté de service, n° 7026, p. 316; — de réforme à quatre officiers, n° 7193, p. 429; — à soixante-six veuves de militaires, n° 7194, p. 430; — des secours annuels aux orphelins de sept militaires, n° 7195, p. 438; — à quarante-cinq militaires, à titre d'ancienneté de service, n° 7196, p. 440; — à quatre-vingt-quatre militaires, à titre d'ancienneté de service, n° 7263, p. 493; — à trente-cinq militaires, pour blessures et infirmités, n° 7264, p. 503; — à quarante-deux veuves de militaires, n° 7266, p. 510; — à vingt-cinq militaires, à titre d'ancienneté de service, n° 7267, p. 514; — à quarante-deux veuves de militaires, n° 7352, p. 640; — à cinquante-cinq militaires, à titre d'ancienneté de service, n° 7353, p. 644; — à trois officiers, n° 7381, p. 723; — à un officier, à titre d'ancienneté de service, n° 7391, p. 731; — à dix-huit veuves de militaires, n° 7503, p. 861; — à quatre-vingt-cinq militaires, à titre d'ancienneté de service, n° 7504, p. 864; — à vingt-cinq militaires, à titre d'ancienneté de service, n° 7505, p. 876.

PENSIONS inscrites au trésor. Décrets qui autorisent l'inscription, au trésor public, des pensions suivantes : de neuf pensions civiles et militaires, n° 6892, p. 55; — de cent trois pensions civiles et militaires, n° 6910, p. 118; — de deux cent quatre-vingt-quatorze pensions militaires, n° 6932, p. 159; — de cent dix-neuf pensions civiles, militaires et à titre de récom-

pense nationale, n° 7025, p. 314; — d'une pension civile et de cent trente-cinq pensions militaires, n° 7063, p. 366; de dix-sept pensions militaires et d'une pension civile, n° 7338, p. 621; — de deux pensions de donataires, n° 7350, p. 637; — d'une pension de veuve de vétéran du camp de Juliers, n° 7351, p. 638; — de vingt-six pensions civiles et militaires, n° 7390, p. 733; — d'une pension de donataire, n° 7434, p. 797; — d'une pension à titre de récompense nationale, n° 7435, p. 798; — d'une pension de veuve de vétéran du camp de Juliers, n° 7436, p. 799; — de trois pensions de donataires, n° 7451, p. 813; — de deux cent quatre-vingt-trois pensions militaires, d'une pension civile et d'une pension à titre de récompense nationale, n° 7452, p. 814.

POMPES funèbres. Décret relatif à leur service dans la ville de Paris (Seine), n° 7319, p. 557.

PRÊTRES âgés et infirmes. Voyez *Legs*.

R

RECEPAGE. Voyez *Bois*.

RÉGIME forestier. Voyez *Bois*.

RELIGIEUSES. Voyez *Legs*, paragraphe *Communautés religieuses*.

REPEUPLEMENT. Voyez *Bois*.

RETRAITES. Voyez *Pensions*.

S

SALLES d'asile. Voyez *Legs*.

SÉMINAIRES. Voyez *Legs*.

SERVICE à l'étranger. Décrets qui autorisent à prendre du service à l'étranger, sans perdre leur qualité de Français, les ci-après dénommés : Meyer, n° 6712, p. 939; — Sautter, n° 7636, p. 946.

SOCIÉTÉS industrielles. Dispositions relatives à l'établissement ou à des modifications dans les statuts des sociétés suivantes : Avignon (Vaucluse) (modification aux statuts de la compagnie du pont d'Avignon sur la Durance), n° 6866, p. 23; — Crédit foncier (approbation des statuts de la société formée pour le ressort de la cour d'appel de Paris), n° 6962, p. 169; — Decize (Nièvre) (autorisation de la société anonyme des mines de), n° 7392, p. 736; — Havre (Seine-Inférieure) (autorisation de la société d'assurances maritimes, sous la dénomination de *les Antikes*, formée au), n° 6865, p. 12; *idem* (prorogation de la société des paquebots à vapeur entre le Havre et Caen), n° 6888, p. 40; — Lyon (Rhône) (modifications aux statuts de la société du chemin de fer de Lyon à Avignon), n° 7393, p. 741; — *Marollaise* (autorisation de la société d'assurances mutuelles contre la mortalité des bestiaux, formée à Marolles (Nord) sous la dénomination de la), n° 7023, p. 301; — Marseille (Bouches-du-Rhône) (autorisation de la société de crédit foncier formée à), n° 7243, p. 464; *idem* (autorisation de la société d'assurance mutuelle immobilière contre l'incendie, formée à), n° 7357, p. 653; — Nevers (Nièvre) (autorisation de la société du crédit foncier formée à), n° 7319, p. 701; — Paris (Seine) (autorisation de la société anonyme sous la dénomination de *le Pilote*, formée à),

n° 6864, p. 2; Paris (Seine) (modifications aux statuts de la compagnie d'assurances sur la vie la *Nationale*, à), n° 6929, p. 138; *idem* (autorisation de la société des terrains et entrepôts du bassin Vauban, au Havre, formée à), n° 6930, p. 140; *idem* (autorisation de la société anonyme du chemin de fer de Mulhouse à Thann, formée à), n° 6931, p. 152; *idem* (modification aux statuts de la société d'assurances mutuelles immobilières contre l'incendie pour les départements de Seine-et-Oise et de la Seine, établie à), n° 7010, p. 265; *idem* (autorisation de la société du chemin de fer de Caen et Cherbourg à), n° 7062, p. 335; *idem* (autorisation de la société du chemin de fer de Dijon à Besançon, formée à), n° 7152, p. 399; *idem* (modifications aux statuts du chemin de fer de Paris à Orléans), n° 7307, p. 541; *idem* (autorisation de la compagnie du palais de l'Industrie), n° 7339, p. 622; *idem* (autorisation de la compagnie des chemins de fer du Midi, formée à), n° 7377, p. 685; *idem* (autorisation de la société de crédit mobilier, à), n° 7433, p. 781; *idem* (modifications aux statuts de la compagnie des bouillères de la Chazotte et du Treuil réunies), n° 7534, p. 895; — Rouen (Seine-Inférieure) (modification aux statuts de la société d'assurances mutuelles immobilières contre l'incendie, formée à), n° 7535, p. 898; *idem* (modifications aux statuts de la société d'assurances mutuelles mobilières contre l'incendie, formée à), n° 7536, p. 905; — Valence (Drôme) (prorogation de la société d'assurances immobilières contre l'incendie, formée à), n° 7737, p. 981.

SOCIÉTÉS philanthropiques. Voyez *Legs*.

STATUTS. Voyez *Sociétés industrielles*.

SUCCESSALES. Églises érigées en succursales dans les localités suivantes : Ablaincourt (Somme) (de Saint-Georges, à Gomiécourt, section d'), n° 7105, p. 379; Aboncourt (Meurthe), n° 7040, p. 324; Aboukir (Algérie), n° 7038, p. 323; Alger (Algérie) (La Casbah, à), n° 7056, p. 331; Azzinville (Loiret), n° 7109, p. 383; Angomont (Meurthe), n° 7109, p. 383; Arba (l') (Algérie), n° 7056, p. 331; Aspet (Haute-Garonne) (de Miège, à), n° 7131, p. 390; — Balâtre (Somme), n° 7724, p. 976; Bancé (Eure-et-Loir), n° 7107, p. 379; Belfery (Lot-et-Garonne), n° 7106, p. 379; Belestia (Pyénées-Orientales), n° 7109, p. 383; Beniméred (Algérie), n° 7056, p. 331; Betcave (Gers), n° 7132, p. 390; Beugnâtre (Pas-de-Calais), n° 7732, p. 977; Birmandreis (Algérie), n° 7056, p. 331; Bolwiller (Haut-Rhin), n° 7110, p. 383; Bonningues-les-Calais (Pas-de-Calais), n° 7735, p. 978; Bossugan (Gironde), n° 7300, p. 537; Boullargues (Gard), n° 7032, p. 322; Bourest-sur-Tanches (Pas-de-Calais), n° 7106, p. 379; Bourisip (Hautes-Pyrénées), n° 7732, p. 977; Bouyon (Var), n° 7116, p. 386; Brassy (Somme), n° 7724, p. 976; Brechainville (Vosges), n° 7302, p. 537; Broucains (Manche), n° 7731, p. 977; Brouy (Seine-et-Oise), n° 7110, p. 383; Brumetz (Aisne), n° 7110, p. 383; — Carmesse (Morbihan), n° 7113, p. 385; Casteide-Doat (Basses-Pyrénées), n° 7300, p. 537; Celle-sous-Gouzon (Creuse), n° 7128, p. 389; Chambolle (Côte-d'Or), n° 7038, p. 323; Charnat (Puy-de-Dôme), n° 7107, p. 379; Chassegney (Manche), n° 7107, p. 379; Chavannes (Drôme), n° 7110, p. 383; Chassignies (Nord), n° 7107, p. 379; Clerlandes (Puy-de-Dôme), n° 7720, p. 975; Golincamps (Somme), n° 7723, p. 976; Combles (Somme), n° 7098, p. 376; Corsoli (Corse), n° 7106, p. 379; Costries (Aveyron), n° 7109, p. 383; Courcelles (Charente-Inférieure), n° 7109, p. 383; Coutoire (Somme), n° 7736, p. 978; Goutures (Tarn-et-

Garonne), n° 7147, p. 395; Crann (Finistère), n° 7725, p. 976; Cussy-le-Châtel (Côte-d'Or), n° 7730, p. 977; — Dompierre-sur-Chalaronne (Ain), n° 7106, p. 379; Douaouda (Algérie), n° 7056, p. 331; — Eseudies (les) (Tarn), n° 7106, p. 379; — Fabas (Tarn), n° 7106, p. 379; Feins (Loiret), n° 7109, p. 383; Fondouck (le) (Algérie), n° 7056, p. 331; Fort-de-l'Eau (le) (Algérie), n° 7056, p. 331; — Gellenoncourt (Meurthe), n° 7086, p. 372; Géry (Meuse), n° 7110, p. 783; Gorges (Somme), n° 7732, p. 977; Guignemicourt (Somme), n° 7730, p. 977; Guillos (Gironde), n° 7107, p. 379; — Haie-Comtesse (la), (Manche), n° 7107, p. 379; Herlincourt (Pas-de-Calais), n° 7141, p. 393; Hohwald (Bas-Rhin), n° 7110, p. 383; — Joné-du-Bois (Orne) (la Retière, section de), n° 7055, p. 331; — Labarthe (Gers), n° 7106, p. 379; Lacs (Indre), n° 7107, p. 379; Lagos (Basses-Pyrénées), n° 7106, p. 379; Lahande-sur-Drôme (Calvados), n° 7106, p. 379; Lanoroms (Ain) (de Confort, à), n° 7136, p. 392; La Neuville-Saint-Pierre (Oise), n° 7106, p. 379; Lassur (Ariège), n° 7128, p. 389; Lavernoy (Haute-Marne), n° 7107, p. 379; Lavigneville (Meuse), n° 7136, p. 392; Louroux-sur-Beaune (Allier), n° 7107, p. 379; — Malétable (Orne), n° 7109, p. 383; Manosque (Basses-Alpes) (cure de 2^e classe), n° 7092, p. 374; Mazagran (Algérie), n° 7056, p. 331; Mesnil-le-Vicomte (Orne), n° 7109, p. 383; Molambos (Jura), n° 7109, p. 383; Monbardon (Gers), n° 7106, p. 379; Montey-Saint-Pierre (Ardennes), n° 7109, p. 383; Mouzaia-Ville (Algérie) n° 7056, p. 331; Murgon (Hérault), n° 7107, p. 379; — Neudorf (Bas-Rhin), n° 7110, p. 383; Neure (Allier), n° 7107, p. 379; — Pajay (Isère), n° 7107, p. 379; Parfondru (Aisne), n° 7722, p. 975; Paris (Seine) (de Saint-André, cité d'Antin, à), n° 7058, p. 332; *idem* (de Saint-Joseph, à), n° 7092, p. 374; Perruel (Eure), n° 7723, p. 976; Petit (Algérie), n° 7038, p. 323; Peyrissas (Haute-Garonne) n° 7110, p. 383; Pompéjac (Gironde), n° 7107, p. 379; Pouech (Ariège), n° 7109, p. 383; Prat (Ariège) (de Saint-Maur, à), n° 7131, p. 390; Prinçay (Vienne), n° 7109, p. 383; — Rainecourt (Somme), n° 7724, p. 976; Rieux-en-Val (Aude), n° 7107, p. 379; Roussent (Pas-de-Calais), n° 7723, p. 976; — Sablon (le) (Moselle), n° 7107, p. 379; Sagelot (Dordogne), n° 7109, p. 383; Saint-André-du-Garn (Gironde), n° 7136, p. 392; Saint-Avit (Landes), n° 7106, p. 379; Saint-Circq (Dordogne), n° 7109, p. 383; Saint-Denis (Seine) (ancienne église curiale de), n° 7188, p. 426; Sainte-Marie (Hautes-Pyrénées), n° 7731, p. 977; Saint-Hugues-des-Chartreux (Isère), n° 7107, p. 379; Saint-Just (Ain), n° 7106, p. 379; Saint-Lager (Rhône), n° 7297, p. 536; Saint-Macaire (Maine-et-Loire), n° 7124, p. 388; Saint-Pierre-du-Palais (Charente-Inférieure), n° 7109, p. 383; Saint-Pierremont (Vosges), n° 7109, p. 383; Saint-Quay (Côtes-du-Nord) (Notre-Dame-de-la-Garde, à), n° 7191, p. 426; Saint-Thomas (Drôme), n° 7127, p. 389; Saisénay (Jura), n° 7109, p. 383; Saleich (Haute-Garonne) (du Château, à), n° 7131, p. 390; Smendou (Algérie), n° 7038, p. 323; Sombrun (Hautes-Pyrénées), n° 7110, p. 383; Soueich (Haute-Garonne), n° 7095, p. 375; Stidia (Algérie), n° 7038, p. 323; Stora (Algérie), n° 7056, p. 331; — Tertry (Somme), n° 7106, p. 379; Théragus (Algérie), n° 7056, p. 331; Thorins (Saône-et-Loire), n° 7297, p. 536; Tourlaville (Manche), n° 7299, p. 537; Tréguenestre (Côtes-du-Nord), n° 7109, p. 383; Tuxan (le) (Gironde), n° 7107, p. 379; — Vallié (Algérie), n° 7056, p. 331; Valmy (Algérie), n° 7056, p. 331; Varennes (Vienne).



n° 7109, p. 383; Vercourt (Somme), n° 7300, p. 537; Verpillières (Somme), n° 7723, p. 976; Villefrie (Haute-Saône), n° 7106, p. 379; Vincelles (Saône-et-Loire), n° 7106, p. 379; Voubarte (Charente), n° 7106, p. 379; Vraie-Croix (la) (Morbihan), n° 7110, p. 383.

SYNDICATS. Décrets qui établissent des associations syndicales sous les dénominations suivantes et dans les lieux ci-après : Dieffenbach (Bas-Rhin) (associations pour les terrains arrosables sur la rive droite du Giessen), n° 7073, p. 370; — Grandfontaine (Doubs) (réunion des propriétaires des rives de la source du ruisseau de), n° 7703, p. 971; — Llagonne (Pyrénées-Orientales) (association pour l'entretien d'un canal d'arrosage), n° 7281, p. 524; — Oignin (Ain) (association pour l'abaissement du lac de Nantua, à), n° 7076, p. 370; — Ruisset (Isère) (autorisation de contracter un emprunt), n° 7486, p. 628; — Vaucluse (canal de) (autorisation de contracter un emprunt), n° 6906, p. 102.

T

TRÉSOR public. Voyez *Pensions inscrites au trésor.*

U

USINES. Établissement ou maintien en activité d'usines dans les lieux suivants : Aocelley (Yonne) (conservation d'une usine), n° 7487, p. 828; Allévard (Isère) (modification d'une usine à fer), n° 7081, p. 371; Arnières (Eure) (conservation d'un moulin), n° 6885, p. 32; Argues (le) (Lot) (conservation d'une usine à la catalane), n° 7081, p. 371; Auzarre (Yonne) (conservation de deux moulins), n° 7487, p. 828; *idem* (modification à un moulin), n° 7702, p. 971; — Bayeux (Calvados) (conservation d'un moulin), n° 7069, p. 369; Béliet (Gironde) (mise en activité d'une scierie), n° 7069, p. 369; Blagnac (Dordogne) (déplacement d'un moulin), n° 7704, p. 971; Briscous (Basses-Pyrénées) (maintien d'une saline), n° 7701, p. 971; — Chammarandes (Haute-Marne) (établissement d'un haut-fourneau), n° 7070, p. 369; Clairvaux et Vertamboz (Jura) (maintien en activité d'une usine à fer), n° 6903, p. 102; Cussey-les-Forges (Côte-d'Or) (conservation d'usines à fer), n° 7069, p. 369; — Damville (Eure) (établissement d'un barrage), n° 7079, p. 371; — Fontaine-Heudebourg (Eure) (modification au système hydraulique d'un moulin), n° 7488, p. 828; Fresnes-Saint-Mamès (Haute-Saône) (modifications à une usine à fer), n° 7081, p. 371; — Gravières (Ardèche) (établissement d'une prise d'eau), n° 7079, p. 371; Graviigny (Eure) (règlement d'un moulin), n° 7705, p. 971; — Linars (Charente) (conservation de moulins), n° 6906, p. 102; Louviers (Eure) (modification à un moulin et à une filature), n° 7279, p. 523; — Morez (Jura) (conservation d'une usine à fer), n° 7082, p. 371; — Neuilly (Eure) (conservation d'un moulin), n° 6885, p. 32; — Ormoy (Haute-Saône) (conservation d'un moulin), n° 6906, p. 102; — Quillan (Aude) (établissement d'une prise d'eau), n° 6885, p. 32; — Ray (Haute-Saône) (conservation d'un moulin avec huilerie), n° 7069, p. 369; Ribiers (Hautes-Alpes) (établissement d'une usine), n° 7282, p. 524; Robiac (Gard) (adduction de

hauts fourneaux à une usine à fer), n° 7700, p. 971; — Sorgues (Vaucluse) (établissement d'un moulin), n° 7279, p. 523; *idem* (établissement d'une fabrique), n° 7704, p. 971; — Trois-Palis (Charente) (conservation d'une usine pour la préparation du cuivre), n° 7081, p. 371; — Uzerche (Corrèze) (addition d'un haut fourneau à une usine à fer), n° 7069, p. 369; — Varangeville (Meurthe) (établissement d'une usine à effiloche la laine), n° 6906, p. 102; Vassy (Haute-Marne) (établissement d'un haut-fourneau et d'un bocard avec patouillet), n° 7074, p. 370.

V

VENTES. Voyez *Bois*.

VEUVES. Voyez *Pensions de la marine et Pensions militaires*.

FIN DE LA TABLE ALPHABÉTIQUE DU TOME X,
PARTIE SUPPLÉMENTAIRE.

This book should be returned to the
Library on or before the last date stamped
below.

A fine of five cents a day is incurred by
retaining it beyond the specified time.

Please return promptly.

